



HAL
open science

LES MÉTAMORPHOSES DES PAGES POLITIQUE DANS LA PRESSE ÉCRITE FRANÇAISE (1945-2000)

Nicolas Kaciaf

► **To cite this version:**

Nicolas Kaciaf. LES MÉTAMORPHOSES DES PAGES POLITIQUE DANS LA PRESSE ÉCRITE FRANÇAISE (1945-2000). Science politique. Université Paris 1, 2005. Français. NNT: . tel-01078668

HAL Id: tel-01078668

<https://hal.science/tel-01078668v1>

Submitted on 29 Oct 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITE PARIS I – PANTHEON SORBONNE

Département de Science Politique

Centre de recherche politique de la Sorbonne

**LES METAMORPHOSES DES PAGES *POLITIQUE*
DANS LA PRESSE ECRITE FRANÇAISE (1945-2000)**

Thèse pour le doctorat en Science politique sous la
direction de M. Philippe Braud

Présentée et soutenue par
NICOLAS KACIAF

Jury :

M. Loïc BLONDIAUX, professeur de Science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Lille.

M. Philippe BRAUD, professeur des Universités à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

M. Jacques GERSTLE, professeur de Science politique à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

M. Erik NEVEU, professeur de Science politique, directeur de l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes, rapporteur.

M. Jean-François TETU, professeur en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon, rapporteur.

Décembre 2005

Pour Cécile,

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma gratitude à mon directeur de thèse, Philippe Braud, pour m'avoir fait profiter de ses conseils et de ses connaissances, pour le soutien dont il m'a témoigné, ainsi que pour sa disponibilité et son investissement dans le suivi de mon travail de recherche.

Je remercie également l'ensemble des chercheurs, titulaires et doctorants, qui, par leurs recommandations, leurs suggestions bibliographiques, leurs critiques, m'ont permis de surmonter certaines difficultés. En particulier, je souhaite adresser mes remerciements à Jean-Baptiste Legavre pour ses relectures et ses remarques souvent précieuses. Je n'oublie pas non plus Cyril Lemieux ainsi que les participants au séminaire de « Sociologie des médias » qui offre un espace de réflexions riches et fructueuses. Je pense enfin à Nicolas Hubé, Virginie Le Torrec, Ivan Chupin et Philippe Ponet avec qui il fut souvent passionnant de travailler et de débattre.

Je souhaite en outre remercier les rédacteurs interviewés d'avoir accepté de jouer le jeu de l'entretien et de m'avoir permis de mieux comprendre le métier de journaliste politique.

À mes parents, à mon frère, à ma sœur, à ma grand-mère, j'adresse mes chaleureux remerciements pour leur aide, leur présence et leur compréhension au cours de ces années. Je n'oublie pas non plus Michel et Alice qui ont eu la gentillesse de relire certaines parties de ce travail.

Je pense également à tous mes amis qui ont eu à supporter ma mauvaise humeur de « thésard ». Je ne le citerai pas nommément mais ils savent combien je leur dois.

Enfin, je souhaite exprimer toute ma reconnaissance à Cécile qui m'a encouragé quotidiennement et m'a aidé dans les moments difficiles. Ses relectures critiques et son dévouement m'ont permis de mener à bien cette recherche et sa rédaction finale.

SOMMAIRE

Introduction générale.....	p. 9
Titre 1. Le dernier acte du journalisme parlementaire (1944-58).....	p. 57
Chapitre 1. L'écriture journalistique du politique sous la IV ^e République.....	p. 61
Chapitre 2. Les conditions d'exercice du journalisme parlementaire.....	p. 138
Titre 2. Les métamorphoses des pages <i>Politique</i> (1958-2000).....	p. 193
Chapitre 3. Voir la politique autrement.....	p. 196
Chapitre 4. Témoigner de son « professionnalisme ».....	p. 256
Chapitre 5. Rendre la politique moins austère et plus « proche » du public.....	p. 335
Titre 3. Conditions et logiques des transformations rédactionnelles.....	p. 401
Chapitre 6. Les journalistes politiques face aux transformations politiques.....	p. 404
Chapitre 7. L'évolution des contraintes économiques et organisationnelles.....	p. 482
Chapitre 8. Renouvellements du personnel journalistique et luttes générationnelles.....	p. 573
Conclusion générale.....	p. 643
Annexes.....	p. 661
Bibliographie.....	p. 681
Table des matières.....	p. 706

INTRODUCTION GENERALE

« *La Presse est destinée au rôle de Grand Pouvoir, - pour ne pas dire de Seul Pouvoir dans l'Etat.* »¹

Paschal Grousset (1900)

Confrontés à une page du *Monde* du 1^{er} novembre 1970, des étudiants en journalisme interviewés en 2001 n'ont pu masquer leur stupéfaction². Cette page était entièrement consacrée au compte-rendu sténographique d'un débat budgétaire à l'Assemblée nationale. Il s'agissait de l'examen en première lecture des crédits du ministère du développement industriel et scientifique. Réunis en petits groupes de quatre ou cinq, les étudiants interviewés n'arrivaient pas à croire qu'un événement aussi anodin ait pu justifier un papier aussi dense et précis. Ils étaient surtout intrigués par le style de ce compte-rendu. Invités à le commenter, ils partageaient un même souci : montrer que cet article du *Monde* d'il y a trente-cinq ans ne constituait pas un « bon » travail journalistique. Écoutons-les : « C'est illisible », « Ce n'est pas très journalistique », « Ça ne répond pas aux règles du journalisme », « Ce n'est pas notre boulot de faire du compte-rendu de séance », « Ça aurait gagné à être un tout peu hiérarchisé quand même », « Et il n'y a aucun travail de mise en perspective ! », etc.

À travers les critiques émises, et notamment l'évocation récurrente de la ressemblance d'un tel papier au *Journal officiel*, ces étudiants mettaient en évidence leur sens pratique de la normalité journalistique. Ils rendaient explicites non seulement les règles inculquées lors de leur formation mais également leurs représentations des rôles que seraient sensés jouer les journalistes politiques aujourd'hui : privilégier des informations spectaculaires et clairement rapportées ; ne pas se contenter de rendre compte des débats parlementaires tel un greffier mais les mettre en relation avec les problèmes qui « concernent le public » ; hiérarchiser les informations, résumer, analyser, décrypter ; avoir un angle narratif, une chute, des accroches ; privilégier les points qui suscitent une forte opposition ou qui divisent la majorité ; bref, ne

¹ Lettre à Henri Avenel, in *La Presse française au Vingtième siècle*, Paris : Flammarion, 1901, p. XVII.

² Au cours du mois d'avril 2001, nous avons effectué trois « entretiens de groupe » réunissant des étudiants en écoles de journalisme (CFJ, IPJ, CELSA), supposés « intéressés » par le journalisme politique. A la suite d'une discussion portant principalement sur les pratiques et les missions de cette spécialité journalistique, ils ont été invités à commenter différents articles recueillis depuis 1970. La retranscription intégrale de ces réactions est fournie en annexes.

pas être ennuyeux. Dans le même temps, certains s'efforçaient de montrer une évolution dans les attentes du public, dans sa capacité de lecture, dans son rapport à la politique.

L'étonnement de ces étudiants face à un article pourtant caractéristique des productions du *Monde* des années 1970³ et l'utilisation d'un tel catalogue de normes professionnelles pour le commenter semblent être significatives d'une profonde évolution dans le contenu des pages *Politique* des journaux français⁴. Elles témoignent de transformations dans les conceptions du métier, dans les registres d'écriture légitimes, dans la définition journalistique de ce qui est « politique » et de ce qui est susceptible d'intéresser les publics. La mise en relation de ces deux « univers » (cet article produit en 1970 face à ces étudiants de l'an 2000) est, certes, artificielle, mais elle invite à interroger certaines mutations dans l'écriture des journalistes politiques de la presse écrite française.

Section 1. Pour une histoire des pages *Politique* de la presse écrite française

Les médias sont des instruments constitutifs de la politique moderne. Ayant contribué à la diffusion des langues vernaculaires et au sentiment d'appartenance nationale⁵, ayant rendu visible et légitimé l'action des gouvernants et de leurs administrations⁶, les gazettes ont accompagné l'émergence des Etats contemporains. Dispositifs de mobilisation de l'« opinion », les libelles du XVIII^e siècle ont favorisé l'expansion des critiques de l'absolutisme et favorisé la *formation* d'un public de citoyens *informés*⁷. A la fois ressource et contrainte pour conquérir, exercer ou influencer le pouvoir politique, les médias se sont inscrits au cœur de la vie démocratique, au point d'avoir contribué à en modifier les règles du

³ Bien que se raréfiant à partir des années 1960, les comptes-rendus de séance ne constituaient d'ailleurs pas une originalité du *Monde* : la majorité des quotidiens restituaient quotidiennement les débats de l'Assemblée.

⁴ Nous avons choisi de spécifier l'intitulé des pages ou des services « Politique » par l'emploi d'un caractère italique. Tout au long de ce travail, nous parlerons donc de pages *Politique* ou de services *Politique*. Il en ira de même lorsque seront évoqués d'autres segments journalistiques : pages *Société*, *Économie*, *Social*, etc. En revanche, lorsque le terme « politique » est appréhendé en tant qu'adjectif, nous conserverons une typographie classique. Nous évoquerons alors les journalistes ou les rédacteurs politiques.

⁵ Cf. ANDERSON Benedict, *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996, pp. 44-47

⁶ Voir THOMPSON John B., *The Media and the Modernity : A Social Theory of the Media*, Cambridge : Polity, 1995.

⁷ HABERMAS Jürgen, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris : Payot, 1993, p. 67 sq.

jeu et les croyances⁸. Ce rôle de publicisation des actes et des discours politiques est devenu d'autant plus saillant que se sont développés à la fin du XIX^e siècle des *médias de masse*, que cherchèrent à encadrer, voire à contrôler, institutions et acteurs politiques⁹. On le voit, cette question des liens entre journalisme et politique enrichit la compréhension de nombreux processus appréhendés par la sociologie politique. Et pourtant cette question de la médiatisation du ou de la politique a été relativement peu prise en charge par la science politique française.

Tandis que les informations politiques sont régulièrement disséquées, commentées et critiquées, le journalisme politique de la presse écrite française n'a été étudié, en tant qu'objet de recherche spécifique, qu'au début des années 1990. A travers les travaux d'Erik Neveu, Jean-Baptiste Legavre, Jacques Le Bohec ou Cyril Lemieux, la connaissance de cette spécialité journalistique s'est considérablement affinée. Ces auteurs ont notamment permis de mettre fin au cloisonnement entre des analyses de contenus, principalement préoccupées par le traitement des campagnes électorales, et une sociologie du travail journalistique plus attentive aux logiques de production qu'aux productions elles-mêmes¹⁰. En 1993, Erik Neveu s'étonnait ainsi de la rareté des enquêtes consacrées à l'écriture journalistique et à ses déterminants : « Attentive à la construction des événements, aux conditions d'exercice de la profession journalistique, la recherche sur les médias semble souvent considérer sa tâche comme accomplie dès l'instant où le travail du journaliste s'incarne en un "papier", un "sujet". Les articles sur la politique que les chercheurs trouvent dans leur quotidien se voient assignés au statut de réservoir de données factuelles ou d'outil pour objectiver la réussite d'une stratégie de visibilité médiatique. La question de leurs formes, des conditions sociales ou des enjeux de ces formes, se trouve dès lors renvoyée au domaine de l'impensé. »¹¹ Depuis le début des années 1990, les normes d'écriture et les conceptions du métier des journalistes politiques d'aujourd'hui sont désormais mieux connues des chercheurs. On identifie notamment cette attention quasi-exclusive pour les « jeux » plus que pour les « enjeux »

⁸ Cf. NEVEU Erik, « De quelques incidences des médias sur les systèmes démocratiques », *Réseaux*, n°100, vol. 18, 2000, pp. 109-136.

⁹ Cf. PALMER Michael B., *Des Petits journaux aux grandes agences. Naissance du journalisme moderne (1863-1914)*, Paris : Aubier, 1983 ; LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris : Métailié, 2000, pp. 38-54.

¹⁰ L'une des difficultés à aborder de front l'activité médiatique est que le terme de « médias » recouvre deux réalités. Il désigne non seulement les *supports* à travers lesquels les publics accèdent à des représentations du monde mais également l'ensemble des *acteurs* concourant à leur production.

¹¹ NEVEU Erik, « Pages "Politique" », *Mots*, n°37, 1993, p. 6.

politiques¹². On évoque le primat d'une lecture en termes de « course de petits chevaux »¹³. On souligne l'apparition d'un « journalisme d'état-major » qui dévoilerait les « logiques de communication des candidats »¹⁴. On distingue un attrait privilégié pour les dimensions stratégiques et psychologiques de l'affrontement politique¹⁵. On repère une exigence croissante de « distanciation » à l'égard des acteurs politiques¹⁶.

Ce bref état des lieux n'est évidemment pas exhaustif. Néanmoins, une zone d'ombre importante demeure. Si l'on excepte quelques rares et récents travaux¹⁷, cette problématique du travail et de l'écriture des journalistes politiques français n'a quasiment jamais été appréhendée dans une perspective diachronique. La littérature scientifique s'est rarement penchée sur la genèse ou l'historicité des rhétoriques mobilisées dans les pages *Politique*. Autrement dit, on ne sait pas réellement à quel moment et dans quelles conditions se sont structurées, codifiées, routinisées les pratiques actuelles des journalistes politiques.

Au point de départ de cette recherche, il y a donc un questionnement volontairement vaste. Quelles ont été les transformations contemporaines dans le contenu des pages *Politique* de la presse écrite nationale ? Comment a évolué ce journalisme censé écrire sur le pouvoir politique ? Quelles dimensions de l'univers politique les services *Politique* ont-ils successivement rendu *visible* à leurs publics ? Quels rôles ces journalistes ont cherché à jouer vis-à-vis de la compétition politique et vis-à-vis de leurs lecteurs ? L'enjeu est double : il s'agit tout à la fois de *décrire* et d'*expliquer* les mutations dans le travail et l'écriture des journalistes politiques, entre 1945 et 2000. Pour cela, cette enquête repose sur l'étude de onze

¹² Cf. LEGAVRE Jean-Baptiste, « Les journalistes politiques : des spécialistes du jeu politique », in MATONTI Frédérique (dir.), *La Démobilisation politique*, Paris : La Dispute, 2005, pp. 117-142. J.B. Legavre mobilise, pour étudier les pages *Politique* de la presse écrite, une opposition initialement soulignée au sujet du journalisme télévisé par GERSTLE Jacques et al., « Television News and The Construction of Political Reality in France and the United States », in KAIT Linda L., GERSTLE Jacques, SANDERS Keith R. (dir.), *Mediated Politics in Two Cultures*, New York : Praeger, 1991, p. 120.

¹³ Cette métaphore, désormais utilisée par de nombreux auteurs français, est importée des recherches anglo-saxonnes sur la couverture télévisuelle de la compétition politique (« *horse race politics* »). Il est toutefois difficile d'en déterminer la paternité. Voir, par exemple, COMSTOCK Georges, *The Evolution of American Television*, Newbury Park : Sage, 1989, p. 157 ; IYENGAR Shanto, *Is Anyone Responsible ? How Television Frames Political Issues*, Chicago : The University of Chicago Press, 1991, p. 15.

¹⁴ MERCIER Arnaud, « Les médias en campagne », in PERRINEAU Pascal, YSMAL Colette (dir.), *Le Vote de tous les refus. Les élections présidentielles et législatives de 2002*, Paris : Presses de la FNSP, 2002, p. 77.

¹⁵ NEVEU Erik, « Pages "Politique" », art. cité, p. 25.

¹⁶ LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse*, op. cit., pp. 184-222.

¹⁷ On peut citer une synthèse d'Erik Neveu sur l'évolution des cultures professionnelles des journalistes politiques (« Quatre configurations du journalisme politique », in RIEFFEL Rémy, WATINE Thierry (dir.), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris : Éditions Panthéon Assas, 2002, pp. 251-276). On distingue également une enquête de Cyril Lemieux sur les transformations des relations politico-journalistiques (in *Mauvaise Presse*, op. cit., pp. 184-222). Ce travail porte plus précisément sur les interactions entre les responsables d'une locale de *Sud-Ouest* et les élus de la mairie de Bordeaux.

publications : *France-Soir, Le Figaro, Le Monde, L'Humanité, Paris-Presse, Libération, L'Express, France-Observateur – Nouvel Observateur, Le Point, L'Évènement du Jeudi, Marianne*. À partir de ce corpus, nous souhaitons mettre en évidence une profonde mais lente évolution dans les rôles endossés par les journalistes politiques. Jusqu'aux années 1960, selon leurs journaux et leur statut dans les rédactions, les journalistes politiques se positionnaient généralement soit en *intermédiaires* entre la scène parlementaire et les lecteurs, soit en *porte-parole* d'organisations ou d'acteurs politiques, soit en *leaders d'opinion* censés éclairer ou mobiliser le public. Or, progressivement, ils ont incorporé de nouvelles manières de rendre compte de l'actualité politique et de se positionner à son égard. Ils se sont alors davantage efforcés de dévoiler et mettre en scène les « coulisses » des partis et des institutions politiques, de décrypter les stratégies individuelles des acteurs, de mesurer leurs performances en prenant appui sur l'« opinion publique ». Ce processus, que l'on se contente ici de résumer grossièrement, ne fut évidemment ni linéaire, ni identique dans tous les journaux. En décrire finement les modalités constitue la première tâche de ce travail.

Mais notre ambition est également et avant tout de cerner les conditions qui ont pu rendre possible de telles transformations dans les pages *Politique*. Dans quelles circonstances et pour quelles raisons les journalistes politiques ont-ils été amenés à modifier leurs savoir-faire et à introduire de nouvelles lectures du jeu politique ? Il s'agit notamment de se demander si ces évolutions ont résulté de transformations propres à l'univers politique ou si elles se sont inscrites dans le cadre des métamorphoses médiatiques contemporaines. En identifiant les logiques sociales ayant contribué à structurer les rôles journalistiques, on espère ainsi permettre de mieux comprendre le travail, les contraintes pratiques et les représentations des journalistes politiques actuels.

Bien évidemment, la construction de l'objet « pages *Politique* » et la délimitation, temporelle et spatiale, de l'enquête ne vont pas de soi. Il faut donc, en premier lieu, justifier ces partis pris, en précisant notamment ce que l'on entend par journalisme politique et par pages *Politique*. On pourra alors, dans un deuxième temps, suspendre la perspective historique de ce travail pour identifier certaines des dimensions structurantes du journalisme politique français. Ce rappel des principales caractéristiques de cette spécialité journalistique permettra, enfin, d'exposer plus précisément les cadres d'analyse, la problématique ainsi que les hypothèses de cette recherche.

§ 1. DELIMITATIONS DE L'ENQUETE ET CONSTRUCTION DE L'OBJET

L'ambition initiale de ce travail était d'étudier les « lectures et traductions journalistiques du jeu politique depuis 1970 ». Nous espérions, en effet, embrasser, sur une trentaine d'années, les évolutions repérées non seulement dans la presse écrite mais également dans les journaux radiophoniques et télévisés. Mais rapidement, trois obstacles se sont manifestés. Tout d'abord, il est vite apparu nécessaire d'étendre la période d'investigation. En effet, la césure retenue (1970) paraissait peu adéquate. Certes, des évolutions majeures semblaient se cristalliser tout au long de cette décennie 1970 mais il fallait aborder une plus large période pour restituer ces mutations dans leur longue durée. Ensuite, il s'est avéré bien difficile d'aborder, de front, ces trois médias aux conditions de production fortement dissemblables. D'ailleurs, si les informations radiophoniques demeurent largement absentes des travaux sociologiques, les journaux télévisés français ont fait l'objet de nombreuses recherches¹⁸. Nous avons donc choisi de nous restreindre à la seule presse écrite nationale. Enfin, obstacle plus crucial encore : la délimitation des pages et des services *Politique* est longtemps demeurée floue et variable selon les journaux. Plus qu'une difficulté méthodologique, cette imprécision des frontières journalistiques constituait alors une interrogation historique primordiale.

Il faut donc, à présent, s'arrêter plus en détail sur ces éléments de définition et de délimitation de l'objet. On se penchera successivement sur la périodisation retenue, sur les journaux soumis à l'analyse et sur ce qu'on entend par journalisme politique.

A. Justification de la période d'investigation : 1945-2000

La question de la délimitation temporelle s'est opérée conjointement à la construction de la problématique. En effet, notre objectif de départ était d'identifier la genèse des rhétoriques actuellement privilégiées dans les pages *Politique* des journaux français. Il ne s'agissait donc pas d'embrasser l'histoire entière du journalisme politique. D'ailleurs,

¹⁸ Cf. par exemple MERCIER Arnaud, *Le Journal télévisé. Politique de l'information et information politique*, Paris : Presses de la FNSP, 1996 ; CORNU Gérard, « La mise en scène télévisée du politique, un modèle précontraint ? », *Raison présente*, n°61, 1982, pp. 27-37 ; GERSTLE Jacques, « La persuasion de l'actualité télévisée », *Politix*, n°37, 1997, pp. 81-96 ; ESQUENAZY Jean-Pierre, *Télévision et Démocratie. Le politique à la télévision française (1958-1990)*, Paris : PUF, 1999 ; SIRACUSA Jacques, *Le JT, machine à décrire. Sociologie du travail des reporters à la télévision*, Bruxelles : INA – De Boeck Université, 2001.

construire une vaste fresque de ce journalisme n'aurait pas manqué de poser d'inévitables problèmes de vocabulaire, de frontières et d'homogénéité de l'objet. À quel moment peut-on réellement parler de journalistes politiques et non plus de publicistes ou de journalistes parlementaires ? Convenait-il de débiter cette histoire à l'apparition de tels labels (pages *Politique*, « journalisme politique ») ou fallait-il se plonger dans des configurations passées qui donnèrent naissance à ce type d'activité ? S'agissait-il de démarrer le récit à l'émergence des journaux de masse (1870 environ pour la France) ou fallait-il inclure la presse doctrinale qui marqua le XIX^e siècle ? Ce recul historique aurait sans doute permis d'appréhender la genèse et l'institutionnalisation du journalisme politique mais il aurait profondément dilué notre questionnement initial. Pour autant, il fallait fixer une borne temporelle à ce travail : le début des années 1970 fut donc initialement retenu.

Néanmoins, si l'objectif était d'identifier les circonstances d'apparition des rôles journalistiques contemporains, il convenait également d'étudier les formes antérieures d'écriture des pages *Politique*. Aussi, à mesure que l'observation était menée, la charnière de 1970 apparaissait-elle peu pertinente pour répondre à ces deux impératifs. Par régressions successives, on identifiait alors une relative stabilité dans les contenus des années 1945-1960, précédant trois décennies de profondes métamorphoses. Aussi l'investigation débute-t-elle en 1945. La Guerre puis la Libération ayant largement reconfiguré les univers politique et médiatique, cette borne se présente comme une rupture satisfaisante pour démarrer l'étude d'un journalisme qui se situe à la charnière de ces deux univers. Il ne s'agit toutefois pas de justifier ce choix en affirmant que les pages *Politique* des journaux de l'après-guerre sont radicalement différentes de celles des décennies précédentes. Il s'agit encore moins de présumer que le journalisme de 1945 ne fait que reproduire les pratiques en vigueur auparavant. Cette question sera débattue, mais elle ne constitue aucunement le cœur de ce travail.

B. Le choix des médias étudiés : entre représentativité et exemplarité

Il convient à présent d'exposer et de justifier le choix des terrains d'enquête, c'est-à-dire des journaux soumis à l'analyse. Certes, les questions de politique nationale sont abordées par une très large variété de supports mais cette recherche ne pouvait embrasser toutes les facettes du journalisme. Le choix initial était de ne travailler qu'à partir des journaux nationaux, quotidiens et hebdomadaires, d'information générale, destinés au « grand

public ». Cet objectif d'homogénéité du corpus mettait ainsi de côté de nombreux pans de la presse : les quotidiens ou hebdomadaires régionaux, les agences, les hebdomadaires satiriques comme *Le Canard enchaîné* ou les magazines plus hybrides tels *Paris-Match* ou *VSD*. On prenait alors le risque de ne prélever que les titres les plus « légitimes » ou les plus « prestigieux » selon les hiérarchies internes au champ journalistique. Néanmoins, le souci principal était de constituer un corpus homogène en sélectionnant des journaux comparables. Or, si l'on met de côté la brève effervescence qui suit la Libération, il faut avouer qu'entre 1945 et 2000, l'éventail des publications répondant aux critères fixés (journaux nationaux d'information générale à large diffusion) est relativement sommaire. On ne pouvait pour autant les inclure tous dans l'analyse.

Une première difficulté réside dans l'aspect diachronique de ce travail : faut-il sélectionner des titres distincts selon les époques ? Ou bien faut-il appréhender les transformations du journalisme politique en s'attachant à identifier les évolutions propres à certains journaux ? C'est cette seconde option qui a été retenue puisqu'elle permet tout à la fois de décrire des mutations globales dans les pages *Politique* et d'exemplifier ces mutations en en identifiant les modalités dans quelques publications. Toutefois, l'un des dangers serait de ne sélectionner ces journaux qu'en fonction du terme de cette histoire, c'est-à-dire ne constituer le corpus qu'à partir d'une observation actuelle du marché de la presse. Une telle perspective ne manquerait pas d'évacuer des publications disparues, ayant peut-être imaginé des formes alternatives de journalisme politique. En ne retenant que les journaux qui « marchent » aujourd'hui, on se contenterait alors d'écrire une anachronique histoire des vainqueurs.

Seconde difficulté : les journaux doivent-ils être retenus au nom de la singularité de leurs orientations rédactionnelles ou bien au nom de leur éventuelle représentativité ? Il semble qu'il faille tenir ensemble ces deux exigences : privilégier des publications ayant marqué l'histoire de la presse mais respecter une certaine diversité quant aux publics visés par les journaux. Afin d'établir la représentativité des journaux choisis, il importe de brosser à grands traits le marché de la presse nationale d'information générale. La plupart des recherches consacrées aux médias suggèrent une division binaire de l'espace journalistique. D'un côté, certains travaux mobilisent une opposition séculaire entre « presse d'information » et « presse d'opinion »¹⁹. De l'autre, certains chercheurs mettent en évidence une polarisation

¹⁹ Cf. par exemple ALBERT Pierre, *La Presse française*, Paris : La Documentation française, 2004, p. 50.

du champ médiatique entre des exigences intellectuelles (« la presse de référence ») et des exigences commerciales (la presse « populaire »)²⁰. Or ces divisions permettent rarement d'appréhender et de classer l'ensemble des journaux. En effet, les catégories « presse d'opinion » et « presse d'information » sont utiles pour décrire le déclin d'un journalisme militant et l'émergence, depuis le milieu du XIX^e siècle, d'un processus d'industrialisation et de professionnalisation du journalisme. Mais, lorsqu'il s'agit d'étudier la presse contemporaine, ces catégories demeurent fuyantes. Il en va de même pour l'opposition entre « presse de référence » et « presse populaire », dans la mesure où elle évacue la question de la politisation des journaux (dans lequel de ces univers peut-on, par exemple, classer un journal comme *L'Humanité* ?) et tend parfois à confondre la finalité de l'activité (informer / divertir) et la composition sociologique des publics visés.

Il faut donc identifier non pas deux mais trois pôles pour appréhender le marché de la presse nationale d'information générale, et ainsi distinguer journaux d'*establishment*, journaux populaires et journaux partisans ou confessionnels. De manière idéale-typique, cette distinction repose sur trois conceptions du rôle de la presse, trois définitions du public et de ses attentes :

- pour les journaux *d'establishment*, les lecteurs visés sont richement dotés en ressources culturelles et sont supposés attendre, en tant que citoyens, de mieux appréhender le monde qui les environne ;
- pour les journaux populaires, les lecteurs visés forment un très large public, socialement diversifié, et sont supposés attendre, en tant que consommateurs, d'être divertis par la lecture du journal ;
- pour les journaux partisans, les lecteurs visés constituent une communauté de croyance et sont supposés attendre, en tant que militants, d'être (in)formés par la propagande du journal.

Bien évidemment, au cours de leur histoire, les publications ont pu passer d'un pôle à l'autre. Surtout, chacune est traversée par ces trois exigences : les orientations éditoriales sont généralement composites afin de satisfaire une certaine diversité de lecteurs ou afin de régler les conflits au sein de l'équipe dirigeante. Aussi faut-il ajouter un critère supplémentaire de

²⁰ Cf. par exemple, CHAMPAGNE Patrick, « La double dépendance. Quelques remarques sur les rapports entre les champs politiques, économiques et journalistiques », *Hermès*, n°17-18, 1995, pp. 215-229. Ce couple est parfois traduit en opposition entre « presse populaire » et « presse d'establishment » (LECLERC Gérard, *La Société de communication. Une approche sociologique et critique*, Paris : PUF, 1999, p. 83 sq.) ou encore entre un pôle *information* et un pôle *story* (SCHUDSON Michael, *Discovering the News. A Social History of American Newspaper*, New York : Basic Books Inc., 1978, pp. 89-90).

distinction des journaux : le positionnement, revendiqué ou implicite, sur l'axe « droite / gauche ». L'enjeu est alors de tenir compte d'un engagement politique, susceptible d'affecter le contenu des pages *Politique* selon que les camps soutenus constituent la majorité ou l'opposition gouvernementale.

Six quotidiens et cinq hebdomadaires ont donc été sélectionnés : *France-Soir*, *Paris-Presse* (1944-1970), *L'Humanité*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération* (créé en 1973) ainsi que *L'Observateur* – *France Observateur* – *Le Nouvel Observateur* (créé en 1950), *L'Express* (créé en 1953), *Le Point* (créé en 1972), *L'Événement du Jeudi* (1984-1999), *Marianne* (créé en 1997). Compte tenu de leurs traditions et de leurs orientations respectives, ces journaux ne soulèvent pas tous les mêmes questions quant à leur traitement de la politique et quant à l'évolution de leurs pages *Politique*. Peut-on alors construire une histoire commune à partir de l'observation de ces différents titres ?

Bien qu'il faille respecter leur singularité, il ne s'agit pas pour autant de superposer une dizaine de monographies. L'objectif est bien de comparer ces journaux, d'une part, entre eux, et d'autre part, à différentes époques de leurs histoires. Car il ne faudrait pas perdre de vue que ces journaux sont confrontés, à court terme, à la même actualité institutionnelle, et à long terme, aux mêmes évolutions politiques et sociales. En outre, tout en ne visant pas toujours le même public, ces rédactions sont demeurées en situation d'interdépendance les unes par rapport aux autres, à travers les coopérations entre journalistes, les impératifs croisés de distinction et d'imitation, les « reprises » d'informations ou les dialogues entre éditoriaux. De la même manière, cette concurrence se manifeste par la mobilité de rédacteurs d'une publication à l'autre et par l'emprunt de « formules », de mises en pages, de modes d'organisation. Enfin, il convient d'éviter de traiter l'ensemble de ces entreprises de presse de façon symétrique, comme si elles disposaient toutes du même poids dans la production de l'information et dans la production des normes journalistiques²¹. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, *Le Monde* est systématiquement cité par les journalistes que nous avons rencontrés, non seulement pour décrire son pouvoir d'imposition sur l'actualité légitime, mais également pour désigner ses rédacteurs comme de sévères « entrepreneurs de morale »²². Toutefois l'accumulation de ces différents « terrains » d'enquête permet-elle de construire, de façon pertinente, l'objet « pages *Politique* » ? En somme, ne risque-t-on pas de se trouver confronté à des réalités dissemblables et donc incomparables ?

²¹ Sur ce point, voir CHAMPAGNE Patrick, « La double dépendance », art. cité, p. 228.

C. La construction de l'objet : le flou des frontières du journalisme politique.

Une question primordiale demeure en suspens. Qu'entend-on par « journalisme politique » ? Ce problème de définition recouvre en réalité trois dimensions. Premièrement, une dimension de repérage de l'objet : tous les journaux ont-ils systématiquement disposé d'un service *Politique* appelé à remplir des pages labellisées *Politique* ? Deuxièmement, une dimension d'homogénéité de l'objet : parle-t-on de la même chose lorsqu'on évoque le journalisme politique à différentes périodes et dans différents journaux²³ ? Troisièmement, une dimension de « consistance » de l'objet : est-il pertinent d'extraire et ainsi d'isoler quelques pages de la structure globale des journaux²⁴ ? Finalement, ne risque-t-on pas de construire un artefact scientifique en étudiant une spécialité journalistique dont l'« existence » resterait justement à démontrer ?

Il ne s'agit pas d'un questionnement strictement théorique. Les problèmes soulevés renvoient à des difficultés pratiques qui se sont manifestées tout au long de l'enquête. En effet, l'image de rédactions structurées en services autonomes et de journaux découpés en pages clairement identifiables ne correspond pas toujours aux réalités observables. Ainsi comment identifier les pages *Politique* lorsque la désignation est absente, comme ce fut le cas dans la plupart des journaux des années 1945-65 ? Lorsque les pages consacrées, entre autres, aux questions de politique intérieure, s'intitulent *Nation (Le Point)* ? Lorsque le label *Politique* disparaît au profit d'un label *France (Le Monde en 1995)* ? Ou lorsque la rubrique *Politique* comprend non seulement des articles rédigés par le service *Politique* mais également par le service *Economie-Social (Le Figaro jusqu'à la fin des années 1960 ; L'Humanité et France-Soir jusqu'au milieu des années 1990)* ? En somme, quels papiers retenir et analyser dans la mesure où le rubricage n'identifie pas toujours explicitement les pages *Politique* ?

De la même manière, on a jusqu'ici mobilisé le terme de « journaliste politique » comme si cette identité allait de soi et que l'ensemble des rédacteurs traitant des questions de politique intérieure se reconnaissait sous une telle appellation. Mais existe-t-il des

²² BECKER Howard S., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris : Métailié, 1963, p. 171 sq.

²³ Pour reprendre la belle formule de Jean-Claude Passeron, « Comment énoncer comparativement, sans que la clause *ceteris paribus* ne devienne un "alibi illimité" ? » (PASSERON Jean-Claude, *Le Raisonnement sociologique. L'espace non-popperien du raisonnement naturel*, Paris : Nathan, 1991, p. 64).

²⁴ Au demeurant, il faut garder en tête que les pages *Politique* prennent place dans l'architecture générale des journaux. Malgré la forte autonomie dont disposent parfois les services *Politique*, les journalistes doivent ajuster leur production aux traditions et aux stratégies spécifiques à leur entreprise de presse.

« journalistes politiques » ? Cette question, apparemment naïve, recouvre, elle aussi, plusieurs dimensions. D'un côté, il est nécessaire d'y répondre pour savoir quels rédacteurs interviewer ou bien pour étudier certaines évolutions dans les caractéristiques sociales des journalistes écrivant sur la « politique ». Or on ne peut définir une population et la soumettre à un questionnement, statistique ou qualitatif, qu'à la condition d'en avoir identifié les frontières. D'un autre côté, cet enjeu méthodologique de délimitation de l'objet recouvre un enjeu historique : tous les rédacteurs ayant écrit sur les problèmes « politiques » ont-ils été qualifiés de journalistes politiques ? Cette désignation a-t-elle eu du sens pour eux ? En somme, la population est-elle homogène ou renvoie-t-elle à des groupes distincts selon les journaux ou selon les périodes ? Plus précisément, est-il justifié de comparer les propriétés sociales de rédacteurs affectés depuis longtemps dans des services *Politiques* clairement autonomes (*Le Figaro*, *Le Monde*) et les caractéristiques de journalistes travaillant dans des rédactions où la spécialisation est assez faible (*Libération* dans les années 1970) ? Peut-on associer dans une même enquête des professionnels du journalisme et des intellectuels ou hommes politiques intervenant régulièrement dans les colonnes des journaux les plus militants (*L'Humanité*, *France Observateur*) ?

Pour répondre à ces embarrassantes questions, on ne peut pour autant fixer une définition arbitraire de ce que seraient le journalisme politique et les pages *Politique*. Car dans ce cas, les critères retenus pourraient difficilement être justifiés : faut-il sélectionner les articles qui traitent de l'Etat ? Des institutions publiques ? Du « pouvoir » ? Des conflits sociaux ou des luttes intellectuelles dans la mesure où s'affrontent groupes sociaux et visions du monde ? Des questions locales ou européennes dans la mesure où les choix politiques s'élaboreraient tout autant à un niveau supra- ou infranational ? Que la sélection du corpus soit restrictive ou extensive, cette perspective est problématique. Par une sélection restrictive, on risquerait d'homogénéiser le travail des journalistes politiques et ainsi de valider abusivement nos propres *a priori*²⁵. Par exemple, si l'on retenait uniquement les papiers traitant de la compétition partisane, on tendrait, de façon tautologique, à accréditer l'idée selon laquelle le journalisme politique ne s'intéresse qu'aux jeux entre professionnels

²⁵ C'est la difficulté rencontrée par Francis Balle qui, pour montrer la « dépolitisation » des journaux des années 1960 fixe lui-même les contours de ce qu'il entend par politique au risque d'évacuer des formes alternatives de politisation. Il décide donc d'utiliser « la définition normalement admise dans le cadre de la démocratie pluraliste et semi-directe que connaît la France à l'heure actuelle ». Le politique recouvre alors « les informations relatives au fonctionnement des institutions, aux agissements des hommes qui les incarnent lorsqu'ils relèvent des fonction dont ils sont titulaires et aux décisions, possibles ou effectives, des organismes

de la politique. De la même manière, il ne faudrait pas non plus concevoir notre objet de façon extensive et ainsi confondre journalisme politique et politique dans le journalisme²⁶, ou journalisme politique et « ligne éditoriale » des journaux²⁷.

Il faut donc refuser cette attitude objectiviste qui unifierait artificiellement le domaine étudié et ne permettrait pas de fonder une comparaison pertinente entre les médias et entre les époques. Il ne faudrait pas non plus tomber dans un nominalisme strict et n'étudier que les espaces précédés du seul intitulé « politique », au détriment de désignations voisines (*Nation*, *France*, etc.). La question est donc surtout de savoir si la notion de journalisme politique fait sens pour les acteurs et renvoie, à leurs yeux à une catégorie précise. Comme le suggère Luc Boltanski, « Au lieu de chercher à déterminer les critères au moyen desquels le groupe "doit" être défini et les "frontières" qu'il "faut" lui donner pour obtenir un objet palpable et bien délimité (...), on peut alors tenter de rendre compte de la forme prise par le groupe en interrogeant le *travail de regroupement*, d'inclusion et d'exclusion, dont il est le produit, et en analysant le *travail social de définition et de délimitation* qui a accompagné la formation du groupe et qui a contribué, en l'objectivant, à le faire être sur le mode du cela-va-de-soi. »²⁸ Il convient dès lors de prendre en considération les classifications et les frontières indigènes, en considérant le flou ou l'hétérogénéité des catégorisations non pas seulement comme un obstacle méthodologique mais bien comme un des objets de l'investigation. Ainsi la fluctuation des frontières journalistiques est-elle souvent révélatrice des conceptions du métier portées par les hiérarchies et par conséquent des rôles journalistiques endossés par les rédacteurs. Les frontières entre services renvoient plus généralement aux orientations

d'Etat » (BALLE Francis, « Les grands quotidiens français sont-ils dépolitisés ? », *Annales E.S.C.*, vol. 23, n°2, 1968, p. 296 et 298).

²⁶ Identifier le « politique » dans la presse est problématique dans la mesure où la majeure partie des informations sont potentiellement « politisables », c'est-à-dire peuvent susciter un débat public, mettre en opposition différents groupes sociaux, être incorporées dans les luttes partisans, faire l'objet d'une intervention législative ou réglementaire, etc. En outre, saisir le « politique » dans la presse suppose un travail de clarification sur ce qu'on entend par « politique », concept chargé de significations variées et pas toujours compatibles : de la politique comme « lutte » à la politique comme « vivre ensemble » en passant par des définitions plus restrictives, supposant nécessairement l'action des institutions étatiques (la politique comme « gouvernance ») et / ou des professionnels de la politique (la politique comme « compétition différenciée »).

²⁷ Cela constitue sans doute l'une des faiblesses des auteurs qui consacrent leur recherche à « l'information politique » sans en définir précisément les contours. Cf. par exemple MOUCHON Jean, « L'information politique en champ et contre-champ », in *La Politique sous l'influence des médias*, Paris : L'Harmattan, 1998, pp. 23-40 ; JUHEM Philippe, « Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981 », *Politix*, n°56, 2001, pp. 185-208.

²⁸ BOLTANSKI Luc, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris : Minuit, 1982, pp. 51-52.

éditoriales des entreprises de presse²⁹, à la densité des effectifs et à la division du travail, aux rapports de force entre et au sein des services. Les rédactions et leurs journalistes endossent-ils ce label « politique », et quelles significations lui accordent-ils au regard d'autres désignations (*Social, Société, Economie, Débats*, etc.) ? Cette question se déploie dès lors à un triple niveau d'analyse :

(a) Tout d'abord, premier niveau : l'existence et l'identification de pages *Politique*. L'absence ou la parution irrégulière de pages identifiées comme étant « politiques » peut traduire deux phénomènes distincts : soit le faible intérêt de la direction pour ces questions, soit, au contraire, une conception « militante » du journalisme qui suppose que tout événement (culturel, social, etc.) ait une valeur politique. Il faut également se demander quelles sont les raisons qui président à un changement de label (de *Politique* à *France*, par exemple) et quels sont les processus qui favorisent le cloisonnement ou le décroisonnement des rubriques. Il est bien évident que les lecteurs se soucient peu de l'emplacement des informations dans le journal ; néanmoins ces formalisations sont historiquement datables et furent justifiées par des impératifs organisationnels, commerciaux ou encore idéologiques³⁰ qu'il convient de discerner.

(b) Ensuite, deuxième niveau : l'existence, la composition et l'autonomie des services *Politique*. Comme le souligne Sandrine Lévêque, l'extension de la spécialisation traduit une professionnalisation de l'univers journalistique³¹. Les exemples du *Nouvel Observateur* ou de *Libération* sont à cet égard significatifs : la constitution d'un service *Politique* spécifique, exclusivement composé de professionnels du journalisme, coïncide avec l'abandon des orientations les plus militantes. À l'inverse, les difficultés économiques rencontrées par *France-Soir* au milieu des années 1980 ont contraint la direction à regrouper des services autrefois dissociés (*Politique, International, Economie-Social*) et à favoriser la polyvalence de leurs rédacteurs. Cette faible spécialisation sur la politique révèle ici les orientations rédactionnelles d'un journal dont les lecteurs sont supposés peu intéressés par la compétition

²⁹ Cf. MARCHETTI Dominique, « Les sous-champs spécialisés du journalisme », *Réseaux*, n°111, 2002, p. 33. Il souligne notamment l'opposition entre rédactions selon qu'elles valorisent la spécialisation ou la polyvalence de leurs rédacteurs.

³⁰ L'agencement des séquences et l'intitulé des rubriques dessinent un « sens » et assignent aux récepteurs une attitude de lecture. Cf. MOUILLAUD Michel, TETU Jean-François, *Le Journal quotidien*, Lyon : PUL, 1989, p. 55 sq.

³¹ « Indice du degré d'autonomisation de certaines spécialités journalistiques, l'état du rubricage (...) permet d'apprécier "en actes" la rationalisation du travail journalistique. L'existence de rubriques établies confirme alors l'organisation des rédactions, et par là même l'amorce d'un processus de professionnalisation journalistique. » (LEVEQUE Sandrine, *Les Journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes : PUR, 2000, p. 59).

politique. Si l'organisation des rédactions et la segmentation entre services répond donc parfois à une rationalisation *a priori*, fondée sur des principes idéologiques ou sur des questions de pertinence dans le traitement de la « politique », il va de soi que le rubricage est tout autant le produit d'ajustements pratiques, de rapports de force entre services, etc. Il faut donc éviter de surinterpréter ces choix organisationnels.

(c) Enfin, troisième niveau : la perception de soi en tant que journaliste politique, la reconnaissance de cette identité professionnelle par les confrères et l'éventuelle institutionnalisation du groupe. Il existe ainsi deux définitions « indigènes » du journaliste politique : le rubricard affecté à la couverture d'événements conçus comme étant « politiques » et l'éditorialiste de politique intérieure. Sous la IV^e République, ces deux catégories d'acteurs étaient d'ailleurs confondues, dans la mesure où le chef du service *Politique* était généralement chargé de la « chronique » placée à la Une du journal. Ici, nous étudierons uniquement les rédacteurs appartenant aux services définis comme *Politique*. Mais cette question de l'identité professionnelle doit nous inciter à une certaine prudence quant à la perception de l'unité de ce groupe. Il convient notamment de ne pas dissocier les journalistes politiques des journaux qui les emploient. Cette prudence semble d'autant plus fondée qu'il existe peu de porte-parole ou d'organisations qui les feraient exister en tant que groupe : aucune association n'eut la prétention de regrouper l'ensemble des journalistes politiques. En outre, contrairement à l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS)³² ou bien à l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF)³³, l'Association des journalistes parlementaires n'a pas servi d'arène où se seraient confrontées différentes conceptions du métier.

Cette apparente inconsistance du groupe est cependant tempérée par un certain nombre de facteurs. Tout d'abord, la construction d'une identité commune renvoie aux critères de recrutement en vigueur dans les rédactions et à la socialisation qu'entraîne la plongée dans une rubrique. Si ce phénomène semble s'atténuer, la plupart des journaux ont été longtemps marqués par une faible mobilité des rédacteurs entre et au sein des services. Accrédités pendant un certain temps auprès des mêmes institutions, ils purent donc nourrir des liens solides non seulement avec leurs sources mais également avec leurs collègues d'autres

³² Cf. LEVEQUE Sandrine, *Les Journalistes sociaux, op. cit.*

³³ Cf. DUVAL Julien, « Concessions et conversions à l'économie. Le journalisme économique en France depuis les années 1980 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°131-132, 2000, pp. 56-75.

journaux³⁴. On constate ensuite un univers fortement structuré et hiérarchisé, dominé par un certain nombre de journalistes, susceptibles d'accéder aux plus hautes sources politiques. Aussi des gratifications matérielles et symboliques, inégales selon les journaux et les périodes, sont-elles attachées au fait d'appartenir à un service *Politique* : probabilité plus forte d'accéder aux fonctions dirigeantes des journaux, statut de généraliste autorisant plus fréquemment les prises de position, fréquentation du « pouvoir », invitations à des émissions audiovisuelles, etc. Enfin, l'identité journalistique se construit et se renforce aux frontières des services, à travers les tensions, voire les conflits, qui opposent rédacteurs politiques et journalistes des services voisins (*Social, Société, Economie, International*).

Cette question des frontières dans l'architecture du journal ou dans l'organisation des services suscite ainsi de nombreuses questions et sera régulièrement interrogée au cours de ce travail. Mais s'agissant de notre problème initial de délimitation de l'objet, la division entre ces trois niveaux d'analyse (pages *Politique*, services *Politique*, journalistes politiques) facilite les repérages. La démarche retenue présente donc un aspect itératif qui suppose de confronter ces trois niveaux d'identification du label « politique » (pages, services, journalistes). Concrètement, lorsque la tête³⁵ *Politique* est absente ou remplacée par des désignations voisines, il a fallu nous pencher sur les signatures puis les confronter aux organigrammes des journaux, aux annuaires professionnels, aux définitions de soi suggérées lors des entretiens, etc. Puisque la mise en page ne coïncide ainsi pas toujours à la division de la rédaction en services, la connaissance de l'organisation interne, en termes de personnels et de rubriques, est donc essentielle pour saisir quels papiers étudier, quels journalistes interviewer. Notre objet étant à présent délimité, il convient d'en cerner les principales caractéristiques au regard d'autres spécialités journalistiques.

³⁴ On peut donc dire, avec Sandrine Lévêque, que la rubrique tend à instituer le groupe : « L'organisation interne à chaque publication (le rubricage), en attribuant aux journalistes un lieu particulier et donc en amorçant un processus de rationalisation et de division de leur travail, permet et consacre un rapprochement physique des individus qui en ont la charge. » (LEVEQUE Sandrine, *Les Journalistes sociaux, op. cit.*, p. 65).

³⁵ La tête désigne le bandeau placé en haut des pages et qui fournit l'intitulé des rubriques.

§ 2. LES ELEMENTS « STRUCTURANTS » DU JOURNALISME POLITIQUE FRANÇAIS

En décentrant le regard, l'observation historique dénature bien des évidences. L'histoire permet notamment de s'affranchir de toute lecture « essentialiste » du travail et des normes journalistiques. Le journalisme constituant une activité historiquement située et en perpétuelle évolution, il faut se déprendre de toute tentation d'assigner à la presse des rôles ou des fonctions supposées « naturelles » ou « universelles ». Mais ce refus de définir l'« essence » du journalisme politique français ne doit cependant pas nous empêcher de distinguer quelques éléments structurant cette spécialité journalistique. Ainsi, indépendamment de ses configurations historiques particulières, ce journalisme se trouve dans une situation originale. S'appuyant sur une large littérature internationale, Erik Neveu met ainsi en évidence trois caractéristiques du journalisme politique des pays occidentaux³⁶. Tout d'abord, il s'agirait d'un journalisme « noble ». Inscrits dans une histoire séculaire qui, à certains égards, pourrait se confondre avec l'histoire de la presse, ces journalistes côtoient le « pouvoir » et traitent « d'une activité présumée capable de peser radicalement sur la vie des sociétés. » Ensuite, il s'agirait d'un journalisme « ésotérique », compte tenu du fort sentiment d'incompétence ou d'indifférence des citoyens vis-à-vis de la compétition politique, et compte tenu du « processus continu de professionnalisation des activités politiques ». Enfin, les journalistes politiques se distingueraient par la fréquence des interactions avec leurs sources et par la densité des liens qui se nouent avec elles. Cette proximité, gratifiante, induirait le partage de « cadres » d'interprétation et la constitution de préoccupations communes aux deux espaces. Elle renforcerait également la tension entre une exigence de *couvrir* la politique et une tentation de *faire* de la politique. Ce dernier point constitue d'ailleurs l'une des réflexions majeures d'Erik Neveu qui lit l'histoire du journalisme politique comme l'histoire d'une « sortie du rôle de supporters ou de partisans. »³⁷

On pourrait distinguer une quatrième spécificité du journalisme politique : être confronté avant tout à des *discours*. Certes, Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu remarquent, au sujet de la presse en général, que « le journaliste n'est pas connecté avec des faits, mais avec des paroles »³⁸. Mais ce constat prend une acuité toute particulière dans le cas

³⁶ NEVEU Erik, « Quatre configurations du journalisme politique », art. cité, p. 253.

³⁷ *Ibid.*, p. 254.

³⁸ MOUILLAUD Maurice, TETU Jean-François, *Le Journal Quotidien*, op. cit., p. 5. Sur ce point mais dans une perspective constructiviste, voir également FISHMAN Mark, *Manufacturing the News*, Austin : University of Texas Press, 1980, pp. 28-30.

du journalisme politique. Dans le cadre d'une démocratie représentative où les rôles politiques sont différenciés et où les rapports sociaux sont relativement pacifiés, les luttes politiques se situent principalement dans l'ordre du discours et de la « théâtralité »³⁹, au sein d'arènes légalisées par les textes constitutionnels. Dès lors, les journalistes politiques se trouvent confrontés à des acteurs (professionnels de la politique, organisations partisans, institutions publiques) pour qui la diffusion de leurs discours auprès d'un vaste public constitue l'une des dimensions fondamentales de leur activité, qu'il s'agisse d'enrôler les électeurs, d'enrégimenter les militants, de convertir les pairs, d'informer les administrés. Le discours politique revêt donc une valeur performative : l'acte même de prendre la parole et d'espérer sa médiatisation constitue en soi une action politique⁴⁰. C'est pourquoi, à la différence d'autres acteurs sociaux (policiers, magistrats, services de communication d'entreprises, etc.), les déclarations des hommes politiques ne constituent pas seulement la « source » de l'information mais bien l'information elle-même⁴¹. C'est pourquoi également l'enjeu n'est pas de postuler un éventuel « pouvoir » journalistique⁴². Il n'est pas non plus de trancher dans ce débat sémantique, à savoir s'il faut qualifier les journalistes d'« acteurs politiques »⁴³ ou d'« entrepreneurs politiques indépendants »⁴⁴, mais plutôt de saisir qu'à travers l'interdépendance entre les espaces politiques et médiatiques, les journalistes participent, à leur manière, à la compétition politique⁴⁵. Aussi, il ne faudrait pas succomber à la tentation d'imaginer une « réalité » politique dont les rédacteurs rendraient compte plus ou moins fidèlement. En envisageant la production journalistique comme une pure « illusion » qui masquerait le réel, cette lecture manquerait sans doute l'essentiel : la lutte politique moderne ne peut se penser sans l'intervention de la presse⁴⁶.

³⁹ Cf. BRAUD Philippe, *Le Suffrage universel contre la démocratie*, Paris : Presses de la FNSP, 1980, pp. 20-21.

⁴⁰ « On pourrait aisément concevoir la rhétorique comme un substitut ou un aiguillon à l'action mais de nombreuses déclarations gouvernementales participent de ce que le philosophe J.L. Austin nomme langage "performatif", à travers lequel "la production de l'énonciation constitue la réalisation d'une action". » (COOK Timothy E., *Governing with the News. The News Media as a Political Institution*, Chicago : The University of Chicago Press, 1998, p. 124)

⁴¹ Même lorsqu'ils traitent des élections, des sondages ou des textes de loi, les journalistes politiques ont pour information principale des formes d'expression qu'il s'agira de rapporter, de décrypter, de commenter.

⁴² « Imputer aux journalistes un pouvoir exorbitant dans le champ politique serait à la fois entretenir leurs propres mythologies et oublier le fait que ce pouvoir trouve son origine – et ses limites – dans un système organisé d'interactions où le journaliste est aussi tributaire de sources et de partenaires de plus en plus professionnalisés (...) en matière de communication. » (NEVEU Erik, « Médias et construction de la "crise de la représentation" : le cas français », *Communication* [Montréal], vol. 14, n°1, 1993, p. 31).

⁴³ COOK Timothy E., *Governing with the News*, op. cit., pp. 1-16.

⁴⁴ NEVEU Erik, « Médias et construction de la "crise de la représentation" », art. cité, p. 44.

⁴⁵ Cf. CHAMPAGNE Patrick, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris : Minuit, 1990, p. 28.

⁴⁶ Nicholas Garnham estime ainsi que de trop nombreux travaux cherchent, d'une part, « à savoir si les différents médias reflètent correctement ou non l'équilibre entre les forces politiques » et, d'autre part, « à interroger leur

Au-delà de ces remarques générales, il faut dans un second temps singulariser le cas du journalisme politique français. Il ne s'agit pas ici de dresser un vaste panorama comparatif mais de s'appuyer sur une suggestion de Cyril Lemieux qui, en analysant les critiques émises par des journalistes étrangers envers leurs collègues français, s'est efforcé de distinguer des « styles » journalistiques nationaux⁴⁷. Interviewés au milieu des années 1990, ces correspondants en poste à Paris s'étonnent notamment de « l'étroitesse des liens » entre sphères politiques et médiatiques ainsi que du manque de curiosité, voire d'insolence, de la part des journalistes français (rédactrice anglaise). Ils stigmatisent également le caractère officiel et rigide de manifestations telles que les conférences de presse d'élus (rédacteur italien). Ils soulignent enfin l'utilisation abusive de la règle du *off*, les difficultés à accéder aux hommes politiques, le penchant des rédacteurs français à se vivre « comme une partie du Pouvoir » et à vouloir briller par leur « intellectualisme » (rédacteur allemand)⁴⁸. S'appuyant sur les réflexions de Norbert Elias⁴⁹, Cyril Lemieux suggère alors de questionner « la place qu'occupe l'Etat » pour interpréter ces oppositions entre ces « cultures » journalistiques. La France étant marquée par un Etat à la fois « puissant, ancien et centralisé », « non seulement l'accès aux centres de décision politique semble plus ardu pour le journaliste *lambda* (les dirigeants se rendant volontiers inaccessibles aux importuns), mais encore cet accès est conditionné par l'intégration dans des cercles très étroits, concentrés dans la capitale du pays. »⁵⁰ Au-delà de cette caractéristique des relations politico-journalistiques, il faut bien remarquer que la presse nationale, regroupée à Paris depuis son origine, n'envisage la politique que dans sa dimension étatique, à travers ses institutions ou personnalités d'envergure nationale. En outre, pour comprendre cette inclinaison envers une conception « lettrée » et « éditorialisante » du travail journalistique, Cyril Lemieux rappelle que cette concentration des pouvoirs a longtemps favorisé « le développement de la "haute culture" » et contribué « à rendre les modèles comportementaux associés à cette haute culture attractifs »⁵¹. Il souligne enfin le rôle joué par les cultures religieuses de chaque pays, la « culture

effet sur l'action politique et, en particulier, sur les comportements électoraux. Aussi importantes que soient ces questions, (...) elles oublient de partir du principe que les institutions et les processus de communication publiques sont en elles-mêmes une partie centrale et intégrale de la structure politique. » (GARNHAM Nicholas, « The Media and the Public Sphere », in CALHOUN Greg [dir.], *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge : The MIT Press, 1992, p. 361).

⁴⁷ LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse*, *op. cit.*, pp. 222-244.

⁴⁸ Ces différentes caractéristiques sont finement décrites par Rémy Rieffel (*L'Elite des journalistes. Les hérauts de l'information*, Paris : PUF, 1984).

⁴⁹ Cf. ELIAS Norbert, *La Civilisation des mœurs*, Paris : Calmann-Lévy, 1973, pp. 9-73.

⁵⁰ LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse*, *op. cit.*, p. 240.

⁵¹ *Ibid.*, p. 242. Il mobilise ici un autre ouvrage de Norbert Elias : *La Société de cour*, Paris : Flammarion, 1974.

protestante » étant supposée promouvoir davantage de « distanciation dans les relations interpersonnelles » tandis que la « culture catholique » aurait favorisé une plus forte indifférenciation sociale⁵². Sans forcément souscrire à un clivage que C. Lemieux qualifie lui-même de « climatique », on peut endosser l'idée selon laquelle les structures et les cultures politiques nationales tendent à baliser les frontières du dicible et de l'indicible et à légitimer certaines normes journalistiques⁵³. Cette réflexion invite alors à s'interroger sur les déterminants des rôles endossés par les journalistes politiques français.

§ 3. « RHETORIQUES » ET « ROLES » JOURNALISTIQUES : CADRAGE THEORIQUE

Décrire et expliquer l'évolution du contenu des pages *Politique* implique de mobiliser un cadre théorique permettant de problématiser le récit. La perspective que nous avons retenue s'insère dans l'univers de la « pragmatique »⁵⁴ ou, pour reprendre les termes de Claude Hagège, sur un terrain « énonciatif-hiérarchique »⁵⁵. Bien évidemment, ce travail ne vise pas à « plaquer » les outils de la linguistique pragmatique pour analyser les pages *Politique* de la presse française : outre nos lacunes en la matière, un tel objectif ne répondrait pas à nos ambitions sociologiques⁵⁶. Aussi cette étude des formes d'écriture journalistique s'inscrit-elle dans les problématiques dressées par différents auteurs : Jean-Gustave Padioleau, Yves de la Haye, Michael Schudson, Manca Košir, Erik Neveu, Jean-Baptiste Legavre ou

⁵² LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse, op. cit.*, pp. 239-240.

⁵³ « Le professionnalisme des médias se définit, non pas par rapport à des mesures abstraites d'une intégrité professionnelle, mais en relation à des structures politiques concrètes et à la culture politique d'une société données. » (SCHUDSON Michael, *The Power of the News*, Cambridge : Harvard University Press, 1995, p. 31). Sur ce point, voir également KÖCHER Renate, « Bloodhounds or Missionaries : Role Definitions of German and British Journalists », *European Journal of Communication*, vol. 1, n°1, 1986, pp. 43-64.

⁵⁴ Pour une présentation de la « pragmatique du langage », voir par exemple DUCROT Oswald, « Esquisse d'une théorie polyphonique de l'énonciation », in *Le Dire et le dit*, Paris : Minuit, 1984, pp. 171-233.

⁵⁵ Claude Hagège distingue ainsi trois « points de vue » dans l'analyse linguistique : le point de vue « morphosyntaxique » qui renvoie à la structuration grammaticale et lexicale des langues, le point de vue « sémantico-référentiel » qui renvoie à la production et à la réception du sens, le point de vue « énonciatif – hiérarchique » à travers lequel « la phrase est considérée dans ses rapports avec celui qui la profère, relié lui-même à un auditeur ». Concernant ce dernier mode d'analyse, il poursuit : « Le locuteur choisit une certaine stratégie, ou mode de présentation, introduisant une hiérarchie entre ce qu'il énonce et ce à propos de quoi il l'énonce. » (HAGEGE Claude, *L'Homme de paroles. Contribution linguistique aux sciences humaines*, Paris : Fayard, 1996, p. 212).

⁵⁶ Comme le souligne Jean-Pierre Esquenazy, le sociologue se doit d'étudier les « discours » journalistiques comme des « faits sociaux » plus que comme des « faits de langage » (ESQUENAZY Jean-Pierre, *L'Écriture de l'actualité. Pour une sociologie du discours journalistique*, Grenoble : PUG, 2002, p. 8).

encore Sandrine Lévêque⁵⁷. Malgré des divergences théoriques et conceptuelles, ces chercheurs ont en commun de questionner les rôles sociaux que sous-tendent les répertoires d'écriture privilégiés par les journalistes. Leurs travaux portent donc avant tout sur les dimensions « formelles » du discours journalistique. Mais ils ne s'y arrêtent pas : ils s'attachent également à déterminer les mises en scène du réel qu'induisent ces modèles d'écriture journalistiques.

Relevons ici quelques-uns de ces cadres d'analyse. Étudiant un groupe de rédacteurs spécialisés sur les questions éducatives, Jean-Gustave Padioleau mobilise la notion de « rhétoriques » qu'il envisage d'un point de vue interactionniste : « Les rhétoriques journalistiques englobent bien sûr les procédures d'écriture de presse pour communiquer les nouvelles mais aussi les représentations qu'y projettent les journalistes d'eux-mêmes, des *alter*, des éléments physiques ou culturels présents dans les contextes d'interaction attachés à leurs positions de journalistes spécialistes. »⁵⁸ Il montre notamment que, compte tenu des ressources et des contraintes inscrites dans leurs systèmes d'interaction, ces rubricards spécialisés tendent à privilégier des « rhétoriques d'expertise critique » (qui leur permettent d'afficher leurs compétences et leur autonomie rédactionnelle) sur des « rhétoriques d'objectivité » (qui reproduisent des « messages produits avec intention par des sources »).

Issu d'un univers académique distinct, Michael Schudson affirme, quant à lui, que « La puissance des médias réside non seulement (...) dans leur pouvoir d'affirmer les choses comme étant vraies, mais [surtout] dans leur pouvoir de produire les formes dans lesquelles les choses sont dites. »⁵⁹ Il étudie alors l'institutionnalisation des « conventions de narration » que les journalistes américains vont utiliser pour rendre compte des discours présidentiels. Au travers des transformations stylistiques de leurs comptes-rendus, ces journalistes ne se définiront plus seulement comme des agents de transmission des discours institutionnels mais, de plus en plus nettement, comme des interprètes de la parole politique. Dans un article de 1993, Erik Neveu souligne à son tour que « le regard sociologique ne peut faire l'impasse sur

⁵⁷ PADIOLEAU Jean-Gustave, « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, vol. 76, n°3, 1976, pp. 256-281 ; HAYE Yves de la, *Journalisme, mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, Grenoble : ELLUG / La Pensée sauvage, 1985 ; SCHUDSON Michael, « Rhétorique de la forme narrative : l'émergence de conventions journalistiques dans la presse T.V. », *Quaderni*, n°8, 1989, pp. 27-39 ; KOŠIR Manca, « Toward a theory of the journalistic text form », *Media, Culture and Society*, vol. 10, n°3, 1988, pp. 345-361 ; NEVEU Erik, « Pages "Politique" », art. cité. ; LEGAVRE Jean-Baptiste, « Les intellectuels dans l'espace public. Les lectures journalistiques des pétitions de novembre – décembre 1995 », in FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik, *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes : PUR, 1999, pp. 209-228 ; LEVEQUE Sandrine, *Les Journalistes sociaux*, op. cit.

⁵⁸ PADIOLEAU Jean-Gustave, « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », art. cité, p. 268.

les propriétés formelles des discours. »⁶⁰ Cette perspective l'incite alors à relever, au cœur des pages *Politique*, différents « formats rédactionnels » (analyse, éditorial, reportage, enquête, etc.) et à identifier les variables sociologiques qui conditionnent ces « répertoires d'écriture » et autorisent les rédacteurs à les emprunter.

On pourrait poursuivre le recensement de ces modèles d'analyse et ainsi mobiliser les notions de « format de production »⁶¹, de « style »⁶², de « genres rédactionnels »⁶³, etc. La terminologie usitée par ces auteurs est donc variée (« rhétorique », « répertoires d'écriture », « conventions narratives », etc.) et révèle davantage de nuances sémantiques que de réelles oppositions théoriques. Mais plutôt que de déplorer ce flou conceptuel, il faut au contraire s'en réjouir compte tenu de la liberté offerte par cette pluralité de notions qui, loin d'être systématiquement synonymes, s'avèrent plus ou moins pertinentes selon les situations observées. Toujours est-il qu'au-delà de leur apparente dispersion, ces concepts désignent tous des *conventions d'écriture, plus ou moins codifiées, qui régulent le discours journalistique*. Ils soulignent tous l'inscription des rédacteurs dans un espace de contraintes discursives qui sont autant de contraintes situationnelles. Si ces concepts dépassent le strict terrain de l'écriture pour décrire plus généralement les normes du travail journalistique, ils permettent bien de penser la dimension relationnelle d'une activité trop souvent présentée comme individuelle.

Comme le note Manca Košir, « la conversation est toujours indirectement présente dans le texte journalistique »⁶⁴. En « parlant » sur la politique, les journalistes nous parlent également d'eux-mêmes, de leurs missions supposées, de leur position dans la hiérarchie journalistique, de l'image qu'ils ont de leurs lecteurs et de leurs attentes. A travers les modes

⁵⁹ SCHUDSON Michael, « Rhétorique de la forme narrative », art. cité, p. 28.

⁶⁰ NEVEU Erik, « Pages "Politique" », art. cité, p. 8.

⁶¹ Cf. LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse, op. cit.*, p. 394.

⁶² Cf. LAGNEAU Éric, « Le style agencier et ses déclinaisons thématiques : l'exemple des journalistes de l'Agence France Presse », *Réseaux*, n°111, 2002, pp. 57-100.

⁶³ « Les genres sont des catégories pratiques-empiriques (indispensables à la production comme à la réception), prototypiques (définissables en termes tendanciels plutôt que par des critères stricts), régulatrices des énoncés (et des pratiques sociales et discursives des sujets). Les genres sont des configurations prises entre deux principes contradictoires : un principe de clôture (gouverné par des règles), un principe d'ouverture (déplaçant les règles). » (ADAM Jean-Michel, « Unité rédactionnelle et genres discursifs : cadre général pour une approche de la presse écrite », *Pratiques* [Metz], n°94, 1997, pp. 12-13). Sur ce point, voir également LOCHARD Guy, « Genres rédactionnels et appréhension de l'événement médiatique. Vers un déclin des modes "configurants" », *Réseaux*, n°76, 1996, pp. 85-100.

⁶⁴ KOŠIR Manca, « Toward a Theory of the Journalistic Text Form », art. cité, p. 354. Le linguiste Oswald Ducrot rappelle ainsi que « [La] fonction première [des langues] est d'offrir aux interlocuteurs un ensemble de modes d'actions stéréotypés leur permettant de jouer et de s'imposer mutuellement des rôles. » (*in Le Dire et le dit, op. cit.*, p. 111).

d'énonciation privilégiés, ils construisent un type d'interaction (imaginée) avec leurs publics. Le pluriel est de rigueur car les lecteurs auxquels s'adressent les rédacteurs sont variés et inégalement capables de les sanctionner ou de les récompenser. On distingue ainsi un « grand public » généralement méconnu car anonyme et réifié par différentes constructions idéologiques ou statistiques ; la direction qui s'efforce de surveiller l'application des normes rédactionnelles ; les pairs face auxquels il convient sinon de se distinguer, du moins de témoigner de sa crédibilité ; les « sources » vis-à-vis desquelles il faut souligner ses compétences et entretenir des relations de « confiance ». La perspective d'être lus amène alors les rédacteurs à recourir à des registres d'écriture *routiniers*, si possibles *peu coûteux* (en termes d'économie du travail et de risques « professionnels ») et *légitimes*. « Les productions journalistiques (...) relèvent ainsi autant les systèmes de représentation qui caractérisent ces individus particuliers que certaines contraintes d'énonciation et de publication propres au champ de la presse de l'époque. Ce qui intervient dans la construction journalistique (...), c'est en ce sens aussi une pratique d'écriture et de présentation des faits, “des façons d'écrire”, “des manières de dire” acceptables pour les pairs et plus globalement pour ceux à qui ces productions sont destinées. »⁶⁵

Cette perspective d'analyse permet d'observer et d'interpréter les règles d'écriture imposées par les hiérarchies journalistiques, endossées par les journalistes et inscrites en tant que traditions ou stratégies rédactionnelles. Les registres (descriptif, argumentatif, normatif, polémique, ironique, narratif, etc.) et les genres (compte-rendu, analyse, récit, commentaire, interview, etc.) privilégiés par les rédacteurs constituent, en effet, des « actes de communication » qui traduisent certaines « visées communicatives » (amuser, faire savoir, faire comprendre, convaincre, persuader, raconter, etc.). L'énonciation dessine ainsi l'espace des rôles journalistiques sinon légitimes, du moins non sanctionnés : porte-parole, observateur « impartial », analyste des stratégies politiques, moraliste, leader d'opinion, militant, pédagogue, polémiste, etc. Par sa polysémie, par sa souplesse, et malgré son utilisation surabondante en sciences sociales, cette notion de rôle paraît essentielle pour appréhender les transformations dans le contenu des pages *Politique*. On ne proposera évidemment pas de redéfinir une notion maintes fois balisée⁶⁶, sinon pour souligner qu'elle recouvre des aspects

⁶⁵ LEVEQUE Sandrine, *Les Journalistes sociaux*, op. cit., p. 72.

⁶⁶ Précisons toutefois que l'on ne se réfère pas à la définition strictement fonctionnaliste de cette notion de rôle. Depuis Robert Merton (*Eléments de théorie et de méthode sociologique*, Paris : Plon, 1965, pp. 65-139), et surtout depuis Peter Berger et Thomas Luckmann (*La Construction sociale de la réalité*, Paris : Méridien Klingskeit, 1986, pp. 101-111), ce concept est pensé dans sa dimension tout à la fois structurelle (les rôles sociaux sont le

de *reproduction* et de *représentation*⁶⁷. L'idée de reproduction suggère qu'endosser un rôle implique d'adopter un répertoire « de comportements prédéfinis [que] l'acteur doit exécuter en fonction de sa position sociale »⁶⁸. L'idée de représentation insiste sur les stratégies d'affichage ou de présentation de soi que mettent en jeu les acteurs sociaux en fonction des situations dans lesquelles ils sont insérés : « Les agents sociaux n'occupent pas seulement des rôles qui certes les contraignent (...). Ils les investissent différemment en fonction de ce qu'ils sont et en fonction des jeux dans lesquels ils sont pris »⁶⁹. Cette double dimension permet d'entrevoir des acteurs aux identités, aux compétences et aux motifs d'action pluriels. Les acteurs ne sont ni totalement conditionnés, ni parfaitement « ajustés » à leurs positions, ni totalement calculateurs. S'ils sont inscrits dans des configurations sociohistoriques qui rendent plus ou moins pensables, plus ou moins possibles certaines attitudes, ils peuvent néanmoins, selon leurs croyances et leurs marges de manœuvre, inventer de nouvelles partitions comportementales et subvertir les normes d'action antérieures. Il ne faudrait donc pas imaginer que les journalistes se sont contentés de se « fondre » dans des rôles attendus et d'appliquer des règles d'écriture préexistantes et entretenues par leurs hiérarchies. D'une part, ces règles n'ont pas toujours été strictement codifiées ou rationalisées. Elles se sont parfois imposées en réponse à des contraintes pratiques de production. Routinisées, elles sont souvent vécues sur le mode de l'habitude, du cela va de soi. D'autre part, et c'est là qu'il faut rétablir une lecture dynamique de l'histoire de la presse, ces règles ont fait l'objet de conflits mettant en opposition des rédacteurs porteurs de dispositions, de ressources et d'intérêts distincts.

Il s'agit donc de mettre en relation deux éléments. D'une part, à travers l'observation des pages *Politique*, on peut distinguer les registres d'écriture que les journalistes ont successivement mobilisés, et donc les *postures* qu'ils ont endossées face à leurs lecteurs. Si les rhétoriques journalistiques induisent des mises en scènes spécifiques du réel, elles

produit sédimenté de l'histoire) et interactionniste (les attitudes associées à ces rôles sont attendues par les partenaires de l'action). La définition proposée par Jean-Claude Kauffmann est, à cet égard, suggestive : « Ensemble de règles qui définissent un aspect spécifique de l'identité : rôle de père, de médecin. L'homme qui entre dans le rôle de père ou de médecin endosse le système de valeurs et de comportements qui s'y rapporte, il devient ce que ce rôle lui prescrit d'être, il agit comme il doit agir en tant que père ou que médecin. (...) Même s'il se construit et se mémorise à un niveau social, le rôle n'est pas une structure totalement extérieure à l'individu, dans laquelle il s'introduirait comme dans un vêtement : il le fait entrer en lui-même avant d'y entrer (...), il le définit dans l'instant. » (KAUFMANN, *Corps de femmes, regards d'hommes. Sociologie des seins nus*, Paris : Nathan, 1998, pp. 250-251 et p. 255).

⁶⁷ Cf. LEGAVRE Jean-Baptiste, *Conseiller en communication politique. L'institutionnalisation d'un rôle*, Thèse de doctorat en science politique, Université Paris I, 1993, pp. 69-79.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 72.

⁶⁹ LEGAVRE Jean-Baptiste, « La "neutralité" dans l'entretien de recherche. Retour personnel sur une évidence », *Politix*, n°35, 1996, p. 217.

résultent de représentations quant au métier de journaliste⁷⁰. Dès lors, à travers la réalisation d'entretiens, on peut appréhender ces rôles que les rédacteurs ont cru pouvoir ou devoir jouer vis-à-vis du personnel politique, de leurs publics, de leurs collègues. Ainsi, ces deux éléments pourront être en permanence croisés, le contenu des entretiens permettant de rendre les corpus de pages *Politique* significatifs, les corpus de pages *Politique* permettant de matérialiser et d'exemplifier le contenu des entretiens. Le concept de rôle permet donc de se placer sur les terrains de la description et de l'explication. Sur le terrain de la description tout d'abord, parce qu'il offre un cadre d'analyse des évolutions repérées dans le contenu des pages *Politique*. Sur le terrain de l'explication ensuite parce qu'il suggère d'identifier les logiques sociales qui ont concouru à la genèse, à l'institutionnalisation puis à la disparition de ces postures journalistiques. Ce concept invite bel et bien à rechercher ces facteurs qui ont favorisé l'adoption, la légitimation puis la subversion des « registres » et des « genres » successivement privilégiés par les services *Politique*.

§ 4. HYPOTHESES DE RECHERCHE

Notre ambition n'est donc pas d'écrire une histoire strictement événementielle qui se contenterait de mentionner les innovations stylistiques rencontrées dans l'écriture journalistique. Au contraire, il faut suivre les recommandations de Loïc Blondiaux et « concilier ces deux logiques apparemment contradictoires, à savoir rester fidèle au contexte et à la preuve tout en pliant le récit à la logique d'un questionnement formulé de l'extérieur »⁷¹. Ce souci de problématisation, de mise en intrigue impose une triple schématisation. Tout d'abord, il faut « grossir » les évolutions relevées dans les pages *Politique* en en décrivant les traits saillants, en élaguant les éléments jugés secondaires, en prenant le parti d'identifier des processus généraux, de dessiner des trajectoires globales. Ensuite, il faut parfois atténuer les orientations propres à chaque journal observé : tous n'ont pas visé le même public, tous ne se sont pas inscrits dans les mêmes traditions rédactionnelles, tous n'ont pas connu la même histoire. Enfin, si les transformations ont été lentes, souvent conflictuelles, non linéaires, non univoques, on ne peut pour autant éviter d'établir des bornes

⁷⁰ Evoquant les succès des quotidiens *Le Monde* ou *Libération* peu de temps après leur création, Guy Lochard les explique par « la construction de nouvelles positions d'énonciations : le fameux ton "austère" du premier ou l'écriture ironique et distante du second. Il ne s'agissait pas là de simples innovations stylistiques, mais bien de nouvelles postures face au réel, que traduisaient et mettaient en scène les modes d'écriture de ces quotidiens. » (LOCHARD Guy, « Les risques du professionnalisme », *Le Monde*, 02/12/1992).

chronologiques et de distinguer des séquences charnières. En étudiant les pages *Politique* depuis 1945, nous souhaitons donc mettre en évidence un faisceau de transformations initiées dès le début des années 1960 mais qui se sont amplifiées au cours des trois décennies suivantes.

Ainsi, à travers différentes innovations rédactionnelles, les journalistes politiques se sont efforcés, d'une part, de mieux témoigner de leur distanciation à l'égard des acteurs politiques et, d'autre part, de davantage plonger leurs lecteurs dans les « coulisses » des affrontements entre professionnels de la politique. On assiste donc non seulement à une « transformation de la visibilité »⁷² du politique mais également à un basculement des rôles journalistiques légitimes. Tandis que les rédacteurs politiques, souvent marqués par une conception « missionnaire » de leur métier, s'affairaient avant tout à reproduire et à commenter les débats politiques *publics*, ils vont progressivement endosser des rhétoriques de décryptage et de vulgarisation des jeux « politiques ». Ce basculement s'est manifesté par la généralisation de registres analytiques et narratifs qui posent les journalistes en experts, supposés impartiaux, des stratégies individuelles des acteurs politiques.

Mais quels ont pu être les moteurs de telles évolutions ? Pourquoi les journalistes politiques de la presse écrite ont-ils progressivement abandonné la perspective de reproduire de larges extraits du débat public ou d'encourager leurs lecteurs à se mobiliser pour telle cause, tel parti, tel acteur ? Quelles sont ces logiques sociales qui ont contribué à modifier les conceptions du métier et les conditions de travail des journalistes politiques de la presse écrite française ? Pour résoudre cette énigme, on s'efforcera de tester et, surtout, d'articuler trois hypothèses.

(a) La première, généralement évoquée par les rédacteurs interviewés, souligne que ce n'est pas tant le journalisme qui a changé que la politique et, plus généralement, la société française. Les services *Politique* auraient alors été contraints de s'adapter à des configurations politiques inédites et d'imaginer de nouvelles façons de rendre compte de la compétition politique et de se positionner à son égard. Trois processus peuvent alors être questionnés. Il faut tout d'abord interroger les incidences des bouleversements institutionnels des années 1958-62 sur le travail et l'écriture des journalistes politiques. Dans quelle mesure le basculement d'un régime parlementariste, marqué par l'éclatement des groupes

⁷¹ BLONDIAUX Loïc, *La Fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris : Le Seuil, 1998, p. 23.

parlementaires et l'instabilité des majorités, vers un régime présidentieliste, marqué par une plus forte discipline partisane et une réelle bipolarisation de l'espace politique, a-t-elle contraint les journalistes politiques à rejeter leurs anciennes routines et à incorporer de nouveaux savoir-faire ? Il faut ensuite s'intéresser au développement des médias audiovisuels et à ses conséquences sur les pratiques de communication politique. Dans quelle mesure cette visibilité nouvelle des acteurs politiques a-t-elle modifié les relations politico-journalistiques et amené les rédacteurs de la presse écrite à redéfinir leurs contenus pour mieux marquer la spécificité de leur travail ? Il faut enfin appréhender les transformations des représentations politiques des (é)lectorats, résultant de profondes évolutions sociologiques mais exacerbées par la banalisation des alternances des années 1980-90. Dans quelle mesure la perception d'un désenchantement citoyen vis-à-vis de la sphère politique a-t-elle rendu illégitimes et anachroniques certaines postures journalistiques et, à l'inverse, incité les rédacteurs à mieux marquer leur distance à l'égard du personnel politique ?

(b) La seconde hypothèse suggère que les transformations des pages *Politique* participeraient d'un bouleversement global des normes journalistiques face aux redéfinitions de l'espace médiatique. Bien sûr, l'industrialisation des journaux et l'introduction de logiques commerciales se dessinent dès les années 1870 et l'émergence des quotidiens populaires à grand tirage. Néanmoins, les années 1945-2000 sont marquées par un net renforcement des contraintes économiques et concurrentielles pesant sur les rédactions de la presse écrite. Ces évolutions sont connues et la plupart sont interdépendantes : disparition progressive des organes de parti et des journaux les plus militants, émergence des newsmagazines en réponse à la désaffectation des lecteurs vis-à-vis des hebdomadaires d'opinion, essor considérable des médias audiovisuels et renforcement des exigences commerciales en leur sein, difficultés économiques persistantes de la plupart des quotidiens nationaux face aux transformations des pratiques de lecture, développement du marketing pour mieux appréhender les attentes du public, introduction de nouvelles technologies de production des journaux affectant l'économie du travail journalistique, etc. Il convient donc de se demander comment ces enjeux entrepreneuriaux se sont convertis en enjeux journalistiques et ont ainsi contribué à bouleverser les normes d'écriture et les conceptions de rôle des journalistes politiques. Il s'agira notamment de voir dans quelle mesure ces différents impératifs ont disqualifié les

⁷² THOMPSON John B., « Transformation de la visibilité », *Réseaux*, n°100, 2000, vol. 18, pp. 189-213.

postures les plus militantes et ont, au contraire, encouragé la généralisation de registres plus narratifs, censés rendre la politique moins austère et plus attrayante.

(c) Alors que la deuxième hypothèse suggère que les transformations des pages *Politique* ont été imposées d'en haut, par les hiérarchies des journaux, la troisième envisage ces transformations sous l'angle du renouvellement du personnel journalistique. On peut, en effet, se demander si les principales innovations dans l'écriture journalistique n'auraient pas été introduites par de jeunes rédacteurs, porteurs de visions du métier et de compétences nouvelles, et désireux de bousculer des routines jugées anachroniques, rébarbatives ou insuffisamment « professionnelles ». Cette hypothèse appréhende donc les changements rédactionnels dans leur dimension conflictuelle. Elle invite à questionner la socialisation politique et, au-delà, les caractéristiques sociales des différentes générations de journalistes. Elle suppose également de s'intéresser aux dispositifs d'apprentissage des normes journalistiques. Elle implique enfin de déterminer quelles ont été les ressources sur lesquelles les rédacteurs ont pu s'appuyer pour peser dans leurs rapports de force vis-à-vis de leurs directions et vis-à-vis du personnel politique.

Bien évidemment, ces hypothèses semblent s'articuler plus qu'elles ne s'opposent. L'enjeu est donc tout autant de dégager la pertinence de ces différents scénarios que de saisir comment ces processus politiques, médiatiques et générationnels se sont agencés les uns par rapport aux autres. En outre, il ne faudrait pas penser ces schémas explicatifs comme des causes qui auraient déterminé, mécaniquement, les évolutions des pages *Politique*. Celles-ci n'étaient pas écrites par avance. Elles ne constituent donc ni le résultat d'un calcul global, élaboré *a priori*, ni l'aboutissement nécessaire d'une histoire qui, comme par magie, se serait imposée aux acteurs. Il s'agit plutôt d'envisager les transformations politiques et médiatiques comme des conditions qui rendirent possible certaines transgressions des routines antérieures et qui favorisèrent l'émergence de savoir-faire supposés mieux ajustés aux aspirations des rédacteurs et aux attentes des publics. La perspective retenue est donc compréhensive. Elle cherche à réinscrire les acteurs dans leur environnement et leurs systèmes d'interactions. Elle s'efforce de restituer leurs intuitions, leurs audaces, leurs incertitudes. Elle tient compte de leurs ressources, de leurs compétences et des contraintes pratiques du métier. Elle vise tout simplement à comprendre comment ont pu évoluer les normes rédactionnelles.

Section 2. Des méthodes d'enquête plurielles

Il faut à présent exposer les choix méthodologiques qui ont guidé ce travail. Cette recherche s'appuie principalement (mais non exclusivement) sur un double corpus : un large recueil des pages *Politique* des onze publications retenues ; le contenu de soixante-cinq entretiens menés avec des journalistes en activité ou retraités. Chacun de ces terrains d'enquête a soulevé de nombreuses interrogations quant à leur constitution et à leur analyse. Il convient donc d'identifier ces difficultés et de justifier les solutions retenues.

§ 1. CONSTITUTION ET ANALYSE D'UN CORPUS DE PAGES *POLITIQUE*

Décrire les transformations du contenu des pages *Politique* suppose de définir un corpus d'enquête suffisamment vaste pour permettre la comparaison entre périodes et entre journaux, mais suffisamment restreint pour rester exploitable. En effet, il serait irréalisable d'analyser l'ensemble des pages *Politique* réalisées par les onze publications de notre corpus depuis 1945. Ce serait d'ailleurs bien inutile dans la mesure où notre questionnement porte sur les savoir-faire journalistiques les plus ordinaires. D'après les cadres théoriques fixés précédemment, on devine que ce ne sont pas les événements en eux-mêmes qui dictent leur mise en forme journalistique. Pour garantir une production de copie régulière, pour anticiper les attentes supposées des lecteurs, les rédacteurs mettent en mot l'actualité politique selon des « formats d'expression » routinisés. Il faut donc partir du principe qu'en dehors de certaines conjonctures critiques (« crise » politique, décès d'une personnalité marquante, etc.), les pages *Politique* sont relativement interchangeables d'un jour à l'autre, d'une semaine à l'autre, du moins en ce qui concerne les conditions de production, les genres et registres privilégiés, ou bien les habitudes en matière de hiérarchie de l'information.

Deux critères ont donc guidé la constitution initiale de ce corpus. D'une part, l'ambition de décrire les pages *Politique* dans leur quotidienneté nous a conduit à éviter les phases préélectorales. En effet, au cours de ces séquences, les services *Politique* se réorganisent ; la pagination augmente ; des rubriques ponctuelles apparaissent ; les enjeux éditoriaux se font plus saillants. Il est ainsi difficile d'aborder le travail journalistique « ordinaire » en s'appuyant sur de telles périodes. D'autre part, il convenait de sélectionner des productions qui puissent être comparées dans le temps. Or la structuration annuelle de l'activité politique offre un recours précieux. Compte tenu de la stabilité de l'agenda

institutionnel, la sélection de pages *Politique* à une même période de l'année donne à voir des événements relativement similaires. En prenant exemple sur le traitement de ces événements, on peut alors mieux appréhender les transformations du travail journalistique.

Nous avons alors choisi de retenir l'ensemble des pages *Politique* des journaux étudiés sur une durée de quinze jours, tous les six ans. En procédant par régression, les dates retenues sont les années 2000, 1994, 1988, 1982, 1976, 1970, 1964, 1957, 1952, 1946. Pourquoi avoir retenu 1957 et non 1958 ? Pour comprendre cette apparente incohérence, il faut préciser que la délimitation du corpus a porté sur la première quinzaine du mois de novembre de chacune de ces années. Cela fournit douze numéros par quotidien et trois livraisons par hebdomadaire. Si l'on exclut 1946 où le président du conseil est en cours de désignation, ces quinze premiers jours de novembre correspondent chaque année à l'examen des dépenses budgétaires à l'Assemblée nationale. En revanche, en novembre 1958, des élections législatives ont eu lieu, bouleversant les traditions politiques à cette période de l'année. D'autres événements « inhabituels » ont marqué la conjoncture politique au cours des mois de novembre retenus : le décès du général de Gaulle le 10 novembre 1970 ; le référendum du 6 novembre 1988 sur le statut de la Nouvelle-Calédonie ; la candidature de Jacques Chirac à l'élection présidentielle, annoncée le 4 novembre 1994. A certains égards, ces épisodes empêchent une comparaison terme à terme des séquences retenues. Mais, à moins d'endosser une conception purement cyclique de la vie sociale, il est impossible de s'abstraire de cette actualité singulière. Par ailleurs, le risque d'être dépendant de la conjoncture, politique ou autre, au cours des quinze jours prélevés est compensé par le large éventail de publications retenues. Malgré une actualité commune, les titres différencient leurs hiérarchisations et leurs traitements, révélant ainsi leurs orientations spécifiques.

Il ne s'agit pas de décrire dès à présent l'ensemble des outils mobilisés pour interroger ce corpus initial. Les indicateurs retenus vont être exposés et justifiés tout au long de ce travail. Tout au plus peut-on souligner l'ambition de ne pas être prisonnier d'un cadre méthodologique rigide. Ce travail n'emprunte donc ses outils ni à l'analyse de discours, ni à l'analyse de contenu⁷³, ni à l'analyse des « cadrages »⁷⁴. Le cheminement retenu est demeuré

⁷³ Sur les usages sociologiques des différents types d'analyses de discours et d'analyses de contenu assistés par logiciels informatiques, voir JENNY Jacques, « Méthodes et pratiques formalisées d'analyse de contenu et de discours dans la recherche sociologique française contemporaine. Etat des lieux et essai de classification », *Bulletin de méthodologie sociologique*, n°54, 1997, pp. 64-112.

⁷⁴ Sur les analyses en termes de « cadrages », voir la bibliographie établie par SCHEUFELE Dietram A., « Framing as a Theory of Media Effects », *Journal of Communication*, vol. 49, n°1, 1999, pp. 103-122.

très empirique et qualitatif. Plutôt que d'adopter *a priori* différentes grilles d'analyse, l'objectif a été d'imaginer, au gré des questions suscitées par la lecture de ces pages *Politique*, des moyens adéquats de rendre compte des évolutions repérées. Par exemple, malgré la « force » du nombre en terme de preuve scientifique, il fut souvent délicat de quantifier de telles évolutions. En effet, l'objectivation chiffrée des rhétoriques journalistiques se heurte à différents obstacles : le flou et l'évolution déjà soulignés dans les frontières des pages *Politique* ; la difficile réduction de répertoires d'écriture souvent composites à une modalité précise ; l'agencement dans un même papier de registres distincts ; etc. En outre, autant les informations télévisées, constituées de reportages autonomes et relativement identiques quant à leur format, se prêtent bien aux outils statistiques, autant la presse écrite agence une telle diversité de papiers (en termes de taille, de genre, de position dans le journal, de contenu événementiel, etc.) qu'il paraît bien délicat de les intégrer dans une même base de données et de les soumettre aux mêmes questionnements. À moins de recourir à l'arbitraire de la pondération, cette base de données supposerait implicitement l'équivalence entre tous les papiers, des brèves aux longues analyses. Enfin, l'architecture des journaux a elle-même fortement évolué, si bien qu'il est délicat de déterminer des indicateurs stables tout au long de la période étudiée. La notion même d'« article », par exemple, recouvre des réalités diverses entre 1945 et 2000 : tandis qu'elle désignait autrefois la chronique quotidienne des chefs de service *Politique*, elle qualifie aujourd'hui la plupart des papiers d'information. Il en va de même pour la recherche des « angles » ou des « cadres » journalistiques. Comment, en effet, repérer un « angle » dans ces comptes-rendus strictement chronologiques que livraient chaque jour les quotidiens des années 1950 et 1960 ? Dans ce cas, plutôt que de mesurer le poids respectif des « angles » retenus par les journalistes, il semble plus fructueux de décrire comment les comptes-rendus d'un débat public se sont progressivement métamorphosés en articles qui mettent en perspective les déclarations publiques et réinsèrent l'événement dans un scénario privilégié par le rédacteur. Ces différents obstacles à l'objectivation statistique n'ont pas empêché de parfois recourir à des calculs chiffrés. Mais ils ont imposé la recherche d'indicateurs plus restreints, ajustés à des questions précises. Ces obstacles incitent surtout à assumer le parti pris qualitatif qui structure la majeure partie de ce travail.

D'une part, l'objectif fut de considérer que les moindres détails pouvaient être significatifs : la mise en page et l'agencement des séquences, la nature des têtes qui surplombent et unifient différents articles, la présence ou non des signatures des rédacteurs, le format des titres et la composition des « chapôs », la variation des polices selon les genres

réductionnels, l'utilisation de signes distinctifs pour différencier les papiers, la façon dont les propos rapportés sont insérés dans la trame de l'article, l'éventuelle mention d'un « je » ou de tout autre indice de la présence du rédacteur, les justifications qui accompagnent les nouveaux dispositifs (sondages d'opinion, interviews, portraits), etc. D'autre part, il convenait d'identifier, au cœur des textes journalistiques, « les traces du travail de production »⁷⁵. Jean-Pierre Esquenazy souligne qu'à travers le discours journalistique, le chercheur peut percevoir non seulement les représentations du monde sous-jacentes, mais également les circonstances du recueil de l'information ainsi que le type de relations entretenues avec le public, c'est-à-dire les jeux de rôles instaurés⁷⁶. On s'est donc efforcé de relever les sources lorsqu'elles étaient précisées (communiqué, conférence de presse, confidence d'un conseiller, etc.), le nom et le statut des acteurs dont les propos sont rapportés, les arènes d'où émanaient les discours reproduits (Parlement, médias audiovisuels, meetings, « coulisses », etc.), les « reprises » d'autres médias, etc. Mais il fallait également replacer les pages *Politique* dans l'architecture générale des journaux, en repérant, par exemple, les modes de valorisation de l'actualité politique⁷⁷ : présence à la Une des journaux, au sein de pages « Événements » (*Libération*, *France-Soir*, *L'Humanité*), dans les éditoriaux, etc.

Il demeurait toutefois délicat de se contenter de ce corpus d'une quinzaine de jours, censés « représenter » une demi-douzaine d'années. Si ce corpus favorisait l'identification des transformations à long terme, il ne permettait pas d'en décrire finement les étapes. Ainsi, au-delà de ce matériel initial, il paraissait utile d'étudier plus précisément la genèse, la sédimentation et la disparition des différents « formats d'expression » journalistiques. Il s'agissait alors d'effectuer une observation annuelle des pages *Politique*, à partir des quotidiens parus au cours du mois d'avril et des hebdomadaires publiés en février, mars et avril. Compte tenu de l'ampleur d'un tel corpus, la lecture a été évidemment beaucoup plus parcellaire. Il convenait surtout d'identifier les innovations en matière de « genres rédactionnels », l'évolution des mises en page et de l'architecture des journaux, les formes de cloisonnement ou de décroisonnement des pages *Politique*, l'apparition ou la disparition de rubriques, les transgressions fugaces dans le « style » des papiers canoniques (les comptes-rendus parlementaires par exemple). Cette observation annuelle a également permis de relever l'ensemble des signatures présentes dans les pages *Politique*. De la sorte, on a pu dresser une

⁷⁵ ESQUENAZY Jean-Pierre, *L'Écriture de l'actualité*, op. cit., p. 11.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 110.

⁷⁷ Voir HERMAN Thierry et LUGRIN Gilles, « La hiérarchie des rubriques : un outil de description de la presse », *Communication et langage*, n°122, 1999, pp. 72-85.

cartographie dynamique des services *Politique*, saisir les trajectoires des journalistes et ainsi mener une sociographie relativement exhaustive de cet univers professionnel.

§ 2. REALISATION ET EXPLOITATION D'ENTRETIENS

La description des transformations des pages *Politique* constitue seulement l'une des dimensions de ce travail. L'autre objectif était de tester certaines hypothèses susceptibles d'expliquer de telles transformations. Cette histoire des pages *Politique* devait ainsi se placer au côté des journalistes, au cœur du travail rédactionnel. Il fallait, d'un côté, restituer les motivations, les contraintes, les conflits qui ont contribué à façonner, au fil du temps, les rhétoriques journalistiques. Il fallait, de l'autre, identifier ces logiques structurelles qui ont affecté les espaces politiques et médiatiques et qui ont rendu possible l'adoption ou la transgression de ces rôles journalistiques. Pour rendre compte des dynamiques qui ont concouru aux transformations des pages *Politique*, il a semblé nécessaire de mener une vaste enquête par entretiens auprès des rédacteurs, en activité ou retraités, qui participèrent à cette histoire du journalisme politique français. Soixante-cinq journalistes, nés entre 1917 et 1976, ont ainsi été rencontrés, certains à plusieurs reprises. Mais compte tenu des spécificités de ce métier et compte tenu des questions soulevées, l'interview ne va pas de soi. Il convient donc, dans un premier temps, de discuter de la pertinence et des limites de l'entretien vis-à-vis de notre problématique. Il s'agira ensuite de revenir sur un terrain plus strictement méthodologique. On pourra alors exposer le guide d'entretien mobilisé ainsi que les conditions de sélection des interviewés et de réalisation des entretiens.

A. *Pertinence et limites de l'interview comme méthode d'enquête.*

Pour appréhender l'activité journalistique, l'observation constitue sans doute l'outil méthodologique le plus adéquat. Elle permet de réinsérer l'acteur dans son espace d'interaction, d'identifier les contraintes qui encadrent son travail et de saisir, en situation, la diversité des motifs d'action, des normes endossées, des compétences mobilisables. Elle favorise donc une description sourcilleuse des conditions de production journalistique ainsi que des logiques pratiques qui conditionnent, au quotidien, l'écriture. Toutefois l'observation ancre l'étude dans le présent. Elle ne permet donc pas de prendre en compte la dimension historique que nous souhaitons donner à cette recherche. Ainsi, parmi les techniques

d'enquête permettant de construire et de tester différentes hypothèses explicatives, l'entretien s'est présenté comme l'un des outils les plus commodes et, sans doute, les plus heuristiques. Il offre surtout l'avantage d'une utilisation plurielle. Solliciter les propos des journalistes politiques, ce peut être les amener à se positionner en tant que sujet d'une histoire, en tant que témoin de scènes passées, en tant qu'expert des règles d'écriture journalistique, en tant que dénonciateur ou laudateur des pratiques de leurs collègues, etc.⁷⁸ A travers l'interview, on peut tout à la fois recueillir des informations sur les étapes d'une trajectoire professionnelle ; des représentations du métier et de l'excellence journalistique ; des croyances quant aux attentes des publics et quant aux postures journalistiques légitimes ; des descriptions des conflits qui animèrent la vie des services *Politique* ou qui rythmèrent les relations entre journalistes et hommes politiques ; des anecdotes qui restituent l'atmosphère d'une époque ou d'un journal ; etc.

C'est pour satisfaire cette pluralité de questionnements que nous avons privilégié la technique de l'entretien dit « semi-directif ». Cette terminologie n'a d'autre intérêt que de souligner qu'il ne s'agissait ni de stricts questionnaires, ni de récits de vie. D'une part, les journalistes en poste n'octroient souvent qu'un « timing » limité. L'enjeu était donc de disposer d'un temps suffisant ou de se rencontrer à plusieurs reprises. Mais, pour justifier de l'intérêt de notre enquête, il fallait généralement montrer que nous disposions d'une somme de questions prédéfinies et difficilement évitables⁷⁹. D'autre part, compte tenu de la diversité des rédacteurs interviewés, en termes de trajectoires professionnelles et de générations d'appartenance, il convenait de mettre en place un guide d'entretien suffisamment souple pour s'ajuster aux différents enquêtés, mais suffisamment stable pour faciliter l'exploitation des données et l'analyse des discours. Si les entretiens se sont très rarement déroulés d'une manière aussi formelle⁸⁰, ils ont été généralement organisés autour de trois consignes : (1) « Dans quelles circonstances êtes-vous devenus journaliste politique ? » (2) « Quelles sont [ou

⁷⁸ Au fil des questions, les enquêtés sont en effet considérés non seulement comme sources d'informations précises, mais également comme des « sujets » (...) exprimant leur expérience et leurs convictions, leur point de vue et leurs « définitions des situations vécues ». » (DEMAZIERE Didier, DUBAR Claude, *Analyser les entretiens biographiques L'exemple des récits d'insertion*, Paris : Nathan, 1997, p. 7).

⁷⁹ « Lorsque [les enquêtés] possèdent un certain capital culturel ou social, le guide d'entretien peut apparaître comme un brevet de sérieux et de compétence et ainsi atténuer les soupçons qui ne peuvent manquer de peser sur cette « bête sociale » étrange qu'est à leurs yeux un sociologue. » (BEAUD Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'« entretien ethnographique » », *Politix*, n°35, 1996, p. 239).

⁸⁰ En outre, au fur et à mesure du déroulement de l'enquête, des questions furent résolues tandis que d'autres émergeaient. La grille d'entretien a donc logiquement évolué en fonction des trajectoires singulières des interviewés et de l'avancée générale de l'enquête.

étaient] les spécificités de [votre journal / vos journaux] dans le traitement de la politique ? »⁸¹
(3) « Qu'est-ce qu'un bon journaliste politique et pourquoi ? »

La première consigne visait à mettre à jour les trajectoires professionnelles : comprendre les raisons de l'engagement dans la carrière journalistique et surtout dans la couverture de la politique ; identifier les logiques du recrutement journalistique c'est-à-dire repérer les caractéristiques sociales qui ont favorisé l'embauche et l'ascension professionnelle de ces rédacteurs⁸² ; distinguer les modalités de la socialisation politique et de la formation professionnelle propre à chaque génération. Il s'agissait ainsi d'observer si cet univers était homogène ou éclaté, et appréhender les dispositions, mieux : les compétences et les ressources sociales, valorisées selon les époques et les journaux. La deuxième consigne visait à placer la discussion sur le terrain des conditions d'exercice du métier. Il fallait amener le rédacteur à « mettre en mots » et à justifier les modes de traitement et les répertoires d'écriture repérés dans les pages *Politique*. Les relances portaient alors sur les « genres » privilégiés par les rédactions qu'ils connurent, le poids des traditions rédactionnelles, le positionnement vis-à-vis de la concurrence, l'apport des différents chefs de service, les efforts pour s'adapter aux transformations politiques, les modes d'organisation et de rubricage mis en place, les rapports avec le personnel politique ou avec leurs attachés de presse, etc. Enfin la troisième consigne interrogeait plus directement les normes et les rôles journalistiques en se penchant sur la question de la légitimité à discourir sur l'univers politique et sur le problème des « fautes » professionnelles.

L'entretien offre des ressources indéniables. Mais il ne peut répondre à tous les questionnements et entraîne parfois certains écueils dans la compréhension du travail journalistique. Il convient donc de préciser les limites et les biais de cette démarche d'enquête : la production d'une vision « idéale » du métier ; une inadéquation face à certains profils d'interviewés ; une reconstruction parcellaire du passé. Ces trois obstacles, générateurs d'artefacts, tendent à s'auto-entretenir. Mais on peut brièvement les exposer et suggérer quelques pistes pour y faire face.

⁸¹ Pour les rédacteurs les plus âgés ou pour ceux ayant connu de nombreuses rédactions, la consigne les invitait plutôt à décrire les transformations dans l'exercice du métier de journaliste politique.

⁸² Associées à différentes données biographiques (*Who's who*, annuaire d'associations de presse, d'anciens élèves d'écoles de journalisme, etc.), certains de ces éléments peuvent permettre de repérer les spécificités de cette population au regard des statistiques disponibles sur le profil moyen des journalistes (notamment les statistiques fournies par la commission de la carte de presse, cf. par exemple : Institut Français de Presse, *Les Journalistes français en 1990. Radiographie d'une profession*, Paris : La Documentation française, 1992).

(a) Puisque l'entretien est une interaction qui se met en place à la demande du chercheur, il est assez délicat de savoir quel statut accorder à des paroles recueillies dans une situation aussi éloignée de la réalité du travail rédactionnel. Il est notamment difficile de déterminer dans quelle mesure l'interviewé cherche à faire « bonne figure » devant l'intervieweur lorsqu'il justifie ses actes par des références à l'intérêt général (« servir la démocratie » par exemple), et non autour des gratifications escomptées⁸³. La difficulté était donc de battre en brèche les discours de « façade » qui reproduisent des mythologies professionnelles d'autant plus prégnantes que le journalisme politique s'inscrit dans certaines traditions « glorieuses » de l'histoire de la presse française. De tels discours tendent à évacuer les raisons d'agir qui ne seraient pas justifiables publiquement, soit qu'elles constitueraient des fautes déontologiques (par exemple, se plier aux « pressions » politiques), soit qu'elles contrediraient l'image publique du journalisme. Sans nier le poids des enjeux civiques du métier, il fallait ne pas se contenter des lectures idéalisées du journalisme et ainsi s'efforcer de replacer l'interviewé sur le terrain des pratiques effectives, en alimentant les questions d'exemples précis. Ainsi, selon la position occupée au moment de l'entretien (en activité ou retraité ; dans un poste de direction ou « placardisé » ; etc.), certains enquêtés ont mobilisé un registre que l'on peut qualifier de « réaliste ». En expliquant qu'ils n'ont pas toujours endossé les normes fixées par l'entreprise, ils développèrent un regard lucide, critique ou cynique, sur leurs propres productions passées. En outre, si les rédacteurs sont restés généralement peu diserts ou relativement évasifs quant à leurs conceptions du « bon » journaliste, ils ont été, en revanche, beaucoup plus loquaces lorsqu'il s'agissait de dénoncer les pratiques de certains confrères.

Cette confrontation entre « modèles » journalistiques permet ainsi de mettre à jour la diversité des logiques d'action et des contraintes qui structurent l'activité journalistique. Il n'en demeure pas moins qu'il reste difficile de savoir comment exploiter les considérations normatives formulées par les rédacteurs. Dévoilent-elles simplement leurs points de vue de citoyens ou ont-elles guidé leur travail journalistique ? S'agit-il de points de vue personnels ou de positions partagées dans leurs rédactions et imposées par leurs directions ? Cette question est notamment prégnante dans le cas des journalistes les plus âgés. Lorsqu'ils évoquent leurs productions passées ou lorsqu'ils évaluent les contenus actuels, au nom de

⁸³ Côtoyer le « pouvoir », accroître sa notoriété et son salaire, faire un « coup » qui sera repris dans les autres journaux, gravir la hiérarchie de l'entreprise, etc. Sur l'articulation entre justifications individuelles et justifications générales, voir BOLTANSKI Luc, CHIAPPELLO Ève, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard, 1999, p. 45.

quoi formulent-ils leurs éventuelles critiques ? Il est bien délicat de déterminer si leurs jugements sont conditionnés par des effets d'âge ou des effets de génération, ou bien encore si leurs points de vue « reflètent » l'époque actuelle en s'appuyant sur les règles journalistiques les plus légitimes aujourd'hui.

(b) La situation d'entretien est également problématique en ce qu'elle met en relation des acteurs issus d'univers sociaux dissemblables et qui ne s'accordent pas toujours sur le jeu de rôle instauré. Ce décalage est particulièrement manifeste lorsque l'entretien se déroule avec des rédacteurs hauts placés dans les hiérarchies professionnelles et suspicieux à l'égard des intentions du chercheur. De nombreux journalistes nous ont ainsi avoué leurs scrupules quant au risque de se faire piéger et leur détestation de certaines pratiques sociologiques. A ce premier registre de difficultés pour susciter l'expression des interviewés s'ajoute un deuxième facteur de méfiance. L'augmentation des filières « Info-Com » ainsi que l'intérêt croissant des étudiants politistes ou sociologues pour le journalisme ont multiplié les sollicitations d'interviews. De nombreux rédacteurs nous ont ainsi interrogé sur le thème de notre « mémoire » et ont avoué être lassés de répondre à des questions incongrues et de faire face à des étudiants mal préparés⁸⁴. Bien loin des dangers d'imposition de problématique ou de violence symbolique, l'enjeu était ici de s'« imposer aux imposants »⁸⁵. Certains enquêtés adoptent en effet une attitude « paternaliste », soulignant l'impertinence d'une question, l'inutilité du magnétophone ou bien encore une prise de notes incorrecte.

Mais plus généralement, cette asymétrie dans la situation d'entretien a soulevé trois difficultés. Tout d'abord, le problème déjà évoqué du temps qu'ils acceptèrent d'accorder. Cette remarque ne vaut évidemment pas pour les rédacteurs retraités. La plupart ont aussitôt accepté le principe de l'entretien. Ils nous ont souvent accordé une demi-journée et certains anticipèrent même l'interview en amassant des documents d'époque ou en listant les thèmes qu'ils souhaitaient évoquer. Cette question du temps s'est, en revanche, posée pour les journalistes en poste qui nous ont tous reçu sur leur période de travail. Cette contrainte a amené certains journalistes à demeurer lapidaires dans leurs réponses et passifs dans

⁸⁴ L'un des moments les plus cocasses de cette enquête fut lorsque je reçus dans mon courrier une lettre du service des ressources humaines du *Figaro* m'indiquant qu'ils ne pourraient, malheureusement, donner suite à ma demande de stage.

⁸⁵ Cf. CHAMBOREDON Hélène et *al.*, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique de l'entretien », *Genèses*, n°14, 1994, pp. 114-132. Sur cette question, voir également PINÇON Michel et PINÇON-CHARLOT Monique, « Pratiques d'enquête dans

l'échange. A ce titre, quelques entretiens paraissent donc avoir été « ratés » mais ils demeurent exploitables dans la mesure où la brièveté des discours donne à voir certains « impensés », certaines « évidences », certaines conceptions professionnelles qui semblent aller de soi et ne pas justifier d'explicitation.

Deuxième difficulté rencontrée : l'expérience des journalistes en matière d'interview et leur étonnement quant à la démarche suivie⁸⁶. Deux cas de figure ont ainsi posé problème. Dans le premier, les journalistes se sont placés en attente de questions et ont montré leur agacement vis-à-vis des silences ou des demandes d'éclaircissement de ma part. De la même manière, certains étaient surpris par les interrogations qui semblaient s'écarter du cadre de questionnement initialement défini. Le second cas de figure concerne essentiellement les rédacteurs retraités ou bien les journalistes les plus hauts placés dans les hiérarchies professionnelles. A partir de la simple évocation de mon thème de recherche (le journalisme politique), ils ont renversé la relation et formulé questions et réponses, en prêtant seulement attention à mes éventuelles relances.

Troisième registre de difficultés non sans rapport avec les deux précédents : le statut des rédacteurs. Pour certains, leur notoriété les ont amené à ne pas sortir du cadre de leur image publique ; pour d'autres, l'occupation d'un poste élevé dans une entreprise de presse les incitait à « vendre » la qualité du journal. Ils soulignaient davantage la cohérence de l'orientation rédactionnelle plus qu'ils ne décrivaient les incertitudes et les conflits au sein de l'équipe de direction. Habités à la prise de parole et à la présentation de soi, ces interviewés se sont donc placés dans un registre de communicant, censé « défendre » la pertinence de leur travail ou bien l'inscrire dans une tradition valorisée. Mais, contrairement à nos craintes initiales, seule une minorité des interviewés ont pleinement endossé ce rôle « officiel »⁸⁷. La plupart se sont davantage positionnés sur le terrain de la confiance (« je vous mentirais si je vous disais que... ») ou bien sur le terrain d'une (fausse ?) modestie quant au « pouvoir » des journalistes ou à l'importance de leur « mission » sociale. Face à cette population, l'enquêteur

l'aristocratie et la grande bourgeoisie, distances sociales et conditions spécifiques de l'entretien semi-directif », *Genèses*, n°3, 1991, pp. 120-133.

⁸⁶ Sur cette opposition dans les conceptions de l'entretien, voir CHARON Jean-Marie, « Journalisme et sciences sociales. Proximités et malentendus », *Politix*, n°36, 1996, pp. 28-29. Jean-Baptiste Legavre souligne une même difficulté au sujet des conseillers en communication : « Que l'enquêteur manque de pugnacité et ce sera, pour certains communicateurs, le signe d'un "amateurisme" consommé. » (in « La "neutralité" dans l'entretien de recherche », art. cité, p. 218).

⁸⁷ « Pour peu que l'agent social rencontré accepte les règles du jeu et pour peu qu'il soit "mis en condition", sa distance au rôle peut surprendre plus d'un auteur ou présentateur de méthodes des sciences sociales. » (LEGAVRE Jean-Baptiste, *Conseiller en communication politique*, op. cit., p. 92).

doit alors témoigner de ses compétences d'intervieweur et de sa connaissance intime de l'univers enquêté. Contrairement aux préceptes méthodologiques valorisant la neutralité et l'absence d'intervention du chercheur, il faut bien avouer que les entretiens les plus « réussis » en termes d'acquisition de connaissances ont été ceux qui se sont déroulés sous la forme d'une conversation ordinaire, au cours de laquelle nous avons été amené à donner notre point de vue, à comparer les propos de l'interviewé avec ceux d'autres rédacteurs, à évoquer des exemples concrets qui contredisaient certaines remarques du journaliste, etc. Car l'enjeu était double. Il fallait, d'une part, se distinguer de la plupart des étudiants qu'ils avaient eu l'occasion de rencontrer. Il s'agissait, d'autre part, de dépasser les rhétoriques officielles et d'entrer dans la réalité, conflictuelle, du travail journalistique.

(c) Or, on touche là une troisième et dernière limite à l'entretien, celle de n'offrir qu'une reconstruction parcellaire et sélective du passé. Il faudrait longuement discuter des problèmes de « mémoire » individuelle et collective qui conditionnent l'évocation du passé. On souhaiterait plutôt mettre l'accent sur les difficultés à faire advenir un discours consacré aux pratiques les plus routinières de l'activité professionnelle. Jean-Claude Kauffmann souligne, avec justesse, cet obstacle : « Les questions touchant aux événements les plus communs produisent les réponses les plus brèves et beaucoup de silences. (...) Les gens ont du mal à s'exprimer sur ce qui leur est habituel. Car la banalité de tous les jours n'est pas un thème banal, mais un processus social de première importance, construisant la réalité sociale en produisant l'implicite, l'incapacité de penser ce qui est le plus fondateur. »⁸⁸ Dialoguer sur les conditions de production, les règles d'écriture ou sur la vie au quotidien des rédactions tend à bloquer la parole à des niveaux de généralité qui rendent les interrogations de l'intervieweur curieuses, vagues ou lassantes. Un tel décalage entre les attentes de l'enquêteur et le flou dans les réponses de l'enquêté (« c'est très empirique », « ça n'est pas mathématique », « on ne se pose pas tous les jours ces questions-là ») met ainsi l'accent sur l'ensemble de ces actions qui, au quotidien, s'exercent de façon naturelle, sans avoir à être forcément explicitées, sans procéder de stratégies préalables⁸⁹. C'est pourquoi les interviewés ont été beaucoup plus diserts sur des anecdotes précises, vécues par eux ou appartenant à

⁸⁸ KAUFMANN Jean-Claude, *Corps de femmes, regards d'hommes*, op. cit., p. 12.

⁸⁹ Sur la notion de « conscience pratique », c'est-à-dire « tout ce que les acteurs connaissent de façon tacite, tout ce qu'ils savent faire dans la vie sociale sans pouvoir l'exprimer directement de façon discursive », cf. GIDDENS Antony, *La Constitution de la société*, Paris : PUF, 1987, p. 33.

l'histoire officieuse du métier, que sur les pratiques les plus ordinaires⁹⁰. La description du travail s'en trouve affectée. Mais cette remarque concerne tout autant les arguments apportés par les interviewés pour justifier leurs pratiques passées ou présentes. Il est parfois difficile de savoir dans quelle mesure on a affaire à des justifications *ex post* suscitées par la situation d'entretien. Différentes spécificités du travail journalistique suggèrent toutefois que les raisons mobilisées par les enquêtés ne constituent pas uniquement des rationalisations *a posteriori* de savoir-faire qui, dans la pratique, demeureraient implicites. D'une part, il s'agit d'une activité publique, destinée à une très large diversité de lecteurs. Confrontés à des critiques permanentes, les journalistes doivent régulièrement justifier leurs choix rédactionnels ou bien anticiper d'éventuelles accusations. D'autre part, la production est collective et quotidiennement sanctionnée. Aussi l'activité journalistique est-elle ponctuée d'évaluation des contenus, d'ajustements entre rédacteurs, de débats quant à la couverture la plus pertinente d'un événement ou quant à l'orientation plus générale du journal⁹¹. Jean-Baptiste Legavre remarque ainsi qu'en dépit des contraintes d'urgence, « La réflexivité journalistique n'est en rien "naturelle" : elle est produite par des dispositifs de contrôle quasi-quotidien. »⁹²

Il est également délicat d'amener les journalistes à évoquer précisément les changements qu'ils vécurent dans leurs conditions de travail ou dans leurs règles d'écriture. Alors que les évolutions dans les pages *Politique* peuvent être objectivées, mesurées, périodisées, les descriptions et les explications de ces changements demeurent souvent confuses chez les interviewés. Cette imprécision confirme l'une de nos hypothèses : les principales transformations dans le contenu des pages *Politique* ont été surtout le produit d'une multitude de micro-déplacements, de petites innovations, de légères transgressions des routines antérieures. Mais ces approximations ne permettent pas toujours d'apprécier les circonstances exactes du changement. Ainsi, de nombreux rédacteurs relèvent des causes

⁹⁰ En cela, les journalistes rencontrés se distinguent des hauts fonctionnaires que put rencontrer Samy Cohen : « Ils s'expriment volontiers sur leur travail quotidien, leurs attributions, les circuits d'information, les réunions, les méthodes de travail de leur "patron", bref de tout ce qui a trait à la routine organisationnelle, ainsi que sur la culture politique et professionnelle de leur milieu et sur leurs perceptions. » (COHEN Samy, « Enquêtes au sein d'un "milieu difficile" : les responsables de la politique étrangère et de défense », in COHEN Samy (dir.), *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999, p. 21).

⁹¹ Il faudrait nuancer ce point en identifiant les rédactions et les périodes les plus propices à ces échanges collectifs. S'ils semblent plus marqués dans des journaux comme *Le Monde* et *Libération*, ils apparaissent moins évidents dans des rédactions décrites comme plus « individualistes » (*Le Nouvel Observateur*) ou plus hiérarchisées (*Le Figaro*, *France-Soir*).

⁹² LEGAVRE Jean-Baptiste, « Parler de soi ou parler des autres. De quelques usages journalistiques des métaphores ludiques », *Regards sociologiques*, n°7, 1994, p. 32.

globales mais ils les évoquent tels des observateurs extérieurs à la vie des rédactions. Ils tendent parfois à s'extraire de l'histoire et à décrire des bouleversements qui se seraient mécaniquement imposés à la presse. A l'inverse, d'autres journalistes se sont présentés comme acteurs de cette histoire et comme inventeurs de nouvelles formes de journalisme. Or il s'agit bien là d'un autre biais suscité par la situation d'entretien : favoriser l'adoption de « posture héroïque ». En isolant les rédacteurs de leurs espaces d'interactions, l'entretien donne à voir un processus de production fortement individualisé, constitué de journalistes atomisés. C'est enfin un même registre de difficultés auxquelles il a fallu faire face concernant la description des carrières journalistiques. En effet, les éléments biographiques sollicités sont des reconstructions *a posteriori* de trajectoires souvent complexes. Dès lors, tandis que certains interviewés se sont efforcés d'offrir une cohérence à des parcours chahutés, d'autres, au contraire, ont mis l'accent sur la dimension fortuite de leur engagement dans le journalisme politique et de leur ascension dans les hiérarchies professionnelles⁹³. Les conditions d'accès aux services *Politique* se trouvent alors régulièrement réduites à l'alternative entre « hasard » et « vocation ».

B. Constitution de la population et sélection des interviewés

Si l'on exclut l'interview de Fabrice Madouas, journaliste à *Valeurs actuelles* mais surtout responsable d'un enseignement de « Politique et Société » à l'Institut Pratique de Journalisme (26 avril 2001), et celle d'Henri Paillard, président de l'Association des journalistes parlementaires (24 juillet 2001), les entretiens ont eu lieu en deux vagues successives, la première ayant été menée entre octobre 2001 et juin 2002, la seconde s'étant déroulé tout au long de l'année 2003. Au total, soixante-cinq journalistes ont été rencontrés⁹⁴.

⁹³ En s'opposant sur ce point à Pierre Bourdieu pour qui les agents évoqueraient la gratuité de leurs actions là où il y aurait en fait stratégies et calculs égoïstes, Luc Boltanski note que les acteurs chercheraient au contraire à « conférer un caractère totalisable, calculable, finalisé, intentionnellement orienté vers un horizon maîtrisable en pensée à des actions qui pouvaient se passer de ces déterminations lorsqu'elles étaient plongées dans la complétude du temps présent. » (BOLTANSKI Luc, *L'Amour et la justice comme compétence*, Paris : Métailié, 1990, p. 130). Plutôt que d'opposer ces deux lectures sociologiques, il faudrait davantage les penser comme complémentaires, représentant deux facettes d'un même comportement : « faire bonne figure » face à l'intervieweur. De la même manière, cela ne signifie pas que tous les discours faisant référence au bien commun dissimulent des intérêts sous-jacents et que l'évocation des stratégies préalables aux actions ne soient que des reconstructions *a posteriori*.

⁹⁴ Le recensement patronymique des interviewés est fourni en annexes. A ces entretiens effectivement menés, il faut ajouter une trentaine d'échecs suite à des refus catégoriques, à des reports successifs ayant entraîné un abandon de ma part, à l'absence de réponses aux courriers envoyés dans le cas de journalistes dont le numéro était sur liste rouge, etc.

Au départ, le choix des interviewés s'est opéré de façon relativement aléatoire, en fonction des signatures repérées dans les journaux actuels. L'enjeu initial était surtout de se familiariser avec cet univers et de tester la pertinence du guide d'entretien. Mais au fur et à mesure que la population d'interviewés s'élargissait, l'objectif a été de parvenir à une certaine représentativité de ces rédacteurs, en fonction de critères de sexe, d'âge, de notoriété, de trajectoires professionnelles, de rédactions fréquentées. Pour évaluer cette représentativité, il fallait alors opérer un recensement exhaustif des journalistes ayant occupé un poste dans les services *Politique* des journaux étudiés depuis 1945.

Si la sociographie des journalistes français fait désormais l'objet d'un certain nombre de travaux, il est plus délicat d'opérer un tel travail sur une spécialité rédactionnelle précise. En effet, comme le suggère Dominique Marchetti⁹⁵, les données recensées par la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels ne font pas référence aux rubriques ou aux services dans lesquels sont affectés les rédacteurs. En outre, à la différence des journalistes sociaux ou économiques, les journalistes politiques français ne se sont pas regroupés sous la bannière d'une association unique qui élaborerait guide ou annuaire professionnel. A ces difficultés pratiques d'identification de la population, il faut rappeler l'obstacle des frontières mouvantes du journalisme politique. Pour battre en brèche cette difficulté, nous avons privilégié une démarche itérative mêlant observation des signatures et des ours depuis 1945, lecture des organigrammes professionnels, exploitation des premiers entretiens à travers lesquels les journalistes furent invités à définir leur identité journalistique et celle de leurs confrères. Nous avons alors choisi d'exclure les journalistes dont la signature se déplace, au gré de l'actualité, d'un service à un autre (par exemple les rubricards spécialisés sur les questions militaires) ainsi que tous ceux dont le statut est incertain ou dont la présence au sein d'un service *Politique* fut inférieure à deux ans. Ce parti pris se heurte toutefois à une difficulté supplémentaire. En effet, jusqu'aux années 1960, la plupart des journalistes affectés au « desk » politique ou à des tâches de compte-rendu signent rarement leurs papiers et demeurent invisibles⁹⁶. Il faut donc garder en tête que les résultats tendent à surreprésenter l'élite du métier. Le tableau n°1 met en évidence la composition de la population ainsi recensée. Si l'on exclut du nombre total de signatures (N=379) les redondances liées aux migrations d'une rédaction à une autre, on compte alors 325 individus.

⁹⁵ MARCHETTI Dominique, « Les sous-champs spécialisés du journalisme », art. cité, p. 40

Tableau 1. Recensement de la population de journalistes politiques selon leur date d'entrée dans les différentes rédactions⁹⁷.

	1946-57	1958-69	1970-81	1982-93	1994-00	TOTAL
<i>Le Monde</i>	9	5	15	12	22	63
<i>Le Figaro</i>	10	13	16	12	14	65
<i>L'Humanité</i>	8	4	11	13	10	46
<i>France-Soir</i>	12	8	14	9	10	53
<i>Paris-Presse</i>	13	2	-	-	-	15
<i>Libération</i>	-	-	3	19	10	32
<i>L'Express</i>	4	8	13	15	11	51
<i>France Obs. – N. Obs.</i>	2	5	7	6	2	22
<i>Le Point</i>	-	-	8	5	7	20
<i>Evénement du Jeudi</i>	-	-	-	6	2	8
<i>Marianne</i>	-	-	-	-	4	4
TOTAL	58	45	87	97	92	379

Source : Enquête de l'auteur.

Tous les rédacteurs interviewés n'ont pas appartenu à l'un de ces onze journaux. C'est le cas pour sept d'entre eux. Il s'agit principalement de rédacteurs retraités qui furent rencontrés lors d'un repas au restaurant de l'Assemblée nationale auquel nous avait convié Jean Le Lagadec, ancien chef du service *Politique* à *L'Humanité*. Il semblait illogique de ne pas profiter de cette situation pour convenir d'interviews avec ces anciens journalistes : Robert-Yves Quiriconi (né en 1925, ancien chef du service de politique intérieure du bureau parisien de l'Associated Press) ; Jacques Raynaud (né en 1929, ex-rédacteur parlementaire à *L'Aurore* et collaborateur de nombreux quotidiens régionaux) ; Bernard Michal (né en 1932 et qui fut, entre autres, chef du service *Politique* de *L'Aurore*) ; Gérard Lamotte (né en 1939, qui venait de quitter le bureau parisien de *La Dépêche du Midi*). De la même manière, à une période où nous ne nous étions pas encore restreint à la seule presse écrite, nous avons contacté Bruno Masure (ancien membre du service *Politique* de TF1) et Joseph Paletou (qui travailla notamment dans les rédactions de France Inter et d'Antenne 2). Tous deux ont accepté de nous rencontrer. Cet élargissement, fortuit, du cadre de l'enquête est tout sauf inutile. Cela permettait notamment d'enrichir notre compréhension des logiques pratiques des journalistes politiques au cours des années 1950, 1960 et 1970. Cette diversification fut également utile pour appréhender l'articulation entre les différents supports médiatiques (agence, presse quotidienne régionale, télévision, radio, presse nationale) ainsi que les

⁹⁶ S'est également posé le problème des pseudonymes, personnels ou collectifs.

relations, complexes, entre personnels politiques et journalistiques. Au-delà de ces sept interviewés, il convient de comparer les caractéristiques sociales des rédacteurs rencontrés avec celles des journalistes recensés (cf. tableau n°2). L'effectif d'interviewés représente 18 % de l'effectif total de journalistes recensés. Si la proportion est sensiblement équivalente en ce qui concerne le critère du sexe et de la classe d'âge, elle demeure plus aléatoire en ce qui concerne la répartition selon les rédactions d'appartenance (de 12 % des journalistes de *L'Express* à 50 % de ceux de *Marianne*). Néanmoins, nous nous sommes efforcé de rencontrer au moins 10 % des rédacteurs ayant appartenu à l'un des services *Politique* étudiés. Il aurait fallu procéder à des tris croisés pour étudier plus finement la représentativité des enquêtés ; la taille réduite de tels sous-effectifs aurait toutefois rendu cet exercice un peu vain.

Tableau 2. Comparaison entre la population de rédacteurs interviewés et la population de journalistes politiques recensés

CRITERE	MODALITE	POPULATION TOTALE	POPULATION INTERVIEWEE	PROPORTION D'INTERVIEWES
Effectif total		325	58	18 %
Sexe	Homme	253	47	18,5 %
	Femme	72	11	15,5 %
Age	Né entre 1880 et 1914	20	0	0 %
	Né entre 1915 et 1929	49	10	20 %
	Né entre 1930 et 1944	67	11	16 %
	Né entre 1944 et 1960	116	23	20 %
	Né entre 1961 et 1976	73	14	19 %
Services <i>Politique</i> fréquentés	<i>Le Monde</i>	63	11	17,5 %
	<i>Le Figaro</i>	65	10	15,5 %
	<i>L'Humanité</i>	46	8	17,5 %
	<i>France-Soir</i>	53	10	19 %
	<i>Paris-Presse</i>	15	2	13,5 %
	<i>Libération</i>	32	9	28 %
	<i>L'Express</i>	51	6	12 %
	<i>France Obs. / Nouvel Obs.</i>	22	5	22,5 %
	<i>Le Point</i>	20	4	20 %
	<i>L'Événement du Jeudi</i>	8	2	25 %
<i>Marianne</i>	4	2	50 %	

Source : Enquête de l'auteur.

⁹⁷ Le recensement patronymique des rédacteurs est fourni en annexes.

La problématique et les méthodes d'enquête de ce travail ayant été explicitées, il reste à présenter la trame retenue pour appréhender les transformations contemporaines des pages *Politique* de la presse écrite française.

Section 3. Présentation du plan

Cette thèse comprend trois parties. Elle est structurée selon un double principe, chronologique et analytique. D'un côté, l'enjeu même de cette recherche suppose d'identifier une césure qui aurait marqué, en quelque sorte, les dernières heures d'un ancien modèle journalistique et l'entrée dans une période au cours de laquelle se sont sédimentées les pratiques journalistiques actuelles. Bien évidemment, il est impossible de distinguer une rupture franche et univoque dans le travail et l'écriture des journalistes politiques. Toutes les évolutions rencontrées ont été progressives et différenciées selon les journaux. Néanmoins, aux yeux des journalistes, un changement majeur s'initie dans les années 1958-62 avec l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle et la naissance de la V^e République. Or c'est à cette même date que l'espace médiatique entre dans une configuration nouvelle avec le développement spectaculaire de la télévision⁹⁸. A la lecture des pages *Politique*, il semble bien que c'est à partir de cette charnière des années 1958-62 que s'amorce un faisceau de transformations qui, lentement, dessineront les contours du journalisme politique contemporain.

C'est donc un principe chronologique qui nous amène à consacrer une première partie à la période 1945-58 puis les deux parties suivantes aux années 1958-2000. Mais, pour répondre à notre problématique, cette enquête doit également se structurer selon un principe analytique. Il convient ainsi de reprendre les deux dimensions de ce travail (description / explication) pour construire notre démonstration. Pour chacune des périodes, il s'agit d'examiner le contenu des pages *Politique* puis de rechercher les facteurs ayant favorisé l'institutionnalisation de ces rhétoriques et de ces rôles journalistiques.

La première partie porte sur les pages *Politique* des années 1945-1958. L'objectif de cette observation initiale est de montrer que, malgré le profond bouleversement de l'univers

⁹⁸ Le taux d'équipement des ménages passe, en effet, de 6,1 % en 1957 à 23,1 % en 1962 (BOURDON Jérôme, *Haute Fidélité. Pouvoir et télévision, 1935-1994*, Paris : Le Seuil, 1994, p. 354).

journalistique entre 1939 et 1945, les services *Politique* tendaient à reproduire les savoir-faire du journalisme parlementaire d'avant-guerre.

Le chapitre 1 vise à décrire le contenu des pages *Politique* de la presse écrite entre 1945 et 1958. Trois dimensions majeures de l'écriture journalistique peuvent être mises en évidence. Les pages *Politique* étaient tout d'abord principalement composées de comptes-rendus d'événements publics ou de déclarations officielles, à travers lesquels les rédacteurs manifestaient leur statut d'intermédiaires entre la scène politique et le public. Ces pages comprenaient également un certain nombre d'*articles*, à travers lesquelles les journalistes les plus titrés s'inscrivaient, selon l'orientation de leur publication, dans deux registres : un registre analytique censé rendre les jeux parlementaires plus lisibles ; un registre normatif autorisant les rédacteurs à intervenir au cœur des luttes politiques.

En réinsérant les journalistes dans l'environnement politique et médiatique de la IV^e République, le chapitre 2 cherche à identifier les facteurs qui ont favorisé ces journalismes de comptes-rendus et d'opinion. Il s'agit notamment de questionner le poids de deux héritages qui légitimaient les prétentions journalistiques à se vivre comme des acteurs centraux des affrontements politiques : l'héritage de la III^e République qu'entretenaient les journalistes les plus âgés et que justifiait la dimension parlementariste du régime ; l'héritage de la Résistance qui posait la presse en tant qu'auxiliaire des organisations politiques. Au-delà de ces interdépendances politico-journalistiques, il faut également s'intéresser aux logiques économiques de rédactions qui ne s'estimaient pas encore concurrencées par les médias audiovisuels. Les modes de traitement privilégiés dans les pages *Politique* résultaient donc d'une articulation entre enjeux politiques, commerciaux et organisationnels.

Or la plupart de ces conditions d'exercice du journalisme parlementaire se sont progressivement estompées à partir de 1958. Les deuxièmes et troisièmes parties sont donc consacrées aux transformations des rôles journalistiques depuis le début des années 1960. La démonstration suit alors une division identique à celle mise en place dans la première partie, à savoir décrire puis expliquer. Ainsi la deuxième partie s'efforce-t-elle d'identifier les principales métamorphoses dans le travail et l'écriture des journalistes politiques français entre 1958 et 2000. Trois types d'évolutions peuvent être mises à jour.

Tout d'abord, le chapitre 3 s'aventure sur le terrain du rubricage des services *Politique* et de la hiérarchisation de l'information. Il s'agit, d'une part, de montrer le déclin de l'intérêt pour l'actualité parlementaire. Il convient, d'autre part, de souligner l'attention croissante

pour l'activité des partis et notamment leurs batailles internes. Ces deux mouvements, parallèles, s'observent tout au long des années 1960 et 1970, et manifestent un renversement dans les conceptions de l'information « digne d'être rapportée ». Les journalistes vont, en particulier, s'efforcer de mieux rendre compte des « coulisses » de l'activité politique, au détriment d'une restitution autrefois scrupuleuse des débats *publics*.

Ensuite, le chapitre 4 s'intéresse à l'ensemble des rhétoriques utilisées par les journalistes *Politique* pour mieux marquer leur distanciation à l'égard des forces politiques et ainsi mieux attester de leur « professionnalisme ». Cette dynamique n'a été, en aucun cas, linéaire et homogène dans tous les journaux. En rendre compte suppose de distinguer différentes périodes au cours desquelles les partis pris journalistiques ont pu être plus ou moins légitimes. Néanmoins, deux processus se dégagent nettement. D'une part, il s'agit, pour les journalistes, de ne plus seulement apparaître comme des « boîtes aux lettres » qui se contenteraient de relayer les discours officiels des organisations politiques. Au contraire, les rédacteurs devront progressivement manifester leur capacité d'initiative et la « valeur ajoutée » de leur travail. D'autre part, à moins de s'afficher comme de simples supporters du personnel politique, les journalistes ne pourront plus se permettre d'émettre trop ouvertement leurs appréciations personnelles ou leurs préférences partisans. Dès lors, vont se généraliser des registres de décryptage, à travers lesquels les journalistes se posent en experts, supposés impartiaux, des stratégies de pouvoir des acteurs politiques.

Enfin, le chapitre 5 s'intéresse aux tentatives, initiées dès le milieu des années 1970, pour rendre le traitement de la politique moins austère et plus « proche » des publics. À nouveau, deux dimensions peuvent être soulignées. D'un côté, les journalistes vont progressivement valoriser des registres narratifs qui construisent le spectacle politique et personnalisent les luttes partisans. La plupart des événements politiques vont alors être interprétés comme autant d'épisodes d'une histoire orientée vers son épilogue : l'élection présidentielle. D'un autre côté, face au sentiment d'un désintérêt du public pour les jeux « politiques », différents services *Politique* vont s'efforcer de mieux rendre compte de l'action publique et de mieux articuler enjeux politiques et enjeux sociétaux.

Une fois ces transformations décrites, l'enjeu est alors de suggérer différentes pistes susceptibles d'expliquer, d'une part, le déclin des journalismes de compte-rendu et d'opinion et, d'autre part, la banalisation de ces journalismes de décryptage et de vulgarisation de la compétition politique. La troisième partie se déploie donc, elle aussi, sur la période 1958-

2000. Il s'agit d'articuler trois scénarios explicatifs qui font progresser le raisonnement des structures aux individus, c'est-à-dire des conditions de possibilités des transformations rédactionnelles aux motivations et aux croyances des différentes générations de journalistes.

Dans un premier temps, le chapitre 6 cherche à montrer que les transformations des pages *Politique* résultent avant tout des bouleversements institutionnels et sociopolitiques. Deux processus ont ainsi affecté les conditions de travail et les conceptions du métier des journalistes politiques : la présidentialisation des règles du jeu politique au cours des années 1960 et 1970 ; le sentiment d'un désenchantement croissant vis-à-vis de la sphère publique au cours des années 1980 et 1990. Pour autant, il faut montrer qu'il n'y a pas de relations mécaniques entre ces transformations sociopolitiques et les évolutions dans le travail des journalistes politiques. En effet, ces dernières participent également de métamorphoses globales des normes rédactionnelles dans la presse écrite française.

C'est pourquoi le chapitre 7 invite à questionner les contraintes économiques des entreprises de presse, des années 1960 aux années 1990. Il s'agit notamment de se demander comment des enjeux commerciaux et organisationnels se sont convertis en enjeux journalistiques. Cela suppose d'observer certaines mutations dans la prise en compte des attentes des lecteurs et dans l'économie du travail des journalistes politiques. Mais cette explication économique demeure, elle aussi, insuffisante : elle ne permet pas de saisir comment les journalistes se sont appropriés ces normes rédactionnelles et ont eux-mêmes cherché à introduire de nouvelles pratiques.

Ainsi le chapitre 8 porte-t-il sur la question des luttes entre générations de rédacteurs pour la définition du « bon » travail journalistique. Il s'agit alors d'interroger les dispositions des journalistes qui ont successivement intégré les services *Politique*. L'étude des caractéristiques sociales des rédacteurs permet d'entrevoir non seulement un reversement des compétences valorisées dans l'univers journalistique mais également une évolution dans le rapport au politique des nouvelles générations de journalistes. Il faut également s'intéresser aux ressources que les plus jeunes rédacteurs ont su mobiliser pour bousculer les savoir-faire antérieurs et promouvoir des modes de traitement mieux ajustés à leurs aspirations et aux attentes supposées de leurs lecteurs.

Au terme de ce chapitre, il conviendra d'agencer ces différents schèmes explicatifs et de suggérer un modèle global de compréhension des transformations rédactionnelles.

PREMIERE PARTIE



LE DERNIER ACTE DU JOURNALISME PARLEMENTAIRE (1945-1958)

« *Au Palais-Bourbon, journalistes et parlementaires sont “copains”. Au Sénat, ils sont amis.* »⁹⁹

André Billy, Jean Piot (1924)

« *Un journaliste parlementaire est, pour une maîtresse de maison, le succès assuré d’un dîner d’ami.* »¹⁰⁰

Simon Arbellot (1954)

La Libération marque une apparente rupture dans l’histoire de la presse française, et plus particulièrement dans l’histoire de la presse d’information générale. Tandis que la plupart des quotidiens et hebdomadaires d’avant-guerre furent suspendus par les autorités provisoires, un foisonnement de nouvelles publications, pour beaucoup créées dans la clandestinité, ont fait leur apparition dans les kiosques français : *Libération*, *Franc-Tireur*, *France-Soir*, *Paris-Presse*, *Combat*, *Le Monde*, *Le Parisien libéré*, etc. Soutenue par un certain nombre d’ordonnances et de lois, cette reconstruction du marché de la presse fut gouvernée par une exigence proprement politique : promouvoir un journalisme de combat qui participerait à la reconstruction morale du pays et au renouveau du débat démocratique. Une telle ambition, qu’appelaient de leurs vœux les différentes instances de la Résistance et notamment la Fédération nationale de la presse clandestine, s’incarnait dans cette abondance d’organes

⁹⁹ BILLY André, PIOT Jean, *Le Monde des journaux. Tableau de la presse française contemporaine*, Paris : Les Editions G. Crès et Cie, 1924, p. 75.

partisans dont les considérables tirages des années 1944-45 n'avaient que peu de rapport avec la maigre diffusion de leurs prédécesseurs d'avant-guerre. Cependant, dès 1946, cette vigoureuse politisation de la presse nationale s'est affaiblie, à mesure que les journaux militants se heurtaient au déclin de leur lectorat. Le nombre de quotidiens parisiens en témoigne : tandis qu'on en comptait pas moins de trente-six en 1945, ils n'étaient plus que seize en 1950 et douze en 1953. Malgré le renouvellement des journaux, la période 1944-46 apparaît donc davantage comme une parenthèse que comme une rupture vis-à-vis d'un certain nombre de processus entamés dès les années 1870-80 : concentration du marché de la presse parisienne, disparition des organes partisans, prédominance des journaux dits d'information, professionnalisation et autonomisation du personnel journalistique.

En matière d'information politique, le sentiment d'une nette rupture dans le travail journalistique peut être tout autant relativisé. En effet, les services *Politique* mis en place à la Libération ont largement pérennisé les pratiques de leurs prédécesseurs d'avant-guerre. Cette continuité s'observe tout d'abord dans le maintien d'une indistinction entre « journalisme politique » et « journalisme parlementaire ». Elle se manifeste ensuite dans la reproduction d'un même modèle de division et de hiérarchisation du travail. Elle s'identifie enfin dans le traitement de l'actualité politique et surtout dans l'écriture des rédacteurs. Ainsi les pages *Politique* étaient-elles principalement composées de comptes-rendus d'événements publics ou de déclarations officielles, à travers lesquels les rédacteurs se posaient en *intermédiaires* entre la scène politique et les lecteurs. Quant aux chefs de services, ils rédigeaient ces *articles* qui perpétuaient la tradition d'un journalisme d'opinion, autorisé à prendre part aux batailles politiques. Le chapitre 1 cherchera donc à décrire ces différentes facettes des pages *Politique* et à déceler les rôles journalistiques sous-tendant ces normes d'écriture identifiables entre 1945 et 1958.

Mais cette histoire serait incomplète si elle ne s'efforçait pas de rendre compte des facteurs qui ont contribué à la reproduction de ces savoir-faire. Bien que cette question n'ait été abordée ni par les historiens de la IV^e République¹⁰¹, ni par les spécialistes du journalisme des années 1940-50¹⁰², il faut s'intéresser aux conditions pratiques du travail journalistique.

¹⁰⁰ ARBELLOT Simon, *Journaliste !*, Paris : La Colombe, 1954, p. 37.

¹⁰¹ Par exemple, sur les neuf cents pages du remarquable ouvrage de Philip Williams (*La Vie politique sous la IV^e République*, Armand Colin, 1971), on n'en compte que quatre consacrées à la question des médias.

¹⁰² En effet, la plupart des travaux portant sur la presse de la IV^e République s'intéressent principalement aux questions suivantes : positionnement éditorial des quotidiens et des hebdomadaires ; encadrement politique et législatif du journalisme ; évolution du tirage et de la diffusion des différentes catégories de journaux. Si l'on

Le chapitre 2 visera donc à réinsérer les journalistes politiques dans l'environnement politique et médiatique de cette période. Il s'agira notamment de montrer que ces répertoires d'écriture s'imposaient d'autant mieux qu'ils étaient ajustés à la fois à la configuration parlementaire du régime et aux contraintes économiques de la production journalistique.

excepte les autobiographies, la littérature consacrée aux aspects pratiques et routiniers du travail journalistique demeure bien pauvre.

CHAPITRE 1

—

L'ECRITURE JOURNALISTIQUE DU POLITIQUE SOUS LA IV^e REPUBLIQUE

« *Le journaliste, s'il doit tout savoir, ne doit pas tout écrire.* »¹⁰³

Louis Gabriel-Robinet (1961)

« *Si l'information politique avait été complète, immédiate ou au moins suffisante et rapide, il n'y aurait pas eu de place pour la bonne douzaine d'histoire de la IV^e République déjà parue depuis sept ans.* »¹⁰⁴

Pierre Viansson-Ponté (1966)

Au mois d'août 1944, les premiers exemplaires des quotidiens nationaux ne peuvent encore prétendre ressembler à leurs prédécesseurs d'avant-guerre. Face à la pénurie de papier, ils ne se présentent que sous la forme d'une feuille publiée recto verso qui rend compte principalement de l'avancée des troupes alliées et de l'état du ravitaillement. Disposant d'effectifs restreints, autorisés à paraître au nom de leur engagement dans la Résistance ou de leur affiliation aux différentes forces du gouvernement provisoire, la plupart des journaux se définirent initialement comme des organes de combat, participant à leur manière, à la libération et à la reconstruction politique du pays. Cette dimension fut, par exemple, explicitement revendiquée par le directeur du *Figaro*, à la Une du premier numéro :

Les circonstances ne permettent pas encore de publier *Le Figaro* tel que Paris délivré le retrouvera, *Le Figaro* où paraîtront les signatures qui marqueront et marqueront la physionomie du journal. Mais nous tenons, dans les jours graves que traverse la capitale, à mettre toute notre ardeur au service de la cause commune. Nous tenons à donner le témoignage de l'union vivante, chaleureuse et nécessaire entre les Français et la résistance. En attendant l'heure vers laquelle tous les cœurs sont tendus nous offrons au public cette feuille provisoire où sont groupées avec scrupule les informations qu'il est possible de recueillir.

Le Figaro, 23/08/1944

Pourtant, malgré cette sévère contrainte d'espace, les journaux ont rapidement réintroduit une large diversité de rubriques pour reconquérir le lectorat d'avant-guerre. On retrouve vite les petites annonces, le calendrier des spectacles, les chroniques littéraires et

¹⁰³ GABRIEL-ROBINET Louis, *Je suis journaliste*, Paris : La Télédition, 1961, p. 123.

théâtrales, les crimes et délits, les programmes radiophoniques, les cours de la bourse. De la même manière, les quotidiens se sont immédiatement efforcés de couvrir l'actualité des institutions provisoires, en rendant compte des travaux de l'Assemblée consultative, du gouvernement de la République, des comités départementaux, des premiers congrès de partis, etc. Les lecteurs découvrirent ou retrouvèrent les chroniqueurs et les éditorialistes chargés de commenter les premières décisions réglementaires et de prescrire les politiques à mener pour « relever » le pays.

Dès lors, malgré l'ambition d'un renouvellement profond du marché de la presse et des fondements du journalisme, les pages *Politique* des journaux de la Libération ressemblaient fortement, du point de vue de leur écriture, aux productions d'avant-guerre. Une fois les institutions de la Quatrième République installées et, surtout, une fois les équipes rédactionnelles constituées, les services *Politique* ont emprunté des principes de division de travail et de traitement de l'actualité semblables à ceux identifiables sous la Troisième République. Certes, il ne s'agit pas ici de comparer terme à terme ces deux périodes. Il s'agit plutôt de souligner la prégnance d'un journalisme *institutionnel*, concentré au Parlement. En effet, jusqu'à la fin des années 1950, l'essentiel des pages *Politique* des différents journaux nationaux ont été consacrées à la restitution de l'activité parlementaire, et ce dans ses différentes dimensions : débats en séance, délibérations en commissions, tractations « de couloirs » pour assurer les majorités ou négocier les investitures. Bien sûr, l'action gouvernementale donnait également lieu à de nombreux papiers. Mais la plupart d'entre eux rendaient compte des réunions ou des décisions officielles que sanctionnait la publication de communiqués. De même, les journaux informaient de l'activité des partis. Mais cette actualité était le plus souvent restreinte aux comptes-rendus de leurs manifestations publiques ou à la reproduction des déclarations officielles de leurs états-majors.

Dans une large mesure, les pages *Politique* étaient donc régies par des impératifs d'*enregistrement* ou de *publicité*. Il s'agissait bien de relayer les discours des acteurs, organisations et institutions politiques les plus légitimes, et ainsi de se poser en intermédiaire entre la scène politique et le public de militants, d'administrés, de citoyens. Cependant la reproduction des discours politiques ne présupait pas de l'intention des journalistes. Tandis que certains cherchaient à livrer, de manière impartiale, de larges pans des débats publics et des décisions ministérielles, d'autres s'emparaient de ce travail journalistique pour

¹⁰⁴ VIANSSON-PONTE Pierre, « Vingt ans d'informations politiques », *La Nef*, n°27, 1966, p. 43.

promouvoir exclusivement la parole d'un allié et influencer l'opinion de leurs lecteurs / électeurs. La notion de *publicité* est, à cet égard, précieuse puisque polysémique. D'un côté, elle s'oppose historiquement au principe du secret et suppose de rendre visible l'action des gouvernants et la parole des représentants. De l'autre, son sens moderne l'apparente à la notion de propagande et définit les impératifs d'un journalisme militant qui se fait l'écho de la communication de certains acteurs politiques¹⁰⁵.

Mais au-delà de ce « journalisme d'intermédiaire »¹⁰⁶ qui rend compte méticuleusement du débat parlementaire et du travail gouvernemental, on distingue, selon les journaux et selon le statut des rédacteurs, deux autres modalités du journalisme politique :

- Un journalisme plus analytique, réservé aux hiérarchies des services *Politique*, fondé sur le recueil de « confidences », supposé décrire la scène et divulguer les coulisses des affrontements politiques. Cette dimension du travail journalistique est là aussi ambivalente. D'un côté, dévoiler les stratégies des groupes parlementaires ou rendre compte de réunions à huis clos peut manifester une ambition proprement informative, visant à enrichir la compréhension des débats publics ou à mettre en scène les tractations secrètes entre acteurs politiques. De l'autre, révéler les dissensions au sein d'un camp ou publier des confidences anonymes peut servir à satisfaire les intérêts de sources alliées ou à étayer un point de vue critique sur les pratiques politiques.

- Un journalisme d'*opinion*, à travers lequel les rédacteurs interviennent explicitement au cœur des luttes politiques et prétendent mobiliser leur lectorat autour de personnalités, de valeurs, de partis. À nouveau, les objectifs de ces formes d'engagement journalistique demeurent pluriels. Tandis que certains se posent en autorité morale, jugeant les mœurs parlementaires au nom de l'intérêt général ou de l'« opinion publique », d'autres s'efforcent quotidiennement d'encourager les combats de forces politiques alliées et de stigmatiser l'action de leurs adversaires.

Ce chapitre vise donc à décrire le contenu des pages *Politique* entre 1945 et 1958. L'enjeu est autant d'offrir un panorama global que de pointer les divergences entre journaux

¹⁰⁵ Cette dualité a été bien mise en évidence par Jürgen Habermas. À côté d'une conception qu'il renvoie « à peu de chose près à la publicité des débats judiciaires », il montre que la notion de publicité « est devenue aussi un attribut de celui qui draine vers lui l'opinion publique » (*L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris : Payot, 1993, p. 14). Sur ce point, voir également THOMPSON John B., « Transformation de la visibilité », *Réseaux*, n°100, 2000, pp. 189-213.

¹⁰⁶ DE LA HAYE Yves, *Journalisme : mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, Grenoble : ELLUG / La Pensée sauvage, 1985, p. 71

et de distinguer la pluralité des rôles journalistiques légitimes. Mais, avant de plonger au cœur des pages *Politique*, il faut en restituer l'architecture et s'intéresser aux conditions de travail des journalistes politiques. D'une part, identifier ces pages ne va pas de soi. Dans des journaux dotés d'une faible pagination, les frontières entre rubriques vont longtemps demeurer labiles et toutes les rédactions ne seront pas organisées sur le même modèle. D'autre part, pour comprendre le contenu des pages *Politique*, il faut s'aventurer sur le terrain de la division du travail entre journalistes politiques, et notamment entre journalistes parlementaires. En découvrant les principes du rubricage et la stricte codification des métiers, on pourra alors mieux cerner quelles étaient les sources et les rhétoriques privilégiées par les différents rédacteurs. Cette observation des productions journalistiques constitue l'objet de la seconde section. On examinera notamment les trois rôles principalement endossés par les journalistes politiques : enregistrer le discours politique ; informer des jeux de « couloirs » ; participer au débat public.

Section 1. La structure des pages et des services *Politique*

Pour prétendre décrire le contenu des pages *Politique*, il importe, en premier lieu, de dessiner à grands traits l'architecture des journaux et l'organisation de leurs services *Politique* au cours des années 1945-58. Deux éléments méritent d'être soulignés. Tout d'abord, dans la plupart des quotidiens et des hebdomadaires, il n'existe pas à proprement parler de pages *Politique*. En effet, les productions des services *Politique* prennent place généralement dans de vastes séquences regroupant l'ensemble des nouvelles concernant ce qu'on pourrait appeler la « vie publique » française : informations parlementaires, sociales, macroéconomiques, sociétales, etc. Dans ces pages, les journalistes politiques sont plus spécifiquement affectés au suivi des institutions politiques nationales au premier rang desquelles figure le Parlement. Il s'agira donc, dans un deuxième temps, de s'intéresser à la division du travail au sein des services *Politique*, non seulement pour en montrer la forte hiérarchisation mais également pour souligner la dimension *institutionnelle* d'un rubricage commun à l'ensemble des journaux. Cette observation de l'organisation des rédactions permettra notamment de restituer l'atmosphère du journalisme politique sous la IV^e République et les conceptions des rôles journalistiques sous-jacentes à une telle division du travail.

§ 1. L'ARCHITECTURE DES JOURNAUX NATIONAUX SOUS LA QUATRIEME REPUBLIQUE

Au-delà de son aspect formel et esthétique, la mise en page est révélatrice tout à la fois de certaines représentations du métier de journaliste et de certaines conditions de production des journaux. Comme le soulignent Maurice Mouillaud et Jean-François Têtu : « La page de journal constitue une *figure* (une forme perceptible par la vue) qui est en même temps une *figuration* (rhétorique) de l'information. »¹⁰⁷. Elle distingue l'essentiel du secondaire¹⁰⁸ ; elle définit et isole des univers thématiques ; elle indique le type de rapports que les rédactions cherchent à entretenir avec leurs lecteurs. La segmentation des journaux en séquences et la segmentation des séquences en papiers témoigne ainsi des principes de division du réel et de division du travail : division horizontale qui assigne à chaque rédacteur des rubriques récurrentes et supposées correspondre aux « sources » d'actualité les plus pertinentes ; division verticale qui attribue aux rédacteurs des emplacements et des registres d'écriture plus ou moins valorisés. De la même manière, de nombreux éléments typographiques et iconographiques sont disposés pour indiquer le lien entre différentes informations, pour signifier l'importance respective des événements ou bien pour fixer la hiérarchie des genres rédactionnels (éditoriaux, articles, comptes-rendus, dépêches, etc.).

Toutefois, cette architecture des journaux n'est pas seulement le produit des objectifs des rédactions en chef. Elle est surtout conditionnée par les ressources disponibles, en effectifs et surtout en papier. Or, au lendemain de la Guerre, la pagination légale des quotidiens était déterminée par décrets du ministre de l'Information. Initialement pourvus d'une simple feuille recto-verso, les quotidiens ne purent bénéficier de quatre pages qu'en juin 1946. Seul *Le Monde* a battu en brèche cette tutelle gouvernementale, en choisissant, dès janvier 1945, de diminuer son tirage de moitié pour pouvoir disposer de quatre pages, puis huit en 1946. La croissance de l'espace disponible fut donc lente jusqu'au début des années 1950. Ce n'est qu'au milieu de cette décennie que les quotidiens nationaux les plus riches (en lecteurs ou en ressources publicitaires) purent atteindre un tirage de vingt pages¹⁰⁹.

¹⁰⁷ MOUILLAUD Maurice, TETU Jean-François, *Le Journal Quotidien*, Lyon : PUL, 1989, p. 56.

¹⁰⁸ « C'est toujours le rapport des colonnes entre elles qui détermine la force d'une information, parce que ce rapport est toujours parfaitement visible. » (*Ibid.*, p. 67).

¹⁰⁹ À partir d'un échantillon de sept quotidiens parisiens, Jacques Kayser établit le nombre moyen de pages entre 1951 et 1960 : 9,06 en 1951 ; 11,58 en 1953 ; 13,59 en 1955 ; 13,66 en 1957 ; 15,02 en 1959 (KAYSER Jacques, *Le Quotidien français*, Paris : Armand Colin, 1963, p. 60).

Tableau 3. Evolution du nombre de pages de cinq quotidiens nationaux (calcul de la plus forte fréquence au cours des mois d'avril).

	<i>France-Soir</i>	<i>Le Monde</i>	<i>Le Figaro</i>	<i>L'Humanité</i>	<i>Paris-Presse</i>
1945	2	2	2	2	2
1948	4	8	6	4	4
1950	10	12	10	6	8
1952	12	16	12	8	10
1954	14	16	14	8	10
1956	18	16	16	8	16
1958	20	16	20	10	14
1960	18	16	22	12	18

Source : Dépouillement des archives de presse de la Bibliothèque nationale de France.

Face à cette maigre pagination, il est bien difficile de distinguer de nettes coupures dans la production respective des différents services. Jusqu'à la fin des années 1940, les rubriques jugées indispensables prennent place quotidiennement dans les journaux : éditoriaux, chroniques et billets d'humeur, nouvelles internationales, tableau des indices boursiers, petites annonces, programmes radiophoniques, calendrier des spectacles, actualité sportive, comptes-rendus parlementaires, audiences des tribunaux, faits divers, etc. Mais, compte tenu des sévères contraintes de format, leur emplacement varie souvent, d'un jour à l'autre, au gré de l'actualité. Cette distribution des rubriques n'était pas, pour autant, aléatoire. Par exemple, dans l'ensemble des quotidiens, les sports et la culture prenaient habituellement place dans les dernières pages tandis que les informations diplomatiques et internationales s'inséraient plus fréquemment dans les premières. En outre, à mesure qu'ils se densifiaient, les journaux ont progressivement stabilisé leur mise en page et pu mieux afficher la distinction entre séquences. Mais leurs frontières sont longtemps demeurées poreuses et changeantes. Autant les nouvelles internationales, sportives ou culturelles étaient regroupées dans des espaces identifiés et clairement délimités, autant les actualités nationales (des faits divers aux informations parlementaires) demeuraient agencées dans des ensembles aux contours flous. En effet, ces pages d'actualité française étaient rarement surplombées de têtes désignant leur intitulé (« politique », « social », « information générale », etc.) et bornant précisément la production des différents services. Si les organigrammes professionnels nous renseignent sur l'existence de services *Politique* ou *Parlementaire* (les deux labels demeurant interchangeables jusqu'au début des années 1960), il n'existe pas à proprement parler de pages *Politique*. Ainsi les papiers des journalistes politiques prenaient-ils généralement place dans de vastes séquences mêlant informations parlementaires, sociales (actualité des syndicats

et des luttes salariales, ravitaillement, logement, etc.), « sociétales » (agriculture, éducation, défense, santé, etc.) et « macro-économiques » (finances publiques, production industrielle, indice des prix, etc.). Plus qu'à des pages *Politique* proprement dites, les lecteurs avaient alors davantage affaire à des pages de « vie publique ».

Il faut toutefois nuancer ce constat en distinguant la mise en page des différents quotidiens. Tout d'abord, *Le Figaro*, *L'Humanité* et *France-Soir* s'inscrivaient bien dans le modèle qui vient d'être souligné. En effet, si ces trois journaux disposaient de services de politique intérieure, ceux-ci s'inséraient dans un « macro-service » *Politique et social*. Au *Figaro*, par exemple, la production des rédacteurs politiques est longtemps demeurée dispersée à différents endroits du journal. Jusqu'au début des années 1950, les papiers relatifs à l'actualité parlementaire ou gouvernementale débutaient généralement en Une, sous l'un des titres de la manchette, puis se terminaient à l'avant-dernière ou à la dernière page du journal. D'autres dépêches consacrées aux prises de position des groupes parlementaires, aux déclarations de leaders politiques, aux résultats d'élections partielles ou aux communiqués ministériels étaient disposées à des emplacements fluctuants selon les jours et parfois précédés d'un bandeau « Information politique ». Curieusement, entre 1950 et 1954, l'actualité politique prenait souvent place entre les spectacles (« Sur la scène et sur l'écran ») et les sports. Ce n'est qu'à partir de 1956 que les productions du service *Politique* voient leur emplacement se stabiliser. Elles s'insèrent au milieu du journal, à la suite des « Nouvelles de l'étranger » et de la page « Enquête / Document / Reportage », et sont désormais quotidiennement surplombées d'une tête « Informations politiques et questions sociales ». Ce vaste ensemble, bénéficiant rarement de plus d'une page, agrégeait alors un patchwork de reportages, d'articles, de « filets » et de brèves, faiblement hiérarchisés entre eux, dont la plupart n'étaient qu'une stricte reproduction de communiqués d'institutions publiques ou d'organisations « représentatives » (syndicats, associations, groupements socioprofessionnels, etc.). Dotée d'un volume très fluctuant, cette séquence accueillait également la plupart des papiers du service *Outre-Mer* consacrés aux « affaires coloniales ». Notons qu'il s'agit là d'une spécificité du *Figaro* puisque, dans les autres quotidiens, les questions indochinoises puis algériennes étaient généralement traitées au sein des pages *International*, sauf lorsqu'elles faisaient l'objet de débats parlementaires ou de décisions ministérielles.

A *France-Soir*, l'organisation générale du journal reposait sur un principe relativement similaire, quoique la mise en page fût en constante évolution. Il paraît bien difficile d'identifier précisément les frontières entre services tant la pagination demeurait faiblement

agencée sous une forme thématique. Par ailleurs, cette incohérence apparente était renforcée par la multiplicité des éditions (entre cinq et sept par jours) qui amenait la hiérarchie à bousculer en permanence la disposition des pages pour insérer des compléments d'information ou pour introduire de nouveaux papiers. Jusqu'à la fin des années 1940, l'actualité politique et sociale disposait généralement de l'avant-dernière page qui accueillait en outre les nouvelles internationales. Mais, à mesure de l'augmentation de la pagination, ce vaste ensemble fut dispersé dans le journal. Les informations internationales purent bénéficier d'une page attitrée, intitulée : « Des envoyés spéciaux de *France-Soir* à travers le monde ». Quant à l'actualité nationale, elle disposait rarement d'un espace fixe et clairement délimité. Parfois, certains papiers de politique intérieure pouvaient initialement prendre place entre deux « faits divers », puis se retrouver, dans une édition ultérieure, à côté des feuilletons et des bandes dessinées. Ainsi la maquette de *France-Soir* était-elle conçue pour demeurer la plus flexible possible afin de pouvoir s'adapter, à tout moment, à quelque événement jugé spectaculaire¹¹⁰. Une telle mise en page traduisait bien l'impératif de « réactivité » fixé par la hiérarchie du journal. En effet, la hiérarchisation de l'actualité n'était pas déterminée au sein de services disposant *a priori* d'un espace stable et délimité, mais elle était négociée entre services selon des critères de saillance, de « fraîcheur » et d'ajustement aux intérêts supposés des lecteurs. Dès lors, le volume et la localisation des informations politiques demeuraient fluctuants et dépendaient des propositions des autres services et des arbitrages de la rédaction en chef. Si l'on excepte les sports, les courses hippiques et les spectacles dont les frontières étaient strictement balisées, toutes les informations nationales (des faits divers aux décisions ministérielles) pouvaient donc être mises en équivalence, si bien que les pages d'actualité étaient tout autant composées selon des principes d'événementialité ou d'exclusivité que selon des principes de cohérence thématique¹¹¹.

Les mises en page du *Monde* et de *Paris-Presse* témoignent, en revanche, d'un souci plus marqué de rationalisation de la maquette et de cloisonnement des domaines d'information. En effet, *Paris-Presse* s'est très rapidement efforcé de stabiliser et codifier sa

¹¹⁰ « La formule de *France-Soir* n'avait pas été décidé en un jour. (...) Il devait être un journal d'information – on disait de grande information – destiné à un public considérable, donc en majorité – mais pas exclusivement – populaire et dans lequel, du fait divers à la médecine, des sports aux spectacles, de la politique à l'économie, des tribunaux à la diplomatie, des nouvelles de l'étranger à la vie de Paris (...), tous les sujets capables d'intéresser ou de séduire, ou d'accroître la connaissance des hommes pouvaient être traités. » (GOMBAULT Charles, *Un Journal, une aventure*, Paris : Gallimard, 1982, p. 50).

¹¹¹ « [Dans les journaux populaires], la page devient une sorte de sismographe qui trace les poussées événementielles à l'instar des poussées telluriques. » (MOUILLAUD Maurice, TETU Jean-François, *Le Journal Quotidien*, *op. cit.*, p. 69).

mise en page. Dès 1951, par exemple, les informations politiques et sociales furent quotidiennement regroupées sur une même page et précédées d'un surtitre récurrent : « Nouvelles politiques françaises ». Un tel agencement des papiers s'inscrivait dans un souci proprement économique : fidéliser le lectorat en fixant des habitudes de lecture ; faciliter la composition du journal en routinisant la pagination. Ces impératifs de lisibilité visaient notamment, par cette mise en page soignée et cette présence quotidienne d'une rubrique politique, à se distinguer des principaux concurrents « populaires » : *France-Soir* et *Le Parisien libéré* (cf. Henri Marque, entretien n°62 ; Max Jalade, entretien n°65).

Au *Monde*, la répartition des pages et l'ordre des rubriques demeuraient quasiment inchangés d'un jour à l'autre : les « Nouvelles de l'étranger » prenaient place aussitôt après la Une et étaient suivies d'une ou plusieurs pages d'informations françaises, politiques et sociales. Jusqu'au début des années 1950, le titre de cette séquence était rarement mentionné ou ne recevait que ce simple label « Nouvelles du jour ». Par la suite, différentes têtes, aux intitulés changeants (« Les débats budgétaires », « L'ouverture de la campagne électorale », « Après les assises nationales du RPF », « Pour et contre la politique du gouvernement », etc.), pouvaient surplomber l'une de ces pages, en fonction des problématiques en cours. Cependant, bien que figurant dans ce même espace, les papiers étaient clairement regroupés, selon un principe thématique. Les thèmes étaient alors dissociés par différents outils rédactionnels : lignes de démarcation au milieu des colonnes, surtitre indiquant le nom des rubriques (« La vie universitaire », « Le dimanche politique », « L'actualité sociale », etc.). Cette forte rigidité de la maquette témoignait d'une organisation rédactionnelle généralement décrite à partir de métaphores féodales. Les services étaient ainsi qualifiés de « baronnies », dont les chefs établissaient la hiérarchie de l'information, et vis-à-vis desquelles le secrétariat de rédaction se contentait d'attribuer un nombre relativement stable de colonnes. Cette description est, à bien des égards, simplificatrice mais elle a le mérite de souligner le fort cloisonnement entre les différents services et l'importante autonomie des rubricards sur leurs domaines d'expertise respectifs. A ce titre, cette organisation apparaît bien différente de celle structurant la rédaction de *France-Soir*, ce qui révèle l'opposition entre deux conceptions du travail journalistique : d'un côté, valoriser l'actualité imprévue et spectaculaire, indépendamment des domaines concernés ; de l'autre, privilégier le suivi minutieux d'un nombre restreint d'institutions et de thématiques, définies *a priori* comme importantes et attendues des lecteurs.

Ce brouillage des frontières entre services *Politique* et *Social* et cette indétermination relative de l'espace dévolu aux rédacteurs *Politique* rendent bien délicate toute tentative de fournir une mesure chiffrée de la place occupée par les informations politiques. Cette mesure est d'autant plus difficile à établir que ces pages d'actualité politique et sociale comprenaient, certes, quelques papiers signés, mais étaient essentiellement composés de courts entrefilets et de brèves : difficile alors de connaître l'identité des services qui prenaient en charge ces informations et ces dépêches. En outre, le volume des pages *Politique* était clairement différencié selon qu'on se trouvait ou non en période de session parlementaire. En effet, pendant les phases de repos du Parlement (à l'exception toutefois des semaines précédant les principaux scrutins), on ne distingue qu'un faible nombre de papiers signés du nom d'un journaliste politique ou consacrés aux acteurs (partis, députés, ministres) des luttes politiques. Cependant, même lorsque l'actualité parlementaire était particulièrement saillante, il ne faudrait pas surestimer le poids des services *Politique* dans les arbitrages rédactionnels. Bien que la pagination des journaux fût croissante jusqu'à la fin des années 1950, ils disposèrent rarement de plus d'une page, y compris dans un journal militant comme *L'Humanité*. Pour autant, cette faible pagination et ce flou dans le rubricage n'empêchaient pas les services *Politique* de fournir quotidiennement des papiers fortement routinisés quant à leurs sources et leurs répertoires d'écriture. On identifie, en effet, chaque jour, un certain nombre de « rendez-vous » inévitables : l'article de commentaire du chef de service ou d'un collaborateur extérieur ; les comptes-rendus des séances des Chambres ; les informations sur les travaux des commissions ou des groupes parlementaires ; les dépêches sur les déclarations faites en province ou sur les principales décisions ministérielles.

Il convient enfin d'aborder la structure des deux hebdomadaires du corpus. Jusqu'en 1958, la pagination de *L'Observateur*, devenu *France Observateur* en 1954, est demeurée relativement stable. Pourvu de 24 pages, ce journal voyait généralement se succéder les rubriques suivantes : « Points de repères » qui agençait de courts filets consacrés à quelques faits significatifs de la semaine passée ; « Les idées et les faits » qui articulait éditoriaux de Claude Bourdet et points de vue de personnalités des univers politiques et intellectuels ; « Politique internationale » ; « Territoires non autonomes » consacrée à l'actualité des conflits coloniaux ; « Politique intérieure » qui regroupait les articles analysant l'activité du Parlement, du gouvernement et des partis ; « Vie économique et sociale » ; « Lettre et arts ». Chacune de ces séquences était essentiellement composée de longs articles, systématiquement

signés, produits soit par des collaborateurs réguliers du journal (journalistes salariés¹¹² ; pigistes ; intellectuels ; hommes politiques), soit par des personnalités extérieures issues des milieux politiques, universitaires ou sociaux dont on indiquait alors précisément le statut. Parmi les collaborateurs réguliers, on distingue des noms récurrents dans chacune des rubriques (en « politique intérieure », les principaux intervenants étaient Roger Stéphane, Gilles Martinet et Claude Estier) mais il n’y avait pas pour autant de services à proprement parler. Structurée selon le principe d’une « revue » politique et culturelle, la division du travail au sein de la rédaction et la distinction entre collaborateurs permanents et occasionnels ou entre journalistes professionnels et journalistes « amateurs » étaient donc peu marquées, chaque rédacteur disposant d’un statut d’« auteur » dont la légitimité ne reposait pas tant sur une expertise sectorielle que sur un critère de conviction idéologique.

L’Express fut bâti sur un modèle sensiblement distinct¹¹³. Il s’inspirait tout autant de l’héritage des périodiques politiques que de la formule des magazines américains comme *Time*. Cependant, les faibles ressources financières et humaines (on ne compte qu’une poignée de rédacteurs avant 1955) permettaient initialement de ne composer qu’une douzaine de pages, définies comme le supplément hebdomadaire du quotidien économiques *Les Echos* qui appartenait à la famille Servan-Schreiber. La pagination fut croissante jusqu’en 1958 (jusqu’à 44 pages), si bien que cet hebdomadaire modifia sa structure par l’adjonction successive de nouvelles rubriques. En 1953-54, on n’identifie encore que quatre séquences : « Le sens des événements » qui regroupait différents articles consacrés à l’actualité nationale et internationale ; une page composée d’un éditorial et d’une chronique ; un dossier constitué par une longue interview, par la publication de documents supposés confidentiels ou par l’examen minutieux d’une problématique actuelle (l’état des finances publiques, les rapports de force militaires en Indochine, la structure industrielle française, etc.) ; une rubrique culturelle divisée en spectacles (« Paris en parle... cette semaine ») et littérature (« Un livre en une page »). Mais dès 1954, le rubricage s’est fait plus précis en ce qui concerne les pages d’actualité qui se segmentèrent en « Affaires françaises » et en « Affaires étrangères ». Au sein des « Affaires françaises », les rubriques ont évidemment varié mais l’organisation générale est restée relativement pérenne. Ces pages débutaient par quelques articles précédés

¹¹² Face aux contraintes financières, ils ne sont d’ailleurs que trois salariés payés « à plein temps » en 1950 (cf. TETART Philippe, *Histoire politique et culturelle de France Observateur. 1950-1964. Aux origines du Nouvel Observateur. I. 1950-1957* Paris : L’Harmattan, 2000, p. 51.

¹¹³ On ne s’intéresse ici qu’à *L’Express* hebdomadaire. L’analyse ne concerne pas la période où *L’Express* parut quotidiennement, entre octobre 1955 et mars 1956.

d'un sur-titre indiquant la thématique traitée (« Partis », « Gouvernement », « Parlement », « Socialistes » mais également « Usines », « Terrorisme », « Afrique du Nord », « Grèves », « Finances », « Armée », « Syndicat », « Diplomatie », etc.). Les sujets regroupés dans ces « Affaires françaises » étaient donc variés mais ils étaient hiérarchisés selon un ordre quasi-systématique : l'actualité des institutions politiques nationales précédaient généralement les questions coloniales et sociales. Cette séquence accueillait également, à partir de 1955, une page « Forum » dans laquelle les collaborateurs réguliers du journal (Jean-Marie Domenach, Alfred Sauvy, Maurice Merleau-Ponty, Maurice Duverger, François Mauriac, etc.) étaient invités à « répondre aux questions des lecteurs ».

D'autres éléments distinguaient l'architecture de *L'Express* de celle de *L'Observateur*. Tout d'abord, jusqu'en 1955, l'ensemble des articles composés par un membre de la rédaction (Pierre Viansson-Ponté et Léone Georges-Picot pour la politique intérieure) n'étaient pas signés. Cet anonymat des auteurs fut ainsi justifié dans le premier numéro du 16 mai 1953 : « Nous avons décidé ensemble que l'équipe, solidaire, prendrait la responsabilité de tout ce qui est écrit dans ces pages et que les articles ne seraient donc pas signés ». Cependant, à mesure que les effectifs ont été plus importants et que la spécialisation des rédacteurs a été plus marquée, cette règle s'est progressivement estompée, quoique, selon leur statut dans la rédaction, tous les journalistes n'aient pu apposer leurs signatures. Ensuite, dès 1953, les dirigeants de *L'Express* ont manifesté une attention plus soutenue à l'apparence visuelle de leur hebdomadaire, en adoptant une mise en page plus aérée, en enrichissant les textes de davantage d'illustrations, de dessins et de graphiques, en diversifiant le format des différents papiers, etc. Si les photos occupaient encore une place marginale, la dimension pédagogique, et parfois récréative, du « magazine » apparaissait cependant plus précocement dans *L'Express* que dans *L'Observateur* dont la mise en page est demeurée marquée par une certaine austérité.

Compte tenu de leurs effectifs restreints, les hebdomadaires ne disposaient pas de véritables services *Politique*. Certains journalistes étaient spécialisés autour des questions de politique intérieure mais, d'une part, ils faisaient preuve d'une certaine polyvalence sur ces questions et, d'autre part, il n'était pas rare qu'ils s'aventurent sur d'autres terrains. Il faut donc se restreindre aux seuls quotidiens pour désormais s'intéresser à la division du travail au sein des services *Politique*.

§ 2. LE SEANCIER, LE COULOIRISTE ET LE CHRONIQUEUR

Malgré des orientations rédactionnelles distinctes, l'ensemble des services *Politique* des quotidiens nationaux étaient organisés selon un même modèle de division du travail, et ce tout au long de la Quatrième République. Certes, les effectifs des services *Politique* se sont densifiés, à mesure que les journaux ont pu étendre leur pagination. Tandis qu'ils n'accueillaient généralement pas plus de trois ou quatre journalistes au lendemain de la Guerre, ces services étaient peuplés, en 1958, de six rédacteurs au *Monde* et à *Paris-Presses*, sept à *L'Humanité* et près d'une dizaine à *France-Soir* et au *Figaro*. A ces journalistes dont on a pu identifier les signatures ou connaître leur présence via les annuaires professionnels, il faudrait ajouter les invisibles « permanenciers », affectés aux tâches de desk, c'est-à-dire chargés de recueillir et de mettre en forme les dépêches d'agence. Malgré cet accroissement des effectifs, l'organisation des services est demeurée globalement invariable quant à son principe. Au regard de l'affectation des rédacteurs, on ne peut manquer d'identifier la dimension *institutionnelle* d'une telle répartition des rubriques. Couvrir la politique supposait de disposer ses journalistes auprès des principales institutions nationales : Élysée, Matignon, ministère de l'Economie, Conseil de la République, et surtout Assemblée nationale. A travers cet agencement et cette hiérarchisation des rubriques, les journaux entendaient ainsi « calquer », dans une certaine mesure, la structure institutionnelle d'un système parlementariste.

Dans cette perspective, l'accréditation auprès de la présidence de la République ne constituait pas une « matière » très prestigieuse. Les journalistes qui étaient affectés à l'Élysée sont généralement présentés par leurs anciens collègues comme des dilettantes, peu sollicités par leur direction, se bornant à rendre compte de l'agenda du Président ou à le suivre lors de ses déplacements en province¹¹⁴. D'ailleurs, la plupart de ces rédacteurs n'étaient pas affectés à plein temps à la couverture de l'actualité élyséenne¹¹⁵ : il s'agissait le plus souvent d'une activité annexe pour des journalistes appartenant parfois à d'autres services. Ainsi, que les récits soient consacrés à la Troisième ou à la Quatrième République, la description des

¹¹⁴ Voir MARIOT Nicolas, *Conquérir unanimement les cœurs. Usages politiques et scientifiques des rites : le cas du voyage présidentiel en province (1888-1998)*, Thèse pour le doctorat de sciences sociales, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1999, pp. 82-128 et pp. 228-239.

¹¹⁵ Au *Figaro*, Jean Griot était par ailleurs couloiriste à l'Assemblée nationale, tout comme Georges Mamy au *Monde* ; à *Paris Presse*, René Barotte était chroniqueur artistique ; à *France-Soir*, Martial Grosjean couvrait tout à la fois l'Élysée et Matignon.

journalistes élyséens est généralement mâtinée d'ironie et renvoie à la faible « influence » du Président dans le jeu politique :

- « [La presse présidentielle] se contentait souvent, lors des longues tournées qui conduisaient le premier magistrat de France dans les principales villes du pays ou dans les campagnes environnantes, de décrire la petite fille offrant un bouquet de fleur, ou de faire l'éloge d'une fanfare municipales. »¹¹⁶
- « [La presse élyséenne] était composée de vieux journalistes banqueteurs et amateurs d'apéritifs dont le travail se bornait, au cours de ces voyages, à envoyer des télégrammes ainsi conçus : "Le soleil resplendit en l'honneur du Président, les cœurs battent à l'unisson, la liesse populaire est à son comble... prendre les discours dans Havas. Stop." »¹¹⁷.

Au-delà de ces récits volontiers moqueurs, un indice témoigne cependant de la faible position de ces rédacteurs « présidentiels » dans les hiérarchies professionnelles. En effet, lors des « crises » gouvernementales au cours desquelles le Président de la République recevait les postulants à la présidence du Conseil afin d'établir la composition du cabinet, ces journalistes étaient rarement mobilisés pour rendre compte de ces entretiens. Alors même que l'actualité élyséenne devenait soudainement saillante, ils étaient dépossédés de son suivi par des journalistes plus hauts placés dans l'organisation des services *Politique* ou par des reporters polyvalents mieux à même de restituer l'atmosphère régnant dans les couloirs de l'Élysée. Il en est de même pour les correspondants à Matignon dont l'activité principale consistait à rendre compte des Conseils des ministres ou des Conseils de cabinet, à fournir la liste des entretiens officiels menés par le président du Conseil, et à reproduire les communiqués livrés par le cabinet du chef du gouvernement.

C'est donc au Palais Bourbon qu'était concentrée, en période de session parlementaire, la majeure partie des effectifs journalistiques. C'est dans la Chambre basse que résidaient les postes les plus prestigieux. C'est là que se rendaient les chefs de service désireux de côtoyer le personnel politique, de recueillir leurs « informations » et de produire leurs « articles ». On distingue toutefois, au sein de ce journalisme parlementaire, une palette de métiers strictement délimités et fortement hiérarchisés : « séancier », « couloiriste », « chroniqueur ». Chacune de ces spécialités renvoie non seulement aux espaces dévolus à leurs titulaires (Tribune, Quatre Colonnes, etc.) mais également aux répertoires d'écriture qu'ils pouvaient légitimement adopter (compte-rendu, synthèse d'informations, commentaire, etc.). A travers cette division du travail journalistique, les quotidiens de la Quatrième République reproduisaient des modes

¹¹⁶ LIMAGNE Pierre, *Journaliste sous trois Républiques*, Paris : Les Editions du Témoignage Chrétien, 1983, p. 37.

¹¹⁷ ARBELLOT Simon, *Journaliste !, op. cit.*, p. 70.

d'organisation mis en place dès le XIX^e siècle, à une époque où les journaux n'étaient pourtant pas encore réellement segmentés en services. La répartition des rubriques au cours des années 1940 et 1950 n'a donc pas été le produit d'une décision soudaine d'un chef de service, soucieux d'ajuster le traitement de la politique aux réalités du jeu institutionnel. Elle s'inscrit dans un héritage ancien et résulte d'une spécialisation croissante des rôles journalistiques (publiciser les débats en séance ; influencer l'opinion publique ; raconter les coulisses du jeu parlementaire ; etc.).

1. Les séanciers. Comme le suggère leur appellation, ils étaient chargés de fournir le compte-rendu des séances de l'Assemblée. Fondée sur un principe d'« enregistrement » du débat politique, leur activité s'apparentait fortement au travail des secrétaires des débats, affectés par l'institution parlementaire à la rédaction de l'« Analytique », document officiel « où sont rapportés, sous une forme condensée, les discours prononcés et les propos échangés au cours des débats qui se déroulent au Palais Bourbon en séance publique »¹¹⁸. Bien qu'étant journalistes pour les uns, fonctionnaires pour les autres, ces professions étaient autrefois indissociées, les premières sténographies des débats de l'Assemblée constituante ayant été fournies par des entreprises de presse : *Le Moniteur* dès 1789, le *Journal logographique* à partir de 1791. Toujours est-il que les séanciers, qualifiés de « chambriers » jusque dans les années 1920, ont constitué l'une des premières spécialités de la presse écrite française, présente dans tout quotidien doté d'une certaine envergure, au moins depuis la Monarchie de Juillet. En stricts termes de volume, l'essentiel des pages *Politique* des quotidiens nationaux de la Quatrième République étaient composés à partir de ces comptes-rendus. Les séanciers ne s'affairaient qu'épisodiquement à restituer des scènes prélevées hors de l'hémicycle. Compte tenu des normes d'écriture entretenues dans les rédactions, leurs comptes-rendus n'étaient pas toujours exempts de partis pris, mais ils ne s'aventuraient aucunement sur le terrain de l'interprétation ou de la mise en perspective des prises de parole. Pour mieux apprécier les spécificités d'un tel métier, il faut ajouter que les séanciers étaient assistés de « copistes » et de « coursiers » chargés de mettre en forme et de faire parvenir, tout au long de la journée, les comptes-rendus aux rédactions. Tandis que certains journaux (*Le Monde*, *Le Figaro*, *Combat*, *Franc-Tireur*) autorisaient ces « greffiers » du Palais-Bourbon à apposer leur signature à la fin de leurs papiers, d'autres (*L'Humanité*, *France-Soir*, *Paris-Presse*, *La Croix*, *Le Populaire*, *Libération*, etc.) maintenaient un strict anonymat que justifiait soit la

¹¹⁸ Document du service du personnel de l'Assemblée nationale.

reproduction des comptes-rendus fournis par l'institution parlementaire elle-même, soit le maintien d'une conception restrictive de la signature.

2. Les couloiristes. Ils bénéficiaient de tâches plus diversifiées, si bien qu'il demeure délicat de définir avec précision l'étendue de leurs affectations. Écoutons ces anciens couloiristes, Pierre Limagne de *La Croix* (1933-1963), Jean Griot du *Figaro* (1945-61), Max Jalade de *Paris-Presse* (1946-63), décrire leur activité :

- « Il leur faut notamment rendre compte de controverses survenues dans des réunions de groupes et de commissions, auxquelles on ne les a pas invités, guettant le premier qui sort (mais c'est à qui se précipitera sur lui), ou le plus bavard (mais on devra s'en méfier), ou le plus intelligent (mais il voudra faire de l'intox), ou le moins intelligent (mais il risque de n'avoir rien compris à ce qui s'est passé), ou le parlementaire avec qui ont été noués des liens particuliers de sympathie. »¹¹⁹

- « Alors couloiriste, c'était plus difficile que séancier. Séancier, vous rendiez compte d'une séance qui est publique. Couloiriste, il fallait chercher au contraire les renseignements, connaître l'état des travaux des commissions. Il fallait savoir ce que pensaient les membres de la commission, comment ils étaient reçus par leurs partis, quelles étaient les consignes données par les groupes à leurs représentants, et comment les choses pouvaient évoluer. Ce n'était pas si facile que ça. » (Jean Griot, entretien n°55).

- « Tout se jouait dans les couloirs. (...) Le couloiriste avait pour tâche de rencontrer les hommes politiques de passage aux Quatre Colonnes. Les Quatre Colonnes, c'était le "salon" par excellence car il n'y avait pas de téléphone portable, il n'y avait pas encore de micros radios, de caméras. Donc les gens qui venaient des commissions, des réunions de groupe, on les accrochait au passage et l'objectif était de les traire, de savoir ce qui s'était passé. Et, à partir de là, reconstituer un peu le puzzle. Le pointage était très important parce que, sous la IV^e République, les gouvernements duraient un mois, six mois... Certains ont duré trois jours. Et les pointeurs avaient pour tâche de savoir si le gouvernement serait renversé le lendemain, le surlendemain, à tant de voix près. » (Max Jalade, entretien n°65).

Le rôle des couloiristes consistait donc principalement à prendre connaissance du travail des commissions et des réunions des groupes parlementaires, autant d'arènes *a priori* soustraites au regard journalistique. A la différence des séanciers, témoins des scènes qu'ils décrivaient, les couloiristes acquéraient donc leurs informations par l'intermédiaire de parlementaires avec lesquels ils devaient entretenir des relations courtoises, fondées sur un principe de réciprocité, articulées autour de la règle du *off*. Une telle logique d'*information*, habitée par les notions de « sources », de « confidences » et parfois de « scoops », faisait des couloiristes les héritiers des « informateurs parlementaires » ou des « échetiers » que les journaux envoyèrent au Palais Bourbon, à partir du milieu des années 1870. Envahissant le cadre feutré du Salon de la

¹¹⁹ LIMAGNE Pierre, *Journaliste sous trois Républiques*, op. cit., pp. 138-139.

paix¹²⁰, ils étaient explicitement amenés à recueillir les « bruits » de couloirs que l'on estimait désormais attendus du public. Il est encore trop tôt pour décrire les circonstances de l'apparition de cette spécialité. On soulignera juste que la naissance de ces « échetiers » – qualifiés d'« interviewers au pied levé »¹²¹ – coïncide avec l'émergence d'une presse à grand tirage dont la fidélité doctrinale ne constituait plus l'unique vocation.

Si les confidences ainsi glanées étaient rarement divulguées telles quelles dans les colonnes du journal, elles étaient le plus souvent transmises aux chroniqueurs qui s'en servaient pour étayer leurs « articles » et ainsi témoigner de leur capacité de prospective. Mais les couloiristes ne s'affairaient pas seulement à recueillir ces révélations justifiées par le huis clos des commissions ou des réunions de groupes. Les informations qu'ils livraient aux lecteurs avaient le plus souvent un caractère *officiel* puisqu'elles émanaient, via les communiqués ou les déclarations des porte-parole, de la présidence même des commissions ou des groupes. D'autre part, l'activité des couloiristes variait fortement selon la conjoncture politique. En période de « crise » gouvernementale, ils devaient généralement quitter l'enceinte de l'Assemblée pour se rendre à l'Élysée, à Matignon ou au siège des principaux partis, afin de suivre, heure par heure, l'avancement, houleux, des conseils de cabinets ou des négociations préalables à la formation des gouvernements. Les anecdotes de ces nuits passées dans les cafés avoisinant ces institutions sont nombreuses, mêlant des évocations plaisantes de la camaraderie entre rédacteurs et des souvenirs plus agacés de ces tractations interminables :

« C'étaient les conseils de cabinet qui étaient épouvantables, parce qu'ils duraient très longtemps, surtout quand Ramadier était président du Conseil, parce que c'était un type qui ne dormait pas. Alors, il faisait des conseils qui duraient toute la nuit. Il fallait suivre ! (...) Mais c'était drôle. On s'amusait quand même bien à l'époque, parce que c'était à la fois un cérémonial et, en même temps, les journalistes politiques se retrouvaient entre eux. Les soirées se passaient dans les bistrotts, en attendant... » (Pierre Sainderichin, ancien président de l'Association de la presse parlementaire, entretien n°14).

De la même manière, lors des périodes de repos de l'activité parlementaire, ils étaient chargés de couvrir les congrès et les assises des partis. Aussi les journaux disposaient-ils généralement d'au moins deux couloiristes auxquels était confié le suivi de ces manifestations publiques des grands partis nationaux (PCF, SFIO, Parti radical, MRP, RPF). La division du travail s'opérait le plus souvent selon un axe droite-gauche et, pour les quotidiens qui n'étaient pas affiliés à un parti, il n'était pas rare de répartir la couverture des différentes formations en fonction des préférences politiques ou des « sympathies » personnelles des rédacteurs :

¹²⁰ Jusqu'au début du XX^e siècle, le salon des Quatre Colonnes au Palais Bourbon était appelé Salon de la paix.

¹²¹ BILLY André, PIOT Jean, *Le Monde des journaux*, *op. cit.*, p. 74.

« Un gaulliste, c'était tout à fait normal qu'on lui dise : "Suivez le RPF". Pourquoi ? Parce qu'étant de tendance gaulliste, il s'entend bien avec la majorité de ceux qui étaient là. Pour s'occuper des travaux du Parti socialiste, ce n'était pas mauvais d'avoir quelqu'un qui avait une vision un peu socialiste des choses. Mais il ne fallait pas qu'il devienne prisonnier du parti. » (Jean Griot, couloiriste puis chef du service *Politique* du *Figaro*, entretien n°55).

Enfin, lors des périodes pré-électorales, les couloiristes se distribuaient, de la même façon, les principaux meetings. Mais, compte tenu de l'éclatement des élections en d'innombrables scrutins locaux, le traitement des campagnes s'opérait principalement à l'échelon des villes (pour les municipales) ou des départements (pour les cantonales ou les législatives). Essentiellement proposés par les quotidiens « populaires » (*France-Soir*, *Paris-Presse*) ou militants (*L'Humanité*), ces reportages locaux, teintés d'une dimension « cloche merle », étaient généralement consacrés aux circonscriptions ou aux mairies détenues par les leaders du jeu parlementaire et étaient le plus souvent confiés à des correspondants régionaux ou à des reporters polyvalents des services *Information générale*.

3. Les chroniqueurs. Les chefs du service *Politique* bénéficiaient du privilège de rédiger quotidiennement la « chronique » ou l'« article »¹²² considéré comme le « fleuron » du journalisme politique. Il ne s'agissait toutefois pas de l'*éditorial*, à parution plus irrégulière et dont la responsabilité revenait au directeur du journal (Pierre Brisson au *Figaro*, Hubert Beuve-Méry au *Monde*, Robert Salmon à *France-Soir*, etc.). Systématiquement signée, la chronique se présentait comme une synthèse commentée de l'actualité politique du jour. Elle débutait généralement en première page des quotidiens et agençait, selon des proportions variables, des dimensions d'analyse, de critique, de prescription, de prospective, etc. Selon le prestige et le poids supposé du journal dans l'« opinion », les chroniqueurs accédaient aux plus hautes sources politiques, aux « ténors » de l'Assemblée et du gouvernement, les rencontrant au Palais Bourbon, dans les ministères ou bien, le soir, dans certains restaurants fameux du centre parisien. Dans les publications explicitement militantes, ces rédacteurs étaient eux-mêmes parfois élus (André Carrel ou Pierre Hervé à *L'Humanité* ; François Mitterrand lorsque *L'Express* parut quotidiennement à la fin de l'année 1955) et envisageaient leur article comme « tribune », censée relayer, auprès du public, les combats parlementaires.

¹²² Il est intéressant de noter cette conception restrictive de la notion d'article dont les rédacteurs étaient qualifiés, jusqu'au début du XX^e siècle, d'« artichiers ». Un ouvrage de 1963 endosse encore une définition distinguant clairement les « articles » des « informations » : « [Les articles] exposent des idées, commentent des informations, abordent les sujets les plus divers, depuis la méditation philosophique jusqu'aux plus futiles fantaisies, depuis la dissertation sur quelques colonnes jusqu'à l'écho de quelques lignes. » (KAYSER Jacques, *Le Journal quotidien*, *op. cit.*, p. 111).

Mais ces acteurs « hybrides » étaient d'autant plus rares que disparaissaient, dès les années 1946-47, la plupart des publications affiliées aux partis politiques. Aussi les chroniqueurs les plus « réputés » de la Quatrième République étaient-ils le plus souvent des professionnels du journalisme (Rémy Roure puis Jacques Fauvet au *Monde*, Louis Gabriel-Robinet au *Figaro*, Jean Ferniot et Bernard Lefort à *Franc-Tireur*, Georges Altschuler à *Combat*, Pierre Limagne à *La Croix*, Georges Gombault et Yves Grosrichard à *France-Soir*, Georges Garreau puis Pierre Charpy à *Paris-Presse*, etc.). Dans la plupart des récits consacrés à cette période, ces « grandes plumes » du journalisme politique sont placés sur un pied d'égalité avec des leaders parlementaires qui n'auraient que rarement refusé leurs sollicitations. La « puissance » supposée de ces journalistes, leur capacité à faire ou défaire les cabinets, leur aptitude à « fabriquer » des ministres est régulièrement mise en avant :

- « (...) Rares sont les ministres qui refusent [à Jacques Fauvet] un bon “tuyau”. Peut-être certains radicaux ne le portent-ils pas dans leur cœur, le sentant trop d'une génération IV^e République. Cela ne les empêche pas de lui faire des sourires un peu contraints. N'est-il pas de ceux qui “lancent” jusqu'aux présidents du Conseil ? Pas toujours vers la gloire d'ailleurs : M. René Mayer qui, quoique radical, avait trouvé grâce aux yeux de Fauvet, ne dépassa pas le cap de l'investiture. En ce début d'après-midi, cet homme redoutable et cependant sympathique arrive au Palais-Bourbon, peu après son article, que cependant tout le monde a déjà lu, et trouve tout de suite, pour ses conversations, d'intéressants partenaires. Bien entendu, de nombreux journaux de province ont recherché la collaboration d'un aussi bon informateur. »¹²³

- « On passait sa journée à travailler. Ce n'était pas les trente-cinq heures ! Toute la journée, j'étais à l'Assemblée. En fin d'après-midi, j'allais voir des ministres après les Conseils. Le soir, j'allais chez Lip où on rencontrait absolument tout ce que la politique pouvait fabriquer. Et, à 11 heures du soir, j'arrivais au journal, avec mon papier dans la tête. (...) J'avais beaucoup d'informations parce que j'ai toujours pratiqué la politique de la loyauté. (...) J'étais très lié avec la plupart des ministres. Sous la IV^e République, je tutoyais tous les ministres. Sauf les grands comme Ramadier ou Robert Schuman, eux non. Mais les gens comme Edgar Faure, on se disait “tu”. (...) Charles Gombault [rédacteur en chef à *France-Soir*] disait : “Jean, ce qu'il y a de bien, c'est que vous pouvez téléphoner à n'importe qui, à n'importe quelle heure”. Et c'était vrai. Il m'est arrivé de réveiller des hommes politiques dans la nuit. J'ai réveillé Edgar Faure à 3 h 00 du matin. (...) Pour une chose vraiment capitale, je pouvais le faire. (...) Et j'allais voir [Edgar Faure] tous les soirs, pendant la crise marocaine. Il téléphonait au général Guillaume devant moi. (...) Donc j'étais vraiment très informé. » (Jean Ferniot, chef du service *Politique* de *Franc-Tireur*, entretien n°32).

- « Les journalistes commençaient à jouer un certain rôle. Je ne dis pas qu'ils pouvaient faire et défaire un gouvernement, mais ils pouvaient ou l'embarrasser gravement ou au contraire lui faciliter les choses. [Louis Gabriel-]Robinet par exemple, avait un faible pour Queuille. Je crois qu'il a prolongé Queuille non pas de beaucoup, mais d'une ou deux séances où Queuille était obligé de faire voter la question de confiance. » (Jean Griot, entretien n°55).

¹²³ *La Croisade de la presse*, n°37, 1951, p. 137.

Mais les chroniqueurs ne se distinguaient pas seulement par ces compétences que l'on pourrait appeler « relationnelles ». Ils endossaient surtout un statut de « généraliste » qui les autorisait à prendre position sur l'essentiel des enjeux politiques nationaux :

« Le journalisme politique, c'est la fréquentation quotidienne des hommes qui font la politique, c'est l'étude des dossiers, c'est la connaissance de plus en plus importante d'une foule de problèmes, car finalement le journaliste politique doit être aussi informé que possible des conditions de l'économie mondiale et nationale, des conflits sociaux, de toutes les incidences budgétaires, etc. (...) Qu'est-ce que c'est que la politique intérieure ? Ce sont des histoires de couloirs, mais ça, ça n'a pas d'intérêts. Ce qui est important, ce sont les questions envisagées quotidiennement par un Gouvernement, par l'opposition, par le jeu des influences internationales, que sais-je ? » (Jean Ferniot, entretien n°32)

Quoique le commentaire de la politique extérieure de la France fut généralement réservé aux chefs du service *Diplomatie*¹²⁴ et que les questions strictement financières relevaient du responsable du service *Economie*, les chroniqueurs disposaient d'une légitimité à intervenir dans le débat public, à critiquer l'attitude des parlementaires ou la pertinence des choix politiques, en somme à fixer quotidiennement le positionnement du journal, dès lors qu'une question était prise en charge par le gouvernement ou soulevée par l'opposition. A cet égard, les revues de presse que composait chaque jour l'ensemble des quotidiens agençaient principalement les chroniques de leurs concurrents, ce qui conférait aux chefs des services *Politique* une position prééminente dans l'espace journalistique. En cela, ils reproduisaient une hiérarchie instituée dès le XIX^e siècle lorsque l'« article » politique des « journaux doctrinaux » constituaient l'un des rares papiers mis en valeur et suivis de la signature de son auteur. Les « articiers » de la fin du XIX^e siècle n'étaient-ils d'ailleurs pas qualifiés de « Ministres de l'Intérieur » des rédactions, selon un ouvrage paru en 1892¹²⁵ ?

C'est à la fin du XIX^e siècle qu'apparurent de nouvelles spécialités dans les rédactions qui, quoique n'appartenant pas toujours formellement aux services *Politiques*, méritent d'être citées dans cette observation de la division du travail journalistique¹²⁶. En effet, lorsqu'une politique sectorielle était discutée en Conseil des ministres, en commissions parlementaires ou à la Tribune de l'Assemblée, la plupart des quotidiens de la Quatrième République

¹²⁴ Jusqu'à la fin des années 1950, la plupart des journaux dissociaient toujours services *Diplomatie* et services *International*.

¹²⁵ DUBIEF Eugène, *Le Journalisme*, Paris : Hachette, 1892, p. 93.

¹²⁶ « Aujourd'hui les lecteurs s'intéressent de plus en plus aux questions scientifiques, agricoles, économiques, historiques, géographiques, et demandent que chaque question soit traitée par quelqu'un de compétent : il en résulte que chaque rédacteur est tenu de se renfermer dans un ordre limité d'articles. » (*Ibid.*, p. 100).

mobilisaient différents « spécialistes » chargés, au nom de leur expertise « technique », de décrire et de commenter le contenu de ces projets ou propositions de lois. Leurs services d'appartenance variaient fortement d'un journal à l'autre. Tandis qu'un quotidien comme *L'Humanité* positionnait ses rubriques *Agriculture*, *Education* ou *Logement* au sein du service *Politique*, ces mêmes rubriques relevaient, au *Monde*, d'un vaste service *Information générale*. Au *Figaro* ou à *France-Soir*, la plupart de ces rédacteurs spécialisés intervenaient, quant à eux, au sein des pages « Informations politiques et questions sociales » qui regroupaient l'essentiel des effectifs chargés d'aborder les questions de politique intérieure.

Il faudrait également signaler la mise en place par *L'Humanité* d'un maillage très dense de correspondants chargés de rendre compte, dans la rubrique *Politique*, de l'actualité des institutions locales dirigées par des élus communistes. Plus généralement, le service *Politique* de *L'Humanité* s'efforçait de restituer la majeure partie des manifestations, nationales et locales, organisées par les états-majors du Parti. Au-delà de ce quotidien, structurellement dépendant d'une formation politique, il faut bien avouer que les autres journaux de notre corpus ne rendaient visibles l'activité des partis qu'à travers leur incarnation parlementaire ou, plus épisodiquement, lors de leurs manifestations officielles¹²⁷. Les dissensions ou les débats internes n'étaient soulignés que lorsqu'ils se traduisaient par une indiscipline en séance ou lorsqu'ils étaient publiquement mis en avant par un leader ou une fraction de l'organisation. Aucun journaliste n'était exclusivement assigné à la couverture de l'actualité d'un ou plusieurs partis. En guise de contre-exemple, il faut remarquer que *Le Figaro* traitait régulièrement du PCF, dans des articles signés « XXX »¹²⁸, précédés de la mention : « *Le Figaro* donne ici les informations que *L'Humanité* refuse à ses lecteurs ». Ces papiers étaient généralement animés d'un souci de « divulgation » des faits dissimulés par les instances centrales du Parti (controverses à l'intérieur du Bureau politique ; « consignes » reçues de Moscou ; structures de financement ; révélations sur l'activité des leaders communistes au cours de l'Occupation ; etc.).

¹²⁷ « Alors les partis politiques, on pensait, sous la IV^e République, que leur expression essentielle, c'était les élus. » (Jean Griot, couloiriste au *Figaro*, entretien n°55).

¹²⁸ « C'était l'intéressé qui demandait à ne pas être reconnu. Vous savez, dans la lutte anticommuniste, à cette époque-là, il y avait une part de clandestinité. » (Jean Griot, entretien n°55). D'après le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier* (Paris : Les Editions ouvrières, 1982, Quatrième partie, Tome XVIII, p. 104), l'auteur de ces articles signés « XXX » était Henri Barbé, ancien membre du bureau politique du PCF, exclu en 1934 avant d'intégrer le Parti populaire français de Jacques Doriot et de devenir secrétaire du Rassemblement national populaire de Marcel Déat. Arrêté en 1944, il sortit de prison en 1949. Je remercie Laurent Kestel de m'avoir communiqué cette information.

A travers cette division strictement institutionnelle du travail journalistique, les quotidiens des années 1940 et 1950 s'inscrivent encore pleinement dans ce constat que formulait Sandrine Lévêque au sujet des journaux du début du XX^e siècle : « La presse présente le plus souvent les faits qu'elle expose au travers d'institutions au sens quasi-juridique et administratif du terme. Ces rubriques sont par exemple : "Le Parlement" pour les informations politiques, le "Palais de Justice" pour les informations judiciaires, "L'Hôtel de ville" pour les informations municipales. »¹²⁹ Si cette organisation visait avant tout à faciliter le recueil des informations supposées accessibles et attendues des publics, elle conditionne par ailleurs les répertoires d'écriture que pouvaient mobiliser les rédacteurs, selon leur position dans la hiérarchie journalistique.

Section 2. La codification des rôles journalistiques

Séanciers, couloiristes, chroniqueurs, correspondants à Matignon ou à l'Élysée, rubricards spécialisés : l'ensemble de ces métiers dessinaient une répartition spatiale de la vie politique. Mais ils définissaient tout autant les rôles endossables par ces différentes catégories de rédacteurs. En effet, ces spécialités étaient gouvernées par des règles d'écriture, relativement stables et partagées par les différentes rédactions. Tandis que les séanciers n'abandonnaient qu'épisodiquement le registre du compte-rendu, les chroniqueurs s'autorisaient, quant à eux, à synthétiser des informations éparses, à les analyser, à les commenter. Ainsi, à cette tripartition des métiers (séanciers, couloiristes, chroniqueurs) correspond trois dimensions du travail journalistique : enregistrer le discours politique ; informer des jeux de « couloirs » ; participer au débat public.

§ 1. ENREGISTRER LE DISCOURS POLITIQUE

Parmi les rôles journalistiques revendiqués par les rédacteurs politiques des années 1940 et 1950, figurait le souci de reproduire une large partie des discours publics ou officiels des principaux acteurs politiques. Ce journalisme d'enregistrement, partagé par l'ensemble

¹²⁹ LEVEQUE Sandrine, *Les Journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*,

des quotidiens, s'observait dans les vastes comptes-rendus des séances de l'Assemblée et, dans une moindre mesure, du Conseil de la République. Cette ambition s'identifiait également dans la diffusion de « Libres opinions » offertes aux hommes politiques ou dans le traitement d'un grand nombre de manifestations (meetings, congrès de partis, etc.) dont les services *Politique* restituaient essentiellement les déclarations à la tribune. Mais cette dimension du travail journalistique se manifestait tout autant au regard des délibérations à huis clos (Conseil des ministres, arbitrages en commissions parlementaires, réunions des groupes parlementaires ou des bureaux nationaux des partis, etc.) dont les journaux livraient régulièrement les communiqués officiels. La majeure partie des pages *Politique* se contentaient donc, selon l'espace disponible, de résumer et de mettre en forme la parole, orale ou écrite, des acteurs, organisations, institutions politiques. A travers cette exigence de *publicité*, les journalistes politiques se sont donc longtemps posés en intermédiaire entre la scène politique et leurs publics ou, pour les journaux les plus militants, entre une fraction du champ politique et leurs lecteurs. Informer supposait avant tout de rendre *visible*, sans réelle « intervention » journalistique, les prises de position des hommes politiques ainsi que l'essentiel des décisions étatiques ratifiées au Parlement ou dans un ministère.

Il ne s'agit toutefois pas de dire que les journalistes politiques se cantonnaient dans ce strict rôle d'intermédiaire. D'une part, il existe de fortes divergences stylistiques entre quotidiens, et certains journaux faisaient preuve d'une relative latitude dans la restitution du discours politique. D'autre part, face à ces comptes-rendus, on trouvait une diversité de papiers qui remettaient en question la vérité officielle d'un communiqué, qui décryptait la symbolique d'un discours ou qui rendaient compte de tractations « secrètes ». Néanmoins, ces dimensions étaient clairement dissociées des comptes-rendus, ceux-ci étant marqués un principe d'*unité de lieu* et d'*unité de sources*. Autrement dit, ils ne restituaient que les scènes dont le journaliste avait été témoin ou que l'information officielle à laquelle il avait eu accès. Il convient donc d'observer plus en détail les registres d'un tel journalisme d'enregistrement.

A. Un genre inaltérable: les comptes-rendus de séance

Au sein de l'ensemble des quotidiens nationaux, la restitution des travaux des chambres parlementaires occupe, tout au long de la Quatrième République, l'essentiel du

contenu des pages *Politique*. Si les séances du Conseil de la République bénéficiaient d'un traitement modeste, les comptes-rendus des débats de l'Assemblée mobilisaient quotidiennement un très large espace rédactionnel. Au-delà de ce constat déjà formulé, il faut souligner que, malgré certaines divergences stylistiques entre journaux, l'écriture des séanciers reposait sur une architecture commune : reproduction chronologique des débats ; citations nombreuses des textes en discussion et des interventions des orateurs ; utilisation fréquente du présent de narration ; respect du principe d'unité de lieu, de temps et d'action¹³⁰. La restitution était à ce point « brute » que ces rédacteurs ne s'aventuraient presque jamais sur le terrain de l'interprétation ou de la mise en perspective des prises de parole. Ils ne mentionnaient en tout cas que rarement des faits puisés hors de la tribune parlementaire. En fonction de la pagination disponible et de la saillance supposée des débats, les comptes-rendus pouvaient être plus ou moins synthétiques. Pour autant, ils ne dérogeaient que rarement à ces règles d'écriture. Au sein de ce socle commun, les journaux privilégiaient chacun certains registres, selon les publics visés, leurs orientations idéologiques, leurs traditions éditoriales.

1. Les quotidiens « de référence » se distinguaient par une ambition d'exhaustivité dans la reproduction des débats. Au *Monde*, les comptes-rendus des séances de l'Assemblée constituaient l'une des rubriques fondamentales du journal, à laquelle était affecté André Ballet, né en 1903, rédacteur parlementaire entre 1926 et 1972, dont ses anciens collègues décrivent, avec admiration, la « rigueur professionnelle » (André Laurens, entretien n°33). Présent de jour comme de nuit, parfois assisté de l'un des couloiristes, il restituait avec minutie le déroulement de la séance, dans un style quasiment « sténographique » (Jacques Malmassari, entretien n°29), « presque analytique » (Pierre Sainderichin, entretien n°14), proche d'un « verbatim » (Michel Schifres, entretien n°35) :

« André Ballet était un vieux monsieur qui avait commencé au *Temps*, c'est vous dire ! Il vivait ici. Il faisait des kilomètres d'écriture sur papier et le cycliste venait chercher ça et on composait ça immédiatement là-bas au *Monde*, boulevard des Italiens. (...) Il fallait citer tous les parlementaires. Alors ça flattait le gars qui était intervenu. Mais on arrivait à cette absurdité : “Après MM. Untel, untel et untel qui interviennent sur la crise de la pomme de terre, MM. Untel, untel, untel attirent l'attention du Gouvernement sur la mévente de la betterave. Intervient alors M. Machin qui...” Alors les débats de l'agriculture, vous aviez cent cinquante types qui parlaient, il fallait les citer les cent cinquante. » (Henri Paillard, président de l'Association de la presse parlementaire, collaborateur d'André Ballet au *Monde* en 1971-72, entretien n°2).

¹³⁰ « A l'époque, les journaux attachaient une grande importance et accordaient beaucoup de place au débat parlementaire car tout ce décidait au Palais-Bourbon. C'était vraiment la règle de l'unité de temps, de lieu et d'action. » (Henri Marque, journaliste politique à *Paris-Presse* entre 1946 et 1962, entretien n°62).

Rédigés au présent, selon une construction purement chronologique, les comptes-rendus du *Monde* demeuraient rigoureusement factuels, ce qui fondait cette comparaison maintes fois évoquée avec le *Journal officiel*¹³¹. En effet, le séancier ne s'autorisait aucun partis pris dans ses énoncés et s'efforçait de reproduire le plus fidèlement possible, dans leur technicité souvent, le contenu des discussions¹³². Chaque scrutin faisait également l'objet d'une restitution détaillée, précisant le vote des différents groupes et citant nommément les députés qui s'écartaient de la position de leur état-major :

L'Assemblée Nationale écarte également la candidature de M. Georges Bidault

(...) A la reprise de la séance – 17 h15 – M. *Ramarony* déclare que le PRL qui la veille « n'avait pas à expliquer son vote », va voter pour M. Bidault. « La situation est grave ; il est fait appel à l'union, indispensable au salut de la France, (...) »

Une voix à droite. – Un peu tard ! (*Mouvements divers*)

M. *Ramarony.* – Nous voulons que la France ait rapidement un gouvernement (...).

On entend encore M. *Roclore* qui constate que MM. *Duclos* et *Lecourt* reconnaissent la gravité de la situation et la nécessité d'un gouvernement de large union. Il ajoute : « Nous, qui n'avons cessé de faire le procès des trois partis, (...) »

LE VOTE

Le débat est terminé. M. *Vincent Auriol* déclare le scrutin ouvert. Dix minutes plus tard commence le dépouillement, et la séance est suspendue pendant cette opération. Il est 17 h 30.

A 18 h 30, M. *Vincent Auriol* annonce le résultat du vote :

Nombre de votants..... 601

Bulletins blancs.....337

Suffrages exprimés.....264

Majorité constitutionnelle.....310

Ont obtenu : MM. *Georges Bidault*, 240 suffrages ; *Eugène Petit*, dit *Claudius* (UDSR), 21 suffrages. (*Rires à droite.*) *Divers*, 3 suffrages.

Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité constitutionnelle, il y a lieu de procéder à un troisième tour de scrutin.

André Ballet, *Le Monde*, 07/12/1946

Le budget de la santé publique suscite des propos aigres-doux

L'Assemblée nationale a adopté rapidement mardi soir les derniers chapitres de dépenses du ministère de la santé publique, restés en suspens depuis le 30 octobre.

Répondant à des questions de Mmes *de Lipkowski* (RPF) et *Roca* (communiste), ainsi que de M. *Cayeux*, président de la commission de la famille, le ministre, M. *Paul Ribeyre*, indique notamment qu'il va déposer un projet de loi relatif à la prophylaxie du cancer ; qu'il a l'intention d'augmenter le nombre de lits pour le traitement des cancéreux ; que le « bénatron » de Villejuif entrera en fonctionnement dans quelques semaines ; qu'il est disposé à classer le rhumatisme parmi les maladies sociales ; que le nombre des donneurs de sang qui était de 55 000 en 1950, a augmenté de 60 % en 1951 et ne cesse de s'accroître (45 000 litres de sang total en 1950 ; 65 000 en 1951 ; 33 975 flacons de plasma sec en 1951 ; 49 780 pour les dix premiers mois de 1952).

¹³¹ « Comme *Le Temps*, son prédécesseur, le quotidien de la rue des Italiens est un journal du soir, parce qu'il souhaite publier les décisions gouvernementales du matin, prises en conseil des ministres ou en conseil de cabinet, et les débats parlementaires de la nuit. » (EVENO Patrick, *Histoire du journal Le Monde, 1944-2004*, Paris : Albin Michel, 2004, p. 65).

¹³² Le séancier produisait ainsi un discours « démodalisé », c'est-à-dire un discours qui gomme, dans ses énoncés, « les traces de [sa] présence en tant qu'énonciateur » (CARDON Dominique, HEURTIN Jean-Philippe, LEMIEUX Cyril, « Parler en public », *Politix*, n°21, 1995, p. 9).

L'Assemblée nationale adopte ensuite quatre articles dus à la commission des finances et qui concernent la fixation par les préfets des prix de journée pour les assurés sociaux dont les établissements de cure privés.

Là-dessus, M. Arbeltier (socialiste) propose d'exonérer des taxes sur le chiffre d'affaires « les établissements à but non lucratif fondés par des associations sous le régime de la loi de 1901 ou des fondations ayant un but médical ou sanitaire. (...) »

André Ballet, *Le Monde*, 06/11/1952.

Certes, un « chapô » introductif pouvait parfois commenter la séance et la réinscrire dans un cadre plus vaste, en mobilisant des épisodes antérieurs et en rappelant l'état du rapport de forces entre et au sein des groupes parlementaires. Il n'en demeure pas moins que, par sa sobriété et par son intérêt exclusif pour les discours, le séancier s'effaçait de la surface de son compte-rendu. Il ne s'interposait pas entre la scène politique et le public de lecteurs. Bien sûr, compte tenu de l'espace disponible, le travail proprement journalistique de synthèse de la discussion demeurait essentiel et ouvrait la porte aux accusations de *partialité* dans le choix et dans la réécriture des prises de parole. Aussi différents outils rhétoriques lui permettaient-ils de renforcer sa prétention à la « vérité »¹³³. Tout d'abord, André Ballet s'efforçait de citer le plus grand nombre possible d'orateurs. Il devait cependant choisir entre une simple mention de leur nom et une restitution plus détaillée de leur intervention. Hormis certaines passes d'armes suffisamment spectaculaires pour être soulignées, son compte-rendu privilégiait les intervenants les plus légitimes dans le processus législatif (ministres, rapporteurs du texte, porte-parole des groupes parlementaires). Ensuite, tandis qu'il reproduisait une large partie des discours au style direct¹³⁴, ses énoncés composés au style indirect n'étaient accompagnés d'aucun adjectif ou adverbe, susceptibles de le poser en critique ou en laudateur des orateurs. A travers ces différents procédés, le séancier répondait donc pleinement aux ambitions fondatrices du *Monde*, pensé dans la continuité du *Temps* : être complet, être le journal de référence, valoriser la rigueur dans l'écriture, attester de l'indépendance de ses rédacteurs¹³⁵. A l'image des longs extraits des traités diplomatiques,

¹³³ Ce dogme de l'exhaustivité, de la rigueur et, par conséquent, de la « vérité » est explicitement revendiqué dans l'éditorial accompagnant le millième numéro du journal : « *LE MONDE* s'efforcera de leur assurer en retour – sans préjudice des jugements politiques qui appellent discussion – l'information la plus complète, la plus sérieuse et la plus vraie. » (« Notre millième numéro », *Le Monde*, 14/04/1948).

¹³⁴ « Le journaliste qui, dans le style direct, s'efface devant l'énonciation de l'acteur politique, comme s'il voulait le laisser seul assumer la communication avec le lecteur, s'interpose au contraire dans le style indirect. Il se pose en interlocuteur du lecteur (...), en soumettant le discours d'autrui aux exigences de sa propre énonciation. » (CHARRON Jean, « Parler de soi en faisant parler les autres », art. cité, p. 89).

¹³⁵ PADIOLEAU Jean-Gustave, « *Le Monde* » et le « *Washington Post* ». *Précepteurs et mousquetaires*, Paris : PUF, 1985, pp. 92-93. Cette revendication d'indépendance se distingue dès les débuts du journal : « Quoiqu'il arrive rien ne pourrait désormais empêcher que pendant plus de trois ans un journal de la formule du *MONDE* ait vécu aisément dans la plus parfaite indépendance. » (« Notre millième numéro », *Le Monde*, 14/04/1948).

des discours de réception à l'Académie française, des résultats des grands concours, cette « discipline » du compte-rendu permettait ainsi de satisfaire l'une des principales « missions » du journal : « renseigner » le lecteur par la richesse de sa « texture documentaire »¹³⁶. Ce journalisme d'enregistrement fut à ce point assumé par André Ballet que, lorsqu'il abandonnait, exceptionnellement, l'austère reproduction des débats, il s'efforçait chaque fois d'en expliciter les raisons auprès de ses lecteurs :

L'Assemblée a adopté à l'unanimité la nouvelle loi sur le fermage.

(...) Enfin, à 1h15 du matin, l'ensemble du projet de loi fut adopté à l'unanimité des 510 votants, après que des représentants de tous les groupes se furent, pour des raisons parfois assez diverses, félicités des réformes intervenues dans l'intérêt de la paysannerie française. (...)

En attendant, métayers, fermiers et propriétaires vont avoir à s'assurer les services de juristes particulièrement sagaces, la loi nouvelle dépassant la compréhension d'un Français moyen, fût-il muni de quelques certificats de droit.

Souhaitons - ne serait-ce que pour ceux qui doivent en bénéficier - que la codification la rende plus intelligible, mais déplorons que, plus encore que lors du débat sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, l'Assemblée se soit, pendant vingt-quatre heures, obstinée dans une besogne qui était, à l'évidence, du domaine propre des commissions, ce qui n'a jamais passé pour être de bonne méthode ni pour donner des résultats satisfaisants. Certains pourront en tirer argument en faveur de l'existence dans le régime constitutionnel de demain d'une autre Assemblée, dût-elle être seulement professionnelle et consultative - A.B.

Nos lecteurs comprendront, par la lecture des lignes qui précèdent, qu'il nous soit matériellement impossible de leur soumettre un compte-rendu complet des dernières séances de l'Assemblée. Nous nous bornerons, pour le moment, à donner quelques indications sur les plus importantes dispositions de la nouvelle loi, nous réservant d'y consacrer, très prochainement, une étude plus approfondie. »

André Ballet, *Le Monde*, 02/04/1946

Dans une large mesure, les comptes-rendus de séance du *Figaro* s'apparentaient fortement à ceux du *Monde* et témoignaient, par leur densité, de l'importance que leur octroyait la direction du journal. Bien que leur volume fût généralement moins étendu que ceux du *Monde*, ils débutaient fréquemment en première page et suscitaient quotidiennement l'un des titres de la Une. La couverture des débats parlementaires était mise en forme à travers deux types de papiers. Lorsque la séance était jugée peu saillante au regard des autres nouvelles, les comptes-rendus étaient relativement succincts, non signés et rédigés dans une rhétorique sobre, strictement informative. On se contentait alors de rapporter les principales interventions, de résumer les dispositions adoptées, de fournir le résultat du scrutin. Mais les comptes-rendus prenaient plus souvent la forme de longs papiers qui, à la différence du *Monde*, empruntaient des tournures plus « littéraires ». Lorsqu'ils signaient leurs comptes-rendus, les séanciers du *Figaro* ne se contentaient pas d'un strict recensement des propos

¹³⁶ PADIOLEAU Jean-Gustave, « *Le Monde* » et le « *Washington Post* », *op. cit.*, p. 91.

échangés dans l'enceinte parlementaire. Au contraire, la séance était souvent mise en intrigue par une question initiale et construite en réponse à cette problématique. Les affrontements étaient alors mis en scène sous une forme théâtrale, par l'usage fréquent du dialogue et l'inclusion de qualificatifs soulignant l'attitude des orateurs (« agacé », « moqueur », « péremptoire », etc.). Plus généralement, les séanciers ne s'attachaient pas seulement à rendre compte des discours énoncés à la Tribune ou dans les travées : ils s'efforçaient également de restituer l'ambiance, le décor, les costumes des intervenants afin de rendre la description plus méticuleuse, plus vivante. A la différence du *Monde* à nouveau, les rédacteurs du *Figaro* n'hésitaient pas à juger la performance oratoire des parlementaires, la pertinence des propos échangés, la tenue générale de l'affrontement. Conformément à l'héritage littéraire du *Figaro*, ses séanciers allaient donc au-delà du strict enregistrement des débats pour en saisir la dramaturgie et témoigner de leur capacité de distance critique¹³⁷. Ces distinctions stylistiques ne remettaient toutefois pas en cause la structure chronologique, rigoureusement factuelle et volontiers exhaustive de ces comptes-rendus¹³⁸ :

L'Assemblée nationale ajourne la discussion de trois budgets malgré un pressant appel de M. Paul Reynaud

Le budget sera-t-il voté avant le 1er janvier prochain, comme le veulent l'orthodoxie budgétaire et l'intérêt des finances publiques ? C'est peu probable si l'Assemblée persévère dans les déplorables méthodes de travail qu'elle a instaurées récemment. Successivement, en effet, elle a ajourné de la discussion des crédits prévus pour les ministères de la Reconstruction, des Anciens Combattants et de la Marine marchande, dont certaines dispositions ne lui agréaient point.

Le débat le plus important a eu lieu hier matin à propos du budget des anciens combattants. Au nom de la commission compétente unanime, M. Badie défendit une motion préjudicielle ayant pour objet de renvoyer l'examen des crédits de ce ministère à la fin de la discussion budgétaire. Dans quel dessein ?

« Afin, dit l'orateur, d'affecter au budget des Anciens Combattants les sommes économisées (...) »

(...) Le président de la commission des finances cite un fait qui ne manque pas de saveur :

- Les économies que nous propose le gouvernement se traduisent par... une augmentation de dépenses de 130 millions. (...)

Comment se présente l'équilibre général du budget ? M. Paul Reynaud ne mâche pas ses mots :

- Entre les dépenses budgétaires et les recettes fiscales (...). M. Reynaud se fait pressant :

- Il n'est pas possible, dit-il, pour un résultat qui sera nul de bouleverser l'ordre établi de nos discussions (...). La commission des Finances a pris ses responsabilités. A vous de prendre les vôtres.

Mais l'Assemblée passa outre et, par 526 voix contre 32, vota la motion préjudicielle de M. Badie, puis, par 480 voix contre 121, malgré une intervention de M. Morice, elle décida de surseoir également à la discussion du budget de la Marine marchande jusqu'à une date qui devra être fixée par la conférence des présidents.

Jean Griot, *Le Figaro*, 01/11/1952

¹³⁷ Voici comment Pierre Brisson, directeur du *Figaro*, décrivait les comptes-rendus du séancier, Marcel Gabilly : « Ses panoramas d'Assemblées sont des modèles du genre : ressemblance des croquis fidélité du ton, ironie, on assiste à la séance en même temps qu'on la juge. » (BRISSON Pierre, *Vingt Ans de Figaro. 1938-1958*, Paris : Gallimard, 1959, p. 201).

¹³⁸ « Il fallait en rendre compte sérieusement. On faisait très attention à ce que dans l'esprit du lecteur, si on faisait une remarque, elle se détache bien du papier. » (Jean Griot, entretien n°55).

La séance.

Il en est des débats d'investiture comme des championnats de football. Pour le profane, tous se ressemblent. Mais, en fait, mille riens et bien d'autres choses encore les différencient. (...)

Vêtu de sombre, pochette blanche, la ligne stricte, mais sans rigidité, le président du Conseil désigné prend le plus grand soin à ne pas laisser transparaître son émotion. Le ton est sans heurt, le geste est sobre, les mains restent près des feuillets posés sur la tribune. (...)

M. François Billoux prend ses arguments dans les vieux discours de ses collègues communistes. (...) Un poujadiste, M. Charles Courrier, tient la tribune pendant une heure. Mais son intervention peut se résumer en quelques mots : il ne faut plus créer d'impôt.

Marcel Gabilly, *Le Figaro*, 06/11/1957

2. *Les quotidiens d'affiliation partisane* valorisaient eux aussi les travaux des chambres législatives et notamment les débats en séance. A travers des comptes-rendus d'autant plus vastes qu'ils prenaient place dans une pagination moindre que celle des journaux « d'information », ces quotidiens manifestaient leur ambition de reproduire le combat parlementaire. Aussi rendaient-ils principalement compte de l'activité des représentants de leurs partis : communistes pour *L'Humanité* et *Ce Soir* ; socialistes pour *Le Populaire* ; MRP pour *L'Aube*. En restituant, de la manière la plus exhaustive possible, les interventions de leurs élus, les séanciers de ces quotidiens prolongeaient, sur le terrain de l'opinion, la lutte de leurs partis. L'enjeu était alors de d'attester, auprès des militants, du travail mené par leurs représentants pour influencer ou combattre l'action gouvernementale. Dans le cas de *L'Humanité*, l'écriture des comptes-rendus articulait alors logique d'enregistrement et logique de propagande. Si les séanciers reproduisaient fidèlement et chronologiquement de nombreuses déclarations prononcées en séance, ils s'efforçaient avant tout de montrer la grandeur des parlementaires communistes et d'interpréter les propos adverses selon les schèmes idéologiques portés par le Parti :

La séance.

De son pas qui est resté alerte, **Marcel Cachin** gravit les marches qui conduisent au fauteuil présidentiel. C'est la dernière fois en principe qu'il doit exercer les fonctions de président d'âge de l'Assemblée puisque l'ordre du jour appelle précisément l'élection du bureau définitif.

Il n'y a pas du tout de vide dans les banquettes. Tous les députés sont là. Il s'agit d'une séance importante. (...) Vincent Auriol est donc élu de justesse, les députés socialistes applaudissent. Sur les bancs MRP et PRL, on applaudit ferme également. On ne cache pas sa joie, on trépigne de contentement. Ce sont les voix des amis de Mutter et de Schumann qui ont fait triompher Vincent Auriol. Ils applaudissent cette élection comme leur victoire et comme ils sont plus nombreux, ils font plus de bruit. (...)

- *La parole est à monsieur Jacques Duclos* »

L'attention se fait immédiatement plus soutenue. A la tribune **Jacques Duclos** garde cette aisance qui lui est habituelle. Son discours sera d'une clarté et d'une précision étonnantes : **Jacques Duclos** est un homme qui a les pieds sur terre. On le sent dès les premières paroles. Comment se présente le problème ? **Jacques Duclos** a vite fait de démonter toutes les "solutions" qu'on nous propose :

- *Certains conçoivent qu'un gouvernement de techniciens* (...)

L'Humanité, 04/12/1946

La stigmatisation des adversaires et la véhémence polémique de l'écriture ont pu varier selon le positionnement du PCF vis-à-vis des coalitions gouvernementales. Jusqu'en 1947, l'appartenance du Parti à la majorité gouvernementale et la perspective d'une alliance privilégiée avec la SFIO amenaient les séanciers de *L'Humanité* à ménager les orateurs socialistes. Mais, dès le renvoi des ministres communistes du cabinet Ramadier, le ton fut beaucoup plus acerbe, renvoyant aux parlementaires de la SFIO leur orientations politiques « bourgeoises ». Quant au MRP, qui participait pourtant, entre 1945 et 1947, à la même majorité que le PCF, ses orateurs furent dès l'après-guerre qualifiés de « députés réactionnaires ». Cette désignation les poursuivit tout au long de la Quatrième République, tandis que le Parti communiste était durablement relégué dans l'opposition au régime.

3. *Les quotidiens « populaires »*, comme *France-Soir* et *Paris-Presses*, rendaient compte eux aussi quotidiennement des séances de l'Assemblée nationale¹³⁹ et ce, dans un format qui nous est désormais familier : restitution strictement chronologique des débats ; reproduction de nombreuses interventions ; attention détaillée aux dispositions législatives examinées ; respect du principe d'unité de lieu et de temps. A la différence des journaux militants, leurs séanciers n'affichaient aucune préférence partisane explicite mais, contrairement aux comptes-rendus du *Monde*, ils s'autorisaient parfois des apartés ironiques sur telle prise de parole ou des remarques générales sur le déroulement des débats. Toutefois, le souci d'ajuster l'offre d'informations aux attentes d'un public que l'on souhaitait le plus large et le plus diversifié possible, entraînait plusieurs spécificités dans restitution des séances. Deux contraintes stylistiques étaient imposées aux séanciers. D'une part, il leur fallait prélever prioritairement les travaux législatifs portant sur les préoccupations supposées des lecteurs (ravitaillement, logement, éducation, etc.). Il s'agissait alors de mettre l'accent sur les interventions les plus « significatives », c'est-à-dire susceptibles de concerner le public dans son quotidien. Cet impératif de « proximité », hérité des « petits » journaux d'avant-guerre, amenait les journalistes à davantage intervenir sur la « matière brute » que constituaient les interventions des parlementaires. *France-Soir*, par exemple, soulignait ainsi les extraits les plus remarquables par l'usage d'un caractère gras :

¹³⁹ Il faudrait également évoquer les titres de la presse quotidienne régionale qui, selon leurs effectifs, disposaient de leurs propres séanciers ou faisaient appel à des collaborateurs issus de journaux parisiens. L'attention des comptes-rendus se portaient alors presque exclusivement sur les interventions des représentants du territoire couvert par ces quotidiens : « Ces correspondants parisiens, peu préoccupés de politique générale, doivent surtout rechercher les nouvelles intéressant leur région. » (Joseph Limagne, *Journaliste sous trois Républiques*, *op. cit.*, p. 139).

« L'alcoolisme coûte à l'Etat 79 milliards et à la production 325 milliards »

**« Il est responsable de 28 % des entrées dans les hôpitaux psychiatriques »
déclare le rapporteur, M. DAVID**

Le problème de l'alcoolisme a dominé le débat sur le budget de la Santé Publique engagé hier après-midi et cette nuit à l'Assemblée Nationale. Les députés ont en effet ajourné l'étude du budget de la Reconstruction estimant qu'ils ne pouvaient se prononcer sur les crédits de fonctionnement de ce ministère avant de connaître les tâches qu'il aurait à accomplir en 1953, c'est-à-dire avant d'être fixés sur le montant des investissements de reconstruction.

Le budget de la Santé publique s'élève à 58.629 millions, soit 10 milliard de plus qu'en 1953.

- **Les boissons alcoolisées**, a souligné le rapporteur, M. David, **représentent 10 % de l'ensemble des dépenses (...)**

Les départements qui, selon M. David, dépassent la moyenne des hospitalisations pour alcoolisme, sont : les Côtes-du-Nord, le Finistère, (...).

Dans la Seine, on compte 1.235 entrées pour psychose alcoolique sur 4.017 pour les hommes (...). M. Cayeux (MRP), rapporteur de la commission de la famille, est non seulement alarmé mais indigné :

- **C'est une honte**, s'écria-t-il, **de penser que (...)**.

M. Ribeyre, ministre de la Santé publique, s'est montré prêt à s'associer, au nom du gouvernement, à toutes les initiatives qui pourront être prises contre l'alcoolisme. (...)

Anonyme, *France-Soir*, 02/11/1952.

D'autre part, à l'image de ceux *Figaro*, ces séanciers étaient supposés mettre en scène les affrontements en séance de façon théâtrale, en favorisant les déclarations les plus spectaculaires, en privilégiant dès que possible la restitution des échanges sous forme de dialogues, en soulignant les aspects les plus cocasses :

- « On narrait la séance, comme si c'était un théâtre, en mettant en valeur les réparties. Ce n'était pas verbatim comme faisait André Ballet dans *Le Monde*. » (Jacques Malmassari, séancier au *Parisien* puis à *France-Soir*, entretien n°29).

- « A l'époque, *Paris-Press* tirait à 400 000 exemplaires. Ce n'était pas un journal d'intellectuels. Ce n'était pas non plus un journal populaire comme *France-Soir*. C'était un journal un peu plus spirituel, un peu plus amusant, avec davantage d'anecdotes, de sels, de piment. Il fallait rendre l'information agréable. Non pas en la déformant, mais en la présentant. Avec davantage de persil autour, un peu de gelée, enfin une petite tranche de tomate. Ce n'était pas grand chose mais c'était un plus. (...) On racontait davantage. » (Max Jalade, couloiriste à *Paris-Press*, entretien n°65).

Vincent Auriol président de l'Assemblée

(...) Le vote a lieu à la tribune, comme il se doit, et le défilé commence. Chaque député remet sa boule de contrôle aux scrutateurs, puis dépose son bulletin dans l'urne, à la garde de laquelle est préposé le benjamin de l'Assemblée. Tout se déroule sans le moindre incident. Jacques Duclos, en attendant les résultats, quitte son banc et va s'asseoir quelques instants auprès de M. Edouard Herriot pour discuter et passer le temps. Leur conversation paraît très amicale et le président du groupe communiste, entre deux éclats de rire, passe la main dans le dos du maire de Lyon. Ils doivent se raconter de bonnes histoires.

Pendant ce temps, à la tribune, les deux frères jumeaux Coste-Floret viennent déposer leur enveloppe dans l'urne. Les huissiers de la chambre qui sont pourtant physionomistes n'arrivent pas à la distinguer l'un de l'autre. Il paraît que le « bleu » de la famille (...) a un « grain de beauté » très peu visible sur la joue droite, à hauteur du nez, et que c'est le seul signe extérieur particulier qui puisse le différencier d'avec le rapporteur de la constitution. Alors, provisoirement, les huissiers y ont renoncé.

Robert Danger, *France-Soir*, 04/12/1946

Tumulte à l'Assemblée

(...) Revenus de leur stupéfaction, les poujadistes réagirent assez rapidement et se refusèrent à quitter l'hémicycle au moment où le président, M. Garaudy, communiste, levait la séance de l'après-midi à 19 heures. Entourant leur ami, ils discutèrent ferme sur l'attitude à prendre. M. Le Pen, comme à l'habitude, paraissait décider à engager à fond la bataille :

- *Cette fois nous ne nous laisserons pas faire. Nous ferons de l'occupation.*

C'était malgré tout l'heure du dîner. Résolus à ne pas transiger, les poujadistes décidèrent de pique-niquer dans les travées et se firent apporter bières, sandwiches au jambon et œufs durs.

Alerté par la présidence de l'Assemblée nationale, le général Marquant, commandant militaire du palais, pénétra dans l'hémicycle et s'adressa courtoisement à M. Vignal en lui signifiant la décision sans appel de l'Assemblée, le privant de son mandat de député. (...).

Anonyme, *France-Soir*, 20/04/1956

B. L'imprégnation des pages Politique par les logiques d'enregistrement

Au-delà des séances de l'Assemblée nationale, ces logiques d'enregistrement imprégnaient une large partie des pages *Politique*. Celles-ci étaient essentiellement composées de discours politiques que les journalistes rapportaient selon une mise en forme identique à celle identifiée au sujet des compte-rendu parlementaire : l'unité de temps et de lieu. Trois autres dimensions de ce journalisme d'enregistrement peuvent alors être mises à jour.

1. *Rendre compte des congrès et des meetings.* Dans l'ensemble des quotidiens du corpus, et ce tout au long de la Quatrième République, les congrès des partis et autres meetings préélectorales faisaient l'objet de denses comptes-rendus. Il s'agissait là aussi de reproduire, de façon chronologique, de larges extraits des déclarations prononcées à la tribune de ces manifestations. On retrouve d'ailleurs les mêmes divergences entre quotidiens. L'ambition d'exhaustivité et de sobriété dans la restitution des interventions caractérisait tout d'abord les papiers du *Monde*. Cette intention fut à ce point marquée que les comptes-rendus et les analyses de ces événements étaient clairement dissociés, y compris lorsqu'ils étaient rédigés par le même rédacteur. Il ne servirait à rien de détailler à nouveau les registres privilégiés dans les comptes-rendus mais l'on peut, en revanche, s'arrêter sur les « chapô » de synthèse ou de commentaire, surplombant la narration chronologique des débats. A travers ces papiers analytiques, les journalistes s'autorisaient explicitement à juger de la performance oratoire des intervenants, de la pertinence idéologique des débats ou, plus généralement, de leur « sérieux ». Lors des assises du RPF en novembre 1952, Raymond Barrillon soulignait ainsi que « *M. André Malraux fit une rentrée un peu nerveuse* », qu'« *il n'était pas au meilleur de sa forme oratoire* » et que « *ce n'étaient plus les grandes envolées du visionnaire d'antan.* » (13/11/1952). De la même manière, les discours ou les disputes étaient parfois

interprétés au nom de leur fondement doctrinal. En réinscrivant les orateurs dans leurs traditions idéologiques, les journalistes se faisaient les *traducteurs*, voire les *exégètes*, du verbe et de la symbolique politiques. Il ne s'agissait dès lors pas tellement de rechercher les soubassements tactiques des différentes interventions que de souligner les convictions (ou l'absence de convictions) sous-jacentes :

M. Capitant réconcilie Marx et de Gaulle

Il a été longtemps reproché au RPF de ne pas avoir de doctrines politiques. Son chef, le général de Gaulle, lui a assigné dès l'origine des objectifs : la révision constitutionnelle, l'association capital-travail, la lutte contre les partis et les communistes... Mais à ces buts particuliers, il manquait une idée d'ensemble, une conception générale de l'action politique lui conférant la force et l'unité nécessaires. Cette doctrine, le RPF peut l'avoir désormais s'il suit la voix tracée par M. Capitant, qui a su, au cours de son intervention d'hier devant les assises nationales du parti, mettre son talent d'« orateur de choc » au service de son intelligence et de son imagination de juriste.

Pour M. Capitant, l'objectif principal du RPF – celui qui résume et assume tous les autres – doit être le changement du principe même du régime. C'est pourquoi ce que le Rassemblement a à accomplir n'est « ni une réforme ni un coup d'Etat, mais bien une révolution ». Injuste, le régime peut être réformé ; illégitime, il doit être renversé. (...) Mais de quel régime s'agit-il ? C'est ici que l'effort du doctrinaire est le plus intéressant. Il s'agit d'abolir à la fois « le double privilège qui définit et vicie le régime actuel (...) ». Et c'est ainsi que le RPF construira ensemble la démocratie politique et la démocratie sociale.

Jacques Fauvet, *Le Monde*, 12/11/1952

Au *Figaro*, les rédacteurs restreignaient également leurs comptes-rendus des réunions partisans aux informations publiques : déclarations à la tribune, contenu des motions en concurrence, résultats des votes des militants ou des cadres du parti, affrontements *manifestes* entre leaders ou entre tendances, etc. Si les journalistes renvoyaient parfois à des dissensions antérieures ou à des oppositions en coulisses, l'essentiel du papier portait sur les débats dont le journaliste était le témoin. Toutefois, à la différence du *Monde*, les rédacteurs du *Figaro* inséraient davantage d'éléments descriptifs (de l'ambiance, du décor, etc.) et s'autorisaient à énoncer certains apartés au sein même du compte-rendu. Cette dimension était particulièrement manifeste lorsqu'il s'agissait de couvrir les manifestations du PCF. Ainsi, lors d'un congrès d'avril 1950, Georges Verpraet mobilise-t-il différents indices pour souligner l'autoritarisme de la direction du Parti :

- La discussion ? Pas question de lever le petit doigt pour demander la parole. Pas question non plus d'interrompre l'orateur, sinon pour l'applaudir. (...)

- D'aucuns avaient prétendu que Maurice Thorez était en disgrâce. Je ne sais pas si son étoile a pâli au firmament du Kremlin. Mais ce dont je suis sûr, c'est qu'aux yeux des militants, celui qui est secrétaire général depuis vingt ans reste plus que jamais le chef. (...)

- Urnes ? Bulletin secret ? Allons donc ! Pourquoi s'encombrer ? Il est tellement plus simple de procéder par acclamations, à main levée. Rien de plus facile que de former un bureau politique.

Georges Verpraet, *Le Figaro*, 12/04/1950

Les pages *Politique* de *L'Humanité* restituaient, elles aussi, la dimension délibérative des congrès. Mais hormis les comptes-rendus denses et élogieux consacrés aux manifestations de leur parti, les rédacteurs s'intéressaient principalement aux réunions des formations dont ils s'estimaient stratégiquement ou idéologiquement les plus « proches ». Ils adoptaient, dès lors, des rhétoriques explicitement normatives qui stigmatisaient l'incohérence ou l'hypocrisie des discours, qui soulignaient les tensions internes, qui valorisaient les acteurs les plus favorables à de futures alliances. Les rédacteurs de ces comptes-rendus opéraient un travail de démarcation, destiné aux militants, distinguant l'offre idéologique du parti ainsi couvert et celle de leur propre formation :

La démagogie anti-Pinay de Guy Mollet...

... Cache mal son accord de fond avec la politique du gouvernement.

Guy Mollet a pris prétexte, hier à Lille, d'une manifestation à la mémoire de Roger Salengro, pour se livrer à son habituelle besogne de diviseur.

Le secrétaire général de la SFIO a feint, tout d'abord, de découvrir les résultats de la politique que notre Parti a dénoncée dès l'installation de Pinay et de son équipe : « 1952 est une année perdue (...) ». Tout cela est bel et bon et reflète les sentiments des travailleurs socialistes, mais n'autorise pas pour autant Guy Mollet à mentir en disant que cette politique a été « vigoureusement condamnée, dès le début de l'expérience Pinay, par le Parti socialiste. » (...) Par leur soutien à fond de la politique atlantique de guerre, les dirigeants socialistes portent une responsabilité écrasante dans l'exécution de toutes les mesures réactionnaires, qui en sont la conséquence. (...)

L'Humanité, 10/11/1952

Première journée du Congrès socialiste

(...) Lacoste en veut en particulier aux journalistes et notamment à un journaliste du *Monde* qu'il qualifie de « *naturalisé de fraîche date* » et de « *Syrien né à Bagdad* » (sic). Est-ce un poujadiste ou un ministre socialiste qui parle ? On peut, hélas, s'interroger. L'exposé de Lacoste est un long plaidoyer personnel sur les thèmes qu'il a déjà repris dix fois dans ses déclarations précédentes. Une fois de plus il répète : « *Parler (c'est-à-dire négocier), c'est... capituler !* » Longuement, très longuement, il reprend le détail de ses « réformes ». Si personne n'en a encore compris la portée et l'importance, c'est... que la publicité est mal faite ! Lacoste ne craint pas les formules les plus effarantes. (...) Tout cela est dit sur un ton coléreux et pour esquiver visiblement toute explication.

Georges Bouvard, L'Humanité, 29/06/1956

Quant aux quotidiens « populaires » (*France-Soir, Paris-Presses*), leurs comptes-rendus étaient généralement plus succincts mais conservaient une structure chronologique. S'ils restituaient de nombreux extraits de discours, ils se distinguaient par une attention soutenue envers les épisodes les plus spectaculaires ou les plus anecdotiques, permettant de mieux mettre en scène le déroulement des congrès ou des meetings. Les réactions du public étaient dès lors fréquemment rapportées ce qui donnait une dimension théâtrale à ces manifestations :

LES FEMMES mènent la danse à Mantes-la-Jolie

Mme Peyrolles (MRP) regrette que le ménage à trois du tripartisme ne soit pas à cinq.

Pour leur dimanche, les habitants de Mantes-la-Jolie furent gâtés. Ils avaient le choix entre 4 programmes de qualité : à l'Appolo, « Le Retour de l'Homme Invisible » (...); au Cinéma-Théâtre, « Trente et Quarante » (Georges Guétary et Gisèle Préville); à la Scène municipale, MRP (Bichet et Germaine Peyrolles), et à l'hôtel du Rocher de Cancale, Rassemblement des gauches (...).

Précisons que les deux derniers spectacles étaient gratuits et reconnaissons cependant honnêtement que seuls les deux premiers firent recette. Il ne faut sans doute voir là qu'une manifestation concertée des abstentionnistes du pays. Quoiqu'il en soit, deux femmes en chair et en os avaient la vedette à Mantes et réunirent un nombre respectable d'électrices et d'électeurs.

La salle municipale où Mme Payrolles, député, présentait son périlleux numéro, était tout à fait appropriée. Cette salle est, en effet, un gymnase et c'est au milieu des barres fixes et des barres parallèles, des anneaux, des cordes avec et sans nœuds qui pendaient tristement au plafond, qu'elle exécuta... ses adversaires. Élégante, sans ostentation, blonde, frisant le platine et la quarantaine, avocate de profession, elle s'est assigné la tâche de justifier la politique du MRP. Avec des intonations de voix qui, par moments, rappelaient Damia à la belle époque, Mme Germaine Peyrolles exposa, sans lasser l'auditoire, "la ligne normale du parti".

Pourquoi sommes-nous gaullistes, sans l'être tout en l'étant ? Pourquoi avons-nous été pour le tripartisme et pourquoi nous ne le serons plus ? Autant de questions délicates qu'elle abordait et résolvait avec maestria et le sourire. Faisant preuve d'une grande largesse de vue, elle affirma "que le ménage à trois qu'on critique tant aurait pu à quatre ou à cinq si les autres avaient voulu." (...) Et puis elle reprit le fil de son discours en faisant l'éloge de « notre camarade Georges Bidault » (sic.) et le procès de M. Duclos et compagnie.

Robert Danger, *France-Soir*, 05/11/1946

2. Répercuter la décision publique. Autre dimension de ce journalisme d'enregistrement : la restitution scrupuleuse de l'action législative et gouvernementale. Au-delà des séances parlementaires, les pages *Politique* couvraient les différentes arènes au sein desquelles étaient *officiellement* discutées et ratifiées les politiques publiques : commissions parlementaires, Conseil des ministres, Conseil économique, etc. Certes, les rédacteurs pouvaient rendre compte de projets gouvernementaux qui n'étaient pas encore finalisés, lorsqu'un ministre ou l'un de ses conseillers en livraient publiquement ou officieusement le contenu. De la même manière, à la veille des Conseils, certains journaux (*France-Soir*, *Paris-Press* et *Le Figaro*) faisaient preuve d'anticipation, en présentant leur ordre du jour. Mais l'essentiel des papiers consacrés à l'élaboration des lois, des décrets ou des plans pluriannuels étaient livrés au lendemain de leur officialisation, c'est-à-dire à la suite de leur « passage » devant l'une de ces instances, *légalement* habilitées à fixer les orientations législatives ou réglementaires du pays. En cela, les journaux reconnaissaient l'importance supposée de ces arènes et se posaient en intermédiaires de la communication institutionnelle.

Deux dimensions de ce travail journalistique méritent d'être soulignées. D'une part, bien que ces discussions se tinsent à huis clos, les journaux rendaient compte soit de leur

déroulement (la restitution était alors chronologique), soit de leurs conclusions (les mesures adoptées étaient alors exposés d'une manière relativement exhaustive et faiblement hiérarchisées). Les rédacteurs se contentaient donc le plus souvent de reproduire les communiqués fournis par les services de presse ou les porte-parole de ces institutions, en y ajoutant parfois, ici un commentaire critique, là une déclaration « confidentielle » de l'un des participants. Hormis lors de crises gouvernementales, justifiant un récit plus circonstancié des affrontements que les communiqués officiels dissimulaient, les comptes-rendus des Conseils des ministres étaient rédigés dans un style sobre et strictement factuel. On livrait les interventions successives des différents ministres, en n'omettant pas de détailler les projets de loi et les « mesures individuelles » (nominations administratives, etc.) soumis à l'approbation du Conseil. Cette restitution minutieuse des textes législatifs ou réglementaires constitue la seconde caractéristique de ce travail journalistique. En effet, indépendamment de l'orientation des quotidiens, tous s'efforçaient de reproduire les dispositions examinées, les mesures adoptées ou les points en suspens du fait de l'absence de consensus. Les journalistes n'omettaient généralement pas de chiffrer les montants budgétaires, de publier un large recueil de statistiques ou de s'attarder sur les dimensions les plus « techniques »¹⁴⁰.

LES PREVISIONS DE RECETTES FISCALES

M. Abelin a fait, hier matin, devant la commission des Finances, un assez long exposé sur la réforme fiscale proposée par le gouvernement. Il s'est attaché à montrer que ses effets devraient provoquer une baisse des prix et singulièrement une baisse des 213 articles servant au calcul du budget familial. La détaxe dont bénéficieront les produits alimentaires devrait notamment entraîner une baisse de 11 % sur le sucre et de 14 % sur l'huile.

Quant à la légère augmentation des prix industriels, elle ne devrait pas se répercuter sur les prix agricoles puisque les produits industriels nécessaires à l'agriculture ou bien ne varieront pas ou même diminueront (ficelles, moissonneuses-lineuses, engrais, etc.)

M. Abelin a ainsi chiffré les nouvelles prévisions de recettes :

[Tableau comprenant les recettes de 1952 et 1953 selon les différents impôts]

Soit, au total, 2 697 milliards de ressources purement fiscales auxquelles il convient d'ajouter les ressources exceptionnelles et produits divers (...).

Le Figaro, 01/11/1952

M. CLAUDIUS PETIT AUX MINISTRES :

IL FAUT CONSTRUIRE car sauver les immeubles existants par la majoration des loyers au-delà de 1954 ne suffit pas

LE « PLAN PETIT » :

- *Epargne-construction*
- *Participation des entreprises à la construction de logement pour les salariés*
- *Abaissement des taux d'intérêt*

¹⁴⁰ Dans *France-Soir*, certains problèmes soulevés en Conseil des ministres étaient parfois accompagnés d'un article rédigé par un reporter du service *Information générale*, censé illustrer l'implication des mesures gouvernementales sur le quotidien du public.

« Il est urgent que le gouvernement prenne les décisions qui s'imposent dans le domaine de la reconstruction ». Tel est le cri d'alarme jeté par M. Claudius Petit au dernier Conseil des ministres. Le ministre de la Reconstruction a déposé un plan. La conviction, la véhémence même, avec laquelle il l'a défendu n'a pas suffi cependant à emporter l'adhésion immédiate des membres du gouvernement qui ont demandé à « réfléchir ». Car certaines mesures, pour être d'un effet lointain – telle la prolongation des augmentations semestrielles au-delà de 1954 – n'en sont pas moins impopulaires. Un conseil de cabinet extraordinaire va donc passer au crible, dans la première semaine de novembre, les propositions de M. Claudius Petit.

I. – Mesures pour l'entretien des immeubles existants

A. – RATTACHEMENT DES LOYERS AU SALAIRE INTERPROFESSIONNEL GARANTI. – La loi sur les loyers votée le 1er septembre 1946 avait lié le taux des loyers à celui des salaires. Cette mesure avait, dès 1949, incité les propriétaires à reprendre les travaux d'entretien et de réparation. Or, selon le ministre de la Reconstruction, ces résultats se trouvent de nouveau compromis, « d'autant plus, a-t-il dit, qu'une augmentation assez générale des centimes additionnels locaux est venu aggraver les charges de la propriété bâtie. »

La loi de 1946 avait en effet fixé le loyer de base en fonction du salaire moyen départemental alors en vigueur, c'est-à-dire 12 000 francs.

B. – (...)

France-Soir, 01/11/1952

A travers cette ambition de reproduire de larges extraits des déclarations ministérielles ou de livrer l'agenda officiel des responsables gouvernementaux, les journaux manifestaient leurs conceptions d'un journalisme *légaliste*. Les discours des ministres acquéraient donc leur saillance journalistique non seulement parce qu'ils étaient censés refléter l'orientation idéologique des dirigeants mais surtout parce qu'ils incarnaient la parole de l'Etat.

3. S'instituer en arène du débat public. Confronter les lecteurs aux débats politiques n'impliquait pas seulement de reproduire les affrontements institutionnels. Il fallait également que le journal constitue l'un des moyens d'expression du personnel politique. Les « tribunes », livrant un discours débarrassé de toute intervention journalistique, répondaient à un tel objectif. Bien évidemment, cette ambition s'est déclinée en de multiples modalités. Tandis qu'un journal comme *Le Monde* s'efforçait, au nom de son « indépendance », d'ouvrir ses colonnes à un large spectre de personnalités¹⁴¹, *L'Humanité* se faisait exclusivement l'écho des déclarations officielles du Parti communiste et de ses principaux leaders. Pour un quotidien militant, les « tribunes » permettaient aux responsables du parti d'entrer directement en contact avec l'« opinion ». Pour un quotidien engagé mais non strictement affilié à un parti, elles offraient aux hommes politiques les plus « proches » du journal un moyen d'enrôler les lecteurs dans les combats parlementaires ou dans les controverses qui animaient

¹⁴¹ Les premières « Libres opinions » paraissent dans *Le Monde* du 4 juillet 1952 à l'occasion de la crise secouant le RPF, « afin de donner la parole aux différentes sensibilités gaullistes et à leur contradicteurs » (EVENO Patrick, *Histoire du journal Le Monde, 1944-2004, op. cit.*, p. 93).

un camp ou une coalition. Enfin, pour un quotidien à la coloration politique ténue, l'ouverture du journal à une large palette d'acteurs permettait de témoigner, non pas de son désengagement, mais de son impartialité et de la richesse de ses « exclusivités »¹⁴². Bien que ses éditoriaux et ses chroniques marquaient clairement ce journal à la droite de l'échiquier politique, *Paris-Presse* disposait, tout au long de la Quatrième République, d'une colonne quotidienne de « Libres opinions », ouverte à l'ensemble des parlementaires, à l'exception des communistes. Cette rubrique fut mise en place dès que le journal put bénéficier de quatre pages, le 28 juin 1946 et fut consacrée à l'époque parmi les rubriques majeures du journal :

A partir de demain, *Paris-Presse* offre à ses lecteurs chaque jour :

- Ses informations rapides et scrupuleusement exactes
- Les reportages de ses envoyés spéciaux et de ses correspondants particuliers dans le monde entier
- Ses grandes enquêtes sur les problèmes du jour
- Une nouvelle rubrique « A CHACUN SA VERITE »
- Les nouvelles aventures de DONALD DUCK par Walt Disney
- Les meilleures rubriques sportives

Et, chaque semaine, un article signé d'un des plus grands noms français ou étrangers de la politique : LIBRES OPINIONS.

Paris-Presse, 27/06/1946

Cette colonne prit rapidement place dans une page *Opinion*, spécifique à *Paris-Presse* et conçue sur le modèle des pages « *News analysis* » des quotidiens américains. Outre l'encadré « Libre opinion », cette page *Opinion* comprenait un éditorial, précédé de la mention : « Seul l'éditorial publié dans cette colonne exprime le point de vue du journal. Les autres articles de notre page Opinions n'engagent que leurs signataires ». On y trouvait également une longue revue de presse des journaux étrangers, « Le journal des journaux ».

Si *Paris-Presse* était seul à proposer un tel *digest* de la presse internationale, il faut remarquer que les revues de la presse française constituaient l'une des rubriques majeures de l'ensemble des quotidiens¹⁴³. Compte tenu de leur format, ces revues de presse témoignaient également de cette ambition de s'instituer en arène du débat public. Il s'agissait de compiler, dans un papier plus ou moins structuré et hiérarchisé, la plupart des éditoriaux ou des chroniques de politique intérieure parue dans les quotidiens de la veille ou, pour les journaux du soir, dans les quotidiens du matin¹⁴⁴. À cet égard, la presse militante ou la presse d'opinion était plus particulièrement « reprise » puisqu'elle était censée révéler les prises de positions

¹⁴² « *France-Soir* poursuit en exclusivité la publication d'une série d'articles du président Vincent Auriol qui, dans le clair et franc langage qui lui est propre, brosse un tableau des problèmes qui se posent à la France à l'heure où des décisions capitales vont engager son avenir. » (*France-Soir*, 15/04/1954).

¹⁴³ Soulignons que *France-Soir* ne proposait de revues de presse que ponctuellement, au lendemain d'événements majeurs. Ce n'est qu'à partir de 1956 que ce journal disposera d'une rubrique quotidienne : « Lu dans la presse ».

plus ou moins officielles des partis ou des « familles » de pensée. Tandis que les revues de presse du *Monde* se gardaient de jugement trop ouvertement exprimé¹⁴⁵, celles de *L'Humanité* (« Lu dans la presse ») étaient ponctuées de violentes attaques à l'encontre des éditorialistes qui n'étaient pas seulement des concurrents mais bien des adversaires. De la même manière, l'intitulé de la revue de presse du *Figaro* (« La presse parisienne commentée ») manifestait ce souci de discuter des points de vue des uns et des autres.

« Tribunes », « revues de presse »... la recension serait incomplète si l'on ne mentionnait pas, pour conclure, la large place offerte aux différents communiqués ou dépêches soulignant les « points de vue » ou les « réactions » que les hommes politiques souhaitaient faire connaître au public, via la presse. Les colonnes de brève fournissaient généralement une succession de déclarations communiquées à l'AFP ou ayant fait l'objet d'une « exclusivité » dans un journal concurrent. *Le Monde* soulignait, par exemple, son ambition d'exhaustivité dans cette restitution du débat public. Aussi, lorsque la faible pagination empêchait de satisfaire à cette exigence, les rédacteurs s'en justifiaient fréquemment auprès de leurs lecteurs :

LES POURSUITES CONTRE LES COMMUNISTES

Se déclarant « inquiet des poursuites intentées contre des militants syndicalistes (...) », le comité central de la Ligue des droits de l'homme « demande (...) »

[*La presse reçoit, depuis le début des poursuites, de nombreuses protestations ou pétitions émanant soit de groupements, soit de personnes privées et conçues dans le même sens que le communiqué de la Ligue ; mais il ne nous est pas possible de les publier.*]

Le Monde, 01/11/1952

Il serait cependant injuste de laisser croire que les pages *Politique* étaient simplement animées par ces logiques d'enregistrement du discours politique. D'une part, loin de n'être qu'une arène au débat public, les journaux participaient, on l'a vu, à ce débat. D'autre part, ils ne livraient pas seulement la dimension publique et officielle de la compétition parlementaire ou électorale. Les journalistes politiques s'efforçaient également d'informer leurs lecteurs des jeux de couloirs et des tactiques des groupes parlementaires, en somme de la face supposée « cachée » des luttes politiques.

¹⁴⁴ *Le Monde* disposait également d'une revue des hebdomadaires qui s'évanouira au cours des années 1980.

¹⁴⁵ L'intitulé de la revue de presse de *Paris-Presse* cherchait également à afficher une certaine impartialité : « A chacun sa vérité. »

§ 2. INFORMER SUR LES « JEUX » DE COULOIRS

Dans ce jeu parlementaire complexe, marqué par l'instabilité gouvernementale et par la succession de coalitions fluctuantes et hétérogènes (tripartisme, troisième force, etc.), les journalistes politiques cherchaient à recueillir un certain nombre de « confidences » leur permettant de connaître les « manœuvres » des groupes parlementaires, de mieux apprécier la situation politique, d'anticiper les bouleversements à venir. Néanmoins, ces confidences étaient rarement livrées telles quelles, au sein de rubriques d'échos telles qu'il pouvait en exister dans les quotidiens de la III^e République. Elles prenaient place, plus généralement, au sein des articles des chefs de service ou des couloiristes. Quoique souvent parcourus de critiques ou d'éloges à l'encontre des responsables politiques, ces articles se présentaient fréquemment comme de vastes panoramas des rapports de forces parlementaires, en dressant l'état des lieux d'une problématique ou d'un conflit en cours (crise gouvernementale, dissension dans un parti, difficultés à voter une loi de finances, tensions autour des politiques scolaire, européenne ou coloniale, etc.). Selon la composition de la majorité ou selon les questions en débat, ils synthétisaient des informations issues de sources distinctes, présentaient les stratégies et les marges de manœuvre des groupes parlementaires et suggéraient certaines hypothèses pour l'avenir. Il faut avouer qu'une telle dimension du travail journalistique concernait assez peu *L'Humanité*. À partir de 1947, avec le départ des ministres communistes du gouvernement Ramadier, ses journalistes s'attardaient peu sur les jeux d'alliance au sein de la Chambre ou sur les disputes dans les partis, sinon pour les dénoncer ou pour en indiquer la signification « réelle ». Par exemple, telle tractation des socialistes avec les députés MRP ou indépendants était censée révéler leur trahison de la classe ouvrière et leur inscription dans le camp « réactionnaire ».

En revanche, on identifie cette exigence de synthèse au *Monde*, au *Figaro*, et surtout dans les journaux « populaires », *France-Soir* et *Paris-Presse*. Leurs articles, placés en Une ou surplombant les pages *Politique* cherchaient à rendre plus lisibles les tensions à la séance de l'Assemblée, au sein du gouvernement ou, plus rarement, à l'intérieur d'un groupe parlementaire. Mais cette ambition pédagogique était relativisée par la complexité des papiers, articulant de multiples facteurs, du fait de la diversité des acteurs et des enjeux :

L'ASSEMBLEE REPREND CE MATIN LE DEBAT BUDGETAIRE

Le débat budgétaire commence vraiment. Le président de la commission des Finances a posé le problème de l'équilibre en termes nets et même incisifs. L'Assemblée nationale a ajourné la discussion de plusieurs budgets, celui notamment du ministère de la Reconstruction, signifiant par là qu'elle réprovoque la réduction ou le blocage de certains crédits.

(...) Il est vrai que tout le monde n'est pas aussi bienveillant que M. Paul Reynaud. Il se trouve des députés – parmi les MRP par exemple – pour penser qu'il vaudrait mieux mettre M. Pinay en minorité sur sa politique économique et financière que de risquer la chute de M. Robert Schuman. Le ministre des Affaires étrangères qui n'a pas bonne presse au Palais-Bourbon, serait menacé si le traité de la communauté européenne de défense était soumis à ratification. Ce traité a bien peu de chances d'être accepté par l'Assemblée. M. Herriot maintient ses critiques. Dédaignant le démenti que le Quai lui a infligé, il a récemment confirmé l'existence d'une annexe secrète. « Je l'ai eu entre les mains, a-t-il déclaré au bureau de son parti (...) »

M. Pinay, en dépit de ses affirmations de solidarité, est peu désireux de se faire tuer pour M. Robert Schuman. A tout prendre, il préférerait, on le conçoit, un autre point de chute que sa propre politique. (...) Tandis que, l'Assemblée déclarant que l'expérience a échoué, c'est à un autre homme politique que le président de la République devrait faire appel. (...)

Il est, d'autre part, tentant, dût l'orthodoxie financière en souffrir, d'être dispensé de voter aucune majoration d'impôts. C'est la force de M. Pinay de ne pas s'en tenir à cette formule. (...)

Georges Gombault, *France-Soir*, 05/11/1952

Outre cette ambition pédagogique, les chefs de service ou les couloiristes s'efforçaient avant tout de témoigner de leur fine connaissance de l'univers parlementaire et de leur capacité de prédiction. D'une part, on multipliait les références à des sources anonymes et supposées bien informées, afin de fournir des informations confidentielles, d'explicitier des « manœuvres » ou de livrer des points de vue officieux :

- « A l'heure où sont écrites ces lignes, on ignore encore la réponse des partis de gauche. On ne sera fixé que dans la journée. Mais **dans les milieux bien informés**, on estime que les SFIO et les communistes, pour éviter de jeter le MRP dans l'opposition viendront à composition. (...) » (*Le Figaro*, 20/09/1946)

- « **Le bruit courrait avec insistance** que [le général de Gaulle] laisserait entendre que jamais il n'avait autorisé l'Union gaulliste à se servir de son nom. » (*Paris-Presse*, 02/11/1946)

- « Toujours est-il que cette conception était dénoncée avec assez de fermeté par **les quelques hommes politiques avertis rencontrés dans les couloirs du Palais Bourbon** (...). » (*L'Humanité*, 07/12/1946)

- « **Dans les milieux officieux**, on a laissé entendre que la convocation du général Morlière à Paris était le prélude à une décision concernant le haut commandement en Indochine. (...) **Si l'on en croit certaines informations dignes de foi**, le prochain Conseil des ministres envisagerait de confier à des civils les hautes fonctions exercées là-bas par des officiers supérieurs. » (*Le Figaro*, 02/02/1947)

- « **Le bruit circule donc parmi les militants de la fédération de la Seine** que le retour de Maurice Thorez pourrait être retardé une fois encore. (...) » (*France-Soir*, 02/11/1952)

- « **Selon certains bruits**, accrédité par une agence étrangère, M. Maurice Thorez ne reviendrait en France qu'une fois tranchés les cas de M. Marty et de M. Tillon, et ainsi refaite l'unité du parti communiste » (*Le Monde*, 02/11/1952)

D'autre part, ces papiers d'analyse ou de synthèse étaient régulièrement ponctués d'informations livrées au futur ou au conditionnel. Même au *Monde*, pourtant marqué par ses impératifs de rigueur et d'exactitude, le chef du service, Jacques Fauvet, cherchait à divulguer les conclusions d'une réunion à huis clos, à souligner les calculs et les objectifs des groupes ou des leaders politiques, à devancer les « coups » des parlementaires et ainsi à se plonger dans l'avenir :

- « Il **est probable** que vers le milieu de la semaine prochaine M. Pleven, à la radio, **tiendra** à exposer dans quelles conditions il entend réorganiser le ministère de l'Économie nationale dont il devient titulaire. » (*France-Soir*, 08/04/1945)

- « Nous laissons entendre dès l'ouverture de la crise qu'un cabinet Robert Schuman **pourrait** être possible. Cette hypothèse semble prendre corps notamment chez certains MRP qui **verraient** d'un bon œil le ministre des Finances devenir président du Conseil. (...) » (*Paris-Presse*, 01/12/1946)

- « M. Henri Queuille **a l'intention** de présenter ce plan à l'Assemblée nationale et de solliciter sa confiance sur l'ensemble des mesures préconisées par le gouvernement, notamment sur la fixation de la date des élections, au 10 juin prochain. Le président du Conseil **n'hésitera pas** à jouer l'existence de son cabinet, pour faire triompher les mesures de redressement. » (*Le Figaro*, 31/03/1950)

- « D'autres démissions sont envisagées dans les couloirs de l'Hôtel de Ville, que nous indiquons sous toute réserves : ce **seraient** celles de (...). **L'intention a été prêtée** d'autre part à M. Bernard Lafay, député et conseiller RGR, de se présenter à la présidence du Conseil municipal le 17 novembre prochain, si du moins sa candidature pouvait faire l'union des groupes du centre. Sa décision **dépendrait** en partie de celle que prendra M. Coirre, l'actuel président, qui est toujours membre du RPF, tandis que M. Féron qui a assisté jeudi à la réunion des parlementaires « dissidents gaullistes » de l'ARS **serait** démissionnaire dans les prochains jours. » (*Le Monde*, 02/11/1952)

- « La tension est forte de part et d'autre : elle **devrait** provoquer la rupture. Mais, tactiquement, l'URAS **aimerait** mieux en laisser la responsabilité au MRP, et celui-ci à celle-là. (...) Mais, au mois de mai, lorsque le gouvernement **voudra** s'engager, en autorisant le président du conseil à poser la question de confiance, les ministres hostiles à la CED (ils sont quatorze, dit-on) **seront** contraints de se retirer. » (*France-Soir*, 15/04/1954)

Enfin, ces rédacteurs cherchaient régulièrement à discerner, dans les discours et les actions des responsables politiques, certains indices témoignant de leurs intentions sous-jacentes. Il s'agissait de décoder les manœuvres, de supputer les calculs que les groupes parlementaires ne souhaitaient pas exposer publiquement. Cette démarche journalistique concernait principalement les partis fortement disciplinés (PCF, RPF avant la scission de 1952) dont les dissensions étaient plus rarement exprimées à la tribune ou dans les couloirs des institutions. Face à cette difficulté de disposer d'informateurs loquaces au sein de ces partis, les journalistes faisaient alors l'exégèse des déclarations ou des mises en scène pour y déceler les *signes* révélant les objectifs « réels » (mais cachés), les inflexions dans le positionnement politique ou les évolutions dans les rapports de force internes.

- « Le désir des communistes **apparaît clairement** à la lecture de ce texte. La personnalité de M. Marcel Cachin, âgé de 76 ans et qui joue un rôle effacé dans la vie parlementaire, **indique** nettement que le parti communiste ne se faisait aucune illusion sur les chances qu'il avait d'emporter seul le fauteuil présidentiel. Mais, à la veille du Congrès national de la SFIO qui doit déterminer la position du parti socialiste en regard de la question gouvernementale, les communistes **entendent** marquer nettement **par ce geste** leur volonté de voir les deux partis d'extrême gauche conclure un accord sur les problèmes de l'heure et, au cas où cet accord ne pourrait intervenir, d'en rejeter toute la responsabilité sur le parti socialiste. » (*Le Figaro*, 04/12/1946)

- « Ce parallélisme des actes d'accusation [contre Marty et Tillon] **peut signifier** que le PC songe à lier de plus en plus le cas des deux hommes. » (*Paris-Presse*, 02/11/1952)

- « [Longs extraits d'un discours de Jacques Duclos sur le prolongement du "séjour" de Maurice Thorez en URSS]. **Sous-entendu** : "Maurice Thorez ne rentrera que lorsqu'il ne courra plus aucun risque." Tel est du moins l'explication que l'on donne aux militants et que "France-Soir" laissait prévoir dès hier matin. » (*France-Soir*, 09/11/1952)

- « **Un petit fait est significatif** : voilà quelques semaines, la Fédération communiste des Bouches-du-Rhône, fief de M. Billoux, organisa un petit apéritif d'honneur pour M. Maurice Thorez, venu en voisin. **Il n'est pas interdit de penser** que cette petite manifestation avait été souhaitée par l'intéressé lui-même. Mais, comme par hasard, M. Billoux n'y assistait pas. (...) Si d'aventure on apprenait, au cours de ce congrès, que M. Thorez renonce à son titre de secrétaire général, ce serait la consécration de la victoire de M. François Billoux. Sinon, c'est-à-dire si M. Thorez est "reconduit" avec les acclamations d'usage, l'étendard insurrectionnel de M. Billoux pourra se mettre en berne. » (*France-Soir*, 15/04/1954).

À travers ces procédés rhétoriques (référence à des sources anonymes, utilisation du futur et du conditionnel, exégèse de certains signes), les services *Politique* des quotidiens d'information témoignaient d'une ambition de distinction vis-à-vis de la concurrence. En livrant le contenu (supposé secret) de réunions à huis clos ou en devançant certaines annonces officielles, les principaux journalistes politiques cherchaient à déterminer, si possible avant les autres, quand le gouvernement serait renversé, quels seraient les prochains ministres, quels jeux étaient menés par les différents protagonistes. Cette logique de « scoop » était particulièrement manifeste à *France-Soir* ou à *Paris-Presse* dont les Unes valorisaient les informations « exclusives » ou les scénarios les plus vraisemblables. Aussi leurs couloiristes étaient-ils censés faire le « pointage », c'est-à-dire anticiper les attitudes des différents groupes parlementaires afin de soupeser la survie des gouvernements :

« Il y avait un gouvernement qui tenait à une voix et on a passé la nuit à téléphoner à M. Paul Montel qui était député PRL pour savoir s'il voterait pour ou contre le gouvernement, parce que sa voix était extrêmement précieuse. Donc les "pointages" étaient très importants. (...) Et alors, il y avait à l'époque quelque chose qui n'existe plus chez mes jeunes confrères, c'était le ratage. Quand [notre concurrent] *France-Soir* arrivait, on l'ouvrait et on faisait le point : "Ils ont eu ça, ils nous ont baisé là-dessus. Ah là, on est meilleur qu'eux !" Mais le ratage, c'était une faute professionnelle. On pouvait vous virer pour ça. » (Max Jalade, journaliste parlementaire à *Paris-Presse*, entretien n°65).

En revanche, au *Figaro* ou au *Monde*, ces « exclusivités » bénéficiaient plus rarement d'une telle mise en scène. Le « sérieux » de ces quotidiens imposait une certaine retenue dans l'exposition d'informations difficiles à recouper. De la même manière, à moins d'être officialisés par un communiqué, les scénarios futurs avancés par les chroniqueurs ou par les couloiristes étaient fréquemment formulés en tant qu'hypothèses. Cette prudence, manifeste dans l'ensemble des quotidiens, s'observait notamment dans la construction même des articles qui se présentaient parfois sous la forme d'un catalogue, numéroté, de suppositions :

Les socialistes voteront pour Thorez au 1er tour de l'élection du chef de gouvernement

1. Si le président du gouvernement décide de (...).
2. Si M. Thorez échoue, (...).
3. Reste le cas où, M. Thorez ayant été mis hors de cause (...).

Yves Grosrichard, *France-Soir*, 05/12/1946

Mais au-delà de ces impératifs de distinction ou de scoops, ce journalisme de « couloirs » pouvait également répondre à des objectifs plus politiques : mettre en doute certaines affirmations officielles ; témoigner de son indépendance à l'égard des formations politiques ; mettre à nu la face « cachée » d'un parti ; favoriser un allié en livrant, sous le sceau de l'anonymat, des informations susceptibles de nuire à ses rivaux ; révéler certaines tractations ou luttes internes pour mieux s'en offusquer, etc. Ainsi, dans les exemples suivants, les rédacteurs du *Figaro* soulignent l'incohérence de communiqués qu'ils livrent par ailleurs *in extenso*. En révélant le contenu officieux d'un Conseil des ministres, le chroniqueur s'empare du décalage entre la version officielle et ce compte-rendu confidentiel pour formuler ses critiques à l'encontre des politiques gouvernementales. De même, en maintenant ses affirmations concernant les tensions au sein du RPF, le couloiriste peut exprimer ses accusations contre la stratégie d'opposition au régime privilégiée par le général de Gaulle.

La question budgétaire demeure en suspens

On nous fera difficilement croire que le Conseil des ministres, qui a duré quatre heures, cette nuit, n'a traité que les questions secondaires qui figurent au communiqué.

L'examen des questions financières a, espérons-le, retenu l'attention du gouvernement. A ce sujet, bien des informations ont déjà paru, dont la plupart sont inexactes. (...) Le Conseil, si l'on en croit certains, a entendu un long exposé du ministre des Finances relatif à l'établissement du bilan de nos recettes et de nos dépenses. Un débat assez vif se serait engagé, une fois encore, sur les crédits militaires. Mais il n'est pas question, disons-le tout de suite, d'en supprimer d'un coup la moitié. (...)

Louis Gabriel-Robinet, *Le Figaro*, 02/02/1946

Sauver la face

Le bureau du groupe du RPF à l'Assemblée nationale a communiqué hier matin :

« Le groupe du RPF s'élève avec indignation contre la campagne de haine que mènent au mépris de l'objectivité la plus élémentaire le quotidien *Le Figaro* pour accréditer à force d'interprétations tendancieuses et mensongères la version d'une divergence entre le groupe et le général de Gaulle. (...) »

Cette explosion inattendue de hargne - inédite qu'elle est dans les annales des groupes parlementaires - serait, en toute autre circonstance, plaisante. Sa démesure démontre en effet à l'évidence que le bureau du groupe RPF (...) est gagné par un curieux accès de fièvre. (...)

Si mensonge il y a - et nos lecteurs comprendront que nous soyons contraints de nous en expliquer - voyons de quel côté cela peut-être. Un témoin direct des épreuves par lesquelles est passé le groupe RPF depuis dix jours a fait le récit que voici : (...) Tout cela est, par certains côtés, dramatique (...) mais aussi pitoyable, car il est démontré que le bureau du groupe RPF n'a pas d'autre but, par son communiqué d'hier, que de prolonger une fiction et de tenter de sauver la face.

Le Figaro, 13/03/1952

Au *Figaro*, cette exigence de divulgation est notamment manifeste dans le traitement du Parti communiste. Le plus souvent signés « XXX », donnant la parole à des dissidents anonymes, les papiers relatifs au PCF s'efforçaient souvent de révéler les décisions prises lors des bureaux politiques mais absentes des communiqués, d'évoquer les dissensions et les sanctions que n'avait pas encore relayées la presse communiste, etc. Cette insistance sur les thématiques

du « secret » et du « complot » participait bien d'un combat politique et visait explicitement à contrer les visions enchantées que *L'Humanité* portait sur l'action du Parti.

La fédération communiste de la Haute-Vienne hésite à exclure M. Guingouin

(...) M. Waldeck-Rochet, membre du comité central, la présidait. Toutes les mesures avaient été prises pour éviter les indiscretions.

Nous croyons cependant pouvoir affirmer que le but n'a pas été atteint, l'assemblée ayant jugé prudent de retarder encore la condamnation. Pourtant, (...) le bureau fédéral avait publié une note disant que Guingouin s'était emparé de fonds importants et les avait utilisés pour mener la lutte contre le parti. Hérésie, indiscipline et malhonnêteté, ces trois crimes paraissaient plus que suffisants pour motiver la décision.

Georges Guingouin détient trop de secrets et a en sa possession trop d'atouts. Il a trop d'amis dans le parti communiste et les groupements parallèles, notamment parmi les combattants de la paix, pour qu'on ne prenne pas de ménagements avec lui.

XXX, *Le Figaro*, 10/11/1952

Néanmoins, en dehors du Parti communiste, la plupart des rédactions s'intéressaient finalement peu aux différends à l'intérieur des partis ou des groupes parlementaires. Ces luttes étaient, certes, évoquées, analysées et commentées. Mais elles n'étaient érigées en événement (par un titre de *Une*, par un papier spécifique, etc.) que lorsqu'elles s'exprimaient ouvertement, par une indiscipline en séance, par une dispute lors d'un congrès, par la publication d'une « tribune » dans la presse ou par une sanction rendue publique. Compte tenu d'une configuration parlementaire éclatée en de multiples partis dont certains demeuraient faiblement structurés (radicaux, UDSR, Indépendants et paysans, « modérés » du PRL, etc.), l'attention des commentateurs se portait donc essentiellement sur les luttes entre les partis et non en leur sein. Dès lors, à l'exception de quelques ténors (Antoine Pinay, Pierre Mendès-France, Guy Mollet, etc.), l'information politique était faiblement personnalisée et s'intéressait rarement à la popularité des leaders politiques dans l'« opinion publique »¹⁴⁶. De même, peu d'acteurs extérieurs au microcosme parlementaire intégraient de telles synthèses, à l'exception peut-être des états-majors militaires ou des leaders du conflit algérien. Les syndicats, associations, lobbies, militants n'étaient cités qu'en tant qu'ils permettaient d'explicitier certains votes des groupes parlementaires. Le jeu politique, tel qu'il se donnait à voir dans les pages *Politique*, se déroulait donc « en interne », dans l'effervescence des séances, dans les conciliabules de couloirs et dans le huis clos des Conseils de cabinet. Les manœuvres que divulguaient les journalistes politiques étaient collectives et dirigées, non pas vers l'« opinion », mais vers les autres parlementaires. Ainsi, valorisant l'éloquence des

orateurs, évaluant la justesse des politiques publiques, les rédacteurs les plus chevronnés s'autorisaient également à juger l'efficacité des stratégies mises en place :

- « La tactique du MRP n'est pas moins subtile. Le "premier parti de France" espère bien garder ce rang et du coup conserver les leviers de commande en s'affranchissant, autant que faire se pourra, des deux autres grands. » (Jean Maurice, *France-Soir*, 05/11/1946)

- « Aussi le gouvernement a-t-il commis une erreur de manœuvre en présentant au Parlement des budgets civils pratiquement tous en augmentation. » (Jacques Fauvet, *Le Monde*, 08/11/1952)

Les tactiques étaient donc faiblement individualisées. De la même manière, il était assez rare que les hommes politiques soient rendus personnellement responsables d'une situation délicate ou favorable. À l'exception, à nouveau, d'un Pinay, d'un Mendès France ou d'un de Gaulle, peu d'acteurs se voyaient imputer une réussite ou un échec ; très peu étaient présentés comme incarnant la politique de l'Etat. Dès lors, peu d'hommes politiques étaient invités, par les journalistes, à se justifier ou à se distinguer auprès de l'« opinion publique ». La pratique de l'interview demeurait, en effet, marginale. Si les journaux pouvaient parfois publier des entretiens (avec des ministres le plus souvent), la plupart ne restituaient que les propos des interviewés, en ne signalant les questions que, sous une forme indirecte, dans un « chapô » introductif ou dans une phrase de transition entre deux déclarations¹⁴⁷. En somme, les pages *Politique* mettaient rarement en scène l'initiative journalistique, sinon par ces références aux informateurs « anonymes » rencontrés dans les couloirs. Ainsi le personnel politique ne s'adressait-il *directement* au public qu'à leur propre initiative, via la publication de « tribunes » ou de communiqués. De la même manière, en ne relevant que les propos (publics ou confidentiels) relatifs à la compétition politique, les journalistes politiques ne donnaient pas à voir les hommes politiques en dehors de leurs rôles institutionnels.

En guise de contre-exemple, il faut quitter le strict cadre des pages *Politique* et se diriger vers une séquence créée par *France-Soir* en 1949 : « Les potins de la Commère ». Animée par Carmen Tessier¹⁴⁸, cette rubrique quotidienne agençait quelques filets humoristiques censés raconter les nuits parisiennes ou livrer quelques anecdotes concernant

¹⁴⁶ On développera davantage ce point *infra*, lorsqu'il s'agira d'étudier la diffusion des sondages d'opinion. Tout au plus peut-on ici souligner qu'à l'exception de *France-Soir* et de *L'Express*, aucun journal ne commande ni ne publie de sondages au cours de la IV^e République. Cf. chapitre 4, section 1, § 2. B.

¹⁴⁷ Ce point sera davantage développé *infra*. Cf. chapitre 4, section 1, § 2. A.

¹⁴⁸ « Outre le reflet de la vie parisienne qu'elle donnait avec talent depuis son coup d'éclat auprès du général de Gaulle quand elle s'était mêlée aux veuves de guerre "pour l'observer de plus près", elle s'était fait remarquer pour une interview exclusive de Jacques Duclos, devenu vice-président de l'Assemblée nationale, avec lequel elle entretiendra toujours des relations privilégiées. » (COURRIERE Yves, *Pierre Lazareff ou le vagabond de l'actualité*, Paris : Gallimard, 1995, p. 508).

les personnalités du spectacle, du sport, mais aussi... de la politique¹⁴⁹. On découvre, au travers de ces quelques récits, certaines stratégies de présentation de soi des acteurs politiques puisque ces « aventures » leur confèrent une dimension chaleureuse et humaine, à mille lieux de l'austérité de leurs batailles parlementaires¹⁵⁰ :

Les quatre-vingt couverts de M. Caillaux

Le 23 avril, jour de la Saint-Georges, le président du Conseil, M. Georges Bidault, se rendra dans l'Indre pour remettre la Croix de la Libération à la charmante commune d'Argenton-sur-Creuse (5 710 habitants), réputée pour ses lingeeries et ses vins excellents.

La cérémonie se déroulera à l'hôtel de la gare. Le choix de ce lieu a plongé dans un abîme de désolation un brave Argentonnois, M. Caillaux, qui, avec le président, usa ses fonds de culotte sur les bancs (très durs) de l'école communale de Saint-Gilles. M. Caillaux est en effet propriétaire de l'hôtel Central, et il espérait fermement que le banquet se déroulait dans son honorable établissement.

Pour manifester sa stupeur, il a écrit au président qui lui a répondu par retour du courrier : « Hélas ! Cher Caillaux, ton hôtel ne contient que 80 couverts, et il m'en fallait 150 ; j'ai beaucoup d'amis ! Mais, je te promets, je viendrai dans l'intimité prendre le café avec toi ! »

Carmen Tessier, *France-Soir*, 19/04/1950

§ 3. S'ENGAGER DANS L'AFFRONTMENT POLITIQUE

A côté de ces logiques d'enregistrement du discours politique et d'analyse des jeux parlementaires, on identifie une troisième dimension dans le contenu des pages *Politique* des journaux de la Quatrième République : un journalisme qui prend part à l'affrontement politique. Certes, cette ambition figurait déjà, de manière ouverte ou latente, dans les aspects les plus informatifs du travail journalistique. D'une part, dans les comptes-rendus des débats parlementaires, les rédacteurs pouvaient favoriser certains acteurs en valorisant leurs discours ou en stigmatisant les interventions de leurs adversaires. D'autre part, en informant des jeux de couloirs, les journalistes pouvaient regretter les manœuvres « déplorables » des uns ou, au contraire, vanter le sens tactique ou les nobles ambitions des autres. Il existe donc une multitude de rhétoriques à travers lesquels les journaux peuvent manifester, plus ou moins explicitement, leurs préférences partisans ou idéologiques. Par conséquent, on ne cherchera pas à recenser l'ensemble de ces répertoires d'écriture qui témoignent des partis pris des

¹⁴⁹ Les informations diffusées par Carmen Tessier étaient fréquemment recueillies lors des réceptions qu'organisait le directeur de la rédaction de *France-Soir*, Pierre Lazareff : « Chaque dimanche, dans la maison qu'il avait louée à Louveciennes, il organisait un déjeuner auquel participait les vedettes les plus contrastées de l'actualité : hommes d'Etat étrangers, de passage à Paris, ministres français du moment, parlementaires de toutes opinions – ou presque –, hauts fonctionnaires, écrivains, peintres, metteurs en scène, acteurs ou comédiennes en renom. » (GOMBAULT Charles, *Un Journal, une aventure*, Paris : Gallimard, 1982, p. 48).

rédactions. Il s'agit plutôt de distinguer trois modalités d'inscription dans la compétition politique, c'est-à-dire trois types de rôles que les journalistes politiques purent endosser, selon leurs conceptions du métier et surtout selon les publics visés par leurs journaux respectifs. Bien sûr, dans aucune publication, ces rôles n'étaient exclusifs : selon les circonstances et selon la position du rédacteur dans la hiérarchie, certains registres s'avéraient plus ou moins légitimes. On constate néanmoins que les journalistes s'ajustaient aux orientations rédactionnelles de leurs journaux et privilégiaient logiquement l'adoption de tel ou tel rôle. Quels sont-ils ? Premièrement, l'intention peut être de mobiliser le lectorat afin d'ouvertement soutenir un homme, un parti, une idée. Cette démarche caractérisait, évidemment, la presse militante mais elle ne s'y réduisait pas. Deuxièmement, les services *Politique* pouvaient indiquer non pas quels étaient les acteurs à soutenir mais quels étaient les ennemis à combattre. Cette ambition caractérisait, par exemple, l'attitude quotidienne du *Figaro* à l'encontre du Parti communiste. Enfin, les journalistes politiques, et notamment les chroniqueurs des journaux d'*information*, se posaient souvent en autorité morale et s'autorisaient, au nom des attentes de l'« opinion publique » ou au nom de l'intérêt général, à juger le comportement des acteurs politiques. Détaillons à présent ces différentes déclinaisons de l'engagement journalistique.

A. Mobiliser l'opinion et prolonger les luttes parlementaires

Tout d'abord, les pages *Politique* d'un certain nombre de journaux étaient explicitement conçues dans l'objectif de mobiliser le lectorat derrière un homme, un parti, un projet politique. Certes, une telle conception du travail journalistique n'était partagée que par un nombre restreint de rédactions. En outre, même dans les journaux les plus militants, cette ambition ne pouvait suffire à résumer le contenu de leurs pages *Politique*. Enfin, cette exigence de mobilisation s'est faite plus ou moins saillante selon les époques. En effet, entre 1944 et 1946, la plupart des journaux ont été créés ou relancés afin de promouvoir l'action de certains groupes résistants ou certains partis politiques. Dans un contexte de reconstruction des institutions démocratiques, même un journal comme *France-Soir*, initialement élaboré par

¹⁵⁰ De la même manière, *France-Soir* usait également des illustrations pour rendre plus familiers et plus chaleureux certains responsables politiques. Ainsi, à la Une du numéro du 19 avril 1952, trois photographies montrant Antoine Pinay, en vacances sur la Côte d'Azur, cueillir une orange, la découper puis la manger.

le mouvement « Défense de la France »¹⁵¹, donnait des consignes de vote en faveur des candidats du Mouvement de Libération nationale. D'ailleurs, deux des directeurs du journal (Robert Salmon et Jean Jurgensen) figuraient en bonne place sur des listes de l'Union des mouvements de la Résistance aux élections municipales d'avril 1945. Le 20 avril, un encadré faisait alors la promotion de ces listes, en insistant sur leur dimension non partisane. Cet encadré était titré : « PARISIENS, VOUS VOTEREZ POUR LA RESISTANCE » et comprenait les photos des principaux candidats, dont celles de Salmon et Jurgensen. Tout au long de l'année 1945, les commentaires politiques manifestaient un ferme soutien en faveur des anciens groupes résistants et déploraient la reconquête du pouvoir par les vieux appareils partisans. De la même manière, bien que *France-Soir* pouvait témoigner de son impartialité dans ses comptes-rendus ou dans les articles de ses chroniqueurs (Yves Grosrichard et Georges Gombault), un certain nombre de papiers énonçaient précisément le programme politique promu par la direction du journal :

(...) Mais profitons de l'occasion pour exposer en quelques mots la politique économique que ce journal préconise. (...) Nous sommes favorables à la nationalisation, non pas pour fonctionnariser mais pour planifier (...). Nous souhaitons que le nouveau ministre de l'Economie nationale s'engage hardiment dans cette voie. (...)

France-Soir, 13/04/1945

Cependant, dès 1946, la dimension mobilisatrice de la plupart des journaux (*France-Soir*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Paris-Press* pour notre corpus, mais on pourrait y ajouter *Franc-Tireur* après 1947, *Combat*, *L'Aurore*, etc.) s'est fortement estompée. Certes, ils conservaient chacun leur « coloration » spécifique et, via leurs éditoriaux, prétendaient toujours défendre certaines valeurs ou certaines causes. Mais ils ne faisaient plus ouvertement campagne pour telle fraction politique et n'appelaient plus leurs lecteurs à faire porter leurs suffrages sur telle liste plutôt que sur telle autre :

Nous n'avons pas à dire à nos lecteurs à quelle liste ils doivent donner leur bulletin de vote. (...) Il faut faire bloc sur les listes des partis qui tout en voulant la justice sociale estiment qu'elle n'existera pas sans la liberté. Et surtout il faut voter.

Rémy Roure, *Le Monde*, 10/11/1946

Répétons, une fois de plus, que *Le Figaro* n'a de consignes à donner à aucun de ses lecteurs. Il ne s'agit pas de prudence, il s'agit de décence. (...) D'un journal comme le nôtre, l'électeur doit attendre l'ensemble d'informations loyales lui permettant d'établir son opinion. C'est là notre rôle, notre raison d'être, notre œuvre d'hier, d'aujourd'hui, de demain

Pierre Brisson, *Le Figaro*, 19/12/1955

¹⁵¹ Voir WIEVIORKA Olivier, *Une Certaine Idée de la Résistance. Défense de la France, 1940-49*, Paris : Le Seuil, 1995, pp. 353 sq.

Cette dimension mobilisatrice du travail journalistique s'observe donc difficilement dans les journaux revendiquant leur qualité de presse *d'information* et vantant le professionnalisme de leurs rédacteurs. Pour apprécier les modalités de ce type d'engagement, il faut donc se tourner vers la presse dite *d'opinion* (qu'elle soit ou non affiliée à un parti) et identifier dans quelle mesure ces journaux impliquaient le public dans les luttes idéologiques et parlementaires. Trois cas de figure peuvent être mis en évidence : valoriser l'action du parti (*L'Humanité*) ; servir de tribune à une personnalité (*L'Express*) ; susciter le débat et favoriser le regroupement des gauches (*France Observateur*).

1. Relayer l'action du parti. Dans les pages *Politique* d'un organe partisan comme *L'Humanité*, l'ensemble du travail journalistique avait indéniablement une finalité politique. À leur manière, les rédacteurs politiques participaient aux différents objectifs du Parti communiste : mobiliser les militants, élargir l'assise de sympathisants, interpellé les indécis, apostropher les adversaires, combattre la politique « réactionnaire » du gouvernement, interpréter le réel à l'aune d'un cadre d'analyse marxiste, etc. En somme, les pages *Politique* s'adressaient à des publics variés (militants et cadres du parti, sympathisants, « grand public », journalistes des publications concurrentes ou des revues de presse radiophoniques, personnel politique des autres formations, etc.), ce qui laissait entrevoir de multiples niveaux de lecture. Plus précisément, au travers des différentes rubriques ou des différents registres d'écriture, on identifie cinq « missions » dévolues aux pages *Politique* de ce quotidien.

Tout d'abord, les séanciers et les chroniqueurs étaient explicitement appelés à vanter le travail des élus communistes. Chaque jour, de nombreux articles soulignaient, auprès des militants, la combativité de leurs représentants et valorisaient la sagacité de leurs interventions. Les chroniqueurs parlementaires se devaient de mettre en évidence le décalage entre le langage clair et honnête des députés communistes et les manœuvres politiciennes des députés « réactionnaires », livrés à la défense des intérêts « dominants » :

Orientation à gauche ou glissement à droite

Ce qui apparaissait nettement toutefois, c'est que les interventions des délégués communistes par leur argumentation, leur sérieux, leurs précisions, avaient fait grande impression. On apprit que plusieurs problèmes avaient été particulièrement discutés : (...). Jacques Duclos, Waldeck Rochet (...) auraient répondu de bonne grâce aux demandes d'explication de Félix Guoin.

On soulignait justement dans les couloirs que les délégués communistes n'auraient pas manqué de faire observer que la reconstruction économique de la France avait toujours été un des soucis dominants de leur parti. (...) Un journaliste appuyait sur le fait que d'après des bruits particulièrement sérieux, dans le domaine de la politique extérieure, les explications fournies furent simples, claires et précises. On ajoutait que Jacques Duclos avait exposé la thèse de son Parti en matières financières et que son argumentation avait fait sensation. L'agriculture et le ravitaillement ne

manquèrent pas aussi d'être évoqués, tout au moins à ce que disait l'un de nos confrères, et Waldeck Rochet exerça, paraît-il tout son savoir.

André Carrel, *L'Humanité*, 01/12/1946

La deuxième tâche des rédacteurs politiques de *L'Humanité* était de relever et de répondre à certaines attaques formulées contre le Parti. Ces réponses pouvaient être formulées directement par la rédaction ; plus généralement, les journalistes s'appuyaient sur les réactions officielles du bureau politique ou de l'un des responsables concernés par ces attaques. Comme le souligne cet ancien couloiriste, *L'Humanité* s'apparentait à une arme dans le cadre des luttes partisans :

« Quand il y avait des attaques portées par les ministres ou par les membres d'autres groupes parlementaires contre les communistes ou contre les revendications des salariés, il fallait répliquer. Alors quelques fois, on allait à la recherche de la réplique du parlementaire communiste qui suivait ça. » (Jean Le Lagadec, journaliste parlementaire à *L'Humanité* à partir de 1955, entretien n°26).

L'enjeu d'une telle mise en scène des combats menés par le Parti fut de positionner les lecteurs en tant que témoins de la calomnie des « réactionnaires » ou de l'infidélité des supposés partenaires. Entre 1944 et 1947 ou lors des premiers mois du cabinet Mollet (1956-57), de nombreux papiers cherchaient à placer les socialistes face à leurs contradictions et à souligner leur « trahison » de la volonté populaire. Ils montraient que les tensions émanaient, non pas de l'intransigeance du Parti communiste mais des hésitations de la SFIO :

(...) Cette majorité existe. Il n'a tenu qu'à nos camarades socialistes d'en permettre l'affirmation en acceptant d'engager avec nous les pourparlers que nous avons proposés.

Aujourd'hui nous allons voir si les socialistes persévèrent dans leur funeste attitude. (...) Vont-ils provoquer le glissement à droite alors que le pays s'est prononcé pour une orientation à gauche ?

Pierre Hervé, 04/12/1946

Mais au-delà des batailles parlementaires, l'affrontement pour la conquête d'un soutien populaire se menait par journaux interposés. Dès qu'une critique ou qu'une information gênante était formulée dans la presse « bourgeoise » (*Le Figaro*, *France-Soir*, *Paris-Presse*, *L'Aurore*, *Combat*, *Le Monde*) ou socialiste (*Le Populaire*, *Libé-Soir*, *Franc-Tireur*), les rédacteurs prenaient soin de répliquer avec virulence à l'ensemble de ces accusations, parfois reprises dans les revues de presse radiophoniques. Il s'agissait de mettre en évidence les arrière-pensées partisans, la haine anti-ouvrière sous-jacente ou la résurgence de l'esprit vichyssois. Chaque dénonciation était alors qualifiée de « mensonge », ce qui supposait de rétablir la « vérité » pour qu'aucun doute ne puisse s'immiscer dans l'esprit du public :

L'Etoile du soir, journal raffiné dans l'art de la calomnie et de la félonie, dirigeait hier soir ses flèches contre la gestion du ministère des Anciens Combattants que dirige notre ami Laurent Casanova. (...) On se souvient de la pagaïe volontaire et de la gabegie de son prédécesseur, le triste Frenay.

L'Humanité, 01/12/1946

Les passes d'armes avec *Le Figaro* étaient régulières. *L'Humanité* appelait même parfois ses lecteurs à manifester leur désapprobation en détruisant les exemplaires de ce journal ou en manifestant sous ses fenêtres (mars-avril 1950). Cette utilisation du journal comme instrument de défense du Parti fut particulièrement saillante entre 1948 et 1953, lorsque les communistes durent faire face aux arrestations de leurs leaders et aux propositions de loi visant à interdire le Parti. De nombreux papiers appelaient alors les militants à redoubler d'efforts pour diffuser le plus largement possible le journal et ainsi témoigner du poids croissant du Parti dans l'« opinion ». En mettant en évidence l'existence d'un « complot » mené par l'ensemble des autres forces politiques, les rédacteurs de *L'Humanité* présentaient le PCF comme une « citadelle assiégée » nécessitant d'être unis derrière les responsables du Parti. Mais cette dramaturgie permettait aussi de souligner la justesse de leurs combats et de prouver qu'ils étaient les seuls à réellement représenter les intérêts des travailleurs.

Le troisième objectif explicitement assigné aux journalistes de *L'Humanité* était d'*informer* pour instruire, et donc *former*, le public¹⁵². En effet, les rédacteurs parlementaires et les rubricards spécialisés devaient faire preuve d'une rigueur particulière dans l'analyse des décisions politiques, en livrant une multitude de données chiffrées, en détaillant au maximum les textes ratifiés au Palais Bourbon ou en Conseil des ministres. Les anciens journalistes expliquent ainsi qu'à travers cette exigence de minutie dans la description et l'interprétation des décisions politiques, il s'agissait d'enrichir en permanence l'argumentaire des militants :

« J'avais une vision militante de ma responsabilité à l'égard des lecteurs. (...) Je disais [aux autres rédacteurs] : "Tu te rends compte que demain, un militant va prendre ce que tu donnes dans le journal comme argent comptant. Et il doit avoir raison. Il doit te faire confiance. Mais putain, tu dois à son égard sentir ta responsabilité et donc lui donner des choses vérifiées, vraies. Si ce sont des chiffres, il faut les vérifier. Il ne va pas promener n'importe quoi, se faire ridiculiser à cause de toi, parce que tu auras été maladroit ou paresseux." (...) Le militant, évidemment, il se reportait au journal pour avoir de l'argumentation dans leur vie de militant. » (Jean Le Lagadec, entretien n°26)

Favoriser l'action militante supposait donc d'afficher quotidiennement le positionnement officiel du Parti communiste sur la plupart des événements nationaux et internationaux. Mais cela impliquait surtout de livrer aux lecteurs une vision cohérente et magnifiée de l'activité au sein du Parti et notamment de la cohésion de son état-major. Aussi le journal devait-il dissimuler les dissensions ou alors rendre publiques certaines « autocritiques » de leaders

¹⁵² « Vous savez par expérience que votre journal d'avant ne dit pas la vérité. (...) La presse bourgeoise, dont c'est la raison d'être, continuera à mentir, à obscurcir le plus longtemps possible les chemins de la paix, de la démocratie, d'une vie meilleure. Pourquoi dès lors un ouvrier, un républicain, un Français résolu à défendre sa

ayant auparavant désapprouvé la « ligne » du bureau politique. Cependant, lorsque certaines dissidences ne pouvaient être tuées, la sanction ne se réduisait pas seulement à l'exclusion des « renégats ». Il fallait par ailleurs les discréditer en soulignant leurs fautes et leurs trahisons. *L'Humanité* s'employait alors à ce travail de dénonciation des « félons » (André Marty, Charles Tillon, Georges Guingouin, etc.) et de réaffirmation de la discipline au sein du Parti :

GUINGOUIN DEMASQUE

Mentant à son parti, il cachait depuis des années des sommes extrêmement importantes. D'où vient cet argent ? Dans quels buts de tels détournements ?

On sait qu'au début de l'année Guingouin a été écarté tant par la section de Limoges que par la Fédération de la Haute-Vienne de toutes fonctions responsables en raison de son opposition à la politique du Parti et à son travail de désagrégation contre le Parti.

Aujourd'hui Guingouin est démasqué.

La preuve est faite qu'il a menti systématiquement à son parti et qu'il s'est rendu en outre coupable de malhonnêteté. Depuis longtemps déjà, de nombreux militants se posaient des questions sur l'origine des ressources de Guingouin Mais, mentant systématiquement, celui-ci n'a jamais voulu donner la moindre explication.

Or, on vient aujourd'hui de découvrir que Guingouin cachait depuis plusieurs années des fonds extrêmement importants qui, d'après les premières révélations, dépasseraient plusieurs millions. (...) La réponse vient d'elle-même : Guingouin s'est emparé de fonds qui ne lui appartenaient pas pour entreprendre la lutte contre le Parti au profit des ennemis de la classe ouvrière et de notre peuple.

Après cela, on comprend pourquoi les journaux anticommunistes comme *Le Figaro*, *Franc-Tireur* et *Le Populaire du Centre* défendent Guingouin. Avant même ces graves révélations, qui démasquent définitivement Guingouin, toutes les cellules et sections de la Fédération communiste de la Haute-Vienne ont réclamé l'exclusion de Guingouin. Les faits montrent combien elles avaient raison.

L'Humanité, 02/11/1952

Servir d'interface entre le Parti communiste et ses adhérents constituait la quatrième mission des pages *Politique*. Mais cette communication ne prenait pas seulement une dimension « verticale » à travers laquelle *L'Humanité* donnait les instructions de l'état-major aux militants. En effet, les pages *Politique* comprenait un grand nombre de reportages valorisant l'action de communistes anonymes qui, ici, avaient multiplié les abonnements au journal dans leur circonscription, là, avaient organisé une manifestation festive ayant permis de recueillir de nombreuses souscriptions. Il s'agissait alors de dessiner la figure du militant idéal et d'encourager les cellules à se singulariser par la qualité de leurs actions sur le terrain. De la même manière, de nombreux encadrés consacrés à la « Vie du parti » prenaient un caractère de bulletin, puisqu'il s'agissait d'informer les lecteurs de l'ensemble des réunions, manifestations, rencontres, débats, etc., organisés par les cellules ou les fédérations locales.

vie et son foyer reviendraient-ils à sa lecture ? (...) [*L'Humanité*] renseigne et guide ceux qui la lisent ; elle les instruit et elle les grandit. » (Etienne Fajon, « A nos nouveaux lecteurs », *L'Humanité*, 02/04/1960).

Enfin, et c'est sans doute la dimension la plus spécifique des pages *Politique* de *L'Humanité*, celles-ci livraient quotidiennement les communiqués officiels du bureau politique ou de ses principaux leaders. Un grand nombre de papiers n'étaient donc pas signés puisqu'ils ne faisaient que reproduire les rapports préalables aux congrès, les propositions formulées par les parlementaires communistes ou les déclarations des dirigeants du Parti. De la même manière, figuraient de nombreux articles rédigés par des élus du PCF, mais sans que soit nécessairement mentionné leur statut de personnalité extérieure à la rédaction. D'un strict point de vue graphique, les pages *Politique* de *L'Humanité* ne mettait donc pas en évidence la distinction entre les écrits journalistiques et les interventions émanant directement du Parti. Cette indifférenciation manifestait alors ouvertement la conception léniniste d'un journal discipliné, organisateur des luttes et censé diffuser la parole du Parti. Mais cette parole n'était pas seulement destinée aux militants et aux cadres communistes ; elle visait tout autant un public extérieur (hommes politiques, journalistes, etc.) pour qui la lecture de *L'Humanité* permettait de connaître le positionnement officiel du PCF. Officiel mais également, parfois, officieux lorsque le Parti se trouvait dans une position inconfortable. Au début de l'année 1947, par exemple, quand ministres et parlementaires communistes appartenaient toujours à la majorité et ne remettaient pas en cause ouvertement la discipline gouvernementale, les dirigeants du Parti se servaient de *L'Humanité* pour signifier leur soutien aux grévistes et appeler le cabinet Ramadier à mettre un terme à la politique déflationniste.

Les journalistes de *L'Humanité* s'inscrivaient donc bien dans une démarche de mobilisation du lectorat et de renforcement de ses convictions. L'usage récurrent d'un « nous » rassembleur ou d'un « vous » prescriptif attestait l'ambition de dessiner les contours d'une communauté militante, appelée à lutter contre ses ennemis et à conquérir le pouvoir d'Etat. Bien sûr, cette dimension ne se manifestait pas seulement dans les pages *Politique stricto sensu*. Les rubriques *Social*, *Economie* et même *Information générale* relayaient les combats syndicaux, dénonçaient les choix économiques et interprétaient la plupart des faits de société, y compris les faits divers, à l'aune des schèmes marxistes. Cependant, le journal demeurait tiraillée entre cet objectif proprement politique et le souci d'un certain nombre de rédacteurs d'offrir un journal « normal », si possible attractif et rassembleur, via certaines pages supposées prisées des travailleurs : *Sport*, *Spectacles*, etc. :

« A partir de 1920, quand le PCF devient propriétaire du titre, la conception du prévaut, c'est la conception léniniste selon laquelle le parti est une avant-garde éclairée et le journal est l'organisateur des luttes. La question à se poser est donc : comment faire passer dans les masses les idées révolutionnaires ? En réalité, il y aura toujours un conflit non dit avec ceux qui partagent cette conception d'un journal organisateur des luttes mais

qui veulent, en même temps, faire un vrai journal. (...) Par exemple, est-ce qu'un journal communiste devait s'intéresser aux mouvements artistiques, écrire sur des pièces de théâtre bourgeoise – je dis "bourgeoise" exprès –, écrire sur le sport, écrire sur l'actualité des Etats-Unis alors que c'était le pays des vampires assoiffés de sang ? (...) Dans les années 1950, *L'Humanité* tire à 300 000 exemplaires ce qui veut dire un million de lecteurs. Donc ils savaient bien que leur million de lecteurs, et donc leurs électeurs, étaient des gens qui aimaient le sport, qui éventuellement aimaient la culture, etc. Donc ils savaient bien qu'il fallait faire un journal et non un tract militant. » (Maurice Ulrich, journaliste à *L'Humanité*, entretien n°18).

2. Offrir une tribune. Certains journaux prenaient ouvertement part aux luttes politiques sans nécessairement être affiliés à un parti. A travers l'exemple de *L'Express* des années 1953-56 et son soutien explicite aux combats de Pierre Mendès France, on identifie l'exemple d'un organe engagé non plus derrière une organisation particulière mais derrière un homme dont on valorise la rectitude morale, la singularité de la position et la pertinence des choix politiques. Bien sûr, on ne peut réduire les ambitions des fondateurs de *L'Express* (Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud) à cette seule entreprise de promotion de ce qu'on appellera plus tard le mendésisme. Au-delà de ces objectifs proprement politiques, ils étaient avant tout soucieux de rendre pérenne un hebdomadaire novateur d'un point de vue journalistique et si possible influent auprès des élites. En outre, il ne faudrait pas non plus s'imaginer que tous les papiers de politique intérieure étaient uniquement orientés vers ce travail de propagande. À cet égard, les articles hebdomadaires du rédacteur en chef Pierre Viansson-Ponté prenaient fréquemment cette tournure analytique que l'on distinguait dans les quotidiens d'information. L'exemple suivant témoigne bien de ces papiers qui étudiaient l'évolution des rapports de forces entre et au sein des groupes parlementaires¹⁵³ :

Dans les remous parlementaires

(...) Les gaullistes purs sont en principe contre toute concession nouvelle. En principe seulement. Un petit peloton d'entre eux voudrait revenir, envers le régime, à la tactique du cheval de Troie : entrer dans le jeu pour en prendre peu à peu le contrôle. (...) Jacques Soustelle lui-même entrerait dans un cabinet s'il estimait avoir des chances suffisantes d'en infléchir visiblement l'action. À part Jean-Louis Vallon, les plus irréductibles dans leur opposition ne sont donc pas ceux qui étaient les plus proches du général de Gaulle. (...)

Au centre, un événement symptomatique : Bernard Lafay a renoncé à constituer le « Centre Républicain » qu'il projetait de créer. C'est à la demande du Président Queuille qu'il a dû réfréner ses ambitions. Le vieux leader radical, dont l'unique but est l'Elysée, n'est nullement disposé à voir un membre de son parti entrer en lutte ouverte avec les chefs des indépendants, des paysans et de l'ARS. Chaque bulletin sera trop précieux, dans sept mois, au congrès de Versailles, pour qu'il soit possible d'adopter une attitude aussi offensive.

¹⁵³ D'après les nombreux ouvrages consacrés à *L'Express*, Pierre Viansson-Ponté s'opposait d'ailleurs fréquemment à certains choix de sa hiérarchie, au nom de ses conceptions du « professionnalisme » journalistique. Voir, par exemple, SIRITZKY Serge, ROTH Françoise, *Le Roman de L'Express. 1953-1978*, Paris : Atelier Marcel Julian, 1979, p. 42 et 49.

Les nuances sont plus délicates encore au parti radical que dans les autres formations. André Marie, moins de cinq ans après sa chute politique, parvient à la dernière étape d'une sensationnelle remontée. Si un radical devait, en définitive, succéder à René Mayer, son nom serait aussitôt lancé et bien accueilli, dit-on, à l'Élysée.

L'Express, 23/05/1953

L'Express n'était donc pas seulement le porte-parole de Pierre Mendès France. Il ne faudrait pas imaginer le leader radical fournir chaque semaine ses consignes aux dirigeants de l'hebdomadaire. Si *L'Express* ouvrit ses colonnes au discours mendésiste et appela à un vaste rassemblement autour de sa personne, c'est tout autant au nom des affinités personnelles entre Mendès France et Jean-Jacques Servan-Schreiber qu'en raison de l'opportunité, politique et commerciale, d'un tel positionnement du journal. Comme le rappelle Eliane Tourniaire¹⁵⁴, on peut identifier trois périodes dans cette valorisation de Mendès et du « mendésisme ». Ces périodes correspondent aux transformations de la configuration politique entre 1953 et 1956. Selon la position occupée par Pierre Mendès France dans le système parlementaire et donc selon les enjeux politiques du moment, les registres utilisés par les rédacteurs de *L'Express* pour manifester leur engagement auprès du leader radical ont alors évolué.

Entre la création de l'hebdomadaire en mai 1953 et l'arrivée de Mendès à la tête du gouvernement en juin 1954, *L'Express* s'est efforcé de construire l'image d'une personnalité atypique, susceptible de rompre avec les déplorables jeux parlementaires et de moderniser le pays. Certes, l'éditorial du premier numéro ne positionne pas le journal comme un organe de combat au profit de Mendès France. D'une part, une telle revendication aurait été trop restrictive pour asseoir la crédibilité d'un hebdomadaire initialement conçu comme le supplément du samedi des *Echos*, quotidien des milieux d'affaires créé en 1908. D'autre part, Pierre Mendès France ne disposait pas encore d'une stature suffisante pour rendre pérenne une telle ligne rédactionnelle. Néanmoins, dans ce premier numéro, il bénéficia d'une longue interview, annoncée en Une et censée exposer son projet politique. Ce fait mérite d'être souligné tant l'entretien constituait un genre marginal dans la presse française des années 1950. Mais très vite, un événement favorisa la présentation de Mendès en « homme providentiel », appelé à régénérer le régime et à satisfaire les attentes de la direction du journal (mettre un terme au conflit indochinois, arbitrer la question de la défense européenne, battre en brèche les « conservatismes », etc.). En effet, en juin 1953, soit moins d'un mois

¹⁵⁴ TOURNAIRE Eliane, « *L'Express* et le phénomène mendésiste », in BEDARIDA François, RIOUX Jean-Pierre (dir.), *Pierre Mendès-France et le mendésisme. L'expérience gouvernementale (1954-55) et sa postérité*, Paris : Fayard, 1985, p. 196.

après la parution du premier numéro de *L'Express*, Vincent Auriol proposait à Pierre Mendès France de prendre la tête du gouvernement. Il n'obtint pas l'investiture mais il bouscula les clivages en recueillant des suffrages issus de la plupart des groupes parlementaires. *L'Express* consacra alors une pleine page à cet événement, en insistant sur la « nouveauté » incarnée par Mendès et sur l'émotion qu'il suscita dans la Chambre. Cette page débutait par un « chapô » particulièrement élogieux puis donnait la parole à quatre « jeunes » députés ayant voté pour Pierre Mendès France en dépit des consignes de leurs états-majors. En soulignant l'admiration suscitée par Mendès France, *L'Express* valorisait ainsi sa capacité à constituer un vaste rassemblement et à transformer en profondeur les mœurs parlementaires :

L'AFFAIRE MENDES-FRANCE

Un homme jeune, 46 ans, « nouveau » parce qu'il avait refusé d'être ministre depuis sa retentissante démission de 1945, estimé de tous pour sa conduite pendant et depuis la guerre, a dressé tout haut le bilan des erreurs que bon nombre de députés établissaient depuis longtemps tout bas. Il en a tiré les conclusions, sous la forme d'un programme d'action, où pour la première fois tous les problèmes se trouvent liés. Il a été un moment la voix de la conscience de cette assemblée.

En parlant avec sincérité et conviction, en renonçant aux marchandages, il n'a pas rallié les 314 voix nécessaires à l'investiture mais il a permis à l'Assemblée de se réhabiliter. (...) Il est rare qu'un député parle en son nom. La plupart s'en remettent, d'habitude, aux chefs de leurs groupes pour décider l'attitude à prendre. Le 3 juin, ils se sont révoltés. Ils ont réalisé l'importance de leur position personnelle, et de leur vote dans le débat, en prenant parti pour le président désigné, Mendès-France.

L'Express, 07/06/1953

Politiquement et journalistiquement, la figure de Mendès était précieuse. D'une part, malgré son affiliation au groupe radical, il ne s'identifiait réellement à aucun parti. Cette absence d'ancrage trop marqué permettait de valoriser l'« indépendance » de ses points de vue et s'articulait avec l'ambition des dirigeants de *L'Express* de s'adresser à une clientèle politiquement diversifiée. La variété des collaborateurs et des chroniqueurs du journal témoignait bien de cette stratégie. François Mitterrand (député et ministre UDSR) ou Valéry Giscard d'Estaing (inspecteur général des Finances, de sensibilité libérale) intervenaient ponctuellement dans les colonnes de *L'Express* ; François Mauriac (intellectuel « proche » du MRP et censé attirer un lectorat catholique) fut sollicité dès son départ du *Figaro* en novembre 1953 et bénéficia d'un « Bloc-notes » hebdomadaire en avril 1954¹⁵⁵. D'autre part, n'ayant occupé aucune fonction gouvernementale depuis 1946, Pierre Mendès France pouvait incarner une forme d'opposition à ce régime instable, supposé impopulaire et empêtré dans la guerre indochinoise. À cet égard, les rédacteurs de *L'Express* soulignaient régulièrement les difficultés rencontrées par le cabinet Laniel (juin 1953-juin 1954) pour mieux revendiquer la

¹⁵⁵ SIRITZKY Serge, ROTH Françoise, *Le Roman de L'Express*, op. cit., p. 34.

nécessité d'un renouvellement du personnel et des pratiques politiques. Les pages « Documents », fréquemment composés de textes administratifs « confidentiels », soulevaient les nombreux problèmes que rencontraient le pays : rapports préfectoraux sur l'état « inquiétant » de l'opinion, rapport « censuré » sur l'Indochine, dossier sur la situation délicate de l'armée française, rapport sur les comptes de la nation, etc. Dès lors, Pierre Mendès France était régulièrement présenté comme un « recours » susceptible de prendre la tête d'une coalition fondée non pas tant sur l'appartenance partisane que sur la compétence et le volontarisme. Aussi, suite à la défaite de Diên Biên Phu en avril 1954, *L'Express* s'efforça-t-il de mettre en évidence la clairvoyance initiale de Mendès face à l'inconscience des gouvernants. Un débat parlementaire d'octobre 1950 dans lequel Pierre Mendès France annonçait la catastrophe à venir tandis que René Pleven (ministre de la Défense MRP en 1950 et en 1954) promettait la victoire future fut ainsi publié *in extenso*. Ce papier, titré « *Qui est responsable de la défaite ?* », était accompagné d'une photographie de Pleven.

Dès l'investiture de Pierre Mendès France en juin 1954, *L'Express* s'est explicitement positionné en relais de l'action gouvernementale. Une deuxième période, marquée par un net accroissement des ventes de l'hebdomadaire, s'ouvrait alors. Les rédacteurs politiques de *L'Express* manifestèrent leur soutien par différents registres. Outre les éditoriaux laudateurs de Jean-Jacques Servan-Schreiber, le journal s'est inscrit dans une démarche pédagogique visant à expliquer avec clarté les projets du nouveau président du Conseil¹⁵⁶. Par exemple, le programme économique de Pierre Mendès France fut exposé sous la forme d'une bande dessinée (26 juin 1954). Il s'agissait également d'affirmer le caractère moderne et novateur du « style » gouvernemental. Une rubrique « PMF » est ainsi constituée en juillet 1954 : outre que cet encart permettait de décrire avec minutie l'action du chef du gouvernement, il visait à promouvoir une image dynamique, en popularisant, par exemple, ce surnom familier sur le modèle américain (« PMF »)¹⁵⁷. Mais dès la fin de l'été 1954, le statut du journal vis-à-vis du gouvernement se modifie¹⁵⁸. En effet, malgré la vigueur des liens entre Pierre Mendès France

¹⁵⁶ Sur ce point, voir TOURNAIRE Eliane, « *L'Express* et le phénomène mendésiste », art. cité, p. 200.

¹⁵⁷ SIRITZKY Serge, ROTH Françoise, *Le Roman de L'Express*, *op. cit.*, p. 56.

¹⁵⁸ Pierre Mendès France s'était d'ailleurs publiquement désolidarisé de *L'Express*. A la suite du rejet par l'Assemblée du projet de Communauté européenne de Défense, il fut interpellé, le 30 août 1954, par un député MRP qui brandit un exemplaire de *L'Express* dont les éditoriaux prenaient clairement position contre la CED. Il fit alors la réponse suivante : « Je précise que, quelle que soit ma sympathie pour les dirigeants de *L'Express*, je ne saurais être rendu responsable de tout ce que publie ce journal. Je n'exerce aucune censure sur la jeune et sympathique équipe qui le dirige et m'a soutenu durant ces derniers mois, non sans ressentir parfois quelques inconvénients... Je ne me considère donc pas comme responsable de tout ce que publie cet hebdomadaire ! » (*Ibid.*, p. 57).

et Jean-Jacques Servan-Schreiber¹⁵⁹, les dirigeants de *L'Express* ne cherchaient pas seulement à promouvoir le travail gouvernemental auprès de l'opinion ; ils s'efforçaient également à peser sur les décisions politiques. On pourrait dire en quelque sorte qu'ils se faisaient les défenseurs d'une orthodoxie « mendésiste » face à la politique de Mendès France. Différentes réserves furent alors émises contre la politique coloniale (en Algérie notamment) ou contre les politiques économique et budgétaire. Un article du 4 décembre 1954, intitulé « On se rendort » fut même précédé d'une photographie montrant Pierre Mendès France assoupi.

La troisième période court de la chute du gouvernement Mendès France (février 1955) aux premières épreuves du cabinet Mollet (mars 1956). Tout au long de cette année, *L'Express* s'était ouvertement positionné en organe de combat visant à permettre la victoire d'un « Front républicain » aux élections de 1956. *L'Express* publia donc le premier article de Mendès France depuis son départ de l'hôtel Matignon. Il s'agissait également de manifester la popularité dans l'opinion d'un homme devenu impopulaire au Parlement. Cette stratégie s'observe à travers le courrier des lecteurs mais elle s'identifie surtout dans l'exploitation d'un dispositif quasiment inédit dans la presse française : les sondages d'opinion. En effet, jusqu'ici, seul *France-Soir* diffusait, à intervalles irréguliers, les résultats de telles enquêtes. Or les dirigeants de *L'Express* signèrent un contrat avec l'Institut français d'opinion publique (IFOP) et publièrent les résultats de quinze enquêtes entre le 27 octobre 1955 et le 2 janvier 1956¹⁶⁰. *L'Express* intervint enfin au cœur même des luttes entre au sein des partis. Mais l'enjeu n'était plus seulement de soutenir l'entreprise de Pierre Mendès France : il fallait surtout favoriser la constitution d'une coalition de la gauche non communiste. Comme le souligne Eliane Tourniaire : « *L'Express* privilégie les informations sur le parti radical, suit de très près ses congrès, qui d'ailleurs se prépare en partie dans ses locaux¹⁶¹, publie dans son numéro du 14 mai 1956 un appel solennel à l'adhésion de Pierre Mendès France. »¹⁶² Pour favoriser ce rassemblement et positionner *L'Express* comme l'un des organisateurs de ce regroupement, ses dirigeants décidaient de transformer l'hebdomadaire en quotidien et ainsi espéraient élargir la diffusion. Dès le premier numéro (le 12 octobre 1955), l'ambition politique du journal était explicitement formulée : l'éditorial fut confié à Mendès France tandis que François Mitterrand disposait d'une chronique intitulée « Notes politiques » et que

¹⁵⁹ Tout au long de la présidence de Pierre Mendès France, ils déjeunèrent ensemble chaque semaine (*Ibidem*).

¹⁶⁰ TOURNIAIRE Eliane, « *L'Express* et le phénomène mendésiste », art. cité, p. 202. Cette question de l'importation des sondages d'opinion dans la presse française sera davantage étudiée dans le chapitre 4.

¹⁶¹ Il faut rappeler que la sénatrice radicale Suzanne Crémieux était la femme de Robert Servan-Schreiber, co-directeur des *Echos* et oncle de Jean-Jacques Servan-Schreiber.

François Mauriac appelait les catholiques déçus du MRP à rejoindre ce « Front républicain ». La dissolution de l'Assemblée, décidée par Edgar Faure le 2 décembre 1955, inscrivit donc *L'Express* en instrument de mobilisation dans la campagne électorale. Suite au scrutin du 2 janvier 1956, le journal prit clairement parti pour la constitution d'un gouvernement de Front républicain et affirma son soutien au nouveau président du Conseil, Guy Mollet. Néanmoins, face aux difficultés financières, à l'éviction de Mendès France et aux renoncements du gouvernement sur la question algérienne¹⁶³, le journal abandonna soudainement son format quotidien. Redevenu hebdomadaire, son engagement direct dans la lutte politique s'est progressivement estompé. L'éditorial justifiant cette transformation de l'orientation rédactionnelle est exemplaire car, tout en soulignant la fierté d'avoir participé à la victoire de la coalition de gauche, il annonce l'infléchissement à venir du positionnement de *L'Express* :

Le sabordage de *L'Express*

(...) « *L'Express* » n'est pas un journal politique : il n'est inféodé à aucun parti, n'appartient à aucun groupement ni à aucun homme engagé dans la vie politique (...). Il n'est pas non plus, à nos yeux, un journal de pure information : nous n'avons jamais caché que nous avons une certaine optique des événements, que nous défendons des idées, un style d'action, une conception de l'avenir du pays. (...)

Le premier numéro de « *L'Express* » (...) est sorti des rotatives le 15 mai 1953. Sa ligne de conduite, son rôle et son espoir étaient résumés, en page 4, par l'interview d'un homme qui, modestement et presque dans l'ombre, les personnifiait sans avoir encore jamais eu l'occasion de les mettre en œuvre. (...) Mendès France n'a jamais eu aucun contrôle sur ce journal, il n'est pas plus responsable aujourd'hui qu'hier de ce qui s'écrit ici, sauf sous sa propre signature. Il est libre vis-à-vis de nous, comme nous le sommes à son égard. Il est simplement, depuis le début, un exemple, à nos yeux, de ce dont la nation est le plus tragiquement démunie – le courage. (...)

(...) A partir du 6 février 1955 [destitution de Mendès], le problème était de contribuer, activement, avec les moyens adaptés, à la préparation des élections toutes proches. C'est ainsi qu'au mois de mai nous avons commencé à prévoir la création d'un quotidien (...) comme instrument de combat pour l'année électorale. (...) La campagne électorale est arrivée, (...). « *L'Express-quotidien* » a joué son rôle. Il a été à l'origine de la seule force politique neuve et dynamique : le Front républicain.

Jean-Jacques Servan-Schreiber, *L'Express*, 9 mars 1956

3. Organiser le débat et fédérer les « gauches » : L'Observateur. Constitué par d'anciens militants de partis, clubs et groupuscules de « gauche » (Gilles Martinet, Claude Bourdet, Roger Stéphane, Hector de Galard)¹⁶⁴, *L'Observateur* a revendiqué, dès son origine,

¹⁶² TOURNAIRE Eliane, « *L'Express* et le phénomène mendésiste », art. cité, p. 201.

¹⁶³ Le 6 février 1956, à l'occasion d'une visite de Guy Mollet à Alger, une violente manifestation des colons a contraint le gouvernement à accepter la démission du nouveau ministre résident, le général Catroux, considéré comme « libéral ». Ce recul face à la pression des Européens d'Algérie fut violemment condamné par *L'Express*.

¹⁶⁴ Sur le militantisme et, plus généralement, la socialisation politique des quatre fondateurs de *L'Observateur*, voir TETART Philippe, *Histoire politique et culturelle de France Observateur. 1950-1964. Aux origines du Nouvel Observateur. I. 1950-1957* Paris : L'Harmattan, 2000, p. 11 sq. On peut notamment rappeler que Claude

son ambition politique mais non partisane. Ses fondateurs avaient en commun de vouloir défricher un espace intermédiaire entre le socialisme réformiste de la SFIO et la perspective révolutionnaire du Parti communiste. Aussi cet hebdomadaire fut-il censé à la fois fournir un éclairage engagé sur l'actualité et permettre d'organiser le débat entre différents acteurs politiques, intellectuels et syndicaux issus des « courants progressistes et socialistes de gauche »¹⁶⁵. L'éditorial du deuxième numéro restituait ainsi l'ambition, voire la profession de foi, des fondateurs du journal :

« L'Observateur » n'est pas l'organe d'un parti. Ceci n'implique pas que nous méconnaissons les nécessités de l'action politique et pas davantage que nous confondions objectivité et neutralité. Si ce journal se classe « à gauche », c'est que la vérité est rarement conservatrice. (...) Nous nous proposons d'ailleurs de donner la parole à des hommes de toutes tendances mais dont les témoignages nous paraîtrons également importants.

S'il remplit sa mission, ce journal deviendra un instrument indispensable à tous ceux qui - militants politiques et syndicaux, fonctionnaires, cadres économiques, membres du corps enseignant, médecin, avocat, etc... - veulent avoir une vue d'ensemble de ce qui se passe en France et dans le monde. »

L'Observateur, 24/04/1950

Cependant, issus d'univers idéologiques distincts, les rédacteurs de *L'Observateur* ne s'accordèrent réellement ni sur le rôle politique du journal, ni sur la nature de ses engagements. Cette hétérogénéité, génératrice de conflits, constituait cependant l'une des conditions de la survie de cet hebdomadaire : en garantissant un équilibre entre différentes tendances idéologiques, il pouvait ainsi attirer une certaine diversité de lecteurs et de collaborateurs. A cet égard, les frontières entre membres de la rédaction et intervenants extérieurs étaient peu marquées. Cette faible différenciation ne renvoyait pas seulement aux statuts des rédacteurs vis-à-vis du journal (salariés, pigistes, auteurs d'une tribune, etc.) ; elle correspondait surtout à l'absence de démarcation entre activité journalistique et activité politique¹⁶⁶. Comme le souligne Philippe Têtart, « Pour la période 1950-54, plus de 50 % des rédacteurs des rubriques politiques appartiennent à un parti ou en sont de récents dissidents. Il y a d'anciens communistes (...), des radicaux en rupture de ban (...) et des radicaux de gauche (...), des MRP exclus ou en passe de l'être (...) et, bien sûr, dominant largement, tout le kaléidoscope du socialisme de gauche avec des progressistes (...), des chrétiens de gauche

Bourdet fut vice-président de l'Assemblée consultative, Roger Stéphane fut chargé de mission auprès du ministre de l'Intérieur, Adrien Texier, tandis que Gilles Martinet était un ancien militant du PCF.

¹⁶⁵ *Ibid.*, p. 64.

¹⁶⁶ Cependant les fondateurs du journal abandonnèrent rapidement la perspective de fonder une nouvelle force politique autour de *L'Observateur*. En effet, pour les élections législatives de 1951, Claude Bourdet et Gilles Martinet contribuèrent à la constitution d'un Cartel des gauches indépendantes et neutralistes qui ne recueillit que 0,45 % des suffrages. Cet échec, articulé aux difficultés commerciales du journal (moins de 15 000 exemplaires ont été vendus, en moyenne, en 1951), marqua la fin, au moins provisoire, des aventures partisanes.

(...), des trotskistes (...), des membres de l'ancien PSU (...), de l'ex-RDR (...), de la JR (...), des affidés du Centre des Gauches Indépendantes (...). »¹⁶⁷

Dès son premier numéro, *L'Observateur* disposait cependant de pages « Politique intérieure » dont les papiers ne laissaient pas toujours transparaître les points de vue des rédacteurs. Peu d'articles s'inscrivaient dans un registre ouvertement polémique ou encenseur. Au contraire, la plupart se présentaient sous la forme de sobres et longues analyses des rapports de forces parlementaires, des propositions de lois en discussion, des programmes ratifiés lors des congrès de Partis. À la différence des quotidiens étudiés, les luttes internes et les choix stratégiques des différents partis de « gauche » retenaient fortement l'attention des rédacteurs de *L'Observateur*. Une question sous-tendait fréquemment l'examen de ces forces politiques : leur positionnement permettait-il la constitution d'une véritable coalition à « gauche » ? Par exemple, le 13 avril 1950, Gilles Martinet étudie le congrès du Parti communiste en soulignant certaines contradictions dans l'opposition radicale au régime. Le 22 juin, c'est au tour de Jean-Marie Domenach d'interroger la possibilité de construire un véritable mouvement de la gauche chrétienne. Quelques années plus tard, le 2 avril 1953, Gilles Martinet regrette que le retour en France de Maurice Thorez ne s'accompagne pas de la formulation d'un véritable plan d'action pour mener la « gauche » à la victoire :

(...) Il est donc normal que l'on attende de Maurice Thorez qu'il commence par tracer les perspectives générales qui manquent actuellement au parti. Ne plus agir en fonction des coups portés par le gouvernement, ne plus se laisser imposer la manœuvre par MM. Pleven, Brune et Martinaud-Deplat (...), ne plus se contenter de phrases sur « le renversement de la situation politique » mais montrer aux masses comment ce renversement pourra intervenir, lier la lutte défensive du moment à la préparation d'une future offensive, tels sont les principes évidents d'un redressement éventuel de l'action communiste en France. (...)

Gilles Martinet, *L'Observateur*, 02/04/1953

Cette perspective du rassemblement des « gauches » constituait donc bien la thématique structurante de *L'Observateur*. Elle était d'ailleurs particulièrement saillante lorsque les gouvernements entraient en situation de crise ou lorsque un scrutin approchait. Bien que les frontières de cette union ne suscitassent pas de consensus au sein de la rédaction (fallait-il ou non inclure le Parti communiste ?), cette exigence accompagnait fréquemment les analyses critiques des politiques gouvernementales, en matière économique, sociale et coloniale :

¹⁶⁷ TETART Philippe, *Histoire politique et culturelle de France Observateur*, op. cit., p. 54. L'auteur explique d'ailleurs plus haut que « Le concept de *L'Obs* empêche foncièrement la maîtrise des frontières entre journalisme et politique. (...) Né dans et à cause du politique, *L'Obs* est donc politique par essence. Seul le principe d'indépendance peut être respecté. A aucun moment du reste l'hebdo ne dépendra organiquement d'un parti. » (*Ibid.*, p. 53).

- En prenant pour l'effet de la crise ce qui est en réalité, pour une large part, sa cause, on évite d'avoir à énoncer et à appliquer un programme social. M. René Mayer ne doit donc pas s'étonner de se voir reprocher de pratiquer une politique de facilité. Il est simplement dramatique que ceux qui aperçoivent les méfaits de cette politique et qui les dénoncent ne sachent pas s'unir pour en imposer une autre.

Claude Estier, 26/03/1953

- L'opposition croît et trouve sans cesse aliment dans l'imprévoyance ou la malfaisance gouvernementale. (...) On découvrira alors que le ghetto dans lequel on s'obstine à enfermer les communistes est fragile (...). Les 25 % de suffrages communistes ne peuvent plus être négligés par ceux qui, renonçant enfin à la politique du pire (...), voudront tenter de reconstruire le pays.

Roger Stéphane, 30/04/1953

A partir de 1955, la tonalité des articles s'est faite plus mobilisatrice. Deux enjeux justifiaient ce positionnement en tant que « plate-forme » centrale des revendications de « gauche » : la perspective des législatives de 1956 ; le développement croissant du conflit algérien face auquel *L'Observateur* défendait une ligne strictement anti-coloniale¹⁶⁸. Le journal appelait ainsi à la constitution, non pas d'un « Front républicain » comme *L'Express*, mais bien d'un nouveau « Front populaire » qui associerait communistes, socialistes et radicaux. L'échec d'une telle coalition puis l'incapacité du gouvernement de Guy Mollet à initier de profondes réformes en Algérie entraînaient alors de virulentes critiques de la part des rédacteurs de *L'Observateur* :

Qui favorise le Front populaire ?

(...) Afin de ne laisser planer aucune équivoque sur notre attitude, nous précisons une fois de plus :

1. Que nous avons été partisans de l'union des gauches et donc de l'alliance avec le parti communiste, alors que ce parti soutenait encore que la notion de gauche était une notion « dépassée » ;
2. Qu'à cette époque, comme aujourd'hui, nous n'avons jamais cessé de prendre le parti communiste « comme il est » et non comme tel ou tel d'entre nous pourrait souhaiter qu'il fût ;
3. Que nous avons agi de la même manière à l'égard du parti socialiste et des autres formations susceptibles de constituer le nouveau Front populaire ;
4. Que cette position réaliste ne nous a jamais empêchés de dire librement ce que nous pensions des positions adoptées par les dirigeants de ces organisations ou par certains de leurs membres ; (...).

France-Observateur, 01/02/1956

L'Observateur ne constituait donc pas une simple tribune ouverte aux acteurs de la « gauche ». Certes, à travers la variété des collaborateurs et des intervenants, ce journal pouvait offrir une arène aux débats, idéologiques et stratégiques, qui animaient les forces « socialistes » et « progressistes ». Mais l'enjeu pour les fondateurs de l'hebdomadaire était surtout d'être à l'initiative des revendications et de se poser en acteur politique à part entière. Loin de simplement relayer les débats, ils s'efforçaient régulièrement de le susciter :

¹⁶⁸ Pour ne prendre qu'un exemple, *L'Observateur* publia le 5 janvier 1956 un texte de Oreste Rosenfeld prononcé devant le congrès extraordinaire de la SFIO et intitulé : « Il faut reconnaître le fait national algérien ».

Nous n'avons cessé de dire, dans ce journal, que notre opposition à la CED et notre hostilité à l'égard des plans de M. Jean Monnet ne signifiaient pas que nous rejetions toute perspective européenne. Le moment semble être venu de préciser ce que pourrait être, face aux opérations réactionnaires qu'encourage et soutient le gouvernement de Washington une politique de regroupement des forces ouvrières et démocratiques de l'Europe. L'article de Pierre Naville, que nous publions ci-dessous, ouvre un débat qui se poursuivra au cours des prochains mois.

France-Observateur, 08/02/1956

Cette démarche d'organisation du débat prit des formes variées. Elle se manifestait dès la création du journal par les froides analyses précédemment relevées. Elle s'identifiait également à travers la publication croissante de reportages. Les questions politiques n'étaient donc plus seulement abordées sous le prisme des programmes partisans ou des documents administratifs ; c'est à partir d'un travail d'observation des réalités sociales (des conditions de travail des saisonniers algériens à l'ouverture des classes de neige aux enfants d'ouvriers) que pouvait être fondé le discours politique. Enfin, les rédacteurs de *L'Observateur* en appelaient à la participation de leurs lecteurs. Il s'agissait, par exemple, d'inviter le lectorat à réfléchir aux stratégies les plus efficaces pour lutter contre le poujadisme (boycotter les commerçants les plus vindicatifs, répondre à certaines de leurs revendications, organiser des contre-manifestations, etc. ?) :

Notre journal, qui s'est toujours placé sur le terrain de l'union des gauches, a donc décidé d'ouvrir, dès la semaine prochaine, un grand débat auquel nous souhaitons que participent le plus grand nombre possible de lecteurs.

France-Observateur, 25/01/1956

B. Combattre l'adversaire : Le Figaro contre le Parti communiste

Il convient à présent de saisir comment les journaux qui revendiquaient leur statut de presse d'*information* intervenaient dans le débat public. En effet, ces journaux ne pouvaient manifester trop ouvertement leur partialité. Autrement, ils risquaient de voir remise en cause l'« objectivité » ou l'« honnêteté » de leur travail informatif (entretiens n°32, 55, 62 et 65) et ainsi restreindre leur lectorat à une base militante. Pour autant, cela ne signifiait pas que tout parti pris était proscrié ou limité aux seuls éditoriaux ; aucune rédaction ne se réclamait d'une stricte « neutralité ». Ainsi certains quotidiens se distinguaient-ils par leur engagement dans différents combats, au nom d'un socle de valeurs supposées partagées : République, démocratie, liberté, justice, etc. Cette dimension du travail journalistique caractérisait bien l'attitude du *Figaro* à l'encontre du Parti communiste. Si ce journal n'appelait pas ouvertement ses lecteurs à soutenir une formation particulière, il désignait en revanche

clairement l'identité de l'ennemi. Cette lutte, menée non seulement contre les idées communistes mais surtout contre les acteurs qui s'en revendiquaient, prenait un caractère quasi-missionnaire, notamment sous la plume de Pierre Brisson, directeur et éditorialiste, qui n'intervenait pourtant que rarement dans les colonnes de son journal :

« Ce que nous combattons est notoire. On sait que l'intolérance reste notre ennemie, quel que soit son visage. (...) Réclamant avec une persévérance qu'aucune déception ne saurait lasser l'union des Français contre le communisme, nous ne concevons cette union, cela va de soi, qu'avec un ralliement de la classe ouvrière dû au constant progrès de son sort.

Au cours de cette campagne électorale, nous dénonçons, chaque fois qu'elles apparaissent, les supercheries, affirmations gratuites, falsifications et fausses promesses de la démagogie. Deux pages quotidiennes y trouvent leur plein emploi.

Le fossé que l'intérêt électoral cherche à creuser entre une droite et une gauche françaises n'est qu'une fiction de circonstance – une pernicieuse fiction. La réalité centriste reste le fondement de la réalité politique française. (...)

Pierre Brisson, *Le Figaro*, 19/12/1955

Ce registre de dénonciation n'était pas seulement l'apanage des éditoriaux. Parfois teintée de polémique, cette évocation de la « menace » communiste imprégnait également de nombreuses rubriques, des pages *International* soulignant l'emprise croissante de l'URSS, aux pages *Informations politiques et questions sociales* décrivant les manœuvres du PCF et de la CGT. Par exemple, les rédacteurs du service *Outre-Mer* justifiaient fréquemment la politique coloniale de la France au nom du danger de l'installation d'un pouvoir communiste :

Accueil très réservé au Maroc

(...) Cette politique livrerait les Européens, quels qu'ils soient, à l'arbitraire d'un pouvoir hostile sur lequel l'Istiqlal ferait peser son continuel chantage. Il n'est pas du tout certain qu'un tel Maroc ne se laisserait pas gagner par le communisme. (...) Il n'est pas certain que ce Maroc ne connaîtrait pas de révolutions sanglantes (...).

Henri Duquaire, *Le Figaro*, 10/11/1952

Combattre le Parti communiste constituait donc l'une des « missions » principales du journal. À ce titre, les rédacteurs du *Figaro* ne se contentaient pas d'argumenter contre cette « menace ». Ils mettaient également en scène leur lutte en informant leurs lecteurs des campagnes de dénigrement menées par la presse communiste et des actions militantes contre le journal. Cette dramatisation permettait de souligner le rôle majeur du *Figaro* dans le camp de l'anti-communisme. Elle atteignit son paroxysme en avril 1950, lorsque *L'Humanité* et *Ce Soir* appelèrent quotidiennement leurs « camarades » à empêcher la parution du *Figaro*. Pendant plusieurs jours, ces attaques furent dénoncées à la Une du journal et justififièrent de nombreux éditoriaux et articles. Au terme de cet épisode, la manchette du 10 avril annonça que « *Le Figaro* dépos[ait] une plainte contre *L'Humanité* et *Ce Soir*. »

Cette logique de combat impliquait en outre une certaine forme d'exhaustivité et de pédagogie dans la description de la nébuleuse communiste. Il s'agissait alors de fournir de nombreuses informations servant à décrire le fonctionnement réel du Parti communiste, ses ressources, ses luttes internes, son autoritarisme, ses relations avec l'URSS :

CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR LE PARTI COMMUNISTE... pour le mieux combattre

(...) Le but de la documentation réunie dans cette page est de rappeler la structure, l'organisation, les moyens d'action et les méthodes d'un parti dont le seul objectif est la prise du pouvoir. Nous nous bornons ici aux faits et aux textes officiels ou tirés de la presse communiste.

Le Figaro, 02/05/1950

Les moyens d'action du parti milliardaire

(...) Il n'est donc pas inutile de rappeler que le PC ne s'insère pas dans la communauté nationale, qu'il est un instrument aux mains de l'URSS et qu'il ne dispose de moyens d'action sans aucune mesure avec ceux de tout autre parti. Sa campagne fracassante [pour le référendum constitutionnel] menée depuis quelques semaines fait apparaître aux yeux de tous les Français, inondés de tracts et de brochures, saturés d'affiche, touchés à domicile par les numéros spéciaux des journaux du PC, que l'ampleur des ressources nécessaires à cette gigantesque entreprise suffit à en déceler l'origine.

XXX, Le Figaro, 08/09/1958

Cette ambition se manifestait également dans le choix des « Grands documents » que publiait *Le Figaro*. Cette politique du « Document » constituait l'une des spécificités de ce journal. Pendant une semaine et parfois plus, une pleine page quotidienne était composée à partir des « bonnes feuilles » d'un ouvrage récemment paru ou à partir de textes et témoignages exclusifs permettant de mieux appréhender un épisode historique ou de mieux cerner une problématique contemporaine. Aussi un certain nombre de ces « Documents » étaient-ils censés témoigner des ambitions actuelles du PCF ou de son positionnement ambigu aux premières heures de la Seconde Guerre Mondiale :

« L'orientation, extraordinaire dès le départ, était l'anti-communisme. On était contre toute dictature. Et la dictature la plus dangereuse qui était en vue, c'était le bolchevisme. Alors ça a valu au *Figaro* beaucoup de difficultés. Lorsqu'on a dit que Mme Ginollin avait demandé en 1940 aux Allemands l'autorisation de faire reparaître *L'Humanité*, alors là quel déchaînement ! On nous a dit que ce n'était pas vrai, que c'était une fausse pièce, etc. Et lorsqu'on a publié les mémoires de Von Schontzitz, ah !!! Vous ne pouvez pas savoir ce qui s'est passé, mais on venait nous menacer ! » (Jean Griot, entretien n°55).

De la même manière, les pages *Politique* du *Figaro* restituaient avec minutie les rapports parlementaires censés démontrer la « trahison » du Parti communiste et ainsi attester du bien-fondé de son interdiction :

UN REQUISITOIRE ECRASANT

(...) Jamais avec autant de précisions les faits n'avaient été rassemblés de façon aussi frappante. Jamais non plus, répétons-le, la Chambre n'avait été saisie d'un problème qui est, aujourd'hui, un problème essentiel pour la vie de la nation. Elle n'a plus le droit de l'éluder.

En lisant la « proposition de résolution » qui a été déposée le 29 mars sur le bureau de l'Assemblée, on mesurera l'étendue de l'imposture communiste. Du parti qui fut l'allié de Hitler et de Mussolini quand l'URSS dépeçait la Pologne. Du parti qui suppliait, par la voix de Mme Ginollin, de faire reparaître *L'Humanité*, quand Paris était sous la botte allemande. Du parti de M. Thorez qui s'enfuyait devant l'invasion ; du parti qui reçoit ses mots d'ordre anti-français de Moscou, de Prague, de Varsovie ou de Bucarest. Du parti qui se fait passer dans la métropole pour celui de la patrie et prétend seul incarner la Résistance mais qui encourage en Indochine l'ennemi à assassiner froidement, dans le dos, nos soldats. (...)

Le texte que nous publions en page sept – et que tous les Français doivent lire et répandre – met fin à cette odieuse comédie.

Louis Gabriel-Robinet, *Le Figaro*, 05/04/1950

Cette démarche pédagogique visant à décrire le Parti communiste « pour mieux le combattre » supposait notamment de souligner le travail de propagande de ses organes et d'en relever l'ensemble des « contrevérités ». La vertu d'un tel travail d'enregistrement du discours communiste était explicitement formulé par les rédacteurs : offrir un témoignage « accablant » des pratiques communistes.

Une extravagante mise au point de *L'Humanité*

(...) On appréciera le style de cet extravagant document dans lequel sont établies au grand jour les plus sordides histoires du parti : dénonciation de M. Marty par son chauffeur ; reproches contre l'ancien « héros de la mer Noire » ; (...) Voici l'essentiel de ce document ô combien révélateur : (...)

Le Figaro, 10/11/1952

[Deux photos, quasiment identiques, sont disposées côte à côte et commentées par le filet suivant :]

Pour une certaine propagande – la communiste bien entendu – il est préférable que ce soient les manifestants qui reçoivent les coups. Ainsi la réprobation va aux agents. C'est pourquoi le journal communiste *Libération*, au moyen d'une habile retouche à la gouache, a transformé le pantalon d'uniforme du gardien de la paix tombé à terre en pantalon rayé... qui, de cette façon, devient d'un bel effet civil. Chose surprenante, *L'Humanité*, qui préfère, sans doute, montrer à ses maîtres que les troupes de choc sont bien « rodées », exalte la vigueur des manifestants et, en publiant le même cliché sans retouches, se félicite de voir un agent abattu.

Le Figaro, 06/04/1950

Dès lors, les journalistes parlementaires s'autorisaient de nombreux partis pris. L'enjeu n'était pas seulement de stigmatiser les interventions communistes. Il s'agissait également de soutenir les propositions d'interdiction du parti et de dénoncer les réfractaires. Aussi les chroniques de Louis Gabriel-Robinet défendaient-elles régulièrement le principe de la « troisième force » et en appelaient à l'union des forces républicaines. Les critiques étaient alors sévères à l'encontre des gaullistes et de leur posture d'opposition au régime.

L'Assemblée doit se prononcer

(...) Il n'est donc plus possible au Parlement et au gouvernement de laisser se dérouler dans notre pays, sans envisager de prendre les mesures qui s'imposent et que réclame l'opinion, les abominables campagnes de sabotage et de démoralisation menée par les hommes du Kremlin.

L'Assemblée (...) devra de toute urgence se prononcer. De même qu'elle devra répondre nettement à la question posée au sujet de la présence, à la tête de la Recherche scientifique, d'un

homme qui n'a pas hésité à déclarer qu'en cas de conflit il ne donnerait pas une « parcelle de sa science pour faire la guerre à l'URSS. »

Louis Gabriel-Robinet, *Le Figaro*, 12/04/1950

Un député radical et un député socialiste « volent au secours » des communistes

Un député radical-socialiste – on croit rêver – M. Maurice Béné (Seine-et-Oise) a déclaré, selon *L'Humanité*, qui enregistre ces propos avec la satisfaction qu'on devine, que la demande de levée d'immunité parlementaire des députés communistes lui paraissait « injustifiable ». (...) MM. Béné et Bouhez nous adresseront-ils des « démentis » que nous enregistrierions avec le même plaisir que ceux de Mme Francine Lefebvre et de M. Paul Bacon ?

Le Figaro, 01/11/1952

C. Représenter l'« opinion publique »

Sans que cette dénonciation des pratiques communistes ait été aussi systématique qu'au *Figaro*, on distingue une telle exigence critique dans d'autres quotidiens de notre corpus, au *Monde*, à *France-Soir*, à *Paris-Presse*. Mais ces accusations participaient plus généralement d'un souci d'intervention dans le débat public. En dehors des éditoriaux qui ne relèvent pas à proprement parler de notre enquête, on repère deux modalités dans cette dimension prescriptive du travail des journalistes politiques. En premier lieu, il faut étudier à nouveau les articles des chroniqueurs qui, au nom de l'« opinion publique » ou de l'intérêt général, s'autorisaient à juger du fonctionnement des institutions et, plus généralement, du comportement des acteurs politiques. En second lieu, il faut mentionner le lancement récurrent de « campagnes » qui, en impliquant les lecteurs autour d'un certain nombre de « causes », cherchaient à influencer la décision politique.

1. Juger les pratiques politiques. Les articles des chefs des services *Politique* de la presse dite d'information ne se bornaient pas à synthétiser les nouvelles du jour et à anticiper l'actualité à venir. En effet, pour les rédacteurs les plus chevronnés, l'excellence journalistique ne se manifestait pas seulement dans la richesse des contacts avec le personnel politique ou dans la virtuosité de l'analyse. Ces journalistes avaient surtout pour rôle de *commenter* l'actualité parlementaire et gouvernementale. Certes, qu'il s'agisse de Louis Gabriel-Robinet et Marcel Gabilly au *Figaro*, de Rémy Roure et Jacques Fauvet au *Monde* ou encore de Georges Garreau et Pierre Charpy à *Paris-Presse*, leurs commentaires empruntaient rarement un ton virulent ou pamphlétaire, sauf, à nouveau, lorsqu'ils concernaient le Parti communiste. Quant à *France-Soir*, les articles d'Yves Grosrichard, de Georges Gombault ou de René Puissesseau adoptaient plus rarement des registres normatifs et leurs partis pris

étaient singulièrement euphémisés au regard de leurs concurrents. Dans l'ensemble de ces quotidiens, ces discours avaient donc un caractère ni polémique, ni ironique. Au contraire, les chroniqueurs attestaient du sérieux de la politique et revendiquaient, pour la plupart d'entre eux, un positionnement « modéré ». Dans un chapitre de son autobiographie destiné aux « jeunes rédacteurs », Louis Gabriel-Robinet justifiait la nécessité éthique d'un tel engagement. Cette valorisation d'un point de vue « centriste », « équilibré », « honnête » ne signifiait pas que le journaliste devait se tenir en retrait du débat public. Au contraire, à travers cette insistance à décrire la noblesse des missions du journaliste « modéré », il affirmait sa légitimité à intervenir au cœur des affrontements politiques :

« Le juste milieu ! Je ne vois pas de meilleure définition pour situer à sa place exacte ce que l'on est convenu d'appeler, parfois avec une nuance de dédain, le journaliste "modéré". (...) Loin d'être passif, ou attentiste, ou opportuniste, le modéré se voit contraint, s'il veut conserver son équilibre de se battre sur deux fronts. (...) La naissance du communisme et celle de son frère le fascisme ont bouleversé non seulement les données de la politique mais aussi celles de la presse. On pouvait jadis s'emporter contre un homme d'Etat, renverser un ministère à coups de porte-plume. Ce temps est fini. (...) Aujourd'hui, il ne s'agit pas de dire si tel homme politique a raison ou tort mais c'est un mode de vie, une morale, une éthique qu'il faut défendre ou abattre. (...) [Le rôle du modéré, c'est de] découvrir la vérité, la cerner, la répercuter dans le public. »¹⁶⁹

C'est donc bel et bien une posture de *moraliste* que se devaient d'endosser les chroniqueurs politiques des journaux qui n'étaient pas formellement affiliés à un parti ou à un homme politique. Bien sûr, ils pouvaient étayer leurs jugements au nom des valeurs spécifiques dont se réclamaient leur journal (la défense de la liberté, des droits de l'homme ou de la République, la justice et l'intégration sociale, l'humanisme, la voie médiane entre capitalisme et socialisme, etc.). Mais ils s'autorisaient plus régulièrement à prendre de la « hauteur » pour « surveiller » le jeu parlementaire et adoptaient fréquemment une évaluation morale du comportement des acteurs politiques. Ces derniers étaient alors jugés selon les critères de l'acceptable et de l'inacceptable, du raisonnable ou de l'irraisonnable, du juste et de l'injuste. C'est ainsi, par exemple, qu'André Laurens, qui intégra la rédaction du *Monde* en 1963, caractérise les conceptions du métier de ses prédécesseurs plus âgés, Jacques Fauvet et Raymond Barrillon :

« Le journaliste parlementaire type, c'était : raconter ce qui se passe, parce qu'on l'avait vu ou on l'avait appris, et puis y ajouter un jugement moral. Le journalisme style Barrillon, c'était : c'est bien, ce n'est pas bien. (...) Est-ce qu'on faisait ce qu'on avait dit ou on ne faisait pas ce qu'on avait dit ? Alors, si on avait dit : "Paix en Algérie", et qu'on ne le faisait pas après, on était en faute. Il y avait un côté quand même moral. » (André Laurens, entretien n°33)

¹⁶⁹ GABRIEL-ROBINET Louis, *Je suis journaliste, op. cit.*, pp. 97-100.

La plupart des chroniqueurs se plaçaient donc souvent dans un registre de dénonciation du comportement des hommes politiques. Leurs interventions étaient alors justifiées par la référence à deux des principes de légitimité démocratique : l'*intérêt général* et l'*opinion publique*. D'une part, ces rédacteurs énonçaient leurs critiques envers le personnel politique au nom de la défense de l'intérêt général contre l'intérêt particulier et la courte vue des parlementaires. Cette argumentation était particulièrement prégnante chez Rémy Roure, chef du service *Politique* (1945-48) puis éditorialiste de politique intérieure (1948-52) au *Monde*. Ses articles, figurant presque quotidiennement en première page du journal, prenaient fermement position sur les principaux événements ou problématiques politiques (composition du gouvernement, alliances partisans, élections, délibération législative, questions institutionnelles). Mais il appuyait ses jugements, non pas tant sur des critères de pertinence idéologique des politiques publiques, mais bien sur des impératifs de sagesse, de pondération, de sens des responsabilités, d'efficacité de l'action publique, de respect des promesses, de fidélité dans l'engagement. Cette exigence de défense de l'intérêt général l'autorisait ainsi à interpeller les élus et / ou à formuler ses propres recommandations :

Choix ou abdication

(...) Nous [ne] désirons pas le retour [du scrutin d'arrondissement]. La représentation proportionnelle vaut mieux que le scrutin à deux tours des « mares stagnantes » avec ses maquignonnages de voix, son immoralité foncière. Mais poussée à ses extrêmes limites, jusqu'à l'absolu, elle aboutit à l'absurde. (...) Il est absurde de ne laisser à l'électeur que le choix entre des idées pures, parce que celles-ci ne sont souvent en cette matière que des panneaux dans tous les sens du terme, et ensuite parce qu'elles sont incarnées dans des hommes que les électeurs ont le droit élémentaire de connaître personnellement, même, et surtout s'ils sont revêtus de la blanche robe des candidats. (...).

Rémy Roure, *Le Monde*, 03/04/1946

D'autre part, les articles de politique intérieure en appelaient fréquemment à l'arbitrage de l'*opinion publique*. Il ne s'agissait pas seulement de rendre compte des erreurs ou des contradictions des élus et de placer ces derniers face au « tribunal » de l'opinion. Il s'agissait plus généralement d'émettre ses jugements au nom d'une supposée volonté populaire. Réifiée, désincarnée, l'opinion était alors en permanence convoquée par les chroniqueurs : ils se positionnaient de la sorte en porte-parole des citoyens et de leurs exaspérations. Peu d'indices étaient cependant mobilisés pour confirmer ces revendications populaires. L'argumentation des chroniqueurs n'intégrait ni manifestations de rue, ni résultats de sondages. S'ils affirmaient parler au nom des attentes des citoyens, ils se référaient fréquemment à l'opinion sur le thème de la menace pour la survie du régime. L'enjeu était alors de signifier aux représentants de la Nation qu'ils risquaient d'être discrédités s'ils persévéraient dans leurs pratiques « déplorables » ou dans leurs décisions

« néfastes ». Cette rhétorique s'insinuait régulièrement sous la plume de Louis Gabriel-Robinet, chef du service *Politique* puis rédacteur en chef au *Figaro*, ce qui ne manquait pas de susciter l'amusement de ses plus jeunes collaborateurs :

- « [Ses chroniques] se terminaient inévitablement par “Et le pays jugera.” C'était une grande blague de la maison. » (Pierre Pellissier, entretien n°51)

- « L'expression qu'employait Robinet et qui est aujourd'hui complètement désuète [était] “Le pays n'admettrait pas que... Le pays ne comprendrait pas que...” En réalité, les journalistes avaient une tendance à mobiliser l'opinion publique et à dire qu'ils s'en faisaient les porte-parole auprès des politiques qui, par là-même, devenaient un petit peu soucieux de ménager leurs susceptibilités. » (Jean Griot, entretien n°55)

M. Pinay a demandé au Parlement de voter le budget avant le 1er janvier

Le président du Conseil a mis hier soir, comme nous le souhaitions la veille, l'Assemblée en face de ses responsabilités. (...) Il s'agit maintenant de savoir si les députés, dans les heures qui viennent, feront passer leur devoir avant ce qu'ils croient – à tort d'ailleurs – être leurs intérêts électoraux. L'opinion, elle, a fait son choix.

Louis Gabriel-Robinet, *Le Figaro*, 06/11/1952

La liberté des électeurs

Comment ce projet pourrait-il emporter l'adhésion du public ? Il n'est ni clair, ni simple. Le Français veut choisir librement ses représentants. Or il a l'impression que son vote est dirigé et qu'on pèse sur sa décision. Dans un pays de raison et de logique comme la France, on admettra difficilement que tel système soit bon pour tel département et qu'il ne convienne point au département voisin. Les notions d'appareillement, de vote préférentiel et même de panachage demeurent étrangères au citoyen moyen. Se faire élire avec les voix des autres lui paraît d'une honnêteté contestable. (...)

(...) Nous pensons que l'intérêt bien compris du pays et du régime commande d'aller vite. Une réforme des institutions que chacun sent nécessaire, ne saurait être obtenue d'une Assemblée expirante ni d'hommes que presse le souci de leur réélection. (...)

Roger Giron, *Le Figaro*, 02/04/1950

Parfois, cependant, les prises de position pouvaient être énoncées au nom des attentes, apparemment concrètes, de telle ou telle fraction de la population. Les chroniqueurs se faisaient alors l'écho de revendications plus précises et plus identifiables, qui s'incarnaient dans le combat d'une association, d'un groupement professionnel ou d'un élu. Cette répercussion des préoccupations particulières de certains groupes sociaux s'observait plus fréquemment dans les colonnes de *France-Soir* ou de *Paris-Presse*, à travers notamment leurs « campagnes » (cf. *infra*).

Mais au-delà de ces modes de légitimation des engagements, il importe de saisir quelles visions de l'ordre politique sous-tendaient l'essentiel des commentaires. Dans l'ensemble des quotidiens du corpus (à l'exception peut-être de *L'Humanité*), les chroniqueurs manifestaient leur soutien aux principes du parlementarisme, fondement des structures républicaines et contrepoint de l'héritage pétainiste. Mais chacun s'efforçait d'en dénoncer les excès : divisions et chamailleries permanentes, instabilité gouvernementale,

« intrigues » en coulisses, etc. Face aux vertus de l'éloquence et de la conviction personnelle, les chroniqueurs opposaient négativement la confiscation du suffrage par les partis et les préoccupations purement électoralistes des parlementaires. Si l'essentiel des chroniqueurs fustigeront la rigide discipline partisane à l'heure du tripartisme (1945-47), ils s'opposeront plus tard à l'éclatement des groupes parlementaires et à l'indiscipline permanente des députés et des ministres :

A la recherche d'une majorité

Le chroniqueur parlementaire céderait volontiers sa place au critique théâtral. La partie qui se joue depuis quelques jours au Palais Bourbon, relève beaucoup plus de l'art de la mise en scène que de la politique pure. Déjà, hier, le Conseil national du parti socialiste délibérait à la Mutualité, tandis qu'à l'étage au-dessous se disputait une rencontre de catch. Le problème était de ne pas se tromper. Aujourd'hui le spectacle de l'hémicycle est assez incohérent. Tout est calcul, tout est intrigue.

Marcel Gabilly, *Le Figaro*, 05/12/1946

Un spectacle déplorable

(...) Le gouvernement, l'Assemblée et la commission de l'éducation nationale ont offert cette nuit un spectacle déplorable aux yeux du pays. (...) On a souvent critiqué le régime des partis dont la volonté l'emporte quelquefois sur celle de l'Assemblée souveraine. Faudra-t-il condamner aussi le régime des commissions qui ne sont pas toutes à l'image de l'Assemblée et dont les caprices se jouent de ses décisions.

Rémy Roure, *Le Monde*, 02/04/1948

La dénonciation s'opérait donc sur deux objets distincts. Tout d'abord, les chroniqueurs s'efforçaient de stigmatiser les mœurs politiques sans nécessairement tomber dans l'accusation individuelle. Les commentaires notaient ainsi en permanence le décalage entre les « devoirs » du personnel politique (reconstruire le pays, lutter contre la menace communiste, résoudre les conflits coloniaux, etc.) et leur enfermement dans les calculs politiques et les discours démagogiques :

Beau résultat !

(...) La première faute, nous n'avons cessé de le répéter ici, a été de renverser M. Plevin avant le vote des impôts et sans qu'une majorité nouvelle n'ait pu être constituée. (...) Les orateurs qui ont allégrement mené le combat contre la fiscalité ont-ils esquissé un commencement de programme ? Pas le moindre. (...) Les démagogues professionnels se frottent les mains : « Nous n'aurons pas d'impôts nouveaux... » Ce qu'ils ne disent pas, c'est que l'inflation est l'impôt le plus lourd qui puisse peser sur les classes moyennes et les économiquement faibles. Et c'est celui-là qu'ils ont adopté. (...).

Louis Gabriel-Robinet, *Le Figaro*, 01/03/1952

Mais la dénonciation portait tout autant sur l'absurdité de certains principes institutionnels qui facilitaient la surenchère électoraliste et ne favorisaient pas l'esprit de « sacrifice » et de « responsabilité », pourtant rendu nécessaire par la situation du pays. Les critiques mêlaient alors fréquemment ces deux dimensions : état d'esprit des parlementaires, incohérence institutionnelle.

Inertie

Les causes du malaise enregistré au Palais-Bourbon depuis le début de la discussion budgétaire sont faciles à analyser. Elles viennent du fait que si les députés souscrivent unanimement à la formule de M. Pinay : « Pas d'impôts nouveaux ! » tout le monde se dérobe lorsque le président du Conseil exige de l'Assemblée des économies, seule façon pourtant de mettre en pratique ladite formule.

(...) Le système absurde qui consiste à « adopter » les dépenses avant de connaître exactement le montant des recettes facilite la démagogie. Il n'est pas seul en cause. La plupart des députés se laissent trop souvent hypnotiser par de prétendues exigences électorales. La crainte les paralyse, ils oublient que c'est sur les résultats qu'ils seront finalement jugés. C'est le reflet de ce détestable état d'esprit que nous retrouvons tout au long du débat budgétaire. (...)

Louis Gabriel-Robinet, *Le Figaro*, 05/11/1952

C'est pourquoi, tout en défendant le parlementarisme, les chroniqueurs en appelaient régulièrement à sa rationalisation. Mais, à travers les commentaires réalisés au lendemain d'une investiture gouvernementale, ils témoignaient de leur attente d'un homme « providentiel », arbitre des jeux parlementaires, surplombant les partis et leurs calculs, parlant « vrai » et refusant les lâches compromis. Cette valorisation du « courage » dans la décision politique explique la mansuétude de l'essentiel des rédactions envers des personnalités comme Antoine Pinay ou Pierre Mendès France¹⁷⁰. De nombreux journalistes interviewés évoquent ainsi le « mendésisme » de leur génération ou de leurs prédécesseurs :

« Je crois que tous ceux qui avaient gardé dans leur cœur un sentiment pour de Gaulle, ils ont été en majorité mendésistes. Un homme comme Mendès avait emballé tous les journalistes. Tous les journalistes parlementaires en avaient marre de voir les choses comme elles étaient, de voir les gouvernements se succéder, en avaient assez de faire des calculs avec des balances de pharmacien pour savoir si le groupe des Indépendants d'Outre-Mer ou de l'UDSR allaient former la majorité qui permettait d'investir un gouvernement, etc. (...) Alors, avec Mendès, brusquement, on avait l'impression que tout allait changer. (...) Mendès avait une conviction. Et il savait, à la Tribune, faire passer cette conviction. (...) Les journalistes l'ont même applaudi alors même que c'est complètement interdit. » (Jean Griot, journaliste parlementaire au *Figaro*, entretien n°55)

2. Mener des « campagnes ». Les chefs de service n'étaient toutefois pas les seuls journalistes autorisés à intervenir dans le débat public et à prescrire différents remèdes aux problèmes économiques et sociaux. Un tel magistère journalistique s'identifie notamment sous la plume de nombreux rédacteurs du *Monde*. À côté de leur restitution minutieuse des informations politiques, certains journalistes purent endosser des registres plus évaluatifs qui

¹⁷⁰ Quant au général de Gaulle, il bénéficia de réactions beaucoup plus mitigées, y compris au *Figaro*. Bien que sa nomination à Matignon en 1958 était supposée mettre un terme à l'insurrection militaire, ramener le calme en Algérie et restaurer l'autorité de l'Etat, il suscita une certaine méfiance de la part des commentateurs, compte tenu de l'incertitude autour de ses ambitions personnelles. Son mépris pour la presse en général et pour les journalistes politiques en particulier renforça cette relative opposition. Sur ce point, voir CHALABY Jean K., *The de Gaulle Presidency and the Media. Statism and Public Communications*, London: Palgrave Mac Millan, 2002, p. 21 sq.

se présentaient sous la forme didactique de la « leçon »¹⁷¹. Régulièrement, ces rédacteurs abandonnaient le strict suivi de l'actualité pour examiner, avec davantage de recul, les multiples facettes d'une problématique en suspens, d'une décision gouvernementale ou législative, d'un arrangement institutionnel, etc. De nombreux papiers d'analyse, occupant un large espace rédactionnel et parfois publiés sur plusieurs jours, mêlaient description, explication et prescription autour d'une thématique en discussion dans l'espace politique. Ce journalisme « d'instruction »¹⁷² constituait l'une des sources de la légitimité d'un journal autorisé à porter différents jugements au nom de la compétence de ses rédacteurs. Or, sur ce terrain des politiques publiques, les journalistes politiques intervenaient rarement, à l'exception de leurs chefs. L'examen des décisions gouvernementales demeuraient ainsi l'apanage des rubricards spécialisés autour d'un domaine d'action publique (agriculture, logement, éducation, finances publiques, etc.). Même lorsqu'il s'agissait de débattre des aménagements institutionnels ou des lois électorales, le journal faisait fréquemment appel à des collaborateurs extérieurs, le plus souvent juristes (Maurice Duverger, Georges Vedel, etc.). Seul Jacques Fauvet, chef du service *Politique* jusqu'en 1958, s'autorisait de telles analyses, susceptibles de battre en brèche la législation existante et de promouvoir des évolutions souhaitables. Pour autant, dans le cas du *Monde*, il ne s'agissait pas à proprement parler de ces « campagnes » qui purent être menés à *France-Soir*, à *Paris Presse*, au *Figaro*.

Écoutons Jean Griot, ancien journaliste parlementaire au *Figaro*, décrire la nature et les enjeux de ces « campagnes » :

« Une des caractéristiques du *Figaro*, c'était de faire des campagnes pour fidéliser le lecteur. Alors il y a eu deux types de campagne : "Un toit pour chaque Français" et "Défense des économiquement faibles". Qui était économiquement faible ? C'était celui qui voyait son pouvoir d'achat rongé, diminué par l'inflation. Donc on prenait des initiatives sur tout ce qui permettait de réduire l'inflation ou on donnait des mesures efficaces pour ceux qui en pâtissaient. On a eu également une grande période au *Figaro* qui était corrélative à "Un toit pour chaque Français". C'était l'œuvre de l'abbé Pierre que j'avais connu comme aumônier du Vercors et qui était député. Et quand il a lancé son affaire à la suite de la mort par froid d'un couple et de ses enfants dans une espèce de roulotte, *Le Figaro* s'en est fait le porte-parole. Et c'est grâce au fait qu'il était député et que *Le Figaro* s'en est fait le porte-parole que Laniel, président du Conseil, l'a reçu, et qu'à ce moment-là les projecteurs de l'actualité ont été braqués sur lui. Et l'abbé Pierre, très sympathique, était un pagailleux dont vous n'avez pas idée ! (...) Il y avait, de temps en temps, des ententes de ce genre-là entre un journaliste et un député. » (Entretien n°55).

Différentes dimensions caractérisaient ces campagnes journalistiques. Tout d'abord, l'enjeu était de relayer l'initiative de parlementaires ou d'associations autour d'une « cause »

¹⁷¹ Cf. PADIOLEAU Jean-Gustave, « *Le Monde* » et le « *Washington Post* », *op. cit.*, p. 97.

susceptible de concerner le public¹⁷³ : protéger les « économiquement faibles » au *Figaro* contre l'inflation et la bureaucratie ; lutter contre la maltraitance des enfants à *France-Soir* ; défendre les victimes du marché noir à *Paris-Presse*, etc. Comme le souligne Jean Griot, de telles campagnes articulaient des ambitions politiques et commerciales. Il s'agissait non seulement d'interpeller les pouvoirs publics autour de ces revendications mais également de « fidéliser le lectorat », en se dotant d'une identité singulière et valorisante et en entretenant une relation complice avec différentes catégories du public. D'une part, ces campagnes permettaient de poser le journal, non pas en porte-parole d'un parti, mais bien en représentant de causes nobles et concrètes. Conformément à l'intitulé d'une rubrique du *Figaro*, les quotidiens se mettaient alors « au service de [leurs] lecteurs »¹⁷⁴ :

« La mise en application de la loi dite "de sécurité sociale", votée par l'Assemblée constituante le 22 mai 1946, provoque en ce moment même une très vive émotion chez des millions de Français et tout particulièrement parmi les membres de ces "classes moyennes" épuisées, écrasées, que nous appelons ici même à se défendre et à s'unir. » (*Le Figaro*, 12/02/1947).

D'autre part, elles marquaient l'identité du journal puisqu'elles fournissaient régulièrement matière aux titres de Une et pouvaient se dérouler sur plusieurs semaines, plusieurs mois, voire plusieurs années. Un ou deux journalistes y étaient spécifiquement attachés mais ces campagnes justifiaient parfois la mobilisation de larges effectifs, puisés dans différents services. En effet, elles se déclinaient dans de multiples genres rédactionnels, du papier de commentaire interpellant les pouvoirs publics, aux reportages et enquêtes mettant en évidence le drame vécu par certaines populations, en passant par l'analyse de la législation en vigueur, le suivi des propositions de loi qui s'y référaient, l'organisation de débats entre intellectuels, la publication de courriers dans lesquels les lecteurs anonymes confrontaient leurs suggestions, la construction de pétitions témoignant d'un soutien populaire, la diffusion d'informations pratiques concernant certaines démarches administratives ou juridiques¹⁷⁵, etc. Par conséquent, lorsque ces revendications parvenaient à trouver une traduction législative, les

¹⁷² *Ibidem*.

¹⁷³ C'est un couloiriste du *Figaro*, Georges Verpraert, qui fonda en 1954, avec l'abbé Pierre, le premier comité d'aide d'urgence aux sans-abri. Un autre journaliste de ce quotidien, Gérard Marin, s'est longtemps occupé de la dimension financière de l'organisation mise en place par l'abbé Pierre.

¹⁷⁴ « C'est donc avec le souci constant de mettre le *Figaro* au service de ses lecteurs que nous entreprenons aujourd'hui de créer cette rubrique (...). Nous y publierons les réponses de nos spécialistes aux questions d'ordre pratique qui nous auront été posées, à condition qu'elles présentent un indéniable intérêt collectif. (...) Si, par cette entreprise, nous pouvons éviter à nos lecteurs des démarches souvent longues et nombreuses et quelquefois décevantes, le but que nous nous proposons aura été atteint. » (*Le Figaro*, 03/04/1950).

¹⁷⁵ « Vous qui hésitez à offrir un local à l'abbé Pierre. Voici des apaisements et des précisions utiles à connaître » (*Le Figaro*, 02/03/1954)

journaux pouvaient alors s'approprier ces succès et ainsi témoigner de leur capacité d'influence et de leur poids dans l'opinion.

On le voit, ces campagnes ne concernaient que modérément les services *Politique*. Il n'empêche qu'à travers les articles de leurs chefs de service ou à travers les comptes-rendus des journalistes parlementaires, ces services manifestaient également leur implication dans les combats menés par leurs journaux. C'est ainsi que les rédacteurs politiques de *France-Soir* et de *Paris-Presse* suivirent avec attention le devenir d'une proposition de loi contre les « bourreaux d'enfants », thématique jusqu'ici récurrente dans les colonnes de ces quotidiens :

« Notre campagne pour faire reconnaître que martyriser un enfant est toujours un crime serait-elle sur le point de triompher ? Son écho s'est fait entendre non seulement à l'Assemblée nationale et au Sénat mais aussi, nous le verrons, au palais de justice. » (*France-Soir*, 27/04/1950)

Quant au *Figaro*, sa défense des « économiquement faibles » et des « mal logés », constitua une thématique chronique du milieu des années 1940 au début des années 1950, justifiant l'intervention régulière des rédacteurs parlementaires :

- « Le projet de loi sur "l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles" ... a été discuté par l'Assemblée constituante. (...) Nous reviendrons prochainement sur les dispositions de cette loi qui, d'ores et déjà, nous paraissent insuffisantes sur de très nombreux points. » (Louis Gabriel-Robinet, *Le Figaro*, 11/09/1946).

- « Les députés s'apprêtent à examiner ce projet de cartes pour les "économiquement faibles" dont nous avons maintes fois, ici, réclamé l'institution » (Louis Gabriel-Robinet, *Le Figaro*, 04/04/1949).

Ce combat s'inscrivait bien dans le cadre d'une lutte proprement idéologique : il s'agissait de promouvoir une alternative réformiste aux revendications du Parti communiste et de construire une lecture de la société distincte des interprétations en termes de classes.

Conclusion

Entre 1945 et 1958, les pages *Politique* des différents journaux ont été marquées par une étonnante invariabilité. Celle-ci résultait d'une organisation relativement stable et partagée par les différentes rédactions : les services *Politique* étaient concentrés au Parlement et structurés selon une division du travail rigide et fortement hiérarchisée. À travers les différents métiers composant ces services, il est ainsi possible d'entrevoir la pluralité des rôles qu'endossaient les journalistes politiques français sous la IV^e République. Trois dimensions du travail journalistique, inégalement présentes selon les publications, ont ainsi pu être mises en évidence : une logique d'*enregistrement*, une logique d'*analyse*, une logique d'*opinion*.

Tout d'abord, les pages *Politique* restituaient de larges extraits des discours publics ou officiels des principaux acteurs politiques : gouvernants, parlementaires, partis. Selon l'orientation rédactionnelle des journaux, ces déclarations pouvaient être ou non accompagnées de commentaires qui valorisaient ou stigmatisaient leur contenu. Néanmoins, ces formes d'enregistrement du discours politique, qu'incarnaient tout particulièrement les comptes-rendus de séances, posaient les journalistes en intermédiaires, engagés ou impartiaux, entre la scène politique et le public de citoyens ou de militants. Ensuite, à travers des articles aux registres plus analytiques, les rédacteurs politiques s'efforçaient de rendre intelligible les affrontements parlementaires et les arbitrages gouvernementaux. En mettant à nu les calculs des différents groupes parlementaires ou en distinguant les positionnements idéologiques sous-jacents, ces journalistes témoignaient de leur intégration dans l'univers politique et de leur connaissance intime de ses acteurs et de son fonctionnement. Enfin, à travers leurs chroniques et leurs commentaires, l'élite du journalisme politique définissait et entretenait le positionnement politique de leurs journaux. Mais tous n'empruntaient pas les mêmes rhétoriques. Tandis que les chroniqueurs des journaux militants relayaient la propagande de leur parti et mobilisaient leur lectorat, ceux des journaux d'information se présentaient davantage en observateurs critiques des pratiques politiques, s'autorisant à encourager, dénoncer ou influencer le personnel politique au nom de l'intérêt général ou au nom de l'« opinion publique ».

De telles conceptions du travail journalistique ne vont cependant pas de soi. Dès lors, il convient de s'interroger sur les justifications apportées par les journalistes à ces différents répertoires d'écriture. Mais il faut surtout identifier les facteurs qui rendaient possibles, et apparemment légitimes, l'adoption de ces rôles journalistiques. L'enjeu est, à présent, d'élargir la perspective. Il s'agit d'abandonner le strict examen des pages et des services *Politique* afin de s'intéresser à leur environnement, c'est-à-dire aux conditions d'exercice du journalisme politique sous la IV^e République.

CHAPITRE 2

—

LES CONDITIONS D'EXERCICE DU JOURNALISME PARLEMENTAIRE

« La presse n'est pas un instrument de profit commercial. C'est un instrument de culture, sa mission est de donner des informations exactes, de défendre des idées, de servir la cause du progrès humain. »

Article Premier de la « Déclaration des droits et devoirs de la presse libre » (1945)

« Le manque de fonds des journaux a transformé la plupart des rédacteurs en sédentaires. »¹⁷⁶

Bernard Féron (1954)

La presse de la IV^e République était le produit d'un double héritage. L'héritage de la Résistance tout d'abord : pour les autorités de la Libération, il s'agissait non seulement de sanctionner les journaux compromis durant l'Occupation mais surtout de favoriser la renaissance d'un journalisme d'opinion, censé participer à la reconstruction politique et morale du pays. Tandis que les journaux ne devaient plus seulement répondre à de simples finalités commerciales, la plupart des publications autorisées à reparaître devaient être subordonnées aux forces engagées dans les batailles politiques de l'après-guerre. Il serait cependant réducteur de prétendre expliquer le travail des journalistes politiques en ne s'appuyant que sur cette question de la propriété des journaux et de leur encadrement politique. D'une part, le marché de la presse fut rapidement dominé par des journaux débarrassés de toute tutelle partisane et avant tout soucieux de conquérir une large audience. D'autre part, cette question de la direction des entreprises de presse ne nous renseigne que modestement sur les conditions pratiques d'exercice du journalisme politique. Dès lors, pour comprendre les modes de traitement de la politique privilégiés par les différents journaux, il faut tenir compte d'un second héritage : les savoir-faire journalistiques accumulés depuis plusieurs décennies et transmis par les rédacteurs formés sous la III^e République.

¹⁷⁶ FERON Bernard, *Feu la presse libre ?*, Paris : Les Editions du Témoignage Chrétien, 1955, p. 64.

Il convient donc d'interroger les facteurs qui ont contribué à cette perpétuation des pratiques journalistiques d'avant-guerre. Plus précisément, en articulant l'étude du cadre sociopolitique de la IV^e République et l'examen des contraintes économiques des journaux, on s'efforcera de soulever deux problèmes. Dans un premier temps, on se demandera pourquoi l'ensemble des quotidiens accordaient une telle place à la restitution des discours politiques officiels, et, plus spécifiquement, aux comptes-rendus des débats parlementaires. Si des arguments d'ordre civique ou politique pouvaient justifier ce journalisme d'enregistrement de la parole politique, il faut également se pencher sur ses enjeux pratiques. On montrera ainsi que le registre du compte-rendu répondait à des exigences d'économie du travail, dans un contexte où la presse quotidienne était encore censée fournir la *primeur* de l'information. Dans un second temps, on s'intéressera aux conditions de production des « articles » des chefs de service. Il s'agira notamment de saisir les logiques du positionnement journalistique, dans une configuration marquée par la fragmentation de l'espace parlementaire, l'instabilité des majorités et la forte interdépendance entre les univers politiques et médiatiques.

Section 1. L'héritage du parlementarisme

Invités à justifier la présence massive des comptes-rendus de débats, la plupart des rédacteurs rencontrés décrivent cette pratique sur le mode du « cela allait de soi ». Hormis la référence aux traditions et routines rédactionnelles, les interviewés fournissent peu de raisons à ce journalisme d'enregistrement des discours des représentants, des gouvernants ou des partis. Certes, l'affectation de l'essentiel des services *Politique* au Parlement se justifiait par les spécificités d'un régime d'Assemblée. Aux yeux des rédactions, c'est dans les Chambres que « se faisait » la politique ; c'est là que discourent les « ténors » ; c'est là que les gouvernements étaient investis et renversés ; c'est là que les lois étaient négociées et votées. Tout au long de la IV^e République, l'Assemblée constituait donc la scène principale de la compétition politique nationale. Elle était marquée par l'imprévisibilité des délibérations et des scrutins, par l'instabilité des alliances et des cabinets, par la spectacularité des oppositions. Cette centralisation manifeste du jeu politique, doté d'une scène unique et de coulisses clairement identifiées, rendait ainsi peu coûteux le recueil d'informations. Mais, au-delà même des comptes-rendus de séances, pourquoi les pages *Politique* valorisaient-elles

autant les déclarations publiques et officielles des institutions et des élus ? Et pourquoi cette écriture qui positionnait les rédacteurs en simples intermédiaires entre la scène politique et le public ?

Malgré le profond renouvellement des journaux et de leurs personnels, le journalisme politique des années 1945-58 perpétuait des savoir-faire identifiables dès le XIX^e siècle. Il s'inscrivait dans un héritage ancien qui résultait de l'avènement des principes représentatifs et qui concernait tout autant les journaux « doctrinaires » que les journaux d'information. Il faut donc, en premier lieu, identifier les principes qui ont historiquement légitimé un travail d'enregistrement du discours politique. Mais il faut également comprendre pourquoi de tels principes ont été reproduits dans les quotidiens qui reparaissent à la Libération. Deux hypothèses pourront être alors suggérées. D'une part, les services *Politique* de l'après-guerre ont été initialement dominés par des rédacteurs formés aux répertoires d'écriture en vigueur sous la Troisième République. Compte tenu de la forte hiérarchisation des rédactions, ils surent imposer leurs conceptions de l'excellence professionnelles et limiter les désirs d'innovation que pouvaient formuler les plus jeunes rédacteurs. D'autre part, il faut s'intéresser aux contraintes pratiques de la production journalistique. On pourra ainsi montrer que le journalisme d'enregistrement était non seulement peu coûteux, en termes de risques professionnels et de temps de travail, mais qu'il était surtout ajusté aux exigences d'une presse censée fournir à ses lecteurs une information « rapide » et « actualisée ».

§ 1. GENESE ET AMBIGUITES DE L'IMPERATIF DE *PUBLICITE*

On peut, dans un premier temps, se plonger dans l'histoire pour identifier la genèse des logiques d'*enregistrement* ou de *publicité*. L'enjeu est de distinguer les principes qui ont légitimé ce journalisme de reproduction des discours publics et officiels. À travers un cheminement historique cavalier et principalement consacré aux comptes-rendus de séances, il convient de repérer les conceptions du métier et les représentations de l'univers politique, sous-jacentes à de telles normes rédactionnelles.

A. L'avènement d'un dispositif d'enregistrement

L'activité des séanciers repose historiquement sur un impératif civique, formulé dès les premières heures de la Révolution française : garantir la visibilité des débats législatifs auprès d'un public physiquement absent de l'enceinte parlementaire mais en droit d'être informé de l'activité de ses représentants. Ce principe de publicité fut revendiqué dès le milieu du XVIII^e siècle et visait à soumettre l'exercice du pouvoir d'Etat au regard et à la critique de l'*opinion publique*¹⁷⁷. En Grande-Bretagne, marquée par l'affirmation précoce de l'autorité du Parlement, une telle exigence de publicité fut satisfaite dès 1780, lorsque le *Morning Chronicle* put fournir le compte-rendu quotidien des séances à la Chambre des Communes¹⁷⁸. En France, elle n'advint qu'à travers l'effondrement de l'absolutisme. Érigés en Assemblée nationale le 17 juin 1789, les députés du Tiers Etat prétendirent incarner la souveraineté nationale et se posèrent en législateurs légitimes. La question de l'ouverture de l'Assemblée au « public » fut alors centrale dans les discussions relatives au dispositif parlementaire¹⁷⁹. Mais cette exigence ne concernait pas seulement les observateurs, physiquement présents à l'Assemblée. Elle sous-tendait également l'ensemble des citoyens désireux de prendre connaissance de la délibération législative et des opinions défendues par leurs représentants. Aussi la presse fut-elle pensée par certains révolutionnaires comme « le seul moyen pour le Peuple de surveiller, d'éclairer, de censurer ses représentants. »¹⁸⁰ Attribuant une fonction pédagogique au journaliste/publiciste, Jacques Pierre Brissot soulignait qu'« en instruisant le Public des opérations de l'Assemblée nationale », la presse pouvait répandre partout les lumières qui préparent une nation à recevoir une constitution libre. »¹⁸¹ Dès lors, face à des journaux créés en tant que « tribunes » pour relayer les combats de leurs fondateurs, ont été constituées plusieurs publications (*Le Journal de Bruxelles* de Jacques Mallet du Pan, *Le Moniteur universel* de Charles Panckoucke) qui ne devaient se borner qu'à une stricte tâche de compte-rendu : « La consigne donnée aux rédacteurs leur

¹⁷⁷ Sur ce point, voir HABERMAS Jürgen, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris : Payot, 1993, p. 38 sq.; CHARTIER, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris : Le Seuil, 1990, pp. 32-52; HEURTIN Jean-Philippe, *L'Espace public parlementaire. Essai sur les raisons du législateur*, Paris : PUF, 1999, pp. 22-25.

¹⁷⁸ DUBIEF Eugène, *Le Journalisme*, Paris : Hachette, 1892, p. 102. En Grande-Bretagne, cette publicité des débats s'est manifestée *de facto* puisqu'elle fut (et demeura longtemps) officiellement interdite. C'est pourquoi les radios ne furent autorisées à enregistrer les débats parlementaires qu'en 1978, tandis que la télévision ne put filmer les séances qu'en 1989 (cf. NEGRINE Ralph, « Parliament and the Media. A Changing relationship ? », *European Journal of Communication*, vol. 14, n°3, 1999, p. 348).

¹⁷⁹ HEURTIN Jean-Philippe, *L'Espace public parlementaire*, op. cit., p. 21.

¹⁸⁰ *Le Patriote français*, 7 août 1789. Cité par HEURTIN Jean-Philippe, *L'Espace public parlementaire*, op. cit., p. 34.

¹⁸¹ *Ibidem*.

impose exactitude, même au prix d'un certain retard dans l'information, clarté et fidélité dans l'exposé, et leur interdit d'«ajouter des réflexions aux motions et aux délibérations.»¹⁸² Cyril Lemieux a décrit avec minutie l'émergence de ce «journalisme sobre et factuel» qui «fait de l'exhaustivité et de l'exactitude de ce qu'il rapporte son principe de grandeur.»¹⁸³ La presse se met ici «au service de la communication entre députés et électeurs, toute entière attachée à la transcription la plus fidèle et la plus littérale des propos tenus par les représentants de la nation.»¹⁸⁴ Ce journalisme légaliste «n'attribue généralement qu'aux seuls députés une compétence critique explicite, et n'autorise quant à lui aucun commentaire, ni n'ajoute aucune réflexion ou opinion personnelle à celles formées par les élus dans l'enclos sacré du Parlement. Son idéal est de disparaître, de s'exclure en tant que subjectivité, de la surface du compte-rendu.»¹⁸⁵ Le rédacteur doit dès lors investir la posture d'un «greffier consciencieux notant de la manière la plus rigoureuse possible les minutes des débats pour en “instruire fidèlement” dans un souci d'intégration politique ceux qui sont spatialement éloignés du théâtre de l'assemblée, mais doivent être aussi bien avertis de ce qui s'y passe que ne le seraient des “spectateurs attentifs”»¹⁸⁶.

Dès son origine, ce répertoire journalistique fut cependant pénétré d'une certaine ambiguïté. Compte tenu de sa constitution soudaine, l'Assemblée ne disposait d'aucun service sténographique, si bien que les responsables du *Moniteur universel* ou du *Journal de Bruxelles* se contentaient de reproduire *in extenso* les discours écrits que leur faisaient parvenir les orateurs, au prix parfois de quelques modifications de leur prise de parole originale¹⁸⁷. C'est donc pour offrir «le miroir le plus fidèle de l'Assemblée nationale» que le *Journal logographique* mit en place, en janvier 1791, l'ébauche d'un travail sténographique en disposant une dizaine de rédacteurs chargés de prendre en note le compte-rendu «analytique» des débats¹⁸⁸. Mais ce n'est qu'après la chute du Premier Empire, lorsque la

¹⁸² CALVET Henri, *La Presse contemporaine*, Paris : Nathan, 1958, p. 89.

¹⁸³ LEMIEUX Cyril, «La Révolution française et l'excellence journalistique au sens civique. Note de recherche», *Politix*, n°19, 1992, p. 31

¹⁸⁴ *Ibidem*.

¹⁸⁵ *Ibid.*, p. 33. Cyril Lemieux cite le journaliste Mallet du Pan qui écrit dans le *Journal de Bruxelles* du 15 août 1789 : «Nous n'avons pas la présomption de vouloir éclairer ou égaler son jugement, par les réflexions que leur promptitude fait nécessairement rentrer dans le cercle des lieux communs. Chaque citoyen doit consulter sa raison propre, et non celle d'un journaliste.»

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. 34

¹⁸⁷ «Ainsi, Mirabeau, soucieux de ne pas se couper du camp révolutionnaire, n'hésita pas à falsifier son discours sur le droit de paix et de guerre pour faire parvenir dans les départements une version différente de celle qu'il avait prononcée à l'Assemblée.» («Les rédacteurs des débats», document de l'Assemblée nationale, p. 3).

¹⁸⁸ «Sous l'Assemblée législative, le journal *Le Logographe* imagine un moyen assez singulier. Dans une petite loge grillée, située derrière le fauteuil du président, cinq ou six rédacteurs placés autour d'une table ronde

parole dans l'hémicycle redevint relativement « libre », que le gouvernement ouvrit une véritable tribune de presse et attacha quelques sténographes au service des Chambres. Leurs effectifs furent largement étendus après la Révolution de Juillet puis, en 1848, les sténographes officiels prirent rang parmi les fonctionnaires publics. Cependant, bien que le dispositif d'enregistrement des débats fut désormais pris en charge par l'institution parlementaire elle-même, les journaux ne furent autorisés, entre 1852 et 1860, qu'à reproduire le procès verbal établi par le président du Corps législatif¹⁸⁹.

Il fallut donc attendre 1861 pour que la presse puisse disposer des comptes-rendus intégraux, le gouvernement s'octroyant toujours la possibilité d'apporter des rectifications ou d'imposer certains textes. Puis, c'est à travers l'effondrement du Second Empire et la loi du 26 juin 1871 que les journaux purent à nouveau publier leurs propres récits des séances¹⁹⁰. Selon leurs orientations rédactionnelles, ils mirent alors en place différentes démarches d'enregistrement et de mise en forme des débats. Michael Palmer remarque qu'aux premières heures de la III^e République, certains quotidiens « doctrinaires » se contentèrent de reproduire le résumé de la séance fait par l'un des députés de leur camp¹⁹¹. Il note également l'apparition, au cours des premières années de la Troisième République, des « physionomistes », rédacteurs affectés à la description des débats, dont les comptes-rendus furent plus « vivants », plus « alertes », moins soumis aux exigences d'objectivité que ceux fournis par les services de l'Assemblée¹⁹². En 1892, Eugène Dubief soulignait cependant que ce genre tendait déjà à « se démoder »¹⁹³. A la fin du XIX^e siècle, la plupart des journaux, y compris les plus engagés d'entre eux, composaient alors « leurs comptes-rendus d'extraits du feuilleton analytique ou sténographique, reliés par quelques mots sans prétention. Nous nous rapprochons ainsi de l'idéal anglais : des faits, pas de commentaires. »¹⁹⁴

écrivait, en se servant de l'écriture ordinaire, des phrases ou parties de phrases qui étaient ensuite ajustées ensemble. » (DUBIEF Eugène, *Le Journalisme*, Paris : Hachette, 1892, p. 105).

¹⁸⁹ Cf. PALMER Michael B., *Des Petits journaux aux grandes agences. Naissance du journalisme moderne (1863-1914)*, Paris : Aubier, 1983, p. 72.

¹⁹⁰ *Ibidem*.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 77.

¹⁹² *Ibidem*. Il identifie un tel registre dans certains journaux républicains qui s'affairent principalement à rendre compte du travail des députés de leur camp. Michael Palmer rappelle qu'Emile Zola fut, par exemple, affecté quotidiennement à ce travail en 1871-72 : il personnalisa l'actualité parlementaire en n'hésitant pas à mettre en avant certaines anecdotes et à exprimer ses partis pris.

¹⁹³ On peut toutefois identifier la poursuite de cette ambition littéraire à travers les comptes-rendus que proposèrent les séanciers du *Figaro* au cours des années 1940 et 1950.

¹⁹⁴ DUBIEF Eugène, *Le Journalisme*, *op. cit.*, p. 109 : « On a même vu pendant longtemps – sous la monarchie de juillet et après la guerre de 1870 – des journaux ne publier sur les Chambres qu'une *lettre* plus ou moins alerte, un "courrier" plus ou moins littéraire, plus ou moins fantaisiste. (...) Aujourd'hui le genre tend à se démoder. »

Cette conception fut favorisée par la loi du 26 juin 1871 qui ordonnait à l'institution parlementaire de fournir une synthèse des débats au syndicat de la presse. Dès 1873, ce succinct compte-rendu, constitué avant même la parution du *Journal officiel*, était livré gratuitement aux journaux qui le désiraient. Car, mis à part *Le Moniteur*, qui perdit son statut de *Journal officiel* en 1869, aucun journal ne disposait de l'espace rédactionnel lui permettant de reproduire l'intégralité du contenu des séances. Aussi, à mesure que s'amélioraient les dispositifs de sténographie, le secrétariat des débats de l'Assemblée s'était efforcé de dissocier deux types de document : l'*in extenso*, destiné au *Journal officiel* et toujours soumis aux corrections des orateurs ; l'*analytique* qui synthétise les débats en quelques colonnes livrées à 17 heures aux journaux du soir, puis à 19 heures aux journaux du matin. Ces comptes-rendus « analytiques » ne purent être institutionnalisés que lorsque les députés reconnurent la compétence et l'impartialité des sténographes et acceptèrent de ne pas apposer de retouches à cette restitution synthétique de leurs prises de parole¹⁹⁵. Compte tenu des maigres effectifs des quotidiens, dans un contexte de valorisation des normes d'objectivité, c'est ce document qui fut pendant longtemps, soit diffusé tel quel, soit retravaillé à partir des propres notes des rédacteurs : « Il ne faut donc pas s'imaginer que les "chambriers" passent le meilleur de leur temps à boire des bocks à la buvette ou à bavarder dans les couloirs, et qu'ils font après cela leur compte-rendu en se servant de l'*Analytique* qui leur est distribué par les soins de la Questure. Ce sont, en réalité des spectateurs attentifs, et l'*Analytique* ne leur sert, ensuite, que d'aide-mémoire »¹⁹⁶.

B. Le journalisme parlementaire comme journalisme d'intermédiaire

La valorisation des débats législatifs, dont témoigne la pérennité des comptes-rendus de séance dans la presse des XIX^e et XX^e siècle, accompagne donc étroitement l'avènement du parlementarisme, sous la Monarchie de Juillet d'abord, sous la III^e République ensuite. Historiquement, la reproduction analytique des débats se justifie par la position du Parlement dans le schéma institutionnel et par la prééminence de l'affrontement oral dans le processus législatif. Pour les informateurs parlementaires et leurs directions, l'Assemblée constituait la tribune politique centrale, à travers laquelle les majorités se constituaient, les doctrines se

¹⁹⁵ « Le compte rendu analytique reproduit seul la physionomie des débats. C'est une photographie réduite, mais sans retouches. L'*in extenso* donne la vérité officielle ; l'*analytique*, la vérité vraie. » (*Ibid.*, p. 108).

confrontaient, les personnalités manifestaient leur éloquence. Par cette reproduction chronologique et volontiers exhaustive des débats, les rédacteurs véhiculaient ainsi des représentations du « pouvoir » conformes à l’imaginaire représentatif¹⁹⁷. Évoquant la presse du début du XX^e siècle, Nicolas Rousselier insiste sur cette croyance : « Il suffit d’ouvrir les journaux de l’époque et de chercher quelle place occupe le compte-rendu des tractations entre états-majors – de très courts entrefilets perdus dans les profondeurs des pages intérieures – pour comprendre qu’aux yeux des contemporains les vraies orientations de la vie politique ne se décidaient pas dans le secret des commissions exécutives des partis ni au milieu de la publicité orchestrée par les congrès ou les “meetings”. »¹⁹⁸ Cet historien juge d’ailleurs cette croyance bien fondée. A ses yeux, « La démocratie du Parlement en 1900 était devenue un nouvel art de gouverner où toute décision devait d’abord être une délibération publique, où l’art politique consistait d’abord à créer une opinion, un accord ou une conviction à l’échelle d’une assemblée pour ensuite la traduire en décision publique. »¹⁹⁹

Au-delà même de la Chambre des députés, une telle conception de la politique permet de comprendre l’intérêt manifeste pour les discours *publics* exprimés au sein d’arènes *institutionnelles*, donc *légitimes*. En 1924, deux journalistes firent ainsi le constat suivant : « Nous ne savons si (...) la France commence à être dégoûtée du parlementarisme. Toujours est-il que les débats de nos sénateurs et surtout ceux de nos députés tiennent une place importante dans les journaux français. On trouvera plus facilement à Paris des quotidiens sans reporter – se contentant de puiser les faits divers dans les feuilles d’agences – que des quotidiens sans “chambrier”. C’est que la façon dont est rédigé un fait-divers n’a qu’une importance secondaire ; la façon dont est fait le compte-rendu des séances de la Chambre peut en avoir une considérable. »²⁰⁰ A travers cette valorisation du discours et de l’éloquence des hommes politiques, la presse quotidienne s’était donc donnée pour rôle de diffuser le spectacle de l’affrontement tel qu’il était mis en scène par l’architecture parlementaire. Au

¹⁹⁶ BILLY André, PIOT Jean, *Le Monde des journaux. Tableau de la presse française contemporaine*, Paris : Les Editions G. Crès et Cie, 1924, p. 71.

¹⁹⁷ Cf. KIMMEL Adolf, *L’Assemblée nationale sous la Cinquième République*, Paris : Presses de la FNSP, 1991, p. 301 : « Sous la Troisième République, le Parlement était le centre des débats politiques publics, dont il avait le quasi-monopole. Les partis (...) n’étaient pas en mesure de disputer son rôle à la Chambre des députés. Leur activité publique se limitait dans une large mesure pour les socialistes et exclusivement en ce qui concerne les partis du centre et de droite aux périodes de campagne électorale. » (*Ibidem*).

¹⁹⁸ ROUSSELIER Nicolas, *Le Parlement de l’éloquence. La souveraineté de la délibération au lendemain de la Grande Guerre*, Paris : Presses de la FNSP, 1997, p. 61.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 17. Il suggère également que « Si les sommets de l’Etat et de l’administration étaient placés sous l’empire de la discussion publique comme le montre le Conseil des ministres lui-même, (...) c’est que tout la société politique, de bas en haut, était une société de palabres, une société parlementaire. » (*Ibid.*, p. 48).

²⁰⁰ BILLY André, PIOT Jean, *Le Monde des journaux, op. cit.*, p. 69.

regard de ce journalisme d'enregistrement, la notion d'information va au-delà des sens qui lui sont habituellement attribués (« mettre en forme », « faire connaître », etc.). Informer, c'est aussi, dans une perspective didactique, « former ». Pour la presse sollicitant un public *bourgeois*, former le citoyen, c'est l'éclairer sur les idées formulées dans la sphère publique, sur leur confrontation au sein des arènes officielles, sur leur matérialisation dans le corpus législatif. Comme le souligne J.-G. Padioleau au sujet du *Monde*, dont les productions s'inscrivaient dans une tradition ouverte par *Le Temps* (1861-1942), c'est une telle conception du travail journalistique qui sous-tendait la restitution abondante de matériaux du débat public : « Le journalisme de l'exposé documentaire affectionne l'image du lecteur, animal raisonnable de l'idéologie libérale. Les corpus de discours, les monceaux de statistiques, les données de faits reproduits avec toute l'exactitude du possible, les points de vue offrent aux lecteurs des éléments d'information et de réflexion qui les prédisposent à opiner. »²⁰¹

Mais, à cette lecture libérale valorisant le rôle civique de ce journalisme²⁰², une autre interprétation du journalisme parlementaire peut être suggérée. Cette lecture prend appui sur l'indifférenciation initiale entre le travail des premiers séanciers et l'activité sténographique de l'institution parlementaire. Malgré la spécialisation progressive des deux métiers, ils continuèrent à entretenir une profonde intimité. En effet, en restituant principalement la dimension *publique* des luttes et des arbitrages politiques, les informateurs parlementaires se contentaient d'en livrer la façade *officielle*. « Si le Parlement est une machine si adaptée à la presse, c'est que cette machine a été entièrement conçue par le discours public : c'est un théâtre dont la presse a pour mission d'élargir les effets dramatiques. A l'inverse, les autres lieux de pouvoir et de débat n'ont pas été institués pour se donner en représentation permanente. A certaines occasions, bien plus, ces lieux redoublent de précaution pour empêcher toute publicité. »²⁰³ L'auteur de cette remarque, Yves de la Haye, poursuit : « En d'autres termes, le Parlement donne à la presse de mauvaises habitudes :

²⁰¹ PADIOLEAU Jean-Gustave, « *Le Monde* » et le « *Washington Post* ». *Précepteurs et mousquetaires*, Paris : PUF, 1985, p. 98. Une telle conception du travail journalistique impliquait notamment d'éviter « le péché de l'engagement partisan », du moins dans les papiers d'information (*Ibidem*).

²⁰² « Légaliste », ce journalisme fut également « loyaliste » envers le régime. Ce rédacteur royaliste, ayant travaillé au *Petit journal* puis au *Figaro*, lors des années 1920 et 1930, souligne qu'à cette époque, « Un grand quotidien d'Information devait se garder de toute appréciation. M. le président du Conseil, quel qu'il fût, avait droit aux égards qui avaient été rendus à son prédécesseur et le seraient à son successeur ; les séances du Parlement, elles, avaient droit à l'objectivité de l'analytique à peine démarqué. Le Régime était tabou et en aucun cas n'aurait pu être rendu responsable des incartades des politiciens. » (ARBELLOTT Simon, *Journaliste !*, Paris : La Colombe, 1954, pp. 67-68).

²⁰³ DE LA HAYE Yves, *Journalisme : mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, Grenoble : ELLUG / La Pensée sauvage, 1985, p. 71.

- il développe la tendance à confondre la politique et les discours politiques ;
- il encourage une forme de passivité dans l'investigation : puisque, par définition, la matière première surabonde, il est inutile d'enquêter. La Tribune parlementaire est une source idéale ;
- il laisse à penser que les affaires publiques se traitent au grand jour et que par conséquent la presse [est le] prolongement naturel du Parlement (...).

Parlement et presse ont été en quelque sorte la matrice du journalisme d'*intermédiaire* au détriment du journalisme d'*investigation*. »²⁰⁴.

Cette ambiguïté du compte-rendu de séance n'émane pas seulement de cette attitude de strict intermédiaire qui ne discute pas le bien-fondé ou la véracité des affirmations des orateurs. Elle renvoie plus généralement à l'ambivalence même du principe de publicité qui agence tout à la fois une dimension de *visibilité* et une dimension de *propagande*²⁰⁵. Malgré ou à cause de son apparente objectivité, le journalisme d'enregistrement permet de relayer prioritairement la communication politique de certaines fractions de l'espace parlementaire et d'ainsi satisfaire les accointances personnelles du rédacteur ou les stratégies de positionnement de la direction du journal. Cette démarche s'est manifestée tout au long de l'histoire de ce genre journalistique qui, de la fin du XVIII^e siècle au milieu du XX^e siècle, est marqué par sa stupéfiante invariabilité stylistique²⁰⁶. En 1842, Balzac surnommait déjà ces rédacteurs de « camarillistes »²⁰⁷ et en donnait la description suivante : « Mettre en entier le discours des députés qui appartiennent à la couleur du journal, en ôter les fautes de français, les relever par des (*sensations*) (*vive sensation*) (*profonde sensation*). Si le chef de la nuance du parti qui représente le journal a pris la parole, on lui doit la phrase suivante : "Après ce discours, qui a vivement agité la Chambre, la séance est pendant un moment suspendue (...)". La vraie séance n'est nulle part, pas même dans *Le Moniteur*, qui ne peut avoir d'opinion, qui

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 72. Cette dimension était notamment manifeste dans les comptes-rendus de la presse quotidienne régionale qui se contentaient, le plus souvent, de reproduire les interventions des parlementaires locaux (cf. Pierre Sainderichin, entretien n°14 ; LIMAGNE Pierre, *Journaliste sous trois Républiques*, Paris : Les Editions du Témoignage Chrétien, 1983, p. 138).

²⁰⁵ D'ailleurs, Michel Foucault indique que le terme « publicistes », avant qu'il ne désigne les journalistes politiques du XIX^e siècle, renvoyait, au XVII^e siècle, à ces agents de propagande d'Etat appelés à manipuler l'opinion publique (FOUCAULT Michel, *Sécurité, territoire et population. Cours au Collège de France. 1977-1978*, Paris : Gallimard – Le Seuil, 2004, p. 278).

²⁰⁶ Il faudrait comparer les citations prélevées par Cyril Lemieux dans les journaux de 1789 avec cette description que suggère Michael Palmer de la presse des années 1870-1880 : « L'informateur parlementaire s'éclipse. (...) Plus que tout autre, il cherche à donner à ses informations l'aspect du "fait brut", caractéristique de la dépêche. Si elles sont tendancieuses, celles-ci, pour porter, se doivent d'être d'apparence sobre, sévère, et donc sérieuses : la coloration en est bannie. » (PALMER Michael, *Des Petits Journaux aux grandes agences, op. cit.*, p. 77).

ne peut décrire la physionomie de la Chambre, qui accepte les rectifications des orateurs, et qui détruit, par sa froideur officielle, la passion qui a bouleversé les députés sur leurs bancs. Assister à une séance, c'est avoir entendu une symphonie. Lire les séances dans chaque journal, c'est entendre séparément la partie de chaque instrument. »²⁰⁸ Bien qu'écrite sous la Monarchie de Juillet, cette peinture du métier se retrouve, de façon euphémisée, dans de nombreuses descriptions ultérieures. En 1924, A. Billy et J. Piot soulignent que les « comptes-rendus » ne sont, certes, pas mensongers, mais, malgré l'effacement supposé du rédacteur, ils ne peuvent être pour autant impartiaux : « Celui-ci expédie en trois lignes, comme insignifiant, un incident auquel le voisin consacre un tiers de colonne. Un bref paragraphe lui suffit à résumer l'intervention de l'honorable M. [X] (...). Le discours de son contradicteur sera reproduit presque *in extenso*. Ce dosage savant varie selon la politique du journal. »²⁰⁹

Historiquement, les comptes-rendus de séance renvoyaient donc aux différents rôles politiques des quotidiens : (in)former les citoyens en favorisant la publicité des débats législatifs et des prises de position de leurs représentants ; mobiliser le militant en relayant prioritairement les déclarations des élus soutenus par le journal ; promouvoir la carrière d'un parlementaire allié en mettant en valeur sa capacité de persuasion auprès de ses pairs. Indépendamment de l'orientation éditoriale des publications, un tel travail journalistique témoignait bien de certaines croyances politiques. En s'effaçant de la surface d'un compte-rendu chronologique et exhaustif, le rédacteur devait donner à voir la « vérité » de l'affrontement politique ; il mettait en scène des orateurs dont les déclarations étaient censées refléter intimement leurs convictions ; il admettait l'efficacité mobilisatrice de la parole politique ; il signifiait le poids de l'institution parlementaire dans le jeu politique. Certes, la concentration du pouvoir politique au sein de l'Assemblée nationale caractérise bien le régime mis en place en 1946, quoique la configuration tripartite initiale bouleverse quelque peu les règles du parlementarisme. Mais cette homologie des structures institutionnelles de la III^e et IV^e République suffit-elle à expliquer la pérennité des denses comptes-rendus parlementaires et, au-delà, des différentes modalités du journalisme d'enregistrement ?

²⁰⁷ Le terme semble avoir été forgé par Balzac à partir du substantif « Camarilla » dont le *Robert* suggère les définitions suivantes : « [1824 : mot espagnol "cabinet particulier du roi", de *camara*, "chambre"] 1. Parti absolutiste formé par les familiers du roi d'Espagne. 2. Coterie influente autour d'un personnage important. »

²⁰⁸ BALZAC Honoré de, *Monographie de la presse parisienne*, Paris : Mille et une Nuit, 2003, pp. 32-34.

²⁰⁹ BILLY André, PIOT Jean, *Le Monde des journaux*, *op. cit.*, p. 70.

§ 2. PERENNISER LES ANCIENS SAVOIR-FAIRE : LE « CLUB » PARLEMENTAIRE

On l'a dit, pas moins de trente-sept quotidiens d'information générale virent le jour à Paris entre août 1944 et décembre 1945. Parmi ceux-ci, les lecteurs découvrirent vingt-huit nouveaux titres, prolongements des feuilles clandestines de la Résistance ou journaux constitués peu après la Libération. Un tel foisonnement ne constituait cependant pas une réelle rupture par rapport à la situation d'avant-guerre. En 1939, le marché des quotidiens parisiens comptait trente et une publications²¹⁰. Sur ces trente et un journaux, neuf seulement furent autorisés à reparaitre (*Le Figaro*, *La Croix*, *L'Ordre*, *L'Humanité*, *Ce Soir*, *L'Epoque*, *Le Populaire de Paris*, *L'Aube*, *La Nation*) dont deux tiers (les six derniers cités) étaient directement affiliés à un parti politique. À côté de ce renouvellement des journaux, il faut également noter un net renouvellement de leurs personnels. En effet, le journalisme fut particulièrement marqué par l'épuration et ce, dès l'été 1944²¹¹. Bien sûr, le processus fut confus et bien loin d'être mené à son terme. D'une part, les journaux avaient immédiatement besoin de professionnels qualifiés et beaucoup fermèrent les yeux sur les activités de leurs salariés pendant l'Occupation. D'autre part, plus de 70 % des peines de suspension décrétée par la Commission d'épuration n'excédèrent pas seize mois. Il n'en demeure pas moins, qu'à l'image de ce rédacteur rejoignant, en 1945, le service *Politique* de *Paris-Presse*, cette situation a favorisé les chances d'accès à des positions autrefois très convoitées :

« Moi, j'ai occupé à 23 ans, un poste [couloiriste] qui était autrefois le maréchalat des journalistes politiques. (...) C'était un poste qu'on n'avait pas à 23 ans. Et nos aînés immédiats avaient 35-40 ans. Ils avaient déjà été journalistes avant guerre, ne serait-ce que "grouillots" ou porteurs de copie. Il y avait dix ans de différence d'âge. Il a fallu lutter contre ces gens-là qui défendaient leur beefsteak et qui n'étaient pas prêts à voir arriver des petits cons. Les gens défendaient leur place, parce qu'il y a eu aussi le fait que la pléthore de journaux de l'après Libération s'est réduite, s'est dégonflée et les places devenaient plus chères. » (Max Jalade, entretien n°65).

Pourtant, malgré l'apparition de nouveaux titres et le rajeunissement des rédactions²¹², les pages *Politique* des années 1940 et 1950 perpétuaient les normes d'écriture mises en place avant-guerre. Outre la similitude entre les régimes des III^e et IV^e République, différents facteurs ont, en effet, contribué à la reproduction de ce journalisme d'enregistrement.

²¹⁰ *Presse et statistiques*, n°12, 1986, p. 134.

²¹¹ Voir DELPORTE Christian, *Les Journalistes en France 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris, Le Seuil, 1999, p. 384 sq.

²¹² « Un tiers environ des candidats à la carte en 1945 n'ont jamais exercé auparavant, et plus d'un journaliste sur quatre est considéré comme stagiaire en octobre de la même année, indiquant également par là un sensible rajeunissement de la profession. » (*Ibid.*, p. 400).

Il faut tout d'abord se pencher sur la question de l'apprentissage du métier de journaliste politique. Recrutés le plus souvent par cooptation, à la suite d'un engagement dans un mouvement résistant, sur le conseil d'un homme politique ou sur la recommandation d'un collaborateur du journal²¹³, la plupart des jeunes rédacteurs ne disposaient pas de formation spécifique au journalisme. Leurs ressources universitaires n'étaient d'ailleurs pas toujours élevées, puisque sur les vingt-huit journalistes recensés, nés entre 1915 et 1930 et dont on connaît le cursus scolaire, sept n'ont pas effectué d'études post-baccalauréat²¹⁴. Tous les journalistes rencontrés expliquent alors avoir été formés « sur le tas », par « compagnonnage », « auprès des anciens » :

- « Y avait-il une école qui permettait aux jeunes gens de l'époque (car n'oublions pas que j'avais 23 ans à l'époque), de faire leur apprentissage du métier de journaliste ? Non. L'école est venue plus tard avec tous ses mérites, tous ses inconvénients. Le métier, on l'apprenait sur le tas, comme nos prédécesseurs. N'oublions pas que nos prédécesseurs, ceux qui étaient nos chefs de service, comme Louis Gabriel-Robinet, étaient nés avant la Guerre de 1914. (...) Le premier apprentissage, c'était d'être permanencier d'une édition. Alors là, on apprend tout. On apprend d'autant plus vite que vous n'aviez qu'une feuille recto-verso. Qu'est-ce que vous apprenez avec une feuille recto-verso ? Vous apprenez à faire court. Donc vous apprenez à exprimer quelque chose le plus brièvement possible. Vous apprenez à être fidèle aux consignes que vous donne votre directeur, votre chef de service, et surtout votre secrétaire de rédaction. » (Jean Griot, journaliste politique au *Figaro* depuis 1945, entretien n°55)

- « On apprenait sur le tas. Ça n'existait pas les écoles de journalisme. (...) On était embarqué au petit bonheur. Et puis le journal rejetait ses scories et gardait ce qu'il y avait de meilleur. Alors il y avait tout de même dans la presse de la Libération, des journalistes d'avant-guerre qui n'avaient pas travaillé pendant l'Occupation et qui reprenait les rôles du nouveau journalisme. Et c'est avec eux que nous avons appris notre métier. » (Jean Ferniot, journaliste politique à *Franc-Tireur* depuis 1945, entretien n°32).

Ces entrants dans le métier ne disposaient donc pas des ressources leur permettant de discuter ou de contester les exigences rédactionnelles de chefs ayant, pour la plupart d'entre eux, exercé avant guerre. Leurs prédécesseurs les plus âgés, décrits comme des « monstres sacrés », des « gens considérables » (entretien n°65), suscitaient un fort respect, compte tenu de leur prestige dans la profession et de leur insertion manifeste dans l'univers parlementaire²¹⁵.

²¹³ On développera cette question de l'activité résistante et de l'appartenance partisane des journalistes politiques *infra*.

²¹⁴ Quant aux autres, huit ont effectué des études de Droit, huit ont suivi un cursus de Lettres (à l'Université ou en Khâgne), quatre sont diplômés de l'École libre de sciences politiques ou de l'IEP Paris, deux étaient inscrits en histoire et deux en philosophie. Si l'on ajoute les sept non diplômés, le total est supérieur à vingt-huit puisque certains journalistes ont cumulé plusieurs formations. On ne sait d'ailleurs pas toujours si ces études ont été sanctionnées de diplômes.

²¹⁵ Cette dimension est soulignée dans l'ensemble des autobiographies de journalistes politiques des III^e et IV^e Républiques. On la retrouve, par exemple, sous la plume de Simon Arbellot : « Nous avions le respect de nos

Encadré 1. Biographies succinctes de quelques chroniqueurs et chefs des services *Politique* au lendemain de la guerre.

- **Georges GARREAU** : né en 1885. Journaliste parlementaire, directeur des services *Politiques* puis rédacteur en chef du *Matin* (1909-40). Commandeur de la Légion d'honneur, président de l'Association de la presse parlementaire (1945-55), président du Syndicat national des journalistes, il devient rédacteur en chef *Politique* à *Paris-Presse* entre 1945 et 1954.
- **Jean BENEDETTI** : né en 1901. Journaliste parlementaire à *La Croix* (1933-34) puis au *Petit Parisien* (1934-40), il devient séancier à *L'Aube* (1945-50) puis à *Paris-Presse* (1950-65). Officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du mérite, il présidera l'Association de la presse parlementaire entre 1955 et 1965.
- **Georges GOMBAULT** : né en 1881. D'orientation radicale-socialiste, il est journaliste parlementaire à *L'Aurore* (1905-09), à *Paris-Midi* (1909-13), à *L'Homme libre* (1913-1914), à *L'Œuvre*, à *Bonsoir*, au *Quotidien*, à *La Lumière* (1919-39). Il s'installe à Londres en 1940 et prend la tête du journal *France* (1940-44). Une fois revenu en France, il est nommé éditorialiste de politique intérieure à *France-Soir* (1945-58). Vice-président de la Ligue des Droits de l'Homme à partir de 1946, il obtient le titre de Grand officier de la Légion d'honneur.
- **Yves GROSRIEUX** : né en 1907. Petit-neveu de Gustave Téry (directeur de *L'Œuvre*), il devient journaliste parlementaire dans ce journal (1931-39) puis collaborateur au *Canard enchaîné*, à *Marianne*, à *Regards*, à *Messidor*. Professeur de lettres pendant la guerre mais engagé dans le mouvement « Défense de la France », il prend la tête du service *Politique* de *France-Soir* (1944-58) tout en étant rédacteur en chef au *Canard enchaîné* et au Journal parlé de la Radiodiffusion française (1944-46).
- **Rémy ROURE** : né en 1885. Journaliste parlementaire au *Temps* entre 1919 et 1939. Membre du réseau « Franc-Tireur » à Lyon, arrêté par la Gestapo et déporté à Auschwitz puis à Buchenwald. Rentré en France en 1945, il devient « éditorialiste de politique intérieure » au *Monde* jusqu'en 1952.
- **André BALLEST** : né en 1903. Journaliste parlementaire (1926-38) puis secrétaire de la direction (1938-41) au *Temps*, il devient séancier et chef adjoint du service *Politique* du *Monde* en 1946.
- **Louis GABRIEL-ROBINET** : né en 1909. Avocat à la Cour de Paris (1932-34) puis grand reporter à *L'Echo de Paris*, à *L'Epoque* et à la *Revue des Deux Mondes* entre 1934 et 1939. Il intègre *Le Figaro* en 1937 au service *Information générale* puis au service *Politique*. Il fut alors membre du service de presse du président Paul Reynaud (1940). À la Libération, il prend la tête du service *Politique* du *Figaro*, puis en devient rédacteur en chef – éditorialiste politique en 1946. Il est commandeur de la Légion d'honneur
- **Marcel GABILLY** : né en 1904. Rédacteur au journal *Centre-Ouest* à Poitiers puis journaliste parlementaire à *La Croix* (1930-43) et au *Figaro* (1940-42), il devient séancier au *Figaro* (1944-58) et chef du service *Politique* (1946-58). Il est commandeur de la Légion d'honneur et commandeur de l'Ordre national du mérite.

Différentes anecdotes relatent ainsi les difficultés rencontrées par les plus jeunes journalistes pour subvertir, même de façon mineure, l'écriture de leurs papiers. Par exemple, des apartés ironiques se voyaient proscrites puisque considérées comme « irrespectueuses » pour le personnel politique et pour le lecteur. Ces rédacteurs devaient donc incorporer des impératifs de « rigueur », revendiqués aussi bien par les anciens du *Figaro*, de *Paris-Presse* ou de *L'Humanité*, et qui se manifestaient tout autant dans l'écriture journalistique que dans

ânés et les écoutes. (...) Nous devinions la vanité d'écrire dans les journaux, mais nous en sentions le mérite et nous gardions le respect de ceux qui nous en avaient montré le chemin. » (*in Journaliste !, op. cit.*, pp. 32-33).

l'attitude exigée vis-à-vis des représentants politiques²¹⁶. L'histoire suivante, datant de 1952, est significative de l'imposition, par les hiérarchies, d'un impératif de sérieux, au sein même d'un journal comme *Paris-Presse*, pourtant caractérisé par ses manchettes audacieuses et son goût de l'anecdotique²¹⁷ :

« Dès qu'on essayait de présenter une connerie, le rédacteur en chef, Pierre Manevy, s'y opposait. Un jour, il y avait un congrès du RPF, c'était en pleine bagarre et je racontais : "Pan, pan, pan, ils se sont engueulés, etc. La preuve que le mouvement connaît des difficultés, ils ont décidé de se réunir la prochaine fois à Saint-Maur des fossés, on ne peut mieux dire !" Je m'étais fait engueulé quand même là. (...) Pierre Manevy m'avait dit : "Mon petit, tu te crois au *Canard enchaîné* ?" » (Max Jalade, entretien n°65).

Au-delà même de cette question de l'apprentissage des normes d'écriture, il faut garder en tête que le journalisme politique de la IV^e République demeurait très fortement hiérarchisé. D'une part, les services *Politique* étaient structurés selon un cursus de métiers relativement rigide²¹⁸. Bien que les circonstances de l'immédiat après-guerre aient permis à de jeunes rédacteurs d'accéder rapidement à des positions valorisées, la réduction considérable du nombre de titres (de trente-six quotidiens en 1945 à douze en 1953) a très vite accru le coût d'entrée dans les rédactions et limité les possibilités d'une mobilité ascendante. Différents dispositifs révélaient la position des journalistes dans les hiérarchies rédactionnelles. Ainsi, le système des accréditations à l'Assemblée, négocié entre l'Association de la presse parlementaire et la présidence de la Chambres, reposait sur un principe pyramidal qui délimitait strictement l'accès aux différents espaces du Palais Bourbon²¹⁹ :

- « Avant, par exemple, ce salon-là, qui était le salon de la presse, était réservé uniquement aux rédacteurs en chef. Si vous étiez journalistes de base, vous n'aviez pas le droit d'y entrer. Et, à un certain niveau, on avait le droit d'aller aux "Quatre colonnes".

²¹⁶ A cet égard, il est intéressant de relever ce qui, aux yeux des journalistes politiques d'alors, pouvait constituer une « audace » : « Le facétieux du groupe [de journalistes parlementaires] était Jean Hutin. Au passage des ministres, les jours de Conseil, il arrivait près d'eux avec de gros sabots, posant des questions qui rompaient avec l'obséquiosité habituelle. Questions du genre : "la crise est-elle pour aujourd'hui ?", ou "Est-il vrai qu'on veut vous faire passer en Haute-Cour ?" » (LIMAGNE Pierre, *Journaliste sous trois Républiques*, op. cit., p. 43).

²¹⁷ Pour autant, ce journaliste relate, avec verve, les nombreuses « blagues de potache » que lui et ses jeunes confrères d'alors, pouvaient mener dans les couloirs de l'Assemblée ou des ministères. Il qualifie d'ailleurs cette période de « journalisme be bop » auquel la V^e République et son système majoritaire aurait mis fin.

²¹⁸ Dans son autobiographie, Pierre Limagne explique ainsi que les chroniqueurs et les chefs des services *Politique* étaient le plus souvent recrutés parmi les couloiristes, compte tenu de leur fréquentation régulière du personnel politique (LIMAGNE Pierre, *Journaliste sous trois Républiques*, op. cit., p. 141). Toutefois certains séanciers pouvaient occuper une position importante dans la hiérarchie du journal. Ainsi, au *Figaro*, Marcel Gabilly cumulait-il la rédaction quotidienne du compte-rendu des séances de l'Assemblée Nationale et le statut de chef de service *Politique*.

²¹⁹ Cette division de l'espace parlementaire sous la IV^e République reproduisait mise en place dès le milieu du XIX^e siècle. Dans sa *Monographie de la presse parisienne* de 1842, Balzac en dressait déjà le tableau de façon narquoise (op. cit., pp. 25-35). On la retrouve également finement décrite dans un ouvrage de 1924 qui rappelle que même la tribune de presse était divisée en deux étages. Le premier, « spacieux » et confortable », était réservé aux directeurs et rédacteurs en chef des journaux. Le second était occupé par les détenteurs des cartes « Séance » et « Couloir » (BILLY André, PIOT Jean, *Le Monde des journaux*, op. cit., p. 71).

Les autres n'avaient pas le droit de dépasser la salle des "Pas perdus". Il y a ceux qui étaient séanciers qui ne devaient rester que là-haut. Jusqu'à la Quatrième, c'était encore comme ça. (Henri Paillard, président de l'Association de la presse parlementaire, entretien n°2)

- « Il y avait une hiérarchie à cette époque. Ça n'était pas comme maintenant. Vous confirmiez avec la carte d'accréditation au salon des "Quatre Colonnes". Moi, par exemple, j'avais une carte "en surnombre", s'il y avait des places à la tribune de presse au deuxième étage. » (Jacques Malmassari, ancien séancier au *Parisien libéré*, entretien n°29).

Autre dispositif témoignant de l'expérience des rédacteurs : la signature des papiers. Tandis que les « articles » étaient, par principe, signés, les « informations » n'indiquaient que rarement l'identité de leurs auteurs. Pour les permanenciers, affectés aux tâches de desk, il allait de soi qu'ils ne pouvaient placer leur nom à la suite des filets ou des brèves composés à partir de dépêches d'agence ou de communiqués. Concernant les papiers plus étoffés (comptes-rendus de séances, de meetings, de Conseils des ministres, de commissions parlementaires, etc.), la règle variait d'un journal à l'autre. Tandis qu'au *Monde* et au *Figaro*, l'essentiel de leurs collaborateurs apposaient leur signature pour peu que leurs productions comportaient une certaine « valeur ajoutée » journalistique, la plupart des comptes-rendus de *France-Soir*, *Paris-Press* ou *L'Humanité* demeuraient anonymes. Cet ancien chef du service *Politique* de *L'Humanité* concevait ainsi la signature comme une reconnaissance de la responsabilité du rédacteur qui ne pouvait s'obtenir qu'après avoir fait les preuves de ses compétences rédactionnelles :

« Je me suis toujours battu pour que les signatures soient données au fur et à mesure de la qualité exprimée par le rédacteur. J'ai toujours été pour une espèce de hiérarchie qui n'est pas basée sur des aspects politiques mais sur des aspects journalistiques. (...) Il faut voir les choses dans la perspective de l'époque. On avait des journalistes qui apprenaient leur métier. » (André Carrel, entretien n°52).

L'intérêt porté à l'activité parlementaire par l'ensemble des titres de la presse quotidienne française contribuait à favoriser le rapprochement, physique et professionnel, entre les journalistes politiques des différentes rédactions. Malgré la concurrence et les polémiques que se livraient les quotidiens, le journalisme parlementaire était régulièrement décrit comme un « club » hiérarchisé selon le statut des rédacteurs mais manifestement marqué par la « camaraderie » entre journalistes. Bien sûr, dans les journaux populaires notamment, les scoops étaient valorisés et suscitaient une certaine compétition pour savoir, avant les autres, quelle serait l'attitude des groupes parlementaires ou des ministres. Néanmoins, comme le soulignent l'ensemble des journalistes interviewés, la plupart des parlementaires et des ministres étaient facilement loquaces. Compte tenu de la faible capacité des états-majors à sanctionner les élus indisciplinés, peu d'informations (contenu d'une

réunion à huis clos, stratégies d'un acteur ou d'un groupe, projets ou propositions de lois à venir, etc.) demeuraient longtemps secrètes²²⁰. Aussi le travail des journalistes politiques était-il particulièrement imprégné de « collaborations » entre rédacteurs²²¹. Les « ténors » se retrouvaient lors de dîners auxquels étaient invités les principaux leaders parlementaires ; les séanciers n'hésitaient pas à se relayer à la tribune et à s'échanger leurs notes pour s'éviter les douloureux ratages ; les couloiristes passaient de longues heures ensemble à attendre la fin des conseils ministériels²²². La métaphore du « club » désigne donc l'atmosphère régnant sein du « microcosme » parlementaire²²³ :

- « Avec Jacques Fauvet [du *Monde*], Bernard Lefort [de *Franc-Tireur*], Georges Altschuler [de *Combat*], Pierre Limagne [de *La Croix*], Louis-Gabriel Robinet [du *Figaro*], nous formions un petit groupe de journalistes qui s'étaient décidés, dès la Libération, à inviter les hommes politiques à déjeuner. Et on nous avait rendu les invitations. Et finalement, nous avons noué, avec une très grande loyauté, puisque les engagements de discrétion que nous prenions, nous les respections d'une façon absolue, un réseau d'amitié ou de relations amicales très large. Du même coup, nous pouvions nous permettre de nous comporter avec les hommes politiques d'une façon plus libre que nous ne l'aurions fait si nous avions été seulement d'un côté de la barricade et les hommes politiques de l'autre. En réalité, nous formions une sorte de petit club où nous avons des amitiés depuis les socialistes jusqu'à la droite. » (Jean Ferniot, journaliste parlementaire à *Franc-Tireur* puis à *France-Soir*, entretien n°32).

- « Alors c'était une vie à l'époque qui avait beaucoup de charme, un charme délétaire mais le charme d'une société en déclin. Et les journalistes parlementaires formaient un club très agréable. On vivait à l'Assemblée, on y dormait quand on était trop fatigué... On la quittait à trois heures du matin quand il y avait des séances de nuit intéressantes et décisives. Enfin, on a travaillé comme des bêtes, comme des fous... On faisait quinze articles par jour. Quand on en demandait un seizième, on le faisait. » (Henri Marque, journaliste parlementaire à *Paris-Presse*, entretien n°62).

²²⁰ Cf. GAÏTI Brigitte, *De Gaulle, prophète de la V^e République (1946-1962)*, Paris : Presses de la FNSP, 1998, p. 105.

²²¹ Bien que cet ancien journaliste du *Figaro* évoque son expérience au début des années 1960, son exemple illustre bien notre propos : « J'étais très copain avec le couloiriste de *L'Humanité*, alors qu'à l'époque, entre *Le Figaro* et *L'Humanité*, c'était la guerre. (...) Personne ne le savait, mais on faisait les papiers l'un pour l'autre. On venait un jour sur deux, c'était l'autre qui vous remplacez, et j'appelais *L'Humanité* en disant : "Voilà...". C'étaient des papiers sans intérêt du type : "La réunion de la commission des finances, hier, a décidé que..." » (Thierry Desjardins, entretien n°57).

²²² Cette confraternité entre rédacteurs est systématiquement mentionnée dans les ouvrages consacrés au journalisme parlementaire des III^e et IV^e République. La plupart de leurs auteurs, eux-mêmes journalistes, évoquent couramment la camaraderie entre des rédacteurs très éloignés idéologiquement. Simon Arbellot, journaliste au *Petit Journal* (1919-22), au *Figaro* (1922-32) puis au *Temps* (1932-42), souligne notamment le rôle de la « Maison des journalistes » ouverte à Paris en 1919 : « On ne dira jamais assez les bienfaits qu'elle a rendu à deux générations, l'ancienne et la nôtre. (...) Les journalistes y déjeunait à la table commune entre Jean Longuet, petit-fils de Karl Marx, rédacteur au *Populaire* et Maurice Reclus, aussi grave conseiller d'Etat qu'espionnage rédacteur au *Temps*, en face d'Urbain Gohier, le polémiste foudroyant de l'affaire Dreyfus, devenu à moitié maboul, Paul Gaultot dernier survivant de la presse plébiscitaire et Louis de la Chanoine, fantôme de la Presse Monarchiste et Catholique. » (ARBELLOT Simon, *Journaliste !, op. cit.*, p. 28).

²²³ « Nous faisons en quelque sorte partie de la maison, entre les Parlementaires et les huissiers. Les uns et les autres sont nos complices. » (FERNIOT Jean, *Je Recommencerais bien. Mémoires*, Paris : Grasset, 1991, p. 190).

Rendre compte de cette forte collaboration entre journalistes d'une part, entre journalistes et parlementaires d'autre part, permet surtout de saisir que les normes d'écriture des pages *Politique* ne se définissaient pas seulement dans le huis clos de chaque rédaction. Au contraire, cette imbrication des rédacteurs, à la fois complices et concurrents, laisse entrevoir un espace d'autosurveillance et de régulations qui limitait les registres d'écriture pensables et possibles. Or, à mesure que s'effaçaient les anciens « ténors » de la III^e République, le journalisme parlementaire fut dominé par un certain nombre de rédacteurs qui, pour la plupart, avaient découvert le métier à la fin des années 1930 ou à la Libération. Ces journalistes, initialement couloiristes, devenus chroniqueurs (Jean Ferniot, Jacques Fauvet, Bernard Lefort, Georges Altschuler, etc.) étaient qualifiés par leurs subordonnés de « Pébroques brothers »²²⁴ et surent asseoir leur autorité dans la profession par les contacts qu'ils nouèrent avec les nouvelles générations de parlementaires et de ministres. Tout comme leurs anciens chefs, ces « Pébroques brothers » sont présentés par les plus jeunes comme autant d'entrepreneurs de morale qui s'efforçaient d'imposer et d'entretenir des normes de rigueur dans la restitution des batailles parlementaires :

- « Il y avait donc le magistère de quelques journalistes politiques qui venaient de la Guerre, de la Résistance et qui mettaient un petit peu la norme, qui donnaient le "la". (...) C'est-à-dire qu'ils imposaient une rigueur dans le suivi de l'information. Quand il y avait une rumeur qui courait, ces quelques journalistes écrivaient : "Non, ce n'est pas sérieux." Il y avait une espèce de déontologie morale, professionnelle qui était imposée par ces quelques journalistes, ils étaient quatre ou cinq, on les appelait les "Pébroques" parce que sur les cinq, il devait y en avoir deux ou trois qui avaient un parapluie. (...) Donc c'étaient un petit peu des sages. » (Patrice-Henri Désaubliaux, journaliste parlementaire à *La Croix* et au *Figaro*, entretien n°12)

- « Face à moi et aux copains de mon âge, eh bien vous aviez Ferniot, Altschuler, Fauvet, Bernard Lefort qui, eux, étaient déjà chroniqueurs. Ils avaient une rubrique, ils avaient un nom. Et comme ils commençaient à se prendre très au sérieux, avec leur parapluie, nous les appelions les "Pébroques brothers". Ferniot était très gentil. Mais les autres, forts de leurs compétences et de leur pensée.... Nous, on rigolait plutôt et eux, ils pensaient. » (Max Jalade, entretien n°65).

Marqués par l'effervescence de l'après-guerre, ils étaient porteurs d'une exigence de responsabilité professionnelle qui impliquait, par exemple, de rompre avec la dimension

²²⁴ Ce terme de « Pébroques brothers » renvoie, de manière ironique, aux marques de distinction qu'ils cherchaient à montrer, à travers notamment leurs élégants parapluies. Il est intéressant de noter que, dans leurs récits, les rédacteurs revendiquaient leur appartenance générationnelle par deux critères : la tenue vestimentaire et la consommation d'alcool. Ainsi la plupart des journalistes soulignent-ils que leur génération buvait moins que leurs prédécesseurs : « Nous avons connu la "brigade de fer", c'est-à-dire les gens qui avaient trente-cinq ans quand nous en avions vingt-cinq. Et la brigade de fer, la cirrhose en a emporté pas mal, c'est-à-dire que sur les coups de une heure, ils avaient éclusé sept, huit, neuf, dix Ricard. (...) Après, nous, on s'est contenté des choses naturelles. On ne buvait plus que du pinard ou de la bière. Mais il y a eu une époque où la "brigade de fer", ils éclusaient terrible ! » (Max Jalade, entretien n°65).

échotière de la presse de la III^e République²²⁵ tout en maintenant un suivi scrupuleux du travail gouvernemental et du débat parlementaire. Si leurs chroniques critiquaient régulièrement les bassesses du personnel politique, ils manifestaient toutefois leur respect pour les grands orateurs. En appréhendant la politique comme une activité noble et sérieuse, ils témoignaient de leur croyance dans l'importance de l'éloquence politique²²⁶ :

« Qu'est-ce qui nous séduisait ? C'est la manière dont le discours était construit, c'était ce qu'il apportait de nouveau par rapport aux solutions des problèmes très nombreux qui se posaient, et puis c'était en dernier lieu la conviction. Il ne faut pas oublier que les premières Assemblées, elles ne sont pas faites d'énarques. Elles sont faites de gens qui sont en prise directe sur un certain nombre de réalités. C'étaient surtout des avocats. Il y en avait un qui était extraordinaire, c'était Moro Giafferi. Il avait été l'avocat de Landru. Vous imaginez ce que ça donnait ! On savait que quand il arrivait en séance à 11 heures du matin, c'était fini, on ne pouvait plus discuter de choses sérieuses. [Rires] ! » (Jean Griot, entretien n°55).

Pour les journaux explicitement partisans, reproduire les discours de leur camp constituait une évidence qui renvoyait à leur finalité même de quotidien militant. Mais, pour les autres titres, populaires ou plus élitistes, l'importance et la densité de leurs comptes-rendus peuvent être envisagées comme une attitude prudente, marquant leur crédibilité²²⁷, témoignant de leur impartialité et suscitant l'estime des responsables politiques. Le journalisme d'enregistrement constituait donc, d'une certaine manière, un « rite d'objectivité »²²⁸ qui incite les rédacteurs à s'effacer derrière le discours officiel des acteurs politiques et à se soustraire aux accusations d'être partial, malhonnête ou de valoriser des rumeurs infondées. En effet, la plupart des journalistes soulignent la très forte susceptibilité des acteurs politiques, n'hésitant généralement pas à se plaindre d'un rédacteur peu scrupuleux auprès de sa hiérarchie. Ne restituer que la dimension publique de certains événements politiques

²²⁵ C'est pourquoi, bien qu'ils mobilisaient certaines confidences dans leurs articles, ils revendiquaient une « politique de la loyauté » (entretien n°32) qui impliquait notamment de respecter strictement la règle du *off the record*. Ainsi de nombreux échos étaient-ils livrés aux journalistes du *Canard enchaîné* : « L'usage de la profession veut qu'un journaliste connu, à qui ses interlocuteurs font confiance, ne publie pas de potins anonymes. Gênante pour eux est donc l'insistance de quelques autres quand, à la veille du jour où doit paraître un hebdomadaire de commérages, ceux-ci hantent les couloirs des Assemblées en demandant, ici ou là : "Donne moi un écho". » (LIMAGNE Pierre, *Journaliste sous trois Républiques, op. cit.*, p. 142).

²²⁶ Cette croyance est ainsi particulièrement vivace au lendemain de la Libération : « Ce fut une des brèves périodes de l'histoire du pays où un bon discours emportait la conviction et changeait un vote, où la délibération parlementaire n'était pas encore ce théâtre d'ombre réglé par d'invisibles metteurs en scènes qui est offert au bon peuple pour le consoler de n'avoir aucune part, même à travers ses représentants, à une décision déjà arrêtée en coulisse avant le lever du rideau. » (VIANSSON-PONTE Pierre, « Vingt ans d'information politique [1946-1966] », *La Nef*, n°27, 1966, p. 38).

²²⁷ « Les consignes, par exemple, d'un homme comme Pierre Brisson [directeur du *Figaro*] étaient : "Il est préférable de faire un ratage plutôt que de publier une fausse nouvelle". Le crédit d'un journal chez les gens qui réfléchissent, le crédit d'un journal chez ceux qui occupent dans les sciences, dans la politique, dans les lettres, un poste important, c'est sa vérité qu'il exprime. » (Jean Griot, entretien n°55).

permettait alors d'échapper à ce type de sanctions²²⁹, d'autant plus coûteuses lorsque les reproches émanaient des hommes politiques soutenus par la direction du journal :

« Il y avait aussi la susceptibilité des députés. Si notre compte-rendu n'était pas tout à fait exact, alors à ce moment-là, c'était le coup de téléphone ou la lettre adressée au directeur, même pour des brouilles ! » (Jean Griot, entretien n°55).

Un tel risque incitait donc les rédacteurs et leurs chefs à privilégier des informations issues d'acteurs ou d'organisations « légitimes », compte tenu de leur position institutionnelle et du caractère officiel de leurs propos. Comme le remarque Jean Charron au sujet de la presse québécoise des années 1940 et 1950 : « Ce qui est rapporté, c'est moins des informations factuelles dont le journaliste devrait chercher à établir la véracité, que du discours public qui tient son caractère "officiel" et d'emblée "publiable" au statut de celui qui l'a prononcé et au cadre institutionnel dans lequel il a été prononcé »²³⁰. Dès lors, si les rédactions pouvaient afficher leur « indépendance » via les commentaires critiques de leurs chefs de service, l'adoption d'un tel journalisme d'intermédiaire permettait parfois d'endosser une posture apparemment distanciée, tout en pouvant parfois relayer prioritairement la parole de certaines fractions de l'espace parlementaire²³¹.

§ 3. OFFRIR LA PRIMEUR DE L'INFORMATION

On ne peut cependant comprendre la prééminence des comptes-rendus sans tenir compte des enjeux pratiques de la production journalistique. En effet, le journalisme d'enregistrement ne répondait pas seulement à des exigences civiques (servir de tribune au débat politique) ou militantes (relayer le discours d'un allié). De tels impératifs concernaient avant tout la presse partisane ou les journaux « de référence » mais n'engageaient que

²²⁸ Voir TUCHMAN Gaye, « Objectivity as Strategic Ritual : An examination of Newsmen's Notions of Objectivity », *American Journal of Sociology*, vol. 77, n°4, 1972, pp. 660-679.

²²⁹ À l'inverse, il ne faudrait pas imaginer que une stricte domination des élites politiques sur les journalistes. Ainsi, de nombreux journalistes soulignent les outils de rétorsion dont ils disposaient contre les parlementaires jugés interventionnistes ou agressifs à l'égard de la presse. Par exemple, les séanciers pouvaient se coordonner pour taire, pendant un certain temps, le nom des hommes politiques ayant tenu des propos déplaisants pour la presse. Les élus ainsi « caviardés » étaient alors placés au « cimetière ».

²³⁰ CHARRON Jean, « Parler de soi en faisant parler les autres. Identité journalistique et discours rapporté », in RIEFFEL Rémy, WATINE Thierry (dir.), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris, Editions Panthéon Assas, 2002, p. 97.

²³¹ De la même manière, cet ancien accrédité auprès de l'Élysée résume de la sorte l'activité des journalistes présidentiels : « Nous étions auprès de tous les Présidents qui se sont succédés de fidèles collaborateurs, de sûrs protecteurs, car nous étions toujours à leurs côtés. Ce fut une collaboration dévouée que nous leur apportions » (René Barrote, cité par DUVAL Lionel-Raoul, « Cinquante ans d'existence (1928-78) », *Bulletin de l'Association de la presse présidentielle*, 2001).

modérément les quotidiens populaires. En outre, se focaliser sur ces explications de nature politique fait oublier que les journaux sont avant tout des entreprises, dotées de ressources limitées (effectifs, temps de production, sources disponibles, etc.), et censées conquérir une clientèle suffisamment large pour garantir la survie du titre. En tant que genre rédactionnel majeur dans les pages *Politique*, les comptes-rendus s'imposaient surtout parce qu'ils étaient, d'une part, supposés répondre aux attentes des lecteurs et, d'autre part, ajustés aux contraintes d'économie du travail journalistique.

Tout d'abord, les anciens journalistes de *France-Soir* ou de *Paris-Presse* justifient leurs productions passées au nom de la spectacularité du « théâtre » parlementaire, dans un contexte d'instabilité gouvernementale et de virulence des clivages (sur l'école, l'Europe, l'administration de l'économie, les questions coloniales, etc.). Compte tenu de l'inconsistance des coalitions et de l'indiscipline de nombreux députés (radicaux, UDSR, MRP, PRL, ARS, etc.)²³², les résultats des scrutins étaient fréquemment imprévisibles et l'hypothèse de la « mise à mort » du cabinet demeurait souvent envisageable. Dès lors, puisque s'y jouaient à la fois l'évolution des lois et la survie des majorités, la majeure partie des débats faisaient événements. D'un point de vue journalistique, ils étaient dotés d'une forte saillance :

« *Paris-Presse* accordait beaucoup d'importance à la vie parlementaire qui était un peu comme le théâtre de la vie politique. On avait facilement deux, trois pages de vie parlementaire, pour voir les bons mots, les manœuvres, les grands discours, parce qu'à l'époque, il y avait de grands orateurs. (...) Donc, dans ce théâtre parlementaire, se jouait une comédie permanente avec des acteurs d'une très grande qualité, d'expression, d'intelligence, de malice, mais aussi beaucoup de perversion destructrice. (...) Le théâtre parlementaire, c'était une série de répartie, de talent, de drôlerie, de vacherie, de férocité et il n'y a pas un théâtre dans Paris qui vous donnait ça. Moi, je prenais [les débats] à toute allure et je balançais ça à des filles qui les prenaient en sténo. Tout ça était trituré, redistribué, recomposé. On faisait des pages avec des photos, des encadrés, des légendes... » (Henri Marque, séancier à *Paris-Presse*, entretien n°62).

Mais le registre du compte-rendu ne concernait pas seulement les séances parlementaires. Ces formes d'enregistrement du discours politique caractérisait également de nombreux événements publics (congrès, meetings, etc.) ou de nombreuses informations issues de communiqués officiels (Conseil des ministres, travaux en commission, déclarations des

²³² Il ne faut toutefois pas surestimer l'indiscipline au sein des groupes parlementaires. S'appuyant sur le cas du gouvernement Pinay (mars-décembre 1952), Philip Williams montre, par exemple, que les deux tiers des scrutins donnèrent lieu à une stricte discipline dans l'ensemble des groupes (WILLIAMS Philip, *La Vie politique sous la IVe République*, Armand Colin, 1971, p. 687). En réalité, compte tenu du système d'alliance de la « Troisième force », l'indiscipline se manifestait surtout entre partenaires des coalitions gouvernementales (cf. par exemple, AZEMA Jean-Pierre, BOUSSARD Isabel, CHICHE Jean, « Affrontements au Palais-Bourbon. Analyse des scrutins parlementaires », in BEDARIDA François, RIOUX Jean-Pierre (dir.), *Pierre Mendès-France et le mendésisme. L'expérience gouvernementale (1954-55) et sa postérité*, Paris : Fayard, 1985, pp. 139-163).

groupes parlementaires, etc.). L'ensemble de ces productions, auxquels il faudrait ajouter les tribunes d'hommes politiques ou les revues de presse, occupait l'essentiel du volume des pages *Politique*. Or s'il est un dénominateur commun à tous ces papiers, c'est qu'ils permettaient de « remplir » la copie tout en étant économes en effectifs, donc en ressources financières. Le journalisme d'enregistrement se révélait ainsi peu coûteux. D'une part, on l'a vu, puisque les rédacteurs reproduisaient des discours publics, ils n'encourraient pas le risque d'être sanctionnés par le personnel politique pour leur irrespect ou leur indiscretion. D'autre part, le suivi scrupuleux des débats en séance et la restitution régulière des déclarations officielles garantissaient aux quotidiens une « matière première », immédiatement disponible, quasiment inépuisable. Certes, lors de discussions parlementaires particulièrement longues et houleuses, les rédactions devaient parfois mobiliser plusieurs séanciers pour ne rater aucun épisode des affrontements. Mais elles pouvaient également s'appuyer sur les comptes-rendus analytiques mis à leur disposition, toutes les deux heures, par l'institution parlementaire. En outre, les séanciers les plus prestigieux bénéficiaient souvent de plusieurs collaborations, dans la presse régionale notamment. Le registre du compte-rendu permettait de rédiger quotidiennement différents papiers, à destination de journaux parfois antagonistes politiquement. Les machines à écrire étant interdites pour ne pas gêner l'auditoire, certains séanciers arrivaient alors avec un écritoire sur lequel ils disposaient plusieurs papiers carbonés. Joseph Limagne, journaliste parlementaire à *La Croix* entre 1933 et 1964, relate ainsi la technique mise en place par l'un de ces séanciers : « Il rédigeait son texte en laissant des petits blancs pour les qualificatifs. Avant de les télégraphier, il reprenait ses feuillets un à un, remplissait les vides, et adressait ses “papiers” à différents journaux. Chaque orateur se voyait alors paré de qualités ou de défauts par le même journaliste, “à la demande” du client, rouge ou blanc. »²³³

De la même manière, peu de journaux pouvaient prétendre envoyer plusieurs rédacteurs lors d'un congrès ou d'un meeting, notamment lorsque ceux-ci se déroulaient en province. Aussi, rendre compte exclusivement des interventions à la tribune constituait une solution de commodité qui articulait accessibilité et pertinence de l'information ainsi

²³³ LIMAGNE Pierre, *Journaliste sous trois Républiques*, op. cit., p. 41. Ce dispositif était notamment utilisé par André Ballet, séancier au *Monde* et au *Télégramme de Brest* : « Il écrivait en bleu pour la collaboration, en violet pour *Le Monde*, et mettait les citations en rouge. » (Jacques Malmassari, entretien n°29). D'autres séanciers pratiquaient également de la sorte : « Un vieux confrère nommé Béziès (...) collabore à plusieurs journaux de province, qui ne sont pas tous de même tendance politique. Il rédige ses comptes-rendus de séance sur un cahier garni de papier carbone. Il laisse en blanc les adjectifs. Un discours devient, selon la couleur du journal, remarquable ou scandaleux. » (FERNIOT Jean, *Je recommencerais bien*, op. cit., p. 191).

transmise. Mais au-delà de ces événements à caractère public, les rédactions étaient souvent contraintes par leurs faibles effectifs à composer leurs pages *Politique* à partir des dépêches d'agence ou des productions issues de journaux concurrents. Or Eric Lagneau montre bien que le service *Politique* d'une agence publique comme l'AFP s'est immédiatement inscrit dans une logique institutionnelle. L'ambition de « fournir rapidement des nouvelles fiables » et l'impératif d'impartialité suscitée par la recherche de crédibilité ont favorisé le développement d'un réseau de collecte d'informations en prises directes avec les lieux de pouvoir et de décision²³⁴. La majeure partie des informations que recueillaient les services de desk revêtait donc un caractère officiel que les rédactions se contentaient de mettre en forme et, parfois, de commenter. Il en allait de même pour les « reprises » d'autres journaux qui fournissaient la matière de nombreux papiers, au-delà même des revues de presse. Dans un ouvrage critique sur la presse quotidienne des années 1950, Bernard Féron formulait ainsi le diagnostic suivant : « Le manque de fonds des journaux a transformé la plupart des rédacteurs en sédentaires. Un journaliste qui ne manquait pas d'humour pouvait même un jour s'étonner à juste titre en constatant que l'information avançait encore. En effet disait-il, je ne comprends pas comment la matière des journaux peut se renouveler puisque chacun sait que les journaux du soir sont faits avec ceux du matin, et que les secrétaires de rédaction de ceux du matin démarquent ceux de la veille. »²³⁵ Dès lors, si l'on excepte certains reportages locaux lors de campagnes électorales, les rédacteurs politiques des quotidiens abandonnaient rarement le strict suivi de l'actualité institutionnelle pour mener des enquêtes approfondies sur telle ou telle dimension de l'action publique ou de la vie parlementaire.

Or cet impératif d'enregistrement des discours politiques était d'autant plus accentué, dans les quotidiens populaires notamment, que ces rédactions cherchaient à se distinguer des concurrents par leur « réactivité » dans la restitution de l'information. Ce n'est qu'en prenant en compte cet imaginaire de la vitesse et de l'instantanéité que l'on peut appréhender le poids de ces contraintes d'économie du travail sur l'écriture journalistique. Il faut se souvenir qu'un certain nombre de journaux disposaient de différentes éditions qu'il convenait d'enrichir et de distinguer par le renouvellement permanent des manchettes :

²³⁴ LAGNEAU Éric, « Le style agencier et ses déclinaisons thématiques : l'exemple des journalistes de l'Agence France Presse », *Réseaux*, n°111, 2002, pp. 90-92. Éric Lagneau montre également que le souci d'« indépendance », impliquant de ne pas nouer de relations trop étroites avec certaines sources et de ne pas relayer les informations *off the record*, peut amener les rédacteurs de l'AFP à se contenter de reproduire les communiqués officiels.

²³⁵ FERON Bernard, *Feu la presse libre ?*, *op. cit.*, p. 64.

« A *Paris-Presse*, on changeait la manchette tout le temps. Le plus beau coup qu'on ait fait, c'est quand on a fait une première manchette pour annoncer la mort d'Edith Piaf dans l'avion de Cerdan et, dans la deuxième manchette, c'était : "Jean Cocteau meurt en apprenant la mort d'Edith Piaf". C'était fantastique ! A l'époque, on criait les journaux sur les boulevards. Et si on m'appelait "Riton-la-manchette", c'est parce qu'on criait mes manchettes dans le quartier de la bourse, entre dix heures et treize heures. C'est un métier bandant, ça ! » (Henri Marque, entretien n°63)

La multiplicité des éditions, l'heure de bouclage tardive, l'intervention de copistes mettant en forme les comptes-rendus et de cyclistes faisant de nombreux allers et retours entre les rédaction et l'Assemblée : tous ces éléments étaient bien le produit et le révélateur d'un journalisme devant fournir aux lecteurs une information la plus actualisée possible. Cette dimension se manifestait notamment à l'occasion des principaux scrutins parlementaires. L'exemple suivant témoigne ainsi de l'évolution continue de la Une de *France-Soir* lors de l'élection du président de l'Assemblée, le 4 décembre 1946 :

- « **Vincent Auriol seul candidat à la présidence de l'Assemblée** » (Ce titre est suivi d'un petit article de prospective sur les événements de la journée).

- « **Cachin contre Auriol pour la présidence de l'Assemblée** » (Ce titre est suivi du même article auquel vient s'ajouter un communiqué du groupe parlementaire communiste).

- « **L'Assemblée élit son bureau. Trois candidats à la présidence : Cachin, Auriol, Varenne. Une tendance se manifeste chez les socialistes pour un gouvernement présidé par M. Félix Gouin.** » (Ce titre est suivi d'un article de synthèse de différentes informations : communiqués du MRP et du PRL appelant à voter Auriol, candidature d'Alexandre Varenne présentée par le Rassemblement des gauches, critique du MRP contre une telle décision, justification des Radicaux par la voix leur porte-parole, compte-rendu du comité directeur du Parti socialiste mettant au point leur programme gouvernemental).

- « **Vincent Auriol président de l'Assemblée par 284 voix contre 170 à Marcel Cachin. Alexandre Varenne, candidat du Rassemblement des gauches, a obtenu 98 voix.** » (Ce titre est suivi du compte-rendu de la séance. En exergue, un petit encadré rappelle « Les tractations de la matinée ». A côté, un filet annonce que « Le Conseil national de la SFIO étudie cette nuit le problème gouvernemental ».

Cet impératif d'actualisation explique ainsi, en partie, le format chronologique et volontiers exhaustif dans la reproduction des débats. Lors de la phase de composition du journal, il suffisait d'ajouter au papier précédemment publié les paragraphes les plus récents pour donner, plusieurs fois dans la journée, l'état d'avancement des discussions :

- « Jusqu'à la fin de la séance, j'entretenais par une série de coup de fil les sténos dactylos qui prenaient ça au casque très rapidement. (...) A l'époque, *Paris-Presse* avait treize éditions. Donc toutes les heures, j'envoyais un papier qui réactualisait les débats parlementaires en cours qui étaient presque toujours important parce que, ou bien c'était des débats budgétaires avec tous les renseignements techniques pouvant intéresser la vie quotidienne des gens, ou bien c'étaient des pièges de politique politicienne. (...) Il y avait des harcèlements qui devaient un jour ou une nuit aboutir à la chute du gouvernement. » (Henri Marque, entretien n°62)

- « Il y avait à *Ouest-France*, une femme qui s'appelait Madeleine Picard, et qui faisait la séance au fur et à mesure. Il y avait un cycliste qui venait lui chercher, feuillet par feuillet, le compte-rendu de l'Assemblée qu'elle faisait au fur et à mesure, c'est-à-dire

par ordre chronologique. Ce n'était pas une synthèse. C'était vraiment l'analytique.» (Pierre Sainderichin, entretien n°14).

Il faut se garder de tout déterminisme technologique. Ce n'est pas parce que les quotidiens disposaient des techniques leur permettant de composer et de distribuer rapidement leur journal (en tout cas sur Paris) qu'ils entretenaient ce journalisme d'enregistrement des débats publics. En effet, cette conception d'une presse supposée fournir la « primeur » de l'information politique ne peut être comprise sans réinscrire les quotidiens dans leur environnement social et médiatique. Il demeure difficile de savoir quelles étaient les attentes effectives des lecteurs vis-à-vis des différents médias : radios, quotidiens, hebdomadaires. Il est tout aussi délicat de connaître les usages du public à l'égard de ces différents outils d'information. Une enquête de l'INSEE nous apprend toutefois qu'en 1954, 37 % des Français apprenaient les nouvelles « plutôt par la radio », 44 % « par la radio et par le journal » et 14 % « plutôt par le journal. »²³⁶ Et pourtant, lors des entretiens ou dans leurs autobiographies, les journalistes politiques des années 1950 évoquent des quotidiens en situation de quasi-monopole dans la production de l'information. Ils ne présentent jamais les journaux parlés de la RTF ou des stations périphériques comme des concurrents crédibles. Seul un des interviewés ayant exercé sous la IV^e République voit dans la création d'Europe 1 (en janvier 1955) une véritable transformation du paysage médiatique (Bernard Michal, entretien n°28). La radio est plus fréquemment mentionnée comme l'un des enjeux de la compétition entre quotidiens. À travers leurs chroniques ou leurs informations exclusives, les journaux cherchaient déjà avant tout à pouvoir être cités dans les revues de presse matinales :

« [Les exclusivités, ce pouvaient être] les déclarations d'un homme en vue, le projet qu'un membre du gouvernement pouvait annoncer, etc. Ça, c'était du pain béni pour faire la promotion de son journal car, lorsque dans *Le Figaro* apparaissait une exclusivité, la radio la reprenait tout de suite, en indiquant sa source, ayant peur bien sûr qu'il y ait un démenti. (...) C'était important pour la promotion d'un quotidien. Il y avait à la radio une revue de presse tous les matins. Vous pensez bien qu'il y avait un journaliste du *Figaro* qui était chargé de l'écouter. Et quand la radio taisait un papier qu'on jugeait important, on passait un coup de téléphone au journaliste de la revue de presse en disant : "Ça ne va pas." » (Jean Griot, ancien journaliste politique au *Figaro*, entretien n°55).

André-Jean Tudesq rappelle que la radio faisait régulièrement l'objet de polémiques quant à son contrôle politique²³⁷ mais il souligne également la place modérée qu'elle occupait dans la

²³⁶ BOURDON Jérôme, *Haute Fidélité. Pouvoir et télévision, 1935-1994*, Paris : Le Seuil, 1994, p. 43..

²³⁷ Par exemple, en avril 1947, un vigoureux débat anima le gouvernement Ramadier. Il s'agissait de savoir si le général de Gaulle qui ne disposait d'aucun mandat électif pouvait s'exprimer en direct sur les ondes. Lors du Conseil des ministres du 3 avril, il fut ainsi décidé que « seuls le Président du Conseil et les ministres peuvent exiger la retransmission par la radio des discours où ils défendent, comme pour la baisse des prix, la position du gouvernement. Ce droit peut être aussi accordé à tout autre personne, mais il n'est pas automatique. » (Source :

communication gouvernementale et, plus généralement, dans le déroulement du débat politique²³⁸. C'est pourquoi la fréquence des allocutions radiophoniques du Président du Conseil Pierre Mendès France (vingt-six « causeries » prononcées sur la chaîne parisienne entre juin 1954 et janvier 1955) suscitèrent de violentes critiques de la part non seulement de ses opposants mais également de certains alliés²³⁹. En prétendant en appeler directement à l'« opinion », Mendès fut ainsi accusé de faire preuve de propagandisme et surtout d'antiparlementarisme. En personnalisant son autorité et en posant le gouvernement au-dessus des affrontements partisans, il transgressait, aux yeux de nombreux députés, les principes même d'un jeu parlementaire fondé sur l'équilibre et la coopération entre groupes politiques²⁴⁰. Mais cette utilisation de la radio comme interface entre les gouvernants et le public risquait également de remettre en cause la position centrale de la presse écrite. Aussi, André-Jean Tudesq remarque que Mendès prenait soin, dans ses allocutions, de « ne pas indisposer les intermédiaires naturels » tels que les journaux. Il cite ainsi le contenu d'un de ces discours : « Les nouvelles, vous les avez eues par les journaux qui ont fait, dans l'ensemble, un travail d'information sérieux. »²⁴¹

Pour comprendre la prééminence d'un journalisme d'enregistrement dans les pages *Politique* de la presse écrite des années 1945-58, deux dimensions peuvent donc être soulignées. Tout d'abord, pour les journalistes, l'actualité la plus saillante se déroulait au sein des institutions politiquement légitimes et non sur des scènes directement ouvertes au public telles que les radios. Ensuite, les médias audiovisuels n'étaient pas encore perçus comme des concurrents dans la production de l'information. Aux yeux de leurs directions, la valeur ajoutée des journaux résidait toujours dans leur capacité à rendre compte immédiatement des événements et des péripéties secouant les Chambres. Puisque les quotidiens représentaient toujours, pour leurs producteurs, l'un des uniques vecteurs d'enregistrement des débats politiques, leurs papiers informatifs devaient être les plus précis possibles et les plus « proche » de cette actualité institutionnelle. L'idée que la presse fournit la primeur de l'information politique suscitait alors le maintien de cette mise en forme « brute », la plus actualisée possible, recueillie sur des arènes *publiques* et dotées d'une forte scénographie.

France-Soir, 04/04/1947). Finalement, le discours du général de Gaulle ne put être diffusé ni en direct, ni en différé mais fit l'objet d'un simple compte-rendu.

²³⁸ TUDESQ André-Jean, « Pierre Mendès France et la radiodiffusion », in BEDARIDA François, RIOUX Jean-Pierre (dir.), *Pierre Mendès-France et le mendésisme. L'expérience gouvernementale (1954-55) et sa postérité*, Paris : Fayard, 1985, p. 206.

²³⁹ *Ibid.*, p. 208.

²⁴⁰ Sur ce point, voir GAÏTI Brigitte, *De Gaulle, prophète de la V^e République*, op. cit., pp. 165-179.

Section 2. L'héritage de la Résistance et ses contradictions

Les pages *Politique* des quotidiens et des hebdomadaires de la Quatrième République ne se bornaient pas à ces tâches de compte-rendu. À travers leurs articles, les chefs de service analysaient les rapports de force parlementaires et, surtout, intervenaient dans la compétition politique. Il faut donc, dans un second temps, s'intéresser aux conditions de possibilité de ce journalisme de commentaire, à travers lequel les rédacteurs les plus chevronnés se positionnaient soit en auxiliaires du personnel politique, soit, plus généralement, en observateurs critiques des mœurs parlementaires.

Tout d'abord, on pourra montrer qu'au sortir de la guerre, les autorités de la Résistance et du gouvernement provisoire ont encouragé l'émergence ou la renaissance de publications engagées et, pour la plupart d'entre elles, ouvertement subordonnées aux forces participant à la reconstruction politique du pays. Ensuite, il s'agira d'identifier les facteurs qui ont contribué, dès les années 1946-47, à contrecarrer ces ambitions initiales. Les difficultés financières de la presse militante d'un côté, l'ouverture d'une configuration politique plus complexe et moins mobilisatrice de l'autre, ont favorisé la prééminence des journaux qui revendiquaient sinon leur indépendance, du moins leur « impartialité » à l'égard des formations politiques. Enfin, on montrera que, malgré ces exigences de distanciation, le journalisme politique de la Quatrième République demeure marqué par la profonde intégration des rédacteurs dans le jeu politique et par le maintien d'une conception « missionnaire » de leur métier.

§ 1. UN JOURNALISME SUBORDONNE ?

Au sein des différentes instances de la Résistance, la question du statut et des missions de la presse de la Libération fit l'objet de nombreux projets. Les promoteurs d'une presse « nouvelle » étaient porteurs d'un idéal journalistique, supposant d'une part de faire table rase du passé et, d'autre part, de fonder les bases d'un journalisme engagé, diffusant les valeurs de la Résistance dans la population. Dans ces réflexions, les journaux étaient essentiellement appréhendés dans leur dimension d'instrument politique. Cela témoignait des croyances quant au pouvoir d'influence et de mobilisation des journaux ; cela exigeait de faire prendre

²⁴¹ TUDESQ André-Jean, « Pierre Mendès France et la radiodiffusion », art. cité, p. 208.

conscience aux rédacteurs de leur responsabilité professionnelle et morale. La presse servit à propager la propagande vichyssoise et hitlérienne : il fallait alors épurer les collaborateurs et supprimer les publications maintenues sous l'occupation allemande. La presse nouvelle devait participer à la reconstruction politique et morale du pays : il fallait alors que l'Etat républicain encadre strictement sa renaissance et promeuve un journalisme d'opinion, reflétant la diversité des forces et des doctrines de la Résistance. Comme le souligne Christian Delporte, « il ne saurait y avoir d'autre journaliste, alors, que le journaliste engagé. »²⁴² Deux processus ont animé les premiers mois de la Libération, marquant profondément la structure de la presse française et ses liens avec l'univers politique.

Le premier visait à substituer aux enjeux purement commerciaux d'une presse soumise aux puissances d'argent des missions de nature civique et politique. Cette ambition fut notamment portée par la Fédération nationale de la presse clandestine, fondée en septembre 1943 autour des principaux responsables des publications de la Résistance intérieure²⁴³. Ces personnalités venaient d'univers idéologiques variés : on y trouvait des radicaux, des démocrates chrétiens, des socialistes, des conservateurs, etc. Mais, malgré ces divergences, ils revendiquaient tous une conception « missionnaire » du rôle de la presse. C'est pourquoi, au-delà de l'élimination des journaux compromis pendant la Guerre, ils s'inscrivaient tout autant dans un rejet du journalisme vénal et, parfois, corrompu d'avant-guerre. Il fallait, en effet, affranchir la presse de l'argent, « pour en faire (...) un utile agent de la rénovation économique, sociale, politique et nationale. »²⁴⁴ Une telle exigence se retrouvait notamment dans la « Déclaration des droits et des devoirs de la presse libre », rédigée en 1943 et adoptée par la Fédération de la presse en novembre 1945. Son article premier stipulait ainsi que « La presse n'est pas un instrument de profit commercial. C'est un instrument de culture, sa mission est de donner des informations exactes, de défendre des idées, de servir la cause du progrès humain. » Quant à son article trois, il posait clairement la question de la propriété des journaux : « La presse est libre quand elle ne dépend ni de la puissance gouvernementale, ni des puissances d'argent, mais de la seule conscience des journalistes et des lecteurs. » De la même manière, dans un rapport sur le « Problème de la presse », le Comité national d'études

²⁴² DELPORTE Christian, *Les Journalistes en France*, op. cit., p. 403.

²⁴³ Parmi ces responsables, on distingue les futurs dirigeants de nombreux quotidiens nationaux : Georges Altmann (*Franc-Tireur*), Robert Salmon (*Défense de la France* qui deviendra *France-Soir*), Emilien Amaury (qui fondera *Le Parisien libéré*), Pascal Pia (*Combat*), etc. Cf. DELPORTE Christian, *Les Journalistes en France*, op. cit., p. 379).

²⁴⁴ GAY Francisque, *Eléments d'une politique de presse. I. Les Entreprises de presse* (1944), pp. 1 et 5. Cité par DELPORTE Christian, *Les Journalistes en France*, op. cit., p. 380.

de la Résistance affirmait : « Un journal doit appartenir à un groupement politique ou idéologique et non à un groupe d'actionnaire. »²⁴⁵

Pour garantir ces « missions » pédagogiques et civiques du journalisme, la Fédération de la presse clandestine en appelait alors à une intervention plus prononcée de l'Etat dans la régulation du marché de la presse, et surtout de la presse quotidienne. Par un subtil mélange de politiques coercitives et d'aides financières, la puissance publique se devait de garantir le pluralisme des idées et d'empêcher le contrôle des journaux par les milieux financiers. L'ordonnance du 26 août 1944 vint sanctionner cette ambition, à travers différentes mesures exigeant la transparence dans la détention du capital des publications et interdisant (en principe) la concentration des journaux²⁴⁶. L'enjeu était donc de corriger la loi de 1881 sur la liberté de la presse afin que celle-ci ne soit pas simplement un outil de propagande au service des milieux d'affaires mais bien « le creuset où se déroule débat démocratique. Pour que ce débat puisse avoir lieu, il importe que les lecteurs potentiels aient à leur disposition des organes reflétant les positions de l'ensemble des Partis politiques et des familles spirituelles reconnues dans le pays. »²⁴⁷ L'enjeu était donc de mettre un terme au processus de dépolitisation engagé depuis les années 1870 et l'apparition de la grande presse populaire d'information générale. En 1939, ses quatre principaux représentants (*Paris-Soir*, *Le Petit Parisien*, *Le Journal*, *Le Matin*) dominaient largement le marché des quotidiens parisiens. À eux seuls, ils représentaient 61 % du tirage total des quotidiens nationaux. Publiés sous l'occupation, aucun ne fut autorisé à reparaître à la Libération. À leur place, c'est un journalisme d'idées, supposé éduquer l'opinion et la rallier au gouvernement provisoire, qui fut initialement promu par les nouvelles autorités. Le tableau ci-dessous témoigne bien du profond bouleversement de ce marché des quotidiens nationaux dont seule une poignée d'entre eux (*Le Monde*, *Libres*, *Paris-Mondial*, *Le Parisien libéré*, *Paris-Presse*, *Le Figaro*) n'étaient pas formellement affiliés à une organisation politique ou résistante. À travers le dirigisme étatique, les promoteurs d'une radicale transformation de la presse espéraient convertir leur idéal en réalité durable.

²⁴⁵ GUILLAUMA Yves, *Presse et pouvoir de 1944 à 1958. Contribution à l'histoire de la presse sous la IVe République*, Thèse pour le doctorat en Sciences de l'information, Université Paris II, 1993, p. 177.

²⁴⁶ De la même manière, l'usage du prête-nom était proscrit, les titres d'action devaient être nominatifs, un directeur ne pouvait exercer une fonction industrielle et commerciale qui fournirait l'essentiel de ses revenus.

²⁴⁷ *Ibid.*, p. 208.

Tableau 4. Répartition des quotidiens parisiens selon leurs orientations (en % du tirage total)²⁴⁸.

	1939	1944	1947
Information générale	76,1 %	19,5 %	48,4 %
Résistance	-	11,9 %	-
PCF, Front national	9,9 %	27,5 %	20,8 %
SFIO	1 %	13,6 %	14,1 %
Radicaux, UDSR	2 %	7,4 %	0,6 %
MRP	-	4,1 %	8,2 %
Droite, catho. Et modérés	10,5 %	11 %	7,9 %

Source : Pourcentages calculés par l'auteur, d'après MOTTIN Jean, *Histoire politique de la presse. 1944-49*, Paris : Editions "Bilans Hebdomadaires", 1949, pp. 23-43).

Au-delà de ces revendications de pluralisme idéologique et de moralisation des pratiques journalistiques, un second processus se dessinait. Pour de nombreux acteurs politiques, il ne s'agissait pas seulement de promouvoir un journalisme *engagé*, censé faire renaître « l'âme de la France »²⁴⁹ mais bien d'assurer la pérennité d'un journalisme *militant*, participant à leurs luttes. La presse était surtout envisagée en tant qu'elle devait être subordonnée aux forces victorieuses de 1944. La plupart des journaux autorisés à reparaître ne devaient pas seulement refléter une doctrine ou un ensemble de valeurs. En relayant la parole d'une formation politique ou d'un mouvement résistant, ils devaient explicitement peser sur les batailles partisans. Il ne faudrait donc pas imaginer que les intenses débats sur le statut de la presse d'après-guerre résultaient uniquement d'ambitions démocratiques et désintéressées. Les difficiles tractations autour des autorisations de publication ou autour de la répartition des locaux et des imprimeries témoignaient bien des rapports de force entre les différents mouvements du gouvernement provisoire. « La prolifération des journaux en 1944 s'explique aussi pour des raisons politiques. L'une des directives du *Cahier bleu* [rapport rédigé en avril 1944 par Pierre-Henri Teitgen] assignait à la presse la mission de permettre le débat démocratique avant les consultations électorales. Si l'on prend ces événements comme explication possible de cette prolifération de journaux, les conclusions s'imposent également d'elles-mêmes. Sur les 1 330 titres [nationaux et régionaux] qui sont autorisés à paraître ou à reparaître avant le 1^{er} mars 1947, 922 (69,2%) l'ont été avant le premier tour des élections

²⁴⁸ Il va de soi que les frontières entre ces différentes catégories de journaux sont labiles et l'assignation de tel ou tel titre dans l'un de ces ensembles est parfois contestable. C'est notamment le cas en 1947, alors que de nombreux titres tendent à estomper leur caractère militant : on pense, par exemple, à *Franc-Tireur*, à *L'Aurore* ou à *Combat*. Les deux derniers ont été placés dans la catégorie « information générale », tandis que le premier a été mis sous le label « SFIO ».

²⁴⁹ L'expression est de Pierre-Henri Teitgen, ministre MRP de l'Information, lors d'une conférence du 5 mai 1946 (cité par GUILLAUMA Yves, *Presse et pouvoir de 1944 à 1958, op. cit.*, p. 236).

municipales du 29 avril 1945 et 1066 (80 %) avant les élections à l'Assemblée constituante du 21 octobre 1945. »²⁵⁰ Les interventions politiques ne se limitaient d'ailleurs pas aux autorisations de publication et à l'appropriation des journaux. En effet, c'est l'ensemble du dispositif médiatique qui fut placé sous le contrôle des pouvoirs publics. Ainsi l'ordonnance du 25 novembre 1944 confiait-elle au ministre de l'Information le droit de fixer, par arrêté, le prix de vente des publications, leur format, leur périodicité, leur contingent de papier²⁵¹.

Compte tenu des circonstances de la réparation des journaux et des liens qui se nouèrent dans les organisations résistantes, il faut noter la faible différenciation entre activités journalistiques et politiques à la Libération. Au sortir de la guerre, de nombreux rédacteurs ou responsables de publications furent eux-mêmes élus, candidats à un scrutin ou, plus généralement, militants. Cette situation concernait au premier chef les quotidiens de partis dont les objectifs proprement politiques impliquaient une stricte discipline envers les états-majors partisans. À *L'Humanité*, il s'agissait du premier critère de recrutement des rédacteurs. Tous devaient posséder la carte du Parti communiste et obéir aux injonctions du bureau politique²⁵², ce qui n'excluait évidemment pas les conflits au sein du journal ou entre son équipe dirigeante et la direction du PCF. Mais les frontières entre les deux organisations demeuraient faiblement marquées. Le directeur de *L'Humanité*, Marcel Cachin, était le plus ancien parlementaire communiste, alors que les responsables des pages de politique intérieure, Pierre Hervé (chroniqueur) et André Carrel (chef du service *Politique*), étaient tous deux élus, député pour l'un, conseiller de Paris pour l'autre :

« Alors, pour être tout à fait clair, j'avais pris cette fonction sur la demande de la direction du journal et du parti parce qu'on sentait venir les difficultés politiques et donc on voulait qu'il y ait quelqu'un de très responsable qui s'occupait de ça. » (André Carrel, entretien n°52)

Cette indifférenciation initiale ne concernait d'ailleurs pas seulement les journaux les plus militants. À *France-Soir*, on l'a vu, Robert Salmon et Jean Jurgensen, tous deux membres du mouvement « Défense de la France », furent candidats à Paris aux élections municipales. Au *Figaro*, c'est le chef du service *Politique*, Louis Gabriel-Robinet qui se présenta sur les listes PRL de Seine-et-Marne pour accéder au Conseil de la République. Quant à *Paris-Presse*, son

²⁵⁰ GUILLAUMA Yves, *Presse et pouvoir de 1944 à 1958*, op. cit., p. 319.

²⁵¹ Il faudrait également souligner l'encadrement par l'Etat des différentes entreprises de service aux journaux : création de l'Agence France Presse (30 août 1944), possession de la majorité du capital de la régie publicitaire Havas, etc.

²⁵² On retrouve là la conception léniniste de l'organe central de Parti. Dès le Congrès de Tours, les militants de la SFIO eurent à ratifier cette condition primordiale pour adhérer la III^e Internationale : « La presse périodique et non périodique, ainsi que toutes les publications du Parti, doivent complètement dépendre du Comité central du Parti. »

chef du service *Politique* entre 1947 et 1950, André Albert, ancien maquisard FFI, fut autrefois député des Deux-Sèvres, entre 1936 et 1940.

De la même manière, un certain nombre de journalistes bénéficièrent de l'entremise d'hommes politiques pour intégrer les rédactions convoitées. Ce fut, par exemple, le cas d'Henri Marque. Journaliste à *L'Eveil de la Haute-Loire*, il fut recommandé auprès du chef du service parlementaire de *Paris-Presse* par le député MRP de la Haute-Loire :

« Je suis monté à Paris en 1946 et j'ai quitté *L'Eveil*. (...). Et comme j'avais connu Noël Barrot qui était député MRP de la Haute-Loire, il m'avait dit : "Lorsque vous serez à Paris, téléphonez moi. Ça me fera plaisir de déjeuner avec vous." Et, à Paris, alors que je continuais à la fois mes études, j'ai persévéré dans le journalisme. J'ai frappé à toutes les portes, notamment à *Paris-Presse*. (...) Et après de nombreux contacts toujours aussi vain, j'ai téléphoné à [Noël] Barrot qui m'a dit : "Je vais vous faire rencontrer un journaliste de *Paris-Presse* qui s'appelle Roger Priouret et dont j'ai bien connu la famille, une famille d'avouée au Puy. Et on va lui demander s'il peut vous caser quelque part." Et je l'ai rencontré. On a déjeuné au restaurant de l'Assemblée nationale. » (Entretien n°62).

Dans le cas de Jean Griot, c'est sa présence dans le cabinet de Charles de Gaulle qui suscita l'intérêt des dirigeants du *Figaro*. En effet, depuis 1944, il était affecté au service de presse, à Alger d'abord, à Paris ensuite. Ayant intégré ce poste par l'intermédiaire du chef de cabinet, Gaston Palewski, dont il était autrefois le voisin à Louveciennes, il représentait le général de Gaulle au sein des instances chargées de négocier les autorisations de publication et la répartition du papier. C'est à travers ce poste qu'il rencontra différents responsables de journaux : Roger Giron qui s'appropriait à diriger le service *Politique* du *Méridien* (organe de l'Alliance démocratique) et surtout Louis Gabriel-Robinet, chef du service *Politique* du *Figaro*. On pourrait également citer l'exemple de Georges Mamy, secrétaire de Georges Bidault dans l'Armée secrète, qui intégra la rédaction de *L'Aube*, organe du MRP, dès 1944, avant d'entrer au *Monde* en 1952.

Il demeure toutefois difficile de savoir dans quelle mesure ces indices de l'engagement résistant ou partisan des journalistes politiques peuvent nous aider à comprendre les rhétoriques privilégiées par leurs journaux respectifs. Car, malgré l'ambition de promouvoir une presse militante, explicitement engagée dans les batailles partisans ou idéologiques, on ne peut manquer de souligner que cette conception du journalisme ne concernera plus, dès 1947, qu'une minorité de journaux. Il ne s'agit pas de dire que les quotidiens, et encore moins les hebdomadaires, vont abandonner leur dimension éditorialisante ou leurs commentaires de l'actualité politique. Il s'agit seulement de rappeler que très peu vont prétendre s'adresser à un public de militants et s'efforcer de les mobiliser derrière certains acteurs de la lutte politique. À travers leurs chroniques, les principaux journalistes parlementaires se poseront donc

d'avantage en analystes ou en moralistes qu'en porte-parole. Il convient alors d'expliquer ces conditions qui ont contribué à détourner la plupart des journaux des principes d'engagement formulés à la Libération.

§ 2. UNE « IMPARTIALITE » REVENDIQUÉE

Face aux efforts des acteurs politiques pour subordonner les journaux à leurs combats, certaines directions ont vite cherché à préserver sinon l'indépendance, du moins la relative « impartialité » de leur titre. Deux processus ont ainsi favorisé la prééminence d'un journalisme politique qui ne s'affirmait pas ouvertement militant : la disparition progressive de la presse de parti du fait de ses difficultés financières ; l'avènement en 1947 d'une configuration politique peu lisible et peu mobilisatrice.

A. *Le journalisme de combat face aux contraintes économiques*

En 1958, on ne trouve plus guère que deux quotidiens nationaux de partis : *L'Humanité* (PCF) et *Le Populaire de Paris* (SFIO). Appartenant à la première organisation politique du pays, en termes de suffrages et de militants²⁵³, *L'Humanité* conserve en 1958 un tirage de plus de 200 000 exemplaires en moyenne. Mais *Le Populaire* est dans une situation bien moins favorable. Ne disposant que de quatre pages, ce journal n'est plus lu que par un maigre lectorat, puisqu'il ne tire, en juin 1958, qu'à 16 000 exemplaires. Amplifiant en cela une évolution entamée depuis les années 1870, la presse de parti s'est donc évanouie tout au long de la Quatrième République. En renforçant la croyance selon laquelle il est coûteux, d'un point de vue commercial, de trop ouvertement manifester ses préférences partisans, cette disparition des journaux militants va encourager les entrepreneurs de presse à imposer un suivi plus « impartial » de la compétition politique. Ainsi va se renforcer le poids des rédacteurs les plus attachés aux principes d'« indépendance » et de « professionnalisme ». Il ne s'agit pas ici de décliner les causes exactes d'une telle désaffection des lecteurs mais plutôt d'identifier les circonstances de ce bouleversement du marché de la presse parisienne.

²⁵³ Si l'on excepte l'élection de juin 1946 qui vit la victoire du MRP, le Parti communiste est demeuré le premier parti de France en termes de suffrages aux législatives : 26,2 % en octobre 1945 ; 28,2 % en novembre 1946 ; 26,9 % en juin 1951 ; 25,9 % en janvier 1956.

1. La disparition de la presse partisane. Tout d'abord, si l'on ne compte plus que deux quotidiens de parti en 1958, c'est que la plupart de ces publications ont cessé de paraître, du fait de leurs difficultés financières. Ce processus de disparition des journaux les plus militants fut relativement bref. Il s'est déroulé entre 1946 et 1953 et concerna l'ensemble des formations politiques : l'Alliance démocratique avec *Le Méridien* (qui disparaît en décembre 1945), l'Alliance républicaine avec *La Nation* (juin 1946), le PRL avec *Le Courrier de Paris* (juin 1946), le Parti radical-socialiste avec *La Voix de Paris* (juillet 1946) et *La Dépêche de Paris* (mai 1947), l'UDSR avec *Cité-Soir* (octobre 1946), la SFIO avec *Libération Soir* (avril 1947), le MRP avec *Le Pays* (mars 1948) et *L'Aube* (octobre 1951), le Parti communiste avec *Ce Soir* (mars 1953), etc. Trois facteurs, interdépendants, peuvent expliquer une telle disparition de la presse la plus militante. Le premier n'est autre que le déclin de leurs lectorats. En effet, pour de nombreux journaux (*L'Aube*, *Le Populaire*, *L'Epoque*, *Ce Soir*, etc.), l'effondrement de leur diffusion est spectaculaire entre 1946 et 1950²⁵⁴.

Tableau 5. Tirage de quinze quotidiens parisiens entre 1944 et 1958 (en milliers d'exemplaires).

	Nov. 1944	Jan. 1947	Jan. 1950	Jan. 1953	Jan. 1956	Mai 1958
<i>France-Soir</i>	264	459	581	867	1 251	1 459
<i>Paris-Presse – L'Intransigeant</i>	185	431	367	215	181	203
<i>Le Figaro</i>	217	383	418	455	462	509
<i>Le Parisien libéré</i>	205	319	437	575	107	904
<i>Ce Soir</i>	270	427	246	111	–	–
<i>L'Humanité</i>	315	409	251	174	198	251
<i>Aurore – France Libre</i>	100 + 184	183 + 118	322	344	439	482
<i>Franc-Tireur</i>	175	327	244	130	108	147
<i>Le Monde</i>	150	161	160	153	177	228
<i>Libération</i>	180	183	139	120	128	121
<i>Le Populaire</i>	237	159	51	26	16	19
<i>L'Epoque</i>	-	111	65	–	–	–
<i>L'Aube</i>	160	129	46	–	–	–

Source : I.F.P., *Tirage des journaux sous la IV^e République (Août 1944- Juin 1958)*.

²⁵⁴ Il n'existe malheureusement pas d'études, étayées par un solide travail empirique, qui permettent de comprendre ces transformations dans les attentes et les comportements d'achat des lecteurs entre 1945 et 1958. Peut-être faudrait-il observer l'exacerbation des passions et des espérances militante au lendemain de la Guerre puis l'atténuation de ces ardeurs, à mesure que les institutions se stabilisaient et que les principales réformes envisagées par les différentes instances de la France libre étaient ratifiées ou abandonnées. Sur cette « politique de démobilisation » à travers laquelle l'intervention des citoyens dans le jeu politique perdait progressivement sa légitimité, voir BLONDIAUX Loïc, *La Fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris : Le Seuil, 1998, p. 513 ; GAÏTI Brigitte, « Le rôle de l'opinion dans les processus de délégitimation ou la quête de l'impopularité des régimes déchus », in LAGROYE Jacques (dir.), *La Politisation*, Paris : Belin, 2003, p. 223.

Toutefois ce déclin du lectorat a touché la presse nationale dans son ensemble. Tandis que le tirage cumulé des quotidiens parisiens avoisinait les 6 millions d'exemplaires par jour en 1946 (5,96 millions exactement), il n'était plus que 3,41 millions en 1952²⁵⁵. Certains journaux surent toutefois tirer leur épingle du jeu et ainsi témoigner de la pertinence de certaines orientations rédactionnelles. En particulier, les quotidiens qui empruntèrent les recettes de la grande presse populaire d'avant-guerre (*France-Soir*, *Le Parisien libéré* notamment) virent, eux, leur diffusion largement augmenter. La croissance concerna également *Le Figaro* ainsi que *Le Monde* à partir des années 1950. Mais ce phénomène d'érosion du lectorat militant ne concernait pas seulement la presse quotidienne. On distingue un processus similaire sur le marché des hebdomadaires. Il suffit pour cela de comparer les plus forts tirages des hebdomadaires politiques ou confessionnels en 1946 et en 1955. Le contraste est alors saisissant. D'une part, la plupart des titres ont été renouvelés au cours de cette période. D'autre part, on ne compte plus, en 1955, qu'une poignée de journaux tirant à plus de 100 000 exemplaires :

Tableau 6. Tirages moyens des dix principaux hebdomadaires politiques et confessionnels en 1946 et 1955.

1946		1955	
JOURNAUX	TIRAGES (en octobre)	JOURNAUX	TIRAGES (en juin)
<i>Le Canard enchaîné</i>	475 000	<i>La Vie catholique illustrée</i>	642 000
<i>La Vie ouvrière</i>	430 000	<i>Le Pèlerin</i>	607 000
<i>L'O.S. libre</i>	243 000	<i>L'Humanité dimanche</i>	512 000
<i>Carrefour</i>	228 000	<i>La Croix du dimanche</i>	158 000
<i>L'Avant-garde</i>	199 000	<i>L'Express</i>	155 000
<i>France nouvelle</i>	161 000	<i>Le Canard enchaîné</i>	120 000
<i>La Presse</i>	162 000	<i>Aux écoutes du Monde</i>	72 000
<i>France au combat</i>	147 000	<i>Témoignage chrétien</i>	71 000
<i>Témoignage chrétien</i>	144 000	<i>Le Populaire du dimanche</i>	65 000
<i>La Bataille</i>	141 000	<i>France Observateur</i>	50 000

Source : I.F.P., *Tirage des journaux sous la IV^e République (Août 1944- Juin 1958)*.

Qu'il s'agisse des quotidiens ou des hebdomadaires, cette désaffectation du lectorat entraînait des conséquences immédiates sur les recettes de ces journaux. Mais les difficultés de trésorerie émanaient également de la faiblesse des ressources publicitaires. D'un côté, un maigre public ne permettait pas d'attirer de gros annonceurs. De l'autre, des prises de position

²⁵⁵ Ce tirage total réaugmentera par la suite puisqu'il s'établira à 4,44 millions en 1956.

jugées trop radicales amenaient plus difficilement les publicitaires à investir dans ces journaux. Cet obstacle fut notamment soulevé par Jean-Jacques Servan-Schreiber pour justifier la situation financière délicate dans laquelle était plongé *L'Express* quotidien :

Le quotidien, [pour un tirage de 150 000 exemplaires], avait un budget de dépenses mensuelles de 50 millions, et des recettes de vente de 19 millions : il lui fallait, en dehors des abonnements, 28 millions de publicité par mois pour équilibrer. Ce n'est qu'au bout d'un an ou deux qu'une telle somme peut être atteinte, et encore : « à condition de ne pas être trop à gauche... » (...) Combien y a-t-il de journaux aujourd'hui à Paris dont le contrôle financier soit resté entièrement entre les mains de ceux qui les ont lancés et qui les font ? Nous ne sommes pas sûrs qu'il y en ait deux.

Jean-Jacques Servan-Schreiber, *L'Express*, 9 mars 1956

Outre ces difficultés à conserver un lectorat suffisant pour garantir la pérennité du titre, la presse s'est trouvée rapidement confrontée à l'autre versant de ces contraintes économiques : la vigueur des coûts de production, dans un contexte où de nombreux entrepreneurs de presse d'avant-guerre ne pouvaient investir dans les nouveaux journaux. Pour beaucoup, la trésorerie initiale fut prêtée par l'Etat et ces avances n'offraient pas de marges de manœuvre suffisantes pour faire face au déséquilibre provisoire des comptes. La fixation du tirage des différents quotidiens par l'Etat entraînait également un fort « bouillon », c'est-à-dire une importante proportion d'exemplaires non vendus : 20 % en 1945, 22 % en 1950. Il faudrait également interroger les conséquences de la nette amélioration des conditions salariales des journalistes depuis les années 1930 et le vote de la loi du 29 mars 1935 sur le statut des « journalistes professionnels »²⁵⁶. Il faudrait enfin souligner la forte augmentation des charges de composition et d'impression depuis que le syndicat CGT du Livre était devenu l'unique interlocuteur des patrons de presse. C'est d'ailleurs lors des grèves des ouvriers du Livre (juin-juillet 1946 et février-mars 1947) que la plupart des titres les plus fragiles financièrement ont disparu.

Pour les publications militantes qui purent se maintenir, leurs faibles ressources financières ne permettaient pas de disposer d'une large rédaction. Cette situation favorisait un journalisme « assis », essentiellement amené à reproduire et commenter les dépêches d'agence. Cette maigre « valeur ajoutée » journalistique constituait alors peut-être l'un des facteurs ayant contribué à la désaffection du public. De nombreux journaux entraient alors dans une spirale du déclin : sans lecteurs, ils ne pouvaient se permettre les investissements nécessaires à l'amélioration de leur production rédactionnelle. Dans les quotidiens partisans, cette difficulté était renforcée par l'indifférenciation entre la direction des journaux et l'état-

major du parti. Cette subordination statutaire entretenait alors une stricte discipline des rédacteurs et témoignait d'une conception restrictive de leurs rôles : relayer le discours des états-majors du parti ; taire les informations susceptibles d'embarrasser les leaders ou de remettre en cause leurs projets politiques. Sur un registre polémique, le journaliste Bernard Féron remarqua ainsi la contradiction dans laquelle *Le Populaire de Paris* se trouvait en 1947. Contraint de soutenir la violente politique de répression du ministre socialiste Jules Moch, cet organe de la SFIO dut donc afficher son opposition aux revendications et manifestations ouvrières²⁵⁷. A travers sa critique des journaux de parti, Bernard Féron valorisait ainsi l'idée selon laquelle le journalisme devait garantir son autonomie, sous peine de ne se contenter que d'un public confidentiel : « Les journalistes professionnels de ces quotidiens n'étaient d'ailleurs ni moins compétents ni plus manchots que leurs confrères. Simplement, les servitudes que leur imposait la formule du journal étaient trop lourdes. Songez à toute la part considérable qu'ils devaient de part décret d'en haut réserver aux comptes-rendus (compte rendu de congrès par exemple) pour le seul plaisir des habitués de la chapelle. »²⁵⁸

2. La pertinence commerciale des principes d'« indépendance ». La moindre subordination des journaux et de leurs pages *Politique* à l'égard de telle ou telle fraction de l'espace politique ne résulte pas seulement de la disparition des organes de partis. En effet, dès 1945, certaines directions prirent le parti d'une orientation rédactionnelle relativement indépendante des différentes forces politiques ou résistantes. Mais ces dirigeants ne purent imposer leurs vues qu'au prix d'un certain nombre de conflits dans les rédactions et qu'au prix de l'éviction des rédacteurs les plus attachés aux principes d'un journalisme de combat.

Le basculement de l'organe clandestin *Défense de la France* en *France-Soir* participe bien de ce processus. Certes, dès son origine, les fondateurs de ce journal (Philippe Viannay, Robert Salmon, Maurice Felut, etc.)²⁵⁹ souhaitaient « rechercher une diffusion populaire ». C'est pourquoi, en septembre 1944, ils firent appel à Pierre Lazareff, ancien rédacteur en chef à *Paris-Soir*, pour animer une rédaction composée de nombreux débutants dans le métier. Mais rapidement, Pierre Lazareff étendit ses prérogatives, au détriment notamment de Philippe Viannay, porteur d'une conception plus pédagogique et civique de ce journal.

²⁵⁶ Sur ce point, voir RUELLAN Denis, *Les "Pros" du journalisme. De l'état au statut, la construction d'un espace professionnel*, Rennes : PUR, 1997, p. 99 sq.

²⁵⁷ FERON Bernard, *Feu la presse libre ?*, op. cit., p. 12.

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 13.

L'ambition de Lazareff était de réintroduire la plupart des « recettes » qui contribuèrent au succès de *Paris-Soir* avant-guerre. Il incita donc la direction à modifier le titre et à adopter un ton et une maquette plus accrocheurs. Le succès immédiat du journal en termes de diffusion (le tirage passant de 225 000 exemplaires à la fin de l'année 1944 à 405 000 fin 1946) pouvait témoigner de la clairvoyance de ses choix, ce qui lui permit d'asseoir son autorité dans la rédaction. Parmi l'ensemble des fondateurs, seul Robert Salmon demeura dans l'entreprise. Pour conquérir un large lectorat, il fallait donc ne pas accorder trop de place aux actualités politiques et surtout ne pas afficher de préférences doctrinales ou partisans trop marquées. Au contraire, le journal était censé représenter et défendre les attentes du « grand public », à l'image de l'intitulé des éditoriaux : « Défense des Français ». Bien que les rédacteurs du service *Politique* (Yves Grosrichard, Robert Danger, Georges Gombault, etc.) étaient essentiellement issus de la presse de « gauche », ils devaient satisfaire à une exigence d'impartialité. Toutefois, ayant recruté un nombre considérable de journalistes, finançant de nombreux « grands reportages », le quotidien fut lui aussi confronté à de graves difficultés de trésorerie. Dès 1947, la direction prit donc contact avec le président du groupe Hachette et lui vendit 50 % du capital²⁶⁰. Désormais détenteur de la majorité des parts du journal, le staff d'Hachette révoqua le PDG de *France-Soir* et intervint plus directement dans la gestion et la définition des orientations du journal. L'impératif de rentabilité commerciale fut donc plus explicitement formulé et supposait de définitivement rompre avec les ambitions initiales des fondateurs du journal. Bien que cette conquête suscita une commission d'enquête parlementaire pour non respect des ordonnances de 1944, elle illustre bien le processus de reprise en main de nombreux quotidiens par différents groupes de presse, au mépris des lois anti-concentration. C'est un processus similaire que l'on constate ainsi à *Combat* que rachète Henri Smadja en 1946 ou à *Franc-Tireur* qu'acquiert l'entrepreneur Cino Del Duca en 1955 avant d'en évacuer les derniers vestiges de son passé militant et de le transformer en *Paris-Journal* (novembre 1957).

²⁵⁹ Voir WIEVIORKA Olivier, *Une Certaine Idée de la Résistance. Défense de la France, 1940-49*, Paris : Le Seuil, 1995, p. 360 *sq.*

²⁶⁰ GUILLAUMA Yves, *Presse et pouvoir de 1944 à 1958*, *op. cit.*, p. 402.

B. Une configuration politique difficilement mobilisatrice

On ne peut également comprendre les rhétoriques privilégiées par les chroniqueurs des journaux d'information sans interroger les conséquences de la configuration parlementaire ouverte en 1947, avec le départ des ministres communistes du gouvernement. Entre 1947 et 1952, le jeu politique devenait, en effet, plus difficilement lisible, plus difficilement mobilisateur. Face aux menaces (supposées ou réelles) que représentaient communistes, d'un côté, et gaullistes, de l'autre, l'ensemble des autres groupes parlementaires (des socialistes aux « indépendants ») ont été contraints de s'allier pour former des coalitions composites, instables et structurées autour des partis « centristes » : démocrates-chrétiens, radicaux et UDSR. Jusqu'à la présidence d'Antoine Pinay (mars 1952), on ne distinguait donc pas de blocs homogènes et clairement identifiés en « majorité » et « opposition ». Cette situation renforçait l'indiscipline des parlementaires, notamment dans les groupes charnières, et tendait à affaiblir l'autorité des états-majors partisans sur leurs élus ainsi que l'autorité des présidents du Conseil sur leurs ministres²⁶¹. Au cours de ces cinq années, ce ne sont pas moins de dix présidents du Conseil qui se sont succédés. Conséquence de la confrontation des stratégies de pouvoir des multiples leaders et de leurs soutiens, cette instabilité résultait surtout du brouillage des clivages au sein de telles coalitions. Contraints de s'entendre pour gouverner, les groupes parlementaires s'opposaient sur un nombre considérable de politiques publiques (laïcité, défense européenne, intervention de l'Etat dans l'économie, satisfaction des revendications salariales, réformes en Indochine ou en Afrique du Nord, modification de la Constitution, modification du mode de scrutin législatif, etc.) dont l'ajournement de leur discussion constituait souvent l'une des conditions de survie des cabinets.

Une telle configuration eut des incidences notables sur le positionnement des entreprises de presse qui n'étaient pas statutairement subordonnées à une organisation politique (*Paris-Presse*, *France-Soir*, *Le Figaro*, *Combat*, *Franc-Tireur*, etc.). D'une part, compte tenu de la faiblesse des leaderships, il était plus facile pour les directions de s'abstraire des « pressions » de certaines personnalités ou partis politiques. D'autre part, bien que certaines de ces rédactions purent être initialement favorables à telle ou telle fraction de

²⁶¹ Brigitte Gaïti note bien ce basculement des règles du jeu parlementaire après 1947 : « Le coût de la défection ou de la prise de parole au sein du parti, du groupe parlementaire ou du gouvernement s'est affaibli dans toutes les formations : les stratégies personnelles semblent perçues comme plus rentables que les loyautés politiques. » (GAÏTI Brigitte, *De Gaulle prophète de la Cinquième République*, op. cit., p. 100). Sur ce point, voir également GAXIE Daniel, « Les structures politiques des institutions. L'exemple de la Quatrième République », *Politix*, n°20, 1992, pp. 78-83.

cette « Troisième force », l'enjeu n'était donc plus tant de soutenir un parti ou une idéologie particulière que de combattre les forces supposées ennemies du régime : communistes en tête, gaullistes ensuite. Cette orientation éditoriale permettait de prévenir le coût commercial d'un engagement trop tranché ; elle permettait également de surmonter les conflits proprement politiques qui avaient déchiré les rédactions au cours des premières années de la IV^e République ; elle favorisait les ambitions des rédacteurs les plus attachés au « professionnalisme » et à l'indépendance du travail journalistique. Pour les journaux non partisans, même les élections ne suscitaient pas d'appels explicites à la mobilisation du lectorat pour telles ou telles listes. D'un côté, en plus de n'être pas homogènes sur l'ensemble du territoire, les systèmes d'alliances et d'appareillages (lors des législatives de 1951 et 1956) ne facilitaient pas l'identification des enjeux et des clivages ; de l'autre, les élections ne décidaient que rarement de la composition des majorités puisque celles-ci se formaient dans le huis clos parlementaire. Ainsi Jean Ferniot, couloiriste puis chef du service *Politique* à *Franc-Tireur*, justifie-t-il l'orientation de plus en plus « centriste » de son quotidien, pourtant fondé par les combattants socialistes et communistes du mouvement « Franc-Tireur » :

« Nous étions “Troisième force”, ce qui était commode, puisque vous aviez à la fois des démocrates-chrétiens, des socialistes et des libéraux. Nous avons peut-être une coloration plus socialiste que démocrate-chrétienne. (...) Mais *Franc-Tireur* a perdu son caractère socialiste, avec la “Troisième force”, avec le fait qu'il fallait combattre les communistes et accessoirement les gaullistes. Le journal est devenu moins anti-clérical puisqu'il devenait en même temps européen. (...) De la sorte, nous devenions, pour beaucoup de non-socialistes, un journal convenable. Alors tout ça a fait que notre coloration socialiste s'est un peu fondue dans ce système de gouvernement qui était celui de la “Troisième force” et ça se ressentait évidemment dans la manière de traiter l'information. » (Jean Ferniot, entretien n°32)

Même après l'expérience de la « Troisième force », la structure politique de la Quatrième République demeurait marquée par l'absence d'un groupe parlementaire assez puissant pour prétendre constituer à lui seul une majorité. Ces groupes étaient d'ailleurs souvent divisés et peu de personnalités disposaient d'une autorité suffisante pour rendre pertinent le ralliement d'un journal derrière son nom²⁶². Les tractations et les compromis entre partis demeuraient essentiels et, bien que l'orientation des gouvernements ait été *a priori* plus lisible après 1952 (plutôt de « droite » sous Antoine Pinay, René Mayer, Joseph Laniel et Edgar Faure ; plutôt de « gauche » sous Pierre Mendès-France et Guy Mollet), il n'en demeure pas moins qu'ils étaient le produit de négociations entre des groupes et des

personnalités antagonistes et qu'ils étaient, à tout moment, susceptibles d'être renversés. Aussi, pour un journaliste soucieux de bénéficier de confidences sur les dissensions au sein d'un cabinet ou sur la stratégie à venir d'un leader parlementaire, il importait d'entretenir des relations loyales et, parfois, amicales avec une très large diversité d'interlocuteurs. Les présidents du Conseil potentiels étant relativement nombreux et de tendances diverses, il paraissait donc délicat de se mettre à dos l'une de ces personnalités en la disqualifiant dans un papier ou en affichant trop ouvertement ses partis pris. C'est pourquoi, en matière de commentaires, la critique du comportement « global » du personnel politique constituait une réponse pertinente à ces différentes contraintes. En se positionnant en autorité morale, les principaux chroniqueurs politiques adoptaient un rôle valorisant (avoir pour *mission* de défendre l'intérêt général), tout en ne risquant pas de segmenter les publics ou de s'attirer les réprimandes d'une trop large fraction de l'espace parlementaire.

Placés en situation d'extériorité vis-à-vis des enjeux de pouvoir mais tirant leur crédit de l'héritage résistant ou de la tradition politique de leur publication, ils bénéficiaient d'une légitimité pour critiquer, ici la confiscation du régime par les partis, là la servitude des gouvernants à leurs intérêts personnels. Les journalistes politiques pouvaient alors aisément formuler leurs jugements et leurs recommandations au nom des attentes supposées du « peuple », des « citoyens », de l'« opinion » :

« Pendant longtemps, des gens comme Fauvet [chef du service *Politique* du *Monde*], ils se fondaient sur la *vox populi* qui était le taxi, la concierge... Ils avaient le pifomètre. » (André Laurens, entretien n°33).

A leur manière, ils pouvaient prétendre parler au nom des Français et ainsi participer aux luttes politiques, sans avoir à se positionner sur un axe partisan. S'ils pouvaient se poser en représentants de l'« opinion » mais sans avoir à fournir d'indices de la représentativité de leurs points de vue²⁶³, c'est bien parce que de telles affirmations pouvaient difficilement être contredites : les élections demeuraient fortement espacées dans le temps et les sondages suscitaient encore l'indifférence de la presse et des hommes politiques. En l'absence de scrutins nationaux (si l'on exclut les deux référendums de juin et octobre 1946), l'« opinion

²⁶² Il suffit d'observer les caricatures de l'époque pour apercevoir cette faible notoriété des leaders politiques. Pour rendre leurs dessins significatifs, les caricaturistes précisaient systématiquement le nom des personnalités qu'ils croquaient.

²⁶³ Toutefois, à travers leurs « campagnes » et l'appel à la participation de leurs lecteurs, les journaux pouvaient témoigner du soutien ou du rejet de telle ou telle politique. A l'inverse, les articles politiques de *L'Humanité* s'appuyaient fréquemment sur les mobilisations sociales (grèves, manifestations, etc.) pour attester de l'impopularité des gouvernements et de leurs décisions ou pour souligner la diffusion des idées communistes et le poids du Parti.

publique » nationale demeurait donc un concept abstrait dont on ne sollicitait qu'épisodiquement la mesure. Loïc Blondiaux souligne bien ce phénomène : « Sous de multiples rapports, la vie politique française sous la IV^e République ne semble pas offrir de prise à la mesure de l'opinion. La fragilité des alliances majoritaires, les déformations provoquées par les lois électorales, l'omniprésence des états-majors partisans (...) ont contribué à minorer la place de l'opinion publique dans le jeu politique. »²⁶⁴ Il poursuit : « D'autres instruments de mesure que le sondage ont pu servir alors. À commencer par la presse écrite qui s'est vu reconnaître encore pleinement le droit de dire l'opinion. Dans sa diversité née de la guerre, dans les multiples tendances politiques qu'elle incarnait, elle offrait un reflet fidèle de l'opinion que l'on se représentait éclatée en de multiples tendances et clientèles partisans et infra-partisans. »²⁶⁵ Dans les imaginaires politiques et journalistiques, l'opinion publique ne pouvait alors se manifester qu'à travers l'acte électoral (mais celui-ci se subdivisait en une multiplicité de scrutins locaux) ou qu'à travers l'expression des porte-parole (les élus) ou des leaders d'opinion (intellectuels, journalistes, etc.).

Il n'est donc pas étonnant que *L'Express* soit l'un des premiers organes de presse à utiliser massivement les sondages d'opinion pour mesurer les attentes des Français et la popularité des gouvernants. Cet instrument constituait, en effet, un outil adéquat pour témoigner du crédit de Pierre Mendès France auprès des citoyens. Dès sa création, *L'Express* s'efforçait de rendre compte de l'état « inquiétant » de l'opinion en publiant certains rapports préfectoraux ou en établissant des tableaux de bord de la popularité du président Mendès, à travers le recueil des déclarations d'hommes politiques, des réactions de syndicalistes ou des éditoriaux de la presse militante. Mais ce n'est qu'à partir du mois de juillet 1955, soit quelques mois après son départ de Matignon, que la commande de sondage auprès de l'IFOP s'est systématisée.²⁶⁶ Comme celui-ci ne bénéficiait ni d'un appareil militant, ni de relais au Parlement, il fallait donc subvertir les principes de la légitimité politique en posant le soutien de l'opinion nationale comme condition nécessaire à l'exercice du pouvoir. « En contribuant à déplacer le centre de gravité de la vie politique hors de l'enceinte parlementaire, les sondages ne pouvaient servir que des acteurs politiques désireux de rechercher leurs soutiens hors de cet enclos. »²⁶⁷

²⁶⁴ BLONDIAUX Loïc, *La Fabrique de l'opinion*, op. cit., p. 513.

²⁶⁵ *Ibid.*, p. 515.

²⁶⁶ D'ailleurs, quoiqu'il fût initialement réticent à l'égard de ces enquêtes d'opinion, Pierre Mendès-France fut l'un des premiers présidents du Conseil à en commander pour son propre compte. Cf. *ibid.*, p. 504.

²⁶⁷ *Ibid.*, p. 503.

Au-delà de cette utilisation des sondages comme outil de propagande, il va de soi qu'on ne peut comprendre la pérennité du soutien de *L'Express* envers Mendès-France sans tenir compte de l'opportunité politique et commerciale d'une telle orientation éditoriale. Tout d'abord, bien que la plupart des hebdomadaires politiques aient vu leurs ventes chuter entre 1946 et 1952, l'arrivée d'Antoine Pinay puis de Joseph Laniel à la tête du gouvernement mettait de nouveau face à face « droite » et « gauche ». Cette configuration rendait possible l'émergence d'un hebdomadaire d'opposition, ne relevant d'aucun parti et appelant à un profond renouvellement des pratiques politiques : « Les circonstances historiques justifient l'entreprise de Jean-Jacques Servan-Schreiber et de ses amis : l'accélération de la décolonisation dans le monde, l'amorce d'une détente internationale, la fin de la Troisième Force en France par le passage de la SFIO dans l'opposition en janvier 1952, l'attente d'une opinion publique morose... changent les rapports de force et peuvent donner lieu à une transformation de la vie politique française ou le renouveau redevient possible. »²⁶⁸ Ensuite, la trajectoire atypique de Pierre Mendès-France, membre du groupe radical mais n'appartenant pas au Parti, recueillant des soutiens dans l'ensemble de l'espace parlementaire, affichant son volontarisme et son ambition de modifier les règles du jeu politique, incarnant des valeurs aussi généreuses que floues (modernisme, réformisme, etc.) permettait d'offrir au journal un positionnement plastique, susceptible d'attirer un lectorat politiquement et socialement diversifié. Tandis que le journal put bénéficier du renom de Mendès France et rapidement élargir sa diffusion, cette entreprise de promotion fut abandonnée lorsque s'est éloignée la perspective d'un retour de Pierre Mendès France au pouvoir et surtout lorsqu'il s'est avéré que les finances du journal ne pouvait s'accommoder d'un tirage quotidien et d'une orientation trop ouvertement militante.

C'est donc bien la configuration politique qui rend les modalités d'engagement des journaux et de leurs chroniqueurs politiques plus ou moins opportunes, commercialement et journalistiquement parlant. Dans un contexte où les clivages étaient brouillés et où les groupes étaient eux-mêmes divisés, il apparaissait relativement difficile pour une entreprise de presse *visant un large public* de soutenir explicitement l'un des camps en lutte, y compris dans les espaces dévolus aux prises de position : éditoriaux et chroniques. Il n'empêche que, tout au long de la IV^e République, les journalistes politiques les plus chevronnés revendiquaient toujours leur responsabilité, voire leur « mission » politique. De la même manière, s'ils

²⁶⁸ TOURNIAIRE Eliane, « *L'Express* et le phénomène mendésiste », art. cité, p. 195.

n'étaient pas, pour la plupart, les subordonnés des acteurs politiques, ils étaient plongés dans un univers où le crédit professionnel s'acquerrait par la virtuosité de la plume et surtout par la capacité à se positionner dans l'entourage du personnel parlementaire et gouvernemental.

§ 3. UNE « PROXIMITÉ » VALORISÉE

Tout en conservant leur activité dans les journaux, un certain nombre de journalistes politiques, couloiristes le plus souvent, ont occupé un poste d'attaché de presse dans l'un des cabinets ministériels de la IV^e République. Ce constat s'observe tout au long du régime. Mieux, il ne concernait pas seulement la presse la plus militante. Ainsi, la majorité des journalistes politiques du *Monde* ou de *Paris-Presse* ont-ils, à un moment de leur carrière, cumulé ce métier avec une présence dans l'entourage direct des responsables politiques. On pourrait également y ajouter les collaborations que ces rédacteurs des quotidiens d'information générale détenaient dans des journaux directement affiliés à un parti ou à un leader politique. Le tableau ci-dessous fournit quelques exemples d'une telle porosité des frontières politico-journalistiques.

Encadré 2. Recensement (non exhaustif) des journalistes politiques de notre corpus ayant occupé un poste dans un cabinet ministériel entre 1944 et 1958.

- **Raymond Barrillon** (journaliste politique au *Parisien libéré* entre 1944 et 1950, journaliste politique au *Monde* entre 1950 et 1982) : membre du cabinet de Félix Gaillard, président du Conseil, entre novembre 1957 et avril 1958. Rédacteur aux *Cahiers de la République* de Pierre Mendès-France.
- **Léone Georges-Picot** (journaliste politique à la Société générale de Presse puis à *L'Express* entre 1953 et 1956) : attachée de presse au cabinet du Président du Conseil Pierre Mendès France, entre juin 1954 et février 1955.
- **Roger Giron** (chef du service *Politique* du *Méridien*, collaborateur au service *Politique* du *Figaro* à partir de 1950) : chef des services parlementaires du chef du gouvernement provisoire (1944-45), directeur adjoint du cabinet du ministre des Finances (1948), directeur adjoint du cabinet de Joseph Laniel, président du Conseil, entre juin 1953 et juin 1954.
- **Alain Guichard** (journaliste politique à *L'Aube* entre 1945 et 1953, collaborateur au *Monde* entre 1945 et 1953, puis journaliste politique entre 1957 et 1982) : chargé de missions aux cabinets de Robert Prigeant, Robert Buron, Robert Schuman entre 1946 et 1952.
- **Max Jalade** (journaliste politique à *Paris-Presse* entre 1946 et 1963) : membre du cabinet du général Corniglion-Molinier, ministre d'Etat (1953-54).
- **Louis Luc** (journaliste parlementaire à *Ce Soir* entre 1944 et 1946, puis à *L'Humanité* entre 1946 et 1971) : membre du cabinet de Maurice Thorez, vice-président du Conseil (1947)

- **Henri Marquet** (journaliste politique à *Paris-Presse* entre 1946 et 1962) : attaché parlementaire et attaché de presse d'Antoine Pinay, ministre des travaux publics et des transports puis président du conseil (1950-52) puis attaché de presse au cabinet du général Corniglion-Molinier (1953-54)

- **Pierre Viansson-Ponté** (journaliste politique à l'AFP entre 1948 et 1952, rédacteur en chef de *L'Express* entre 1953 et 1958, journaliste politique au *Monde* entre 1958 et 1969) : chargé de mission au cabinet d'Edgar Faure entre janvier et février 1952.

Source : *Who's who in France* ; corpus d'entretiens de l'auteur ; *Presse Actualité*, n°124, 1978, pp. 20-23 ; *Le Monde*, 20/03/1996 ; *Le Monde*, 15/07/1996 ; Claude JAMET, *Les Défis de L'Express*, Paris : Les Editions du Cerf, 1981, p. 14.

Si l'on étendait le corpus de journaux observés, on pourrait y ajouter d'autres exemples : Paul Parpais du *Populaire*²⁶⁹ ou encore Raymond Thévenin de *La Dépêche de Paris* puis de la Radio-télédiffusion française²⁷⁰. Par cette présence dans les cabinets ministériels, les journalistes politiques reproduisaient des pratiques relativement courantes sous la III^e République²⁷¹. Ces pratiques paraissaient d'autant plus « normales » que les journalistes qui ne purent accéder à de tels postes témoignent aujourd'hui de leur regret²⁷² :

« Mes accointances personnelles me portaient plutôt vers les radicaux-socialistes. J'ai beaucoup travaillé avec Félix Gaillard. (...) Et quand il est devenu président du conseil, j'ai dit : "Tiens, il va me demander de venir à son cabinet." Va te faire foutre ! Il ne m'a rien demandé du tout ! Ça m'aurait intéressé tout de même. (...) Vous savez qui finalement il a appelé ? Il a appelé un type qui était extrêmement pur et dur, un dénommé Raymond Barrillon. Et pourquoi il a préféré Barrillon à Sainderichin ? Sainderichin avait des attaches en Dordogne. Mais lui, Barrillon est charentais. Et Gaillard était élu de la Charente. Ça compte ça ! » (Pierre Sainderichin, journaliste parlementaire à *Sud-Ouest* entre 1945 et 1974, entretien n°14).

Ces recrutements reposaient donc sur des affinités régionales, partisans ou idéologiques. Mais au-delà du positionnement politique des journalistes, l'identité de leur rédaction importait tout autant. Les ministres faisaient ainsi principalement appel aux rédacteurs issus de la presse de leurs partis ou bien issus des journaux régionaux couvrant

²⁶⁹ Paul Parpais fut chargé de mission puis chef de cabinet auprès de Guy Mollet, président du Conseil (1956-57), chargé de mission au cabinet de Max Lejeune, ministre du Sahara (1958), chef de cabinet de Guy Mollet, ministre d'Etat (1958-59).

²⁷⁰ Raymond Thévenin fut attaché de presse au cabinet d'Edouard Herriot, président de l'Assemblée nationale (1947-48), chef du cabinet d'Emile Hugues, secrétaire d'Etat aux Finances (1951-52) et secrétaire d'Etat à l'Information (1953) puis conseiller dans le cabinet d'Emile Claparède, secrétaire d'Etat à l'Information (1957-58).

²⁷¹ Voir par exemple DELPORTE Christian, *Les Journalistes en France*, op. cit., p. 149. Pour ne prendre qu'un exemple, Roger Giron fut non seulement journaliste politique et littéraire à *L'Ami du Peuple* (1928-32) puis à *Paris-Midi* (1932-40) mais également chargé de mission au ministère des Colonies (1931) puis au ministère de la Justice (1938), chef du service de presse au cabinet du ministre des finances (1938-39), directeur des services de presse aux Affaires étrangères puis à la présidence du Conseil (1940), chef des services parlementaires du chef du Gouvernement provisoire (1944-45).

²⁷² Toutefois, certains omettent de préciser leur appartenance passée à un cabinet ministériel au sein de leurs biographies « officielles ». S'agit-il alors d'une dimension peu avouable de leurs carrières ?

leurs circonscriptions électorales. Cela leur permettait de bénéficier de relais au sein des journaux dont ils escomptaient le soutien. Il demeure cependant difficile d'établir dans quelle mesure cette porosité des frontières entre activités politiques et journalistiques peut nous aider à comprendre le contenu des pages *Politique* de la presse écrite. En revanche, elle témoigne d'une relative asymétrie dans les relations politico-journalistiques sous la IV^e République. Elle nous renseigne donc sur l'atmosphère de ces interactions et sur les conceptions du métier des rédacteurs politiques. Ainsi, invités à justifier cette confusion des rôles, les journalistes interviewés n'y voient aucune contradiction vis-à-vis de leur statut d'hommes de presse. Certes, cet ancien couloiriste à *Paris-Presse* souligne que « les confrères n'appréciaient pas toujours » cette double appartenance (Max Jalade, entretien n°65). Néanmoins, celle-ci suscitait rarement de reproches quant au manque de « professionnalisme » ou de « distanciation » à l'égard du personnel politique.

À travers cette question de l'appartenance aux cabinets ministériels, deux éléments peuvent alors être mis à jour. D'une part, lorsqu'ils parlent d'eux-mêmes ou de leurs confrères, la plupart des journalistes politiques de la Quatrième République revendiquent explicitement leurs préférences partisans ou leur affinité pour tel ou tel responsable politique. Pour beaucoup d'entre eux, ce sont d'ailleurs leurs engagements passés (dans un parti, dans un mouvement de Résistance) qui les incitèrent à devenir journalistes politiques et qui favorisèrent leur embauche. Dans la presse militante, on l'a vu, ce critère du militantisme constituait une condition nécessaire pour intégrer les journaux du parti. Mais il ne faudrait pas imaginer que les marchés du travail entre quotidiens partisans et quotidiens d'information étaient cloisonnés. Au contraire, de nombreux journalistes purent être recrutés dans les journaux d'information à la suite d'une expérience dans un organe de parti. Ce phénomène s'observe tout au long de la IV^e République et concernait tout autant *Le Monde* (Georges Mamy et Alain Guichard venaient de *L'Aube*, Claude Estier du *Populaire*), *Paris-Presse* (Roger Priouret était issu de *Front national*, Jean Benedetti de *L'Aube*, Robert Boulay de *Libé-Soir*), *France-Soir* (Jean Brigouleix débuta au *Populaire*) et *Le Figaro* (Denis Périer-Daville collaborait aux *Cahiers du travaillisme français*, publication de l'UDSR).

D'autre part, outre les gratifications offerte par cette fréquentation du « pouvoir », les journalistes interviewés justifient cette proximité, voire cette collaboration, avec les acteurs politiques au nom d'intérêts proprement journalistiques : disposer d'informations exclusives, bénéficier d'un statut d'*initié* et par conséquent pouvoir se distinguer de ses concurrents. Dès lors, bien que les directions aient pu valoriser l'indépendance de leur ligne rédactionnelle,

elles ne s'opposaient pas à ces manifestations publiques de l'engagement de leurs rédacteurs. Au contraire, la détention d'un solide carnet d'adresses et l'insertion dans l'entourage des personnalités étaient valorisées, au point de constituer, pour un couloiriste ou pour un chroniqueur, l'un des gages de la compétence professionnelle :

- « Près d'un demi-siècle de journalisme a fait de Jean Ferniot un familier de ceux qui ont gouverné la France. (...) De Jean Ferniot, le rédacteur en chef de *France-Soir*, Charles Gombault disait : "Il peut téléphoner à n'importe qui, à n'importe quelle heure." »²⁷³

- « La principale qualité de Jean Ferniot était son carnet d'adresse exceptionnel. »²⁷⁴

- « Fréquentant assidûment les couloirs de l'Assemblée nationale où il recueillait les confidences des hommes politiques, [Pierre Thibon, journaliste parlementaire au *Parisien libéré*, à *France-Soir*, au *Figaro*] était alors considéré comme l'un des meilleurs connaisseurs de la vie politique française. »²⁷⁵

Certes, l'entretien de relations soutenues entre un rédacteur et ses sources est une dimension essentielle du travail dans un journal d'*information*. Mais les spécificités du parlementarisme de la Quatrième République renforçaient cette intégration des deux univers. D'une part, la centralité de l'Assemblée dans le jeu politique favorisait les rencontres quotidiennes entre les rédacteurs et les principaux responsables politiques. Il faut ainsi rappeler cette atmosphère de « clubs » que décrivent la plupart des journalistes rencontrés et qui contribuait à brouiller les frontières entre les différentes catégories d'acteurs :

« Les sessions sont très longues. On siège pratiquement toute la semaine sauf le samedi et le dimanche. On finit par se connaître. Je ne dis pas que les journalistes connaissent tous les députés. Non. Mais ils en connaissent les principaux. Ils savent leur nom. Ils ont eu un contact avec eux. Ça devient une sorte de club. » (Jean Griot, entretien n°55)

D'autre part, l'absence de solides leaderships au sein des groupes et des coalitions n'encourageait pas la discipline des parlementaires et des ministres à l'égard de leurs leaders respectifs. Cette indiscipline ne concernait pas seulement le respect des consignes de vote des états-majors. Elle s'observait tout autant dans la transgression du secret censé caractériser les réunions à huis clos : Conseils des ministres, réunions des groupes parlementaires ou des bureaux politiques des partis, audiences à la présidence de la République, etc. Compte tenu de l'hétérogénéité des gouvernements et de l'incapacité de leurs présidents à sanctionner les ministres trop bavards, les « fuites » accompagnaient généralement les Conseils des ministres, au point de parfois contredire le communiqué officiel :

« Moi, je savais tout ce qui se passait dans les Conseils des ministres sous la IV^e. Par exemple, ce qui était très intéressant sous la IV^e, c'était d'avoir l'ordre du jour détaillé

²⁷³ FERNIOT Jean, *Je Recommencerais bien*, op. cit., quatrième de couverture.

²⁷⁴ SOULE Robert, *Pierre Lazareff et ses hommes*, Paris, Grasset, 1992, p. 289.

²⁷⁵ Notice nécrologique in *Le Figaro*, 08/10/2001.

avant. Moi je l'avais par [X], enfin par son cabinet, pas par lui directement. Encore que j'étais très copain avec [X], parce qu'on se voyait en vacances : il avait une maison à Pontailiac et nous, on allait à Saintes Algues avec la famille. » (Pierre Sainderichin, entretien n°14).

De telles indiscretions de la part des ministres résultaient d'objectifs variés : démontrer l'absence d'autorité du président du Conseil, rendre public son hostilité à un projet présenté par un rival ou bien, plus généralement, satisfaire les attentes de certains journalistes et, ainsi, entretenir avec eux des alliances stratégiques. Les rédacteurs rencontrés évoquent tous ces formes de « complicités »²⁷⁶ et de rétributions croisées entre parlementaires et journalistes. Certes, ces collaborations étaient souvent implicites. Elles pouvaient résulter d'une profonde sympathie ou d'une affinité idéologique ; elles ne donnaient pas lieu à d'intenses tractations ; elles supposaient une « loyauté » (Jean Ferniot, entretien n°32) dont le strict respect de la règle du « off » constituait l'élément majeur. En outre, les termes de l'échange étaient divers et dépendaient fortement de leurs positions respectives dans les champs politiques et journalistiques :

- « J'entretiens avec Roger Duchet des relations cordiales et confiantes. Nous nous rendons des services. Studieusement, il prend en Conseil des ministres des notes à mon intention. Je suis très bien informé, mon journal en profite, mais je respecte, quand il le faut, la consigne de discrétion. De mon côté, je veille sur ses intérêts pendant les crises ministérielles. Ainsi, quand Edgar Faure formera son gouvernement de 1955, j'éviterai à Duchet les humiliantes sollicitations téléphoniques des candidats aux portefeuilles. Je lui communique les propositions d'Edgar Faure, que Jacques Duhamel me transmet, et je transmets à Duhamel les réactions de Duchet. » (Jean Ferniot, couloiriste puis chef de service à *Franc-Tireur*)²⁷⁷

- « Un beau jour, je m'étais dit : "On sait qu'il y aurait tant de voix socialistes, tant de voix communistes, tant de voix MRP, mais où est l'inconnu ?" Eh bien, j'avais découvert, sans être grand clerc, que l'inconnu, quand ça se jouait à quelques voix près, c'étaient les Africains. (...) Et je m'étais dit qu'après tout, puisque ça ne se jouait à quelques voix près, j'aurais résolu une partie du problème en sachant comment votaient les Noirs. Et j'avais fait à *Paris-Presse* une rubrique parlementaire noire, avec les problèmes des Noirs, les problèmes de l'économie africaine. Et j'étais bien copain avec eux et ça me facilitait la tâche. Donc j'étais copain avec des tas de futurs chefs d'Etat : Houphouët-Boigny, Senghor, Sékou Touré, tous ces types-là. » (Max Jalade, couloiriste à *Paris-Presse*, entretien n°65)²⁷⁸.

²⁷⁶ « On a toujours dit que les journalistes et les hommes politiques étaient complices. C'est inévitable. Les types qui vous raconteront le contraire, ils enjoliveront les choses. Forcément. Comment voulez-vous ? On demande des tuyaux à des hommes politiques. On leur demande des confidences. On ne va pas les descendre en flamme après ça. » (Pierre Sainderichin, entretien n°14).

²⁷⁷ FERNIOT Jean, *Je Recommencerais bien*, op. cit., p. 216.

²⁷⁸ Précisons que Max Jalade fut nommé rédacteur en chef de la revue *France-Eurafrique* en 1954, conseiller technique pour l'agence Reuters sur les questions africaines (1956-58), puis rédacteur en chef de la Nouvelle Agence de Presse (1963-76), équivalent de l'AFP pour les Etats d'Afrique noire, nouvellement indépendants mais conservant de solides liens avec la métropole.

Les journalistes politiques occupaient donc une position primordiale au sein du microcosme parlementaire. Ils n'étaient pas seulement les intermédiaires entre les institutions politiques et le public. À travers leurs articles ou à travers leurs rencontres informelles avec les députés ou les ministres, ils se présentaient également en intermédiaires entre les hommes politiques eux-mêmes. En les informant des intentions de leurs partenaires ou des coups que s'apprêtaient à jouer leurs rivaux, ils permettaient aux responsables politiques d'élaborer leurs propres calculs. C'est pourquoi les principaux leaders parlementaires cherchaient à s'entourer, de manière formelle ou informelle, de journalistes²⁷⁹. Ils pouvaient ainsi contrôler leur communication, livrer de gênantes indiscretions, mais également disposer de renseignements sur l'état des soutiens et des séditions au sein des groupes ou des coalitions²⁸⁰. « Les informations pass[ai]ent pas des canaux non institutionnels qui suppos[ai]ent souvent la “complicité” de journalistes fortement intégrés à ce jeu de la politique : c'est la “rumeur”, la “fuite”, l'“indiscrétion”, l'“insinuation”, le “signe” dont la quête puis l'interprétation fondent l'ensemble des calculs. »²⁸¹ Le prestige et l'autorité des principaux chroniqueurs politiques ne se fondaient donc pas seulement sur la virtuosité de leurs commentaires ou sur la pertinence de leurs analyses. Par leur insertion au cœur des affrontements politiques, ils participaient bien, à leur manière, à la coordination du jeu parlementaire²⁸².

Il ne faudrait cependant pas imaginer un régime de transparence absolue. Certes, les journalistes pouvaient profiter des rivalités et des indisciplines pour recueillir un certain nombre d'informations. Mais de nombreux événements demeuraient invisibles pour les rédacteurs et de nombreux renseignements qu'ils détenaient n'étaient pas divulgués. D'une part, le travail local des parlementaires ainsi que leurs négociations avec les représentants des

²⁷⁹ Cf. LIMAGNE Pierre, *Journaliste sous trois Républiques*, op. cit., p. 143.

²⁸⁰ « L'activité politique (...) consiste pour une large part, en une recherche, sans cesse répétée, (...) de prévision des coups et des ripostes des uns et des autres, en une vérification toujours inachevée de la solidité des appuis et de la disponibilité des soutiens, les crises ministérielles à répétition étant une des manifestations les plus éclatantes de cette quête. » (GAÏTI Brigitte, *De Gaulle, prophète de la V^e République*, op. cit., p. 115).

²⁸¹ *Ibidem*.

²⁸² L'anecdote suivante, rapportée par Max Jalade (entretien n°65) et par Pierre Limagne (*Journaliste sous trois Républiques*, op. cit., p. 42), montre, par l'absurde, à quel point les journalistes étaient intégrés au cœur des tractations parlementaires : « Un jour, Félix Gaillard est nommé président du Conseil et cherche à constituer son cabinet. Donc, je suis passé aux Finances voir comment ça se passait. J'arrive et j'ai un copain journaliste qui me dit : “Ah ben, t'arrives bien ! Tu ne peux pas nous trouver un ministre de l'Agriculture ?” Et je cherche le numéro de téléphone de M. Bascary qui était député de l'Aveyron. Je téléphone à M. Bascary et je lui dis : “Voici le numéro de la ligne directe du président du Conseil” Je l'avais pour des raisons diverses. Et je lui dis : “Le président du Conseil m'a prié de voir si vous étiez intéressé par le ministère de l'Agriculture.” “Ah ! L'agriculture, je pense bien.” “Alors, téléphonez ! Vous n'avez qu'un mot à dire : oui, j'accepte.” “Mais je ne peux pas faire ça sans consulter mes amis.” “Ah ! Vous pouvez parfaitement consulter vos amis mais vous porterez la responsabilité de l'échec du président.” [*Rires*] » (Max Jalade, entretien n°65).

groupes de pression étaient relativement absents des journaux²⁸³. Ces tractations s'accordaient difficilement à l'imaginaire du parlementarisme. Aussi les hommes politiques avaient-ils peu intérêt à rendre publiques les relations qu'ils entretenaient avec ces « intérêts privés », sauf lorsqu'ils concernaient une large fraction de leur électorat (viticulteurs, petits commerçants, etc.). Dans leurs articles, les chroniqueurs condamnaient parfois cette soumission des députés aux « lobbies », notamment lorsqu'un orateur se posait publiquement en avocat de telle ou telle revendication. Mais le propos de ces journalistes demeurait le plus souvent allusif et n'était généralement étayé par aucune enquête susceptible de révéler la nature des liens entre tels parlementaires et telles organisations socioprofessionnelles. D'autre part, plongés dans une succession de conflits coloniaux, les gouvernants étaient tenus de conserver secrètes les informations que leur transmettaient les autorités militaires. Aussi les « fuites » consécutives aux réunions ministérielles autour des guerres d'Indochine ou d'Algérie ont-elles été fréquemment sanctionnées par la justice militaire. Roger Stéphane, journaliste politique à *France-Observateur*, passa ainsi un mois en prison pour n'avoir pas révélé la « source » qui lui livra le plan de campagne pour l'Algérie exposé par le général Navarre devant le Haut Comité de la Défense Nationale en juillet 1954²⁸⁴.

Mais si les journalistes pouvaient être sanctionnés lorsqu'ils divulguaient ces informations jugées stratégiques ou hostiles aux gouvernants, ils pouvaient en revanche être rétribués pour les « services » rendus au personnel politique. Il semble que la rémunération financière directe, courante sous la III^e République, se soit atténuée, quoiqu'on ne dispose d'aucune certitude en ce domaine. En effet, cette distribution des « fonds secrets » par les cabinets des ministres de l'Intérieur constituait une pratique récurrente, soulignée par l'ensemble des observateurs de la presse de la III^e République²⁸⁵. Son déclin apparent résultait-il d'une « moralisation » accrue du métier sous l'effet des idéaux de la Résistance ? Ou était-ce une conséquence de la nette augmentation des salaires depuis 1935 ? On ne détient malheureusement pas d'éléments permettant de répondre à cette question. Néanmoins, les acteurs politiques pouvaient toujours offrir des gratifications plus symboliques telles que les

²⁸³ « Certains messages (...) sont ainsi adressés de la tribune parlementaire à des représentants de paysans, d'artisans ou d'industriels. Mais si la plupart de ces liens sont solidement établis (...), ils restent discrets et passent davantage par des lieux moins ouverts que le Parlement (l'administration ou les cabinets ministériels), et des canaux plus directs et plus efficaces (le financement des campagnes électorales, la pression exercée sur les candidats au cours des campagnes pour tenter de leur arracher des engagements précis, la rédaction de propositions de loi ou d'amendements). » (GAÏTI Brigitte, *De Gaulle, prophète de la V^e République*, op. cit., p. 96).

²⁸⁴ Cf. ELGEY Georgette, *Histoire de la IV^e République*. Tome 2, Paris : Fayard, 1993, p. 536.

médailles et les décorations officielles. Quoique le décompte n'ait pas été exhaustif, on identifie ainsi près d'une vingtaine de journalistes décorés de la Légion d'honneur parmi les cinquante-huit rédacteurs recensés, ayant officié sous la IV^e République²⁸⁶. Ce nombre demeure toutefois difficilement interprétable²⁸⁷. On ne sait pas si cette décoration récompensait l'activité de journaliste politique ou s'il sanctionnait une bravoure passée (dans la Résistance par exemple), un statut ultérieur (directeur de journaux) ou encore une fonction annexe (membre d'un cabinet ministériel). Toujours est-il qu'au-delà de la seule Légion d'honneur, de nombreux exemples témoignent des usages proprement politiques de ces récompenses officielles :

- « Vous aviez deux monstres sacrés à l'époque qui étaient Georges Garreau pour *Paris-Press* et Georges Gombault pour *France-Soir*. Et lui était de gauche. Il était franc-maçon. Les deux personnages se sont longtemps battus pour la plaque de Grand officier de la Légion d'honneur, ce que nous appelions la "guerre des plaques". Alors chacun matraquait dans son sens. Et puis finalement, c'est Gombault qui l'a obtenue. (...) A ce niveau-là, c'est quand même une décision gouvernementale. C'est une récompense et une distinction politique. » (Max Jalade, entretien n°65).

- « Mon ami [Robert Buron, ministre de l'Outre-Mer] me prie un jour de déjeuner à la cantine de son ministère, quai Branly. (...) Il me donne la croix de l'Etoile noire du Bénin pour s'excuser du mauvais repas. » (Jean Ferniot)²⁸⁸

Bien que certains aient manifesté leur fierté d'avoir systématiquement refusé d'être ainsi décoré par le personnel politique, il n'en demeure pas moins que l'acceptation de ces récompenses ne constituait pas une faute professionnelle. Au contraire, elles permettaient de témoigner de son prestige et, surtout, de son statut d'acteur éminent de la République. Or ce sentiment de participer à la vie publique, et même d'en être un acteur essentiel, caractérise bien l'imaginaire journalistique de l'époque. Même lorsque les rédacteurs appartenaient à des journaux d'information et n'étaient donc pas censés afficher, dans leurs papiers, leurs préférences partisans, ceux-ci se comportaient souvent, au Parlement, comme s'ils étaient les auxiliaires, les censeurs ou les conseillers des élus. Recruté par l'Agence centrale de presse en 1958, André Laurens décrit ainsi avec étonnement ses premiers pas dans les couloirs ou à la

²⁸⁵ Voir PALMER Michael B., *Des Petits journaux aux grandes agences*, op. cit., p. 75 ; DELPORTE Christian, *Les Journalistes en France*, op. cit., p. 150 ; ARBELLOT Simon, *Journaliste !*, op. cit., pp. 73-74 ; LIMAGNE Pierre, *Journaliste sous trois Républiques*, op. cit., p. 30.

²⁸⁶ Si l'on exclut les huit journalistes de *L'Humanité* dont aucun ne reçut de Légion d'honneur, cela fait un total de dix-neuf sur cinquante. Les décorés sont : André Albert, André Ballet, Michel Bassi, Fred Baudin, Jean Benedetti, Pierre Charpy, Jacques Fauvet, Louis Gabriel-Robinet, Georges Garreau, Georges Gombault, Max Jalade, Serge Maffert, Georges Mamy, Denis Périer-Daville, Rémy Roure, Roger Stéphane, Pierre Thibon, Henri Trinchet, Roger Giron.

²⁸⁷ Il faudrait ici rappeler qu'on comptait près de 200 000 légionnaires en 1962. Ce nombre, en déclin depuis, relativise la portée d'une telle récompense.

²⁸⁸ FERNIOT Jean, *Je Recommencerais bien*, op. cit., p. 218. Il précise plus loin qu'il refusa cet insigne.

séance de l'Assemblée nationale. Il ne peut s'empêcher de mentionner ce brouillage des frontières entre activités journalistique et politique ainsi que le sentiment, revendiqué par ses plus vieux collègues, d'être des acteurs à part entière du jeu politique :

- « Au cours d'une des premières séances à laquelle j'assistais, il y avait un député mendésiste qui s'appelait Clostermann et qui venait de faire un séjour en Algérie. Et il racontait ce qu'il avait vu en Algérie, c'est-à-dire des avions bombardant des villages kabyles. Et il se faisait huer par toute l'Assemblée. Et, à ma grande stupéfaction, pour moi qui revenait d'Algérie, qui avait vu ces villages kabyles bombardés, je savais que ce que ce garçon disait était vrai. Et ce qui m'a frappé, c'est qu'il était hué, pas tellement par l'Assemblée mais par des journalistes qui, au nom de leurs passions propres, ne connaissant rien à l'Algérie, se permettaient de huer quelqu'un qui disait des vérités. Alors, j'avais été à la fois fasciné et échaudé par un comportement qui me paraissait, d'un point de vue professionnel, assez contestable. » (André Laurens, entretien n°33)

- « La caricature typique de la Salle des Pas perdus du Palais-Bourbon : les députés sortent de l'hémicycle et aussitôt tout le monde se précipite et leur pose des questions. Et, tout d'un coup, sur cinq journalistes, il y en a trois qui commencent à dire : "Mais pourquoi vous ne feriez pas ça ?". Ils font de la politique eux-mêmes ! Moi, je détestais ça parce qu'on n'est pas là pour dire aux politiques ce qu'ils doivent faire. » (Idem).

Dès lors, si la plupart des journalistes pouvaient revendiquer leur « honnêteté » dans leur travail d'informateurs²⁸⁹, beaucoup en appelaient à une responsabilité professionnelle de nature politique. Cette conception « missionnaire » du travail journalistique était d'autant plus valorisée qu'elle permettait aux chefs des services *Politique* de s'inscrire dans la glorieuse tradition des grandes plumes de la presse française. Mais il serait réducteur de ne considérer ces modalités d'engagement journalistique que dans leur dimension stratégique et individuelle. Si les chroniqueurs estimaient devoir *guider* ou *éclairer* l'opinion, c'est surtout parce qu'ils supposaient que leurs lecteurs étaient en attente de telles instructions. En l'absence d'enquêtes détaillées sur les motivations d'achat des publics, cette conception du métier n'était donc ni remise en cause, ni sanctionnée, et ce d'autant que les journalistes politiques bénéficiaient de l'héritage résistant de leur publication et occupaient une position éminente dans les rédactions. Cette croyance dans le rôle proprement politique du travail journalistique et, par conséquent, dans la responsabilité politique qui en découlait s'entrevoit notamment lors des conflits qui ont animé aussi bien les organes militants que les journaux dits d'information. Dans le cas du *Monde*, deux rédacteurs politiques ont ainsi démissionné, au cours des années 1950, pour manifester leurs profonds désaccords à l'encontre des choix éditoriaux de leur hiérarchie. En 1952, Rémy Roure qui s'opposait depuis plusieurs années à

²⁸⁹ « Nous avons le respect de l'information, même si nos commentaires étaient orientés. Mais, du point de vue de l'information, nous respectons strictement une objectivité aussi proche que possible de l'honnêteté. » (Jean Ferniot, couloiriste puis chef du service *Politique* de *Franc-Tireur*, entretien n°32).

la ligne « neutraliste » définie par Hubert Beuve-Méry choisit de quitter le journal à la suite de la publication d'un faux rapport sur la stratégie américaine de contrôle du pourtour méditerranéen. En juin 1958, c'est au nom du soutien apporté par *Le Monde* au retour du général de Gaulle à la tête du gouvernement que Claude Estier (alias Claude Ezraty) préféra remettre sa démission à Hubert Beuve-Méry, avant de rejoindre la rédaction de *Libération*²⁹⁰.

Conclusion

Les spécificités du parlementarisme permettent de comprendre l'intérêt que les services *Politique* accordaient aux débats de l'Assemblée et, plus généralement, à l'ensemble des déclarations publiques ou officielles émanant des principaux acteurs politiques. Mais ce journalisme d'enregistrement demeurait surtout prégnant parce qu'il était peu coûteux et parce qu'il s'accordait aux exigences respectives des journaux : pour la presse militante, servir de tribune aux partis ou aux personnalités soutenues ; pour la presse élitiste, satisfaire aux normes de rigueur, d'objectivité et d'exhaustivité dans la restitution du débat politique et du travail législatif ; pour la presse populaire, rendre compte avec célérité des scènes les plus spectaculaires de l'affrontement parlementaire. De la même manière, les circonstances de la reparation des journaux en 1944 permettent de saisir cette valorisation initiale d'un journalisme d'opinion, subordonné aux différentes forces de la Libération. Mais, confrontés à de sévères difficultés économiques, insérés dans une configuration politique faiblement mobilisatrice, les journaux ont été encouragés à davantage revendiquer leur « impartialité » ou, plus précisément, leur « indépendance ». En revanche, compte tenu de la forte intégration des journalistes parlementaires dans le système politique, ces impératifs commerciaux ne remettaient pas en cause la croyance selon laquelle les journalistes politiques se devaient d'intervenir dans le débat politique, d'interpeller les élus, de représenter l'opinion publique.

Si l'on excepte quelques innovations, bâties sur le modèle des journaux américains (*L'Express*, *Paris-Presse*), les journaux de la IV^e République et leurs pages *Politique* perpétuaient donc des normes d'écriture qui s'étaient sédimentées au cours de la III^e République. L'affinité institutionnelle de ces régimes et les formes d'apprentissage du travail journalistique favorisaient la reproduction de ces savoir-faire. C'est pourquoi l'arrivée au

²⁹⁰ Cf. ESTIER Claude, *La Plume au poing*, Paris : Stock, 1977, p. 137).

pouvoir du général de Gaulle va constituer une profonde rupture pour les journalistes politiques. Disposant rapidement d'une solide majorité parlementaire, reléguant l'Assemblée au rôle de chambre d'enregistrement, centralisant la communication gouvernementale, de Gaulle va contribuer à bousculer ces règles du jeu parlementaire qui encadraient jusqu'ici le travail journalistique. Or ces transformations sociopolitiques se mettent en place parallèlement à un net bouleversement de l'espace médiatique : la télévision entame son prodigieux développement ; les radios périphériques renforcent leur audience ; les journaux incorporent une génération de journalistes et de managers, moins marqués par l'héritage de la Résistance et porteurs de nouvelles normes rédactionnelles. Soudainement, entre 1958 et 1962, c'est l'ensemble des conditions d'exercice du journalisme parlementaire qui tendent à s'effacer ou, en tout cas, à ne plus constituer de raisons suffisantes pour se contenter de ces pratiques d'enregistrement des discours politiques, d'analyse des jeux parlementaires, et d'intervention dans le débat public. Il convient donc d'entrevoir les transformations qui vont secouer les pages *Politique* des années 1960 à nos jours.

DEUXIEME PARTIE

—

LES METAMORPHOSES DES PAGES *POLITIQUE* (1958-2000)

« Certains se livrent aujourd’hui à ce jeu que nous pourrions appeler le jeu du président de la République, sorte de jeu de l’oie agrémenté par les rebondissements – trois cases en avant, six cases en arrière, un tour pour rien, en prison jusqu’à la délivrance – que lui prêtent déjà une partie des commentaires. »²⁹¹

Claude Fuzier (1963)

Du début des années 1960 à la fin des années 1990, le contenu des pages *Politique* de la presse écrite nationale a connu de profondes transformations. C’est l’examen de ces métamorphoses que nous souhaitons à présent mener. Tandis que la troisième partie sera consacrée à l’explication de ces changements, cette deuxième partie va s’efforcer d’en décrire précisément les différentes facettes. En observant l’évolution du rubricage, des genres rédactionnels, des modalités de cadrage des événements politiques, l’enjeu sera de cerner les modifications des rôles journalistiques. Pour saisir ces transformations, on s’appuiera toujours sur un même socle de journaux : *Le Figaro*, *Le Monde*, *France-Soir*, *L’Humanité*, *L’Express*, *France Observateur* qui devient *Nouvel Observateur* en 1964. Mais, dans un marché de la presse en permanente mutation, le corpus doit lui-même évoluer. Tandis que *Paris-Presse* est absorbé par *France-Soir* en 1965 avant de disparaître en 1970, de nouveaux journaux, porteurs d’un certain nombre d’innovations rédactionnelles, font leur apparition. On inclura donc, dans l’étude, le quotidien *Libération* (créé en 1973), ainsi que les newsmagazines suivants : *Le Point* (1972), *L’Événement du Jeudi* (1984-1999), *Marianne* (1997).

Bien sûr, ces métamorphoses ont, pour beaucoup, dépassé le strict cadre des pages *Politique*. Certaines ont résulté de réaménagements globaux, ici de la maquette des journaux, là des stratégies rédactionnelles. Il faut donc garder en tête que les services *Politique* s'insèrent dans des collectifs plus vastes et doivent ajuster leurs rhétoriques aux exigences définies et entretenues par les hiérarchies des entreprises de presse. En outre, la description de ces transformations ne peut être que parcellaire. Non seulement on ne revendiquera ici aucune ambition d'exhaustivité, mais surtout on assumera le parti pris consistant à « grossir » les évolutions rencontrées, atténuer les orientations propres à chaque journal, durcir les césures chronologiques. Pour autant, il faut se prémunir contre deux écueils. Le premier consisterait à tomber dans l'imaginaire d'une opposition radicale entre un journalisme d'hier et un journalisme d'aujourd'hui. Au contraire, il est évident que la plupart des caractéristiques des pages *Politique* contemporaines pouvaient déjà s'identifier au cours des années 1940 et 1950. Bien qu'elles se soient par la suite renforcées ou, à l'inverse, atténuées, ces caractéristiques n'ont jamais émergé *ex nihilo*. Dès lors, le second danger serait de croire que les évolutions repérées sont uniquement le produit de réformes brutales et rationalisées *a priori*. Ce que l'on pourra décrire comme de profondes métamorphoses consistent, en réalité, en l'agrégation d'une multitude d'innovations, d'audaces, de transgressions qui purent ensuite être codifiées et légitimées, au point d'être érigées nouvelles normes de l'écriture journalistique.

L'enjeu n'étant pas de précéder à une simple recension de ces mutations stylistiques, le plan de cette partie ne peut être alors *strictement* chronologique. Il s'agit plutôt de distinguer trois processus, repérables dans l'ensemble des journaux, et qui renvoient à trois types d'enjeux journalistiques. Bien que ces processus se soient déroulés sur une longue période et qu'ils se soient, dès lors, superposés voire autoentretenus, ils ne se sont pas tous exacerbés au même moment. Aussi seront-ils exposés selon un critère d'ordre temporel.

Tout d'abord, le chapitre 3 porte sur une évolution que l'on observe entre le début des années 1960 et le milieu des années 1980. Cette évolution concerne principalement l'organisation des services *Politique* et la hiérarchisation de l'information. Elle ne s'y réduit cependant pas. On constate, en effet, que l'ensemble des rédactions se sont progressivement désintéressées de l'actualité parlementaire. Les comptes-rendus de séance ont ainsi vu leur densité diminuer et leur écriture se transformer. À leur place, les services *Politique* ont manifesté une attention plus soutenue pour l'activité de l'exécutif et, surtout, pour la vie des

²⁹¹ Cité par ROSSI-LANDI Guy, *Les Journalistes politiques*, Paris : Flammarion, 1969, p. 56.

partis. Il conviendra alors de montrer que les pages *Politique* ont accordé une moindre place à la restitution des manifestations publiques pour mieux décrire les « coulisses » des organisations politiques.

Le chapitre 4 s'efforce d'élargir cette perspective, en étudiant l'ensemble des outils rédactionnels que les services *Politique* ont utilisé pour mieux attester du « professionnalisme » de leurs rédacteurs. On s'intéressera alors à la lente diffusion de nouveaux impératifs de distanciation, de la fin des années 1960 au début des années 1990. Il ne s'agit pas, à proprement parler, de désengagement : au contraire, la décennie 1970 se caractérise par une certaine radicalisation des partis pris journalistiques. Il s'agit plutôt de transformations au niveau des rhétoriques légitimes. En effet, les journalistes politiques ont progressivement abandonné les registres qui les positionnaient en simples *intermédiaires* entre la scène politique et leurs lecteurs. À leur place, ils ont donc privilégié des répertoires d'écriture qui manifestent leur capacité d'initiative vis-à-vis des acteurs politiques. Ce processus s'incarne en particulier dans la banalisation de logiques de décryptage à travers lesquelles les journalistes se posent en experts, supposés impartiaux, des stratégies de pouvoir.

Enfin, le chapitre 5 rend compte des tentatives, menées entre le milieu des années 1970 et la fin des années 1990, pour rendre les pages *Politique* moins austères, moins hermétiques. Deux dimensions pourront alors être soulignées. D'une part, les journalistes politiques se sont efforcés de mieux mettre en scène le spectacle politique, en valorisant les registres narratifs et en personnalisant les luttes partisans. D'autre part, confrontés au sentiment d'un désintérêt croissant du public pour les jeux « politiques », un certain nombre de services *Politique* se sont réorganisés au cours des années 1990, en incorporant des spécialistes de l'action publique et en collaborant davantage avec les séquences *Economie* et *Société*.

CHAPITRE 3



VOIR LA POLITIQUE AUTREMENT

« *Je ne sais pas si on s’y connaît en politique
mais on s’y connaît en coulisses !* »

Un journaliste politique retraité (2002)

Pour paraphraser le titre d’un célèbre ouvrage, ce chapitre aurait pu s’intituler *Deciding What’s Political News*²⁹². Mais à la différence des travaux qui étudient la hiérarchie de l’information à une période donnée, il s’agit ici d’observer les transformations dans ce que les services *Politique* de la presse écrite française ont jugé « digne d’être rapporté » [*newsworthy*]. De la fin des années 1950 au milieu des années 1980, le cœur de la vie politique semble s’être déplacé. A la lecture des journaux, la politique, au sens de conquête et exercice du pouvoir d’Etat, paraît « se faire », non plus seulement dans les travées de l’Assemblée, mais davantage dans les bureaux de l’Elysée ou de Matignon, dans les comités centraux des partis, sur les arènes audiovisuelles. Une telle évolution témoigne évidemment de nouvelles lectures du jeu politique. Mais elle révèle également certaines transformations dans l’appréhension du métier de journaliste et dans la perception des attentes des publics. Progressivement, au sein des différents journaux, le rôle des journalistes ne sera plus simplement de reproduire ou de commenter les discours *publics*, émis au sein d’instances *officielles*. A cette lecture institutionnelle de la compétition politique, on verra se surajouter un intérêt croissant pour les luttes extra-parlementaires, qu’elles se déroulent publiquement ou en « coulisses », qu’elles soient collectives ou individuelles, qu’elles concernent l’attribution des positions de pouvoir, l’élaboration des politiques publiques ou le soutien de l’opinion.

Il s’agit donc d’articuler deux dimensions. D’une part, à travers l’analyse du contenu des pages *Politique*, on s’interrogera sur les « objets » de l’univers politique dont les journaux de notre corpus ont rendu compte durant les trois premières décennies de la V^e République. D’autre part, on étudiera comment les services *Politique* ont progressivement modifié leur organisation et leur « rubricage » afin de mieux « couvrir », au quotidien, l’actualité

²⁹² On fait ici référence au livre de Herbert Gans, *Deciding What’s News. A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time*, New York : First Vintage Books Editions, 1980.

considérée comme politique. Ces deux dimensions sont étroitement imbriquées : tandis que les rédactions traduisent leur perception du politique par une organisation répartissant les sources et les acteurs légitimes de l'actualité, cette division du travail aura pour conséquence d'encadrer, au jour le jour, la sélection et la production de l'information.

On constate dès lors, entre la fin des années 1950 et le début des années 1980, trois bouleversements majeurs dans la perception journalistique de ce qui « fait » l'actualité politique. Tout d'abord, les comptes-rendus des séances parlementaires se sont lentement transformés avant de quasiment disparaître du contenu des journaux. A leur place, les quotidiens ont davantage mis l'accent sur l'activité des partis politiques, en ne se contentant plus de restituer leurs manifestations publiques ou leur actualité officielle. Enfin, à travers la lente transformation des hebdomadaires politiques en newsmagazines, une nouvelle conception de l'information politique va se généraliser. Ainsi, dès la fin des années 1950, *L'Express* se distinguera-t-il en racontant les « coulisses » de l'univers politique, c'est-à-dire en restituant des scènes laissées dans l'ombre par les quotidiens.

Section 1. La « dernière séance »

La fin du XX^e siècle fut fatale aux séanciers²⁹³. Tout au long de cette période, le format des comptes-rendus de séance s'est modifié jusqu'à quasiment s'effacer, en tant que rubrique spécifique, de la surface des journaux. On constate en effet deux évolutions simultanées et interdépendantes : un déclin du nombre et du volume de ces papiers ; des modifications stylistiques dans leur écriture²⁹⁴. On peut présenter chacune de ces évolutions, quantitatives et qualitatives, à travers les exemples du *Figaro*, de *L'Humanité* et plus particulièrement du *Monde*. *France-Soir* et *Paris-Press* ne seront pas évoqués ici, compte tenu de la disparition précoce du second (1970) et du rapide désintérêt qu'a manifesté le

²⁹³ La restitution régulière de l'activité des commissions parlementaires décline également tout au long des années 1960, au point de disparaître dès la fin de la décennie. Aussi, nous envisageons de nous intéresser uniquement au sort des comptes-rendus de séance dont l'effacement progressif offre un matériel d'enquête plus fructueux.

²⁹⁴ Le déclin de cette pratique n'est pas spécifique au cas français. Un certain nombre d'auteurs anglo-saxons ont ainsi pu mettre en évidence une situation similaire dans leurs pays. C'est notamment le cas de Ralph Negrine au sujet des presses britanniques et allemandes (« Parliaments and the Media. A Changing Relationship ? », *European Journal of Communication*, vol. 14, n°3, 1999, pp. 325-352) ou de Timothy Cook sur le cas américain (*Governing with the News. The News Media as a Political Institution*, Chicago : The University of Chicago Press, 1998, pp. 149-156).

premier pour l'information d'origine parlementaire (dès le début des années 1960)²⁹⁵. De la même manière, *Libération* n'a proposé de comptes-rendus qu'épisodiquement et à travers un format bien éloigné des normes d'écriture décrites précédemment.

§ 1. UN DECLIN QUANTITATIF

Depuis le début des années 1960, les quotidiens nationaux ont vu leur volume de comptes-rendus de séance décroître de façon progressive²⁹⁶. Mais comment mesurer une telle évolution ? Il aurait sans doute été pertinent de traduire ce déclin quantitatif en mesurant le nombre²⁹⁷ ou la taille²⁹⁸ des articles consacrés aux séances parlementaires, plus précisément en recensant le nombre de feuillets ou de signes. Néanmoins un tel calcul se serait révélé relativement laborieux et complexe, en somme difficile à mettre en œuvre²⁹⁹. En outre, si cette méthode permet de repérer l'évolution des priorités éditoriales, via l'espace alloué aux rubriques, elle ne permet pas d'aller au-delà de ce constat et de saisir comment ces contraintes de format influencent l'écriture des comptes-rendus. Pour cela, on aurait également pu emprunter la méthode mise en place par Jean Charron et son équipe qui évaluent la proportion de « discours rapportés » dans la production journalistique. Ils distinguent ainsi « discours rapportés au style direct » et « discours rapportés au style indirect », car « la façon dont le journaliste traite les discours d'autrui peut être interprétée comme un révélateur de la conception qu'il se fait de son rôle en tant que gestionnaire de la parole publique d'autrui. »³⁰⁰ Suggestive, cette démarche suppose toutefois de bénéficier d'une lourde logistique. Aussi

²⁹⁵ Cela ne signifie évidemment pas que l'actualité des séances devient totalement absente des pages *Politique* de *France-Soir*. C'est la systématité de tels papiers qui s'efface au début des années 1960.

²⁹⁶ En 1971, un manuel de journalisme écrit encore : « Si le *reportage de séance, d'audience ou de match* n'est qu'une partie du travail de rédacteur parlementaire, judiciaire ou sportif, il en est toutefois un sommet. » (GAILLARD Philippe, *Technique du journalisme*, Paris : PUF, 1971, p. 67).

²⁹⁷ Cf. NEGRINE Ralph, « Parliaments and the Media », art. cité.

²⁹⁸ Un telle analyse, dite « morphologique », qui calcule (généralement en cm²) l'espace dévolu aux différentes rubriques ou aux différentes « familles événementielles », est utilisée par Jacques Kayser (*Le Quotidien français*, Paris : Presses de la FNSP, 1963) ou par Gloria Awad (*Du Sensationnel. Place de l'événementiel dans le journalisme de masse*, Paris : L'Harmattan, 1995). Mais elle souffre d'un biais majeur en postulant arbitrairement que le poids d'une rubrique ou d'un événement peut se déduire de son volume. Pour une critique étayée de ce type d'analyse, voir DE LA HAYE Yves, *Journalisme, mode d'emploi, op. cit.*, pp. 34-37.

²⁹⁹ Par ailleurs, la comparaison (entre journaux et dans le temps) aurait été rendue malaisée compte tenu de l'évolution du format des pages ou de la taille des polices utilisées. Par exemple, *L'Humanité* adopte au cours des années 1980 un format tabloïd et généralise une police plus grande, si bien que le nombre de feuillets par page a, en moyenne, sensiblement décliné.

³⁰⁰ CHARRON Jean, « Parler de soi en faisant parler les autres. Identité journalistique et discours rapporté », in RIEFFEL Rémy, WATINE Thierry (dir.), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris : Éditions Panthéon Assas, 2002, p. 83.

avons-nous construit un indicateur relativement simple : le nombre d'orateurs dont les propos sont, au moins partiellement, reproduits par le séancier. Ce nombre de parlementaires ou de ministres nommés témoigne bien de la posture endossée par le journaliste : restituer le progrès de la délibération ou bien n'exposer que les interventions les plus spectaculaires.

S'il offre l'avantage de pouvoir comparer les comptes-rendus dans le temps ou entre les journaux, cet indicateur souffre cependant de trois inconvénients. Tout d'abord, cette variable ne tient pas compte du volume des discours retranscrits. Ainsi, sont mis à égalité les orateurs simplement cités et ceux dont les propos sont rapportés de façon plus exhaustive, ou encore ceux qu'on valorise et ceux qu'on stigmatise. Deuxième écueil possible : être dépendant d'une conjoncture qui favorise plus ou moins, selon les années, l'information parlementaire. La codification de l'agenda politique limite toutefois ce danger. En effet, le calcul porte sur les deux premières semaines de novembre, au cours desquelles se déroule chaque année l'examen des dépenses budgétaires à l'Assemblée nationale. Le corpus comprend donc douze éditions par an, dont au moins dix sont parues au lendemain d'une session de l'Assemblée ou du Sénat. Certes, des événements survenant hors de l'enceinte parlementaire peuvent bouleverser l'agencement routinier des pages *Politique*. Ainsi, le 10 novembre 1970, le décès de Charles de Gaulle contraint les journaux à mobiliser pendant plusieurs jours d'importants effectifs et une très large surface rédactionnelle³⁰¹. Mais, outre la rareté de tels événements, il ne faut pas perdre de vue que la sélection et la hiérarchie des informations ne s'imposent jamais *naturellement* et de façon identique dans toutes les rédactions. C'est ici que la comparaison entre les journaux est précieuse : elle permet d'étudier comment, face à une même conjoncture, les entreprises de presse déterminent l'actualité qui mérite d'être diffusée et plus ou moins développée. L'indicateur permet donc de différencier les rédactions et les périodes selon la saillance accordée aux débats parlementaires. Troisième écueil à éviter : conclure à un déclin de la médiatisation des séances parlementaires, alors que les données ne révéleraient qu'une diminution globale de l'espace attribué aux pages *Politique*. Or l'augmentation générale de la pagination des quotidiens, sensible et continue de la fin des années 1950 au milieu des années 1970, a profité en partie aux services *Politique*. Le déclin du nombre d'orateurs cités ne dépend donc pas du

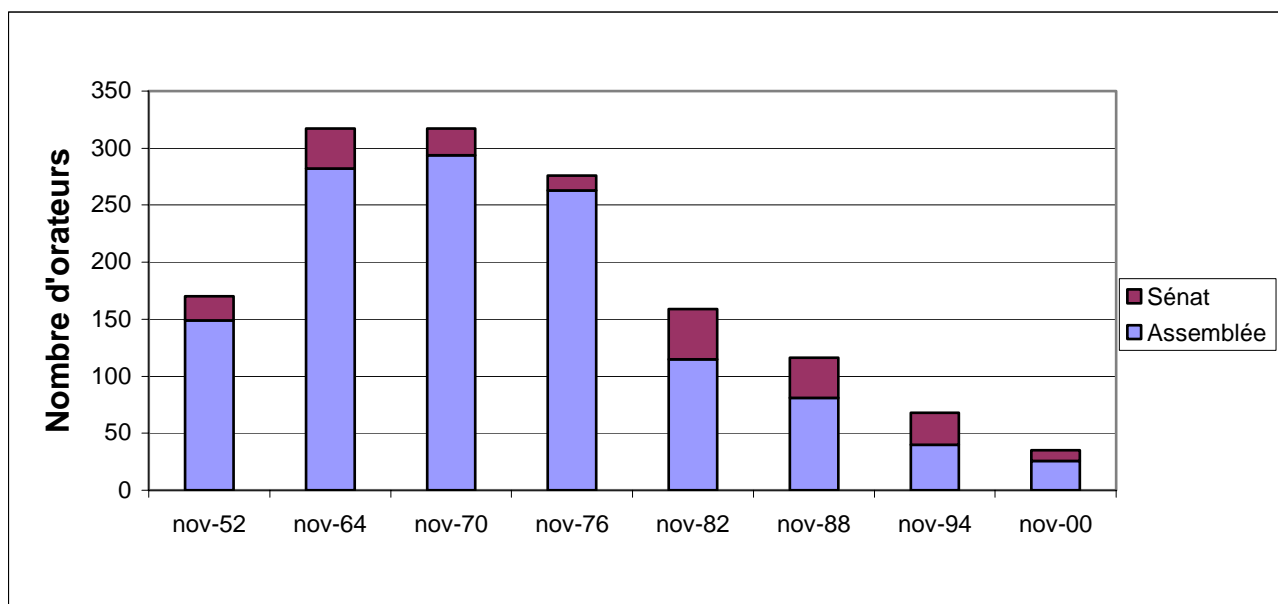
³⁰¹ Cet événement « exceptionnel » oblige provisoirement les rédactions à reconfigurer l'agencement habituel des rubriques et à suspendre la couverture d'un certain nombre d'institutions qui ont d'ailleurs elles-mêmes mis un terme à leurs travaux jusqu'aux funérailles du général de Gaulle.

volume général de pages réservées à l'actualité politique. Il correspond plutôt à un renversement des hiérarchies journalistiques dont il faut à présent mesurer la teneur.

A. Le Monde : un effacement progressif

Le graphique n°1 est relativement saisissant par sa cohérence. Il témoigne tout d'abord d'un accroissement sensible du nombre d'orateurs cités entre 1952 et 1964³⁰² puis d'un effritement régulier à partir du milieu des années 1970. Entre ces deux périodes, malgré des conjonctures politiques différentes (état du rapport de force partisan, nature des projets ou propositions de loi discutées au Sénat, etc.), le nombre d'orateurs cités reste stable. Les rédacteurs du *Monde* ont donc longtemps perpétué ce « journalisme de l'exposé documentaire »³⁰³ qui fondait le prestige de ce quotidien auprès des élites politiques et son autorité au sein de l'univers journalistique³⁰⁴.

Graphique 1. Nombre d'orateurs au Parlement cités par *Le Monde* lors des deux premières semaines de novembre.



Source : Dépouillement des archives de presse microfilmées de la Bibliothèque Nationale de France.

³⁰² Cet accroissement significatif est sans doute à rapporter à la nette augmentation du nombre de pages du quotidien au cours de ces douze années. En effet, la pagination moyenne sur les douze éditions prélevées en 1952 est de 12,33 tandis qu'elle sera de 22,16 pages en 1964, de 36,67 pages en 1970 puis de 33,16 pages en 1976.

³⁰³ PADIOLEAU Jean-Gustave, « *Le Monde* » et « *Le Washington Post* ». *Précepteurs et mousquetaires*, Paris : PUF, 1985, p. 98.

³⁰⁴ Cf. CHAMPAGNE Patrick, « Le médiateur entre deux *Monde*. Transformation du champ médiatique et gestion du capital journalistique », *Actes de la recherche en science sociale*, n°131-132, 2000, pp. 30-40.

Une rupture nette s'observe entre 1976 et 1982. A partir de cette date, l'affaiblissement est continu mais régulier, jusqu'en 2000 où seuls trente-cinq députés et ministres ont vu leurs propos rapportés par les rédacteurs du journal. On peut interroger plus en profondeur ce déclin : traduit-il une mutation dans l'intérêt porté aux délibérations parlementaires ou révèle-t-il plutôt des transformations dans le style des comptes-rendus ? Autrement dit, assiste-t-on à une chute du nombre de papiers consacrés aux séances législatives ou à une baisse du nombre d'orateurs cités par papiers ? Le tableau ci-dessous fournit une ébauche de réponse :

Tableau 7. Nombre moyen d'orateurs cités par compte-rendu dans les pages *Politique* du *Monde* lors des deux premières semaines de novembre.

	1964	1970	1976	1982	1988	1994	2000
Nombre total d'orateurs cité	317	317	276	159	116	68	35
Nombre de comptes-rendus*	22	16	18	24	16	16	7
Nombre moyen d'orateurs cités par compte-rendu	14,4	19,8	15,3	6,6	7,2	4,3	5

Source : Dépouillement des archives de presse microfilmées de la Bibliothèque Nationale de France.

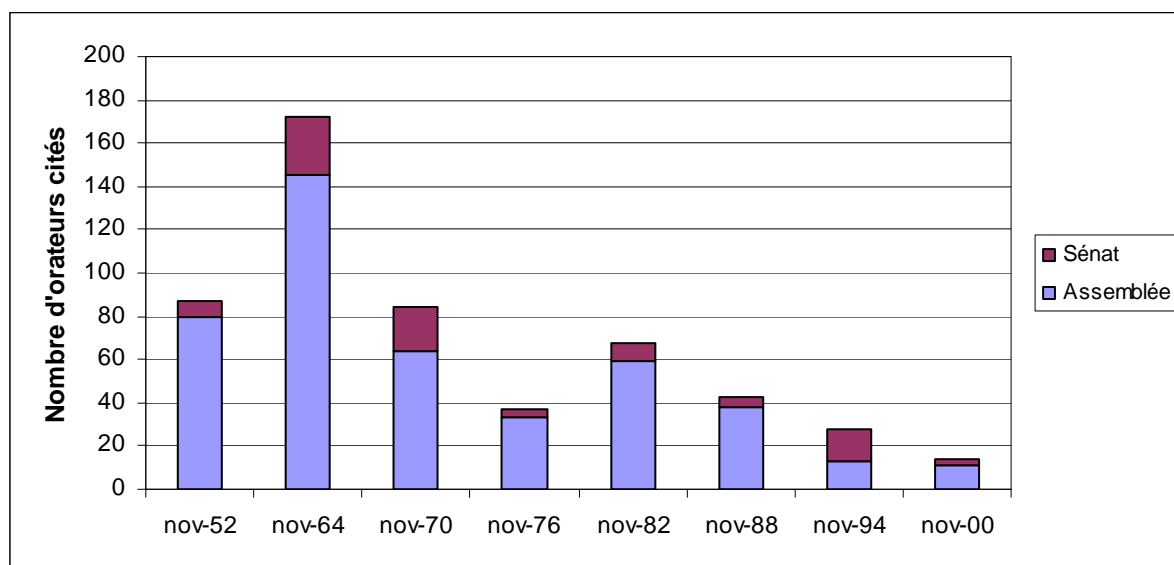
* Ont été comptabilisés tous les papiers, clairement délimités, dotés d'un titre, longs de plus de deux paragraphes, consacrés aux débats en séance au Parlement (les brèves et les entrefilets en sont donc exclus).

L'effritement de la couverture des débats parlementaires ne peut être simplement expliqué par un déclin du nombre de papiers. En effet, tandis que la quantité d'orateurs cités chute fortement entre 1976 et 1994 (de 276 à 68), la variable « nombre de papiers » demeure, quant à elle, relativement stable (entre 16 et 24, les divergences s'expliquant notamment par la nature des projets de lois débattus au Sénat). C'est seulement après 1994 que les séances des Assemblées sont délaissées par *Le Monde* : en 2000, sur douze éditions du journal, pas plus de sept discussions parlementaires justifient la rédaction d'articles, forts courts par ailleurs. La rupture dans le traitement des séances parlementaires est donc plus ancienne. C'est à la fin des années 1970 que le format des comptes-rendus se modifie. Le nombre moyen d'orateurs cités par papiers passe alors de 15,3 en 1976 à 6,6 en 1982. Certes, par « format », on désigne en premier lieu la taille des articles. Effectivement, une observation, même superficielle, montre qu'à l'image de l'ensemble des productions du *Monde*, le volume des comptes-rendus a progressivement été réduit. Mais au-delà de ce constat, il faut également tenir compte de la dimension stylistique des formats journalistiques : le déclin du nombre d'orateurs cités renvoie à des transformations dans l'écriture des comptes-rendus, et donc dans les postures endossées par le séancier. A partir du début des années 1980, celui-ci n'est plus là pour narrer chronologiquement la délibération parlementaire mais pour construire un

article synthétique orienté autour d'un angle précis. Nous reviendrons plus en détail sur cette évolution.

B. Le Figaro : vers une logique de combat

Graphique 2. Nombre d'orateurs au Parlement cités par *Le Figaro* lors des deux premières semaines de novembre.



Source : Dépouillement des archives de presse microfilmées de la Bibliothèque Nationale de France.

Le déclin du nombre d'orateurs cités est tout aussi significatif au *Figaro* qu'au *Monde*. Néanmoins certaines différences entre les deux quotidiens méritent d'être relevées. Tout d'abord, *Le Figaro* a toujours proposé à ses lecteurs des comptes-rendus moins exhaustifs et moins longs que ceux du *Monde*. Si l'on additionne, de façon très artificielle, l'ensemble des orateurs cités dans notre corpus, on en recense 1288 dans *Le Monde* contre 533 dans *Le Figaro*. Ensuite, tandis qu'au *Monde*, l'affaissement le plus net se produit entre 1976 et 1982, il a lieu beaucoup plus tôt au *Figaro*, entre 1964 et 1970. Enfin, le déclin est bien moins linéaire au *Figaro*, puisqu'en 1982 les séances du Parlement font à nouveau l'objet d'une couverture relativement dense. Comment expliquer ce regain d'intérêt pour les séances du Parlement de la part d'un journal qui avait quasiment abandonné ses comptes-rendus au cours des années 1970 ? S'agit-il seulement d'un biais lié à la constitution du corpus ? La comparaison avec *Le Monde* permet de battre en brèche cette dernière idée : tandis que le quotidien du soir voit le volume de ses comptes-rendus fortement décliner entre 1976 et 1982, c'est l'évolution inverse qui se manifeste au *Figaro*.

On pourrait alors suggérer l'hypothèse suivante : le regain d'intérêt du *Figaro* pour les débats parlementaires est une conséquence de l'alternance de 1981. Devenu un journal d'« opposition », *Le Figaro* s'est efforcé de davantage relayer les discours des représentants de la droite parlementaire et donc valoriser les arènes où l'action gouvernementale était critiquée. Aussi ce quotidien a-t-il renforcé le poids de ses comptes-rendus de séance mais en leur assignant un rôle différent. Pour tester cette hypothèse, on peut, dans un premier temps, s'interroger sur l'identité politique des orateurs cités. Le tableau ci-dessous recense le nombre de ministres, de parlementaires de « droite » et de parlementaires de « gauche » mentionnés en 1976, 1982, 1988, 1994 et 2000.

Tableau 8. Recensement des orateurs au Parlement cités par *Le Figaro* les deux premières semaines de novembre selon leur identité politique.

	Nombre de ministres	Nombre de parlementaires de « droite »	Nombre de parlementaires de « gauche »	Proportion des parlementaires de l'« opposition » parmi tous les orateurs cités	Proportion des parlementaires de l'« opposition » parmi les parl. cités
1976	14	15	8	22 %	35 %**
1982	20	35	13	51%	73 %
1988	14	24 (ou 14)*	5 (ou 15)	56 % (ou 33 %)	83 % (ou 48 %)
1994	8	15	5	18 %	25 %
2000	4	7	3	50 %	64 %

Source : Dépouillement des archives de presse microfilmées de la Bibliothèque Nationale de France.

* Il est difficile de déterminer si les députés du groupe « Union du Centre » peuvent être désignés comme appartenant à la majorité ou à l'opposition. Aussi, pour ne pas trancher arbitrairement dans ce débat aux enjeux proprement politiques, nous indiquons les deux possibilités.

** Lecture : parmi l'ensemble des parlementaires cités, 35 % sont membres de l'opposition parlementaires.

Alors que seuls 35 % des parlementaires dont les propos sont rapportés font partie de l'opposition en 1976, ils sont 73 % en 1982 et 83 % en 1988, si l'on considère les députés du groupe « Union du Centre », émanation de l'UDF, en tant qu'opposants. Or, tandis que cette opposition était, en 1976, constituée par les groupes socialistes et communistes, elle est composée des parlementaires RPR et l'UDF en 1982 et 1988. On note donc un souci plus affirmé de rendre compte des déclarations des membres de l'opposition lorsque celle-ci est incarnée par les formations de « droite ». En opérant une mesure similaire à partir du corpus de journaux du *Monde* prélevé sur les mêmes périodes, on obtient des résultats qui montrent bien cette spécificité du *Figaro*.

Tableau 9. Comparaison de la proportion de parlementaires de l'opposition cités dans les comptes-rendus de séance du *Monde* et du *Figaro* les deux premières semaines de novembre.

	Proportion de parlementaires de l'opposition parmi l'ensemble des orateurs cités		Proportion de parlementaires de l'opposition parmi l'ensemble des parlementaires cités	
	<i>Le Figaro</i>	<i>Le Monde</i>	<i>Le Figaro</i>	<i>Le Monde</i>
1976	22 %	30 %	35 %	34 %
1982	51 %	43 %	73 %	53 %
1988	56 % (ou 33 %)	50 % (ou 38 %)	83 % (ou 48 %)	64 % (ou 49 %)
1994	18 %	29 %	25 %	36 %
2000	50 %	46 %	64 %	62 %

Source : Dépouillement des archives de presse microfilmées de la Bibliothèque Nationale de France.

Ce tableau permet de formuler certaines observations. A partir de 1982, il est indéniable que les séanciers du *Figaro* ont davantage tendance que ceux du *Monde* à privilégier les parlementaires des formations de « droite ». La différence dans le traitement des séances est encore plus significative lorsqu'on s'intéresse aux seuls parlementaires cités. Ainsi en 1982, 73 % des députés ou sénateurs dont les propos sont rapportés par *Le Figaro* sont membres de l'opposition tandis qu'ils ne sont que 53 % dans *Le Monde*. Ce journal conserve, tout au long de la période étudiée, un traitement qu'on pourrait qualifier d'institutionnel dans la mesure où ses comptes-rendus reflètent la structure des débats parlementaires. Ainsi les séanciers du *Monde* citent-ils prioritairement les orateurs les plus « légitimes » dans le processus législatif : les ministres défendant leurs projets de loi, les rapporteurs (principalement membres de la majorité gouvernementale ou sénatoriale) puis les parlementaires délégués par leurs groupes pour s'opposer aux textes débattus. Compte tenu du format plus restreint de ses articles, *Le Figaro* tend à citer moins d'orateurs. Par cette sélection plus sévère, on entrevoit davantage les orientations éditoriales du journal et les finalités assignées aux comptes-rendus de séance : relayer la parole des responsables politiques de la droite parlementaire, que celle-ci compose la majorité (en 1994) ou l'opposition (en 1982 et 1988).

Toutefois, il ne faudrait pas se limiter à l'indicateur « Nombre d'orateurs cités ». Strictement quantitatif, il ne rend pas compte du traitement stylistique des séances. Il importe donc d'interroger le contenu des comptes-rendus pour mieux apprécier le basculement qui s'opère au début des années 1980 entre une logique d'enregistrement du travail législatif et une logique de combat politique. Au cours des années 1960 et 1970 le style exigé par la

direction du *Figaro* se situe toujours dans le prolongement du format en vigueur sous la IV^e République, ce dont témoigne Thierry Desjardins, affecté au Parlement de 1963 à 1966 :

« On faisait le *Journal officiel*. (...) On faisait le résumé des “bleus”, le “bleu” étant déjà un résumé du *Journal officiel*. Mais c’était ça ce qu’on nous demandait. (...) Avec peu d’ambiance. C’était au pire : “Applaudi par ses amis” ou “Mouvements divers sur les bancs de la gauche.” C’est vrai que ça avait un côté complètement décalé puisque tout ça n’avait aucune conséquence. Mais on continuait comme sous la IV^e. Eux disaient : “Et M. Machin a regagné son banc sous les huées. Alors l’autre intervient et le Gouvernement est foutu en l’air.” Tandis que nous : “Il avait regagné son banc sous les huées de la gauche ou de la droite” et puis “Séance demain.” (Thierry Desjardins, entretien n°57).

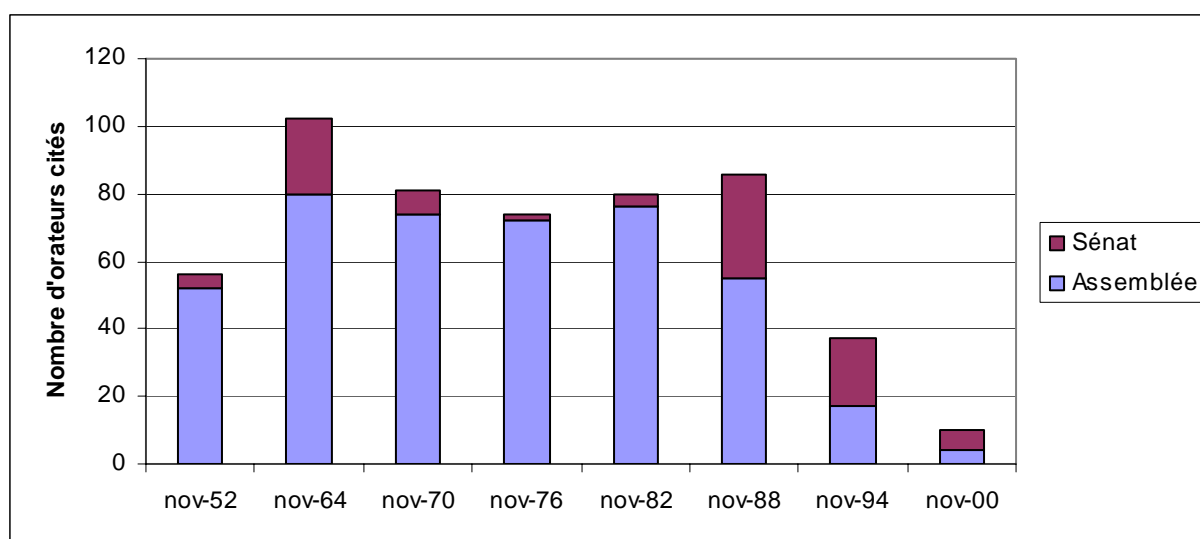
Les séanciers du *Figaro* conservaient donc, au cours de ces années 1960 et 1970, une rhétorique strictement informative, chronologique, ne se permettant que quelques apartés, ici pour moquer un parlementaire communiste, là pour signaler le brio d’une intervention. En 1970 et, surtout en 1976, les comptes-rendus de séance du *Figaro* se limitaient souvent à quelques feuillets exposant les principales dispositions du projet de loi, le contenu des rapports, les interventions les plus éloquentes. Parfois, les discours ministériels accompagnant les projets de loi étaient mis en valeur par des encadrés qui les isolaient du reste de la séance. En 1982 et 1988, en revanche, le compte-rendu ne détaille plus les dimensions les plus techniques des débats. À l’inverse, il inclut davantage de jugements, souvent sévères pour le gouvernement : « *Cette prédilection pour les choses de l’esprit n’est pas sans arrière-pensée : elle doit permettre au pouvoir socialiste de distiller sa mentalité dans la conscience populaire.* » (04/11/1982) ; « *Cette dérive, le budget de la Défense l’accentue sensiblement* » (03/11/1988). En outre, comme les statistiques le suggéraient, l’essentiel des déclarations rapportées émanent de députés de l’opposition de « droite », comme lors de l’examen du budget du Commerce extérieur le 9 novembre 1982 (« *Les nationalisations n’auront servi à rien sauf à aggraver la dette publique de la France. C’est ce qu’on souligné les députés de l’opposition, hier, à l’Assemblée nationale* ») ou celui de la Défense le 2 novembre 1988 (« *Le retard pris sur la loi de programmation militaire suscite l’inquiétude de l’opposition* »). Le séancier s’appuie sur ces déclarations pour étayer ses critiques à l’encontre de la majorité ou au contraire, en 1994, valoriser l’action du gouvernement : « *Adossé au Livre blanc et à la loi de programmation, le budget 1995 de la Défense est, pour la majorité, le meilleur possible. Ce qui est vrai, compte tenu à la fois de la situation économique française et d’un contexte international marqué par la forte décroissance des budgets de défense* » (03/11/1994) ; « *Les députés de la majorité ont rendu hommage à “l’effort considérable” fait dans le domaine de la sécurité* » (07/11/1994).

Il serait toutefois réducteur de ne relever, dans l'évolution des comptes-rendus de séance du *Figaro*, que cette logique de combat. Trois autres mutations peuvent être également identifiées. Tout d'abord, au sein des articles, les métiers de séancier et de couloiriste, tels qu'ils existaient sous la IV^e République, tendent à se confondre, dès la fin des années 1980. Ainsi le correspondant parlementaire interprète-t-il le contenu des déclarations tenues en séance par les calculs politiques qui président à de telles prises de position : propos publics et propos de couloirs se mêlent parfois au sein des papiers. Plus généralement, le style des comptes-rendus s'oriente vers le souci de raconter une histoire et une seule, en somme d'ancrer la narration autour d'un angle bien précis. Deuxièmement, à partir des années 1980, certains comptes-rendus quittent les pages *Politique* au profit des rubriques *Société*, *Economie* ou *Communication* selon la nature des textes discutés. Enfin, bien que trois rédacteurs soient toujours affectés à la couverture du Parlement, les débats en séance ont presque totalement disparu des colonnes du journal depuis le milieu des années 1990, ce que semble regretter Henri Paillard, rédacteur au *Figaro* et président de l'Association de la presse parlementaire :

« Au *Figaro*, souvent, il n'y a même plus rien. Le type qui est au Sénat, il n'envoie même pas de dépêches. On fait une petite puce avec "En bref". On ne donne même pas l'adoption des budgets. (...) Mais il y a des trucs intéressants parfois là-dedans. Il y a des créations de postes dans les hôpitaux, il y a des ponts qui sont construits, etc. (...) Et vous avez dans chaque budget, chaque année, des tas de choses intéressantes qui touchent la vie des Français et qu'on ne donne même pas ! » (Henri Paillard, entretien n°2).

C. L'Humanité : s'appuyer sur les déclarations communistes

Graphique 3. Nombre d'orateurs au Parlement cités par *L'Humanité* lors des deux premières semaines de novembre.



Source : Dépouillement des archives de presse microfilmées de la Bibliothèque Nationale de France.

Le déclin de la rubrique parlementaire, via la chute du nombre d'orateurs cités, est également manifeste dans les pages *Politique* de *L'Humanité*. Toutefois, le nombre d'orateurs dont les propos sont rapportés fut initialement moindre qu'au *Monde* ou au *Figaro* : en 1964, ils sont 102 dans *L'Humanité* contre 317 et 172 pour les deux autres quotidiens. Par ailleurs, la rupture semble plus tardive puisqu'elle ne se manifeste qu'à l'orée des années 1990. Mais malgré cet effritement dans le volume des comptes-rendus, une spécificité demeure jusqu'à la fin des années 1990 : celle de valoriser prioritairement les déclarations des parlementaires communistes³⁰⁵. Le tableau n°10 montre ainsi la proportion de députés et sénateurs du PCF parmi l'ensemble des orateurs cités. La comparaison avec les statistiques issues du *Monde* pour la même période (1964-1994) est significative : entre 35 et 65 % pour *L'Humanité* et entre 10 et 12 % pour *Le Monde*.

Tableau 10. Proportion d'orateurs communistes parmi l'ensemble des orateurs au Parlement cités par *L'Humanité* et *Le Monde* lors des deux premières semaines de novembre.

	1964	1970	1976	1982	1988	1994	2000
<i>L'Humanité</i>	43 %	44 %	53 %	65 %	35 %	49 %	20 %
<i>Le Monde</i>	11 %	12 %	10 %	11 %	10 %	12 %	11 %

Source : Dépouillement des archives de presse microfilmées de la Bibliothèque Nationale de France.

Tout en respectant les règles d'écriture partagées par l'ensemble des séanciers (unité de lieu et de temps, respect de la chronologie des débats, détail du contenu des projets de loi et des budgets, etc.), les séanciers de *L'Humanité* qui officient des années 1960 jusqu'à la fin des années 1980 s'appuient toujours sur les déclarations des parlementaires communistes (« nos camarades ») pour fustiger les politiques gouvernementales, défendues par « les députés réactionnaires »³⁰⁶. Ils s'autorisent donc l'adoption de postures critiques formulées à partir des schèmes d'analyse du Parti. Ainsi, en 1964, au sujet du budget du Logement : « *Politique particulièrement scandaleuse qui a permis et permet encore à certaines sociétés immobilières de réaliser de fabuleux profits au détriment de tous ceux qui attendent un toit convenable. Et ils sont légions.* » (05/11). Ainsi également, en 1976, à propos du budget de la

³⁰⁵ Il aurait été envisageable de formuler l'hypothèse d'une relation entre le déclin du volume des comptes-rendus et l'affaiblissement de la représentation communiste dans les assemblées. Toutefois, indépendamment des suffrages exprimés, les systèmes d'alliance électorale et les spécificités des modes de scrutin ont entraîné de fortes variations dans l'importance du groupe communiste à l'Assemblée nationale : 41 députés en 1962, 73 en 1967, 34 en 1968, 73 en 1973, 86 en 1978, 44 en 1981, 35 en 1986, 17 en 1988, 23 en 1993, 34 en 1997. Or, jusqu'au début des années 1990, la couverture des débats tenus à l'Assemblée demeure relativement stable, comme le suggèrent nos données. L'hypothèse n'est donc pas vérifiée.

³⁰⁶ Il faut toutefois noter la spécificité des comptes-rendus réalisés en 1982. Compte tenu de la participation du PCF au gouvernement Mauroy, le séancier valorise davantage la parole gouvernementale, notamment lorsque les rapporteurs des textes débattus appartiennent au Parti communiste.

Justice : « *Le budget de la Justice de M. Guichard aggravera encore l'injustice. Celle-ci pèsera plus lourd sur les plus pauvres, les plus déshérités. (...) M. Guichard n'a pas eu un mot, pas un seul, sur l'inégalité du riche et du pauvre, du syndicaliste réprimé et du patron qui lock-oute, du chômeur expulsé et du gros possédant devant la justice et la loi. Sa justice n'est pas faite pour Gavroche. Elle est au service de Dassault et des pétroliers.* » (03/11). A partir de 1988, les articles sont cependant plus synthétiques et la trame chronologique progressivement atténuée par un souci de « problématiser » le compte-rendu. Par exemple, pour exposer l'examen des crédits du ministère de la Défense à l'Assemblée (03/11/1988), le séancier ne s'efforce pas tant de rendre compte du contenu de la discussion que de discuter de la pertinence d'un point spécifique de la stratégie militaire française : le « surarmement ». De même, lors de l'examen des budgets des Constructions navales (10/11/1988) et du Logement (11/11/1988), la trame centrale suggérée par le séancier est de montrer la « connivence » entre socialistes et opposition. Dès lors, les comptes-rendus de *L'Humanité* accordent de moins en moins de place à la stricte reproduction des interventions des parlementaires communistes : ces dernières viennent plutôt illustrer l'angle retenu par le séancier.

Les exemples du *Monde*, du *Figaro* et de *L'Humanité* signalent un déclin significatif de la rubrique parlementaire en termes de volume et de nombre d'articles. Mais les brèves incursions dans les contenus des comptes-rendus de séance du *Figaro* et de *L'Humanité* suggèrent qu'il faille également s'interroger sur les transformations dans leur écriture. Prenons alors l'exemple du *Monde*, le journal historiquement le plus attaché à une couverture exhaustive des institutions politiques, pour saisir l'historicité du changement d'un point de vue stylistique. Ce travail s'appuiera sur une observation annuelle des pages *Politique* de ce quotidien et sera étayé par divers extraits d'entretiens qui explicitent ces évolutions.

§ 2. LA METAMORPHOSE DES FORMATS : L'EXEMPLE DU MONDE

Deux transformations principales peuvent être mises en évidence. Tout d'abord, l'exhaustivité est progressivement abandonnée au profit d'un travail de *sélection* des travaux législatifs et de *synthèse* des débats. Ensuite la narration purement chronologique se voit lentement remplacée par de nouvelles normes d'écriture : recherche d'un « angle » pour raconter les discussions, adoption du modèle de la « pyramide inversée » au sein des

articles³⁰⁷. Ces deux phénomènes témoignent d'un surcroît d'« intervention journalistique » par rapport à la « matière brute » que constitue le débat public entre parlementaires. Il s'agit, pour ces rédacteurs, de fuir un format qui justifiait la comparaison avec le contenu du *Journal officiel*. Les nouveaux séanciers ont ainsi semblé davantage soucieux de s'éloigner d'un journalisme d'intermédiaire au profit d'un journalisme qui se présente comme plus « distancié » vis-à-vis de l'univers politique. Il s'agit également, pour eux, de fuir un genre jugé trop hermétique et de rendre leurs « papiers » plus lisibles, plus attractifs. Mais ces mutations, grossièrement décrites, ont surtout été le produit d'une multitude de petites innovations dont il faut à présent restituer l'histoire.

A. « Couper » et « angler »

Au cours des années 1960, le souci de « moderniser » la couverture de la politique amène la direction du *Monde* à recruter de jeunes journalistes (Alain Duhamel en 1963, Thierry Pfister en 1969, Noël-Jean Bergeroux en 1970) pour traiter spécifiquement de l'activité des partis. Cet élargissement du service, qui s'est accentué tout au long des années 1970, a entraîné une diminution de l'espace rédactionnel autrefois réservé à la couverture des séances. Selon André Laurens (entretien n°33), la hiérarchie du service était donc contrainte de plus fréquemment « couper » dans la copie d'André Ballet, séancier au *Monde* depuis 1945. Quittant le journal en 1972, ce dernier est remplacé par Michel Schifres, jeune diplômé du Centre de formation des journalistes. Tout en conservant la structure chronologique du compte-rendu, il s'est efforcé d'en modifier la présentation en dégagant quotidiennement les enseignements de la journée en termes d'évolution des rapports de force politiques :

« Alors j'ai eu la chance d'instituer un petit commentaire politique tous les jours. (...) Mais c'était plus qu'un chapô, c'était un papier politique. C'était un commentaire. Ça apportait un jugement. Ce n'était pas simplement : “*La séance s'est ouverte...*”. C'était : “*La séance s'est ouverte et on a pu observer M. Mitterrand, sans doute gêné par les communistes...*” (...) Donc c'était beaucoup de travail, parce qu'il fallait envoyer la séance, et puis après gamberger sur une longue distance. » (Michel Schifres, entretien n°35).

³⁰⁷ Les notions d'« angle » ou de « pyramides inversées » constituent quelques-unes des techniques d'écriture fondamentales, enseignées dans les écoles ou les manuels de journalisme. Selon Jean-Luc Martin-Lagarrette, auteur d'un *Guide de l'écriture journalistique*, l'angle constitue le fil conducteur du papier, ce qui lui donne une cohérence. Le modèle de la « pyramide inversée » suppose de « livrer le meilleur dès le début » avant de s'attarder sur les détails. Cf. MARTIN-LAGARRETTE Jean-Luc, *Guide de l'écriture journalistique*, op. cit., pp. 40-41 et 70-71.

Ce commentaire, mis en valeur par un caractère gras, surplombait ainsi chaque compte-rendu de séance et adoptait une rhétorique plus évaluative qui témoignait d'une diversification des registres adoptables par le séancier :

(...) Celui-là, plus à l'aise que de coutume, mais dont le discours d'introduction parut, en définitive, assez terne, et celui-ci, moins brillant qu'à l'ordinaire (...) mais dont l'intervention fut néanmoins claire et empreinte de l'autorité de son auteur en la matière. (...) "Il ne s'agit pas des jeux de la politique", avait dit le ministre. L'expression, décidément, était de trop ! Au Parlement, ce jour-là, on faisait simplement – ce qui paraît pour le moins normal – de la politique.

Michel Schifres, *Le Monde*, 24/01/1973

Au cours des années 1970, les séanciers successifs du *Monde* cherchaient toujours à faire preuve d'exhaustivité dans le recensement des orateurs. Mais face à la contrainte de feuillets (les débats budgétaires passant, par exemple, de deux à une page), la plupart des parlementaires n'étaient plus que cités, leurs discours n'étant plus reproduits. Lorsque le nombre d'orateurs était relativement élevé (comme lors du vote du budget de l'agriculture) ou lorsque les travaux parlementaires apparaissaient peu saillants, les comptes-rendus prenaient donc parfois la forme suivante :

(...) Dans la discussion générale, M. FREDERIC-DUPONT (R.I., Paris) s'inquiète du sort réservé au projet de Musée du XIXe siècle. M. MESMIN (réf., Paris) qualifie le Centre Beaubourg de « monument de prétention à l'architecture déjà dépassée ». M. CREPEAU (rad. de g., Charente-Maritime) craint qu'il ne devienne un « La Villette culturel ». Après les interventions de MM. BIZET (appar. U.D.R., Manche), BICHAT (R.I., Meurthe et Moselle) et de Mme MISSOFFE (U.D.R., Paris), M. GANTIER (R.I. Paris) note « que Beaubourg existe et que Paris en a besoin », tandis que M. FISZBIN (P.C., Paris) dénonce le « mythe de l'opulence ».

Patrick Francès, *Le Monde*, 07/11/1976

L'inutilité de tels développements devenant une évidence pour une fraction de plus en plus importante du service, la fin des années 1970 vit une profonde transformation dans le format des comptes-rendus parlementaires. Conformément aux exigences de la maquette mise en place en 1978, les textes étaient désormais plus concis et mieux structurés. Le volume des citations était considérablement réduit, ainsi que le nombre d'orateurs cités. Si la chronologie des débats était toujours respectée, le journaliste s'autorisait davantage de synthèses et d'interprétations. Il s'affichait davantage dans ses énoncés par un certain nombre de commentaires, de formules ironiques, de contextualisations des citations, etc. Bien que la liberté de sélection du journaliste demeurait limitée par le respect de la hiérarchie symbolique des intervenants, le style des papiers se rapprochait davantage du modèle de l'*article* tel qu'il peut être prôné dans les manuels ou les écoles de journalisme :

- Les citations viennent illustrer l'« angle » retenu (vigueur de l'opposition droite / gauche, faiblesse du budget, malaise des députés de la majorité parlementaire, etc.).

- Le compte-rendu comprend une « attaque » et une « chute » qui rendent le récit plus alerte, qui inscrivent les débats dans leur contexte social ou politique, qui comparent la teneur des discussions avec celles des années précédentes. Voici quelques illustrations des « attaques » rédigées en 1982 : « C'est presque dramatique : le budget du temps libre subit de plein fouet les effets de la rigueur » (05/11) ; « Le bâtiment ne va pas très bien. Quant au marché locatif, on le dit anémié, ou plutôt bloqué. » (06/11) ; « C'est une loi du genre : les débats relatifs aux départements et territoire d'outre-mer ne se déroulent jamais dans la sérénité. » (07/11) ; « Voilà enfin des ministres heureux ! » (10/11).

Ces transformations stylistiques apparaissent d'autant plus manifestes lorsque l'on compare les articles de 1982 avec ceux prélevés six ans auparavant. Prenons l'exemple du traitement des discussions concernant les crédits du budget de la Culture.

CULTURE : des ressources limitées pour un besoin infini, déclare Mme Giroud

Vendredi 5 novembre, sous la présidence de M. LEENHARDT (P.S.), l'Assemblée nationale examine le budget de la culture. Pour M. JOSSELIN (P.S.), rapporteur spécial, ce budget souffre du poids excessif des équipements lourds : les théâtres nationaux et le centre Pompidou absorberont un quart des dépenses ordinaires. (...)

L'Assemblée repousse ensuite plusieurs amendements, conséquence du rejet par la commission des finances des crédits de la culture. Elle adopte en revanche un amendement du gouvernement qui majore de 20 millions de francs les crédits destinés à la musique et à la danse.

Le budget de la culture est finalement adopté.

Patrick Francès, *Le Monde*, 06/11/1976

Culture : un an après

C'était il y a un an. M. Jack Lang, ministre de la culture, présentait son premier budget de la culture. A l'époque, même l'opposition avait été obligée de reconnaître le "bond en avant" : les crédits passaient de 0,47 % à 0,75 % du budget de l'Etat. M. Lang avait célébré cet événement. La gauche artistique, dans l'hémicycle, communiait. On sentait une aube nouvelle se lever : l'an I de la culture.

Mercredi 3 novembre, M. Bas (R.P.R., Paris) s'en souvient : "Un nouveau souffle balaya l'hémicycle, dont nous avons tous gardé, je l'avoue, le frisson." Hélas ! un an a passé. M. Lang n'est plus ce qu'il était : nulle verve, nul lyrisme, plus d'inspiration. La culture pour 1983 est triste, même si elle reste une priorité. M. Lang n'est pas seul en cause : les députés n'ont pas aidé à élever le débat. (...)

L'année dernière, a indiqué M. Planchon, "j'avais l'honneur de présenter un beau budget ; il me revient aujourd'hui le privilège de vous faire apprécier un bon budget." Nuance... "Il faut avoir une grande ambition", a dit M. Lang. Et l'exprimer.

Laurent Zecchini, *Le Monde*, 04/11/1982

B. « Sélectionner » et diversifier les « genres »

Au cours des années 1980, la couverture des institutions parlementaires se modifie également au niveau organisationnel. En 1982, le correspondant au Sénat, Alain Guichard, est remplacé par Anne Chaussebourg qui, outre cette nouvelle fonction, conserve une partie de ses anciennes attributions (revue de la presse hebdomadaire, actualité des régions, gestion des

archives électorales, etc.). Puis, en 1988, la spécialisation jusqu'ici institutionnelle (un séancier responsable du Sénat ; un séancier responsable de l'Assemblée nationale) devient thématique. Désormais, les rubricards affectés au Parlement (trois en 1988) sont personnellement chargés du suivi d'un texte tout au long du processus législatif :

« Dans les changements, il y avait notamment l'idée de prendre les textes à l'Assemblée et de les suivre au Sénat. L'intérêt était justement d'aller voir la modification qu'il subissait au Sénat avant de revenir à l'Assemblée et puis surtout, ça permettait à celui qui était au Sénat de sortir de son trou. » (Pascale Robert-Diard, journaliste parlementaire au *Monde* entre 1988 et 1993, entretien n°8).

La conséquence logique de cette décision, prise non pas par la hiérarchie du journal mais par les rubricards eux-mêmes, est une sélection plus importante encore des débats proposés aux lecteurs du *Monde*, ce qu'explique Gérard Courtois qui fut responsable de la « cellule » Parlement entre 1993 et 1996 :

« Je pense qu'avec le traitement des années 1980, on était dans le bon équilibre : être complet sans avoir l'obligation de tout couvrir. Il y a des trucs qui sont sans intérêt : les deuxièmes ou les troisièmes lectures ou mêmes des lectures au Sénat. (...) Même s'il y a une discussion, on sait que, de toute façon, les amendements seront balayés. Alors ça mérite éventuellement un repère, une brève, un petit papier pour avoir le film complet. Mais ça ne mérite pas un traitement de séance exhaustif. Alors qu'avant c'était comme ça. » (Gérard Courtois, entretien n°53).

Comme le signalent un certain nombre d'interviewés, le déclin des « *comptes-rendus analytiques* » s'est opéré, au cours des années 1980, parallèlement au développement de « *papiers de couloirs* », réalisés avant ou après l'examen d'un texte. Fondés sur le principe que l'information réside non plus au cœur des séances mais bien dans les tractations en « coulisses », ces articles intègrent davantage d'acteurs (les lobbies, la direction des partis, les cabinets ministériels, etc.) et rompent avec la règle de l'unité de lieu, de temps et d'action.

« Je pense que la rupture, ça doit être au début des années 80. Il ne se passait pas forcément en séance tout le “flibustering” des députés de droite, au moment des lois sur la nationalisation par exemple. Il s'en passait plus dans les couloirs. Il valait mieux faire un récit plus accessible, plus compréhensible, plus analytique pour les gens que de prendre point par point tout ce qui se passait en séance, ce qui était assez vite insupportable. (...) Donc, les événements ont fait qu'on était obligés de bouger, et puis en même temps, on se rendait compte qu'il existait *Le Journal officiel*. Après tout, il était fait pour ceux qui avaient envie de le lire. » (Anne Chaussebourg, entretien n°42).

Alors que les transformations s'étaient faites lentement, de façon relativement implicite, elles seront explicitement théorisées lors de la réforme du journal en 1995. Cette refonte de la maquette consacrera la quasi disparition du compte-rendu au profit d'une rhétorique plus narrative qui *raconte* l'affrontement politique, plus qu'elle n'en *rend compte*, ainsi qu'au profit d'une rhétorique plus analytique qui *resitue* la séance plus qu'elle ne la *restitue* :

« Je suis arrivé au *Monde*, en 1997, à un moment où on sentait bien que les enjeux journalistiques n'étaient plus là. C'est-à-dire qu'on ne faisait déjà plus de comptes-rendus mais on faisait des papiers politiques avec des angles. Patrick Jarreau, le chef du service, essayait de trouver, dans tel ou tel débat, pourquoi tel député était intervenu, quel lobby il défendait, etc. Déjà, le débat lui-même n'était plus l'objet essentiel de notre couverture. » (Fabien Roland-Lévy, entretien n°38)

Cette réforme consacre également un souci de diversifier les genres rédactionnels autour d'un même événement (l'examen d'un projet de loi au Parlement par exemple). Ainsi le compte-rendu n'est-il plus que l'un des papiers envisageables pour aborder un débat parlementaire :

« Autrefois, quand on avait un texte compliqué qui passe à l'Assemblée, on faisait un papier compliqué, en expliquant les tenants, les aboutissants, pourquoi ? comment ?, etc. Maintenant, l'idée est que, quand on a un texte compliqué, on raconte dans un papier de tête, les enjeux ou le récit de la nuit parlementaire. Et puis on met en appui les principales dispositions. On fait des chronos ou des clés qui permettent de donner des points de référence au lecteur. » (Gérard Courtois, entretien n°53).

A partir de 1998, sur vingt journalistes, le service *Politique*, devenu *France*, ne comprend plus que deux personnes affectées à la couverture du Parlement sous toutes ses dimensions. Il devient dès lors plus difficile à ces rédacteurs d'imposer régulièrement un papier, d'autant que les débats parlementaires ont de plus en plus tendance à être traités par les rubricards spécialisés. Ainsi, sur les cinq séances d'examen budgétaire qui ont fait l'objet d'un compte-rendu lors des deux premières semaines de novembre 2000, une seule a été suivie par l'un des journalistes parlementaires du journal³⁰⁸. Les enjeux sont donc distincts. Par exemple, le chroniqueur militaire s'empare de ce débat budgétaire avant tout pour évoquer l'avenir du service national et l'enrôlement de cette question par les responsables politiques. Il inclut dès lors, au cœur de son compte-rendu, un certain nombre d'informations sur les propos que tiennent, hors de la tribune, certains députés :

Alain Richard annonce des mesures pour les dernières classes d'appelés

(...) De nombreux députés expriment, en privé, le sentiment que la « suspension » du service national, puisque tel a été le principe retenu par Jacques Chirac en février 1996 dans le cadre de la réforme radicale des armées, pourrait intervenir dès la fin 2001. C'est-à-dire peu avant les échéances électorales, et non en décembre 2002 comme il est prescrit. (...)

Jacques Isnard, *Le Monde*, 07/11/2000

Depuis le milieu des années 1990, le suivi des débats budgétaires ne constitue donc plus une spécialité que le service *Politique* du *Monde* s'efforcera de maintenir, d'autant que

³⁰⁸ Les autres articles (budgets de la Sécurité sociale, de l'Education, de la Justice et de la Défense) ont été respectivement couverts par Isabelle Mandraud (rubrique "Affaire sociale et Emploi" au service *France*), par Nathalie Guibert et Cécile Prieur du service *Société*, et enfin par Jacques Isnard, spécialiste des questions militaires, sans service attribué.

les rubricards spécialisés, souvent issus du service *Société*, tendent à se désintéresser de ces événements jugée trop institutionnels :

« C'est extrêmement rare que les rubricards aillent suivre leur budget et, quand on le leur demande, ils y vont en rechignant en général. (...) Le principe était d'inviter ou d'inciter les rubricards à suivre un débat les concernant pour apporter un éclairage ou pour nous alerter sur tel truc car on n'est ni omniscient, ni omniscient. Mais il y avait des réfractaires absolus. Il y avait des gens qui, très clairement, posaient le principe qu'ils ne mettraient jamais les pieds à l'Assemblée, que c'était un lieu absolument sans intérêt. » (Gérard Courtois, entretien n°53).

Rendre les comptes-rendus plus lisibles et synthétiques, ne plus concevoir qu'une séance justifie en soi la rédaction d'un papier, inscrire les débats dans la conjoncture politique, décoder les stratégies des différents groupes, tous ces éléments témoignent d'une profonde transformation dans l'appréhension de ce que les journalistes du *Monde* doivent apporter à leurs lecteurs. Mais malgré ces évolutions, il faut noter la permanence d'une codification rigide de l'écriture, difficilement transgressable par les rédacteurs. Cette exigence est ainsi maintes fois rapportée dans les récits des journalistes politiques des années 1970 et 1980 :

« Au *Monde*, à l'époque, c'était simple, vous n'écriviez pas "député du Mans", par exemple. Vous écriviez "député de la Sarthe". (...) D'ailleurs, ça devient des réflexes. C'était Barrillon [chef du service *Politique*] qui disait : "A votre connaissance, Le Mans est une circonscription ? Ben non, je vous apprend que le régime électoral français fait qu'une ville, ce n'est pas une circonscription." Après il venait vous dire : "Bon, je vous ai fait la leçon. Maintenant, vous avez intérêt à quand même la retenir." » (Michel Schifres, entretien n°34).

De la même manière, les rédacteurs du *Monde* ont toujours dû préciser avec minutie le statut de chaque intervenant vis-à-vis du processus législatif et son identité politique : rapporteur de telle commission, membre de tel groupe parlementaire, etc. Aujourd'hui encore, même si ce genre se raréfie, le compte-rendu se doit de respecter certaines règles, précisées dans la « Charte des rédacteurs du *Monde* » :

COMPTE-RENDU DES DEBATS PARLEMENTAIRES (60 à 200 lignes journal)

« Ce compte-rendu se présente comme un résumé synthétique des discussions sur les textes examinés et votés à l'Assemblée Nationale ou au Sénat. À chaque fois, la nature du texte doit être précisée (projet de loi ou proposition de loi) et son historique rappelé dans les grandes lignes (première ou seconde lecture, etc.).

L'adoption définitive d'un texte de loi doit toujours être signalée, précisément datée, et le détail du scrutin indiqué. Lorsqu'il s'agit d'une loi importante dont Le Monde a largement rendu compte, le détail des votes est publié sous la forme de "Clés" et les principaux articles publiés sous forme de "Verbatim".³⁰⁹

Ces différents exemples, qui témoignent de l'importance renouvelée des codes d'écriture imposés aux rédacteurs, ne servent pas seulement à décrire la vigueur de la

socialisation professionnelle au sein du *Monde*. Ils montrent également la spécificité des enjeux journalistiques de ce quotidien vis-à-vis de ses concurrents. *Le Figaro* valorisait ainsi davantage la dimension « littéraire » de ses comptes-rendus puis, à partir de l’alternance de 1981, un aspect plus polémique. *L’Humanité* s’efforçait avant tout de relayer la parole des représentants communistes. Quant au *Monde*, la très lente mutation de l’écriture des comptes-rendus révèle les difficultés à rompre avec les formes canoniques du journalisme d’enregistrement. Aussi les évolutions qui conduisent l’ensemble de ces rédactions à abandonner la couverture de la délibération parlementaire sont-elles significatives d’une profonde transformation dans les représentations du métier des journalistes politiques.

Cette mort du métier de séancier a surtout pour conséquence de rendre moins visible une large part de l’activité politique. Etudiant les exemples anglais et allemands, Ralph Negrine conclut que la moindre couverture du travail parlementaire se fait surtout au détriment de l’opposition pour qui le Parlement constitue l’arène majeure pour peser sur la décision politique et publiciser ses positions³¹⁰. Cette hypothèse mérite d’être testée. Pour cela, il faut à présent observer ce qui a progressivement remplacé la scène parlementaire dans les colonnes des pages *Politique*.

Section 2. L’extension de la scène politique

Le moindre intérêt pour l’activité législative participe de transformations globales dans le traitement de l’actualité politique et répond à une redéfinition progressive des conceptions de la « newsworthiness ». Ce terme renvoie à l’ensemble des critères journalistiques qui rendent une information, une histoire, un problème dignes d’être rapportés. La production quotidienne d’un nombre limité de pages impliquant des choix dans ce qui mérite d’être relaté, la couverture des séances parlementaires ne dépend pas seulement de la saillance *en soi* du Parlement. Elle varie plutôt *en fonction* de la saillance d’autres événements, histoires ou sujets. Autrement dit, à la lecture des pages *Politique* des quotidiens français, la politique s’est déplacée du Parlement vers d’autres lieux : états-majors partisans, cabinets ministériels, médias audiovisuels, etc. On assiste donc, des années 1960 aux années 1980, à

³⁰⁹ *Le Style du Monde*, Paris : Le Monde Editions, 2002, p. 58.

³¹⁰ NEGRINE Ralph, « Parliament and the Media », art. cité, p. 346.

une transformation de la *visibilité* du politique, c'est-à-dire des scènes, acteurs et événements médiatisables. Rendre compte précisément de cette transformation suppose d'étudier comment, selon les époques et les journaux, les rédactions sélectionnent et hiérarchisent les informations occupant leurs pages *Politique*.

A nouveau, il faut se déprendre de deux mythes antagonistes et symétriques. Le premier suggère que l'actualité s'impose naturellement aux rédactions et que la hiérarchie des nouvelles irait de soi³¹¹. A l'opposé, un second mythe valorise la liberté absolue du média dans l'établissement de son agenda. Pour écarter ces deux représentations spontanées du travail journalistique, le raisonnement suivra deux étapes. Tout d'abord, contre l'illusion d'une presse « miroir du réel », il conviendra d'observer l'évolution du rubricage au sein des services *Politique*, c'est-à-dire étudier comment chaque rédaction traduit sa vision de la « newsworthiness » par un *choix* spécifique d'organisation et d'affectation de ses rédacteurs. Ensuite, contre l'illusion d'une presse totalement autonome dans la fixation de son ordre du jour, il faudra repérer, pour chaque période, la hiérarchisation effective de l'information et sa plus ou moins forte dépendance à l'égard du calendrier institutionnel et de l'agenda promu par les principaux acteurs politiques et par les médias concurrents.

§ 1. VERS UN RUBRICAGE « PARTISAN »

Contrairement à leurs homologues français, les sociologues anglo-saxons se sont très tôt intéressés au cadre organisationnel qui façonne le travail journalistique. A travers l'observation du fonctionnement des rédactions, différents auteurs se sont efforcés d'expliquer les processus pratiques de sélection et de hiérarchisation des informations. Selon Herbert Gans, les choix rédactionnels articulent deux exigences : déterminer la pertinence [*suitability*] des informations par rapport aux attentes supposées du public ; prévoir la disponibilité [*availability*] des informations, c'est-à-dire définir quelles sont les « sources » légitimes, loquaces et fiables³¹². Or, face à l'urgence quotidienne, les entreprises de presse ne peuvent garantir une production de copie régulière qu'à travers une organisation stable qui

³¹¹ Mark Fishman (*Manufacturing the News*, Austin : University of Texas Press, 1980, p. 31) identifie cinq présuppositions qui naturalisent la façon dont les rédactions détectent et sélectionnent les événements relatés : « les événements sont immédiatement repérables » ; « les événements existent indépendamment de ceux qui en ont connaissance » ; « les méthodes pour détecter les événements ne créent ni n'affectent l'événement » ; « un événement est supposé avoir eu lieu avant sa détection » ; « le journaliste est un observateur ni vérial, ni corrompu, ni partial, ni déficient ».

tienne compte de ces deux exigences. Etudiant la division du travail journalistique, Gaye Tuchman mobilise la métaphore du « filet » [*news net*] qui, à la différence de la « couverture », est ponctué de « trous », si bien que la rédaction ne peut appréhender l'ensemble des faits quotidiens³¹³. La répartition des journalistes au sein de services et la segmentation des services en rubriques participe bien d'un souci de rationaliser la production et, selon un oxymore fameux, de « routiniser l'imprévu » [*routinizing the unexpected*]³¹⁴. Comme l'affirme Mark Fishman, « le monde est bureaucratiquement organisé pour les journalistes »³¹⁵. Par cette audacieuse formule, cet auteur suggère que le discours journalistique doit s'appuyer sur la parole d'instances, souvent officielles, qui constituent des interlocuteurs privilégiés car supposés légitimes et accessibles. Le rubricage institutionnalise donc la sélection des *acteurs* et des *sources* de l'actualité. Affecté au suivi d'un « secteur » particulier, chaque rédacteur peut alors mieux agencer sa journée de travail, anticiper et « détecter » les nouvelles du jour, entretenir des relations familières avec les acteurs qui fournissent la « matière première »³¹⁶ de l'information, accroître son expertise pour analyser ou commenter les événements, etc.

Si les recherches sur l'organisation des rédactions analysent avant tout la façon dont la division du travail participe à la sédimentation de routines professionnelles et à la construction journalistique du réel, il peut être également intéressant d'étudier comment évolue le rubricage dans un certain nombre de services *Politique* de la presse quotidienne française, et donc entrevoir l'évolution des perceptions de ce qui constitue l'actualité politique « pertinente » et « disponible ».

A. Le rubricage « organisationnel » des services *Politique*

Gaye Tuchman a pu mettre en évidence trois modalités dans ce découpage du réel, dans cette segmentation des services³¹⁷. Tout d'abord la « spécialisation géographique » [*geographic territoriality*] consiste à affecter à chaque rédacteur la couverture d'un territoire donné. Une telle organisation, fondée sur la notion de correspondants, est mise en place, par

³¹² GANS Herbert J., *Deciding What's News*, op. cit., p. 81.

³¹³ TUCHMAN Gaye, *Making News. A Study in the Construction of Reality*, New York : The Free Press, 1978, p. 23.

³¹⁴ TUCHMAN Gaye, « Making News by Doing Work : Routinizing the Unexpected », *American Journal of Sociology*, vol. 79, n°1, 1973, pp. 110-131.

³¹⁵ FISHMAN Mark, *Manufacturing the News*, op. cit., p. 51.

³¹⁶ DE LA HAYE Yves, *Journalisme : mode d'emploi*, op. cit. p. 107.

³¹⁷ TUCHMAN Gaye, *Making the News*, op. cit., p. 25 sq.

exemple, au sein des services *Etranger* ou dans les pages *Locales* de la presse quotidienne régionale. Ensuite, Gaye Tuchman évoque une « spécialisation thématique » [*topical specialization*]. On retrouve un tel principe dans l'architecture générale de la plupart des journaux découpés en services auxquels sont attribués le traitement d'univers bien définis : la culture, le sport, le social, l'économie, la politique, etc. Mais cette spécialisation thématique structure également certains services comme ceux aujourd'hui appelés *Société*, regroupant des rubricards spécialisés sur l'actualité de différents secteurs sociaux : agriculture, religion, éducation, logement, etc. Enfin, Gaye Tuchman identifie une « spécialisation organisationnelle » [*organizational specialization*]. Or, s'il est une constante dans l'histoire des services *Politique* de la presse quotidienne nationale, c'est bien de connaître majoritairement ce type de division du travail. Dans un tel découpage, les journalistes sont chargés de couvrir spécifiquement une ou plusieurs organisations politiques. Pour chaque rédacteur, *sources* et *acteurs* de l'actualité ont donc pour point commun d'appartenir à la même organisation, plus ou moins centralisée, plus ou moins institutionnalisée, plus ou moins conflictuelle. Il ne faut toutefois pas envisager le terme d'organisation dans un sens strictement juridique. Il convient plutôt de le concevoir comme l'ensemble des arènes où se prennent les décisions et où se déroulent les compétitions que les rédactions estiment relever du politique.

En effet, tout au long de la période étudiée, les services *Politique* ne se sont pas segmentés sur un critère géographique. Même si les pages *Politique* contiennent parfois des informations politiques locales, ce sont la plupart du temps des correspondants régionaux, susceptibles d'être mobilisés par différents services, auxquels sont attribués ces articles. Hormis lors des périodes précédant des élections locales, la vie politique telle qu'elle se donne à voir dans les journaux se déroule dans un cadre largement national et étatique. De même, les services *Politique* ne sont que très rarement divisés selon les domaines d'action publique ou selon les thèmes sur lesquels portent les controverses ou les conflits. A ce titre, les journalistes politiques sont régulièrement définis comme des « généralistes », se distinguant des « rubricards spécialisés » des services *Information générale*, *Société* ou *Economie*. Dans les pages *Politique*, plus que le thème d'un discours, c'est le lieu de son émission ou l'identité de son auteur qui déterminera quel journaliste sera chargé d'en rendre compte. C'est donc la segmentation du champ politique, telle qu'elle est perçue dans les rédactions, qui fonde le rubricage des services *Politique*. Autrement dit, le découpage des

rubriques correspond aux divisions supposées les plus pertinentes de l'espace politique³¹⁸ : divisions dans le processus de décision, divisions dans l'espace partisan. A chaque journaliste est confié le traitement spécifique d'une institution (Assemblée, Matignon, Bercy) ou d'un groupe plus ou moins structuré (partis, coalitions telles de « droite » ou de « gauche », etc.).

Parmi les conséquences d'un tel rubricage sur la production journalistique, figure notamment la grande prévisibilité de l'actualité. Compte tenu de la codification stricte du calendrier politique, de la prégnance des normes de légalité qui limite les risques de « crise » institutionnelle, et de l'intérêt de nombreux acteurs à médiatiser leur activité, les journalistes politiques peuvent aisément planifier leur agenda ce qui facilite la production individuelle et la gestion collective des pages *Politique* :

« Je pense que, par rapport à d'autres services, on est un des services où c'est le plus facile de planifier. D'une part, parce que la politique, c'est une activité assez saisonnière, donc avec une activité intense en périodes électorales. Par définition, les dates d'élections, on les a longtemps à l'avance : donc périodes électorales, donc changements de Gouvernement, avec en plus des rendez-vous traditionnels du type Université d'été, congrès, etc. Tout ça est planifié largement à l'avance. L'actu inattendue, c'est 30 % peut-être. Mais les deux tiers sont largement planifiables. » (Renaud Dely, entretien n°5).

S'il est encore trop tôt pour entrevoir les conséquences d'un tel rubricage « organisationnel » sur les modes de cadrages journalistiques, il faut néanmoins rendre compte des évolutions dans la division du travail au sein des services *Politique* entre le début des années 1960 et la fin des années 1980.

B. L'émergence et les limites d'une spécialisation partisane : les cas du Monde et du Figaro

Dans l'ensemble des quotidiens, un même processus se dessine : à partir du milieu des années 1960, les « organisations » auxquelles sont affectés les journalistes politiques tendent à se diversifier. A l'habituelle division institutionnelle (séancier, couloiriste, correspondant à Matignon), vient se surajouter une division partisane. L'activité quotidienne des partis devient désormais digne d'être rapportée. On s'en souvient, jusqu'au début des années 1960, pour

³¹⁸ Comme l'exprime, par exemple, une jeune journaliste de *Libération* : « En fait, nous, on est un peu à l'image de comment est structurée la vie politique française. » (Vanessa Schneider, entretien n°10). Un manuel de journalisme qualifie bien ce problème posé aux rédactions au sujet de la couverture de la politique intérieure : « C'est peut-être en politique que l'organisation du service doit s'adapter le plus vite aux nécessités de l'actualité : l'irruption du FN a contraint les rédactions à prévoir un spécialiste de l'extrême droite alors que ce secteur était à peine couvert jusque là. » (HUSSON Didier, ROBERT Olivier, *Profession journaliste. Sources d'information, typologie d'articles, styles d'écriture, éthique....100 conseils pratiques*, Paris : Eyrolles, 1991, p. 9.

couvrir l'actualité des partis, les quotidiens ne mobilisaient généralement pas plus d'un reporter, chargé principalement de rendre compte de leurs manifestations publiques ou de leurs déclarations officielles. Les couloiristes, quant à eux, ne s'intéressaient aux structures partisanes qu'à travers leur émanation parlementaire. En densifiant leurs effectifs, les services *Politique* de la presse quotidienne nationale vont alors recruter des journalistes qui seront spécifiquement assignés au suivi de tel ou tel parti. Pour illustrer une telle évolution, on peut prendre tout d'abord les exemples du *Figaro* et du *Monde*.

Tableau 11. Affectation des journalistes dans les services *Politique* du *Monde* et du *Figaro* en 1952, 1964, 1976 et 1988.*

	1952	1964	1976	1988
Monde	5 journalistes : <ul style="list-style-type: none"> • Chef de serv. • Séancier Assemblée • Couloiriste Assemblée • Sénat • Couloiriste Assemblée, partis 	7 journalistes : <ul style="list-style-type: none"> • Chef de service • Séancier Assemblée • Couloiriste Assemblée, partis de gauche • Couloiriste Assemblée, partis de centre-droit, extrême droite, PSU. • Sénat • Elysée, UDR • Chroniqueur : livres politiques, sondages 	10 journalistes : <ul style="list-style-type: none"> • Chef de service • Divers • Centristes, RI • UDR, Matignon • Elysée • PCF, PS • Sénat • Séancier Assemblée • Couloiriste Assemblée, extrême droite • Revue de presse hebdo., données élect. 	12 journalistes : <ul style="list-style-type: none"> • Chef de service • Gouvernement • Elysée • Séancier Assemblée • 2 couloiristes Assemblée • Sénat, Elections • PCF • PS • UDF • RPR, Fonction pub. • DOM-TOM, FN
Figaro	5 journalistes : <ul style="list-style-type: none"> • Chef de service, séancier Assemblée • Couloiriste Assemblée, Elysée • Gouvernement • Sénat, Logement • Partis, divers 	7 journalistes : <ul style="list-style-type: none"> • Chef de service, éditorialiste • Séancier Assemblée • Couloiriste Assemblée • Gouvernement, UNR • Elysée, « Justice et Droits de l'homme », logement • Sénat • Partis, Equipement, divers 	9 journalistes : <ul style="list-style-type: none"> • Chef de service, éditorialiste • Analyses, commentaires sondages • Séancier Assemblée nat. • Assemblée., UDR • Sénat, Gouvernement • Gauche • UDR, RI • Centristes, droite • Politique locale, régions 	16 journalistes : <ul style="list-style-type: none"> • Chef de service, éditorialiste, sondages • Analyses • Institutions, Défense • Matignon, Paris • Assemblée, RPR • Assemblée • Sénat, FN, CNI • PS, PC • PS, Elysée • UDF – PR • Grand reporter RPR • UDF – CDS • Droite • Divers (3)

Sources : Fichiers « Argus » de la presse ; dépouillement des archives de presse de la Bibliothèque nationale de France ; CHATELAIN Abel, *Le Monde et ses lecteurs, op. cit.* ; corpus d'entretiens.

* Note : ce tableau ne recense que les journalistes affectés à une ou plusieurs rubriques bien identifiés. Il exclut donc les rédacteurs du desk, les collaborateurs extérieurs et les pigistes.

Comme le montre le tableau n° 11, les rubriques des services *Politique* du *Monde* et du *Figaro* tendent à se diversifier dès les années 1960. Dans les deux quotidiens, ce processus prend forme au fur et à mesure de l'accroissement du service. Au *Monde*, tandis que Raymond Barrillon, autrefois affecté à des tâches assez diverses, tend à se spécialiser sur l'actualité des formations de la gauche parlementaire (SFIO et Radicaux de gauche notamment), André Passeron est recruté en 1960 pour couvrir les activités de la Présidence de la République et de l'UNR, parti « gaulliste ». Puis, en 1963, André Laurens, jeune rédacteur de l'Agence centrale de presse, est embauché pour suppléer le départ du couloiriste Georges Mamy. Très rapidement, il se voit également confier le traitement de petites formations (PSU, mouvements d'extrême droite dans un contexte où les rancœurs de la Guerre d'Algérie sont encore vivaces, etc.). Chargé de couvrir la campagne présidentielle de Jean Lecanuet, il se spécialisera progressivement autour de la « droite » non gaulliste, constatant certaines lacunes dans une médiatisation de la vie politique que la direction du *Monde* souhaitait pourtant « exhaustive » : « C'était à prendre, ça. J'allais où ça m'amusait. Je ne m'intéressais pas particulièrement à la droite mais il y avait quelque chose à dire, à écrire. Donc là, c'était l'intérêt professionnel. Il y avait un vide un peu. » (André Laurens, entretien n°33). Malgré des tâches à l'Assemblée qui occupent l'essentiel de son agenda, il s'efforcera d'imposer une couverture moins occasionnelle des partis, compte tenu de ses propres appréhensions du jeu politique : « Dans la vie politique que j'observais, le plus intéressant se passait en dehors du Parlement. Par rapport à la génération précédente des journalistes parlementaires, je me sens très différent. (...) J'étais plus occupé par l'évolution de certains partis que par leur activité à l'Assemblée. »³¹⁹ En 1969 et 1970, c'est au tour de Thierry Pfister et Noël Bergeroux, tous deux jeunes diplômés de l'Ecole supérieure de journalisme, d'être recrutés. Tandis que Noël Bergeroux devient accrédité auprès des Républicains indépendants et des partis « centristes » (Centre démocrate, Parti radical de Jean-Jacques Servan-Schreiber), Thierry Pfister, alors militant à la SFIO, se voit tout d'abord confier le suivi des formations de la « gauche » non parlementaire, auparavant traitées dans la rubrique *Education*³²⁰ :

« Je suis entré au service *Politique* comme rédacteur, avec comme créneau de m'occuper des groupes d'extrême gauche, donc de la gauche non parlementaire, qui avaient émergé après 1968, qui commençaient à jouer un rôle dans la vie politique et que le service

³¹⁹ Interview in *Presse-Actualité*, n°166, 1982, p. 12.

³²⁰ Cet élargissement du service *Politique* au détriment des pages *Education* traduit, certes, une volonté de rendre plus pertinente la couverture de l'actualité politique. Mais elle révèle également les rapports de force qui président à de telles réaffectations rédactionnelles : « Il y a toujours des jeux de pouvoir. Donc là, c'est une reprise de pouvoir par le service *Politique* d'un domaine qu'il a laissé en jachère et que d'autres ont traité à sa place. » (Thierry Pfister, entretien n°21).

Politique ne traitait pas. L'activité de ces différents groupes relevait des rubriques *Universitaire* puisque c'était considéré comme des groupes étudiants. Et il faut bien reconnaître qu'en mai 1968, la plupart des journalistes politiques du *Monde* n'étaient pas sortis des locaux de l'Assemblée Nationale. (...) Petit à petit, j'ai pris en charge la totalité des partis de gauche, des communistes jusqu'aux radicaux de gauche. (...) Moi, par définition, je n'étais pas au Parlement, parce que d'abord la gauche socialiste et communiste y était sous-représentée, que la vie de parti n'avait rien à voir avec les groupes parlementaires, et que bien sûr l'extrême gauche, ce n'était pas le Parlement. Donc j'étais dehors, enfin je circulais dans Paris. Et je voyais le monde autrement. Et je voyais la politique autrement. » (Thierry Pfister, entretien n°21)

Au début des années 1970, le service *Politique* du *Monde* couvre donc la majeure partie du spectre partisan français. Son rubricage évoluera relativement peu jusqu'au milieu des années 1990 lorsque la rédaction se réorganisera profondément, à travers notamment le passage du service *Politique* au service *France* (cf. chapitre 5).

Au *Figaro*, l'évolution est relativement parallèle bien que plus floue, compte tenu des frontières plus étanches entre *Politique* et *Social* jusqu'à la fin des années 1960. Au cours de cette décennie, l'actualité des partis se résume toujours à leurs manifestations publiques ou à leurs déclarations officielles (congrès, meetings, réunions du bureau politique, communiqués, etc.) si bien qu'aucun journaliste n'est encore spécifiquement attaché à la couverture exclusive d'une formation. La lecture des pages *Informations politiques et questions sociales* des années 1960 montre donc des rédacteurs cumulant une accréditation auprès d'une institution nationale et un traitement ponctuel des événements organisés par un parti : l'accrédité à Matignon est chargé de l'UNR, le séancier puis le couloiriste de l'Assemblée couvre la SFIO, le responsable du Sénat s'occupe quant à lui des Radicaux et du Centre démocrate. C'est seulement à la fin des années 1960 que sont recrutés des journalistes spécifiquement affectés à une rubrique « partisane » : Jean-Marie Rouart auprès des « centristes », Patrice-Henri Désaubliaux auprès de l'UDR, etc. Mais à la différence du *Monde* dont le service *Politique* des années 1970 et 1980 s'est efforcé de répartir équitablement ses journalistes entre formations de « gauche » et de « droite », l'organisation du service *Politique* du *Figaro* témoigne, après 1975, d'un souci d'exhaustivité dans le traitement des partis de la droite parlementaire. Ainsi, en 1988, le RPR est-il couvert par deux rédacteurs tandis que les principaux courants de l'UDF (CDS, PR, adhérents directs) disposent chacun d'un rubricard à plein temps.

Ces deux exemples du *Monde* et du *Figaro* montrent une évolution parallèle dans la répartition des tâches au sein de leurs services *Politique* : plus qu'un abandon des rubriques

« institutionnelles », on constate plutôt une densification des effectifs et une diversification des « organisations » couvertes. Mais avant d'élargir cette analyse aux autres quotidiens du corpus, il faut apporter certaines nuances pour ne pas surinterpréter des observations avant tout formelles puisque simplement fondées sur l'intitulé des rubriques. Certes, *Le Monde* et *Le Figaro* se singularisent en tant que quotidiens de « rubricards », organisés autour de « baronnies » dans lesquelles les rédacteurs se voient reconnaître un statut de « spécialistes compétents » qui leur garantit une forte « responsabilité » sur leurs rubriques. Patrice-Henri Désaubliaux qui travailla au service *Politique* du *Figaro* pendant plus de trente ans évoque un journal où « on ne se marche pas sur les pieds », désignant ainsi la vigueur des frontières dans les affectations de chacun (entretien n°12). Les mutations dans le rubricage procèdent donc de calculs, de réflexions, de théorisations parfois, quant au « bon » traitement de l'actualité. Elles traduisent bien les évolutions dans les perceptions de ce qui constitue l'« information politique ». Mais il faut prendre garde de ne pas donner l'impression de rédactions interrogeant sans cesse la pertinence de leurs découpages. Le rubricage répond avant tout à des impératifs pratiques : anticiper l'agenda de chacun, répartir les tâches, prévenir l'urgence d'un événement ou l'émergence de nouveaux acteurs, fidéliser les relations entre les rédacteurs et leurs sources. A l'image de l'affectation d'André Laurens auprès des partis de la « droite » parlementaire, la répartition « formelle » des rédacteurs s'institue progressivement et évolue en fonction des circonstances (périodes pré- ou post-électorales), des centres d'intérêts et des habitudes de chacun.

D'autre part, il ne faudrait pas non plus imaginer de relation mécanique entre les mutations du rubricage et les mutations dans la hiérarchie effective de l'information. Par exemple, dans les pages *Politique* du *Figaro* du début des années 1970, les rédacteurs affectés à la couverture d'un parti (Jean-Marie Rouart, Jacques Roure, Patrice Désaubliaux) publient relativement peu d'articles, à la différence de leurs collègues accrédités après des institutions politiques. La signature des « rubricards partisans » apparaît ainsi essentiellement dans les pages « Synthèses et perspectives » du lundi (1969-74), où leurs papiers prennent davantage la forme d'analyses des rapports de forces que de comptes-rendus d'un événement particulier. Imaginer construire une équation entre la répartition des rédacteurs et le nombre de papiers diffusés serait donc méconnaître le fonctionnement au quotidien de rédactions hiérarchisées, parcourues de conflits³²¹ et inscrites dans un espace médiatique concurrentiel.

³²¹ Caroline Monnot, rédactrice au *Monde*, identifie ainsi des facteurs proprement relationnels pour expliquer la hiérarchisation au quotidien des informations : « C'est vraiment du cas par cas. En plus, ça dépend de pleins de

C. France-Soir et l'impératif de « réactivité »

Il serait donc naïf de chercher à comprendre le fonctionnement d'une rédaction en se référant uniquement à son organigramme officiel. L'exemple de *France-Soir* le suggère avec particulièrement d'acuité. A la différence du *Monde* ou du *Figaro*, ce quotidien s'est longtemps distingué par le flou dans l'affectation de ses rédacteurs. Certes, *France-Soir* a toujours été divisé en services, autonomes et hiérarchisés, à l'image du service *Politique* qui chapeaute, dès la fin des années 1950, les journalistes économiques et sociaux. Cependant, mis à part les rares périodes où la maquette distingue explicitement les différentes rubriques (1970-75 ; 1987-89), le service *Politique* a été souvent amené à intervenir au sein de pages *Actualité*. Cette mise en forme du journal offrait une grande souplesse pour sa composition quotidienne. Mais dans une telle organisation, la pagination allouée aux productions du service *Politique* se révélait extrêmement fluctuante et dépendait de ce que promouvaient les autres services. Comme le raconte Jacques de Danne, embauché au début des années 1970, « il fallait se battre pour se faire sa place » (entretien n°56). La lutte quotidienne menée par la chefferie du service *Politique* l'opposait avant tout aux *Informations générales* dont la spécialité (les « faits divers ») était censée fidéliser le large public populaire visé par la rédaction en chef. Chef du service *Politique* de 1968 à 1988, Claude Vincent évoque ainsi les difficultés rencontrées dans les arbitrages rédactionnels :

« Il y avait des rubriques qui avaient une place déterminée dans le journal : les *Sports*, les *Spectacles*. Mais pour ce qui était de la *Politique*, de *l'Etranger*, des *Informations générales*, de *l'Economie*, ça se répartissait, jour après jour, suivant le poids spécifique de chaque rubrique. (...) Ça dépendait de ce qu'on apportait. Si on apportait des choses intéressantes, assez solides, oui, on avait plus de poids. Quand je dirigeais la politique, j'avais du poids, indiscutablement. Mais je pouvais gueuler tant que je voulais contre une manchette de faits divers, ça n'avait aucune espèce d'importance. » (Claude Vincent, entretien n°64).

Pour gérer ces pages *Actualités*, le découpage en services se doublait d'une organisation fondée autour des chefs d'éditions qui « donnaient la tonalité » (Michel Schifres, entretien n°35). Malgré le déclin progressif du nombre d'éditions (cinq en 1960, quatre en 1970, trois en 1980, deux en 1990), ceux-ci détenaient une autorité considérable dans les arbitrages

trucs, y compris ceux qu'on ne voit pas. Dans les conférences où on établit les sujets du lendemain, vous devez être convaincant, c'est-à-dire que vous devez vendre vos propres sujets. Et les hiérarchies se font de manière implicite, c'est-à-dire qu'il y a des gens qui ont des très bonnes idées mais qui sont mal à l'aise pour vendre leur sujet dans une conférence de rédaction. (...) Alors c'est marrant, parce que sociologiquement, ça donne une prime aux gens qui sont passés par une expérience du militantisme syndical, associatif, et qui savent faire ça.» (Caroline Monnot, entretien n°39). Sur ce point, voir également HUBE Nicolas, « La conférence de rédaction du *Monde*. Une approche ethnographique de l'élaboration de la "Une" », in LEGAVRE Jean-Baptiste (dir.), *La Presse écrite : objet délaissé ? Regards sur la presse française*, Paris : L'Harmattan, 2004, pp. 191-210.

rédactionnels, leur mission consistant à enrichir et différencier les tirages successifs du journal :

« Les chefs d'édition avaient un grand pouvoir. (...) A la dernière minute, c'est eux qui décidaient ce qu'on allait mettre à la Une. Mais ça se passait dans une atmosphère de débat, d'engueulade. Encore une fois, il ne faut jamais voir les choses au carré, ce n'est pas comme ça que ça se passait. Mais c'est vrai qu'ils avaient une grande influence et on a vu des manchettes stupéfiantes qui étaient leur production personnelle. Alors tout le monde, le lendemain, disait : "Qu'est-ce qui a pris à *France-Soir* ? Est-ce le gouvernement qui a demandé ça ?" Alors que c'était une tête de lard qui avait décidé ça à une heure du matin quand tout le monde était parti. » (Claude Vincent, entretien n°64).

Cette hiérarchisation de la rédaction qui tend à réduire l'autorité des chefs de service sur l'agencement de leurs séquences répond à l'exigence fondamentale de ce quotidien : être « réactif » vis-à-vis des événements. Par exemple, à la différence du *Monde* ou du *Figaro*, les délibérations de l'Assemblée ne bénéficiaient d'un papier que lorsque l'ordre du jour était susceptible d'intéresser le plus large public et surtout lorsque la séance avait tenue ses promesses en terme de spectacularité. Ce souci de « réactivité », d'« adaptation », de « souplesse », relevé par l'ensemble des journalistes rencontrés, se distingue du souci d'expertise et de spécialisation rencontré dans les cas du *Monde* ou du *Figaro*. C'est pourquoi l'organisation du service *Politique* de *France-Soir* n'a jamais paru aussi ordonné que dans ces deux quotidiens de « référence ». Tout d'abord, comme le remarquent nombre de journalistes actifs dans les années 1960 et 1970, les effectifs du service étaient « pléthoriques », témoignant de l'aisance financière du journal. Ainsi *France-Soir* a-t-il pu maintenir un très large réseau d'accrédités auprès de l'ensemble des institutions politiques. Mais ces affectations procédaient tout autant d'une gestion peu économique de la main-d'œuvre que d'une orientation éditoriale explicite :

« Finalement, *France-Soir* était très désorganisé. D'abord, *France-Soir* était extrêmement riche à l'époque, ce qui veut dire que quand il y avait quelqu'un qu'on ne voulait plus voir travailler, on le gardait quand même. On le laissait même écrire des papiers et pouvoir faire des petits voyages. Quand je suis arrivé à la tête du service *Politique* [en 1968], il y avait des gens qui étaient en permanence à l'Assemblée, au Sénat, à la Présidence de la République, à Matignon qui ne servaient à rien. S'il y avait un événement un peu important, ne serait-ce que le Conseil des ministres, on envoyait quelqu'un d'autre. Alors ça n'empêchait pas les vieux gâteaux de dicter des kilomètres de copie ! Mais bon, on avait une tradition d'humanité aussi à *France-Soir*. (...) Et puis il y en avait aussi au Conseil d'Etat ! Mais on en avait partout ! Il y avait un gaspillage absolument effroyable ! » (Claude Vincent, entretien n°64).

Au-delà de ce système d'accréditations, la couverture de l'actualité politique supposait davantage d'affectations ponctuelles, variant au gré de la conjoncture politique (campagne

électorale, « crise » au sein d'une majorité, remaniements gouvernementaux, etc.). Même si la plupart disposaient théoriquement d'une attribution précise³²², les journalistes politiques devaient faire preuve d'une certaine polyvalence et pouvaient être amenés à investir des secteurs relativement divers. Lors d'événements particulièrement saillants, le service *Politique* pouvait mobiliser les rédacteurs habituellement spécialisés sur les questions économiques ou sociales :

« *France-Soir*, c'était un truc dans lequel il y avait effectivement des services mais il y avait une certaine intercommunication entre les services... (...) En ce qui concerne l'*Economie* et la *Politique*, il y avait quand même des passerelles (...). Par exemple, c'est vrai que la *Politique* ne collaborait pas vraiment beaucoup avec les *Informations générales*. Mais à l'intérieur de la *Politique*, quand il y avait des événements majeurs qui mettaient l'intérêt sur tel secteur, tout le monde s'y mettait un peu. Ce n'était pas cloisonné. » (Claude Vincent, entretien n°64).

De la même manière, en période électorale notamment, la direction du journal était amenée à mettre à la disposition du service un certain nombre de reporters non spécialisés : « Vous aviez le service "Grand reporter" qui étaient les seigneurs de la presse, qui avaient leur parfaite autonomie et qui étaient une espèce de réserve dans laquelle les chefs de service puisaient selon l'actualité. On était pléthorique ! » (Jacques de Danne, entretien n°56). Ce permanent réagencement de l'organisation du service, révélant la volonté éditoriale de « grandir » tel ou tel événement, rend alors difficile l'identification d'évolutions dans le rubricage et donc dans la couverture de la politique. Cette difficulté est renforcée par le décalage entre le nombre considérable de journalistes et le faible espace rédactionnel octroyé aux papiers politiques. Par conséquent, la plupart des rédacteurs des années 1960 et 1970 signeront rarement plus de quelques papiers par mois : « Si vous preniez la moyenne de lignes publiées par an et par journaliste, ça ne devait pas excéder quarante. On était tellement nombreux ! » (Jacques de Danne, entretien n°56).

Malgré cet apparent flou dans la morphologie du service *Politique* de *France-Soir*, on peut néanmoins repérer des évolutions symétriques à celles relevées dans les cas du *Monde* et du *Figaro*. Tout d'abord, dans les années 1960, les institutions parlementaires se sont vues négligées par la direction du journal. Evoquant l'organisation du service qu'il dirigea de 1958 à 1963, Jean Ferniot révèle, rétrospectivement, la lucidité dont il aurait fait preuve dès les débuts de la V^e République. S'il faut demeurer méfiant envers ces reconstructions *a*

³²² « Chaque parti et chaque ministère avait son journaliste accrédité. (...) Là, ça ne variait pas. Parce qu'un ministère, c'est quand même un endroit où il faut s'introduire, il faut se faire connaître. Il faut qu'on dise : "Tiens, il y a deux jours qu'on ne t'a pas vu, qu'est-ce que tu deviens ?" C'étaient des cases à remplir. Alors c'était le dernier arrivé qui avait le truc le plus chiant. » (Jacques De Danne, entretien n°56).

posteriori, la fusion des services *Politique*, *Economie* et *Social* aurait procédé d'un calcul visant à rendre plus cohérente la couverture d'une actualité politique qui aurait été davantage façonnée par le gouvernement que par les parlementaires :

« J'avais demandé à Pierre Lazareff de fusionner ces trois services parce que je considérais que l'économie était politique ou que la politique ne pouvait se séparer de l'économie et du social. Et ils en convinrent très vite. (...) Il y avait des chargés de ministères, puisque la politique avait changé. Ça ne se passait plus à l'Assemblée, ça se passait dans les ministères, à l'Elysée, à Matignon. Alors, il fallait donc qu'on se démultipliât, que untel soit chargé des Finances, des Affaires militaires, Affaires religieuses, etc. En revanche, il n'y avait plus personne à l'Assemblée. » (Entretien n°32).

Par ailleurs, de même qu'au *Monde* ou au *Figaro*, un certain nombre de rédacteurs embauchés dans les années 1970 étaient affectés au suivi régulier d'un parti, même si ce découpage théorique n'empêchait pas une certaine polyvalence : Anne Nourry auprès des « Giscardiens », Michèle Ferniot pour l'UDR, Alexis Liebaert puis Paul Joly sur le PS, Daniel Bermond auprès du PCF, etc. Mais cet agencement du service s'est heurté à la « crise » profonde qu'a traversé le journal au cours des années 1980 ; elle s'est traduit par un déclin spectaculaire des effectifs et la fusion des services *Politique* et *Etranger* en 1986 :

« A partir de 1985-86, il y a eu des charrettes à *France-Soir*, donc on a été beaucoup moins nombreux et le service *Politique* fortement saigné, fortement perturbé. (...) On avait une espèce de pieuvre à tentacules atrophiée parce qu'on faisait la politique politicienne, les partis, l'éducation, le social, l'économie, mais on faisait au coup par coup. Pendant deux mois, on ne parlait pas d'économie et puis, brutalement, pendant quinze jours, on ne parlait plus que de ça. » (Daniel Bermond, entretien n°59).

De la trentaine de journalistes couvrant l'actualité internationale, politique, économique et sociale au début des années 1970, ils n'étaient plus que sept en 1995. Dès lors, et jusqu'à la reprise en main du journal par Jean-Luc Mano en 1999, la plupart des rédacteurs ne disposent plus de rubriques attitrées et exclusives. Cette faiblesse des effectifs, au sein d'un journal à vocation généraliste, a donc contraint la rédaction à dépendre davantage des autres médias, à commencer par l'AFP et les journaux télévisés, non seulement pour sélectionner l'actualité du jour, mais également pour fournir le contenu informatif des articles. Comme le souligne Jacques de Danne, *France-Soir* était devenu « un journal vraiment extrêmement approximatif » (entretien n°56) :

« Il n'y avait aucune imagination dans le traitement de l'information. On suivait l'AFP. La première chose que le chef de service faisait le matin en arrivant : "Alors quel est le programme de l'AFP ?" Alors on savait tous les matins, à six heures, quel était le programme de la journée et des conférences de presse. Surtout ne pas soulever de vague. Surtout ne pas emmerder les lecteurs. » (Daniel Bermond, entretien n°59).

A travers l'exemple de *France-Soir*, on voit bien que le rubricage est déterminé par les priorités éditoriales de l'entreprise de presse : être réactif vis-à-vis des événements, privilégier les faits divers, etc. Mais il s'agit d'un mode d'organisation sous contrainte puisqu'il dépend des ressources financières du journal et ainsi du nombre de journalistes mobilisables. Cette articulation entre motivations rédactionnelles et contraintes économiques caractérise également la division du travail au sein de *Libération* depuis sa naissance en 1973.

D. Libération entre professionnalisation et spécialisation

Il ne s'agit pas ici de restituer l'histoire, complexe, de la genèse et du développement de ce quotidien³²³, qu'il faudrait d'ailleurs inscrire dans une sociologie plus large des mobilisations contestataires des années 1960 et 1970. Il convient plutôt de repérer comment l'agencement entre, d'un côté, les ressources financières et humaines du quotidien et, de l'autre, les orientations rédactionnelles implique un certain type d'organisation du travail. A sa naissance, ce quotidien est marqué par trois caractéristiques notables mais relativement antagonistes : une pauvreté en termes d'effectifs et de moyens ; une direction fortement divisée et soumise à un contrôle de la « base » ; un projet ambitieux de « renverser le monde de la presse quotidienne ». A ce dernier niveau que l'on pourrait qualifier d'idéologique, les intentions militantes initiales promeuvent une définition alternative du métier de journaliste. Le *Manifeste*, publié dans le numéro 00 du 5 février 1973, restitue bien le cadre intellectuel dans lequel s'inscrit ce projet à la fois journalistique et politique :

Manifeste du 5 février 1973

« 1. (...) L'INFORMATION VIENT DU PEUPLE ET RETOURNE AU PEUPLE. A l'heure où des hommes et des femmes, de plus en plus nombreux, combattent pour un contrôle public et direct sur tout ce qui concerne leur vie, *Libération* combattra pour un contrôle public et direct de l'information.

2. La doctrine du quotidien est : "Peuple, prends la parole et garde-la !" Pour les travailleurs du quotidien *Libération*, la source de l'information et des pensées se trouve dans le peuple. (...) Aujourd'hui, la presse quotidienne donne la parole au patronat, aux politiciens, aux puissants, qui d'ailleurs financent cette presse, et elle se contente, quand elle ne peut pas faire autrement, de citer des bouts de phrases d'ouvriers ou de paysans. Le quotidien *Libération* donnera la parole au peuple, et citera des bouts de phrases des puissants. Il renversera le monde de la presse quotidienne.

3. (...) Le journaliste de *Libération* s'informe dans les cités ouvrières, les quartiers populaires, les villages, parce qu'il y vit et qu'il y connaît les gens. (...) Quand un rédacteur servile de la presse quotidienne, pour prendre l'air du temps, ira discuter avec un député ou avec un directeur de cabinet,

³²³ A ce jour, trois ouvrages fournissent le récit de la naissance du journal : SAMUELSON François-Marie, *Il était une fois Libération. Reportage historique*, Paris : Le Seuil, 1979 ; PERRIER Jean-Claude, *Le Roman vrai de Libération*, Paris : Julliard, 1994 ; GUISEL Jean, *Libération, la biographie*, Paris : La Découverte, 1999.

le journaliste de *Libération*, lui, ira discuter avec les gens, jeunes et vieux, avec des membres des comités de lutte d'atelier, de mal-logés, de consommateurs... (...)

5. *Libération* ne fera certainement pas de "politique", comme la grande presse l'entend dans les pages dites "politiques". Et, pour être tout à fait clair, *Libération* rejette totalement cette "politique" au profit de la nouvelle politique qui naît de la contestation directe par les forces populaires elles-mêmes d'une société fondée sur l'injustice. (...)

Il ne faudrait pas déduire d'un tel texte le travail effectif des journalistes de *Libération*, d'autant que ces conceptions étaient loin d'être partagées par tous les rédacteurs³²⁴ et que le journal évolua sans cesse au cours des années 1970. Néanmoins ce *Manifeste* attestait bien d'une volonté, largement partagée par les fondateurs, de subvertir les habituelles hiérarchies journalistiques qui tendaient à privilégier les sources les plus légitimes socialement. A un niveau plus logistique, les témoignages évoquant les premières années de *Libération* mettent tous l'accent sur la pauvreté financière et humaine, l'« amateurisme » dans la fabrique du journal, l'absence de hiérarchies formelles et la forte conflictualité dans l'équipe : « C'était quand même un journal très marginal et très amateur » (Fabien Roland-Lévy, entretien n°38) ; « C'était un journal d'amateurs entre guillemets » (Eric Dupin, entretien n°58) ; « C'était le foutoir total. (...) C'étaient des brutes. (...) Les gauchistes sont les pires patrons. L'atmosphère était épouvantable » (Françoise Berger, entretien n°11).

Compte tenu de cette triple spécificité fondatrice (définition contestataire du journalisme ; « amateurisme » dans la gestion ; faiblesse des effectifs), *Libération* connut un mode d'organisation original au regard des autres quotidiens étudiés. Jusqu'à la fin des années 1970, la majorité des rédacteurs ne relevaient pas d'un service proprement dit³²⁵. Si certains s'octroyaient ou se voyaient confier la couverture permanente de certains dossiers, la plupart étaient affectés à des tâches ponctuelles, subordonnées à l'agenda des luttes et des mobilisations sociales. Il est à cet égard fort délicat d'établir les spécialisations de chacun à la simple lecture des signatures. Certes, en 1976, les seize pages quotidiennes étaient découpées en rubriques régulières (« Politique », « Justice », « Société », « Social », etc.) mais les thèmes et les rédacteurs circulaient, selon les jours, d'une séquence à l'autre, sans logique

³²⁴ « Les réunions sont surtout des séances d'engueulades. La création se fait à coup d'empoignades et de déchirements. Le journal ne sort pas, mais déjà tout fait problème » (GUISNEL Jean, *Libération, la biographie*, *op. cit.*, p. 33).

³²⁵ Comme le confirme, François-Marie Samuelson : « L'équipe du journal est faible en nombre. Le cloisonnement entre rubrique n'en est que moins étanche » (*in Il était une fois Libération, op. cit.*, p. 228). Jean Guisnel explique même que « dès le début, il fut acquis que les fabricants et les rédacteurs seraient interchangeables. Un jour ici, un jour là. Et *vice versa*... Ce qui ne fut guère exact dans le sens rédaction / fabrication, (...) mais assez vrai, à tout le moins durant les premiers mois d'existence du journal dans l'autre sens. » (*in Libération, la biographie, op. cit.*, p. 109).

apparente. Comme l'évoque Gilles Bresson, embauché en 1975, « tout le monde faisait tout et n'importe quoi » (entretien n°3). Il n'existe donc pas, dans le *Libération* du milieu des années 1970, de journalistes politiques tel qu'on en rencontre dans les autres journaux de notre corpus. D'une part, du fait de cette absence de division formelle du travail ; d'autre part, compte tenu de cette conception de l'information qui rend l'actualité de la scène politique « officielle » peu digne d'intérêt, si ce n'est pour moquer ou fustiger les principaux compétiteurs³²⁶. Les acteurs dont les pages *Politique* de *Libération* reproduisent la parole ou relaient les actions n'appartiennent généralement pas à l'univers des professionnels de la politique : ce sont plutôt des écologistes, syndicalistes ouvriers, autonomistes corses, bretons ou basques, féministes, paysans, etc.³²⁷ Cette palette des contestations dont la diversité renvoie au pluralisme des engagements au sein de la rédaction, traduit bien la prégnance d'une définition du « politique » ancrée dans les luttes et les revendications sociales.

Néanmoins, au prix de nombreuses et brutales controverses, qui se traduisent par une succession de démissions, Serge July et ses alliés (M. Kravetz, J.-L. Péninou, J.-M. Bouguereau notamment) parvinrent à imposer leur objectif de faire de *Libération* « un journal comme les autres », susceptible d'accroître son tirage en évacuant ses orientations les plus provocatrices et les plus militantes. Parmi les différentes transformations dans la structure du quotidien, et malgré le « profond mépris pour la politique » qui traverse la rédaction (entretien n°3), le traitement de la compétition nationale évolue dès la fin des années 1970. D'un suivi « au coup par coup » (entretien n°38), selon la disponibilité et l'intérêt des rédacteurs³²⁸, la couverture se fait plus systématique. A partir de 1979, se met en place une cellule « Politique et social », dirigée par Jean-Louis Péninou, contribuant à une spécialisation journalistique, d'autant plus marquée qu'approche l'élection présidentielle :

« En 1979 il y a eu vraiment une coupure entre le *Social* et le *Politique*. C'est à ce moment-là que j'ai choisi la *Politique*. (...) Parce que le journal se professionnalisait, vraiment. (...) On suivait beaucoup plus les mouvements politiques. Avant, on ironisait

³²⁶ « Les états de service de *Libération* en matière de traitement de l'actualité politique, la « politique politicienne », selon le mot de Pierre Viansson-Ponté, sont des plus maigres. En fait, elle n'est pas traitée autrement que par la dérision ou les à-côtés « sociétaux », sans grand sérieux ni le moindre brio. » (*Ibid.*, p. 115).

³²⁷ Toutefois, dès novembre 1973, *Libération* publiera l'interview d'un élu de premier plan, Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale et député de Franche-Comté, qui « a choisi le quotidien de la rue de Lorraine » pour « parler du conflit » autour de l'usine d'horlogerie Lip (*Ibid.*, p. 61).

³²⁸ Pour caractériser l'absence de rubricards spécifiquement affectés à la couverture d'institutions politiques, l'anecdote suivante est assez significative. En 1976, souhaitant réaliser un reportage autour d'un congrès des « jeunes giscardiens », les responsables du journal se sont adressés à Fabien Roland-Lévy, rédacteur au service Culture, « pour la simple et bonne raison qu'il était le seul de la rédaction à porter régulièrement une cravate » (*Ibid.*, p. 131). Cette anecdote nous a été confirmée par F. Roland-Lévy qui qualifie le service *Politique* d'alors de « tas informe » (entretien n°38).

beaucoup sur les mouvements politiques, il n'y avait pas de suivi. Tandis que là, on s'est vraiment mis à travailler dessus. » (Gilles Bresson, entretien n°3).

Mais c'est dans la perspective de la nouvelle formule de mai 1981 que s'est constitué un service *Politique* hiérarchisé et clairement autonomisé des autres rubriques. Ce souci de clarifier l'organisation de la rédaction, de spécifier la répartition des tâches correspondait à l'impératif de « professionnalisation » que l'équipe dirigeante souhaitait imposer à *Libération*. Ce terme de « professionnalisation » est d'ailleurs mobilisé par l'ensemble des journalistes interviewés qui ont intégré le service *Politique* à cette période. Associée à des qualificatifs voisins (« modernisation », « normalisation »), l'idée de « professionnalisation » fait sens à travers un triple système d'oppositions distinguant l'avant et l'après 1981 : se professionnaliser, c'est quitter l'« amateurisme » dans l'organisation, c'est évacuer les dimensions les plus « idéologiques » dans le contenu, c'est « se coltiner le quotidien de la politique » :

« La seule chose qui leur tenait à cœur, c'était de faire un journal professionnel, parce que dans l'ancien *Libé*, il y avait des choses bien mais il y avait des choses quand même ni fait ni à faire. C'était un journal d'amateurs entre guillemets. (...) C'est pour ça qu'ils ont engagé des gens comme [Laurent] Joffrin à l'économie. C'étaient des gens qui connaissaient leur domaine. Moi, ils m'ont engagé parce que je connaissais la politique. Pour connaître les joints, ils avaient des gens ! Mais pour connaître la politique ou l'économie, ils en manquaient. Sur les luttes féministes ou homosexuelles, ils avaient des gens. Mais par contre, pour connaître les institutions et les élections, là il n'y avait pas grand monde. (...) Parce que le grand objectif de July depuis la nuit des temps, c'était de faire de *Libération* un vrai grand journal qui tire au moins à un demi million d'exemplaires. » (Eric Dupin, entretien n°58).

A l'image d'Eric Dupin, recruté en 1981 et affecté au service *Politique* en raison notamment de son militantisme au Parti socialiste³²⁹, ont été intégrés différents rédacteurs, censés « encadrer » l'équipe nouvellement constituée : Françoise Berger, ancienne reporter au *Figaro* et au *Monde*, Pascale Amaudric auparavant journaliste politique à l'Agence centrale de Presse et au *Quotidien de Paris*, etc. Toutefois le service était encore faiblement organisé autour de rubriques stables et identifiées. Au contraire, les journalistes rencontrés évoquent « un foutoir total » (entretien n°11), un « joli bordel » en « autogestion pendant quelque temps » (entretien n°58), etc. C'est l'arrivée à sa tête de Jean-Michel Helvig, diplômé du CFJ et ancien rédacteur politique à *Combat*, qui a favorisé, fin 1982, une plus grande rationalisation du travail. Eric Dupin évoque cette transformation dans la répartition des tâches entre les journalistes politiques de *Libération* :

³²⁹ « J'ai rapidement occupé un poste important pour une raison simple, c'est que moi je connaissais bien la politique et qu'à part Jean-Louis Péninou, les autres, ils pouvaient connaître bien le journalisme (...) mais ils ne connaissaient pas très bien la politique. » (Eric Dupin, entretien n°58).

« [En 1981], il n'y avait même pas un téléphone par journaliste. Il n'y avait pas de vrai bureau. C'étaient des espèces de planches sur des tréteaux. Donc, ce n'était pas le service *Politique* bien structuré avec chacun ayant son secteur. (...) Il y avait des tas de gens qui arrivaient à je ne sais pas quelle heure... Donc, c'est celui qui était là qui faisait le papier. Evidemment, au début, on est un peu tout feu tout flamme, donc moi j'écrivais au moins un papier par jour sur à peu près tout. (...) Et puis ça a été en autogestion quelque temps. D'ailleurs moi, j'étais partisan de cette formule. Ça donnait une liberté totale. Et puis ensuite, il y a eu un nouveau chef de service, Jean-Michel Helvig, et le service devint de plus en plus professionnel et de plus en plus classique, c'est-à-dire un chef, ensuite des adjoints, et puis ça devient des rubricards, chacun étant de plus en plus clairement identifié sur un champ de la politique. » (Eric Dupin, entretien n°58)³³⁰.

Si le *Libération* d'après 1981 offre désormais à ses lecteurs des pages *Politique* quotidiennes et denses, la division du travail qui s'opère au sein du service est tout autant le produit de cet impératif de rationalisation que le résultat de compromis autour du type d'informations politiques susceptibles d'intéresser les lecteurs effectifs ou potentiels. En effet, le « mépris » pour la politique « institutionnelle » qu'évoquait Gilles Bresson pour qualifier l'état d'esprit de la rédaction des années 1970 perdue partiellement lors des décennies suivantes. Il s'agit même d'une figure classique dans la présentation de soi des journalistes politiques de *Libération*, à l'image de Renaud Dely, pourtant recruté en 1994 : « Globalement, je dirais que la politique à *Libé*, c'est souvent un traitement qui est quand même moins institutionnel, on essaie d'avoir le traitement le moins institutionnel possible. » (Entretien n°4). C'est pourquoi, jusqu'au milieu des années 1980, le rubricage est presque exclusivement de nature « partisane » ; les décisions gouvernementales ou les débats à l'Assemblée seront, quant à eux, essentiellement relayés par les rubricards concernés des services *Economie* ou *Société*. Mais, dans un mouvement inverse à celui rencontré dans les cas du *Monde* ou du *Figaro*, le service *Politique* de *Libération* va s'étoffer en affectant davantage de rédacteurs à la couverture de l'institution parlementaire (ils sont deux depuis le milieu des années 1990). Aussi, bien que disposant de moins de journalistes et bien qu'étant le produit d'une histoire plus conflictuelle à l'égard de la politique « officielle », ce service voit son organisation ressembler de plus en plus à celle des journaux de la « grande presse », les mêmes qui furent dénoncés dans le *Manifeste* de 1973.

³³⁰ Françoise Berger confirme ce point : « Et finalement, Helvig est arrivé. Et là, le service a commencé à marcher bien, avec un vrai capitaine. (...) Les gens savent ce qu'ils font, il y a un patron qui est à l'heure à la conférence de rédaction du matin. C'est précieux. Et puis il avait des idées. Il savait comment fonctionnaient les gens. » (Françoise Berger, entretien n°11).

Tableau 12. Affectation des journalistes dans le service *Politique* de *Libération* en 1983, 1988 et 1994.

Avril 1983	Avril 1988	Avril 1994
<p>7 journalistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chef de serv., Gouvernement • PS, Elysée • PS, PCF • UDF • RPR • PCF, divers • Grand reporter (sans affectation) 	<p>8 journalistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chef de service • Gouvernement • RPR - UDF • Elysée, PS, FN • UDF • Grand reporter (sans affectation) • Sondages, analyses, PS • PC, extrême gauche 	<p>9 journalistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chef de service, Elysée • Chef de service adj., PS • UDF • RPR • Verts, PS • Gouvernement, PCF • Parlement • Sondages, analyses, institutions • Divers, couloirs, petits partis

Sources : Dépouillement d'archives de journaux de la Bibliothèque nationale de France ; corpus d'entretiens de l'auteur.

E. L'Humanité : distinguer Politique et Social

Pour clore cette étude sur le rubricage des services *Politique* des quotidiens nationaux, il convient enfin de s'arrêter sur le cas de *L'Humanité*. Le processus observé depuis le début des années 1960 est à l'image de ceux décrits au sujet du *Monde*, du *Figaro* ou de *Libération* : d'une division institutionnelle, le service *Politique* de *L'Humanité* relèvera aussi, par la suite, d'une segmentation partisane. Toutefois, un tel processus ne peut résumer l'ensemble des transformations observées. Car l'histoire de ce service *Politique* est tout d'abord celle d'un « va-et-vient » (entretien n°23) entre son autonomie et son insertion, plus fréquente, dans une vaste séquence « Politique, économie et social »³³¹. Les enjeux d'un tel découpage sont en effet divers : enjeux idéologiques quant aux liens entre compétition politique et luttes sociales³³², enjeux journalistiques de sélection et de hiérarchisation de l'information, enjeux pratiques d'organisation du travail au quotidien, enjeux de pouvoir dans la rédaction³³³.

³³¹ L'intitulé de cette séquence commune a été successivement : « L'actualité politique et sociale et France » (1961-67), « La vie en France » (1967-69), « L'actualité politique et sociale » (1969-76), « La vie politique et sociale » (1976-85), « France » (1994-98).

³³² « C'est un débat de fond sur : est-ce que l'autonomie du mouvement social veut dire que le mouvement social ne doit pas se mêler de politique ? (...) On n'a pas tous la même approche sur ce qu'est la politique, ce qu'elle doit être, son lien avec les mouvements sociaux, sur tout ça. Eux [*les membres du service Social*] trouvent que c'est instrumentaliser les luttes des salariés pour le Parti communiste. Moi, je pense que pour quelqu'un qui milite dans une entreprise ou qui lutte contre la mondialisation libérale, ce n'est pas la même chose pour son combat, si c'est un gouvernement de droite ou si c'est un gouvernement de gauche avec plus de communistes dedans qui devra donner plus de souffle. » (Stéphane Sahuc, entretien n°17).

³³³ « Là aussi, ça évolue en fonction du rôle plus ou moins grand que joue la rédaction en chef par rapport aux chefs de rubriques. J'ai connu des périodes où on avait une page attirée, mais après, on mettait dedans ce qu'on

Comme le souligne Claude Lecomte qui dirigea le service entre 1984 et 1989, disposer d'une pagination propre garantit à la rubrique *Politique* de ne pas être victime d'une conjoncture qui favorise, dans les arbitrages rédactionnels, les rubriques voisines :

« Quand les rubriques sont regroupées ensemble, il y a toujours la tendance que soit privilégiée l'actualité dont on parle par ailleurs dans les autres médias. Alors à la conférence de rédaction : "Attention ! Vous avez vu, les autres, ils ont fait gros là-dessus et nous on n'a rien, ce n'est pas possible." Et alors du coup, le fond qui pourrait être abordé, les causes et les conséquences, ça passe à la trappe. On dit : "Ça, on verra demain." Dans un quotidien, quand on dit : "On verra demain", c'est l'enterrement définitif. » (Claude Lecomte, entretien n°23).

Toutefois, ce n'est sans doute pas cette question du volume réservé aux rédacteurs politiques qui constitue l'enjeu majeur d'un tel regroupement des services. En effet, ces entités (*Politique, Economie, Social*) ont toujours conservé un relatif cloisonnement dans l'affectation des journalistes et dans l'attribution de l'espace rédactionnel. Disposant généralement de deux pages dans les années 1960 et 1970, la séquence « Actualité politique et sociale » segmentait le plus souvent ses informations selon qu'elles relevaient de la rubrique *Politique* ou de la rubrique *Economie et social*. Le choix d'agréger ces services procède donc davantage d'un souci de centralisation : mieux contrôler la production éditoriale, faire travailler conjointement des rédacteurs autrement isolés. Les journalistes sociaux pouvaient ainsi être mobilisés lors d'événements politiques particulièrement saillants (campagnes électorales) ou susceptibles d'affecter les conditions de vie des travailleurs (réformes du code du travail, de la Sécurité sociale, des politiques industrielles, etc.), tandis que chaque journaliste politique des années 1960 et 1970 se voyait confier la couverture d'une grande entreprise française. Bernard Frédérick, spécialiste des questions d'enseignement au sein du service *Politique*, justifie ainsi ce choix de la direction du service :

« Laurent Salini [chef du service *Politique, économique et social*] avait attribué à chacun d'entre nous une grosse entreprise à suivre. J'en avais deux. Une était liée à mon secteur de travail, la recherche, c'était le CEA. Et puis Peugeot. Donc j'allais dans le Doubs. (...) [Laurent Salini] jugeait que c'était bien d'avoir les pieds sur terre. Pratiquement tous les journalistes, en dehors du secteur qu'ils avaient, avaient un secteur *Social* quand il fallait mobiliser les forces. » (Bernard Frédérick, entretien n°44).

A l'image des autres journaux étudiés, et malgré cette direction commune, la distinction entre les deux secteurs demeure toutefois relativement claire. Tandis que le service *Social* regroupait des reporters chargés de rendre compte de l'actualité syndicale et des actions

voulait. Ce n'était pas non plus un bon système, parce qu'il faut dans un journal, surtout dans un quotidien, faire varier la pagination en fonction de l'événement lui-même et donner une place plus importante à ce qui est déterminant ce jour-là. Après, on se trompe ou on ne se trompe pas.» (Claude Lecomte, entretien n°23).

revendicatives (manifestations, grèves, etc.), le service *Politique* a toujours eu comme attribution la couverture des institutions politiques nationales (Parlement, Gouvernement, etc.) ou locales (à travers un maillage de correspondants accrédités auprès des collectivités gérées par le PCF). Mais, en son sein, étaient également affectés des journalistes spécialisés sur différents domaines d'action publique qui, par défaut, ne relevaient pas du service *Social* : le Logement jusqu'au milieu des années 1970, l'Agriculture jusqu'en 1994, l'Education jusqu'en 1996. Les rédacteurs interviewés ayant couvert ces secteurs évoquent les raisons idéologiques et stratégiques de leur appartenance au service *Politique* : relayer les propositions du PCF ou des associations affiliées au Parti ; mettre en évidence les échecs des politiques gouvernementales ; renforcer les relations entre le journal et les principaux acteurs, publics ou syndicaux, de ces univers professionnels ; traduire dans des catégories proprement politiques les controverses affectant ces secteurs :

« J'avais envisagé une manière politique de traiter le syndicalisme agricole pour faire de temps en temps des papiers d'analyse là-dessus. En rencontrant ces syndicalistes, je nouais des relations avec des dirigeants politiques en fait. Et ils me disaient : "Ouais, mais là, vous exagérez, on n'est pas là à ce titre-là." Ils n'aimaient pas que soit mise en évidence cette confusion des rôles (...) Et la conquête de postes d'influence, c'est vrai que ça compte. C'est très important d'avoir des assises sociales. (...) Donc vous ne pouvez pas avoir une explication solide si vous ne cherchez pas quel est le moteur politique qu'il y a derrière. » (Jean Le Lagadec, entretien n°26).

Ces rubriques ont progressivement quitté les pages *Politiques* à mesure que s'est développé un service *Société* qui ne se restreignaient plus à l'actualité judiciaire et policière. Cette réaffectation de ces journalistes spécialisés correspond également à de nouvelles conceptions de leur tâche : ne plus simplement se faire l'écho des luttes au sein de ces univers professionnels, ne pas se contenter de relayer les prises de position « officielles » du Parti sur ces domaines, mais offrir une lecture plus sociologique en considérant le lecteur non pas seulement comme militant mais également comme usager (de l'Education nationale) ou consommateur (des produits agricoles, de biens immobiliers) :

« J'ai beaucoup insisté pour que l'Enseignement passe aux *Informations générales*, ce qu'on appelle chez nous rubrique *Société* parce que je trouvais que ça nécessitait un autre traitement. Les choses avaient changé dans les relations avec les syndicats. De mon temps [1975-82], j'ai toujours estimé qu'il fallait traiter les choses du point de vue des usagers, d'où certains conflits avec les syndicats. » (Bernard Frédéric, entretien n°44).

Inversement, jusqu'au début des années 1990, les journalistes assignés au suivi de l'actualité des instances centrales du « Parti » relevaient non pas du service *Politique* mais du service *Social*. Là aussi, ce rubricage n'est pas seulement le produit de contingences et d'impératifs

de praticité mais il est également le fruit de débats et de réflexions au sein de la direction sur l'efficacité symbolique de l'agencement des rubriques :

« - Pour coller davantage les luttes à l'activité du Parti communiste, la rubrique *Social* avait en charge le Parti communiste. Donc nous, rubrique *Politique*, on s'occupait de tous les partis, sauf du Parti communiste. C'était une aberration ! Je n'ai pas réussi à faire triompher ce point de vue.

- Pour quelles raisons ? Pour des raisons pratiques... ?

- Non, c'était pour des raisons idéologiques. Pour que l'activité du Parti communiste soit présente dans l'activité sociale. A *L'Humanité*, c'est souvent pour des raisons idéologiques. » (Claude Lecomte, Entretien n°23).

Si cet extrait évoque l'existence d'un rubricage partisan au sein du service *Politique*, la couverture régulière des entreprises politiques concurrentes n'apparaît qu'à la fin des années 1970. Ce souci d'informer les lecteurs des événements impliquant les adversaires ou les partenaires du PCF procède bien d'une transformation dans la définition des rôles de ce journal. Les défenseurs d'une lecture léniniste qui envisage *L'Humanité* avant tout comme outil de mobilisation des masses et d'organisation des luttes, s'imposent plus difficilement dans les arbitrages rédactionnels ; cette conception devient plus difficile à justifier, dans le contexte d'un déclin massif du lectorat. Toutefois, outre que les articles concernant le PCF et ceux évoquant d'autres formations n'empruntent évidemment pas les mêmes rhétoriques, la rédaction demeure organisée de telle sorte que davantage de journalistes se trouvent affectés à la couverture du Parti communiste. Cette asymétrie est maintenue tout au long des années 1990, malgré la transformation du quotidien, d'« Organe central du Parti communiste », en « Journal communiste ». Favoriser les succès du Parti constitue toujours l'une des finalités assignées au journal par ses directions successives. Mais ce lourd investissement en effectifs pour couvrir les activités du PCF répond également à des impératifs journalistiques, à savoir « créer sa propre actu » et, ainsi, se démarquer de la concurrence :

« *L'Humanité* est un journal communiste qui fait la campagne... enfin, qui s'engage dans la campagne de Robert Hue. Donc on a trois journalistes qui suivent la campagne communiste et un qui suit la campagne des Verts, un qui suit le PS, un qui suit Chirac, etc. Donc notre propre actu, on essaie de la créer sur des sujets qui sont propres à nous. En *Social*, c'est pareil, c'est-à-dire qu'ils sont nombreux pour pouvoir créer leur propre actu sur les luttes sociales, sur les licenciements, etc. » (Stéphane Sahuc, entretien n°17).

Stéphane Sahuc, affecté entre autre à la couverture des Verts et de l'extrême gauche, avoue qu'inversement, la rédaction ne peut se permettre d'offrir un trop large espace éditorial aux autres partis, notamment ceux qui se positionnent comme les concurrents les plus manifestes du PCF pour la conquête d'un électorat de « gauche » :

« Il n'y a aucune spécificité à traiter l'extrême gauche. Le problème, c'est qu'on n'a souvent pas assez de place pour la traiter. Ce n'est pas une des priorités du journal. Moi,

je pense que c'est par manque de place et de temps, et parce que ce n'est pas dans nos priorités de traiter l'extrême gauche. (...) Je regrette de ne pas avoir le temps de le faire. Mais là pour le coup c'est plus de ma responsabilité s'il n'y a pas grand chose sur l'extrême gauche. En gros, la rédaction en chef ne me propose pas souvent de faire des choses sur l'extrême gauche. Mais moi, je n'en propose pas plus non plus. » (Stéphane Sahuc, entretien n°17)

On le voit, ce rédacteur s'impute la responsabilité du faible suivi des formations d'extrême gauche (LO, LCR) dans les colonnes de *L'Humanité*. Mais c'est ici que l'étude du rubricage permet de dépasser ces explications qui se réfèrent exclusivement au libre arbitre des journalistes et à la gestion toute personnelle de leur agenda. En effet, si Stéphane Sahuc estime ne pas disposer d'un temps suffisant pour proposer régulièrement des papiers sur ces formations, c'est qu'en plus de ce secteur, il s'est vu confier la couverture des « Verts », de la « Défense » et de la « Jeunesse ». C'est donc à travers ce nombre de rubriques confiées à un même journaliste qu'une direction détermine si l'actualité de ces univers constitue ou non une priorité éditoriale. Cette question des hiérarchies se pose avec d'autant plus d'acuité que *L'Humanité* voit ses effectifs fortement décliner tout au long des années 1980 et 1990. En 2000, tandis que les services *Politique* du *Monde* ou du *Figaro* disposent chacun de presque vingt rédacteurs, celui de *L'Humanité* n'est plus composé que de sept journalistes. Ainsi, la diminution du personnel contraint, d'une part, la direction du journal à une couverture moins exhaustive de l'actualité. Elle défavorise, d'autre part, la capacité d'expertise et d'initiative des rédacteurs sur leurs secteurs respectifs.

- « La baisse tendancielle des moyens dont dispose le journal l'amène à réduire sa pagination, à faire pression sur ses coûts, sur sa masse salariale donc à supprimer des emplois. (...) Les effectifs des services *Politique* et *social* aujourd'hui sont le tiers de ce qu'était avant l'ensemble *Politique et social*, ce qui veut dire que les dossiers ne sont plus suivis comme avant. Avant, chacun avait un dossier qu'il suivait pendant longtemps, donc il avait le temps de se former. Bien souvent, il prenait la relève de quelqu'un qui le formait avant même de s'en aller. » (Bernard Frédéric, entretien n°44).

- « C'est intéressant aussi à *L'Huma* d'être une petite équipe parce que moi, en même temps que j'avais le RPR qui était au pouvoir, j'avais aussi le Sécurité sociale. Imagine, en 1995, tout le boulot qu'il fallait ! Alors c'était intéressant parce que quand j'en avais un peu marre du RPR, je me mettais sur la Sécu. (...) Mais la difficulté aussi, quand tu as le RPR, quand tu as la Sécurité Sociale, c'est que tu risques de ne pas approfondir ton secteur. Et tu risques en fait de trop te disperser. » (Mina Kaci, entretien n°16).

- « On a une petite rédaction donc on est forcément obligé tous d'avoir plusieurs dossiers et on n'a pas forcément des formations spécifiques pour chaque dossier. (...) Ce qui fait la différence, c'est le nombre qu'on peut être. Au *Figaro*, ils sont suffisamment de journalistes pour avoir chacun un ou deux sujets. A *L'Humanité*, on ne peut pas trop se le permettre, ou alors ça veut dire qu'il y a des secteurs entiers qui ne sont pas couverts. Il vaut quand même mieux qu'on ait un œil sur les choses, même si on n'est pas les plus performants. » (Stéphane Sahuc, entretien n°17).

A travers cette aventure dans l'organisation des services *Politique*, on note la confrontation entre différentes conceptions organisationnelles. D'un point de vue synchronique tout d'abord, on peut « durcir » l'opposition entre deux modèles de division du travail. D'un côté, il y aurait les rédactions composées essentiellement de « rubricards spécialisés » dont le modèle pourrait être celui du *Monde*. De l'autre, on trouverait des entreprises peuplées de « reporters polyvalents » qu'incarnerait à certains égards *France-Soir*. Dans le modèle du « rubricard », la sélection des informations relève du rédacteur, autonome sur son secteur, et leur hiérarchisation serait du ressort avant tout des chefs de service. Une telle organisation valorise l'expertise des journalistes et permet de mieux mettre en perspective une actualité prélevée selon des critères propres aux univers sociaux couverts. Dans le modèle du « reporter polyvalent », la sélection et la hiérarchisation des informations est davantage centralisée puisqu'elle relève, en dernière instance, de la direction de la rédaction qui affecte ponctuellement les rédacteurs à la couverture d'événements jugés, sinon spectaculaires, du moins importants aux yeux des publics.

D'un point de vue diachronique ensuite, l'ensemble des services *Politique* observés ont connu une évolution similaire au cours des années 1960 et 1970 : une diversification des rubriques couvertes et notamment un intérêt plus marqué pour l'actualité des partis. Mais ces évolutions organisationnelles, motivées par le souci, plus ou moins rationalisé, de « couvrir la politique autrement », amènent-elles en retour, à « voir la politique autrement » ? Autrement dit, ces transformations dans le rubricage qui accèdent les rédacteurs auprès d'une plus grande variété de sources induisent-elles des transformations dans la perception de ce qui doit être rendu public ?

§ 2. UNE VISIBILITE NOUVELLE DU POLITIQUE ?

A présent, on peut s'intéresser aux choix rédactionnels effectifs, c'est-à-dire à la manière dont les journalistes et leur hiérarchie mobilisent au quotidien leur sens pratique de la « newsworthiness ». Cependant, il est problématique d'interroger les rédacteurs sur d'éventuels critères « objectifs » qui sous-tendraient leur perception de l'importance des événements. D'une part, inscrits dans les routines professionnelles, ces critères de sélection demeurent souvent à l'état d'évidences implicites. A moins de devoir être justifiés, en cas de conflits notamment, les choix rédactionnels relèvent davantage d'une conscience pratique du savoir-faire journalistique que d'une conscience discursive, susceptible d'être recueillie lors

d'entretiens sociologiques³³⁴. D'autre part, la hiérarchie de l'information est le produit de rapports de force, arbitrés par la direction, entre des rédacteurs qui cherchent à « vendre » leurs sujets. Les arguments mobilisés s'inscrivent donc dans des rationalités diverses : éviter le « ratage » vis-à-vis de la concurrence, mettre en valeur une exclusivité, privilégier l'actualité qui disqualifie un adversaire politique ou celle qui grandit le camp soutenu par le journal, rétribuer une source loquace par un article valorisant, etc. Notre ambition n'est toutefois pas de restituer avec précision la prise de décision au quotidien dans les rédactions. Il s'agit plutôt de cerner, selon les périodes, l'actualité qui « s'impose » aux différents journaux et qui reflète en quelque sorte la hiérarchie symbolique des acteurs et des événements politiques.

A partir de notre corpus de pages *Politique*, l'enquête porte donc sur les transformations de la « newsworthiness » des années 1950 aux années 1980. Cependant, compte tenu d'un certain nombre d'obstacles méthodologiques qui rendent difficile l'extraction et l'interprétation de données quantitatives, le raisonnement se fera par une succession de questions plus restreintes : quelle actualité est suffisamment saillante pour occuper la Une du journal ? Assiste-t-on à une diversification des arènes et des acteurs médiatisés ?

A. Des obstacles méthodologiques

La presse écrite ne se prête pas aisément à l'objectivation statistique. En effet, il est relativement délicat de définir des outils quantitatifs pour rendre compte de la hiérarchie de l'information, à moins d'appauvrir considérablement l'analyse et de trahir la diversité de la production journalistique. Tout d'abord, outre les problèmes de conjoncture susceptibles de biaiser l'observation, restreindre l'étude de la hiérarchie de l'information aux pages *Politique* pose à nouveau la question de la variation des frontières entre rubriques qui rendent difficile la comparaison entre journaux et dans le temps³³⁵. Ensuite, compte tenu de l'évolution des

³³⁴ Le concept de « conscience pratique » désigne « tout ce que les acteurs connaissent de façon tacite, tout ce qu'ils savent faire dans la vie sociale sans pouvoir l'exprimer directement de façon discursive. » (GIDDENS Anthony, *La Constitution de la société*, Paris : PUF, 1987, p. 33). En effet, formulée naïvement, la question : « comment est-ce que vous hiérarchisez l'information du jour ? » a donné le plus souvent lieu à l'expression de formules floues (« ça s'impose » ; « c'est l'actualité qui décide » ; « ça crève les yeux »).

³³⁵ A la différence des travaux de Gans qui étudie la sélection journalistique dans l'ensemble d'un magazine (*Newsweek*) ou d'un journal télévisé (CBS), se restreindre à la hiérarchie au sein d'un service suppose d'être particulièrement vigilant quant à l'interprétation des résultats. En effet, il faut faire attention à ne pas prendre la

maquettes et de la mise en page, il est délicat d'identifier un critère de hiérarchisation commun aux rédactions et aux différentes époques : s'agit-il de la longueur des papiers ? De leur emplacement ? De leur mention en Une ? De la taille ou de la police utilisées pour les titres ? Etc. Or, plus ou moins hiérarchiser les informations constitue déjà un choix révélateur des orientations rédactionnelles d'un journal. A cet égard, la transformation en 1995 de la maquette du *Monde*, que nous aurons l'occasion de décrire plus en détail, procède d'un souci de mieux ordonner et de mieux mettre en évidence les informations les plus saillantes du jour.

Les quotidiens ne sont pas structurés à la manière des journaux télévisés, découpés en séquences autonomes et formellement similaires, ce qui facilite les comptages de l'analyste. Autrement dit, la presse quotidienne offre à ses lecteurs des « papiers » suffisamment divers pour rendre vaine toute tentative de les intégrer dans une même base de données. Diversité des « genres rédactionnels » tout d'abord : du compte-rendu à l'analyse, du reportage à l'interview, de la « tribune » offerte à un acteur politique au commentaire réalisé par le chef de service, les différents papiers ne peuvent être comparés sur ce terrain de la hiérarchie de l'information tant leur rapport à l'actualité est variable. Diversité des temporalités ensuite : au sein même des papiers les plus informatifs, la segmentation du réel n'est pas toujours équivalente. Tandis que certains articles relatent un fait clairement identifiable, marqué par une unité de lieu, de temps et d'action, d'autres agrègent différents événements afin de raconter une histoire ou illustrer une problématique dont les frontières temporelles et spatiales sont plus labiles. Parfois intégrés dans des dossiers thématiques qui abordent un événement sous différents angles, un certain nombre d'articles sont, à cet égard, difficilement analysables isolément. Il semble donc ardu de construire des catégories (« séance du Parlement », « déclaration présidentielle ou gouvernementale », « actualité d'un parti », etc.) dans lesquelles ranger chaque article pour établir les hiérarchies propres à chaque période et à chaque rédaction. Une telle démarche ne manquerait pas de poser de sévères problèmes d'interprétation. Si l'on prend l'exemple, fictif, d'un meeting préélectoral du RPR, il paraît logique que le journaliste affecté au suivi de ce parti couvre cet événement et se voit réclamer la production d'un papier. Mais sa mise en valeur est-elle due à un intérêt récurrent pour l'actualité de ce parti, à la saillance de certaines déclarations hostiles aux formations concurrentes ou à son inscription dans une campagne électorale riche en rebondissements ?

partie pour le tout et à déduire de cette observation des conclusions qui concerneraient le journal dans son ensemble. Ceci est d'autant plus important que, outre les différences entre journaux, les intitulés des services varient dans le temps, de même que leurs attributions et leurs frontières.

B. La politique à la « Une »

Face à ces obstacles méthodologiques, il ne faut toutefois pas désarmer. Différents outils, plus modestes, demeurent disponibles. Plutôt que de s'aventurer immédiatement dans le cœur des pages *Politique*, il peut être intéressant de s'arrêter dans un premier temps sur les Unes ou les manchettes des quotidiens. Une telle observation permet de repérer quelle actualité politique est suffisamment saillante pour mériter de figurer parmi les titres principaux du jour. Produit d'un rapport de forces entre services, la Une est censée à la fois fidéliser le lectorat habituel et susciter l'achat des lecteurs occasionnels. « Par sa spécificité dans l'activité journalistique et sa fonction commerciale, la manchette inscrit nécessairement un organe de presse dans son espace concurrentiel propre, c'est-à-dire tenter de le *dé-marquer* des autres organes de presse. (...) [Le titre] doit inscrire le journal dans un *continuum*, le marquant politiquement, idéologiquement, culturellement et commercialement. »³³⁶

A nouveau, l'observation est rendue malaisée par les transformations historiques dans la mise en page des Unes. Le processus est à peu près identique dans tous les quotidiens même si sa chronologie varie d'un journal à l'autre : de l'exposition d'une pluralité de titres, pas toujours hiérarchisés entre eux, la première page a progressivement eu pour finalité de définir *le fait* ou *le dossier* du jour³³⁷. Sous l'influence d'une presse populaire plus soucieuse de spectacularisation des informations, le volume des textes mis en Une a fortement décliné au profit des illustrations et de la titraile. La grammaire des titres elle-même s'est modifiée : les énoncés sont devenus plus succincts, les phrases verbales plus rares³³⁸. L'information livrée est donc plus condensée et fait davantage appel au savoir tacite du public pour être significative. Néanmoins, malgré cette profonde évolution, la Une renvoie toujours aux articles qui méritent le plus d'être lus, conformément aux centres d'intérêt supposés des lecteurs. Prenons les exemples du *Figaro* et de *France-Soir* dont les orientations rédactionnelles ont longtemps visé un lectorat dissemblable.

³³⁶ HUBE Nicolas, « L'Union européenne à la "Une" », in GARCIA Guillaume, LE TORREC Virginie, *L'Union européenne et les médias. Regards croisés sur l'information européenne*, Paris : L'Harmattan, 2003, p. 68.

³³⁷ L'évolution de la mise en page de la Une est, à cet égard, très ancienne puisqu'elle pourrait fournir de fil conducteur à l'histoire de la presse. Sur ce point, voir la très intéressante étude sociolinguistique de Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu : *Le Journal quotidien*, Lyon, PUL, 1989, pp. 55-71.

³³⁸ Les transformations des titres de Une du *Figaro* ou du *Monde* sont, à cet égard éloquentes par leur ampleur. Désormais, comme l'indique la chartre rédactionnelle du *Monde* : « Le titre manchette, réservé à la "une", se caractérise par sa concision. L'événement dont il rend compte ou qu'il annonce assure son efficacité. » (*Le Style du Monde*, *op. cit.*, p. 55).

Tableau 13. Sélection de titres renvoyant aux pages *Politique* et figurant en « Une » du *Figaro* en novembre 1964, 1976 et 1988.

TITRES DE UNE	
1964	<ul style="list-style-type: none"> - « Réquisitoire des rapporteurs UNR contre la politique gouvernementale du logement » (02/11). - « AUJOURD’HUI. Sénat : débat sur l’amnistie. Assemblée : trois budgets » (03/11) - « A l’occasion de l’examen du budget des Affaires étrangères, dialogue entre le gouvernement et l’opposition » (04/11). - « Agriculture : 125 millions supplémentaires » (<i>débat budgétaire à l’Assemblée – 05/11</i>). - « Aménagement du territoire. Nouveaux crédits accordés pour faire du Verdon le port pétrolier du Sud-Ouest, (...), décide le gouvernement » (06/11) - « “L’esplanade des Invalides va être transformé en jardin à la française”, déclare M. André Malraux » (<i>débat budgétaire à l’Assemblée nationale. - 09/11</i>). - « Vote du budget en première lecture tard la nuit dernière » (10/11). - « Ce matin, conseil des ministres : (...) » (12/11). - « 1965 : année électorale. Vers une initiative sociale de l’exécutif ? Une série d’études touchant en particulier la construction, entreprise à la demande du général de Gaulle » (14/11).
1976 (*)	<ul style="list-style-type: none"> - « La réunion en fête reçoit Giscard » (<i>Voyage présidentiel – 21/10</i>). - « Michel Durafour : l’Etat doit donner l’exemple de la rigueur » (<i>Débats budgétaires. – 21/10</i>). - « Chômage : Barre veut y voir plus clair » (<i>Lettre de R. Barre au ministre du travail – 22/10</i>). - « Giscard s’engage à son tour dans la campagne électorale » (26/10). - « Protéger les petits épargnants » (<i>Interview du Président sur RTL – 26/10</i>). - « Foi et atouts de Raymond Barre » (<i>Interview télévisée de R. Barre – 29/10</i>). - « Françoise Giroud : “Mitterrand est misogyne” » (<i>Interview de F. Giroud sur Europe 1 – 01/11</i>). - « Giscard – Chirac : une heure d’entretien » (05/11). - « Raymond Barre au <i>Figaro</i> : “Mon objectif, une France prospère et respectée” » (09/11). - « Objectif de Chirac : ancrer à la majorité les électeurs de gauche » (<i>Législative partielle– 09/11</i>). - « Les Français satisfaits de la société libérale et heureux de leur sort » (<i>Sondage mensuel – 10/11</i>).
1988	<ul style="list-style-type: none"> - « Chirac rompt le silence » (<i>Interview de J. Chirac au Figaro – 04/11</i>). - « L’inconnue de l’abstention » (<i>Référendum sur la Nouvelle-Calédonie - 05/11</i>). - « 63 % : abstention sans précédent » (07/11). - « Nouvelle-Calédonie : les retombées du référendum » (08/11). - « Jean Monnet au Panthéon : un article de Valéry Giscard d’Estaing » (09/11). - « Conflits sociaux, l’opposition contre-attaque » (<i>Débat à l’Assemblée nationale – 17/11</i>). - « Budget : l’opposition unie dans le refus » (<i>Adoption de la loi de finance à l’Assemblée - 19/11</i>). - « Giscard : je veux sauver le centre » (<i>interview de Valéry Giscard d’Estaing – 23/11</i>). - « Bras de fer Mitterrand – PS » (<i>Préparation des élections municipales – 26/11</i>). - « Présidentielle. Pasqua : un seul candidat de l’opposition » (<i>Interview sur Europe 1 – 28/11</i>).

Sources : Dépouillement des archives de presse microfilmées de la Bibliothèque nationale de France.

Notes : En 1964, nous ne retenons que les titres situés en haut de la première page. En 1976, n’ont été inclus que les titres principaux, c’est-à-dire ceux immédiatement suivis d’un ou plusieurs paragraphes. En 1994, compte tenu de l’affaiblissement du nombre de titres en Une, tous ceux renvoyant aux pages *Politique* ont été retenus. Dans toutes ces années, les éditoriaux et autres chroniques sont exclus.

(*) Pour 1976, l’observation débute en octobre du fait de l’indisponibilité des derniers numéros de novembre.

Si l’on admet que la Une du journal reflète les conceptions de la *newsworthiness*, ce recensement des principaux titres *politiques* permet de mettre en évidence un certain nombre de transformations dans ce qui, aux yeux des responsables successifs du journal, est digne

d'être rapporté. En 1964, *Le Figaro* s'efforce toujours de mettre l'accent sur les dimensions légales de l'activité politique : rendre compte de l'avancement des délibérations parlementaires, relayer les initiatives gouvernementales en matière de politique publique. Mais à la différence des années 1950, on note d'un côté une identification plus nette de la majorité et de l'opposition, de l'autre un intérêt manifeste pour les actions et les discours présidentiels. En 1976, compte tenu notamment du déroulement de sept scrutins législatifs partiels, les Unes du *Figaro* valorisent avant tout l'actualité de la majorité gouvernementale, incarnée notamment par ses leaders, Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre et Jacques Chirac, qui suscitent à eux trois pas moins de douze titres entre le 15 octobre et le 15 novembre. Les manchettes inscrivent donc pleinement le journal dans la lutte électorale et dans le soutien à l'action gouvernementale. Mais la rédaction du *Figaro* ne se contente plus de médiatiser les déclarations officielles ou les discours émis sur la scène parlementaire. Désormais, elle met en avant les interviews réalisées dans les médias audiovisuels et initie même certains événements politiques : susciter la parole du Premier ministre (09/11), révéler l'état de l'« opinion » (18/10, 29/10, 10/11). En 1988 enfin, cette participation explicite à la lutte politique est tout autant manifeste : de nombreux titres de Unes relaient les propos des responsables de l'opposition de « droite ». L'actualité politique telle qu'elle se donne à voir dans la première page du *Figaro* repose donc principalement sur l'affrontement entre majorité et opposition, que cet affrontement s'exprime à travers le jeu parlementaire ou à travers les efforts pour obtenir le soutien du public. Mais la saillance de l'information politique réside également dans les luttes au sein même des coalitions et des partis. Si on observe non plus seulement les titres de Une mais également les principaux titres des pages *Politique*, on constate qu'en 1988, une majorité d'articles mettent l'accent sur ces conflits pour la conquête des partis et le contrôle des investitures : « La guerre des faux frères de Marseille » (15/11), « L'UDF tirillé par les Européennes » (22/11), « La nouvelle galaxie Barre » (16/11), « Le MRG invente la présidence tournante » (21/11), « Bras de fer Mitterrand – PS » (26/11), etc. Ainsi, tandis que dans nos trois périodes les élections municipales doivent avoir lieu cinq mois plus tard, leur préparation (sélection des candidats, négociation des alliances) suscite un intérêt croissant dans les pages *Politique* du *Figaro*. On retrouve une évolution similaire lorsqu'on étudie l'actualité politique figurant à la Une de *France-Soir* :

Tableau 14. Sélection de titres renvoyant aux pages *Politique*, figurant en « Une » de *France-Soir* en novembre 1964, 1976 et 1988.

TITRES DE UNE	
1964	<ul style="list-style-type: none"> - « De Gaulle demande à tous ses ministres d'être là pour recevoir Adenauer » (03/11). - « Pas de dimanche pour les députés : ils examinent le budget de l'ORTF » (08/11). - « Le comité central du PC français confirme : pas de critique ouverte au limogeage de K » (09/11). - « Un plan européen pour sauver Concorde » (10/11). - « Les petits contribuables célibataires exonérés d'impôts, a accepté Giscard avant le vote du budget à l'Assemblée (285 voix contre 145). » (11/11). - « De Gaulle prépare un plan social : il veut des mesures importantes vers la mi-décembre pour le logement, les salariés, la santé publique » (14/11). - « Hier en Conseil des ministres, des mesures pour mater les prix » (14/11). - « Augmentation des loyers basée sur la hausse du niveau de vie, propose le ministre » (15/11). - « Pétrole : de Gaulle étudie les solutions de rechange pour le cas où l'Algérie mettrait en cause ses accords avec la France » (18/11). - « Autorisation d'augmenter les loyers des appartements anciens dès qu'ils sont rendus vacants va proposer le gouvernement à l'Assemblée » (20/11). - « De Gaulle à Strasbourg pour le vingtième anniversaire de la libération de la ville » (22/11). - « De Gaulle : il faut construire une Europe indépendante, puissante, européenne » (23/11).
1976	<ul style="list-style-type: none"> - « Sept partielles en quinze jours » (02/11). - « Giscard reçoit Chirac » (05/11). - « Economie d'énergie : nouveau tour de vis » (<i>Interview de R. Barre sur RMC</i> – 06/11). - « Un rapport de la commission des Finances. Les programmes de télé en accusation » (11/11). - « L'affaire Chinaud – Marchais – Mitterrand à la télévision » (<i>Interview télévisée de Mitterrand dont Chinaud demandait la suppression</i> – 12/11). - « Chirac préfère les petites tournées aux grands meetings » (<i>Election législative partielle</i> – 12/11). - « Giscard à d'Ornano : "Soyez le premier maire de Paris" » (14/11). - « Chirac est élu au 1^{er} tour. Le PS est en progrès » (<i>Elections législatives partielles</i> – 16/11). - « Voici pourquoi Giscard se battra pour le Parlement européen » (18/11). - « Barre va corriger les abus du fisc » (<i>Demande de Barre au ministre de l'Economie</i> – 19/11). - « Une interview exclusive de Michel d'Ornano » (21/11). - « Législatives : une série de courtes victoires » (23/11). - « Tumulte à l'Assemblée. Barre réplique aux députés UDR qui le prenaient à partie » (26/11). - « Giscard lance un appel à l'unité » (<i>Voyage présidentiel à Metz</i> – 27/11). - « L'UDR accepte le manifeste de Chirac » (<i>Dernier comité central de l'UDR</i> – 30/11).
1988	<ul style="list-style-type: none"> - « Calédonie. Mitterrand et Rocard au secours du référendum » (04/10). - « Yann Piat exclue du Front National » (10/10). - « Impôt sur la fortune. Surprise : les centristes ne l'ont pas voté » (<i>Débat budgétaire</i> - 22/10). - « Calédonie. Seul Rocard et le FN font campagne » (31/10). - « 63 %. Les abstentionnistes font la majorité mais pas la loi » (07/11). - « Quatre ministres socialistes à l'assaut de Paris » (<i>Candidatures aux municipales de 1989</i> – 11/11). - « Municipales. La nouvelle partie de cartes de Marseille » (15/11). - « Législatives. Une deuxième chance pour Tapie » (<i>Annulation par le Conseil constitutionnel de la précédente législative dans les Bouches-du-Rhône</i> - 26/11).

Sources : Dépouillement des archives de presse microfilmées de la Bibliothèque nationale de France.

Notes : Ces titres ont été prélevés dans la première édition quotidienne de *France-Soir*. En 1988, compte tenu du très faible nombre de titres renvoyant aux pages *Politique*, nous avons élargi l'enquête au mois d'octobre. Nous indiquons en gras le titre de la manchette, c'est-à-dire le titre principal de l'édition.

En 1964, fort peu d'informations politiques accèdent à la manchette d'un journal qui modifie encore sa Une au rythme des éditions quotidiennes et qui met surtout l'accent sur les faits divers ou les grands événements internationaux. Les titres renvoyant aux articles du service *Politique* sont donc rarement mis en valeur par une large police et un emplacement favorable. Tout comme au *Figaro*, les débats parlementaires et les politiques gouvernementales constituent toujours l'actualité politique jugée la plus saillante par la direction du journal. Mais ici, ces informations ne sont pas seulement relatées dans un souci de publiciser la délibération législative ou l'action gouvernementale. Il s'agit avant tout d'offrir des informations susceptibles de concerner le lecteur. A travers sa Une, *France-Soir* valorise donc les mesures affectant directement le quotidien du public (le logement, l'inflation, l'énergie, la santé...). Les activités du chef de l'Etat suscitent elles aussi un nombre important de titres qui lui imputent clairement l'élaboration de la politique française (« De Gaulle prépare un plan social », « Pétrole : de Gaulle étudie des solutions de rechange »). En 1976, l'actualité politique accède plus fréquemment à la manchette du journal³³⁹. L'accent est toujours mis sur ce qui est censé impliquer le lecteur (les économies d'énergie, les abus du fisc). Mais, à présent, l'intérêt porte davantage sur l'actualité la plus susceptible d'être mise en récit. Les épisodes de la lutte entre « gauche » et « droite », ou entre les formations de la majorité (pour dire vite, entre chiraquiens et giscardiens) fournissent une matière prisée par la direction de *France-Soir*. En 1988 enfin, l'actualité dite politique accède rarement à la Une du quotidien, à la différence des informations issues des pages *Social* ou *Société*. Seul un titre fait explicitement référence au débat parlementaire mais il renvoie surtout aux conflits au sein de l'UDF, divisé à cette période en deux groupes parlementaires. La conflictualité inter et intra-partisane, qu'elle s'exprime ou non dans un contexte électoral (référendum sur le statut de la Nouvelle-Calédonie, municipales à venir), constitue ainsi l'essentiel de l'actualité digne d'être mise en scène à la Une du journal. La « newsworthiness » des informations politiques semble désormais dépendre de leur inscription dans une trame narrative fondée sur l'opposition entre des acteurs supposés connus.

A travers ces exemples du *Figaro* et de *France-Soir*, on voit bien que la composition des manchettes reflète les orientations partisans et stratégiques de chaque journal. Mais il est

³³⁹ Ce regain d'intérêt pour la politique est le fait notamment de la désignation récente de Jean Gorini à la direction de la rédaction. Claude Vincent qui dirigeait le service *Politique* à l'époque évoque sa forte complicité avec Jean Gorini et sa plus grande capacité à peser sur les choix éditoriaux (cf. Claude Vincent, entretien n°64).

certaines événements politiques dont la présence à la Une d'un quotidien d'information générale est indiscutable et généralement indiscutée. La nature de ces occurrences varie bien évidemment dans le temps et permet de dégager l'imaginaire partagé à la fois les journalistes et par les acteurs politiques. Comme sous la IV^e République, les élections ou les crises gouvernementales constituent toujours des épisodes particulièrement saillants du jeu politique. Mais de nouvelles situations accèdent à ce rang d'événements « majeurs ». Elles concernent principalement la fonction présidentielle, perçue par les journalistes comme incarnation de l'autorité de l'Etat et enjeu ultime de la lutte politique. Les discours et les actes du Président, qu'ils soient ou non inscrits dans l'agenda officiel, ou bien les coups joués par les « présidentiables » (déclaration de candidature, attaques virulentes contre un adversaire, etc.) constituent, à partir des années 1960, des occurrences implicitement considérées comme « importantes », indépendamment de l'engagement idéologique ou du positionnement stratégique de l'entreprise de presse.

C. Une diversification des « scènes » et des « acteurs » politiques

Cette question de la visibilité du politique dans la presse quotidienne française ne peut se résumer ni aux Une ni aux principaux titres des quotidiens. Pour aller plus loin, il faut entrer dans le cœur des pages *Politique* et questionner le contenu des papiers entre le début des années 1960 et la fin des années 1980. Si l'on se rappelle que l'un des rôles principaux du journalisme politique sous la IV^e République était de restituer les discours politiques, on peut se demander quels types de discours sont jugés suffisamment importants pour être rapportés. Il est évident que ce critère de l'importance variera d'un journal à l'autre, selon ses orientations éditoriales. On peut cependant limiter ce questionnement au cas du *Monde* dont le parti pris d'exhaustivité peut nous permettre d'entrevoir quelques évolutions dans cette appréhension des arènes médiatisables. On peut donc se demander quels sont les lieux, les instances, les scènes d'où émanent les discours rapportés au style direct dans les pages *Politique* du *Monde* lors des quinze premiers jours de novembre 1964, 1976 et 1988. Sont exclus de ce recensement les conférences de presse, les communiqués, les interviews, c'est-à-dire l'ensemble des discours produits à destination exclusive des médias.

Tableau 15. Recensement des arènes d'où émanent les discours « publics » ou « officiels » rapportés dans les pages *Politique* du *Monde* lors des quinze premiers jours de novembre.

	Institutions nationales ou locales	Meetings, réunions de bureaux politiques	Médias et autres
1964	Séance Assemblée, séance Sénat, rapport parlementaire, conseil des ministres, commission des Finances de l'Assemblée	Réunion du groupe UDR de l'Assemblée, comité national du PSU	Article dans <i>Le Cri du Rapatrié</i> , bulletin du bureau politique du comte de Paris, article dans <i>Forces nouvelles</i>
1976	Séance Assemblée, séance Sénat, commission des affaires culturelles de l'Assemblée, commission de la Défense de l'Assemblée, conseil des ministres, rapport parlementaire	Assises départementales UDR de l'Aube, congrès du FN de Bagnolet, comité central de l'UDR, comité directeur du CDS, déjeuner du club « Perspective et réalité », comité directeur du PS, réunion de la fédération UDR de Loire-Atlantique, comité central du PCF, Assises départementales UDR de la Marne	TF1, France 3 Lille, Antenne 2, Europe 1, France Inter, RMC Tribune dans <i>Charente libre</i> , tribune dans <i>L'Humanité</i> , article dans <i>Arguments et réponses</i> , éditorial de <i>La Lettre de la Nation</i> , article dans <i>Rouge</i> Colloque de l'IHEDN, congrès international des maires, allocution à l'hôtel de ville de Troyes
1988	Conseil des ministres, séance Assemblée, séance Sénat, rapport parlementaire	Université d'automne des MJS, meeting du PS à Montpellier, meeting du FN à Marseille, meeting du PS à Lille, bureau politique de l'UDF, bureau politique du PR, conférence nationale du PC, convention nationale du PS Obsèques de J.P. Stribois	TF1, Antenne 2, Europe 1, RMC, France Inter, RTL, France-Info, Pacific FM Tribune dans <i>L'Humanité</i> , interview dans <i>La République du centre</i> , interview dans <i>Le Figaro</i> , interview dans <i>Le Journal du dimanche</i> Dîner du CRIF, débat à Valbonne, discours d'inauguration d'équipements sociaux et culturels à Bordeaux

Sources : Dépouillement des archives de presse de la bibliothèque de la FNSP.

Certes, ce tableau ne rend pas compte des hiérarchies établies par la rédaction en attribuant plus ou moins d'espace à ces déclarations. Mais on constate que les journalistes politiques du *Monde* sont bel et bien « sortis » de l'Assemblée à partir des années 1970. La diversification des scènes couvertes entre 1964 et 1976 constitue l'une des conséquences des mutations dans le rubricage du service³⁴⁰. L'activité publique des partis ainsi que les interventions de leurs leaders dans les médias audiovisuels font à présent l'objet de comptes-rendus réguliers. Au cours des années 1980, le nombre d'arènes couvertes varie peu mais, à l'image des comptes-rendus de séance, c'est la répartition entre les extraits de discours et les interventions du journaliste, c'est-à-dire la manière de rapporter ces paroles publiques (congrès de parti) ou

³⁴⁰ L'augmentation de la pagination du journal qui accompagne l'accroissement des effectifs a également favorisé le développement du nombre de papiers et donc la diversification des scènes couvertes quotidiennement.

officielles (Conseil des ministres), qui se transforme progressivement (cf. chapitre 4). Autre changement : les discours restitués dans les années 1950 et 1960 semblent être avant tout ceux qui rendent compte de l'action politique, dans sa phase programmatique (congrès du PSU), délibérative (séance de l'Assemblée) ou décisionnelle (Conseil des ministres). *A contrario*, la plupart des propos retranscrits dans *Le Monde* des années 1980 positionnent leur auteur dans les luttes pour la conquête des positions de pouvoir et s'inscrivent dans un registre plus polémique qu'idéologique ou technique.

Le débat politique, mis en scène dans *Le Monde* des années 1970 et 1980, ne se résume plus aux luttes parlementaires. Il se structure par la *juxtaposition* de déclarations issues de scènes distinctes. Cette juxtaposition pourra parfois s'opérer au sein d'un même papier. Ce sera notamment le cas lors des campagnes électorales de la fin des années 1980 où un article, rédigé en gras et placé en tête des pages *Politique*, synthétise et confronte les principaux discours du jour. Mais plus généralement, cette juxtaposition des déclarations s'opère à travers l'assemblage, souvent aléatoire, des articles et des filets. Les plus jeunes rédacteurs du *Monde* de cette époque critiquent un « kaléidoscope » (Caroline Monnot, entretien n°39), jugé incohérent et trop peu hiérarchisé, qu'ils attribuent à l'ambition d'exhaustivité du journal et à la « toute puissance des rubricards » vis-à-vis de la direction³⁴¹ :

- « Dans l'ancien *Monde*, on faisait des papiers systématiquement, c'est-à-dire que n'importe quel petit événement valait papier. Du coup d'ailleurs, il y avait des pages avec des mosaïques incroyables. » (Pascale Robert-Diard, entretien n°8).

- « Quand vous regardez le journal des années 1970 et celui des années 1980, vous voyez que les papiers rentrent au chausse-pied. C'était le papier le plus long qui est le mieux placé mais ce n'était pas forcément l'actualité la plus brûlante. » (Anne Chaussebourg, entretien n°42).

Jusqu'à la fin des années 1980, les rédacteurs politiques du *Monde* endossent donc toujours ce parti pris de « reproduction studieuse des comptes rendus, des communiqués et autres déclarations officielles qui meublent le tintamarre de la vie publique »³⁴², afin de positionner leur quotidien comme journal de référence. C'est ainsi, par exemple, qu'André Laurens, nommé directeur en 1982, affirmait la nécessité de pérenniser cette spécificité : « *Le Monde* est un journal de référence parce qu'en marge de ses commentaires et de ses impressions, il

³⁴¹ « L'ancienne formule, c'était la toute puissance des rubricards. Ça se voyait dans la maquette du journal. C'était un bordel invraisemblable, parce que si le rubricard décidait de faire 140 lignes sur tel sujet, la maquette s'adaptait. (...) Alors c'est vrai qu'avec la toute-puissance des rubricards, il y avait des trucs aberrants. Chez les rubricards, il y a des gens qui développent une espèce de vision obsessionnelle de la rubrique. En *Economie*, vous aviez des gens à l'époque qui étaient capables de vous faire une page sur la fusion entre deux autocaristes du sud-ouest et de se rouler par terre si on leur réduisait. » (Caroline Monnot, entretien n°39).

³⁴² PADIOLEAU Jean-Gustave, « *Le Monde* » et le « *Washington Post* », *op. cit.*, p. 91.

publie des extraits significatifs *du discours* ; le lecteur pourra s’y référer, même s’il ne partage pas la façon de voir du journal. »³⁴³

Mais indépendamment des périodes étudiées, « *le discours* » défini comme *politique* émane presque exclusivement des élus ou des candidats aux postes électifs. Ce constat est manifeste lorsqu’on relève l’identité des personnes dont le nom apparaît dans la titraille des pages *Politique*. Par titraille, on entend non seulement le titre des papiers mais également les sur-, sous- et intertitres. Le tableau n° 16 détaille cette répartition des rôles des acteurs politiques cités cette fois-ci lors des quinze derniers jours de novembre 1964, 1976, 1988.

Tableau 16. Nombre et identité des acteurs cités dans la « titraille » des pages *Politique* du *Monde* des quinze derniers jours de novembre 1964, 1976, 1988.

	Président, Premier min.	Ministres	Députés, sénateurs	Responsables de partis, candidats aux élections	Elus locaux	Autres (non professionnels de la politique)	TOTAL
1964	3	11	21	8	1	6	50
1976	13	14	8	38	2	4	79
1988	4	16	5	45	2	5	77

Sources : Dépouillement des archives de presse microfilmées de la bibliothèque de la FNSP.

Note : L’assignation de chaque acteur cité à telle ou telle identité n’est pas arbitraire mais dépend du rôle politique au nom duquel un individu voit son nom cité dans la titraille. Ainsi, une même personne peut être désignée comme « député » lorsque le papier sera consacré au jeu parlementaire tandis qu’elle entre dans la catégorie « responsable de partis » si le papier porte sur une manifestation relative à sa formation politique. Nous recensons également les individus mentionnés uniquement par leur position institutionnelle et non par le nom de famille (« Le Premier ministre... », « Le président du RPR... », etc.).

On peut tirer deux enseignements de ce tableau. Tout d’abord, il montre qu’à chaque période, un nombre très restreint d’acteurs extérieurs au champ politique accède à cette énonciation sommaire de l’actualité que constitue la titraille. D’ailleurs, ces acteurs périphériques (hauts fonctionnaires, militaires, responsables associatifs ou syndicaux) sont mentionnés plus souvent dans les titres de filets que dans les titres d’articles. Ensuite, un basculement s’opère dans cette répartition des acteurs politiques : à partir des années 1970, c’est davantage au nom de l’appartenance partisane ou au nom de la participation aux compétitions électorales que les acteurs politiques figurent dans la titraille. Cette évolution confirme le désintérêt accru pour les routines du jeu parlementaire : elle témoigne bien de ce renversement dans ce qui constitue, aux yeux de la rédaction du *Monde*, l’actualité politique la plus saillante.

³⁴³ Interview in *Presse-Actualité*, n°166, 1982, p. 12. Nous soulignons.

L'agenda journalistique des faits notables s'est partiellement dissocié de l'agenda « institutionnel ». Par exemple, au cours des années 1980, il est intéressant de noter que, lors des périodes de vacance parlementaire, il existe une actualité toute aussi saillante que celle prélevée dans les travées de l'Assemblée. Si on exclut le cas spécifique du PCF dont les luttes internes étaient considérées depuis longtemps comme « newsworthy », les partis politiques n'étaient auparavant médiatisés qu'à travers leur incarnation parlementaire, souvent réifiée, ou leurs manifestations publiques. En somme, ils n'apparaissaient que comme tribune et support à l'affrontement politique. Même s'il est difficile d'identifier une borne précise et partagée par les différents journaux, on remarque que c'est autour des années 1970 que s'opère cette rupture. Si les partis pouvaient être autrefois présentés comme les *acteurs* des luttes politiques, ils sont désormais apparus comme les *enjeux* des luttes politiques. Les ralliements, les conflits, les retrouvailles entre les leaders et entre leurs équipes respectives suscitent un intérêt et fournissent une matière considérable à la production de l'information politique. Aussi, les suggestions de Ralph Negrine, selon lequel la moindre médiatisation du travail parlementaire signifierait une moindre exposition médiatique de l'« opposition », ne semblent que modérément vérifiées au regard de ces transformations dans la sélection et la hiérarchisation de l'actualité politique opérées par les différents quotidiens nationaux.

Section 3. Mettre en scène les « coulisses » : l'émergence d'un style *newsmagazine*

Jusqu'ici, cette réflexion sur la visibilité du politique s'est cantonnée aux quotidiens nationaux et à leurs conceptions de ce qui constitue l'actualité politique. Il faut à présent s'intéresser aux publications hebdomadaires qui, au cours des années 1960, ont elles aussi connu d'importants bouleversements dans les rôles assignés à leurs rédacteurs politiques. En effet, ne pouvant entrer en concurrence avec les quotidiens dans la restitution minutieuse des événements politiques, et alors que les plus engagés dans la lutte politiques voient leurs ventes fortement décliner, un certain nombre d'hebdomadaires, au premier rang desquels *L'Express* et *France Observateur*, vont s'efforcer de modifier le contenu de leurs pages consacrées à la politique intérieure. Certes, dès leur création, ces magazines se sont adossés à

« l'actualité » de la semaine à travers leurs analyses, leurs commentaires, leurs tribunes. Mais, progressivement, ces journaux se sont octroyés l'ambition de rendre visible d'autres facettes du jeu politique, en donnant aux lecteurs l'impression de pénétrer au cœur du pouvoir politique et de découvrir le « dessous des cartes ». Même si *France Observateur*, à travers sa transformation en *Nouvel Observateur* a connu une évolution parallèle, bien que plus tardive, on privilégiera ici l'exemple de *L'Express*.

La plupart des ouvrages relatant l'histoire de *L'Express* mettent en évidence une rupture fondamentale dans les orientations éditoriales de cet hebdomadaire. En septembre 1964, la mise en place d'une nouvelle formule aurait consacré l'émergence en France du « newsmagazine » à l'anglo-saxonne³⁴⁴. Suite au voyage aux Etats-Unis de Jean-Louis Servan-Schreiber, parti étudier les techniques de production du magazine *Time*, différentes innovations vont en effet voir le jour afin d'accroître, diversifier et fidéliser un lectorat en déclin depuis le début des années 1960. Il s'agit tout d'abord de « mieux couvrir l'actualité » en créant, par exemple, une « rubrique "économie" indispensable sur le plan publicitaire et rédactionnel » et qui s'adresserait avant tout à une clientèle d'« hommes d'affaires » et d'« étudiants ».³⁴⁵ Il s'agit ensuite, à l'image de *Time*, de transformer et de rendre spécifique l'architecture, le format et l'écriture du journal. A travers les opérations de « rewriting » opérées par la rédaction en chef, c'est une véritable standardisation d'un style *Express* qui se met en place afin de se distinguer non seulement des rhétoriques du journal quotidien mais également des hebdomadaires concurrents³⁴⁶.

Pourtant, en matière d'information politique, la rupture ne semble pas aussi franche et linéaire que dans ces reconstructions *a posteriori* de l'histoire du journal. En fait, dès son

³⁴⁴ Cf. par exemple, JAMET Michel, *Les Défis de L'Express*, Paris : Les Editions du Cerf, 1981 ; ROTH Françoise, SIRITZKY Serge, *Le Roman de L'Express, 1953-1978*, Paris : Atelier Marcel Julian, 1979. L'historiographie de *L'Express* isole d'ailleurs cet hebdomadaire de ses concurrents et attribue aux dirigeants de *L'Express* une dimension de visionnaires qui omet généralement de signaler l'apparition antérieure d'un hebdomadaire explicitement présenté comme « newsmagazine » à la française, *Continent*, lancé une première fois en décembre 1959 puis publié de mars à juillet 1961.

³⁴⁵ JAMET Michel, *Les Défis de L'Express*, *op. cit.*, p. 38.

³⁴⁶ Françoise Giroud, directrice de la rédaction en 1964, se présente ainsi, dans ses interviews ultérieures, comme la promotrice d'un nouveau savoir-faire en matière d'écriture journalistique : « Pendant dix à quinze numéros, pour que l'équipe comprenne bien ce que nous voulions, j'ai réécrit entièrement le numéro. Je pense profondément que l'écriture journalistique est spécifique : ce n'est pas de la sous-littérature, c'est un genre en soi. Ce n'est pas non plus une dissertation d'universitaire avec une démonstration en trois points ! J'ai cherché à enseigner cette écriture journalistique, la nécessité de savoir attaquer un papier, de savoir le construire, de savoir qu'un papier, comme un scénario, doit avoir un mouvement intérieur et une action. (...) » (Interview en 2000, publié dans *L'Express*, 23/01/2003).

apparition en 1953, les responsables *L'Express* semblaient tiraillés entre différentes conceptions de leur rôle vis-à-vis de la compétition politique : prendre part aux luttes via les éditoriaux de Jean-Jacques Servan-Schreiber ou le *Bloc-notes* de François Mauriac ; offrir une tribune à différents acteurs, notamment à Pierre Mendès France et aux fractions dites « modernistes » de la haute fonction publique ; bénéficier des analyses d'intellectuels qui collaborent régulièrement au journal (Duverger, Sauvy, Merleau-Ponty, etc.) ; synthétiser et analyser l'actualité politique de la semaine à travers de denses articles. Bénéficiant du rythme hebdomadaire mais ne pouvant se contenter de reproduire des informations déjà fournies par les quotidiens, les rédacteurs politiques de *L'Express* étaient donc contraints de rendre visibles d'autres facettes de l'activité politique, au-delà des comptes-rendus des scènes publiques. Ces journalistes ont donc mis en scène les « coulisses » du jeu politique, en s'intéressant assez tôt aux stratégies des partis et de leurs leaders, aux tractations entre groupes parlementaires et surtout à l'activité des responsables administratifs et gouvernementaux, notamment autour des questions coloniales. Le passage de la IV^e à la V^e République et l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle et de ses collaborateurs a rapidement renforcé cette dimension du travail journalistique. Pour les journalistes de *L'Express*, il s'agissait de « raconter » le quotidien du personnel politique, à l'image de cet article de trois pages titré : « Jean Ferniot est allé voir l'UNR de l'intérieur » (04/12/1958). Ainsi, avant même la transformation formelle de *L'Express* en newsmagazine, cette restitution de la face supposée « cachée » du jeu politique, des processus décisionnels, des rapports entre de Gaulle et son équipe gouvernementale constituait l'un des arguments promotionnels du journal, en témoigne cet encart publicitaire de 1961 appelant les lecteurs à s'abonner :

Chaque semaine, chaque jour, les informateurs politiques de *L'Express* sont suspendus aux faits et gestes de l'homme qui dirige la France avec tous les pouvoirs. Mais derrière les grilles de l'Élysée ou le porche de Colombey, comment vit-il réellement, quelle est sa méthode de travail, comment organise-t-il son emploi du temps ? Paul-Marie de la Gorce a enquêté pendant plusieurs semaines et révélé (numéro du 20 avril) aux lecteurs de *L'Express* la vie privée très exceptionnelle du chef de l'État. Entre autres détails de sa technique : il refuse d'avoir le moindre téléphone dans son bureau.

« Raconter » la vie politique suppose l'adoption d'un registre narratif, mâtiné d'une rhétorique du dévoilement. On ne compte plus, en effet, les couvertures ou les titres d'articles prétendant livrer aux lecteurs les « secrets » des acteurs et des institutions politiques. Au-delà de son évidente dimension commerciale, cette catégorie du « secret » témoigne d'une certaine conception de l'excellence professionnelle. Qu'il arrache une information supposée confidentielle ou qu'il manifeste sa présence dans l'entourage des dirigeants politiques, le

journaliste peut mobiliser, auprès de ses lecteurs, les figures attractives de l'*enquêteur* ou de l'*initié*. Aussi, bien qu'ils n'aient pas eux-mêmes vécu les scènes qu'ils décrivent, les rédacteurs adoptent souvent un style plus narratif que démonstratif. Jean Ferniot qui collabora à *L'Express* entre 1957 et 1958 avant d'en diriger le service *Politique* entre 1963 et 1966, explique l'émergence d'un registre qui favorise cette image d'hebdomadaire d'information que cherchent à promouvoir les dirigeants du journal dès le début des années 1960 :

« Certains sujets se prêtaient, dans un hebdo, au récit. C'est facile, par exemple, d'expliquer que le lundi, tel événement s'est produit, que le mardi ça a changé, que le mercredi "M. untel a reçu untel", et ça devient facilement un récit. (...) Il semble que ça a été de concertation entre Jean-Jacques [Servan-Schreiver] et moi, puisque lui se chargeait d'un éditorial extrêmement charpenté et long. Et donc, moi, je devais utiliser un mode différent pour traiter une information à laquelle il faisait souvent allusion. Donc le récit me paraissait en effet plus approprié aux exigences de l'hebdomadaire qu'était *L'Express* (...) Mais à l'époque, il y a eu un événement qui est intervenu dans ma vie. A partir de 1961, j'ai écrit des livres. Et mon écriture a probablement dû en être modifiée. (...) C'est à partir de ce moment-là que je me suis refusé, inconsciemment sans doute, à traiter l'information politique, sous l'angle de la stricte information. (...) Mais *L'Express* a joué un rôle très important dans ce domaine-là, parce qu'on a copié les newsmagazines américains qui font du récit tout le temps. *L'Express* a copié de façon servile *Time* et *Life*. Nous avons imité les Américains, nous avons été imités par les journaux qui ont choisi également cette nouvelle formule. » (Jean Ferniot, entretien n°32).

Dès la fin des années 1950, les pages *Affaires françaises* débutent par l'article du chef de service qui relate les moments saillants, et encore inédits, de la semaine des responsables gouvernementaux. Par différentes techniques d'écriture, le rédacteur pénètre l'esprit de ses personnages, restitue leurs moments d'intimité et rend compte d'épisodes censés s'être déroulés à huis clos. La position de narrateur omniscient, qui efface non seulement les « indices d'énonciation » mais également les indices du recueil d'information, amène ces journalistes à accumuler les détails pour rendre leur récit *vraisemblable*, donc crédible³⁴⁷. Le décor, l'ambiance, le menu des repas sont ainsi régulièrement décrits, afin de rendre la lecture moins ardue, moins « théorique ». Selon Noël-Jean Bergeroux, l'une des spécificités des newsmagazines fut pendant longtemps d'envoyer les stagiaires « dans les restaurants parisiens pour recueillir les menus des hommes politiques » et ainsi « faire vivre l'information centrale, la rendre vraie en s'attachant à tous les détails » (Noël Bergeroux, entretien n°25). Sylvie Pierre-Brosolette, membre du service *Politique* de 1977 à 1991, confie, quant à elle, que sa hiérarchie demandait surtout « du visuel », des « scènes cachées » (Sylvie Pierre-Brosolette, entretien n°49). La « valeur ajoutée » des récits de *L'Express* réside dans la capacité de ses

journalistes à obtenir des « confidences » ou des documents susceptibles d'être rendus publics, donc à se constituer un réseau d'informateurs auprès des instances élyséennes, gouvernementales et partisans. En effet, bien avant les quotidiens nationaux, le service *Politique* de *L'Express* abandonne le traitement de l'actualité parlementaire et répartit ses rédacteurs selon un axe « droite – gauche ». En 1968, par exemple, Catherine Nay était affectée au suivi des gaullistes, Michèle Cotta à la couverture des formations de « gauche », Irène Allier auprès des « centristes » et des Républicains indépendants, tandis que Claude Imbert et Georges Suffert, responsables de la séquence, s'occupaient de l'actualité de Matignon et de l'Élysée. Une telle division entre partis de « droite » et de « gauche », à laquelle on associe parfois des rubriques plus thématiques (selon les périodes : éducation, santé, médias, justice, religion ou immigration), constituera le principe d'organisation du service jusqu'à aujourd'hui. C'est ce même principe que l'on retrouvera au *Nouvel Observateur*, au *Point*, à *L'Événement du Jeudi*.

Conclusion

Entre le début des années 1960 et le milieu des années 1980, les pages *Politique* de la presse écrite française se sont profondément transformées sous l'effet de nouvelles lectures du jeu politique et des attentes des publics. Les séances parlementaires, dont le compte-rendu constituait le cœur des pages *Politique*, ont été progressivement délaissées au profit d'un intérêt nouveau pour les luttes intra-partisanes, pour l'action du chef de l'État, pour le travail gouvernemental. Une telle évolution dans la *visibilité* respective des institutions politiques se manifeste aussi bien dans les quotidiens que dans les hebdomadaires nationaux d'information générale. Mais ce constat ne suffit pas ; l'observation du rubricage et de la hiérarchie de l'information n'a d'intérêt que lorsqu'elle permet d'identifier des transformations plus larges concernant les rôles endossés par les journalistes politiques. Deux auteurs ont ainsi montré les limites des travaux qui n'interrogent que la stricte « sélection » des informations.

Écoutons tout d'abord Yves de la Haye porter ses griefs contre ce type d'enquête : « Au lieu de faire porter le regard sur les différences existant entre les façons dont les

³⁴⁷ On retrouve là l'« effet de réel » identifié par Roland Barthes dans sa description du roman de Flaubert, *Madame Bovary*, et qui est le produit d'une « sorte de *luxé* de la narration, prodigue au point de dispenser des détails « inutiles » » (BARTHES Roland, « L'effet de réel », *Communications*, n°11, 1968, pp. 84-89).

journaux hiérarchisent les événements, mieux vaut faire sentir que, sans rapport direct avec la surface qu'elles occupent, les informations contenues dans un journal sont différentes parce qu'elles proviennent d'instances sociales multiples et qu'elles procèdent d'intentions multiples : convaincre, démontrer, amuser, narrer, mais aussi cacher, dévoiler, "brûler", etc. »³⁴⁸ Ses recommandations suggèrent d'approfondir l'approche esquissée au sujet des comptes-rendus de séance du *Monde*, c'est-à-dire de saisir les évolutions dans la relation entre le journaliste politique et ses sources et, plus précisément, dans la façon dont les rédacteurs se sont emparés de la parole politique. Autrement dit, ont-ils cherché à s'en distancer ou à la valoriser, à l'analyser ou à la commenter, à la reproduire ou à l'interpréter ? Écoutons ensuite Michael Schudson mettre à mal une notion récurrente dans la sociologie des médias, la métaphore du « gatekeeper » qui attribue au journaliste une fonction principale : sélectionner les informations dignes d'être rapportées. « Le problème avec cette métaphore, c'est qu'elle laisse la notion d'"information" sociologiquement intacte. Cela minimise la complexité de la production des nouvelles. Les sujets d'actualité ne sont pas seulement sélectionnés mais construits. »³⁴⁹ Cette remarque appelle alors à appréhender certaines mutations dans le cœur même de l'écriture journalistique. Autrement dit, quels schémas narratifs, quels cadres interprétatifs furent mobilisés pour rendre compte de la politique ?

Ces deux dimensions doivent à présent être abordées.

³⁴⁸ DE LA HAYE Yves, *Journalisme : mode d'emploi, op. cit.*, p. 68.

³⁴⁹ SCHUDSON Michael, « The Sociology of News Production Revisited », in CURRAN James and GUREVITCH Michael (ed.), *Mass Media and Society*, London : Edward Arnold, 1991, p. 142.

CHAPITRE 4

—

TEMOIGNER DE SON « PROFESSIONNALISME »

« *Le communiqué, c'est pour la rédaction.
L'article, c'est pour le public.* »

Pierre Rouanet (2002)

Qu'ils soient interviewés à la fin des années 1970 ou à la fin des années 1990, les correspondants étrangers en poste à Paris formulent assez curieusement les mêmes critiques envers les journalistes politiques français³⁵⁰. En effet, ils les jugent partisans, davantage portés au commentaire qu'à l'enquête, déférents en public et connivents en privé avec le personnel politique. La constance dans cette vision d'un journalisme engagé et subordonné au pouvoir politique donne l'impression que les contraintes et les normes encadrant l'activité des journalistes politiques n'auraient pas varié depuis plusieurs décennies. Pourtant, indépendamment de leur âge et de leur rédaction d'origine, les journalistes rencontrés entre 2001 et 2003 ont presque tous affirmé que leur rôle n'est ni de « servir la soupe » aux hommes politiques, ni de livrer leur opinion personnelle. Ils revendiquent sinon un impératif d'objectivité, du moins un souci de distance avec leurs sources et d'honnêteté dans la restitution de l'information. S'il est difficile de prendre au pied de la lettre ces déclarations d'intention, il n'empêche qu'elles intriguent par leur quasi-unanimité et tranchent avec les critiques formulées par les collègues étrangers. Evidemment, ces propos traduisent surtout ce que les journalistes jugent énonçable lors de la situation d'entretien ; ils livrent une image « officielle » du métier et décrivent leurs pratiques antérieures au regard des critères de légitimité et de crédibilité actuels. D'ailleurs, la plupart d'entre eux ne manquent d'anecdotes ou de remarques critiques qui révèlent les alliances nouées avec tels acteurs politiques, les pressions ou les suggestions de leurs hiérarchies quant au soutien à apporter à une fraction du

³⁵⁰ Cf. PADIOLEAU Jean-Gustave, « Le journalisme politique à la française. Regards étrangers », *Esprit*, n°74, 1983, pp. 147-155; LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris : Métailié, 2000, pp. 222 sq. La première enquête est réalisée en 1979 auprès de vingt-trois correspondants en poste à Paris. La seconde, porte sur trois « journalistes qui avaient en commun de suivre la vie politique française pour le compte de quotidiens appartenant aux rangs de la presse dite "sérieuse" et partageant (...) une sensibilité de gauche ou progressiste. » (*Ibid.*, p. 223).

champ politique, leurs propres autocensures et leurs élans militants, le manichéisme de leur journal dans le traitement respectif des différents partis.

S'il est difficile de distinguer les normes encadrant l'activité à chaque époque, il paraît tout autant délicat de se contenter d'une lecture rétrospective des pages *Politique* pour déduire les intentions des rédacteurs, les conditions de production et les relations entretenues avec les sources politiques. Une telle perspective ne manquerait sans doute pas de donner naissance à de nombreux contresens. En revanche, si on garde en mémoire que les journalistes politiques constituent en quelque sorte une interface entre l'univers politique et les publics, il est possible d'identifier des transformations dans les registres à travers lesquels les rédacteurs vont rendre compte de la compétition politique. A travers l'évolution des genres et des formats d'expression, on pourra montrer comment les rédacteurs vont chercher à mieux afficher leur « professionnalisme », autrement dit leur distanciation à l'égard des acteurs ou des groupes politiques. Ainsi, entre 1960 et 2000, les journalistes politiques se sont-ils efforcés de ne plus apparaître comme les supporters, les alliés ou les censeurs du personnel politique mais davantage comme des observateurs critiques, surplombant et arbitrant les jeux entre professionnels de la politique.

Ce constat appelle toutefois certaines nuances. Tout d'abord, le processus n'est ni univoque ni linéaire : selon les conjonctures, certaines rhétoriques seront plus ou moins pensables, plus ou moins légitimes. Ensuite, il faut penser la pluralité des journaux et leurs trajectoires respectives. Enfin, il ne faudrait pas déduire arbitrairement de ce qui précède que les journalistes sont désormais « autonomes ». S'ils doivent manifester, par leurs rhétoriques, une plus grande distanciation à l'égard des acteurs politiques, cela ne signifie pas qu'ils ne témoigneraient plus d'arrière-pensées partisans, qu'ils s'affranchiraient de toute interdépendance avec leurs sources ou que leurs productions évacueraient tout enjeu proprement politique (mobiliser le lectorat, susciter l'indignation, applaudir une cause ou un « camp »). En revanche, ces impératifs pratiques et ces objectifs politiques devront se « mouler » dans des formats d'expression routiniers et légitimes. De la même manière, pour promouvoir leur parole ou favoriser leur popularité, les hommes politiques chercheront toujours à enrôler la presse mais ils devront eux aussi adapter leurs stratégies aux nouveaux formats journalistiques.

Dans un premier temps, il conviendra de montrer que les pages *Politiques* ne se sont plus contentées de reproduire les discours « officiels » des acteurs politiques. En contextualisant et en interprétant ces déclarations, en publiant des propos saisis hors des

arènes institutionnelles, en sollicitant eux-mêmes la parole des hommes politiques, les rédacteurs ont donné à leurs lecteurs des gages de leur capacité d'initiative. Dans un second temps, on mettra en évidence l'apparition, au cours des années 1980, de nouveaux « rites de distanciation » censés attester de l'impartialité des services *Politique*. On pourra toutefois se demander si cette évolution n'est pas seulement conjoncturelle puisqu'elle intervient au terme d'une succession de cycles à travers lesquels les rédacteurs étaient plus ou moins autorisés à énoncer leurs préférences partisans. Dans un dernier temps, on identifiera la généralisation d'une rhétorique de décryptage ou d'analyse stratégique qui permet aux rédacteurs d'investir une position d'arbitre et d'ainsi satisfaire à ces exigences de distanciation.

Section 1. Le déclin de l'information « officielle »

Pour étudier les transformations dans les postures qu'endossent les journalistes politiques français, il faut dans un premier temps interroger le versant proprement informatif des pages *Politiques* et constater, qu'à partir des années 1960, ces rédacteurs ne se sont plus contentés de rapporter les paroles politiques « officielles ». Rappelons les trois dimensions que sous-entend, dans les usages journalistiques, ce terme d'« officiel ». Tout d'abord, il désigne l'identité des acteurs ou des institutions dont les services *Politique* reproduisent les discours, oraux ou écrits. Sur ce point, jusqu'aux années 1990 au moins, les services *Politique* consacrent toujours la quasi intégralité de leurs papiers aux institutions étatiques et aux professionnels occupant les principales positions de pouvoir (responsables gouvernementaux, leaders de partis, élus locaux). Ensuite, par opposition à ce qui est « officieux », ce terme d'« officiel » indique que ces messages ont été soit prélevés sur une arène publique, soit émis selon un schéma de communication qui leur donne un caractère public (conférence de presse, communiqué, etc.). Ce discours est contrôlé par son auteur qui parle ainsi légitimement au nom de l'institution ou du groupe qu'il représente. Or ici, des modifications notables vont apparaître : des propos anonymes seront plus fréquemment repris ; des scènes à huis clos vont être plus fréquemment reproduites ; davantage de paroles seront *sollicitées* par les journalistes. Aussi les pages *Politique* ont-elles moins souvent mis en scène des partis unifiés et parlant d'une seule voix. De même, les acteurs politiques ne sont plus seulement

appréhendés à travers leurs rôles institutionnels : la restitution d'un plus grand nombre de confidences, débarrassées des contraintes du discours institutionnel³⁵¹, permet de révéler la face supposée « cachée » des jeux politiques. Enfin le terme d'« officiel » renvoie, de manière plus péjorative, aux formats à travers lesquels ces discours sont médiatisés : une reproduction brute sans intervention ni critique journalistique. Or, sur ce terrain, les années 1970 et 1980 ont vu une profonde transformation dans la manière dont les rédacteurs se sont emparés de la parole politique : on la contextualise, on l'interprète, on la confronte à d'autres points de vue.

En mobilisant des catégories idéales-typiques, on peut dire que les rédacteurs politiques ne se sont plus limités, dans leur travail d'information, à ce que Jean-Gustave Padioleau qualifie de « journalisme de routine », c'est-à-dire un journalisme où « les rédacteurs enregistrent puis (...) rediffusent des messages produits avec intention par des sources »³⁵². De même, les services *Politique* ne sont plus seulement inscrits dans ce que Patrick Champagne et Dominique Marchetti appellent un « régime de l'information institutionnelle », selon lequel « la presse se fait l'écho de ce que disent ou veulent communiquer des institutions »³⁵³. Tout en gardant en tête que les évolutions ainsi décrites se sont opérées sans rupture précisément datable et selon un rythme propre à chaque journal, on peut mettre en évidence deux processus. D'une part, les journalistes politiques et leurs directions ont progressivement abandonné la reproduction stricte des discours officiels en s'efforçant de mieux les mettre en perspective pour révéler le « vrai » visage de la compétition politique. D'autre part, à travers l'incorporation de nouveaux genres rédactionnels (l'interview, le sondage d'opinion), les rédactions ont témoigné d'un souci de ne plus seulement rapporter l'information mais de la susciter afin de s'afficher en arbitres de la compétition politique.

³⁵¹ On pense aux « lourdeurs formelles » de la « langue de bois » (LE BART Christian, *Le Discours politique*, Paris : PUF, 1998, p. 3), à la « codification parcimonieuse des droits et devoirs d'énonciation » (LEHINGUE Patrick, « La parole présidentielle. Travail de codification et définition du poste », in LACROIX Bernard, LAGROYE Jacques [dir.], *Le Président de la République. Usages et genèse d'une institution*, Paris : Presses de la FNSP, 1992, p. 111) et, plus généralement, à l'ensemble des contraintes discursives liées à l'occupation de positions politiques et institutionnelles. Voir les travaux de Philippe Braud : *Le Suffrage universel contre la démocratie*, Paris : PUF, 1980, p. 39 sq. ; *Le Jardin des délices démocratiques ? Pour une lecture psychoaffective des régimes pluralistes*, Paris : Presses de la FNSP, 1991, p. 225 sq. ; *Sociologie politique*, Paris : LGDJ, 2004, p. 526 sq.

³⁵² PADIOLEAU Jean-Gustave, « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, vol. 18, n°3, 1976, p. 276.

³⁵³ CHAMPAGNE Patrick, MARCHETTI Dominique, « L'information médicale sous contrainte. A propos du «scandale du sang contaminé», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 101, 1994, p. 57.

§ 1. LA DISPARITION DU JOURNALISME DE « COMMUNIQUE »

Parmi les transformations les plus visibles dans la construction des pages *Politique* depuis 1958, on identifie immédiatement le déclin de ces papiers qui ne faisaient que reproduire, sans réécriture journalistique, les discours émanant officiellement des institutions étatiques et autres organisations politiques. Comme l'expliquent la plupart des interviewés, les journalistes politiques ne seraient plus désormais de simples « boîtes aux lettres » qui ne feraient qu'enregistrer et publier les prises de position officielles, sans fournir de « vraies infos » à leurs lecteurs. Ce mouvement a traversé l'ensemble des rédactions, au point que même *L'Humanité* ait évacué les communiqués du bureau politique du Parti communiste de ses pages *Politique*. Deux motifs ont pu justifier un tel bouleversement dans ces conceptions du métier. D'une part, se contenter de relayer tels quels des discours établis à l'intention des médias, et ainsi apparaître comme de simples « porte-plume » de telle ou telle fraction du champ politique, risquerait de faire perdre tout crédit professionnel aux rédacteurs et à leur journal. D'autre part, cette ambition d'inscrire le discours politique au sein d'un vrai travail de mise en forme journalistique participe d'un souci de rendre les informations plus « lisibles » et plus « significatives » pour les publics.

On peut donc décrire les mutations dans l'appréhension des discours officiels en distinguant trois mouvements affectant simultanément les pages *Politique*. Tout d'abord, à partir de l'exemple du Conseil des ministres, on pourra montrer que les journaux tendent progressivement soit à abandonner la restitution fidèle des communiqués qui leur parviennent, soit à leur affecter des espaces spécifiques et peu valorisés (la colonne de brèves notamment). Plus généralement, on pourra mettre en évidence que les discours officiels ont fait de plus en plus l'objet d'un travail de réécriture (résumer, analyser, contextualiser) pour prendre place au sein de papiers dotés de conventions strictes, à savoir les « articles ». Enfin, à l'inverse du sort réservé à ces discours contrôlés par les sources politiques, on s'intéressera à l'intérêt journalistique croissant pour les « échos », supposés provenir des coulisses, dépourvus des stigmates de la « langue de bois » ou du jargon « technocratique », dont la publication rendrait la lecture plus plaisante et révélerait les intentions cachés des acteurs politiques.

A. L'exemple du Conseil des ministres

Le Conseil des ministres constitue l'exemple type d'une scène dont les rédacteurs ne peuvent légalement être témoins. Aussi le contenu de ces délibérations ne peut-il être connu des journalistes que par diverses médiations : le communiqué publié par le secrétariat général du gouvernement, les déclarations du porte-parole du gouvernement³⁵⁴, les confidences obtenues auprès des ministres, de leurs collaborateurs ou de l'entourage du Président de la République. Malgré les possibles contradictions entre le point de vue « officiel » et celui des participants, il est longtemps allé de soi que les quotidiens devaient restituer tout ou partie du communiqué, en suivant l'ordre des interventions et la teneur des mesures adoptées. Jusqu'au début des années 1970, les publications de la presse quotidienne nationale consacrent toujours un large espace à ces comptes-rendus qui entretiennent la croyance, juridiquement fondée, de l'importance de cette réunion dans la prise de décision gouvernementale.

Mais à partir de cette période, différentes évolutions sont apparues dans la façon dont les quotidiens vont rendre compte du déroulement des Conseils des ministres. Donnant l'image sans doute exagérée d'une révolution subite, Jacques de Danne résume bien la prise de conscience qui animait la rédaction de *France-Soir* au milieu des années 1970 :

« Quand je suis rentré au service *Politique* [en 1973], on m'envoyait rue de Varennes, avec un chauffeur, une sténo, un photographe. Comme ça se terminait à l'heure du bouclage de l'édition de l'après-midi, il y avait un motard qui nous attendait à la sortie pour ramener les photos sans intérêt du porte-parole du gouvernement derrière un micro. Et puis un beau jour, on s'est aperçu qu'il fallait arrêter ce genre de conneries, (...) parce qu'il n'y a pratiquement jamais eu d'informations qui sort d'un Conseil des ministres. L'information, on l'avait avant. Donc on a supprimé des choses comme ça. (...). Alors ça, c'était l'information institutionnelle. Il fallait faire ça. C'était, comme au patinage artistique, la figure imposée. » (Jacques de Danne, entretien n°56).

Encadré par un protocole strict, respectant un ordre du jour négocié en amont, discutant de textes déjà mis en forme et rarement bouleversés, réunissant des majorités plus homogènes que sous la IV^e République, le Conseil des ministres de la V^e République ne constitue pas une arène où se manifesteraient de façon saillante les controverses entre acteurs de l'exécutif. Il ne s'agit pas non plus d'un lieu où les journalistes prendraient connaissance des projets gouvernementaux et des circonstances de leur élaboration. Pourtant ces comptes-rendus, non signés et reproduisant fidèlement les communiqués officiels ont perduré au *Monde* et au *Figaro* jusqu'au début des années 1990, ces journaux continuant même à

³⁵⁴ En période de cohabitation, le secrétariat général de la présidence peut également produire un communiqué, notamment lorsque le Président tient à faire savoir son opposition sur tel ou tel point discuté au cours du Conseil.

détailler les « mesures individuelles » (nominations préfectorales, etc.)³⁵⁵. Chaque semaine, ces papiers étaient accompagnés d'un certain nombre d'articles réalisés par les rubricards des services *Social*, *Economie* ou *Information générale*, explicitant ou commentant les différents textes adoptés. Parfois, dans un contexte de « crise » de la majorité ou à la suite d'un remaniement gouvernemental, on y associait un papier d'« ambiance » relatant la sortie des ministres dans la cour de l'Élysée ou restituant l'atmosphère supposée lors du Conseil³⁵⁶. Mais dans les deux journaux, les extraits du communiqué ont vu leur volume décliner tout au long des années 1980 et 1990 et ont été installés dans des emplacements de moins en moins valorisés. Au *Monde*, en 1993, ils quittent la dernière page du journal pour être insérés au sein de la page *Agenda*, jouxtant météo et carnet, avant de disparaître dans la nouvelle maquette de 1995. Au *Figaro*, l'évolution est moins brutale. Progressivement, seules les mesures jugées saillantes ont été mentionnées, soit dans la colonne des brèves, soit au sein d'un article, systématiquement signé et orienté autour d'un angle précis.

L'effacement des comptes-rendus du Conseil des ministres traduit une redéfinition du rôle des journalistes chargés de couvrir les institutions publiques, Matignon ou l'Élysée. Au cours des années 1960, dans la majorité des journaux de la presse quotidienne, les informations concernant l'activité du Président et du Premier ministre émanaient soit de leurs services de presse, soit de leurs apparitions publiques (à l'Assemblée, dans les médias audiovisuels, en voyages à l'étranger ou en province). Jusqu'au milieu de cette décennie, *Le Figaro* fournissait même chaque jour l'agenda officiel des deux têtes de l'exécutif : les déjeuners avec tels parlementaires, les réunions avec tels ambassadeurs, etc. Hormis lors des périodes pré-électorales, ils n'apparaissent ainsi qu'à travers leurs rôles *institutionnels* et non à travers leurs rôles d'acteurs des jeux de pouvoir. Cette journaliste, accréditée à Matignon entre 1976 et 1978, décrit ainsi les tâches auxquelles elle était assignée : attendre dans la salle de presse la sortie des visiteurs du Premier ministre, enregistrer leurs déclarations à la suite de ces entretiens, en somme restituer fidèlement l'activité officielle du chef du gouvernement. Elle poursuit en indiquant les conditions de travail de rédacteurs *en attente* d'une parole gouvernementale contrôlée :

³⁵⁵ Au *Monde*, le paragraphe d'introduction du communiqué est d'ailleurs étonnamment stable. En 1964, il s'énonce ainsi : « Le communiqué officiel publié mercredi à l'issue du conseil des ministres qui s'est réuni à l'Élysée sous la présidence du général de Gaulle est ainsi conçu... ». En 1976, il se présente sous cette forme : « Le Conseil des ministres s'est réuni mercredi 3 novembre, au palais de l'Élysée. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié... ». Enfin, en 1994, il est écrit : « Le conseil des ministres s'est réuni au palais de l'Élysée, jeudi 10 novembre, sous la présidence de François Mitterrand. A l'issue de la réunion, le service de presse du premier ministre a diffusé un communiqué, dont voici les principaux passages... »

« On était dans une salle de presse. C'était très inconfortable, très mal fichu, on était un peu des intrus. Mais, petit à petit, ça s'est amélioré. Par exemple, avant, les vitres étaient teintées, on ne pouvait même pas rester au chaud pour voir qui arrivait et, au moment où il sortait, se dépêcher de sortir. Il fallait, au bout d'une demi-heure où la personne était en entretien, sortir et attendre et se peeler, avec des voitures qui dégageaient des gaz, qui tournaient. C'était très dégueulasse. Et après, ils ont mis des sonneries au moment où, en haut, ils s'agitaient en sortant. Donc quand même, le travail s'était amélioré. (Pascale Amaudric, entretien n°36)

A l'inverse, les propos de ce journaliste de *Libération*, affecté à la couverture du Premier ministre entre 1997 et 2002, montrent bien les profondes transformations dans ce métier d'accrédité. Moins présent dans les couloirs de l'hôtel Matignon, plus fréquemment au téléphone, ce rédacteur témoigne de son désintérêt pour un suivi de l'ordre du jour fixé par les services de presse de l'institution. Plutôt que de reproduire les déclarations officielles, il revendique un souci, partagé par sa hiérarchie, d'inscrire la décision gouvernementale dans son contexte politique et social, de préciser les intentions et les marges de manœuvre des autorités, de faire preuve d'initiative dans la production de l'information :

« Le cœur de ce qu'on doit faire, c'est le récit de la prise de décision politique. Autant les paroles, les déclarations ne m'intéressent pas, autant le récit de la décision politique je trouve ça passionnant. J'en ai fait beaucoup à Matignon. C'est dire : "Voilà, il y a un problème qui se pose. Voilà les éléments concrets du problème. Voilà l'opinion, voilà le contexte intellectuel, voilà le contexte international, voilà les pressions diverses. Et comment le processus de décision va s'élaborer, ce que les députés vont dire, ce que tel ou tel ministre va dire, la psychologie des uns et des autres." Enfin, on rassemble tout d'un coup. (...) En faisant Matignon, pour moi c'était génial, parce que j'avais une matière permanente. Il y avait sans arrêt des décisions. Sur les "rave parties", j'ai fait une enquête pour comprendre comment ils étaient arrivés à cette décision invraisemblable. C'était vachement intéressant parce qu'on voyait comment le ministère de la Culture agissait. Et on voit comment dans un huis clos, il y a eu, de façon plus ou moins déformée, tout un problème réel qui est résolu. » (Éric Aeschmann, entretien n°54).

B. Contextualiser les déclarations : « l'article »

Si les pages *Politique* des quotidiens de notre corpus ne se contentent plus de livrer *in extenso*, sinon sous forme de brève, les communiqués produits à leur intention, on peut nuancer ce propos en rappelant que *L'Humanité* diffusera toujours, en tout cas jusqu'au milieu des années 1990, les déclarations du bureau politique du Parti communiste. De la même manière, à la suite d'événements particuliers (résultats électoraux, décès, intervention télévisée d'une personnalité importante, etc.), les journaux agencent toujours les « réactions » officielles des différents leaders ou formations politiques. Cependant, à l'architecture

³⁵⁶ Ce sera notamment le cas lors des deux premières cohabitations.

autrefois désordonnée des pages *Politiques*, entremêlant comptes-rendus, chroniques et communiqués de formats divers, les rédactions vont substituer une pagination mieux agencée, en systématisant la production d'« articles ».

Jusqu'au début des années 1960, dans la terminologie journalistique, les « *articles* » se distinguaient des « *informations* » ou des « *dépêches* » en ce qu'ils désignaient les papiers de commentaires ou de synthèse, généralement signés, et réservés à la hiérarchie des services³⁵⁷. Or si l'on se réfère à un manuel d'écriture journalistique publié en 1987, on y lit que l'article s'inscrit, au même titre que la brève ou le filet, dans les « genres informatifs » et se révèle être « *le produit de base* du journaliste. Il retranscrit un événement et fait apparaître au grand jour les aspects souterrains qui ont provoqué ou qui expliquent le fait en question. Décrire est le premier devoir, chercher à comprendre le second.»³⁵⁸ A travers cette définition qu'endosserait volontiers la majorité des rédacteurs actuels, on entrevoit bien que les journalistes ne peuvent se contenter de reproduire les déclarations émises par les acteurs politiques mais qu'ils doivent désormais les insérer dans des papiers qui les contextualisent et les inscrivent dans une trame narrative ou démonstrative. Comme l'explique cet ancien chef de service *Politique* qui s'efforça de lutter contre les routines d'un journalisme de « boîte aux lettres » : « Le communiqué, c'est pour la rédaction. L'article, c'est pour le public » (Entretien n°20). On peut ainsi généraliser à l'ensemble des informations politiques les observations faites précédemment au sujet des transformations des comptes-rendus de séance.

Un premier indice de cette évolution réside dans l'accroissement significatif du nombre de papiers signés dans les différents journaux de notre corpus (cf. tableau n°17). En effet, à la différence des « dépêches » où le journaliste s'efface derrière les déclarations rapportées, la signature identifie le locuteur et indique une intervention journalistique propre dans la constitution du papier³⁵⁹ : sélectionner les éléments les plus saillants, vérifier l'information, approfondir, mettre en perspective, analyser, interpréter, etc. Certes, les journalistes peuvent apposer leur signature alors que leur travail individuel est modique, notamment lorsqu'ils ne font que toiler des papiers d'agence qui ont eux-mêmes incorporé

³⁵⁷ Cf. KAYSER Jacques, *Le Quotidien français*, Paris : Armand Colin, 1963, pp. 110-111.

³⁵⁸ MARTIN-LAGARDETTE Jean-Luc, *Guide de l'écriture journalistique. Écrire, informer, convaincre*, Paris : Syros, 1994, p. 78.

³⁵⁹ « Si elle court le long du texte à travers les indices d'énonciation qui la signalent dans le discours, la présence du sujet est attestée par la signature qui est en quelque sorte le redoublement du plan socio-linguistique par le plan socio-juridique. » (DE LA HAYE Yves, *Journalisme : mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, Grenoble : ELLUG / La Pensée sauvage, 1985, p. 97).

ces nouvelles exigences³⁶⁰. En outre, une telle augmentation du nombre de papiers signés pourrait ne renvoyer qu'à l'accroissement du volume des pages *Politique* ou du nombre de journalistes disponibles. Or, bien que ces deux données évoluent assez peu dans la plupart des journaux entre 1976 et 1988, l'indicateur « nombre de papiers signés » va croître fortement au cours de la même période. La transformation est donc bien stylistique : l'augmentation générale du nombre de papiers signés à partir du milieu des années 1960 témoigne de nouvelles conventions d'écriture, et notamment d'un souci de ne plus uniquement enregistrer et délivrer la parole officielle des responsables politiques.

Tableau 17. Nombre de papiers signés dans les pages *Politique* de cinq quotidiens au cours des quinze premiers jours de novembre.

	1952	1964	1976	1988	2000
<i>Le Monde</i>	25 (dont 11 CR)	28 (dont 21 CR)	41 (dont 10 CR)	69 (dont 19 CR)	84 (dont 6 CR)
<i>Le Figaro</i>	28 (dont 11 CR)	33 (dont 19 CR)	39 (dont 7 CR)	60 (dont 7 CR)	57 (dont 0 CR)
<i>L'Humanité</i>	4 (dont 2 CR)	12 (dont 7 CR)	16 (dont 3 CR)	39 (dont 16 CR)	31 (dont 3 CR)
<i>France-Soir</i>	12 (dont 2 CR)	8 (dont 1 CR)	21 (dont 0 CR)	10 (dont 0 CR)	42 (dont 0 CR)
<i>Libération</i>	-	-	33 (dont 3 CR)	79 (dont 6 CR)	55 (dont 0 CR)

Source : Dépouillement des archives de presse microfilmées de la bibliothèque de la FNSP.

Lecture : Vingt-cinq papiers ont été signés dans les pages *Politique* du *Monde* dans les douze premiers numéros du mois de novembre 1952. Parmi ces papiers aux statuts divers (articles, commentaires, analyses, etc.), onze prennent la forme de stricts comptes-rendus de séances, de commissions parlementaires, de meetings, etc.

Note : Nous avons exclu de ce calcul les « tribunes libres » et les éditoriaux. En revanche, nous avons inclus les papiers insérés dans les pages « Événements » (*Libération*, *France-Soir*, *L'Humanité*) lorsqu'ils émanaient de membres du service *Politique*.

Pénétrons maintenant dans le format des papiers et les règles d'écriture sous-jacentes. Au cours des années 1960, pour relater telle réunion ou manifestation, la plupart des rédactions divisent encore fortement les comptes-rendus proprement dits et le travail de synthèse, d'analyse ou de décryptage produit par le rédacteur. Une telle segmentation est manifeste au *Monde* jusqu'à la fin des années 1970 : sous un même titre, les comptes-rendus sont généralement précédés d'un large chapeau, signé, qui identifie les faits majeurs, isole les propos les plus saillants, les met en perspective, en dégage divers enseignements, anticipe les étapes à venir. A la même période, *Le Monde* va également systématiser la pratique dite du « six crochets », petit texte rédigé en caractère gras, ponctuant la reproduction d'une

³⁶⁰ Soumises à une demande croissante d'articles prêts à être publiés, notamment dans la presse quotidienne régionale, les agences telles que l'AFP ont progressivement exigé de leurs rédacteurs une prise de recul par rapport à la stricte couverture factuelle et l'investissement de registres mettant en perspective les informations

déclaration ou d'un communiqué, tout en en étant dissocié³⁶¹. Ces « six crochets » affichent bien la présence du journaliste : n'étant plus un simple pourvoyeur d'informations « brutes », il met en cause la véracité d'une affirmation, rend signifiante une déclaration, donne la parole aux personnes mises en cause. Voici quelques exemples prélevés en 1976 :

- 05/11 : « M. Michel Bassi, adjoint de M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée, a indiqué, jeudi 4 novembre, que M. Giscard d'Estaing recevrait, vendredi après-midi 5 novembre, M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, "pour l'informer de sa décision de consulter le Conseil constitutionnel sur la constitutionnalité d'un important texte de loi. (...)

[A l'Elysée, on se refuse à donner toute autre précision. L'une des hypothèses les plus souvent avancées concerne le projet d'élection de l'Assemblée parlementaire européenne au suffrage universel direct. L'article 54 de la Constitution dispose : (...).] »

- 10/11 : « Le syndicat CGT du Trésor affirme dans un communiqué publié le 9 novembre que "plusieurs agents de la préfecture de Corrèze se sont installés ce mardi 9 novembre à la trésorerie générale de Tulle avec mission de procéder, toutes affaires cessantes, à la liquidation des indemnités sécheresse revenant aux exploitants agricoles de l'arrondissement d'Ussel, arrondissement dans lequel M. Chirac est candidat à l'élection législative partielle du 14 novembre. (...)

[Le directeur de cabinet du préfet de la Corrèze nous a déclaré mardi matin que l'accusation du syndicat CGT du Trésor était "entièrement fausse". Sans nier que la trésorerie générale ait été renforcée, il nous a assuré qu'il ne saurait y avoir "aucune relation de causalité" entre ce fait et l'élection du 14 novembre. (...)].

- 11/11 : « La Fédération nationale des républicains indépendants revendique 100 000 adhérents. Le secrétariat général de la FNRI a publié à cette occasion les chiffres suivants : (...). »

[100 000 adhésions en un peu plus de deux ans, 54 000 au cours des dix derniers mois : la progression de la Fédération nationale des républicains indépendants – dont les effectifs étaient fort modestes avant l'élection de leur président à la magistrature suprême – apparaît tout à fait remarquable.]

Mais si cet outil disparaît au cours des années 1980, c'est que sa tonalité imprègne finalement l'ensemble des pages *Politique*. Progressivement, ce type d'interventions journalistiques, qui témoigne d'une démarche d'enquête ou d'approfondissement, intègre le cœur des papiers. *A contrario*, les rédacteurs vont réduire le volume des citations à l'état de phrases succinctes et construire leurs « articles » en s'efforçant de confronter différents points de vue, de solliciter de nouvelles paroles, d'introduire des éléments de contexte. Désormais, parmi les papiers adossés à l'actualité (à la différence des « reportages » par exemple), l'« article » constitue la règle tandis que la reproduction stricte des discours est renvoyée, selon le guide des rédacteurs, à l'utilisation de *Verbatim*, « de manière à placer à part des informations qui

(cf. LAGNEAU Eric, « Le style agencier et ses déclinaisons thématiques : l'exemple des journalistes de l'Agence France Presse », *Réseaux*, n°111, 2002, p. 74).

³⁶¹ Écoutons ce journaliste décrire cet outil censé manifester de l'esprit critique et de l'excellence professionnelle des rédacteurs du *Monde* : « Petit commentaire en lettres grasses (...) qui pouvait délicatement se placer à la chute d'un article pour rectifier le rectificatif, relever une erreur, traquer une contradiction, rafraîchir une déclaration. Délice du journaliste, plaisir du lecteur et hantise du politique. Il fallait souvent se plonger des heures dans les archives pour commettre ce croc-en-jambe pouvant aiguïser les réflexions davantage que bien des éditoriaux. » (CARTON Daniel, « *Bien entendu, c'est off...* » *Ce que les journalistes politiques ne vous racontent jamais*, Paris : Albin Michel, 2003, p. 86).

peuvent ralentir et compliquer la lecture.»³⁶² La mission *revendiquée* des rédacteurs du *Monde*, et des autres journaux d'ailleurs, est donc avant tout de détenir et de sortir des *infos* qui ne se résument pas à la « langue de bois » officielle des leaders politique, ce qu'explique cette rédactrice chargée notamment de couvrir les partis d'extrême gauche :

« On pourrait tous les jours diffuser les communiqués de presse de Lutte ouvrière, mais on ne le fait pas. Bon, ce n'est pas notre boulot non plus. Ça, L.O. peut le faire sans nous. (...) Un bon journaliste politique, c'est celui qui sort des infos et qui n'est pas en situation de totale dépendance vis-à-vis de ses sources. C'est ça un bon journaliste qu'il soit politique ou autre. » (Caroline Monnot, entretien n°39).

C. La généralisation des « échos »

Autre outil journalistique qui se généralise à la fin des années 1960 : les rubriques de brèves « écotières » constituées à partir d'informations présentées comme inédites ou confidentielles. Certes, les « rumeurs » ou les « bruits de couloirs », les informations livrées au conditionnel ou mises dans la bouche de sources anonymes sont évidemment repérables dans les pages *Politique* des journaux des III^e et IV^e République³⁶³. On les repère notamment à l'occasion de crises gouvernementales lorsque se négocie, à l'Élysée ou à Matignon la répartition des postes ministériels. On les identifie également dans certains papiers censés révélés la « face cachée » des adversaires politiques. Dans *Le Figaro* par exemple, les articles consacrés au PCF, longtemps signés « XXX », livraient parfois, sous le sceau de l'anonymat, des déclarations d'opposants à la « ligne » du Parti. Mais, si l'on exclut le cas du *Canard enchaîné* et de sa « Mare aux canards », très peu de journaux avaient institutionnalisé une telle rubrique lors des années 1940 et 1950. En dehors donc des journaux satiriques, ce sont les newsmagazines naissants qui ont systématisé la présence d'« échos » ou d'informations présentées comme tels. Dès le début des années 1960, *L'Express* a créé une page intitulée « Par Express », devenant plus tard « Notes politiques », tandis que *Le Nouvel Observateur* proposait quelques années plus tard la séquence « On en parlera demain ». Ces deux rubriques regroupaient différents filets non signés, qui rapportaient tantôt une information à caractère public mais non encore diffusée dans la presse quotidienne, tantôt les confidences, les calculs

³⁶² *Le Style du Monde*, Paris : Le Monde : 2002, p. 48.

³⁶³ Evoquant la presse des années 1880 et 1890, Christian Delporte note : « Tandis qu'à la Chambre l'informateur parlementaire, avide de confidences des députés et de "bruits de couloirs", parcourt inlassablement la salle des Pas perdus ou le salon de la Paix, d'autres reporters "font les ministères et le Sénat", matin et soir, à la recherche d'informations exclusives. » (DELPORTE Christian, *Les Journalistes en France.1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris : Le Seuil, 1999, p. 69).

ou les déclarations « privées » de tel ou tel acteur politique. Mais c'est avec *Le Point*, créé en 1973, et ses pages « Confidentiel », que se sont sédimentées les règles de ce genre rédactionnel : agencer une dizaine de brèves très épurées, user parfois du conditionnel pour décrire les ambitions ou les coups à venir des hommes politiques, rapporter des « petites phrases » souvent sibyllines, désigner anonymement certaines sources (« dans l'entourage de », « les proches de », « on »), etc. Au cours des années 1980, cette rubrique s'est généralisée dans les différents newsmagazines qui choisirent, chacun, un intitulé témoignant du statut d'*initié* de leurs rédacteurs : « En ville » (1982) puis « Couloises » (1985) puis « Confidentiel » (1988) puis « Les indiscrets » (1998) dans *L'Express* ; « Téléphone rouge » (1986) dans *Le Nouvel Observateur*, etc.

Si le ton de ces brèves se fait plus sarcastique dans les années 1980, elles conservent un même principe : offrir des déclarations à travers lesquelles les acteurs abandonnent leur « langue de bois » et font preuve de relâchement à l'égard de leurs rôles institutionnels et des codes discursifs qui les caractérisent³⁶⁴. Une grande partie de ces « échos » relatent donc les remarques acerbes des hommes politiques, formulées non pas à l'encontre de leurs adversaires (cela peut s'énoncer publiquement sans risquer de réprobation), mais plus souvent contre leurs propres partenaires. Parfois, ces brèves se font également l'écho de différentes initiatives ou propositions d'un ministre ou d'un responsable de l'opposition. Voici donc quelques exemples de ces « échos » prélevés dans *Le Point* de 1976, dans *L'Express* de 1982 et dans *Le Nouvel Observateur* de 1994:

RUBRIQUE « CONFIDENTIEL » DU POINT :

VGE : « Chirac travaille pour la majorité » (01/11/1976)

Nouvelles directives de VGE à ses collaborateurs depuis son retour de la Réunion : *“Faites savoir que j'approuve la réforme de l'UDR entreprise par Jacques Chirac et soulignez qu'elle s'effectue au sein de la majorité présidentielle.”*

Chirac viserait la mairie d'Egletons (08/11/1976)

S'il est réélu député de la Corrèze, Jacques Chirac pourrait être candidat, en 1977, à la mairie d'Egletons, actuellement tenue par Charles Spinasse (83 ans), ancien ministre du gouvernement Léon Blum avant de soutenir Pétain. C'est de cette localité que l'ancien Premier ministre avait lancé son appel pour le rassemblement.

RUBRIQUE « EN VILLE » DE L'EXPRESS

Mesquinerie (05/11/1982)

Constatation amère de Pascal Clément, député UDF de la Loire : *“Là où le RPR propose un bon candidat aux municipales, l'UDF s'y oppose, de peur de le voir gagner. Réaction symétrique chez les chiraquiens, qui préfèrent voir un maire de gauche réélu plutôt que de favoriser un giscardien. Il faudrait trouver des hommes ayant toutes les chances de perdre pour faire l'unanimité.”*

³⁶⁴ Cf. BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, op. cit., p. 533 sq.

Lobby (05/11/1982)

Les socialistes pro-arabes ne sont pas mécontents. Depuis son départ du secrétariat général de l'Élysée, Pierre Bérégovoy, plutôt pro-israélien, ne s'occupe plus de politique étrangère au sein du parti. En revanche, Claude Estier, député de Paris, connu pour ses sympathies pro-arabes, voit grandir son influence.

RUBRIQUE « TELEPHONE ROUGE » DU NOUVEL OBSERVATEUR

Rocard : Delors oui, Emmanuelli non (03/11/1994)

Confidence d'un proche de Michel Rocard : "Il soutiendra Delors à 110 %, mais à une condition : que le président de la Commission de Bruxelles ne soit pas l'otage du PS." Ce rocardien juge en effet très sévèrement l'actuelle direction du PS : "Avec sa motion "à gauche toute", Emmanuelli a ramené les socialistes vingt ans en arrière."

« Mon erreur, c'est Méhaignerie » (17/11/1994)

Confidence d'Edouard Balladur à l'un de ses proches : "Ma grande erreur lors de la formation du gouvernement a été de mettre Méhaignerie à la Justice." Le Premier ministre regrette en effet le manque de compétence juridique du garde des Sceaux auquel il reproche de ne pas suivre les procédures en cours. Conséquence : Matignon n'est pas alerté suffisamment à l'avance et découvre les affaires "sur l'obstacle".

Aux yeux des journalistes interviewés, ces échos ont donc deux finalités : d'une part, satisfaire la curiosité des lecteurs (« C'est court, c'est inédit, c'est quelque fois un peu méchant. C'est la première chose que les gens lisent dans un journal », Sylvie Pierre-Brossolette, rédactrice à *L'Express* entre 1977 et 1996, entretien n°49) ; d'autre part, insérer « ce qu'on glanait dans nos déjeuners, dans nos enquêtes, dans nos trucs et qu'on ne pouvait pas mettre dans les papiers » (*idem*).

Les rubriques écotières feront ponctuellement leur apparition dans les pages *Politique* de la presse quotidienne des années 1960, mais dans des conjonctures bien spécifiques : rentrée parlementaire, tensions au sein du gouvernement, etc. A l'image des journaux de la IV^e République, ces rubriques ne s'aventuraient toujours que dans les couloirs de l'Assemblée et, plus rarement, dans les ministères. Ainsi, cette séquence « Couloirs et coulisses » mise en place au *Figaro* à l'occasion de la rentrée parlementaire d'avril 1966 qui relate, durant quelques jours seulement, l'ambiance et les rumeurs parcourant les Quatre-Colonnes. C'est ce même journal qui a introduit le premier, parmi les titres de notre corpus, une rubrique quotidienne consacrée à ces informations non officielles et non adossées à l'actualité du jour³⁶⁵. A travers l'encadré « Figaro-ci, Figaro-là », présent depuis 1976, les rédacteurs du *Figaro* disposent d'un espace rédactionnel où relater les propos et initiatives que les acteurs politiques n'ont pas (encore) mis en scène publiquement³⁶⁶. Toujours en place aujourd'hui,

³⁶⁵ Plus tard, entre 1986 et 1992, *Libération* inclura à son tour une séquence « Confidences ».

³⁶⁶ En 1978-79, la deuxième page du journal comprendra une autre rubrique écotière, intitulée « Ce sera répété » et adoptant un registre volontiers badin dont voici un exemple : « *De la parole aux gestes*. Pendant la

cette rubrique fut toutefois remplacée de 1979 à 1985 par « Les dessous du jeu », héritée des pages *Politique* de *L'Aurore*, au style plus acide et signée collectivement Asmodée³⁶⁷. On y retrouve un genre à peu identique à celui repéré au sein des newsmagazines :

(02/11/1982) Le vendredi 29 octobre, au début de la matinée, François Mitterrand a reçu discrètement Pierre Bérégovoy. Ce dernier avait dans la poche l'accord signé la veille sur l'UNEDIC. Sur ce protocole figuraient à côté du ministre celles des représentants du patronat, des cadres et de toutes les organisations ouvrières. C'était la première fois depuis bien longtemps que toutes ces signatures se retrouvaient au bas d'un même texte.

Le président de la République n'a pas caché sa satisfaction et tous les ministres savent aujourd'hui que la cote élyséenne de Pierre Bérégovoy a fait un bond en avant.

(06/11/1982) Lorsque Pierre Joxe affirme qu'il n'était pas informé des intentions gouvernementales concernant l'amnistie des généraux et qu'il a été pris par surprise, il joue quelque peu avec la vérité. Raymond Courrière, le secrétaire d'Etat aux rapatriés, apprécie d'autant moins cette façon de présenter les choses qu'il avait fait imprimer à la fin juillet une brochure dans laquelle figurait ce projet. A plusieurs reprises, il avait informé le député socialiste Michel Escutia du travail effectué en ce sens par ses services en plein accord avec Jacques Ribs, chargé de mission à l'Elysée.

La spécificité des informations et des rhétoriques mobilisées dans cette rubrique « Figaro-ci, Figaro-là » se manifeste particulièrement lorsqu'on les compare aux brèves collectées dans les colonnes « En bref », émanant le plus souvent des dépêches d'agences ou des communiqués de presse. Tandis que ces dernières recensent des actes ou des déclarations officialisés et énoncés sur un mode rigoureusement factuel, les premières s'inscrivent dans un répertoire ou bien démonstratif (les informations livrées prouvant les conclusions établies par le rédacteur), ou bien narratif (les informations étant rapportées pour leur dimension burlesque ou originale). De même, tandis que les brèves « classiques » mettent en scène des acteurs individuels ou collectifs (partis, syndicats, ministère, etc.), les « échos » inclus dans la séquence « Figaro-ci, Figaro-là » ne concernent que les actions ou les initiatives imputables à des personnalités mises en évidence par l'usage d'un caractère gras. Ces exemples empruntés aux numéros du 1^{er} et 2 novembre 2000 témoignent d'une telle distinction :

RUBRIQUE « FIGARO-CI, FIGARO-LA »

Déjeuner en vue (01/11/2000)

L'entourage de **Jacques Chirac** continue d'entretenir des relations avec celui de **Jean Tiberi**. **Edouard Pellet**, un proche conseiller du maire de Paris, a déjeuné mardi avec **Frédéric de Saint-Sernin**, l'un des conseillers du président de la République. Les deux hommes avaient visiblement envie que cette rencontre soit remarquée puisqu'ils se trouvaient au restaurant Chez Françoise, l'une des cantines du monde politique, à la table voisine de celle du sénateur RPR **Jean-Paul Délevoye**.

réunion de presse qu'il a tenue avec André Giraud sur l'exploitation de la forêt et la "filière bois", le ministre de l'Agriculture a ostensiblement dégusté quelques pastilles et en a offert à l'un de ses collaborateurs. Ce n'était pas de la désinvolture mais de la propagande : les pastilles étaient à la résine. » (19/04/1979).

³⁶⁷ « Roi des démons selon le Talmud, il est, dans la tradition juive, celui qui sème la discorde entre mari et femme » (*Le Petit Robert des noms propres*, Paris : Le Robert, 2001, p. 131).

La parité s'ouvre aux hommes (02/11/2000)

L'application de la loi sur la parité entre les hommes et les femmes va poser un problème inattendu à **Benoîte Taffin** (divers droite), maire du II^e arrondissement de Paris. En effet, son conseil d'arrondissement compte 13 membres. Sur les dix conseillers de la liste Taffin élus en 1995, huit sont déjà des femmes. (...) M^{me} Taffin va donc devoir ouvrir sa liste... aux hommes pour respecter la nouvelle législation. Un cas unique en France.

RUBRIQUE « EN BREF » DU FIGARO

Jacques Chirac à Brégançon (01/11/2000)

Le président Jacques Chirac est arrivé hier après-midi au fort de Brégançon, à Bormes-les-Mimosas (Var). Le chef de l'Etat a atterri vers 15 h sur la base aérienne d'Hyères. Il s'était rendu le matin à Cherbourg pour faire le point sur le naufrage du chimiquier italien *Ievoli Sun*.

Le PS n'évoque pas la proposition Montebourg (02/11/2000)

Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée, a indiqué que la proposition d'Arnaud Montebourg de traduire Jacques Chirac devant la Haute-Cour n'avait pas été évoquée hier lors de la réunion du groupe. M. Montebourg, député PS de Saône-et-Loire, réclame, dans un ouvrage à paraître, la comparution du chef de l'Etat devant la haute juridiction. Il propose qu'un dixième des députés, soit 58, signent une proposition de résolution de mise en accusation du chef de l'Etat.

Il ne faudrait toutefois pas déduire de ce qui précède que les « échos » sont des informations « dérobées » et « divulguées » par des journalistes qui témoigneraient ainsi de leur capacité d'investigation et de leur autonomie absolue à l'égard du personnel politique. Comme toute information, ces confidences sont le produit des négociations entre acteurs politiques et journalistiques quant aux frontières du « on » et du « off », du dicible et de l'indicible³⁶⁸. Certes, les paroles ainsi restituées n'émanent pas de scènes publiques ou ne constituent pas un message à caractère officiel. Mais leur diffusion auprès de journalistes et l'acceptation de leur publication participe tout autant de stratégies de valorisation de soi ou de stigmatisation des adversaires³⁶⁹. Protégés par la règle du « off », les hommes politiques peuvent avoir un intérêt personnel à rendre public telle confidence. Le journaliste peut ainsi profiter des divisions au sein d'une équipe politique, en sachant qu'il constitue lui-même une ressource pour les acteurs en présence :

« Je savais que, quand les mégrétistes me faisaient passer une information sur Le Pen pour le dézinguer, c'est parce que eux pensaient que ça allait servir en interne. Et tant mieux ! Ça me servait pour raconter que c'était bordel. Ça m'amusait de toute façon. Donc, à partir du moment où le bunker s'est fendillé, c'était plus facile d'aller chercher l'info, elle sortait toute seule. Je jouais d'un camp contre l'autre. (...) » (Renaud Dely, journaliste à *Libération* chargé du Front national entre 1994 et 1999, entretien n°5).

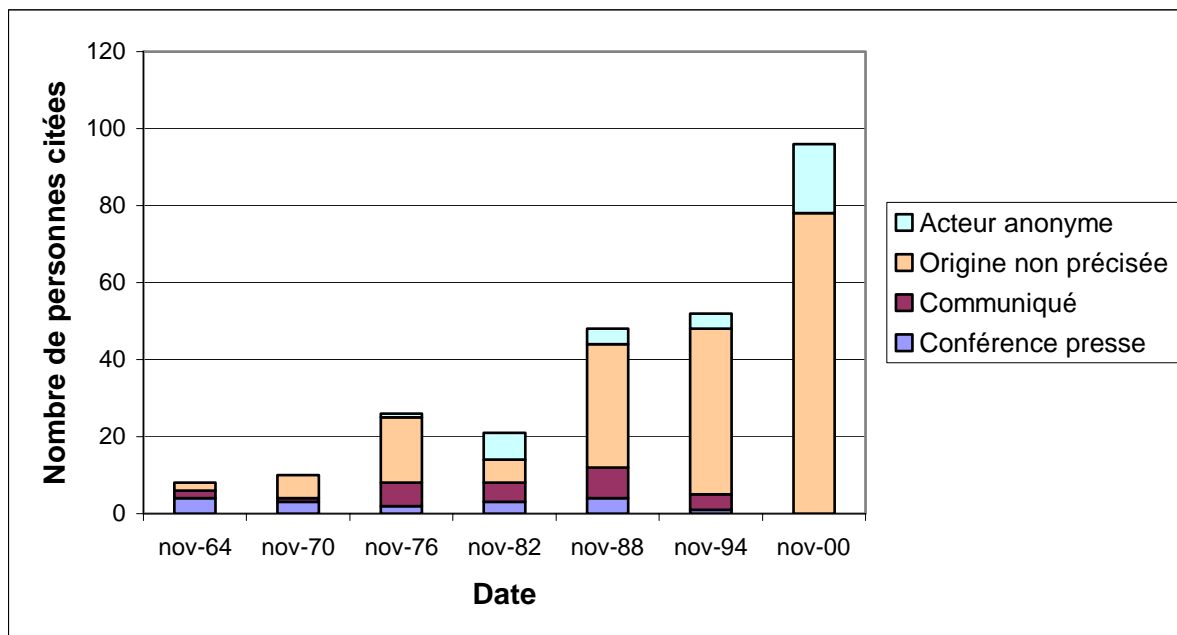
³⁶⁸ Sur ce point, voir notamment MARINE Dominique, « Le “on et le “off” ou les fausses confidences », in ACCARDO Alain (dir.), *Journalistes au quotidien. Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques*, Bordeaux : le Mascaret, 1995, pp. 237-258.

³⁶⁹ Les échos s'apparentent aux « fuites » dont les objectifs peuvent être divers (« ballon d'essais », discrédit d'un adversaire, contestation du secret, etc.) mais dont l'une des conditions est de garantir l'anonymat de son auteur. Sur ce point, voir NEGRINE Ralph, *The Communication of Politics*, London : Sage, 1996, p. 35 sq.

Les « échos » demeurent donc ambigus, leur brièveté ne permettant pas aux lecteurs de connaître les intentions qui amènent les journalistes et leurs sources à rendre publiques des informations présentées comme « secrètes ». Aussi la publication de confidences donne-t-elle aux rédacteurs l'occasion de témoigner de leur statut d'*insider* de l'univers politique.

D'ailleurs, au-delà des rubriques d'échos, la transformation des pages *Politique* des différents titres étudiés se caractérise par une plus grande initiative journalistique dans l'acquisition et la mise en forme des discours rapportés. Le graphique n°4, empruntant l'exemple du *Monde*, montre le spectaculaire accroissement, au cours des années 1980 et 1990, du nombre de déclarations que le rédacteur agence, au gré de ses articles, sans en mentionner la source exacte. Ce moindre référencement de l'origine des discours publiés ne peut être interprété de façon univoque. S'il peut révéler une moindre rigueur dans les normes d'écriture du journal, il traduit également une modification dans le travail journalistique : davantage de paroles sont ainsi sollicitées afin de compléter et d'analyser les informations publiquement divulguées par les acteurs politiques.

Graphique 4. Répartition du nombre de personnes citées dans les pages *Politique* du *Monde* de la première semaine de novembre, selon l'origine de leur discours.



Source : Dépouillement des archives de presse microfilmées de la bibliothèque de la FNSP.

Note : Le calcul ne comprend pas ni déclarations recueillies lors de manifestations *publiques* (séances parlementaires, meetings, etc.), ni les discours repris d'autres médias.

§ 2. UNE INITIATIVE JOURNALISTIQUE PLUS APPARENTE

Cette moindre médiatisation des discours officiels traduit une double modification. D'une part, elle révèle de nouvelles conceptions de la *newsworthiness* : informer, ce n'est plus seulement rapporter les discours publics ou les messages contrôlés par les institutions politiques. D'autre part et en conséquence, elle témoigne d'un bouleversement des rôles légitimes chez des rédacteurs censés davantage mettre en scène leur autonomie rédactionnelle. Il s'agit pour eux de n'être plus seulement une interface entre l'univers politique et le public. Cela suppose donc de mieux afficher à la fois leur capacité d'initiative vis-à-vis des acteurs politiques³⁷⁰ et leur « valeur ajoutée » par rapport à la simple restitution des faits et des discours qui jalonnent la vie publique.

Certes, il serait inexact et injuste de laisser croire que les pages *Politique* des années 1940 et 1950 se contentaient de reproduire les propos des acteurs politiques. Mais à partir des années 1960, les journaux de notre corpus ont développé certaines pratiques, auparavant marginales, en tout cas dans leurs pages *Politique*. On en retiendra deux. Tout d'abord, la publication plus régulière d'*interviews* met en scène des rédacteurs sollicitant la parole politique et ainsi organisant le débat public. Ensuite, la commande et la diffusion de *sondages d'opinion* permettent aux journalistes de s'afficher comme les évaluateurs impartiaux d'une compétition arbitrée par une opinion publique désormais mesurable. Comme le souligne Gilles Bresson, rédacteur à *Libération* entre 1976 et 2002, « en politique, contrairement à d'autres services, on crée l'événement » (entretien n°3).

A travers la présentation de ces deux dispositifs, il ne s'agit pas non plus d'affirmer sèchement que les journalistes ont été plus « indépendant » vis-à-vis des entreprises politiques. Si les pratiques de l'interview ou du sondage d'opinion fournissent aux journalistes certaines ressources pour peser dans leurs relations avec le personnel politique, elles ne déterminent évidemment pas les usages qu'en font les rédacteurs ou leurs directions. L'interview, par exemple, peut servir tout autant à « mettre sur le gril » une personnalité qu'à lui offrir un espace d'expression plus lisible qu'une « tribune libre »³⁷¹. Aussi faut-il garder en

³⁷⁰ Sur ce point, voir les travaux de Cyril Lemieux : « L'objectivité du sociologue et l'objectivité du journaliste : convergences, distinctions, malentendus », in FELDMAN Jacqueline et al. (dir.), *Ethique, épistémologie et sciences de l'homme*, Paris : L'Harmattan, 1996, p. 150 ; *Mauvaise Presse*, op. cit., p. 144 et suiv.

³⁷¹ Il est intéressant de noter que les bulletins territoriaux ou les journaux d'entreprises privées mobilisent eux aussi le registre de l'interview pour diffuser la parole de l'institution ou de ses dirigeants. Cette mise en forme qui incorpore les normes de présentation d'un journalisme professionnel est, en effet, censée rendre les messages moins « officiels » donc plus crédibles que s'ils étaient seulement signés des représentants de l'institution.

tête que les acteurs politiques pourront mobiliser à leur profit ces nouveaux formats médiatiques. Selon leur position et leurs ressources, ils sauront adapter leurs stratégies de communication aux supports disponibles et supposés efficaces politiquement.

A. *Provoquer l'événement : l'interview*

Relatant l'invention des normes d'objectivité dans le journalisme américain, Michael Schudson a pu montrer que l'interview, genre rédactionnel aujourd'hui routinier et codifié, ne s'est imposée dans la presse de son pays qu'à la fin du XIX^e siècle³⁷². Jusqu'alors, « les reporters conversaient avec les autorités publiques mais ne faisaient pas mention de ces discussions dans leurs écrits. »³⁷³ Ces acteurs publics avaient la garantie que les confidences ou les conversations informelles restaient « inviolées ». Le premier Président soumis à une réelle interview aurait été Andrew Johnson en 1868. Mais la publication de tels entretiens ne fut institutionnalisée en tant que pratique informative qu'au cours des années 1880. Or Michael Schudson montre que cette pratique s'est développée avec davantage de difficultés dans la presse européenne, si l'on exclut le cas de la Grande-Bretagne. Les élites européennes ont, en effet, eu plus de mal à accepter le principe de ces interviews qui constituèrent autant une rupture dans les relations presse – politique qu'un support original pour promouvoir leurs discours. D'une part, on peut parler d'une nouvelle forme d'interaction entre acteurs politiques et journalistiques puisque cette situation déplace les habituelles frontières entre paroles publiques et privées. Potentiellement publiable auprès d'un lectorat diversifié, officialisé par des dispositifs d'enregistrement (carnet de notes et plus tard magnétophone), ce type d'échange ne relève pas des grammaires discursives propres aux interactions privées. Mais il ne s'agit pas pour autant de situations publiques puisque cette rencontre en face à face ne se déroule pas face à des tiers : les négociations autour de son contenu demeurent donc le plus souvent invisibles pour les lecteurs. D'autre part, on peut parler d'un support original car, à la différence des « Tribunes » ou des communiqués, l'acteur politique peut se voir contredit ou malmené tandis que le rédacteur peut lui imposer les thématiques, selon son poids dans ce rapport de force et selon les attentes supposées du lectorat.

³⁷² Cf. SCHUDSON Michael, « The objectivity norm in American journalism », *Journalism*, vol. 2, n°2, 2001, pp. 149-170.

³⁷³ *Ibid.*, p. 156.

Mais les difficultés d'importer cette pratique journalistique, en France notamment, ne renvoient pas seulement aux réticences des élites politiques. Elles dérivent tout autant des normes d'écriture propres au journalisme politique français. Aussi, sous la IV^e République, l'interview demeure toujours un genre marginal dans les pages *Politique* des journaux français. S'ils diffusent parfois des entretiens, affichés comme tels, seuls les titres populaires adoptent régulièrement le format anglo-saxon qui voit se succéder questions et réponses. Dans *France-Soir* ou *Paris-Press*, les interviews sont donc présentées comme des « exclusivités » produites à l'initiative du journal et parfois valorisées par un appel en Une. Dans un souci de mise en scène, les rédacteurs mettent en évidence les vertus civiques de l'exercice ou bien décrivent le cadre du « tête à tête » entre la personnalité et le rédacteur :

« Monsieur le ministres, on vous accuse... Défendez-vous

(EXCLUSIVITE FRANCE-SOIR)

Marcel Paul nous dit :

« Je suis un partisan convaincu de la liberté des affaires »

Dans moins de 15 jours, le peuple souverain se sera fait de nouveau entendre et, pour 5 ans cette fois, fera confiance à de nouveaux élus.

Afin d'apporter dans cette importante consultation un peu de clarté, France-Soir est allé demander aux ministres le plus souvent mis en cause dans les polémiques qui se sont déchaînées à l'occasion de la campagne électorale, ce qu'ils avaient à répondre aux reproches qu'on leur adresse. (...) Aussi, fidèle à sa mission d'information impartiale, France-Soir a-t-il posé des questions précises aux ministres mis en cause qu'ils soient communistes, socialistes, MRP ou n'appartiennent à aucun parti.

L'un des départements ministériels les plus attaqués est celui de la Production industrielle. Son titulaire, M. Marcel Paul, n'a pas encore répondu publiquement aux violentes offensives dirigées contre lui. Soucieux de servir la vérité, nous publions les réponses qu'a faites M. Marcel Paul aux questions que nous lui avons posées avant que son état de santé oblige son transfert dans une clinique. Et nous versons objectivement cette interview aux dossiers actuellement ouverts.

Commençons par les accusations les plus connues :

- Y a-t-il un scandale Hartmann, Pilot et Bon Marché ? demandons-nous au ministre, dans son bureau de la rue de Grenelle.
- *Le problème est judiciaire, nous répond-il (...).*

Michel P. Hamelet, *France-Soir*, 03/11/1946

M. MENDES-FRANCE :

« Il faut braver l'impopolarité afin que 1947 soit l'année de l'équilibre du budget »

(...) Nous sommes donc allés, dans le brouillard d'un matin d'automne, sonner à la porte d'un castel normand, au sommet de la colline qui domine Louviers et la vallée de l'Eure. Rentré tard dans la nuit, M. Mendès-France n'était pas encore réveillé.

Nous avons attendu.

Puis quand il est apparu, prêt à partir :

- C'est vous, dit-il qui venez me réveiller à 4 heures ?
- M. le ministre, n'exagérons rien, il était près de 8 heures.
- Vous n'avez pas froid, si tôt ?
- Je me réchauffe en grelottant.
- Que puis-je pour vous ?
- Répondre pour les lecteurs de *Paris-Press* à cette question qui ne doit pas vous surprendre : "Comment pouvons-nous en sortir ?"
- Eh ! Bien, je vous répondrai devant mes électeurs. Prenons rendez-vous.

Et voilà comment M. Mendès-France répondit à *Paris-Presses* dans la coquette mairie de Conches, devant plusieurs centaines de Normands et de Normandes que le jour du marché avait amené de tous les coins de cette riche région d'élevage.

M. Mendès France est exact au rendez-vous.

Dans un langage clair, simple, facile à saisir pour les auditeurs étrangers aux problèmes financiers et économiques, l'ancien ministre, à l'aide d'exemples puisés dans la vie quotidienne, va, durant deux heures, développer sa pensée sans lasser l'attention. (...) »

Gaston Guillaux, *Paris-Presses*, 11/11/1946

En revanche, *Le Monde* et *Le Figaro* réalisaient de très rares interviews et leurs rédactions se contentaient le plus souvent de ne restituer que les propos des interviewés, le journaliste n'affichant sa présence que dans l'introduction ou dans les énoncés servant de transitions entre les extraits de l'entretien. Quant à *L'Humanité*, si ses rédacteurs n'utilisaient presque jamais ce dispositif, ses pages *Politique* reproduisaient parfois les interviews des dirigeants communistes français diffusées dans la presse nationale ou étrangère.

A nouveau, c'est au tournant des années 1960-70 que s'opère une véritable rupture dans les usages journalistiques de l'interview. Tandis qu'elles sont de plus en plus fréquentes, à l'exception toujours de *L'Humanité*, on constate par ailleurs la généralisation du format qui, en segmentant précisément les questions et les réponses, donne à voir non seulement la parole politique mais également le rôle journalistique du « contradicteur-accoucheur »³⁷⁴. Une telle mise en scène, qui symétrise en quelque sorte les relations entre ces deux catégories d'acteurs, est particulièrement manifeste dans les newsmagazines. En effet, lors des années 1960, 1970 et 1980, *L'Express* et *Le Point* solennisent leurs entretiens en les accompagnant régulièrement de photos, prises lors de la rencontre, où figurent non seulement l'interviewé mais également le ou les journalistes présents. D'ailleurs, dans l'ensemble des journaux, plus la position politique de l'interviewé est importante, plus les intervieweurs sont nombreux et leur statut dans la rédaction élevé. Il est ainsi fréquent qu'un entretien rassemble, et le rubricard affecté au parti auquel appartient l'interviewé, et le chef du service *Politique*, et le rédacteur en chef.

Progressivement acceptées par un personnel politique soucieux de voir médiatiser leur parole, les interviews politiques vont offrir de précieuses ressources aux journaux et à leurs rédacteurs. Tout d'abord, il s'agit d'un genre journalistique peu coûteux en termes d'économie du travail : mis à part lorsque les acteurs politiques se livrent à des stratégies de silence³⁷⁵, la réalisation d'un entretien mobilise un temps moindre qu'un article d'enquête, par

³⁷⁴ *Le Style du Monde*, op. cit., p. 60.

³⁷⁵ Renaud Dely, de *Libération*, évoque ainsi les difficultés qu'il rencontrait, en octobre 2001, pour se voir accorder un entretien par Martine Aubry : « Là, il y a Guigou qui veut absolument en faire une. Je lui ai dit que j'étais d'accord mais que ça dépendait de ce qu'elle avait à dire. (...) En général, quand ils vous appellent, c'est

exemple, tout en pouvant occuper un large espace rédactionnel³⁷⁶. Ensuite lorsque l'interviewé profite de ce support pour livrer des informations jusqu'ici inédites ou des déclarations spectaculaires, l'entretien constitue un « coup » journalistique, gratifiant, puisque bénéficiant de reprises dans les revues de presse radiophoniques ou chez les concurrents. Comme l'explique ce journaliste recruté au *Parisien* en 1979, l'introduction d'interviews politiques à la veille des élections de 1981 a participé au renouvellement du contenu et donc de l'image d'un titre jusqu'ici considéré comme un « journal de concierge » :

« J'ai commencé à vouloir faire évoluer un petit peu le service *Politique* et notamment en 1980, j'ai réussi à avoir l'interview de Rocard. En 1980, Rocard s'était présenté pour devenir Président de la République, avec son fameux appel raté de Conflans-Sainte-Honorine. Et donc, il a accepté de me donner une interview. C'était la seule interview qu'il ait donnée pour expliquer pourquoi il avait fait cet appel et pourquoi ça n'avait pas marché. (...) Et je me souviens être revenu à la conférence de rédaction en disant : "Bon, je vous amène un bon truc. J'ai une interview de Rocard. C'est un scoop mondial." Et, au bout de la table, le rédacteur en chef, m'a dit : "Oh Bernard, de toute façon, on ne peut pas la passer cette interview." J'ai dit : "Mais pourquoi ? C'est un scoop. Si je vais la porter n'importe où, on la prend tout de suite." On m'a dit : "Si on la passe, Amaury (c'était le patron du *Parisien*, assez à droite), il se retournerait dans sa tombe." J'ai dû me battre. Finalement on a passé cette interview qui a été citée dans toutes les revues de presse après. Même à la télévision, je me souviens, on a dit : "Dans *Le Parisien* qui ne nous a pas habitué à ce genre de choses, une interview exclusive de Michel Rocard." (...) J'ai fait tout plein d'interviews à cette époque-là. (...) Et, à chaque fois, j'avais la chance qu'on mette ma photo, ce qui personnalisait les choses. » (Bernard Michal, entretien n°28).

L'interview, qu'elle soit isolée au sein d'un papier spécifique ou intégrée dans un article évoquant de multiples interlocuteurs, offre aux journalistes et à leurs rédactions l'occasion de co-produire ou de provoquer ce qui deviendra, par la circulation de l'information, un événement politique. Jusqu'aux années 1960, la mention d'un journal par ses concurrents ne faisait référence qu'aux éditoriaux ou aux tribunes offertes aux acteurs politiques. Progressivement, au même titre qu'une enquête ou qu'un sondage d'opinion, les entretiens vont favoriser la publicité du journal et le crédit professionnel de l'interviewer³⁷⁷. Le tableau ci-dessous met ainsi en évidence que les interviews écrites ou audiovisuelles bénéficient, en 2000, de nombreuses reprises dans les journaux de notre corpus.

quand même qu'ils ont un truc à dire. Mais il ne s'agit pas juste pour moi de faire la com' de Guigou. A l'inverse, Aubry est silencieuse depuis des mois et des mois, et je voudrais absolument avoir une interview. (...) Le problème, c'est qu'elle choisira le moment où elle veut parler. Là, pour le coup, ça sera sa stratégie de com. » (Renaud Dely, entretien n°5).

³⁷⁶ Ce facteur explique certainement la multiplication, depuis les années 1980, d'interviews succinctes mais régulières : les « oui / non » de *L'Express* en 1985 ou les « trois questions à... » du *Monde* depuis 1995.

³⁷⁷ Sylvie Pierre-Brossolette, rédactrice au *Figaro Magazine* depuis 1999, explique ainsi que l'un des moments forts de sa carrière fut l'interview réalisée avec Jean Tiberi dans lequel celui-ci révèle que « Jacques Chirac n'est pas [son] ami. » (le 18 novembre 2000). Elle poursuit : « Je l'avais négociée depuis six mois. J'ai eu le coup

Tableau 18. Recensement des « reprises » d'autres médias dans les dix journaux de notre corpus au cours de la première semaine de novembre 2000.

Nature des reprises	Support cité	
	Audiovisuel	Presse écrite
Révélations, enquêtes	3 (4,3 %)	4 (5,8 %)
Interviews	23 (33,3%)	15 (21,7 %)
Sondages (*)	19 (27,5 %)	
Tribunes	1 (1,5 %)	3 (4,3 %)
Editorial, analyse, commentaire journalistique	0	1 (1,5 %)
NOMBRE TOTAL DE REPRISES	69 (100 %)	

Source : Dépouillement des archives de presse de la Bibliothèque de la FNSP.

(*) La plupart des enquêtes d'opinion sont le produit d'une collaboration entre un institut de sondages, un journal, une station de radio et une chaîne de télévision. On ne peut donc distinguer le support cité.

Si les entretiens, sollicités ou non par les journalistes, permettent d'escompter des gains de vente ou de notoriété, ils constituent ainsi un moyen de nouer et d'entretenir de bonnes relations avec ses sources politiques³⁷⁸. Thierry Desjardins, couloiriste au *Figaro* entre 1963 et 1967, relate ainsi les échanges fondés sur une certaine homologie de positions entre un journaliste débutant et un jeune haut fonctionnaire, Jacques Chirac :

« C'est vrai que les débutants ont toujours à trouver des inconnus ou des débutants. Et alors, à l'été 1963, j'ai remplacé [*le correspondant*] à Matignon. Donc c'était l'été, les vacances, personne ! Pompidou n'était pas là... Et il y avait une merveilleuse attachée de presse à Matignon qui m'avait dit : (...) "Il y a un débutant comme vous qui s'occupe des problèmes aéronautiques et qui est en train de négocier avec les soviétiques le survol de la Sibérie pour une liaison aérienne Paris – Tokyo. Il sera ravi de vous raconter ça si vous citez son nom." Et c'est comme ça que j'ai rencontré le spécialiste des problèmes aéronautiques de Matignon qui était Chirac et j'ai eu la première interview au monde de Chirac. (...) Donc le débutant qui est pris dans la foule quand il y a un ténor doit essayer de se démerder pour trouver un débutant de l'autre côté qui pourrait ne pas être mauvais. » (Thierry Desjardins, entretien n°57).

Ces collusions permettent d'étoffer un « carnet d'adresse » dont l'ampleur témoigne de la compétence, et donc de la légitimité des rédacteurs³⁷⁹. La diffusion d'entretiens participe ainsi de stratégies individuelles. Mais ces stratégies peuvent être également collectives, la diversification politique des interviewés permettant parfois de déplacer l'orientation rédactionnelle pour élargir le public ou nouer des liens avec d'éventuels futurs gouvernants.

parce que je l'avais préparé depuis longtemps. Je savais qu'un jour, ça tomberait. (...) Enfin l'important, c'était que ma phrase était entre guillemet et validée. » (Sylvie Pierre-Brossolette, entretien n°39).

³⁷⁸ Erik Neveu montre bien qu'il en est de même pour les ouvrages à tonalité biographique : « Si cette participation comporte des enjeux de consécration au sein du champ journalistique, elle met le plus souvent le journaliste en position de connivence ou de consécration à l'égard de son partenaire politique. » (NEVEU Erik, « Le sceptre, le masque et la plume », *Mots*, n°32, 1992, p. 14).

³⁷⁹ RIEFFEL Rémy, *L'Elite des journalistes. Les hérauts de l'information*, Paris : PUF, 1984, pp. 61 sq.

Dans cette perspective, cette rédactrice du *Nouvel Observateur* évoque, les interviews que son chef de service, Franz-Olivier Giesbert, lui réclamait à partir de 1982 :

« Toutes les semaines, il m’envoyait interviewer un gaulliste du RPR. Ça m’était égal. Je les pratiquais depuis longtemps. J’étais bien avec eux. Ce n’était pas un problème professionnel mais enfin... la gauche était au pouvoir. Alors je lui ai dit : “Tu exagères quand même. On ne peut pas changer de temps en temps ?! Pourquoi tu fais ça ? Pourquoi toutes les semaines tu veux une interview à droite ?” Il m’a dit : “Je prépare l’après-Mitterrand”. Je suis restée comme deux ronds de flan ! » (Irène Allier, entretien n°43)

Enfin, l’interview offre aux rédacteurs un statut valorisant de régulateur de la parole publique ou de porte-parole des lecteurs. Si ce dispositif ne constitue pas en soi un gage d’autonomie journalistique accrue, il rend apparent l’initiative de rédacteurs qui ne se contentent plus d’enregistrer les messages politiques³⁸⁰. Par exemple, les rédacteurs de *France-Soir* de la fin des années 1980 affichent une attitude d’interrogateurs coriaces, invitant les hommes politiques à répondre aux questions légitimes du public. Certains entretiens sont ainsi précédés de la mention « Sur la sellette » en 1988, ou « Réagissez MM. les élus » en 1993. Certes, comme le souligne Erik Neveu, l’agenda politique tend à dicter l’identité des interviewés et la nature des questions³⁸¹. En outre, les acteurs politiques et leurs entourages ont incorporé ces nouvelles normes d’expression au point de solliciter eux-mêmes des entretiens pour satisfaire à leurs stratégies de conquête de l’opinion. Ainsi consacrés comme « acteurs » de l’actualité, ils sont invités à se positionner en tant qu’experts, moralistes ou porte-parole d’un camp. Outre des gains de lisibilité par rapport aux « tribunes » ou aux communiqués, l’interview offre l’avantage de substituer au monologue de l’homme politique une forme de dialogue moins solennelle et supposée plus efficace.

C’est pourquoi, parallèlement aux mutations successives du journal dans les années 1980 et 1990, le service *Politique* de *L’Humanité* a fourni de plus en plus d’interviews à leurs lecteurs. Tandis que s’estompe la diffusion « brute » de communiqués, les responsables communistes s’adressent de plus en plus aux lecteurs du journal à travers des articles

³⁸⁰ L’histoire suivante, qui ne concerne pas directement notre champ d’investigation puisqu’elle émane de la presse quotidienne régionale montre bien comment ont été importées, au milieu des années 1970, des normes journalistiques qui redéfinissent les relations entre la rédaction et un personnel politique autrefois habitué à la diffusion « servile » de communiqués. Elle est rapportée par Pierre Rouanet qui fut nommé rédacteur en chef du *Courrier picard* en 1976 : « J’avais essayé d’interdire qu’on passe un communiqué intégralement. (...) Et, d’ailleurs, l’habitude était telle qu’il y avait le préfet qui, un beau jour, envoie tout un papier tout rédigé, et moi j’ai sollicité un confrère communiste en disant : “On va refaire ce papier. On va en faire une déclaration. On va tirer ce qu’on veut.” J’étais depuis deux jours dans le journal ! Le journaliste n’a fait ça pas très adroitement, mais en tout cas, le préfet était fou ! [Rires] Parce que ça changeait. Il ne comprenait pas bien. Il était persuadé que c’était à cause des rouges de la rédaction. (...) Du coup, le lendemain, j’ai dit au préfet : “Je vais prendre une interview de vous. Mais ça sera une interview.” Donc on négociait un peu pour arranger ça. » (Entretien n°20).

³⁸¹ NEVEU Erik, « Pages “Politiques” », *Mots*, n°37, 1993, p. 17.

d'entretiens signés. En outre, alors que le quotidien abandonne son statut d'organe central du PCF, les rédacteurs s'autorisent à recueillir le discours d'acteurs non communistes, qu'ils soient interviewés en tant qu'experts ou en tant que porte-parole d'une cause : Mgr di Falco, opposé à l'intervention de l'OTAN au Kosovo, est ainsi sollicité pour livrer son point de vue en avril 1999. Toutefois cette polyphonie, cette pluralisation des points de vue ne signifie pas la disparition d'impératifs proprement politiques. Ainsi, cette rédactrice, affectée à la couverture du PS depuis 1997, explique qu'interviewer les responsables socialistes dont « le discours ressemble un peu trop au PCF » – elle prend l'exemple d'Henri Emmanuelli – ne « soulève pas l'enthousiasme » de sa hiérarchie : « On ne m'a jamais dit qu'il ne fallait pas la faire mais je sens que ça ne les intéresse pas » (Entretien n°16). Les interviews sont, dès lors, le produit de compromis entre le rédacteur, sa direction et l'acteur politique. L'initiative de l'entretien, le « ton » du journaliste (agressif ou déférent) et le contenu de ses questions dépendent donc à la fois de la stratégie éditoriale du journal et des ressources respectives de ces différents agents.

B. Produire l'événement : les sondages d'opinion

Avec cette technologie encore balbutiante dans la France des années 1940 et 1950, on pénètre dans un champ d'investigation déjà fortement balisé par la sociologie politique française et internationale³⁸². Les problématiques soulevées par les auteurs sont diverses mais tous mettent l'accent sur les bouleversements que cet outil de mesure de l'opinion publique a induit dans les pratiques et dans les représentations politiques et journalistiques. Face à cet objet, on se contentera ici de montrer comment s'est imposé un genre rédactionnel consacrant un nouvel acteur de l'actualité : « l'opinion ».

Ayant longtemps suscité l'indifférence du personnel politique français³⁸³, les sondages d'opinion n'apparaissent que marginalement dans les pages *Politique* des journaux des années 1940 et 1950. Pour autant, les rédactions s'efforçaient parfois de mesurer l'opinion des Français, afin notamment de souligner la pertinence de leurs « campagnes » ou la popularité

³⁸² On ne procédera évidemment pas ici à un recensement exhaustif d'une littérature extrêmement vaste et émanant de champs disciplinaires très diversifiés. Pour un aperçu des principaux travaux de théorie politique sur l'articulation entre « sondages » et « opinions publiques », voir notamment BLONDIAUX Loïc, « Ce que les sondages font à l'opinion publique », *Politix*, n°37, 1997, pp. 117-136.

³⁸³ Cf. GAÏTI Brigitte, « Le rôle de l'opinion dans les processus de légitimation ou la quête de l'impopularité des régimes déchus », in LAGROYE Jacques (dir.), *La Politisation*, Paris : Belin, 2003, p. 223 ; BLONDIAUX Loïc, *La Fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris : Le Seuil, 1998, p. 487 sq.

de leurs recommandations. Mais cette mesure s'appuyait le plus souvent sur des outils artisanaux tels que l'interview de l' « homme de la rue » :

Une grande enquête de Paris-Press. Allons-nous en sortir ?

L'HOMME DE LA RUE PROPOSE 3 REMEDES.

1. Retour à la liberté. 2. Augmentation de la production. 3. Déflation administrative.

Signalement : yeux imprécis ; nez vague ; taille indéterminée ; âge variable.

C'est l'homme de la rue. Lorsque je le rencontre, j'ai l'impression de me voir dans une glace.

Il a son avis sur tout, car c'est lui qui fait la rumeur et l'opinion publique. Comment n'aurait-il pas pris position sur le problème que les experts et les techniciens étudient sur un plan souvent trop élevé, en tout cas trop théorique. (...)

F. Charbonnier, *Paris-Press*, 09/11/1946

Aussi, parmi les titres de notre corpus, *France-Soir* est le premier à commander et à publier régulièrement de tels sondages. La lecture de ces premières publications est instructive puisque les rédacteurs s'efforcent de justifier, auprès de leurs lecteurs, l'intérêt et la pertinence d'un outil de mesure encore mystérieux. Dès 1946, *France-Soir* restitue une succession d'enquêtes sur « les probabilités de la prochaine consultation électorale ». Le 10 avril, dans un article intitulé : « *Pour qui voterez-vous aux prochaines élections ?* », l'auteur conclut son commentaire des tableaux statistiques par cette adresse au lecteur : « *Dans quinze jours, France-Soir publiera une nouvelle enquête. Nos lecteurs pourront ainsi, le 2 juin [date du scrutin], juger de la valeur des méthodes employées par le Service des Sondages et des Statistiques* ». Mais l'incorporation de ces sondages ne se limite pas aux « prophéties pré-électorales ». En 1946 à nouveau, *France-Soir* livre à ses lecteurs une enquête de l'IFOP sur les positions des Français face à la « *liberté de l'enseignement et [face aux] subventions aux écoles libres* » (11 avril). Dès le milieu des années 1950, ce quotidien a mis en place le premier « baromètre » sur la popularité des gouvernants, ne mesurant plus seulement l'opinion comme un instantané mais en évaluant les variations, les soubresauts, les retournements, en dehors même des périodes électorales. A partir de juillet 1955, pour « exhiber les preuves de la popularité de Mendès »³⁸⁴, *L'Express* ne s'est plus contenté de recourir aux « indicateurs les plus traditionnels » que cet hebdomadaire mobilisait depuis sa création en 1953 : éditoriaux des journaux locaux, réactions des partis politiques, des syndicats et des organisations représentatives des groupes socioprofessionnels. *L'Express* systématise à son tour la commande de sondages politiques auprès de l'IFOP. Mais ailleurs, hormis au lendemain d'élections ou lors de conjonctures spécifiques, l'« opinion publique » n'est saisie, en tant qu'acteur de la compétition politique, qu'à travers son enrôlement dans les

discours des représentants politiques ou des éditorialistes. Dans les pages *Politique* tout au moins, la « parole » de l'opinion peut être mobilisée pour étayer une argumentation, mais sa mesure ne constitue pas encore une information, encore moins un événement mis en valeur par les rédactions.

Au cours des années 1960 et 1970, l'équivalence entre résultat chiffré des sondages et opinion publique va progressivement se naturaliser dans la presse, parallèlement à l'appropriation par les acteurs politiques eux-mêmes de cette nouvelle technologie. Pourtant cette mise en équivalence ne va pas de soi et suscite même scepticismes et rejets de la part de certains journaux. Tout d'abord, face aux dispositifs coûteux mis en place par l'IFOP puis par ses concurrents – la SOFRES est créée en 1962 –, des définitions concurrentes de ce qui constitue l'opinion publique subsistent. Par exemple, en 1961, *France Observateur* désigne par « sondage d'opinion » les réponses de ses lecteurs à un questionnaire diffusé dans le journal (5 janvier). Ensuite, en s'appuyant sur d'autres façons de lire l'opinion (résultats électoraux, mobilisations collectives, etc.), un quotidien comme *L'Humanité* conteste une technologie qui remet en cause sa prétention à parler au nom du peuple. A l'image de cet article de 1969, ses éditorialistes dénoncent régulièrement ce qu'ils considèrent comme des outils manipulés par les gouvernants et leurs alliés médiatiques pour mieux imposer leurs politiques « réactionnaires » :

LE SONDAGE PROVIDENTIEL

(...) Le moins que l'on puisse dire est que ce sondage vient à point. Il a quelque chose de providentiel, de providentiel pour M. Pompidou s'entend. A tel point que, dès dimanche soir, le journal télévisé s'en emparait, et, graphiques à l'appui, essayait de démontrer que le pouvoir redevient populaire, et que le premier ministre – qui l'aurait cru – a le vent en poupe.

On nous permettra de ne pas partager les certitudes tranchantes de l'O.R.T.F. et de *L'Express*.

L'organisme qui a conduit l'enquête s'était distingué, l'an dernier, par un sondage sur la gauche où le ridicule des questions le disputait à l'inexactitude des résultats. La fantaisie alors mise à inventorier « l'état de la gauche » porte à considérer avec prudence, avec réserve, avec scepticisme, ce que l'on prétend nous apprendre aujourd'hui sur l'état d'esprit de l'opinion.

Les tableaux de l'O.R.T.F. et de *L'Express* sont d'autant plus suspects que ce dernier en tire les conclusions... que sa politique est approuvée. On la connaît : elle consiste à réconcilier tout à fait gaullistes et centristes, à entraîner dans le marais une partie de la gauche, et, au nom du progrès et de la technique, à préserver le pouvoir des grands monopoles capitalistes.

(...) Or les élections partielles ont presque partout montré le recul de l'anticommunisme. Faut-il rappeler que Hyères s'est donné un maire communiste ? Que Bastia a un maire-adjoint membre de notre Parti ? Qu'à Rouen, dimanche encore, notre candidat a réuni deux mille voix de plus que la gauche au premier tour ? (...).

Laurent Salini, *L'Humanité*, 03/04/1969

³⁸⁴ BLONDIAUX Loïc, *La Fabrique de l'opinion*, op. cit., p. 498.

Ce registre accusatoire perdurera jusqu'au milieu des années 1980. « *Le pilonnage commence* » titre ainsi *L'Humanité* du 5 avril 1972 pour commenter la parution de sondages dans *Le Figaro* et *France-Soir* en vue du référendum sur l'élargissement de la Communauté économique européenne. Même en 1985, le chef du service *Politique*, Claude Lecomte vilipende vigoureusement des enquêtes mettant en valeur la popularité du Premier ministre Laurent Fabius (8 avril). Mais de telles critiques ne sont pas seulement l'apanage des journaux partisans et de leurs rédacteurs. Ainsi *Le Monde* ne commande-t-il son premier sondage qu'en 1985. Auparavant, les éditorialistes et chefs successifs du service *Politique* (à l'exception de Pierre Viansson-Ponté) s'efforcent régulièrement de montrer la faible pertinence d'un instrument de mesure jugé pauvre et politiquement nocif puisque court-circuitant, sur un mode référendaire, la représentation nationale. Tandis que la publication des sondages se répand dans les journaux concurrents, *Le Monde* se contente le plus souvent d'en donner succinctement les résultats. L'article suivant, prélevé en 1972, est à cet égard significatif des précautions que la direction du *Monde* estime devoir apporter pour justifier la reproduction sur une pleine page d'un vaste sondage de l'IFOP :

LES SONDAGES DE L'IFOP.

Comment les citoyens ont ressenti les événements de 1971

Le Monde ne publie pas de sondages, ou fort peu. Outre qu'ils sont très nombreux, ils exigent des personnes consultées des réponses simples à des questions souvent complexes dont elles ne peuvent connaître tous les éléments. A cet égard, ils encourent les mêmes griefs que les référendums. Enfin, s'il est toujours intéressant pour des responsables de prendre régulièrement le pouls de l'opinion, il n'est pas sûr que celle-ci ne se laisse parfois influencer par les sondages eux-mêmes. Ces difficultés incitent à la prudence à l'égard de l'analyse et du maniement des résultats des sondages comme de la publicité qui leur est faite. Mais ces remarques sont moins fondées, nous semble-t-il, lorsqu'il s'agit d'une synthèse portant sur une assez longue période. C'est le cas de l'étude suivante de l'IFOP.

Jaques Fauvet, *Le Monde*, 05/04/1972

Outre sa dimension idéologique, cette méfiance des éditorialistes s'explique également par un sentiment de remise en cause de leur légitimité à prendre position. A mesure que les sondages se sont imposés, les chroniqueurs pouvaient plus difficilement prétendre enrôler l'opinion pour justifier leurs engagements. Ce décalage fut manifeste lors du conflit d'automne 1962. En effet, le rejet par les responsables du *Monde*, et de la procédure référendaire, et de l'élection du Président au suffrage universel direct, entraînait en contradiction avec des sondages d'opinion qui témoignaient, eux, d'un soutien populaire aux projets gaullistes. Comme le soulignent leurs plus jeunes collaborateurs, les éditorialistes de la IV^e République pouvaient encore endosser un rôle de « représentant autorisé (par [leur] statut

professionnel et [leur] compétence) de l'arbitre incontestable (le peuple souverain) » pour parler en son nom³⁸⁵. Se percevant en tant qu'autorités morales, ils s'assuraient ainsi « une légitimité et un droit à parler supérieurs à ceux qu'ils concéd[ai]ent aux hommes politiques, porte-parole des partis »³⁸⁶.

Pourtant, malgré ces freins à l'incorporation des sondages d'opinion, le retournement est « rapide »³⁸⁷. Les cotes de popularité du général de Gaulle et de ses Premiers ministres se banalisent, de même que, dès 1963, les enquêtes en vue de l'élection présidentielle. Très vite, les thèmes soumis aux enquêtés se diversifient. Chaque enjeu (politiques publiques, élections à venir, diffusion d'idéologies ou de valeurs, conflits au sein d'un parti ou d'un camp) devient désormais susceptible d'être arbitré par cette construction statistique. Des majorités se dégagent et les commentaires journalistiques traduisent, avec de moins en moins de prudence, ces résultats bruts en expressions de la volonté souveraine des Français. Le rythme et le format de publication des sondages se sédimentent ainsi rapidement, à mesure que se nouent les alliances entre instituts et entreprises de presse et que ces enquêtes sont identifiées comme des épisodes saillants et attendus de la lutte politique.

Car, au-delà des réflexions épistémologiques sur leur pertinence, il est intéressant de repérer, à travers la présentation et le commentaire des sondages dans les journaux, les intérêts journalistiques d'un tel genre rédactionnel. Tout d'abord, à l'image des interviews, les sondages constituent un outil « commercial », un « élément de notoriété » (Fabrice Madouas, entretien n°1) : cités dans les revues de presse, repris par les concurrents (cf. tableau n°18), mis en Une au nom de l'exclusivité des informations ainsi fournies, ils participeraient selon cet ancien rédacteur de *Libération* au crédit accordé à son journal :

« - Les années 1980, c'est la montée en puissance des sondages dans la vie politique. Donc un journal qui ne publie pas de sondages, c'est un journal qui n'avait pas beaucoup d'influence. Donc ça faisait partie de la montée en puissance de *Libération*.

- **Ça avait un côté stratégique ? Vous les mettiez en valeur ?**

- Ah oui ! Ça, pour les mettre en valeur ! Je me souviens d'un sondage sur la crise de la sidérurgie. C'étaient huit pages et ça donnait une vision un peu nuancée et complète de l'attitude des Français à l'égard de toutes ces restructurations industrielles qui étaient quand même le grand problème économique du moment. » (Eric Dupin, entretien n°58).

³⁸⁵ LAGROYE Jacques, « Le conflit de l'automne 1962. Dispersions et convergences dans la formalisation du rôle », in LACROIX Bernard, LAGROYE Jacques (dir.), *Le Président de la République. Usages et genèse d'une institution*, Paris : Presses de la FNSP, 1992, p. 172.

³⁸⁶ *Ibidem*.

³⁸⁷ BLONDIAUX Loïc, *La Fabrique de l'opinion*, op. cit., p. 519 sq.

Par ailleurs, la plasticité de cet outil et son adéquation aux logiques de production journalistique a contribué à son succès dans l'univers de la presse. En effet, outre une information aisément résumable et facile à mettre en scène (« La plupart des Français pensent que... »), les sondages peuvent se voir attribuer des significations variées et permettent de mobiliser une pluralité de répertoires d'écriture. D'un côté, un hebdomadaire comme *Le Nouvel Observateur* des années 1970 valorisait la dimension scientifique de telles enquêtes : denses, reproduites sur plusieurs pages, segmentées selon les catégories socioprofessionnelles, commentées par des universitaires prestigieux comme Jacques Ozouf, elles étaient censées « bouleverser bien des clichés » (28/05/1973) et ainsi mieux appréhender l'univers social. D'un autre côté, les sondages permettent de légitimer certains partis pris, en montrant leur adéquation avec les attentes populaires. Différents interviewés évoquent ainsi un usage stratégique des sondages préélectorales par la direction de *France-Soir* lors des années 1970 :

« *France-Soir* avait le seul baromètre qui existait depuis 1958. (...) Or un jour, Hersant décide de ne plus publier de sondages pour ne pas avoir d'ennuis avec le pouvoir. (...) Quand vous étiez obligé de faire "Giscard en baisse", même si vous ne faisiez que deux colonnes, vous étiez sûr d'avoir un coup de fil. Ils n'étaient pas contents. » (Michel Schifres, chef adjoint du service *Politique* de *France-Soir* en 1976-77, entretien n°35).

Au-delà de ces choix de publier ou non le résultat d'une enquête, l'utilisation proprement politique des sondages d'opinion se manifeste également à travers la titraille qui, en résumant l'information, lui attribue une interprétation particulière. Au sujet d'une enquête sur les politiques menées par le gouvernement de Pierre Mauroy, *Le Figaro* titre ainsi en « Une » : « *Les Français renient l'étatisation* », tandis que l'éditorialiste, Max Clos, intitule son papier : « *Les yeux s'ouvrent* » (10/11/1982). Il est d'autant plus intéressant de comparer les commentaires d'un même sondage de popularité. En novembre 1988, alors que *Le Figaro* titre sèchement « *Mitterrand et Rocard en baisse* » (03/11), *Le Monde* suggère plus modérément une « *Confiance à géométrie variable pour MM. Mitterrand et Rocard* » (04/11).

A côté de ces usages politiques des sondages, il ne faudrait pas perdre de vue les usages strictement informatifs d'un tel outil³⁸⁸. A travers cette connaissance permanente des côtes de popularité et cette capacité à mesurer les rapports de force, les journalistes disposent d'une plus large palette de scénarios pour rendre signifiante et intéressante la lutte politique. Les sondages favorisent en effet une vision journalistique de la politique fondée sur le modèle, déjà maintes fois décrits, de la « course de petits chevaux ». D'une part, mobilisées

³⁸⁸ Sur ce point, voir CORI Nicolas, *L'influence du sondage sur les pratiques journalistiques. L'exemple de la campagne présidentielle de 1995*, mémoire de DEA de Science politique, I.E.P. de Paris, 1997.

en tant qu'épisodes saillants, en périodes électorales notamment, les enquêtes d'opinion permettent de construire une trame narrative, une intrigue offrant « une part de nouveauté et d'inattendu pour relancer l'intérêt du public. »³⁸⁹ Elles contribuent, d'autre part, à « éroder l'opposition d'hier entre périodes de campagne et de repos du politique »³⁹⁰ ainsi que l'opposition entre périodes de session et de relâche parlementaire. Jusqu'au milieu des années 1960, en dehors des campagnes électorales ou des phases d'activité du Parlement, les pages *Politique* étaient ainsi pauvrement remplies. Désormais, seuls les moments de « vacances » (du 15 juillet au 15 août notamment) justifient une pagination fortement amoindrie.

On ne peut conclure cette analyse sur l'intrusion des sondages d'opinion sans entrevoir leurs conséquences sur les rôles désormais endossables par les journalistes politiques. Dominique Wolton montre ainsi que les sondages accordent aux rédacteurs une nouvelle position dans le processus de communication politique : « Hier, c'était au nom du droit à l'information que les médias essayaient de conserver une indépendance par rapport au pouvoir politique ; aujourd'hui c'est (...) au nom de l'opinion publique qu'ils interrogent les acteurs politiques. »³⁹¹ En faisant parler ce nouvel acteur qu'est l'opinion, en réifiant cette parole et en lui accordant du crédit, les journalistes politiques disposent ainsi d'une précieuse ressource pour mettre en question le discours des hommes politiques et leur prétention à incarner la volonté populaire. Par exemple, en 1972, un article du *Monde* mobilise les résultats de sondages post-électorales pour contester l'enrôlement par le Parti communiste de tous les votes négatifs lors du référendum sur l'élargissement de la CEE :

L'enseignement des sondages

La bataille électorale est terminée. Après le temps des stratégies, voici celui des exégètes. Le moment est venu de faire parler les sondages.

Comment les électeurs ont-ils suivi les consignes de leurs partis ? Les communistes se targuent d'avoir fait le plein de leurs voix. (...) La majorité fait valoir que plus de deux sur trois sont positifs. Que disent les sondages ?

Au Parti communiste, d'abord, ils indiquent deux choses : tous les électeurs du PC n'ont pas voté, et tous les votes communistes n'ont pas été négatifs (...).

Alain Duhamel, *Le Monde*, 30 avril 1972

Plus généralement, avec les sondages, les journalistes politiques peuvent s'appuyer sur un instrument devenu peu contestable, car légitime *techniquement* et *politiquement*, pour mesurer

³⁸⁹ LEROUX Pierre, TEILLET Philippe, « “Ces sondeurs qui nous gouvernent”. Usages médiatiques des sondages d'opinion. Élection présidentielle, France, 1995 », in DRAGAN Ioan (dir.), *La Communication du politique. Regards croisés Est-Ouest*, Paris : L'Harmattan, 1999, p. 108.

³⁹⁰ NEVEU Erik, « Médias et construction de la “crise de la représentation” : le cas français », *Communication* (Montréal), vol. 14, n°1, 1993, p. 40.

le poids relatif des compétiteurs, juger leurs performances³⁹² et revendiquer un « pouvoir prophétique » sur le devenir de la lutte politique³⁹³. D'une part, cette double légitimité autorise les rédacteurs à endosser un rôle d'observateurs « impartiaux » des jeux politiques :

« On avait un sondage très ancien, mensuel, sur la popularité du président de la République et du Premier ministre, qui était fait par IPSOS. Moi j'y tenais beaucoup parce qu'il donnait d'abord une bonne coloration politique à *France-Soir*, c'est-à-dire d'observateur politique et non pas de partisan. » (Claude Vincent, entretien n°64)

D'autre part, elle naturalise certains choix rédactionnels et notamment certains des principes implicites de hiérarchisation de l'information. Écoutons ce rédacteur de *Libération* qui, en évoquant ses critères de sélection des « sujets », nous révèle à quel point les verdicts sondagers justifient les perceptions journalistiques de l'ordre politique :

« Mais les critères objectifs, c'est l'importance du sujet ! C'est Jospin devant le groupe socialiste ou Mégrét qui annonce sa candidature à la présidentielle tout seul devant le stade de France. Je veux dire : Mégrét, il fait 0,5 %. Jospin sera peut-être président de la République. Donc forcément, ça crève les yeux le sujet important par rapport à l'autre. Non, ce n'est pas intuitif, ce n'est pas au pif. Ça se détermine assez logiquement l'importance dans l'actu en fonction de l'influence du personnage, du courant qu'il représente. » (Renaud Dely, entretien n°5).

Section 2. De l'énonciation à la dissimulation des préférences partisans

Différents auteurs, historiens, sociologues, journalistes, identifient une transformation majeure dans la presse française depuis l'après-guerre. Compte tenu de la disparition progressive des journaux d'opinion et d'une certaine « dépolitisation du contenu »³⁹⁴, on pourrait lire l'histoire de la presse comme celle d'une lente autonomisation vis-à-vis du champ politique. Ce processus s'inscrirait de fait dans un mouvement très ancien qui a vu la

³⁹¹ WOLTON Dominique, « Les journalistes entre l'opinion publique et les hommes politiques », in MARTIN Marc (dir.), *Histoire et médias. Journalisme et journalistes français. 1950-1990*, Paris : Albin Michel, 1991, p. 209.

³⁹² Cf. CHAMPAGNE Patrick, « Qui a gagné ? Analyse interne et analyse externe des débats politiques à la télévision », *Mots*, n°20, 1989, p. 16.

³⁹³ Il ne s'agit toutefois pas d'une nouveauté, les articles des années 1940 et 1950 en témoignent. De même, s'appuyant sur un corpus d'articles remontant aux années 1930, Guy Rossi-Landi dénonce cette tentation récurrente de l'anticipation : « C'est la maladie endémique du journaliste que cette future. Les symptômes en sont très simples : le patient laisse errer sa plume en même temps que son imagination. Il écrit alors l'histoire de demain. » (ROSSI-LANDI Guy, *Les Journalistes politiques*, Paris : Flammarion, 1969, p. 132).

³⁹⁴ CHARON Jean-Marie, *La Presse en France de 1945 à nos jours*, Paris : Le Seuil, 1991, p. 130.

presse d'information progressivement supplanter la presse doctrinale³⁹⁵. Mais à la lecture de nos entretiens et d'un certain nombre de témoignages ou de travaux scientifiques, on distinguerait plutôt, depuis 1945, une succession de séquences dans le militantisme de la presse nationale. En effet, à l'image des travaux d'Hirschman sur la participation politique des citoyens³⁹⁶, on pourrait repérer différents cycles dans le positionnement des journaux vis-à-vis de la compétition politique : fortement politisés entre 1944 et 1947, 1956 et 1962, 1968 et 1986, les journaux français se seraient davantage distanciés de la lutte entre 1947 et 1956, entre 1962 et 1968³⁹⁷, et depuis le milieu des années 1980³⁹⁸.

Pourtant, bien que séduisante, une telle lecture des transformations du contenu de la presse ne va pas sans poser d'importants problèmes de validation et d'interprétation. Tout d'abord, les couples « politisation / dépolitisation », « engagement / distanciation », « autonomie / hétéronomie », « partialité / impartialité », « objectivité / subjectivité », « opinion / information », etc. paraissent souvent flous et manichéens. Mais ils sont parfois utiles : si les journalistes les mobilisent souvent dans un souci de légitimation de leur travail ou de stigmatisation de leurs concurrents, ils offrent également une précieuse liberté de théorisation. Ensuite, cet embarras conceptuel est redoublé par la difficulté de mettre en place les outils empiriques permettant de valider de telles affirmations : par exemple, la « dépolitisation » se manifeste-t-elle dans les éditoriaux ou dans le contenu global du journal ? Se déduit-elle de la rareté des énoncés normatifs, de l'absence de soutien explicite à l'un des camps politiques ou du déclin du volume des pages *Politique* ? Mieux, ces obstacles méthodologiques s'articulent avec certaines difficultés d'interprétation : une prise de position claire en faveur d'un des acteurs en lutte traduit-elle un choix librement consenti, au nom des intérêts stratégiques de l'entreprise de presse ou des convictions idéologiques de la rédaction, ou révèle-t-elle, au contraire, la subordination du journal envers un groupe politique ? Ces réserves quant à la possibilité d'établir un diagnostic général sur l'engagement des journaux depuis les années 1960 sont d'autant plus fondées qu'il est difficile d'inclure, dans un même constat, l'ensemble des publications d'une presse française en permanente reconfiguration.

³⁹⁵ Cf. par exemple MARTIN Marc, *Médias et journalistes de la République*, Paris : Odile Jacob, 1997 ; DELPORTE Christian, *Les Journalistes en France*, op. cit.

³⁹⁶ HIRSCHMAN Albert O., *Bonheur privé, action publique*, Paris : Fayard, 1983.

³⁹⁷ Dans un article publié en 1968, Francis Balle cherche à montrer une « dépolitisation » et, plus spécifiquement, un déclin de la « politisation engagée » dans les quotidiens des années 1960 par rapport aux journaux d'après-guerre (« Les grands quotidiens français sont-ils dépolitisés ? », *Annales E.S.C.*, vol. 23, n°2, 1968, p. 309 et 312).

³⁹⁸ Philippe Juhem parle par exemple de « déclin de l'information engagée » à partir de 1981, in « Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981 », *Politix*, n°56, 2001, p. 203.

Cela interroge notamment la pertinence d'un corpus limité à une dizaine de journaux, marqués chacun par la singularité de leurs rapports à l'univers politique, par leurs évolutions respectives et par les marges de manœuvre dont disposent leurs rédacteurs pour énoncer leurs préférences idéologiques ou partisans.

Plutôt que de discuter du positionnement des journaux à partir des seuls éditoriaux ou des titres de Unes, plutôt que de se contenter de relater des anecdotes témoignant des « pressions » ou des « connivences » entre acteurs politiques et journalistiques, plutôt que de s'intéresser qu'à certaines conjonctures critiques (automne 1962, mai 1968, mai 1981, etc.), il faut à nouveau se plonger dans le contenu des pages *Politique* et étudier les routines qui structurent le travail et l'écriture journalistique. Tout en se souvenant que les journaux vont de moins en moins se contenter de reproduire les paroles politiques officielles, on cherchera ici à se demander quelles positions vis-à-vis de la lutte politique les rédacteurs vont être autorisés ou contraints d'adopter entre 1960 et 2000. Dans quelle mesure, selon les contextes, est-il légitime et commercialement pertinent de soutenir explicitement un camp, un parti ou une personnalité ? Autrement dit, par quels procédés rhétoriques les rédactions et leurs journalistes vont afficher ou masquer leurs préférences politiques ? Sans entrer dans une vaine querelle sur la datation exacte d'évolutions souvent labiles et distinctes selon les journaux, on peut grossièrement identifier trois périodes.

§ 1. LA LEGITIMITE RETROUVEE D'UN JOURNALISME DE « COMBAT »

A. *La parenthèse gaulliste (1962-68)*

La plupart des journalistes interviewés ayant officié au cours des années 1960 décrivent cette décennie avec peu de passion. Comme le dit joliment Jean Ferniot dans son autobiographie : « Sous la IV^e, on arrivait à rire même dans le drame, tandis que la V^e a distillé l'ennui, même dans la comédie. »³⁹⁹ La fin tragique de la Guerre d'Algérie, l'apaisement dès 1963 du débat sur les institutions, la stabilité des équipes gouvernementales, la moindre perspective d'un coup de force communiste, l'apparente résolution des antagonismes sociaux liée au dynamisme économique : l'ensemble de ces éléments témoigneraient d'une atténuation de la vigueur de l'affrontement politique. Un tel constat se manifeste aisément à la lecture de la presse de cette décennie. D'une part, se poursuit la lente érosion des journaux affiliés

directement ou indirectement aux formations politiques : ne recevant plus les subsides du PCF depuis l'été 1963⁴⁰⁰, *Libération* disparaît l'année suivante, tandis que le quotidien de la SFIO, *Le Populaire*, devient hebdomadaire en mars 1966. D'autre part, pour faire face au déclin de leur lectorat, différents journaux se voient contraints de redéfinir des contenus éditoriaux, sinon militants, du moins soucieux de peser sur les orientations politiques du pays. Le cas de *L'Express* a déjà été évoqué ; il faut brièvement s'arrêter sur celui de *France-Observateur* où s'affrontent, en janvier 1963, deux conceptions de son rôle vis-à-vis de la compétition politique en général, du Parti Socialiste Unifié en particulier. Face à Claude Bourdet qui souhaitait adosser l'hebdomadaire aux combats de ce parti, Gilles Martinet a défendu, avec succès, sa vision d'un journal « de gauche » mais qui ne restreignait pas son lectorat et donc son influence aux seuls militants du PSU :

Et comme *France-Observateur* n'est pas le journal d'un parti, qu'il se situe au carrefour de tous les courants qui travaillent à la rénovation de la gauche, son rôle essentiel est de fournir une information honnête, de définir des positions constructives et de lier la vigueur de ses polémiques au respect scrupuleux de la vérité.

Gilles Martinet, *France-Observateur*, 07/02/1963

C'est bien face à l'érosion de son public que *France-Observateur* s'est transformé en *Nouvel Observateur* en novembre 1964. Accueillant certains démissionnaires de *L'Express* (Jean Daniel, KS Karol, Serge Lafaurie, Claude Krief, etc.), ouvrant son capital à l'industriel Claude Perdriel, la direction du *Nouvel Observateur* a modifié son positionnement à l'égard de la lutte politique : ouvrir ses « tribunes » à de plus larges fractions de la « gauche »⁴⁰¹ ; développer, à partir d'enquêtes et de reportages, une étude plus sociologique des évolutions sociales et des conflits du travail⁴⁰² ; analyser les rapports de force plus que combattre les politiques gouvernementales, etc. Même si les registres d'écriture varient fortement selon des rédacteurs aux statuts divers (universitaires, militants politiques ou syndicaux, journalistes professionnels), la posture de « témoin engagé » revendiquée par Jean Daniel⁴⁰³, répond bien

³⁹⁹ FERNIOT Jean, *Je Recommencerais bien. Mémoires*, Paris : Grasset, 1991, p. 165.

⁴⁰⁰ ESTIER Claude, *La Plume au poing*, Paris : Stock, 1977, p. 168.

⁴⁰¹ Jean Daniel évoque *a posteriori* cette nécessité, à la fois politique et commerciale, « de renoncer à une ligne idéologique trop rigide : pour réunir les sectes, il fallait bien commencer par n'être pas sectaire. » (*L'Ere des ruptures*, Paris : Le Livre de poche, 1979, pp. 23-24).

⁴⁰² Le même Jean Daniel justifie, dans un autre ouvrage, la place croissante dévolues aux reportages et aux enquêtes sur les questions de « société » : « La politique des appareils de parti ennuyait profondément, mais une autre politique surgissait qui embrassait l'éducation, les mœurs, la religion, la décentralisation, l'affirmation des ethnies, l'environnement, l'aménagement du territoire. » (*Le Temps qui reste*, Paris : Le Livre de poche, 1974, p. 232).

⁴⁰³ DANIEL Jean, *L'Ere des ruptures*, op. cit., p. 24.

aux contraintes économiques et idéologiques face auxquelles se trouvent placé ce magazine⁴⁰⁴ et que tente d'expliquer Gilles Martinet à ses lecteurs pour justifier le changement de formule :

Notre ambition.

Nous avons dit et répété au cours de ces dernières semaines que nous ne céderions pas, en aucun cas, à ce phénomène qu'on appelle la "dépolitisation". (...) L'homme moderne, nous dit-on, a, avant tout, besoin d'apprendre, de connaître, de savoir. Il se méfie de tous les a priorismes, de toutes les explications idéologiques, de toutes les affirmations doctrinales. Il faut donc lui offrir des faits, rien que des faits. Je ne récus pas ce diagnostic. Je conteste la conclusion qui lui est donnée. (...)

Car la vérité est que l'homme moderne (...) est écrasé par la masse des informations qui sont mises à sa disposition. (...) L'ancienne presse avait déjà réussi à transformer la nouvelle en marchandise. Certains journaux font maintenant de cette marchandise un produit parfaitement aseptisé, assimilable par les esprits les plus paresseux ou les plus fatigués. Car après avoir "travaillé" les faits, on prend soin de les recouvrir d'une confiture appelée "human touch". De Gaulle n'est plus simplement de Gaulle. Il est "le général de Gaulle, soixante-quatorze ans, trois enfants." (...)

Ce dont les hommes d'aujourd'hui ont besoin, ce n'est pas tant d'être tenu au courant de tous les faits que d'être mis en mesure de comprendre les plus importants. (...) A quoi sert-il de parler des oppositions entre tel ou tel dirigeant du mouvement paysan français si l'on ne fournit pas l'explication des antagonismes qui s'expriment à travers leurs affrontements ? Ces clés, ces explications, aucune technique de presse ne peut les donner. C'est l'analyse sociale et le jugement politique qui permettent de les découvrir. Voilà pourquoi la véritable information ne peut pas être une information neutre.

(...) Nous ne croyons pas que la politique ait fait son temps et que le monde occidental soit entré dans l'ère de la pure technique. Le rôle de la presse de gauche n'est pas de s'accommoder du dépérissement des habitudes démocratiques ; il est d'aider à leur renouveau. Elle n'y parviendra pas par le biais de l'information pure mais par celui de l'information expliquée, développée, éclairée. »

Gilles Martinet, *France-Observateur*, 24/09/1964

Le Nouvel Observateur

(...) La logique d'un journal n'est pas celle d'un parti. (...) nous avons donc voulu établir une nette différence entre ce que décidait le PSU et ce qu'accomplissait une équipe qui, dans sa majorité, se trouvait hors des rangs de ce parti. (...) Aussi est-il naturel qu'au moment où nous avons la possibilité d'atteindre ce large public, nous songions à faire la démonstration que le nouveau journal agira en pleine indépendance à l'égard de toutes les formations politiques si sympathiques soient-elles. (...)

Je ne crois pas exagéré de dire que l'expérience que nous allons ainsi entreprendre peut avoir une répercussion considérable sur l'évolution de la gauche française et sur ce que j'appellerai la préparation de l'après-gaullisme. L'apparition, au cours des années 1950, de nouveaux hebdomadaires d'opinion, a été un facteur important dans la vie politique du pays. Ces hebdomadaires ont fortement contribué à la liquidation de la mentalité coloniale et de l'esprit de la guerre froide. Il faut maintenant travailler à une œuvre plus ambitieuse, il faut rendre sensible aux yeux de la fraction la plus dynamique et (...) la plus influente du pays, la nécessité d'une profonde transformation des structures de la société européenne et la possibilité d'un nouvel épanouissement de la démocratie.

Gilles Martinet, *France-Observateur*, 22/10/1964

⁴⁰⁴ « Le *Nouvel Observateur* est lié à la recherche d'une voie – celle du "désengagement" sans "dépolitisation" – qui se situe entre la voie de la dépolitisation "réaliste" représentée par l'*Express* nouvelle formule et celle de l'engagement à tout prix représentée par *France-Observateur* (alors en déclin), *Les Temps modernes*, certaines fractions du PSU... » (PINTO Louis, *L'Intelligence en action* : Le Nouvel Observateur, Paris : Métailié, 1984, p. 26).

Cette transformation, entamée dès avant ce basculement de *France Observateur* en *Nouvel Observateur*, s'observe tout au long des années 1960. Elle s'apparente à un processus complexe, mâtiné de rapports de force entre différentes fractions de la rédaction, dont l'enjeu porte tout autant sur la définition de l'orientation éditoriale que sur la répartition du pouvoir. Toujours est-il que différentes innovations voient progressivement le jour : à la fin de la décennie, les tribunes d'hommes politiques sont précédées de la mention « Opinion », les articles concernant l'actualité politique se présentent de plus en plus sous la forme de longs récits à l'image des papiers de *L'Express*, etc. Des règles d'écriture proprement journalistiques s'imposent au sein même des analyses les plus savantes, celles par exemple qui interrogent les mutations idéologiques de la gauche contemporaine. Plus que des « témoins engagés », certains journalistes sont désormais recrutés au nom de leur connaissance personnelle du personnel gouvernemental (Pierre Rouanet en 1969), ou au nom d'un « professionnalisme » dont témoigne un diplôme d'école de journalisme (Franz-Olivier Giesbert) ou une longue carrière dans la presse (Georges Mamy, Irène Allier).

Quant aux journaux dits d'information (*Le Monde*, *France-Soir*, *Le Figaro* dans notre corpus), leurs hiérarchies respectives se sont clairement positionnées lors des principaux scrutins (1962, 1965, 1967, 1968). Mais, au-delà de ces éditoriaux produits dans des conjonctures spécifiques, l'éventuel soutien à telle ou telle fraction de l'espace politique ne se laisse pas facilement appréhender. Certes, les reporters de *France-Soir* ou du *Figaro* relatent, avec emphase le plus souvent, les déplacements en province ou à l'étranger du général du Gaulle. Ses discours donnent lieu à des restitutions fidèles et à des exégèses qui n'empruntent aucunement des registres critiques. Dans ces journaux, les logiques de compte-rendu perdurent jusqu'à la fin de la décennie et l'agenda gouvernemental dicte principalement l'agenda journalistique. Mais les journalistes politiques de ces quotidiens rendent compte, avec retenue, des manifestations et des paroles des acteurs de l'« opposition », à l'exception toujours du PCF. Un rédacteur intégrant le service *Politique* de *France-Soir* au milieu des années 1960 confirme ce constat :

« Si vous voulez, dans les années 1960, le pouvoir gaulliste était tellement solide, tellement massivement installé en France qu'on pouvait faire ce qu'on voulait. Vous pouviez faire une interview de Duclos, ça ne changeait vraiment rien. Tout le monde était convaincu que le pouvoir gaulliste était là, il était immuable pour ainsi dire, et par conséquent, vous pouviez vous permettre des fantaisies, marquer de la sympathie à l'égard de l'opposition, ça ne gênait vraiment personne. » (Claude Vincent, entretien n°64).

B. La radicalisation des antagonismes (1968-1986)

Lorsque les interviewés évoquent les années 1970 et le début des années 1980, leurs propos renvoient fréquemment à la partialité de leurs journaux. S'autopositionnant eux-mêmes sur l'axe droite-gauche, ils décrivent des rédactions soutenant explicitement l'un des camps en lutte et revendiquant un rôle actif dans la compétition politique⁴⁰⁵.

Encadré 3. La partialité des journaux au cours des années 1970.

Le Monde	« Il y avait trop d'indépendance au <i>Monde</i> . Par exemple, c'était la mode à l'époque, de se gausser des centristes. Comme nous, on est de gauche, on a dans l'idée que le centre se désisterra au profit de la gauche. On s'aperçoit <i>a posteriori</i> qu'on a milité pour la victoire de la gauche d'une manière qui n'est pas compatible avec l'éthique journalistique. » (Noël-Jean Bergeroux, entretien n°25)
Le Figaro	« Je suis parti sur un clash avec Rebois [le chef du service <i>Politique</i>] lors des municipales de 1977. J'avais été faire un reportage dans la Marne, à Epernay, chez Stasi que je connaissais bien. (...) Et je suis revenu en faisant un papier où je disais en gros : "La victoire de Stasi n'est pas du tout assurée." Et je penchais même pour une victoire communiste. Rebois me dit : "Mais attendez, ce n'est pas possible. Le communiste ne peut pas gagner à Epernay. En plus, vous êtes au <i>Figaro</i> . En plus, vous connaissez bien Stasi. Comment ça se fait que ce type, vous ne le valorisiez pas davantage ?" (...) J'ai dit : "J'essaie de dire ce que j'ai vu, ce que j'ai entendu. Ce n'est pas une affaire de conviction personnelle. Je suis un œil et j'essaie d'être pertinent. Et je crois que le candidat communiste a une chance. Je le regrette mais c'est comme ça." Il me dit : "En tout cas, dans le titre, il faut qu'on sache de quel côté on est." (...) C'était très interventionniste quand même. Pas Hersant lui-même. (...) Il avait des hommes de main qui faisaient toujours du zèle, qui n'étaient pas forcément les plus intelligents et les plus talentueux. » (Jean-Yves Boulic, entretien n°46)
France-Soir	« Amouroux [<i>directeur de la rédaction entre 1973 et 1976</i>] était un homme de droite (...), qui faisait passer des ordres. C'est-à-dire qu'à la demande de l'Elysée, à la veille de l'exécution de Buffet, il a fait passer un sondage disant que les Français étaient pour la peine de mort. » (Claude Vincent, entretien n°63).
Le Nouvel Observateur	« <i>L'Observateur</i> avait fait campagne pour Mitterrand quand même. (...) Mais personne ne nous a demandé de faire des articles qui servent de tracts. On n'était pas là pour ça quand même. (...) On a été violemment contre notre camp. On a été très méchant, mais parce que c'était les nôtres. (...) On était dans un camp et donc on avait une très grande exigence par rapport à ceux qui se réclamaient de ce camp. (...) Ce n'est pas parce que c'étaient les nôtres qu'on faisait du journalisme militant. » (Kathleen Evin, entretien n°41)
L'Express	« Quand je suis rentrée [<i>en 1977</i>], c'était centre-droit, c'était giscardien. Quand même, il y avait ça. Il fallait savoir un peu où on mettait le pied. Ça n'a jamais été vraiment sur la gauche, à partir du moment où j'y étais. C'était de droite. » (Sylvie Pierre-Brossolette, entretien n°49).

⁴⁰⁵ Il faudrait peut-être nuancer ce constat au sujet du *Point* dont l'apparition répond précisément au souci d'une partie des rédacteurs de *L'Express* de se démarquer des ambitions de Jean-Jacques Servan-Schreiber, désireux d'utiliser son hebdomadaire pour promouvoir sa carrière politique.

Comme le suggèrent ces extraits d'entretiens, les différents journaux se sont explicitement positionnés, en dehors mêmes des espaces habituellement dévolus à l'expression des points de vue. Mais ces interviewés prennent généralement soin d'ajouter qu'ils n'étaient pas pour autant des militants « serviles ». Aussi, le soutien que ces rédactions ont apporté respectivement à la « gauche » et à la « droite », ou plus précisément à telle ou telle fraction de ces camps, ne s'est pas manifesté, comme dans la presse de parti, par le simple relais des prises de position des acteurs soutenus, ou par des campagnes systématiques de mobilisation des siens ou de dénigrement de l'adversaire. Il faudrait, sur ce point, observer finement l'évolution des rhétoriques mobilisées selon l'état de la conjoncture politique entre le début des années 1970 et le milieu des années 1980 : la proximité de chaque élection et la perspective croissante d'une alternance accentuaient évidemment la dramaturgie de la lutte et rendaient davantage légitimes l'énonciation de partis pris. De la même manière, les stratégies rédactionnelles se sont reconfigurées à partir de la victoire de François Mitterrand en 1981 : les anciens journaux d'opposition étaient à présent considérés comme « proches » du pouvoir et ne pouvaient utiliser les mêmes répertoires d'écriture pour décrire l'action gouvernementale et évaluer des politiques publiques qu'ils appelaient auparavant de leurs vœux.

Toujours est-il que ces politiques éditoriales qui autorisent ou contraignent les rédacteurs à afficher, de façon explicite ou « braconnée », leurs préférences partisans doivent s'articuler avec les normes d'écriture qui s'imposent au cours des années 1960 et 1970. Ces manières de valoriser un allié ou de stigmatiser un adversaire devaient s'inscrire dans les genres journalistiques désormais légitimes (l'article « anglé » qui sélectionne stratégiquement les citations, l'interview qui suscite une parole militante, les échos qui disqualifient certains adversaires, les sondages qui révèlent un soutien ou un rejet de l'opinion, le portrait ou le reportage qui humanisent un responsable politique, etc.). Elles mobilisent également l'ensemble de la palette rédactionnelle, que celle-ci émane des rédacteurs eux-mêmes (les papiers), du secrétariat de rédaction ou de la hiérarchie (les titres, les commentaires, l'iconographie et notamment les photographies⁴⁰⁶). Titrer constitue, par exemple, l'un des outils pour « cadrer » l'information, c'est-à-dire la résumer à sa plus simple expression et définir « une idée centrale et organisatrice (...) qui fournit des significations à une séquence

⁴⁰⁶ Par exemple, lors de la campagne présidentielle de 1988, on trouve dans *France-Soir* une rubrique intitulée « En feuilletant l'album photo de la campagne ». Le 6 avril, on y trouve J. Chirac en compagnie de « jeunes », J.M. Le Pen en famille, R. Barre avec des commerçants tandis qu'une dernière photographie montre A. Lajoinie et G. Marchais la mine fatiguée, presque patibulaire.

d'événements. »⁴⁰⁷ En prenant l'exemple du *Figaro*, il est frappant de constater l'évolution des titres sur un même type d'événement. On peut emprunter à nouveau le cas de l'examen des budgets ministériels à l'Assemblée. Tandis qu'en 1970, les rédacteurs mettaient surtout l'accent sur les mesures ou les déclarations ministérielles les plus significatives, ils s'efforcent essentiellement en 1982 de promouvoir des critiques contre les politiques envisagées. D'un registre factuel⁴⁰⁸, on s'oriente nettement vers un registre évaluatif et mobilisateur.

Tableau 19. Recensement des titres des comptes-rendus budgétaires publiés dans *Le Figaro* les quinze premiers jours de novembre 1970 et 1982.

1970	1982
<ul style="list-style-type: none"> - Des objectifs liés aux ambitions de la Nouvelle Société - Les députés espèrent un geste de MM. Chalandon et Vivien en faveur du logement - M. Maurice Schuman : "Pour la Communauté européenne, deux dangers à éviter" - Logement : plus de 500 000 mises en chantier en 1971 - M. Jacques Duhamel : "L'évolution ne conduit pas inexorablement à une agriculture de type industriel..." - M. Debatisse : "Le VI^e Plan sacrifie le budget de l'Agriculture" - M. Yvon Bourges : "L'augmentation du budget de la coopération est un signe de la volonté de la France" - Budget de l'Agriculture : 381 députés approuvent - M. Giscard d'Estaing demandera la reprise des dispositions contre la fraude fiscale écartées voici trois semaines - M. Marcellin : "Nous voulons mener à bien la réforme des collectivités locales avec l'accord des élus" 	<ul style="list-style-type: none"> - Culture : tout n'est pas rose - Droits de la femme et menus crédits - Culture : la confiscation socialiste - Des menaces sur l'enseignement privé - Jack Lang accusé de "pompiérisme coûteux" - Stagnation de la construction - PTT : un budget futuriste - L'opposition dénonce les attaques contre l'enseignement privé - Assemblée : le "fiasco" de l'Industrie et de la Recherche - Une bombe à neutrons 100 % française - Enseignement privé agricole : menaces sur la loi Guerneur - La majorité s'alarme de l'insécurité croissante - Budget de la défense : un réquisitoire de l'UDF - L'armée, première victime de la "rigueur" - Inquiétude pour l'avenir de l'aéronautique militaire

Source : Dépouillement des archives de presse microfilmées de la Bibliothèque nationale de France.

Dans le *France-Soir* de l'après mai 1981, la titraille manifeste également les partis pris d'une direction soutenant explicitement la nouvelle opposition parlementaire. Mais, outre ces titres qui, comme au *Figaro*, relaient la parole de l'opposition pour critiquer les politiques gouvernementales, l'énonciation cherche également à mobiliser les affects des lecteurs en montrant les implications directes (et nocives) sur leur quotidien : « *Vous paierez l'emprunt forcé (10 %) en juin* » (09/04/1983). Autre outil mis en place par les rédacteurs de *France-Soir* entre 1977 et 1988 pour souligner les éléments majeurs de l'actualité ou l'interprétation la plus crédible : l'usage d'un caractère gras au cœur même des articles.

⁴⁰⁷ GAMSON William A., MODIGLIANI Andre, « Media discourse and public opinion on nuclear power : A constructionist approach », *American Journal of Sociology*, vol. 95, n°1, 1989, p. 3.

Giscard à la télévision

(...) Le président passera ensuite l'après-midi dans son bureau **après avoir annulé tous ses rendez-vous pour préparer l'entretien** qu'il doit avoir, à 20 h 30, devant les caméras d'Antenne 2, avec des journalistes de la télévision et qui sera retransmis en direct d'un salon de l'Élysée. (...)

Contrairement à ce qui se passe généralement pour les conférences de presse, Valéry Giscard d'Estaing a demandé que l'entretien se déroule sur **le mode de la conversion à bâtons rompus**. Pierre Hunt, le porte-parole de l'Élysée, a bien précisé : « **Aucune question obligée, aucune question interdite.** » Point non plus de classification en chapitres : politique étrangère, politique intérieure, économie, social, tout sera évoqué pêle-mêle, une réponse pouvant entraîner une nouvelle question.

Mais il est vraisemblable – le tour de table fait quelques heures plus tôt au conseil des ministres l'indique – que le chef de l'État accentuera ses propos **sur toutes les questions qui concernent la vie quotidienne des Français** (emploi, coût de la vie, etc.) et les perspectives qui s'ouvrent à notre pays après les élections cantonales et avant le scrutin européen. (...)

Jacques de Danne, *France-Soir*, 19/04/1979

Herzog chez Rothschild

(...) Seuls les journalistes de *L'Humanité*, l'organe officiel du Parti communiste, sont autorisés à assister à la réunion. **Il faut une bonne demi-heure aux représentants de la "presse bourgeoise" pour obtenir l'autorisation d'accéder au deuxième sous-sol.**

Le spectacle en vaut la peine. Devant une Assemblée disparate, Philippe Herzog s'empoigne verbalement avec un cadre de la banque. (...) Avec, au bout du compte, le sentiment pour les uns d'avoir ouvert une voie nouvelle dans le droit des travailleurs à disposer de leur entreprise ; **pour les autres, celui d'avoir assisté à une dangereuse mascarade dont l'effet ne tardera pas à se faire sentir sur la clientèle, particulièrement sur la clientèle étrangère.**

Jacques de Danne, *France-Soir*, 08/04/1982

Séguin : "Mitterrand ne connaît pas son dossier des retraites..."

François Mitterrand a déclenché une véritable tempête à propos des retraites de la Sécurité sociale par ses déclarations de jeudi soir sur TF1. Si l'on en croit le Président, les retraites n'auraient pas à s'en faire car le problème du financement des prestations – vieillesse ne se poserait pas avant l'an 2000.

C'est absolument contraire à tout ce que l'on avait entendu dire jusqu'à présent, et de tous les bords, par les experts les plus qualifiés.

Aussi, le ministre des Affaires sociales, Philippe Séguin, a bondi. Il juge les propos du président « **stupéfiants, unimaginables et nuls.** »

Il ajoute même : « **J'ai cru que c'était un poisson d'avril.** »

Hélas, ce n'en était pas un. Alors, Séguin ajoute : « **Ou bien M. Mitterrand ne connaît pas son dossier et c'est grave, ou bien il le connaît et c'est scandaleux.** » (...)

Car la vérité, on la connaît : les charges de l'assurance – vieillesse augmentent chaque année et pour plusieurs raisons : (...). **Beaucoup de cotisants cotisent donc moins longtemps. Et le chômage n'arrange rien évidemment.** (...)

En 1992, le besoin de financement complémentaire annuel serait au rythme actuel de plus de 67 milliards de francs.

Les centaines d'experts représentant plus de cent organisations de toute tendances qui ont participé aux États généraux de la Sécurité sociale connaissent ces chiffres, cette menace de dérive de 10 milliards par an. (...)

Jean Brigouleix, *France-Soir*, 02/04/1988

⁴⁰⁸ Il faut toutefois noter, pour nuancer ce constat, qu'un registre strictement factuel peut répondre tout autant à un souci de porter la parole du gouvernement et d'évacuer les polémiques qu'à l'ambition de rapporter « objectivement » les discussions parlementaires.

Au-delà de cette pratique du surlignement, ces articles témoignent d'une certaine ambiguïté, qui n'est évidemment pas propre à *France-Soir*, dans l'énonciation des partis pris. À partir des trois exemples précédents, on constate en effet différentes stratégies rhétoriques permettant de se positionner sans opiner, c'est-à-dire en conservant une posture apparemment informative. Dans le premier papier, le rédacteur relaie, certes, une communication officielle (il cite nommément le porte-parole de l'Élysée) mais, par la mise en forme en « article » structurant des informations diverses, il affiche sa distance à l'égard de l'institution élyséenne. D'une part, il ne se contente pas de restituer le discours du porte-parole ; d'autre part, par une formulation d'hypothèses, étayées par différents indices (le « tour de table » au Conseil des ministres), il signale au lecteur sa contribution propre. Dans le deuxième papier, le journaliste attribue ses jugements soit à son statut de témoin d'une scène suffisamment grotesque pour autoriser l'ironie, soit à des interlocuteurs fictifs dont les points de vue sont placés dans une fausse symétrie (« pour les uns », « pour les autres »)⁴⁰⁹. Enfin, dans le troisième article, le rédacteur emprunte des arguments d'autorité : il s'efface derrière les commentaires accusateurs d'un ministre ou derrière les « vérités » promues par des « centaines d'experts » pour montrer la fausseté des déclarations présidentielles et ainsi légitimer ses propres critiques. Cette pratique journalistique est d'autant plus remarquable qu'à la même époque (1986-88), la plupart des articles de *France-Soir* évoquant les projets gouvernementaux ne livrent pas les commentaires de l'opposition parlementaire. On peut parler d'ambiguïté donc puisque, selon la formule d'Yves de la Haye, « on ne sait plus qui parle au juste »⁴¹⁰. Le même auteur montre bien comment cet usage des citations « déjoue constamment les principes d'assignation claire » de l'origine du discours⁴¹¹. Ces « citations-camouflage »⁴¹² permettent, par les guillemets, de ne pas endosser les propos prélevés mais sans pour autant s'en distancer totalement. Par leur inclusion dans l'argumentation du rédacteur, ces extraits ne

⁴⁰⁹ D'un point de vue linguistique, les citations, surtout lorsqu'elles sont anonymes, fonctionnent sur le mode du sous-entendu : « Toute l'astuce du procédé est que le locuteur peut continuer en appuyant son argumentation sur le contenu même de l'information donnée. (...) Et cependant le locuteur a dégagé sa responsabilité en s'en déchargeant sur "certains" : pour dire quelque chose, on fait dire par autrui qu'on l'a dit. » (DUCROT Oswald, *Le Dire et le dit*, Paris : Minuit, 1984, p. 46). A cet égard, le « bidonnage » des citations semble avoir été plus ou moins répandu. Nos interviewés en fournissent quelques exemples : « J'ai fait quelques fois aussi des réflexions personnelles, mais en les mettant dans la bouche d' "un ancien ministre gaulliste". Ils en ont dit beaucoup les anciens ministres gaullistes !" » (Pierre Rouanet, entretien n°20).

⁴¹⁰ DE LA HAYE Yves, *Journalisme, mode d'emploi, op. cit.*, p. 93. Par exemple, à la question « Mais comment critiquer sans dire "je" ? », Kathleen Evin, rédactrice au *Nouvel Observateur* de 1974 à 1986, répond : « Par exemple, on couvre un débat important. Selon à qui vous donnez la parole, ou vous en faites un débat qui s'est bien déroulé ou alors vous pointez dans le discours de M. Machin l'article qui, selon vous, pose problème, et puis vous allez chercher les réactions des gens. » (Kathleen Evin, entretien n°41).

⁴¹¹ DE LA HAYE Yves, *Journalisme, mode d'emploi, op. cit.*, p. 93.

⁴¹² *Ibid.*, p. 95.

s'apparentent pas à ce que de la Haye qualifie de « citation-pincette » dont le communiqué, précédé de la formule « on nous communique », constitue la forme canonique⁴¹³.

On le voit par ces quelques exemples, les journalistes politiques de la plupart des journaux des années 1970 et 1980 s'autorisent fréquemment l'expression de jugements sur les acteurs et les idées circulant dans l'espace politique. A ce titre, ils participent à leur manière à cette activité proprement politique qui consiste à enrôler le public, à le mobiliser, à l'influencer, à le convaincre de soutenir une cause, un « camp » ou une personnalité. Mais ces rédacteurs n'empruntent pas pour autant les anciens savoir-faire ou n'investissent pas les attitudes explicitement partisans des journaux d'opinion. Les formats à travers lesquels les journalistes énoncent leurs engagements sont donc le produit de compromis entre ces logiques « politiques » et des logiques qu'on qualifiera ici de « commerciales », là de « professionnelles », au sens où les rédacteurs ne peuvent se contenter de relayer les discours des acteurs politiques ou d'emprunter des rhétoriques trop ouvertement adossées à un parti. Ces impératifs de distanciation qui impliquent, on l'a vu, davantage d'initiative et de valeur ajoutée journalistique, vont encore davantage s'imposer à partir du milieu des années 1980.

§ 2. DE NOUVEAUX « RITES » DE DISTANCIATION

A partir du milieu des années 1980, on constate un souci plus marqué de s'afficher comme des observateurs critiques, surplombant la lutte politique. Il ne s'agit pas de dire que l'ensemble des journalistes politiques évacuent désormais tout jugement de valeur dans leurs productions et ne font plus jamais la promotion d'un acteur, d'un groupe ou d'une cause. Il s'agit plutôt de montrer qu'au cours des années 1980, se renforce la croyance selon laquelle les services *Politique* doivent donner des *gages* de leur impartialité, sous peine d'être sanctionnés par les lecteurs. Il est bien sûr difficile de savoir, en tout cas pour l'instant, si les rédacteurs endossent pleinement cette conception de leur légitimité professionnelle ou s'ils s'y plient par conformité aux exigences de la hiérarchie. Toujours est-il qu'une telle affirmation est mobilisée, à deux ou trois exceptions près, par l'ensemble des interviewés en activité qui, s'ils revendiquent rarement leur « neutralité », expliquent tous que leur rôle n'est pas ou n'est plus d'être militants. Au-delà du rejet des postures les plus ouvertement appréciatives ou mobilisatrices, les rédactions ont ainsi promu différentes innovations censées

⁴¹³ *Ibidem.*

mieux attester de leur impartialité. En somme, au cours des années 1980 et 1990, on peut dire qu'elles ont inventé ou accentué différents « rites de distanciation ».

Par ce terme, on fait explicitement référence aux « rites d'objectivité », décelés par Gaye Tuchman et explicités dans un article de 1972⁴¹⁴. Tuchman désigne ainsi des « notions pratiques d'objectivité » routinisées et mobilisées « stratégiquement » par les journalistes américains pour « minimiser les risques professionnels » et s'affranchir des critiques⁴¹⁵. Parmi ces procédures de recueil et de mise en forme des faits, elle relève, par exemple, le souci de les « structurer dans une manière détachée, impartiale, impersonnelle. » De même, plutôt que de s'assurer de la véracité d'un fait « A » (ce qui est risqué et coûteux en temps), le journaliste revendiquera son objectivité en se contentant de dire « X a dit "A" » ou en contactant quelqu'un susceptible de valider ou d'infirmer le fait « A » (« X a dit A et Y a dit B »)⁴¹⁶. Ce sont de telles normes professionnelles qui ont été progressivement incorporées dans les médias audiovisuels français : leurs rédacteurs, réputés soumis au pouvoir politique, ont pu ainsi prouver qu'ils étaient des « journalistes comme les autres », « indépendants » et « professionnels »⁴¹⁷. Mais si cette notion de « rites d'objectivité » est particulièrement pertinente pour décrire les règles d'écriture propre aux médias visant un public large et segmenté (télévisions et radios nationales, agences, presse quotidienne régionale, etc.), elle paraît inadéquate pour décrire les mutations observées dans une presse écrite nationale dont aucun des rédacteurs ne cherche plus à s'approprier le principe d'objectivité. Il semble donc préférable de parler ici de nouveaux « rites de distanciation » qui, s'ils épargnent aux journalistes les reproches de partis pris, autorisent à opiner sans avoir à afficher son positionnement sur l'axe partisan. En insistant sur la « nouveauté » de ces rites de distanciation, on souhaite avant tout rappeler que cet impératif de distanciation ne constitue évidemment pas une norme inédite dans l'exercice du journalisme politique. En revanche, ce sont ses modalités d'application qui vont évoluer. Auparavant, la distanciation reposait surtout sur une mise à distance de sa personne. Progressivement, elle se manifeste au contraire par la mise en évidence de l'apport du journaliste qui, par différents procédés rhétoriques, renforce la distinction entre son discours et le discours des acteurs médiatisés.

⁴¹⁴ TUCHMAN Gaye, « Objectivity as Strategic Ritual », *American Journal of Sociology*, vol. 77, n°4, 1972, pp. 660-679.

⁴¹⁵ *Ibid.*, p. 662.

⁴¹⁶ *Ibid.*, pp. 665-666.

⁴¹⁷ BOURDON Jérôme, « Une identité professionnelle à éclipse », *Politix*, n°19, 1992, pp. 58-59. Ces normes sont d'autant mieux incorporés dans la pratique des journalistes de l'audiovisuel que ces derniers sont soumis,

On dégagera donc trois innovations significatives et partagées par la grande majorité des journaux étudiés : la mise à l'écart des « Points et vue » et autres « Tribunes », la codification d'un « contrat de lecture », la banalisation de l'ironie.

A. *La mise à l'écart des « Points de vue »*

Parmi les nombreuses innovations observées depuis les années 1960, figure le souci, commun à l'ensemble des journaux, de mieux afficher la distinction entre parole journalistique et parole politique. L'interview permet, par exemple, de mettre en scène cette séparation des rôles. De la même manière, la transformation des *comptes-rendus* ou des *communiqués* en *articles* témoigne, entre autre, d'une volonté d'inscrire les déclarations au sein d'un papier qui les contextualise ou les décrypte. Mais, à partir du début des années 1980, c'est à travers différentes transformations dans leur pagination que les journaux vont s'efforcer de clarifier leurs positions vis-à-vis de l'affrontement politique.

Tout d'abord, dans l'ensemble de la presse, les « Tribunes » et autres « Points de vue » offerts à des personnalités extérieures à la rédaction ont progressivement quitté les pages *Politique*, soit pour totalement disparaître (c'est le cas de *L'Express* par exemple), soit pour être regroupés dans un emplacement spécifique, à l'image des « News Analysis » des journaux anglo-saxons⁴¹⁸. C'est en 1988 que sont introduites les séquences « Opinions » (*Le Figaro*) et « Rebonds » (*Libération*), dans lesquelles s'insèrent les chroniques, tribunes et courriers des lecteurs. En 1989, *Le Monde* adopte une même formule en créant une page « Débat » qui intègre en 1995 l'espace « Horizon ». Même *L'Humanité* introduit en 1999 des pages « Tribune libre » qui isolent du reste du journal les papiers rédigés par des membres du Parti ou par des personnalités de sensibilité communiste, sociale-démocrate ou « altermondialiste ». Loin d'être une simple coquetterie graphique, ces espaces spécifiques sont censés permettre aux rédactions de ne pas endosser les propos émis et de ne pas afficher trop ouvertement ses orientations partisans :

« Comment peut-on mettre en évidence [son engagement] ou [le] neutraliser ? Vous mettez en évidence [votre engagement] en appelant des gens pour qu'ils apportent leur plume. Vous demandez au secrétaire général du RPR de faire un papier. Et vous

depuis le début des années 1980, à des obligations légales de respect du pluralisme, dont la transgression, en période préélectorale, peut entraîner une sanction des instances publiques de régulation.

⁴¹⁸ Une telle démarche n'est cependant pas neuve dans la presse française. En effet, on s'en souvient, *Paris-Presse* avait introduit, dès les années 1950, une page « Opinion » comprenant revues de presse, éditoriaux et tribunes extérieures regroupées sous le label « Libre opinion » puis « Le pour, le contre ».

neutralisez en donnant la parole aux adversaires ou en créant des pages *Opinions*. C'est une énorme soupape la page *Opinion*. Ça donne l'impression d'un pluralisme, d'une ouverture générale. C'est un peu artificiel aussi. » (Pierre Pellissier, journaliste politique au *Figaro* entre 1960 et 1975 puis entre 1984 et 1991, entretien n°51)

De fait, ces pages représentent l'aboutissement d'un processus de renforcement des frontières entre productions journalistiques proprement dites et interventions extérieures à la rédaction⁴¹⁹. Dans *L'Humanité* par exemple, les responsables du Parti communiste se sont longtemps vus accorder un large espace rédactionnel, au-delà des communiqués officiels ou des restitution de leurs discours publics. Insérés en « Une » ou au sein des pages *Politique et social*, ces tribunes, réagissant à l'actualité ou vantant les activités du Parti, ne se distinguaient pas formellement des papiers produits par la rédaction. Bien que signées, elles précisaient rarement le statut de leurs auteurs. Cette indifférenciation va cependant s'estomper à partir du début des années 1970. En effet, ces tribunes politiques (ou syndicales) vont être de mieux en mieux identifiées à travers l'introduction progressive de différents indices : l'usage d'une autre police, l'insertion au sein d'un encadré, la présence d'un logo distinctif tel que la faucille et le marteau (1987), l'ajout du label « Point de vue » (1988), leur ouverture régulière à des universitaires ou à des juristes (1992), la mention de l'appartenance ou non au Parti, etc.

Certes, l'introduction de ces pages « Rebonds », « Opinions », « Horizon » ne modifie guère la répartition partisane des auteurs des points de vue : ils sont majoritairement membres des formations de « gauche » dans *Libération*, membres des formations de « droite » dans *Le Figaro*, tandis qu'au *Monde*, ils appartiennent à l'ensemble du spectre parlementaire, à l'exception du PCF. Mais la garantie de pages affectées à une telle rubrique permet de multiplier ces interventions et de poser les journaux non plus seulement comme des observateurs ou des participants à l'affrontement politique mais bien comme l'une des scènes du « débat ». Susceptible de faire l'objet de « reprises » dans les autres médias, ces tribunes constituent une ressource précieuse. Tout en constituant un argument commercial important, elles participent à la crédibilité du journal et à l'entretien de bonnes relations avec les acteurs qui se voient offrir, pour des raisons idéologiques ou stratégiques, ces espaces d'expression⁴²⁰.

⁴¹⁹ En élargissant notre propos, on peut mobiliser les travaux de Denis Ruellan qui, en s'intéressant à la professionnalisation du journalisme, étudie « un processus de construction, de fermeture et de défense d'un marché du travail » qui a progressivement abouti à l'exclusion des journalistes occasionnels (RUELLAN Denis, *Les « pros » du journalisme. De l'état au statut, la construction d'un espace professionnel*, Rennes : PUR, 1997, pp. 14-15).

⁴²⁰ D'ailleurs, ces pages « Débats » sont généralement très contrôlées par la direction du journal, en témoigne l'exemple du *Monde* en 2002 : « Seuls le directeur de la publication, le directeur de la rédaction et le responsable de la page Débats peuvent s'engager à publier un point de vue. »

Pour les journalistes, cela représente ainsi un outil pour contourner certaines sollicitations, d'interviews notamment, qu'ils ne jugent pas suffisamment fondées :

« Les “gros”, enfin les Juppé, c'est nous qui allons être demandeurs et il faudra se battre pour les obtenir, parce qu'ils ont une parole qui est plus rare. Et inversement, il faudra résister aux “petits”, qui eux ont besoin d'exister et qui veulent en permanence obtenir des interviews. Alors, on s'en tire souvent hypocritement en les renvoyant vers les pages *Opinion*. On leur dit : “Faites une Tribune !” » (Guillaume Tabard, entretien n°15).

B. La codification d'un « contrat de lecture »

Cette dissociation des tribunes et des productions de la rédaction participe plus généralement d'un processus de clarification du « contrat de lecture ». Produit croisé du marketing éditorial et des analyses savantes⁴²¹, ce terme émerge à la fin des années 1970. Il renvoie, pour les responsables des journaux, à un souci de fidéliser le public, en lui facilitant la lecture. Comme l'explique Anne Chaussebourg, qui fut directrice déléguée du *Monde* : « Quand vous lisez *Le Monde*, vous ne signez pas un contrat mais vous savez ce que vous allez y trouver. Et il faut que vous sachiez où vous allez le trouver. » (Anne Chaussebourg, entretien n°42)⁴²². Thomas Ferenczi, directeur adjoint de la rédaction, interviewé en 2000, développe cette idée :

« La volonté exprimée par la nouvelle formule [de 1995], c'était de faire en sorte que le lecteur comprenne à chaque fois où il est. Il est dans un article de commentaire, il y a marqué “commentaire”. Il est dans un article d'analyse, c'est un endroit particulier. Il est dans un éditorial... c'est plutôt une espèce de contrat tacite avec le lecteur » (Thomas Ferenczi, entretien le 21 février 2000)

A travers la codification de normes de présentation, il s'agit donc de rendre la maquette plus lisible, de mieux identifier les séquences et les rubriques. L'objectif est surtout de mieux

⁴²¹ Voir par exemple le texte du chercheur en sciences de l'information Eliseo Veron : « L'analyse du contrat de lecture : une nouvelle méthode pour les études de positionnement des supports de presse », in IREP, *Les Médias, expériences, recherches actuelles, applications*, Paris : IREP, 1985, pp. 203-230. Un autre chercheur, Patrick Charaudeau, propose l'explication suivante de ce qu'il désigne, lui, par « contrat de communication » : « Tout échange langagier se réalise dans un cadre de co-intentionnalité, les contraintes de la situation de communication en constituant le garant. Cette nécessaire reconnaissance réciproque des contraintes de la situation par les partenaires de l'échange langagier nous fait dire que ceux-ci sont liés par une sorte d'accord préalable sur ce que sont les données de ce cadre de référence. Ils se trouvent en quelque sorte dans la situation d'avoir à souscrire, préalablement à toute intention et stratégie particulière, à un contrat de reconnaissance des conditions de réalisation du type d'échange langagier dans lequel ils sont engagés. » (CHARAUDEAU Patrick, *Le Discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris : INA – Nathan, 1997, p. 68).

⁴²² Ainsi Jean-Marie Colombani introduit-il *Le Style du Monde*, guide destiné aux rédacteurs et aux lecteurs : « L'un des buts du *Livre de style du “Monde”* est justement de proposer une codification écrite de nos règles internes – règles morales, professionnelles, rédactionnelles –, et de les rendre publiques. Cet exercice de transparence, indispensable, vise à renforcer le contrat qui lie notre quotidien et ses lecteurs. » (COLOMBANI Jean-Marie, « Une exigence particulière », in *Le Style du Monde*, op. cit., p. 3).

expliciter les genres rédactionnels et donc le type de relation que le rédacteur cherche à entretenir avec ses lecteurs (les informer, les amuser, les convaincre, les instruire, etc.)⁴²³.

Une telle démarche caractérise l'ensemble des journaux de notre corpus. Il ne faudrait cependant pas conclure qu'ils opèrent désormais une meilleure séparation entre les « faits » et les « commentaires ». D'une part, contrairement aux représentations mythiques d'une presse française tout entière versée dans l'opinion face à une presse américaine séparant rigoureusement les deux registres, cette division du travail entre chroniqueurs et rédacteurs caractérisait déjà la plupart des journaux sous la IV^e République ; d'autre part, cette distinction entre « faits » et « commentaires » constitue davantage une « incantation » qu'on mobilise pour prouver ou dénier le professionnalisme d'une rédaction qu'un outil d'analyse différenciant entre eux les papiers. Il serait en effet bien naïf de croire à la pure transparence des faits que les journalistes se contenteraient de rapporter objectivement. D'ailleurs, de nombreux rédacteurs interviewés cherchent à dépasser cette fausse dichotomie en se revendiquant d'un principe d'« honnêteté » plutôt que d'« objectivité ».

Toujours est-il que ce débat, récurrent dans l'histoire de la presse, ressurgit dans la plupart des rédactions au cours des années 1980 et va s'inscrire dans les réflexions managériales sur la mise en place des « contrats de lecture ». Jusqu'à cette période, l'identité du rédacteur et l'emplacement dans le journal constituaient les principaux indices du genre rédactionnel de chaque « papier ». Par exemple, l'introduction en Une ou la signature d'un membre de la hiérarchie (« L.G.R. » ou « Charles Rebois » au *Figaro*, « Jacques Fauvet » ou « Raymond Barrillon » au *Monde*, « Pierre Sainderichin » ou « Claude Vincent » dans *France-Soir*) ont longtemps suffi pour indiquer aux lecteurs qu'ils avaient affaire à un « commentaire » ou à une « analyse » plus qu'à un compte-rendu de l'actualité politique. Mais l'apparition des chartes graphiques, outre qu'elles rationalisent les normes d'écriture et de présentation, impose une meilleure identification des genres rédactionnels et notamment des genres qui autorisent l'exposition de partis pris. Bien visible au *Figaro*, à *Libération* ou à *L'Humanité*, c'est au *Monde* que cet effort de différenciation des papiers a été le plus marqué. En effet, dès la fin des années 1980, le quotidien multiplie les éléments typographiques marquant clairement les frontières entre articles informatifs et articles plus évaluatifs. Et c'est en 1993-94 que se systématisent la mention explicite du genre (« Analyse », « Reportage »,

⁴²³ Sur le lien entre genre rédactionnel et action discursive, voir ADAM Jean-Michel, « Unité rédactionnelle et genres discursifs : cadre général pour une approche de la presse écrite », *Pratiques* (Metz), n°94, 1997, pp. 3-18.

« Commentaire », « Interview », etc.), renforcée par un symbole distinctif imaginé par le dessinateur Sergeï. Aussi, à travers la réforme de la maquette de 1995, dont on a vu qu'elle isolait les points de vue et les éditoriaux du reste du journal, la direction a-t-elle souhaité mettre davantage en scène cette séparation des « faits » et des « commentaires » et témoigner par là de l'évidence d'une telle coupure : « Notre journal sépare les pages d'information et celles vouées aux débats, aux analyses et aux engagements éditoriaux. Cette refondation du quotidien a naturellement pour but de permettre aux lecteurs de faire le tri entre ce qui relève des faits, qui doivent être considérés comme sacrés, et ce qui relève du commentaire, libre par définition. »⁴²⁴ Certains rédacteurs notent cependant la contradiction entre cet impératif de séparation et la nécessaire honnêteté dans le témoignage des choses vues :

« - On n'est pas des agenciers non plus. Par exemple, vous assistez à des scènes. Théoriquement, vous devez les décrire. Et la description, mine de rien, porte souvent des jugements. Donc les plus gros problèmes qu'on a, à l'heure actuelle, c'est là-dessus, parce que, quand vous mettez : "Machin, l'air excédé, a envoyé chier untel" (en plus il l'a fait devant vous, vous étiez là), on vous dit : "L'air excédé, c'est du commentaire." »

- **Qui dit ça ?**

- La hiérarchie. Vous vous dites que là, on devient idiot. Parce que quand vous avez vu le mec qui était hystérique, vous avez le droit de mettre "l'air excédé" ! » (Caroline Monnot, entretien n°39).

Même la direction de *L'Humanité*, en 1999, revendique la pertinence d'une telle distinction en imposant une signalétique des articles (« Décryptage », « Commentaire », « Analyse ») et en formalisant davantage les règles d'écriture propres à ces différents genres :

« - Je n'ai pas prétention à l'objectivité. Ça me paraît hypocrite de dire ça, surtout dans ce journal-là. (...) En même temps, je respecte quand même les règles, entre guillemets, du journalisme. La première chose qui importe, ce sont les faits. Donc je ne mélange pas dans les mêmes papiers les faits et le commentaire (...). Je ne te dis pas qu'il n'y a pas des fois où je mettrais les deux dans le même papier, parce que je n'aurais que deux feuillets pour tout traiter. Mais, en tout cas, on part toujours des faits. »

- **Et à *L'Huma*, il y a des papiers qui sont spécifiés « Analyse », « Décryptage », là, il y a vraiment une grosse différence ?**

- "Décryptage", c'est par exemple ce qu'on fait demain sur Chirac. On prend l'interview qu'il a faite sur TF1. Il dit par exemple : "J'ai créé 400 000 emplois. J'ai sauvé la Sécurité sociale." Donc on prend ce truc et on démontre ce qu'il en est, en l'occurrence que ce n'est pas vrai. Donc ça, c'est un décryptage : tu prends ce que te dit le mec et tu le confrontes à la réalité des choses. Après, tu as le commentaire, où là c'est un point de vue sur quelque chose. Et puis après, tu as le papier classique. En gros, tu racontes l'événement et, en même temps, tu essaies de donner des éléments de compréhension sur cet événement. (...) C'est la grille, c'est la boîte à outils du journal. » (Stéphane Sahuc, journaliste au service *Politique* de *L'Humanité* en 2000, entretien n°17).

⁴²⁴ COLOMBANI Jean-Marie, « Une exigence particulière », art. cité, p. 3.

C. L'humour et l'irrespect comme engagement et comme distanciation

Autre « rite de distanciation » censé attester de l'indépendance du rédacteur vis-à-vis de la lutte politique : l'utilisation de registres humoristiques tels que l'ironie, le sarcasme, la dérision. Jusque dans les années 1960 et bien plus tard pour certains journaux, les rédactions bannissaient toute forme de moquerie à l'égard du personnel politique, au nom du prestige des représentants et de l'importance de leur lutte. Même les entreprises visant un public populaire autorisaient peu leurs journalistes à user de jeux de mots ou autres facéties langagières susceptibles de désacraliser les responsables politiques, d'encourir leur réprobation ou de susciter des réactions courroucées chez les lecteurs. Tout au plus, trouve-t-on dans le *France-Soir* des années 1950 quelques articles, non adossés à l'actualité gouvernementale ou parlementaire, relatant les péripéties burlesques vécues par tel député ou bien les aléas de telle campagne électorale. De même, seuls quelques comptes-rendus de séances particulièrement houleuses accordaient aux rédacteurs la possibilité de manier l'ironie. Tout au long de la IV^e République, *Le Canard enchaîné* constituait quasiment le seul titre d'envergure ouvertement satirique et moqueur envers le personnel politique, si bien que de nombreux journalistes, assistant à des scènes cocasses mais ne pouvant les relater dans leurs propres journaux, vendaient ces anecdotes, restituées par la « Mare aux canards » sous forme anonyme.

Au cours des années 1960, c'est au sein de *France-Soir* que se manifeste un souci d'amuser ou de distraire un lecteur qu'on estime peu intéressé par la compétition politique. Mais ce type de traitement, qui consiste à choisir un « angle » original ou un ton badin, ne franchit presque jamais les frontières de la moquerie et de l'irrespect⁴²⁵. Ainsi cet article de 1964 déclinant un plan de mesure gouvernemental contre l'inflation sous la forme des dix commandements⁴²⁶ :

1. Inflationniste point ne sera. De cœur ni de consentement. (...)

2. Inflation tu combattras jusqu'à complet épuisement (...).

Et, après cela,

Tes pères et mères tu honoreras

S'il t'en reste encore le temps.

Xavier Marchetti, *France-Soir*, 14/04/1964

⁴²⁵ Pierre Sainderichin qui intègre la rédaction de *France-Soir* en 1973 explique qu'il se voyait rarement autorisé à user de l'ironie : « Moi, j'étais toujours ironique, je faisais des plaisanteries, des jeux de mots, des trucs comme ça, même si je me suis fait beaucoup reprendre à *France-Soir* par le père Winckler quand il était patron, parce qu'il détestait ça. Pour lui, c'était : "Les lecteurs ne comprendront pas." » (Entretien n°14).

⁴²⁶ De même, en 1972-73, certaines brèves de *France-Soir* seront précédées du symbole « ☺ » indiquant explicitement au lecteur l'adoption d'un registre humoristique.

Mais dans les autres journaux de notre corpus, quotidiens et hebdomadaires, la rigueur langagière et le sérieux caractérisent toujours le style des pages *Politique*. L'irrévérence est proscrite, même dans les articles les plus critiques, et les acteurs désignés sont toujours précédés du « M. », sinon dans les titres, du moins dans le cœur des papiers. Certes, la dérision se manifeste parfois, dans les magazines notamment, mais elle reste circonscrite à certains « genres » bien définis (par exemple, les reportages où le journaliste accompagne un homme politique en campagne) ou à certaines périodes justifiant un « relâchement » des formes (par exemple, cet article du *Point* du 6 février 1984, surtitré « humour », où le journaliste restitue les réponses des ministres à de fausses cartes de vœux pour montrer « leurs réactions à des lettres sympathiques de simples citoyens »).

C'est donc au sein des jeunes journaux, *Libération* et *L'Événement du Jeudi*, que se généralisent des registres d'ironie ou d'irrévérence à l'égard des principaux acteurs du jeu politique. Dès sa première mouture, entre 1973 et 1981, *Libération* bouscule un certain nombre de codes rédactionnels dans son traitement de l'actualité politique : les hommes politiques ne sont plus désignés que par leur nom de famille et sont croqués avant tout comme des personnages avides de pouvoir ; on souligne le ridicule de leur comportement ou la vacuité de leurs luttes ; les titres, s'ils ne se sont pas encore systématiquement l'objet de jeux de langage⁴²⁷, à l'image de ceux du *Canard enchaîné* ou de *Charlie-Hebdo*, font preuve d'une certaine insolence (par exemple, ce reportage sur une élection législative partielle, intitulé « *Les faiseurs de pluie de la Haute-Loire* », le 6 novembre 1976). Malgré le déclin des positions les plus radicales et le suivi plus régulier des institutions politiques, les rédacteurs de *Libération* conservent, au cours des années 1980 et 1990, ce « ton » moqueur qui singularise fortement ce journal. Parmi les objectifs endossés par les journalistes politiques de ce quotidien, celui de « faire rire » les lecteurs est ainsi partagé par l'ensemble des interviewés. Cette tâche constituait d'ailleurs l'un des rôles assignés à Françoise Berger, reporter sans rubrique attitrée et qui, n'ayant pas à interagir au quotidien avec des sources régulières, a pu se poser comme une observatrice amusée des mœurs politiques :

« J'étais là pour raconter des choses, de façon vivante. C'était surtout un objectif d'écriture quand même. Mon idée, c'était de faire rire les gens en racontant des choses vraies. (...) J'ai quand même plutôt fait dans la gaudriole ! C'était une façon un peu distanciée de raconter des choses. Je faisais dans l'ironie mais gentiment. En gros, les gens que je choisissais, c'étaient ceux qui me faisaient rire. Chirac m'a toujours fait marrer. Un de mes meilleurs papiers sur Chirac, c'était celui où il donnait la recette de la tête de veau,

⁴²⁷ Sur cette question, voir FIALA Pierre, HABERT Benoît, « La langue de bois en éclat : les défigements dans les titres de la presse quotidienne française », *Mots*, n°21, 1989, pp. 83-98.

en campagne électorale sur un trottoir. Il faisait -20° et je lui avais demandé la recette de la tête de veau et il me donnait la recette en continuant à serrer des mains et de caresser des chiens. [Rires] J'avais raconté exactement : "Alors, pour la tête de veau, bonjour madame, au revoir ma petite fille..." Quel souvenir ! Je ne faisais pas de politique. Je traitais des gens. (...) Je vais vous raconter mon grand titre de gloire. C'était quand j'avais suivi Mitterrand en Angleterre, un voyage protocolaire en Angleterre en 1983. C'était à mourir de rire en permanence. Je me souviens, j'étais plié en huit en faisant le papier, en racontant la journée. Et on commençait à appeler Mitterrand "Tonton". Et *Libé* avait titré : "His excellency Tonton en visite chez la reine." » (Françoise Berger, entretien n°11).

Outre ces titres ludiques, émanant des secrétaires de rédaction, le souci de moquer les acteurs politiques s'est articulé à une écriture très narrative, restituant des scènes apparemment anecdotiques, brossant des personnages cocasses malgré eux, usant de formules sarcastiques mais sans pour autant s'inscrire dans la lutte politique proprement dite :

Le jour où Romorantin tomba à gauche...

La gauche a gagné Romorantin. Divine surprise... A mettre au crédit de la famille Giscard et particulièrement de son aîné, Henri. Ce brave garçon a mené, au nom du PR paternel et contre la majorité CDS de la majorité départementale UDF, une tentative de reconquête qui vient de se solder par un bide, après avoir mis la droite locale à feu et à sang. (...) Xavier Bouton, ami de Riton, lequel s'est mis à dos, sans mollir, tous les politiques du département et nombre des électeurs municipaux. (...) Et c'est Jeanny Lorgeoux (PS), 35 ans, qui a retiré les marrons du feu. Pas tout à fait par hasard... »

Françoise Berger, *Libération*, 02/04/1985

Entre Hernu et Foyer, le curé d'Ars fait des miracles

(...) N'empêche qu'hier pendant que les élus du peuple s'enquinaient entre les scrutins, Charles Hernu et Jean Foyer se sont enfin trouvés face-à-face pour une confession franche et massive.

FOYER : "Pourquoi avez-vous une si grande piété pour le curé d'Ars ?"

HERNU : "Je n'ai pas une grande piété. Mais Ars, c'est un petit village où je me rendais à bicyclette depuis Villeurbanne quand j'étais enfant."

FOYER : "Vous étiez enfant de chœur ?" (...)

Et ils sont partis voter. En s'attardant un peu, Hernu a eu une dernière pensée émue pour le curé d'Ars : "Il avait des visions érotiques très intéressantes". Ad majorem dei gloriam, comme disent les Jésuites.

Sœur Françoise BERGER (*Libération*, 05/04/1986).

Au-delà des articles de Françoise Berger, cette « rhétorique de la désinvolture »⁴²⁸ a imprégné l'ensemble des pages *Politique* de *Libération*, que ce soit dans des rubriques explicitement dévolues à un tel registre (par exemple, le « Politicorama » entre 1986 et 1992) ou dans le cœur même des papiers relatant l'actualité « chaude » de la veille. Mieux, cette rhétorique s'est progressivement diffusée dans d'autres journaux, quotidiens ou hebdomadaires. On pense notamment au traitement que *L'Événement du Jeudi* a réservé, dès sa création en 1984, à l'actualité politique. Soucieux de se différencier des newsmagazines existants, la direction a

⁴²⁸ TRUFFET Michel, « Les rhétoriques de la désinvolture. De quelques titres à la mode », in MARTIN Marc (dir.), *Histoire et médias. Journalisme et journalistes français*, Paris : Albin Michel, 1991, pp. 43-51.

promu un regard « décalé », en réduisant l'activité politique au jeu de quelques personnages, en scénarisant et en caricaturant leur lutte, en se distanciant (dans l'énonciation) aussi bien de la « droite » que de la « gauche », en s'indignant, avec humour, des pratiques de la « classe politique ». Il est, à cet égard, intéressant de recenser l'ensemble des Unes renvoyant aux pages *Politique* et précédant l'élection législative de 1986 :

- « **La politique comme vous ne l'avez jamais vue** » (02/01/1986) → Dix tableaux de Toulouse-Lautrec pastichés pour caricaturer le personnel politique.
- « **Qui sont les affreux de la politique ?** » (Illustration : J.M. Le Pen de dos – 09/01/1986) → Renvoi notamment à un sondage Louis Harris sur « le hit-parade des mal-aimés ».
- « **Le premier qui gaffera aura une tapette** » (16/01/1986) → Sur la cohabitation à venir.
- « **La psychanalyse du vote du 16 mars. Que va-t-il sortir de la marmite d'Astérix ?** » (30/01/1986).
- « **En plein schmilblik ! Au secours, la droite et la gauche reviennent !** » (06/02/1986).
- « **La politique comme on ne vous l'a jamais racontée** » (20/02/1986) → Etude des gestes des hommes politiques à la télévision ; sondage type portrait chinois sur différents hommes politiques ; humeur sur leurs petites phrases (« Ils sont vraiment nuls ! »).

De la même manière, les articles empruntent un registre de familiarité avec le personnel politique. Il faut entendre ce terme non pas au sens de complicité ou d'affection (à l'image des désignations des leaders du PCF dans *L'Humanité* : « notre camarade »), mais au sens de moindre déférence, voire d'impertinence. Recensons ainsi quelques titres d'articles relevés en mars et avril 1989 : « *Rennes : monsieur le Maire est un peu coincé mais, avec lui, on s'éclate !* » ; « *Une dynastie de Conard* » ; « *RPR : Pousse-toi de là qu'on s'y mette* » ; « *Clés pour comprendre la "révo-cul" dans la droite pop* » ; « *Chirac ? Un branché méconnu* » ; « *Mais quel est le sagouin qui veut abîmer son image ?* », etc. Cette familiarité se manifeste également dans la désignation systématique des responsables politiques par leur nom, ou parfois simplement un prénom ou un surnom emprunté à la presse satirique : « Tonton » pour François Mitterrand, « Léo » pour François Léotard, etc.

Certes, l'humour constitue un indéniable outil commercial, censé, à l'image d'autres registres affectifs, « instaurer une complicité durable avec le lecteur »⁴²⁹ et lui faciliter la lecture. Cependant l'humour et l'irrespect permettent surtout au journaliste de se poser comme un observateur critique mais impartial du jeu politique, de témoigner de son indépendance à l'égard de ses sources, de juger ou de s'indigner sans avoir à mobiliser un

⁴²⁹ C'est ainsi que la direction du *Monde* explicite la vocation des « chroniques » qui recourent désormais « à l'ironie, l'humour, l'émotion, l'indignation » (*Le Style du Monde, op. cit.*, p. 58).

vocabulaire connoté politiquement⁴³⁰. Cette journaliste, qui connut des rédactions aux orientations politiques distinctes, s'approprié ces répertoires ludiques en tant que ressource professionnelle :

« Moi j'ai fait plein de canards. Après *Le Quotidien de Paris* qui était à droite, j'ai été à *Libé*, soi-disant de gauche. J'ai toujours fait les mêmes papiers, en restituant. Je n'ai jamais eu ni de consignes, ni même l'impression de faire un papier pour plaire à gauche, pour plaire à droite. Je restituais avec un peu d'humour et d'ironie. Avec l'ironie, ça permet de passer gauche – droite. (...) J'ai suivi toute la campagne de Giscard [en 1981]. (...) Giscard, il a quand même de ces trucs, c'était à vous plier de rire. (...) Donc ça m'amusait. Je ne me sentais pas méchante mais je me sentais ironique. (...) On était un peu moins révérencieux. Vous pouvez vous moquer, c'est-à-dire ne pas prendre ce qu'il disait pour argent comptant, montrer qu'il avait peut-être dit le contraire trois mois plus tôt, montrer que ça lui sert aujourd'hui de dire ça parce qu'il a besoin d'avoir une dimension d'homme d'Etat. Donc on peut se moquer là-dessus. Mais il ne faut pas se moquer de la classe politique elle-même. Ce sont quand même des élus, qui travaillent énormément. Donc ne pas dénigrer. » (Pascale Amaudric, entretien n°36).

Si l'ironie permet de légitimer certains partis pris, elle affiche la distance du rédacteur à l'égard d'un jeu politique présenté sous son aspect ludique⁴³¹. En cela, les journalistes accompagnent une certaine désacralisation de la lutte politique. En effet, à travers le mode ironique, « le héros nous est inférieur en puissance et en intelligence : nous le regardons de haut. »⁴³² Pierre Ansart inscrit l'humour parmi ces « machines à *décroire* », spécifiques aux régimes pluralistes : « Les journaux d'information ne manquent pas d'utiliser cette dimension de la culture politique et d'offrir à leurs lecteurs l'occasion renouvelée de rire aux dépens des héros de la scène politique et de leurs prétentions »⁴³³. Participant d'une certaine « méfiance à l'égard des passions politiques facilement qualifiées d'irrationnelles ou de fanatiques »⁴³⁴, l'humour place « le public en position de spectateur distant par rapport à la vie politique

⁴³⁰ Ainsi Jean-Michel Thénard, membre du service *Politique* de *Libération*, évoque-t-il son ouvrage sur les « rénovateurs » du RPR et de l'UDF : « Ce livre est fait par deux journalistes de *Libération*, avec la culture de ce journal. Ils tentent d'avoir le plus de distance possible envers les personnages, et l'ironie est l'instrument qui permet de créer cette distance. Mais cette ironie reste prudente car elle ne vise pas à discréditer les hommes politiques. » (Interview par Vincent Millot et Erik Neveu, *Mots*, n°32, 1992, p. 103).

⁴³¹ Cette distanciation énonciative est d'autant plus manifeste lorsque le rédacteur ne place pas tous les acteurs politiques sous ce même regard ironique. Ce journaliste *L'Humanité* montre ainsi que l'adoption de rhétoriques ludiques révèle *a contrario* ses propres préférences politiques : « Pour un journaliste communiste, écrire sur le Parti communiste, c'est un peu comme danser avec sa sœur. (...) Actuellement, dans le cadre de la campagne présidentielle, je fais un carnet de la semaine. Ce sont des petites infos brèves sur l'actualité politique de la semaine. (...) Le parti pris, c'était d'avoir des trucs un peu saignants, qui ressemblent aux "Mini Mares" du *Canard Enchaîné* en un peu plus développé. Or, j'en fais sept, huit. Donc la première fois que je le fais, Mina [Kaci, collègue au service *Politique*] me dit : "C'est bien ton truc, mais il y a un truc qui ne va pas. Tu as sept infos. Et il y en a deux qui ne vont pas." Les deux qui n'allaient pas, c'était forcément une qui parlait de Robert Hue et l'autre qui parlait de Marie-Georges Buffet. Pour tous les autres, il y avait une pique, mais pas pour eux. Il est vrai que, moi, je ne vais pas balancer une vanne pour dire : "Robert Hue, c'est pas avec ses 5 % qu'il va changer la face du monde", alors que je le fais pour les autres. » (Maurice Ulrich, entretien n°18).

⁴³² RICŒUR Paul, *Temps et récit*, vol. 2, Paris : Le Seuil, 1984, p. 34.

⁴³³ ANSART Pierre, *La Gestion des passions politiques*, Lausanne : L'Age d'Homme, 1983, pp. 180-181.

quotidienne. »⁴³⁵ Or c'est bien cette position de surplomb à l'égard de l'espace politique qui caractériserait désormais, selon certains, le rôle des journalistes politiques :

« Je pense qu'on a été aussi une génération qui était sans doute beaucoup moins engagée, enfin qui n'avait peut-être pas le même passé politique que ses prédécesseurs et qui était moins respectueuse de la politique. Et donc on ne respectait pas les hommes politiques. Moi, je ne les respecte pas. Quand je dis : "je les adore", parce que j'aime bien les observer comme j'observe un zoo, je ne me sens pas respectueuse. » (Pascale Robert-Diard, journaliste politique au *Monde* entre 1988 et 2002, entretien n°8).

Ces répertoires d'écriture ludiques ont imprégné une large partie de la presse, à travers notamment les titres ou des rubriques volontairement « décalées ». Mais ils ne sont pas pour autant partagés par l'ensemble des journalistes rencontrés, car ils témoigneraient d'une moindre rigueur professionnelle et participeraient d'une « décrédibilisation » du politique et, en retour, des journalistes politiques⁴³⁶.

Section 3. Vers un journalisme de « décryptage »

A moins d'apparaître comme des « boîtes aux lettres », les journalistes de la presse écrite ne peuvent plus se permettre de relayer tels quels les discours officiels des institutions ou des principaux acteurs politiques. A moins de s'afficher comme militants, ils ne peuvent plus émettre trop ouvertement leurs préférences partisans. Or il est une rhétorique qui permet de satisfaire ces deux exigences de distanciation. Identifié par de nombreux sociologues, mais rarement ancrées dans une perspective historique, le « cadrage stratégique » ou le registre de l'« analyse stratégique »⁴³⁷ va se généraliser dans la plupart des journaux, hebdomadaires et quotidiens, populaires ou plus élitistes.

⁴³⁴ *Ibid.*, p. 183.

⁴³⁵ *Ibid.*, p. 182.

⁴³⁶ Par exemple, tel chef du service *Politique* nous explique, en *off*, qu'il n'est pas « un fanatique » de la rubrique de brèves sarcastiques créée par la direction de son journal : « Ça ne m'enthousiasme pas. Ça ne me fait pas toujours rire. Moi, j'essaie de mettre plus d'amour, parce que je les aime mes personnages. Je m'en moque mais je ne peux pas vivre sans eux. Et je trouve qu'on ne fera pas notre beurre à leur détriment. On ne devient pas grand en rapetissant son sujet en permanence, ce n'est pas possible. »

⁴³⁷ Ces deux notions ont fait l'objet, depuis le début des années 1990 notamment, d'une vaste littérature aux Etats-Unis, au Canada et en France. Elles mobilisent des orientations théoriques distinctes. Le « cadrage stratégique » s'inscrit dans les approches constructivistes de la production journalistique. Il renvoie aux scénarios, aux trames narratives utilisées par les journalistes pour appréhender le réel (cf. CAPPELLA Joseph N., JAMIESON Kathleen H., *Spiral of Cynicism : the Press and the Public Good*, New York : Oxford University Press, 1997). La notion d'« analyse stratégique », quant à elle, étudie l'écriture journalistique à travers ses propriétés formelles, en étudiant l'énonciation et l'inscription du discours dans des genres codifiés

Certes, sous la IV^e République, les commentaires des chefs des services *Politique* oscillaient déjà entre des postures normatives jugeant le comportement du personnel politique, et des postures pédagogiques de traduction de la symbolique politique ou d'analyse des rapports de force. Inversement, en 2000, les journalistes politiques de la presse écrite française adoptent toujours des répertoires ouvertement normatifs pour fustiger certaines bassesses, au nom de l'intérêt général ou de la responsabilité des hommes d'Etat. Le congrès des Verts, organisés en novembre 2000, a suscité, à cet égard, des jugements sévères :

La chute des écolos dans le tout-à-l'égo

(...) Les écologistes peuvent toujours prétendre que leur fonctionnement bordélique est le summum de la vie démocratique, ils ne convainquent pas. Car leur bordel est surtout l'expression de leur ambition et n'accouche de rien. (...) Voilà ce qui s'appelle parler au plus grand nombre, être proche des gens et de leur quotidien. Vache folle, sécurité alimentaire et du transport maritime, pollution urbaine, réchauffement de la planète, jamais les Français n'auront été aussi préoccupés par leur environnement, jamais les Verts ne les ont autant ignorés, obnubilés par leurs querelles de chefs et leur place dans la majorité plurielle. Pas un mot sur les sujets du moment dans leur texte final, pas une proposition inédite, rien que des vieilles lunes sur la "sortie du nucléaire". (...)

Jean-Michel Thénard, *Libération*, 13/11/2000.

Pourtant, de tels commentaires sont aujourd'hui plus rares dans les pages *Politique* des journaux français. En effet, selon l'heureuse formule d'André Laurens, ancien rédacteur au *Monde*, « on est passé d'un commentaire politico-moral à un commentaire politico-stratégique » (André Laurens, entretien n°33). Il poursuit :

« Le problème n'était plus de dire ce qu'on pensait que de donner des éléments que le public n'avait pas, c'est-à-dire des éléments de connaissance, de rappels historiques, de décryptage, en sachant que [le public] avait son idée et qu'on ne pouvait pas imposer la sienne. (...) Donc vous êtes obligé de faire un commentaire d'accompagnement, d'éclairage, mais pas tellement de jugements. Ça devient inutile de dire : "M. Machin, il est bon, il a gagné, il n'a pas gagné." [Rires] Alors on essaie de faire comprendre ce qu'il a voulu faire passer et pourquoi : ce sont tous les seconds degrés du discours. Et la vraie part du journalisme, à mon avis, c'est d'aller chercher de l'information là où on sait qu'il y a quand même plutôt de la rétention. » (André Laurens, entretien n°33).

André Laurens illustre ensuite sa démonstration en montrant que ces deux rôles journalistiques se sont incarnés, au cours des années 1960, dans les oppositions entre les deux responsables du service *Politique* : Raymond Barrillon et Pierre Viansson-Ponté. Au sujet du premier, il explique que « c'était l'école du *Monde* type. (...) Le journalisme style Barrillon, c'était : "C'est bien, c'est pas bien". » Quant au second, il le décrit comme un « journaliste

(Cf. NEVEU Erik, « Pages "Politiques" », art. cité, p. 19 ; CHARRON Jean, *La Production de l'actualité. Une analyse stratégique des relations entre la presse parlementaire et les autorités politiques*, Québec : Boréal, 1994, p. 200). Il peut être riche d'enseignement de croiser les deux approches et de s'intéresser tout à la fois aux trames narratives mobilisées et aux registres discursifs à travers lesquels le journaliste se positionne vis-à-vis des événements politiques et vis-à-vis du public.

moins parlementaire » parce que « venant de *L'Express* ». Selon A. Laurens, les innovations que Viansson-Ponté a introduites au début des années 1960 portaient tout autant sur les rhétoriques mobilisées que sur la façon de travailler :

« Il passait son temps à téléphoner, à déjeuner en ville, à aller voir... Et les autres, ils continuaient à aller au Parlement, ils ne faisaient pas grand chose. (...) Et ce basculement m'a paru être une autre forme de journalisme où on récupère un certain nombre d'informations et on fait une synthèse en y mettant un peu de savoir-écrire, de savoir-faire, d'imagination pour donner une cohérence à tout ça. Alors que le journaliste parlementaire type, c'était : raconter ce qui se passe, parce qu'on l'avait vu, et puis ensuite un jugement moral. » (André Laurens, entretien n°33)

Mais ce « cadrage » stratégique de l'actualité politique, s'il caractérise en premier lieu les articles « de fond » produits par la hiérarchie des services *Politique*, a progressivement imprégné l'ensemble de la production journalistique des hebdomadaires d'abord, des quotidiens ensuite. A partir des années 1960 et surtout des années 1970, la « valeur ajoutée » des pages *Politique* de la presse écrite a résidé dans cette mise en perspective des actes et des discours politiques, de plus en plus fréquemment analysés comme révélateurs des rivalités personnelles et des stratégies d'accession au pouvoir. Il ne s'agit pas ici de nier que le personnel politique lutte pour la conquête des positions de pouvoir⁴³⁸. Il s'agit plutôt de saisir que la plupart des rédacteurs politiques vont s'afficher en tant que spécialistes, non plus tant des « enjeux », mais avant tout du « jeu » politique⁴³⁹. A la différence des journalistes sociaux ou économiques dont l'expertise est davantage fondée sur des compétences techniques, l'excellence professionnelle des journalistes politiques de la presse écrite va résider dans leur capacité à dévoiler, à décrypter et à anticiper les « coups » joués par les acteurs politiques. Cette logique de « décryptage » va successivement concerner deux modalités des stratégies politiques : celles menées au sein du « microcosme » politique ; celles menées vis-à-vis des électeurs. Au cours des années 1960 et surtout 1970, les rédacteurs ont de plus en plus mis en scène les luttes internes aux différents groupes (partis, coalitions majoritaires, gouvernement) et révélé les stratégies d'alliances, de contrôle des investitures, de positionnement électoral. A partir des années 1980, s'est surajoutée une lecture d'un « jeu politique » devenu « jeu médiatique » : les journalistes de la presse écrite se sont efforcés de décrypter les stratégies d'images et de communication du personnel politique.

⁴³⁸ « Toutes les luttes partisans ne sont donc pas uniquement des luttes pour des buts objectifs, mais elles sont aussi et surtout des rivalités pour contrôler la distribution des emplois. » (WEBER Max, « Le métier et la vocation d'homme politique », in *Le Savant et le politique*, Paris : Editions 10/18, 1998, p. 141).

⁴³⁹ Sur cette distinction, voir par exemple GERSTLE Jacques, DUHAMEL Olivier, DAVIS Dennis K, « La couverture télévisée des campagnes présidentielles. L'élection de 1988 aux Etats-Unis et en France », *Pouvoirs*, n°63, 1992, p. 54.

§1. ANALYSER LES STRATEGIES DE POUVOIR

A. Une rhétorique ajustée aux newsmagazines

A travers leur souci de raconter les « coulisses » du pouvoir et des organisations politiques, les newsmagazines (*L'Express*, *Le Nouvel Observateur* puis *Le Point*) ont, dès les années 1960, analysé les rapports de force entre responsables gouvernementaux ou entre leaders partisans, en dehors même des séquences préélectorales. La périodicité hebdomadaire leur permettait en effet de se déprendre de l'actualité immédiate pour recueillir des confidences diverses et construire des articles de synthèse qui anticipaient les coups d'une pluralité d'acteurs dont on montrait les antagonismes et les arrière-pensées tactiques. Ne pouvant se contenter de rapporter des événements dont la presse quotidienne avait déjà rendu compte, les rédacteurs des newsmagazines ont déployé un registre mi-narratif, mi-argumentatif pour interpréter les prises de position, les programmes, l'élaboration des équipes (gouvernements, bureaux politiques), à l'aune de l'intérêt des acteurs. Ils étayaient leurs démonstrations en mobilisant des références passées qui inscrivait les personnages dans une histoire singulière, et en agaçant une pluralité de faits qui constituaient autant d'indices des calculs politiques. L'article suivant, prélevé en 1970, est exemplaire de cette démarche :

A LYON, COMME LE GENERAL

(...) Lorsque, vendredi, il relance la notion de région, à l'endroit même où son prédécesseur avait tenté de la faire naître, le président de la République est sûr de lui. Le discours de Lyon du général de Gaulle, le 24 mars 1968, avait conduit l'ancien président à sa perte. Celui de M. Pompidou ouvre simplement la seconde partie de son septennat.

Le président de la République se sent à ce point assuré du succès qu'il ne cite même pas le nom de son "père" historique en revêtant sans trembler l'habit du réformateur (...). M. Pompidou a toujours prétendu que, le moment venu, cette défroque lui irait comme un gant. (...)

Tactique. Le président de la République a pris ses précautions. Ce n'est d'abord pas la même « région » que celle dont rêvait le Général. Depuis le référendum, M. Pompidou s'est d'ailleurs gardé comme de la peste d'aborder la grande affaire de la régionalisation. (...) Mieux, même : à Strasbourg, lors de sa conférence de presse, il a banni d'une phrase les mots en « ion ».

Habilité tactique ou conviction ? Difficile à dire. Les deux, peut-être. Puisque le dossier régional lui paraissait dangereux, M. Pompidou refusait d'y penser. Mais lorsque, aux alentours du mois de juin, il tance ses ministres et leur rappelle que la décentralisation est un objectif prioritaire, le président de la République s'engage dans une réflexion logique qui va l'entraîner peut-être plus loin qu'il ne le veut. (...)

Stratégie. C'est habile. Le chef de l'Etat, par son discours de Lyon, souligne trois faits d'inégale importance :

- Il rappelle qu'il est le chef de l'Etat. C'est-à-dire qu'il a la charge non pas seulement de la politique étrangère, mais aussi de la politique intérieure lorsqu'elle touche aux structures de l'Etat.
- Il démontre qu'on ne le réduira pas facilement en lui affublant l'étiquette de conservateur. (...)
- Enfin il ouvre délicatement la campagne pour les élections municipales en ralliant à lui, en quelques mots, de nombreux notables, conseillers municipaux, maires, conseillers généraux, c'est-à-dire une troupe décisive dans la partie qui s'engage.

C'est pourquoi il n'a pas eu besoin de citer le général de Gaulle. L'élève, tranquillement, ignore désormais le maître et lui donne une leçon de stratégie. L'autre l'avait à peine cité dans le livre qu'il a fait paraître il y a quelques jours. M. Pompidou lui rend la monnaie de sa pièce, en songeant délicieusement que lui, à sa manière, n'a pas encore besoin d'écrire ses Mémoires.

Georges Suffert, *L'Express*, 02/11/1970

Il convient de compléter ce qui précède. D'une part, jusqu'au début des années 1980, les pages *Politique* des newsmagazines sont toujours fortement segmentées. Elles sont le plus souvent introduites par l'article du chef de service qui, à l'image des extraits qui viennent d'être livrés, s'attribue la synthèse des problématiques gouvernementales. En effet, les responsables des services *Politique* demeurent généralement affectés à la couverture de l'Élysée ou de Matignon : leurs papiers articulent donc l'analyse des stratégies individuelles des leaders de la majorité et l'examen des enjeux face auxquels se trouve confronté le pays. Intégrées au sein d'ensemble plus vaste (« France » à *L'Express*, « L'Événement » au *Nouvel Observateur*, « Nation » au *Point*), les pages *Politique* sont ensuite ponctuées d'articles au volume plus modeste réalisés par les rubricards affectés au suivi des partis. Ces derniers, en dressant le portrait d'un leader, en narrant les réunions en public ou à huis clos, en étudiant les stratégies d'alliance, dressent alors régulièrement l'état du rapport de forces, non pas entre partis, mais en leur sein. D'autre part, jusqu'au milieu des années 1970, le « jeu » politique n'est pas (encore) envisagé sous l'angle ludique des affrontements personnels. Les acteurs politiques ne sont pas non plus présentés comme des personnages cyniques. Les stratégies ainsi décrites sont généralement analysées avec sérieux et appréhendées le plus souvent comme le moyen d'imposer des idées ou de faire gagner son camp. Comme le soulignent certains rédacteurs ayant intégré ces services à cette époque, les journalistes politiques pouvaient avoir le sentiment d'observer l'Histoire en train de se faire : il était donc gratifiant de se placer dans la tête de ses personnages, d'imaginer leurs mobiles, de dévoiler leurs tactiques. Écoutons ainsi Catherine Pégard, qui intègre la rédaction du *Point* en 1982, décrire les conceptions du métier de son chef d'alors, André Chambraud :

« - Dans l'acceptation d'il y a vingt ans, il était un journaliste politique parce qu'il avait une connaissance de l'histoire politique. Aujourd'hui, je crois qu'il y a moins le souci dans la presse de bien connaître l'histoire politique pour suivre la politique.

- **L'histoire, sur une longue période ?**

- Non, mais au moins la V^e République et, pour lui, la IV^e parce qu'il était beaucoup plus âgé. Donc, on faisait souvent référence à l'histoire. Il n'était pas rare qu'un papier soit truffé de citations de Tocqueville, de Gaulle, Mendès-France. On essayait d'avoir des références. Je crois que c'est moins vrai aujourd'hui où on est plus dans le présent et dans l'anecdote. Donc c'est une conception un petit peu différente, un souci de perspective qui n'était pas tout à fait le même à l'époque. » (Catherine Pégard, entretien n°37).

Mais à partir du milieu des années 1970, se sont multipliés des articles relatant les luttes *personnelles* au sein des partis ou des camps. Dès 1974, dans les trois magazines de notre corpus, c'est l'affrontement, entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac qui constitue le canevas principal à travers lequel les rédacteurs appréhendent l'actualité de la « majorité ». Jusqu'en 1981, s'accumulent des articles livrant le « plan » des deux protagonistes⁴⁴⁰, interprétant leurs actions à l'aune de cette rivalité, inscrivant de nombreux événements en tant qu'épisodes de cette controverse, décrivant leurs alliés respectifs et leurs efforts pour discréditer l'adversaire. A cette même période, ces journaux font un usage de plus en plus fréquent de ces termes désignant les équipes politiques du nom de leurs leaders : « giscardiens » ou « chiraquiens » à droite, « mitterrandistes » ou « rocardiens » à gauche.

B. La lente imprégnation des quotidiens

C'est à cette même charnière des années 1970 que les quotidiens ont eux aussi plus souvent appréhendé l'actualité politique sous l'angle des rivalités personnelles entre les leaders des différents camps. Ce travail journalistique s'est manifesté tout d'abord dans les articles des chefs de service. Mais face à une actualité parlementaire moins saillante et moins surprenante, leur production se raréfie : au cours des années 1960, on ne trouve plus ces chroniques quotidiennes qui jalonnaient les journaux de la IV^e République. Par exemple, Pierre Viansson-Ponté, chef du service *Politique* du *Monde* entre 1958 et 1969, intervient peu dans les colonnes du journal. Plus occasionnels, ses papiers s'efforcent donc souvent de dresser le bilan d'une problématique ou de discerner, dans l'actualité passée, les enjeux de l'actualité à venir. Ils agrègent un certain nombre de faits (publics ou jusqu'ici confidentiels) et les exploitent en tant qu'*indices* des objectifs ou des stratégies à plus ou moins long terme des responsables politiques. Ses analyses personnalisent encore peu la lutte politique ; du moins, elles envisagent toujours les acteurs dans leurs rôles institutionnels.

LE GOUVERNEMENT S'EFFORCE D'ASSURER LA COHESION DE SA MAJORITE AVANT LES GRANDES ECHEANCES

Tandis que des efforts sont faits à l'Assemblée nationale pour assurer la cohésion de la majorité, on enregistre un certain durcissement de l'attitude du gouvernement. Divers propos tenus au cours des derniers conseils des ministres par le général de Gaulle, les déclarations de M. Pompidou, les préparatifs entrepris dans divers domaines, contribuent à créer un climat de veillee d'armes à l'approche de nouvelles décisions et de grandes échéances.

⁴⁴⁰ La couverture du *Nouvel Observateur* du 22/11/1976 est ainsi titrée : « Le nouveau plan de Jacques Chirac ».

« Fermeté..., détermination..., décision... » Ce sont les mots qui reviennent le plus souvent, depuis trois semaines, dans les courtes interventions de portée générale par lesquelles le chef de l'Etat aime à conclure les délibérations du Conseil des ministres. (...)

Pourquoi ces répétitions ? A cette question, des membres du gouvernement répondent : parce que plusieurs de nos collègues ne semblent nullement convaincus, qu'ils n'avaient vu dans la déclaration du 21 octobre qu'une opération de pure tactique destinée à mettre nos négociateurs en position de force [il évoque l'éventualité du retrait de la France du marché commun]. Et d'ajouter : maintenant, tous ont compris que le général irait jusqu'à la rupture. (...)

Ce qui est visible, en revanche, c'est la volonté de serrer les rangs en vue des batailles prochaines qui transparait non seulement à l'échelon du régime et du gouvernement, mais au sein des troupes gaullistes, dans le parti comme au Parlement. A l'Assemblée, les républicains indépendants, dont six députés ont voté la motion de censure, font l'objet de pressions qui traduisent l'irritation du président de la République devant cette « trahison ». A l'UNR, la discipline se fait plus rude : jeudi soir, tous les leaders sont venus haranguer les députés du groupe pour les mettre en garde contre toute défection lors du vote du budget de l'agriculture (...).

Parallèlement, on constate une sorte de reprise en main de certaines administrations à vocation politique – au Quai d'Orsay ou à la justice, par exemple. (...)

On est loin, on le voit, des projets d'élargissements de la majorité, voire du gouvernement, qui paraissent à la fin de l'été de nouveau à l'ordre du jour. Il s'agit aujourd'hui de consolider ce qui existe, d'assurer solidement l'emprise sur les exécutants, d'écarter les hésitants, afin de présenter un front solide pour faire face aux assauts que ne manqueront pas de déclencher les décisions à venir.

Pierre Viansson-Ponté, *Le Monde*, 07/11/1964

Au *Figaro*, c'est avec la création des pages « Synthèses et perspectives » en 1969 que se sont systématisés ces articles de décryptage et de recul sur l'actualité. Ce cahier hebdomadaire a permis aux rubricards affectés aux partis, peu mobilisés au cours de la semaine, d'évaluer l'évolution des rapports de force au sein des différentes formations. Son créateur, Pierre Pellissier, justifie ainsi l'apparition de cette rubrique :

« On cherchait à compléter ce qu'on ne pouvait pas développer dans la semaine. On cherchait à faire des papiers d'enquêtes, des choses comme ça. (...) C'était une sorte de supplément qu'on mettait dans le journal le lundi. Mais c'est vrai que c'est une évolution : on a cherché quelque chose pour que le quotidien soit un peu plus complet. (...) Dans la vie quotidienne du journal, le service *Politique* n'avait pas la place qui lui permettait de développer certains à-côtés. Ce n'était pas un journal aussi gros que maintenant. Donc on manquait de place. (...) Et il y a des choses qu'on savait. On n'était quand même pas trop mal placé. Les dessous d'un remaniement ministériel par exemple, dans un quotidien, on n'avait pas à le développer complètement. Et là, avec ces pages-là, on avait quand même huit pages d'analyse en plus. » (Pierre Pellissier, entretien n°51).

Loin des habituels comptes-rendus des discours publics ou officiels, une telle rubrique permettait aux rédacteurs de révéler leur connaissance du « dessous » des cartes et des luttes d'influence à l'intérieur des groupes politiques. A l'image de cet article, ils pouvaient dès lors échafauder des scénarios et prévoir les coups qui seraient joués par les différents acteurs :

Gouvernement. On remaniera À Noël ?

(...) Il convient d'accueillir avec beaucoup de prudence les rumeurs qui circulent sur le remaniement : la décision ne sera prise que par MM. Pompidou et Chaban-Delmas... probablement sans autre témoin ! Doit-elle intervenir rapidement ou peut-on attendre ? La tradition est d'éviter les remaniements pendant la session parlementaire, ce qui conduirait à la fin décembre. Autre argument :

il faut laisser passer le vote de la loi de finances, un nouveau ministre devant exécuter le nouveau budget... même s'il n'a pas participé à son élaboration !

(...) Si l'on veut jouer au nom, la situation est la suivante. Pour le poste de ministre des Affaires culturelles, on pense d'abord à M. Edgar Faure. On sait que l'ancien président du Conseil a été fort marri de se voir retirer l'Education nationale. (...)

Une deuxième hypothèse est celle d'un ministre ayant toute la confiance du président de la République, qui a sur les arts et les artistes des idées très personnelles. On parle alors de M. Robert Poujade, secrétaire général de l'UDR, qui aurait déjà été ministre s'il n'avait tenu à achever la réorganisation du mouvement gaulliste. (...)

Patrice-Henri Désaubliaux, *Le Figaro*, 02/11/1970

Mais si les rédacteurs de ces journaux d'*establishment* endossaient plus fréquemment ces registres analytiques, ils s'aventureraient assez peu, avant le milieu des années 1970, sur le terrain des luttes personnelles. Les stratégies ainsi décrites demeuraient surtout collectives. Lorsque les rédacteurs exposaient les rapports de force au sein des partis, ils renvoyaient essentiellement aux combats pour déterminer les orientations idéologiques ou les stratégies d'alliance des partis concernés :

Le congrès de réunification des socialistes : une partie très ouverte

(...) Cependant, ce n'est pas absolument dans l'allégresse, ni même dans la confiance totale, que va s'opérer ce rassemblement et le congrès de cette fin de semaine donnera sans doute lieu à de dures batailles entre les différentes tendances qui divisent la famille socialiste.

Bataille d'abord sur les structures internes du nouveau parti. Beaucoup de membres de la CIR de M. Mitterrand n'ont pas accepté sans quelques appréhensions de se fondre dans le nouveau parti : le rapport de force entre la CIR et la SFIO est, en effet, de l'ordre de 1 à 8, et les conventionnels craignent parfois un peu d'être plus ou moins rapidement digérés par « l'appareil » de leur trop puissant partenaire. La même crainte obsède également les inorganisés qui vont faire leur entrée dans la nouvelle formation.

(...) Cette querelle sur les structures internes du parti est néanmoins importante dans la mesure où, se déroulant le premier jour du congrès, elle en influencera tout le climat. Car c'est en fait Guy Mollet qui est – rétrospectivement – visé dans la plupart des propositions visant à réformer les statuts. L'ancien secrétaire général de la SFIO est, en effet, à la fois la « bête noire » des conventionnels de M. Mitterrand et des adversaires d'une union trop étroite avec le PC (MM. Defferre, Mauroy, Chandernagor). Or M. Guy Mollet a signé la motion d'orientation rédigée par M. Savary. La bataille sur les orientations politiques peut donc, dans une certaine mesure, être hypothéquée par ces considérations de personne. (...)

Pierre Thibon, *Le Figaro*, 11/06/1971

A l'image des newsmagazines, c'est au milieu des années 1970 que les pages *Politique* des quotidiens ont mis en scène des affrontements strictement individuels, en restituant certes les oppositions publiques, mais en rapportant également les différends qui se manifestent hors des scènes visibles. Autre rupture à cette période : ces articles plus interprétatifs ne sont plus seulement l'apanage de la hiérarchie des services *Politique* mais s'instituent progressivement comme cadrage routinier de l'actualité politique. A nouveau, la querelle entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac puis l'opposition entre François Mitterrand et Michel Rocard

fournissent la trame narrative de ces papiers qui analysent les coups échangés en les inscrivant dans les stratégies des acteurs :

En réponse à M. Chirac, M. Giscard d'Estaing va tenter de mobiliser ses partisans

En recevant successivement à déjeuner les ministres républicains indépendants – le 29 octobre – puis les membres des clubs Perspectives et Réalités – le 3 novembre – M. Valéry Giscard d'Estaing a entrepris de relancer l'action de la plus « giscardienne » des formations de la majorité, au moment où l'UDR, sous l'impulsion de M. Chirac, retrouve un élan nouveau. On ne cache plus, en effet, à l'Elysée que le président de la République entend désormais faire pièce à l'action de M. Chirac, dont il ne peut plus feindre d'ignorer le développement, comme il l'a fait dans les semaines qui ont suivi la démission de l'ancien premier ministre. Après avoir hésité pendant quelques temps, M. Giscard d'Estaing a décidé de faire contre mauvaise fortune bon cœur : officiellement l'entreprise de M. Chirac est désormais considérée comme une heureuse contribution à l'animation de la majorité.

En fait, les conseillers du chef de l'Etat ne sont pas les derniers à croire au fameux « complot » qu'une fraction de la majorité aurait résolu de monter contre l'Elysée. Si M. Chirac n'est pas ouvertement l'inspirateur de cette opération, certains proches de M. Giscard d'Estaing n'hésitent pas à dire que le langage de l'ancien premier ministre leur rappelle les moins nobles traditions de la droite et les pires habitudes de l'UDR. Ils reconnaissent dans le même temps que ses propos rencontrent un écho certain dans le pays, non sans péril pour le chef de l'Etat. (...)

Thomas Ferenczi, *Le Monde*, 04/11/1976

Mitterrand : il y a plus important que les présidentielles

(...) Mitterrand est, lui aussi, un malin. Il n'entend pas se laisser imposer un rythme, ni abandonner la liberté qu'il s'est donnée de ne prendre sa décision personnelle qu'à l'automne prochain. Pas question cependant de laisser la bride sur le cou à son rival. Il se dit « très heureux de voir que M. Rocard (...) », estime « légitime et normal » que la candidature du PS commence dès maintenant à se dessiner, mais rappelle avec fermeté les deux règles du jeu : il y aura des primaires et pas d'« accord en catimini ». Pendant toute la période, il sera le seul porte-parole autorisé du Parti socialiste dont il est le premier secrétaire.

Parallèlement, et en s'abstenant soigneusement de mettre en cause directement le député des Yvelines, il relaie les principales objections à ses thèses présentées dès jeudi par L. Jospin. La polémique politique contre M. Rocard peut donc se développer largement. Il n'est pas exclu que le Comité directeur adopte dès samedi un texte public qui en fournirait la base. (...)

Jean-Louis Péninou, *Libération*, 01/03/1980

Ce souci de dévoiler les arrières-pensées des acteurs va donc être explicitement revendiqué par les rédacteurs qui débutent leur carrière à partir des années 1970. Ils le présentent comme constitutif de leur identité professionnelle et de leur rôle « démocratique ». Il est, à cet égard, intéressant de noter le parallélisme entre ces deux extraits d'entretien, pourtant énoncés par des journalistes ayant intégré le service *Politique* du *Monde* à près de vingt-cinq ans d'intervalle. Thierry Pfister (recruté en 1969) et Caroline Monnot (recrutée en 1995, affectée au suivi des associations patronales et des mouvements d'extrême gauche depuis 1997) expliquent que bien « traiter » la politique, c'est ne pas se contenter de reproduire la parole des institutions mais c'est de mettre en évidence les luttes de pouvoir en leur sein :

- « Ce qui m’amuse, c’est comment les jeux de pouvoir se font dans une société, quels que soient les jeux de pouvoirs, quelque soit la société, que ce soit dans un parti, que ce soit au Parlement. Il y a toujours des jeux de pouvoir, et ce qui m’amusait, c’était d’essayer de comprendre comment ils fonctionnent. » (Thierry Pfister, entretien n°21).

- « Donc moi, [le MEDEF et ATTAC], je les traite comme des acteurs politiques, c’est-à-dire quels sont les débats internes ? (...) Or c’est vrai qu’ATTAC, d’une certaine manière, est un lieu de pouvoir. Il y a des batailles de pouvoir internes. (...) Et ça, vu qu’ils sont dans un discours “Faire de la politique autrement”, ils supportent difficilement qu’on leur renvoie une image d’eux qui finalement est assez semblable à celle d’un parti (...) Donc, moi, mon boulot, c’est aussi d’écrire qu’il y a un fonctionnement quand même tout sauf démocratique au sein d’ATTAC ou au sein du MEDEF. Et l’un comme l’autre ne supportent pas qu’on puisse avoir des sources en dehors soit de la parole autorisée de Sellières, soit de la parole autorisée de Cassen [*ancien directeur d’ATTAC*] » (Caroline Monnot, entretien n°39)

Au-delà des analyses proprement dites, cette lecture stratégique de l’actualité politique a imprégné l’ensemble des pages *Politique* des quotidiens, quoique, pour *L’Humanité*, le constat soit à nuancer. Les rédacteurs de *France-Soir*, quant à eux, mobilisent à l’envie un répertoire d’écriture qui leur permet de « romancer » la vie politique (Jacques Malmassari, entretien n°29) et de placer le lecteur dans les coulisses d’un jeu orienté vers la désignation des présidentiables. Les exemples sont nombreux mais on peut montrer la pérennité de cette grille d’analyse en mobilisant deux illustrations, l’une prélevée en 1979, l’autre en 1994 :

« PS : Chevènement est maintenant candidat »

Mitterrand ? Rocard ? Ou encore Chevènement puisque celui-ci a fait, hier, officiellement acte de candidature en cas de renoncement du Premier secrétaire ? La Convention Nationale du Parti socialiste réunie à Paris durant le week-end n’a pas répondu à cette question simple mais qui empoisonne le climat au sein du parti : quel sera son candidat à l’élection présidentielle ? **Et c’est principalement à une tentative de verrouillage de la candidature de Michel Rocard qu’il a été donné d’assister, la décision de Jean-Pierre Chevènement participant de cette tactique.**

Jean Brigouleix, *France-Soir*, 28/04/1979

Chirac : le sprint le plus long

C’est comme un sprinter que Jacques Chirac se lance vraiment dans la course à l’Elysée. Mais un sprinter de fond... Première conséquence de l’annonce officielle de sa candidature à l’Elysée six mois avant les élections : la reprise des affrontements entre balladuriens et chiraquiens devant une gauche spectatrice. (...) En prenant ainsi les devants, le président du RPR veut :

1) **Couper l’herbe sous le pied de Balladur.** Affaibli par les affaires avec la démission de Gérard Longuet et l’incarcération d’Alain Carignon, le Premier ministre voit ses promesses de réduction du chômage démenties par les statistiques. Avec sa fougue habituelle, le maire de Paris place sa candidature (...) sous le signe du changement et des réformes. (...)

2) **Enterrer les primaires.** Un système que Charles Pasqua a continué à défendre hier (...)

3) **Enfin renverser la tendance des sondages en créant un électrochoc dans l’opinion.** (...)

Jean-Louis Rochon, *France-Soir*, 11/11/1994

§2. DECRYPTER LES STRATEGIES D'IMAGES

Une seconde rupture se dessine au tournant des années 1960 et 1970. A travers le développement de la télévision et de ces nouvelles formes de médiatisation de la politique, la présentation de soi des acteurs politiques tend à se transformer. Une telle évolution va alors inciter les rédacteurs politiques de la presse écrite à investir de nouveaux modèles de description et d'interprétation du jeu politique. Selon Jean-Pierre Esquenazy, c'est en 1974 qu'apparaît dans la presse « la problématique de l'image personnelle pour expliquer la victoire de Valéry Giscard d'Estaing » aux élections présidentielles⁴⁴¹. Il faut ainsi s'intéresser à l'émergence et à la diffusion de ces rhétoriques qui appréhendent le discours et l'action politique comme le produit de stratégies d'images destinées à séduire ou à manipuler l'opinion publique.

A. Des « symboles » aux « coups médiatiques »

En politique, si « dire, c'est faire », il est tout aussi exact que « faire, c'est dire ». C'est en tout cas une telle lecture des actes politiques qu'ont longtemps adopté les rédacteurs autorisés à dépasser le strict format du compte-rendu. Soucieux de déceler la signification d'un « geste » ou bien le sens d'un discours, en les inscrivant dans une tradition doctrinale ou en les rapportant aux convictions de son auteur, les journalistes les plus prestigieux ont longtemps pu jouer le rôle de « traducteur » de la symbolique politique. Au cours des années 1960, les voyages présidentiels et autres manifestations publiques d'un général de Gaulle peu prompt à se confier aux journalistes se prêtaient à ce type d'analyses⁴⁴². Au-delà, ce registre seyait particulièrement à l'analyse du discours gouvernemental, censé incarner la parole de l'Etat ou celle de la Nation. Des journaux comme *France-Soir* ou *Le Figaro* ont régulièrement mobilisé cette rhétorique de la « traduction », notamment lorsqu'il s'agissait de commenter les actes et les discours des acteurs soutenus par la direction du journal. Par la prudence de cette posture d'exégète, les rédacteurs pouvaient ainsi manifester leur familiarité avec les

⁴⁴¹ ESQUENAZY Jean-Pierre, *Télévision et démocratie. Le politique à la télévision française (1958-1990)*, Paris : PUF, 1999, p. 119.

⁴⁴² Cette capacité à « traduire » la symbolique politique a longtemps été célébrée en tant qu'indice de l'excellence professionnelle. Le décès d'André Passeron (1926-94), journaliste du *Monde*, accrédité auprès de l'Elysée sous de Gaulle et Pompidou, est ainsi l'occasion de décrire ses qualités journalistiques et notamment son aptitude à « comprendre que la démarche politique du général – si sujette à interrogations à l'époque, car elle était en partie masquée, pleine de détours tactiques, de tâtonnements et de contradictions – était néanmoins inscrite, et donc lisible, dans un discours distillé sous plusieurs formes. » (André Laurens, *Le Monde*, 18/08/1994).

leaders politiques et leur connaissance aigüe des « codes et des secrets de la tribu »⁴⁴³. L'extrait suivant est particulièrement représentatif de cette ambition de « traduire » les actes politiques, en ne mobilisant ni information qui ne soit déjà publique, ni distance critique vis-à-vis des symboles ainsi brandis :

Le premier jour de Georges Pompidou en Lorraine

(...) C'est bien le **signe** que M. Pompidou veut visiter les régions françaises où les problèmes prennent une certaine dimension nationale. (...) L'autre dominante du voyage est le corollaire de la précédente. M. Pompidou s'est présenté devant les foules lorraines comme celui qui **représente** l'Etat et la République. (...) Cette trilogie (Europe, France, Lorraine) **exprime** la conception européenne du président de la République. En face d'elle, on peut trouver sur place, l'autre conception : l'Europe des régions, sans Etats nationaux. La réponse des Lorrains, au cours du voyage, a été "non" à cette politique, "oui" à celle de Pompidou.

Serge Maffert, *France-Soir*, 18/04/1972

Un tel registre de « décodage » fut mobilisé par les rédacteurs de *France-Soir* jusqu'au milieu des années 1990. Il ne concernait d'ailleurs pas seulement les hommes d'Etat mais plus généralement l'ensemble des acteurs souhaitant d'adresser à l'opinion publique, à l'image de Jacques Chirac annonçant sa candidature à la présidence de la République :

Triple symbole

(...) En agissant comme il vient de le faire, Jacques Chirac place son geste sous **un triple symbole**. Premier symbole : il s'est dévoilé alors même qu'il s'apprêtait à partir pour Lille, ville natale du général de Gaulle. Deuxième symbole : il déclare sa candidature le jour de la Saint-Charles. Troisième symbole : il le fait par le truchement d'un grand quotidien régional, **comme s'il souhaitait** échapper à l'agitation du microcosme parisien (...).

Jacques De Danne, *France-Soir*, 05/11/1994

Mais à partir des années 1980, la plupart des journalistes politiques abandonnent ce déchiffrement de la symbolique pour une lecture envisageant les actions du personnel politique comme des « coups médiatiques »⁴⁴⁴, c'est-à-dire comme le produit d'une stratégie de conquête de l'opinion, qui reflète davantage le « flair » et l'opportunisme des acteurs que leurs convictions personnelles ou la doctrine de leur camp. Une telle démarche de décryptage de la communication politique est ainsi décrite par les plus jeunes rédacteurs comme constitutive du métier de journaliste politique :

- « Un bon journaliste politique (...), c'est quelqu'un qui décrypte la communication politique : "On vous a montré ça, mais moi, je vais vous raconter l'arrière-plan." Il faut

⁴⁴³ NEVEU Erik, « Quatre configurations du journalisme politique », in RIEFFEL Rémy, WATINE Thierry (dir.), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris : Éditions Panthéon Assas, 2002, p. 263. On pourrait ici reprendre à notre compte la définition que donne Philippe Riutort de l'éditorialiste politique : « Familier des "puissants" et traducteur à destination du grand public » (RIUTORT Philippe, « Grandir l'événement. L'art et la manière de l'éditorialiste », *Réseaux*, n°76, 1996, p. 74).

⁴⁴⁴ LEGAVRE Jean-Baptiste, « Parler de soi ou parler des autres. De quelques usages journalistiques des métaphores ludiques », *Regards sociologiques*, n°7, 1994, p. 30.

remettre l'événement dans sa réalité et non pas dans sa réalité communicante. » (Pascale Robert-Diard, *Le Monde*, entretien n°8).

- « Les journalistes politiques, à mon avis, se justifient dans la mesure où ils sont capables de décrypter une communication politique. » (Daniel Bernard, *Marianne*, entretien n°4).

- « Je crois qu'il faut toujours privilégier le fond et dénoncer justement cette tentation de la communication. » (Jean-Pierre Bédéi, *France-Soir*, entretien n°48).

On peut prendre, comme exemple de cette transformation, l'évolution de la couverture des émissions politiques télévisées. Au cours des années 1960 et 1970, à l'image des séances de l'Assemblée et autres manifestations publiques, la plupart des quotidiens adoptent toujours un registre de compte-rendu du discours énoncé par l'acteur politique. A *L'Humanité*, ce souci de restituer fidèlement la parole télévisée ou radiophonique des responsables du Parti communiste, donnait lieu, jusqu'à la fin des années 1980, à une intense mobilisation de la rédaction, au-delà même du service *Politique*. Ces comptes-rendus exhaustifs ont donc longtemps occupé un espace considérable dans les pages *Politiques* :

« A l'époque, on avait des contrats particulièrement redoutables. C'était l'époque des grands débats télévisés. Et la règle était d'en rendre compte intégralement dans *L'Humanité* du lendemain. On vous donnait une page entière ! (...) On avait toute la rédaction à notre disposition, plus les sténos. Et il fallait se succéder de dix minutes en dix minutes pour tout prendre. Et une fois que c'était fait, il fallait tout de suite aller taper le compte-rendu. (...) Il y avait une passion autour de ces débats. Et c'est vrai que les gens aimaient bien retrouver le lendemain dans le journal, le compte-rendu. » (Claude Lecomte, entretien n°23).

D'autre part, le dispositif télévisuel mis en place, l'attitude respective des interviewers et de l'interviewé, la nature de l'interaction ainsi produite étaient souvent décrits et critiqués, au nom d'un certain idéal journalistique :

L'EMISSION "FACE A FACE"

(...) De cette émission, il reste donc quelques éléments nouveaux, assez minces à vrai dire. C'était le cas aussi pour les trois précédentes. Il serait bon, après ces quatre expériences, de fixer la doctrine. Ou bien "Face à face" confronte des journalistes à une personnalité qui vient répondre à une sorte d'interview collective. Dans ce cas, il s'agit de donner au public un complément d'information, de combler les lacunes du journal télévisé quotidien, et, en même temps, d'offrir un contact prolongé, direct, avec un homme de premier plan. Mais ce n'est pas alors, à proprement parler, une émission politique. Ou bien les journalistes sont choisis pour représenter des courants d'opinion différents, voire opposés, de celui qu'incarne la personnalité qu'ils interrogent. Ils doivent alors controvertiser avec lui, et le meneur de jeu, Jean Farran, doit arbitrer le débat, limiter les réponses autant que les questions, conclure si nécessaire.

Actuellement les deux formules sont mêlées. Le téléspectateur attend bien souvent une discussion, et il assiste à un spectacle. L'invité fait figure d'intouchable et se permet des diatribes que ses interlocuteurs ne peuvent, sous peine de paraître discourtois ou excessifs, ni interrompre ni équilibrer par des répliques aussi vives. A l'ORTF, M. Pompidou était, lundi soir, chez lui. (...).

Pierre Vianson-Ponté, *Le Monde*, 30/03/1966

Plus généralement, jusqu'au début des années 1980, les comptes-rendus des interviews ou des débats télévisés ont longtemps été accompagnés de commentaires de la prestation. Ces commentaires étaient le plus souvent confiés à des journalistes haut placés dans la rédaction et cherchaient à inscrire ces discours dans une tradition doctrinale, à montrer leur pertinence ou leur dangerosité, ou à en déceler les ressorts cachés. Mais, progressivement, les journaux vont privilégier ce que Jean-Pierre Esquenazy qualifie de « lecture politicienne » des émissions, c'est-à-dire une lecture « qui se concentre sur les performances des politiciens plutôt que sur les visions politiques dont ils sont porteurs »⁴⁴⁵ et « qui analyse la prestation à l'aune de la stratégie personnelle » de l'homme politique. Ce dernier est ainsi présenté comme s'emparant de l'outil télévisuel pour « marquer un coup personnel » vis-à-vis de ses concurrents directs.⁴⁴⁶ L'article suivant, prélevé en 1979, est à cet égard intéressant car hybride. Son auteur emprunte successivement les deux registres d'analyse. Il appréhende le style du Président de la République vis-à-vis de ses « illustres » prédécesseurs tout en décodant les intentions tactiques de V. Giscard d'Estaing dans le cadre des luttes internes à la majorité :

Un nouveau style présidentiel

Cette formule dont le ton et le style **évoque** irrésistiblement le général de Gaulle. (...) Les propos politiques du chef de l'Etat (...) ont ainsi porté **témoignage** de la façon dont Valéry Giscard d'Estaing entend accréditer la conception très gaullienne qu'il a de son rôle à la tête de l'Etat. (...) [*Puis rappel des règles gaulliennes concernant le rôle du chef de l'Etat : être au-dessus des partis, ne pas entrer dans les querelles politiciennes, empêcher que les forces de division nuisent à la France, condamner l'agitation, etc.*]

(...) **L'allusion** à Jacques Chirac, partisan déclaré de la dissolution lors de l'été 1976, est tout à fait évidente. (...) Par sa prééminence même, la haute fonction présidentielle l'emporte sur l'homme : c'est ce postulat du régime que Valéry Giscard d'Estaing a fait valoir. (...)

Pierre Sainderichin, *France-Soir*, 20/04/1979

B. Des « identités stratégiques »

Au cours des années 1980 et surtout 1990, dans la plupart des quotidiens, la « valeur ajoutée » journalistique suppose désormais d'inscrire les discours politiques dans le cadre des luttes personnelles et de les présenter à travers leur dimension, non plus programmatique, mais *instrumentale*. Cette lecture se déploie selon différentes modalités. On identifie tout

⁴⁴⁵ ESQUENAZY Jean-Pierre, *Télévision et démocratie*, op. cit., p. 237. Etudiant le premier numéro de *L'Heure de vérité* (le 20 mai 1982) dont l'invité était Jacques Delors, Jean-Pierre Esquenazy montre qu'on identifie encore trois modalités de traitement de cette émission : *Le Figaro* la traite comme un programme de propagande socialiste (« version politique ») ; *Le Républicain lorrain* l'envisage comme la déclaration d'un représentant de l'Etat dont on rend compte fidèlement du contenu (« version officielle ») ; *Libération* en analyse la stratégie sous-jacente (« version politicienne »).

⁴⁴⁶ *Ibid.*, p. 238.

d'abord, dans les newsmagazines notamment, un certains nombres d'articles qui cherchent à montrer que les apparitions publiques des acteurs politiques répondent à des calculs visant à se construire une image favorable dans l'opinion. La symbolique ainsi décrite par les rédacteurs ne recèle plus de significations cachées, susceptibles de révéler la véritable nature de l'homme d'Etat ; elle apparaît comme manipulée à des fins strictement médiatiques. Quoique volontairement caricatural car rédigé sur un ton narquois, l'article suivant incarne bien ce registre d'analyse :

« Deux lignes... vestimentaires »

(...) **Des publicitaires ont conseillé** à Balladur non pas de retourner sa veste, mais d'agrandir ses épaulettes à la mesure de ses ambitions. Il n'en a rien fait. Sa distinction est là. Il n'y renoncera pas. Pas plus qu'à ses chemises à rayures ou à ses « *cravates en soie tressée à gros nœuds*. » Le « nœud » ainsi exposé aurait dû alerter Chirac. Il est **signe** d'ambition, entre autres choses...

A l'inverse, **la recherche** de Chirac est... de passer quasi inaperçu. Le costume droit bien français (Guy Laroche), la chemise blanche sous laquelle on devine le « marcel », la cravate au nœud banal, de couleur passe-partout. Sans faute de goût, mais sans originalité non plus. Chacun peut s'identifier à son élégance bourgeoise : elle est **faite pour cela**. Elle n'attire pas l'œil. Elle réfléchit une image convenable et un peu macho, grâce à la touche italienne : le renforcement des épaulettes, qui accentue encore le côté baraqué, carré, fonceur du personnage.

Nicolas Domenach, *L'Événement du Jeudi*, 17/11/1994

On le constate à la lecture de ce papier, de nouveaux acteurs apparaissent, dès la fin des années 1980, dans les récits journalistiques. Il s'agit des « conseillers », qu'ils soient nommément cités dans le cas d'articles explicitement consacrés aux stratégies de communication, ou anonymement évoqués lors de l'analyse d'un discours ou d'un « pseudo-événement » forgé à destination des médias⁴⁴⁷. Leur apparition dans les pages *Politique* participe donc d'un élargissement des scènes médiatisables, les journalistes décrivant désormais certaines étapes dans l'élaboration des stratégies d'images. Ainsi, en amont de la plupart des interventions publiques des leaders politiques, les rédacteurs s'efforcent de révéler les intentions qui président à la mise en scène, au choix des formules, au contenu du discours :

MRG : Tapie fait la loi

Bernard Tapie veut faire oublier ses démêlés avec la justice. Il compte sur le congrès extraordinaire du MRG qui va se tenir du 4 au 6 novembre au Bourget pour se placer sur le devant de la scène politique. Une opération qu'il a soigneusement organisée, avec son style habituel. Pour mobiliser dès maintenant sur ce qu'il cherche à transformer en événement, il crée le suspense, fait courir le bruit qu'il pourrait ne pas assister à ce rassemblement s'il n'est pas sûr d'y tenir le rôle de vedette sans partage. A ce titre, il exige, par exemple, d'être le dernier orateur à prendre la parole et de montrer ainsi qu'il est le vrai chef de file du MRG.

⁴⁴⁷ Sur cette notion de « pseudo-événement », voir BOORSTIN Daniel, *The Image : a Guide to Pseudo-Events in America*, New York : Atheneum, 1967.

Un jeu que le président du MRG, Jean-François Hory, semble apprécier modérément. A défaut de pouvoir contrôler les caprices de sa star, il essaie d'en tirer le maximum de profit en expliquant les rouages du système. « Je trouverais bien curieux, nous a-t-il déclaré hier, qu'un débat public se noue sur la façon dont nous organisons notre congrès. Manifestement, grâce à Bernard Tapie, l'événement intéresse plus de monde qu'autrefois. C'est très bien. » (...)

Jean-Louis Rochon, *France-Soir*, 01/11/1994

De la même manière, les articles rendant compte de ces manifestations publiques relatent de plus en plus fréquemment les circonstances d'élaboration des discours, ainsi que les intentions sous-jacentes dans le cadre des rapports de force intra- et inter-partisans. L'article suivant est caractéristique, par sa construction et son contenu informatif, d'une mise en forme de l'actualité politique récurrente depuis la fin des années 1980 :

M. Chirac exalte l'« espace privilégié de la nation » pour contrer le succès de M. Chevènement à droite

En ouvrant, mardi 20 novembre, le 84^e congrès de l'Association des maires de France, Jacques Chirac a fait un vibrant plaidoyer pour la nation, « espace historique, politique, spirituel ». En revanche, le chef de l'Etat a renoncé à prononcer, comme il en avait d'abord l'intention, un discours sur la décentralisation. Ce changement de pied répond à l'inquiétude provoquée à droite par la percée de M. Chevènement.

Il y a encore quelques semaines, Jacques Chirac envisageait de tenir un de ces grands discours en faveur de la décentralisation qu'il décline depuis 1998 (...). Un œil sur ces sondages qui signalent tous l'évidente percée de Jean-Pierre Chevènement l'a convaincu de revoir ses projets. Invité, mardi 20 novembre, à ouvrir le 84^e congrès de l'Association des maires de France (AMF), le président de la République a donc truffé son plaidoyer de ces mots-clés qui paraissent avoir tant de succès : la « Nation », la « République », la « cohésion nationale ». (...)

Depuis quelques semaines, en tout cas, plusieurs conseillers de M. Chirac l'engagent à ne pas laisser l'ancien ministre de l'intérieur venir labourer les terres de la droite. Déjà, plusieurs barons du RPR ont pris les devants. Nicolas Sarkozy plaide pour faire monter au créneau l'ancien anti-Maastrichtien Philippe Séguin. (...) Les bureaux politiques du RPR ont été ces derniers mois le lieu d'intenses débats sur la sécurité.

Les sondeurs qui travaillent pour l'Elysée ont pourtant noté à l'intention du président que « pour l'instant, il n'y a pas d'enthousiasme pour le duel attendu Chirac-Jospin ». Etudes qualitatives en main, ils ont montré comment la personnalité épique du fondateur du MDC et les mots qu'il emploie séduisent même un électorat de l'UDF pourtant réputé à l'opposé de l'ancien ministre. C'est sur ce champ symbolique que M. Chirac a, mardi, tenté de pénétrer.

Raphaëlle Bacquée, *Le Monde*, 22/11/2001

Si les journalistes évoquent plus régulièrement les médias en tant qu'instruments des stratégies politiques, il n'en demeure pas moins que ces analyses réflexives concernent avant tout les médias audiovisuels et surtout télévisés. A l'image donc des interviews dont on ne précise pas dans quelle mesure elles participent d'un « plan de com' », les rédacteurs politiques de la presse écrite intègrent rarement leur propre position dans les processus de communication. « En d'autres termes, le journaliste n'est pas supposé parler de lui, de son travail, des interactions qui le constituent. Surtout dans la presse écrite, il n'est pas supposé

dire ou montrer ce qu'est son travail mais offrir les résultats de son travail. »⁴⁴⁸ Certains reportages tranchent parfois avec ce constat lorsque le rédacteur met en scène sa propre position d'observateur courtisé par tel ou tel acteur politique. Mais il est un contre-exemple plus systématique que n'a pas manqué de souligner Jean-Baptiste Legavre : les « portraits » que publie *Libération* depuis 1995 et qui relatent la rencontre entre le journaliste et le biographié. Un tel « dévoilement des dimensions traditionnellement tuées de la rencontre entre journalistes et professionnels de la politique est supposé pouvoir révéler le caractère du portraituré »⁴⁴⁹. Mais cela permet plus généralement de mettre en évidence la manière dont les hommes politiques s'efforcent de séduire et d'enrôler les journalistes. Une telle description des interactions politico-journalistiques constitue donc bien un procédé supplémentaire de distanciation et d'affirmation de la position arbitrale du journaliste.

§3. INVESTIR UNE POSITION ARBITRALE

Au terme d'une enquête menée au début des années 1970 sur une population de « journalistes spécialistes des rubriques de l'Education nationale », le sociologue Jean-Gustave Padioleau mit en évidence leur refus de simplement reproduire les messages fournis à leur intention par leurs différentes sources. « Conjointement à la pratique du journalisme de routines, la plupart des rédacteurs exercent (...) une autre rhétorique journalistique, celle de l'expertise critique »⁴⁵⁰. Qu'entend-il par un tel concept ? S'appuyant sur leurs déclarations, il identifie chez eux le souci d'investir « une sorte de magistère journalistique qui compléterait le labeur du journalisme de routines. De plus la fréquentation des dossiers, l'examen quotidien du secteur de l'Education nationale, l'écoute de points de vue concurrents donnent aux chroniqueurs le sentiment d'être des experts. Ils se perçoivent volontiers comme des experts privilégiés puisque étant au-dessus des "partis" et des "intérêts", ne possèdent-ils pas le recul nécessaire pour formuler des diagnostics critiques ? »⁴⁵¹ Si J.G. Padioleau prend bien soin de noter qu'il ne s'agit pas pour autant d'un « journalisme d'opinion » dont les « jugements explicites [sont] dictés par une idéologie politique plus ou moins stable et cohérente », il

⁴⁴⁸ LEGAVRE Jean-Baptiste, « Des journalistes au travail. Le portrait dans *Libération* », *Revue des sciences sociales*, n°28, 2001, p. 139.

⁴⁴⁹ LEGAVRE Jean-Baptiste, « "La queue du paon" ou les logiques de production du portrait politique dans *Libération* », *Sociétés et représentations*, n°13, 2002, p. 351.

⁴⁵⁰ PADIOLEAU Jean-Gustave, « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », art. cité, p. 276

⁴⁵¹ *Ibidem*.

montre que « dans la rhétorique de l'expertise critique, l'expression de jugements est également présente mais les rédacteurs usent d'un atout supplémentaire, celui de la compétence technique qui atténue les risques du journalisme d'opinion. »⁴⁵²

Une telle rhétorique peut-elle caractériser l'écriture des journalistes politiques dont on a pu montrer que, n'étant pas spécialisés sur des domaines particuliers d'action publique, ils pouvaient rarement mobiliser des compétences propres à évaluer la pertinence des politiques gouvernementales ou des programmes d'action publique ? A la lecture de différents travaux, français ou québécois, il semble que oui. Jean Charron montre ainsi que le journaliste politique « construit, à partir des informations fournies par les sources, un discours qui se veut autonome, inédit, analytique et, surtout, différent du discours officiel des sources. Par l'exercice de l'expertise critique, le journaliste spécialisé cesse d'être une simple courroie de transmission pour acquérir une identité d'expert dans les affaires politiques en faisant la preuve de sa compétence, de son esprit critique et de son autonomie professionnelle. »⁴⁵³ Mais J. Charron ne nous dévoile pas pour autant le contenu de cette expertise. Erik Neveu, lui, va plus loin. Il montre que la compétence dont font preuve les nouvelles générations de journalistes politiques réside bien dans leur capacité à « démonter et divulguer au public les astuces et tactiques des hommes politiques. »⁴⁵⁴ L'observation du contenu des pages *Politique* de la presse écrite le confirme : les journalistes vont s'appuyer sur des ressources spécifiques pour produire leurs analyses : « une mémoire souvent considérable des coups échangés entre acteurs du jeu politique, une connaissance personnalisée, voire une familiarité avec les dirigeants politiques. »⁴⁵⁵

Face à l'illégitimité croissante des postures de moraliste ou de militant, c'est au nom de cette expertise, supposée garantir leur crédibilité auprès de leurs sources et leur légitimité auprès du « grand public », que les rédacteurs vont s'autoriser l'expression de jugements sur l'action, individuelle ou collective, des acteurs politiques. Les journalistes, et non plus seulement les plus prestigieux d'entre eux, peuvent ainsi endosser une position arbitrale vis-à-vis de la compétition politique. A l'image des deux catégories d'officiels encadrant les matchs de boxe, ils peuvent se définir tout à la fois comme des arbitres qui surveillent le respect des

⁴⁵² *Ibid.*, p. 277.

⁴⁵³ CHARRON Jean, « La reconnaissance sociale du pouvoir symbolique des journalistes politiques. Une question de rhétorique », *Hermès*, n°16, 1995, p. 236.

⁴⁵⁴ NEVEU Erik, « Quatre configurations du journalisme politique », art. cité, p. 262.

⁴⁵⁵ NEVEU Erik, « Pages "Politique" », art. cité, p. 18.

« règles normatives » du jeu⁴⁵⁶ et comme des juges qui désignent les vainqueurs au nom de leur connaissance des « règles pragmatiques » du jeu⁴⁵⁷. Il est cependant difficile de se satisfaire de cette métaphore sportive. Aussi, dans un premier temps, on pourra montrer qu'à partir des années 1970, les journalistes politiques s'efforcent de plus en plus d'évaluer la pertinence ou l'efficacité des stratégies mises en place par les acteurs politiques, ce critère d'évaluation leur permettant de se soustraire aux accusations de partis pris⁴⁵⁸. Dans un second temps, on mettra en évidence que cette manifestation de l'autonomie professionnelle amène certains à revendiquer un rôle plus prononcé de « contre-pouvoir » qui « apporte de la transparence », « cherche les poux », « mord les mollets », etc. Au-delà de simples discours de légitimation professionnelle, cette attitude va s'incarner dans un journalisme d'enquête aux contours incertains.

A. *L'analyse stratégique comme « rhétorique de l'impartialité »*⁴⁵⁹

La position d'experts des jeux politiques autorise les rédacteurs à évaluer la performance des acteurs et ainsi à désigner les gagnants et les perdants. Un tel aspect du métier fut même explicitement mis en scène par certains newsmagazines au milieu des années 1980. En effet, *Le Point* puis *Le Nouvel Observateur* ont chacun introduit une rubrique censée distinguer, positivement ou négativement, des personnalités. Intitulées « En forme / en panne » pour l'un, « En hausse / en baisse » pour l'autre, ces rubriques concernent également des artistes, des sportifs, des entrepreneurs, des hauts fonctionnaires. Lorsqu'elles citent le personnel politique, il s'agit le plus souvent de personnalités de second plan dont les aléas ne justifient pas la rédaction d'un papier. Les acteurs sont jugés « en hausse » à la suite d'une investiture, d'un sondage favorable, d'une victoire électorale, d'une nomination à une commission, d'une campagne médiatique réussie, d'un projet de loi voté au Parlement, d'un bon indicateur macro-économique, etc. A l'inverse, être « en baisse », cela signifie avoir été

⁴⁵⁶ Par exemple, au-delà des habituelles indignations contre l'absentéisme parlementaire, *Le Point* va introduire un critère à l'apparente objectivité, pour évaluer le travail respectif des parlementaires. En janvier 1978, cet hebdomadaire va ainsi réaliser un dossier intitulé « Comment a travaillé votre député ? », justifié par la mention suivante : « Une première dans l'histoire de la démocratie en France : *Le Point* publie une étude scientifique du travail accompli par chaque député à l'Assemblée Nationale pendant les cinq années de la dernière législature. »

⁴⁵⁷ Sur cette distinction, voir BAILEY Francis G., *Les Règles du jeu politique*, Paris : PUF, 1971, p. 18.

⁴⁵⁸ Par exemple, expliquant que son journal a pu « être très critique à l'égard de la politique de Lionel Jospin », cette jeune journaliste de *Libération* décrit la nature de ces critiques : « On peut faire le constat tout simplement qu'il fait, par exemple, une mauvaise campagne, que ça ne prend pas, qu'il ne décolle pas dans les sondages. (...) Bon voilà : c'est le constat d'un échec. » (Entretien n°10).

⁴⁵⁹ BOURDIEU Pierre, *Ce que parler veut dire*, Paris : Minuit, 1982, p. 155.

mis en examen ou accusé, avoir subi une défaite électorale, avoir été sanctionné dans son parti, avoir prononcé ou refusé d'assumer une déclaration maladroite, entrer en porte-à-faux avec son camp, etc. Outre que cette rubrique individualise la performance politique, l'évaluation porte donc rarement sur la pertinence, en termes idéologiques ou moraux, d'un discours, d'un programme ou d'une décision. Les rédacteurs évaluent donc le succès ou l'échec d'une carrière selon des critères de réussite propres au champ politique. Les accusations, par exemple, ne sont portées que lorsque la personne a déjà été sanctionnée par un rejet des électeurs, une critique de ses alliés, une réaction de ses opposants, une intervention de la justice. Néanmoins, dans *Le Point*, certaines appréciations, positives notamment, ne semblent pas toujours adossées à des faits précis et actuels : on peut émettre l'hypothèse qu'une telle rubrique serve également à rétribuer certains informateurs.

Maurice Ulrich (63 ans). L'ancien directeur de cabinet de Chirac à Matignon reste son plus proche collaborateur à l'Hôtel de ville. Le maire de Paris s'entretient avec lui chaque jour, en règle générale pendant trois quarts d'heure. Sur les dossiers municipaux et sur les autres, l'ancien diplomate fait l'unanimité de la "chiraquie" pour la sérénité qu'il s'emploie à faire partager à son "patron".

Le Point, 31/10/1988

Mais au-delà de ces rubriques, les pages *Politique* sont parcourues d'appréciations sur l'habileté d'un coup, l'efficacité d'une tactique, la pertinence d'une stratégie. Dans des papiers explicitement labellisés « Commentaire » ou « Analyse », ces appréciations peuvent être émises par le journaliste lui-même ; dans des papiers plus « factuels », le rédacteur s'efface en citant les évaluations émises par d'autres acteurs politiques :

Un « coup » à double tranchant

Jacques Chirac abat son jeu. Une stratégie surprenante car il n'a toujours pas publié le tome 2 de ses réflexions sur la situation du pays. Il n'a pas non plus définitivement arrêté son programme. Cette stratégie présente des avantages et des inconvénients.

4 POINTS GAGNANTS : (1) Il prend Balladur à contre-pied (...). (2) Il crève l'abcès : en cela, il joue carte sur table et met un terme au petit jeu des phrases délibérément assassines semant la zizanie sur l'amitié de 30 ans des deux hommes, désormais adversaires ouvertement déclarés. (3) Il joue de la lassitude sociale. (...). (4) Il se pose comme chef de la majorité. (...)

4 POINTS PERDANTS : (1) Il semble pressé : malgré ses 62 ans, Chirac que le président Pompidou appelait « le bulldozer » a toujours donné l'image d'un jeune homme dynamique et pressé que rien ne peut arrêter. Une hâte qui l'a rarement servi mais sur laquelle il a visiblement choisi de fonder à nouveau sa stratégie. (2) Il risque de s'essouffler. (...). (3) Il apparaît comme diviseur. (...). (4) Il devra tenir la distance. (...).

Christine Ducros, *France-Soir*, 05/11/1994

Chirac - Jospin : le temps des vacheries

Jacques Chirac a au moins une qualité : il est meilleur détecteur des points faibles de son rival. Il l'avait prouvé l'an dernier en pointant avec six mois d'avance la « cagnotte » de Bercy et, plus récemment en dénonçant la stagnation du pouvoir d'achat. Hier, c'est sur une faille inattendue, mais bien réelle qu'il a mis le doigt. Une faille dans un domaine où, jusqu'à présent, Lionel Jospin avait su se montrer efficace. Certes, l'opération politicienne à laquelle s'est livrée le chef de l'Etat est loin d'être

parée de toutes les vertus. Habitué aux convictions successives, le Président vient d'endosser un nouvel habit : celui du défenseur de la sécurité alimentaire. (...)

Eric Aeschmann, *Libération*, 08/11/2000

Un tel registre évalue donc surtout « les règles pragmatiques » que Francis Bailey décrit comme « des constatations qui ne visent pas à juger telle ligne particulière de conduite en termes de juste ou d'injuste : elles indiquent si celle-ci sera ou non efficace. »⁴⁶⁰. Les commentateurs ne positionnent donc pas l'énonciateur sur un axe idéologique ou partisan⁴⁶¹.

Cette prudence est renforcée par la multiplication d'indices permettant au journaliste d'étayer son jugement. Les élections, les nominations au sein des partis, les constitutions de gouvernement fournissent déjà différents indicateurs de l'efficacité des tactiques mises en place pour convertir l'opinion ou conquérir les positions de pouvoir. Mais, à partir des années 1960-70, les rédacteurs ont également pu s'appuyer sur les sondages. Ils ont ainsi contribué à les ériger en arguments d'autorité pour souligner la pertinence d'un « coup » médiatique, le rendement d'une stratégie de positionnement, la performance d'un acteur⁴⁶². Aussi certains interviewés peuvent-ils dénoncer le « suivisme » et le côté « moutonnier » de journalistes « forts avec les faibles et faibles avec les forts » (Françoise Berger, entretien n°11)⁴⁶³ :

« J'essaie aussi de ne pas trop parler des sondages, parce que ça m'agace de voir que toutes les campagnes sont basées sur les commentaires de sondage. Simplement, on ne dit pas : “Tiens, Chevènement dit des choses intéressantes.” On dit : “Il monte dans les sondages donc il est bon”. » (Guillaume Tabard, entretien n°15).

⁴⁶⁰ BAILEY Francis G., *Les Règles du jeu politique*, op. cit., p. 18.

⁴⁶¹ Un tel registre d'expertise caractérise tout particulièrement les éditoriaux radiophoniques de politique intérieure. Au risque de heurter une « clientèle » large et diversifiée, ces éditorialistes ne peuvent se permettre d'émettre des partis pris trop tranchés. Cette posture d'experts des coups échangés constitue donc une attitude *prudente*. Sur ce point, voir KACIAF Nicolas, « Le mandarin et le moraliste. Les rôles de l'éditorialiste dans le journalisme contemporain », mémoire de DEA en Science politique, Université Paris 1, pp. 77-78 et 91-92.

⁴⁶² A l'image des élections, les sondages sont sensés sanctionner, positivement ou négativement, l'action politique des leaders : « Toute voix obtenue est considérée comme une approbation des principes fondamentaux de son bénéficiaire. » (GAXIE Daniel, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris : Le Seuil, 1978, p. 10). Puisque l'on postule la compétence politique des sondés, l'évaluation journalistique du travail gouvernemental ou des combats de l'opposition peut difficilement aller à l'encontre de ces verdicts populaires : si un homme politique voit sa cote singulièrement baisser, les commentateurs pourront difficilement juger son action comme positive.

⁴⁶³ Françoise Berger met en évidence un autre mécanisme d'ajustement des jugements journalistiques. A travers l'exemple du débat télévisé entre L. Fabius et J. Chirac (1985), elle montre comment s'est construit un consensus autour de la désignation du « vainqueur » du débat : « A l'époque, July, c'était un très bon journaliste politique. Mais ceci dit, j'ai un souvenir de plantage formidable. C'était le soir où il y avait eu le débat Fabius – Chirac. Et le lendemain, *Libération* avait écrit que Fabius avait gagné. (...) Et le surlendemain, Fabius avait perdu [*Rires*], parce que c'est ce qu'avaient dit tous les autres journaux. Ce qui était amusant, c'est que, quand ils ont vu ce que tous les autres journaux avaient dit, ils sont repartis en sens inverse. » (Françoise Berger, entretien n°11).

B. L'enquête comme « contre-pouvoir »

Arbitrer la compétition politique, cela peut également signifier « surveiller » les compétiteurs au nom de la vision d'un journalisme politique autonome, érigé en « contre-pouvoir ». Certes, cette conception est « idéale-typique » : Jacques Le Bohec, par exemple, en distingue trois modalités : promouvoir des révélations exclusives, des commentaires irrévérencieux ou des formulations ironiques⁴⁶⁴. Déjà évoquées, les deux dernières ont été initiées en France par la presse satirique et, plus récemment, par les rédacteurs de *Libération*. Idéale-typique, cette revendication d'un statut de « contre-pouvoir » constitue également une rhétorique de légitimation de son activité. A nouveau, parmi les titres de notre corpus, c'est au sein de *Libération* qu'on identifie le plus régulièrement un tel discours. Il figure d'ailleurs au cœur même de la déclaration de principes de 1987 :

Déclaration de principes de *Libération* du 13 octobre 1987

Libération n'est pas neutre. Il prend chaque jour le parti du citoyen et de ses droits contre toute forme d'injustice et de discrimination, individuelle ou collective. (...) *Libération* oppose, tant aux discours officiels qu'aux inclinaisons personnelles, le scepticisme professionnel indispensable au respect des faits. Il prétend au contrôle civique de tous les pouvoirs et au regard critique sur tous les magistrères (...).

De la même manière, parmi l'ensemble des rédacteurs interviewés, les salariés de *Libération* sont les plus prompts à endosser cet idéal professionnel d'indépendance :

- « Par définition, on doit essayer de leur chercher des poux parce qu'ils ont le pouvoir et qu'ils ont d'autres moyens de faire parler d'eux. On doit mettre en doute leur parole. On doit essayer de les contester et non simplement relayer leur stratégie de com. (...) Ce n'est pas de donner une leçon de morale, mais c'est, oui, leur mordre les mollets pour assumer, un tant soit peu, un minimum, une fonction de petit contre-pouvoir. Mais je ne fais aucune illusion sur l'influence de ce contre-pouvoir. » (Renaud Dely, entretien n°5).
- « Je crois encore très fort à cette mission du journalisme politique. Puisqu'il se retrouve quotidiennement à raconter le pouvoir, il est là aussi pour servir la démocratie. Excusez de la banalité mais c'est une sorte de vigie : "(...) Ils ont fait ça et ils ne voulaient pas le montrer mais nous, on vous le montre." On est là pour apporter ce qui est indispensable à la démocratie : de la transparence. Je ne pense pas qu'il puisse y avoir de la démocratie dans l'opacité. Je pense que les engagements que prennent les hommes politiques pour être élus, ils doivent être respectés et que s'ils ne le sont pas, on doit savoir pourquoi. (...) Mais ce n'est pas la presse qui fait la politique de la France. Il ne faut pas confondre les rôles. Nous, on n'est élu par personne. On est simplement payé par nos lecteurs quand ils achètent le journal. » (Jean-Michel Thénard, entretien n°6).
- « On est d'abord et avant tout un journal d'infos. Donc, la droite comme la gauche s'en servent pour faire passer des messages. Plus on essaie de comprendre, moins on est

⁴⁶⁴ LE BOHEC Jacques, *Les Rapports presse – politique. Mise au point d'une typologie "idéale"*, Paris : L'Harmattan, 1997, p. 144.

suspect de partialité. C'est la crédibilité qu'on tire face à nos sources. Et donc notre indépendance face à l'homme politique. »⁴⁶⁵ (Jean-Michel Helvig).

On constate une certaine ambivalence dans cette auto-désignation en contre-pouvoir puisque « l'indépendance » ainsi revendiquée impliquerait à la fois une attitude critique et une absence de jugement moral. C'est donc par les outils de l'enquête que s'affirmerait la position conflictuelle du journal à l'égard des « pouvoirs ». Or, dans les pages *Politique*, de *Libération* et d'ailleurs, les papiers livrés sous forme d'enquêtes ne concernent que rarement les « scandales » touchant les acteurs politiques : la division du travail au sein des rédactions attribuent la couverture des « affaires » à des cellules *Police – Justice* ou *Investigation* issues le plus souvent des services *Informations générales* ou *Société* (cf. chapitre 7). L'enquête peut alors consister à mobiliser les archives du journal et noter des contradictions ou des changements d'opinion. Mais c'est plus généralement par le dévoilement et la dénonciation des « coups médiatiques » que les rédacteurs politiques vont, à partir des années 1980, manifester leur indépendance et leur scepticisme à l'égard des autorités. Il ne s'agit donc plus seulement de battre en brèche un « journalisme de communiqué » et de se distinguer du travail d'agencier en contextualisant les discours officiels du personnel politique. Il s'agirait désormais de « foutre en l'air leur plan de com' » (Renaud Dely, entretien n°5) en suscitant soi-même le contenu informatif de ses articles. Comme le souligne Jean-Baptiste Legavre, « Inscrire sur le papier “coup médiatique” autorise le journaliste (...) à condamner l'action menée par l'homme politique qui s'y essaie. »⁴⁶⁶ Ce souci de déconstruire un « coup médiatique » en retraçant la genèse suppose un certain scepticisme vis-à-vis des déclarations du personnel politique. Mais pour élaborer de tels récits, le journaliste doit s'appuyer sur les informations d'autres sources dont il peut ainsi servir les desseins.

Un tel travail d'enquête ne constitue cependant pas l'essentiel du travail des journalistes politiques d'aujourd'hui. L'anecdote suivante montre bien comment coexiste encore différentes attitudes dont l'adoption dépend des ressources (en termes de temps et d'accès à certaines sources) et des intérêts du rédacteur et de sa hiérarchie. Elle met en opposition deux conceptions du « scoop », deux façons de se distinguer en « grillant » ses confrères : d'un côté, dévoiler un « plan de com' » ; de l'autre, négocier avec un service de presse la diffusion de déclarations exclusives. Lue d'un point de vue diachronique, cette

⁴⁶⁵ Déclaration citée in RIEFFEL Rémy, « Les relations des journalistes et du pouvoir dans la presse écrite et audiovisuelle nationale de 1960 à 1985 », in MARTIN Marc (dir.), *Histoire et médias. Journalisme et journalistes français. 1950-1990*, Paris : Albin Michel, 1991, p. 258.

⁴⁶⁶ LEGAVRE Jean-Baptiste, « Parler de soi ou parler des autres », art. cité, p. 34.

anecdote permet donc d'entrevoir la plus large palette rédactionnelle dont disposent désormais les rédacteurs *Politique* pour témoigner de leur professionnalisme :

« - Jusqu'à sa relaxe [*non lieu décidé le 8 novembre 2001 à propos d'une accusation d'abus de biens sociaux*], Strauss-Kahn refusait de parler à la presse. Mais moi, dès le début du mois d'octobre, ça m'intéressait. On savait qu'il allait revenir dans la course. (...) Donc j'ai commencé à voir son entourage. Il avait donné la consigne à pas mal de gens de ne pas parler et de dire qu'il s'interrogeait, qu'il avait aucun plan de carrière, etc. On m'a tenu ce discours au début. Et puis j'ai très vite trouvé d'autres proches de Strauss : "Ah mais non, il a vachement la pêche, il prépare un bouquin, il y aura ça dans le bouquin, il va faire ceci, il va faire cela..." Donc j'ai récupéré toutes les infos. J'ai relancé Strauss, il m'a toujours fait passer le message : "Non, je ne parle pas." Donc, moi, pour le faire chier et puis pour être en avance sur les autres, j'ai balancé le papier le 18 octobre, en disant : "Il ne veut pas parler, il dit qu'il ne sait pas ce qu'il va faire, que la politique ne l'intéresse plus, qu'il va peut-être se mettre à jouer au tarot. Mais tout ça, c'est bidon, rideau de fumée vite dissipé, parce qu'il va faire ceci, cela et tout." Et le lendemain, toute la presse est venue se précipiter sur lui pour le faire parler. Il a refusé toujours obstinément jusqu'au 8 novembre, à sa relaxe. Et si vous regardez les hebdomadaires, son plan de com', c'était cette semaine-là. Et moi, j'ai foutu en l'air le plan de com'. (...) Dans *Paris-Match*, il y a quatre pages de photos avec Anne Sinclair. Dans *Le Nouvel Obs* aussi. Il est partout parce que le plan de com est savamment préparé. Ce que je ne comprends pas c'est qu'il y ait autant de confrères qui se livrent à ça !

- **C'est la question que j'allais vous poser...**

- C'est plus facile pour eux. C'est plus facile s'il vous dit : "Je ne dis rien à personne, mais je vous promets quand je fais ma déclaration le 10 novembre, ça sera pour vous avec les photos." (...) Dans ce cas précis, Strauss, il a toujours entretenu des relations assez sympas, cordiales avec quelques journalistes. Mais moi, ça ne m'intéresse pas ce jeu-là. Je ne suis pas l'attaché de presse de Strauss-Kahn. (...) Les infos, j'ai réussi à les avoir ailleurs. (...) Effectivement, Strauss ne parlait pas dans mon papier parce qu'il n'avait pas voulu me parler. C'est ce qu'ils ont essayé de me dire chez Strauss-Kahn à ce moment-là. Ils m'ont dit : "Mais, attend le lendemain du procès. Tu seras le premier à l'avoir." Son chargé de com' m'a dit ça ! Bon, j'imagine qu'il avait fait cette promesse à quinze personnes. Et puis après, je voulais griller les autres. » (Renaud Dely, entretien n°5)

Conclusion

L'introduction de ce chapitre relevait les observations critiques de journalistes étrangers quant aux pratiques, militantes, révérencieuses et conniventes, de leurs confrères français. Pourtant, entre la fin des années 1950 et le début du XXI^e siècle, on ne peut manquer d'identifier ce profond renouvellement des normes rédactionnelles quant au positionnement des rédacteurs vis-à-vis de la compétition politique. Désormais, pour témoigner de leur « professionnalisme », les journalistes politiques doivent afficher une distanciation plus marquée envers les acteurs politiques, quoique le recueil des informations officieuses suppose toujours d'entretenir des alliances stratégiques avec différents protagonistes des luttes

politiques. A cet égard, il est intéressant de noter qu'un tel processus dépasse les frontières hexagonales. Aux Etats-Unis cependant, ce processus est bien plus précoce qu'en France : on en décèle les prémises dès les années 1920. Michael Schudson montre, par exemple, qu'à cette période, les journalistes se sont de moins en moins posés en « agents de transmission » et de plus en plus en « traducteurs » et « interprètes des actes politiques »⁴⁶⁷. Dans le cas québécois en revanche, la rupture est plus tardive, parallèle à celle observée dans les journaux français : « Dans les années 1940 et 50, le journaliste se contente d'enregistrer le discours des sources officielles et de le consigner dans des articles de nouvelles qui empruntent la fonction de certaines des formes du procès-verbal. (...) Progressivement, à partir des années 1960 et 70, le journaliste se fait le metteur en scène de la réalité politique. (...) Il affiche, dans son énonciation, sa qualité de sujet et d'acteur et il revendique une compétence professionnelle qui l'autorise à produire au profit de ses lecteurs une construction de la réalité politique. (...) De plus en plus convaincu des visées promotionnelles et politiciennes des discours des personnalités politiques, il s'emploie à faire autre chose que de simplement (servilement ?) rapporter ce discours. »⁴⁶⁸ On pourrait multiplier les exemples de ces travaux étrangers identifiant l'émergence puis la prépondérance d'un « cadrage stratégique » dans les pages *Politique* de leurs pays respectifs. Cette brève incursion hors de nos frontières n'a pas pour fonction d'identifier des modèles dont se serait emparée la presse française. Il s'agit plutôt de montrer que l'abandon d'un « journalisme d'intermédiaire », repérable dans des contextes nationaux dissemblables, n'interroge pas seulement la position occupée par les journaux et les journalistes vis-à-vis de l'univers politique. Cette exigence d'une certaine « valeur ajoutée » journalistique souligne également l'ambition de promouvoir des traitements jugés plus lisibles, plus séduisants, moins susceptibles de cliver les publics. Il faut donc à présent étudier les mutations contemporaines, en ce qu'elles sont censées rendre la politique moins « austère » et plus « parlante » pour les lecteurs.

⁴⁶⁷ SCHUDSON Michael, « Rhétorique de la forme narrative : l'émergence des conventions journalistiques dans la presse TV », *Quaderni*, n°8, 1989, p. 33.

⁴⁶⁸ CHARRON Jean, « Parler de soi en faisant parler les autres », art. cité, p. 97.

CHAPITRE 5

—

RENDRE LA POLITIQUE MOINS « AUSTERE » ET PLUS « PROCHE » DU PUBLIC

« Très souvent en politique, et même dans l'Histoire, ce sont les petites phrases qui en disent le plus long. »⁴⁶⁹

Laurent Joffrin (1997)

Certains interviewés, retraités ou exerçant désormais de nouvelles tâches, tendent à réprover certaines facettes du travail journalistique actuel⁴⁷⁰. Parmi les reproches formulés le plus fréquemment, à la presse en général, au journalisme politique en particulier, le sentiment d'un « déclin de la rigueur » est partagé par un grand nombre d'interviewés. Il est, à cet égard, saisissant de constater la symétrie entre ces deux extraits d'entretiens, dus à des journalistes aux trajectoires professionnelles dissemblables puisque le premier a longtemps travaillé au *Figaro* tandis que le second a exercé à *L'Humanité* :

- « N'importe qui dit n'importe quoi aujourd'hui. Il n'y a pas quelqu'un qui dit : "Il ne faut pas exagérer." Et même s'il y avait quelqu'un, il n'aurait pas l'autorité parce qu'il y a la télévision. (...) L'exigence de rentabilité fait qu'il y a une moins grande rigueur sur l'information qui est donnée. Ça veut dire qu'il y a des informations qui sont moins contrôlées et que le journaliste a plus tendance qu'avant à se faire plaisir (...). Ça veut dire qu'au niveau de la politique, quand moi, je dis : "Ça n'est pas si simple", on a tendance à me dire : "Il faut que tu simplifies." Et donc on caricature. » (Patrice-Henri Désaubliaux, entretien n°12).

- « Ce travail doit être mené avec en présence à l'esprit le respect du lecteur. Ça, c'est une des notions dont je ne suis pas sûr que partout ce soit bien enseigné aujourd'hui. Vous vous adressez à des gens que vous respectez. Et donc vous leur présentez un travail le plus sérieux possible, selon votre vision du monde, selon votre conception. (...) J'avais une vision militante et de responsabilité à l'égard des lecteurs. Il y a une communication entre le journaliste et son lecteur qui s'établit, comme un romancier ou un théoricien, mais le journalisme sérieux, c'est aussi comme ça. (...) Malheureusement, tout le monde ne raisonne pas strictement comme ça. Et j'ai la crainte qu'aujourd'hui, il y ait eu un peu de relâchement. » (Jean Le Lagadec, entretien n°26).

⁴⁶⁹ JOFFRIN Laurent, « Préface », in THENARD Jean-Michel (dir.), *Histoire secrète de la dissolution*, Paris : Libération – Plon, 1997, p. 48.

⁴⁷⁰ On pourrait n'y déceler qu'une forme de ressentiment justifiée par des ruptures dans des carrières ascendantes (entretiens n°11, 41, 58). On pourrait également expliquer ces critiques par l'âge de ces interviewés, amenés à mythifier le journalisme de leur époque et à évaluer les productions actuelles à l'aune d'un incertain « âge d'or » de la presse (entretiens n°12, 20, 26). Ces dimensions sont certainement à prendre en compte pour comprendre leurs propos. Mais il faut prendre ces paroles au sérieux et identifier les normes au principe de ces jugements sévères.

Cette moindre rigueur, synonyme selon ces anciens journalistes d'une moindre responsabilité professionnelle et d'un moindre respect des lecteurs, s'accompagnerait aujourd'hui d'autres travers, susceptibles de « dépolitiser » le public : la « personnalisation » du jeu, la surévaluation « paresseuse » des « petites phrases » au détriment, par exemple, d'un examen attentif des projets de lois (entretien n°21) ; l'attrait pour le « superficiel », le « calembour », la « galipette » (entretien n°2) ; la réduction de la politique au « jeu d'échec des partis », « au fonctionnement des appareils », en somme au « politicien » (entretien n°20) ; le « suivisme moutonnier » envers les sondages et les hommes politiques qui amène les journalistes à « jouer » plutôt que de « hurler » (entretien n°11). D'autres fustigent également le « mépris » pour les hommes politiques, « l'arrogance » et l'engouffrement dans la « voie la plus facile et la plus caricaturale » du « c'est tous les mêmes » et du « tous pourris » (entretien n°41) ; la « vision cynique » d'un « combat de coq » entre des acteurs politiques qui ne s'intéresseraient « qu'à leur poste, qu'à leur jeu d'appareil, qu'à leur pouvoir » (entretien n°58) ; la recherche systématique du « scandale » ; l'intérêt exclusif pour « la parole des victimes » des mesures gouvernementales au détriment du « civisme » (entretien n°20). On le voit, ces critiques sont nombreuses. On peut toutefois en déceler une grammaire commune dans les constats d'une recherche de la facilité et d'une analyse superficielle de l'action politique.

Les plus jeunes, c'est-à-dire les rédacteurs en poste au moment de l'entretien, appréhendent également, pour la plupart, ce danger d'un traitement trop « politicien », uniquement centré sur les péripéties du « microcosme » parisien. Toutefois, pour justifier cette critique, voire cette autocritique, ils mobilisent un tout autre répertoire d'arguments. Paradoxalement, dans leur bouche, le « politicien » est souvent mis en équivalence avec l'« institutionnel ». La menace n'est pas tant la dépolitisation ou l'incivisme des lecteurs, mais leur désintérêt ou leur ennui. Le souci de ces journalistes serait donc de promouvoir une couverture moins austère du politique et qui intégrerait davantage les préoccupations, « concrètes », du public.

A travers ces différentes appréciations du journalisme contemporain, on remarque que les arguments échangés convoquent tous la figure du lecteur pour justifier la « bonne » pratique du journalisme politique. Toutefois, entre les retraités et les rédacteurs en poste, cette figure du public est singulièrement différente. Le lecteur citoyen (ou le lecteur militant) s'est ainsi métamorphosé, dans les discours, en lecteur consommateur. Il faut évidemment appréhender cette dichotomie d'un point de vue idéal-typique : l'opposition n'est pas si tranchée, les conceptions de chacun s'avèrent plus complexes ou nuancées et ces images du

public n'ont jamais été formulées aussi explicitement. Cependant, ces figures du lectorat servent à légitimer, *a priori* ou *a posteriori*, les impératifs professionnels. Le lecteur citoyen vient ainsi justifier le souci pédagogique voire missionnaire d'un journalisme politique soucieux de rigueur et de sérieux dans son exposition méthodique des « faits ». A l'inverse, le constat d'un lecteur consommateur conduit les rédacteurs à privilégier ses attentes, à rechercher des formats et une écriture plus lisibles et plus ludiques, à répondre à des impératifs de « proximité ». Ces dernières exigences ne sont pas neuves : elles ont été définies, dès le XIX^e siècle, par les entrepreneurs de la presse populaire⁴⁷¹. Mais c'est l'incorporation de ces logiques de *vulgarisation* au cœur même des journaux d'*establishment* et au sein même des pages *Politique* qui caractérise certaines des transformations repérées au cours des années 1980 et 1990⁴⁷².

Celles-ci affectent bien évidemment l'architecture globale des journaux : la réduction du volume des articles et les nombreuses réformes de maquette qui vont jaloner ces deux décennies le mettent bien en évidence. Mais ces nouvelles conceptions du métier se traduisent également par des innovations stylistiques propres au journalisme politique. Les chefs de service définissent ainsi explicitement les exigences que doivent satisfaire aujourd'hui les pages *Politique* :

« La politique (...), c'est le mélange entre des sujets de fond et le romanesque humain. A mon avis, c'est quand même une des seules matières où il y ait à la fois des sujets nobles, parce qu'on traite de la sécurité, des institutions, du chômage, mais en même temps, on traite des hommes, de leurs ambitions, de leurs passions, de leurs mensonges, de leurs hypocrisies. A mon avis, les bons journalistes, ce sont ceux qui ont les deux approches à la fois, qui savent à la fois donner de la chair à des idées, donner de la profondeur à des sentiments. (...) Le problème de la politique, c'est que ça peut être très emmerdant si on la traite mal ou ça peut paraître aux gens totalement lointain. Donc il faut trouver des moyens d'intéresser les gens avec des histoires qui les concernent. Donc ça, c'est tous les jours dans le choix du sujet. » (Alexis Brézet, directeur délégué de la rédaction du *Figaro*, entretien n°13).

« Sujets de fond » / « romanesque humain » : il s'agira ici d'entrevoir les réponses, parfois contradictoires, parfois tâtonnantes, à ce souci de rompre avec des traitements jugés

⁴⁷¹ Sur le cas français, voir par exemple PALMER Michael, *Des Petits Journaux aux grandes agences. Naissance du journalisme moderne (1863-1914)*, Paris : Aubier, 1983 ; sur le cas américain, SCHUDSON Michael, *Discovering the News. A Social History of American Newspapers*, New York : Basic Books, 1978, p. 89 sq.

⁴⁷² Certains chercheurs européens distinguent, dans leurs pays respectifs, un processus commun. La notion de *tabloïdization* est ainsi mobilisée dans différents travaux de langue anglaise (Cf. ESSER Frank, « Tabloïdization of News : a Comparative Analysis », *European Journal of Communication*, vol. 14, n°3, 1999, pp. 291-324). En ce qui concerne l'information télévisée, un néologisme convergent quant à sa signification a pu être suggéré : il s'agit de l'« *infotainment* », contraction de *information* et de *entertainment* (par exemple, BLUMER Jay G., *Television and the Public Interest*, London : Sage, 1992, p. 36. Pour une analyse critique, BRANTS Kees, « Who's Afraid of Infotainment ? », *European Journal of Communication*, vol. 13, n°3, 1998, pp. 315-335).

austères, hermétiques ou éloignés des préoccupations des lecteurs⁴⁷³. Outre des transformations rédactionnelles et technologiques globales (généralisation de l'informatique, création de pages « Événements », réduction globale du volume des textes, horizontalisation des maquettes, développement de l'infographie, etc.)⁴⁷⁴, les services *Politique* vont s'efforcer de rendre la politique plus attractive pour leurs lecteurs. On identifiera donc, dans un premier temps, la généralisation d'impératifs de narration et d'humanisation du jeu politique. On repèrera, dans un second temps, les tentatives d'élargir les pages *Politique* aux questions « de fond », « sociétales », susceptibles de concerner davantage les lecteurs.

Section 1. Une politique plus « humaine »

La référence au « théâtre » a longtemps été mobilisée pour décrire les jeux parlementaires. Tous les interviewés ayant officié sous la IV^e République ont en effet emprunté la dichotomie scène / coulisses pour spécifier l'opposition entre la tribune et les couloirs. Or cette référence perdure dans les discours des rédacteurs plus jeunes. Si l'on excepte les journalistes de *L'Humanité*, la plupart des interviewés expliquent que leur rôle est de « raconter » des histoires, des histoires d'hommes. La métaphore théâtrale ou romanesque est ainsi filée à l'envie :

- « Il n'y a pas de postes plus enviés que celui de journaliste politique quand on a le théâtre dans le sang. (...) Je trouve que c'est un acte démocratique que de raconter les coulisses et en même temps essayer de décrypter la scène. (...) Il faudrait qu'on se remette à raconter des histoires. Il y a du romanesque à insuffler sur les personnages. Moi, je suis pour la politique – roman. » (Nicolas Domenach, *Marianne*, entretien n°7).

- « Le théâtre du pouvoir m'amuse et c'est d'abord de voir la manière dont le pouvoir peut déformer les hommes, ce que les hommes sont capables de faire, de ne pas faire, de devenir pour acquérir un brin de pouvoir. » (Eric Mandonnet, *L'Express*, entretien n°9).

⁴⁷³ A travers cette ambivalence « *people* » / « fond », se dessine en réalité deux modalités d'un impératif véhiculé au cœur même des journaux et des services les moins ouverts, jusqu'ici, au discours managérial : l'impératif de proximité. Une première modalité concerne les normes de présentation et d'écriture : être « proche » de son public, c'est favoriser des formats lisibles, promouvoir un vocabulaire simple, privilégier des histoires spectaculaires et immédiatement compréhensibles. La seconde dimension de cet impératif de « proximité » suppose de valoriser des nouvelles qui concernent davantage le « quotidien » ou les « préoccupations » du public, et qui sont puisées sur le « terrain », au niveau « local ». Sur cette double exigence, voir KACIAF Nicolas, « “Parle moi de moi. Il n'y a que ça qui m'intéresse” ». Les implications idéologiques d'un impératif de proximité. L'exemple du “Treize heures” de TF1 », in LE BART Christian, LEFEBVRE Rémi, *La « Proximité » dans le champ politique. Usages, rhétoriques, pratiques*, Rennes : PUR, 2005 (à paraître).

⁴⁷⁴ Voir CHARON Jean-Marie, *La Presse en France de 1945 à nos jours*, Paris : Le Seuil, 1991, p. 348.

- « Alors, c'est peut-être un peu pompeux ou surdimensionné, mais pour moi, il y a un côté un peu tragédie, au sens théâtral, dans la vie politique. C'est Racine. Ça montre les passions humaines à l'état brut. A la limite, moins la politique est chargée de contenu, et plus c'est le théâtre donc des passions humaines, du désir, de la jalousie, de l'ambition aussi au sens noble du terme. » (Guillaume Tabard, *Le Figaro*, entretien n°15).

On pourrait multiplier ces exemples. Ils témoignent tous de cet intérêt professionnel pour les luttes politiciennes, en somme pour le « jeu » politique qu'il faut entendre dans sa triple acception : stratégique, ludique et théâtrale. Les deux premières dimensions ont déjà pu être décrites : on a vu comment s'étaient diffusés des registres analytiques et humoristiques. Il convient à présent de saisir, dans les pages *Politique*, la généralisation de registres narratifs censés rendre la politique plus attrayante, moins hermétique.

Louis Quéré ne manque pas de constater que cette écriture proprement narrative de la politique, cette « mise en récit » du pouvoir, se développe dans un contexte où « la voix des “grands récits” devient à son tour inaudible. »⁴⁷⁵ Raconter l'affrontement politique, ce n'est ni se poser en strict intermédiaire entre la parole politique et le public de citoyens, ni mobiliser ou impliquer les lecteurs. Relater la compétition politique, c'est poser le public en spectateur d'un jeu à travers lequel les hommes politique n'apparaissent ni comme représentants, ni comme porte-parole, ni comme ennemis, mais bien comme acteurs d'une lutte personnalisée pour la conquête du pouvoir⁴⁷⁶. Cet intérêt quasi-exclusif pour les enjeux internes au champ politique a fait l'objet de nombreux travaux académiques qui dénoncent souvent ces travers. Erik Neveu évoque, par exemple la dimension « ésotérique » d'un tel cadrage de l'actualité politique⁴⁷⁷. Or, face à la complexité des questions économiques ou monétaires, face à l'apparente distance des institutions européennes ou internationales⁴⁷⁸, cette forme d'humanisation de la compétition politique nationale est censée rendre le jeu politique plus familier, plus lisible, plus spectaculaire.

⁴⁷⁵ QUERE Louis, *Des Miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris : Aubier, 1982, p. 155.

⁴⁷⁶ Pour une typologie des rôles respectifs des journalistes, du public et des hommes politiques selon les « systèmes de communication politique », cf. BLUMER Jay G., GUREVTICH Michael, *The Crisis of Civic Communication*, London : Routledge, 1995, p. 15.

⁴⁷⁷ Par exemple, NEVEU Erik, « Pages “Politique” », *Mots.*, n°37, 1993, p. 24.

⁴⁷⁸ « La plupart des journaux et des radios ne mentionnent pas les mesures techniques prises par les banques centrales ou par les ministères de la Défense, décisions qui peuvent pourtant signifier la prospérité ou le désastre pour des millions d'individus ; pas plus que ne sont assurés d'être médiatisés les effets à long terme des politiques appliquées, bien qu'ils constituent le seul test décisif de l'efficacité des actions gouvernementales : car ces effets ne peuvent être appréciés que bien longtemps après la mise en œuvre de ces actions, et ils sont souvent trop complexes pour être traduits en langage journalistique. » (EDELMAN Murray, *Pièces et règles du jeu politique*, Paris : Le Seuil, 1991, p. 175).

Aussi, plutôt que de se positionner sur un terrain éthique ou normatif, il s'agira ici d'entrevoir l'historicité de ces façons d'écrire la politique, supposées attester de la compétence des rédacteurs et répondre au désintérêt ou à l'ennui des lecteurs. On identifiera alors trois dimensions dans cette narrativisation des conflits politiques : le développement d'un genre « récit » ; l'appréhension des faits politiques en épisodes d'un « feuilleton » ; l'intérêt croissant pour la psychologie et l'intimité des acteurs.

§ 1. LA DIMENSION ROMANESQUE DU JEU : LA GENERALISATION DES « RECITS »

A. Des situations propices aux registres narratifs

Il va de soi que le souci de « raconter le pouvoir » n'est pas neuf dans le journalisme français. Déjà, sous la IV^e République, les « articles » des chroniqueurs et autres chefs de service pouvaient emprunter des répertoires narratifs, lorsqu'il s'agissait d'expliquer les tractations conduisant à un remaniement ministériel, à une prise de position gouvernementale ou à un consensus entre groupes parlementaires. De la même manière, certains papiers, strictement factuels, pouvaient raconter certaines scènes à huis clos, au-delà des registres habituels du compte-rendu. Toutefois ces registres narratifs n'étaient visibles que lors de conjonctures bien précises, et notamment lors des crises ministérielles dont on suivait le dénouement à l'Élysée ou à Matignon : ces situations générant l'incertitude, ouvrant les possibles pour de nombreux acteurs politiques, battant en brèche les routines de la communication institutionnelle, ont été les plus propices à l'énonciation narrative. D'autre part, intégrés dans des journaux censés se décliner sur de multiples éditions, ces papiers prenaient le plus souvent la forme d'un récapitulatif, heure par heure, des étapes de ces crises se déclinant sur des scènes différentes :

Au milieu des embarras des retours de week-end le leader MRP a gagné l'Élysée par des voix détournées

(...) **19 h 35.** La nuit tombe quand M. Georges Bidault quitte le bureau de M. René Coty. Devant une centaine de photographes et de cameramen sur le perron de l'Élysée, il annonce : « M. le président de la République m'a demandé de constituer le gouvernement. (...) »

19 h 40. Dans la voiture présidentielle, accompagné de M. Merveilleux de Vignaux (...) M. Bidault regagne son domicile. Embouteillage devant le pont de Saint-Cloud : la voiture présidentielle est immobilisée pendant cinq minutes au milieu des centaines d'automobilistes rentrant de week-end.

19 h 55. La voiture stoppe devant le petit pavillon de la rue Traversière, sur les coteaux de Saint-Cloud, à deux pas de la ligne de chemin de fer Paris-Versailles. M. Bidault n'a même pas franchi le seuil que M. Antoine Pinay arrive.

20 h à 21 h 20. Enfermés dans la bibliothèque, MM. Bidault et Pinay discutent en tête à tête. On leur sert de l'orangeade. Pendant ce temps, Mme Georges Bidault se promène avec une voisine dans le petit jardin qui se trouve près de la voie de chemin de fer. (...)

22 heures. Mme Bidault se retire dans sa chambre. Avec ses collaborateurs, le président du Conseil désigné s'enferme dans sa bibliothèque où il travaille jusqu'à minuit.

France-Soir, 22/04/1958

Bien que d'autres journaux aient pu proposer de tels papiers⁴⁷⁹, c'est bien la presse populaire qui empruntait le plus souvent ces registres posant le lecteur en spectateur des tractations entre leaders politiques. Mis à jour dans chaque nouvelle édition, enrichis de nombreux détails, « inutiles » pour comprendre la situation⁴⁸⁰, mais permettant de rendre la description plus vivante, ces papiers articulaient déclarations publiques et scènes « cachées ».

Adapté à certaines séquences événementielles, le récit était donc ajusté aux exigences spécifiques des journaux populaires⁴⁸¹ : « raconter des histoires aux gens » (entretien n°64), « romancer » et « faire preuve de pédagogie » (entretien n°29), « être réactif » et « travailler comme une radio » (entretien n°45)⁴⁸². Pour autant, on l'a vu, leur couverture de l'actualité politique n'était pas univoque. Populaire, le public visé par ces journaux n'en était pas moins diversifié. À *France-Soir*, lors des années 1970 notamment, de nombreux conflits rédactionnels soulevaient alors la question du « bon » traitement de la politique :

« On nous disait : “Ce qu'il faut, c'est raconter des histoires aux gens”. Et alors, ma position était évidemment l'inverse, c'était de dire : “Les gens qui aiment l'extrême populaire, ils ont une caractéristique, c'est qu'ils n'achètent plus de journaux. Donc ce n'est pas la peine de courir après, on ne les rattrapera pas. Donc il faut se dire que le seul fait d'acheter un journal, c'est déjà un acte, pour ainsi dire, élitiste. Et il faut donc se mettre au niveau où ces gens-là souhaitent trouver un journal.” Et alors, c'étaient des débats extrêmement âpres, parce qu'il y avait ceux qui disaient : “Il veut faire *Le Monde* !” (Claude Vincent, entretien n°64).

L'ambition de réaliser un journal « complet » (entretien n°29) et la division du travail entre rédacteurs permettaient donc d'opérer un relatif compromis entre ces conceptions du métier :

⁴⁷⁹ On peut citer, par exemple, cet article de *L'Humanité* du 3 avril 1963 rapportant le déroulement, heure par heure, des négociations salariales entre syndicats de mineurs et représentants gouvernementaux,

⁴⁸⁰ On peut alors constater l'ambivalence entre recherche de l'authentique et ambitions romanesques. D'ailleurs, un journaliste de *France-Soir* avouera : « A chaque fois qu'on pouvait, on racontait une anecdote, on mettait beaucoup de couleur dans nos papiers. Ce qui poussait d'ailleurs quelques fois à bidonner d'une façon un peu malsaine. » (Entretien n°56).

⁴⁸¹ L'objectif, clairement affichée dans certains énoncés du journal, était de construire une complicité imaginée avec le lecteur. Ainsi, de nombreux papiers mettent en scène une relation supposée directe entre le journaliste expert et ses publics. Par exemple, le 10 avril 1962, un article de Jean Ferniot s'intitule « *France-Soir* répond maintenant aux questions que vous vous posez » et s'organise sous une forme de dialogue imaginaire entre les questions du lectorat et les réponses du journaliste spécialiste.

⁴⁸² « Le soir de l'actualisation du programme commun, ça a été un grand moment. Dans un journal comme *France-Soir*, on peut dire qu'on a travaillé comme une radio. C'est-à-dire que moi, j'appelais le journal toutes les demi-heures. (...) Et donc le bouclage du journal était reporté continuellement. Et on modifiait la Une du journal demi-heure par demi-heure. » (Paul Joly, entretien n°45).

un même événement pouvait susciter plusieurs papiers, susceptibles de satisfaire des publics distincts. Il n'est donc pas rare, au cours des années 1960 et 1970, de distinguer, à côté des comptes-rendus et autres analyses, des articles à la tonalité plus romancée, croquant des situations cocasses, mettant l'accent sur les décors ou les costumes des personnages, restituant des « choses vues » plus ou moins anecdotiques :

« A *France-Soir*, on traitait beaucoup plus l'anecdote. Par exemple, quand on suivait un voyage présidentiel, le côté politique était traité de Paris, soit par l'AFP soit par les contacts à Paris. Et nous, on traitait beaucoup plus l'ambiance, le récit du voyage, en cherchant beaucoup d'à-côté, beaucoup de petits trucs qu'on ne trouvait ni dans *Le Monde*, ni dans *Le Parisien*, ni nulle part ailleurs. C'est ce qui a fait le succès de ce journal d'ailleurs. Et ça, c'était vraiment intéressant. Alors évidemment, ce n'était pas très noble. (...) Mais moi, je voyais mes confrères du *Figaro* ou du *Monde*. Ce qu'ils faisaient sur place, ils l'auraient fait beaucoup mieux à Paris. Ils traitaient davantage le contenu du discours. Ils ne mettaient jamais de couleur locale. Quand vous écrivez, par exemple : "Giscard à Delhi avec un concert de tambour qui dure trois quart d'heures avec les lanciers du Bengale immobiles pendant une heure et demi et tout...", je crois que ça intéresse beaucoup plus les gens. Et je pense, très modestement, que mes articles étaient davantage lus que les analyses politiques dont personne n'a rien à foutre. » (Jacques de Danne, entretien n°56).

En 1974, le décès soudain de Georges Pompidou et le déclenchement immédiat de la campagne présidentielle ont donné lieu à une véritable innovation dans *France-Soir*. L'article de « synthèse » qui constituait autrefois l'apanage des chefs de service va quotidiennement se présenter sous une forme, non plus analytique, mais strictement narrative. De même, à la différence des papiers spécifiant, heure par heure, l'évolution de la journée, ces « synthèses » intégraient l'ensemble des informations dans un article structuré autour d'une intrigue et occupant une pleine page du journal⁴⁸³ :

LE RECIT D'UNE FOLLE JOURNEE

(...) Dans la nuit de lundi à mardi, le ministre de l'Intérieur appelle plusieurs fois M. Messmer au téléphone. Celui-ci est ébranlé d'autant plus que l'offensive finale de M. Chirac a été précédée par un effort de mise en condition du Premier ministre, qui a commencé dès l'annonce de la candidature de M. Chaban-Delmas. Hier matin, à 8 H 35, Pierre Messmer s'enferme dans son bureau, demandant qu'on ne le dérange en aucun cas. Une heure plus tard exactement, il sort de sa méditation et, rejoignant ses collaborateurs, il leur dit : "Je me présente". Il ne paraissait pas entièrement convaincu de prendre une bonne décision. Mais le Premier ministre est de ceux dont le sens du baroud l'emporte parfois sur le discernement politique. (...)

Claude Vincent, *France-Soir*, 11/04/1974

⁴⁸³ « On a eu comme directeur à ce moment-là Henri Amouroux. Et il voulait faire quelque chose qui n'était pas forcément mal d'ailleurs, on appelait ça une synthèse. Alors chaque jour, Jean Brigouleix et moi, on faisait la synthèse, c'est-à-dire qu'on ramassait les événements politiques de la journée et puis on faisait un grand papier unique mais c'était quand même là qu'on mettait l'essentiel. Et alors les rythmes du journal étaient différents de ce qu'ils sont devenus depuis, c'est-à-dire qu'on fonctionnait très tard. Donc, je me souviens, on allait dîner en général ensemble. Et puis on revenait au journal et, à ce moment-là, on dictait, il fallait que ça soit fait vers une heure du matin. » (Claude Vincent, entretien n°64).

Se dessine donc, petit à petit, ce qui fonde la spécificité stylistique du récit journalistique : une dimension chronologique explicite, la mise en scène de quelques personnages, une description fine des situations croquées, une insistance sur des détails apparemment anodins, une mise en intrigue des informations⁴⁸⁴. Le rédacteur s'autorise ainsi à adopter un rôle de narrateur, omniscient, présent dans la tête des acteurs ou à leurs côtés lors de situations pourtant non exposées au regard journalistique. On retrouve là certains des principes énoncés au début des années 1960 par les dirigeants de *L'Express* et, plus tard, dans les autres newsmagazines. On ne s'attardera pas sur ce point déjà évoqué. On remarquera simplement que le « récit » constituait un registre commode pour des hebdomadaires soucieux de se distinguer du contenu des quotidiens et désireux d'afficher leur impartialité :

« On nous demande surtout de raconter ce que les quotidiens n'ont pas raconté. Ils ont pu le dire, ils ont pu même traiter des choses. Mais ils n'ont pas donné à voir. Les hebdomadaires mettent en scène ce que les quotidiens se contentent d'afficher. Donc il y a forcément du coup un effort d'écriture à faire parce qu'on raconte des histoires. Des histoires d'hommes, de femmes, des scènes, voilà. Et donc ça suppose un autre style effectivement. » (Jean-Yves Boulic, journaliste au *Point* entre 1982 et 1987, entretien n°46).

B. Récits individuels, récits collectifs

Dans les autres quotidiens, l'usage des registres narratifs restait circonscrit, jusqu'au début des années 1980, à certaines circonstances bien spécifiques. Le récit était parfois mobilisé pour revenir sur une séquence passée et la réinscrire dans une certaine profondeur historique : l'anniversaire d'un fait marquant, le dénouement d'une campagne électorale ou d'une crise politique peuvent quelquefois occasionner, au *Figaro* notamment, la publication d'une série d'articles restituant toute la trame d'un événement. Ce n'est donc qu'au tournant des années 1970-1980 qu'une écriture plus romanesque intègre les quotidiens d'*establishment* ou ceux destinés à un public plus militant. Si les rédacteurs interviewés se disputent la paternité d'un tel registre, ils identifient tous son origine au sein de journaux nés au milieu de la décennie 1970, *Le Quotidien de Paris*⁴⁸⁵, *Libération*, *Le Matin de Paris* :

⁴⁸⁴ « Toutes les histoires médiatiques [*news story*] ont les caractéristiques de la narration (...) : protagonistes et antagonistes, conflit, mouvement et (au moins momentanément) résolution. » (COOK Timothy E., « Political Values and Production Values », *Political Communication*, vol. 13, n° 3, 1996, p. 474).

⁴⁸⁵ « Liberté d'esprit, qualité d'écriture. [Philippe] Tesson, [directeur du *Quotidien de Paris*], insistait beaucoup sur ces deux choses-là. (...) Tesson ne sélectionnait que des gens qu'il sentait. Vous comprenez, c'est intuitif. Il y avait des gens d'extrême droite, d'extrême gauche mais ils aimaient tous la littérature. Ils savaient tous écrire. Donc vous n'avez même pas besoin d'être formaté après, puisqu'en fait, il le faisait en amont, intuitivement. Il triait son équipe. » (Eric Zemmour, entretien n°50)

- « [A *Libération*], il y a un ton. D'où la part de récit que l'on a inventé par rapport au reste de la presse. Ne pas avoir peur de mettre en scène. Si on a un dialogue, on le met. Mais, en même temps, c'est aussi de rendre vivant la politique. Ce sont les journalistes de *Libé* qui l'inventent. Et, là-dedans, il y a eu l'apport de Françoise Berger. Elle a amené une écriture beaucoup plus légère. Certains lui reprochaient de voir la politique par le petit bout de la lorgnette mais c'est ce petit bout de la lorgnette qui permettait de grossir des phénomènes. Et nous, on refuse le côté chiant, même si parfois on le fait. » (Gilles Bresson, entretien n°3).

- « Je crois que *Le Matin* a réinventé le journalisme politique en ce qu'il a été le premier à traiter la politique comme on faisait dans les hebdomadaires. (...) Si vous lisiez les pages *Politique* du *Figaro*, on vous racontait un congrès, on vous disait : "Machin monte à la tribune et dit que..." Et Guy [Claisse, le chef du service] venait d'un hebdo et il pensait qu'on pouvait faire comme ça au quotidien. Donc on a commencé à raconter de l'intérieur comme dans un hebdo en disant : "Machin arrive, il est furieux. Chemise blanche, cravate bleue, éructant. Dans le couloir à-côté, machin ricane, etc." Et ça, ça n'existait pas avant *Le Matin*. Guy, il pensait que c'était un atout commercial. (...) Mais en même temps, ça n'a pas été théorisé, c'est-à-dire que Guy n'est pas arrivé en disant : "Je vais révolutionner le journalisme politique." On faisait des papiers et Guy disait : "Putain, ça ne va pas du tout. On dirait du *Figaro*. Raconte moi. Il faisait quelle tête Mitterrand quand Rocard parlait ?" Et le mec racontait. Et donc Guy avait toutes les données et il commençait à réécrire. (...) Et puis, au bout de six mois, tout le monde s'y est mis et trouvait ça normal. » (Alexis Liebeart, entretien n°63).

A travers ces deux extraits d'entretien, on distingue une intention commune : refuser le côté rébarbatif d'un traitement trop institutionnel et ainsi clairement se distinguer des « références » d'alors que représentaient *Le Monde* ou *Le Figaro*. On identifie également l'apport de rédacteurs issus d'autres univers que le journalisme politique de quotidiens (Françoise Berger était autrefois « fait diversier »⁴⁸⁶ tandis que Guy Claisse avait dirigé le service *Politique* de *L'Express*). Toutefois aucun des rédacteurs rencontrés n'évoque une codification spécifique et formalisée de ce genre « récit » : on évoque une « écriture » légère et vivante, un « ton » particulier, une « plume » plus libre. Dans le cas de *Libération*, on retrouve cependant, les caractéristiques déjà identifiées dans les papiers de *L'Express* ou de *France-Soir*, auxquelles on peut associer une dimension ironique et souvent rieuse⁴⁸⁷. On met

⁴⁸⁶ « J'ai toujours été quelqu'un de tout à fait à part, dans la mesure où je n'ai jamais fait que des enquêtes ou du reportage. (...) Je ne suivais pas la politique politicienne. C'était ma grande force, parce que je n'avais pas besoin d'avoir d'infos, donc je n'avais pas besoin d'avoir la moindre relation avec qui que ce soit. (...) Je n'étais pas une journaliste politique. C'était ça la différence. J'étais une journaliste tout simplement. J'ai fait de la politique comme j'avais fait des faits divers. (...) J'étais là pour raconter des choses, en les racontant de façon vivante. J'avais surtout un objectif d'écriture quand même. » (Françoise Berger, entretien n°11).

⁴⁸⁷ L'écriture narrative se déploie selon différents modes que distingue Northrop Frye. Utilisant comme critère « le degré de puissance » du héros, il oppose le « mythe » à travers lequel « le héros nous est supérieur » par nature à l'« ironie » par laquelle le héros, que nous regardons de haut, nous est inférieur en puissance et en intelligence » (FRYE Northrop, *L'Anatomie de la critique*, Paris : Gallimard, 1977, cité par RICŒUR Paul, *Temps et récit. 2. La configuration dans le récit de fiction*, Paris : Le Seuil, 1991, pp. 33-34). Tout en restant prudent dans l'utilisation d'un matériel théorique propre à l'analyse littéraire, on peut s'inspirer d'une telle perspective pour différencier les récits, selon qu'ils consacrent leurs personnages en « héros », ici en hommes d'Etat puissants et mus par leurs convictions (les récits de *L'Express* consacrés au général de Gaulle ont longtemps emprunté un tel registre), ou selon qu'ils les rabaissent en ne les présentant qu'en tant qu'individus calculateurs et opportunistes.

en scène les coulisses comme si le journaliste en avait été témoin, on se positionne auprès d'une pluralité de personnages et dans des lieux divers, on ponctue l'histoire de nombreux détails relatifs à l'humeur ou au comportement des protagonistes, on restitue l'environnement scénique des événements, on agence les faits selon une trame constituée en intrigue⁴⁸⁸.

L'HISTOIRE DE LA DEMISSION SURPRISE DE ROCARD

Jeudi, peu avant une heure du matin, le téléphone sonne à l'Élysée. Au bout du fil, Michel Rocard. Il veut parler à François Mitterrand. La jonction ne se fait pas tout de suite. C'est le président qui rappelle son ministre chez lui. 2 h 12 : la sténographe de l'AFP prend un communiqué : "M. Rocard a présenté cette nuit sa démission du gouvernement, au président de la République", signé le "secrétariat" de Michel Rocard. Voilà. Après quatre années de participation gouvernementale, c'est fini. L'effet de surprise est parfait. (...)

Seize heures plus tôt, le ministre de l'Agriculture avait pris place, comme chaque mercredi, autour de la table du Conseil des ministres. Au menu, un mets de choix : la réforme électorale. Le ministre de l'Agriculture expose une nouvelle fois sa conviction, ses réticences face à la proportionnelle. Tout est calme. Il n'y a pas le plus petit soupçon de démission dans l'air (...).

"Cela s'était passé relativement bien, dans la douleur, mais sans cadavres... On a découvert le cadavre plus tard", raconte un socialiste cité par l'AFP. Comme chaque mercredi encore, il est à l'Assemblée nationale pour les questions d'actualité qui pourtant l'"emmerdent" incroyablement. A l'entrée, VGE lui a serré la main. A la sortie, Rocard file, comme à son habitude, avec cette allure penchée qu'il ne doit qu'à son porte-serviette qui lui tire le bras. (...)

Marie Guichoux, *Libération*, 05/04/1985

Autre innovation de *Libération* dans la presse quotidienne : les récits collectifs mis en place au milieu des années 1980 et copiés une décennie plus tard par les services *Politique* du *Monde* et du *Figaro*⁴⁸⁹ :

« Dans les années 1980, on a mis au point à *Libé* un système de récit politique quand il y avait des journées de crise politique, donc une certaine intensité. Alors on allait à quatre ou cinq sur le terrain. Chacun était à un endroit stratégique où il pouvait guetter la sortie d'une réunion politique au sous-sol de l'Assemblée ou à l'Hôtel de ville, enfin n'importe où. Et donc on multipliait les sources. Et, au lieu de faire chacun son papier comme c'était le cas dans la plupart des journaux où les journalistes collectivisent très peu le travail, nous on mettait tout en commun. Et, à la fin de la journée, il y en a un qui prenait la plume et qui racontait tout ça. Et donc, c'étaient des récits extrêmement riches. » (Fabien Roland-Lévy, entretien n°39).

Bien que régulièrement présents dans les pages *Politique* de *Libération*, du *Matin de Paris* ou du *Quotidien de Paris*, de tels récits ont cependant eu plus de mal à s'imposer dans les rédactions du *Monde* ou du *Figaro*. Noël-Jean Bergeroux qui fut rédacteur au *Monde* entre

⁴⁸⁸ « [L'intrigue] fait médiation entre des événements ou des incidents individuels, et une histoire prise comme un tout. (...) Comprendre l'histoire, c'est comprendre comment et pourquoi les épisodes successifs ont conduit à cette conclusion, laquelle, loin d'être prévisible, doit être finalement acceptable. » (RICOEUR Paul, *Temps et récit. 1. L'intrigue et le récit historique*, Paris : Le Seuil, 1991, p. 127 et 130). Tzvetan Todorov ajoute : « [le récit] exige le déroulement d'une action, c'est-à-dire le changement, la différence. (...) Tout changement constitue en effet un nouveau chaînon du récit. (...) Chacune des actions ainsi isolées suit la précédente et, la plupart du temps, entre avec elle dans un rapport de causalité. » (« Les deux principes du récit » in *Les Genres du discours*, Paris : Le Seuil, 1978, p. 64).

1970 et 1981 rappelle ainsi les réserves de sa hiérarchie envers ce « style *Libé* » : « Barrillon méprisait avec dérision. (...) C'était un rejet par classicisme à tous les sens du terme. » (Entretien n°25). Noël Bergeroux renvoie aux exigences de sobriété qui justifiait le mépris de R. Barrillon pour une écriture souvent stéréotypée : « La façon d'écrire de façon romancée devient vite un tic ! Et ces tics sont reproduits par les jeunes journalistes. Combien de fois on a vu l'expression : "Entre la poire et le dessert" ! ». C'est donc au cours des années 1990, marquées par de nombreuses réformes rédactionnelles, que les récits, labellisés comme tels, s'imposent au *Monde*⁴⁹⁰. Pour les rédacteurs « de base », ils permettent notamment de s'affranchir des rigoureuses contraintes discursives, d'introduire davantage de style, de se distinguer de l'écriture agencière⁴⁹¹ :

« Je pense que [*les lecteurs*] ont beaucoup apprécié les récits. On a commencé à le faire beaucoup pendant la campagne présidentielle de 1995. Au début, c'est Jean-Yves Lhomeau qui a mis ça en place. Il venait du *Monde*, il était parti à *Libération* et il était revenu au *Monde*. (...) C'était une nouveauté le récit. Il y avait un ton. Il y avait une façon de dire au lecteur : "Viens voir, je vais te raconter, je vais t'emmenner, etc." et on l'emmenait. En plus, c'était aussi un moyen de casser le rubricage. C'était un moyen de dire : "Toi qui fait le meeting de Jospin, toi qui pars ce soir dîner avec machin, toi qui pars en meeting avec truc, on ne fait pas le papier sur machin et le papier sur truc. Tu me donnes quinze lignes et, moi, je tricotes et on en fait quelque chose qui a un sens politique." (...) Chacun versait au pot : celui qui était parti en meeting avec quelqu'un du PS, celui qui avait eu un entretien dont il avait sorti un truc qui était génial mais qui ne méritait pas un papier en soi. (...) C'est plus agréable, quand on aime écrire, d'écrire un récit que de faire un papier en commençant : "Lionel Jospin s'est rendu jeudi 28 août à La Rochelle et il a déclaré..." » (Pascale Robert-Diard, entretien n°8).

Pascale Robert-Diard, dont certains de ses collègues soulignent la contribution à cette diffusion du récit (entretiens n°53 et 60), évoque clairement la dette du *Monde* envers *Libération* et la presse magazine. Elle constate également que la généralisation de ces registres narratifs, parfois entrelardés de sarcasmes, participent d'une moindre déférence à l'égard du personnel politique. Les journalistes du *Monde* peuvent dès lors intégrer dans leurs

⁴⁸⁹ Cette pratique était courante dans les magazines. N.-J. Bergeroux qui intègre la rédaction de *L'Express* en 1981 évoque ce « journalisme de ramassage d'informations réécrites par une plume à poigne. » (Entretien n°25).

⁴⁹⁰ Fabien Roland-Lévy qui connut les rédactions de *Libération* et du *Monde* évoque les difficultés à mettre en place ces récits collectifs dans un journal marqué par la forte autonomie des rubricards : « Au *Monde*, ils ont commis une erreur. C'est-à-dire que ça a toujours été signé : "Récit du service France". Or le journaliste est un être narcissique et s'il n'y a pas son nom, il ne fait pas d'efforts. À *Libé*, on signait tous. Et donc il y avait une valorisation. Les gens font des efforts. Les lecteurs sauront qui sont les auteurs du récit. C'est très con mais ce sont des trucs psychologiques comme ça. » (Fabien Roland-Lévy, entretien n°38).

⁴⁹¹ Ainsi, cette journaliste, agencière à l'ACP recrutée par le *Quotidien de Paris* en 1977, compare le style d'écriture exigé respectivement dans les deux médias : « [Au *Quotidien*], on pouvait donner ce qu'on appelle de la couleure. On n'était pas obligé de mettre le discours de Barre et puis ouvrez les guillemets, et puis après deuxième point, deuxième argument de Barre. On était beaucoup plus libre par rapport au propos. (...) Vous pouviez prendre ce qu'on appelle un angle, alors qu'en agence, vous êtes obligé de restituer sans angle. Au *Quotidien*, vous pouviez sélectionner ce qui vous semblait le plus intéressant. Et vous aviez le droit de ricaner un peu. C'était la liberté. » (Pascale Amaudric, entretien n°36).

papiers des éléments jugés autrefois indignes de figurer dans le journal, car anecdotiques ou écotiers, qu'ils monnaient au *Canard enchaîné* ou aux newsmagazines ou qu'ils mettaient de côté en vue d'ouvrages personnels ⁴⁹² :

« *Le Monde* a piqué toute la substance des hebdomadaires qui faisaient des grands récits transversaux de la semaine. J'ai fait, dès le lendemain de la dissolution [de 1997,] un récit sur toute l'histoire de la dissolution. Je l'ai sorti le lundi après-midi. [Les hebdomadaires], ils arrivaient le jeudi. Ils ont fait la même chose, mais c'était déjà dans *Le Monde*. (...) Quand je suis arrivée, c'était un truc qui m'exaspérait : les journalistes du *Monde* étaient les principaux fournisseurs des échos de la page 2 du *Canard*, parce qu'ils avaient des infos qu'ils ne pouvaient pas mettre dans leur papier, parce qu'ils faisaient des papiers : "Le Conseil national a décidé que etc.", et la petite anecdote, ils ne l'utilisaient pas. » (Pascale Robert-Diard, entretien n°8).

Quant au *Figaro*, on repère les premiers récits collectifs au début des années 1990, à la suite, par exemple, de la démission d'Edith Cresson : « Chronique d'une journée pas ordinaire » (Jacques Fleury, Nicole Kern, 02/04/1992). La première mention « Récit du service politique » intervient, elle, en avril 1997, lors de la dissolution de l'Assemblée. Mais ce sont les papiers de Christine Clerc et d'Eric Zemmour, recrutés respectivement en 1992 et 1996, qui s'orientent plus explicitement vers un traitement narratif des luttes politiques. Grands reporters sans rubrique attitrée, publiant des articles isolés de la couverture événementielle et parfois étalés sur plusieurs jours, ces rédacteurs s'autorisent un regard plus distant sur l'actualité et plongent leurs lecteurs à la fois dans une temporalité plus vaste et dans le quotidien des personnages et des organisations politiques : « *La naissance d'une passion* » (sur le couple Balladur – Chirac, 08/04/1994), « *Comment la droite en est arrivée là* » (du 29/03 au 3/04/1998), « *Paris : et la guerre des chiraquiens commença...* » (14/04/1998), etc.

§ 2. LA DIMENSION « FEUILLETONESQUE » DU JEU

Les registres narratifs ont donc imprégné l'ensemble des pages *Politique* de la presse écrite française⁴⁹³. Mais au-delà de ces transformations stylistiques, c'est l'appréhension même des événements qu'il faut considérer. Depuis le début des années 1980, se généralise en

⁴⁹² Cette pratique est récurrente chez les rédacteurs politiques. Les journalistes fondent en effet une partie de leur crédibilité vis-à-vis de leurs sources par leur capacité à « garder pour eux » certaines informations. Cela explique que les supposés « secrets » sont livrés une fois advenu le dénouement de l'intrigue, électorale ou biographique. Ainsi, dans la préface d'un ouvrage de 1996 consacré à Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterrand et Jacques Chirac, l'auteur, Sylvie Pierre-Brossolette, justifie ces divulgations tardives : « J'ai estimé que l'on pouvait dévoiler quelques scènes de l'envers du décor, maintenant que, pour la plupart des acteurs, la pièce est finie. » (*Paroles de Présidents : carnets secrets*, Paris : Plon, 1996, p. 10).

effet une lecture « feuilletonesque » de l'actualité politique. Par cette métaphore du feuilleton, on souhaite montrer que la plupart des événements considérés comme politiques sont sélectionnés et construits en tant qu'*épisodes* d'une *histoire* en cours. Ces histoires peuvent être ponctuelles (une campagne électorale, une période d'investiture, une « bataille » au sein d'un parti) mais elles sont généralement inscrites dans le cadre des luttes personnelles entre un nombre limité d'acteurs (les états-majors des principaux partis) et fréquemment orientées vers leur épilogue : l'élection présidentielle. A partir du milieu des années 1980, cette dimension feuilletonesque est explicitement revendiquée par l'intitulé et le contenu de certaines rubriques quotidiennes : « La journée » (*Le Figaro*, 1988-90)⁴⁹⁴ qui agrège dans un bref encadré les faits saillants du jour ; « Un jour en politique » (*Infomatin*, 1994-95), chronique d'Eric Zemmour qui raconte les péripéties quotidiennes et les interprète comme autant de « coups » en vue de la présidentielle de 1995⁴⁹⁵ ; « Le feuilleton politique » (*L'Humanité*, 2000) qui intègre différentes brèves sarcastiques ou polémiques concernant les principaux acteurs politiques. Au-delà de telles rubriques, cette conception feuilletonesque s'est diffusée dans la majeure partie des papiers consacrés à l'actualité politique : pour rendre leurs informations plus significatives, les rédacteurs se sont efforcés de les enchâsser dans des trames plus vastes et supposées attractives.

A. Une typologie des modes d'appréhension de l'événement

Pour rendre compte de cette dimension feuilletonesque dans l'écriture des journalistes politiques, il convient de mobiliser une typologie élaborée en 2000 à partir d'un corpus d'éditoriaux de la presse écrite et audiovisuelle⁴⁹⁶. Cette typologie vise à rendre compte des différentes modes à travers lesquels les journalistes peuvent appréhender les événements,

⁴⁹³ « Je pense que c'est aussi quelque chose qui est en train de s'épuiser. La limite aujourd'hui, c'est qu'on a donné un style de récit à un peu tous les papiers et que, du coup, ils se sont un peu dilués. C'est-à-dire que tout est devenu récit, parce qu'en fait, ça marchait vachement bien. » (Pascale Robert-Diard, entretien n°8).

⁴⁹⁴ Il convient de préciser que *Le Figaro* de 1946 disposait également d'une rubrique « La journée politique ». Toutefois, un tel article mettant en relation différents faits et déclarations politiques répondait surtout aux sévères contraintes d'espace dans un journal de deux puis quatre pages.

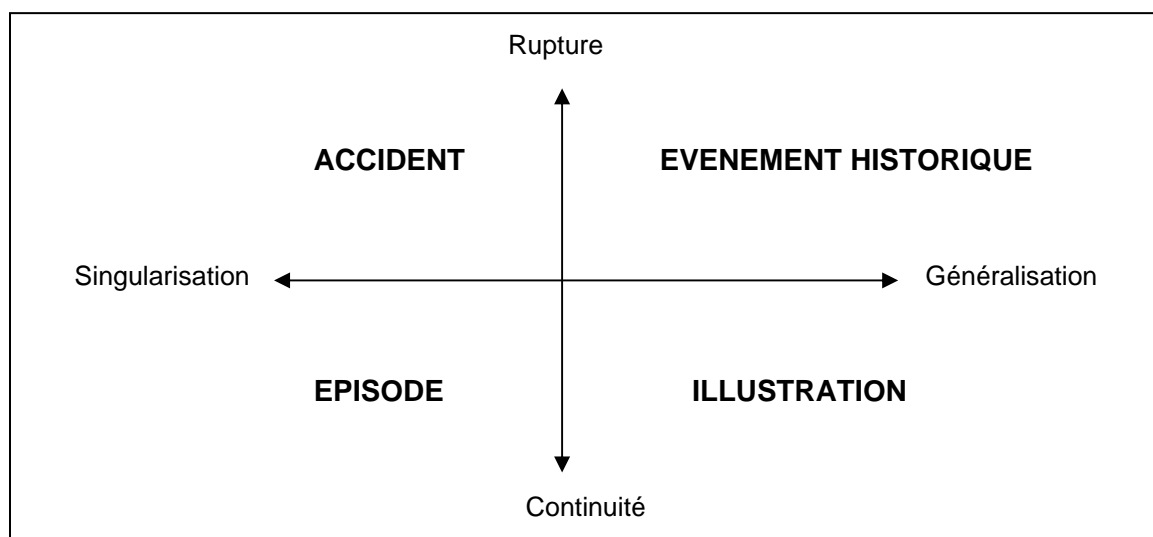
⁴⁹⁵ Ainsi ce journaliste revendique-t-il un rôle équivalent aux écrivains feuilletonistes du XIX^e siècle : « Tesson [ancien directeur du Quotidien de Paris] a toujours dit : "La politique, c'est un feuilleton." Et moi, ça tombait bien parce que j'étais un admirateur d'Alexandre Dumas et de Balzac et tous ces auteurs du XIX^e siècle qui ont commencé par écrire des feuilletons. Et donc moi, feuilletoniste, c'est mon rêve. C'est comme ça que je conçois la politique : c'est un feuilleton. (...) Donc [pendant la campagne électorale de 1995], je me suis régalé. C'est un de mes plus beaux moments de journalisme. » (Eric Zemmour, entretien n°50).

⁴⁹⁶ Cf. KACIAF Nicolas, *Le Mandarin et le moraliste. Les rôles de l'éditorialiste dans le journalisme contemporain*, mémoire de DEA de Sociologie politique, Université Paris I, 2000, p. 113 sq.

c'est-à-dire les différentes manières à travers lesquelles les événements sont objectivés et inscrits dans l'histoire⁴⁹⁷.

Cette typologie est construite selon une double distinction, temporelle et spatiale. D'une part, les événements peuvent être décrits comme entrant en *rupture* ou en *continuité* avec un ordre préexistant. Soit l'événement constitue le cœur de la narration journalistique : on en décrit les étapes significatives, les causes et les conséquences directes ainsi que la manière dont il vient bouleverser un équilibre antérieur. Soit l'événement est plongé dans un processus qui le transcende et l'explique : c'est cette histoire ou ce processus qui est au centre de l'article. D'autre part, l'ampleur supposée de l'événement fournit un autre critère susceptible de distinguer entre eux les papiers. Soit l'événement est rattaché à un univers social singulier. Soit il est susceptible d'affecter l'ensemble du monde social et suscite l'évocation de problématiques générales. C'est en combinant ces deux critères distinctifs que quatre modes d'appréhension de l'événement ont pu être dégagés : *l'épisode*, *l'illustration*, *l'accident*, *l'événement historique*. Il faut souligner qu'un événement suscite parfois l'emploi de plusieurs de ces modes dans un même journal, via la segmentation des papiers, voire dans un même article. Présentons néanmoins ces différents modes et illustrons-les à partir des commentaires journalistiques qui ont accompagné la démission de Dominique Strauss-Kahn du ministère de l'Economie en novembre 1999.

Figure 1. Typologie des modes d'appréhension de l'événement.



⁴⁹⁷ Sur cette question du « temps » médiatique, voir SCHLESINGER Philip, « Newsmen and their time-machine », *British Journal of Sociology*, vol. 28, n°3, 1977, pp. 336-350 ; SCHUDSON Michael, « Le temps – presse : comment l'information se conjugue », *Médiaspouvoirs*, n°6, 1987, pp. 5-24 ; VAN DIJK Teun A., « Structures of News in the Press », in VAN DIJK Teun A. (ed.), *Discourse and Communication. New Approaches to the Analysis of Mass Media Discourse and Communication*, Berlin : Walter de Gruyter, 1985, pp. 69-93.

- *L'épisode*. Sous la plume des journalistes, l'événement peut tout d'abord apparaître comme un épisode dans une histoire singulière. Deux modalités sont observables. D'une part, l'événement est appréhendé comme une étape dans une histoire ponctuelle qui rythme l'actualité pendant plusieurs mois (procès, enquête policière, campagne électorale, etc.). Il est alors constitué « en péripétie dans une intrigue en cours, bien connue du public. »⁴⁹⁸ D'autre part, l'événement est inscrit comme un moment spécifique dans l'histoire non délimitée d'une personnalité, d'un groupe, d'un Etat, etc. Dans les deux cas, le journaliste mobilise différents faits antérieurs qu'il relie entre eux par un lien chronologique⁴⁹⁹. Cette évocation crée donc une continuité entre des faits distants et permet de saisir la portée de l'événement à l'aune des épisodes passés et à venir⁵⁰⁰.

La gauche caracolait. Depuis la mise en cause de Dominique Strauss-Kahn, elle boite bas. D'abord, parce que Lionel Jospin depuis qu'il est entré à Matignon voulait réconcilier la morale et la politique, incarner l'éthique à la tête de l'action gouvernementale, (...). Ensuite, parce que Dominique Strauss-Kahn n'est pas n'importe qui. Ça n'est pas simplement un ami personnel, fidèle de Lionel Jospin, ça n'est pas simplement un ministre des Finances brillant, reconnu, estimé, c'était aussi celui qui incarnait la réconciliation du socialisme et du marché, de la gauche et de la modernité, c'était le joker de la ville de Paris, tout cela évidemment est aujourd'hui caduc. (...) La droite ne va pas laisser une telle occasion et elle jubile à l'avance de ce qui se passera cet après-midi.

Alain Duhamel, RTL, 02/11/1999

- *L'illustration*. Les journalistes peuvent également appréhender un événement comme illustration d'un phénomène global. Il est alors détaché de sa singularité et retraduit dans « la grille des problèmes du temps »⁵⁰¹. L'information ainsi prélevée est un prétexte à la « leçon » ou à l'expression d'opinions. Afin de décrire le phénomène que l'événement symbolise ou dont il est la conséquence, le rédacteur mobilise un certain nombre de faits analogues, qui témoignent eux aussi de ce phénomène. A la différence des épisodes passés, ces faits sont liés entre eux par un lien thématique et non plus chronologique.

⁴⁹⁸ NEVEU Erik, QUERE Louis, « Présentation », *Réseaux*, n°75, 1996, p. 12.

⁴⁹⁹ « Passés et futur ne sont donc pas accomplis une fois pour toutes, de nouvelles "additions" venant juste enjoliver un "tout" bien établis. Chaque fait nouveau réinforme tous les précédents, et tire à son tour son sens du contexte dans lequel il est placé. » (MOLOTCH Harvey et LESTER Marylin, « Informer : une conduite délibérée de l'usage stratégique des événements », *Réseaux*, n°75, 1996, p. 26).

⁵⁰⁰ L'inscription d'un événement en *épisode* s'apparente ainsi à ce que Gaye Tuchman qualifie d'« actualité continue » [continuing news]. Pour les rédacteurs, cette catégorie pratique se définit comme « des séries d'histoires sur le même sujet fondée à partir d'événements qui se déroulent tout au long d'une période de temps. » (TUCHMAN Gaye, *Making News. A Study in the Construction of Reality*, New York : The Free Press, 1978, p. 57). Tuchman cite en exemple le devenir d'un projet de loi tout au long du processus législatif : son issue est incertaine mais, puisque les rédactions connaissent à l'avance les étapes du processus, elles peuvent planifier leur travail, inscrire les occurrences dans une trame narrative jalonnée de différentes phases et définir quels épisodes mériteront de faire l'objet d'un papier et d'être consacrés en événements saillants

⁵⁰¹ De la HAYE Yves, *Journalisme, mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, Grenoble : ELLUG / La Pensée sauvage, 1985, p. 111.

Le tourniquet des “affaires” hante la République. Il fore les galeries qui en minent le fondement : l’estime du peuple. Il y a vingt ans que cela dure, depuis l’affaire des “diamants” : coûtant sa réélection à Valéry Giscard d’Estaing, elle fut le gong inaugural de la sarabande. Ces galeries s’appellent le soupçon, l’amalgame, le désabusement civique, la méfiance, la corruption, le mensonge d’Etat. (...) Il y eut les affaires du second septennat Mitterrand et de ses proches empressés. (...) La mémoire s’épuiserait à retrouver tous les noms, tous les prétextes. Et voici l’affaire Strauss-Kahn, sous-dossier dans le dossier de la MNEF ! On réentend la rhétorique automatique sur le respect dû à la présomption d’innocence. (...) Dans l’engrenage des présomptions, le couple justice-médias est intraitable. Il traque toutes les fautes et les rend, dans l’idée du public, équivalentes. (...)

Bruno Frappat, *La Croix*, 03/11/1999

- *L’accident*. L’événement est parfois présenté comme un accident, auquel on peut proposer une double acception. Première modalité : l’événement justifie un papier par sa saillance « propre ». Il s’impose comme un fait marquant qu’il est difficile de passer sous silence à cause de sa dimension jugée spectaculaire, imprévue ou émouvante (tel fait divers, telle catastrophe aérienne, etc.). En dehors de la stricte description de l’événement, les journalistes s’efforcent alors de rechercher des précédents qui lui ressemblent, des facteurs susceptibles de l’expliquer, etc. Deuxième modalité : « l’accident de parcours » qui vient bouleverser le destin de personnalités ou de collectifs supposés connus du public. L’événement est alors prétexte au rappel d’une biographie, d’une trajectoire, etc.

(...) Jamais futur mis en examen n’aura été accompagné par autant d’éloges dans un cabinet d’instruction. Mais l’énoncé des qualités variées de cet élément clé de l’équipe au pouvoir ne fait qu’élargir l’impression de vide créée par son départ. Là se situe la véritable difficulté. Pour Lionel Jospin, il s’agit de la première gelure après deux années d’ensemencement soigneux d’un champ politique ensoleillé par la conjoncture. (...)

Jean-François Bège, *Sud-Ouest*, 03/11/1999

- *L’événement historique*. Lorsqu’une rédaction l’estime doté d’une importance considérable, l’événement est « grandi » par différents procédés formels et rhétoriques : utilisation de superlatifs, choix de titres éloquentes, bouleversement de la maquette et des mises en page routinières, etc. Ces événements sont alors présentés comme des « moments disjonctifs »⁵⁰², lourds de conséquences, qui agrègent tout un réseau de faits passés, d’hypothèses et de conjectures quant à l’avenir, susceptibles de l’expliquer ou de justifier sa dimension extraordinaire.

(...) Mais quel incroyable gâchis !

(...) Et quel ministre ! Quel ministre des finances peut se prévaloir, au bout de deux ans d’exercice, d’un bilan aussi flatteur ? (...) C’est dire que la démission de ce ministre-là n’atteint pas seulement le gouvernement, mais le pays tout entier. Pour l’heure (...) deux équilibres viennent d’être

⁵⁰² APTER David, « Nouvelle mytho-logique et spectre de l’homme superflu », in *Pour l’Etat, contre l’Etat*, Paris : Economica, 1988, p. 263.

rompus. L'un, politique, concerne la majorité plurielle. L'autre touche à la place des juges dans la démocratie dite d'opinion. Et ce quelque soit le résultat de l'enquête judiciaire. (...)

Le « cas DSK » est peut-être le signe que nous venons d'atteindre un point de rupture.

Jean-Marie Colombani, *Le Monde*, 03/11/1999

Un même événement peut ainsi donner lieu à des modes de traitement et à des commentaires relativement variés. La façon dont un journaliste ou une équipe rédactionnelle appréhende un événement révèle donc certaines des orientations stratégiques privilégiées par le journal. Tandis que la presse populaire cherche à mettre l'accent sur la dimension accidentelle, spectaculaire ou dramatique de certains faits, la presse militante tend, quant à elle, à davantage appréhender les événements retenus comme les symboles d'une injustice récurrente, d'une évolution menaçante, d'une lutte globale. De la même manière, un journaliste spécialisé, soucieux d'attester de son expertise, aura plutôt tendance à inscrire une information dans son historicité (*épisode*) ou dans un processus plus large (*illustration*), en somme à mobiliser des schèmes explicatifs qui en réduisent l'originalité ou la spectacularité. Mais cette grille d'analyse peut être également féconde pour étudier certaines évolutions dans la manière dont les journalistes politiques de la presse écrite française ont sélectionné et construit les événements les plus saillants de l'univers politique.

B. Les faits politiques comme épisodes

Nous souhaiterions donc montrer que les événements rapportés par les pages *Politique* de la presse écrite française ont été de plus en plus fréquemment appréhendés en tant qu'*épisodes* d'un feuilleton constitué par les luttes que se livre une poignée de professionnels de la politique. Les faits politiques (manifestations publiques, décisions gouvernementales, déclarations officielles, réunions entre ou au sein des partis, cérémonies, etc.) ne constituent plus seulement des occurrences singulières ou illustratives dont les rédacteurs rendaient compte selon des logiques d'*enregistrement* ou d'*opinion*⁵⁰³. Au contraire, les journalistes politiques ont été progressivement amenés à enchâsser leurs informations dans des trames narratives qui humanisent la politique selon un tempo mâtiné de moments saillants, de

⁵⁰³ A travers un journalisme de *combat*, les événements sont appréhendés en tant qu'ils témoignent de la justesse ou de la nocivité d'un acteur, d'un groupe, d'un principe ou d'une pratique. Ce statut illustratif des faits peut être formulé explicitement (« c'est bien la preuve que... ») ou sous-entendu par le rappel de faits analogues.

surprises et de rebondissements⁵⁰⁴. Ils ont de plus en plus eu le souci d'inscrire les affrontements politiques dans une intrigue dont l'épilogue ultime est constitué par le résultat de l'élection présidentielle.

Une double transformation est ainsi observable dans les pages *Politique*, et notamment celles des quotidiens. D'un côté, grâce à différents outils rédactionnels (titrailles, chapôs, papiers d'analyse, etc.), les journalistes politiques se sont efforcés de rendre plus lisibles les événements politiques en les imbriquant dans des scénarios routiniers, facilement décodables car supposés connus, censés « éviter l'ennui de la politique au quotidien »⁵⁰⁵. De l'autre, la concentration en Une d'un nombre toujours plus limité de titres, la création, à partir du début des années 1980, de pages « Événements »⁵⁰⁶, le souci d'une meilleure hiérarchisation des nouvelles : toutes ces éléments traduisent la volonté de mieux mettre en scène les événements considérés comme les plus saillants, c'est-à-dire ceux qui contribuent à la progression des intrigues privilégiées. Ces deux mouvements peuvent être illustrés par une étude diachronique de l'architecture des pages *Politique*. Prenons alors l'exemple du *Monde*. Jusqu'à la fin des années 1970, les articles sont strictement isolés les uns des autres et reposent le plus souvent sur la description d'une scène spécifique. Seuls quelques événements (élections nationales, débats parlementaires jugés déterminants, officialisation d'alliances partisans, etc.) justifiaient la constitution de « dossiers » mobilisant plusieurs rédacteurs spécialisés et offrant différents angles pour voir et comprendre la séquence événementielle. Des chapôs, mis en évidence par un caractère gras, venaient parfois introduire les papiers en résumant les discours et en indiquant leur contexte d'énonciation. On a pu voir que ces chapôs gagnent en volume tout au long des années 1970, au point parfois d'être signés et ainsi dissociés des comptes-rendus proprement dit. Les rédacteurs utilisaient alors cet espace pour replacer les événements dans leur contexte :

⁵⁰⁴ On retrouve en somme certaines des règles de la narration historique relevée par Paul Ricoeur : « Un événement doit être plus qu'une occurrence singulière. Il reçoit sa définition de sa contribution au développement de l'intrigue. » (RICŒUR Paul, *Temps et récit*, vol. 1, *op. cit.*, p. 137).

⁵⁰⁵ APTER David, *Pour l'Etat, contre l'Etat*, *op. cit.*, p. 257. David Apter évoque ainsi « l'utilité des petits signes de ponctuation, dans la politique au quotidien, qui exaltent et anticipent les moments disjonctifs. La relève des autorités politiques, le jeu des partis politiques et des leaders, le déplacement des alliances et du soutien au système forment autant d'hypothèses qui rendent la politique plus vivante (...) ». (*Ibidem*)

⁵⁰⁶ La paternité de telles pages « Événement », copiées par *France-Soir*, *L'Humanité* et *Le Parisien*, revient à *Libération* qui les institue en 1981 : « Aujourd'hui repris par de nombreux journaux, l'"Événement" consiste à privilégier et valoriser une information jugée particulièrement importante. (...) Tous les services de la rédaction contribuent à la réalisation de ces pages, les sujets sont abordés de la manière la plus transversale possible et problématisés : que ce soit par l'enquête ou l'analyse, le reportage ou l'interview, il s'agit de montrer, de décrypter, d'expliquer, de confronter, de donner du sens à l'information. » (*Libération*, 13/10/2003).

- M. Barre a renoué, mercredi 3 novembre, avec l'enseignement, à l'Institut d'études politiques de Paris, où il a dirigé une première séance d'un séminaire consacré à l'étude comparative des politiques économiques des pays industrialisés. L'ancien premier ministre a ainsi repris avec plaisir l'ancien rôle de professeur qu'il n'avait jamais vraiment abandonné. Mais son propos public s'écarte désormais de l'exposé sévère d'un économiste désireux de rester à l'écart de la politique. Au contraire, il est et veut être un acteur politique, même s'il entend préserver une originalité fondée en quelque sorte sur une manière de se situer... ailleurs. Déjà son nom apparaît aux côtés de ceux de MM. Chirac et Giscard d'Estaing quand il s'agit de distinguer les leaders de l'opposition. Bref, il est dans la course...

Christine Fauvet-Mycia, *Le Monde*, 05/11/1982

- Il y a quelques jours encore, le parti républicain s'interrogeait sur le « style » qu'il voulait adopter et sur l'attitude de l'opposition face à la « nouvelle » politique gouvernementale (« le Monde » du 30 octobre). Ces interrogations ont trouvé leur réponse claire, dimanche 7 novembre, avec l'intervention au « Club de la presse » d'Europe 1, de M. François Léotard, secrétaire général du P.R.

Le Monde, 09/11/1982

Or, tout au long des années 1980 et 1990, différentes réformes ont affecté cet agencement des pages *Politique*. A partir du milieu des années 1980, de façon plus ou moins systématique, le service place, en tête de ses pages *Politique*, un encadré introductif censé problématiser une question suscitée par certains événements du jour. Les informations, résumées dans ce large chapô et développées dans les papiers suivants, se présentent ainsi comme autant de pièces d'un édifice plus vaste. L'exemple suivant, prélevé le 15 novembre 1988, précède une double page où sont mis en relation différents articles surplombés par un même surtitre « *La préparation des élections municipales et les conflits sociaux* »⁵⁰⁷ :

La « brèche » sociale

Le débat politique navigue en plein surréalisme et en complète hypocrisie. Les communistes et les socialistes ont consacré leur week-end à réunir les meilleurs d'entre eux pour préparer les élections municipales, alors même que les Français n'ont d'autres préoccupations qu'un climat social dégradé. Ils consacrent leurs discussions et leurs échanges épistolaires au slogan magique et mythique de l'« union », ce vieux rêve pourtant brisé depuis plus de dix ans. *L'Humanité* du lundi 14 novembre affirme, sur la moitié de sa première page, que « *la voie de l'union est ouverte* » pour les municipales de mars 1989, alors que M. Marchais invite ses militants à s'engouffrer dans la « brèche » sociale (...).

Que le Parti communiste et la CGT puisse se permettre un tel double jeu montre bien la fragilité des socialistes. Car la « brèche » sociale dont parle M. Marchais n'est pas un fantasme. Le premier ministre passe son temps à colmater comme il peut. Chaque fois qu'il bouche un trou, surgit une nouvelle voie d'eau. M. Rocard joue tour à tour sur le registre de l'intransigeance puis de la compréhension, du compromis et du retrait en bon ordre, sans que l'on aperçoive la cohérence de son action. Les socialistes traduisent parfaitement cette incertitude sur la stratégie et, au-delà, une sorte d'angoisse du lendemain lorsqu'ils affirment, comme M. Lionel Jospin, que la politique salariale n'est pas la seule réponse au climat du moment (...).

Quelle autre réponse, quelle imagination ? Nul ne le sait ou ne le dit, pour le moment. Le stade le plus avancé de cette réflexion paraît se limiter à la formulation d'une interrogation, clairement

⁵⁰⁷ Ces différents papiers sont les suivants : « La convention nationale du Parti socialiste. La rigueur doit faire place à l'imagination, déclare M. Mauroy », « M. Marchais s'en tient à la reconduction des accords électoraux, conclus en 1983 », « La tactique du PCF culpabilise une grande partie du PS », « Au "Grand Jury RTL-*Le Monde*". M. Roland Leroy : "Droite contre gauche" », « L'avenir de la famille radicale. M. Baylet (MRG) est prêt à participer à une liste centriste aux Européennes ».

exprimée dimanche soir au « Club de la presse » d'Europe 1 par le numéro deux du PS, M. Henri Emmanuelli. Ce dernier s'est demandé si, après cinq années de rigueur, avec une inflation maîtrisée et une croissance retrouvée, le pays n'était pas à un « tournant ». Il reste bien sûr à définir la nature de ce tournant, et à en tirer les conséquences budgétaires dans le collectif qui est en chantier. (...)

Le Monde, 15/11/1988

Ainsi se développe l'idée de mieux coordonner la production des rubricards et de rompre avec l'aspect mosaïque des pages *Politique*. A partir de 1993, cette centralisation manifeste est accentuée par la constitution systématique d'une ou plusieurs pages réunissant plusieurs papiers orientés autour d'une même thématique. Un surtitre ainsi qu'une colonne agrégeant différents chapôs introductifs encadrent ces pages et définissent plus clairement quel est l'événement ou la problématique du jour :

Encadré 4. Recensement des surtitres introduisant les pages Politique du Monde du 4 au 12 novembre 1994

04/11/1994 : La préparation de l'élection présidentielle et les difficultés du gouvernement

05/11/1994 : Le président du RPR annonce officiellement qu'il se présentera à l'élection présidentielle de 1995

06/11/1994 : Le lancement de la campagne présidentielle du maire de Paris

08/11/1994 : La préparation de l'élection présidentielle et les déclarations du président du RPR sur les échéances européennes

09/11/1994 : L'entrée du président de la Commission européenne dans le débat présidentiel et les conséquences de la candidature de Jacques Chirac

10/11/1994 : Les déclarations du président du groupe UDF à l'Assemblée nationale à propos de l'élection présidentielle et la polémique à droite sur la construction européenne

11/11/1994 : Election présidentielle : la division de l'UDF

12/11/1994 : La réunion « exceptionnelle » du RPR et la préparation de l'élection présidentielle

Ce souci de rendre plus cohérent l'agencement des pages *Politique* est explicitement théorisé par la réforme du *Monde*, initiée en 1994 et mise en place en janvier 1995. Les principes sont communs à l'ensemble des séquences du journal, désormais introduites par une page d'*ouverture* qui doit « mettre en scène » le sujet du jour⁵⁰⁸ et permettre une meilleure centralisation de l'élaboration du journal :

« Le principe, c'était une page d'*ouverture* avec une décomposition, une lisibilité, une pédagogie de la lecture beaucoup plus affirmée, avec des angles mieux marqués : un papier d'info, un éclairage, un portrait, un commentaire, un trois questions, etc. (...) Notre boulot est de donner aux lecteurs une hiérarchie de l'actualité qui nous paraît pertinente. (...) Donc il est évident que la nouvelle formule a imposé le principe d'une maîtrise globale de l'ensemble du journal, de son déroulé. On ne fait pas n'importe quoi, on ne met pas les trucs en vrac. Il y a une cohérence visuelle de lisibilité qui s'impose. » (Gérard Courtois, entretien n°53).

⁵⁰⁸ « Une page d'*ouverture* de séquence traite d'un seul thème sur l'ensemble de la page. (...) L'*ouverture* d'une séquence est signalée par une têtère plus haute, un chapeau placé en tête de page et un titre composé sur six colonnes. Une page d'*ouverture* de séquence comporte au minimum cinq éléments différents, hors chapeau d'*ouverture* : articles, clés, fenêtres, iconographie, etc. » (*Le Style du Monde*, Paris : Le Monde, 2002, p. 50).

Outre les enjeux de pouvoir et de contrôle du processus rédactionnel⁵⁰⁹, les pages d'*ouverture* ont donc amené les rédacteurs des services à davantage collaborer et à afficher plus clairement les hiérarchies dans l'actualité. Mieux, cet amalgame systématique de différents papiers autour d'un même thème, d'un même événement, d'une même problématique contraint les services à mettre en relation des faits apparemment disjoints et à systématiquement inscrire les événements ainsi « grandis » dans une profondeur chronologique. On peut illustrer cette « mise en scène » en observant les outils rédactionnels accompagnant cette page d'*ouverture* : titres, sous-titres⁵¹⁰, chapôts. Ces différents éléments, définis par de strictes conventions d'écriture, révèlent à quel point les événements rapportés dans les pages *France* sont désormais appréhendés, non pas dans leur singularité, non pas comme illustration de problématiques plus larges, mais bien comme des épisodes d'intrigues en cours. On peut ainsi mettre en évidence plusieurs stratégies discursives :

- Les titres principaux tendent à scénariser l'information, en tout cas à la restituer de manière dynamique. Ils identifient systématiquement des acteurs, décrivent leurs actions ou leurs réactions, dévoilent leurs intentions ou bien les implications de leurs actes. Même les titres se référant à des déclarations récentes ou à venir ne se contentent plus de les résumer ou d'en extraire la phrase jugée majeure. Au contraire, ils les restituent dans leur dimension performative ou illocutoire (« revendique », « tente », « accepte », « décrète », etc.).

- Les chapôts d'ouverture, présentant sur une même colonne horizontale l'ensemble des papiers de la page d'*ouverture*, s'efforcent d'articuler des faits hétérogènes, donc d'en définir les liaisons (chrono)logiques. Ils agencent souvent des séquences passées et futures qui positionnent les informations dans un cadre temporel.

- Les papiers complémentaires (reportages, interviews, analyses, commentaires, clés – repères, etc.) cherchent fréquemment à mettre en perspective, à illustrer ou à enrichir l'information principale. Malgré cette pluralité d'« angles » dans l'appréhension de l'actualité, la plupart des papiers *Politique* mobilisent le cadre du « conflit »⁵¹¹ : la mise en évidence de

⁵⁰⁹ Cette centralisation de l'élaboration du journal, ponctuée d'un renouvellement des chefs de service, est bien décrite par Pierre Péan et Philippe Cohen (*La Face cachée du Monde. Du contre-pouvoir aux abus de pouvoir*, Paris : Mille et une nuit, 2003, p. 167 sq. et p. 203 sq.). Voir également EVENO Patrick, *Le Journal Le Monde : une histoire d'indépendance*, Paris : Odile Jacob, 2001, p. 128 sq.

⁵¹⁰ « Venant en complément du titre, il doit permettre de mieux cerner l'intérêt de l'article en mettant l'accent sur un aspect concret et en touchant la curiosité du lecteur » (*Le Style du Monde, op. cit.*, p. 55).

⁵¹¹ Selon Claes de Vreese, Jochen Peter et Holli Semetko, la possibilité de « cadrer » un événement dans sa dimension conflictuelle constitue l'un des critères journalistiques les plus importants pour identifier quelles informations pourront être érigées en histoires [*news stories*]. Cf. DE VREESE Claes H., PETER Jochen,

querelles publiques ou sous-jacentes entre des personnages supposés notoires, en tout cas occupant des positions politiques élevées, est censée indiquer la saillance des événements, ce qui justifie en retour les choix de les désigner comme sujets majeurs de l'actualité.

Tableau 20. Recensement de quelques titres, sous-titres et chapôts inclus dans la page d'ouverture de la séquence *France du Monde* entre le 2 et le 15 novembre 2000.

Titre principal, sous-titre et premier paragraphe du chapô d'ouverture	Titres d'articles complémentaires et extraits du chapô d'ouverture s'y référant
<p>« EMPLOI. Une forte baisse du chômage en septembre rassure le gouvernement – Le nombre de demandeurs d'emploi a reculé de 58 600 par rapport au mois d'août. Après les turbulences sociales et économiques de la rentrée, le premier ministre est conforté dans ses choix face à Laurent Fabius. »</p> <p>« Le nombre des demandeurs d'emploi a baissé de 58 600 (-2,5%) en septembre par rapport au mois précédent. (...) »</p>	<p>« Une bonne nouvelle pour Lionel Jospin face à la pression de Laurent Fabius » : « Pour Lionel Jospin, cette décrue du chômage valide sa stratégie économique alors que Laurent Fabius multiplie les appels à un changement de cap en faveur d'une politique plus favorable aux entreprises. »</p>
<p>« GAUCHE. Les alliés du Parti socialiste acceptent de rentrer dans le rang - « Le PS, le PCF, les Verts, les radicaux de gauche et les chevènementistes sont tombés d'accord sur l'organisation d'un "sommet" de la majorité "plurielle", mardi 7 novembre. François Hollande a fait accepter son ordre du jour et sa méthode. »</p> <p>« Le Parti socialiste est parvenu à faire accepter par ses partenaires de la majorité "plurielle" l'ordre du jour du "sommet" qui se tiendra, comme prévu, mardi 7 novembre. (...) »</p>	<p>- « Les Verts "piégés" par leur base sur la question du mode de scrutin » : « Les Verts sont embarrassés par le vote, dimanche 29 octobre, d'une motion interne qui fait de l'introduction de la proportionnelle dans le mode de scrutin législatif un "préalable" à un accord avec le PS pour les élections de 2002. »</p> <p>- « La majorité se réconcilie sur le budget de la "Sécu" » : « Le budget de la "Sécu" a été adopté en première lecture par les députés de la majorité. »</p> <p>- « L'opposition saisie par la tentation de la censure » : « L'opposition est tentée de profiter des discussions au sein de la majorité pour déposer une motion de censure. »</p>
<p>« MAJORITE. La gauche "plurielle" fait la somme de ses différences » - « Plaidant le partage de la croissance, les cinq partis de la majorité, réunis mardi 7 novembre, se sont accordés sur un texte prenant en compte les revendications de chaque formation sans léser personne. »</p> <p>« Le sommet de la gauche plurielle réuni à Paris le 7 novembre, s'est conclu par une déclaration commune, dans laquelle les cinq partenaires énumèrent leurs engagements pour les deux ans à venir. »</p>	<p>« Au gouvernement "pluriel", chacun s'occupe de plus en plus de son propre avenir. » : « Au gouvernement, la gauche "plurielle" se décline de plus en plus en stratégies individuelles des ministres, tournés vers les élections municipales ou portés, pour certains d'entre eux, par leurs ambitions en cas de victoire de la gauche en 2002. »</p>
<p>« DROITE. Jacques Chirac revendique à son profit l'héritage du général de Gaulle » - « A l'occasion du trentième anniversaire de la mort du chef de la France libre et fondateur de la V^e République, le chef de l'Etat a prononcé un discours dans lequel il se pose en légataire des conceptions politiques défendues par les gaullistes. »</p>	<p>- « Jean Tiberi, gaulliste parisien depuis 1951, chante le "pacte entre de Gaulle et Paris" » : « Gaulliste depuis 1951, député de la capitale depuis 1968, le maire de Paris, exclu du RPR, s'est gardé d'évoquer, dans son propre discours, le sort qui lui est fait par sa famille politique, se bornant d'évoquer le "pacte" scellé entre de Gaulle et la ville »</p>

« Le dévoilement d'une statue du général de Gaulle, sur les Champs-Élysées, à Paris, jeudi 9 novembre, a été mis à profit par Jacques Chirac pour revendiquer l'héritage du gaullisme et mettre en garde ses adversaires (...). »	- « Plus de “pèlerinage” du RPR à Colombey-les-Deux-Eglises » : « Pour la première fois cette année, à la demande de la famille de Gaulle, le RPR a renoncé à organiser un “pèlerinage” à Colombey-les-Deux-Eglises. »
---	---

Source : Dépouillement des archives de presse de la bibliothèque de la FNSP.

Au terme de cette observation, il apparaît donc utile de s'interroger sur l'architecture proprement formelle des pages *Politique* pour saisir comment les rédactions se sont efforcées de donner une dimension « feuilletonesque » à leurs informations politiques. Le cas du *Monde* est, à cet égard, exemplaire d'un souci partagé par l'ensemble des quotidiens observés. « Angler » les faits, dont on a vu qu'ils consistaient le plus souvent en discours, c'est bien les inscrire au cœur d'intrigues saillantes et familières, de scénarios attractifs, ludiques et parfois spectaculaires. Les journalistes politiques posent ainsi leurs lecteurs en spectateurs d'un jeu entre professionnels dont on restitue quotidiennement les coups en vue de la conquête des trophées politiques.⁵¹² Ainsi, par ces répertoires narratifs, les rédacteurs construisent l'activité politique sous forme de « saga » des luttes entre « grands fauves ».

C. La vie politique comme « saga »⁵¹³

Reprocher aux journalistes politiques leur appréhension de la compétition politique en terme de « course de petits chevaux » constitue une antienne récurrente. Mobilisée par de nombreux chercheurs anglo-saxons, cette critique apparaît en France lors de la première élection présidentielle au suffrage universel direct. Ainsi, dès 1963, le socialiste Claude Fuzier fustige la couverture de la pré-campagne présidentielle qu'il compare, avec une ironie douce-amère, à un jeu de l'oie : « Sans aucun doute, la démocratie est plaisante lorsqu'elle prend l'allure d'un match, qu'il soit de boxe – un contre un – ou de football – équipe contre équipe. Le plaisir qu'on puise à la compétition explique le fanatisme avec lequel certains se livrent aujourd'hui à ce jeu que nous pourrions appeler le jeu du président de la République, sorte de jeu de l'oie par les rebondissements – trois cases en avant, six cases en arrière, un tour pour

⁵¹² « Le narrateur-informateur réduit la contingence des événements en les rapportant, sous la forme d'une causalité temporelle (le déroulement chronologique tient alors lieu de causalité), à des sujets doués de volonté et de pouvoir, isolés de leur environnement et dotés d'un espace “propre” qui leur sert de base d'où gérer leurs relations à ce qui est extérieur. (...) Ce que permet précisément le récit, c'est de transformer ce calcul stratégique en causalité temporelle. » (QUERE Louis, *Des Miroirs équivoques*, op. cit., p. 167).

⁵¹³ Nous empruntons cette métaphore à Timothy Cook (« Political Values and Production Values », art. cité, p. 474).

rien, en prison jusqu'à la délivrance – que lui prêtent déjà une partie des commentaires. »⁵¹⁴ Plus de deux décennies plus tard, dans une configuration pourtant transformée par le développement de la télévision et des pratiques « modernes » de communication, on identifie un même répertoire de critiques contre ces lectures superficielles des campagnes électorales : « Et pendant ce temps-là, les postulants à l'Élysée répètent, soir après soir, le même discours en actualisant simplement de quelques phrases, afin de tenir compte de la dernière péripétie microscopique et de ne pas totalement désespérer les journalistes. Il faut tenir jusqu'au scrutin et parvenir à alimenter, consciemment ou non, le ballet des “petites phrases” qui permettent de meubler les journaux télévisés et de titrer les papiers. »⁵¹⁵

Or, jusqu'au milieu des années 1960, la couverture des campagnes, législatives ou municipales, s'inscrivaient dans les logiques d'écriture dominantes des différents journaux : logiques d'*enregistrement* ou logiques d'*opinion*. Face à des scrutins, certes nationaux mais segmentés sur une multitude de marchés locaux, la presse dite d'information ne consacrait généralement pas un très large espace au déroulement de la ou plutôt des campagnes. Les journaux restituaient donc les principaux meetings selon les principes d'écriture du *compte-rendu*, réalisaient quelques reportages « sur le terrain », commentaient parfois la « tonalité » ou la « richesse » relative de la campagne mais ils l'appréhendaient rarement dans une perspective diachronique et unifiée : les événements étaient décrits dans leur singularité et demeuraient isolés les uns des autres. Quant aux journaux d'affiliation partisane, ce sont bien évidemment des rhétoriques de combat ou de mobilisation du lectorat qu'ils ont longtemps privilégiées : leur couverture de la campagne était donc plus étoffée mais restait essentiellement consacrée aux partis ou aux camps soutenus. La démarche mobilisatrice impliquait de souligner l'adhésion croissante du public, de mettre en scène les foules présentes lors des meetings, de relayer voire marteler les programmes et les slogans.

Progressivement, les services *Politique* des journaux d'information ont abandonné ces lectures statiques. Tout d'abord, les campagnes électorales donnent lieu à une plus intense mobilisation des services. Mais le traitement des séquences pré-électorales a surtout pris, selon le mot de Michael Schudson, « une cadence, un rythme » qui les rendent « plus facile[s] à lire et à comprendre car les lecteurs peuvent en battre la mesure. »⁵¹⁶ Les campagnes sont donc davantage constituées en « sagas », si l'on se réfère à son acceptation

⁵¹⁴ Cité par ROSSI-LANDI Guy, *Les Journalistes politiques*, Paris : Flammarion, 1969, p. 56.

⁵¹⁵ PFISTER Thierry, « Le charme discret du journalisme politique », *Médiaspouvoirs*, n°9, 1988, p. 136.

⁵¹⁶ SCHUDSON Michael, « Le temps – presse », art. cité, p. 18.

contemporaine de « longue histoire mouvementée » (*Le Robert*). Elles sont ponctuées de péripéties et de rebondissements, dotées d'une chronologie propre dans laquelle chaque manifestation publique d'un candidat ou d'un parti est constituée en étape spécifique. Les conflits précédant les investitures, la succession des déclarations de candidature, l'incertitude quant aux décisions de certains « pressentis » fournissent une première matière à l'élaboration de trames narratives. Mais l'appréhension des campagnes en « saga » se nourrit surtout de la multiplication des sondages d'intention de vote dont les variations constituent autant d'occasions d'identifier des charnières, de déceler des cheminements pour chaque candidat (« il monte », « il descend »), d'interpréter leurs actions à l'aune de leur classement, en somme de construire un axe temporel orienté vers l'épilogue du scrutin. « Le poids des sondages dans la vision de la campagne transmise par la presse est tel qu'on en oublierait presque que la plupart des “événements” et “rebondissements” ont été produits ou coproduits par les sondages. »⁵¹⁷ Au terme des élections, un certain nombre de papiers récapitulatifs sont désormais proposés. Le service *Politique* de *Libération*, notamment, est friand de ces récits de longue haleine qui reconstituent, sur plusieurs jours, toute une séquence électorale. Par exemple, en juin 2002, six articles ont restitué « Le fabuleux gadin de Lionel Jospin ». Les chapôts introduisant la narration réinterprètent d'ailleurs chaque événement à la lumière de sa conclusion inattendue, l'échec du candidat Jospin : « *Résumé de l'épisode précédent : un projet indigeste, des “déplacements thématiques” soporifiques, une équipe divisée et un candidat tout en retenue : en mars, la campagne de Jospin a viré à la corvée. Le spectre de la défaite plane sur l'Atelier et la menace lepéniste se précise. Mais nul n'imagine le “coup de tonnerre” du 21 avril.* » (28/06/2002).

Cette transformation dans le traitement journalistique des campagnes électorales est bien connue et a déjà fait l'objet de nombreux travaux : il serait inutile de trop s'attarder sur ce point. En revanche, il convient de prendre en considération cette pertinente remarque d'Erik Neveu : « La presse érode l'opposition d'hier entre périodes de campagne et de repos

⁵¹⁷ LEROUX Pierre, TEILLET Philippe, « “Ces sondeurs qui nous gouvernent”. Usages médiatiques des sondages d'opinion. Élection présidentielle, France, 1995 », in DRAGAN Ioan (dir.), *La Communication du politique. Regards croisés Est-Ouest*, Paris : L'Harmattan, 1999, p. 116. Nicolas Cori abonde dans ce sens en montrant comment se construit « une réalité “sondologique” » c'est-à-dire « un monde politique autonome » : « Tout se passe comme si les sondages sont utilisés pour mesurer l'opinion publique sans que l'on porte attention à cette dernière » (CORI Nicolas, *L'Influence des sondages sur les pratiques journalistiques. L'exemple de la campagne présidentielle de 1995*, Mémoire de DEA de Science politique, IEP de Paris, 1997, pp. 133 et 137).

du politique. »⁵¹⁸ Ce qu'Erik Neveu qualifie de « banalisation du politique », nous en identifions le basculement au début des années 1970 lorsque se multiplient les sondages hors séquences électorales, lorsque se diffusent les registres d'analyse stratégique, lorsque se multiplient les conférences de presse et autres événements « de papier »⁵¹⁹ que promeuvent les partis politiques et leurs principaux leaders. Progressivement, l'écriture de l'actualité politique sous forme de « saga » va donc également concerner ces anciennes périodes de « repos » au cours desquelles l'électorat n'était pas légalement convoqué.

On peut d'autant mieux identifier cette scénarisation des faits politiques, c'est-à-dire leur inscription dans des histoires proprement politiciennes, en étudiant les pages *Politique* les jours voire les semaines qui précèdent des événements tels que les congrès de parti. Lors des années 1950 et 1960, les journaux ne donnent pas à voir les préparatifs de tels rassemblements. Tout au plus restituent-ils les votes des différentes fédérations (dans le cas de la SFIO ou du Parti radical), les déclarations préalables de certains leaders et le programme à venir. Certaines rédactions publient parfois des tribunes offertes aux représentants des différents « courants » ou bien détaillent les motions soumises au vote des militants. Or, à partir du début des années 1970, les journalistes s'efforcent d'anticiper ces manifestations et de les enchâsser dans une plus vaste histoire : présenter la diversité des enjeux, dresser le portrait des principaux participants et l'identité de leurs lieutenants, comparer le poids respectif des « clans », publier des sondages révélant la popularité des leaders, anticiper les « coups » et les adosser à des stratégies de longue haleine, relayer les tractations préparatoires ou les objectifs assignés à la mise en scène. En somme, un congrès n'apparaît plus comme un événement isolé et doté d'une « valeur informative » en soi, puisque s'y énonce une parole que le public de citoyens ou de militants se doit de connaître. Désormais un congrès se présente plutôt comme l'un des épisodes, majeur et spectaculaire, des luttes pour la conquête du pouvoir dans les partis, c'est-à-dire pour la conquête d'un statut de présidentiable.

⁵¹⁸ NEVEU Erik, « Médias et construction de la “crise de la représentation” : le cas français », *Communication* (Montréal), vol. 14, n°1, 1993, p. 40.

⁵¹⁹ Sur la notion de « manifestations de papier », cf. CHAMPAGNE Patrick, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, 1984, p. 28 sq.

§ 3. LA DIMENSION PSYCHOLOGIQUE DU JEU : L'AVENEMENT D'UN TRAITEMENT PEOPLE

A. La politique comme univers de « passions »

A la différence des journalistes *Société* ou *Economie* dont les sujets sont plus fréquemment constitués d'individus anonymes (protagonistes de faits divers), d'acteurs collectifs (les « ouvriers », les « cadres », les « sans papiers », les « actionnaires ») ou de processus impersonnels (la hausse du « chômage » ou des « taux d'intérêt »), les journalistes politiques s'autorisent une lecture personnifiée de l'actualité. Car, comme le conçoit cette rédactrice en chef du *Point* : « La politique, elle s'incarne dans des êtres » ; « ce sont eux qui font l'histoire » (Catherine Pégard, entretien n°37). On peut dès lors, à la suite de différents auteurs, conclure que « cette compétition politique décryptée par les rédacteurs politiques est une lutte étroitement personnalisée »⁵²⁰. Une telle conception de l'affrontement politique est d'ailleurs pleinement endossée par les rédacteurs les plus attachés à leur statut d'observateurs impartiaux. Leur argumentation se déploie à un double niveau.

D'une part, indépendamment de leur âge, de nombreux journalistes s'efforcent de défendre, lors des entretiens, leur appréhension de la dimension proprement « humaine » d'une « comédie » pour laquelle ils avouent leur fascination :

- « C'est une **comédie humaine** et ça me fascinait beaucoup. (...) C'étaient des gens qui s'agitaient dans un bocal, ce qui me paraissait très intéressant et souvent amusant. (...) Donc j'ai fait de la politique intérieure par goût des personnages qui animaient la politique à l'époque. » (Jean Ferniot, né en 1918, entretien n°32).

- « Les idées m'intéressent. Mais, pour moi, ce n'est pas le plus important. C'est la **comédie humaine**. Et d'observer les hommes de pouvoir : comment ça fonctionne ces insectes-là ? Mais avec bienveillance. Je ne suis pas du tout pour jouer les entomologistes froids. » (Jean-Yves Boulic, né en 1944, entretien n°46).

- « Comment être lassé par le spectacle de la **comédie humaine** ? (...) Là, en politique se concentre le pouvoir et le magique, le rationnel et le magique. Il y a du divin et il y a de l'humain, il y a tout ça. » (Nicolas Domenach, né en 1946, entretien n°7).

- « Il y a un côté un peu Tragédie, au sens théâtral, dans la vie politique. C'est que ça montre les **passions humaines** à l'état brut. A la limite, moins elle est chargée de contenu et plus c'est le théâtre donc des passions humaines, du désir, de la jalousie, de l'ambition aussi au sens noble du terme. » (Guillaume Tabard, né en 1963, entretien n°15).

A l'image de cette référence aux « insectes » formulée par Jean-Yves Boulic, les métaphores animalières ponctuent certains discours, l'évocation du « zoo » ou du « bocal » étant les plus

⁵²⁰ LEGAVRE Jean-Baptiste, « Les journalistes politiques : des spécialistes du jeu politique », in MATONTI Frédérique (dir.), *La Démobilisation politique*, Paris : La Dispute, 2005, p. 118.

fréquentes. Mais au-delà de ces comparaisons permettant de marquer la distance entre l'observateur et l'observé, c'est une autre topique qu'il faut relever : l'assimilation des acteurs politiques à des héros de littérature.

« Pour moi, un des plus grands livres politiques de la littérature française, c'est *Le Vicomte de Bragelonne* et je défends cette thèse quand on veut. (...) Pour moi, la littérature, la politique et l'histoire, c'est la même chose. Et c'est ce que j'aime dans la vie. (...) Pour moi, la politique, c'est le mélange de romanesque et d'histoire. Mettez des histoires de cul là-dedans, voilà, vous avez pour moi la vie. (...) Si vous voulez, tout s'est passé dans le passé. Tous les schémas politiques, on ne fait que les refaire. Donc, si vous n'avez pas de grilles de lecture historique, vous ne comprenez rien. Ce sont des pantins désarticulés, il n'y a pas de substrat. » (Eric Zemmour, entretien n°50).

D'autre part, cette lecture « humanisante » de la politique serait d'autant plus adéquate que cette spécialité journalistique se distinguerait par une nécessaire dimension relationnelle dans la collecte d'informations :

« A l'époque, j'aimais beaucoup la politique parce que c'était, par définition, pour moi, la branche du journalisme qui faisait la plus grande part aux relations humaines. (...) Finalement, c'est un métier difficile parce que c'est un métier de psychologie. Il faut apprendre à connaître les gens et il faut savoir aller au-delà de leur apparence. » (Robert-Yves Quiriconi, entretien n°31).

Parmi les critères de la compétence propre aux journalistes politiques, cette fréquentation continue des principaux acteurs de l'univers politique constitue, tout au long de la période étudiée, l'un des principaux indicateurs de l'excellence professionnelle. Aussi, à travers différents indices, les journalistes cherchent-ils parfois à se distinguer en soulignant, auprès de leurs lecteurs, leur connaissance intime de la personnalité des acteurs politiques. Dans l'exemple suivant prélevé en 1977, ce chef des services *Politiques* de *France-Soir*, s'efforce, pour commenter la parution d'un livre sur François Mitterrand, de déceler certains éléments méconnus de l'auteur mais nécessaires pour saisir la personnalité du leader socialiste :

(...) Cela est si vrai que François Mitterrand confesse volontiers à ses amis – mais il ne l'a pas dit à Giesbert – combien la lecture du "Désert des tartares" de Dino Buzzati, l'a profondément marqué. (...)
Pierre Sainderichin, *France-Soir*, 21/04/1977

De la même manière, différents rédacteurs actuellement en poste, notamment dans les hebdomadaires, expliquent que la politique ne peut être comprise si l'on omet de se pencher sur la psychologie de ses protagonistes, sur leurs sentiments, leurs mobiles, leurs goûts. Or c'est cette connaissance fine du caractère et des affects des acteurs politiques qui fonderaient, à leurs yeux, l'expertise actuelle des journalistes politiques :

- « On ne peut pas couper un personnage en deux. Il n'y a pas d'un côté l'idéologie politique, et de l'autre côté le quotidien des gens. (...) La politique c'est un métier à vocation, ça implique que le caractère soit un moteur : le tempérament, la rage de vaincre,

le découragement, la santé, l'influence qu'a ou non la femme qui partage la vie d'un homme politique, l'attachement ou l'écoute qu'on a quand on a des enfants... » (Caroline Pigozzi, entretien n°61)

- « On ne comprend rien à François Hollande si on ne sait pas que il ferait tout pour un gâteau au chocolat... » (Nicolas Domenach, entretien n°7)

« Moi, je dis toujours : “Lire un discours et éventuellement le comprendre, c'est à peu près à la portée de tout le monde.” Comprendre pourquoi les gens ont choisi à ce moment-là de le faire, qu'est-ce qui a fait qu'il y a eu un déclic qui poussait l'opinion à les suivre, toutes ces questions-là sont beaucoup plus mystérieuses pour moi. (...) La tactique, la stratégie, la psychologie politique, tout ça, c'est ce qui m'intéresse. (...) La politique, elle s'incarne dans des êtres. La politique, ce n'est pas dissocié de la vie et moi, c'est la vie qui m'intéresse. » (Catherine Pégard, entretien n°37).

A l'image de la remarque de Caroline Pigozzi, aujourd'hui grand reporter à *Paris-Match*, la politique serait ainsi constituée de deux faces, les hommes / les idées, indissociables selon elle, mais que d'autres rédacteurs, issus de journaux censés attirer un public plus politisé, conçoivent comme deux réalités bien spécifiques, appelant des modes de traitement distincts. Ces journalistes, de *Marianne*, du *Nouvel Observateur* et de *Libération*, mettent ainsi en avant la dualité de leur travail :

- « En politique, il y a deux types de sujets. Le premier, ce sont les histoires de famille, les ententes, les mésententes, donc ça, c'est une partie qui est amusante à faire. Et puis l'autre partie, c'est plus sur des choix idéologiques. Les deux m'amuse. (...) Les deux sont mêlés mais c'est vrai qu'il y a des sujets qui sont justifiés par des guerres amusantes, parce qu'en général on parle des guerres plutôt que des grandes ententes, parce que la vie politique est essentiellement faite de ça. Et puis, il y a toujours soit un paravent idéologique, soit une profondeur idéologique. » (Daniel Bernard, entretien n°4).

- « Ce qui m'intéressait, c'était de voir aussi bien la dimension humaine de la politique que la dimension idéologique. D'autant plus que maintenant, dans les hebdomadaires, on essaie justement de faire des récits plutôt que de faire des papiers d'analyse. (...) On fait très peu de sujets politiques en couverture. Et quand on en fait, c'est plutôt parce qu'il y a des sujets *people* : on a fait “Jospin secret” dernièrement autour des problèmes qu'il a pu avoir avec sa famille, plutôt que des sujets véritablement politique. » (Hervé Algalarrondo, entretien n°22).

- « A l'origine, *Libé* était plus un journal de reportage, plus un journal qui raconte la vie des gens. Donc, en politique, c'est plus un journal qui raconte des histoires d'hommes et de femmes, qu'un journal qui pond des analyses plus ou moins institutionnelles. C'est ça la spécificité du traitement de *Libé*. Alors ce qui fait que ça aboutit à un traitement politique qui est donc très centré sur les hommes, sur les jeux de pouvoir, mais aussi sur les militants de base, des choses comme ça. En revanche, c'est un traitement qui est assez désidéologisé, si j'ose dire. C'est-à-dire que le débat d'idées, outre le fait qu'il s'est lui aussi considérablement appauvri ces dernières années dans la vie politique, il y a toujours été historiquement sous-traité dans *Libé*. » (Renaud Dely, entretien n°5).

A la lecture de ces extraits, on ne constate pas seulement une opposition entre des sujets *people* et des sujets *politiques*, entre des histoires d'hommes et des analyses de leurs idées. On identifie également la prédominance actuelle des premiers, qu'elle soit motivée par des préférences individuelles (Hervé Algalarrondo) ou par les orientations de l'entreprise de

presse (*Libération, Le Nouvel Observateur*). Mais cette opposition comporte surtout une dimension diachronique. Ces journalistes expliquent que désormais les lectures « humanisantes » de l'actualité politique s'imposeraient, compte tenu des attentes supposées du public, répercutées par les rédactions en chef. Ces journalistes entretiennent donc la croyance selon laquelle les services *Politique* ne pourraient plus se contenter d'un traitement trop analytique de la politique. Selon cette rédactrice en chef du *Point*, le public contemporain revendiquerait davantage d'observation que de réflexion :

« - Je pense qu'avant, on était beaucoup plus dans la réflexion politique qu'aujourd'hui. Aujourd'hui, on est beaucoup plus dans l'observation...

- Dans la réflexion, c'est à dire ?

- Dans le jus de crâne, si j'ose dire, c'est-à-dire que vous vous preniez la tête tout seul et vous essayiez de comprendre la logique du truc. C'est très intéressant, mais je crois qu'on ne peut plus faire ça comme ça aujourd'hui. (...) Aujourd'hui, tout ça s'incarne dans des gens. A la limite, ce qu'a dit Bayrou pendant son congrès n'a pas vraiment d'importance, c'est l'image qu'on en retire. A-t-il réussi ou pas son congrès ? Qu'est-ce qu'il a voulu laisser comme trace à travers ce congrès ? Qu'est-ce qu'il voudra faire demain ? (...) Et c'est vrai que la grande évolution de ces dernières années, je pense que c'est dans la recherche des angles et dans l'exigence de présenter la politique pour qu'elle devienne attrayante, à un moment où on dit qu'elle n'intéresse plus personne. Et ça, moi je l'ai vécu sur les vingt ans. » (Catherine Pégard, entretien n°37).

Cette personnalisation de l'univers politique, revendiquée par la plupart des interviewés en poste aujourd'hui, se distingue nettement à la lecture des pages *Politique*. Il est, en particulier, un genre rédactionnel, autrefois absent des journaux et qui témoigne du développement de ces lectures *people* de la politique : le « portrait » d'hommes politiques.

B. La généralisation des portraits

Il va de soi qu'au cours des années 1940 et 1950, certains papiers avaient pour objectif de relater la trajectoire, la personnalité ou les convictions de tel ou tel acteur politique. Informer ses lecteurs, ce pouvait être parfois leur faire mieux connaître ces hommes qui les représentaient, les gouvernaient ou sollicitaient leurs suffrages. On peut identifier, jusqu'au début des années 1970, trois modalités dans ces papiers, encore rares, focalisés sur un personnage spécifique. Tout d'abord, il était usuel de présenter, dans un style sobre et strictement factuel, les principales étapes des carrières des hommes politiques lorsqu'ils accédaient aux plus hautes fonctions. Les « portraits » du *Monde*, par exemple, ont longtemps perpétué de tels répertoires biographiques. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir ces

exemples, prélevés en 1952 et 1994, qui s'attachent surtout à reconstruire sa trajectoire en termes de rôles institutionnels et de positionnement idéologique :

M. Gaston Palewski sera vice-président de l'Assemblée nationale

Né à Paris le 20 mars 1901, M. Gaston Palewski y fait ses études qu'il termine à l'université d'Oxford et à l'École des sciences politiques. Collaborateur personnel du maréchal Lyautey au Maroc en 1924 et 1925, il est plusieurs fois expert à la Société des nations aux côtés de M. Paul Reynaud avant de devenir en 1931 son directeur de cabinet au ministère des colonies. (...)

Le Monde, 06/11/1952

Dans les pas du maire de Paris

Alain Juppé est né le 15 août 1945 à Mont-de-Marsan (Landes). Ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration (promotion Charles-de-Gaulle), il choisit l'inspection des finances, puis entre au cabinet de Jacques Chirac, alors premier ministre, en 1976, qui très vite apprécie les qualités de ce collaborateur. Aussi, lorsque le président du RPR enlève la mairie de Paris, en 1977, il appelle auprès de lui M. Juppé, d'abord comme conseiller technique chargé des affaires financières et budgétaires puis comme directeur des finances et des affaires économiques. Le « fonctionnaire » est alors devenu un « politique » : en 1981, il est directeur de la campagne présidentielle de M. Chirac. (...)

Le Monde, 10/11/1994

Ensuite, les journaux partisans produisaient eux aussi différents portraits de professionnels de la politique. Mais, si l'on se réfère à l'exemple de *L'Humanité*, ces papiers mobilisaient principalement des registres héroïques, pour décrire les trajectoires des leaders du PCF, ou sarcastiques, pour dépeindre un adversaire « réactionnaire ». Les portraits étaient alors étayés par différents éléments susceptibles d'inscrire l'individu dans son environnement social : son origine familiale, les motifs de son engagement, les traits saillants de son tempérament, son rapport au monde du travail. Les exemples suivants, pourtant prélevés à plus de trente ans d'intervalles, permettent d'entrevoir la pérennité d'une lecture qui ennoblit ou discrédite les combats menés et l'idéologie défendue par ces responsables politiques :

Son excellence de Menthon

(...) Sa mère est née d'Aligny (château de Montmirey) ; sa femme, née de Sainte-Seine, famille liée au Comité des Forges par Châtillon-Commentry et à feu le Comité des Houillères par les mines de Dourges. Aussi est-il un farouche partisan des nationalisations ! Sa belle-sœur est née Fauchier-Delavigne, famille alliée et commanditaire de la banque Worms, pilier de la synarchie.

On le dit gros propriétaire forestier. Il est donc intéressé au premier chef par la récente mise en liberté des bois sur pied qu'il a décrétée – malgré les avertissements de ses services – et qui a provoqué une hausse vertigineuse. (...)

Toute l'activité ministérielle du comte de Menthon a été au service des trusts : en deux temps... D'abord à la Justice (sic) où il a étouffé l'épuration des gros collaborateurs, auxquels tant de liens familiaux et financiers l'unissent ; puis à l'Économie nationale où en moins de cinq mois il a alloué aux mêmes des milliards de profits grâce à sa politique de hausse systématique et forcenée. (...)

L'Humanité, 02/11/1946

L'amoureux du profit

Visage poupin. Sourire matois. L'homme ne fréquente que les champions de la petite Europe et autres gonfleurs de profits. Les démocrates-chrétiens de tous les pays sont par lui fort prisés. On lui cause impôt sur le capital, il répond : "Snobisme, gadget intellectuel." "Qu'ils voyagent !" jette-t-il aux jeunes chômeurs. (...). Imbu de lui-même, l'homme se vante de "ne pas tenir compte de la longueur des cortèges". Il fait l'éloge du profit. La main sur le cœur... et sur son portefeuille (il gagne cinquante fois le SMIC), l'homme en appelle à "la discipline collective". (...).

Magali Jauffret, *L'Humanité*, 01/04/1978

Enfin certains journaux tels que *Le Figaro*, *Paris-Presse* ou *France-Soir* ont investi des rhétoriques plus littéraires, soucieuses d'inscrire l'acteur politique dans son cadre de vie, familial notamment, ou de révéler certains aspects méconnus de sa personnalité, de ses goûts, de son attitude hors de la scène politique. La description appelait alors un vocabulaire emprunté au roman, parsemé d'adjectifs et de substantifs habituellement absents de l'écriture journalistique. Le rédacteur devait en effet témoigner de son sens aigu de l'observation et de sa capacité à déduire de certains détails physiques ou vestimentaires un *style* politique.

Ce petit homme torturé qui représente la France : Georges Bidault

« C'est la cuisine russe qui endort Georges chaque soir à Genève », me raconte Mme Bidault dans le salon de Joli-Port. Elle va chercher dans la chambre du ministre son livre de chevet : un gros traité de cuisine soviétique en russe, mais farci d'illustrations. (...) Son mari s'est enthousiasmé pour ces images de pêcheries nostalgiques et ces photos de faisans en gelée. Il les feuillette sans lassitude. Chaque soir vers minuit, il endort sa nervosité dans un cortège de rêves gourmands venus de l'autre côté du rideau de fer. « Le plus cocasse, dit Mme Bidault, c'est qu'en réalité, mon mari ne mange pas. C'est une cérémonie que de lui faire mordiller la noix d'une côtelette. C'est là son drame ! (...)

A table à Joli-Port ou à la résidence soviétique qui dresse ses frontons et des bustes victoriens de stuc vert presque en face du bocage français, Bidault et Molotov ne sont séparés que par l'interprète du Quai, Constantin Andronikov. C'est un jeune homme pâle, si mince et si volontairement effacé, dans ses complets gris verts d'une élégance assourdie, qu'il ne semble pas avoir plus d'épaisseur qu'une vitre. (...)

Merry Bromberger, *Paris-Presse*, 06/05/1954

Mme Aymé de la Chevrelère, député des Deux-Sèvres

(...) Ses yeux sont clairs comme de l'eau et bleus, très bleus, traversés de temps à autre de petits éclairs moqueurs. (...) On dit d'elle qu'elle a de la classe. C'est vrai. Elle a aussi de la tête et des idées. Beaucoup d'idées.

Janine Frossard, *Le Figaro*, 02/04/1963

Le nouveau style de Simone Veil

Les manches du chemisier retroussées, le chignon un peu moins strict que d'habitude, elle saute de pierres en dalles à travers ce qui reste du temple d'Héra. Il fait beau. Un ciel grec comme sur toutes les affiches. Le "sol sacré" tout recouvert de fleurettes. Et cette odeur divine qui monte des cyprès (ou est-ce des myrtes, des pins ou des oliviers ?). C'est la trêve au milieu du voyage : Simone Veil découvre avec ravissement le site antique d'Olympie.

La trêve ? Il me semble - le seul moment d'ailleurs où j'ai vu ses yeux verts devenir glacés - qu'elle était agacée tout à l'heure lorsqu'une délégation du Comité olympique grec avait voulu profiter de ce déplacement pour lui parler des Jeux en Grèce, d'un terrain qui... d'une organisation que... Rien à faire, elle n'était pas venue cautionner quoi que ce soit ou qui que ce soit. (...)

Hélène de Turckheim, *Le Figaro*, 08/04/1980

Outre cette écriture plus littéraire, une autre spécificité caractérise les trois exemples précédents : ils ont été confiés à des rédacteurs extérieurs aux services *Politique*. Une telle tradition s'est perpétuée pendant longtemps au *Figaro*. Lors des campagnes présidentielles de 1974 et 1981, à côté des papiers consacrés au déroulement des meetings ou aux affrontements télévisés, on fait appel à certaines « plumes » du journal, issus du service *Reportage* ou du *Figaro littéraire* pour brosser quotidiennement, dans un registre fort peu polémique, le portrait des différents candidats. En avril 1974, tandis que chaque présidentiable se voit attribuer un biographe spécifique (Paul Bois, Sylvain Zegel, Jean-Marie Rouart, etc.), leurs femmes sont également l'objet d'une rubrique quotidienne, « En suivant les campagnes électorales » (par Jacqueline Chabridon), qui met en scène l'acteur politique dans son univers domestique. En avril 1981, c'est sous le titre « Silhouette » que Jacques Lesinge croque chaque jour l'une des personnalités sollicitant le suffrage des électeurs.

Malgré cette diversité stylistique, les « portraits » d'hommes politiques connaissent une double évolution dans les années 1970. D'une part, se généralisent des analyses plus psychologiques, censées montrer le véritable visage des personnages publics. D'autre part, leur production est de plus en plus fréquente, au point de s'affirmer comme un genre journalistique désormais familier. C'est au sein des newsmagazines qu'on peut repérer les moteurs de cette double transformation. Tout d'abord, à partir du début des années 1970, les « portraits » deviennent l'un des outils rédactionnels permettant aux hebdomadaires de « couvrir » l'actualité tout en s'en distanciant, autrement dit l'un des type d'enquête qu'autorise une périodicité plus étalée. Il s'agit pour les rédacteurs soit de présenter un acteur politique, encore méconnu ou volontairement soustrait au regard journalistique, soit de révéler la face « cachée », présente ou passée, d'un personnage exposé médiatiquement. Comprendre l'actualité, c'est comprendre ses acteurs, donc saisir leurs « mobiles » psychologiques et leurs convictions profondes. Aussi, tout en analysant les stratégies individuelles, certains journalistes (Franz-Olivier Giesbert au *Nouvel Observateur*, Catherine Nay ou Sylvie Pierre-Brossolette à *L'Express*, Catherine Pégard ou Danièle Molho au *Point*) se sont efforcés de plonger leurs lecteurs dans l'enfance des leaders politiques pour appréhender leurs systèmes idéologiques ou leurs vocations d'hommes d'Etat. Ces rédacteurs ont également restitué les différentes facettes d'un caractère, les aspects multiformes d'une personnalité, les amitiés et

les inimitiés qui ont pu se forger pour expliquer les aléas d'une carrière, pour exhiber l'originalité d'une trajectoire, pour apprécier le fonctionnement d'un personnage⁵²¹.

Les voltigeurs de Giscard

Pour comprendre le président de la République, il faut connaître ses deux poissons pilotes. Franz-Olivier Giesbert vous les présente.

L'un, amène et d'apparence sceptique, s'occupe des Affaires étrangères, de la Défense et aussi des questions économiques : Claude Pierre-Brossolette, 47 ans, mince, élégant, portant beau, secrétaire général à la présidence de la République. C'est l'« ami » de Giscard, le vrai patron du Quai d'Orsay, où il pourrait bientôt remplacer Jean Sauvagnargues. L'autre, esthète et discret, se charge surtout des « problèmes intérieurs » : Yves Cannac, 40 ans, mince, élégant, secrétaire général adjoint. C'est un fort en thème, le cornac minutieux d'Haby (Education) ou de Durafour (Travail).

Qui sont-ils ? Sommairement, deux radicaux jacobins – et ambitieux – qui, avant Giscard, s'étaient emballés pour Pierre Mendès France. Sans complexe devant une gauche qu'ils ont naguère fréquentée et qu'ils rêvent aujourd'hui de casser, il veulent (c'est en tout cas ce qu'ils disent) « faire bouger les choses » avec le président. (...)

Ils reviennent de loin en tout cas. Le cas de Claude Pierre-Brossolette est particulièrement saisissant. (...) Comment le fils a-t-il fini par atterrir dans le giscardisme ? Sans doute parce que son père, agrégé de lettres très brillant, a déclenché chez lui la classique mécanique œdipienne. Il ne pouvait songer l'égaliser un jour. A l'école, Claude est un élève médiocre. (...) Après le bachot, Claude Pierre-Brossolette décide qu'il sera un grand commis, le meilleur dans son domaine. Il fait Sciences-Po bien sûr, puis l'ENA, ce qui est le parcours classique des « têtes d'œuf ». Il est alors vaguement de gauche : Mendès France – témoin à son mariage – fascine ce technocrate qui voudrait, comme Gide, avoir un « esprit sans pente ». (...)

Franz-Olivier Giesbert, *Le Nouvel Observateur*, 07/04/1975

« Recherche d'une expression littéraire, vécu du reportage, précision de la peinture psychologique, connaissance des secrets indigènes, reconstruction à la fois *a posteriori* et prophétique du sens d'une carrière »⁵²², les « portraits » nécessitent une large gamme de savoir-faire journalistiques. Mais au sein des newsmagazines, leur écriture fut à ce point codifiée et partagée par les différents titres qu'on ne peut manquer d'être troublé par la symétrie des deux articles suivants, produits à quelques jours d'intervalle, au *Nouvel Observateur* puis au *Point* :

Pierre Joxe sans ses masques

Mais qui est-il donc, ce « mitterrandiste historique » qui n'hésite pas à défier Mitterrand ?

(...) Qu'est-ce qui fait donc courir ce jeune homme qui, à quarante-sept ans, n'a toujours pas un milligramme de graisse ? Beaucoup de choses en vérité. L'Etat, c'est presque une affaire de famille chez les Joxe. (...) Des années plus tard, il habite toujours au même immeuble que son père, aujourd'hui membre du Conseil constitutionnel. Et il n'est pas un fils honteux, au contraire. Il peut même sécher des débats importants pour aller écouter les « causeries » du patriarche. Quand on lui demande si sa filiation bourgeoise n'explique pas son intransigeance doctrinale, il rigole : « *Un de mes grands-oncles fut enterré debout dans un drapeau rouge, à côté de Nantes. On me parle de mon père parce qu'il est connu. C'est de la psychanalyse de quatre sous. (...).* »

⁵²¹ « Catherine Nay sera, avec Christine Clerc, l'une des premières journalistes à modifier ce dosage, à placer l'analyse des traits psychologiques et personnels des responsables politiques comme clé centrale d'interprétation des rapports conflictuels qui les associent, à déplacer les frontières entre personnage privé et public. » (NEVEU Erik, « Le genre du journalisme. Des ambivalences de la féminisation d'une profession », *Politix*, n°51, 2000, p. 196).

⁵²² NEVEU Erik, « Pages "Politique" », *Mots*, n°37, 1993, p. 25.

Avec François Mitterrand, son autre père spirituel, ses relations sont passablement plus complexes. Pas « *sado-maso* », comme on a pu le dire. Non : tumultueuses, tout simplement. Car les deux hommes se ressemblent étrangement. Introvertis, ils peuvent avoir l'agressivité des timides écorchés. Et cela fait des étincelles. Il y en eut quelques-unes entre eux. (...) Sourcils massifs, lunettes fines, Joxe connaît Marx sur le bout des doigts. Et il a aussi, dit-on, très mauvais caractère. Mauroy en fait souvent les frais. « *Tes experts ne valent rien* », s'est-il entendu dire une fois. (...)

Quand il aura réussi à se défaire de ses masques, alors Pierre Joxe deviendra enfin Pierre Joxe : un politique redoutable, curieux de tout, épris de Dickens et d'opéra, qui rêve, dans ses moments de doute, d'« entrer dans l'industrie ».

Franz-Olivier Giesbert, *Le Nouvel Observateur*, 06/11/1982

Pierre Joxe : les cactus du sérail

Enfant terrible du PS, il est de tous les coups. Il dérange, il fonce, quitte à irriter le Président. Qu'est-ce qui fait donc courir Pierre Joxe ?

(...) Or, quand on connaît la complicité, l'amitié, la considération et le dévouement du député de la Saône-et-Loire pour François Mitterrand (une complicité de trente ans), on se demande ce qui fait courir Pierre Joxe. Pour qui, pour quoi est-il constamment cette espèce d'empêcheur de tourner en rond ? Qu'est-ce qui le prédestinait au rôle de gardien de la foi d'un socialisme plus intellectuel qu'humanitaire, lui, le fils d'un grand bourgeois (son père, Louis Joxe, a été ambassadeur et ministre du général de Gaulle) ?

Apparemment, rien, et pourtant... Car Pierre Joxe, en arpentant dès l'enfance les allées du pouvoir, en vivant à la table paternelle (où les options politiques divergentes n'ont jamais altéré la bonne ambiance familiale) la grande diplomatie, la décolonisation et le drame algérien, a acquis des certitudes : la politique est affaire de professionnels ; on ne gagne pas avec des « y a qu'à » ; il faut un programme et une volonté pour réussir. A partir de là, le portrait robot de son mentor était esquissé. La longue marche de Pierre Joxe aux côtés de François Mitterrand a d'abord pris l'allure d'un compagnonnage qui unit un maître à son élève. En fait, comment était-il, ce grand dadaï qui a débarqué un jour de 1955 à Château-Chinon pour voir François Mitterrand ferrailer avec les poujadistes du coin ? Immature ? Incertain ? En tout cas, il a eu, à vingt ans, assez de flair pour percevoir que ce notable de la IV^e République était un bon cheval. Et, depuis, il ne l'a pas quitté.

Danièle Molho, *Le Point*, 08/11/1982

Les portraits constituent un « genre » prisé par les hebdomadaires jusqu'à aujourd'hui. Or cet intérêt pour la psychologie et pour certains aspects de la vie « privée » des acteurs politiques va se généraliser également dans les quotidiens tout au long des années 1980 et 1990.

En effet, les journaux ont mis en place des rubriques entièrement consacrées au dévoilement d'une personnalité. A nouveau, c'est au sein des newsmagazines qu'on identifie les ébauches d'un tel traitement de la politique. *Le Point* donne ainsi naissance en 1972 à la double page, mensuelle, « Bancs d'essai » qui présente, à travers une dizaine de thèmes (apparence, éloquence, sensibilité, intelligence, méthodes, ambition, imagination, caractère, fiabilité), le portrait d'un des principaux acteurs des scènes politiques et syndicales. En 1980, cette rubrique devient « Politoscopie ». Dans un format similaire, elle donne une plus large aux dimensions supposées intimes de personnalités dont on restitue à présent les « racines », le « mode de vie », les « goûts ». En 1985 *L'Express* initie à son tour une double page « Aux rayons X » fondé sur un principe identique à celui du *Point* : chaque semaine, un portrait est dressé à partir d'une dizaine de caractéristiques successivement décrites (moi par moi,

personnalité, silhouette, pedigree, passions-idées, la réponse insolite, mode de vie, dates clefs, ambition, la photo préférée, etc.). C'est enfin *L'Événement du Jeudi* qui, au début des années 1990, introduira une colonne « Photomaton » détaillant successivement et systématiquement l'« état civil », le « dernier coup d'éclat », les « études », le « parcours », les « hobbies », les « modèles », le « regret » de chaque portraituré.

Au cours de la décennie 1990, les quotidiens ont, eux aussi, systématisé l'usage de ces portraits supposés briser la façade officielle des personnalités politiques. Auparavant, seul *Libération* disposait d'une telle rubrique, au volume modeste mais à parution régulière. L'encadré « Tête d'affiche », créé en 1985, ne se restreignait pas seulement aux hommes politiques puisque cette rubrique pouvait être mobilisée par l'ensemble des services. Il ne s'agissait pour autant pas d'une biographie au sens strict du terme : les journalistes s'emparaient de cet encadré pour extraire une individualité du flux événementiel et présenter son actualité en un ou deux feuillets. C'est ce même journal qui a développé la première rubrique quotidienne clairement labellisée « Portrait ». Pensée à l'occasion du lancement de *Libé 3* en automne 1995, animée par une équipe de trois journalistes, cette page justifie parfois l'intervention du service *Politique* puisque, selon Jean-Baptiste Legavre, « les hommes politiques représentent un peu plus de 12 % des portraits d'hexagonaux » entre août 1997 et juillet 1999⁵²³. Or c'est bien là toute l'ambivalence de cette importation dans les quotidiens des registres biographiques. Censés *humaniser* l'actualité en l'incarnant dans des personnages identifiables, ces portraits participent d'un processus de « starisation » d'un plus grand nombre d'acteurs politiques⁵²⁴. Mais, à travers cette rubrique transversale, les professionnels de la politique côtoient désormais une large gamme d'acteurs (entrepreneurs, sportifs, artistes, savants, etc.), sans se voir octroyer une position spécifique ou prééminente. A l'opposé de cette « starisation », c'est donc à un processus de « dilution » de la politique que l'on assiste⁵²⁵.

Jean-Baptiste Legavre a longuement étudié les rhétoriques empruntées par les auteurs de ces « portraits », initialement envisagés comme réponse à un désenchantement des lecteurs vis-à-vis de la politique et, plus généralement, comme à un rejet supposé de l'actualité institutionnelle. On peut en rappeler brièvement quelques uns des traits saillants. Ces portraits

⁵²³ LEGAVRE Jean-Baptiste, « “La queue du paon” ou les logiques de production du portrait politique dans *Libération* », *Société et représentation*, n°13, 2002, p. 335.

⁵²⁴ « Cette page donne une place médiatique inédite à des professionnels moins en vue ordinairement dans les grands médias » (*Ibid.*, p. 337).

⁵²⁵ *Ibid.*, p. 334.

sont, tout d'abord, « travaillés par l'obsédante et classique recherche du “vrai” derrière l'apparence du personnage public. L'angle du dévoilement sert le journaliste : il est celui qui révèle aux autres la “vraie” nature du personnage retenu. »⁵²⁶ Ensuite, tout comme dans les magazines des années 1970 et 1980, « ce qui frappe encore plus dans ces portraits (...), c'est la systématisation du retour à l'enfance »⁵²⁷, plus qu'à des analyses sur la nature des cursus académiques favorisant les carrières politiques. Ici, deux tendances sont identifiées par J.-B. Legavre : la psychologisation et la sociologisation des personnages. D'un côté, « l'identité du portraituré est rapporté à des traits de caractères asocialisés »⁵²⁸, de l'autre, « les traits de caractère sont inscrits dans une origine sociale marquante. »⁵²⁹

Or ce sont des procédés à peu près similaires qui vont caractériser les portraits, de plus en plus nombreux, que réalisent les rédacteurs politiques du *Figaro*, du *Monde* ou de *France-Soir* au cours des années 1990. Cependant, ces trois quotidiens n'ont jamais disposé de rubriques spécialisées à l'image de celle initiée dans *Libération*. Les « portraits » de personnalités politiques prennent alors place dans des espaces spécifiques, comme les pages « Enquête » de la séquence *Horizons* du *Monde*⁵³⁰. Mais, plus généralement, ils se glissent dans les pages *Politique* et constituent l'une des modalités routinières de « cadrage » de l'actualité, l'un des genres légitimes pour appréhender, en amont ou en aval, la portée d'un événement. *France-Soir* développe à l'envie cette « humanisation » d'un jeu politique qui n'oppose plus seulement des idéologues et des stratèges mais bien des caractères, des tempéraments, des personnages dotés d'une histoire singulière :

A l'occasion de la nomination de Pierre Bérégovoy au poste de Premier ministre, les registres biographiques vont être mobilisés dans la plupart des papiers de France-Soir consacrés à cet événement. Le 3 avril 1992, ce dossier va ainsi comporter :

- « Le Béré en quatre portraits » (astrologique, numérologique, graphologique, morphopsychologique)
- « Un garde républicain lui a fait découvrir le socialisme » (portrait de Pierre Bérégovoy enfant)
- « A 10 ans, “Béré” forme son premier gouvernement » (reportage sur son univers familial)
- « Le triomphe du petit chose » (récit de sa trajectoire sociale ascendante)
- « Béré-guignol a grillé Béré-ouah-ouah sur Canal + » (enquête sur les marionnettes télévisées)

⁵²⁶ *Ibid.*, p. 344.

⁵²⁷ *Ibid.*, p. 346.

⁵²⁸ *Ibidem.*

⁵²⁹ *Ibid.*, p. 347.

⁵³⁰ Le genre « Portrait » sera lui aussi explicitement codifié dans le *Guide des rédacteur* du *Monde* : « De 80 à 200 lignes journal. Le portrait, même dans une version courte, doit être vivant et essayer de révéler des aspects inconnus ou méconnus d'une personnalité. Dans la mesure du possible, il doit s'appuyer sur un ou plusieurs témoignages. Quelques courtes citations viennent relancer l'intérêt du lecteur. (...) Le portrait ne doit être ni hagiographique ni condescendant. » (*Le Style du Monde, op. cit.*, p. 62).

Au *Figaro* ou au *Monde*, cette personnalisation est moins systématique, d'autant que les anecdotes rapportées par les rédacteurs de « Portraits » sont davantage censées expliciter l'engagement et les convictions du personnage ainsi croqué. Par exemple, à la veille du congrès des Verts de novembre 2000, deux rédactrices du *Figaro*, Christine Clerc et Josseline Abonneau, brossent les tableaux de Noël Mamère et de Guy Hascoët, tous deux susceptibles de jouer un rôle majeur au cours de cette manifestation :

Noël Mamère en quête de respectabilité

Le soir de Noël, il fêtera ses cinquante-deux ans. L'âge, dit-on, du « démon de midi ». Mais Noël Mamère, qui assure vivre en harmonie avec sa femme Fanchon, maître de conférences à la Sorbonne, et leur fils Adrien, étudiant en première année en fac de droit à Assas, songe plutôt qu'il serait temps de se donner une image raisonnable. Oh ! Pas rangée ! Et pas « rigide », comme Dominique Voynet ; ou comme Lionel Jospin, ce premier ministre qui croit encore que « le Parti communiste fait 20 % des voix », ou qui fait comme si. (...) Ils se ressemblent d'autant plus que Dominique Voynet, selon lui, trouve en Jospin « un père de substitution ».

Mamère aime les gens. Comme il aime sa terre de Garonne, ses odeurs – odeurs de cuir de la boutique familiale de chaussures, odeurs des vignes « aux grappes bien gonflées, prêtes à se donner » qu'il va humer de son nez rustique en s'échappant à vélo de sa mairie de Bègles. Une vraie chanson de Montand, ce Mamère... Un film de Pagnol, l'histoire de cet enfant sage élevé chez les frères et qui, à vingt ans, va encore à la messe le dimanche, et parfois aussi à la chasse avec son père, avant de gratter de la guitare dans les cabarets d'étudiants bordelais et de militer au côté de José Bové contre les centrales nucléaires... Ce qui ne l'empêchera pas de voter Chaban-Delmas ! (...)

Christine Clerc, *Le Figaro*, 11/11/2000

Mais au-delà de ces papiers biographiques, le souci d'« humanisation » revendiqué par de nombreux rédacteurs imprègne finalement l'ensemble de la production journalistique. Au *Monde*, cette exigence a même été formellement théorisée lors de la métamorphose des pages *Politique* en séquence *France* :

« Depuis 1995, l'idée est qu'il faut des éléments qui donnent de la chair, qui mettent des acteurs et pas seulement des acteurs désincarnés (“*M. Machin a dit ça et M. Truc a répliqué ça*”). Une discussion parlementaire, la préparation d'une réforme ou un congrès de parti, c'est d'abord des hommes et des femmes qui s'emballent, qui s'empoignent, qui craquent, qui réussissent, qui sont ambitieux, qui sont défaits. Il y a une matière humaine qui fait le quotidien et le concret de tout ça. Or ça, on ne le montrait pas assez et ce n'est pas pour faire “people” mais c'est parce que c'est la réalité. Il y a une réalité psychologique, humaine, vivante, vécue de la politique et qui rend les papiers vivants, intéressants... C'était une diversification et un enrichissement d'un traitement qui avait été jugé trop abstrait, institutionnel, froid, désincarné. » (Gérard Courtois, entretien n°53).

Cette imprégnation des pages *Politique* débouche « sur une galerie de rôles », chaque personnage incarnant « des styles psychologiques définis »⁵³¹. Cette dimension est particulièrement évidente dans ces articles, nombreux depuis le milieu des années 1980, où

⁵³¹ LEGAVRE Jean-Baptiste, « “La queue du paon” », art. cité, p. 345.

sont brièvement présentés l'ensemble des protagonistes d'une intrigue ou la plupart des acteurs entourant une personnalité majeure. Ces papiers sont d'ailleurs régulièrement ponctués d'infographies qui dessinent la « galaxie » des soutiens ou qui mélangent photographies de visages et dessins de corps⁵³². Des métaphores empruntées à la mythologie ou à la littérature servent alors à désigner les personnages ainsi mis en scène.

Le théâtre du PS

[Dans son numéro du 13 avril 1987, *Le Point* propose une double page caricaturant les principaux leaders du Parti socialiste en les assimilant, par l'illustration et par le texte, aux rôles célèbres du théâtre antique. Lionel Jospin est ainsi présenté en « Philinte », Pierre Bérégovoy en « Bourgeois gentilhomme », Edith Cresson en « Philaminte », Louis Mermaz en *Alceste*, etc.]

Prêts au combat

Jacques Chirac a constitué autour de lui une équipe choc. Conseillers de l'ombre ou sous les sunlights de la politique, ils sont déjà en campagne.

Jean-Louis DEBRE - Le Soldat. Député de l'Eure et porte-parole du RPR, Jean-Louis Debré (50 ans) est un vieux compagnon d'arme de Jacques Chirac. On l'envoie souvent en première ligne quand les attaques contre Chirac se font trop pressantes.

Bernard PONS - Le vieux routier. (...)

Philippe SEGUIN - Le populaire. (...)

Alain JUPPE - Le Patron. (...)

Claude CHIRAC - L'image. (...)

Eric RAOULT - Le rentre-dedans. (...)

François BAROIN - Le jeune loup. (...)

France-Soir, 05/11/1994

Il faut toutefois apporter trois nuances à ce qui précède. Tout d'abord, le souci de « psychologisation » de l'actualité ne constitue évidemment pas une exigence stylistique propre aux seules pages *Politique*. Les rubriques « Portrait » de *Libération* ou de *L'Express* (1998) en témoignent : les professionnels de la politique ne constituent pas les seuls acteurs dont on cherche à décrire la personnalité « dissimulée » sous les apparences médiatiques. En outre, cette forme de détachement vis-à-vis de l'actualité la plus « chaude », cette ambition de ne pas seulement rendre compte des événements mais d'en montrer les à-côtés et les ressorts « cachés » participe d'un mouvement plus général d'importation, dans les quotidiens, de registres autrefois monopolisés par les magazines⁵³³. Enfin les « portraits » et, au-delà, le

⁵³² Une telle exposition des « camps » en présence constitue d'ailleurs l'une des spécialités de *France-Soir* lors de la première moitié des années 1990. Par exemple, le 1^{er} avril 1993, sous le titre « Les jardins secrets des ministres », les rédacteurs accumulent une galerie de portraits associant photographies « décalées » (Alain Juppé en train de courir, François Léotard en maillot de bain, Charles Pasqua jumelles aux yeux, etc.) et brefs récits d'une anecdote concernant leurs goûts : « Edmond Alphandéry. Fan de Marilyn » ; « Alain Madelin. Fou de passe-passe » ; « Roger Romani. Le culte de Napoléon », etc. Le lendemain, un article intitulé « Les derniers cercles » représente les alliés de François Mitterrand sous la forme d'un système solaire dont le Président incarne le noyau. Les personnalités, plus ou moins éloignées de ce centre, sont agrégées en différents groupes : « Les fidèles », « Les conseillers », « Le shadow cabinet », « La diaspora ».

⁵³³ Parmi les transformations rédactionnelles qui affectent globalement les quotidiens au cours des années 1990, on repère notamment le souci d'emprunter certains savoir-faire aux magazines, afin de satisfaire à la fois le lectorat ponctuel, abonné ou non, et un lectorat plus occasionnel. Cela se manifeste, par exemple, avec la généralisation des

développement d'une écriture narrative ne constituent qu'une des réponses apportées par les journaux au désintérêt supposé des lecteurs pour la politique. Au cours des années 1990, les services *Politique* connaissent, en effet, différentes réformes censées battre en brèche les lectures jugées trop « microcosmiques » de l'univers politique.

Section 2. Une politique élargie : le « fond » contre le « microcosme »

Discutant des exigences actuelles du métier, de nombreux rédacteurs ont évoqué les limites d'une couverture exclusivement orientée sur les péripéties du « microcosme », « parisien » et « politicien ». Ce champ sémantique, péjoratif, témoigne d'une inquiétude quant à l'adhésion du public à ces traitements personnalisés, anecdotiques, enfermés sur le monde clos des élites politiques. Pour y échapper, certains journalistes évoquent leurs propres démarches, par exemple se rendre « sur le terrain », en « province » pour saisir et donner à voir d'autres réalités :

- « J'essaie de ne pas oublier que la France, ce n'est pas seulement Paris. En politique, ça me paraît important pour deux raisons. D'abord parce que l'ambiance en province est quand même beaucoup plus importante que le microcosme dans lequel on baigne. Et puis c'est un moyen privilégié de personnellement rencontrer les hommes politiques. » (Eric Mandonnet, journaliste politique à *L'Express*, entretien n°9)

- « Un des points auxquels je suis attaché, c'est de faire le maximum de déplacements en province. (...) Premièrement, on voit plus longuement, plus tranquillement les responsables politiques, parce qu'on fait le trajet avec eux, dans un cadre plus détendu qu'à Paris. Donc on a davantage le temps de parler. Et puis, deuxièmement, on voit comment, sur place, les gens réagissent. Donc j'essaie d'être présent dans les réunions publiques. Je trouve ça vraiment très instructif. » (Guillaume Tabard, journaliste politique au *Figaro*, entretien n°15).

Au-delà de ces objectifs personnels, de nombreux autres journalistes soulignent que leurs rédactions ont collectivement pris conscience de ce décalage entre le contenu des pages *Politique* et les préoccupations de leurs lecteurs. Aussi certaines rédactions ont-elles imaginé différentes réformes, dans l'organisation des services, dans les normes d'écriture, dans la hiérarchisation de l'information, censées introduire ou réintroduire les « questions de fond », les « vrais » débats « sociétaux », les « problèmes qui concernent les gens » au cœur même

cahiers hebdomadaires ; la densification des séquences *Horizons*, *Rebonds*, *Opinions* ; un regain d'intérêt pour le grand reportage, à l'honneur jusque dans les années 1950 mais souvent abandonné depuis.

des pages *Politique*. Trois démarches ont ainsi vu le jour au cours des années 1990. Tout d'abord, dans les journaux populaires comme *Le Parisien / Aujourd'hui*, l'exigence consiste à privilégier des angles « pédagogiques » supposés « interpeller » le lecteur :

« Nous, on a une approche beaucoup plus pragmatique. On veut essayer de traiter la politique par le biais qui intéresse les Français. Le journaliste n'essaie pas de se faire plaisir en rentrant dans des considérations qui peuvent plaire à la classe politique qui est vraiment un microcosme, un monde clos. Nous, on dit : “ Ce qui se passe là, voilà ce que ça peut changer pour vous. Voilà quelles sont les implications pratiques.” (...) Et donc on a choisi une approche pragmatique, pédago, sans concession. *Le Parisien* est un journal qui n'a pas d'éditorial donc on ne penche ni à gauche, ni à droite. (...) Quand on trouve qu'à droite, ce n'est pas terrible, on le dit franchement. Et on essaie d'être un journal qui explique, sans être poujadiste, sans être populiste, non pas ce que doivent faire les politiques mais : ce qu'ils font, est-ce que ça correspond réellement aux attentes des Français ? (...) Il n'y a pas trop de cette cuisine qui n'intéresse personne en réalité, les petites phrases et tout ça. Et donc on essaie plus d'interpeller le lecteur parce qu'on est un journal qui se veut un peu interactif avec son lectorat. Par exemple, les “Voix Express”, c'est vraiment une idée de génie et qui est copié d'ailleurs par pas mal d'autres journaux. » (Bernard Mazières, rédacteur en chef adjoint du *Parisien*, entretien n°40).

Ensuite, les dirigeants d'un journal comme *L'Humanité* estiment ne plus pouvoir se contenter de relayer la parole officielle des responsables communistes. Mais ils n'abandonnent pas pour autant leurs ambitions militantes. Ils se sont donc efforcés d'articuler plus étroitement la couverture des institutions et des forces politiques avec l'émergence de nouveaux enjeux sociaux ou sociétaux. Certes, depuis le début des années 1990, le fonction du journal fait l'objet d'intenses débats : la position à entretenir vis-à-vis du PCF et vis-à-vis des autres formations politiques ne suscite aucun consensus. Néanmoins, les pages *Politique* s'ouvrent aux voix d'une plus grande gamme d'acteurs, abordent un plus large faisceau de « problèmes » que rencontrerait la France, analysent avec plus de minutie les visions du monde qui s'affrontent dans l'espace politique :

« Ce qu'on essaie de faire en général, c'est d'aller sur le fond, c'est-à-dire voir en quoi les positions de tel ou tel sont des positions réelles de changement, de conservatisme, voir en quoi ça tire ou dans le sens du libéralisme ou dans le sens de nos conceptions. (...) Par exemple, quand Chirac dit : “Il faut moderniser la France”, qu'est-ce que ça veut dire, rapporté à d'autres propositions de Chirac qui laissent entendre qu'il s'agit d'une modernisation telle que la conçoit le MEDEF ? (...) Quand il dit : “Il faut restaurer l'autorité de l'Etat”, je rapporte ça au programme du RPR qui conçoit un Etat régulateur et stratège. Et on sait très bien que cette définition de l'Etat régulateur et stratège, c'est celle qui a été mise en œuvre par Thatcher puis par Blair. Donc notre idée, c'est de dépasser le niveau des affrontements de surface. Par exemple, on sait très bien qu'il y aura un accord électoral entre le PS et les Verts. Ils ont intérêt à faire monter la sauce, mais en réalité, ils y arriveront. Et donc, nous, on n'a pas à exagérer les criaileries des Verts sur cette question, parce qu'on sait qu'il y a une part de cinéma. » (Maurice Ulrich, chef du service *Politique* de *L'Humanité*, entretien n°18)

Enfin, les rédacteurs des journaux plus élitistes (*Le Monde, Libération, L'Express*, etc.) revendiquent eux aussi leur souci de mieux rendre compte du « fond » et, plus précisément, de mieux appréhender la « décision politique ». Aussi évoquent-ils différentes tentatives pour casser l'opposition entre *Politique* et *Société*, pour traiter d'une plus large palette d'acteurs, en somme pour mieux articuler les débats politiques aux débats traversant la « société civile ». C'est ce souci d'élargir les frontières de la politique et de décloisonner les services que nous étudierons plus spécialement ici. Il s'agira non seulement de montrer les tâtonnements, les interrogations, les doutes qui président à de tels réformes mais également d'en analyser les incidences sur le contenu effectif des pages *Politique* de la fin du XX^e siècle.

§ 1. REPOUSSER LES FRONTIÈRES DE LA POLITIQUE

Trois mouvements, initiés à partir du début des années 1990, doivent à présent être étudiés. Tous n'ont évidemment pas concerné l'ensemble des journaux ; néanmoins, ils participent d'une réflexion partagée concernant les frontières des services *Politique* et la pertinence des modes de traitement jugés « politiques ». On observera donc tout d'abord les tentatives d'élargissement des services *Politique* ; on identifiera ensuite l'ambition de mieux agencer pages *Politique* et pages *Société* ; on examinera enfin l'incorporation de nouvelles expertises au cœur des productions des journalistes politiques.

A. *La politique au pluriel*

Un observateur souhaitant étudier les pages *Politique* des journaux français en 2000 se trouverait relativement démuné. En effet, s'il ne définissait son objet qu'à partir de ce strict intitulé de rubrique, son investigation tournerait vite court : plus un titre de notre corpus ne dispose désormais de pages labellisées sous l'unique mention « Politique ». Pour en témoigner, le tableau ci-dessous restitue les récentes évolutions dans la dénomination des pages accueillant l'actualité de la scène politique :

Tableau 21. Recensement des intitulés des pages intégrant les papiers des services *Politique* au cours des années 1990.

	INTITULES SUCCESSIFS		
<i>Le Monde</i>	« Politique »	« France » [1995]	
<i>Libération</i>	« Politique »	« France - Politique » [1995]	« Politiques » [1997]
<i>Le Figaro</i>	« La vie politique »	« France – Politique » [2000]	
<i>L'Humanité</i>	« La politique »	« France » [1995]	« Plus loin que les faits – Politique » [1999] ⁵³⁴
<i>France-Soir</i>	« Politique » [regroupant économie, social et international]		« France » [1999]
<i>L'Express</i>	« France » [intitulé quasiment stable depuis la fin des années 1960]		
<i>Le Point</i>	« France » [depuis 1989]		
<i>L'Événement du Jeudi</i>	« Politique »	« France » [1990]. Ce journal cesse de paraître en 1999.	
<i>Marianne</i>	« France » [1997]		
<i>Le Nouvel Observateur</i>	« France » [1986]	« France – Europe » [1998]	

Source : Dépouillement des archives de presse microfilmées de la Bibliothèque nationale de France.

Note : L'intitulé en 2000 est mentionné en caractère gras.

Pour se prémunir contre toute surinterprétation, il convient de s'interroger sur ce que nous dit ce tableau mais aussi sur ce qu'il ne nous dit pas. Tout d'abord, si l'on s'aventure quelques décennies plus tôt, on constate que ces labellisations ont régulièrement évolué, au gré des changements de maquettes et autres réorientations éditoriales. Il faut garder en tête que le découpage strict des séquences et l'explicitation du nom des rubriques participe d'un lent processus de rationalisation de la production et de la mise en page des journaux : au *Monde* ou à *France-Soir*, la désignation systématique des pages *Politique* ne se dessine qu'à la fin des années 1960. En outre, l'intitulé *France* n'est évidemment pas neuf et rares sont les hebdomadaires ayant disposé de pages *Politique* labellisées comme telles. A *L'Express*, l'ancienne rubrique « Les affaires françaises » a, dès le milieu des années 1960, été remplacée par des pages *France*, progressivement dissociées des pages *Economie* et *Société*. Bien que ces agencements aient varié selon les changements de rédaction en chef, on distingue une caractéristique pérenne de ces pages *France* : regrouper des articles concernant et l'actualité des professionnels de la politique, et des thématiques non prises en charge par le service *Société*, telles que l'immigration, la santé, l'éducation ou la religion dans les années 1980, les

médias, la justice ou les collectivités locales dans les années 1990. Comme l'expliquent ces journalistes, salariés de *L'Express* à deux moments de son histoire, un tel découpage ne répondait pas seulement à des contingences pratiques :

- « Il y a deux conceptions du service *Politique*. Celui, politique au sens strict. Et puis ce qu'on appelle service *France*. Nous, on intégrait les fonctions régaliennes de l'Etat : Intérieur, Justice, Education... Et ça a même été extensif à un moment, quand on a eu des rédacteurs en chef "France – Economie" avec l'*Economie* qui prenait tout. » (Sylvie Pierre-Brossolette, journaliste politique à *L'Express* entre 1978 et 1996, entretien n°49)

- « C'est une volonté délibérée qu'il n'y ait pas un service *Politique* stricto sensu, politique donc politicien, ce qui fait vous avez là un spécialiste des médias, de l'aménagement du territoire, des régions, certains problèmes de justice, de secte ou autre. Et les politiques sont dans cet ensemble-là, *France*. » (Eric Mandonnet, journaliste politique à *L'Express* depuis 1998, entretien n°9).

Autre mise en garde à apporter contre toute surinterprétation des intitulés de séquences : la mise en pages des journaux ne coïncide pas toujours avec la division du travail en services. Aussi l'absence de rubriques labellisées *Politique* ne signifie ni l'absence de services *Politique*, ni que les rédacteurs ne vont plus se définir comme journalistes politiques. L'histoire du *Point* en fournit des exemples éloquentes. Tandis que les pages *Nation* ont longtemps fait collaborer journalistes sociaux et journalistes politiques, les pages *France*, mises en place en 1989 accueillent désormais les papiers des cellules « Politique » et « Investigation ». Enfin, l'intitulé d'une séquence ne préjuge évidemment pas de son contenu. Ainsi ces bouleversements dans la pagination n'ont-ils de sens que rapportés à l'architecture globale des journaux : le passage de *Politique* à *France* peut correspondre tout aussi bien à un simple changement d'intitulé qu'à un regroupement de rubriques autrefois séparées (*Politique*, *Social*, *Société*, etc.)⁵³⁵.

Toujours est-il que ces bouleversements dans les intitulés traduisent autre chose qu'un « effet de mode » ou que de simples réaménagements pratiques dans la pagination. Dans le cas du *Monde* ou de *Libération* notamment, ces nouvelles dénominations vont être significatives à trois niveaux.

⁵³⁴ La mention « Politique » accompagnant cette tête « Plus loin que les faits » est loin d'être systématique. Les journalistes du service *Politique* n'interviennent donc pas toujours sous un tel label.

⁵³⁵ Toutefois ces regroupements ont des incidences concrètes quant au contenu informatif. En effet, pour un service, disposer d'une rubrique offre une garantie d'autonomie qui permet de s'imposer dans les rapports de force quotidiens. A l'inverse, un service, disposant de peu d'effectifs, risque d'être marginalisé dans les choix rédactionnels s'il partage son espace avec d'autres entités. Gérard Courtois cite à cet égard le sort qu'ont subi en 1995 les rédacteurs de la cellule « Régions », censés initialement participer à la confection des pages *France* : « Régions n'arrive pas à s'imposer, estime ne pas avoir assez de place. Alors évidemment, c'est très compliqué parce qu'on démarre ça au début de la campagne présidentielle. Et donc évidemment le principe initial qui était une page *Région* par jour, il est bousculé, laminé, contesté. Pendant une grosse année, *Région* est objectivement mal traitée par rapport à ce qui était prévu. D'où la revendication d'avoir une page. Et une page = autonomie ! » (Entretien n°53).

(1) D'une part, elles s'inscrivent dans le cadre d'une métamorphose des maquettes de ces deux journaux. Soucieux de donner un nouvel élan aux ventes d'un quotidien souffrant financièrement, les dirigeants de *Libération* élaborent, en 1994, un projet nommé *Libé III* qui organise le journal en cahiers distincts. « Politique » et « Société » sont ainsi regroupés dans un même plateau, baptisé *France*. Bien que souvent segmenté en « France-Société » et « France-Politique », ce cahier commun entraîne une plus importante collaboration entre les rédacteurs des deux services et tend parfois à imbriquer leurs actualités respectives. En 1996, face au constat d'échec d'une telle formule, la direction de *Libération* choisit de revenir à une maquette proche de celle initiée dans les années 1980. Mais là aussi, ce réaménagement du journal est l'occasion de redéfinir les contours du service *Politique* en y ajoutant un « s » et en y affectant de nouvelles rubriques. Au *Monde*, la nouvelle direction, mise en place en 1994 autour de Jean-Marie Colombani, va s'efforcer de profondément bousculer l'architecture du journal. Au-delà des réformes transversales (choix d'une nouvelle police, mise en place des « ouvertures » de séquence, création de pages *Horizons*, etc.), différentes commissions seront chargés de repenser le contenu de chacune des séquences. La « politique » est ainsi confiée à Patrick Jarreau, Jean-François Fogel, Pascale Robert-Diard et Gérard Courtois qui vont imaginer l'ossature d'une nouvelle séquence *France*.

(2) Participant de réformes globales, ces changements de labels se sont vus attribuer une forte dimension symbolique. Là aussi, le parallélisme entre ces deux quotidiens est notable. Écoutons tout d'abord Jean-Michel Thénard, nommé chef du service *Politique* de *Libération* en 1994, justifier ces choix :

« Dans les années 1970-80, le jeu politicien était intéressant, passionnant : l'union de la gauche, la bataille Rocard-Mitterrand au sein du PS. C'était intéressant parce qu'il y avait des vraies querelles d'hommes, il y avait des vrais débats stratégiques, il y avait une vraie différence politique entre ce qu'on appelait la première et la deuxième gauche. (...) Dans les années 1990, le débat de fond est beaucoup moins passionnant, et donc les gens, petit à petit, ont l'impression qu'il ne reste plus que les batailles politiciennes, et que les batailles politiciennes ne cachent pas autre chose que des querelles d'ambition. (...) Et donc les gens sont écœurés de ces batailles politiciennes. Et donc nous *Libération*, on est obligé aussi de repenser la façon dont on amène la politique aux lecteurs. Parce que même si les querelles sont moins passionnantes, il y a quand même des clivages gauche-droite. Et, à cette époque-là, dans les années 1990, le clivage gauche-droite, il passe moins sur l'économique (...) que sur l'immigration, l'éducation, sur des sujets comme ça plus sociétaux. Et donc, c'est pour ça qu'on décide à ce moment-là d'élargir le service *Politique* et d'y intégrer les gens qui s'occupent de l'éducation, de l'immigration, etc. C'est pour ça qu'on met un "s" à *Politiques*, parce que ce n'est plus la politique au sens strictement politicien, mais c'est la politique au sens large : immigration, éducation, environnement, drogue, religion même. » (Jean-Michel Thénard, entretien n°6).

L'argumentation est identique dans la bouche de Pascale Robert-Diard et Gérard Courtois, tous deux membres de la commission chargée de penser le contenu des futures pages *France du Monde* :

- « L'idée était de se dire que *Politique* était quelque chose qui, pour les lecteurs, correspondait sans doute trop à la vie interne des partis politiques. C'était aussi révélateur d'un désaveu. Ce n'est pas un hasard si ça arrive après 1993, dans cette période d'affaires, de fin d'ère mitterrandienne. (...) *Politique*, c'était sans doute très restrictif, alors que l'idée était de dire : "voilà la France" » (Pascale Robert-Diard, entretien n°8).

- « Il y a eu un débat récurrent : quelles sont les frontières du politique ? Pour moi c'est l'évidence : la macroéconomie, la politique budgétaire, les grands sujets de politique sociale sont rattachés à la politique. (...) Il y a une vraie cohérence intellectuelle à placer ces grands enjeux-là aux choix politiques, pour sortir d'une lecture trop étriquée et trop asséchée de la politique, que les Français récusait de plus en plus, qui était une lecture des jeux de pouvoir, des jeux de partis, des psychodrames à l'intérieur des bocal de chacun des partis. L'idée, c'était de réinjecter du contenu, du choix technico-politique lourd dans le traitement. » (Gérard Courtois, entretien n°53).

(3) Au-delà de cette dimension symbolique clairement revendiquée, ces nouveaux labels (*Politiques*, *France*) s'accompagnent d'une réorganisation des services. Aussi les logiques purement intellectuelles de définition du « bon » traitement de la politique s'articulent-elles avec différents enjeux de pouvoir, entre et au sein des services. Au *Monde*, l'ambition impérialiste des chefs du service *Politique*, désireux d'élargir leurs effectifs et leurs espaces de couverture, vont se heurter aux responsables du service *Société* :

« Les travaux de réflexion qui ont occupé tout l'automne 1994, envisageaient d'aller beaucoup plus loin, c'est-à-dire que la *Politique* aurait englobé les grands domaines régaliens : l'armée, la police, la justice. Mais ça bousculait trop les frontières de service. (...) Ça ne s'est pas fait parce que ça dépouillait complètement le service *Société* et qu'il y avait aussi des équilibres, y compris humains et structurels. Ça aurait fait un service pléthorique. Le service *Société* se serait retrouvé dans une espèce de service sociétal aux contours assez mal définis. » (Gérard Courtois, entretien n°53)

Quant à *Libération*, la tentative d'accueillir la cellule « Modes de vie » du service *Société* (immigration, éducation, etc.) a suscité un certain nombre de tensions entre ces rédacteurs et les membres de l'ancien service *Politique*. Deux interprétations d'un tel échec nous ont ainsi été rapportées. La première, suggérée par un rubricard du service *Politique*, renvoie à des conflits interpersonnels, au niveau de la hiérarchie notamment (Gilles Bresson, entretien n°3). La seconde, proposée par le chef du service *Politique*, fait davantage référence à des enjeux idéologiques et à oppositions relatives aux conditions de travail :

« Les temps, au sens braudellien, du politique *stricto sensu* et les temps des politiques de l'immigration, de l'éducation, de l'environnement sont très différents. Il y a des histoires politiciennes tous les jours. Ça bouge très vite. L'immigration, il peut y avoir au mieux un projet de loi par législature. Dans ces années-là [1995-97], à cause de Le Pen, l'immigration était un sujet dont on parlait beaucoup. Mais ce n'est pas un temps qui est

aussi rapide. Et donc, ça créait une sorte de service à deux vitesses. Non pas en qualité mais en quantité de travail. Il y avait des gens qui travaillaient vite et probablement davantage que des gens qui avaient plus le temps de creuser les dossiers. Du coup, ce n'était pas facile à vivre. (...) D'autre part, la séquence *France*, elle avait un énorme inconvénient, c'est qu'on mettait tout sur le même plan. On nivelait tout et on mettait la décision politique à côté du mec mis en examen. Et on était dans l'idéologie lepéniste sans le savoir. A partir du moment où certains en ont pris conscience, on est revenu à des choses intellectuellement plus claires, plus carrées, plus solides, qui étaient une séquence *Politiques* avec un "s". » (Jean-Michel Thénard, entretien n°6).

Le compromis arrêté dans ces quotidiens a, dès lors, été quasiment identique. Les anciens services *Politique* se sont élargis en intégrant des rubriques jusqu'ici traitées dans les pages *Economie* : « Budget », « Affaires sociales », ainsi que la rubrique « Syndicat / Patronat » dans le cas du *Monde*. Pour ce quotidien, ce réagencement répondait à l'ambition de créer une séquence *Entreprise*, consacrée à la micro-économique et véritable « niche à pub » selon la formule d'un de nos interviewés. Mais cet aménagement fut également justifié par la recherche d'une plus grande pertinence dans le traitement de la vie politique :

- « On avait mis au point l'idée que le service *France* devait répondre à la logique du processus de la décision. Qui prend la décision ? L'exécutif. Qui la discute, l'applique, la modifie ? Les partis, le Parlement. Et puis, quels sont les moyens du politique ? C'était le « macro », enfin Bercy et les ministères sociaux. (...) Il y avait une vraie logique de fond. Les impôts, c'est de la politique. Le financement de la sécurité sociale, c'est de la politique. (...) Ça a été un vrai enrichissement le fait d'avoir, dans les discussions de service, quelqu'un qui traitait Bercy ou quelqu'un qui s'occupait du patronat, et qui vous disaient : "Attention, il se prépare tel truc, etc." Effectivement, un mouvement social avait des conséquences politiques. Au moins, c'était dans le même service. On a pu faire des papiers avec des éclairages économiques ou on a pu donner des éclairages politiques à des ouvertures économiques. » (Pascale Robert-Diard, entretien n°8).

- « La logique est qu'il n'y a pas de décision politique qui n'engage pas de l'argent. Bercy a toujours son mot à dire. Et *a fortiori*, quand on est dans un gouvernement de gauche comme celui de Jospin, où il y avait en plus une articulation avec le social. Et donc ça avait un sens. La décision, elle était dans un tripode Matignon / Bercy / Affaires sociales, Aubry / Strauss-Kahn / Jospin. Et donc, ça avait un sens que ces gens travaillent ensemble. » (Jean-Michel Thénard, entretien n°6).

Au cours de la seconde moitié des années 1990, on a donc assisté dans ces deux quotidiens à une réelle transformation dans la constitution de leurs anciens services *Politique*. Ces nouvelles rubriques sont venues s'ajouter à celles existantes et non les remplacer. Il faut donc replacer cette évolution dans le temps long des services *Politique* et l'envisager comme une étape supplémentaire d'un processus de diversification des « lieux » du politique ainsi médiatisés. Tandis que les années 1960 et 1970 donnaient naissance à des spécialisations

partisanes qui se sont surajoutées aux anciennes rubriques institutionnelles, les années 1990 vont voir les services *Politique* constitués d'un nouveau pôle économique et social⁵³⁶.

A présent, il convient d'entrevoir les conséquences d'un tel réaménagement des services *Politique* en terme de traitements de l'actualité politique. Si cette incorporation des questions budgétaires et sociales concerne au premier chef *Le Monde* et *Libération*, il semble cependant qu'elle participe d'un objectif, partagé par la plupart des rédactions, de « sortir le journaliste politique de ce côté “monde clos” » (Alexis Brézet, directeur délégué de la rédaction du *Figaro*, entretien n°13). Les directions ont cherché à satisfaire cette ambition en s'orientant dans deux directions complémentaires : favoriser une meilleure collaboration entre les services *Politique* et *Société* ; diversifier les cadres d'analyse de l'actualité politique.

B. Décloisonner la politique

Tout d'abord, un trait commun caractérise les politiques rédactionnelles à la fin du XX^e siècle : casser un rubricage trop strict, favoriser le travail en commun des différents spécialistes. Un tel but est manifeste au sein des services *Politique*⁵³⁷ dont certains (*Le Figaro*, *Le Monde*, *Libération*, *Le Point*) sont désormais organisés en « pôles » : droite / gauche, exécutif / législatif, etc. Certes, cette division du travail répond avant tout à des impératifs organisationnels et notamment aux contraintes des 35 heures : les services doivent disposer de journalistes plus polyvalents, susceptibles de remplacer des confrères plus souvent absents. Mais ces regroupements visent également à « décloisonner » les rubriques, et notamment à fuir des spécialisations partisanes rigides, qui rendent les rédacteurs « prisonniers des gens qu'[ils] traite[nt] » (entretien n°13) et qui seraient désormais en décalage avec les « véritables » lieux de pouvoir :

- « C'est une tarte à la crème mais nous sentions bien les tiraillements créés par les effets de la décentralisation, ceux de la construction européenne, sur un dispositif et une organisation datée ; et les tiraillements entre des lieux de pouvoir parfaitement balisés et identifiés mais anciens, avec de plus récents mais aux contours encore incertains. » (Gilles Paris, journaliste politique au *Monde* entre 1989 et 1995, entretien par mail, n°60).

- « Il faut que les journalistes gardent des liens forts avec des partis qui sont quand même le socle de la vie politique. C'est quand même le RPR aujourd'hui qui fait la vie politique

⁵³⁶ Ajoutons qu'en 2000, le service *Politique* du *Monde* comprend en 2000 des rubriques « Intellectuels », « DOM-TOM », « Franc-maçonnerie » (ces deux dernières étant confiées au rédacteur chargé de l'UDF), « Communauté juive » (à laquelle est affecté le rubricard chargé du RPR).

⁵³⁷ Compte tenu de l'adhésion des rédacteurs rencontrés à un statut de journaliste « politique » et pour garantir une certaine commodité de lecture, on continuera dans les pages suivantes à parler de services *Politique*.

à droite. (...) Et la vie à gauche, elle n'a pas de sens si vous retirez le Parti socialiste. Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain. (...) Donc il faut continuer à avoir des gens qui soient spécialistes de ces partis. Et, en même temps, on voit bien que ces partis, ils sont peut-être de plus en plus faibles, ils sont aussi de plus en plus interdépendants les uns des autres. Et donc c'est pour ça que nous, on est maintenant moins dans une logique de partis que dans une logique de pools. Globalement, il y a un pool de gauche, un pool de droite et un pool macroéconomie. (...) » (Jean-Michel Thénard, entretien n°6).

Mais l'exigence de décloisonnement ne concerne pas seulement l'organisation interne des services *Politique*. En effet, la plupart des directions ont souhaité renforcer les liens entre *Politique* et *Société*. Dans de nombreux journaux, ces deux services ont longtemps entretenu des relations conflictuelles, justifiées non seulement par des questions de pouvoir et de poids dans la rédaction⁵³⁸ mais également par des conceptions distinctes des rôles journalistiques (cf. chapitre 7). Certes, de telles collaborations ne sont évidemment pas neuves au début des années 1990. Dans les quotidiens, les rubricards spécialisés sur différents domaines d'action publique étaient depuis longtemps sollicités pour analyser les projets de lois examinés au Parlement ou en Conseil des ministres. De même, les newsmagazines ont toujours associé rédacteurs *Politique*, *Economie* ou *Société* pour élaborer leurs dossiers sur les politiques gouvernementales ou sur les programmes respectifs des partis. C'est au début des années 1980, avec la création des pages « Evénements » à *Libération* ou des pages « Actualités » à *France-Soir* que des partenariats durables autour d'enjeux dits « sociétaux » (éducation, immigration, politiques de la ville, etc.) apparaissent dans les quotidiens. Mais au *Monde* ou au *Figaro*, les frontières entre *Politique* et *Société* vont demeurer rigides jusqu'au milieu des années 1990. Alexis Brézet, nommé responsable de la séquence *France* au *Figaro* en 1999, et Pascale Robert-Diard, rédactrice au service *France* du *Monde*, expliquent ainsi les logiques pratiques qui les ont poussés à enchâsser ces deux structures :

- « Jusqu'à présent, quand il y avait des problèmes de sécurité, c'était le service *Société*. Le jour où ça arrive à l'Assemblée pour le vote d'une loi, c'était le service *Politique*. Et puis le jour où la loi entre en application et qu'elle marchait mal, c'était le service *Société*. Et puis le jour où on rechangeait la loi, ça revenait au service *Politique*. Et ces univers-là ne communiquaient pas. Donc ce que j'ai essayé de faire, c'est que tout ce monde-là travaille ensemble. Et aujourd'hui, les journalistes du service *Société* vont à l'Assemblée. Et, tous les jours, on monte des ensembles avec un papier de l'un, un papier de l'autre. (...) On essaie de croiser les approches. (...) Et la politique, si elle veut se sortir de cette image de petit milieu qui n'intéresse personne, elle doit être en prise avec les dossiers. » (Alexis Brézet, entretien n°13).

⁵³⁸ Ces difficultés relationnelles ont été évoquées par de nombreux journalistes, issus de la plupart des titres de notre corpus. Elles ont été particulièrement saillantes au *Monde*, dans la mesure où elles ont pu être instrumentalisées par une direction soucieuse d'étendre son autorité rédactionnelle sur un service *Politique* relativement autonome (cf. Caroline Monnot, entretien n°39).

- « C'est une réflexion permanente au *Monde*. Parce que là, on est vraiment dans la nécessité pour ces services de faire des vraies révolutions. C'est-à-dire qu'une crise comme l'Erika, c'était terrible ! Elle a été traitée partout ! Elle a été traitée en *International*, quand il y avait des conséquences européennes. Elle a été traitée en *Politique* quand les politiques s'en mêlaient. Elle a été traitée en *Société* quand on parlait de la pollution et des problèmes, etc. Elle a été traitée en *Entreprise* quand on évoquait les conséquences sur Total-Fina, etc. La vache folle, c'est pareil ! (...) Or sur quoi vont voter les gens ? (...) Ils vont voter sur la vache folle, sur l'explosion de Toulouse, sur l'histoire du transport du dépôt de munition de Vimy. C'est-à-dire sur toutes ces crises, avec le sentiment que Chirac est éventuellement meilleur que Jospin ou l'inverse. Et aujourd'hui, les préoccupations politiques des gens, c'est : qu'est-ce que je mange ? Est-ce que je peux avoir confiance dans mon assiette ? Etc. Or ça, ça a échappé au domaine du politique proprement dit. » (Pascale Robert-Diard, entretien n°8)

C'est donc au travers des pages « Evénements » à *Libération* ou à *France-Soir*, « Plus loin que les faits » à *L'Humanité*, « France – Société » au *Monde* ou au *Figaro* que les services *Politique* et *Société* vont s'efforcer, parfois, de « mettre du liant » (entretien n°39), de croiser les approches pour aborder un dossier impliquant à la fois revendications sociales, controverse entre acteurs politiques, intervention des pouvoirs publics, incidences sur le quotidien des Français. En novembre 2000, la question de l'interdiction des farines carnées dans l'alimentation des bovins va donner lieu dans l'ensemble des journaux à une mobilisation commune des services *Politique* et *Société*, ce qui fournit l'occasion d'étudier ces processus de collaborations et de division du travail entre ces deux « segments » professionnels⁵³⁹. Or cet exemple témoigne d'une certaine ambivalence. D'un côté, l'articulation entre les deux univers est indéniable : on positionne la parole des représentants politiques au cœur des problématiques de la « société civile » ; on cerne les « lobbies » qui participent aux prises de décision ; on illustre les mesures gouvernementales ou législatives par leurs incidences « concrètes » ; on en montre les enjeux sur le vécu des populations concernées ; on donne la parole à une plus large gamme d'acteurs, qu'ils s'agissent de représentants organisés ou d'anonymes supposés représentatifs⁵⁴⁰. Mais cette observation n'est pertinente que si l'on considère les journaux dans leur globalité. Or, si on ne lit,

⁵³⁹ Sur cette notion de « segments », voir LEVÊQUE Sandrine, « Analyser la profession journalistique “par le bas”. La professionnalisation journalistique à l'épreuve de la sociologie interactionniste des professions », in LEGAVRE Jean-Baptiste (dir.), *La Presse écrite : objets délaissés*, Paris : L'Harmattan, 2004, p. 16 sq.

⁵⁴⁰ On identifie une évolution identique dans les journaux télévisés qui consacrent de moins en moins d'espaces à la compétition politique proprement dite depuis la fin des années 1980. Le JT le plus caractéristique en la matière est celui présenté par Jean-Pierre Pernaut à 13 heures sur TF1. S'il évoque de nombreuses politiques publiques, celles-ci sont rarement détaillées et elles ne sont jamais décryptées en fonction d'idéologies sous-jacentes ou de rapports de force partisans. Au contraire, leur évocation s'inscrit selon certains formats routiniers. Après l'annonce, par le présentateur, des principales dispositions, ces politiques sont systématiquement illustrées par un sujet réalisé en province décrivant les expériences quotidiennes d'un ou plusieurs individus confrontés au problème en question. Cf. KACIAF Nicolas, *Le Journal télévisé de Jean-Pierre Pernaut : un imaginaire conservateur*, mémoire de maîtrise de Science politique, Université Paris I, 1999, p. 31 sq.

artificiellement, que les papiers des rédacteurs politiques, on constate que ces derniers n'interviennent que lorsque ces questions sont saisies par le personnel politique. Mieux, leur contribution à ces dossiers consiste quasi exclusivement à mettre l'accent sur les différends ou les controverses entre professionnels de la politique : la question de l'interdiction des farines carnées n'est traduite, sous la plume des journalistes politiques, qu'en termes d'accroc supplémentaire dans les relations entre Jacques Chirac et Lionel Jospin. Si, tout au long de cette séquence de « crise », ce sont les interventions respectives de ces deux personnalités qui justifient les Unes consacrées à la « vache folle » ou l'éclatement des frontières entre *Politique* et *Société*, il semble bien qu'on mette le doigt sur une évolution majeure dans la couverture journalistique des politiques publiques. Tandis qu'autrefois, les journalistes économiques ou *Société* étaient ponctuellement sollicités pour analyser ou commenter un projet de loi présenté en Conseil des ministres ou devant le Parlement, ce sont désormais les journalistes des services *Politique* qui viennent apporter un « éclairage » politique, c'est-à-dire une analyse des enjeux propres aux acteurs politiques, sur des questions censées intéresser les publics. Une telle dichotomie dans le travail journalistique suscite ainsi la frustration de cette rédactrice politique du *Monde* qui identifie le décalage entre l'attitude des responsables politiques, dont elle fut chargée de rendre compte, avec les préoccupations des lecteurs / électeurs :

« J'en ai souffert d'une certaine manière. Quand on traite la tempête de 1999 et que les papiers politiques portent uniquement sur la rivalité entre Chirac et Jospin pour les déplacements en province, c'est vrai qu'on a l'impression de traiter l'écume, par rapport à un sujet qui mettait en cause les gens d'une manière profonde. Et qu'est-ce que je faisais, moi ? Je racontais les bisbilles entre Chirac et Jospin sur "je suis passé à la télé avant toi, je suis plus compassionnel que toi". » (Entretien n°8).

C. Incorporer de nouvelles expertises

L'imbrication plus marquée entre *Politique* et *Société* et l'incorporation de nouvelles rubriques dans les séquences *France*, tend à produire deux effets parallèles sur l'écriture journalistique. D'une part, on constate l'apparition de nouvelles manières de couvrir le travail gouvernemental. Emergent en effet des papiers « hybrides » qui articulent récit de la prise de décision politique et analyse « technique » du contenu des politiques publiques. La présence de rédacteurs accrédités auprès des ministères du Budget ou du Travail permet de promouvoir un suivi plus « longitudinal » de l'activité gouvernementale et de restituer la pluralité des enjeux, sociaux et politiques. Les décisions politiques ne sont donc plus seulement abordées

lors de leur officialisation en Conseil des ministres ou devant le Parlement. L'intervention des lobbies, les différends entre ministres, l'arbitrage du Premier ministre ou du chef de l'Etat sont, dès lors, agencés dans des articles qui insistent à la fois sur les querelles proprement personnelles et sur les contraintes, budgétaires ou électorales, qui sous-tendent ces oppositions. *Libération* sera sans doute le quotidien le plus friand de tels « récits de la décision », comme l'explique ce rédacteur accrédité auprès de Matignon entre 1997 et 2002 :

« On en arrive au cœur de ce qu'on doit faire (...) qui est le récit de la prise de décision politique. C'est de dire : "Il y a un problème qui se pose. Voilà les éléments concrets du problème. Voilà l'opinion, voilà le contexte intellectuel, voilà le contexte international, voilà les pressions diverses. Et voici comment le processus de décision va s'élaborer, ce que les députés vont dire, ce que tel ministre va dire, comment joue la psychologie des uns et des autres." Enfin on rassemble tout d'un coup. Et puis un moment, le mec tranche : alors c'est le Premier ministre, le ministre, le Président. Quand j'ai couvert Jospin, c'est ça que j'ai essayé de raconter. Comment il est arrivé à sa décision. » (Eric Aeschmann, entretien n°54).

L'article suivant, réalisé par la journaliste affectée au « Budget », est significatif d'un tel cadrage de l'actualité gouvernementale :

Fabius crie au vol de sa cagnotte

Laurent Fabius est mauvais perdant. Et si furieux qu'il devait ce matin abandonner à sa secrétaire d'Etat au Budget, Florence Parly, le soin d'exposer au Conseil des ministres les grandes lignes du collectif budgétaire de fin d'année. Manière de refuser la paternité d'un document qui foule au pied le credo économique qu'il rabâche ces dernières semaines. Laurent Fabius l'a dit en place publique et inlassablement répété en petit comité : l'Etat doit réduire les déficits publics plutôt que d'augmenter ses dépenses, aider le développement des capacités de production des entreprises (politique de l'offre) plutôt que d'alimenter le pouvoir d'achat des ménages (politique de la demande) ; il y va du dynamisme, de la pérennité, de la croissance et donc de l'emploi.

De ces grandes idées, le collectif d'automne ne retient rien. Ou si peu. Dans le document, le gouvernement fixe le curseur du déficit budgétaire 2000 à 209,5 milliards de francs, soit une baisse de seulement 6 milliards de francs par rapport aux prévisions inscrites dans le collectif de printemps, voté fin mai par l'Assemblée. (...)

Convoitise. Le 13 juillet, le ministre de l'Economie avait tracé une toute autre perspective. Pour empêcher Jacques Chirac de rebondir sur une nouvelle « cagnotte », l'hôte de Bercy avait admis que les recettes fiscales engrangées par l'Etat excéderaient vraisemblablement d'une trentaine de milliards de francs les chiffres communiqués deux mois plus tôt à l'Assemblée. L'annonce étant susceptible d'éveiller les convoitises des alliés pluriels, Fabius avait aussitôt douché les espoirs : cette manne providentielle irait sans discussion possible à la réduction du déficit. Lequel devait donc logiquement être ramené aux environs de 185 milliards. On est très loin du compte.

C'est que, depuis juillet, la roue a tourné. Loin de satisfaire les appétits pluriels, le plan de baisse d'impôts annoncé par Fabius a, sur le fond de flambée du prix de l'essence, ravivé la polémique de partage des fruits de la croissance. Au point d'entamer la popularité de Jospin. Il fallait lâcher du lest : la suppression de la vignette automobile (coût : 10 milliards de francs), les mesures sur l'essence (3 milliards) et les recettes affectées au financement des 35 heures sont venus amputer l'enveloppe destinée à la baisse des déficits. Mi-octobre, nouveau couac. Obligé de mettre sa démission dans la balance pour obtenir de la majorité parlementaire qu'elle adopte le projet de loi de finances 2001, le Premier ministre a repensé le casting gouvernemental : Fabius ne devait plus être traité en rival à ménager mais en gardien de l'orthodoxie économique, susceptible - comme les autres ministres et sans doute plus que les autres - de perdre des arbitrages politiques.

Inflexion. Car Laurent Fabius a bel et bien perdu une bataille. Jeudi encore, Bercy tenait pour acquis que le déficit budgétaire inscrit dans le collectif d'automne serait plus proche de 200 que de 210 milliards. Le ministre de l'Économie semblait avoir convaincu Matignon de la nécessité d'infléchir – ni vu, ni connu – la politique économique pour soutenir la croissance et l'emploi. Beaucoup s'étaient d'ailleurs laissé convaincre de la nécessité d'une correction au sein du Parti socialiste.

Le 8 novembre, devant les sénateurs, Fabius avait tenté la synthèse : « *Qui serait assez inconséquent pour ne pas se soucier à la fois du pouvoir d'achat des Français et du dynamisme de nos entreprises ? (...)* ». Mais Lionel Jospin se méfie. Les soubresauts de la conjoncture ne méritent ni l'excès d'euphorie dont les hauts fonctionnaires de Bercy ont fait preuve au début de l'été, ni l'excès de pessimisme auquel les mêmes ont cédé à l'automne. Pour preuve, la croissance est là, solide et forte : selon le FMI, la richesse nationale progresserait ainsi de 3,25 % en 2000, la meilleure performance de l'économie française depuis dix ans. Dans ce contexte, n'offrir pour horizon aux électeurs de gauche que la réduction des déficits publics relèverait de la faute politique.

Du coup, le chef du gouvernement prête une oreille attentive aux revendications de ses ministres. A commencer par Michel Sapin, en charge de la Fonction publique, qui depuis un mois tente, en vain, d'obtenir de Bercy une marge de manœuvre pour aborder dans de bonnes conditions les négociations salariales dans la fonction publique, le 21 novembre. Décidés à triompher de la résistance de Bercy, les syndicats de fonctionnaire (CGT, FO, FSU) lui ont fait écho : « *L'objectif est d'exiger du gouvernement une forte progression du pouvoir d'achat (...)* », ont-ils indiqué lundi dans un communiqué, appelant à une journée nationale d'actions le 21. (...)

Nathalie Raulin, *Libération*, 09/11/2000

D'une part donc, on assiste à l'incorporation d'une expertise, ici économique, au cœur des récits consacrés aux luttes entre acteurs politiques. Mais d'autre part, l'apparition de nouvelles rubriques tend à produire un effet symétrique : les articles consacrés à ces univers sociaux autrefois absents de la séquence *Politique* (administrations, associations, groupes de pression, intellectuels, etc.) vont adopter les savoir-faire et les cadrages usuels du journalisme politique, à savoir analyser ces univers comme autant de lieux de pouvoir. Au *Monde*, cette réflexion s'est inscrite dans l'ambition de fuir un traitement jugé trop institutionnel :

« - Il y a un moment aussi où il fallait avoir un autre regard sur le politique. (...) Par exemple, le débat sur la prostitution dont on a fait une page *Politique*. Il y a dix ans, il était inconcevable que ça soit dans les pages *Politique*. (...) Or ces prostituées se sont auto-organisées et tiennent un discours politique. Je pense que Thierry Bréhier, [*ancien chef adjoint du service, décédé en 2000*] se serait retourné en nous disant : "Quoi ! Il y a des prostituées qui tiennent des discours politiques ? Mais non !" (...) Et il y a eu une réforme très importante : passer le traitement du MEDEF et des syndicats dans les pages *Politique*. Parce qu'effectivement, les syndicats et le MEDEF sont des acteurs politiques aussi. Et ça, c'est intelligent. Il y a eu cette idée-là qu'on étend maintenant avec ATTAC. Moi je les traite comme des acteurs politiques dans le débat politique français. (...) C'est quand même notre service qu'on disait très institutionnel, qui a vu avant tous les autres la montée de l'anti-mondialisation. (...) C'était une volonté de traiter le lobbying.

- Mais comment on suit les lobbies ?

- Sur les lobbies, il y a un truc assez simple, c'est qu'ils s'expriment généralement à l'occasion de la préparation d'un projet de loi. Pour beaucoup, ça passe par du lobbying auprès des commissions parlementaires qui sont chargées d'amender ce texte. Donc moi, mon boulot à l'époque, ça consistait à faire le tour des projets qui s'annonçaient, appeler les députés, savoir par qui ils avaient déjà été contactés, etc. Il y a toujours un mec qui vous dit : "Tiens, l'institut de l'entreprise n'arrête pas de nous faire chier, parce qu'il veut arracher telle disposition fiscale, etc." Et, à ce moment-là, moi ce que je faisais, c'est que j'appelais l'institut de l'entreprise. Et, généralement, une fois que vous avez l'info, ils

sont quasiment obligés de vous répondre, parce que vous leur dites : “De toute manière, que vous me répondez ou que vous ne me répondez pas, il y aura un papier.” C’est du travail très en amont, en réalité.

- Et le MEDEF, ATTAC, ça se couvre comme un parti ?

- Ça se restitue un peu comme pour un parti. On fait un peu le même boulot. Mais ce sont des acteurs qui n’ont pas l’habitude d’être traités comme ça. Ils tiquent un peu parce qu’ils ne se vivent pas forcément comme un lieu de pouvoir. » (Caroline Monnot, entretien n°39).

Aussi identifie-t-on une plus grande diversité d’acteurs dans les pages *France*. Davantage de « non-professionnels » de la politique voient leurs discours ou leurs actions relayées par les rédacteurs politiques. Il ne s’agit pas seulement d’un changement de localisation des informations les concernant. Désormais, ces acteurs intègrent ou côtoient les papiers consacrés à la vie parlementaire ou gouvernementale. Mieux, les lobbies (syndicats, associations, entreprises), cabinets ministériels ou services administratifs ne sont plus seulement envisagés en tant qu’organisations disciplinées dont on relaie simplement les messages *officiels*. Ces structures suscitent elles aussi la description des débats ou des luttes internes. Bien évidemment, à moins d’une dissension publiquement affirmée et concernant des personnalités notoires, ces jeux sont rarement appréhendés en tant qu’*événements*, justifiant par exemple l’ouverture des pages *Politique*. Mais ils font parfois l’objet d’analyses qui accompagnent les articles consacrés à l’actualité « chaude » du jour, ou bien d’enquêtes de type « magazine », ou bien encore de récits qui humanisent et montrent les divisions d’organisations habituellement réifiées :

L’ancienne compagne de José Bové suscite le débat au sein de la Confédération paysanne

Pendant trois mois, Alice Monier a hésité. La lettre qu’elle a envoyée au mensuel de la Confédération paysanne, *Campagnes solidaires*, ne risquait-elle pas d’être interprétée, dans les chaumières syndicalistes et dans les salles de rédaction, comme une opération de représailles contre son très médiatique époux, José Bové ? (...)

Du jour au lendemain, Alice Monier, devenue l’ex-Mme Bové, a perdu non seulement son mari, mais aussi sa famille d’adoption, cette famille de la militante pour laquelle elle n’a cessé de donner. D’un coup, écrit-elle, « on ne vous voit plus, vous vous dissolvez comme un comprimé effervescent ». Quelques syndicalistes du Larzac, où se trouve l’exploitation Bové, lui apportent leur soutien. La Confédération paysanne, dont elle n’est pas membre, avait su pourtant « utiliser la sphère du privé, c’est-à-dire les sentiments, la mise en scène du quotidien, pour son plus grand profit », rappelait-elle dans sa lettre, fustigeant un « syndicat de machos ». Du jamais-lu dans la presse syndicale agricole

« Parmi les membres du secrétariat national, tout le monde n’était pas d’accord avec le contenu de la lettre », admet le directeur de publication de *Campagnes solidaires*, Bernard Moser ; mais l’idée de la « censurer » n’est venue de personne, assure-t-il. « C’est à l’unanimité, sans aucune réticence, qu’on a décidé de la publier. En dix minutes, l’affaire était réglée. » Mme Monier le reconnaît : la Confédération paysanne a « joué le jeu » malgré les risques médiatiques qu’une telle publication entraîne.

Le Monde, 08/11/2000

De tels articles demeurent encore rares. En effet, la majorité des papiers consacrés aux ministères, aux syndicats ou aux associations s’inscrivent encore, soit dans une logique

d'enregistrement de leur parole officielle, soit dans une logique d'expertise lorsque sont exploités les différents indicateurs socio-démographiques ou socio-économiques produits par ces structures (indices du chômage, budgets, etc.). De la même manière, la présence de ces acteurs « para-politiques » est encore marginale dans les pages *Politique*. Certes, on identifie l'émergence, encore balbutiante, de nouveaux registres, de nouveaux traitements du politique. Mais on ne peut pour autant conclure à un profond renouvellement du métier de journaliste politique. Pour s'en convaincre, il faut alors étudier avec minutie l'ensemble des pages *Politique* collectées la première quinzaine du mois de novembre 2000.

§ 2. UN ELARGISSEMENT ENCORE LIMITE

Deux profils de journalistes politiques se dessinent. Cette distinction renvoie tout autant aux convictions des individus qu'à leurs rubriques d'appartenance. On identifie ainsi un journalisme *de parti*, censé décrire les stratégies de conquête et de conservation du pouvoir, face à un journalisme *d'action publique*, censé décrire l'exercice du pouvoir. En somme, en réempruntant la définition wébérienne de la politique⁵⁴¹, s'opposerait des spécialistes de la *compétition* politique face à des spécialistes de la *gouvernance* politique. Certes, différents rédacteurs avouent clairement, lors des entretiens, leurs préférences pour l'une ou l'autre de ces facettes du métier. On a déjà longuement rendu compte des lectures théâtrales que revendiquaient plusieurs de nos interviewés. A l'inverse, certains dénoncent la vacuité des approches politiciennes, éloignées des véritables enjeux et / ou des préoccupations des lecteurs :

- « En politique, il y a un poids stupéfiant accordé aux propos publics par rapport au fait lui-même. (...) Parce qu'en fait, la politique, c'est agir sur le réel via les politiques publiques. (...) Et ce qui fait que moi, j'ai souvent des désaccords, par exemple sur les papiers couloirs à l'Assemblée, parce que je ne vois pas l'intérêt de faire parler des députés. Si on pense qu'il y a un sujet qui est important, on va voir la position de tel ou tel homme politique, en l'articulant avec ce qui se passe dans sa tête, le fond idéologique,

⁵⁴¹ Max Weber a proposé une pluralité de définition de la « politique ». On peut néanmoins en retenir deux principales. Dans sa communication sur « Le métier et la vocation d'homme politique », il entend par politique : « l'ensemble des efforts que l'on fait en vue de participer au pouvoir ou d'influencer la répartition du pouvoir, soit entre les Etats, soit entre les divers groupes à l'intérieur des Etats » (*in* « Le métier et la vocation d'homme politique », *in Le Savant et le politique*, Paris : Editions 10/18, 1998, p. 125). Mais la conceptualisation qu'il suggère dans *Economie et société* est certainement plus riche puisque convoquant les deux faces (conquête / exercice) de ces « activités sociales orientées politiquement ». Il s'agit alors de ces activités qui ont « pour objet d'influencer la direction d'un groupement politique, en particulier l'appropriation, l'expropriation, la redistribution et l'affectation des pouvoirs directoriaux. » (*Economie et société. I. Les catégories de la sociologie*, Paris : Pocket, 1995, p. 97). Sur ces définitions wébériennes de la politique, voir également GAXIE Daniel, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris : Le Seuil, 1978, pp. 38-44.

le fond intellectuel. » (Eric Aeschmann, journaliste *Politique* à *Libération* depuis 1997, entretien n°54).

- « Moi, j'ai toujours ce souci d'aller au fond des choses. C'est ce que je dis à mes interlocuteurs quand je me présente à eux. Au début on se côtoie, je leur dis : "Moi, la petite phrase, les questions d'images, de tactiques, de guéguerre, etc., ça m'intéresse assez peu, même si ça fait partie de la politique et qu'il faut le prendre en considération dans l'analyse qu'on fait. Ce qui m'intéresse, c'est vraiment de parler des questions de fond. Et de mettre ça en avant, et de mettre en avant le débat d'idées." J'essaie d'avoir cette philosophie là dans mon travail. » (Pierre Dhareville, journaliste *Politique* à *L'Humanité* depuis 1999, entretien n°19).

Cette distinction ne peut toutefois pas être ramenée à un simple affrontement de caractères, de goûts ou de visions du monde. La plupart des journalistes sont eux-mêmes traversés par ce conflit, vécu le plus souvent comme une opposition entre un idéal (mieux articuler questions locales, nationales et européennes ; élargir l'analyse des luttes politiques à la « société civile » ; favoriser les débats qui concernent le quotidien du public) et une pratique routinière, soumise à différentes contraintes (« remplir la copie », éviter les ratages, disposer d'infos exclusives, etc.). Si les rédacteurs admettent parfois ce décalage entre leurs propres productions et un traitement mieux ajusté aux nouvelles réalités politiques, beaucoup atténuent leur propos en évoquant l'impossibilité d'évacuer l'examen des luttes intra- et inter-partisanes, compte tenu à la fois de ces contingences pratiques et de la légitimité politique dont disposent ces acteurs sollicitant le suffrage des électeurs.

Pour mieux apprécier ces ébauches de renouvellement des pages *Politique*, il faut quantifier ce dont ces pages vont *effectivement* rendre compte à la fin de notre période d'enquête, à savoir en 2000. Cette question suppose d'imaginer un indicateur suffisamment fin pour ne pas réduire les papiers à une seule modalité et pour ne pas assigner arbitrairement les contenus observés dans des cases pré-établies. On privilégiera donc le recensement de l'ensemble des acteurs, individuels et parfois collectifs⁵⁴², mentionnés dans les pages *Politique* de notre corpus entre le 1^{er} et le 15 décembre 2000. L'enjeu sera alors d'identifier dans quelle mesure les journaux restreignent ou non leurs pages *Politiques* aux seuls professionnels de la politique. Il s'agira donc de classer ces acteurs selon un double critère. Tout d'abord, ils se spécifient selon leur position dans l'espace sociopolitique (ministres, parlementaires, membres d'un parti, représentants associatifs, etc.). Bien évidemment, compte

⁵⁴² Ne seront pris en compte que les organisations structurées, mentionnées par leur nom propre et évoquées sans référence aux individus qui la composent. On ne comptabilisera donc pas les évocations à « l'opposition » ou à la « droite ». De même, on ne recensera les références, par exemple, au « bureau politique du RPR » que lorsque le papier ne citera aucun de ses membres.

tenu du cumul des mandats, la plupart d'entre eux sont positionnés dans différents espaces : un même individu peut être député, maire, membre du RPR, etc. On leur attribuera cependant, pour chaque papier, une seule identité selon qu'ils interviennent dans le cadre d'une lutte intra-partisane, d'un débat parlementaire, d'une question locale, etc. Ensuite, ces acteurs peuvent être distingués selon leur statut dans le processus d'information (porte-parole, source, témoin, expert, etc.). Ce second critère permet alors d'observer quels types d'acteurs voient leurs discours publics relayés, constituent les sources privilégiées par les journalistes, ou sont évoqués en tant qu'ils constituent les « protagonistes de l'actualité ».

Certes, cet indicateur souffre d'un certain nombre de faiblesses. D'une part, un individu cité à plusieurs reprises dans un même papier ne sera mentionné qu'une fois. C'est pourquoi chaque « unité textuelle » (titres, chapôts, articles, commentaire de photo, etc.) a été étudiée isolément. Les personnes évoquées non seulement dans le cœur d'un papier mais également dans son titre et dans son chapô seront donc comptabilisées trois fois. On aurait pu pondérer cette variable en attribuant aux acteurs cités dans les titres un coefficient supérieur aux individus ou aux groupes cités uniquement au cœur de l'article. Néanmoins, cette pondération impliquerait une part d'arbitraire (comment définir la variabilité du coefficient ?) et n'enrichirait sans doute pas l'analyse. En effet, notre objectif n'est pas de distinguer les acteurs principaux et secondaires de l'actualité mais bien d'identifier dans quelle mesure les journaux restreignent ou non leurs pages *Politiques* aux seuls professionnels de la politique. D'autre part, l'ambition de disposer d'un indicateur précis empêche, pour d'évidentes contraintes matérielles, d'étendre l'enquête au-delà d'une certaine période de temps. Il est difficile de savoir si quinze jours, soit douze livraisons de quotidiens, sont suffisants pour prétendre établir des données représentatives, en tout cas ne reflétant pas seulement la conjoncture du moment. Toutefois, située hors du calendrier électoral, n'ayant connu aucun événement suffisamment saillant pour remettre en cause la maquette habituelle des journaux ou pour monopoliser l'ensemble des pages *Politique*, cette première quinzaine de novembre 2000 semble offrir un aperçu en pointillé des tendances à l'œuvre à la fin du XX^e siècle. Aussi, à partir de cet indicateur, on pourra successivement répondre à trois questions, complémentaires et sous-tendues par une interrogation centrale : les pages *Politique* sont-elles désormais ouvertes à d'autres acteurs que les seuls professionnels de la politique ?

(1) La première question envisage les pages *Politique* en tant qu'elles sont toujours en partie animées par des logiques d'*enregistrement* : si les journalistes ne se contentent désormais ni de comptes-rendus sténographiques, ni de communiqués livrés tels quels, il

n'empêche qu'ils reproduisent toujours un certain nombre de discours censés enrôler l'opinion, convaincre les pairs, influencer la législation, etc. On peut donc rechercher l'ensemble des acteurs, individuels ou collectifs, dont les propos, publics ou officiels, oraux ou écrits, ont été rapportés dans les papiers des rédacteurs politiques. Qui contribue au débat public tel qu'il est mis en scène dans les pages *Politique* ?

Tableau 22. Nombre de références mentionnant les acteurs dont les propos publics ou officiels sont relayés dans les pages *Politique* au cours de la première quinzaine de novembre 2000.

	<i>Monde</i>	<i>Figaro</i>	<i>Libération</i>	<i>F. - Soir</i>	<i>Humanité</i>	TOTAL
Président, Premier ministre (*)	35 (16 %)	30 (18 %)	20 (12,5 %)	22 (10,5 %)	11 (6 %)	118 (12,5 %)
Ministres	32 (15 %)	16 (9,5 %)	13 (8 %)	38 (18 %)	16 (8,5 %)	115 (12 %)
Parlementaires	35 (16 %)	26 (15,5 %)	22 (13,5 %)	25 (12 %)	29 (15,5 %)	137 (14,5 %)
Responsables de partis, candidats aux élections	56 (26 %)	76 (45 %)	78 (48,5 %)	82 (38,5 %)	91 (48,5 %)	383 (40,5 %)
Elus locaux (**)	6 (3%)	5 (3 %)	3 (2 %)	9 (4 %)	5 (2,5 %)	29 (3 %)
Militants « de base »	1 (0,5 %)	0	1 (0,5 %)	2 (1 %)	2 (1 %)	6 (0,5 %)
Cabinets, conseillers et entourages	2 (1%)	3 (2 %)	2 (1 %)	1 (0,5%)	5 (2,5 %)	13 (1,5 %)
Services de l'Etat et acteurs parapublics	11 (5 %)	3 (2 %)	5 (3 %)	2 (1 %)	11 (6 %)	32 (3,5 %)
Acteurs associatifs et syndicaux	30 (14 %)	7 (4 %)	11 (7 %)	20 (9,5 %)	9 (5 %)	77 (8 %)
Intellectuels, experts, journalistes, politologues	4 (2 %)	0	2 (1 %)	2 (1 %)	3 (1,5 %)	11 (1 %)
Autres (personnalités, notables, citoyens)	1 (0,5 %)	2 (1 %)	2 (1 %)	5 (2,5 %)	3 (1,5 %)	13 (1,5 %)
Personnalités étrangères, institutions européennes	2 (1 %)	0	3 (2 %)	5 (2,5 %)	2 (1 %)	12 (1 %)
TOTAL	215 (100 %)	168 (100 %)	162 (100 %)	213 (100 %)	187 (100 %)	945 (100 %)

Source : Dépouillement des archives de presse de la bibliothèque de la FNSP.

* : Cette catégorie comprend les références aux discours prononcés par Jacques Chirac ou Lionel Jospin ainsi que les mentions comme « L'Elysée tient à faire savoir que... ». En revanche, les acteurs identifiés sous la forme « Dans l'entourage du Premier ministre... » ont été classés dans la catégorie « Cabinets, conseillers et entourages ».

** : Cette catégorie regroupe les élus locaux dès lors qu'ils s'expriment autour d'une problématique locale. Ont été également inclus les représentants des différentes fractions du nationalisme corse ou breton.

Ce tableau met en évidence que les journalistes politiques des différents quotidiens nationaux rendent toujours principalement compte des discours des professionnels de la politique. Tout d'abord, de nombreuses déclarations participent de la prise de décision politique. Près d'un quart émanent directement du Président de la République ou des membres du gouvernement ; 14 % sont puisées à la séance des Assemblées ou résultent de communiqués des groupes parlementaires. Mais surtout, plus de 40 % des discours rapportés dans les différents quotidiens s'inscrivent dans le cadre des luttes intra- et inter-partisanes. Ce pourcentage est toutefois bien supérieur si l'on exclut *Le Monde*. Ainsi, au *Figaro*, à *Libération* et à *L'Humanité*, cette proportion atteint presque 50 % de l'ensemble des discours rapportés. Certes, cette période est marquée par de nombreux événements concernant directement les partis : congrès des Verts, sommet des états-majors de la gauche plurielle, négociations en vue des municipales du printemps 2001, etc. Mais la nature de ces déclarations issues des états-majors partisans diverge d'un quotidien à l'autre. Tandis que *L'Humanité* met avant tout l'accent sur la dimension programmatique des discours et textes officiels des leaders politiques, *Le Figaro*, *France-Soir* et *Libération* valorisent davantage leur aspect polémique et reflétant les disputes à l'intérieur des partis ou des coalitions.

Dès lors, seules 8 % des déclarations mentionnées dans les pages *Politique* sont le fait d'acteurs supposés représentatifs de la « société civile » (syndicats, associations, etc.). Il faut également noter l'invisibilité des intellectuels, experts et autres institutions publiques nationales (commissions indépendantes, Conseil constitutionnel, juridictions, etc.), locales (conseils régionaux, généraux, municipaux) ou internationales (Union européenne, OMC, FMI). Un tel résultat témoigne de la prégnance des principes de division du travail qui segmentent clairement journalistes politiques et rubricards spécialisés. Seules les pages *France* du *Monde* restituent les discours d'une plus large diversité d'acteurs et articulent, dans un même espace rédactionnel, différentes dimensions du débat politique.

(2) La deuxième question prend en considération le fait que les rédacteurs ne rendent pas seulement compte de déclarations publiques ou officielles. A travers les interviews, les portraits, les enquêtes, les récits, les journalistes politiques sollicitent désormais davantage la parole de leurs interlocuteurs. On peut donc se demander quelles sont les sources apparemment sollicitées dans les pages *Politique*. Certes, le statut de ces paroles et l'objectif des informateurs sont variés. Un commentaire polémique saisi dans les couloirs du Parlement et pleinement assumé par son auteur ne constitue pas une information de même nature que le

témoignage d'une scène à huis clos restitué sous une forme semi-anonyme (« un ministre », « un proche de... »), ou que le décryptage, par un conseiller, d'un discours ambigu, ou encore qu'une fuite plus ou moins calculée. Ces discours se distinguent selon que leur auteur parle de lui ou de ses rivaux, discute en son nom ou en celui de son « camp », s'exprime de façon volontaire ou contrainte. Il n'en demeure pas moins qu'ils apparaissent sous la plume des journalistes comme « officieux » et comme le produit d'une démarche d'enquête. Quelles sont donc les sources les plus légitimes pour alimenter l'actualité ou le débat politique ?

Tableau 23. Nombre de références aux acteurs dont les propos sont présentés comme sollicités par les journalistes politiques au cours de la première quinzaine de novembre 2000.

	<i>Monde</i>	<i>Figaro</i>	<i>Libération</i>	<i>F. – Soir</i>	<i>Humanité</i>	TOTAL
Président, Premier ministre	1 (1 %)	1 (1 %)	0	1 (1 %)	0	3 (0,5 %)
Ministres	7 (5 %)	3 (3 %)	14 (9,5 %)	1 (1 %)	0	25 (5 %)
Parlementaires	24 (18 %)	11 (12 %)	11 (7,5 %)	8 (9,5 %)	0	54 (11 %)
Responsables de partis, candidats aux élections	30 (22 %)	42 (44,5 %)	52 (36 %)	48 (56 %)	26 (81 %)	198 (40 %)
Elus locaux	10 (7 %)	12 (13 %)	15 (10 %)	6 (7 %)	0	43 (9 %)
Militants	10 (7 %)	0	9 (6 %)	1 (1 %)	0	20 (4 %)
Cabinets, conseillers et « entourages »	22 (16 %)	9 (9,5 %)	19 (13 %)	10 (11,5 %)	5 (16 %)	65 (13 %)
Services de l'Etat et acteurs parapublics	6 (4 %)	0	10 (7 %)	5 (6 %)	0	21 (4 %)
Acteurs associatifs et syndicaux	11 (8 %)	0	5 (3,5 %)	1 (1 %)	0	17 (3,5 %)
Intellectuels, experts, journalistes	5 (4 %)	1 (1 %)	8 (5,5 %)	0	1 (3 %)	15 (3 %)
Autres (personnalités, notables, citoyens)	10 (7 %)	15 (16 %)	3 (2 %)	5 (6 %)	0	33 (7 %)
Personnalités étrangères	0	0	0	0	0	0
TOTAL	136 (100 %)	94 (100 %)	146 (100 %)	86 (100 %)	32 (100 %)	494 (100 %)

Source : Dépouillement des archives de presse de la bibliothèque de la FNSP.

À nouveau, peu de papiers mentionnent les propos « officieux » d'acteurs extérieurs au champ politique national. 56 % des interviews ou des confidences émanent, là encore, des états-majors des partis, des ministres ou des parlementaires. Certes, on trouve peu de gouvernants (moins de 6 %), plus difficiles à contacter et contraints par leur position institutionnelle à contrôler leur communication. Lorsqu'ils sont sollicités, leurs propos sont fréquemment livrés de manière anonyme (« un ministre confie... ») ou sous la forme plus

négociée de l'entretien. Les commentaires « officieux », les explicitations ou les remarques polémiques sont donc plus fréquemment le fait de l'entourage de ces personnalités dont le moindre écart de langage est susceptible de faire événement. Toujours est-il que les journalistes politiques ne sollicitent qu'un faible nombre de responsables associatifs ou syndicaux (3,5 %), susceptibles d'avoir participé à la décision publique ou d'être concernés par les politiques gouvernementales. On entrevoit parfois, au *Monde* ou à *Libération*, la recherche de paroles militantes, le plus souvent appelées à commenter les jeux des leaders partisans. Mais ces discours demeurent relativement peu présents dans leurs pages *Politique* (7 % et 6 %). On constate surtout une forte disparité entre quotidiens au sujet du nombre de ces propos sollicités (entre 32 et 146), alors même que le nombre de discours officiels rapportés était relativement équivalent (entre 162 et 215). Tandis que les rédacteurs du *Monde* et de *Libération* enrichissent fréquemment leurs papiers de déclarations complémentaires et attestent ainsi de leur travail d'enquête, les rédacteurs du *Figaro*, *France-Soir* et surtout de *L'Humanité* mobilisent moins de confidences pour étayer leurs analyses ou solidifier leurs récits.

(3) La troisième question repose sur le fait qu'à travers leurs logiques de *décryptage* et de *vulgarisation*, les rédacteurs politiques s'efforcent davantage de mettre en perspective et de raconter l'actualité politique. Aussi, de nombreux acteurs vont être cités sans pour autant voir leurs discours rapportés. D'autres seront évoqués parce que leurs anciennes déclarations permettent d'étayer les problématiques actuelles ou d'inscrire un fait présent dans une plus vaste trame. D'autres enfin seront mentionnés parce que leurs paroles, énoncées à huis clos mais rapportées par des tiers, permettent aux journalistes de mettre en scène les coulisses des pouvoirs. On peut donc se demander quelle est l'identité de ces personnages, individuels ou collectifs, qui constituent les « acteurs de l'actualité » politique.

Plus encore que dans les tableaux précédents, la surreprésentation des professionnels nationaux de la politique est patente puisqu'ils composent 81 % de l'ensemble des acteurs cités dans les pages *Politique*. Le personnel politique est donc rarement intégré dans un environnement plus vaste qui comprendrait lobbies, hauts fonctionnaires, militants ou simples citoyens. Ces derniers ne sont mentionnés dans les pages *Politique* qu'en tant que population indéterminée (« Les Français... ») ou qu'indicateurs mesurés par les sondages d'opinion. Il faut noter en particulier que presque la moitié des acteurs cités le sont au nom de leur appartenance à un parti. En cette période d'investiture pour les élections municipales, ce

pourcentage étonne assez peu : il témoigne de cette quantité de papiers qui décryptent les rapports de forces au sein des principales formations et qui détaillent nommément les fractions rivales. L'un des enseignements principaux de ce tableau réside dans le nombre considérable de références aux deux acteurs centraux du système politique : le Président et le Premier ministre (15 % de l'ensemble des citations). En effet, dans ce contexte de cohabitation, un nombre considérable de papiers appréhendent les événements politiques soit comme épisodes des luttes au sein des camps (arbitrées par le Premier ministre, leader de la majorité, ou par le Président, leader de l'opposition), soit comme péripéties dans la rivalité entre les deux têtes de l'exécutif.

Tableau 24. Nombre d'acteurs simplement cités dans les pages *Politique* au cours de la première quinzaine de novembre 2000.

	<i>Monde</i>	<i>Figaro</i>	<i>Libération</i>	<i>F. - Soir</i>	<i>Humanité</i>	TOTAL
Président, Premier ministre	47 (11 %)	65 (14 %)	56 (17 %)	72 (21,5 %)	34 (13,5 %)	274 (15 %)
Ministres	67 (16 %)	46 (10 %)	49 (15 %)	50 (15 %)	11 (4,5 %)	223 (12 %)
Parlementaires	40 (9 %)	24 (5 %)	24 (7 %)	14 (4 %)	9 (3,5 %)	111 (6 %)
Responsables de partis, candidats (*)	176 (41 %)	255 (55 %)	149 (45 %)	137 (41 %)	146 (58 %)	863 (48 %)
Elus locaux	24 (6 %)	21 (4,5 %)	13 (4 %)	8 (2,5 %)	24 (9,5 %)	90 (5 %)
Militants	1 (0 %)	0	3 (1 %)	0	1 (0,5 %)	5 (0 %)
Cabinets, conseillers et « entourages »	16 (4 %)	7 (1,5 %)	13 (4 %)	10 (3 %)	5 (2 %)	51 (3 %)
Services de l'Etat et acteurs parapublics	17 (4 %)	5 (1 %)	4 (1 %)	7 (2 %)	12 (5 %)	45 (2,5 %)
Acteurs associatifs et syndicaux	27 (6 %)	3 (0,5 %)	10 (3 %)	5 (1,5 %)	4 (1,5 %)	49 (3 %)
Intellectuels, experts, journalistes, politologues	0	7 (1,5 %)	2 (0,5 %)	0	1 (0,5 %)	10 (0,5 %)
Autres (personnalités, notables, citoyens)	10 (2 %)	21 (4,5 %)	2 (0,5 %)	14 (4 %)	1 (0,5 %)	48 (2,5 %)
Personnalités étrangères	4 (1 %)	11 (2,5 %)	7 (2 %)	16 (5 %)	2 (1 %)	40 (2 %)
TOTAL	429 (100 %)	465 (100 %)	332 (100 %)	333 (100 %)	250 (100 %)	1 809 (100 %)

Source : Dépouillement des archives de presse de la bibliothèque de la FNSP.

* : Ont été exclus de ce recensement les longues énumérations des candidats présentés par un parti ou la liste des membres d'un bureau politique venant d'être renouvelé.

Au-delà des professions de foi qui mettent en avant un renouvellement dans le travail des journalistes politiques, ces quelques statistiques donnent à voir la réalité de leurs

productions. En 2000, les pages *Politique* restent profondément orientées autour de l'actualité des professionnels de la politique, en tant que ceux-ci incarnent la parole de l'Etat (Président, ministres), qu'ils représentent la Nation (parlementaires, élus locaux) ou qu'ils sollicitent les suffrages des électeurs (membres des partis). A l'inverse, la « société civile », institutionnalisée ou non, est quasiment absente des productions des journalistes politiques, donc des débats tels qu'ils sont mis en scène dans leurs papiers. Mais que peut-on réellement déduire de ce travail statistique ? Toute conclusion est rendue hasardeuse dans la mesure où les pages *Politique* ne constituent qu'une séquence spécifique, difficilement isolable du reste des journaux. Il est dès lors impossible de soutenir que les acteurs, associatifs, syndicaux ou simples citoyens, soient marginalisés dans le processus de production de l'information. De même, ce serait faire preuve d'arbitraire que d'affirmer, à partir de ces tableaux, que la presse écrite véhicule seulement une conception institutionnelle et politicienne du *politique*. Cela présupposerait, d'une part, que les lecteurs accordent une attention particulière à l'intitulé des rubriques et, d'autre part, qu'ils ne se vivent en militants et / ou en citoyens que lorsqu'ils s'attardent sur ces pages. Comme le suggère à juste titre ce rédacteur de *Libération*, les journaux, quotidiens de surcroît, n'ont pas pour vocation d'expliquer au lecteur ce qu'est ou ce que devrait être la politique :

« - Est-ce que le fait de ne pas intégrer ces questions de logement, de santé, ça n'a pas tendance à restreindre ce qu'on peut entendre par politique ?

- Le traitement de la politique dans *Libé*, ce n'est pas la vie de la Cité au sens platonicien du terme. Ou alors la politique déborde les pages *Politique* elles-mêmes. On n'est pas une revue. Ce n'est pas *Le Banquet*. C'est un quotidien d'informations générales. Du moment que l'information est dans le journal, même si c'est sous la tête *Société*, ça n'a pas d'importance. C'est vrai qu'on traite une politique assez partisane et politicienne. Mais, en même temps, *Libé*, ça n'est pas un journal qui a vocation à donner tous les matins les leçons de ce qu'est le politique au lecteur. » (Renaud Dely Entretien n°5)

Conclusion

Les transformations qui affectent le contenu des pages *Politique* depuis le début des années 1980 demeurent complexes et non univoques. À travers les cheminements pluriels empruntés par les journaux, on distingue les tâtonnements et les doutes qui animent des services *Politique* contraints de rendre leur production moins austère, moins hermétiques. Certes, on identifie nettement l'ambition de traduire la politique sous la forme de récits intelligibles et fortement personnalisés. Mais on distingue également la crainte de

désintéresser les lecteurs par cette attention trop exclusive aux péripéties du « microcosme » politique. Selon de nombreux rédacteurs, un tel traitement ne répondrait pas nécessairement aux préoccupations concrètes des lecteurs. En outre, si ce travail permet de produire des papiers lisibles et parfois ludiques, il ne favoriserait pas l'investissement émotionnel des citoyens ou des militants dans la compétition politique. En adoptant cette position de narrateurs des affrontements politiques, les journalistes témoigneraient de leur distance critique à l'égard des idéologies ou des forces partisans. Ils éviteraient l'ennui que susciterait la stricte reproduction des discours politiques. Pour autant, en ne s'intéressant qu'aux jeux du personnel politique, en évacuant fréquemment les enjeux socioéconomiques des projets politiques, en n'enquêtant que rarement sur les circonstances des arbitrages gouvernementaux (fondements idéologiques, actions des lobbies, logiques clientélistes, contraintes budgétaires, ajustements européens, etc.), les journalistes politiques parviendraient difficilement à mobiliser et les affects et l'intellect de leurs lecteurs. Pour autant, malgré différentes réformes dans l'architecture des services *Politique* (inclusion des rubriques « Budget » et « Social », décloisonnement avec les pages *Société*, etc.), il ne semble pas que les pages *Politique* aient réellement abandonné les lectures proprement politiques de l'actualité politique.

Mais notre enjeu n'est pas ici de dire quel serait ce traitement journalistique « idéal » qui parviendrait à satisfaire les rôles démocratiques de la presse. D'une part, un tel diagnostic critique serait forcément teinté d'arbitraire et ne susciterait aucun consensus. D'autre part, cet objectif nous éloignerait de la dimension *compréhensive* de cette recherche. En posant artificiellement les normes d'un « bon » travail journalistique, on omettrait de souligner les impératifs pratiques et les contraintes de production des rédacteurs : « remplir » quotidiennement la copie, bénéficier de sources loquaces et, surtout, pouvoir être lus par des lecteurs souvent infidèles et pressés. Dès lors, notre ambition va être à présent de saisir les logiques du travail journalistique et surtout de parvenir à identifier les facteurs qui ont rendu possibles de telles évolutions dans le contenu des pages *Politique*.

TROISIEME PARTIE

CONDITIONS ET LOGIQUES DES TRANSFORMATIONS REDACTIONNELLES

« Une bonne part de notre vie est consacrée, non pas tant à poursuivre des buts (...) qu'à éviter des gaffes. Nous essayons d'apprendre à jouer notre partie tout en cheminant et à y arriver sans provoquer trop de commentaires désagréables. »⁵⁴³

Ernest Gellner (1986)

Après avoir décrit les transformations des pages *Politique* de la presse française depuis 1958, il faut à présent tenter d'expliquer ces changements. Après la question : « Comment les pages *Politique* ont-elles évolué ? », il faut désormais se demander : « Pourquoi les pages *Politique* ont-elles évolué ? Pourquoi les journalistes politiques ont-ils progressivement abandonné les logiques d'*enregistrement* et d'*opinion* au profit de logiques de *décryptage* et de *vulgarisation* ? » Une telle interrogation suppose alors de réembrasser la période 1958-2000 et de se pencher sur un certain nombre de facteurs, susceptibles d'avoir affecté le travail et l'écriture des journalistes politiques.

Si les normes rédactionnelles sont fréquemment naturalisées par les hiérarchies des journaux, aucune ne répond à une quelconque nécessité historique. Objets de conflits, la plupart de ces normes se sont imposées parce qu'elles apportaient une réponse, pratique, face à des contraintes ou des enjeux inédits. Il faut donc d'emblée s'abstraire de tout déterminisme et de toute explication monocausale. Cependant, il ne s'agit pas non plus de succomber à des lectures « héroïques » et ainsi imaginer que les transformations rédactionnelles résultent uniquement de la clairvoyance de quelques précurseurs. Il convient donc de cerner des

phénomènes structurels qui, en bouleversant l'environnement des services *Politique*, les ont contraint à subvertir leurs anciens savoir-faire et à incorporer de nouvelles routines⁵⁴⁴. Mais ces processus ne peuvent être envisagés autrement que comme des conditions qui ont rendu pensable et possible l'adoption de nouveaux rôles journalistiques. Ainsi faut-il également identifier les raisons qui ont amené les rédacteurs (et leurs hiérarchies) à faire évoluer leur écriture. Cela suppose de se placer au plus près des journalistes, de leurs aspirations, de leurs conditions de travail, de leurs espaces d'interaction. Cette double exigence laisse entrevoir la nécessité d'agencer des niveaux macro- et microsociologiques. Pour cela, on s'efforcera de tester et d'articuler trois hypothèses explicatives : si les pages *Politique* ont changé, c'est parce que la politique a changé ; si les pages *Politique* ont changé, c'est parce que l'espace médiatique a changé ; si les pages *Politique* ont changé, c'est parce que les journalistes ont changé.

Le chapitre 6 cherchera, tout d'abord, à montrer que les transformations des pages *Politique* résultent avant tout de bouleversements dans l'univers politique. Deux processus ont, en effet, affecté les conditions de travail et les conceptions du métier des journalistes politiques. D'une part, la présidentialisation de la compétition politique a rendu caduques les normes d'écritures du journalisme parlementaire et favorisé le développement des lectures stratégiques et personnalisées du jeu politique. D'autre part, la banalisation des alternances et le sentiment d'un désenchantement citoyen vis-à-vis de la sphère publique a contraint les rédacteurs à rechercher, au cours des années 1980, des registres plus distanciés et moins austères.

Le chapitre 7 se penchera ensuite sur les contraintes économiques des entreprises de presse des années 1960 aux années 1990. On se demandera notamment si les métamorphoses des pages *Politique* n'ont pas été surtout le produit d'une redéfinition globale des normes rédactionnelles, sous l'effet d'un profond bouleversement de l'espace médiatique. Il s'agira de montrer que la raréfaction du lectorat et la concurrence croissante des entreprises audiovisuelles ont poussé les hiérarchies à traduire ces enjeux commerciaux en enjeux journalistiques. A travers différentes « audaces », certains journaux ont innové et incité leurs concurrents à adopter ces nouveaux savoir-faire sous peine d'être sanctionnés par les lecteurs.

⁵⁴³ GELLNER Ernest, « L'animal qui évite les gaffes, ou un faisceau d'hypothèses », in BIRNBAUM Pierre, LECA Jean (dir.), *Sur l'Individualisme. Théories et méthodes*, Paris : Presses de la FNSP, 1986, p. 32.

⁵⁴⁴ D'après Anthony Giddens, « toutes les formes de contraintes sont donc aussi, selon des modes qui varient, des formes d'habilité. Elles servent à rendre possibles certaines actions en même temps qu'elles en restreignent ou en empêchent d'autres. » (GIDDENS Antony, *La Constitution de la société*, Paris : PUF, 1987, p. 231).

Ces facteurs économiques pourront ainsi être articulés aux logiques politiques dévoilées dans le chapitre précédent : si les rédactions ont fait évoluer leur couverture de la politique, c'est avant tout parce qu'elles estimaient que les mutations sociopolitiques ont affecté les attentes de leurs lecteurs. Cette explication ne suffit cependant pas à comprendre le processus, conflictuel, amenant les journaux à modifier leur couverture de la politique. En particulier, elle élude la question de l'appropriation par les journalistes de ces nouvelles normes rédactionnelles.

C'est pourquoi le chapitre 8 s'intéressera au renouvellement du personnel journalistique. Porteurs de conceptions du métier inédites, les plus jeunes rédacteurs se sont efforcés de bousculer des routines jugées insensées ou trop peu gratifiantes. Légitimées par les transformations structurelles qui ont touché les univers politiques et médiatiques, les évolutions dans le contenu des pages *Politique* n'ont été effectives que parce que des journalistes y étaient disposés et ont su s'appuyer sur de nouvelles ressources pour asseoir leurs aspirations.

CHAPITRE 6

—

LES JOURNALISTES POLITIQUES FACE AUX TRANSFORMATIONS POLITIQUES CONTEMPORAINES

« Mai 1958 marque pour moi la fin de ma vie de journaliste parlementaire. (...) Un informateur, s'il veut être informé, doit suivre le mouvement. »⁵⁴⁵

Jean Ferniot (1991)

« Puisque cette crise est perçue comme une crise de la représentation, il est évidemment que le journalisme fait partie de cette crise-là. »⁵⁴⁶

Thomas Ferenczi (2002)

Une exigence jalonne désormais la plupart des travaux en sociologie des médias : se prémunir contre le « média-centrisme ». Néologisme suggestif, ce terme est défini par son auteur, Philip Schlesinger, comme « l'absence d'une réflexion sur les relations sources-médias du point de vue des sources elles-mêmes. »⁵⁴⁷ Cette critique méthodologique est précieuse pour comprendre les routines du travail journalistique et notamment pour se garder de deux écueils antagonistes : imaginer des rédacteurs totalement autonomes dans la fabrication de l'information ; les concevoir comme totalement passifs envers les sources les plus puissantes. Mais cette mise en garde est tout aussi pertinente pour appréhender le travail journalistique dans sa dimension historique. En effet, pour comprendre les transformations dans les pages *Politique* de la presse écrite française, et notamment pour expliquer le basculement des logiques de *publicité* et *d'opinion* vers des logiques de *décryptage* et de *vulgarisation*, il est nécessaire d'interroger les incidences des évolutions sociopolitiques sur la structuration des rôles journalistiques.

Lorsqu'on questionne les rédacteurs sur les raisons des changements dans le contenu des pages *Politique*, ils identifient tous un facteur évident, allant de soi : c'est la politique qui a changé. Selon leur période d'activité, ils déclinent différents processus ayant affecté

⁵⁴⁵ FERNIOT Jean, *Je Recommencerais bien. Mémoires*, Paris : Grasset, 1991, p. 264.

⁵⁴⁶ Débat dans « La suite dans les idées », *France Culture*, 24 mai 2002.

l'univers politique depuis la fin des années 1950. Bien évidemment, il ne s'agit pas ici d'opérer un catalogue des réformes institutionnelles et des mutations sociales qu'a connues la France depuis 1958. En revanche, il convient de se demander comment certaines de ces évolutions dans l'environnement des journalistes politiques ont pu contribuer à métamorphoser leur travail et leur écriture.

On peut, d'ores et déjà, entrevoir trois types d'effets de ces transformations sociopolitiques sur les pages *Politique*. (1) Tout d'abord, prenant conscience de changements dans les règles du jeu politique, dans la hiérarchie des institutions ou dans le rapport du public au politique, les rédactions se sont progressivement efforcées de s'adapter à ces réalités mouvantes en imaginant de nouvelles façons de rendre compte de la compétition politique et de se positionner à son égard. (2) Mais au-delà de ces rationalisations explicites du travail journalistique, il faut également étudier des processus plus impersonnels. Car les évolutions sociopolitiques ont bouleversé les pratiques de médiatisation des acteurs politiques et, par conséquent, la structure de leurs relations avec les journalistes. En effet, la nature du système politique façonne les rôles que les acteurs politiques doivent endosser, les types de publics qu'ils se doivent d'enrôler et les registres de paroles qu'ils peuvent publiquement énoncer. En conditionnant le travail des sources, les règles du jeu politique tendent donc à affecter le travail journalistique. (3) Mais si la configuration sociopolitique a influencé le type d'attitude que les acteurs politiques se doivent d'entretenir vis-à-vis de la presse, elle a également contribué à légitimer de nouveaux rôles journalistiques. Aussi les bouleversements du jeu politique ont-ils rendu possibles certaines innovations rédactionnelles tandis qu'à l'inverse, ils ont rendu insensés et anachroniques certains anciens savoir-faire.

On distinguera alors deux mouvements successifs qui ont affecté les conditions de travail et les conceptions du métier des journalistes politiques. Tout d'abord, en accordant une prééminence plus importante à la fonction présidentielle, en bipolarisant davantage l'affrontement partisan, en modifiant les pratiques de communication politique, l'avènement de la Ve République a rendu caduques les normes d'écriture du journalisme parlementaire et favorisé une lecture plus stratégique et plus personnalisée du jeu politique. Ensuite, la banalisation des alternances et la perception d'un désenchantement citoyen vis-à-vis de la sphère publique a contraint les rédacteurs à rechercher, au cœur des années 1980, des registres non seulement plus distanciés mais également moins austères. On montrera enfin les limites

⁵⁴⁷ SCHLESINGER Philip, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies des sources d'information et

d'une analyse qui établirait une relation mécanique entre ces transformations sociopolitiques et les transformations observées dans le contenu des pages *Politique*.

Section 1. La présidentialisation du jeu politique (1958-81)

Depuis plusieurs décennies, de nombreux essais historiques, sociologiques ou polémiques se sont interrogés sur la contribution des médias aux transformations politiques contemporaines. Bien souvent, comme le rappelle Erik Neveu⁵⁴⁸, ces réflexions se sont inscrites dans un registre de déploration d'un « âge d'or » que les médias, audiovisuels notamment, auraient perverti en personnalisant les luttes politiques, en simplifiant les débats, en disciplinant les masses, en faisant taire les dissidences intellectuelles⁵⁴⁹. Or si cette variable médiatique accompagne de telles évolutions, elle ne peut suffire à les expliquer. Toutefois on n'entrera pas ici dans ce passionnant débat, sinon pour en inverser les termes. En effet, on cherchera plutôt à montrer en quoi les transformations politiques consécutives à la conquête du pouvoir par de Gaulle en 1958 ont contribué à l'avènement de nouvelles rhétoriques journalistiques. Trois processus, interdépendants, peuvent être dégagés. Ils ont en commun de renforcer la « nationalisation » de la compétition électorale et de contraindre les acteurs politiques à convoquer davantage l'opinion publique comme arbitre de leurs jeux. On étudiera tout d'abord la présidentialisation du système politique en ce qu'elle a favorisé, dans les pages *Politique*, l'abandon des comptes-rendus parlementaires et le développement de registres plus analytiques. On montrera ensuite comment la bipolarisation de l'espace politique a amené les rédactions à afficher plus explicitement leurs préférences partisans, au prix de nombreux conflits quant à la définition des orientations éditoriales. Enfin on établira de quelle manière le renouvellement des pratiques de communication, liées au développement de l'arène télévisuelle, ont rendu progressivement insensées les anciennes logiques de publicité et permis l'avènement des logiques de décryptage et de vulgarisation.

les limites du média-centrisme », *Réseaux*, n°51, 1992, p. 77.

⁵⁴⁸ « Le plus immédiat, le moins sophistiqué, des réflexes conditionnés que déclenche le rapport des médias au modèle démocratique est celui d'une déploration d'un âge d'or de la politique où celle-ci aurait été faite par de vrais hommes d'État, nourrie de débats rationnels et de confrontation d'arguments, structurée par d'authentiques oppositions de projets de société. Les médias, et singulièrement la télévision, étant réputés avoir remplacé tout cela par le règne des images, des petites images, des petites phrases et de la personnalisation. » (NEVEU Erik, « De quelques incidences des médias sur les systèmes démocratiques », *Réseaux*, n°100, 2000, p. 123).

⁵⁴⁹ C'est par exemple la perspective défendue par Régis Debray dans *L'Emprise* (Paris : Gallimard, 2000) où les médias sont envisagés comme les équivalents fonctionnels des Eglises d'antan.

§ 1. UN RENOUVELLEMENT DES REGLES DU JEU POLITIQUE

La disparition soudaine de la IV^e République et, avec elle, des règles qui structuraient la compétition politique nationale, marque le point de départ d'une reconfiguration du système politique français. Par une succession de petites touches ou par des innovations plus spectaculaires, les journalistes politiques se sont efforcés d'adapter leur traitement de l'actualité à ces réalités politiques nouvelles. Les mutations dans le rubricage des services *Politique* et dans la hiérarchisation de l'information, le développement de certains genres rédactionnels (le récit, l'analyse stratégique, les échos, etc.) et la disparition de quelques autres (notamment le compte-rendu) apparaissent bien comme le produit, et le révélateur, de ces nouvelles lectures du jeu politique. On s'intéressera donc principalement aux transformations sociopolitiques telles qu'elles ont pu être incorporées par les rédacteurs politiques pour justifier, *a priori* ou *a posteriori*, certaines des profondes mutations que connaîtront les pages *Politique* des années 1960 et 1970.

A. *Primat de l'exécutif et déclin du Parlement*

Le réaménagement constitutionnel consécutif à l'arrivée du général de Gaulle à la présidence du Conseil puis à la présidence de la République tend à bouleverser les conditions d'exercice du journalisme politique⁵⁵⁰. D'une part, la nouvelle répartition du pouvoir entre les organisations politiques a redessiné la vision de ce qui constitue l'information susceptible d'intéresser les publics. D'autre part, cette reconfiguration de l'espace politique a modifié l'identité des « sources » les plus légitimes et leurs pratiques, individuelles et collectives, de communication politique. *Pertinence* et *disponibilité* de l'information : on retrouve là les deux critères qu'Herbert Gans identifiait comme étant au principe de la *newsworthiness*, c'est-à-dire de la valeur de l'information⁵⁵¹. Le renforcement du leadership présidentiel et la moindre instabilité des jeux parlementaires ont ainsi amené les rédactions à progressivement repenser

⁵⁵⁰ Nous souhaitons bien évidemment nous affranchir de tout « fétichisme constitutionnel », c'est-à-dire de la croyance « dans le caractère déterminant des prescriptions de la Constitution dans la structuration de la vie politique. » (FRANÇOIS Bastien, *Le Régime politique de la V^e République*, Paris : La Découverte, 1998, p. 7). Nous sommes en effet conscient que « ce que l'on désigne comme la “ V^e République ” ne saurait se réduire à une série de variables institutionnelles (élection du président de la République au suffrage universel, élection des députés au scrutin majoritaire, existence du droit de dissolution, etc.) qui détermineraient et contraindraient le déroulement de la vie politique par la “logique” même de leur combinaison. » (*Ibidem*).

⁵⁵¹ GANS Herbert J., *Deciding What's News. A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time*, New York : First Vintage Books Editions, 1980, p. 81.

l'organisation de leurs services *Politique* et la légitimité des registres mobilisés pour appréhender l'actualité.

Interrogés sur les raisons de la disparition des comptes-rendus parlementaires, la plupart des journalistes interviewés identifient donc un facteur tellement « évident » qu'il est à peine besoin de le décliner. Pour eux, le déclin du rôle du Parlement dans la compétition et dans la décision politique aurait rendu naturel de ne plus relater les délibérations législatives :

- « Ça a complètement disparu, pourquoi ? Parce que la décision politique est toute autre. (...) L'Assemblée n'était plus ce qu'elle était. Elle n'avait plus les pouvoirs qu'elle avait sous la IV^e République. » (Jean Griot, entretien n°54).
- « La décision ne venait pas de là. La vraie décision politique venait d'ailleurs. Donc il valait mieux se réorienter. » (André Laurens, entretien n°33).
- « L'Assemblée ne servait plus à rien. C'était vraiment devenu une chambre d'enregistrement. » (Thierry Desjardins, entretien n°57)

La constitution de 1958 et l'autorité qu'a pu exercer le général de Gaulle sur sa majorité parlementaire sont donc les principales causes mises en avant par les rédacteurs politiques pour expliquer leur progressif désintérêt pour l'actualité des Chambres. Toutefois la majorité des journalistes interviewés abordent ces transformations institutionnelles sans nécessairement fournir de ruptures précises, que ce soit dans le jeu politique lui-même ou dans ses conséquences sur le travail journalistique. Ils désignent plutôt un processus qui a atténué le « pouvoir » du Parlement en renforçant l'exécutif, en disciplinant les parlementaires, en empêchant l'aboutissement de motions de censure⁵⁵² :

- « L'idée d'une sorte d'allégeance déclarée d'avance des parlementaires envers le pouvoir exécutif, c'est Pompidou qui a amené ça. Giscard un peu aussi involontairement. » (Pierre Rouanet, président de l'Association de la presse parlementaire entre 1983 et 1985, entretien n°20)
- « C'est Pompidou qui a bloqué l'usage de la motion de censure dont il a été victime lui-même une fois, en créant la majorité. "On n'entre pas et on ne sort pas de la majorité comme si c'était un moulin". C'est en 1969 à peu près qu'il a dit ça. Et ça voulait dire : si vous voulez avoir l'investiture, il faudra toujours voter pour le Gouvernement. Alors que toutes les grandes mesures, les grandes réformes du début du règne de de Gaulle ont été votées par des majorités de rencontre. » (Henri Paillard, président de l'Association de la presse présidentielle depuis 1995, entretien n°2).

Aux yeux de certains, c'est moins le changement de régime que l'élection du Président de la République au suffrage universel direct qui aurait le plus contribué au bouleversement des pratiques parlementaires, en favorisant l'autorité des partis sur les élus, en garantissant la

⁵⁵² Il faudrait également tenir compte du raccourcissement de la durée des sessions parlementaires qui a encouragé les journalistes à définir de nouvelles affectations lors des périodes de repos du Parlement (cf. KIMMEL Adolf, *L'Assemblée nationale sous la Cinquième République*, Paris : Presses de la FNSP, 1991, p. 301).

stabilité des majorités et l'allégeance des députés, en bipolarisant l'affrontement. Ainsi le jeu parlementaire aurait-il progressivement perdu tout enjeu en termes d'évolution du rapport de force politique⁵⁵³. D'autres facteurs sont également mis en avant par les journalistes rencontrés : la disparition de l'art oratoire lié à l'avènement d'un personnel politique issu de la haute administration ou lié à l'influence de la télévision. Mobilisant des explications plus contemporaines, certains notent aussi la fin de la prééminence étatique en termes de politique publique face au développement de l'Europe et des régions :

« Alors déjà, sur un plan institutionnel, vous avez des tas de choses qui passent ici [à l'Assemblée] qui ne sont pas des débats politiques. Ce sont des régularisations de directives de Bruxelles. On sait que de toute façon, il faudra les adopter, tôt ou tard. Vous avez les régions qui vous lamentent tout ce qui est à la base. Alors qu'est-ce qu'il reste au milieu ? Le budget, on vous dit : "C'est comme ça, Bruxelles, nos engagements européens, l'Euro, il n'est pas question de discuter", donc il vous reste 1/1000^e à négocier. Bon tout ça, c'est pipo. Donc le rôle d'influence, il joue sur quoi ? Il va jouer sur des problèmes de mœurs, il va jouer à la marge sur des lois sociales style "modernisation sociale". » (Henri Paillard, entretien n°2).

Pour les journalistes politiques interviewés, toutes ces raisons auraient entraîné une moindre saillance de l'actualité parlementaire. En effet, le phénomène majoritaire a réduit la spectacularité des débats en rendant leurs conclusions prévisibles et leurs contenus répétitifs. Aussi le désintérêt journalistique pour cette actualité s'est-il progressivement manifesté, même au sein de journaux pourtant plus disposés à en rendre compte :

- « Vous n'avez plus que le journaliste de l'AFP et le journaliste du *Monde* à prendre des notes la nuit, en se disant : "A quoi ça sert de répéter ça tous les ans ?" Vous prenez le débat budgétaire sur l'agriculture ou sur l'industrie, d'années en années, c'est le même. » (Thierry Pfister, entretien n°21)

- « Si c'est pour entendre un type pérorer en disant : "le budget est bon ou n'est pas bon, mais toutefois je le voterais", bon ben très bien. Il le votera et puis on s'en fout. Je n'en ai plus rien à faire, moi. » (Henri Paillard, entretien n°2).

Mais si ces journalistes du *Monde* ou du *Figaro* évoquent un dédain croissant, la prise de conscience aurait été plus soudaine à *France-Soir*, selon un responsable d'alors, Jean Ferniot. Rétrospectivement, il revendique la clairvoyance de sa direction qui aurait identifié dès la fin des années 1950 les conséquences des réaménagements institutionnels en termes de localisation du pouvoir :

⁵⁵³ Comme le suggère Nicolas Rousselier, « A quoi sert de délibérer si l'on ne peut plus, sauf sur des détails, ni convaincre ni gagner à sa cause des voix *a priori* hostiles, si l'on ne peut plus "transformer" les adversaires en partenaires d'une transaction ? On ne délibère que si le pouvoir, de près ou de loin, est en jeu. » (*Le Parlement de l'éloquence. La souveraineté de la délibération au lendemain de la Grande Guerre*, Paris : Presses de la FNSP, 1997, p. 10).

« A *France-Soir*, nous étions tous convaincus que la séance de l'Assemblée avait beaucoup moins d'importance que dans le passé. Donc ça s'est fait tout naturellement, sans que Pierre Lazareff dise un jour : "Nous ne ferons plus que de très courts comptes-rendus des séances de l'Assemblée", pas du tout. Ça allait de soi. (...) Ça ne se passait plus à l'Assemblée, ça se passait dans les ministères, à l'Élysée, à Matignon. Alors, il fallait qu'on se démultipliat. » (Jean Ferniot, entretien n°32)

Ainsi, outre le déclin du volume des comptes-rendus parlementaires, l'incidence de ces réformes constitutionnelles et de cette redistribution des rôles politiques réside bien dans la réaffectation des effectifs journalistiques vers ces nouveaux lieux de pouvoir que seraient devenus Matignon et, surtout, l'Élysée⁵⁵⁴. Dans les hebdomadaires tout d'abord, dans les quotidiens ensuite, la rubrique élyséenne s'est donc vue de plus en plus souvent confiée aux responsables des services, témoignant par là des nouvelles perceptions de l'ordre politique :

EDITORIAL

Qui en France aujourd'hui sait qu'il y a des débats à l'Assemblée nationale ? Personne. Qui suit, chaque jour, les audiences du Tribunal militaire de Vincennes ? Tout le monde.

Pourquoi ?

Pourquoi les journaux, leurs rédacteurs en chef, leurs lecteurs, jugent-ils, d'un accord unanime, que les discussions parlementaires, même sérieuses et intéressantes, ne valent que des comptes-rendus succincts mais que les échanges entre ces messieurs de Vincennes, y compris dans leurs détails les plus saugrenus, méritent d'être soigneusement rapportés ?

Non, ce n'est pas le goût du sensationnel. Il ne se passe rien de sensationnel au Tribunal de Vincennes. C'est simplement la traduction d'une réalité politique : à partir du moment où tous les pouvoirs, dans tous les domaines, sont concentrés entre les mains d'un seul homme et retirés à toute délibération effective, ce sont les faits et gestes, les humeurs, la santé de cet homme, c'est lui seul, qui comptent, qui comptent politiquement – rien d'autre.

Jean-Jacques Servan-Schreiber, *L'Express*, 21 février 1963

Mais plus qu'un réaménagement dans l'organisation des services et dans la hiérarchisation de l'information, c'est bien le travail et l'écriture journalistique qui se sont trouvés affectés par cette évolution du régime parlementaire. En effet, au-delà d'un simple rééquilibrage entre le Parlement et l'exécutif, les rédacteurs interviewés notent que la conception gaullienne du leadership présidentiel et sa capacité à garantir la discipline ministérielle⁵⁵⁵ ont contribué à centraliser la communication gouvernementale et, ainsi, à réduire les sources d'information potentiellement pertinentes⁵⁵⁶. Le gaullisme aurait alors tué « le journalisme be bop » (Max Jalade, entretien n°65) :

⁵⁵⁴ « Le journaliste avait quitté le Salon des Quatre-Colonnes (...) pour hanter les cabinets ministériels et les états-majors de partis. » (ROSSI-LANDI Guy, *Les Journalistes politiques*, Paris : Flammarion, 1969, p. 209).

⁵⁵⁵ Sur cette discipline gouvernementale et sur l'émergence de « ministres techniciens », voir GAÏTI Brigitte, *De Gaulle, prophète de la V^e République (1946-1962)*, Paris : Presses de la FNSP, 1998, pp. 313-320 ; DULONG Delphine, *Moderniser la politique. Aux origines de la V^e République*, Paris : L'Harmattan, 1997, pp. 159-176.

⁵⁵⁶ « Sous la Ve République, l'homogénéité gouvernementale a parfois rendu plus difficile l'information. Le multipartisme et les coalitions multiplient les rapporteurs. Naguère, Matignon était une maison de verre et l'on

- « Vous savez, les débuts du gaullisme ont été difficiles pour la presse. L'Elysée était une maison fermée. Et, personnellement, bien que j'aie joui de relations personnelles nombreuses, j'avais beaucoup de mal à pénétrer le château. Je ne parle pas du général bien sûr. Mais il m'a fallu plusieurs mois pour être reçu par les gens comme Olivier Guichard, Geoffroy de Courcelles, Jacques Narbonne, tous ces gens qui travaillaient avec le général. Vous aviez toujours les accrédités à l'Elysée. Mais enfin les accrédités à l'Elysée, ils étaient là surtout pour indiquer quelles étaient les audiences du général, quelles étaient les manifestations extérieures, etc. Notre travail à nous, journalistes politiques, était d'obtenir davantage par l'entourage du général. » (Jean Ferniot, entretien n°32).

- « A partir du régime gaulliste, les sources d'informations ont basculé. D'abord, ça s'est refermé. Le côté agréable pour les journalistes, mais un peu excessif, du parlementarisme où, pour se mettre en valeur, on dit tout aux journalistes, tout d'un coup, ça s'est fermé. Et puis il y a eu quand même une inclination gaulliste pour le secret, enfin la culture militaire. (...) Donc ils faisaient les choses dans les ministères et puis ils les faisaient entériner à l'Assemblée Nationale. (...) Donc ce qui devenait important, c'était les cabinets ministériels, la présidence de la République. Mais avec de Gaulle à la présidence de la République, il y avait peu de fuite. Même le porte-parole, il ne savait rien [Rires]. Donc il y a eu un autre type de travail » (André Laurens, entretien n°33)

Aussi la plupart des interviewés soulignent-ils le désarroi de leur hiérarchie face au renouvellement du personnel gouvernemental et la mise à l'écart de la plupart de leurs « sources » parlementaires⁵⁵⁷. Si certains se sont efforcés de s'adapter à cette nouvelle situation en se rapprochant des nouvelles équipes dirigeantes, d'autres demeurèrent longtemps incrédules face à cette remise en cause des règles du parlementarisme :

- « Avant, les personnalités politiques, elles se retrouvaient toutes à l'Assemblée. Les représentants de la société civile dans les gouvernements, ça n'existait pas. Imaginez la stupéfaction de Pierre Brisson, [directeur du *Figaro*] le jour où je suis venu lui dire : “Voilà, c'est Pompidou qui succède à Debré.” “Quoi ? Pompidou ? Les chansonniers vont s'emparer de ce non là. Mais il est élu de quel département ?” “Il n'est même pas conseiller municipal.” “Mais ce n'est pas possible, il ne tiendra pas le coup.” Alors j'aime autant vous dire qu'on était tous là pour le discours d'investiture de Pompidou. » (Jean Griot, entretien n°55).

- « Quand le général de Gaulle, président du conseil installa ses ministres, il apparut très vite que les journalistes politiques ne connaissaient pas grand monde dans les nouvelles équipes dirigeantes. Pierre [Lazareff, rédacteur en chef de *France-Soir*] découvrit alors avec une triomphante jubilation qu'un de ses collaborateurs directs était, comme il le disait, apparenté au cabinet du général. [Il s'agissait du beau-frère de Lazareff, Pierre Lefranc, chef du cabinet de de Gaulle à Matignon]. (...) C'est grâce à lui que *France-Soir* put maintenir, malgré les bouleversements politiques, la qualité de ses informations. »⁵⁵⁸

pouvait souvent prévoir une crise quinze jours à l'avance et en décrire les rebondissements. » (ROSSI-LANDI Guy, *Les Journalistes politiques*, op. cit., p. 208).

⁵⁵⁷ « L'arrivée de de Gaulle et la présidentialisation du système politique français a diminué le rôle de la presse en tant qu'institution politique centrale. Le renforcement du poids de la présidence et le déclin corrélatif de l'influence du Parlement signifiait que les liens étroits entre députés et journalistes politiques perdaient de son intérêt. » (CHALABY Jean K., *The de Gaulle Presidency and the Media. Statism and Public Communications*, Londres : Palgrave Mac Millan, 2002, p. 21).

⁵⁵⁸ SOULE Robert, *Pierre Lazareff et ses hommes*, Paris, Grasset, 1992, p. 85.

- « En 1958, quand le Général est revenu au pouvoir, je ne crois pas qu'il soit exagéré de dire qu'un vent de panique s'est emparé d'un certain nombre de directeurs de journaux, qu'il s'agisse de Lazareff que je voyais tous les jours ou de Pierre Brisson, pour ne citer que ceux-là ; on a eu l'impression qu'il allait se passer une chose qui est, pour un journaliste, la plus grave en dehors de toute idéologie, celle d'être coupé de ses sources. Si j'ai fait allusion à la connivence extraordinaire qui existait entre la presse et ce que le Général appelait le "régime des partis" sous la IV^e République, c'est parce que toutes les sources de l'information étaient ouvertes à la presse, y compris quelquefois celles qui auraient dû rester secrètes. (...) Beaucoup ont craint que cela allait être la République du silence. » (Robert Salmon, directeur de la publication de *France-Soir*)⁵⁵⁹.

Certes la parole *publique* du général de Gaulle et de ses successeurs à l'Élysée est longtemps demeurée précieuse, journalistiquement parlant, par sa rareté⁵⁶⁰ et par son assimilation à la parole de l'État⁵⁶¹. Il n'en demeure pas moins que « cette culture du secret », caractéristique de toute institution dont les dirigeants disposent des moyens de garantir la discipline de leurs membres⁵⁶², a contribué à redéfinir les critères de l'excellence journalistique et incité les journaux à inventer de nouveaux registres pour traiter l'actualité politique. C'est en effet pour répondre à un tel verrouillage de la communication gouvernementale et élyséenne que la presse, newsmagazines en tête, va à ce point valoriser, à partir des années 1960, la narration des « coulisses », davantage soustraites au regard journalistique, et la livraison des « secrets » du pouvoir. Le bon journaliste politique ne se distingue donc plus seulement par la richesse de ses commentaires et par la rigueur de ses comptes-rendus : il s'affirme plus encore qu'autrefois dans sa capacité à décrypter les paroles officielles.

⁵⁵⁹ *In De Gaulle et les médias*, Paris : Plon – Fondation Charles de Gaulle, 1994, p. 177.

⁵⁶⁰ Entre 1945 et 1969, De Gaulle n'a accordé que trois interviews exclusives à la presse écrite. Comme le souligne Jean Chalaby, ses *Mémoires* étaient remplies de considérations négatives à l'égard des journalistes qu'il percevait comme opposés à l'intérêt de la Nation (cf. *The de Gaulle Presidency and the Media*, *op. cit.*, pp. 69-77). En revanche, au cours de sa présidence, il réalisa soixante-dix-neuf « interventions » audiovisuelles (soit près de sept par an en moyenne), parmi lesquelles on note cinquante-six interventions télévisées et / ou radiophoniques, cinq interviews et dix-huit conférences de presse (*ibid.*, p. 151). Le choix de tels dispositifs de communication lui garantissait alors de n'être que rarement importunés par la curiosité « malveillante » d'un journaliste.

⁵⁶¹ Cet interviewé explique l'attrait particulier qu'exerçait le général de Gaulle sur la presse : « Le personnage était mythique. Il éveillait des sentiments divers d'attachement, de haine, que sais-je ? Et par conséquent, tout acte, même mineur, qui émanait plus ou moins du Président intéressait les gens, à tort ou à raison. » (Jean Ferniot, entretien n°32).

⁵⁶² Il devient ainsi plus coûteux pour des ministres, responsables devant le Président, d'afficher *publiquement* leurs différends et d'ainsi rompre la solidarité gouvernementale. « Au niveau du cabinet, le risque de fuite était réduit par le fait que de Gaulle ne tolérait aucune dissension entre ministres : dans tous les cas, il prenait ses principales décisions sans même les informer. De plus, en 1963, le Service de liaison interministérielle pour l'information fut créé pour coordonner la communication gouvernementale. » (CHALABY Jean K., *The de Gaulle Presidency and the Media*, *op. cit.*, p. 21).

B. L'autorité croissante des états-majors partisans

Autre processus qu'identifient les rédacteurs interviewés pour justifier les transformations dans le contenu des pages *Politique* des années 1960 et 1970 : le renforcement du poids des partis et de leur direction nationale dans un jeu politique de plus en plus orienté autour de l'élection présidentielle :

- « Le rôle des partis apparaissait de plus en plus comme celui de préparer l'élection présidentielle. (...) C'était considéré comme des machines en vue de l'élection présidentielle. » (Claude Vincent, entretien n°64).

- « Avant, les partis avaient moins d'influence. Il y a deux types qui ont rétabli les partis en France, c'est Mitterrand et puis Chirac surtout, en créant contre le Président de la République en place le RPR. » (Pierre Rouanet, entretien n°20).

- « La classe politique, elle raisonne en termes d'écuries. Que font les gars actuellement ? On essaie de repérer le bon cheval. "Bon, Chirac, il n'a pas l'air mal. Bayrou n'est pas bon. Madelin n'est pas terrible. Bon, on va aller sur Chirac parce que il y aura peut-être une place..." » (Henri Paillard, entretien n°2).

Ce rôle croissant des partis, à vocation majoritaire désormais, se manifeste par la plus grande discipline de vote des députés envers leurs groupes respectifs et par la nécessité de plus en plus marquée pour les élus de se soumettre aux investitures nationales. Au sein même des formations autrefois faiblement structurées et généralement situées au centre ou à la droite de l'échiquier politique, ce sont de plus en plus « les "états-majors" qui distribuent les circonscriptions, arbitrent entre les prétentions rivales, accordent les investitures, se prononcent sur les désistements et décident ainsi, souvent, dans les faits, des chances d'élection des candidats. »⁵⁶³ Il ne s'agit pas ici de s'interroger sur les causes de cette hégémonie plus nette des états-majors partisans. Comme le souligne à juste raison Daniel Gaxie, « le leadership présidentiel, la solidarité gouvernementale et la discipline de vote des groupes parlementaires de la majorité sont (...) des éléments indissociables, comme le confirme leur émergence progressive et simultanée au cours des deux premières législatures de la Cinquième République. »⁵⁶⁴ Toujours est-il que les processus, interdépendants, de centralisation de l'autorité au sein des partis et de stabilisation des majorités parlementaires tendent à modifier les conditions de succès des carrières politiques. De nombreux auteurs notent ainsi le basculement, idéal-typique, d'un cursus *classique*, dominant sous la IV^e

⁵⁶³ GAXIE Daniel, « Les fondements de l'autorité présidentielle. Transformations structurelles et consolidation de l'institution », in LACROIX Bernard, LAGROYE Jacques (dir.), *Le Président de la République. Usages et genèse d'une institution*, Paris : Presses de la FNSP, 1992, p. 345.

⁵⁶⁴ *Ibid.*, p. 337.

République, vers un cursus *moderne*, mieux ajusté aux règles du jeu de la V^e République⁵⁶⁵. Pour espérer investir un poste ministériel, le premier modèle impliquait une implantation locale initiale et une habilité à se mouvoir au cœur des jeux parlementaires. Pour accéder aux responsabilités gouvernementales, le second modèle suppose, lui, l'occupation précoce d'un poste au sein des instances nationales d'un parti ainsi qu'un succès de son camp aux élections législatives. Cette mutation affecte donc les ressources que doivent investir les acteurs politiques pour garantir leur réussite individuelle et celle de leur camp. Or, parmi ces ressources, la nécessité d'enrôler l'« opinion publique nationale » va contribuer à modifier les relations entre personnels politique et journalistique⁵⁶⁶.

D'une part, la nationalisation des scrutins locaux⁵⁶⁷ et les conséquences durables des élections législatives ou présidentielles tendent à intensifier la compétition politique à l'échelle nationale. Ainsi les états-majors partisans vont-ils renforcer leur communication officielle, en dehors même des enceintes qui leur était autrefois dévolues (organes du parti, Parlement, etc.). D'autre part, il devient nécessaire d'asseoir son autorité au sein des partis pour espérer être investi à l'élection présidentielle ou désigné à un poste gouvernemental. La notoriété et la popularité aux yeux de l'opinion publique vont donc constituer l'une des ressources cruciales pour construire, auprès de ses pairs, sa stature d'homme d'État. Cela suppose alors d'accéder personnellement aux médias nationaux, de voir sa parole et son activité plus régulièrement relayées, d'entretenir des liens denses avec différents journalistes ou dirigeants de presse. Dans un contexte où s'affaiblissent les journaux de partis, les acteurs politiques ont alors dû inventer différentes stratégies pour mieux contrôler la production d'informations dans le cadre de leurs luttes inter- et intra-partisanes.

⁵⁶⁵ Sur ce point, voir par exemple BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, Paris : LGDJ, 2004, pp. 513-518 ; GAÏTI Brigitte, « Politique d'abord. Le chemin de la réussite ministérielle dans la France contemporaine », in BIRNBAUM Pierre (dir.), *Les Elites socialistes au pouvoir*, Paris : PUF, 1985, p. 65 sq.

⁵⁶⁶ Accédant au pouvoir en dehors des jeux parlementaires, le général de Gaulle a contribué à bouleverser les modes de légitimation de l'autorité politique : « Via le recours au référendum et la simulation d'un dialogue permanent avec l'opinion publique, (...) le peuple est amené par le verbe gaullien à l'existence. (...) Tout se passe comme s'il devenait soudain capital de se renseigner sur le soutien populaire au général de Gaulle, d'en vérifier la permanence, de manière à pouvoir prendre, le cas échéant, la parole gaullienne à son propre piège. » (BLONDIAUX Loïc, *La Fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris : Le Seuil, 1998, p. 520). Politiquement nécessaire, scientifiquement acceptable, la mesure de l'opinion publique va dès lors favoriser l'avènement de ce que Bernard Manin qualifie de « démocratie du public », c'est-à-dire une manière inédite de gouverner, adossée à la recherche permanente d'une légitimation populaire (Cf. MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris : Calmann-Lévy, 1995, p. 279 sq.).

⁵⁶⁷ Cf. PARODI Jean-Luc, « Dans la logique des élections intermédiaires », *Revue politique et parlementaire*, n°903, 1983, pp. 42-71.

Quant aux rédactions, elles sont amenées à redéfinir le contenu de leurs pages *Politique*. La multiplication des rubricards exclusivement affectés à la couverture d'un parti a constitué la réponse la plus visible de cette reconfiguration politique : elle permet de ne plus seulement rendre compte des péripéties entre partis (ou groupes parlementaires) mais de restituer les luttes au cœur même de ces groupes. Ce réaménagement organisationnel a eu des effets perceptibles sur les registres mobilisés pour traiter l'actualité politique. D'une part, sauf lors de crises de leadership au sein des partis⁵⁶⁸, il devient coûteux pour la plupart des outsiders d'afficher publiquement leurs différends avec la direction de leur parti, donc de s'écarter du discours promu officiellement par les états-majors. Un plus grand nombre d'informations sont alors émises sous couvert d'anonymat et fournissent matière à la publication d'échos, présentés comme tels ou enrichissant le cœur des articles. Plus généralement, ce contrôle de la communication des partis encourage les rédactions à délaisser les strictes postures de comptes-rendus pour davantage investir les registres d'analyses stratégiques des événements. Plutôt que d'être simplement reproduites, les prises de position des acteurs politiques pourront être interprétées à l'aune des tactiques en vue de la course présidentielle :

« C'était à partir de 1962 avec l'élection du Président de la République au suffrage universel que la vision qu'on devait avoir de la politique, elle devenait forcément stratégique. Le problème, c'était de faire élire un président de la République, donc d'avoir un parti qui soit en mesure de capter le maximum de suffrage. Donc la stratégie des partis n'était plus dirigée vers le Parlement. » (André Laurens, entretien n°33).

D'autre part, et en conséquence, cette lecture utilitariste de l'action politique (maximiser ses soutiens, conquérir les postes) légitime la mesure de l'opinion et autorise un traitement plus personnalisé et romancé de la vie politique. Les partis peuvent être envisagés comme l'enjeu de luttes pour le contrôle des ressources qu'ils apportent lors de l'élection présidentielle. Mais ce processus de personnification de l'univers politique qu'entretient la presse écrite n'est évidemment pas seulement la conséquence du travail journalistique. C'est d'abord et avant tout le résultat des règles du jeu qui se mettent en place au cours des années 1960 : « Du fait de la tendance à l'unification des marchés politiques et du développement du rôle des médias, les camps politiques sont partout incarnés et représentés par des champions "connus" de la

⁵⁶⁸ Dans le cas du Parti socialiste, le congrès de Rennes de mars 1990 fournit un exemple éloquent d'une telle crise de leadership. Puisque la discipline n'était plus garantie par un état-major uni et puissant et puisque les chances de succès étaient ouvertes pour de nombreux acteurs, les querelles purent s'étaler publiquement, à la tribune ou lors de conférences de presse. Même les réunions houleuses, censées se dérouler à huis clos, ont été restituées dès le lendemain, dans la mesure où la plupart des prétendants ont utilisé la presse pour discréditer leurs rivaux.

plupart des électeurs. (...) Chaque parti cherche ainsi à s'incarner dans la personne d'un de ses dirigeants dont la notoriété et la visibilité contribueront à renforcer son existence et ses chances de succès aux élections. »⁵⁶⁹

§ 2. BIPOLARISATION DE L'ESPACE POLITIQUE ET LOGIQUES DE POSITIONNEMENT EDITORIAL

La reconfiguration du système politique français n'a pas seulement eu pour conséquence de redessiner les contours de l'information politique. En structurant une compétition opposant désormais clairement « droite » et « gauche », elle a également conditionné les logiques de positionnement des journaux en général, des rédacteurs politiques en particulier. Philippe Juhem souligne les effets de ce processus de bipolarisation de l'espace politique : « A partir de 1972, le renforcement de la différenciation des offres politiques entre une coalition gouvernementale et des partis d'opposition rassemblés autour du Programme commun et l'intense travail de délimitation des frontières entre “la gauche” et “la droite” que suscitent des rivalités électorales de plus en plus aiguës rendent difficiles la définition d'une ligne éditoriale refusant de marquer un soutien à l'une ou l'autre des factions politiques. »⁵⁷⁰ Sous la IV^e République, dans une configuration rythmée par un faible nombre de scrutins dont aucun ne se déroule véritablement à l'échelle nationale, l'essentiel des tractations politiques se déployaient dans l'enceinte parlementaire et débouchaient sur une succession de coalitions aux frontières floues, mouvantes, en somme difficilement identifiables et mobilisatrices. En revanche, à travers la multiplication des rendez-vous électoraux (présidentielles, référendums), la constitution de majorités stables et l'auscultation plus régulière de l'opinion, les responsables politiques ont davantage cherché à enrôler le soutien des entreprises de presse, d'autant que, tout au long des années 1970, le débat politique s'est dramatisé, à mesure que se dessinait la perspective d'une alternance.

Mais au-delà de ces tentatives de contrôle de la production médiatique par le personnel politique, il importe de saisir les logiques qui conduisent les journaux d'*information* à mieux afficher leurs préférences partisans. Car le soutien que peuvent apporter les entreprises de presse et leurs rédacteurs aux différentes organisations politiques ne prend pas seulement la

⁵⁶⁹ GAXIE Daniel, « Les fondements de l'autorité présidentielle », art. cité, pp. 354-355.

⁵⁷⁰ JUHEM Philippe, « Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981 », *Politix*, n°56, 2001, p. 188.

forme de pressions ou de censures. Si les pages *Politique* de la plupart des publications de la fin des années 1970 paraissent davantage prendre part à la lutte politique, c'est bien parce qu'une telle attitude serait commercialement rentable et journalistiquement légitime. En tout cas, elle ne constituerait pas, à cette période, une « faute » industrielle ou professionnelle, susceptible de remettre en cause la survie de l'entreprise ou la crédibilité de ses rédacteurs. Toujours selon Philippe Juhem, « La conformité politique des produits journalistiques est donc l'effet conjoint des convictions partisans des rédacteurs, des logiques professionnelles pratiques de minimisation des tensions entre le journaliste, la rédaction et le personnel politique et des contraintes commerciales liées aux préférences politiques du lectorat. »⁵⁷¹

A. *Les indices d'une « politisation » accrue*

Toutefois, aussi séduisant qu'il soit, ce modèle envisageant des « lignes éditoriales » cohérentes et clairement adossées aux luttes partisans est, à bien des égards, réducteur pour comprendre les logiques de production des pages *Politique*. Certes, les analyses évoquant la « politisation » des rédactions peuvent s'appuyer sur un certain nombre d'indices : orientations éditoriales explicitement énoncées par les dirigeants des entreprises de presse ; porosité des frontières entre espaces politiques et journalistiques ; forte différenciation dans le traitement journalistique de certaines « affaires » telle que la « villa » de Raymond Barre, le « suicide » de Robert Boulin ou les « diamants » de Valéry Giscard d'Estaing. Mais si la configuration politique bipolaire contraint ou incite les directions à inscrire leurs journaux dans les luttes partisans, cette polarisation s'est rarement imposée sans heurts et conflits. D'une part, peu de rédactions ont disposé d'un personnel homogène politiquement. D'autre part, les logiques qui poussent les différents acteurs de la presse (entrepreneurs, rédactions en chef, rubricards, etc.) à prendre ou non parti reposent sur des rationalités distinctes et pas toujours compatibles (convictions et fidélités idéologiques, intérêts industriels ou commerciaux, complicités ou inimitiés personnelles, etc.). Quelques exemples suffiront à montrer la diversité des stratégies éditoriales mises en place dans les journaux.

- *L'Express* :

Afin de mener campagne lors d'une élection législative partielle, Jean-Jacques Servan-Schreiber choisit de démissionner de la direction de *L'Express* en février 1970. Pourtant, une

⁵⁷¹ *Ibid.*, p. 193.

fois élu député du Parti radical, il annonça sa volonté d'utiliser cet hebdomadaire pour financer sa carrière politique et populariser son image⁵⁷². Provoquant une crise sérieuse dans une rédaction politiquement hétérogène et dirigée par des cadres défendant une vision moins « partisane » du journalisme⁵⁷³, cette tentative de reprise en main suscita le départ de larges pans du personnel, notamment de trois rédacteurs du service *Politique* (André Chambraud, Georges Suffert, Irène Allier). Cette dernière résume ainsi les conflits qui ont traversé le journal jusqu'à sa démission en 1972 :

« [Jean-Jacques Servan-Schreiber] avait décidé que *L'Express* serait le journal du Parti radical. Ce parti avait eu, autant que je me souviens, un malheureux qui s'était fait élire à Decazeville. (...) Ça avait donné lieu à une couverture dans *L'Express* qui s'appelait "Coup de tonnerre à Decazeville" parce qu'il y avait eu un type qui s'était fait élire sous l'étiquette radicale ! Mais à partir de là, c'est devenu impossible ! On ne pouvait raconter ce qui se passait qu'en fonction du Parti radical. » (entretien n°43).

Malgré les nombreux départs qui marquèrent ce journal au début des années 1970, des tensions politiques ont persisté tout au long de la décennie. Elles opposaient une direction affichant clairement ses préférences « giscardiennes » et une rédaction que les journalistes de l'époque qualifient comme étant plutôt « de gauche ». Lors de l'élection anticipée d'avril 1974, Jean-Jacques Servan-Schreiber appelle publiquement à voter pour Valéry Giscard d'Estaing (ce qui lui vaudra en retour un éphémère ministère des Réformes), tandis que certains rédacteurs, dont Françoise Giroud, publient une tribune dans *Le Monde* pour soutenir François Mitterrand⁵⁷⁴. Ces tensions se manifestèrent au cœur du service *Politique*, fortement clivé. Recrutée par Françoise Giroud en 1977, Sylvie Pierre-Brossolette décrit la vigueur des antagonismes qui animaient cette rédaction jusqu'au milieu des années 1980 et la prudence dont devaient faire preuve les journalistes pour ne pas s'attirer les foudres de la direction :

⁵⁷² Cf. JAMET Michel, *Les Défis de L'Express*, Paris : Les Editions du Cerf, 1981, p. 53. Il écrit plus loin : « Entre juin 1971 et mai 1974, qui marque sa disparition comme organe d'opposition, *L'Express* rompt avec les habitudes du newsmagazine, pour retrouver sous l'impulsion de JJSS et de Philippe Grumbach [directeur politique depuis 1971] l'inspiration partisane. » (*Ibid.*, p. 60).

⁵⁷³ Claude Imbert, rédacteur en chef depuis 1965, et Olivier Chevrillon, éditorialiste depuis 1970, s'efforcèrent de défendre la formule du « newsmagazine » qu'ils jugeaient journalistiquement plus « professionnelle » et commercialement plus rentable. Ils cherchèrent donc à convaincre Jean-Jacques Servan-Schreiber de plus clairement dissocier ses rôles d'homme politique et de patron de presse. Aussi ces deux responsables vont-ils présenter leur démission, Claude Imbert justifiant son départ par sa déception d'être « dans un journal engagé au service [des] idées de [Servan-Schreiber]. » (cf. interview de Françoise Giroud, *L'Express*, 23/01/2003). Bien que cet épisode ait entraîné l'une des plus profondes crises du journal, il semble qu'il n'a fait que perpétuer un long tiraillement entre l'ambition de fonder un grand hebdomadaire d'information et les « lubies » (entretien n°43) politiques de son équipe dirigeante : critique du pouvoir gaulliste à travers le suivi méthodique de l'affaire Ben Barka, soutien aux candidatures de Gaston Defferre puis de François Mitterrand pour les présidentielles de 1965, prises de position favorables aux étudiants en mai 1968, etc. Comme le souligne Françoise Giroud, *L'Express* était « la chose de Jean-Jacques ». Cela découragea de nombreux journalistes qui, à l'image de Jean Ferniot, démissionna face à cette « personnalité très accaparante, très directive, très sectaire » (entretien n°32).

⁵⁷⁴ Cela ne l'empêcha pas de rejoindre par la suite le gouvernement de Jacques Chirac.

« C'est un nœud gordien le service *Politique* : chacun a forcément ses opinions et des préjugés sur les autres. (...) C'était une époque pas commode parce que la lutte entre la gauche et la droite était très forte. Donc ce n'était pas facile d'essayer de faire simplement son métier. (...) Tout le monde disait qu'il fallait être professionnel, journalistique. Mais, selon la personne qui le disait, ça voulait dire favoriser un bord ou l'autre. (...) Quand je suis rentrée, la ligne était de centre-droit, giscardienne. Il fallait savoir un peu où on mettait le pied. (...) Il y avait quand même beaucoup de journalistes de gauche. Mais, le pauvre journaliste qui suivait le Parti communiste, il avait des problèmes, parce qu'il essayait de faire des papiers sur le PC comme pour n'importe quel autre parti. Aujourd'hui, ça semble normal mais, à l'époque, pour [Jean-François] Revel [*directeur politique*], ça paraissait invraisemblable de traiter le PC comme un parti normal. (...) Il fallait dire que c'étaient des gens pas bien. Et le persiflage à droite, c'était mal vu. Il fallait faire attention. C'étaient des choses qui paraissent complètement dépassées aujourd'hui. » (Sylvie Pierre-Brossolette, entretien n°49).

En 1977, face à ces frondes successives et face au fort déclin des ventes depuis le début de la décennie, Jean-Jacques Servan-Schreiber démissionna et céda son capital à Jimmy Goldsmith qui annonça aussitôt vouloir profiter de cet hebdomadaire pour promouvoir les idées conservatrices et libérales. Se succédèrent alors différentes crises et remaniements à la tête de la rédaction. Au terme de cette brève histoire, on identifie certains effets d'une configuration politique bipolaire sur un hebdomadaire dont la direction espère le voir peser sur la lutte électorale. D'une part, la stratégie « centriste », initialement formulée par Jean-Jacques Servan-Schreiber, s'est heurtée à la forte polarisation du champ politique et l'a contraint à se positionner en faveur de la « majorité ». Mais ce glissement éditorial contribua à exacerber les tensions avec les rédacteurs soucieux d'élaborer un « journal d'information » comme avec les journalistes revendiquant leur engagement de « gauche ». Cette hétérogénéité, au cœur même de la hiérarchie du journal, ne permit donc jamais à son directeur de disposer des ressources suffisantes pour transformer *L'Express* en organe de combat. D'autre part, bien que certaines thématiques aient suscité un large consensus au sein de la rédaction (défendre le principe d'une fédération européenne, favoriser l'émancipation féminine, dénoncer les idées communistes, etc.), c'est bien autour des enjeux électoraux que prendront corps les conflits les plus durs.

- Le Figaro :

En rachetant *Le Figaro* au cœur des années 1970, Robert Hersant, député de l'UDR et entrepreneur de presse « vorace », a, lui, réussi à transformer l'orientation rédactionnelle de ce journal. *Le Figaro*, autrefois perçu comme l'organe de « la bourgeoisie », sans « excès » (entretien n°51), sans « lignes strictes » (entretiens n°46), fut acquis en 1975 par la Socpresse, la société éditrice de Robert Hersant. Cette acquisition fit suite à de nombreuses tentatives

dont celles de Jean-Jacques Servan-Schreiber et du sénateur André Bettancourt, tous deux soutenus, officieusement, par Valéry Giscard d'Estaing et contestés par certains responsables gaullistes⁵⁷⁵. Favorisé par l'entremise d'Edgar Faure, intimement lié à Marcel Gabilly, membre du Conseil de surveillance, ce rachat amena la Société des rédacteurs à faire grève en invoquant le passé de collaborateur du nouveau propriétaire. Face à l'intransigeance de Robert Hersant, de nombreux journalistes, et parmi eux différents membres du service *Politique*, choisirent alors de démissionner en faisant jouer la « clause de conscience » qu'autorisaient les ordonnances de 1944. Aussitôt, Robert Hersant place à la tête du service *Politique* Charles Rebois, collaborateur « fidèle » et « zélé » (entretien n°46) qui avait auparavant dirigé certains journaux régionaux de la Socpresse (*L'Est républicain*, *France Antilles*). Puis, en 1977, Hersant s'est octroyé le titre de « directeur politique » et la possibilité de rédiger lui-même des éditoriaux⁵⁷⁶. Bien que certains journalistes évoquent la « grande liberté » laissée aux rédacteurs (entretien n°12), d'autres notent au contraire le fort « interventionnisme », non pas nécessairement d'Hersant lui-même mais surtout de ses collaborateurs (entretien n°46). Différentes anecdotes restituent ainsi l'ambition d'ancrer *Le Figaro* au cœur des luttes partisans et d'en faire, selon le mot d'un ancien responsable du service *Social*, « l'aile marchante de la droite »⁵⁷⁷ :

« Il y a eu l'épisode de 1978, quand [Hersant] s'est présenté à Neuilly. Là, il n'était pas possible de citer le nom de son adversaire, Florence Harcourt. Il a fait des éditions spéciales, c'est-à-dire qu'on faisait le tirage normal du journal et puis, on arrêtait les machines, il mettait un édito à lui et il y avait un tirage spécial pour Neuilly. (...) Et il a été battu, ce qui est, du point de vue de la démocratie, plutôt rassurant. » (Patrice-Henri Désaubliaux, entretien n°12)

Ainsi les rédacteurs les plus militants ont-ils été autorisés, voire incités, à promouvoir le discours gouvernemental et à soutenir les candidats de la « droite » parlementaire. La journaliste Françoise Berger relate cette réunion entre les membres du service *Politique* et de nombreuses personnalités de la majorité, peu avant les élections législatives de 1978. Robert Hersant aurait alors tenu les propos suivants : « Messieurs, le service politique du *Figaro* est à votre disposition. Les journalistes que vous avez devant vous sont tous vos amis. Vous

⁵⁷⁵ Cf. HAMELET Michel, *Un Prolétaire au Figaro. De Pierre Brisson à Robert Hersant*, Paris : Grasset, 1987, p. 276 ; PERIER-DAVILLE Denis, *Main basse sur Le Figaro*, Paris : Tema Editions, 1976, p. 186 sq.

⁵⁷⁶ Cette possibilité offerte au propriétaire de rédiger les éditoriaux heurte le principe de cloisonnement entre la rédaction et la gestion de l'entreprise acquis au terme d'une grève en mai 1969 contre les ambitions du propriétaire d'alors, Jean Prouvost. Cf. BRUNOIS Richard, *Le Figaro face aux problèmes de la presse quotidienne*, Paris : PUF, 1973, pp. 43-68.

⁵⁷⁷ HAMELET Michel D., *Un Prolétaire au Figaro*, op. cit., p. 394.

pouvez les appeler jour et nuit. »⁵⁷⁸ Cette logique de combat s'estompera provisoirement, suite à la victoire de François Mitterrand, mais, dès 1982, elle sera nouveau promue par la direction du journal. Cette stratégie éditoriale, favorisée par le recrutement de rédacteurs politiquement « conformes » à l'orientation du journal, fut d'autant plus encouragée que *Le Figaro* connût une sensible hausse de ses ventes de 1980 à 1986 : au cours de cette période, la diffusion totale passe en effet de 311 000 à 443 000 exemplaires.

- *France-Soir* :

A *France-Soir*, le scénario est, à bien des égards, similaire. Défini par une ancienne rédactrice de « gauche » comme un journal « gentiment gouvernemental », soucieux de « ne fâcher personne » (entretien n°43), sa hiérarchie avait cependant soutenu les candidatures de de Gaulle et de Pompidou. Dirigé par Serge Maffert, catalogué comme « pompidolien »⁵⁷⁹ puis par Claude Vincent, se désignant lui-même « giscardien », le service *Politique*, n'était incité à faire explicitement « campagne » qu'à l'approche des scrutins ou lors d'une crise telle que Mai 68. Claude Vincent explique ainsi son rôle de gardien de « l'orthodoxie » au cours de l'affrontement présidentiel de juin 1969 :

« - On avait engagé à *France-Soir* un journaliste de la télé, brillant, un peu bizarre, mais qui était quelqu'un de qualité. Et ce garçon s'est révélé immédiatement comme étant un séide de Poher. Alors ça nous a posé des problèmes. On l'avait chargé de la campagne de Poher. Mais on voulait que ça soit couvert avec [*Ironiquement*] modération...

- **Pas de superlatifs...**

- [*Rires*] Oui, pas trop... Et même pas trop de place. Vous savez, dans les journaux, c'est quand même le premier ratio. Et il était très enthousiaste pour Poher. (...) Et finalement, ça ne s'était pas trop bien passé entre moi, qui était chargé de maintenir l'orthodoxie, et lui, que j'aimais bien au demeurant. Mais on l'a foutu à la porte. Il n'est pas resté bien longtemps. » (Claude Vincent, entretien n°64).

Toujours est-il que ce journal, dont les ventes avaient profondément reculé depuis la fin des années 1950⁵⁸⁰, est vendu en 1976 au même Robert Hersant, suscitant à nouveau une sévère fronde dans la rédaction et le départ de nombreux journalistes « de gauche » – la plupart participeront d'ailleurs au lancement du *Matin de Paris*, quotidien « clairement créé pour amener la gauche au pouvoir » (entretien n°63). Mais à la différence du *Figaro*, Robert Hersant accepte les conditions de Paul Winckler, directeur de la publication : ne s'occuper que de la gestion du journal et non de sa dimension rédactionnelle. Les rédacteurs notent

⁵⁷⁸ BERGER Françoise, *Journaux intimes. Les aventures tragi-comiques de la presse sous François Mitterrand*, Paris : Robert Laffont, 1992, p. 78.

⁵⁷⁹ Il était par ailleurs le beau-frère de Pierre Lefranc, conseiller technique au cabinet du général de Gaulle.

⁵⁸⁰ La diffusion totale décline en effet de 1 128 000 exemplaires en 1958 à 478 000 en 1976.

cependant le profond ancrage « à droite » de *France-Soir*. Certes, un journaliste comme Paul Joly, avouant son « opinion de gauche », affirme être resté « très libre » et n'avoir pas subi de censures de la part de sa hiérarchie (entretien n°45). Néanmoins, il admet qu'à cette période, *France-Soir* « a pris fait et cause pour Giscard ». Un autre rédacteur, « de gauche » lui aussi et principalement affecté au desk, évoque « le matraquage » permanent : « présence quotidienne de Giscard » et de ses « moindres faits et gestes », « affaire des diamants » mise « sous le boisseau », nécessité pour les jeunes journalistes de gauche de « faire des compromis », en somme de s'autocensurer (entretien n°59)⁵⁸¹. Aussi différentes rationalités se sont-elles articulées pour rendre possible une ligne éditoriale explicitement en faveur de l'actuelle majorité. Les élans militants des rédacteurs personnellement attachés à la victoire de « la droite » se sont trouvés encouragés par une hiérarchie stratégiquement et idéologiquement intéressée au maintien de l'équipe dirigeante à la tête de l'Etat. Les responsables de la Socpresse, Robert Hersant en tête, craignaient en effet la victoire d'une coalition PS-PC ayant publiquement annoncé son souhait de renforcer la législation anti-concentration. Des logiques industrielles étaient donc à l'œuvre mais elles s'ajustaient à des logiques de carrière. En effet, certains hiérarques de la rédaction escomptaient, en échange de leur soutien, différentes gratifications : le chef du service *Politique* Claude Vincent fut, par exemple, pressenti pour devenir porte-parole de l'Elysée (entretien n°59) ou directeur d'une entreprise audiovisuelle (entretien n°29) en cas de réélection de Valéry Giscard d'Estaing.

- Le Monde :

Pour terminer ce bref tour d'horizon des réorientations éditoriales au cours des années 1970, on peut mobiliser l'exemple du *Monde* dont « l'indépendance » à l'égard des forces politiques avait constitué l'un des principes fondamentaux, porté par Hubert Beuve-Méry et entretenu dans la rédaction sous forme de « croyance primitive »⁵⁸². Or, selon l'un des

⁵⁸¹ La plupart des rédacteurs, du *Figaro* comme de *France-Soir*, notent l'absence de consignes strictes, à l'exception de quelques périodes de « tensions ». Ils évoquent au contraire cette capacité des rédacteurs à anticiper les attentes de leur hiérarchie : « Personne, à ma connaissance, n'a reçu de consignes directes pour écrire dans un sens ou dans un autre. Mais vous saviez très bien que si vous faisiez un papier pour dire : "Il faut absolument que Georges Marchais soit élu à la Présidence de la République", ça ne passerait pas. Donc c'était très subtil. » (Entretien n°56) ; « [Robert Hersant] n'avait même pas besoin de donner des consignes. Si vous êtes un grand directeur un peu malin, les choses se font elles-mêmes. (...) Il suffit de mettre les gens au bon endroit. » (Entretien n°29) ; « [Robert Hersant] n'intervenait pas directement dans *France-Soir*. Ça il n'y a pas de doute. Mais même si l'homme puissant ne dit rien, on essaie de deviner ce qu'il pense et on essaie de s'y conformer parce qu'on se dit : "Comme ça, je serais mieux vu." » (Entretien n°64).

⁵⁸² PADIOLEAU Jean-Gustave, « *Le Monde* » et le « *Washington Post* ». *Précepteurs et mousquetaires*, Paris : PUF, 1985, p. 49. Analysée comme « croyance » mobilisatrice par Jean-Gustave Padioleau, cette « indépendance » est présentée comme un fait objectif par l'historiographie « officielle » du journal. On pense

historiographes de ce quotidien, *Le Monde* devint « partisan » au cours des années 1970 : « Dans l'affrontement entre la gauche et la droite, qui marque la décennie (...), la rédaction du *Monde* se fait le chantre du changement, en soutenant François Mitterrand et l'union de la gauche contre les successeurs du général de Gaulle. L'influence du *Monde*, encore à son apogée, contribue à la conquête des élites par le parti socialiste et l'élection de François Mitterrand en 1981. En commentant les plans économiques de Raymond Barre, en critiquant la politique culturelle ou judiciaire du gouvernement, en développant une critique acerbe des comportements du président Giscard d'Estaing, *Le Monde* favorise la montée en puissance de la gauche, au risque d'apparaître comme un journal partisan et de perdre son indépendance. »⁵⁸³ Une telle politique rédactionnelle se serait située à la conjonction de différents facteurs : une rédaction rajeunie et majoritairement « de gauche » ; une complicité de longue date entre le chef du service *Politique*, Raymond Barrillon, et certains responsables de l'opposition ; une inimitié personnelle entre Jacques Fauvet, directeur du journal, et Valéry Giscard d'Estaing⁵⁸⁴ ; une augmentation sensible des ventes qui témoignait de la rentabilité d'une posture d'opposition et de son affinité avec les aspirations au changement d'un lectorat rajeuni⁵⁸⁵. Rétrospectivement, certains anciens membres du service *Politique* avouent leur embarras face à cette période dont ils déplorent *a posteriori* le manque de professionnalisme et la contrainte suscitée par la nécessité de soutenir les formations de « gauche » :

« Je ne vais pas vous cacher que la campagne anti-Giscard telle qu'elle est apparue à la fin des années 1970 et l'espèce de soutien inconditionnel au mitterrandisme au début des années 1980, ne suscitait pas l'enthousiasme de notre petite équipe. Non pas parce qu'on était pour Giscard et contre Mitterrand. Mais parce qu'il nous semblait qu'il y avait quand même une distance à avoir. Mais ça, c'était très Fauvet – Barrillon. (...) On faisait ce qu'on voulait mais, en même temps il y a un cas où j'ai eu l'impression de censure. Enfin, je ne l'exprimerais pas comme ça... Il y avait beaucoup de fraudes électorales dans le Val-de-Marne, dans lequel le PC était impliqué. On avait un correspondant qui avait remonté vraiment toute l'histoire. Mais on n'a jamais trouvé la place pour la passer. Il ne fallait pas trop critiquer le PC à l'époque. Et puis on disait : « Le PC fraude, la droite aussi. » » (Anne Chaussebourg, entretien n°42).

notamment aux ouvrages de Patrick Eveno (*Le Monde. Histoire d'une entreprise de presse, 1944-1995*, Paris : Le Monde Editions, 1997 ; *Le Journal Le Monde : une histoire d'indépendance*, Paris : Odile Jacob, 2001) qui réinterprètent la trajectoire de ce quotidien à l'aune de cette exigence, conquise héroïquement par Hubert Beuve-Méry, bafouée par ses successeurs (notamment Jacques Fauvet) et rétablie par Jean-Marie Colombani, décrit comme le sauveur à la fois de la viabilité de l'entreprise et de ses principes fondamentaux : « L'objet de cet essai est d'analyser comment *Le Monde* a perdu puis retrouvé son indépendance, et avec elle la prospérité. » (*Le Journal Le Monde, op. cit.*, p. 22).

⁵⁸³ *Ibid.*, p. 34.

⁵⁸⁴ Patrick Eveno ajoute que « pour Jacques Fauvet, il s'agit d'être le fossoyeur de la droite qui lui a refusé un poste ministériel et le fourrier de François Mitterrand qui lui accordera enfin les honneurs dus à sa valeur. » (*Ibidem*). Il ne nous a toutefois pas été possible de confirmer ce point.

B. L'enrôlement des pages Politique et ses limites

Ces différents exemples mettent en évidence la forte polarisation des rédactions, la pénétration des clivages partisans en leur sein et l'intérêt des différentes directions à convertir les enjeux politiques en enjeux journalistiques. Il est pourtant difficile d'expliquer l'écriture des pages *Politique* des années 1970 à l'aune de ces seules logiques de positionnement politique. D'une part, il existe rarement de « lignes éditoriales » homogènes et durables. Tout en dissimulant les fréquents conflits au cœur des rédactions, cette notion de « ligne éditoriale » est bien souvent mobilisée à des fins laudatives ou polémiques, pour valoriser la fidélité des engagements ou pour dénoncer la soumission des rédacteurs vis-à-vis de leurs directions ou vis-à-vis d'hommes politiques. D'autre part, c'est lors de cette même période 1970-80 que tendent à disparaître les dimensions les plus caractéristiques du « journalisme d'intermédiaire » dans les pages *Politique* de la presse écrite : les stricts comptes-rendus s'évanouissent, les communiqués diffusés tels quels disparaissent, les récits se font souvent plus irrévérencieux, l'analyse stratégique tend à se substituer, sous la plume des chefs de service, au commentaire moralisateur ou idéologiquement orienté. Aussi, à l'exception de *L'Humanité* et de *Libération*, dont le maigre tirage ne l'inscrivait pas encore parmi les grands journaux d'information générale, les pages *Politique* des titres de notre corpus n'ont jamais été exclusivement dominées par ces exigences de combat et de mobilisation des lecteurs. On relaie tout autant l'actualité gouvernementale que celle des partis de l'opposition et l'énonciation des partis pris s'opère le plus souvent de façon déguisée (par le choix des citations et des cadrages, par l'usage de registres ironiques, par la hiérarchisation des nouvelles, par l'utilisation d'outils tels que l'interview ou le sondage d'opinion⁵⁸⁵, etc.) et dans des espaces spécifiques (les éditoriaux, les chroniques, la titraille). En outre, les préférences politiques des membres des services *Politique* sont rarement homogènes et ne peuvent évidemment suffire à expliquer leurs productions. Le souci de ne pas se « griller » auprès de ses sources, l'ambition de disposer d'informateurs fiables et de confidences exclusives, les marges d'autonomie dont disposent les rubricards vis-à-vis de leur hiérarchie

⁵⁸⁵ Entre 1970 et 1980, la diffusion totale passe en effet de 360 000 à 445 000 exemplaires.

⁵⁸⁶ Dans une interview à *Presse actualité* (n°169, 1983, p. 24), le sondeur Jean-Marc Lech évoque l'accroissement considérable des commandes de sondages après le 10 mai 1981, de la part notamment des journaux nouvellement placés dans l'opposition (*La Vie française*, *Le Quotidien des médecins*, *Le Journal du dimanche*). Il explique que ces sondages ont été avant tout utilisés pour légitimer (et pour masquer) la radicalisation de ces journaux « qui guett[ai]ent le moment où une majorité de Français ne soutiendr[ai]ent plus le régime. » Les sondages ont pu également être utilisés comme « levier d'action », comme « moyen de pression », par exemple pour « étayer l'idée que Chirac est le meilleur leader de l'opposition ».

contribuent tout autant à expliquer, ici un enthousiasme apparent, là une posture plus distanciée :

« Alors, selon les infos qu'on a, on fait tel type de papier ou tel autre. C'est vrai que, quand on a vu la personne dont on va parler, et qu'il vous a donné des infos, on est enclin à faire un papier qui relate son point de vue. Bon. Bien moi, Giscard, président de la République, il me raconte un baratin, je ne vais pas aller dire : "Ce type est une ordure, etc." On a tendance à dire : "Voilà ce qu'il m'a raconté." C'est plus intéressant. » (Sylvie Pierre-Brossolette, entretien n°49)

La situation est donc contrastée selon les rapports de force dans les journaux et selon l'état de la conjoncture politique. Dans ce contexte de nette différenciation des offres politiques, c'est bien la proximité d'échéances électorales (législatives de 1977, municipales de 1978, présidentielle de 1981, etc.) qui renforce la susceptibilité des leaders politiques et incite les directions des journaux à une surveillance accrue du contenu de leurs pages *Politique*. Les exemples suivants, renvoyant à l'élection de 1981, témoignent ainsi de la capacité de l'équipe de campagne de Valéry Giscard d'Estaing à intervenir auprès de certaines directions pour réprimer des rédacteurs jugés trop audacieux.

Encadré 5. Les interventions de l'entourage du président Giscard d'Estaing auprès des dirigeants de presse.

Exemple n°1. La mise au placard de Jacques de Danne

L'anecdote suivante est rapportée par un rédacteur de *France-Soir*, se définissant comme « giscardien » et accrédité auprès de l'Élysée depuis le milieu des années 1970 :

« J'ai été viré de l'Élysée au mois d'octobre 1980, à l'occasion d'un reportage que j'effectuais dans le Nord avec Paul Joly, [*rubricard couvrant le PS*]. On était parti à deux. Et si vous vous souvenez bien, octobre – novembre 1980, c'était l'époque où tout le monde était persuadé que Giscard serait réélu comme un maréchal et qu'il y aurait un rapprochement socialistes – libéraux. Et le rédacteur en chef me dit : "On t'envoie à Lille mais je sais de source sûre que Mauroy va rencontrer longuement Giscard au beffroi de Lille et qu'ils vont parler d'une éventuelle coalition en cas de victoire de Giscard. Donc tu fais un papier favorable à tout ce contexte-là." Et puis on arrive à Lille et nous tombons sur une ville en état de siège avec des barricades mises en place par les ouvriers. Giscard arrive à passer au milieu de tout ça. Il arrive au beffroi de Lille, reçu au son de l'Internationale, tous les mecs debout, levant le poing. Et, au lieu de passer une heure dans le bureau de Mauroy, il y passe deux minutes. Et moi, dans ma grande naïveté, je raconte ça. L'attachée de presse de Giscard qui s'appelait [X], à qui je garde un chien de ma chienne, m'entend téléphoner ce papier à ma rédaction. Et cette andouille, au lieu de me dire d'édulcorer un peu, prend son téléphone et téléphone directement à Paul Winckler le directeur de la publication, pour lui dire : "Je tiens à vous prévenir que Jacques de Danne est saoul comme une bourrique et qu'il ne faut pas croire un mot de ce qu'il raconte." Moi, il se trouve que j'ai un défaut épouvantable, c'est que je ne bois pas. Alors je téléphone mon papier. Et puis comme toujours je rappelle un quart d'heure après pour demander si ça va. Et là, je tombe sur Claude Vincent qui dit : "Vous êtes tombé sur la tête ? Il n'est pas question de passer un papier comme ça. On va faire avec l'AFP." Et à l'époque, la presse télévisée était tenue par le célèbre trio, Patrice Duhamel, Jacques Hébert, Alain Fernbach qui étaient eux complètement giscardiens et qui n'ont pas passé une image de ça. Et il a fallu attendre le mercredi suivant et la parution des hebdomadaires et du *Canard Enchaîné* pour qu'on lise le vrai reportage. Et c'était trop tard, le mal était fait. (...) Et j'ai été viré et mis au placard pendant trois mois. » (Entretien n°56).

Exemple n°2. La mine renfrognée de VGE⁵⁸⁷

L'anecdote suivante se déroule au cours de l'entre-deux tours de l'élection présidentielle. Selon un procédé classique, la couverture de *L'Express* plaçait face-à-face les portraits des deux candidats restants. Or l'équipe de campagne de Valéry Giscard d'Estaing estima que la photographie retenue pour leur candidat tendait à le dévaloriser et s'en plaignit auprès de Jimmy Goldsmith qui prit la décision de licencier Olivier Todd, directeur adjoint de la rédaction. Dans une interview publiée peu après par *Libération*, Jean-François Revel, directeur de la rédaction, révéla les séquences de cette crise : « J'ai trouvé la photo de Mitterrand un peu trop jeune et triomphaliste et demandé qu'on en trouve une un peu moins jeune. J'ai demandé aussi qu'on enlève un peu de ride du cou de Giscard. Cela n'a pas été fait. (...) On peut estimer que Giscard, sur cette couverture, était sur la défensive, mais c'était la situation au 5 mai. (...) Un journaliste constate ce qui se passe et ce qui se passait ce jour-là, c'était que Giscard était sur la défensive. Lundi et mardi, Goldsmith m'a dit que cela l'avait empêché de dormir, qu'il y avait un complot, qu'il fallait qu'Olivier (Todd) démissionne. Je lui ai dit, dans ce cas, je regrette, je démissionne. Quand j'ai accepté la direction de *L'Express*, il y avait un contrat moral. Je travaillais dans un journal bien déterminé où le pluralisme rédactionnel était de rigueur. (...) » Si ce conflit paraît opposer Jimmy Goldsmith, partisan de la majorité sortante, à l'équipe dirigeante, il renvoie plus généralement aux profondes divisions d'une rédaction plurielle, mêlant des personnalités de « gauche » (Olivier Todd est un ancien du *Nouvel Observateur*) et de « droite » (Raymond Aron, membre du comité de soutien à Giscard, est à cette époque chef du comité éditorial de *L'Express*). Jimmy Goldsmith chercha alors à reprendre le contrôle d'une rédaction qu'il jugea frondeuse à son égard. Le 12 mai, il licencia J.F. Revel et nomma à sa place Yves Cuau et Yann de l'Écotais, tous deux issus de la scission du *Figaro* de 1976. Le service *Politique* sera à son tour victime de cette purge puisque ses deux responsables, Albert du Roy et Robert Schneider, eux aussi catalogués à « gauche », durent quitter *L'Express*. Ils furent pourtant remplacés par des journalistes jugés proches de la nouvelle majorité socialiste, Christian Fauvet et Noël-Jean Bergeroux. Ce compromis révèle ainsi les contradictions entre l'ambition proprement idéologique de Goldsmith et le délicat équilibre qui structure ce journal depuis le début des années 1960. Aussi, lors d'une assemblée générale « de réconciliation », Goldsmith annonce qu'il ne cherchera pas à faire de *L'Express* un journal « de croisade », pour ne pas heurter les lecteurs de gauche. Puis, dans un éditorial, il affirmera que l'hebdomadaire servira de « plate-forme des idées libérales, quelle qu'en soit l'origine. »

Il faut enfin rappeler que les pages *Politique* ne constituaient évidemment pas le seul espace à travers lequel les rédactions s'inscrivaient dans les luttes partisans. Outre les éditoriaux relevant de la rédaction en chef, d'autres rubriques pouvaient prendre parti dans les débats animant l'univers politique. Ce sont, par exemple, les journalistes économiques ou *Société* qui, sous couvert d'expertise, peuvent critiquer ou louer certaines politiques gouvernementales. Ce sont les pages *Social* qui portent la parole de grévistes opposés aux politiques industrielles ou qui dénoncent les méfaits de certains manifestants. Ce sont les correspondants à l'étranger qui, à travers leurs reportages dans les « démocraties populaires », étayent la dénonciation du communisme et illustrent la menace d'un accord électoral entre le PS et le PCF. Dans le cas de *Libération* ou du *Nouvel Observateur*, c'est même l'essentiel du journal qui est qualifié de « politique » dans la mesure où l'actualité privilégiée fournit

⁵⁸⁷ Sources : BERGER Françoise, *Journaux intimes, op. cit.*, pp. 30-39 ; *Libération*, 14/05/1981.

l'occasion de relayer des revendications, d'énoncer des visions du monde, d'en appeler à la puissance publique :

« *L'Observateur*, à l'époque, était un journal qui se définissait lui-même comme un journal politique. Beaucoup de champs étaient traités sous l'angle politique, y compris parfois la culture : c'était l'époque glorieuse des maisons de la culture, de la création des centres nationaux dramatiques. (...) On ne peut pas dire qu'il y avait des rubriques qui échappaient au discours politique. Tous les journalistes étaient très impliqués politiquement. Enfin, ils n'étaient pas inscrits à des partis, ce n'était pas ça le problème. Mais ils étaient tous concernés en tant que citoyens... » (Kathleen Evin, entretien n°41).

Ainsi, dire que peu de journaux, à cette époque, échappent à un classement sur l'axe droite-gauche est à la fois pertinent et réducteur. Non seulement il serait bien délicat de réduire les stratégies des entreprises de presse à leurs orientations politiques mais l'usage de ces labels flous (« presse de gauche » / « presse de droite ») tend à uniformiser, et donc à masquer, des logiques de positionnement autrement plus complexes. Il semble en fait qu'on puisse substituer à cette division binaire trois systèmes d'oppositions : un axe de proximité partisane, un axe de préférences idéologiques, un axe de rapport au pouvoir politique.

1. Proximité partisane. Le premier axe regroupe les journaux clairement engagés dans la lutte politique, qu'ils soient subordonnés ou durablement alliés à une organisation ou à une coalition spécifique. La presse d'affiliation partisane comme *L'Humanité* s'inscrit bien évidemment dans ce cadre : ses pages *Politique* ont pour fonction manifeste de mobiliser le lectorat et de soutenir le parti. De même, depuis le milieu des années 1970, les dirigeants du *Figaro* s'étaient donnés pour objectif de valoriser explicitement et quasi-quotidiennement la droite parlementaire, que celle-ci appartienne à la majorité ou à l'opposition. Mais dans ce quotidien, cette logique de combat ne s'apparente pas à une stricte subordination. D'une part, ses rédacteurs n'hésitent pas à critiquer les représentants de la droite parlementaire lorsqu'ils jugent inadéquates les stratégies de conquête de pouvoir ou les mesures gouvernementales adoptées. D'autre part, les rubricards du service *Politique* ne taisent pas toujours les différends qui opposent entre eux les leaders des partis de droite. Car ce journal constitue tout autant une arme politique en faveur de la droite qu'un réceptacle des tensions qui l'animent : chaque fraction cherchant à susciter son soutien, la direction du *Figaro* peut se poser en arbitre, asseoir ses propres exigences et profiter de ces dissensions pour garantir ses intérêts industriels. Ainsi, depuis le milieu des années 1970, l'histoire des relations entre le groupe Hersant et les responsables des partis de droite est-elle mâtinée de pressions réciproques, de rétributions croisées, d'équilibre subtil entre RPR et UDF. Par exemple, en novembre 1978, jugeant que *Le Figaro* valorisait davantage Jacques Chirac que lui-même, Valéry Giscard

d'Estaing a favorisé la mise en place d'un groupe de réflexion parlementaire sur les concentrations dans la presse⁵⁸⁸. En guise de représailles, la Socpresse menaçait d'abandonner *L'Aurore* qu'elle venait d'acquérir. En épilogue de ce conflit rapidement clos, Robert Hersant obtint une place d'éligible sur la liste de Simone Veil aux élections européennes. Parmi les compromis tactiques pour équilibrer le traitement des différents courants de la droite parlementaire, la direction du *Figaro* a affecté à la couverture de chacune de ces tendances un rubricard attiré. Or la plupart d'entre eux ont, sinon été militants de ces partis, du moins affiché des sympathies personnelles envers certains de leurs responsables. Une telle politique de recrutement fut particulièrement manifeste entre la fin des années 1970 et la fin des années 1980. Ainsi Daniel Séguin, autrefois correspondant à Deauville pour *Paris-Normandie*, est chargé en 1977 de couvrir les ex-Républicains indépendants dont l'un des anciens secrétaires généraux était Michel d'Ornano... maire de Deauville. Joseph Macé-Scaron, recruté en 1986 pour traiter du CDS, figure toujours à cette période dans le trombinoscope de ce courant⁵⁸⁹. Jean-Philippe Moinet, affecté au traitement du Parti républicain est lui-même intimement lié à ses leaders. Cette liste n'est évidemment pas exhaustive mais témoigne de la porosité des frontières politico-journalistiques. Dernier indice de cette imbrication : les élections législatives de 1986 qui virent pas moins de dix collaborateurs du groupe Hersant accéder à la députation aussi bien sous les étiquettes RPR qu'UDF⁵⁹⁰.

Aussi, contrairement aux analyses qui ne liraient le marché de la presse qu'en termes de distinction droite / gauche, il faut noter que c'est au sein de ces camps que se jouent le plus souvent les luttes pour le contrôle des instruments de « propagande » et notamment des journaux. Le jeu de la plupart des équipes politiques (« rocardiens » contre « mitterrandistes » ; « chiraquiens » contre « giscardiens ») fut d'essayer de mobiliser le soutien des titres qu'elles estimaient appartenir à leur camp (*Le Nouvel Observateur*, *Le Matin*, *Le Monde* pour « la gauche » ; *Le Figaro*, *L'Aurore*, *France-Soir* pour « la droite »). Dans *Le Nouvel Observateur* des années 1970, l'ambition explicite est bien d'amener la « gauche » au pouvoir, en tout cas sa principale force, le Parti socialiste. Cependant, les

⁵⁸⁸ Cf. BERGER Françoise, *Journaux intimes*, op. cit., p. 79.

⁵⁸⁹ Cf. « Sont-ils tous pourris ? », *L'Événement du Jeudi*, 11/02/1988.

⁵⁹⁰ La liste est fournie par Françoise Berger (*Journaux intimes*, op. cit., p. 251) : Robert Hersant, Jacques Hersant (directeur de *France-Soir*), Philippe Vasseur (journaliste économique au *Figaro*), André Audinot (directeur de la publication et président du conseil de surveillance du *Figaro*), Alain Peyrefitte (président du comité éditorial du *Figaro*), Philippe Mestre (directeur de *Presse Océan*), Jean Allard (directeur de *Paris-Normandie*), Bertrand Cousin (directeur général de la Socpresse), Jean-François Deniau (chroniqueur au *Figaro*), Alain Griotteray (chroniqueur au *Figaro Magazine*). Bien évidemment, certains étaient députés de longue date et c'est au nom de

rédacteurs ne se sont pas seulement contentés de porter la parole du PS et de combattre les responsables gouvernementaux. Selon leurs propres convictions et selon les liens qu'ils entretenaient avec tel ou tel leader du PS⁵⁹¹, ils ont également cherché à influencer les rapports de forces au sein de ce parti ainsi que son positionnement tactique et programmatique. Les conférences de rédaction donnaient ainsi lieu à de vigoureux débats autour de l'opportunité de l'alliance avec le Parti communiste :

« A l'époque, l'essentiel des réunions de rédaction était consacré aux sujets politiques et on avait de violentes engueulades. (...) On a eu des engueulades mémorables avec [François] Furet. (...) Il venait en disant : "Nous nous sommes trompés, alors il ne faut plus aujourd'hui s'allier avec les communistes, parce que nous, nous avons été communistes, nous avons été staliniens." (...) Or nous, on savait très bien que c'était le seul moyen de gagner les élections. Et donc, un jour, je me suis levée, j'ai dit à Furet : "Ecoutez, je suis désolée. Moi, je n'étais pas née à l'époque où vous étiez communiste. Moi, je n'ai jamais été stalinienne. (...) Mais je veux faire l'union de la gauche, d'abord parce qu'il y en a marre d'être dans l'opposition et puis parce qu'il faut que le Parti socialiste regagne du terrain sur le Parti communiste. Et comment le faire autrement si on ne s'allie pas avec lui ?" Et donc, c'était ça les réunions de rédaction. Tout le monde débattait. » (Kathleen Evin, entretien n°41).

2. Préférences idéologiques. Cette ambition journalistique de peser sur les choix politiques laisse entrevoir un deuxième axe, segmentant également les journaux selon qu'ils se définissent comme de « gauche » ou de « droite ». Toutefois, pour de nombreuses rédactions, ce positionnement a une portée avant tout idéologique. Il ne coïncide pas nécessairement avec les luttes partisans et n'implique pas forcément un soutien explicite et continu envers les acteurs du champ politique. Si une organisation ou une personnalité est ponctuellement valorisée, c'est parce qu'elle serait la mieux à même de satisfaire les convictions du rédacteur, de sa hiérarchie ou du lectorat visé. L'opposition entre ces journaux se structure donc davantage en termes de systèmes de valeurs et de créneau commercial. Le *Libération* des années 1970, défini comme un quotidien « de gauche », s'inscrit bien dans ce modèle : sa rédaction est généralement décrite comme méfiante à l'égard d'un personnel politique qu'elle traitera longtemps avec dérision (entretiens n°3 et 38). Soutenir une fraction du champ politique peut également répondre aux logiques industrielles de l'entreprise de

cette position dans l'espace politique qu'ils occupèrent des responsabilités de gestionnaires ou de chroniqueurs au sein des journaux de la Socpresse.

⁵⁹¹ Parmi les membres du service *Politique*, Kathleen Evin était une ancienne secrétaire du groupe socialiste à l'Assemblée, Franz-Olivier Giesbert avait collaboré à la rédaction de l'ouvrage de Pierre Mauroy, *Héritiers de l'avenir*, Georges Mamy avait participé aux *Cahiers de la République* de Pierre Mendès-France, etc. Outre ces rédacteurs, la direction du journal (Claude Perdriel, Jean Daniel) entretenait elle aussi des liens soutenus avec différents leaders socialistes et notamment Pierre Mendès-France, Jacques Delors et Michel Rocard (PINTO Louis, *L'Intelligence en action* : Le Nouvel Observateur, Paris : Métailié, 1984, p. 188).

presse. La transformation du *Quotidien de Paris* à partir de mai 1981 révèle bien ce mécanisme. Bien que dirigé par un Philippe Tesson affichant clairement ses préférences giscardiennes, la plupart des anciens rédacteurs notent l'absence de « lignes strictes » jusqu'à l'élection de François Mitterrand :

« Le thème à l'époque, c'était : de C à C. On n'est pour personne. De C à C, c'est-à-dire de Chaban à Chevènement. (...) Je me souviens du type qui faisait la gauche. Lui, il était plutôt tendance CERES. Donc, dans ses papiers, il parlait beaucoup du CERES. (...) C'était : vous faites ce que vous voulez. » (Michel Schifres, entretien n°35).

Aussi, au lendemain du 10 mai 1981, ces mêmes journalistes soulignent le soudain raidissement de la hiérarchie et l'apparition de consignes réclamant un soutien plus explicite aux formations constituant désormais l'opposition. Rappelant l'appartenance de ce quotidien à certaines entreprises pharmaceutiques, ils expliquent ce bouleversement éditorial, non seulement par les convictions idéologiques de Philippe Tesson, mais également par l'antagonisme entre les intérêts industriels des propriétaires et la politique qu'entend mener le nouveau gouvernement :

- « Il était devenu très militant *Le Quotidien de Paris*. Il était très opposition, alors que moi je ne l'ai jamais été. J'ai toujours fait du journalisme politique mais pas en militant. (...) Vous savez, *Le Quotidien de Paris*, ça a toujours été financé par *Le Quotidien du médecin*, et là il y avait le problème des laboratoires qu'on allait nationaliser. Je ne me souviens plus très bien quel était le raisonnement, mais ils sont devenus très militants et ça a correspondu à une stratégie de Tesson. Et donc, c'est vrai que le travail n'était plus tout à fait pareil. » (Pascale Amaudric, entretien n°36).

- « Là, on a vu un autre Tesson qui était devenu l'idéologue, enfin celui qui considérait que c'était une catastrophe nationale que la gauche prenne le pouvoir. Et donc on devenait les supplétifs des hommes politiques de droite défailants et c'était à nous de mener le combat contre le gouvernement Mauroy. (...) C'était : tout ce qu'il fait est mauvais. C'étaient des critiques acerbes, ironiques. On nous incitait à le faire constamment. On devenait un journal militant. » (Jean-Yves Boulic, entretien n°46).

3. Rapport au pouvoir politique. Un troisième axe segmente enfin les journaux selon leur attitude envers le pouvoir politique, c'est-à-dire selon qu'ils privilégient une posture gouvernementale ou oppositionnelle. Par exemple, au-delà des accointances entre son équipe dirigeante et les leaders des formations « gaullistes » ou « libérales », c'est bien une stratégie de soutien à la majorité en place qui a longtemps structuré le positionnement de *France-Soir*. Son ancien directeur, Pierre Lazareff, avait d'ailleurs rationalisé et légitimé une telle orientation éditoriale :

- « *France-Soir* a toujours été un journal gouvernemental. (...) Lazareff disait : "Le plus grand nombre de gens ont élu Pierre ou Paul, donc on est naturellement pour eux" Ils ont été Algérie française. Et puis, ils ont été gaullistes. Et puis après, ils ont été tout naturellement giscardiens. » (Jacques Malmassari, entretien n°29).

- « On sait que *France-Soir* est un journal gouvernemental quel que soit le gouvernement. Ça, c'était la grande théorie de Lazareff, c'est-à-dire on est toujours du côté du manche parce que c'est le côté du peuple. » (Jacques de Danne, entretien n°56).

Sous la IV^e République, dans une configuration politique où les majorités sont labiles et changeantes, les dirigeants de *France-Soir* se sont longtemps efforcés d'atténuer les partis pris de leurs rédacteurs, sauf lorsqu'il s'agissait de dénoncer les activités du Parti communiste. Une telle perspective était encore entretenue dans les premières années de la V^e République, jusqu'au rachat en 1965 de *Paris-Presse* et l'incorporation de ses cadres, davantage marqués à « droite » :

« Je suis partie en 1965 à cause d'une crise intérieure du journal, c'est-à-dire que *France-Soir* a avalé *Paris-Presse*. Alors que *France-Soir* était un journal gentiment gouvernemental, *Paris-Presse* était franchement à droite. Et donc, on a été un certain nombre à dire : "Non ! Vous auriez pu nous demander notre avis." » (Irène Allier, entretien n°43).

Or, du fait de la bipolarisation, la majorité s'est vue progressivement et durablement assimilée à la « droite », si bien que différents rédacteurs ont accédé au sommet du service *Politique* de *France-Soir*, compte tenu de l'« orthodoxie » de leurs engagements et de leurs connaissances, parfois intime, des élites gouvernementales : Serge Maffert est décrit comme très « proche » de Georges Pompidou ; Pierre Sainderichin, ancien rédacteur en chef à *Sud-Ouest* et autrefois résistant aux côtés de Jacques Chaban-Delmas, est recruté lorsque celui-ci est pressenti pour succéder à Pompidou ; Claude Vincent avoue avoir été « très séduit par Giscard au moment de son arrivée au pouvoir » (entretien n°64). Aussi l'accession au pouvoir de François Mitterrand a-t-elle placée *France-Soir* dans une position inconfortable, la rédaction devenant tiraillée entre ses anciennes prises de position et ce retournement des rapports de forces politiques. Pendant quelques mois, *France-Soir* fit donc preuve d'« indulgence » (entretien n°45) envers le nouveau pouvoir. Plusieurs processus ont contribué à ce bref renversement dans l'attitude à l'égard du personnel et des idées socialistes. Certains rappellent tout d'abord l'orientation gouvernementale du journal qui incite la direction à faire preuve de prudence : quotidien à vocation populaire, *France-Soir* ne peut se permettre de se mettre à dos les électeurs ayant voté, en majorité, pour François Mitterrand puis pour les candidats de la coalition de « gauche » aux législatives. Mais cette prudence provisoire apparaît, selon d'autres, comme une preuve de l'opportunisme de leur chef d'alors, Claude Vincent⁵⁹² :

⁵⁹² Claude Vincent en convient d'ailleurs lui-même dans l'entretien réalisé en décembre 2003 : « Mais moi ce qui m'a intéressé dans le journalisme politique, c'est le pouvoir. C'est le pouvoir. Ce n'est pas tellement finalement un parti ou un autre. Quand Mitterrand a été élu Président de la République, je suis allé le voir deux, trois fois avant. Et quand il a été élu Président de la République, je suis allé le voir beaucoup. (...) Il a été très gentil avec

- « C'était un type opportuniste ! Quand Mitterrand est arrivé au pouvoir, il a été le premier à obtenir une interview. Alors qu'il était connu sur la place de Paris pour être le plus giscardien des giscardiens ! (...) *France-Soir* n'a pas tourné casaque complètement, bien sûr, mais il s'est montré quand même beaucoup plus souple vis-à-vis des socialistes qu'il injurait quelques mois auparavant. (...) Mais bon, le naturel revient au galop très, très vite. Et dès 1982, c'est-à-dire dès qu'il y a eu les premières difficultés. Claude Vincent a été le premier à reprendre le flambeau de l'opposition, et là c'était assez violent. (...) A partir du moment où, en 1982, le journal redevient un journal marqué à droite (c'est le groupe Hersant ne l'oublions pas), on consacrait beaucoup plus de sujets aux propositions de l'opposition et on matraquait le gouvernement de gauche. Mais, entre mai 1981 et début 1982, il y a eu une période de flottement. (...) Et je sais que *France-Soir* a perdu des lecteurs de droite parce qu'ils ne se retrouvaient plus dans un journal qui finalement disait plutôt du bien de Mitterrand. » (Daniel Bermond, entretien n°59)

- « Je ne dirais pas qu'il retourne sa veste. Ça a été interprété comme ça par beaucoup de gens. Mais c'était le thème : "Avant de critiquer, attendons pour juger !" Donc, lui qui était quand même une plume giscardienne, du jour au lendemain, il dit : "Ouais bon, il a été élu. Laissons lui quand même le temps de montrer ce qu'il peut faire, avant de juger." » (Paul Joly, entretien n°45).

Mais la posture « gouvernementale » ne constitue pas seulement une stratégie commerciale d'adéquation avec les préférences politiques supposées du public. Outre différentes gratifications symboliques (fréquenter le « pouvoir », être courtoisé par les gouvernants, etc.), soutenir ou, plutôt, ne pas attaquer le gouvernement peut également servir les logiques industrielles des entreprises de presse. Concernant *France-Soir*, et plus généralement les journaux de la Socpresse, les rédacteurs évoquent alors différents périls pesant sur son groupe de presse : menace d'une « loi anti-concentration » exigée par le Parti socialiste, menace d'une nouvelle inculpation pour le viol de l'ordonnance de 1944 sur la propriété des journaux, menace d'un rachat de *France-Soir* par l'entremise d'André Rousselet, directeur de cabinet de François Mitterrand, etc. Ces différents éléments ont donc incité la direction à favoriser, dans un premier temps, des relations cordiales avec le nouveau pouvoir. Mais lorsqu'en 1982, ces menaces se sont faites plus pressantes, les rédacteurs les plus réfractaires au nouveau gouvernement se sont vus autorisés à adopter un traitement plus farouchement critique :

- « On avait tout intérêt à ce que ça se passe bien, parce que c'était l'époque où il y avait une loi sur la presse qui interdisait les trusts. (...) Donc c'était : "Pas de vagues. Surtout pas de vagues". Et puis, une fois que la loi sur la presse a été définitivement étouffée... » (Jacques De Danne, entretien n°56)

- « Et alors, après l'arrivée de Mitterrand au pouvoir, il s'est passé des choses assez curieuses, c'est que Hersant qui était le véritable patron du journal avait indiscutablement un deal personnel avec Mitterrand. C'est-à-dire qu'ils étaient officiellement dans des camps opposés, mais en fait il y avait des relations qui n'étaient pas aussi mauvaises que ça. (...) Mais, lorsque Mitterrand est arrivé au pouvoir en 1981, il était entouré de gens

moi, bien que je sois catalogué comme de droite. Et alors, beaucoup de gens, dont Hersant d'ailleurs, m'ont accusé d'avoir retourné ma veste. » (Entretien n°64).

qui voulaient radicaliser la politique de gauche, et qui notamment voulaient conduire une offensive contre ce qu'ils considéraient comme la monopolisation de la presse. Et c'est là que se sont durcis les rapports entre le groupe Hersant et le pouvoir. Et donc ça se traduisait forcément dans les journaux. » (Claude Vincent, entretien n°65)

- « La ligne du journal a changé lorsqu'il y a eu les tentatives de rachat de *France-Soir* poussées et organisées par le gouvernement Mauroy. Et à ce moment-là, il y a une partie de bras de fer entre Hersant et le gouvernement. Donc ça a basculé en 1982-83. C'était Thierry Desjardins qui était directeur de la rédaction et là, le journal a franchement durci le ton, a pris une position très dure vis-à-vis du gouvernement, de Mitterrand et c'est là que je suis parti. (Paul Joly, entretien n°45).

A certains égards, les logiques de positionnement du *Monde* au cours des années 1970-80 peuvent elles aussi être interprétées à l'aune d'un tel axe majorité-opposition. Car au-delà de la complicité nourrie entre les membres du service *Politique* et différents responsables socialistes, ce qui a uni une large partie des rubricards et de leur direction, c'est avant tout l'opposition à une majorité de « droite », installée au pouvoir depuis près de deux décennies. Cette rédactrice explique ainsi l'intérêt, journalistique et idéologique, à réclamer un renouvellement du personnel politique :

« Quand Giscard a été élu, on se disait : "Là, il y a un coup de neuf de la politique", même si on n'aimait pas ce coup de neuf. (...) Donc il y a l'intérêt et la curiosité de voir les choses bouger. Ça, c'est un intérêt journalistique parce que c'est nouveau. Avec Mitterrand, il y avait quand même un grand programme de changement. Il y avait quand même un certain nombre de choses qui excitaient l'intérêt, la curiosité. (...) Vous aviez quelque chose qui était une force montante, qui représentait une vraie innovation, qui disait que les choses peuvent bouger – et il est temps que ça bouge. (...) La décentralisation paraissait normale, tout comme l'abolition de la peine de mort. Bon, il y avait un certain nombre de choses qui apparaissaient quand même excessivement positive pour tout le monde. » (Anne Chaussebourg, entretien n°42).

Si l'opposition à la majorité giscardienne a pu susciter quelques réticences chez les rédacteurs les plus attachés aux valeurs d'indépendance du *Monde*, elles recueillaient l'adhésion d'une large partie de la rédaction, des journalistes soucieux d'afficher leur expertise critique et distante envers la politique gouvernementale aux rédacteurs les plus désireux de favoriser la victoire de la « gauche ». Aussi, l'alternance a-t-elle placée *Le Monde* dans une situation délicate et suscitée de nombreux débats quant au positionnement à adopter vis-à-vis de la nouvelle majorité. Tandis que le directeur, Jacques Fauvet, défendait une attitude de soutien au gouvernement de gauche⁵⁹³, certains rédacteurs s'opposèrent à cette ligne

⁵⁹³ La contrainte économique qui pèse sur un journal fortement endetté va également peser sur son indépendance à l'égard des autorités politiques. En effet, à travers le contrôle des banques nationalisées, dont l'aide est rendue nécessaire par la situation financière, le gouvernement put, plus ou moins directement, négocier et formuler ses exigences à la direction du journal. Ces tractations ont également eu lieu avec les responsables de *Libération* et du *Matin de Paris*, qui faisaient également face à de récurrentes difficultés dans leur comptabilité (Cf. BERGER

gouvernementale, susceptible d'assimiler le journal à l'organe « officiel » du pouvoir et de nuire à l'autonomie de ses choix rédactionnels. En outre, les contradictions face auxquelles le nouveau gouvernement se trouvait confronté (appliquer strictement le programme électoral ou privilégier la stabilité des indicateurs financiers dans un contexte de stagnation économique) renforcèrent les antagonismes entre rédacteurs, selon leurs propres conceptions des politiques que devait mener un gouvernement de gauche⁵⁹⁴. Le brusque déclin des ventes entre 1980 et 1985⁵⁹⁵, interprété comme la conséquence de cette proximité avec un pouvoir de plus en plus impopulaire, a alors enrichi l'argumentaire des journalistes les plus attachés à une distance critique envers le gouvernement ou les plus prompts à dénoncer l'alliance entre socialistes et communistes. Comme le souligne rétrospectivement ce rédacteur : « Il n'est pas bon d'être du bord de ceux qui ont gagné. La presse doit être un contre-pouvoir. Il faut un traitement oppositionnel » (Noël-Jean Bergeroux, entretien n°25).

Un tel embarras fut également manifeste au *Nouvel Observateur* dont la hiérarchie pouvait soutenir l'union de la gauche lorsqu'elle était dans l'opposition, sans en endosser nécessairement les implications programmatiques⁵⁹⁶ :

« La gauche est arrivée au pouvoir et là, il s'est passé quelque chose. Déjà, le 10 mai 1981, c'était fabuleux. Tous les journalistes du journal étaient dans la rue. Tout le monde était heureux. Et on est passé au journal vers minuit en se disant : "On va fêter ça avec les copains." Et on est arrivé, nous les jeunes journalistes, et c'était une veillée funèbre ! Il y avait Michel Rocard, Jacques Delors, Jean Daniel. On est arrivé, on a passé la tête en disant : "Alors, le champagne ?" Ils faisaient tous des gueules de cent pieds de long. On a compris qu'il y avait un truc. C'était un journal qui avait soutenu l'arrivée de la gauche au pouvoir. Et une fois que la gauche arrivait, ils étaient plombés. Ils disaient : "Merde, il va y avoir des communistes au gouvernement. Comment on va faire ? C'est l'horreur. Il va y avoir des nationalisations." On s'est rendu compte à ce moment-là qu'il y avait eu un malentendu. (...) Donc ça a commencé à se tendre un peu. Alors ils ont dit : "Il va falloir critiquer tout ça, les nationalisations" On leur disait : "Mais attendez, c'était dans le programme. On ne peut pas non plus commencer à tirer à boulet rouge sur un Gouvernement qui applique son programme." » (Kathleen Evin, entretien n°41).

Françoise, *Journaux intimes, op. cit.*, p. 186, 195 et 203). Plus généralement, les fortes imbrications entre les univers politiques, administratifs et économiques, favorisés par la mobilité des hauts fonctionnaires entre ces espaces et l'importance des secteurs nationalisés (cf. BIRNBAUM Pierre, *Les Sommets de l'État. Essai sur l'élite du pouvoir en France*, Paris : Le Seuil, 1977, pp. 148-150 notamment) ont longtemps favorisé l'interdépendance entre le pouvoir politique et de nombreuses entreprises de presse.

⁵⁹⁴ Il faut ajouter que ces conflits prennent corps dans un contexte de luttes pour la succession de Jacques Fauvet qui quitte la direction du journal en 1981.

⁵⁹⁵ Entre 1981 et 1985, la diffusion totale passe en effet de 439 000 à 343 000 exemplaires.

⁵⁹⁶ « La conformité de la ligne éditoriale des journaux d'opposition avec les thèmes du Programme commun puis du programme socialiste était suscitée par les logiques de la discipline de "camp" politique et par l'opposition de leurs journalistes à "la droite" plutôt que par l'adhésion des hiérarchies rédactionnelles aux thèmes "anticapitalistes" du PS. » (JUHEM Philippe, « Alternances politiques... », art. cité, p. 204).

Distinguer différents niveaux de soutien ou d'opposition aux forces politiques permet de mettre en évidence la pluralité des rationalités qui s'affrontent ou se coordonnent pour traiter au quotidien de l'actualité politique. Or l'une des incidences de la bipolarisation partisane des années 1970 est d'avoir contribué à ce que ces trois modalités de positionnement se confondent dans la plupart des rédactions : les intérêts stratégiques des entreprises de presse à soutenir ou critiquer l'équipe au pouvoir ont pu s'ajuster aux convictions idéologiques ou aux affinités partisans de nombreux rédacteurs, autorisés, sinon incités, à prendre position dans les luttes politiques. C'est dans cette perspective que la configuration du jeu politique des années 1970 a favorisé une polarisation nette entre « presse de droite » et « presse de gauche ». L'alternance de 1981, brouillant cette confusion ancienne entre les axes partisan, idéologique et gouvernemental, entraînera de nombreux conflits dans les rédactions et obligera de nombreux journaux à redéfinir leurs orientations rédactionnelles. Au-delà, cette exacerbation des passions politiques et cette intensité des luttes pour contrôler ou s'assurer le soutien des journaux témoignent de la place qu'occupaient encore la presse écrite dans les stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir, et ce malgré le développement massif de la radio et surtout de la télévision.

§ 3. DE NOUVELLES MISES EN SCENE DU POLITIQUE

Parmi les transformations les plus prégnantes dans l'environnement des journalistes politiques de la presse écrite, il ne faut pas oublier d'évoquer l'essor spectaculaire de la télévision. En stricts termes d'équipement, l'évolution est en effet considérable : tandis que seuls 13,1 % des ménages disposaient d'un téléviseur en 1960, ils sont 70,4 % en 1970 et 90,1 % en 1980⁵⁹⁷. Il ne s'agit pas évidemment ici de retracer la genèse de cette technologie, l'histoire de sa conquête par les autorités politiques⁵⁹⁸ ou son effet sur la politisation des publics⁵⁹⁹. On ne discutera pas non plus des mutations de la programmation, sinon pour en déceler l'appropriation progressive par le personnel politique. Car, comme tout média, la télévision recouvre deux réalités qu'il importe de distinguer. Ce terme désigne, d'une part, le

⁵⁹⁷ BOURDON Jérôme, *Haute Fidélité. Pouvoir et télévision, 1935-1994*, Paris : Le Seuil, 1994, p. 354.

⁵⁹⁸ Sur ce point, voir les travaux de Jérôme Bourdon : *Haute Fidélité, op. cit.* ; « Brève histoire du pouvoir et de la télévision », *Pouvoirs*, n°51, 1989, pp. 5-15 ; « Une identité professionnelle à éclipse », *Politix*, n°19, 1992, pp. 56-66.

⁵⁹⁹ Voir LE GRIGNOU Brigitte, *Du Côté du public. Usages et réceptions de la télévision*, Paris : Economica, 2003, pp. 139-157 et 179-198.

médium à travers lequel les publics sont mis en relation avec une production, discursive et iconographique. Il identifie, d'autre part, un ensemble d'*acteurs* chargés de la programmation⁶⁰⁰. Parmi ceux-ci, des journalistes, faisant face à des contraintes de production et de diffusion spécifiques, vont prendre place dans le champ de l'information. C'est en prenant en considération ces deux niveaux d'analyses que l'on peut comprendre les effets de la télévision sur le travail des journalistes politiques de la presse écrite française. Tout d'abord, permettant un contact immédiat avec un très large public, la télévision a fourni une scène inédite aux acteurs politiques. Le développement d'un tel espace d'expression a brouillé les formes consacrées du débat public et favorisé l'émergence de nouvelles pratiques de communication. Ensuite, la popularité croissante de journaux télévisés aux formats de plus en plus codifiés a contribué à bouleverser les habituels savoir-faire journalistique : modifiant la temporalité de l'offre d'informations, intensifiant la concurrence entre médias, transformant les attentes supposées des lecteurs envers la presse écrite, la télévision a progressivement contraint les journaux à redéfinir leurs contenus, en termes de hiérarchie de l'information, de mise en scène de l'actualité, de registres privilégiés. Ces deux processus se sont ainsi combinés pour subvertir les conditions de travail et la pertinence des postures endossées jusqu'ici par les rédacteurs politiques de la presse écrite. Certes interdépendants, ces processus doivent toutefois être dissociés pour bien comprendre les mécanismes à l'œuvre. On ne s'intéressera donc ici qu'aux effets de la télévision sur la publicité et sur les pratiques des acteurs politiques⁶⁰¹.

A. Usages politiques de la télévision et professionnalisation de la communication politique

Loin de tout déterminisme technologique, il s'agit d'entrevoir comment les professionnels de la politique se sont adaptés à un outil leur offrant de nouvelles ressources mais également de nouvelles contraintes. Bien qu'ils aient manifesté une indifférence voire

⁶⁰⁰ « Comme tout objet social, la télévision est une forme particulière de traduction des rapports sociaux en représentations culturelles. (...) Le *média* télévision doit être considéré comme une *médiation*, c'est-à-dire comme une forme spécifique de construction de la réalité sociale à travers les relations, les associations et les conflits multiples de l'ensemble des acteurs qui concourent à sa production. » (MACE Eric, « Qu'est-ce qu'une sociologie de la télévision ? Esquisse d'une théorie des rapports sociaux médiatisés. 1. La configuration médiatique de la réalité », *Réseaux*, n°104, 2000, p. 248).

⁶⁰¹ Sur les incidences des logiques commerciales que la télévision contribuera à imposer sur la fabrication et la circulation de l'information politique, cf. *infra*, chapitre 7.

une hostilité initiale à l'égard de cette technologie⁶⁰², elle fut rapidement perçue comme un dispositif de propagande potentiel, qu'il leur fallait dès lors contrôler avec minutie. Jérôme Bourdon rappelle les premières étapes de cette médiatisation télévisuelle du politique : retransmission partielle du congrès de Versailles en 1953, création d'un programme d'interviews de responsables gouvernementaux, « Face à l'opinion », en 1954, diffusion de la première campagne électorale télévisée en vue des législatives de 1956⁶⁰³. Mais c'est le général de Gaulle qui, fort de son expérience en matière de radiophonie⁶⁰⁴ et des ressources offertes par sa position institutionnelle, a su instrumentaliser ce média⁶⁰⁵, en multipliant ses allocutions et en assurant un strict contrôle politique sur une entreprise audiovisuelle en situation de monopole⁶⁰⁶. Malgré cette emprise gouvernementale, l'opposition accédera toutefois à cette tribune à la faveur du ballottage des élections de 1965 et de la création des premiers magazines politiques (« Face à face » en 1966), envisagés par certains responsables de la majorité comme un moyen de « banaliser » et donc d'« user » les leaders des partis de gauche⁶⁰⁷. Toujours est-il que la fréquence de ces émissions va contribuer à rendre le personnel politique plus familier au public et à ainsi entretenir le processus de personnification induit par les nouvelles règles du jeu politique.

Mais ce processus résulte également de la routinisation des formats mobilisés pour couvrir l'actualité politique dans les journaux télévisés. Jusqu'au milieu des années 1960, les J.T. relayaient principalement les « rituels » républicains (cérémonies protocolaires, allocutions publiques des dirigeants, etc.) à travers lesquels les leaders gouvernementaux rendaient visibles l'exercice du pouvoir et pouvaient incarner la parole de l'Etat⁶⁰⁸. Par la

⁶⁰² BOURDON Jérôme, *Haute fidélité, op. cit.*, pp. 30-40. Selon J. Bourdon, c'est en 1953 que les gouvernants verront un réel intérêt politique à la télévision : le Parlement vote un plan de développement sur cinq ans ; une « chasse aux sorcières » est entreprise contre des réalisateurs supposés communistes ; Joseph Laniel donne la première interview d'un président du Conseil au journal télévisé.

⁶⁰³ *Ibid.*, pp. 41-42.

⁶⁰⁴ En référence à son usage récurrent de la radio pendant la guerre et jusqu'à son exclusion des ondes en 1947 (*Ibid.*, p. 53), de Gaulle est qualifié par certains de « Général Micro ».

⁶⁰⁵ « C'est de Gaulle qui a commencé à utiliser la télévision. C'est dire que la télévision n'est devenue un outil politique qu'à partir de la V^e République. Mais elle n'est devenue un outil politique réel qu'à partir du moment où le Président de la République a été élu au suffrage universel, en 1962, et où, par voie de conséquence, les campagnes électorales et la vie politique elle-même, ont pris une dimension plus médiatique. » (Jean Ferniot, entretien n°32).

⁶⁰⁶ Il faut bien évidemment se déprendre de l'illusion d'une toute-puissance du politique : « Les voies de l'intervention politique sont multiples, les contraintes qui pèsent sur les journalistes ne tiennent pas qu'à ce fameux ministère interventionniste » (BOURDON Jérôme, « Brève histoire du pouvoir et de la télévision », art. cité, p. 5).

⁶⁰⁷ DARRAS Eric, « Les bienséances de l'échange politique. Naissance d'une tribune politique télévisuelle », *Politix*, n°37, 1997, p. 13.

⁶⁰⁸ « Tout acte de discours public implique donc un premier acte illocutoire, qui consiste à affirmer sa propre représentativité et qui fait du discours tenu l'expression du groupe représenté. » (ESQUENAZY Jean-Pierre,

suite, à mesure que les rédacteurs de l'ORTF revendiquaient leur « professionnalisme » et cherchaient à se soustraire aux critiques contre la « télé UNR » ou la « télé Giscard »⁶⁰⁹, les journaux télévisés mirent davantage en scène la confrontation politique. Bien évidemment, cela ne signifie pas que les rédacteurs et leurs directions ont soudainement évacué tout élan militant ou toute prudence à l'égard du pouvoir politique : les fortes tensions qu'ont suscitées, dans les rédactions, l'affaire « des diamants » illustrent bien la capacité des autorités politiques à assurer la « conformité » des informations télévisuelles. Néanmoins, en dehors de tels scandales qui ne seront d'ailleurs jamais totalement étouffés, différents « rites d'objectivité »⁶¹⁰ vont progressivement se sédimenter : égalisation du temps de présence à l'antenne en période de campagne électorale, pluralisme plus marqué des discours médiatisés, segmentation partisane du service *Politique* qui affecte des rédacteurs à la couverture exclusive des formations « de gauche »⁶¹¹, etc.

Les interviews ont à cet égard subi des transformations manifestes. Au cours des années 1960, deux registres prédominent : les entretiens courtois voire déférents avec le Président de la République et le ton virulent des « plumes » appelés à questionner les leaders politiques. En effet, les interviewers invités lors des magazines politiques remplissaient généralement deux conditions censées fonder leur légitimité à polémiquer avec le personnel politique : être reconnu comme une « signature » prestigieuse de la presse écrite, être porteur d'une opinion politique attestée⁶¹². Or, face aux accusations contre un dispositif enfrenant la

Télévision et démocratie. Le politique à la télévision française (1958-1990), Paris : PUF, 1999, p. 51). Néanmoins, Pierre Bourdieu montre qu'un tel coup de force symbolique ne peut être possible, et efficace, que lorsque le leader dispose des ressources l'autorisant à représenter le groupe : « Un énoncé performatif est voué à l'échec toutes les fois qu'il n'est pas prononcé par une personne ayant le "pouvoir" de le prononcer. » (*Ce Que Parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris : Fayard, 1982, p. 109).

⁶⁰⁹ Sur ce point, voir BOURDON Jérôme, « Une identité professionnelle à éclipse », art. cité. Sur le passage des l'ère des « rituels démocratiques » à l'ère de « la controverse », CHEVALIER Yves, *L'« Expert » à la télévision. Traditions électorales et légitimité médiatique*, Paris : CNRS Editions, 1999, p. 52.

⁶¹⁰ TUCHMAN Gaye, « Objectivity as Strategic Ritual », *American Journal of Sociology*, vol. 77, n°4, 1972, pp. 660-679.

⁶¹¹ Jacques Siracusa explique qu'au cours des années 1950 et 1960, le service *Politique* « regroupe des "journalistes fidèles", chargés de contrôler leurs collègues. (...) En tant que chef du service Politique, un journaliste se voit donc transmettre une sorte de mandat politique par ses supérieurs. » (*Le J.T., machine à décrire. Sociologie du travail des reporters à la télévision*, Bruxelles : INA – De Boeck Université, 2001, p. 175). Mais au cours des années 1970, les services *Politique* vont se structurer sur le modèle de la presse écrite : l'ambition est bien de mieux rationaliser la production et non plus seulement d'assurer son contrôle. Ce point est confirmé par Bruno Masure chargé à TF1 de couvrir le Parti socialiste : « Pendant la campagne [de 1981], la seule contrainte qu'on avait, c'était justement le problème de chronomètre à la con, parce qu'on est tenu, à la seconde près, d'être en équilibre. (...) Et donc je me souviens, on était à deux tables de montage l'une à côté de l'autre dans le couloir, et avec mon copain qui suivait Giscard : "Bon, tu fais combien ?" "Deux minutes" "Ah moi, j'ai besoin de deux dix" "Ah ben, je rajoute dix secondes". Mais sur le fond, j'ai vraiment eu la paix. C'est-à-dire que je n'ai pas eu de pressions. » (Bruno Masure, entretien n°34).

⁶¹² DARRAS Eric, « Les bienséances de l'échange politique », art. cité, p. 17.

bienséance de l'échange, « on considérera à partir de cette époque que l'attitude normale d'un journaliste dans ce genre d'émission doit être marquée par sa neutralité : "objectif", il doit éviter de poser des questions gênantes ou de répliquer à l'invité politique. »⁶¹³ L'émission *A armes égales* (1970)⁶¹⁴, initiée dans un contexte de relatif assouplissement du contrôle gouvernemental, constitua alors une triple rupture : les journalistes se posèrent davantage en arbitres « impartiaux » d'un débat rythmé par la publication de sondages ; une exigence de théâtralité s'est faite plus manifeste ; les invités furent sollicités pour participer à la programmation en préparant eux-mêmes un bref reportage sur un thème donné. « Obligeant les hommes politiques à réfléchir à la réalisation audiovisuelle et la présentation télévisuelle de soi, familiarisant public et politiques avec les sondages, l'émission est, en tout cas, un véritable laboratoire de communication. »⁶¹⁵ Car, à travers ce programme, on identifie deux incidences de ces appropriations croisées entre hommes politiques et télévision. D'un côté, en exhibant un nouveau dispositif de débat et, plus généralement, d'énonciation de la parole politique, la télévision a participé à la subversion des normes éprouvées de l'éloquence parlementaire et a amené les acteurs politiques à mobiliser de nouveaux savoir-faire⁶¹⁶. D'un autre côté, elle les a contraint à davantage tenir compte de l'image et donc de leur image, ce qui les amène à concevoir des stratégies de communication ajustées au contact direct avec un public extrêmement diversifié⁶¹⁷.

Dès lors, dans les univers politique et journalistique, fut entretenue la croyance selon laquelle les succès électoraux dépendaient avant tout des prestations télévisuelles et

⁶¹³ ESQUENAZY Jean-Pierre, *Télévision et démocratie*, op. cit., p. 77.

⁶¹⁴ Cf. BOLTANSKI Luc, BOURDIEU Pierre, « *A armes égales* : la parade de l'objectivité et l'imposition de problématique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°2-3, 1976, pp. 70-73.

⁶¹⁵ BOURDON Jérôme, *Haute Fidélité*, op. cit., p. 162. Jérôme Bourdon ajoute (*Ibid.*, p. 163) qu'à partir de cette période, les journaux commenceront à appréhender ces émissions sur le mode de la compétition électorale en désignant vainqueurs et vaincus, sondages à l'appui parfois.

⁶¹⁶ Mais la télévision n'est évidemment pas seule en cause : elle accompagne un processus parallèle de renouvellement du personnel politique, marqué par la forte croissance des effectifs issus de la haute fonction publique (voir par exemple, GAXIE Daniel, « Les facteurs sociaux de la carrière gouvernementale sous la Cinquième République de 1959 à 1981 », *Revue française de sociologie*, vol. XXIV, n°3, 1983, pp. 449-450 ; DOGAN Mattei, « Les professions propices à la carrière politique. Osmoses, filières et viviers », in OFFERLE Michel (dir.), *La Profession politique. XIXe – XXe siècle*, Paris : Belin, 1999, pp. 182-186). Erik Neveu souligne ce point : « Les énarques disposent (...) de capacités de représentation qui doivent plus aux apprentissages rhétoriques du grand oral qu'à ceux des joutes oratoires sous les préaux d'école. Il n'est donc pas surprenant qu'ils aient pu en bien des cas tirer le meilleur profit de formes nouvelles de débats médiatiques mettant l'accent sur la maîtrise technique de dossiers, la capacité de mise en scène d'une personnalité totale, plus que sur la chaleur du verbe des meetings. » (NEVEU Erik, *Une Société de communication ?*, Paris : Montchrestien, 1997, p. 96).

⁶¹⁷ « Le développement de nouveaux médias de communication a ainsi donné naissance à une nouvelle forme de publicité déspatialisée liée à une forme intime de présentation de soi et libérée des contraintes de la coprésence. » (THOMPSON John B., « Transformation de la visibilité », *Réseaux*, n°100, 2000, pp. 198-199).

impliquaient de retravailler le style vestimentaire, la gestuelle et l'élocution⁶¹⁸. Or cette croyance dans le pouvoir de la télévision et dans l'efficacité des stratégies d'images fut renforcée par l'émergence d'une catégorie d'acteurs directement intéressés par sa diffusion : les communicants, soucieux d'asseoir la légitimité et la scientificité de leurs recommandations⁶¹⁹. Si le travail de représentation de soi et l'activité symbolique sont évidemment consubstantiels au politique⁶²⁰, il n'en demeure pas moins que les entreprises politiques ont recouru de plus en plus fréquemment aux services de ces professionnels afin de rationaliser leurs techniques de propagande, désormais envisagés comme techniques de marketing⁶²¹. L'ambition, promue dès les années 1970, est bien de permettre aux acteurs politiques de *(re)séduire* une « opinion publique » jugée indifférente voire méfiante, dans un contexte d'intensification de la compétition politique nationale. Les communicants les ont donc incité à abandonner l'austérité ou l'hermétisme de leurs discours, à offrir de nouvelles images de leur personnalité, à développer deux registres : la proximité et l'affectivité⁶²². L'homme politique doit publiquement endosser des rôles variés, mettre en scène son intimité, paraître, en somme, comme « un homme ordinaire »⁶²³.

Mais cet impératif de séduction concerne tout autant l'« opinion publique » que des intermédiaires comme les journalistes. A défaut de contrôler l'information politique, il s'agit désormais d'instrumentaliser sa production en anticipant les contraintes propres au journalisme télévisuel : prévoir des « petites phrases » adaptées à la brièveté des reportages,

⁶¹⁸ Tout comme la victoire de Kennedy sur Nixon en 1960 fut *a posteriori* expliquée par la décontraction de l'un et l'apathie de l'autre lors du débat télévisé préélectoral (cf. SCHUDSON Michael, « Trout or Hamburger : Politics and Telemythology », in *The Power of the News*, Cambridge : Harvard University Press, 1995, p. 116), c'est bien la prestation respective de Valéry Giscard d'Estaing et de François Mitterrand qui est régulièrement mobilisée dans les entretiens pour justifier le succès du premier.

⁶¹⁹ « La communication est faite d'une adhésion plus ou moins forte à des manières *spécifiques* de penser et d'agir au regard de ce que les élus et conseillers, aujourd'hui, croient qui "compte", qui "pèse", qui a du "poids" dans le jeu politique. » (LEGAVRE Jean-Baptiste, « L'horizon local de la communication politique », *Politix*, n°28, 1994, p. 77).

⁶²⁰ Cf. BALANDIER Georges, *Le Pouvoir sur scènes*, Paris : Balland, 1982 ; BRAUD Philippe, *L'Emotion en politique. Problèmes d'analyse*, Paris : Presses de la FNSP, 1996, p. 108 sq.

⁶²¹ La littérature consacrée à la « professionnalisation » de la communication politique, nationale ou locale, est riche : Jean-Baptiste Legavre en a déjà donné un aperçu dans un papier de 1994 (cf. « L'horizon local de la communication politique », art. cité). On peut également citer cet article de Jean-François Doumic (« Alternance : les cabinets communiquent... », *Médiaspouvoirs*, n°4, 1986, pp. 142-143) qui identifie un basculement en 1986 dans l'identité des chargés de communication ministériel. Tandis qu'il s'agissait principalement jusqu'ici de journalistes « amis » ou de hauts fonctionnaires chargés d'autres attributions, les cabinets ministériels se sont entourés de davantage de « professionnels » issus de collectivités locales ou d'entreprises privées. Il note que ce phénomène fut initié dès les gouvernements Mauroy et Fabius.

⁶²² LEGAVRE Jean-Baptiste, *Conseiller en communication politique. L'institutionnalisation d'un rôle*, Thèse pour le doctorat en Science politique, Université Paris I, 1993, p. 163 sq.

⁶²³ *Ibid.*, p. 170. Jean-Baptiste Legavre montre bien comment François Léotard va incarner, aux yeux des communicants, l'exemple d'une communication réussie.

produire sa propre actualité et organiser des « pseudo-événements » télégéniques, jouer la carte de l'authenticité, du franc-parler ou de la transparence⁶²⁴, faciliter le travail rédactionnel en fournissant des dossiers de presse attractifs, etc. Evoquant les événements politiques organisés à destination des médias ou adaptés à la présence des caméras (conférences de presse, manifestations, etc.), Jacques Siracusa montre bien comment sont désormais prises en compte les méthodes de travail des journalistes : « D'une part, constatant qu'un discours est souvent réduit à une synthèse évocatrice, métaphorique en général, ils préparent des "moments forts", des "petites phrases" ou des déclarations divertissantes. (...) D'autre part, les organisateurs supposent, souvent de manière pertinente, que l'information qui est incarnée ou authentique (opposée au solennel du discours officiel) a plus de chances d'être sélectionnée. Ils constatent aussi que le cadrage qu'ils tentent d'imposer sur le terrain est souvent détourné pour éclairer des détails non contrôlés. Ils verrouillent donc soigneusement leurs coulisses et proposent des symboles visuels au JRI [*journaliste reporter d'images*]. »⁶²⁵ Pour les acteurs politiques, « passer » à la télévision constitue bien une ressource convoitée, ce qu'observent avec agacement des rédacteurs de presse écrite s'estimant délaissés :

- « Maintenant, il n'y en a plus que pour la télé ! On vous emmène [*lors des déplacements*], en presse écrite, c'est sûr. Vous vous demandez pourquoi vous êtes là, parce que c'est l'image qui compte. (...) Quand je suivais un déplacement de Chirac, on pouvait ne pas aller à un endroit, parce qu'il n'y avait pas une bonne image à faire. » (Pascale Amaudric, entretien n°36)

- « C'est un truc qui est d'abord très physique. Si vous allez un mardi après-midi à la salle des Quatre-Colonnes, vous voyez la place qui est laissée aux journalistes de presse écrite par rapport aux caméras et aux radios... Les députés arrivent et, aussitôt vous avez une nuée de caméras. Et le député, quand il n'a que trois minutes, il préfère les consacrer à la télé, et passer quinze secondes à TF1, plutôt qu'à vous avec votre petit stylo et vos 250 000 lecteurs. » (Jean-Pierre Bédéli, entretien n°48)

⁶²⁴ Etudiant la multiplication des biographies et des autobiographies d'hommes politiques dans les années 1980, Erik Neveu souligne que ces ouvrages tendent à une « divulgation ostentatoire d'une personnalité vraie derrière les masques et les fonctions » (« Le sceptre, le masque et la plume », art. cité, p. 18). Sur ce point, voir également l'ouvrage d'Annie Collovald, *Jacques Chirac et le gaullisme. Biographie d'un héritier à histoires*, Paris : Belin, 1999, pp. 14-17.

⁶²⁵ SIRACUSA Jacques, *Le J.T., machine à décrire, op. cit.*, pp. 183-184). On peut évaluer la complexification de ces stratégies d'images en comparant ces stratégies que Jacques Siracusa emprunte aux années 1990 avec la description que fait Bruno Masure de l'amateurisme des responsables du Parti socialiste dans les années 1970 : « Chez Giscard, ils savaient faire. Une salle où il y avait 2000 personnes, ils savaient donner l'impression qu'il y en avait 8000. Et les socialos, gentils amateurs comme toujours, c'était l'inverse. C'était un bordel sans nom. Enfin il y avait 25 000 personnes qui s'en occupaient, qui étaient totalement inefficaces. Et notamment [Roger] Hanin qui était chargé des congrès. Son truc à lui, c'était que Mitterrand fasse son entrée dans une salle plongée dans l'obscurité. Moi, je disais : "Je veux bien mais si c'est dans le noir, je ne peux pas montrer qu'il y a 8000 personnes." Surtout qu'à l'époque, on tournait en film, donc c'était techniquement un peu plan-plan. Et donc on s'engueulait. Et après, il me disait : "Mais, on ne voyait personne !" » (Entretien n°34). Cette anecdote est décrite plus en détail, in MASURE Bruno, *La Télé rend fou... mais je me soigne*, Paris : Plon, 1987, p. 20.

- « La télé a totalement changé le comportement des hommes politiques à l'égard des deux autres médias. Pour un 20 heures ou un passage dans n'importe quelle émission, un homme politique renierait père et mère. Et ça, c'est très embêtant. La télé joue maintenant le rôle que, à mon avis, jouait l'AFP à l'époque où la presse écrite était encore vraiment le nerf de l'information. » (Robert-Yves Quiriconi, entretien n°31).

Mais cette ressource télévisuelle est inégalement distribuée dans le champ politique. Par exemple, Eric Darras montre à quel point les invitations dans les magazines politiques des années 1980 et 1990 tendent à reproduire « la loi d'airain de l'oligarchie »⁶²⁶ : « La télévision se montre très respectueuse de la hiérarchie indigène du champ politique. Les invités politiques de la télévision ne sont pas des leaders politiques parce qu'ils sont médiatiques, mais ils sont médiatisés parce qu'ils sont déjà des leaders politiques consacrés. »⁶²⁷ Au sujet cette fois des journaux télévisés, Jacques Siracusa évoque « la valeur professionnelle conférée aux porte-parole officiels. »⁶²⁸ Et ce président de l'Association de la presse parlementaire ne dit pas autre chose lorsqu'il décrit les logiques de sélection des personnalités interviewées dans les couloirs de l'Assemblée nationale :

« Ce sont toujours les mêmes. C'est [Claude] Goasguen, c'est [André] Santini, c'est Jean-Louis Debré. On tourne dans dix types. (...) Alors les rédactions vous disent : "Ce sont toujours les mêmes, amenez nous des nouveaux." Alors on arrive avec un nouveau et on nous dit : "Qui c'est celui-là ?" "C'est un nouveau, tu me dis que tu veux un nouveau." "Oui, mais on ne le connaît pas" "Effectivement, si on le fait passer, peut-être qu'on le connaîtra." "Oui, mais ça ne nous intéresse pas." » (Henri Paillard, entretien n°2).

D'autre part, cette ressource télévisuelle constitue également une contrainte pour les professionnels de la politique. Car si ces derniers peuvent promouvoir leur actualité et se mettre en scène sous un jour favorable, la prise de risque est accrue : des informations négatives (scandales, indices socioéconomiques fâcheux, déclarations maladroites, dissensions internes, etc.), diffusées dans un contexte de suivi minutieux des indicateurs de popularité, peuvent elles aussi être portées à la connaissance d'un très large public et s'avérer immédiatement coûteuses en terme de capital politique. Par ailleurs, la présence de micros ou de caméras brouillent les habituelles frontières entre situations publiques et privées : certaines scènes devenant potentiellement filmables, les acteurs politiques doivent s'obliger à un autocontrôle plus minutieux pour ne pas donner à voir d'images désavantageuses. Enfin, dans un contexte de « libéralisation » de l'audiovisuel, de « professionnalisation » des rédactions et de renforcement de la concurrence liée à la multiplication des chaînes, le personnel politique

⁶²⁶ DARRAS Eric, « Le pouvoir "médiocratique" ? Les logiques du recrutement des invités politiques à la télévision », *Politix*, n°30, 1995, p. 185.

⁶²⁷ *Ibid.*, p. 187. Pour nuancer ce constat, on pourrait émettre l'hypothèse que les logiques du recrutement politique tendent désormais à favoriser les personnalités les mieux ajustées aux logiques médiatiques.

dût davantage se plier aux exigences des journalistes télévisés. Or, tandis qu'au cours des années 1970, la politique est supposée passionner les Français⁶²⁹ et bénéficie d'un large temps d'antenne, elle fit progressivement l'objet d'un moindre investissement, y compris dans les journaux télévisés⁶³⁰.

Erik Neveu rappelle ainsi qu'en 1987, 66 % des téléspectateurs se disaient peu intéressés par les émissions politiques⁶³¹. Cette situation eut pour conséquence d'intensifier la concurrence entre acteurs politiques pour accéder à l'arène télévisuelle, et d'amener les chaînes à inventer des formats plus attractifs, susceptibles de davantage satisfaire les attentes du public, en mêlant informations et spectacle, débats et divertissement. Parmi les réponses imaginées au cours des années 1980 et largement développées par la suite, on identifie plusieurs stratégies : promouvoir l'interactivité avec le public et la performance scénique (*L'Heure de vérité* – 1982)⁶³², « dissoudre » la politique dans une actualité plus diversifiée (*7/7* – 1981)⁶³³, pénétrer l'intimité des leaders politiques pour « casser la langue de bois » (*Questions à domicile* – 1988, *Vivement dimanche* – 1998)⁶³⁴, les confronter à des acteurs anonymes de la « société civile » (*Les absents ont toujours tort* – 1991)⁶³⁵, les interviewer sur un mode plus audacieux et plus ludique (*Le Vrai Journal* – 1996)⁶³⁶, caricaturer et populariser leurs travers (*Le Bébête show*, *Les Guignols*)⁶³⁷. Dans un premier temps, la télévision a donc permis de rendre les responsables politiques et leurs débats visibles, au sens propre du mot.

⁶²⁸ SIRACUSA Jacques, *Le J.T., machine à décrire*, op. cit., p. 181.

⁶²⁹ Évoquant les magazines politiques des années 1970, le journaliste Albert du Roy entretient la croyance d'une forte popularité de ces émissions : « La moitié de la France les regardait et en discutait le lendemain au travail » (*Témoignage chrétien*, 14/09/2000). Or Brigitte Le Grignou rappelle qu'une émission comme « Carte sur table » ne recueillait qu'entre 2 et 11 % de parts d'audience, scores qui « signifieraient aujourd'hui la condamnation ou la relégation d'une émission » (LE GRIGNOU Brigitte, « Citoyens du dimanche. Politique télévisée en fin de siècle », in BONNAFOUS Simone et al. [dir.], *Argumentation et discours politique. Antiquité grecque et latine, Révolution française, Monde contemporain*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2003, p. 133).

⁶³⁰ L'illustration la plus éloquente d'un tel désintérêt pour l'actualité des professionnels de la politique est fournie par le « 13 Heures » de TF1, présenté depuis 1989 par Jean-Pierre Pernaut.

⁶³¹ NEVEU Erik, « Les émissions politiques à la télévision. Les années 1980 ou les impasses du spectacle politique », *Hermès*, n°17-18, 1995, p. 149.

⁶³² NEVEU Erik, « “L'Heure de Vérité” ou le triangle de la représentation », *Mots*, n°20, 1989, pp. 57-74.

⁶³³ LEROUX Pierre, « “7/7” ou la célébration répétée d'une admiration mutuelle », *Politix*, n°23, 1993, pp. 113-124.

⁶³⁴ LE GRIGNOU Brigitte, NEVEU Erik, « Intimités publiques. Les dynamiques de la politique à la télévision », *Revue française de science politique*, vol. 43, n°6, 1993, pp. 940-969; ESQUENAZY Jean-Pierre, « Télévision et acteurs pluriels du politique », *Mots*, n°67, 2001, pp. 43-58.

⁶³⁵ DARRAS Eric, « Un paysan à la télévision. Nouvelles mises en scène du politique », *Réseaux*, n°63, 1994, pp. 75-100.

⁶³⁶ LHERAULT Marie, *Le Vrai Journal décrypté. Chez Karl Zéro, l'info comme nulle part ailleurs ?*, Paris : Nouveau monde éditions, 2002.

⁶³⁷ COLLOVALD Annie, « Le Bébête Show, idéologie journalistique et illusion critique », *Politix*, n°19, 1992, pp. 67-86 ; COLLOVALD Annie, NEVEU Erik, « Les “Guignols” ou la caricature en abîme », *Mots*, n°48, 1996, pp. 87-112 ; DERVILLE Grégory, « Le discours du “Bébête Show” de TF1 : populaire ou populiste ? », *Mots*, n°48, 1996, pp. 115-126.

Mais, dans un second temps, elle les a contraint à redéfinir leurs pratiques, leurs discours et leurs mises en scène, afin de ne plus seulement convaincre mais également séduire. Familiarisant les publics avec le personnel politique, élargissant les frontières de l'espace public, redessinant les formes légitimes du débat politique, la télévision a ainsi amené les journalistes politiques de la presse écrite à profondément modifier leur travail.

B. La nécessaire adaptation de la presse écrite

Il pourrait paraître curieux de s'être autant focalisé sur la télévision et si peu sur la radio. C'est pourtant ce média qui, dès les années 1930, avait pour la première fois permis aux responsables politiques de s'adresser, immédiatement et sur l'ensemble du territoire national, à un gigantesque public. De même, une enquête de l'INSEE de 1954 nous apprend que 37 % des Français disaient apprendre les nouvelles « plutôt par la radio » tandis qu'ils n'étaient plus que 14 % à affirmer en prendre connaissance « plutôt par le journal »⁶³⁸. Tout comme la télévision, la radio a fait également l'objet d'une succession de politiques publiques visant à encadrer la répartition des ondes et à en contrôler le contenu. Mais, outre la spectaculaire disproportion dans les recherches consacrées à ces deux médias, il faut noter que la radio occupe une place marginale dans les récits des journalistes interviewés⁶³⁹. Rétrospectivement, à leurs yeux, c'est bien la mise en image de la politique qui aurait le plus contribué à bouleverser leurs pratiques. Il faut ainsi restituer leurs raisonnements, tout en gardant en tête qu'il s'agit le plus souvent de rationalisation *a posteriori* qui ne décrivent pas toujours avec précision les étapes du processus qui a conduit les rédactions à faire évoluer leurs savoir-faire.

Ainsi la télévision aurait-elle rendu anachroniques les traitements les plus caractéristiques du journalisme parlementaire. Tout d'abord, on l'a vu, elle a accompagné le renouvellement des règles du jeu politique. L'essentiel n'est plus de mobiliser ses pairs au sein de l'arène parlementaire mais d'enrôler une « opinion publique » nationale, à laquelle on peut accéder par l'intermédiaire des médias électroniques. Les déclarations et les débats les plus saillants, journalistiquement parlant, ne se dérouleraient donc plus à l'Assemblée mais bien à la tribune télévisuelle :

⁶³⁸ Cf. BOURDON Jérôme, *Haute Fidélité*, *op. cit.*, p. 43.

⁶³⁹ Seul Claude Vincent, de *France-Soir*, indique que la radio a constitué le principal concurrent des journaux quotidiens : « Mais la radio a joué un rôle plus important que la télé. La radio, c'était ce par quoi les gens apprenaient les nouvelles le matin. Et donc, c'était pour les journaux un concurrent absolument redoutable. » (Claude Vincent, entretien n°64).

« Les hommes politiques importants sont devenus ceux qui passaient dans les médias. Le problème, ce n'était pas de faire un grand discours à l'Assemblée, c'était de bien passer dans les radios, dans les télévisions, d'avoir des petits messages qui frappent l'opinion. » (André Laurens, journaliste *Politique* au *Monde* entre 1963 et 1982, entretien n°33)

Henri Paillard, président de l'Association de la presse parlementaire, montre bien l'incidence de la télévision sur les usages politiques de la tribune parlementaire. Il évoque ainsi l'attrait quasi-exclusif de nombreux députés pour les séances de questions au gouvernement, longtemps retransmises en direct :

« Les séances de question au gouvernement sont devenues de plus en plus une évocation douloureuse des difficultés régionales. Tous les partis politiques y succombent. A quelques exceptions près, les problèmes de portée générale sont rarement abordés. La cause de cette évolution incombe à la télévision qui retransmet en direct les séances du mercredi après-midi. (...) Certains calculent les angles de champ de la caméra et, grâce à la petite lampe rouge allumée à leur sommet, ils savent celle qui filme la séance. Certaines interruptions sont savamment calculées, provoquées pour attirer inévitablement l'attention du caméraman ou du réalisateur. Toujours cette seule obsession : se montrer et être vu. » (Henri Paillard, entretien n°2).

Quant aux élus de rang national, soucieux de figurer dans les journaux télévisés, ils manifesteraient, désormais, davantage d'intérêt pour les interviews dans les couloirs que pour les interventions à la tribune. En cela, les hommes politiques se sont adaptés aux normes de production qui se sont imposées dans les rédactions des principales chaînes nationales :

« Dans les couloirs, mardi et mercredi, c'est la bousculade ! Tout le monde vient parce que c'est le moment de la petite phrase. (...) La télévision pose des problèmes parce qu'ils arrivent en masse : il y a le journaliste, le preneur de son, le caméraman. Ils bousculent tout, ils veulent des images. C'est la foire d'empoigne. On discute avec un député tranquillement et vous avez un micro qui arrive avec un perchman qui est par en dessous. Ça fait des années qu'on essaie de vouloir régler ça et il n'y a pas moyen parce que les chaînes de télé ne veulent pas d'images statiques d'un type dans l'hémicycle, coupé à la taille. Ils veulent que ça remue, donc c'est les Quatre Colonnes. (...) Le député, il préfère faire quinze secondes aux Quatre Colonnes que de se taper une heure de discours à la Tribune. » (Henri Paillard, entretien n°2)

Ensuite, les dirigeants des entreprises de presse écrite ont progressivement pris conscience qu'ils ont perdu non seulement le monopole mais également la primeur de l'information du public. Leurs rédactions ont donc dû s'adapter au fait que la plupart des lecteurs ont déjà eu connaissance des nouvelles les plus importantes, ont déjà assisté aux passes d'arme les plus spectaculaires. Les pages *Politique* ne peuvent donc plus se contenter de rendre compte de discours que la télévision a déjà, au moins partiellement, restitués⁶⁴⁰ :

⁶⁴⁰ En outre, depuis le début des années 1990, l'introduction de programmes d'information continue (France Info, LCI, BFM, etc.), auxquels il faut ajouter le développement d'Internet et l'apparition des chaînes parlementaires, ont renforcé le sentiment qu'il était inutile de rendre compte, de façon exhaustive des débats en

« Tout d'un coup, vous parliez à des gens d'événements dont ils avaient été les témoins. (...) Le problème n'est plus de dire ce qu'on pensait de la prestation que de donner des éléments que le public n'avait pas, c'est-à-dire des éléments de connaissance, des rappels historiques qui resituent, décryptent, en sachant que, eux, de toute façon, ils avaient leur idée là-dessus et qu'on ne pouvait pas imposer la sienne. Donc on essaie de faire comprendre ce qu'il a voulu faire passer, pourquoi, quels étaient les seconds degrés du discours, comment il a préparé l'émission ou le débat, et après s'il a réussi ou pas. Donc c'est une autre façon d'appréhender l'événement. » (André Laurens, entretien n°33).

Se contenter de reproduire des discours déjà connus du public et « formatés » pour être diffusés à la radio ou à la télévision devenait progressivement insensé. Les rédactions ont donc été amenées à imaginer de nouveaux registres pour couvrir l'actualité politique et ainsi se différencier des modes de traitements promus dans les médias audiovisuels. Face à la visibilité nouvelle de l'affrontement politique et face à cette temporalité inédite de l'offre d'information, l'enjeu était de répondre aux attentes de lecteurs disposant de sources d'informations multiples. Mais cette contrainte fut ambivalente. D'un côté, la presse écrite a dû redéfinir le rôle de ses productions et offrir, selon ses publics, une « valeur ajoutée » par rapport à l'actualité : investir les coulisses, anticiper et mettre en perspective l'événement, décoder les discours, analyser les enjeux sous-jacents, solliciter des paroles inédites, etc. Par exemple, Pierre Pellissier qui fut chef du service *Politique* du *Figaro* à la fin des années 1960, attribue la création des pages hebdomadaires « Synthèses et perspectives » au souci de se distinguer de la radio (entretien n°51). De même, s'ils ne se réfèrent pas toujours à des innovations aussi identifiables, de nombreux autres journalistes tendent à naturaliser la tripartition entre les médias, selon leurs rythmes, leurs potentialités techniques, leurs publics :

Encadré 6. Le rôle de la presse écrite face à la radio et à la télévision.

« Si [*les gens*] lisent un journal, c'est pour en savoir plus qu'à la télévision ou à la radio, donc c'est pour **être le plus possible dans les coulisses de la politique**. Les coulisses de la politiques, ça veut dire les débats qu'il peut y avoir avant une prise de décision, les débats qu'il y a pendant la prise de décision, les débats qu'il peut y avoir après la prise de décision. Et en politique, même si on est en démocratie, (...) il y a beaucoup de lieux où la décision politique est à huis clos. » (Jean-Michel Thénard, chef du service *Politique* de *Libération*, entretien n°6).

« Nous, si on arrive le lendemain pour dire : "machin a dit que... truc a dit que...", on n'intéresse plus personne. Donc, **il faut bien qu'on dise ce qui s'est passé en amont**, c'est-à-dire comment ils sont arrivés à cette position-là. (...) Donc c'est vrai que c'est le passage du journalisme parlementaire à un journalisme plutôt décryptage. » (Alexis Brézet, directeur délégué du *Figaro*, responsable des pages « France / Société », entretien n°13).

« L'information brute est déjà passée à la télé. Il **reste l'habillage, le commentaire, l'approfondissement**. Aujourd'hui, ça n'est pas la télé qui explique pourquoi Chirac fait en

séance : « Aujourd'hui, ça a beaucoup moins d'intérêt, pourquoi ? Parce que les discours sont sur Internet. Si les gens veulent vraiment les voir, ils les voient. » (Anne Chaussebourg, entretien n°42).

sorte que Le Pen n'ait pas ses signatures. Ça ne peut être fait que dans un papier circonstancié ! C'est un type de recherche qui ne fait pas d'images ! » (Noël Bergeroux, journaliste politique au *Monde* entre 1969 et 1981, entretien n°25).

« **La valeur ajoutée, c'est dans l'anticipation.** Maintenant, il ne sert pas à grand chose pour un quotidien de raconter ce qu'il s'est passé dans la journée. Ça, on le voit le soir à la télé, à la radio. (...) En matière de compte-rendu, la presse écrite n'a pas de valeur ajoutée par rapport à l'image. (...) Il faut que [*la presse écrite*] change son angle. Ça ne peut pas être un compte-rendu. **Il faut que ça soit un sujet décalé** qui soit différent de ce qui passe à la télé. » (Jean-Pierre Bédéi, chef du service *Politique* de *France-Soir* entre 1999 et 2001, entretien n°48).

« Quand les gens reçoivent le quotidien, les événements ont déjà évolué. En plus il y a le fait qu'avec les nouvelles techniques d'édition, les délais se sont allongés. (...) Donc le quotidien ne donne plus l'information. Et pourtant, il garde une importance considérable. Un exemple flagrant : l'attentat du "11 septembre". Tout le monde l'a vu en direct pratiquement. Et pourtant, le lendemain matin, on a vendu des centaines de milliers d'exemplaires en plus, parce que la télévision, c'est fugace. D'abord, elle est incapable de **donner des informations de fond** pendant des heures. On donne des images brutales et des commentaires rapides. Si on veut une information complémentaire, il faut se référer à la presse écrite. Mais ça demande une réflexion supplémentaire sur, justement, la nécessité à la fois de **prévoir l'événement quand il est prévisible** – ce n'est pas toujours le cas – mais ensuite après de **réagir avec les fameuses questions : pourquoi ? comment ? Et demain ?** » (Claude Lecomte, chef du service *Politique* de *L'Humanité* entre 1983 et 1989, entretien n°23).

Il fallait donc « aller plus loin que les faits » (entretien n°23). Mais d'un autre côté, les rédacteurs des journaux, populaires notamment, pouvaient de moins en moins se dépendre des hiérarchies événementielles fixées par les médias audiovisuels. Si les lecteurs sont supposés attendre des quotidiens qu'ils développent les informations simplement esquissées à la télévision ou à la radio, cela implique à l'inverse une perte d'autonomie dans la définition de ses choix rédactionnels :

- « On est très souvent obligés de faire des journaux en fonction de la télévision. Si vous avez un grand sujet qui est sorti à la télévision, vous êtes obligé de le faire dans le journal. Vous avez X million de personnes qui l'ont vu à la télévision, si vous n'allez pas un peu plus loin dans le journal le lendemain, ça ne va pas. Donc la télévision a tout bousculé. Avant la télévision suivait ce qu'il y avait dans la presse écrite. Et maintenant, c'est la presse écrite qui suit ce qui est passé à la télévision parce que ça va plus vite et parce qu'on a les images. » (Bernard Michal, chef du service *Politique* de *L'Aurore* entre 1975 et 1980, entretien n°28).

- « Maintenant, il y a le côté vedette qui fait qu'on va demander son avis à quelqu'un qui est passé à la télévision, parce que si les gens l'ont vu à la télévision, ils vont regarder ce que pense ce type. Si c'est quelqu'un qui n'est pas vu à la télévision, ça n'aura pas la même importance. » (*Idem*).

Cette ambivalence⁶⁴¹ entre démarcation et imprégnation ne concerne pas seulement la hiérarchie des nouvelles ou la sélection des interviewés ; elle se manifeste également dans les rhétoriques mobilisées. Ainsi cette rédactrice de *L'Express* justifie l'attrait pour les registres

⁶⁴¹ Le chapitre 7 développera ce point en l'inscrivant dans les transformations du champ médiatique.

narratifs par le souci de donner à « voir » ces images que la télévision et la radio laissaient dans l'ombre⁶⁴² :

« A l'époque, on faisait beaucoup de récit dans les hebdomadaires. On nous demandait surtout du visuel. C'était encore l'époque où les hebdomadaires concurrençaient un petit peu la télé. Il fallait essayer de courir derrière les événements en racontant des scènes cachées que la télé et la radio ne voyaient pas. » (Sylvie Pierre-Brossolette, entretien n°49).

De même, ayant renforcé la notoriété des principaux leaders politiques, la télévision a rendu pensable et légitime l'introduction des « portraits » censés révéler la véritable personnalité de ces acteurs médiatiques. Néanmoins, à mesure que ces derniers ont su ajuster leurs stratégies de présentation de soi à ces exigences de dévoilement, les journalistes politiques ont fait face à une tension entre cette recherche de l'authenticité et le risque de « tomber dans le panneau » de la communication (entretien n°36). L'évolution des registres biographiques des années 1970 aux années 1990 témoigne de cet intérêt croissant pour la divulgation des stratégies d'images. La tension, plus ou moins palpable selon les rédactions, a donc résidé entre les ambitions de vulgarisation et de décryptage. D'une part, entretenir le spectacle politique mis en scène à la télévision en reproduisant les « petites phrases » assassines, en imaginant des angles ludiques, en valorisant les querelles personnelles, en incorporant des traitements « *people* » qui insistent sur les dimensions les plus intimes des leaders politiques, etc. D'autre part, battre en brèche les stratégies de communication en les décryptant, en décodant les effets d'annonce, en dénonçant les « coups médiatiques », en s'efforçant d'aller au-delà du « discours », des « paillettes », des « postures », etc. Cette tension tend à opposer les rédactions et les journalistes entre eux, mais elle semble désormais constitutive d'un métier pris entre des exigences contradictoires : rendre la politique intéressante sans faire le jeu des hommes politiques, constituer un espace de débat sans servir de « courroie de transmission », aborder les questions de fond tout en faisant face à l'urgence de la production de copie, dénoncer les faux-semblants des responsables politiques tout en évitant de les décrédibiliser, se démarquer de la télévision tout en l'envisageant comme tribune principale du jeu politique. Ces journalistes appréhendent bien ces contradictions :

- « Le problème, c'est que si on montre leur côté humain, sympa, c'est évidemment une manière de vendre leur image, ce à quoi évidemment ils aspirent de plus en plus, parce

⁶⁴² Les journaux vont également s'efforcer d'investir les coulisses des événements médiatiques. Ainsi, *L'Express* du 20 janvier 1975 publie un dossier de sept pages intitulé « L'instant où Marchais a craqué » qui se réfère à une intervention télévisée où cours de laquelle le leader du PCF eut un malaise. Quatre pages de photographies illustrent ce que la télévision n'a pu montrer : les soins prodigués à G. Marchais et l'embarras sur le plateau. Témoignant de la saillance accordée à cet événement, les rédacteurs de *L'Express* lui consacreront même la couverture, sous-titrée : « Document : mardi 18h00, après l'enregistrement de la tribune libre TF1. Le photographe de *L'Express* était là. »

qu'ils savent très bien que ça a un impact sur les gens. Alors, effectivement, on a du mal à faire parfois la différence entre l'information et la communication. Donc il faut manier ça avec des pincettes. Il n'est pas anormal non plus qu'on essaie de comprendre un peu qui sont ces gens, comment ils vivent, etc., parce que c'est aussi significatif. Entre la manière de vivre d'un Balladur et la manière de vivre d'un Bérégovoy... ce sont deux mondes différents. (...) Le problème, c'est aussi de ne pas faire parler trop souvent [*les hommes politiques*], parce qu'on est dans la langue de bois de leur politique de communication. Il faut faire parler ceux qui sont le moins langue de bois possible, c'est-à-dire faire parler Cohn-Bendit ou Sarkozy plutôt que Balladur. Mais on ne peut pas faire parler Sarkozy tous les jours. On ne va pas faire parler Le Pen tous les jours. Donc après, il vous reste 90 % du personnel politique qui est très langue de bois et qui viennent là pour vendre leur soupe. » (Jean-Pierre Bédéi, chef du service *Politique* de *France-Soir* entre 1999 et 2001, entretien n°48).

- « Le point de départ, ça a quand même été le Parti républicain qui avait beaucoup vu ce qui se passait aux Etats-Unis en matière de communication politique. Dans un discours, vous aviez trois formules qu'il faut absolument caser, parce qu'elles sont facilement reproductibles. (...) Et toute cette mouvance-là, libérale, a utilisé beaucoup les sondages, et plutôt avec pertinence d'ailleurs. Donc toute cette communication-là, ça existe. Il ne faut pas en être dupe. Mais il ne faut pas non plus dire : "Ça ne sert à rien, c'est inutile et prenons plutôt les mauvais communicants" (...) Ne pas en être dupe, c'est ne pas faire mousser la sauce comme le souhaite l'homme politique et les communicants. (...) Donc le rôle, c'est d'aller voir aussi un peu derrière le miroir. Mais c'est vrai que les débuts de la communication politique, ce fut d'allier des discours prononcés à la tribune avec un petit résumé tout fait. Par facilité, il y a un certain nombre de journalistes qui s'en sont contentés. Ce n'est pas très grave mais, en même temps, je pense qu'à ce moment-là, on n'est plus que des courroies de transmission. » (Anne Chaussebourg, rédactrice au service *Politique* du *Monde* entre 1974 et 1994, entretien n°42).

Cette rationalisation des pratiques de communication n'a pas seulement affecté les conceptions du métier des journalistes politiques. Plus prosaïquement, elle a modifié leurs conditions de travail en termes d'accès à l'information et de relations avec le personnel politique⁶⁴³. Il faut donc s'intéresser aux dispositifs pratiques qu'ont mis en place les organisations politiques pour enrôler les journalistes, anticiper leurs contraintes de production et les inciter à correctement « traduire » la politique. Tout d'abord, les rédacteurs les plus âgés évoquent cette multiplication des intermédiaires et des filtres (services de « com' », attachés de presse...) entre le personnel politique et les rubricards des services *Politique*. Une telle centralisation de la communication des organisations politiques a accompagné le renforcement de la discipline envers les états-majors et l'intensification de la compétition politique nationale. Elle témoignait également d'un souci de mieux maîtriser l'agenda et le

⁶⁴³ Il est en effet nécessaire de ne pas seulement s'aventurer sur le terrain des convictions pour comprendre les pratiques journalistiques. En cela, nous suivons la recommandation de Michel Callon lorsqu'il estime qu'« il serait absurde pour l'observateur de dépeindre des groupes formulant en toute indépendance leur identité et leurs buts. Ceux-ci ne se mettent en forme et ne s'ajustent que dans l'action. » (« Eléments pour une sociologie de la traduction », *La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc* », *L'Année sociologique*, n°36, 1986, p. 185).

contenu rédactionnel des journaux⁶⁴⁴. Tout en facilitant le travail journalistique par la fourniture régulière d'informations « pré-mâchées » (dossiers de presse, conférences de presse, production événementielle, etc.)⁶⁴⁵, cette centralisation favorise cependant le « formatage » des discours politiques. De nombreux rédacteurs évoquent ainsi le « blindage » de la communication des principaux dirigeants :

- « On martèle une argumentation du côté du Gouvernement. Tu vas à tel endroit, on te dit ça. Tu vas à un autre, on va employer les mêmes termes, on te répète la même chose. On sent qu'il y a du blindage. C'est le rouleau compresseur de la communication. (...) Et là, il y a une forme d'injure à la sincérité, qui n'est pas du mensonge, qui est du bourrage de mou. » (Pierre Dhareville, entretien n°19)

- « Il y a beaucoup plus de filtres par rapport aux années 1970 ou même aux années 1980. Ils ont tous maintenant une cellule "com", au moins une si ce n'est plusieurs attachées de presse, etc. Antérieurement, le rapport direct était beaucoup plus facile, c'était beaucoup plus spontané. Ils étaient moins organisés. Maintenant, le moindre ministre de quatrième zone, il a toute une équipe. (...) L'avantage, c'est que c'est souvent mieux organisé. Mais il y a un gros inconvénient dans la sincérité de la relation. Mais on n'est pas dupe. Ni eux non plus d'ailleurs. » (Renaud Dely, entretien n°5).

- « Le monde politique a secrété une réponse à l'enquête : les attachés de presse, les directeurs de communication qui tenaient tout prêt. Il fallait faire en sorte que le journaliste puisse se suffire à eux. Donc mon choix, c'était de ne pas leur adresser la parole. Les infos, ce n'est pas eux ! Enfin, c'était un vœu pieu parce que ça posait des difficultés. Ils ont érigé en face de l'enquête la réponse communication : je te donne une info, tu parles de moi... » (Noël-Jean Bergeroux, entretien n°25).

Cette ambition de mieux contrôler l'information politique a donc suscité différentes réponses, tant chez des journalistes soucieux d'afficher leur autonomie rédactionnelle et leur « valeur ajoutée » à l'égard de la télévision que chez les *outsiders* politiques désireux d'asseoir leur position. Bien évidemment, ces réponses n'ont pas toujours été rationalisées comme telle : elles constituent plutôt des réactions logiques face à ces situations nouvelles. D'un côté, les journalistes prenaient conscience que relayer un discours aussi instrumentalisé les positionnait en « courroie de transmission » des stratégies politiques. Les rédacteurs se rendirent donc moins dans les institutions, passèrent plus de temps au téléphone, contournèrent les sources autorisées. La réémergence des « échos » constituait ainsi un

⁶⁴⁴ Par exemple, la pratique des « ballons d'essai », informations *officieusement* livrées par les entourages gouvernementaux afin de tester en amont la popularité d'éventuelles mesures, s'ajuste avec certaines normes journalistiques : disposer de scoops permettant de « griller » la concurrence et de s'assurer des reprises à la radio ou à la télévision, ne plus se contenter de suivre les étapes officielles du travail ministériel, etc. Sur les « fuites » dans la communication gouvernementale, voir NEGRINE Ralph, *The Communication of Politics*, London : Sage, 1996, pp. 35-47.

⁶⁴⁵ « Le développement des "techniques de communication" – et parmi elles, la conférence de presse – peut alors s'analyser comme une conséquence de la nécessité pour les journalistes d'obtenir un maximum d'informations avec un minimum de coûts. » (LEVEQUE Sandrine, « La conférence de presse. Les transactions entre syndicalistes et journalistes sociaux », *Politix*, n°19, 1992, p. 122).

registre satisfaisant à la fois les intérêts journalistiques (bénéficiaire de scoops, traduire la politique dans des formats attractifs) et les intérêts d'acteurs politiques qui ne pouvaient afficher publiquement leur déloyauté à l'égard de leurs états-majors. Mais ce jeu est complexe car les acteurs politiques ont su tenir compte de ces nouvelles exigences journalistiques dans leurs stratégies de médiatisation. Au début des années 1980, certains *outsiders* ont su inventer des modes de communication ajustés aux logiques journalistiques de vulgarisation de la politique : mettre en scène l'intimité de dirigeants souriants et décontractés, valoriser un discours moins « technocratique » ou idéologiquement hermétique. A l'opposé de la distance hautaine que certains vieux leaders entretenaient avec les rédacteurs, ces hommes politiques (François Léotard, Michel Noir à « droite » ; Laurent Fabius, Jack Lang à « gauche ») se sont efforcés d'introduire des relations plus familières voire amicales en généralisant le tutoiement⁶⁴⁶, en se rendant disponible et avenant, en organisant des manifestations au cours desquelles les journalistes sont davantage choyées⁶⁴⁷. Quoique anecdotiques, ces extraits d'entretiens révèlent certains aspects de l'atmosphère que les nouvelles générations d'hommes politiques cherchèrent à entretenir dans leurs rapports avec les journalistes :

- « Le tutoiement, aujourd'hui, ça n'a plus aucun sens. Tout le monde tutoie, tout le monde embrasse. (...) De temps en temps, *Libération* invitait une personnalité au comité de rédaction. Et je crois qu'une des premières qui est venue, c'était Toubon qui devait être secrétaire général du RPR. C'est vrai que, dans les couloirs, tout le monde le regardait de travers. Et ce qui a été atroce pour notre réputation à Marie Guichoux et à moi, c'est qu'il nous a embrassées. Il embrassait tout le monde ! C'était impossible d'échapper au baiser de Toubon. (...) Je me suis toujours donné beaucoup de mal pour le vouvoyer. Mais il y a un moment où on craque. » (Françoise Berger, entretien n°11)

- « En 1986, on part en Guyane, invité par Chirac. Il y avait une fille de l'AFP, il y avait un photographe, il y avait [Daniel] Schneidermann et moi. Et, à la fin du voyage, Chirac, dans une rue de Cayenne, rentre dans une petite boutique d'empailleurs qui vendaient leur or. Je le laisse entrer, je vais sur le trottoir. Et la porte s'ouvre, il me dit : "Qu'est-ce que vous foutez sur le trottoir ? Venez avec moi." Bon. Je rentre à l'intérieur et Schneidermann me suit. (...) Et Chirac me dit : "Je vous ai invité tout seul. Je n'ai pas pu inviter votre femme. Pour me faire pardonner, choisissez." Il y avait un petit présentoir avec plusieurs petites chaînes, avec trois pépites par chaîne. Je dis non. Il insiste. Je prends la pépète. Et puis, à ce moment-là, il s'aperçoit que Schneidermann était rentré.

⁶⁴⁶ Certains interviewés voient en Jacques Chirac l'un des initiateurs de ces démarches de « séduction » visant à nouer des relations plus étroites avec les rédacteurs politiques. D'autres notent que ces démarches se sont développées à mesure que les services *Politique* se sont féminisés au cours des années 1970. Sur cette féminisation, cf. chapitre 8.

⁶⁴⁷ « Je me rappelle qu'à la grande époque de Léotard, lorsque l'argent coulait à flot, Léotard partait en Israël ou à Budapest et il emmenait un ou deux journalistes. Ils prenaient un avion privé et tout ça allait à l'hôtel. Et on vivait dans le même monde. Et puis on en faisait un papier à l'arrivée : "C'est un type formidable". (...) Parce qu'avant, les journalistes ne payaient rien. Ça arrangeait tout le monde, et les journaux aussi qui n'ont jamais un rond et qui se disaient : "Ma foi, mon journaliste, il va récupérer des infos". C'est vrai qu'au bout du compte, on récupérait toujours des infos, mais quand même, pendant quinze jours, le journaliste avait vécu aux frais du Parti républicain, aux frais du Parti socialiste ou aux frais du RPR. » (Entretien n°8).

“Et vous êtes marié ?” “Non, je suis presque marié.” “Pour votre presque femme, choisissez quelque chose.” Schneidermann prend. Quelques semaines après, il sort un bouquin [*Tout va très bien M. le ministre*]. Et dedans il y a un portrait d’un journaliste, grand reporter politique dans un quotidien du matin parisien, qui fait des choses ignobles et accepte un cadeau. La scène est décrite. » (Pierre Pellissier, entretien n°51)

Or ces formes de « copinage », voire de « coquinage » (entretien n°31), favorisées par la faiblesse des contrôles sur les financements politiques et par l’émergence d’une génération de rédacteurs plus défiants à l’égard des relations d’autorité traditionnelles, ont renforcé l’insertion des journalistes dans des cycles d’engagement et de restitution dont il était difficile de se déprendre⁶⁴⁸. Malgré cette apparente égalisation des rapports entre personnel politique et journalistique, cette attitude constituait bien un « dispositif d’intéressement »⁶⁴⁹ destiné à s’assurer une médiatisation récurrente et favorable. En somme, il s’agissait d’entretenir des relations *domestiques* pour mieux *domestiquer* les relations. Mais, du point de vue des journalistes, ce relâchement des formes⁶⁵⁰ va les autoriser à investir des registres d’écriture moins déférents, plus irrévérencieux qu’illustrent en premier lieu les exemples de *Libération* et de *L’Événement du Jeudi*. Cette posture distanciée sera jugée d’autant plus pertinente que, d’une part, des « affaires » mettant en cause la « connivence » entre personnels politiques et journalistiques seront portées à la connaissance du public et que, d’autre part, se renforcera le discrédit des hommes politiques. C’est une telle interprétation que promeuvent ces journalistes du *Monde*, recrutés à la fin des années 1980 :

- « Ce qui est très important dans l’évolution du traitement, c’est qu’on est arrivé, nous, au début des affaires. C’est-à-dire à la fin de l’âge d’or de la politique au sens aussi de l’argent. Et que, je crois qu’il y a eu une relation beaucoup moins respectueuse, mais du coup aussi beaucoup plus distanciée, au meilleur sens du mot. Je crois très sincèrement qu’on a beaucoup moins copiné avec les hommes politiques et les femmes politiques que nos prédécesseurs. (...) Il n’y a plus eu d’histoires de journalistes qui partaient en week-end avec des hommes politiques. Ça a été très, très net. D’abord, parce que je pense qu’il y a eu pas mal d’arrivées de femmes (...). Il n’y avait plus une femme toute seule, qui était l’objet de toutes les séductions et de tous les désirs. (...) Mais c’est aussi parce que, tout bêtement, quand on voyait que sur les listings de Botton sortaient Poivre d’Arvor et d’autres, on se disait qu’il fallait peut-être mieux qu’un jour le nôtre n’y figure pas. Donc ce n’est pas forcément par vertu. C’est peut-être aussi par prudence. » (Entretien n°8).

⁶⁴⁸ *Ibid.*, p. 150 sq. Cyril Lemieux justifie néanmoins ces pratiques du point de vue proprement journalistique : « Les journalistes du *Monde* que nous avons interrogés nouent des relations personnelles avec certains hommes politiques. Un observateur critique pourrait sans doute arguer de ce seul fait pour crier au copinage. Ce serait omettre cependant que l’établissement de liens personnels avec les hommes politiques conditionne la possibilité pour les journalistes de recueillir des confidences et des secrets qu’il pourra ensuite dévoiler au public. »

⁶⁴⁹ CALLON Michel, « Eléments pour une sociologie de la traduction », art. cité, p. 184.

⁶⁵⁰ Sur le déclin des « formes » et le relâchement des corps, voir KAUFFMANN, *Corps de femmes, regards d’hommes. Sociologie des seins nus*, Paris : Pocket, 1998, pp. 21-32.

- « Ma “génération” a sans doute profité de deux phénomènes : la fin de la phase “communication” tous azimuts (Léotard, Mouillot, Noir, etc...) dans laquelle le premier rôle était tenu par l’attaché(e) de presse et le journaliste souvent réduit au cracheur de plan com’. La banalisation ensuite de responsables politiques à l’image de plus en plus dégradée, ce qui a rétabli à notre profit le rapport de force. » (Gilles Paris, journaliste politique au *Monde* entre 1988 et 1995, entretien n°61).

Gilles Paris, désormais correspondant du *Monde* à Jérusalem et contacté par mail, conclut sa réponse par cette évocation : « La banalisation des alternances a joué également un rôle désacralisateur. » Ce constat est partagé par de nombreux rédacteurs : il se passe quelque chose au tournant des années 1980 et 1990. « Discrédit de la classe politique », « dévalorisation du politique », « crise de la représentation politique » : les labels sont variés mais l’évaluation est assez homogène. La perception d’un désintérêt, voire d’un rejet du public, vis-à-vis d’une compétition politique, que les journalistes politiques avaient jusqu’ici étroitement suivi, voire à laquelle ils avaient participé, ne sera donc pas sans effets sur leur crédit professionnel, leurs conceptions du métier, leurs productions.

Section 2. Les journalistes politiques face au « désenchantement » politique

Le diagnostic d’une « crise de la représentation politique » est récurrent depuis le milieu des années 1980. Si ce constat a pu faire l’objet de nombreuses mises en forme savantes, il a été entretenu par un certain nombre d’acteurs qui, en vulgarisant l’idée d’un rejet de la politique par les citoyens, ont pu légitimer leur activité. Erik Neveu note ainsi que la rhétorique de la « crise » revient comme un leitmotiv sous la plume des journalistes « les plus en vue ». Il identifie certaines topiques dans les éditoriaux ou les essais qui célèbrent un tel discours : l’écart entre les partis et la « société civile » ; le poids excessif des « petites phrases » et des gesticulations destinées aux médias ; une personnalisation excessive ; l’alignement des offres politiques, prisonnières d’un nouveau consensus⁶⁵¹. Il montre en outre que ces argumentations sont confortées, voire objectivées, par différentes données : la défiance à l’égard du personnel politique que mesurent régulièrement les sondages ; la montée régulière de l’abstention ; l’apparition d’entreprises politiques (Front national ou les Verts)

⁶⁵¹ NEVEU Erik, « Médias et construction de la “crise de la représentation” : le cas français », *Communication* (Montréal), vol. 14, n°1, 1993, p. 25.

dont la radicalité ou l'originalité du discours laissent entrevoir un ébranlement des cadres politiques traditionnels⁶⁵². Et pourtant, malgré ces indices, Erik Neveu tend à relativiser l'évidence d'un tel diagnostic. D'une part, il évoque « la contribution propre des sondages et des technologies de mesure de l' "opinion publique" à la genèse de la crise » : « Il n'est nullement exclu que le seul fait de l'objectivation statistique, de la diffusion des résultats d'enquêtes, de l'important travail de glose et de commentaire journalistique que suscitent ces informations (...) ait quelque lien avec le processus de la prophétie autoréalisatrice. »⁶⁵³ Il note, d'autre part, que « Le consensus majoritaire autour du système de partis et d'institutions qui s'observe dans les années 1960 et 1970 semble plus exceptionnel que les situations de "crise". Quelle que soit l'importance réelle de ces périodes de relâchement du lien représentatif dans le cas français, leur existence n'a donc pas nécessairement le caractère dramatique ou exceptionnel que leur associe le discours journalistique. »⁶⁵⁴

De la même manière, étudiant le discours des conseillers en communication au cours des années 1980, Jean-Baptiste Legavre en identifie un fondement récurrent : les citoyens rejetteraient aujourd'hui la « classe politique »⁶⁵⁵. Or si ce constat d'une « dépolitisation » des électeurs est rendu crédible par les enquêtes d'opinion, Jean-Baptiste Legavre en suggère les limites. D'une part, il montre bien que de telles analyses sont en fait énoncées depuis des décennies, en somme « depuis que les sondages d'opinion sont systématiquement utilisés en politique »⁶⁵⁶. D'autre part, il rappelle différentes données susceptibles d'ouvrir ce qu'il qualifie de « boîte noire » : l'existence de cycles de participation tels qu'a pu les mettre en évidence Albert Hirschmann ; la baisse assez nette de citoyens déclarant ne pas s'intéresser du tout à la politique⁶⁵⁷ ; la logique structurelle d'une distance entre un univers politique socialement différencié et professionnalisé et des électeurs profanes⁶⁵⁸.

Au terme de ce bref examen, deux conclusions s'imposent. D'un côté, la « crise de la représentation politique » est relativisable au regard de l'histoire. De l'autre, elle peut être

⁶⁵² *Ibid.*, pp. 26-27.

⁶⁵³ *Ibid.*, p. 28.

⁶⁵⁴ *Ibidem.*

⁶⁵⁵ LEGAVRE Jean-Baptiste, *Conseiller en communication politique*, *op. cit.*, p. 147.

⁶⁵⁶ *Ibid.*, p. 153. On pourrait d'ailleurs montrer que ce constat pouvait être énoncé sans même recourir aux sondages. En incarnant l'opposition au personnel politique dominant sous la IV^e République, des personnalités comme de Gaulle ou Mendès-France ont pu mobiliser à leur profit cette rhétorique du discrédit par l'opinion du jeu parlementaire. Cf. GAÏTI Brigitte, *De Gaulle, prophète de la V^e République*, *op. cit.*, p. 152 par exemple.

⁶⁵⁷ Jean-Baptiste Legavre emprunte ces conclusions aux travaux de Daniel Gaxie (*Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris : Le Seuil, 1978) et de Jean Ranger (« Les Français s'intéressent-ils à la politique ? », in CEVIPOF, *L'Electeur français en questions*, Paris : Presses de la FNSP, 1990, p. 130).

⁶⁵⁸ LEGAVRE Jean-Baptiste, *Conseiller en communication politique*, *op. cit.*, pp. 154-157

décrite comme une croyance portée par des acteurs (journalistes, communicants, *outsiders* du champ politique) dont l'utilité sociale se renforce à mesure de sa diffusion. Néanmoins, aussi pertinentes que soient les mises en garde d'Erik Neveu ou de Jean-Baptiste Legavre, elles omettent de tenir compte des spécificités de la configuration politique qui se dessine à l'orée des années 1980. Surtout, elles n'appréhendent que partiellement, d'une part la situation singulière qu'entraîne l'accession au pouvoir de la « gauche » après deux décennies d'opposition, d'autre part les transformations sociales, profondes, qu'a connues la France et qui ont durablement affecté les représentations politiques des citoyens. Or ces deux processus ont eu des incidences certaines sur la légitimité et la pertinence des rhétoriques endossées par les journalistes politiques. Tout d'abord, la multiplication des alternances au cours des années 1980 et 1990 a favorisé le développement des logiques de décryptage qui positionnent le rédacteur en arbitre, sceptique, des affrontements politiques. Ensuite le sentiment d'un décalage croissant entre un jeu politique discrédité et une opinion publique sans cesse sollicitée a incité de nombreuses rédactions à repenser le rôle et le contenu de leurs pages *Politique*.

§ 1. LE COUT CROISSANT D'UN ENGAGEMENT PARTISAN

A travers l'alternance, ou plutôt les alternances qui se succèdent à partir de 1981, les conditions qui favorisaient l'enrôlement des rédacteurs dans les luttes politiques se sont estompées. Ce basculement récurrent des majorités gouvernementales a incité la plupart des rédactions à redéfinir leurs orientations éditoriales et à promouvoir un traitement jugé plus « professionnel », c'est-à-dire plus impartial et distancié, de l'actualité politique. Ainsi, différents mécanismes ont contribué à asseoir la croyance selon laquelle il serait désormais illégitime et coûteux d'afficher ouvertement ses préférences partisans.

D'une part, à l'image de la stratégie définie lors de la transformation de *L'Express* en newsmagazine (1964), un certain nombre de directions ont interprété leurs difficultés économiques comme la conséquence d'un positionnement trop marqué dans l'espace politique. Cette situation a concerné en premier lieu la presse dite de « gauche », suite à l'accession au pouvoir de François Mitterrand. Les hiérarchies ont pu s'appuyer sur un argument difficilement contestable : les journaux qui avaient explicitement appelé à la victoire de la coalition de « gauche » ont été confrontés à une baisse considérable de leurs ventes, à l'exception de *Libération* qui, pour croître, a abandonné ses dimensions les plus

militantes. Entre 1981 et 1985, *Le Monde*, *Le Nouvel Observateur*, *L'Humanité* et *Le Matin de Paris* virent ainsi leur diffusion totale baisser respectivement de 96 000, 39 000, 26 000 et 60 000 exemplaires par jour.

Tableau 25. Evolution de la diffusion des journaux ayant soutenu la candidature de François Mitterrand aux élections de 1981 (moyenne annuelle en milliers d'exemplaires).

	1980	1981	1983	1984	1985	1986
<i>Le Monde</i>	426	439	385	357	343	364
<i>Le Nouvel Observateur</i>	373	385	369	365	334	337
<i>Le Matin de Paris</i>	162	178	170	141	102	92
<i>L'Humanité</i>	142	141	121	117	111	107

Sources : Statistiques de l'Office de justification de la diffusion (OJD).

Dans le cas du *Nouvel Observateur*, ce déclin a incité la direction à bouleverser sa stratégie éditoriale en valorisant une approche plus critique de l'action gouvernementale et en renforçant le poids des impératifs marketing dans la définition des choix rédactionnels :

« Le journal a été dans l'embarras parce qu'il a commencé à vendre moins. Il avait fait une campagne de publicité dont on avait honte quand on voyait les affiches. C'était : "Bien placé pour le savoir". C'est quand même l'erreur de marketing la plus incroyable qu'on ait jamais faite ! Ils disaient que, comme on était connivent, on savait des choses mais qu'en même temps, on allait en profiter pour leur tirer dessus. Enfin c'était un truc à la con. Et du coup, à l'époque, on a commencé à perdre des lecteurs, c'est-à-dire que les gens commençaient à acheter des journaux plus critiques. En même temps, Claude Perdriel, [directeur de la publication du *Nouvel Observateur*] était directeur du *Matin de Paris*. (...) Alors il nous disait à *L'Observateur* d'être critique sur le Gouvernement, alors que *Le Matin* restait vraiment militant. Et puis, comme il avait besoin d'argent, il fallait que *L'Observateur* gagne davantage, parce que *Le Matin* coûtait très cher. Et à l'époque, Perdriel avait engagé des nouveaux pour le marketing qui nous ont dit : "Il faut arrêter cette position-là. Il faut critiquer le Gouvernement et faire moins de politique." Alors ça a commencé : le mal de dos, le salaire des cadres, les îles de rêve... » (Kathleen Evin, entretien n°41).

D'autre part, une fois l'« état de grâce » révolu, les nouveaux gouvernants se sont retrouvés face à des difficultés croissantes : contraintes économiques et budgétaires qui aboutirent à une « pause » dans les réformes et à la victoire d'une « culture politique essentiellement gestionnaire »⁶⁵⁹, impopularité grandissante dans l'opinion, vigueur des

⁶⁵⁹ ROSANVALLON Pierre, *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris : Gallimard, 1998, p. 329. Il ne s'agit pas de dire que cette « culture gestionnaire » se serait naturellement imposée sous l'effet d'une conjoncture économique défavorable. Mais cette conjoncture de « crise » a offert aux acteurs les plus soucieux de renouveler la culture du Parti socialiste un surcroît de légitimité pour lui faire abandonner ses dimensions jugées « utopiques » ou « archaïques ». Comme le suggère Philippe Juhem : « L'offre politique du Parti socialiste n'est durant les années soixante-dix d'allure aussi radicale que pour des raisons propres aux processus de concurrences internes au champ politique. La nécessité de trouver un langage commun entre tous les mouvements socialistes lors du processus d'unification de la gauche non communiste de 1971 à 1974, les besoins argumentatifs

mouvements sociaux (grèves dans la sidérurgie, manifestations pour l'école libre, etc.), tensions entre les différentes fractions au pouvoir (démissions de Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement, départ du Parti communiste du gouvernement), augmentation continue du chômage, manipulation du mode de scrutin en vue des élections législatives, émergence d'« affaires » telles que le *Rainbow Warrior* ou les « Irlandais de Vincennes », etc. Or ces différents éléments rendaient visible qu'alternance ne signifiait pas nécessairement alternative en termes de projets de société ou de pratiques du pouvoir. Si les formations de « droite » ont radicalisé leurs discours à mesure que les gouvernements de Pierre Mauroy puis de Laurent Fabius apparaissaient discrédités, la différenciation idéologique et symbolique entre les deux camps s'est cependant estompée dès le milieu des années 1980, ce qui put légitimer les interprétations des luttes politiques en termes de purs jeux « politiques ». Cette conjoncture contribua donc au désenchantement voire à la méfiance de certains rédacteurs envers un personnel politique qui affichait pourtant son ambition de « changer la vie ». À l'inverse, au nom d'un nécessaire *consensus* qui dépasserait des clivages devenus anachroniques, d'autres journalistes se sentirent autorisés à fustiger des querelles intra- ou inter-partisanes qu'ils jugeaient inadaptées aux réalités du monde contemporain.

Afficher ses préférences partisanes, ce fut donc prendre le risque de cliver les publics et d'apparaître complice d'un personnel politique largement discrédité dans l'opinion⁶⁶⁰. Ce journaliste du *Monde*, désormais directeur de la rédaction, explique ainsi le calcul qui s'est progressivement imposé à la hiérarchie de son journal :

« Si on apparaît comme un journal partisan, on perd lourdement des lecteurs. Entre 1981, l'année record, et 1984, on perd 25 % de nos lecteurs. Pourquoi ? Parce que *Le Monde*, c'est la *Pravda*. (...) *Le Monde* a donné le sentiment d'être d'une indulgence coupable à l'égard du pouvoir en place. C'est quoi le déclic ? C'est Greenpeace. Il suffit de regarder

de l'opposition au gouvernement et la concurrence existant alors entre le Parti socialiste, le Parti communiste et les mouvements d'extrême gauche (...) constituaient des contraintes structurelles conduisant le nouveau parti socialiste à maintenir une offre politique d'allure marxiste indépendamment de l'évolution des caractéristiques sociales de ses dirigeants ou de ses militants. » (JUHEM Philippe, *SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation « apolitique »*. Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981, thèse pour le doctorat de Science politique, Université Paris X, 1998, p. 385).

⁶⁶⁰ Cette négation de l'affiliation partisane se manifeste également dans le champ intellectuel mais apparemment plus précocement. Rémy Rieffel montre ainsi que « l'intellectuel de parti semble avoir définitivement vécu à partir de la seconde moitié des années 1970. » (RIEFFEL Rémy, *La Tribu des clercs. Les intellectuels sous la V^e République*, Paris : Calmann-Lévy – CNRS, 1993, p. 619). De la même manière, Philippe Juhem constate que la configuration politique ouverte en 1981 rend possible l'émergence de mobilisations explicitement « apolitiques ». Cette caractéristique constituera même l'une des conditions de leur succès, comme en témoigne l'exemple de SOS-Racisme (JUHEM Philippe, *SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation « apolitique »*, op. cit., p. 380). Dans ces deux univers, tout comme dans l'espace journalistique, afficher publiquement son affiliation partisane va comporter le risque de se voir discrédité au nom d'un « dogmatisme » ou d'une absence d'autonomie de jugement. Sur cette mutation des formes acceptables de l'engagement en public, voir CARDON Dominique, HEURTIN Jean-Philippe, LEMIEUX Cyril, « Parler en public », *Politix*, n°21, 1995, p. 17.

les courbes de vente. (...) Il y a une sanction extrêmement brutale des lecteurs quand ils ont le sentiment qu'on n'est plus équilibré, honnête, donnant la parole à tout le monde. (...) Je pense que les lecteurs ne sont pas cons. C'est comme les citoyens, ils ne sont pas cons. Quand un gouvernement ne répond pas à leurs attentes, ils le balancent. Avec un journal, c'est la même chose. Si un journal leur paraît leur fourguer une marchandise frelatée ou orientée, ils ne l'achèteront plus. » (Gérard Courtois, entretien n°53).

Or c'est une logique similaire qui a poussé les dirigeants des journaux de « droite » à partiellement repenser leur positionnement éditorial à partir de la seconde moitié des années 1980. La première cohabitation a ainsi coïncidé avec une nette décroissance des ventes pour *Le Figaro* ou *Le Quotidien de Paris*, après cinq années d'augmentation sensible⁶⁶¹. En 1988, Franz-Olivier Giesbert, auparavant directeur adjoint de la rédaction du *Nouvel Observateur*, est ainsi nommé par Robert Hersant directeur de la rédaction du *Figaro*. Aussitôt il impose à la tête du service *Politique* Baudoin Bollaert, correspondant à l'étranger depuis le milieu des années 1970 et peu réputé pour la vigueur de ses convictions idéologiques. Ces événements, qui furent à l'époque l'objet de nombreux commentaires⁶⁶², ne peuvent évidemment suffire pour conclure à une transformation de l'orientation rédactionnelle de ce quotidien⁶⁶³. Néanmoins, ils constituent les premiers indices d'une ambition nouvelle : renforcer la crédibilité d'un journal réputé soumis à un « camp » politique dont les leaders viennent d'être défaits à l'élection présidentielle. La direction estima en effet que l'image d'un *Figaro* partisan, donc partial et peu fiable, contribuait à détourner une partie du lectorat acquis au cours de la première moitié des années 1980. Cette ambition ne s'est évidemment pas imposée sans heurts au sein de la rédaction ou avec un personnel politique toujours soucieux de disposer de cette tribune⁶⁶⁴. Mais elle va être érigée en leitmotiv tout au long des années 1990. Si *Le Figaro* se doit de défendre ses « valeurs », sa rédaction ne peut pour autant manifester trop ouvertement ses préférences partisans :

⁶⁶¹ Entre 1981 et 1986, la croissance des ventes du *Figaro* est spectaculaire. La diffusion passe en effet de 311 000 à 443 000 exemplaires par jour. Elle déclinera progressivement jusqu'à atteindre 383 000 exemplaires en 1994.

⁶⁶² Par exemple, ce journaliste de *L'Express* y voit le signe d'un désintérêt de Robert Hersant pour l'action politique : « Robert Hersant considère, selon le mot d'un de ses proches, qu'il a rempli "son devoir et au-delà" à l'égard de ses amis politiques. "R.H., ajoute-t-il, n'a pas seulement fait son deuil de Chirac. Il a fait son deuil de la politique. Il est flatté des louanges adressées aux informations télévisées de la 5 et s'est repris de passion pour les journaux." » (Jérôme Dumoulin, « Coups de foudre au *Figaro* », *L'Express*, 16/09/1988).

⁶⁶³ D'autant que, dès 1990, Baudoin Bollaert sera remplacé par Paul Guilbert, issu du *Quotidien de Paris* et décrit par de nombreux journalistes rencontrés comme un « ami » (au sens propre du terme) de Jacques Chirac.

⁶⁶⁴ Un journaliste du *Figaro* décrit la sensibilité d'un ancien directeur de la rédaction face aux récriminations du personnel politique. Il fournit ainsi différents exemples de réaffectations de journalistes suite aux injonctions mécontentes de différents hommes politiques : « Un jour, Le Pen a dit : "Je ne veux plus que ce soit X" et donc elle a été remplacée. (...) En 1995, il y avait Y qui s'occupait de Matignon. Et puis un beau jour, on lui a dit qu'il ne devait plus s'en occuper parce qu'il n'était pas suffisamment juppéiste. » (Entretien n°12)

« On a longtemps reproché au *Figaro* d'être trop partisan. Ça, c'est quelque chose sur lequel Jean de Belot, [directeur de la rédaction], et Yves de Chaisemartin, [directeur de la publication] sont très fermes, c'est qu'on n'est pas un journal partisan. Donc moi, je passe mon temps à le répéter aux rubricards, et aux hommes politiques surtout. Il y a une tradition, à tort ou à raison, de proximité entre *Le Figaro* et la droite, donc il y a un certain nombre de gens qui ont considéré que *Le Figaro* était là pour servir la soupe aux partis de droite. Et, autant je considère que *Le Figaro* est un journal qui doit avoir des convictions et qui doit les défendre, autant on n'est pas là pour servir les hommes et les structures. (...) Après c'est vrai qu'on a une orientation politique, pas au sens partisan, mais on a une vision du monde qui transparaît forcément dans les papiers. » (Alexis Brézet, directeur délégué de la rédaction du *Figaro*, entretien n°13).

Cette situation d'alternances est renforcée par une contrainte supplémentaire quant à la perception des attentes du lectorat. En effet, soucieux de cibler un public permettant de drainer des recettes publicitaires plus importantes, la plupart des journaux nationaux d'information générale ont davantage restreint leur créneau commercial en visant plus particulièrement une cible de « cadres » moyens et supérieurs auxquels on attribue différentes caractéristiques : être ponctuellement intéressés par la politique, certes, mais tout en étant méfiants à l'égard des dogmes et des idéologies ; vouloir se sentir informés mais sans pour autant se trouver confrontés à des maîtres à penser. Cette croyance est particulièrement manifeste chez les éditorialistes que nous avons interrogés en 2000 :

- « Je crois que les gens sont de plus en plus autonomes dans leur pensée. Notre travail consiste plus à leur donner des éléments pour réfléchir et se déterminer que de penser à leur place. Et ça se traduit d'ailleurs dans les faits. Le temps des vaches sacrées, des maîtres à penser ou des mandarins est terminé. Et donc de l'éditorial drapé et solennel. » (Denis Jeambar, direction de la rédaction de *L'Express*, entretien le 10 février 2000).

- « L'éditorial c'est quand même une façon pour *Le Monde* d'affirmer ses valeurs, ça n'est pas une façon de proposer un programme. On n'est pas un parti politique. Il s'agit plutôt de défendre la démocratie, les Droits de l'Homme, la justice, l'Europe parce que ce sont les valeurs du *Monde*. » (Thomas Ferenczi, directeur adjoint de la rédaction du *Monde*, entretien le 21 février 2000).

Mais au cours des années 1980, ces stratégies éditoriales de « neutralisation » du traitement n'ont pas été sans susciter des conflits entre des directions soucieuses d'assurer la rentabilité de leur journal et des rédacteurs attachés à leurs « responsabilités » et à leurs « engagements ». L'exemple du *Nouvel Observateur* est à nouveau significatif d'une réelle rupture dans les conceptions du métier portées par la hiérarchie rédactionnelle :

« On me disait : “La politique, ça plombe. La politique, ça ne vend plus. Il faut parler d'autre chose.” Et donc ça commençait à devenir pénible. (...) Donc on a embauché de nouveaux journalistes qui étaient publiquement à droite. C'était quand même une grande première dans le journal. Donc on a senti que quelque chose de déplaisant se passait. (...) Il y avait des gens qui ont été embauchés et qui étaient là comme ils auraient été au *Point* ou à *L'Express*. C'était juste du boulot et, pour eux, la politique. Et nous, on était des vieux schnocks ! Ils n'avaient pas le sentiment d'avoir une responsabilité ! (...) J'ai bien conscience en disant cela que je défends un genre très particulier de journalisme. C'est un

journalisme engagé. Quand je dis engagé, je ne dis pas militant ! On avait une vision de la société, de ce qu'elle doit être, de la justice, de l'injustice. Tout ne se valait pas. On ne pouvait pas couvrir le Front National comme on couvrait l'UDR ou le PS. Tout avait du poids, tout avait une mémoire, tout avait un sens. On faisait partie, oui, d'un bloc, enfin on était dans un camp. » (Kathleen Evin, entretien n°41).

Ces processus ont ainsi contribué à une relative « indifférenciation » dans la couverture de l'actualité, et notamment de l'actualité politique. Certes, ce rédacteur du *Figaro* note que son service *Politique* est « plus soucieux de ne rien manquer à droite qu'à gauche, parce qu'il y a une attente plus forte du lectorat à ce qu'on soit complet là-dessus » (entretien n°15). De même, ce journaliste du *Nouvel Observateur* indique qu'il « doit tenir compte, ne serait-ce qu'inconsciemment, de la ligne générale du journal. Donc plus de gauche à *L'Obs* ». Mais il ajoute aussitôt que c'est « au niveau de la sensibilité » (entretien n°22). On identifie que les nuances ainsi posées (« être plus complet », « tenir compte de la ligne générale ») demeurent marginales. Les extraits d'entretiens suivants confirment que la plupart des rédacteurs endossent et revendiquent, en tant qu'argument commercial, l'absence de « coloration politique » de leurs propres pages *Politique* :

- « Dans le domaine politique, autant *L'Obs* et *Le Point* sont identifiés politiquement, autant *L'Express* apparaît comme celui qui est le moins clairement marqué politiquement. Cela donne un confort que j'apprécie beaucoup. Je ne mets absolument pas en cause le professionnalisme de *L'Obs* et du *Point*. Mais *Le Point*, jusqu'à preuve du contraire, n'est pas un journal d'extrême gauche. La coloration politique de *L'Express* est un peu marquée par son lectorat. *L'Express*, c'est plutôt un lectorat de cadres... » (Eric Mandonnet, journaliste politique à *L'Express* depuis 1998, entretien n°9).

- « Je pense qu'on a un lectorat quand même assez haut de gamme, donc assez intéressé. (...) Ils ont le sentiment aussi qu'on leur donne un éclairage sur la politique qui est un éclairage honnête. C'est-à-dire qu'on n'est pas partisan, nous. On n'est pas inféodé à qui que ce soit. » (Catherine Pégard, chef du service *France du Point*, entretien n°37).

- « Jean-Luc Mano [directeur de la rédaction de *France-Soir* entre 1999 et 2001] souhaitait donner une nouvelle orientation au journal : conquérir un lectorat plus haut de gamme, genre CSP+. Donc faire une rubrique politique plus dense, plus fournie (...). Mais, en même temps, essayer de faire quelque chose de plus clean. (...) [Entre droite et gauche], on essayait de tenir un équilibre. » (Jean-Pierre Bédéi, chef du service *Politique* de *France-Soir* entre 1999 et 2001, entretien n°48).

Si les journaux peuvent se distinguer *idéologiquement* à travers leurs éditoriaux ou à travers leurs pages *Economie* ou *Société*, les journalistes politiques doivent, eux, témoigner de leur impartialité : emprunter les mêmes registres pour couvrir les différents partis (à l'exception notable de l'extrême droite, placée hors du jeu politique)⁶⁶⁵ ; incorporer un savoir-faire

⁶⁶⁵ A *L'Humanité* même, certains rédacteurs embauchés lors des années 1990 manifestent leur ambition de couvrir le PCF comme n'importe quelle autre formation politique. Mais ils soulignent leurs difficultés à faire partager cette conception au reste de la rédaction : « Un journaliste, il n'est pas fait pour faire de la propagande,

commun à l'ensemble des journaux⁶⁶⁶. Comme le souligne ce directeur des pages *France* du *Figaro* : « C'est vrai que les articles les plus politiques ne sont pas forcément ceux de nos journalistes politiques » (Entretien n°13). En somme, puisque les questions de personnes et les questions de valeurs semblent davantage dissociées, les journaux s'autoriseraient à intervenir sur celles-ci mais sans se mêler de celles-là :

« Suivant que vous êtes au *Figaro* ou à *Libération*, il n'y a pas le même état d'esprit dans le service *Politique*. C'est vrai que les gens du *Figaro* sont un peu plus à droite que les gens de *Libé*. Mais, dans la façon de traiter l'actu, les questions idéologiques se posent finalement assez peu parce que pour raconter pourquoi Bayrou, ça ne marche pas, qu'on soit de droite ou de gauche, c'est pareil. Autant en *Société*, sur l'insécurité, sur la famille, les clivages idéologiques sont très forts, autant en *Politique*, ce n'est pas tellement le problème. On a bizarrement assez peu de débats idéologiques. Il y a une approche quand même qui est très professionnelle. (...) La tactique se juge à l'aune de critères tactiques. On n'a pas à juger la tactique à l'aune des critères de fond. » (Alexis Brézet, entretien n°13).

Pour les rédacteurs politiques, censés traiter directement du « pouvoir », cette contrainte de distanciation est donc équivoque. S'ils ne peuvent investir un discours proprement politique, désignant amis et ennemis ou discutant de la pertinence des programmes de chacun, ils ne peuvent pour autant s'effacer derrière la parole des acteurs politiques et endosser une stricte posture de greffier. Car si le premier registre heurte l'exigence d'impartialité, le second les positionne comme les complices, passifs, de la communication politique. D'un côté, ils seraient au-delà de leur rôle, de l'autre, ils seraient en deçà. Le journalisme de décryptage constitue donc une réponse crédible et légitime face à ces deux impératifs puisqu'il permet d'attester à la fois de l'expertise et de l'autonomie des rédacteurs. De la même manière, les répertoires ludiques qu'ont promus *Libération* et *L'Événement du Jeudi*, manifestent une distance critique à l'égard d'un personnel politique dont on dénonce, par l'humour, les manœuvres, les ambitions et les jeux « politiques ». Elles témoignent d'une forme de désacralisation du discours politique puisqu'on en souligne les maladresses et les soubassements tactiques. D'ailleurs, le renouvellement régulier des équipes gouvernantes put rendre moins coûteux, pour les journalistes, les fâcheries qui les opposent à des acteurs politiques avides de médiatisation.

Mais si ce discrédit du personnel politique autorise des traitements plus audacieux, il place les journalistes politiques sous une double contrainte. Soit ils défendent une vision

ça n'est pas son métier. (...) Ce que j'ai fait sur le RPR, pendant toutes ces années-là, j'ai envie de le faire aussi sur le PCF : dire comme il est le PCF avec ses débats, avec ses interrogations, avec ses difficultés, avec aussi ses potentialités... » (Mina Kaci, entretien n°16).

utilitariste de la politique, en décrivant des acteurs calculateurs et opportunistes, en ne s'aventurant que sur le terrain des tactiques et des basses manœuvres, et alors ils s'exposent à l'accusation d'entretenir la dépolitisation du public. Soit ils défendent une vision enchantée, en valorisant leurs personnages, en produisant des récits enthousiastes, et alors ils s'exposent à la critique d'être connivents. Aussi ce sentiment d'une crise des institutions politiques va-t-il s'enrichir d'une perception d'une crise du journalisme politique.

§ 2. LE COUT CROISSANT D'UN TRAITEMENT « POLITICIEN »

Ce qui caractérise la conjoncture politique ouverte dans les années 1980, c'est la remise en cause *conjointe* de deux croyances au fondement du système représentatif. La première de ces croyances tient dans l'affirmation du monopole de la représentation des élus au suffrage universel ; la seconde dans celle de leur capacité à agir sur le monde social. Or si ces énoncés ont justifié l'existence d'un champ politique différencié et incarnant la souveraineté nationale, ils garantissaient du même coup l'autorité symbolique et le prestige des journalistes politiques. La dévalorisation de l'action politique, articulée à une intensification des critiques à l'encontre des médias, et en particulier du journalisme politique, a alors contraint de nombreuses rédactions à repenser le contenu de leurs pages *Politique*.

A. Une « crise » du discours politique ?

En puisant dans la littérature scientifique, on peut dans un premier temps identifier différents processus qui ont affecté les représentations politiques depuis le début des années 1980. Bien sûr, ces processus sont interdépendants et ont en commun de mettre en branle les fondements de l'autorité symbolique du personnel politique, au point que l'on peut se demander s'ils ne contribuent pas à une « crise » de la parole politique. Le terme est peut-être excessif⁶⁶⁷ : il faudra donc discuter de sa pertinence.

⁶⁶⁶ Ce journaliste du *Nouvel Observateur* note ainsi la relative interchangeabilité entre ses modes de traitement et ceux de ses concurrents : « Moi, je fais des papiers que je pourrais faire au *Point* ou à *L'Express*. » (Hervé Algalarrondo, entretien n°22).

⁶⁶⁷ « A abuser du terme de crise, on en a banalisé la signification profonde. Il n'y a vraiment de crise que dans les situations où les tensions et les contradictions qui travaillent tout ensemble social ont atteint un degré tel que son identité, ses principes centraux de régulation sont menacés de disparition. » (JOBERT Bruno, « Le retour du politique », in JOBERT Bruno (dir.), *Le Tournant néo-libéral en Europe*, Paris : L'Harmattan, 1994, p. 9.

1. Les contraintes d'une économie « ouverte » et « mondialisée ». Produit « d'une révision en profondeur des outils intellectuels de l'élite politico-administrative »⁶⁶⁸, le « tournant » économique de 1983 ne constitue pas seulement une « consécration républicaine du néo-libéralisme »⁶⁶⁹. Promu par une coalition qui entendait réformer en profondeur les structures économiques et sociales, ce basculement a eu des conséquences profondes sur le terrain des croyances politiques. D'une part, en brouillant la distinction entre « droite » et « gauche », cette rupture tend à exclure la perspective de pouvoir mener une « autre » politique. Comme le soulignait Philippe Braud au début des années 1990, « S'il y a alternance au pouvoir, il n'existe pas véritablement d'alternative, c'est-à-dire une confrontation égalitaire de projets de société à la fois concrétisables et foncièrement différents, entre lesquels les électeurs pourraient choisir. »⁶⁷⁰ D'autre part, en soulignant la dimension indépassable du marché, en témoignant d'« une méfiance à l'égard de l'action de l'Etat »⁶⁷¹, ce réalignement de la politique gouvernementale a battu en brèche les « illusions du volontarisme politique »⁶⁷². En effet, en légitimant ce retournement au nom d'un grand projet européen, en invoquant les « contraintes » d'une économie ouverte et mondialisée, les responsables politiques ont témoigné de leur incapacité croissante à maîtriser les processus économiques et sociaux. Certes, même à la fin des années 1990, l'aveu d'impuissance constitue toujours une « gaffe » aux yeux du personnel politique⁶⁷³. Certes également, l'Etat central conserve des prérogatives importantes, du fait notamment « des faiblesses congénitales de la négociation collective en France. »⁶⁷⁴ Mais, en tant que foyer de la souveraineté nationale, l'Etat est doublement déstabilisé dans ses prérogatives régaliennes, « vers le bas avec la montée des pouvoirs locaux “décentralisés”, et vers le haut avec l'Europe et plus encore la mondialisation de l'économie et la prépondérance du capital financier international »⁶⁷⁵. Les marges de

⁶⁶⁸ JOBERT Bruno, « France : la consécration républicaine du néo-libéralisme », in JOBERT Bruno (dir.), *Le Tournant néo-libéral en Europe*, op. cit., p. 24.

⁶⁶⁹ *Ibid.*, p. 21.

⁶⁷⁰ BRAUD Philippe, *Le Jardin des délices démocratiques. Pour une lecture psychoaffective des régimes pluralistes*, Paris : Presses de la FNSP, 1991, p. 12

⁶⁷¹ JOBERT Bruno, « France : la consécration républicaine du néo-libéralisme », art. cité, p. 39.

⁶⁷² *Ibid.*, p. 56.

⁶⁷³ Sondant l'univers du dicible en politique, Christian Le Bart étudie certaines « gaffes » pour illustrer *a contrario* les contraintes de rôle qui structurent la parole politique. Il rappelle notamment à quel point la déclaration de Lionel Jospin concernant la réaction de l'État aux centaines de licenciements chez Michelin (« Il ne faut pas tout attendre de l'Etat [...]. Je ne crois pas que l'on puisse administrer l'économie », 13 septembre 1999) a suscité de violentes réactions dans l'ensemble de l'espace politique. (LE BART Christian, « Lois et invariants du genre : pour une sociologie des gaffes politiques », in BONNAFOUS Simone et al. [dir.], *Argumentation et discours politique. Antiquité grecque et latine, Révolution française, Monde contemporain*, Rennes : PUR, 2003, p. 82).

⁶⁷⁴ JOBERT Bruno, « France : la consécration républicaine du néo-libéralisme », art. cité, p. 41.

manœuvre des gouvernants se trouvent donc restreintes par ces différents processus. Ceux-ci affectent tout autant la parole politique : si les gouvernants s'auto-imputent toujours les succès économiques du pays, la capacité critique de l'opposition se trouve émoussée par ces « réalités » dont il faut tenir compte pour prétendre gouverner, et ce d'autant plus que les phases de cohabitation ont brouillé la démarcation entre « majorité » et « opposition ». Cette situation est par ailleurs renforcée par certaines caractéristiques du personnel politique français. Du fait d'un recrutement massif dans la haute fonction publique, c'est une définition *technicienne* de l'excellence politique qui a pu s'imposer dès les débuts de la V^e République⁶⁷⁶ et qui a concouru à l'indifférenciation des pratiques gouvernementales entre majorités de « gauche » et majorités de « droite ».

Ainsi, tandis que le Parlement a lentement perdu son statut de représentant de la volonté politique de la nation, c'est l'Etat lui-même qui s'est trouvé concurrencé dans sa prétention à constituer le lieu central du « pouvoir ». Etudiant les exemples français et québécois, François Demers note l'importation de trois croyances héritées du libéralisme anglo-saxon : il vaut mieux restreindre le volontarisme politique ; la politique ne doit plus promouvoir un idéal, une vérité, des normes culturelles ; l'État doit être surveillé et rappelé à l'ordre par la société civile⁶⁷⁷. Ce constat l'amène alors à identifier le passage d'une « démocratie représentative » à une « démocratie fonctionnelle » à travers laquelle « la vie politique doit s'aligner sur le peuple réel [et] doit s'adapter aux nécessités de l'évolution sociale plutôt que l'entraîner. »⁶⁷⁸

2. La remise en cause de l'autorité symbolique du personnel politique. Cette perception d'une moindre capacité des gouvernants à faire face aux enjeux économiques et sociaux participe d'un discrédit certain du personnel politique. Certes un tel constat de rejet est loin d'être neuf dans l'histoire. Plus encore, il recouvre des dimensions plurielles, difficiles à amalgamer. Le registre du « tous pourris » côtoie en effet des dénonciations plus subtiles, évoquant l'homogénéité du profil social des élus, la trivialité de leurs luttes, ou bien encore l'absence de personnalités charismatiques suscitant une large adhésion citoyenne. Cependant, différents facteurs ont contribué à revigorer les répertoires critiques. Tout d'abord,

⁶⁷⁵ CASTEL Robert, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris : Fayard, 1995, p. 398.

⁶⁷⁶ DULONG Delphine, *Moderniser la politique*, *op. cit.*, p. 171.

⁶⁷⁷ DEMERS François, « Qu'arrive-t-il à la politique ? », in RIEFFEL Rémy, WATINE Thierry (dir.), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris : Editions Panthéon Assas, 2002, p. 236.

⁶⁷⁸ *Ibid.*, p. 237.

compte tenu de l'ampleur de leur audience, la télévision et la radio ont offert un espace inédit à la dérision ou à la désinvolture et ainsi participé à la banalisation de ces attitudes. Ensuite, ce discrédit des élites politiques a pu s'appuyer sur la multiplication des scandales politico-financiers. Bien évidemment, le développement des « affaires » (corruptions, abus de biens sociaux, délits d'initiés, etc.) n'est pas la conséquence d'un affaiblissement des mœurs politiques. D'une part, l'intensification de la compétition politique et le renforcement de la décentralisation ont accru les ressources nécessaires au financement politique et ont multiplié les opportunités d'enrichissement⁶⁷⁹. D'autre part, « les alternances répétées ont conduit à une déstabilisation des relations traditionnelles entre le pouvoir politique et l'institution judiciaire. »⁶⁸⁰. Cette moindre capacité d'intervention du pouvoir politique sur l'instruction des « affaires » fut également le produit de l'alliance que les magistrats surent nouer avec la presse. Pour les juges, la médiatisation constitue une précieuse ressource : agissant sous le regard du public, les autorités politiques voient leurs marges de manœuvre singulièrement réduites. Ces alliances furent profitables aux rédacteurs qui abandonnèrent ainsi leur statut dominé de « faits diversiers » pour endosser le rôle valorisant de « journalistes d'investigation ». Elles furent d'autant plus encouragées par les hiérarchies rédactionnelles que la dénonciation des « scandales » constitue une arme importante dans la concurrence médiatique : renforçant le crédit symbolique du journal, témoignant de son indépendance à l'égard des « pouvoirs », elle permet surtout de s'assurer des reprises dans les autres supports médiatiques. Ainsi la question des « affaires » va-t-elle occuper une large place dans le débat public et contribuer à renouveler l'image d'une « classe politique » homogène et corrompue.

Mais la remise en cause de l'autorité symbolique du personnel politique participe de processus « lourds » dont on identifie les racines au tournant des années 1960 et 1970. En effet, cette dénonciation des élites politiques accompagne un mouvement d'individualisation des rapports sociaux, de « critique généralisée des rapports hiérarchiques »⁶⁸¹, de « défiance à l'égard des relations d'autorité traditionnelle. »⁶⁸² Conséquence notamment de l'urbanisation et de la scolarisation massive de la population, ce processus de « démocratisation » des

⁶⁷⁹ Cf. GARRAUD Philippe, « Transformation des pratiques politiques et rôles de juges », in LAGROYE Jacques (dir.), *La Légitimation*, op. cit., p. 94.

⁶⁸⁰ *Ibidem*. Ce processus d'« autonomisation » du parquet a été favorisé par « la mise en place d'une véritable formation professionnelle » (*Ibid.*, p. 88), et par les transformations morphologiques du corps des magistrats. L'émergence d'une nouvelle « génération » de juges a ainsi permis l'acquisition d'une « culture d'indépendance » (*Ibid.*, p. 89), elle-même entretenue par différentes réformes de la procédure pénale.

⁶⁸¹ LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris : Métailié, 2000, p. 55.

relations sociales a affecté l'ensemble des institutions d'« encadrement » (famille, école, usine, église, etc.), dont de nombreux travaux décrivent les « crises » ou, dans un registre moins solennel, les mutations⁶⁸³. Sur un versant plus idéologique, cette remise en cause des formes d'autorité s'est accompagnée d'un renouveau des attaques contre le principe de délégation⁶⁸⁴. Ces critiques vont donc mettre en avant le profond décalage ou la distance entre la sphère politique, constituée de « professionnels » faiblement représentatifs et la « société civile », rassemblant des acteurs tout aussi légitimes à participer à la définition des choix collectifs. En somme, c'est le monopole de l'élection comme source de légitimité démocratique qui est fortement contesté. Or les hommes politiques, eux-mêmes renouvelés, se sont progressivement adaptés à ces critiques, en dévoilant leur personnalité d'hommes ordinaires, en valorisant leur aspect « chaleureux », en autorisant la dérision⁶⁸⁵, en enrôlant aux postes ministériels des acteurs de la « société civile »⁶⁸⁶, en multipliant les commissions consultatives composées d'« experts » ou de militants associatifs, en participant à la mise en place de dispositifs de « démocratie participative »⁶⁸⁷.

3. Une « panne de la figuration sociale ». Au-delà de cette contestation de leur autorité, s'insinue une remise en cause de la prétention du personnel politique à représenter la société et à parler en son nom. Pour étayer ce point, on ne peut manquer de souligner ce que certains raccourcis désignent comme « fin des grands récits »⁶⁸⁸. Il faut néanmoins manier ce discours avec prudence. « [Cette] analyse peut être pertinente si elle désigne la dévaluation vertigineuse de certains corps de doctrines et schèmes de perception du monde, et au premier

⁶⁸² *Ibid.*, p. 56. Sur l'émergence de ces discours critiques et leur cristallisation en mai 1968, voir BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Eve, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard, 1999, p. 243 sq.

⁶⁸³ Sur les mutations de l'institution « famille », voir SINGLY François de, *Sociologie de la famille contemporaine*, Paris : Nathan, 2004. Sur les bouleversements de la transmission culturelle, voir DONNAT Olivier, *Les Pratiques culturelles des Français. Enquête 1997*, Paris : La Documentation française, 1998.

⁶⁸⁴ Bien évidemment, les critiques contre la dimension aristocratique de la procédure électorale étaient formulées dès l'Antiquité. Cette conception fut longtemps centrale dans la philosophie politique et fut, par exemple, réactivée chez de nombreux auteurs socialistes au XIX^e siècle. Cf. FINLEY Moses, *Démocratie antique et démocratie moderne*, Paris : Flammarion, 1976, pp. 66-70 ; MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, *op. cit.*, pp. 191-192 ; ROSANVALLON Pierre, *Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris : Gallimard, 1992, pp. 11-12 ; BRAUD Philippe, *Le Suffrage universel contre la démocratie*, *op. cit.*, p. 95.

⁶⁸⁵ Arnaud Mercier révèle ainsi que « le stade ultime du paradoxe de la dérision contestataire est atteint quand la mise en caricature aboutit à améliorer l'image des hommes politiques tournés en dérision, comme ce fut le cas pour le *Bébête Show*. » (« Pouvoirs de la dérision, dérision des pouvoirs », *Hermès*, n°29, 2001, p. 16).

⁶⁸⁶ Il faut toutefois noter les échecs de ces expériences en termes d'ancrage durable dans l'activité politique.

⁶⁸⁷ Cf. LEFEBVRE Rémi, NONJON Magali, « La démocratie locale en France. Ressorts et usages », *Sciences de la société*, n°60, 2003, pp. 9-28.

⁶⁸⁸ Ce constat n'est cependant pas nouveau, puisque Pierre Birnbaum en décelait déjà le développement au cours des années 1950 et 1960 (cf. BIRNBAUM Pierre, *La Fin du politique*, Paris : Le Seuil, 1975, p. 25 sq.).

chef du marxisme et de systèmes de représentation fondés sur une vision du monde liée aux groupes sociaux. Elle est aussi importante si l'on prend en compte ses effets de prophétie autocréatrice, sa contribution à une humeur du temps qui professe de disqualifier les idéologies. »⁶⁸⁹ Toutefois cette « démarxisation de la pensée »⁶⁹⁰, qui s'opère jusqu'à l'effondrement définitif du bloc communiste en 1989-91, ne signifie pas pour autant disparition des idéologies : « De façon plus essentielle, l'hypothétique fin des "grands récits" ne trouve-t-elle pas son pendant dans la montée en puissance d'idéologies plus diffuses, moins cristallisées théoriquement mais tout aussi effectives dans leur capacité à diffuser des visions du monde. »⁶⁹¹ Cependant, à l'exception des schèmes portés par le Front National ou par Lutte ouvrière, les visions du monde désormais suggérées dans les discours politiques ne reposent plus sur une division du monde aussi cohérente et stable que le traditionnel découpage, certes remodelé au gré des transformations sociales, entre classes dominantes et classes dominées. Différents processus ont ainsi contribué sinon à brouiller les clivages politiques, du moins à les délier des clivages sociaux. Au cours des années 1960 et 1970, l'imaginaire d'une « moyennisation » de la société française⁶⁹², articulé à un réel nivellement des conditions de vie et à une valorisation de l'idéal individualiste, a rendu moins lisibles les zones de fracture entre groupes sociaux. Puis au cours des années 1980 et 1990, l'« effritement de la condition salariale »⁶⁹³, « l'individualisation des situations de travail »⁶⁹⁴ et l'émergence de nouvelles revendications, « post-modernes » ou identitaires, ont accru les difficultés à construire une lecture mobilisatrice des divisions sociales. Pierre Rosanvallon identifie ainsi un « tournant des années 1980 », une « crise de la représentation » qui s'inscrirait dans « une panne plus large de la figuration sociale » : « Dans une société moins clivée idéologiquement et moins lisible sociologiquement, les procédures représentatives ont perdu de leur évidence sensible. »⁶⁹⁵ Différents indices témoignent ainsi, à ses yeux, d'un tel basculement : l'instabilité croissante du comportement électoral, la rupture des liens entre partis politiques et classes sociales, l'effacement de la notion de porte-parole, le retour à une

⁶⁸⁹ FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik, « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », in FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik (dir.), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 1999, p. 23.

⁶⁹⁰ RIEFFEL Rémy, *La Tribu des clercs*, op. cit., p. 621.

⁶⁹¹ FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik, « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », art. cité, p. 23.

⁶⁹² Henri Mendras s'est par exemple efforcé de substituer à la division classiste de la société une lecture « cosmographique » justifiée par le développement croissant des couches moyennes salariées (cf. *La Seconde Révolution française*, Paris : Gallimard, 1994, pp. 57-70.

⁶⁹³ CASTEL Robert, *Les Métamorphoses de la question sociale*, op. cit., p. 385 sq.

⁶⁹⁴ BOLTANSKI Luc, CHIAPPELLO Eve, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, op. cit., p. 337.

conception personnelle de l'élection⁶⁹⁶. On pourrait ajouter à cette liste les mutations des formes d'engagement politique⁶⁹⁷ ou bien la vigueur des rhétoriques de la « proximité », censées réconcilier personnel politique et citoyens⁶⁹⁸.

4. La « dilution » de la politique. Cet effritement du lien représentatif participe plus généralement d'une redéfinition de l'espace public. Il ne s'agit évidemment pas de crier à la dégénérescence d'une sphère publique, pervertie par des logiques commerciales ou propagandistes qui parasiteraient l'ambition d'instituer une véritable arène de discussion⁶⁹⁹. Toujours est-il que le débat politique, entendu dans un sens extensif, tend à incorporer de nouvelles scènes, de nouveaux acteurs, de nouveaux registres de parole, au point de déstabiliser les légitimités d'autrefois. On ne fournira ici que quelques jalons d'une réflexion riche et complexe. Tout d'abord, on assisterait à une certaine démocratisation de la prise de parole⁷⁰⁰, au-delà même de la mesure de l'opinion publique. Sous l'effet de logiques commerciales, ce constat est particulièrement net dans les médias audiovisuels dans lesquels se sont généralisés les émissions où les « profanes » sont invités à livrer des opinions « émancipé[es] de toute architecture militante »⁷⁰¹. D'autres programmes télévisuels ou radiophoniques, labellisés *talk show*, tendent eux aussi à « diluer » la politique en confrontant ses professionnels avec différents acteurs de la « société civile » (artistes, représentants associatifs, « experts », etc.).

Cette érosion participe plus généralement d'une déstabilisation de la légitimité à conquérir et à monopoliser la parole publique. Les mutations de la figure de l'intellectuel,

⁶⁹⁵ ROSANVALLON Pierre, *Le Peuple introuvable*, op. cit., p. 323.

⁶⁹⁶ *Ibid.*, p. 333. Aux yeux de Pierre Rosanvallon, « la crise des élites correspond également à une crise de la notion de compétence en politique » (*ibid.*, p. 334).

⁶⁹⁷ Pour ne prendre qu'un exemple d'une bibliographie très riche sur ce sujet, cf. MUXEL Anne, « Jeunes des années 1990. A la recherche d'une politique "sans étiquette" », in PERRINEAU Pascal (dir.), *L'Engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris : Presses de la FNSP, 1994, pp. 239-266.

⁶⁹⁸ LEFEBVRE Rémi, « Rhétorique de la proximité et crise de la représentation », *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, n°35-36, 2000, pp. 111-132.

⁶⁹⁹ Bastien François et Erik Neveu notent à juste titre la banalisation de certaines analyses critiques, prétendument inspirées de *L'Espace public* d'Habermas : « Vulgarisés, diffusés, trahis parfois, les cadres analytiques du livre ont fini par devenir un impensé, un ce qui va de soi (...). Les riches analyses d'Habermas sont alors réduites à quelques énoncés sommaires sur le déclin du débat public rationnel, le nivellement culturel par le bas produit par les médias audiovisuels, le triomphe du spectacle, de l'émotion et de la manipulation au détriment d'un travail d'*Aufklärung*, de confrontation des arguments. » (« Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », art. cité, p. 17).

⁷⁰⁰ HIRSCHMAN Albert O., « Vertus et limites de la prise de parole en public », *Politix*, n°31, 1995, p. 22.

⁷⁰¹ CARDON Dominique, HEURTIN Jean-Philippe, « La critique en régime d'impuissance. Une lecture des indignations des auditeurs de France-Inter », in FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik (dir.), *Espaces publics mosaïques*, op. cit., p. 85. Voir également CARDON Dominique, « Comment se faire entendre ? Les prises de parole des auditeurs de RTL », *Politix*, n°35, 1995, pp. 146-147

autorisé, au nom de son éloquence littéraire, à investir publiquement une posture critique ou à porter la parole des sans-voix, en témoignent. « A l'estompement du messianisme politique correspond l'évanouissement des maîtres à penser. »⁷⁰² Selon Rémy Rieffel, cette transformation s'est opérée en deux temps. Il identifie au début des années 1970 « la percée des “professeurs” au détriment des écrivains ». Puis il note que « cette hégémonie sera peu à peu grignotée, lors de la décennie suivante, par d'autres catégories de clercs issus du pôle proche des médias (acteurs, metteurs en scène, chanteurs) ou des médias eux-mêmes (journalistes). »⁷⁰³ L'émergence des « intellectuels médiatiques » accompagne ainsi l'évanescence des clercs, autrefois consacrés dans le champ politique ou littéraire. Or ce basculement des hiérarchies intellectuelles correspond à un bouleversement des formes du discours public. D'un côté, les médias, audiovisuels notamment, imposent des logiques du « spectaculaire »⁷⁰⁴ ou de la vulgarisation : les intervenants doivent ajuster leur parole aux formats exigés par les contraintes d'audience et de temps. De l'autre, ce sont les modes de légitimation qui se transforment : tandis que les rôles de porte-parole ou de leaders d'opinion se voient de plus en plus décrédibilisés, les rôles de moralistes et d'experts se trouvent davantage valorisés⁷⁰⁵. Le moraliste « fonde sa légitimité sur une logique de neutralité, de non-implication, mieux, de distance et de désintéressement. »⁷⁰⁶ C'est la « cohérence éthique » de sa pensée qui l'autorise à « monter en généralité » sur des sujets transversaux, sinon universels : « Plus l'individu concerné est désengagé des thèmes dans lesquels on veut l'impliquer, plus forte sera sa légitimité »⁷⁰⁷. Quant à l'expert, il s'appuie sur son savoir et justifie son « discours d'autorité » au nom de la science, naturellement impartiale. De nombreux auteurs identifient ainsi « la montée en puissance de paroles expertes, objectivées de plus en plus souvent dans des procédures d'action publique »⁷⁰⁸

Or cette grammaire de l'expertise va contaminer la communication des élites politiques. D'une part, cette rhétorique permet d'afficher son modernisme en ôtant au discours

⁷⁰² RIEFFEL Rémy, *La Tribu des clercs*, op. cit., p. 622.

⁷⁰³ *Ibid.*, p. 624. Cette emprise du journalisme sur le champ intellectuel fera l'objet de nombreuses réflexions. Cf. DEBRAY Régis, *Le Pouvoir intellectuel en France*, Paris : Ramsay, 1979, p. 43 ; BOURDIEU Pierre, *Homo academicus*, Paris : Editions de Minuit, 1984 ; BOURDIEU Pierre, « L'emprise du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1994, n°101, pp. 3-7.

⁷⁰⁴ RIEFFEL Rémy, *La Tribu des clercs*, op. cit., p. 624.

⁷⁰⁵ Cf. KACIAF Nicolas, *Le Mandarin et le moraliste. Les rôles de l'éditorialiste dans le journalisme contemporain*, mémoire de DEA de Sociologie politique, Université Paris I, 2000, p. 88.

⁷⁰⁶ CHEVALLIER Yves, *L'Expert à la télévision. Traditions électives et légitimité médiatique*, Paris : CNRS Editions, 1999, p. 26.

⁷⁰⁷ *Ibidem.*

⁷⁰⁸ FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik, « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », art. cité, p. 35.

les apparences de l'idéologie, nécessairement archaïque et facteur de divisions. D'autre part, elle constitue l'une des opérations de naturalisation des choix politiques en se fondant sur l'évidence des faits et en assimilant le travail gouvernemental à la gestion entrepreneuriale⁷⁰⁹. A cet égard, l'omniprésence des données statistiques dans la communication politique (PNB, déficits, nombre de chômeurs ou de morts sur les routes, taux de délinquance ou de lecture en classe de 6^e, indices des prix ou de la pollution de l'air, etc.), témoigne d'une transformation dans l'évaluation de la performance politique⁷¹⁰. Ainsi l'efficacité des politiques publiques va pouvoir être systématiquement mesurée à l'aune de critères chiffrés, donc objectivables et apparemment incontestables. Cette technicisation du débat politique accompagne plus généralement un processus de relégation de la violence dans l'affrontement verbal. L'agressivité va se voir de plus en plus stigmatisée, perçue comme pathogène, indiquant une incapacité à débattre courtoisement. On peut lire ce processus comme la poursuite d'un mouvement séculaire de civilisation des mœurs, de maîtrise des passions, de forclusion de la violence politique⁷¹¹. Erik Neveu, lui, voit dans ce refoulement de la conflictualité l'une des « forces » de la prophétie de l'entrée dans une société de communication, plus intégrée, plus démocratique, plus transparente⁷¹².

Ces différents processus participent donc bien d'une désacralisation de la politique. Cette désacralisation affecte le personnel politique aussi bien dans son versant démocratique (la lutte concurrentielle pour représenter la Nation et débattre des choix collectifs) que dans son versant gouvernemental (l'exercice effectif de l'autorité publique). C'est tout autant leur prétention à monopoliser des rôles pluriels (gouvernants, représentants, compétiteurs, porte-parole) que l'autorité de ces rôles qui se voient ainsi contestées. Les rituels républicains marquant la solennité du « pouvoir » s'en trouveront notamment ébranlés : « Sans doute les référents culturels aujourd'hui dominants portent-ils à jauger avec ironie nombre des manifestations extérieures du travail politique de jadis. (...) La volonté de marquer la distance

⁷⁰⁹ Sur le cas des municipalités, voir LE BART Christian, *La Rhétorique du maire entrepreneur*, Bordeaux : Pédone, 1992.

⁷¹⁰ Il faudrait toutefois relativiser la "nouveau" de cette incorporation du savoir statistique dans le travail politique puisqu'on décèle les premiers indices de cette technologie de pouvoir dès le XVII^e siècle (cf. FOUCAULT Michel, *Sécurité, territoire et population. Cours au Collège de France, 1977-1978*, Paris : Gallimard, 2004, p. 104 ; plus généralement voir DESROSIERES Alain, *La Politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris : La Découverte, 1993). Ce que l'on souhaite mettre en évidence ici, c'est la systématisation de son emploi dans les rhétoriques politiques.

⁷¹¹ Cf. ELIAS Norbert, *La Société de cour*, Paris : Calmann-Lévy, 1974 ; DELOYE Yves, IHL Olivier, « La civilité électorale : vote et forclusion de la violence en France », in BRAUD Philippe (dir.), *La Violence politique dans les sociétés occidentales*, Paris : L'Harmattan, 1993, pp. 75-96.

⁷¹² NEVEU Erik, *Une Société de communication ?*, op. cit., p. 81.

entre les titulaires du pouvoir et les profanes sera tenue pour affectation ou artifice d'élus soucieux d'asseoir son autorité symbolique sur ses mandants. Mais à travers cette solennité, cette sacralisation, c'était aussi la centralité du politique comme lieu de définition des choix d'une communauté, l'existence de valeurs et de référents communs tenus provisoirement pour incontestables par la société qui se trouvaient affirmés avec force. »⁷¹³ Mais, on l'a vu tout au long de cette discussion, c'est bien la parole politique qui se voit reprochée sa vacuité, son hermétisme, son incapacité à appréhender les « vrais » problèmes. Or la parole politique constituait l'objet même du journalisme politique. Ces rédacteurs ont dès lors fait face à différentes contradictions dans la réalisation de leur travail.

B. Une crise du journalisme politique ?

De nombreux journalistes politiques partagent ces analyses d'un désenchantement du public vis-à-vis de l'univers politique. La plupart des rédacteurs en activité au cours de la décennie 1980 identifient ainsi une rupture dans les années 1988-91. Marquée par les affaires, par une majorité relative brouillant les clivages, la politique serait ainsi devenue plus « ennuyeuse » (entretien n°11), moins passionnelle, plus faiblement mobilisatrice :

« Quand Mitterrand est réélu en 1988, le débat politique devient beaucoup moins intéressant. (...) La crise du politique n'est pas propre à la France. Mais je pense qu'elle est d'autant plus forte en France que (...) l'alternance ne s'est imposée que dans les années 1990. Et avant, on était toujours dans un manichéisme extrême, dans un dualisme gauche – droite, blanc – noir, les bons – les méchants. Il a fallu beaucoup de temps pour sortir de ça. Et on est tombé dans un excès inverse qui est un relativisme absolu où, pour les gens, si on simplifie à l'extrême, c'est gauche – droite, c'est la même chose, tous pourris. (...) Le bilan de tout ça, c'est que les gens sont en train de ramener la politique là où elle doit être, c'est-à-dire : c'est l'un des moyens de changer la vie, ce n'est certainement pas le moyen unique de changer la vie. (...) Et les journalistes politiques vont se retrouver à traiter de la politique comme ils traitent aujourd'hui de l'entreprise, c'est-à-dire on ne met pas autant d'affects quand on suit France Telecom que quand on suit un débat de société sur le PACS. Mais au final, il faut peut-être avoir la même froideur, la même distance, le même relativisme, la même honnêteté. » (Jean-Michel Thénard, chef du service *Politique* de *Libération*, entretien n°6).

Différents journalistes avouent ainsi leur désamour pour une politique où ont disparu les « grandes bagarres » et les « grands personnages », où les acteurs d'aujourd'hui paraissent interchangeables, calibrés par la communication. Un tel constat leur permet alors de justifier leur départ vers d'autres rubriques ou d'autres médias :

⁷¹³ NEVEU Erik, « Médias et construction de la "crise de la représentation" », art. cité, p. 41.

« J'ai été journaliste politique à une époque où la gauche était violente, la droite était en opposition très forte, il y avait encore les caractères des uns et des autres. Ça explosait encore. Et puis, au fil des ans, je me suis rendu compte que ça s'estompait complètement. Et donc moi, j'ai bifurqué vers le grand reportage et je suis allée à *Match*. (...) Aujourd'hui, les hommes politiques sont parfaits. Ils sont calibrés comme des petits pois par le Parlement européen. Ils ne font plus de gaffes, ils ne s'énervent plus, ils sont tous habillés pareils. Vous ne faites pas une grande différence entre ceux de droite ou de gauche. Donc pour le journaliste, ce n'est plus amusant. C'est quand même une étude de caractère le journalisme. (...) Dans le journalisme, ce ne sont pas les trains qui arrivent à l'heure qui sont intéressants, ce sont ceux qui n'arrivent pas. Et les hommes politiques qui sont impeccables, sortis premiers de l'ENA, on s'en fout. » (Caroline Pigozzi, entretien n°61)

Quant aux journalistes toujours en activité, et notamment les plus jeunes, ils semblent presque devoir s'excuser de leur intérêt pour la politique et avouent l'anachronisme de cette passion :

- « La politique m'a toujours passionné depuis que je suis tout gamin, ce qui est devenu assez rare dans nos générations. (...) Dans ma promo [du CFJ], on était deux à être vraiment passionnés par la politique. C'est vrai que maintenant, ce n'est plus du tout à l'ordre du jour. » (Renaud Dely, journaliste politique depuis 1994, entretien n°5).

- « Je fais partie des derniers d'une génération qui n'est déjà plus la vôtre mais qui n'est même plus tout à fait la mienne, puisque déjà quand moi, j'étais au CFJ, on était quelques rares à se passionner pour la politique, on était une minorité à considérer que la politique était intéressante. » (Eric Mandonnet, journaliste politique depuis 1993, entretien n°9).

Aussi les services *Politique* vont-ils devoir faire face à un triple enjeu. D'une part, l'enjeu est commercial, car il s'agit de contrer la désaffection du public pour la politique, en rendant son suivi plus lisible, en apportant du « plaisir » aux lecteurs, en privilégiant des sujets et des angles susceptibles de davantage les intéresser.

« Le problème de la politique, c'est que ça peut être très emmerdant si on la traite mal ou ça peut paraître aux gens tellement lointain. Donc il faut trouver des moyens d'intéresser les gens avec des histoires qui les concernent. » (Alexis Brézet, directeur délégué de la rédaction du *Figaro*, responsable du plateau *France*, entretien n°13).

D'autre part, l'enjeu est journalistique dans la mesure où les rédactions doivent adapter leur traitement à ces « réalités » nouvelles. Les journalistes de *Libération* et du *Monde* notamment restituent ainsi leur sentiment d'un décalage croissant entre cette réalité et le contenu de leurs pages *Politique*. Ils évoquent les débats qui ont animé leurs services ou leurs rédactions en chef afin de définir une couverture plus pertinente de l'actualité politique :

« Les services *Politique* de tous les journaux ont souffert d'un rejet chaque fois plus grand de la politique (...) et du fait que les partis soient réduits à la portion congrue. (...) Ils ont du mal à s'adapter aux réalités nouvelles, c'est-à-dire qu'on continue à surévaluer les partis, parce qu'on a l'habitude d'y aller, parce qu'on a l'habitude d'aller rue de Lille, rue de Solferino... Et en fait, ce sont vraiment des coquilles vides. Et les services *Politique* ont vécu des épreuves terribles. Maastricht a été une épreuve terrible ! On n'a rien vu. Pour moi, c'est un souvenir de traumatisme... On a vécu dans un truc qui était : "Maastricht, ça n'intéresse personne, c'est un débat austère, il y aura 60 % d'abstention.

Et sur les votants, il y aura une majorité écrasante de oui.” Et, heureusement, il y a eu l’été. Et l’été, on est parti chacun chez soi. Et moi, je suis parti dans mes montagnes. Et je suis revenu en disant : “Mais c’est incroyable, j’entendais parler de Maastricht partout”. Et donc on a commencé à s’apercevoir qu’il y avait quelque chose. Mais on s’était planté totalement. (...) On a appris énormément de choses le soir des résultats. On n’avait pas vu monter les “non”, on n’avait pas vu ce que ça signifiait. On n’a pas vu que, dans le Pas-de-Calais, il y avait du “non” à 68 %. Moi, je suis allée faire un reportage dans le Pas-de-Calais après le référendum : c’était incroyable ! (...) Donc ça, ça fait partie des leçons qu’on doit retenir. Par exemple, un mouvement comme ATTAC, je pense que c’est quelque chose qu’aujourd’hui, on sous-estime moins. (...) C’est un questionnement que j’ai vu régulièrement dans le service. A chaque fois, on se disait : “Mais, aujourd’hui, où se fait la politique ?” On faisait des séminaires là-dessus ! » (Pascale Robert-Diard, journaliste politique au *Monde* entre 1988 et 2002, entretien n°8).

Enfin l’enjeu est identitaire dans la mesure où cette « crise » politique rejaillirait sur un journalisme politique dont les représentants vont être soumis à une critique intense non seulement au sein des rédactions mais également dans les univers militants et intellectuels. Ce sentiment d’appartenir à une spécialité dévaluée dans les hiérarchies professionnelles et délégitimée dans l’opinion a donc amené les rédacteurs à critiquer certaines rhétoriques (le dénigrement) qui participeraient du discrédit de leur « objet » :

« Soit le journaliste politique veut crever avec eux, soit il pense qu’il a un rôle à la fois pédagogique, social, culturel. Et puis il y a son propre plaisir. Prendre du plaisir, c’est starifier ses sujets. Je crois que les journalistes politiques ont grandement intérêt à arrêter de mépriser leur sujet. Je trouve souvent qu’ils le méprisent trop (...) par un côté : tout ce qu’ils disent, c’est de la connerie, ils sont tous médiocres. Non, ils ne sont pas tous médiocres ! Ils sont parfois médiocres et parfois géniaux. C’est vrai qu’ils manquent parfois de talent, mais les journalistes aussi. Il faudrait que les journalistes leur donne un peu de leur talent, qu’on se remette à raconter des histoires. » (Nicolas Domenach, chef du service *France de Marianne*, entretien n°6).

« Trouver des histoires qui concernent les lecteurs », « détecter les nouveaux lieux du politique », « stariser les hommes politiques » : on le voit, à la diversité des enjeux professionnels, les journalistes envisagent des réponses distinctes et parfois contradictoires. Bien évidemment, ces réponses n’ont pas toujours été le produit d’une rationalisation *a priori* formulée par les directions, encore moins par les assemblées de rédacteurs. D’autre part, il va de soi que, dans la situation d’entretiens, les rédacteurs adoptent un discours qui justifie des pratiques souvent routinisées au nom de principes valorisants. Toujours est-il que la configuration politique qui se dessine au tournant des années 1980 et 1990 va plonger les services *Politique* dans une certaine perplexité quant aux attentes effectives du public. Si les rédacteurs admettent tous qu’il n’est plus *possible* de couvrir la politique comme avant, ils suggèrent toutefois des pistes plurielles qui s’articulent aux traditions rédactionnelles de leurs journaux et à leur propre socialisation politique et professionnelle. Ainsi, certaines des

transformations dans les pages *Politique* des années 1980-90 doivent s'interpréter, selon les rédacteurs, à l'aune du désenchantement du lectorat vis-à-vis de la sphère politique :

1. Assumer la dimension « politicienne ». Un certain nombre de journalistes, issus le plus souvent de la presse populaire ou des newsmagazines, vont justifier le renforcement des registres narratifs ou psychologiques au nom d'un certain « réalisme ». La dimension « politicienne » est pleinement assumée et légitimée par la moindre saillance du débat d'idée. La politique étant réduite à des querelles d'hommes, c'est aux journalistes de savoir les mettre en scène de façon plaisante et circonstanciée :

- « La grande évolution de ces dernières années, je pense que c'est dans la recherche des angles et dans l'exigence de présenter la politique pour qu'elle devienne attrayante, à un moment où on dit qu'elle n'intéresse plus personne. C'est vrai que le regard sur la politique a tellement changé. Le côté sacralisé de la politique a tellement disparu. La révérence à l'égard des hommes politiques s'est tellement effritée qu'aujourd'hui, vous ne pouvez plus regarder les choses de la même façon. Il n'y a plus toutes les bagarres qu'il y avait. Les bagarres de la gauche entre le PC et le PS, ça me paraît antédiluvien. Les débats "nationalisation – privatisation", plus personne n'y songe. Donc il y a une espèce quand même d'adoucissement, d'affadissement plutôt, de la politique qui conduit à voir les choses autrement. (...) Dès lors que la vie politique n'a plus un rôle essentiel, on la regarde plus par le petit bout de la lorgnette que par une vision plus large. » (Catherine Pégard, chef du service *France du Point*, entretien n°37).

- « Il y a belle lurette qu'il n'y a plus d'idées en politique. Et quand je faisais la politique à *Libé*, d'accord il y a eu les nationalisations, c'est vrai. Mais assez rapidement, les opinions ont convergé. La guerre verbale a disparu. La violence du débat s'est atténuée très vite à partir de 1982, à partir de l'abandon des réformes anti-capitalistes, genre nationalisation et compagnie. (...) Mais j'ai toujours bien aimé la course au pouvoir en tant que telle, comme spectacle, le théâtre du pouvoir. C'est superbe de voir ces types déployer une telle énergie. Ce sont de belles machines l'élite du personnel politique français. Ce sont des types brillants. Ce sont des monstres, au sens où ils ont plus de force, plus d'énergie, plus de ténacité, ils dorment moins, ils sont plus costauds, ils ont une meilleure santé que les gens normaux. Et comme ils ont plus d'ambition, c'est fascinant à voir fonctionner. Jean-Louis Péninou [*chef du service d'alors*], il disait : "Le problème avec Fabien, c'est qu'il s'intéresse trop aux hommes, pas assez aux idées". » (Fabien Roland-Lévy, entretien n°38).

2. Restreindre la couverture institutionnelle. Au sein de journaux tels que *Le Monde* ou *Le Figaro*, fondant leur crédibilité sur la couverture la plus complète possible des institutions politiques, les journalistes et leurs directions ont progressivement constaté l'anachronisme d'un tel traitement. Articulé à une réduction de l'espace rédactionnel dévolu aux pages *Politique*, ces journaux vont à leur tour, tout au long des années 1980 et 1990, abandonner cette ambition de restitution minutieuse, respectueuse de la parole politique mais supposée à rebours des attentes du public :

« Je pense que le renoncement très progressif au suivi d'une politique très institutionnelle a accompagné avec retard la distance manifestée vis à vis de la politique par les premiers

concernés, les électeurs. Nous avons bien senti que quelque chose échappait à notre quadrillage. (...) Autant au Parlement je pouvais avoir le sentiment d'être en phase avec le réel, autant le suivi de l'UDF (mais qui se souvient encore de l'UDF !!!) m'a laissé souvent perplexe. Dans quelles mesures je ne forgeais pas une réalité "hors sol", "hologrammique" en relatant les débats du Parti radical, voire des Adhérents directs (on ne rit pas), autant d'institutions qui devaient concerner au maximum deux à trois mille personnes, soit moins que le public d'un match de rugby de deuxième division... » (Gilles Paris, journaliste politique au *Monde* entre 1988 et 1995, entretien par mail, n°61).

C'est donc bien au nom de ces représentations politiques nouvelles que se sont justifiées certaines des innovations identifiables dans les pages *Politique* du *Monde* du début des années 1990 : introduction des « récits » de couloirs, incorporation de la cellule « Economie – Social », suivi de l'actualité d'un plus grand nombre d'acteurs (lobbies, associations, mouvements alter-mondialistes, etc.), recueil de paroles de militants ou de citoyens anonymes lors des périodes électorales, etc.

3. Promouvoir un traitement ludique. Les registres ironiques promus notamment à *Libération*, à *L'Événement du Jeudi* et plus tard à *France-Soir* sont rendus possibles non seulement parce qu'ils s'avèrent commercialement rentables mais également parce qu'ils accompagnent la désacralisation supposée du personnel politique et permettent d'endosser des rôles valorisants de « contre-pouvoir » :

- « On privilégie tous une dimension un peu ludique du traitement. Alors ça ne veut pas dire qu'on fait n'importe quoi. On fait notre boulot sérieusement. Mais bon, s'il y a un sujet qui va nous paraître marrant, c'est vrai qu'on a tendance à se jeter dessus parce qu'on se dit qu'on n'est pas non plus là pour faire chier les gens. Et puis la politique est déjà suffisamment austère que, quand il y a des petites histoires qui nous semblent amusantes, on essaye de les creuser. » (Vanessa Schneider, journaliste politique à *Libération* depuis 1994, entretien n°10)

- « Un journaliste politique doit être peut-être plus impertinent que d'autres, parce qu'il traite de gens (et encore ! c'est de moins en moins le cas) qui ont le pouvoir au sens large du terme. Un journaliste en *Société* qui traite des sans-papiers, qui traite de gens faibles, en difficulté, en détresse, il n'a pas vocation à leur enfoncer la tête. Nous, par définition, on doit essayer de leur chercher des poux parce qu'ils ont le pouvoir et qu'ils ont d'autres moyens que de passer dans le journal pour faire parler d'eux. » (Renaud Dely, journaliste politique à *Libération* depuis 1994, entretien n°5).

4. Réintroduire le débat d'idée. Si certains considèrent que l'affadissement de l'affrontement politique justifie une personnalisation accrue du traitement, d'autres, au contraire, estiment que l'attention portée aux « stratégies » et aux « postures » tend à évacuer les enjeux idéologiques que masquent les jeux de communication et la bonhomie apparente du personnel politique. Ainsi la plupart des rédacteurs de *L'Humanité* manifestent-ils, eux aussi, un certain désenchantement à l'égard des luttes partisans. Mais à leurs yeux, la faible différenciation de l'offre politique ne témoigne pas tant de l'impuissance d'une sphère

politique réduite à des querelles de façade que d'un consensus « néo-libéral » qu'il convient de dénoncer. La configuration politique des années 1990 appelle donc toujours à se plonger au cœur des discours, à en déceler les impensés et les doctrines sous-jacentes, à débattre des choix gouvernementaux, et ce d'autant que les pages *Politique* ne peuvent plus se contenter de relayer la parole du PCF :

« On est toujours à se dire : “Quel lien entretient-on [avec le Parti] ?” On est un journal communiste. Mais on n'a pas à justifier la ligne du Parti. Sans ça, tu te décrédibilises complètement. Je crois que le journal doit avoir sa liberté de parole et être exigeant vis-à-vis du Parti communiste. On a plus à apporter à nos idées en faisant ça qu'en étant complaisant. (...) Mon état d'esprit en travaillant au service *Politique*, c'est qu'on a du poids, mine de rien, dans l'opinion, dans la manière dont on tourne les choses, dont on les présente, etc. Donc j'ai toujours ce souci d'aller au fond des choses. (...) Il y a un gros problème aujourd'hui, c'est le désintérêt vis-à-vis de la chose politique. Une partie de notre souhait à nous, c'est d'essayer d'intéresser les gens à ces questions-là, afin qu'ils prennent leur place dans le débat, dans la construction de la société, etc. (...) Je pense que [*le service Politique*] doit couvrir tout le champ politique, donner à voir réellement toutes les idées, les propositions qui se développent, particulièrement en temps de campagne électorale. » (Pierre Dhareville, journaliste politique à *L'Humanité*, entretien n°19)

Ainsi certains rédacteurs font-ils part de leur ambition de mieux articuler les débats de l'espace politique à ceux qui traversent la « société civile ». Pour eux, la vacuité des controverses politiques justifie bien ce souci de fuir les lectures trop institutionnelles ou politiciennes. Sur un terrain plus réaliste, ils constatent cependant les limites d'une telle ambition : la division rigide entre les services *Politique*, *Société* et *Social* ainsi que les tentations de leur rédaction en chef de se plier aux règles de la concurrence médiatique :

« Je pense que l'erreur des journalistes politiques, c'est de prendre les choses par le petit bout de la lorgnette. On fait de l'institutionnel, du politicien qui n'intéresse pas du tout les gens. Et quand on est entre journalistes, on est à la recherche de la première petite phrase. Et c'est ça qui est désolant. Et c'est ça qui m'intéresse de moins en moins. Mais pourtant, il faut réfléchir à comment prendre les choses autrement. (...) Par exemple, de plus en plus, on se rend compte que tous les faits de société deviennent des faits politiques. Et donc la séparation entre *Société* et *Politique*, ça accentue ce côté : la politique, c'est les partis, c'est l'institutionnel, c'est la politique politicienne et les autres, c'est la vie des gens. (...) Mais les organigrammes des journaux sont trop restés comme ça. C'est vraiment très cloisonné. (...) Je pense que les questions de sécurité, d'immigration, les questions qui concernent ces gens qui ne sont pas dans les partis et qui pourtant font de la politique, que ce soit ATTAC ou les mouvements féministes, c'est peut-être eux qu'il faut suivre, plutôt qu'un parti. » (Mina Kaci, journaliste politique à *L'Humanité*, entretien n°16).

On l'observe, ces divergences dans les réponses à apporter à l'affadissement du débat politique renvoient à la pluralité des rôles que les journalistes estiment devoir endosser pour satisfaire à la fois les exigences commerciales, les contraintes de production et les missions professionnelles. Ces divergences renvoient dès lors à la diversité des publics que cherchent à

conquérir ou à conserver les rédactions. Mais elles signalent également les doutes, les incertitudes quant aux attentes effectives d'un lectorat qu'on estime moins politisé ou, du moins, différemment politisé. Or ces doutes, articulés à la diversité des enjeux suscités par cette désacralisation de la sphère politique (enjeux commerciaux, journalistiques et identitaires), amènent les rédacteurs à souligner les contradictions entre ces différents objectifs. L'identification de ces contradictions permet d'entrevoir que la configuration politique de la décennie 1990 a pour conséquence, non pas d'induire mécaniquement des changements dans les normes d'écriture, mais plus vraisemblablement d'amener les journalistes à davantage de réflexivité sur leurs pratiques. On peut sommairement regrouper ces contradictions sous deux types de questionnements. Le premier renvoie au problème du rubricage et de la hiérarchie de l'information. En somme, les journalistes s'interrogent sur ce qu'il faut couvrir pour être en phase avec le réel et susciter l'intérêt du lectorat. Le second questionnement s'aventure davantage sur le terrain des registres d'écriture et des angles retenus pour rendre compte de l'actualité politique : comment couvrir la politique pour ne pas contribuer au désenchantement citoyen ?

1. « Où est le pouvoir ? » La première contradiction, soulevée notamment par les rédacteurs les plus âgés, suggère que l'abandon d'un suivi méticuleux des institutions politiques participerait de leur déclin symbolique. En ne restituant que sommairement le travail politique (en gros, l'action gouvernementale et législative), la presse contribuerait en retour à se discréditer :

« Il faut que les institutions soient quand même représentées. Les gens disent : “Les institutions sont en péril. Par conséquent, il n’y a pas de raisons de s’en occuper.” Moi, je dis : “Si *Le Figaro* ne s’occupe pas des institutions, lui-même étant une institution, il a tendance à se saborder lui-même.” » (Patrice-Henri Désaubliaux, journaliste politique au *Figaro* de 1969 à 2001, entretien n°12).

Au-delà de la restitution de l'actualité institutionnelle, se pose la question des acteurs dont il faudrait relayer l'activité. Certes, les journalistes constatent que les partis sont de moins en moins représentatifs de la société et que d'autres organisations participent au débat public et contribuent à la formalisation des choix politiques. Néanmoins, concèdent-ils, les formations partisans demeurent au fondement de l'activité politique puisque ce sont ces instances qui sollicitent le suffrage des électeurs. Dès lors, tant que les rédacteurs admettent participer à la vie démocratique, ils ne peuvent passer sous silence l'actualité des partis :

« Nous, on a un lectorat qui s'intéresse beaucoup à la politique. On a des ventes qui sont extrêmement élastiques sur les événements politiques. On sait que ce sont des pages qui sont parmi les plus lues du journal. Donc on se dit : “Si les gens se désintéressent de la

politique, est-ce qu'ils ne se désintéressent pas d'une certaine façon de regarder la politique ?" Donc ça, ce sont des débats qu'on a régulièrement : "Est-ce qu'il faut toujours suivre les partis politiques, alors que les partis politiques ne représentent pas grand-chose ?" Mais en même temps, si on ne les suit pas, qu'est-ce qu'on suit ? (...) En fait, on est un peu à l'image de la structuration de la vie politique française. Donc, autant les partis sont en décalage par rapport à la société, autant nous, on reflète aussi ce décalage-là. En même temps, on est dans une démocratie représentative, donc on est quand même obligé de rendre compte de ce qui se passe dans les Assemblées. On passe forcément par les élus qui sont censés être représentants.» (Vanessa Schneider, journaliste politique à *Libération* depuis 1994, entretien n°10).

De la même manière, les journalistes se trouvent placés devant un dilemme. D'un côté, ils fondent leur légitimité professionnelle sur le fait de traiter du « pouvoir ». De l'autre, ils soulignent tous que ce pouvoir d'État s'est dilué, que les gouvernants ne disposent plus de la même capacité d'action. Ainsi, c'est l'architecture même des journaux qui se trouve remise en cause, notamment la faible articulation entre services *Politique* et correspondants européens. Les rédacteurs s'interrogent donc sur le traitement adéquat de questions européennes dont les acteurs sont méconnus et les enjeux de médiatisation bien distincts :

« On n'est pas sur une autre planète mais globalement, on perçoit mal ce qui se passe à Bruxelles ou à Strasbourg. On connaît mal les enjeux. On connaît mal les personnages d'ailleurs. On a du mal à savoir où est le pouvoir aujourd'hui. Le pouvoir, il est où ? Il est dilué, il est dans les régions, il est au niveau européen, il est à l'OMC. Donc on essaye de prendre ça en compte. Mais, sur l'Europe, on est en retard. Parce que c'est un retard culturel, civilisationnel, etc. Mais on est en retard sur le plan de l'organisation. Alors la direction y réfléchit. Mais ici, les changements, ça prend un temps considérable. » (Renaud Dely, journaliste politique à *Libération* depuis 1994, entretien n°5)

2. « Ramener la politique à Guignol » ? Deuxième registre de contradictions soulevées par les rédacteurs : les dangers d'un traitement trop désinvolte de l'actualité politique⁷¹⁴. Tout d'abord, l'insistance sur les jeux d'acteurs, « sur les mesquineries » (entretien n°10), aussi plaisante et ludique soit-elle pour les journalistes, fait courir le risque d'entretenir la méfiance du public envers la politique et de ne finir par écrire que pour le « microcosme parisien » :

- « Il faut faire attention de ne pas oublier que la politique n'est plus ce qu'elle était. Elle n'est plus à son apogée. Il faut faire attention de ne pas faire un papier qui intéressera surtout une minorité du VII^e arrondissement, dans les ministères, etc. C'est un peu tarte à la crème mais, pour les journalistes politiques, par rapport aux journalistes *Société*, il faut

⁷¹⁴ Jean-Baptiste Legavre identifie également ce paradoxe : « D'un côté, [le journaliste] dénonce la conception d'une politique ludique, requalifiée alors de "politique politique", à une époque où les journalistes politiques perçoivent les hommes politiques comme dangereusement rejetés par les agents sociaux et alors qu'ils se font un devoir de lutter contre la dévalorisation du politique qui serait aussi, en quelque sorte, la leur. D'un autre côté, le journaliste a tendance à se focaliser sur les gestes tactico-médiatiques des protagonistes (...) pour ne plus s'attarder aux discours proprement dits des hommes politiques. » (« Parler de soi ou parler des autres De quelques usages journalistiques des métaphores ludiques », *Regards sociologiques*, n°7, 1994, p. 40).

avoir conscience de ça. (...) Le tout, c'est de ne pas être trop politicien, c'est-à-dire se rendre compte qu'il faut aller au-delà des querelles qui nous passionnent. » (Eric Mandonnet, entretien n°9)

- « On touche un milieu de plus en plus restreint. On essaie de garder en tête le fait qu'il faut que ça intéresse le lecteur. Mais on se rend compte que ça n'intéresse plus. Les papiers sur le PS, ils intéressent les dirigeants du PS d'abord et à la rigueur les militants. Mais ça ne dépasse pas ce cercle-là. Quand on a des retours, c'est tout le temps un type qui est encarté quelque part. » (Renaud Dely, entretien n°5)

De la même manière, les rédacteurs dressent une frontière délicate entre un ton moqueur, rendu nécessaire, et un dénigrement qui, d'une part, susciterait l'hostilité d'un personnel politique dont on concède la dureté croissante de la tâche, et d'autre part témoignerait d'un populisme malsain :

- « Il y a un vrai défaut. C'est celui d'être ironique pour être ironique. Il y a eu dans le même mouvement de rupture avec le journalisme de déférence, le danger d'aller trop loin dans la facilité. C'est simplissime de rajouter un adverbe ou un adjectif pour se faire plaisir. Les journalistes ont contribué au passage d'un ton de déférence à un ton de moquerie. La vraie rigueur, c'est d'arriver à être ironique quand il le faut. » (Pascale Robert-Diard, entretien n°8).

- « Vous pouvez vous moquer ou dire des choses, mais sans dénigrer. Ce ne sont pas des pourris. Ce ne sont pas des nuls. Au contraire, ce sont des gens très intelligents, qui travaillent beaucoup, qui se battent sans arrêt, qui sont au match de foot à trois heures le dimanche, à cinq heures à la brioche des vieux, et qui se donnent énormément. Donc là, on les défend un peu. » (Pascale Amaudric, entretien n°36).

Enfin l'impératif de « spectacularisation » est censé rendre l'actualité politique plus distrayante, plus lisible, plus compréhensible. Cependant il contribue à évacuer les dimensions, certes austères, mais nécessaires pour appréhender le débat public. Privilégiant « le superficiel », les journaux tendent ainsi à « ramener la politique à Guignol » (entretien n°2) :

« Il y a vingt ans, le journalisme politique, c'était l'art de rendre compte d'un congrès, de ses nuances, de son atmosphère. Maintenant, on essaie de tirer d'un événement politique les éléments d'un fait divers politique. (...) Avant, c'était surtout un journalisme descriptif, d'analyse, où il fallait avoir un peu de talent, de musique littéraire. Il fallait rendre compte de ce qu'était une journée. Aujourd'hui, on valorise un article si on est capable de "fabriquer" un événement. Par exemple, on cherche dans un discours le petit élément qui peut faire événement. On vit dans une société blasée qui a besoin de se fabriquer des émotions fortes. Comme il n'y a plus d'idéologies, on ne prend plus au sérieux le discours politique. On est donc dans le fait divers, le théâtre. » (Gérard Lamotte, entretien n°30, non enregistré)

Les réponses à ce désenchantement politique ne sont donc ni tranchées, ni homogènes. Mais au-delà de ces contradictions, d'autres facteurs sont à prendre en compte pour relativiser le poids des représentations politiques sur le travail journalistique : logiques de la concurrence médiatique, économie du travail journalistique, institutionnalisation de routines qui permettent

la production au quotidien de l'information politique. Car, on le répète, il faut se déprendre d'une vision trop idéaliste de journalistes mus uniquement par leurs convictions et leur souci de concevoir le traitement le plus adéquat. Faisant face à l'urgence et aux sollicitations de sources avides de médiatisation, les rédactions sont donc principalement préoccupées par des enjeux pratiques. Comme l'explique ce chef de service ayant élaboré une lecture subtile des transformations politiques contemporaines,

« L'inertie l'emporte sur le mouvement. C'est-à-dire que l'analyse que je fais là, elle est difficilement contestable. En même temps, elle est très difficile à appliquer au quotidien. (...) Et donc, il y a besoin d'une spécialisation forte, parce que les journalistes, pour être bons, ont besoin d'avoir des informations rapidement. Pour avoir des informations rapidement, il faut être près de ses sources. Pour être près de ses sources, etc., etc. Tout ça, ce n'est pas propre d'ailleurs au journalisme politique, c'est propre au journalisme en général et à toute spécialité. » (Jean-Michel Thénard, entretien n°6).

De la même manière, cet autre chef de service, venant d'expliquer la nécessité de « privilégier le fond sur l'aspect médiatique » et de dénoncer le tournant communicationnel de la politique, ajoute aussitôt :

« En même temps après, il y a les impératifs de l'organisation de la rédaction. On boucle à telle heure et puis il faut interviewer untel. Il faut un mec connu parce qu'il sera davantage lu que si c'est un troisième couteau. Ça, ce sont des impératifs qu'imposent les directions. C'est sûr que si on traite des problèmes humanitaires, il vaut mieux avoir Kouchner que le type de l'association du coin de la rue, que personne ne connaît, parce qu'on sait que Kouchner, il sera lu et que l'autre ne le sera pas. Effectivement, ça fait partie des rouages, même si de temps en temps vous vous dites : "Il n'y a pas que les stars qui disent des choses intéressantes." » (Jean-Pierre Bédéi, entretien n°48).

Conclusion.

Une lecture sociopolitique des transformations rédactionnelles et ses limites

Au terme de cette analyse, il convient de se prémunir contre deux écueils symétriques. D'un côté, il ne faudrait pas entrevoir de relations *mécaniques* entre transformations sociopolitiques et transformations rédactionnelles. D'un autre côté, on ne peut prêter trop de clairvoyance aux journalistes et imaginer qu'ils ont *immédiatement* identifié la nature des changements dans le jeu politique. Certes, lors des entretiens, les rédacteurs témoignent d'une rationalisation rétrospective des évolutions institutionnelles et politiques. Certes également, différentes innovations rédactionnelles ont pu être justifiées, au moment de leur mise en place, par la recherche d'une couverture plus adéquate des réalités politiques nouvelles. Néanmoins,

les bouleversements dans le contenu des pages *Politique* ont été évolutives, tâtonnantes et fortement différenciées selon les rédactions. Si l'on réemprunte l'exemple des comptes-rendus parlementaires, dont l'effacement est *a posteriori* légitimé par la moindre saillance du théâtre législatif, on ne peut concevoir de liens automatiques entre ces deux phénomènes. Tout d'abord, bien qu'un nouveau régime se mette en place en 1958, la disparition des comptes-rendus de séance n'apparaît pas immédiatement. En effet, cette pratique perdure dans les quotidiens de notre corpus au cours des années 1960, 1970 et 1980. Ensuite, comme en témoigne les graphiques n°1, 2 et 3, le déclin est très progressif et se manifeste par strates successives, irrégulières, jusqu'au milieu des années 1990. En outre, les ruptures les plus significatives n'apparaissent pas à la même période dans tous les journaux : dès la fin des années 1960 au *Figaro*, à la fin des années 1970 au *Monde*, au milieu des années 1980 à *L'Humanité*. Enfin le genre du compte-rendu n'était pas seulement mobilisé dans les pages *Politique* mais il constituait un registre privilégié par différents services pour relater des manifestations ponctuées de prises de parole publiques. Les congrès syndicaux ou les délibérations à l'Assemblée des Nations Unies ont été longtemps restitués à partir des registres que l'on disait caractéristiques du journalisme parlementaire. Or, parallèlement aux mutations dans l'écriture des séances parlementaires, les congrès syndicaux ou les discussions internationales ont, eux aussi, vu leur traitement se transformer et ce, vers des registres analytiques assez voisins.

Les transformations dans l'univers politique doivent donc être pensées comme des *conditions* qui rendent possibles l'adoption et l'institutionnalisation de nouveaux rôles journalistiques⁷¹⁵. Car ceux-ci ne se sont pas imposés naturellement sous la plume de l'ensemble des rédacteurs. Objets de conflits, ces nouvelles rhétoriques n'ont été *effectivement* endossées que parce que les rédacteurs et leurs directions ont été disposés ou contraints à subvertir les anciens savoir-faire et à introduire différentes innovations stylistiques. Pour parvenir à expliquer la substitution des logiques d'*enregistrement* et d'*opinion* par les logiques de *décryptage* et de *vulgarisation*, il faut dès lors articuler ces transformations sociopolitiques à des processus propres à l'univers journalistique.

⁷¹⁵ Abordant les cas anglais et allemands, Ralph Negrine considère lui aussi qu'il ne faudrait pas considérer les évolutions institutionnelles comme la seule cause du déclin de la couverture du Parlement : « Tandis que [*ces évolutions*] ont indiscutablement obligé les médias à repenser leur couverture, il est également possible qu'elles ne sont rien de plus que des justifications de décisions déjà prises. » (NEGRINE Ralph, « Parliament and the Media. A Changing relationship ? », *European Journal of Communication*, vol. 14, n°3, 1999, p. 350).

CHAPITRE 7

—

L'ÉVOLUTION DES CONTRAINTES ECONOMIQUES ET ORGANISATIONNELLES

« Un journal qui veut être le premier, c'est un journal plus vif, plus réactif. Et ça, le lecteur le sent. »

Alexis Brézet, directeur délégué du *Figaro* (2002)

Il est bien difficile d'isoler les pages *Politique* de l'architecture globale des journaux et étudier les services *Politique* comme des entités autonomes définissant leurs propres normes d'écriture. Même au sein d'un quotidien comme *Le Monde*, dont l'ensemble des rédacteurs reconnaissent la forte autonomie des rubricards et des services, il existe, à chaque période de son histoire, un « ton », un « style », une « identité » que la direction s'efforce d'imposer et d'entretenir⁷¹⁶. Comme n'importe quels rédacteurs, les journalistes politiques s'insèrent dans un espace de contraintes professionnelles qui conditionne les rôles qu'ils peuvent légitimement endosser.

Parmi ces contraintes, on identifie en premier lieu la nécessité de satisfaire les attentes supposées du lectorat. Cette exigence est commune à l'ensemble de la presse, y compris aux journaux s'adressant à un public restreint ou aux rédactions les plus hostiles aux principes capitalistes. Que les directions soient mues par de strictes motivations marchandes ou par des ambitions plus « nobles », en tout cas « désintéressées » financièrement parlant, l'impératif de rentabilité constitue une astreinte dont aucun journal ne peut s'affranchir, à moins de mettre en jeu sa survie⁷¹⁷. Mais cette contrainte commerciale est souvent masquée par des

⁷¹⁶ Cf. ESQUENAZY Jean-Pierre, *L'Écriture de l'actualité. Pour une sociologie du discours journalistique*, Grenoble : PUG, 2002, p. 127. Définie comme « figure publique du média », l'identité discursive permet « de se distinguer des concurrents tout en se conformant à la logique du champ. » Elle s'envisage comme un « capital symbolique qui crée les conditions du devenir historique du média. » (*Ibid.*, pp. 129-130).

⁷¹⁷ Il faut éviter de tomber dans une rhétorique de la déploration selon laquelle les principes marchands auraient récemment perverti le journalisme. D'une part, un tel discours, souvent latent chez de nombreux auteurs, oublie que la vocation commerciale de la presse a été affirmée il y a plus de cent trente ans en France lorsque sont apparus les « petits » journaux « à un sou ». D'autre part, cette déploration est trop souvent victime des apparences : si les journalistes des années 1960 ou 1970 ne se réfèrent pas nécessairement aux impératifs commerciaux pour justifier leurs pratiques, c'est peut-être et avant tout parce que leur journal « marche ». La rentabilité étant assurée, les questions économiques n'ont dès lors pas besoin d'être posées telles quelles. En revanche, lorsque le public se raréfie ou que l'entreprise s'appauvrit, la problématique des « attentes du lecteur » se fait plus saillante.

rhétoriques adjacentes, teintées d'ambitions civiques (« porter l'information au plus grand nombre », « peser sur l'opinion ») ou professionnelles (« être les plus complets », « être les premiers »). On ne conclura évidemment pas au cynisme des journalistes qui endossent ce discours. C'est justement parce qu'ils adhèrent à ces objectifs qualitatifs qu'ils permettent à l'entreprise d'éviter la sanction ultime : l'effondrement du lectorat et la faillite qui s'en suit. En outre, cette contrainte commerciale n'implique pas les mêmes impératifs pour l'ensemble des journaux. Selon les publics visés, en termes de taille, de valeurs et de profils sociologiques, les enjeux rédactionnels sont évidemment distincts. Ainsi *L'Humanité*, *France-Soir*, *Le Monde* et *L'Express* sont-ils positionnés sur des marchés relativement dissemblables. Pour ces différents titres, satisfaire les attentes du lectorat ne revêt donc pas la même signification en termes de contenus. Depuis 1958, ces journaux ont toutefois en commun d'avoir été confrontés à de graves difficultés financières, résultant du déclin de leurs lectorats. Bien que ces périodes de « crise » n'aient pas été simultanées dans l'ensemble des publications⁷¹⁸, elles ont toutes suscité la mise en place de profondes réformes rédactionnelles. De la même manière, c'est l'ensemble de la presse écrite généraliste qui s'est vue concurrencée par de nouveaux acteurs (radios, télévisions et, aujourd'hui, journaux gratuits et Internet). Les entreprises de presse ont donc été contraintes de faire évoluer les savoir-faire journalistiques et d'encourager des productions plus lisibles, plus séduisantes, moins excluantes.

Au-delà de ces contraintes commerciales, il faut également tenir compte des contraintes *pratiques* de production de l'information politique. Cette question de l'économie du travail journalistique recouvre deux dimensions, individuelle et collective. La première concerne l'organisation des services *Politique*. Le passage d'une division institutionnelle vers un rubricage partisan a entraîné de nombreuses conséquences en termes d'interactions avec le personnel politique et de recueil de l'information. Cette substitution a surtout rendu logique l'appréhension « politicienne » d'un jeu politique constitué d'acteurs en concurrence au sein des partis. La seconde dimension est davantage collective et renvoie à la division du travail au sein des rédactions. Face à l'émergence de spécialités concurrentes, *Société* et *Investigation*, les services *Politique* ont connu une remise en cause de leur prestige et de leur traitement de

⁷¹⁸ Ce diagnostic d'une crise de la presse écrite, quotidienne notamment, est une topique des travaux historiques depuis le début des années 1950. Néanmoins, au-delà des effets rhétoriques permettant aux auteurs de se poser en thérapeutes de la presse française, cette analyse s'appuie sur des données objectives difficilement contestables : déclin des ventes, chute du nombre de titres, fragilités financières, etc.

l'actualité. C'est l'identité même des rédacteurs politiques qui s'est trouvée bousculée par ces conflits aux frontières des services.

Ainsi ces systèmes de contraintes renvoient-ils aux deux faces, trop rarement dissociées, de l'économie de l'information : l'économie de la demande (satisfaire la clientèle) et l'économie de l'offre (rationaliser la production pour limiter les coûts). Les prendre toutes deux en considération permet de ne pas oublier que les journaux sont avant tout des entreprises et que, comme toute entreprise, ils doivent répondre à des enjeux commerciaux et organisationnels. Or l'effet de ces contraintes est ambivalent, à plusieurs titres. D'un côté, elles incitent les rédactions à innover pour mieux satisfaire les attentes du lectorat et mieux rationaliser le travail. De l'autre, elles impliquent l'existence de routines pour garantir une production de copie régulière et peu coûteuse. D'un côté, les journalistes politiques endossent les rhétoriques propres à leurs journaux respectifs. De l'autre, en tant que spécialité professionnelle hiérarchisée et composée d'acteurs en constante interaction, le journalisme politique peut être analysé comme un sous-champ structuré par des normes et des enjeux spécifiques.

Il reste à présent à entrevoir comment les mutations de ces enjeux commerciaux et organisationnels ont contribué à déplacer le contenu des pages *Politique* vers des journalismes de *vulgarisation* et de *décryptage*.

Section 1. Des exigences commerciales plus marquées

De nombreux auteurs s'accordent à considérer que les années 1980 marquent une profonde rupture dans l'histoire des médias français. Pour les uns, d'inspiration bourdieusienne, l'ensemble du champ journalistique se serait déplacé vers son pôle « économique », sous l'effet notamment de la libéralisation de l'audiovisuel⁷¹⁹. Touchant initialement les médias destinés au « grand public », cette intrusion des logiques commerciales et concurrentielles aurait progressivement atteint les journaux positionnés dans un pôle « intellectuel », marqué par son autonomie à l'égard des enjeux marchands. Ce phénomène aurait alors affecté les principes de l'excellence professionnelle ainsi que les

mécanismes de production de l'information. Auparavant conditionné par un principe de légitimité « interne », fondé sur le jugement des pairs et sur des exigences morales ou politiques, le champ journalistique serait à présent structuré par un principe de légitimité « externe », essentiellement fondé sur des logiques d'audience. Pour d'autres auteurs, les transformations identifiables dans la presse des années 1980 résultent avant tout des « crises » qu'ont rencontrées un nombre croissant de journaux depuis plusieurs décennies : déclin du lectorat, coûts de production exorbitants, faiblesse des revenus publicitaires⁷²⁰. Ces évolutions (réformes des maquettes, innovations technologiques, introduction de services marketing) sont alors décrites comme une « modernisation » que les mutations socioéconomiques auraient rendu nécessaire.

Au-delà des divergences d'appréciation sur les conséquences de telles transformations (perversion du journalisme *versus* garantie de survie des journaux), on ne peut manquer d'interroger leurs effets sur le contenu des pages *Politique*. Car ces transformations d'ordre entrepreneurial nous intéressent seulement en tant qu'elles ont contribué à des mutations d'ordre rédactionnel. C'est pourquoi il faut se déprendre de toute lecture qui verrait ces impératifs économiques s'imposer, comme par magie, de façon homogène, sur le travail et l'écriture des journalistes politiques⁷²¹. Il faut donc étudier les médiations concrètes par lesquelles les rédacteurs se sont conformés aux impératifs économiques et ont emprunté de nouveaux répertoires d'écriture. Pour cela, il s'agit de rétablir les journalistes dans leurs espaces d'interaction et penser la diversité de leurs lectorats (masse des anonymes, pairs, sources, direction). Soucieux de ne pas être sanctionnés par ces différents publics, les rédacteurs doivent s'ajuster à leurs attentes en incorporant des modes d'écriture supposés légitimes et en se pliant aux exigences d'une hiérarchie attentive à la dimension commerciale et concurrentielle du métier⁷²². Trois mécanismes peuvent alors permettre de comprendre les transformations ayant spécifiquement affecté les pages *Politique*.

⁷¹⁹ On pense notamment aux travaux de Patrick Champagne, Dominique Marchetti ou encore Julien Duval dont on trouvera certaines références dans la bibliographie générale.

⁷²⁰ Cf. par exemple CHARON Jean-Marie, *La Presse en France de 1945 à nos jours*, Paris : Le Seuil, 1991, p. 249 sq. ; EVENO Patrick, *Le Journal Le Monde. Une histoire d'indépendance*, Paris : Odile Jacob, 2001, p. 38 sq. ; KUHN Raymond, *The Media in France*, London : Routledge, 1995, p. 23 sq. ; GUILLAUMA Yves, *La Presse en France*, Paris : La Découverte, 1990, p. 30 sq.

⁷²¹ Comme le souligne Michael Schudson, « les théories économiques des médias ignorent le fait que les reporters sont souvent à l'initiative des histoires, que les managers rencontrent rarement les rédacteurs, et que la plupart des journalistes n'ont aucune idée de qui siège à la direction de l'institution pour laquelle ils travaillent. » (SCHUDSON Michael, « The Sociology of News Production Revisited », », in CURRAN James and GUREVITCH Michael (ed.), *Mass Media and Society*, London : Edward Arnold, 1991, p. 143).

⁷²² « La division du travail très poussée qui règne dans les entreprises de presse modernes tend à placer les journalistes face à des formats de production qu'ils n'ont en général pas eux-mêmes décidé mais qu'ils doivent

Tout d'abord, le bouleversement des normes en matière de sélection et d'écriture de l'information politique. Il renvoie à la prise de pouvoir des « managers » qui, en s'appuyant sur les données fournies par leurs services marketing, ont renforcé les impératifs de vulgarisation et de spectacularisation de l'actualité. Ensuite, les mutations de l'espace médiatique qui incitent les journaux à davantage s'ajuster aux productions concurrentes, tout en poussant les rédacteurs à s'inscrire dans une logique de « coups » au détriment d'un suivi austère de l'actualité institutionnelle. Enfin, la permanence d'enjeux de « crédibilité », propres aux pages *Politique*, et qui tendent à relativiser le poids des impératifs commerciaux.

§ 1. CRISE DES VENTES ET DEVELOPPEMENT DU MARKETING

Autant les pairs, les sources et la direction constituent des interlocuteurs quotidiennement fréquentés, autant les réactions du « grand public » sont plus difficiles à saisir. Tandis que les premiers peuvent régulièrement formuler leurs appréciations et leurs critiques, les lecteurs anonymes n'expriment leurs attentes qu'à travers leurs courriers ou leur choix d'acheter ou non le journal. Si les stratégies de *voice* sont mobilisées par des franges spécifiques du public, les stratégies d'*exit* ou de *loyalty* sont quant à elles difficilement interprétables. Les attentes du « grand public » sont donc généralement exprimées par des « traducteurs » et enrôlées dans les conflits autour des normes rédactionnelles. Or, s'il est une innovation fondamentale dans les journaux des années 1970 et 1980, c'est bien la mise en place de services marketing qui ont contribué, par la dimension savante de leurs enquêtes, à asseoir de nouvelles croyances quant aux souhaits des lecteurs et à leurs pratiques de lecture⁷²³. Ce savoir, supposé permettre de mieux cibler le lectorat, s'est vulgarisé au point d'être érigé en évidence que ne peut méconnaître tout bon journaliste « professionnel ».

Car depuis 1945, la presse d'information générale, quotidienne notamment, fait face à de récurrentes difficultés. Si certaines innovations – on pense aux newsmagazines ou au

remplir néanmoins sous peine de se voir décrits comme de piètres professionnels. (...) Dans le cours même de l'activité, l'essentiel de ses intentions n'est pas nécessairement de faire des ventes ou de l'audience, mais il est, *beaucoup plus pratiquement*, d'honorer au mieux un format. » (LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris : Métailié, 2000, p. 394).

⁷²³ Cette innovation a contribué à la généralisation, dans les différents supports de presse, d'un « journalisme de marché », caractérisé, selon Rémy Rieffel, « par la prise de pouvoir, au sein des rédactions, des gestionnaires et des managers, par le primat accordé à la logique du profit, par le recours constant dans l'écriture au registre émotionnel et par la volonté de toucher un public-cible de plus en plus soumis aux résultats d'étude marketing. » (RIEFFEL Rémy, « Vers un journalisme mobile et polyvalent », *Quaderni*, n°45, 2001, p. 153).

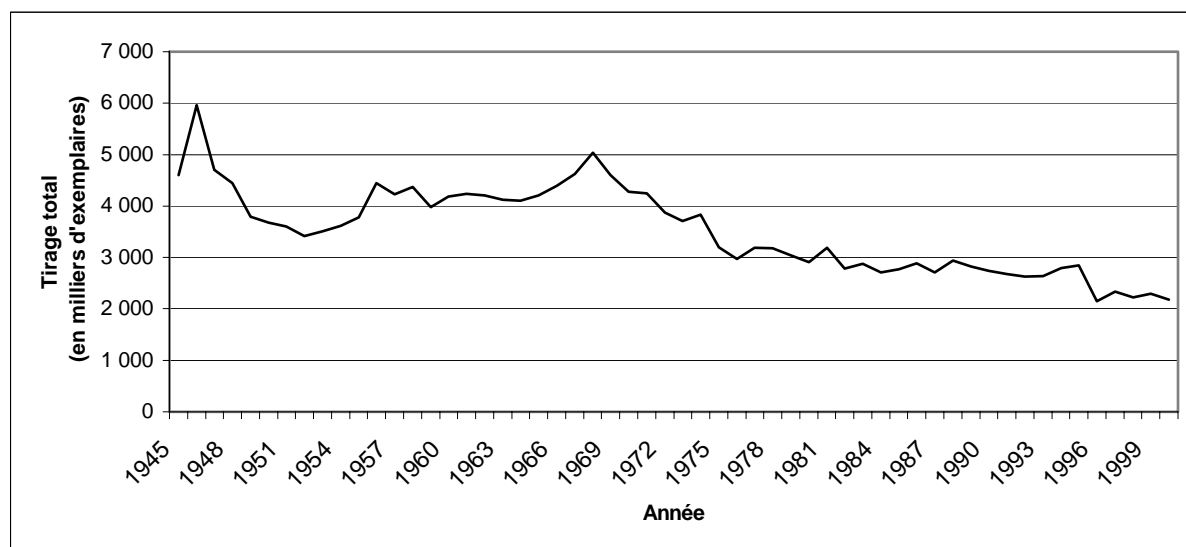
Libération de 1981 – ont été partiellement couronnées de succès, la plupart des journaux ont soit fait faillite, soit subi des crises financières à répétition. Ce processus a touché indistinctement les différents « familles » de la presse nationale : populaire, militante, élitiste. Aussi les entrepreneurs de presse ont-ils été incités à transformer leurs contenus, en modifiant leurs maquettes, en rendant la pagination plus lisible, en imaginant de nouvelles rubriques, donc en s'appuyant sur une connaissance plus fine du lectorat actuel et du lectorat potentiel. Adaptée à l'identité du journal, cette contrainte commerciale n'a évidemment pas abouti à des réponses homogènes en termes de traitement de l'actualité. Toutes les entreprises de presse ne visent pas la même clientèle et toutes n'ont pas tiré les mêmes implications de ces savoirs accumulés par les services marketing. Certaines ont avant tout envisagé de maximiser leur public en s'inspirant des recettes imaginées par les journaux populaires ; d'autres se sont efforcées de mieux cibler leurs lecteurs selon leurs caractéristiques socioprofessionnelles et les revenus publicitaires qui en découlent. Toujours est-il que se sont imposées des normes rédactionnelles communes à la plupart des journaux et naturalisées dans les enseignements au journalisme. Les lecteurs contemporains attendraient désormais des papiers plus synthétiques et plus « mordants », orientés autour d'un « angle » spécifique, débarrassés des oripeaux de l'idéologie, davantage centrés sur leurs préoccupations.

A. Les enjeux économiques de la presse française depuis 1958

1. Les difficultés chroniques de la presse quotidienne nationale

Depuis les années 1950, la plupart des ouvrages consacrés à la presse écrite dressent le constat d'une « crise » profonde et relativement propre à la France. La presse quotidienne nationale est tout particulièrement visée par ces diagnostics sévères mais étayés par de nombreux indicateurs. Le premier d'entre eux concerne le déclin global du lectorat de ces journaux (graphique n°5). Sur le long terme, cette diminution est flagrante : tandis que l'ensemble des quotidiens parisiens d'information générale tirèrent en moyenne jusqu'à près de six millions d'exemplaires en 1946, ce tirage cumulé n'était plus que de 2,2 millions en 2000. Au-delà de cette observation générale, on peut toutefois identifier cinq périodes distinctes : une période de chute brutale entre 1946 et 1952, une séquence de croissance de 1953 à 1968, un déclin régulier tout au long des années 1970, une phase de stabilisation relative jusqu'en 1995, puis un soudain déclin. Depuis 1996, le tirage global dépasse à peine les deux millions d'exemplaires.

Graphique 5. Tirage cumulé des quotidiens nationaux (moyenne quotidienne par année).



Source : ALBERT Pierre, *La Presse française*, Paris : La Documentation française, 2004, p. 140.

Cette diminution des ventes, que ne traduit qu'imparfaitement cet indicateur du tirage, ne s'est donc pas réalisée de manière linéaire. En outre, tous les journaux n'ont pas été affectés de façon identique. En ce qui concerne la presse populaire (*France-Soir*, *Paris-Press*, *Le Parisien libéré*), dont la croissance fut spectaculaire tout au long des années 1950, l'érosion du lectorat se manifeste dès le milieu des années 1960. Le cas de *France-Soir* est, à cet égard exemplaire, puisque le déclin est progressif et continu entre 1960 et 2000 : diffusé à plus d'un million d'exemplaires jusqu'en 1966, il ne conserve qu'environ 100 000 acheteurs à la toute fin des années 1990. Quant à *Paris-Press*, absorbé par le groupe Hachette en 1965 et dont le contenu est en partie fusionné avec *France-Soir*, il disparaît en juin 1970⁷²⁴. Un journal militant et populaire tel que *L'Humanité* connaît lui aussi un déclin sensible mais plus irrégulier : hausse continue entre 1958 et 1965 (jusqu'à 209 000 exemplaires) puis lente érosion du lectorat jusqu'à la fin des années 1990 (moins de 50 000 en 2000). En revanche, la diffusion de la presse d'*establishment* a une destinée relativement dissemblable⁷²⁵. Dans le cas du *Monde* qui diffuse moins de 170 000 exemplaires au début des années 1960, la croissance fut saisissante jusqu'à la fin de la décennie 1970 ; ce quotidien connut alors une diffusion maximum de 445 000

⁷²⁴ *Le Parisien libéré* a subi une profonde évolution de son contenu. Ces réformes, aboutissant notamment à la création d'une édition nationale, *Aujourd'hui en France*, ont surtout visé à diversifier le lectorat en attirant davantage de « cadres » et de « professions intermédiaires » (cf. entretiens n°28, 38 et 41 ; TASLE D'HELIAN Guillaume, « *Le Parisien* : l'innovation au quotidien », *Médiaspouvoirs*, n°19, 1990, pp. 107-114).

⁷²⁵ Yves Guillauma identifie certains facteurs sociologiques à la croissance, au cours des années 1960, de la presse qu'il qualifie de « sérieuse » : outre « la stabilité du prix du journal », il voit dans « l'urbanisation croissante du pays, la prolongation de la scolarité jusqu'à seize ans, l'augmentation du nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur et celles des cadres » les principales raisons de ce succès économique. (GUILLAUMA Yves, *La Presse en France*, op. cit., p. 31).

exemplaires en 1979. Néanmoins, les années 1980 ont été beaucoup moins fastes pour *Le Monde*, désormais concurrencé par *Le Matin de Paris* et *Libération*, puisqu'en 1985, la diffusion n'est plus que de 343 000 exemplaires. Ensuite, l'évolution sera plus cyclique : hausse jusqu'en 1988 (387 000), diminution jusqu'en 1994 (354 000), croissance jusqu'en 2000 (402 000). Quant au *Figaro*, son destin est similaire à celui du *Monde* au cours des années 1960, sa diffusion passant de 384 000 à 449 000 exemplaires. En revanche, il connut une diminution manifeste au cours des années 1970, sa diffusion n'étant plus que de 311 000 exemplaires en 1980. Cette décennie 1980 le vit regagner de nombreux lecteurs puisqu'ils étaient 443 000 acheteurs en 1986. A partir de cette date, on note une relative érosion, la diffusion totale s'établissant à 371 000 exemplaires en 1997. Enfin, on ne peut manquer de citer le cas de *Libération* depuis la nouvelle formule de 1981. Selon les vœux du directeur de la rédaction, Serge July, désireux de constituer un « *France-Soir* de gauche », *Libération* a abandonné ses dimensions les plus militantes et couvert un plus grand nombre de domaines (politique, sport, etc.), ce qui lui permit de gagner un grand nombre de lecteurs au cours des années 1980. Sa diffusion passe en effet de 42 000 à 183 000 exemplaires entre 1980 et 1991. Néanmoins, ce quotidien atteint là son sommet, la diffusion stagnant voire déclinant au cours des années 1990.

Tableau 26. Diffusion totale de six quotidiens d'information générale (moyenne annuelle en milliers d'exemplaires).

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000
<i>France-Soir</i>	1 115	1 021	869	633	433	398	257	194	60
<i>Paris-Presse</i>	89	59	-	-	-	-	-	-	-
<i>Le Monde</i>	167	230	360	426	426	343	386	379	402
<i>Le Figaro</i>	384	412	434	382	311	395	423	392	368
<i>L'Humanité</i>	188	149	180	151	137	111	84	65	55
<i>Libération</i>	-	-	-	17	42	139	182	171	171

Sources : Tableaux annuels de la revue *Presse actualité*, devenue *Médiaspouvoirs* en 1985.

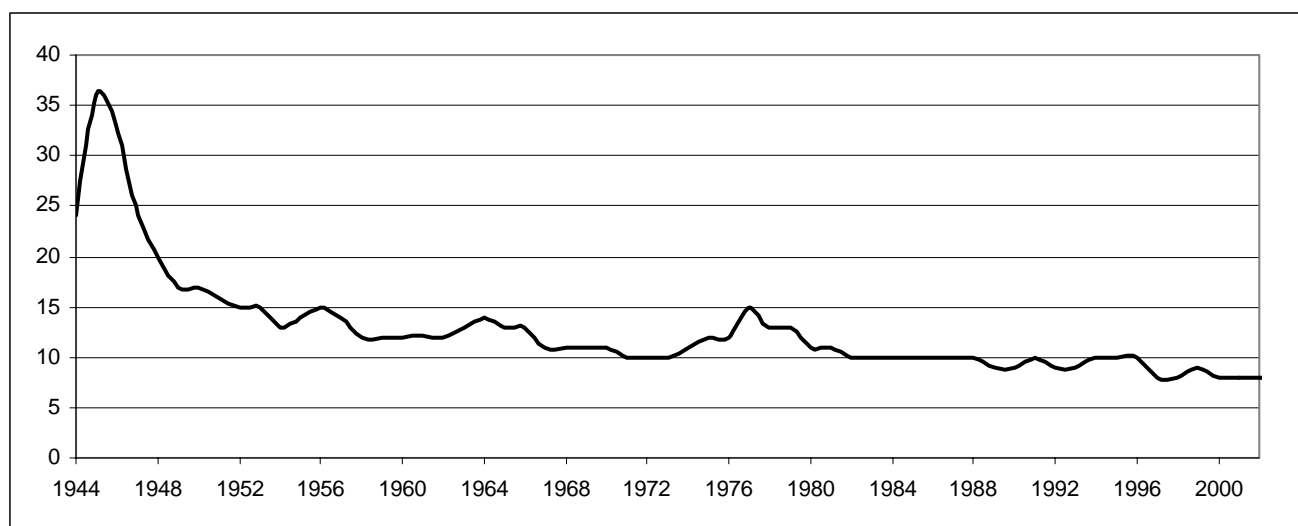
L'évolution du lectorat doit donc être différenciée selon les périodes et selon les « familles » de quotidiens. On peut également rappeler l'influence du positionnement politique sur le volume de diffusion. En effet, les journaux ayant témoigné d'un engagement « gouvernemental » ont subi plus que les autres le déclin de leur lectorat.

Il n'empêche que la diminution globale est manifeste, aucun journal n'ayant réellement tiré son épingle du jeu. Loin des « petits journaux » parisiens du début du siècle, tirant pour la plupart à plus d'un million d'exemplaires, plus aucun quotidien national n'a dépassé les 500 000 exemplaires depuis la fin des années 1970. Cette faiblesse des ventes, combinée à

l'ampleur des coûts de production⁷²⁶, a maintenu la plupart des journaux dans une délicate situation financière. En 1980, seuls *Le Figaro* et *Le Parisien* disposent ainsi de comptes équilibrés. Or la situation est cumulative : les difficultés financières contraignent les entreprises à établir un prix d'achat élevé ce qui, en retour, affecte le volume de leur lectorat⁷²⁷.

Toujours est-il que ces difficultés économiques ont eu des incidences majeures sur le marché de la presse. Tout d'abord, pour les journaux les plus fragiles, la sanction ultime de ces contraintes financières n'est autre que le dépôt de bilan. Le processus de concentration observé dès la fin des années 1940 s'atténue certes, mais il demeure actif jusqu'aux années 1990. Ainsi, tandis que quinze quotidiens nationaux d'information générale étaient disponibles en 1956, ils ne sont plus que huit en 1997. A nouveau, l'évolution est loin d'être linéaire puisqu'on note pas moins de quinze journaux en 1977 dont la plupart ne disposent toutefois que d'un tirage modeste (*Humanité rouge, Rouge, Le Quotidien du Peuple*, etc.).

Graphique 6. Evolution du nombre de quotidiens nationaux d'information générale



Source : Calcul de l'auteur à partir de GUILLAUMA Yves, *La Presse politique et d'information générale de 1944 à 1958. Inventaire des titres*, Paris : Yves Guillaume, 1995) et à partir du fichier central de la Bibliothèque nationale de France.

Note : L'ensemble des quotidiens nationaux parus, même pendant quelques semaines, a été recensé.

⁷²⁶ Différents facteurs sont généralement suggérés pour expliquer les coûts financiers élevés des quotidiens : augmentation sensible des salaires ; inflation du prix du papier ; diminution des revenus publicitaires induite par l'introduction des réclames à la télévision et par le ralentissement de la croissance économique après 1973 ; poids du Syndicat du Livre dans les rapports de force salariaux, freinant la « modernisation » des outils de fabrication. Pour Jean-Marie Charon, c'est le cadre légal défini par les ordonnances de 1944 qui serait le principal responsable des difficultés chroniques des quotidiens français : limitant la concentration du capital, il aurait empêché la constitution de groupes de presse suffisamment puissants pour investir dans de nouvelles technologies, réaliser des économies d'échelle et faire face aux soubresauts financiers sans avoir à recourir aux aides d'État (cf. *La Presse en France de 1945 à nos jours*, op. cit., pp. 51-54).

⁷²⁷ Sur le problème d'« économie d'échelle » propre à la presse, voir LE FLOCH Patrick, SONNAC Nathalie, *Economie de la presse*, Paris : La Découverte, 2000, pp. 22-25.

Depuis 1958, sur les seize créations de quotidiens nationaux d'information générale, seuls deux titres existent toujours (*Libération* et *Présent*). Mais tandis que le second, clairement orienté à l'extrême droite de l'échiquier politique, est demeuré confidentiel par son tirage, l'histoire du premier est parcourue de difficultés financières et de recapitalisation successives. Au-delà de ces deux quotidiens, désormais pérennes, on note la disparition d'environ vingt journaux entre 1958 et 2000, dont certains n'auront pas duré plus de quelques mois (cf. annexe n°4). A l'exception d'une brève période de regain de la presse militante au cours des années 1970, il faut noter que les organes partisans auront été les principales victimes de ce réaménagement du marché de la presse. Le constat est, à cet égard, aussi bien valable à droite (*La Nation*) qu'à gauche (*Le Populaire*, le *Libération* d'Astier de la Vigerie, l'éphémère *Quotidien de la République* d'Henri Emmanuelli). Plus généralement, on constate la disparition de nombreux titres marqués par la vigueur de leur positionnement politique, à « droite » (*L'Aurore*, *Le Quotidien de Paris*) comme à « gauche » (*Le Matin de Paris*). Mais s'arrêter à ce constat serait insuffisant dans la mesure où ces faillites ont touché l'ensemble des segments de la presse quotidienne : journaux à vocation populaire (échecs des lancements de *Paris-Matin* et de *24 heures* dans les années 1960, arrêts de *Paris-Presse* et de *Paris-Jour* au début des années 1970) et journaux à vocation plus élitiste (*Tribune de Paris*, *J'Informe*). L'effacement de certaines rhétoriques journalistiques ne fait donc parfois que refléter la disparition des journaux dans lesquels ils s'inséraient. Mais face à ce processus de concentration du marché de la presse quotidienne, il faut être à certains égards « darwinien ». Si certains journaux ont su résister à ces luttes concurrentielles pour un lectorat lui-même en diminution, c'est soit parce qu'ils bénéficiaient d'assises financières plus stables, soit parce qu'ils ont plus rapidement modernisé leurs outils de production, soit parce qu'ils ont su, mieux que les autres, s'adapter aux attentes nouvelles des publics⁷²⁸.

Deux processus ont donc marqué l'histoire de la presse des années 1970 et 1980 : l'introduction de nombreuses mais coûteuses innovations techniques et l'arrivée d'une génération de dirigeants de presse mieux formés aux impératifs managériaux⁷²⁹. Certes, il est difficile d'établir une relation de causes à effets entre ce déclin du lectorat et ces réponses en

⁷²⁸ Ils ont su s'adapter mais également construire ces attentes. Car malgré l'amélioration des savoirs concernant les souhaits et les pratiques des lecteurs, la seule donnée réellement pertinente demeure les résultats de vente. Or si les lecteurs achètent, on ne peut connaître avec certitude leurs motivations d'achat.

⁷²⁹ Cf. CHARON Jean-Marie, *La Presse en France de 1945 à nos jours*, op. cit., pp. 164-207 et 249-276.

termes de technologie et de management⁷³⁰. Il faudrait pour cela observer finement les raisons du recrutement de nouvelles équipes dirigeantes, les étapes du processus de transformations des outils rédactionnels et leurs incidences sur les ventes. Toujours est-il que ces évolutions vont progressivement affecter le contenu des journaux, y compris ceux qui étaient jusqu'ici définis comme des « journaux de journalistes » (*Le Monde, Le Figaro*)⁷³¹.

En ce qui concerne les mutations techniques, il faut évoquer l'introduction de la composition *offset* et l'informatisation des rédactions qui redéfinissent les étapes du cycle de production. Accompagnant une augmentation générale de la pagination, ces innovations ont permis une plus grande standardisation des maquettes. Or il ne s'agit pas seulement de transformations esthétiques. A travers ces évolutions, les services et les rubriques se sont vus octroyer une pagination plus stable et non plus définie au gré de l'actualité. La hiérarchisation et l'agencement des papiers ont été mieux mis en évidence grâce aux outils informatiques. Cela favorise le développement des « dossiers » réunis sous un même titre et plus clairement dissociés du reste de l'actualité ; cela permet l'adjonction de nouveaux outils visuels tels l'infographie ; cela rend l'articulation entre textes et illustrations plus lisible. Les journalistes pouvant saisir directement leurs textes et donc les retravailler personnellement, on peut émettre l'hypothèse que ces innovations technologiques ont contribué à l'abandon des comptes-rendus platement chronologiques et au développement des *articles* qui synthétisent et mettent en perspective l'information. En effet, le compte-rendu constituait un répertoire d'écriture ajusté aux contraintes techniques d'alors : il s'agissait pour le journaliste de communiquer au plus vite, en « flux tendu », l'état d'avancement d'un débat public. Or, à mesure que les difficultés financières ont contraint un grand nombre de journaux à abandonner la multiplicité des éditions, l'impératif de réactivité face à l'actualité s'est estompé. Il faut ajouter que cette exigence semblait de plus en plus insensée dès lors que les journaux prenaient conscience du poids croissant de la télévision et de la radio qui, elles,

⁷³⁰ Par exemple, le quotidien *Infomatin* fut imaginé à partir de rigoureuses études marketing qui recommandaient des papiers brefs et synthétiques, l'usage massif de la couleur, de la photographie et de l'infographie, la neutralité éditoriale, etc. Le suivi fidèle de ces recommandations pour élaborer ce « produit » ne lui a pas empêché de disparaître au bout de vingt-quatre mois.

⁷³¹ En ce qui concerne *Le Monde* des années 1970, Jean-Gustave Padioleau souligne la vigueur de l'impératif d'« indépendance » non seulement en termes d'engagement éditorial mais également en termes de normes d'écriture et de production (PADIOLEAU Jean-Gustave, « *Le Monde* » et le « *Washington Post* ». *Précepteurs et mousquetaires*, Paris : PUF, 1985, p. 49 sq.). Dans une lettre adressée aux rédacteurs en 1994, Jean-Marie Colombani se doit encore d'invoquer cette incantation : « *Le Monde* est un journal de journalistes » (cité par EVENO Patrick, *Le Journal Le Monde*, op. cit., p. 71). Quant au *Figaro*, c'est cette revendication d'autonomie qui explique les conflits qui ont régulièrement opposé la rédaction aux propriétaires, jusqu'au rachat du journal par Robert Hersant en 1975.

pouvaient informer leurs publics de façon quasi-instantanée. Aussi faut-il se déprendre de tout déterminisme technologique. Si les innovations techniques ont favorisé certaines mutations dans le contenu des journaux, celles-ci ont surtout résulté de l'émergence de nouvelles normes rédactionnelles.

La seconde transformation mise en évidence dans les années 1970 et 1980 est qualifiée par Jean-Marie Charon d'« entrée des managers »⁷³². Il note en effet une évolution dans l'encadrement des entreprises de presse. Alors que les journaux recrutaient principalement des cadres qui faisaient valoir leurs compétences journalistiques, ils firent désormais appel à un personnel issu d'autres secteurs économiques (publicité, banque, grande industrie, journaux périodiques, etc.) pour répondre à leurs difficultés financières. Les staffs dirigeants ont été plus étoffés, à travers la création de nouvelles fonctions : marketing, gestion et finances, planification et stratégie, développement, gestion des ressources humaines, expertise juridique, etc. L'objectif fut non seulement de réduire les coûts de production mais également d'introduire des outils destinés à mieux ajuster l'offre rédactionnelle aux attentes du lectorat. Jean-Marie Charon signale ainsi une véritable rupture culturelle au sein des entreprises de presse concernant le statut de l'argent et des techniques de gestion⁷³³. Il prend l'exemple du *Monde* au sein duquel les questions financières étaient jusqu'ici considérées comme secondaires, ce que permettait d'ailleurs la croissance continue des ventes jusqu'aux années 1970. L'impératif promu par la direction était avant tout de garantir l'indépendance, en maintenant un prix élevé pour ne pas dépendre de la publicité⁷³⁴. Mais, en 1985, face aux frondes successives des actionnaires, le nouveau directeur, André Fontaine, désigna au poste d'administrateur Bernard Wouts, ancien directeur technique des publications de Bayard Presse⁷³⁵. Pour résoudre la question de l'endettement massif du journal, ce dernier mit en place une équipe marketing et afficha son souci d'améliorer la productivité du travail. Or cette exigence rompait avec la tradition d'autonomie du contenu rédactionnel, affiché jusqu'ici par les directeurs successifs, Hubert Beuve-Méry, Jacques Fauvet et André Laurens :

- « Il serait très dangereux pour des responsables d'un journal d'épouser ce que les lecteurs exprimeraient. Nous n'avons pas à les suivre mais plutôt à les précéder. » (Hubert Beuve-Méry, compte-rendu de la réunion de Royaumont, 7 juin 1970)⁷³⁶

⁷³² CHARON Jean-Marie, *La Presse en France de 1945 à nos jours*, op. cit., p. 249 sq.

⁷³³ *Ibid.*, p. 259.

⁷³⁴ Cet impératif est décrit avec justesse par Jean-Gustave Padioleau (« *Le Monde* » et le « *Washington Post* », op. cit., pp. 76-88).

⁷³⁵ Cf. EVENO Patrick, *Le Journal Le Monde*, op. cit., p. 51.

⁷³⁶ Cité par PADIOLEAU Jean-Gustave, « *Le Monde* » et le « *Washington Post* », op. cit., p. 84.

- « En fait, nous sommes dans le noir, car personne ne sait ici ou ailleurs ce qu'est le lecteur. De toute façon, même si nous le savions, nous ne ferions pas un journal en fonction de lui : il se fait selon ce que nos journalistes pensent devoir faire. Nous nous refusons à avoir une politique commerciale ayant un effet sur la rédaction. » (Jacques Fauvet, *Politique Hebdo*, 04/11/1971).

Au-delà de l'exemple du *Monde*, Jean-Marie Charon indique que, pendant longtemps, « les quotidiens sont restés convaincus que leur diffusion dépendait automatiquement de la qualité du contenu rédactionnel et de la sensibilité culturelle, politique, sociale, idéologique qui s'y manifestait. »⁷³⁷ S'appuyant sur les techniques mises en place dans la presse périodique, les services marketing des quotidiens ont alors déployé de nouveaux outils censés augmenter la diffusion et les ressources publicitaires : analyser le marché, étudier son adéquation avec le produit (les « vus-lus »), adapter le produit aux attentes du lecteur (promouvoir des textes plus courts et plus synthétiques parcourus de davantage de supports graphiques et de photos) et aux attentes des annonceurs (introduire le couleur, améliorer la qualité du papier et de la maquette, mettre en place des suppléments spécialisés, etc.), promouvoir le titre par des partenariats ou des publicités, renouveler les méthodes de diffusion, etc.⁷³⁸

2. Un genre novateur et rentable : le newsmagazine

Les difficultés économiques de la presse quotidienne nationale contraste avec le succès de la presse magazine en France. En 1997, pour 1000 habitants, seulement 150 quotidiens étaient achetés, tandis qu'on ne vendait pas moins de 1 354 exemplaires de magazines⁷³⁹. A cet égard, la France constitue une exception en Europe⁷⁴⁰. Bien évidemment, ce label de « magazines » regroupe des titres d'une extrême diversité, puisqu'il désigne aussi bien la presse enfantine que la presse télé. Néanmoins, si l'on ne s'arrête qu'aux seuls newsmagazines ou « magazines d'information générale et politique », selon la nomenclature de l'Office de justification de la diffusion, on constate que la plupart de ces titres disposent d'un lectorat, sinon croissant, du moins relativement stable depuis le début des années 1980 (cf. tableau n°27). Il ne faudrait d'ailleurs pas oublier que ce marché, alors limité aux seuls

⁷³⁷ CHARON Jean-Marie, *La Presse en France de 1945 à nos jours*, op. cit., p. 270. Il souligne par ailleurs que ces préoccupations économiques étaient d'autant moins partagées que le prix de vente fut longtemps réglementé par l'Etat et l'espace publicitaire géré par des régies extérieures.

⁷³⁸ *Ibid.*, p. 276. Mais cette évolution n'a pas été systématique : Jean-Marie Charon rappelle, par exemple, que *Libération* résista longtemps à cette démarche, ses dirigeants faisant davantage confiance à leur « feeling » ainsi qu'à une relation « sociologique » de la rédaction avec les lecteurs (*Ibid.*, p. 273).

⁷³⁹ Cf. CHARON Jean-Marie, « La presse magazine. Un média à part entière ? », *Réseaux*, n°105, 2001, p. 56.

⁷⁴⁰ Concernant le nombre de magazines achetés pour mille habitants, les chiffres sont, par exemple, de 1 018 pour l'Allemagne ou de 1 055 pour les Pays-Bas en 1997.

Express, *Nouvel Observateur* et, dans une moindre mesure, *Valeurs actuelles*, s'est enrichi depuis trente ans de nouveaux concurrents : *Le Point* (1973), *Le Figaro magazine* (1979), *L'Événement du Jeudi* (1984-1999), *Marianne* (1997), auxquels on peut ajouter la presse confessionnelle (*La Vie*, *Pèlerin Magazine*, etc.) de plus en plus tournée vers un traitement « généraliste » de l'actualité⁷⁴¹.

Tableau 27. Diffusion totale de cinq newsmagazines (moyenne annuelle en milliers d'exemplaires)

	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000
<i>L'Express</i>	89	262	560	587	543	519	576	562	555
<i>Fr. Obs. / Nouvel Obs.</i>	(80)	69	207	321	373	334	410	471	544
<i>Le Point</i>	-	-	-	222	310	338	319	313	359
<i>Événement du Jeudi</i>	-	-	-	-	-	97	196	167	-
<i>Marianne</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	193

Source : Tableaux annuels de la revue *Presse Actualité*, devenue *Médiaspouvoirs*.

Ces magazines ont très tôt ajusté leurs contenus aux normes empruntées au marketing. Car, dès les années 1960, la plupart des hebdomadaires politiques ont été contraints soit à disparaître (ce fut le cas par exemple du *Carrefour* d'Emilien Amaury), soit à transformer leurs orientations éditoriales en ciblant des publics définis non plus par leurs préférences idéologiques mais par leurs caractéristiques sociobiologiques (âge, sexe, professions, revenus, etc.)⁷⁴². Initiant cette métamorphose, *L'Express* a interprété la raréfaction de son lectorat comme la conséquence de l'installation durable du gaullisme et de la résolution du conflit algérien. Or ces deux combats structuraient fortement l'identité de ce journal⁷⁴³. Le tournant eut lieu dès 1958-59, au prix de conflits qui aboutirent au départ des rédacteurs les plus soucieux de maintenir un engagement ferme contre le régime gaulliste (Jean Daniel, KS Karol, Siné, etc.). De nouvelles problématiques, jugées plus « sociétales » que « politiques », furent alors mises à l'honneur : les transformations du syndicalisme, la modernisation de la fonction publique, la fin de la paysannerie, etc. L'orientation promue par la direction se voulait manifestement « centriste » afin d'élargir un lectorat de plus en plus restreint. Comme le souligne Michel Jamet, « Cette position moyenne est compatible avec l'idéologie de

⁷⁴¹ On exclut de cette liste, peut-être arbitrairement, *Paris-Match* ou *VSD* qui, bien que traitant également des questions politiques, aussi bien par leurs reportages photographiques que par leurs pages *Actualité*, se positionnent sur un créneau éditorial sensiblement distinct.

⁷⁴² « Dès son origine, la démarche du magazine a été celle de la segmentation du public et de la thématisation de son contenu, là où le quotidien entendant s'adresser à l'ensemble des publics sur tous les sujets possibles. » (CHARON Jean-Marie, « La presse magazine », art. cité, p. 65).

⁷⁴³ Les ventes passent ainsi de presque 200 000 acheteurs en 1961 à 120 000 en 1964.

l'information objective dont la direction va faire son cheval de bataille. »⁷⁴⁴ L'ouverture plus grande à la publicité constituait l'autre versant de l'évolution souhaitée : dès 1962, 40 % des ressources émanaient des réclames⁷⁴⁵. Pour cela, l'hebdomadaire dut s'efforcer d'attirer non plus les lecteurs militants mais ce qu'on désignait sous le raccourci d'« ingénieur de Grenoble » : jeune, doté de revenus importants, intéressé par la politique mais peu engagé et, surtout, susceptible de séduire les annonceurs. Compte tenu des propres appétences de Jean-Jacques Servan-Schreiber, fondateur et directeur de *L'Express*, les enjeux économiques ne se dissocièrent pas totalement d'enjeux proprement politiques. Michel Jamet relève ainsi un argument formulé par Jean-Jacques Servan-Schreiber : « Le tirage fait la force politique. (...) Faire de la politique ne consiste pas à écrire ou à signer un article, mais à tirer à 1,5 million d'exemplaires comme *Paris-Match*. »⁷⁴⁶

Malgré ces ébauches de réformes rédactionnelles, la diffusion ne décollait pas pour autant. Aussi le frère de Jean-Jacques Servan-Schreiber fut-il ainsi envoyé, en 1963, aux États-Unis pour étudier les structures des newsmagazines locaux, *Newsweek* et *Time*. Dans son rapport final, il en tira la conclusion suivante : « Considéré comme un organe politique, *L'Express* ne peut s'appuyer que sur un nombre limité de lecteurs. Cette assise de lecteurs permet de faire vivre un petit hebdomadaire politique, mais est insuffisante pour permettre à un hebdomadaire d'information assez complet de se développer. De plus, cette base de lecteurs ne peut que s'amenuiser car il serait vain d'espérer que le déclin qui affecte la presse d'opinion épargne *L'Express*. »⁷⁴⁷ Il formula alors différentes propositions qui seront à l'origine de la réforme de la maquette initiée en 1964 : renforcer la rubrique *Economie* afin d'attirer davantage de « cadres » et d'étudiants, développer des pages *Détente* en modernisant la rubrique « Madame *Express* », élargir la séquence *Culture*. Au-delà de ces transformations structurelles, l'objectif fut également de mieux codifier l'écriture et le format des articles : privilégier des papiers plus courts et informatifs, introduire davantage de photographies si possibles en couleur. Le newsmagazine devait alors avoir pour qualité d'être « précis, méthodique, prévu, uniforme, complet tout en restant facile d'accès » afin de viser « un public pressé qui est à l'affût de renseignements plus accessibles et “digérés” que ceux que fournissent les quotidiens. »⁷⁴⁸

⁷⁴⁴ JAMET Michel, *Les Défis de L'Express*, Paris : Les éditions du Cerf, 1981, p. 35.

⁷⁴⁵ *Ibid.*, p. 37.

⁷⁴⁶ *Ibidem*.

⁷⁴⁷ *Ibid.*, p. 38.

⁷⁴⁸ *Ibidem*.

Le Nouvel Observateur connut une transformation similaire quoique plus tardive et plus progressive. Cette évolution articulait des enjeux idéologiques, journalistiques et commerciaux. Marqué par l'héritage intellectuel de *France-Observateur*, rédigé tout autant par des journalistes de métier que par des universitaires ou des professionnels de la politique, cet hebdomadaire disposait principalement d'un public d'enseignant⁷⁴⁹. Un public d'élite, certes, mais un public restreint puisque la diffusion ne dépassait pas les 70 000 exemplaires en 1966. Aussi l'enjeu fut-il de diversifier ce lectorat, et donc d'attirer les annonceurs, en rejetant l'hermétisme de certaines analyses ou le sectarisme de certains commentaires. Cette exigence commerciale, cette recherche d'un public de « cadres » ne s'est imposée qu'au prix de nombreuses luttes au sein de la rédaction, à la fin des années 1960⁷⁵⁰ puis au début des années 1980. Or cet impératif, promu par Claude Perdriel, directeur de la publication, a pu s'articuler, dans un premier temps, avec les visions sociales promues par les idéologues « amis » du journal (Michel Rocard, François Furet, etc.), fermement anticommunistes et soucieux de « moderniser » l'appareil théorique de la « gauche », en substituant aux langages des classes une division entre « modernité » et « archaïsme »⁷⁵¹. Tout comme à *L'Express*, dont certaines des innovations (écriture, maquette, format des Unes, etc.) ont servi de modèle, *Le Nouvel Observateur* développa ses techniques marketing, renforça ses pages *Culture* et *Notre époque*, en leur donnant une dimension plus ludique et pratique, et introduisit une séquence *Economie* (1986), davantage attentive aux marchés et aux entreprises qu'aux conflits salariaux. Au cadre « idéologique » et « abstrait » initialement visé par cet hebdomadaire, les outils marketing vont substituer un cadre « consommateur », doté d'un fort pouvoir d'achat. Cette transformation se manifestera notamment dans les réformes de 1985-86, censées répondre au déclin du lectorat qui affectait le journal depuis 1981.

Quant au *Point*, fondé essentiellement par d'anciens rédacteurs de *L'Express* (Claude Imbert, Georges Suffert, Jacques Duquesne, etc.), il se positionna sur un créneau commercial identique en empruntant les outils rédactionnels propres aux newsmagazines : importance du

⁷⁴⁹ PINTO Louis, *L'Intelligence en action* : Le Nouvel Observateur, Paris : Métailié, 1984, p. 27.

⁷⁵⁰ Dans les années 1968-69, suite à de mauvais résultats dans les ventes, il y eut un clivage marqué entre les partisans de la croissance du journal et ceux que Louis Pinto qualifie de « gardiens d'une certaine morale politique, intellectuelle ou professionnelle » (Serge Mallet, Michel Bosquet, Olivier Todd). Cette crise aboutit à la création d'une Société des rédacteurs, détentrice de 10 % du capital. Mais elle fut surtout résolue par le départ des rédacteurs les plus rétifs aux évolutions du journal, un certain nombre d'entre eux ayant contribué à la fondation de *Politique Hebdo* en 1970. Cf. *Ibid.*, pp. 69-70.

⁷⁵¹ *Ibid.*, p. 170. Le journal contribua à porter les thématiques de la « nouvelle gauche », autour d'une lecture de la société structurée par l'émergence d'une « nouvelle classe ouvrière » et de « nouvelles classes moyennes ». Sur ce point, voir également BOLTANSKI Luc, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris : Minit, 1982, pp. 268-269.

« visuel », articles courts et synthétiques, standardisation des registres d'écriture (reportages, portraits, enquêtes, analyses, etc.). La dimension politique revendiquée par ces différents hebdomadaires fut donc de plus en plus masquée, ceux-ci ne se distinguant plus que par une « coloration » perceptible surtout dans les éditoriaux ou dans la sélection de certains sujets socioéconomiques (les menaces de l'islam ou l'incompétence de l'administration dans *Le Point* ; la lutte contre l'homophobie ou contre le racisme dans *Le Nouvel Observateur*). Outre ces logiques d'audience, l'affaiblissement des postures critiques résulte également des contraintes d'accès au marché publicitaire. Les difficultés rencontrées en 2000 par l'hebdomadaire *Marianne* en témoignent : les orientations éditoriales déviantes, c'est-à-dire jugées trop ouvertement anti-capitalistes, peuvent être sanctionnées non pas nécessairement par les annonceurs eux-mêmes mais par les centrales d'achats d'espace publicitaire. Ainsi, l'entreprise chargée par *Marianne* de contacter les annonceurs lui reprocha une attitude critique, susceptible d'effrayer les investisseurs potentiels. Jean-François Kahn, directeur de *Marianne*, rendit public cette péripétie, illustrant les enjeux économiques du contenu rédactionnel : « On exige quasiment de nous, comme vient de le confirmer une étude, que “nous changions de ligne”, que “nous cessions de critiquer le système économique”, que nous nous rallions à l'archaïsme des idées dominantes. Mais c'est ainsi. Les annonceurs sont tout à fait libre de choisir, en toute liberté, leur support, en fonction des critères qui leur chantent, et même si cela n'est pas toujours très rationnel. »⁷⁵²

B. La place vacillante des pages Politiques dans les hiérarchies journalistiques

Mais ces enjeux commerciaux ne nous intéressent qu'en tant qu'ils participent à la transformation des pages *Politique*. La corrélation est cependant délicate à établir dans la mesure où les rédacteurs interviewés mobilisent peu cette argumentation économique pour justifier leurs pratiques et leurs évolutions. Dans un premier temps, on peut demeurer sceptique face à cette absence. En effet, cette rhétorique de l'intéressement est difficilement énonçable par les rédacteurs des services *Politique* car elle s'accorde assez mal avec les idéologies professionnelles qui légitiment et valorisent leur activité. Intériorisée, énoncée sur le mode de l'évidence (« il faut être lu »), cette argumentation économique se dissimule fréquemment derrière des normes professionnelles (« être honnête et non pas militant »,

⁷⁵² *Marianne*, 05 juin 2000.

« avoir plus d'informations que les autres », « ne pas être "chiant" », etc.) ou civiques (« intéresser le plus grand nombre à la politique »). Cependant, cette faible référence aux enjeux commerciaux renvoie surtout à la méconnaissance des attentes des lecteurs. De nombreux rédacteurs reconnaissent que leurs productions sont certainement inadaptées par rapport aux vœux de leur public. Mais ils confient par ailleurs ne pas réellement savoir quels seraient ces vœux. Ainsi ce chef du service *Politique* de *Marianne* avoue son insatisfaction face aux données récoltées par les enquêtes de lectorat :

« On sait que nos lecteurs s'intéressent prioritairement à la politique et que les petits papiers et les petites brèves ont un taux de lecture maximale. Mais en même temps, ils se plaignent tous de ne pas avoir assez de débats de fond, de gros dossiers, etc. Sauf que, quand on fait des gros dossiers, ce sont des pannes en lecture et des pannes en vente. Donc nos lecteurs sont des hypocrites de première. » (Nicolas Domenach, entretien n°7).

La plupart des rédacteurs en activité affirment que si les études de marché sont connues des directions, eux-mêmes n'y ont que rarement accès. Cette rétention de l'information n'a pas seulement pour objectif de favoriser, au quotidien, l'autonomie des journalistes ou de les prémunir contre les logiques commerciales. Au contraire, il semble qu'il faille, sur ce point, suivre les constats formulés par Jean Mouchon ou Erik Neveu⁷⁵³. Ceux-ci interprètent ce faible partage des savoirs sur les audiences comme un outil de pouvoir au service des managers et des services marketing. En effet, en monopolisant ces informations essentielles pour le devenir de l'entreprise, ces derniers ont pu asseoir leur prétention à subvertir les normes professionnelles et à redéfinir les hiérarchies de l'actualité. Par exemple, la prise de pouvoir de ces nouveaux acteurs au sein d'une rédaction fortement politisée comme celle du *Nouvel Observateur* a pu être légitimée par leur connaissance de ce qu'il faut faire pour assurer la rentabilité du journal. Mais cette intrusion des logiques économiques au cœur même du travail journalistique ne s'est pas imposée sans heurts, tant certains journalistes ont pu se sentir dépossédés de leurs savoir-faire :

« J'ai décidé de partir, [en 1986] le jour où est venue pour la première fois à la conférence de rédaction la chef du service de pub qui nous a dit ce qu'il fallait faire. Je suis rentrée dans mon bureau et j'ai fait ma lettre. Parce que là, c'était un autre journal ! Il y avait cette semaine-là un gros truc politique, le service demandait la Une. Elle a ri et elle a dit : "Attendez, nous, on a une belle enquête sur les îles de rêve. Il faut quand même que vous compreniez qu'avec la Une politique, le journal ne vend pas." (...) A partir de ce moment-là, on a été inondé d'études nous disant : "la politique, ça n'intéresse plus personne. La culture, pas trop d'élitisme. Il faut faire des sujets grands publics." Et alors, tous les quinze jours, on avait des études ! On vous disait pour qui vous écriviez et ce qu'ils voulaient lire ! C'était un autre métier. » (Kathleen Evin, entretien n°41).

⁷⁵³ MOUCHON Jean, « Pratique du journalisme et parole instituée », *Les Cahiers du journalisme*, n°1, 1996, p. 34 ; NEVEU Erik, *Sociologie du journalisme*, Paris : La Découverte, 2001, p. 60.

Ce constat est établi par des journalistes issus de nombreuses rédactions : selon les études du lectorat, les pages *Politique* seraient parmi les moins lues. En tout cas, sauf lors d'événements spectaculaires comme les élections présidentielles, l'actualité politique ne susciterait pas l'achat des lecteurs. Certes, les résultats des ventes, quotidiennes ou hebdomadaires constituaient des indicateurs relativement fiables de l'intérêt accordé à tels ou tels types d'événements placés en Une ou valorisés par une pagination généreuse. Mais, d'une part, les quotidiens disposaient, jusqu'au milieu des années 1970, de nombreux titres dans leurs manchettes : il était donc délicat d'établir des hiérarchies strictes entre rubriques et entre services. D'autre part, à défaut d'outils d'analyse plus fins, les rédactions en chef pouvaient plus facilement se détacher de ces considérations proprement commerciales pour fixer l'agenda et accorder une valeur aux informations. En ce qui concerne la presse populaire, la compétence ainsi valorisée était définie en tant que « flair », que connaissance olfactive de son public. Quant à la presse plus élitiste, l'appréhension de l'importance de l'information relevait de l'expertise des rubricards spécialisés et de leurs chefs de service. Aussi, lorsque les rédacteurs affirment que le public se serait détourné, depuis les années 1980, des pages *Politique*, c'est peut-être avant tout parce que les rédactions ont désormais disposé d'instruments d'analyse à prétention scientifique, donc difficilement contestables. En somme, c'est l'incorporation de ces techniques d'analyse du lectorat, au sein même des rédactions les plus attachées à la qualité de leurs contenus, qui a renforcé le poids des logiques d'audience dans la production de l'actualité et dans la définition de l'excellence professionnelle.

Dans un article consacré aux spécialités rédactionnelles, Dominique Marchetti a bien montré qu'en matière de hiérarchies journalistiques, il fallait distinguer les hiérarchies internes et les hiérarchies externes⁷⁵⁴. Renvoyant au prestige respectif des différentes rubriques, les premières peuvent s'analyser à travers différents indicateurs tels que l'âge moyen du recrutement dans tel ou tel service, la probabilité d'accéder par la suite aux positions dominantes, la capacité à élargir son champ d'intervention et à déposséder les rubriques voisines, etc. Les secondes renvoient davantage aux positions occupées par les différents services en terme de poids dans les arbitrages rédactionnels. Elles s'évaluent alors à travers différents indices tels que l'espace alloué, l'accès à la Une, etc. En empruntant cette notion de « hiérarchies externes », on constate ainsi que, sous l'effet du renforcement des impératifs commerciaux, les service *Politique* vont perdre la position prééminente qu'ils occupaient dans de nombreuses rédactions. Certes, ce processus est ancien puisque, dès la fin

du XIX^e siècle, la presse populaire sut se distinguer en marginalisant le poids des informations politiques et en introduisant progressivement de nouvelles rubriques : « faits divers », « grands reportages », « sports », « spectacles », « mode », etc. De la même manière, un auteur tel que Francis Balle a montré, dès les années 1960, que l'augmentation de la pagination des quotidiens a réduit, en proportion, les « nouvelles porteuses de choix politiques »⁷⁵⁵. Pour établir un tel constat, il se fonde sur le pourcentage de pages consacrées aux « informations politiques » qu'il définit comme « les informations relatives au fonctionnement des institutions, aux agissements des hommes qui les incarnent lorsqu'ils relèvent des fonction dont ils sont titulaires et aux décisions, possibles ou effectives, des organismes d'État. »⁷⁵⁶ Son étude compare ainsi la situation en 1949 et 1964.

Tableau 28. Pourcentages de pages consacrées aux « informations politiques » en 1949 et 1964.

	<i>Le Monde</i>	<i>Le Figaro</i>	<i>L'Humanité</i>	<i>France-Soir</i>
1949	40 %	43 %	42 %	23 %
1964	22 %	10 %	10 %	2 %

Source : BALLE Francis, « Les grands quotidiens français sont-ils dépolitisés ? », art. cité, p. 300.

Note : Le calcul porte sur la troisième semaine d'octobre, choisie car « politiquement » la plus banale ».

Mais le processus de marginalisation des services *Politique* s'est accru depuis les années 1980, au sein même des journaux les plus élitistes ou les plus militants. Bien sûr, les plus fortes ventes concernent toujours les « grands » événements politiques, notamment au lendemain d'élections majeures⁷⁵⁷. Néanmoins, en dehors de ces rares séquences, la plupart des journalistes indiquent que leurs chefs de service ont désormais plus de mal à « vendre » leurs sujets en conférence de rédaction ou à se voir octroyer une large pagination :

« C'est un énorme changement en terme de place au sein du journal. On n'est plus du tout les vedettes. (...) On a vu le service assez diminué. Et il faut se battre effectivement pour avoir de la place. Moi, j'ai été chef du service *Politique* pendant deux ans et je le faisais presque un peu à l'ancienne. Ça m'a été plus ou moins reproché, parce qu'un congrès, je gardais quand même au moins dix lignes. Maintenant, ça peut passer à la trappe. (...) On m'opposait l'idée qu'il y avait trop de choses en politique. » (Pascale Amaudric, journaliste politique au *Journal du dimanche*, entretien n°36).

⁷⁵⁴ MARCHETTI Dominique, « Les sous-champs spécialisés du journalisme », *Réseaux*, n°111, 2002, p. 32.

⁷⁵⁵ BALLE Francis, « Les grands quotidiens français sont-ils dépolitisés ? », *Annales E.S.C.*, vol. 23, n°2, 1968, p. 307.

⁷⁵⁶ *Ibid.*, p. 298. Au-delà de cette définition, Francis Balle ne donne toutefois aucune indication sur les conditions pratiques de délimitation de ces « informations politiques ».

⁷⁵⁷ Parmi les seize plus forts tirages de l'histoire du *Monde* (entre 1944 et 2002), on identifie onze numéros parus au lendemain d'élections (entre 1978 et 1997) ainsi que l'exemplaire consacré au décès de François Mitterrand. Seuls les attentats du 11 septembre et l'offensive contre l'Irak en 1991 prennent place dans ce palmarès.

Même au *Monde*, les rédacteurs avouent disposer d'un moindre espace, notamment depuis la réforme de 1995. Si la principale « victime » de ces redéfinitions des hiérarchies rédactionnelles est avant tout la séquence *International*⁷⁵⁸, le service *France* s'est trouvé fortement concurrencé par le service *Société*, jugé plus « porteur », commercialement parlant :

« Le service *Politique* a perdu de son prestige. Par exemple, quand aujourd'hui vous allez à la rédaction en chef et que vous présentez une ouverture sur le congrès officiel d'un parti ou sur les malheurs de Bayrou, vous voyez que les gens autour de la table baillent. Pour les accrocher, il faut avoir un peu plus. (...) Avant, il y avait cette espèce de culture du *Monde* qui était d'ailleurs grotesque parce qu'on faisait des Unes sur des sujets qui étaient aberrants, qui n'intéressaient personne. Je ne sais pas comment faisaient les lecteurs à l'époque. Mais aujourd'hui, on est tombé un petit peu dans l'autre extrême qui est la manchette super vendeuse. » (Pascale Robert-Diard, entretien n°8).

De la même manière, les rédacteurs des newsmagazines admettent que les couvertures consacrées aux sujets politiques sont le plus souvent rédhibitoires pour les lecteurs occasionnels. Si les journalistes du *Point* s'avouent moins sensibles à cette question dans la mesure où ils disposent d'un pourcentage d'abonnés plus important que leurs concurrents, les rédacteurs de *L'Express* et du *Nouvel Observateur* concèdent leurs difficultés à imposer leurs sujets en Une : « En terme de couverture, il y a longtemps qu'on s'est rendu compte que la politique ne fait pas vendre, en tout cas, ne permet pas d'obtenir des lecteurs supplémentaires. » (Journaliste au *Nouvel Observateur*, entretien n°22); « Les Unes politiques sont généralement risquées, en tout cas ne garantissent pas une bonne vente. » (Journaliste à *L'Express*, entretien n°9). L'évolution n'est d'ailleurs pas propre aux questions de politique intérieure. Plus généralement, c'est l'ensemble de l'actualité politique (française ou internationale, politicienne ou renvoyant aux enjeux socioéconomiques ou encore aux débats intellectuels) qui s'est progressivement vue chassée des « covers » des newsmagazines. A leur place, se sont imposés des sujets censés davantage concerner le quotidien des lecteurs (santé, alimentation, sexe, logement, école, argent, tourisme, etc.) ou divulguer des informations supposées cachées (affaires, histoires ou dossiers « secrets », etc.). Ainsi, entre le 1^{er} janvier 1986 et le 15 septembre 1987, aucune « couverture » relative à la compétition politique ou à l'actualité gouvernementale ne figure parmi les dix meilleures ventes de newsmagazines sur Paris, alors qu'en mars 1986, émergeait une situation politique inédite et supposée spectaculaire : la cohabitation entre Jacques Chirac et François Mitterrand.

⁷⁵⁸ Julie Sedel parle à ce sujet d'un véritable « déclassement » du service *International*. Elle cite, à cet égard, l'un des responsables chargés des titres : « Les manchettes internationales, on a dû tomber à peut-être de 50 % à 20 % (...). C'est un réflexe purement marchand. On sait que si on fait des manchettes, on ne vendra rien. (...) On nous bassine parfois en nous disant : "Lisez les journaux américains, ils ne titrent pas sur la Sierra Léone !" »

Tableau 29. Recensement des dix couvertures ayant obtenu les meilleures ventes (sur « Paris surface »), du 1er janvier 1986 au 15 septembre 1987.

Titre de « Une »	Journal	Date	Diffusion sur Paris
La santé des Français	<i>Le Nouvel Obs.</i>	05/02/1987	46 099
Otages, à quel prix ?	<i>L'Express</i>	14/11/1986	42 445
Ce que gagnent les fonctionnaires	<i>Le Point</i>	27/01/1986	41 990
Abdallah parle	<i>Le Nouvel Obs.</i>	19/02/1987	40 914
Votre argent en 1986	<i>L'Express</i>	03/01/1986	39 585
L'énigme Tapie	<i>Le Point</i>	05/05/1986	38 356
Ce qu'exige Khomeiny	<i>L'Express</i>	17/10/1986	38 327
Vos allergies	<i>L'Événement du Jeudi</i>	25/09/1986	37 361
Le programme des tueurs	<i>Le Nouvel Obs.</i>	21/11/1986	36 888
Logement : ce qui va changer pour vous	<i>Le Point</i>	09/06/1986	36 806

Source : *Médiaspouvoirs*, n°9, 1988, pp. 216-217.

On pourrait objectiver cette évolution en mesurant la proportion de sujets « politiques » mis en Une sur une année. Si l'on prend l'exemple du *Nouvel Observateur* depuis 1964, année de sa création, on constate une évolution certaine, quoique difficile à interpréter à partir de ce seul indicateur statistique. Car à nouveau, se pose le problème de définition quant à ce qui est *politique*. Le critère retenu sera l'identité du service ou des rédacteurs auxquels est confié la rédaction du « dossier » annoncé par le titre de Une. Ainsi, jusqu'au début des années 1980, les « covers » relatives soit à la compétition politique, soit à la politique internationale, soit à un conflit social investi sur la scène politique représentait entre 60 et 80 % des Unes chaque année. A partir du milieu des années 1980 qui marque une refonte globale de la maquette et de l'orientation éditoriale du journal, cette proportion est désormais sous la barre des 50 %.

Tableau 30. Proportion annuelle des titres de Une renvoyant aux problématiques « politiques » dans *Le Nouvel Observateur*

Couverture renvoyant à...	1964	1970	1976	1982	1988	1994
- un dossier confié au service <i>Politique</i>	19 %	10 %	25 %	10 %	13 %	10 %
- un dossier confié à différents services, dont le service <i>Politique</i>	2 %	13 %	10 %	21 %	12 %	4 %
- un dossier « sociopolitique » mais confié à un autre service que <i>Politique</i>	19 %	8 %	10 %	10 %	8 %	13 %
SOUS-TOTAL	40 %	31 %	45 %	41 %	33 %	27 %
- un dossier confié au service <i>International</i>	29 %	33 %	33 %	27 %	12 %	19 %
TOTAL	69 %	64 %	78 %	68 %	45 %	47 %

Source : Calcul effectué à partir du dépouillement des archives de presse de la Bibliothèque nationale de France.
Note : Jusqu'en octobre 1964, le journal s'intitule encore *France Observateur*.

(SEDEL Julie, « “La nouvelle formule du *Monde*”. Contribution à une étude des transformations du journalisme », *Questions de communication*, n°6, 2004, p. 310).

Cependant ce travail statistique est loin d'être suffisant pour déterminer une quelconque transformation dans les hiérarchies rédactionnelles du *Nouvel Observateur*. En effet, ne retenir comme indicateur que l'identité du service à qui est confié le dossier mis en Une ne permet pas de saisir les évolutions dans le contenu de l'information ainsi valorisée. Pour mieux apprécier le poids des logiques d'audience, il faut alors s'intéresser à la forme même des titres en les recensant à différentes périodes de l'histoire du journal.

Tableau 31. Recensement des titres de Une du *Nouvel Observateur*, entre janvier et mai.

1964	1982	1994
<ul style="list-style-type: none"> - Les clefs de l'œcuménisme sont-elles à Moscou ? - Defferre et les communistes - Le coup du chandail de Giscard d'Estaing - Le duel Mollet - Defferre - M. Defferre qui êtes-vous ? - La sale guerre du Sud-Viêt Nam - Le scandale des pompes funèbres - La prise de la Sorbonne - Comment libérer la RTF - Horizon 64 chez les travaillistes - TV. Le plan de M. Peyrefitte - La Bretagne ou l'Afrique ? - L'antisémitisme en URSS - La civilisation de la note de frais - Defferre chez les Bretons - La fabrique des hauts fonctionnaires - Un entretien avec Nasser. Les arabes et les juifs - Le secret du Parti communiste - Va-t-on supprimer le service militaire ? - Le candidat du PC - Les milliards de M. Dassault 	<ul style="list-style-type: none"> - Pologne, le jeu de l'Eglise - Propriétaires, locataires. La guerre - Le PC jugé par les Français - Gaz soviétique. Le réalisme de Mitterrand - Nice à boulets rouge - Mitterrand a-t-il tenu ses promesses ? - Santé. La guerre secrète des médicaments - Le pari israélien de Mitterrand - La France misogyne - Defferre riposte - Les cadres ont-ils raison d'avoir peur ? - La force tranquille à l'épreuve - Japon : le grand bond dans notre avenir - Evolution. Comment l'homme a gagné - La révolte des Palestiniens - Terrorisme. Le débat qui a fait trembler le Gouvernement - Jeunes : des boulots pour tout de suite - Mitterrand vu de l'étranger - Insomnie. Les secrets de votre sommeil - Versailles. Les feux d'artifice de l'Occident 	<ul style="list-style-type: none"> - Les femmes veulent-elles vraiment le pouvoir ? - La vérité sur l'école privée - Dépression. Comment la vaincre - Héritage. Pourquoi tout va changer - Duras femme libre - La jalousie. - 1940-1945. Ces inconnus qui ont sauvé des juifs - Les scientifiques jugent le paranormal - Vivre seul(e) aujourd'hui - A quoi sert un père - Avoir 20 ans sous Balladur - Les éminences grises. Ceux qui règnent dans la coulisse - Paris Province. Comment choisir - Spécial Chine - L'argent de la drogue en France - Les Francs maçons et Mitterrand, l'histoire secrète - Le mystère Tapie - Les Anglais. Au bout du tunnel, un peuple à découvrir - Enquête sur la planète cinéma - Montant retrouvé - Paris. Les bonnes adresses immobilier

Note : En gras sont indiqués les titres renvoyant à des dossiers réalisés, entièrement ou en partie, par des rédacteurs du service *Politique*.

Ce que nous enseigne ce tableau, c'est que les statistiques proposées plus haut paraissent finalement peu significatives, dans la mesure où la grande majorité des titres de Une de 1964 renvoient à des problématiques politiques si l'on considère ce terme dans son acception la plus large. Censés éclairer le lecteur sur différents enjeux (culturels, éthiques, militaires, sociaux)

affectant la France ou le monde contemporain, ces sujets s'adressent ainsi davantage au citoyen ou au militant qu'à l'individu consommateur, désormais ciblé par la plupart des titres.

Au-delà du *Nouvel Observateur*, Yves Lavoinne a relevé le développement d'une rhétorique de l'allocution ou de l'adresse au lecteur. Il en identifie la naissance dans une couverture du *Point* de 1974 : « Que faire de votre argent ? »⁷⁵⁹. A travers cette rhétorique, « la nouvelle, son intérêt cessent de s'imposer d'eux-mêmes. Désormais il faut signifier au destinataire qu'il est concerné. »⁷⁶⁰ Ce répertoire de l'adresse concerne avant tout les questions relatives à la vie quotidienne mais il s'est également manifesté autour des questions politiques. A nouveau, c'est *Le Point* qui a initié une telle perspective en établissant, en janvier 1978, un dossier intitulé « Comment travaille votre député ? ». Mais, en matière de Une politique, il ne s'agit que d'une évolution marginale, de tels titres demeurant relativement rares. En revanche, face à ces contraintes commerciales, les responsables des services *Politique* vont être contraints à sélectionner des sujets jugés plus « sexy » pour prétendre accéder à la Une. C'est en cela que cette question des hiérarchies journalistiques nous intéresse. Ce n'est pas tant pour constater la moindre éminence des services *Politique* que pour saisir comment leurs chefs font face à ces nouveaux rapports de force au sein des rédactions. Au cours des années 1970 et 1980, certains ont ainsi pu s'appuyer sur les résultats des études de marché pour constater que les sujets les plus « porteurs », les plus « vendeurs » résidaient dans une certaine mise en scène, plus personnalisée, de l'actualité politique. À l'inverse, ce rédacteur de *Libération* note qu'au début des années 2000, un traitement trop centré sur les péripéties internes au champ politique tend à dissuader les lecteurs de s'aventurer dans les pages *Politique* :

« - Vous avez des retours du service marketing ?

- Chaque fois que je m'y intéresse un peu, que j'essaie d'avoir un retour de ce côté-là, c'est désespérant. (...) On nous expliquait il y a quelques années que, quand on mettait un nom d'homme politique dans un titre, le papier n'était pas lu, le lecteur tournait la page. (...) Un papier sur Chirac, maintenant, il n'y a plus que Chirac qui le lit. » (Renaud Dely, journaliste à *Libération*, entretien n°5).

⁷⁵⁹ LAVOINNE Yves, « Le journaliste saisi par la communication », in MARTIN Marc (dir.), *Histoire et médias. Journalisme et journalistes français. 1950-1990*, Paris : Albin Michel, 1991, p. 163. Il faut toutefois se garder de tomber dans certains excès théoriques en expliquant, par exemple, que les journalistes seraient désormais gouvernés par un paradigme non plus d'*information* mais de *communication*. Cf. CHARRON Jean, De BONVILLE Jean, « Le paradigme du journalisme de communication : essai de définition », *Communication* (Montréal), vol. 17, n°2, 1996, pp. 50-97. Pour une critique de ce « paradigme », voir MATHIEN Michel, « Le Journalisme de communication. Critique d'un paradigme spéculatif du journalisme professionnel », *Quaderni*, n°45, 2001, pp. 105-135.

⁷⁶⁰ LAVOINNE Yves, « Le journaliste saisi par la communication », art. cité, p. 164.

Mais indépendamment de ces réponses contrastées aux contraintes d'audience, il faut retenir que l'intrusion des logiques commerciales dans un nombre croissant de rédactions introduit de nouvelles représentations du lectorat et de ses attentes.

C. La figure d'un « nouveau » lecteur

1. Etudes de marché et standardisation de l'écriture journalistique

La généralisation des enquêtes de marché, destinées à mieux ajuster l'offre rédactionnelle aux comportements des publics, a contribué à imposer une certaine standardisation de l'écriture et des formats journalistiques. Car la force de ces enquêtes est d'avoir pu construire un véritable savoir pratique sur le ou les publics. A l'image floue et abstraite du lecteur d'antan, ces études ont substitué une figure concrète, définie sur la foi d'un travail aux apparences scientifiques⁷⁶¹. Les rédactions ont dès lors disposé d'un catalogue de recettes censées leur permettre de conquérir un lectorat supposé infidèle et exigeant, disposant de certaines caractéristiques que tout « bon » journaliste se doit de connaître. Souvent désigné sous le délicat sobriquet de « Mme Michu », ce lecteur moyen constitue la cible, certes différenciée selon les rédactions, du produit journalistique. Doté d'un capital culturel assez faible, disposant d'un temps de lecture sommaire, recherchant avant tout du « plaisir » dans la lecture, il impose aux rédactions d'adopter une écriture plus simple, des formats plus attractifs, des mises en scène plus spectaculaires des événements. Mais comme le souligne Jacques Le Bohec, ce lecteur moyen est parlé plus qu'il ne parle⁷⁶². Car si cette figure du public est légitimée par différentes études de marché, elle s'est progressivement imposée comme véritable sens commun journalistique⁷⁶³. Si l'on s'aventure au cœur des manuels de journalisme diffusés depuis les années 1980, on constate que ces représentations du lecteur, justifiant les techniques rédactionnelles, sont le plus souvent énoncées sur le mode

⁷⁶¹ Pour une analyse de la scientificité de ces enquêtes, voir DELFORCE Bernard, « Les journalistes et l'évolution des instruments de connaissance du public. Enjeux d'identité et de pouvoir », *Les Cahiers du journalisme*, n°1, 1996, p. 44: « Le public n'est pas une donnée première de l'expérience ; il est en quelque sorte construit par les instruments de mesure qui sont censés en apporter la connaissance. »

⁷⁶² LE BOHEC Jacques, *Les Mythes professionnels du journalisme. L'état des lieux en France*, Paris : L'Harmattan, 2000, p. 214. L'auteur poursuit en expliquant que « contrairement à la loi de J.B. Say selon laquelle l'offre crée sa propre demande, le mythe professionnel postule que l'offre dépend de la demande et non l'inverse. » (*Ibid.*, p. 216). Il note enfin que cette vision du « consommateur » est le plus souvent mobilisée pour justifier *a posteriori* des pratiques qui répondent avant tout aux contraintes temporelles de production liées aux exigences de réduction des coûts.

⁷⁶³ « Les journalistes de base ne possèdent ni les arguments théoriques ni les éléments pratiques (connaissance du protocole et des données recueillies) qui leur seraient utiles pour contester cette vision dégradée et dégradante du lecteur idéal auquel on doit prioritairement penser quand on écrit dans et pour un journal. » (*Ibidem*).

de l'évidence, sans références précises aux données suscitant de telles affirmations⁷⁶⁴. De la même manière, la littérature, souvent critique, consacrée aux écoles de journalisme met parfois l'accent sur cette « dictature du lectorat » dans l'apprentissage du métier⁷⁶⁵. Cette vision d'un lecteur « demeuré, distrait, qui n'attend que des faits »⁷⁶⁶ aboutit dès lors à la formulation de véritables « lois » du journalisme (par exemple, la « loi de proximité »), d'autant mieux partagées par les différentes rédactions que ces écoles constituent désormais un point de passage quasi-obligé pour espérer investir les quotidiens ou hebdomadaires nationaux (cf. chapitre 8). A l'apprentissage « sur le tas », spécifique aux différents titres, cette centralisation du recrutement contribue à gommer les distinctions rédactionnelles entre des journaux positionnés sur un créneau commercial de plus en plus étroit.

S'appuyant sur un large corpus de manuels publiés depuis 1890, Denis Ruellan a pu mettre à jour la « doctrine que le groupe professionnel a établie et souhaité transmettre au reste de la société et à lui-même »⁷⁶⁷. Mais au-delà du fond commun de pratiques qui s'est lentement sédimenté, cet auteur montre bien les évolutions dans ces tentatives de rationalisation du travail rédactionnel. Tandis que la priorité était initialement accordée aux « enseignements généraux »⁷⁶⁸, les manuels mettront l'accent, à partir des années 1960, sur les dimensions les plus « techniques » du métier. Cette rupture s'est opérée en deux temps. Au cours des années 1960 et 1970, l'intérêt portait surtout sur « la gestion des événements » et leur « transformation en information publiée », à travers les critères de sélection des nouvelles ou la segmentation des « genres de l'information »⁷⁶⁹. Par la suite, l'attention fut surtout placée dans les « méthodes d'écriture, de mise en valeur d'éléments choisis, de titrage, de typographie, fondées sur les nombreuses études scientifiques sur la lisibilité, l'efficacité, l'effet des messages. (...) La rhétorique du discours et celle de la forme visuelle l'emportaient

⁷⁶⁴ Voir par exemple, MARTIN-LAGARDETTE Jean-Luc, *Guide de l'écriture journalistique. Écrire, informer, convaincre*, Paris : Syros, 1994 ; MOURIQUAND Jacques, *L'écriture journalistique*, Paris : PUF, 1997.

⁷⁶⁵ Cf. récemment RUFFIN François, *Les Petits Soldats du journalisme*, Paris : Les Arènes, 2003, p. 83.

⁷⁶⁶ *Ibid.*, p. 85.

⁷⁶⁷ RUELLAN Denis, *Le Professionnalisme du « flou ». Identité et savoir-faire des journalistes français*, Grenoble : PUG, 1993, p. 133.

⁷⁶⁸ C'est d'ailleurs l'objectif de la première école de journalisme mise en place en 1899 à l'École des Hautes Etudes Sociales (cf. AVENEL Henri, *La Presse française au Vingtième siècle*, Paris : Flammarion, 1901, p. 6.) On retrouve cet impératif dans cette *Préparation au journalisme* (Paris : Firmin-Didot, 1890, p. 17) : « Les rédacteurs (...) doivent posséder une compétence très sûre dans l'ordre spécial de sujets qui leur est confié, un fonds solide d'instruction générale, la connaissance, au moins sommaire, des antécédents diplomatiques ou législatifs, une information étendue sur les hommes et les choses de la période contemporaine, sur les partis politiques et les organes de la Presse en France et à l'étranger. »

⁷⁶⁹ RUELLAN Denis, *Le Professionnalisme du « flou », op. cit.*, p. 139.

sur les méthodes d'information proprement dites. »⁷⁷⁰ Il ne s'agit toutefois pas d'établir de relations de cause à effet entre ces manuels et la production journalistique. En effet, ces ouvrages se contentent le plus souvent de rationaliser et vulgariser des pratiques déjà présentes dans les journaux. En revanche, cette codification des normes rédactionnelles favorise la structuration du groupe professionnel en permettant d'asseoir les croyances selon lesquelles le journalisme constitue un métier spécifique, doté de compétences et de savoir-faire propres. Cette institutionnalisation des techniques d'écriture s'inscrit ainsi à la croisée des logiques commerciales et des logiques professionnelles. Denis Ruellan souligne avec force ce processus : « Alors que la technicisation des pratiques journalistiques était déjà largement présente dans les rédactions, le processus de professionnalisation n'en était qu'à ses balbutiements. Ce n'est donc qu'*a posteriori* que la profession a pu fonder son idéologie professionnaliste sur les idées de compétence technique et de maîtrise technologique (...). La mise en avant des contraintes techniques et commerciales vint légitimer une ambition de fermeture de l'espace professionnel. Il s'agit donc de la résultante d'une évolution accomplie en dehors du strict milieu journalistique qui détermine la modification de celui-ci. »⁷⁷¹ Tandis que les entreprises de presse, soucieuses de conquérir le public, ont favorisé ce formatage des techniques rédactionnelles, « les partisans du professionnalisme journalistique ont adhéré au dogme techniciste dans leur intérêt bien compris. »⁷⁷²

2. Définir des formats moins excluant et plus attractifs

Certes, les journaux ne sont pas totalement devenus interchangeables et, malgré la diffusion de normes communes, les rédacteurs du *Monde*, de *L'Humanité* et de *France-Soir* demeurent conscients des spécificités de leurs publics respectifs. Néanmoins, on peut distinguer deux conséquences de ces nouvelles images du lectorat sur l'écriture des journalistes politiques. Ces deux processus s'appuient chacun sur un postulat définissant le public contemporain : surtout soucieux de s'informer, le lecteur est davantage avide de faits que de commentaires ; surtout soucieux de ne pas s'ennuyer, le lecteur est davantage avide de synthèses vivantes que de froides analyses.

⁷⁷⁰ *Ibid.*, p. 140.

⁷⁷¹ *Ibid.*, p. 169.

⁷⁷² *Ibid.*, p. 170.

a. Le primat des « faits » sur les commentaires. Écoutons dans un premier temps cet auteur d'un manuel de journalisme évoquer, en 1987, une transformation dans les attentes des lecteurs : « Beaucoup estiment que le journalisme peut – et même doit – servir une idéologie politique. Quand la ligne est clairement assumée, pourquoi pas ? Le lecteur sait à quoi s'en tenir. Mais *il risque de se lasser*. La presse dite d'opinion naît à l'occasion de crises intenses. Le public cherche alors un cadre, une définition de valeurs sur lesquelles il pourra s'appuyer. Le journal engagé les lui offre. Mais *aujourd'hui le besoin est différent*. (...) L'idéologie a *moins d'attrait* que l'appréhension du réel. On préfère connaître le fait et pouvoir faire sa propre interprétation. Ce qu'*on* demande à un journal *aujourd'hui*, c'est avant tout d'être crédible et bien renseigné. »⁷⁷³ A travers cette affirmation qu'il formule dans une section consacrée au genre de l'*enquête*, cet auteur marque la distinction entre le journaliste professionnel, soucieux d'être lu par le plus grand nombre, et le journaliste militant qui ne s'adresserait qu'à un faible nombre de lecteurs convaincus. Si la notion d'objectivité n'a pas bonne presse dans le journalisme politique français, force est de constater que les conceptions d'une stricte distinction entre « faits » et « commentaires » se sont imposées, avec difficulté parfois, au cœur même des journaux les plus disposés à participer aux luttes politiques ou idéologiques. Tandis que la plupart des rédactions ont interprété le déclin de leurs ventes par leurs engagements passés, la transformation des journaux les plus militants en journaux dits d'information a participé d'une ambition d'élargir un lectorat jugé restreint car uniquement défini par ses préférences politiques. Dans le cas du *Nouvel Observateur* des années 1970 et 1980, du *Libération* de 1981, de *L'Humanité* des années 1990, cette transformation s'est articulée à la revendication journalistique d'un « professionnalisme » censé rompre avec l'amateurisme « gauchiste » (*Libération*), l'intellectualisme (*Le Nouvel Observateur*) ou le propagandisme (*L'Humanité*). Le journaliste professionnel est avant tout là pour être lu et pour s'adresser à un public politiquement composite et socialement diversifié. Si son travail peut contribuer à la défense de différentes causes, cet objectif ne peut remettre en cause son autonomie rédactionnelle et son respect des règles d'écriture propres au métier.

Ces évolutions marquent l'aboutissement d'un processus, désormais séculaire, de « neutralisation » des contenus rédactionnels. Si les auteurs ne s'accordent pas toujours sur la nature du lien entre émergence des normes d'objectivité et intrusion des logiques

⁷⁷³ MARTIN-LAGARDETTE Jean-Luc, *Guide de l'écriture journalistique, op. cit.*, pp. 91-92. Nous soulignons.

capitalistiques dans l'univers des médias⁷⁷⁴, toujours est-il qu'ils notent tous l'affinité structurelle entre ces deux processus, aux États-Unis d'abord, en France ensuite. Comme le souligne, à nouveau, Denis Ruellan, « le concept d'objectivité est venu légitimer le nouveau rôle commercial de la presse. Il s'est imposé en interaction avec l'appropriation par les éditeurs privés d'une fonction sociale essentielle : la défense de l'intérêt public. »⁷⁷⁵ Mais les transformations qui affectent la presse des années 1970 et 1980 sont profondément distinctes des transformations qui virent l'émergence, un siècle plus tôt, de la presse « à un sou ». Celle-ci s'est inscrite dans un ensemble de bouleversements sociaux (urbanisation, désenclavement des campagnes, scolarisation de masse, etc.) qui « ont peu à peu ouvert aux entrepreneurs un immense marché, en rendant de plus en plus viables économiquement, et même de plus en plus rentables, la diffusion et la vente à bas prix des journaux »⁷⁷⁶. Dans ces conditions, les innovations rédactionnelles induites par cette nouvelle presse (illustrations, reportages, récit de crime, dévaluation des rubriques parlementaires et des tribunes politiques) parurent à bien des égards radicales et suscitèrent de violentes critiques contre ce « journalisme à la Barnum », accusé non seulement de « dépravation » et « d'immoralité » mais également de « dépolitisation » et de « maintien du peuple dans l'ignorance »⁷⁷⁷. Or, si ces nouveaux journaux contribuèrent au déclin des publications envisagées comme tribune ou espace de débats politiques, ils n'abandonnèrent pas pour autant toute prétention à intervenir dans les combats qui animèrent la République naissante. Comme le rappelle Christian Delporte, « Le mouvement de dépolitisation des journaux, qui s'amorce dès les années 1880, ne signifie pas pour autant le triomphe d'une presse neutre. La démocratisation de l'information, en effet, est favorisée par la convergence d'intérêts entre l'État, qui lève tout obstacle à leur développement, et les grands quotidiens populaires qui, en retour, participent à bâtir le consensus républicain en célébrant les valeurs nationales et le modèle social de la République. »⁷⁷⁸ Ces journaux populaires vont cependant favoriser une lecture plus « sensationnaliste » des batailles parlementaires, par l'usage de titres plus gros, plus concis et

⁷⁷⁴ Sur le cas américain, voir notamment SHILLER Dan, « An Historical Approach to Objectivity and Professionalism in American News Reporting », *Journal of Communication*, vol. 29, n°4, 1979, pp. 73-81; SCHUDSON Michael, « The Objectivity Norm in American Journalism », *Journalism*, vol. 2, n°2, 2001, pp. 149-170 ; COOK Timothy E., *Governing with the News. The News Media as a Political Institution*, Chicago : The University of Chicago Press, 1998, pp. 31-37.

⁷⁷⁵ RUELLAN Denis, *Le Professionnalisme du « flou »*, op. cit., p. 167.

⁷⁷⁶ LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse*, op. cit., p. 38.

⁷⁷⁷ *Ibid.*, pp. 39-45. Bien évidemment, ce terme de « dépolitisation » est anachronique mais il résume assez bien la portée de cette critique.

⁷⁷⁸ DELPORTE Christian, *Les Journalistes en France, 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris : Le Seuil, 1999, p. 52.

plus provocants, et surtout par l'appréhension de la parole politique, non plus comme message censé susciter l'adhésion des lecteurs mais bien comme *information* qu'on pourra parfois grandir en *événement*.

En revanche, les transformations rédactionnelles qui affectent les journaux des années 1970 et 1980 s'appuient non pas sur l'image de lecteurs totalement « ignares » et « apolitiques » mais plutôt sur la figure de consommateurs pressés, fortement exposés aux médias audiovisuels, plus autonomes dans leurs jugements, plus méfiants vis-à-vis des « maîtres à penser », plus critiques à l'égard des autorités politiques. Une telle lecture du public délégitime, certes, les partis pris trop ouvertement énoncés ou les commentaires trop strictement adossés au discours politique⁷⁷⁹. Mais en stimulant davantage l'affichage d'une « valeur ajoutée » journalistique, elle discrédite surtout l'adoption d'un style agencier à travers lequel le rédacteur s'effacerait platement derrière les faits de parole.

b. Le primat de l'émotion sur le « jus de crâne ». Mobilisons à nouveau le manuel de Jean-Luc Martin-Lagardette pour entrevoir les implications stylistiques des attentes supposées des lecteurs : « Le langage institutionnel, la tournure littéraire et la logique universitaire sont les ennemis de l'écriture journalistique. (...) A travers un journal, vous parlez à des hommes et à des femmes doués de sensibilité (...). C'est pourquoi le fait (si possible inédit) et l'émotion (l'affectif) doivent prendre le pas sur l'intellectuel (hypothèse, analyse) et l'abstrait. »⁷⁸⁰ Toutes les rédactions n'endossent pas totalement cette affirmation formulée sur le mode de l'évidence et fondée sur l'expérience des médias populaires. Néanmoins va se généraliser l'idée selon laquelle la conquête et la fidélisation d'un vaste public supposent que celui-ci ne s'ennuie pas. Or il s'agit bien là d'un renversement de la conception de la pédagogie journalistique. Tandis que le respect d'un lecteur citoyen devait se manifester avant tout par des impératifs de sérieux, de précision et d'exactitude, la séduction du lecteur consommateur passe désormais par des formats si possible attractifs et ludiques. A partir des registres que Jean-Luc Martin-Lagardette qualifie d'« ennemis du journalisme » (logique universitaire, langage institutionnel et tournure littéraire), on peut identifier trois dimensions à cette exigence de lisibilité. Tout d'abord, supposés fuir l'hermétisme ou le magistère des

⁷⁷⁹ Dans son manuel, Jean-Luc Martin-Lagardette recommande aux apprentis journalistes d'« éviter les grandes théories, les déclarations d'intention, le langage politicien, abstrait, théorique, les postulats et les “y-a-qu'à-il-faut”. Aujourd'hui, les faits et les situations comptent plus que les idéologies. » (*Guide de l'écriture journalistique*, op. cit., p. 33).

⁷⁸⁰ MARTIN-LAGARDETTE Jean-Luc, *Guide de l'écriture journalistique*, op. cit., pp. 49-50.

analyses d'antan, les journalistes se devraient de davantage romancer et personnaliser leur traitement de l'actualité politique :

« Aujourd'hui, il faut raconter une histoire, beaucoup plus qu'avant. Donc si votre histoire est démonstrative d'un état de la situation politique, c'est que vous avez bien fait votre travail, mais il faut partir d'une histoire. (...) Je pense qu'avant, on était beaucoup plus dans la réflexion qu'aujourd'hui. Aujourd'hui, on est beaucoup plus dans l'observation que dans le jus de crâne, si j'ose dire. » (Catherine Pégard, entretien n°37).

Ensuite, intéresser le public implique de rejeter les registres les plus institutionnels ou les plus officiels du journalisme politique. Comme en témoignent les exemples du *Monde* et du *Figaro* des années 1980, l'adoption d'un style plus synthétique pour rendre compte des séances parlementaires et, parallèlement, le souci de davantage investir les coulisses des organisations politiques constituent ainsi certaines des réponses envisagées pour susciter l'adhésion des lecteurs. Enfin, ces impératifs commerciaux ont contribué à de profondes réformes dans le format même des articles qu'il fallait rendre plus courts, plus incisifs, mieux « anglés », précédés d'une attaque, conclus par une chute, mélangeant avec justesse citations rapportées et discours journalistique. Mais c'est également l'agencement des pages qui fit l'objet de nombreuses réformes au cours des années 1970 et 1980. Justifiées par l'étude des comportements de lecture mettant en évidence un consommateur volage et « zappant » d'un texte à l'autre, ces mises en page ont favorisé l'éclatement des longs papiers en différentes petites unités, marquées chacune par un genre spécifique et rigoureusement codifié (article de synthèses, interview trois questions, petite biographie, chiffres clés, etc.). Ainsi, c'est en s'appuyant sur une étude de marché que les dirigeants de *France-Soir* imposèrent en 1988 une profonde modification de leur maquette :

« On avait fait venir un maquettiste qui s'appelait Margery, qui avait pris des millions de dollars pour faire une maquette qu'on s'est empressé de casser d'ailleurs, parce qu'à chaque fois vous tombiez sur une réticence très forte des rédacteurs en chef techniques. (...) Par exemple, après avoir fait une enquête auprès du lectorat, M. Margery avait déclaré: "Dans un article, on lit l'introduction, la conclusion, et ce qui a entre les deux, on s'en fout." Et donc, il ne faut pas dépasser deux feuillets. En plus, un lecteur est incapable de soutenir son attention plus de deux feuillets. Après ça, on a changé le format du journal pour faire des économies de papier, donc plus un journal est petit, plus les articles sont courts, et plus ils sont courts, plus ils sont vulgaires. C'est la presse people anglaise qui tient beaucoup à ce format. Donc tout ça a changé, mais lentement. (...) On vous donnait quatorze feuillets. Mais il fallait que ça soit quatorze feuillets en plusieurs articles. C'est-à-dire que vous faisiez un article qui était l'ossature du truc et puis des petits encadrés sur des sujets très ciblés. » (Entretien n°56).

§ 2. FAIRE FACE A LA CONCURRENCE : ENTRE RECHERCHE DE DISTINCTIONS ET SOUCI DE CONFORMITE

Pour mieux apprécier le poids des logiques d'audience, il faut garder en tête que les rédactions sont en interdépendance les unes par rapport aux autres. Elles se trouvent placées dans un espace concurrentiel et hiérarchisé. La concurrence porte en premier lieu sur les ventes, au sein de marchés segmentés mais qui se recoupent parfois (marchés des quotidiens et des hebdomadaires ; marchés de la presse populaire et de la presse « de qualité » ; marchés des journaux de « gauche » et des journaux de « droite », etc.). Mais elle ne doit pas être étudiée seulement en termes commerciaux. Dans la mesure où les premiers lecteurs ne sont autres que les pairs, les rédactions et leurs journalistes sont également en lutte pour la conquête du crédit professionnel et pour la définition des normes de l'excellence journalistique. Car ces critères d'excellence ne sont jamais univoques (pour certains, c'est la richesse des informations exclusives qui prime tandis que pour d'autres, c'est la qualité de la plume ou la culture historique qui distingue les « bons » professionnels). Mieux, ces critères ont évolué parallèlement aux transformations de l'espace médiatique. On peut dès lors distinguer trois phénomènes induits par ces logiques concurrentielles depuis le début des années 1960.

Tout d'abord, l'évolution du marché journalistique. Pour se distinguer de la concurrence et (re)conquérir un plus vaste lectorat, les rédactions sont incitées à innover, à se distinguer de leurs rivales. Mais ces audaces entrepreneuriales, lorsqu'elles sont couronnées de succès, sont alors adoptées par les journaux voisins au point d'être naturalisées et définies comme normes d'un « bon » travail journalistique. Ensuite, l'interdépendance entre les rédacteurs affectés aux mêmes rubriques. En prenant en compte ces formes de collaboration et de compétition, on peut mieux apprécier comment se composent, à différentes périodes, les définitions de ce qui constitue l'information politique. Enfin, l'emprise grandissante des médias audiovisuels dans le champ de l'information. Observer les mutations de l'univers médiatique permet de mieux comprendre les impératifs d'« anticipation » désormais imposés par les hiérarchies de la presse écrite.

A. La dialectique de l'innovation et de l'imitation

Si l'introduction des techniques de marketing a contribué à davantage rationaliser la production journalistique, il va de soi que les transformations rédactionnelles s'apparentent le

plus souvent à des processus tâtonnants et conflictuels. Initiées lors du renouvellement des hiérarchies, elles témoignent fréquemment du désir d’asseoir son autorité en se démarquant des prédécesseurs. De la même manière, comme l’explique Michel Schifres qui connut un grand nombre de rédactions (*Combat, Le Monde, Le Quotidien de Paris, France-Soir, Le Journal du dimanche, Le Figaro*), les évolutions relèvent tout autant des intuitions des rédacteurs que de l’imposition de normes par les directions :

« Rien n’est mathématique dans les journaux. Vous faites un truc, on vous dit : “Tiens, c’est pas mal. Pourquoi pas ?” C’est quand même plus souvent comme ça que les choses se font. » (Michel Schifres, entretien n°35).

Aussi, on ne peut comprendre les transformations rédactionnelles sans s’intéresser aux logiques d’innovation et d’imitation liées au contexte concurrentiel. Si l’on s’appuie sur la mutation des hebdomadaires politiques en newsmagazines, on ne peut manquer d’observer cet ajustement permanent des uns par rapport aux autres. Certes, *L’Express* fut le premier à renouveler radicalement sa maquette et son orientation éditoriale. Mais on sait que les principes énoncés au début des années 1960 ont été fortement inspirés par l’expérience des magazines américains (*Time, Newsweek*) que Jean-Louis Servan-Schreiber fut chargé d’observer en 1963. La formule mise en place l’année suivante fut ainsi le produit d’un accommodement entre ce modèle rédactionnel et les spécificités (journalistiques, idéologiques, commerciales) de *L’Express*, qu’une fraction de la rédaction s’efforçait de défendre. La réussite commerciale d’un tel changement n’était bien évidemment pas assurée. Les reconstructions de l’histoire de la presse écrivent le plus souvent l’histoire des vainqueurs et ce, de façon téléologique. En insistant sur la clairvoyance d’entrepreneurs qui surent, avant les autres, quelles étaient les nouvelles attentes du lectorat, elles omettent de souligner les doutes, les revirements, les conflits qui traversèrent les directions lors de telles réformes rédactionnelles. C’est pourquoi on peut parler d’audaces entrepreneuriales pour qualifier ces ambitions de changement. Or l’audace de la direction de *L’Express* ayant été couronnée de succès en termes d’audience, elle servit à son tour de modèle pour les dirigeants des autres hebdomadaires. On pense à *Valeurs actuelles* qui se transforma dès 1966 ou au *Nouvel Observateur* en 1969. Si les dirigeants du *Nouvel Observateur* purent imposer leurs vues, c’est non seulement grâce à leurs ressources au sein des rédactions (détection du capital dans le cas de Claude Perdriel, occupation de positions de pouvoirs dans le cas de Jean Daniel), mais c’est aussi parce qu’ils purent convaincre les réticents en s’appuyant sur deux arguments efficaces. Le premier est de nature politique et servit à convertir les rédacteurs soucieux de l’ancrage idéologique de l’hebdomadaire : pour espérer peser sur l’opinion et permettre à la

« gauche » de l'emporter, il fallait conquérir un plus large lectorat. Le second renvoie à la nature des transformations à mener : pour espérer conquérir de nouveaux lecteurs, il fallait s'inspirer des savoir-faire promus par *L'Express*.

C'est un processus similaire que l'on identifie sur le marché des quotidiens « élitistes ». L'émergence et la croissance de nouveaux concurrents (*Libération*, *Le Quotidien de Paris*) sur un créneau jusqu'ici monopolisé par *Le Monde* et *Le Figaro* ont contraint ces journaux à s'inspirer des recettes promues par les entrants. Les journalistes du *Monde* confient que leur direction s'est initialement peu préoccupée du quotidien de Serge July. A juste titre d'ailleurs : au cours des années 1970, les ventes du *Monde* continuent de croître tandis que *Libération* demeure confiné sur un marché restreint à la fois en termes d'audience et de positionnement idéologique. Les craintes des hiérarques visaient plutôt un quotidien explicitement conçu pour concurrencer *Le Monde* : *J'Informe*, censé fournir un équivalent de « centre-droit » au prestigieux quotidien du soir. Néanmoins, cette inquiétude a été vite balayée, *J'Informe* disparaissant au bout de deux mois d'activité, en décembre 1977. Mais si la direction du *Monde* regardait *Libération* d'un œil hautain, les plus jeunes rédacteurs observaient avec davantage d'intérêt, et d'inquiétude, les audaces introduites par les journalistes de *Libération* dans leur traitement de l'actualité :

« Il y avait toujours une vision plus élitiste au *Monde*. (...) Et on ne voit pas venir *Libé*. Pour nous, c'est un machin de gauchos, de rigolos, de roquets dont on découvre, après les avoir regardés de haut, qu'ils ne sont pas plus mauvais, qu'ils ont une hargne au boulot et que l'innovation est chez eux, par exemple en collant un mec aux flagrants délits. Les jeunes du *Monde* disent à leurs chefs leur intérêt. *Libé* a produit un changement radical. Ils ne respectent pas la morale en place, ils sortent des infos ! Comme ils sont tricards, ils se considèrent délivrés des règles collectives. Et puis, ils amènent cette approche récit, cette approche magazine. » (Noël-Jean Bergeroux, entretien non enregistré, n°25).

Au début des années 1980, tandis que *Le Monde* voit son audience décliner, *Libération* connaît une ascension considérable, sa diffusion atteignant les 140 000 exemplaires dès 1985. Or ce quotidien a doublement concurrencé *Le Monde*. Sur ce terrain commercial tout d'abord : positionné lui aussi sur le créneau des journaux de « gauche », *Libération* se « normalise » par ailleurs en introduisant des rubriques jusqu'ici absentes de ses colonnes (*Politique*, *Sport*, *Médias*, *Economie*, etc.) et en évacuant ses rhétoriques les plus militantes. Cela lui permet alors de se poser en rival des quotidiens de « référence »⁷⁸¹ et ainsi d'acquérir une crédibilité et une reconnaissance dans la profession. Cette concurrence commerciale se

⁷⁸¹ Quitte à atténuer son identité originelle et à parfois imiter le « sérieux » du *Monde* ou du *Figaro* (cf. entretiens n°5 et 10, journalistes à *Libération*).

redouble donc d'une concurrence sur le terrain de l'excellence professionnelle⁷⁸². Apparemment appréciées des lecteurs, les innovations portées par *Libération* (« ton » insolent, ludique et distancié, registres narratifs, intérêt plus marqué pour les coulisses et les batailles politiciennes, etc.) ont incité certains rédacteurs du *Monde* à incorporer ces savoir-faire pour répondre au déclin du lectorat. « L'arrivée de ce concurrent direct ne pouvait que renforcer l'attention et les interrogations sur les ventes du journal, mais désormais "comparativement". On commence à se demander, dans la rédaction, si *Le Monde* ne serait pas "moins bon" que *Libération* et si le style, la rhétorique de la "neutralité", les titres volontairement "sobres", etc., qui avaient fait sa renommée n'ont pas pris brutalement un "coup de vieux" et ne sont pas devenus "ennuyeux". »⁷⁸³ Or ces enjeux rédactionnels s'inscrivent, d'une part, au cœur des luttes de pouvoir qui animent ce journal durant les années 1980, et, d'autre part, au cœur des conflits générationnels. Imiter les innovations de *Libération* représente, pour les jeunes rédacteurs, un moyen de subvertir des règles d'écriture jugées fastidieuses et anachroniques. Cette concurrence a notamment renforcé la critique portée à l'encontre des comptes-rendus parlementaires, absents des colonnes de *Libération* ou du *Quotidien de Paris* :

« A partir du moment où vont apparaître d'autres journaux sur le créneau qu'on occupe et qu'on se retrouve en situation de concurrence, on subit l'effet de cette concurrence. On est obligé de changer. Eux ne s'embarrassent pas de cette couverture institutionnelle. Et nous, on en est encombré. Donc il faut qu'on fasse des pas vers eux. » (Thierry Pfister, entretien n°21).

Le transfert de journalistes entre les deux rédactions a renforcé ce processus de « marquage réciproque des deux quotidiens »⁷⁸⁴. C'est par exemple Jean-Yves Lhomeau, rédacteur au *Monde* depuis 1980, recruté par *Libération* en 1991, puis de retour au *Monde* en 1994 qui a introduit, dans les pages *France* du quotidien du soir, les récits collectifs qui étaient jusqu'ici la marque de fabrique de *Libération*. C'est en référence également à *Libération* que les rédacteurs du *Monde* ont progressivement abandonné le « ton officiel d'avant » pour adopter ce « ton distancé qui était réservé aux plus petits [journaux] » (rédactrice au *Monde*, entretien n°8). Si ces quotidiens « de référence » ont su conserver chacun une empreinte spécifique, force est de constater qu'entre *Le Monde*, *Le Figaro* et *Libération*, les innovations rencontrées au cours des années 1990 ont été, à bien des égards, symétriques : incorporation de

⁷⁸² Ce rédacteur du *Monde* souligne par exemple cette double dimension concurrentielle : « Notre concurrence commerciale, c'est *Le Figaro*. Notre concurrence intellectuelle, c'est plutôt *Libé*. » (Entretien n°53).

⁷⁸³ CHAMPAGNE Patrick, « Le médiateur entre deux *Monde*. Transformation du champ médiatique et gestion du capital journalistique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°131-132, 2000, p. 14.

journalistes issus des services *Economie*, collaboration plus marquée avec les services *Société*, mise en place de « pools » dans le service, rédactions de « portraits », etc.

B. *La dialectique de la distinction et de la coopération*

Individuellement, les journalistes sont eux aussi positionnés dans cet espace concurrentiel : d'un côté, ils doivent favoriser la réussite de leur entreprise et ainsi satisfaire à ses exigences ; de l'autre, ils doivent s'efforcer de se distinguer de leurs confrères afin de renforcer leur crédit personnel et espérer gravir les échelons des rédactions. Évidemment, le carriérisme ne caractérise pas l'ensemble des rédacteurs. Il n'empêche que, via ces gratifications individuelles, les enjeux commerciaux des rédactions peuvent être vécus par les rédacteurs comme enjeux journalistiques. Par exemple, l'appartenance à un journal prestigieux ou doté d'une large diffusion facilite l'accès aux sources les plus cotées. Cela permet en retour de témoigner de sa connaissance experte de l'univers politique ou de sa capacité à bénéficier d'informations exclusives. Tous les journalistes rencontrés admettent ainsi que c'est le titre du journal qui leur « ouvre les portes » (entretien n°8) et leur donne davantage de poids dans leurs rapports de force avec le personnel politique.

Dès lors, il faut avoir en tête que si l'espace médiatique est concurrentiel, il est par ailleurs fortement hiérarchisé. Or, en matière d'information politique, deux médias ont longtemps constitué les références à partir desquelles les responsables des journaux pouvaient évaluer la production de leurs rédacteurs : *Le Monde* et l'AFP⁷⁸⁵. Leur ambition d'exhaustivité, permise par la densité de leurs services *Politique*, et la crédibilité de leurs contenus leur ont permis de donner le « la » concernant la hiérarchie et le traitement de l'actualité. Cette autorité symbolique leur conférait également un pouvoir d'« officialisation » des informations. Un journaliste retraité nous a ainsi confié qu'il n'était autorisé à rapporter des informations livrées de manière informelle que si les rédacteurs du *Monde* ou de l'AFP confirmaient qu'ils les considéraient comme publiques et qu'ils les divulgueraient. Comme le souligne Patrick Champagne, « l'information importante est celle qui est considérée comme telle par l'ensemble des supports de presse, et qui, en même temps, est reprise par les journaux les plus en vue. Certains supports ont, à cet égard, un pouvoir d'imposition plus

⁷⁸⁴ *Ibidem*.

⁷⁸⁵ Sur le poids de l'AFP dans la circulation de l'information, voir notamment DERVILLE Grégory, « Quand la machine médiatique s'emballe », *Communication et langage*, n°109, 1996, pp. 17-32.

grand que d'autres dans le champ journalistique. Une information qui, par exemple, paraît dans *Le Canard enchaîné* et qui n'est pas reprise par un autre support de presse, reste une information du *Canard enchaîné* et n'a qu'un effet politique très limité. Sa reprise par un quotidien très légitime comme *Le Monde* par exemple (...) modifie le statut de l'information qui, de simple "on-dit" devient une information politique sérieuse, digne d'entrer dans le débat politique.»⁷⁸⁶ Le personnel politique, conscient du poids de ces médias dans la production de l'information, renforçait cette prééminence, en témoignant d'une attention plus marquée envers les productions du *Monde* ou en faisant preuve de davantage de sollicitude vis-à-vis de ses journalistes ou de ceux de l'AFP :

« L'AFP à l'époque, c'était vraiment le nerf de l'information. Je me souviens des conférences de presse à l'Élysée qui ne commençaient vraiment que si l'AFP était là. La première parole d'un ministre ou du Président était : "Est-ce que l'AFP est là ? On peut commencer." Si l'AFP n'est pas là, on peut être cinq cents dans la salle, on n'existe pas. » (Robert-Yves Quiriconi, ancien chef du service *Politique* du bureau parisien de l'Associated Press, entretien n°31).

Par conséquent, si la concurrence pousse les rubricards à se distinguer, elle occasionne le plus souvent des processus d'auto-ajustements entre les rédacteurs affectés aux mêmes rubriques. Ce phénomène est particulièrement marquant dans le cas du journalisme politique. D'une part, comme le rappellent de nombreux journalistes, l'actualité de leurs rubriques est fortement balisée par l'agenda des organisations ou des institutions suivies. Leur propre agenda peut ainsi être planifié en amont et, face à la rareté des informations « inattendues », la hiérarchie des nouvelles tend à « s'imposer » d'autant mieux qu'ils savent que leurs collègues d'autres journaux sont eux aussi confrontés à cet agenda routinier. D'autre part, la fréquence des manifestations qu'organisent ou auxquelles participent les acteurs politiques favorise le rapprochement, physique et professionnel, des rubricards issus des différentes rédactions. Un tel rapprochement a historiquement permis la constitution d'associations spécifiques aux rubriques : Association de la presse parlementaire, Association de la presse présidentielle dans le cas du journalisme politique. Mais, au-delà de ces institutions, les rédacteurs évoquent plus fréquemment les amitiés qui se nouent entre un petit noyau de rubricards qui se côtoient à longueur de meetings, de conférences de presse, de déplacements en province. Malgré les rivalités qui s'avèrent plus nettement marquées chez les rédacteurs les plus contraints à l'« urgence » (agences, radios, télévisions), cette proximité a longtemps facilité les collaborations entre journalistes. Celles-ci étaient d'autant plus pertinentes lorsque les pages

⁷⁸⁶ CHAMPAGNE Patrick, « La double dépendance. Quelques remarques sur les rapports entre les champs politiques, économiques et journalistiques », *Hermès*, n°17-18, 1995, p. 228.

Politique rapportaient principalement des informations officielles qui appelaient une faible distinction entre journaux. Aussi, même des journalistes issus de rédactions antagonistes avouent s'être rendus service en s'échangeant mutuellement leurs papiers :

« A l'Assemblée, de mon temps [entre 1963 et 1967], il n'y avait aucune cassure entre droite et gauche, au niveau de la presse. Moi, j'étais très copain avec le couloiriste de *L'Humanité*, alors qu'à l'époque, entre *Le Figaro* et *L'Humanité*, c'était la guerre. On faisait les papiers l'un pour l'autre. Mais personne ne le savait. On venait un jour sur deux. C'était l'autre qui vous remplacez et j'appelais *L'Humanité* en disant : "Voilà le papier". C'étaient des papiers sans intérêt. Par exemple, c'était : "La réunion de la commission des finances, hier, a décidé que..." » (Thierry Desjardins, journaliste politique au *Figaro* entre 1963 et 1967, entretien n°57).

Ces processus de collaboration se sont perpétués en s'ajustant aux nouvelles normes rédactionnelles : synthèse des discours, sélection des phrases les plus saillantes, obligation d'angler l'information, etc. Pour ne pas être sanctionnés par leurs chefs, les journalistes tendent à s'ajuster les uns par rapport aux autres quant aux extraits à retenir⁷⁸⁷. Gilles Casanova, qui fut conseiller technique dans le cabinet de Jean-Pierre Chevènement au ministère de l'Intérieur, livre ainsi sa surprise quant aux pratiques de coordinations entre rédacteurs : « Je me demandais toujours pourquoi, à l'occasion de l'intervention d'un ministre, tous les journaux, les radios et les télévisions retenaient tous, sans exception, la même phrase. J'ai vite compris : les trois correspondants des médias les plus importants (AFP, *Le Monde* et TF1) se réunissaient dans un coin et déterminaient, ensemble, ce qui deviendrait la phrase clé du discours. »⁷⁸⁸. Même au sein d'un quotidien comme *L'Humanité*, les rédacteurs se doivent de tenir compte des choix rédactionnels opérés notamment par *Le Monde* et l'AFP. C'est donc bel et bien cette crainte du « ratage » qui occasionne le phénomène de « suivisme »⁷⁸⁹ :

« Je trouve que malheureusement dans la presse française, il y a vraiment beaucoup de suivisme. Par exemple, après une rencontre du PS, on a tous les mêmes citations. (...) Et d'ailleurs on se dit : "Qu'est-ce que tu prends comme phrase ? Qu'est-ce que l'AFP va prendre ?" Parce que les rédactions en chef, quelles qu'elles soient, nous disent : "J'ai lu ça dans l'AFP. Pourquoi ça n'est pas dans ton papier ?" (Mina Kaci, journaliste à *L'Humanité* depuis 1991, entretien n°16).

⁷⁸⁷ Les pratiques de communication politique vont d'ailleurs faciliter ce travail journalistique de sélection et favoriser la convergence entre médias. Par exemple, la plupart des discours officiels sont désormais accompagnés d'une retranscription du discours ponctuée d'extraits en gras pour mieux souligner leur saillance.

⁷⁸⁸ Cité par COHEN Philippe, « Qui sont les journalistes ? », *Marianne*, 23/04/2001.

⁷⁸⁹ Pour les rédactions disposant d'un faible nombre de rédacteurs, il faut ajouter la nécessité de « reprendre » les papiers de l'AFP pour espérer remplir quotidiennement leurs pages et ne manquer aucune information susceptible d'être attendue par leurs lecteurs, car entendue à la radio ou à la télévision.

Outre cette question de sélection, la coordination entre journalistes s'opère également en matière d'interprétation des discours. Avec un zeste d'ironie, Françoise Berger, qui fut membre du service *Politique* de *Libération* au cours des années 1980, décrit ainsi les discussions entre journalistes à la suite des prises de parole de François Mitterrand :

« Dans les réflexes moutonniers, il y avait un truc qui était très étrange, c'est que Mitterrand, il a toujours eu des traducteurs, des interprètes, parce qu'il a toujours voulu dire, quelques fois, rien du tout et, la plupart du temps, une chose et son contraire. On pouvait très bien entendre un discours de Mitterrand et entendre complètement le contraire de ce qu'entendait le voisin. Et il y avait un interprète officiel de la pensée présidentielle qui était Pierre Favier, correspondant de l'AFP à l'Élysée. Et après les discours, tout le monde se ruait autour de Favier : "Qu'est-ce qu'il a dit ?" Et Favier expliquait ce qu'avait dit Mitterrand. Mitterrand a toujours trouvé très bien ce qu'il disait [*Rires*]. » (Entretien n°11).

En incitant les rédacteurs à se surveiller les uns les autres, la concurrence encourage ainsi le mimétisme des productions médiatiques⁷⁹⁰. Mieux, par cet ajustement permanent entre les rubricards et entre leurs hiérarchies, elle contribue à « naturaliser » la hiérarchie de l'information et la conception même de ce qui « fait » l'actualité⁷⁹¹. Car « ce qui donne tout son poids (...) à une information, c'est sa circulation à l'intérieur du champ journalistique. La presse est d'abord lue par l'ensemble des journalistes qui cherchent des idées d'articles et essaient, sur les sujets imposés, de se démarquer des journaux concurrents en apportant, parfois dans une logique de surenchère, "un plus" (comme on dit à *Libération*) ou un angle d'attaque original. »⁷⁹² Or, à mesure que les rédactions de la presse écrite vont prendre conscience du poids grandissant des médias audiovisuels dans les pratiques d'information de leurs lecteurs, ces rédactions vont davantage tenir compte des productions radiophoniques et télévisées pour définir leurs choix rédactionnels. Si *Le Monde* et l'AFP demeurent, dans une certaine mesure, une source d'informations prisée par les médias audiovisuels, ces derniers vont favoriser un processus de « circulation circulaire de l'information »⁷⁹³ dont ne pourront se déprendre les rédacteurs de la presse écrite.

⁷⁹⁰ A travers l'exemple des journalistes parlementaires québécois, Jean Charron note également cet effet de la concurrence entre journalistes sur le mimétisme de leurs productions. Il montre bien comment émergent les conflits au sein des rédactions lorsque la production d'un rubricard n'est pas conforme à la production des médias concurrents (CHARRON Jean, *La Production de l'actualité. Une analyse stratégique des relations entre la presse parlementaire et les autorités politiques*, Québec : Boréal, 1994, p. 241).

⁷⁹¹ Cyril Lemieux décrit ainsi l'actualité comme une « œuvre collective » : « Plus les médias sont nombreux à évoquer un fait, plus ils sont nombreux à le transformer en inscriptions ou en images, et plus ce fait devient aisément détachable du fond qui le portait. (...) Il n'est pas surprenant que les journalistes puissent aller jusqu'à dire de l'actualité qu'elle leur "impose" certaines priorités ou qu'elle rend "impératifs" certains de leur choix. » (LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse, op. cit.*, p. 425).

⁷⁹² CHAMPAGNE Patrick, MARCHETTI Dominique, « L'information médicale sous contrainte. A propos du "scandale du sang contaminé", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 101, 1994, p. 60.

⁷⁹³ BOURDIEU Pierre, *Sur la Télévision*, Paris : Raisons d'agir, 1996, p. 22.

C. L'intrusion des médias audiovisuels et leurs effets sur les normes rédactionnelles

Placés dans un environnement concurrentiel, les journaux luttent entre eux autour de différents enjeux : la réussite commerciale, le prestige, le poids supposé sur la vie publique, etc. Mais cette lutte porte également sur l'importance respective de ces différents enjeux, c'est-à-dire sur les définitions même du métier et donc sur la légitimité des rôles journalistiques. Ainsi, dans les journaux populaires, le « bon » professionnel se caractérise généralement par sa « réactivité », son sens du titre et de la « manchette », sa capacité à dénicher l'information et à la mettre en scène de manière attirante. Dans les journaux plus élitistes au contraire, le « bon » journaliste se définit traditionnellement par son expertise et sa culture, ce qui l'amène à pouvoir rapporter et analyser les informations avec rigueur et distance critique. Or, l'une des transformations repérables au cours des années 1980 est l'incorporation progressive, par les journaux de « référence », d'enjeux jusqu'ici spécifiques à la presse populaire. Les plus vieux rédacteurs du *Monde* ou du *Figaro* soulignent ainsi que l'impératif d'exactitude et de rigueur de l'information primait sur la recherche des « scoops » ou la hantise du « ratage » :

« Les consignes d'un homme comme Pierre Brisson, [directeur du *Figaro* entre 1944 et 1964], c'était qu'il est préférable de faire un ratage plutôt que de publier une fausse nouvelle. Le crédit d'un journal chez les gens qui réfléchissent, le crédit d'un journal chez ceux qui occupent dans les sciences, dans la politique, dans les lettres, un poste important, c'est sa vérité qu'il exprime. » (Jean Griot, rédacteur politique entre 1945 et 1964, directeur du *Figaro* entre 1971 et 1975, entretien n°55).

Désormais l'exigence de « réactivité » est imposée par la direction du *Figaro* comme l'un des moyens essentiels pour se distinguer de la concurrence⁷⁹⁴ : il ne s'agit pas tant de fournir des informations originales que de les fournir « en premier » ; il ne s'agit pas tant d'offrir une lecture spécifique de l'actualité que de « sentir l'angle » qui sera repris par les autres supports médiatiques :

« On essaie surtout d'être réactif, de sentir les trucs avant les autres. On a fait l'autre jour la Une sur la course de lenteur entre Chirac et Jospin. Je pense qu'on a été les premiers. Et *Le Monde* nous a suivi trois jours après sur le thème : "Chirac désespère ses partisans parce qu'il va trop lentement". Mais on l'avait vu avant. C'est ça aussi la compétition. C'est de sentir l'angle. C'est de se dire : "Là on a été bon." (...) Mais il peut se trouver qu'un autre jour dans *Le Monde*, il y ait le récit par le menu d'un arbitrage entre Matignon et l'Élysée. Donc on va se dire : "Merde, ça, on aurait dû l'avoir. Pourquoi on

⁷⁹⁴ Bien que justifiées par un impératif de satisfaction des attentes du public, un certain nombre de normes journalistiques (valorisation des « scoops », hantise du « ratage », etc.) constituent en réalité des enjeux le plus souvent internes à l'univers journalistique puisque difficilement décelables par les lecteurs, si l'on exclut le faible nombre susceptible d'établir une revue de presse matinale !

ne l'a pas ?" On ne peut pas gagner à tous les coups mais le but du jeu, c'est de gagner le plus souvent possible.

- Vous croyez que les lecteurs se rendent compte de ça ?

- Oui et non. Non parce qu'ils ne lisent pas tous les journaux. Mais malgré tout, un journal qui veut être le premier, c'est un journal plus vif, plus réactif et ça, le lecteur le sent. C'est un journal où il se passe des choses. Donc il ne sait pas que *Le Figaro* est arrivé avant *Le Monde* sur telle idée, mais il sent qu'au *Figaro*, il se passe des choses, c'est-à-dire qu'il découvre des trucs dans son journal. Et ça, c'est important. » (Alexis Brézet, directeur délégué de la rédaction du *Figaro*, entretien n°13).

Or ce renversement des normes rédactionnelles s'est opéré en réponse aux transformations de l'espace médiatique, générées par le poids grandissant des médias audiovisuels et l'intrusion des logiques d'audience en leur sein. Si les radios périphériques introduisirent ces impératifs commerciaux dès les années 1950, la rupture la plus profonde s'insinua lors des années 1970. Plus précisément, c'est l'éclatement de l'ORTF en 1974 qui, tout en maintenant les télévisions sous la tutelle de l'État, plaçait les différentes chaînes en concurrence les unes par rapport aux autres. Dès lors, tandis que les rédactions ont progressivement revendiqué leur « professionnalisme » en s'émancipant du contrôle politique, elles ont de plus en plus subi les « lois » de l'audimat qui établit leur poids respectif et fixe la répartition des revenus publicitaires. Les télévisions et les radios ont alors incorporé, en les systématisant, certaines des recettes qui firent le succès de la presse populaire : simplification de la syntaxe, adoption de registres narratifs et sensationnalistes, raccourcissement du format des « sujets », prise en compte du principe de « proximité » dans la hiérarchie de l'actualité, valorisation des paroles anonymes (micro-trottoir) au détriment des porte-parole institutionnels, etc.⁷⁹⁵ Compte tenu de leur spectaculaire audience et de l'absence de réelles distinctions dans le contenu informatif des principales rédactions (TF1, France 2, France 3 pour la télévision ; Europe 1, RTL, France Inter pour la radio), ces médias audiovisuels ont contribué à restreindre l'horizon du pensable au sein des journaux. En effet, il est devenu impossible, pour les dirigeants de la presse nationale, quotidienne notamment, de penser leur contenu rédactionnel sans se référer aux médias audiovisuels et leurs incidences sur les pratiques de lecture du public. On l'a vu, les difficultés commerciales des journaux ont été interprétées comme la conséquence d'engagements partisans trop marqués. Mais elles ont été également lues comme la résultante d'une inadéquation entre le « produit » proposé et les attentes de lecteurs déjà informés par la radio ou la télévision. La concurrence ne concerne

⁷⁹⁵ Sur les contraintes proprement commerciales pesant sur les journalistes de télévision au début des années 1990, voir BALBASTRE Gilles, *Journal d'un JRI ou les sherpas de l'information*, in ACCARDO Alain (dir.),

donc pas seulement les journaux entre eux. Élargie à de nouveaux médias, elle a incité les entreprises de presse à reformuler leur positionnement vis-à-vis de l'audiovisuel.

Bien que les rédactions des télévisions ou des radios s'appuient le plus souvent sur les productions de l'AFP ou de la presse écrite pour construire leurs programmes d'information, il n'en demeure pas moins que les journaux écrits peuvent plus difficilement s'écarter des hiérarchies événementielles promues par les médias audiovisuels. Ce mécanisme entraîne alors soit un « suivisme » strict et prudent⁷⁹⁶, soit l'impératif de faire des « coups » et de les mettre en forme de façon suffisamment spectaculaire pour qu'ils puissent bénéficier de reprises et nourrir le débat public. La première démarche fut notamment celle que définit la direction de *France-Soir* au cours des années 1980. Ce « suivisme » constituait tout autant une réponse à l'enjeu concurrentiel qu'une conséquence de l'appauvrissement des effectifs :

« En 1997, on n'était plus que sept pour *France* et *International*. Et quand je suis arrivé, dix-huit ans avant, on était une vingtaine. (...) En plus, il n'y avait aucune imagination dans le traitement de l'information. On suivait l'AFP. (...) Il avait une formule qui faisait rire tout le monde et, en même temps, elle était assez révélatrice, c'était : "*France-Soir*, c'est zéro info, zéro emmerde." On faisait des papiers qui n'avaient aucun intérêt donc forcément vous n'étiez jamais emmerdé par les lecteurs. (...) C'était une espèce de suivisme de l'actualité. Alors, il y a eu le problème de la télévision aussi. On se taisait entre 20 h et 20 h 30 : "Qu'est-ce que dit TF1 ?" On ne voulait pas décontenancer notre public populaire qui avait regardé Poivre d'Arvor la veille au soir et on voulait retranscrire le lendemain matin ce qu'avait dit Poivre d'Arvor la veille. » (Daniel Bermond, entretien n°59).

La seconde démarche est nécessairement plus occasionnelle, puisqu'il est difficile de construire des « coups » journalistiques chaque jour. Mais elle se voit davantage valorisée dans l'univers journalistique puisqu'elle témoigne du « sens de l'info » des rédacteurs et de leurs hiérarchies. Toujours est-il qu'à moins de disposer d'une réelle exclusivité, les arbitrages rédactionnels tendent désormais à favoriser l'actualité privilégiée par les autres médias, même au sein du *Monde* :

« Hier, il était prévu au départ qu'on fasse l'ouverture pleine page sur Lutte ouvrière parce que son dirigeant historique fait un bouquin et, pour la première fois, sort de l'ombre. Et par ailleurs, il y avait une actualité concurrente : ce qui s'était passé lundi

Journalistes au quotidien. Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques, Bordeaux : le Mascaret, 1995, pp. 63-187.

⁷⁹⁶ Par exemple, à rebours des analyses qui insinuent que les logiques concurrentielles ont renforcé la « course aux scoops », ce journaliste apporte un regard nuancé puisqu'il montre que les scoops sont parfois mis en balance avec les informations diffusées à la télévision : « Dans la première partie de ma carrière, quand j'avais une information que j'étais le seul à avoir, c'était considéré comme un scoop. Et le scoop, il bénéficiait d'une prime : "C'est bien. Tu as fait ton boulot. Tu es le seul à sortir une information." Aujourd'hui, on avait tendance à me dire : "Tu es sûr que tu es le seul à l'avoir." "Oui." "Bon, on va la garder pour demain parce que la télévision vient d'ouvrir sur tel sujet donc il faut qu'on suive la télévision." » (Patrice-Henri Désaubliaux, journaliste politique au *Figaro* entre 1969 et 2001, entretien n°12).

devant le Conseil économique et social sur les retraites. C'était une actu plus prévisible, en gros. On était parti sur le fait que nous, on faisait notre propre actu et qu'on décidait de faire l'événement sur ce mec de LO qui tout d'un coup sortait de l'ombre. Et puis la rédaction en chef, quand elle a vu que sur toutes les radios et que sur le fil AFP tombaient 2500 dépêches sur les retraites, elle a décidé lundi à 17 heures d'inverser la donne. Évidemment, il n'y avait ni dépêches, ni télés, ni radios sur Hardy, puisque c'était un truc à nous. Et donc, il y a eu un débat un peu vif. Et puis finalement, ils ont décidé de couper la poire en deux, c'est-à-dire de faire une page sur les retraites puis de donner la relance au truc sur LO. Le réflexe de la rédaction en chef, ça a été de dire : "Il y a plein de dépêches, tout le monde ne parle que des retraites, il faut absolument qu'on fasse une ouverture sur les retraites demain." C'est compliqué. On est tributaire de ça aussi. Il devient de plus en plus difficile d'imposer ses propres choix d'actu. En fait, la presse est devenue très moutonnaire. C'est que tout le monde se surveille et finit par faire la même chose. » (Caroline Monnot, entretien n°39).

Au-delà de cette distinction sommaire entre politique de « suivisme » et politique de « coups », l'effet de la concurrence de l'audiovisuel est plus globalement de contraindre les journaux à mieux formuler leur hiérarchie de l'actualité, à sélectionner et grandir ce qui constitue l'événement du jour. Cette pratique, qui caractérisait déjà la presse populaire à travers le jeu des « manchettes » et des titres spectaculaires, s'est ainsi renforcée et fut adoptée par la presse « de référence ». C'est *Libération* qui, le premier, consacra sa Une à une actualité unique, ensuite étayée au sein de pages *Événement*. Une telle formule fut, par la suite, accaparée par *France-Soir*, *L'Humanité* et *Le Parisien*. Si les Unes du *Monde* et du *Figaro* demeurent ponctuées d'une pluralité de titres, elles ont été toutefois orientées vers un principe de « manchette » unique dont le style tranche avec la sobriété des titres d'antan. De la même manière, l'événement du jour doit être mieux affiché au sein de chacun des services : c'est un tel principe qui justifia les pages d'« ouverture » dans chaque séquence du *Monde*.

Face aux radios et aux télévisions, les quotidiens ont surtout été contraints de s'interroger sur leur « valeur ajoutée ». On l'a vu, cet impératif de distinction a participé à l'abandon des formes les plus caractéristiques du journalisme d'*enregistrement* et favorisé l'intérêt pour les coulisses ainsi que pour les registres de décryptage des stratégies politiques. De la même manière, les quotidiens ont introduit certaines rubriques et certains savoir-faire jusqu'ici monopolisés par les magazines. L'un des arguments d'achat est alors de signifier son « recul » vis-à-vis de l'actualité la plus chaude et la plus chargée en émotions. Il s'agit également, pour les quotidiens, de ne pas être victime des conjonctures moins riches en événements et donc en lecteurs. À travers ces « attractions » qui ne sont pas strictement adossées à l'actualité immédiate, l'enjeu est alors de reconquérir un public jugé de moins en moins fidèle. Mais cette adoption de savoir-faire propres aux magazines a eu pour effet de contraindre les hebdomadaires à eux-mêmes s'interroger sur leur « valeur ajoutée » :

« La télévision a tellement écrasé l'information ! Il faut savoir qu'un hebdo, c'est particulier, parce que vous passez derrière tout le monde. Et derrière des gens qui font de plus en plus ce que les hebdomadaires faisaient avant. Parce qu'aujourd'hui, les journaux quotidiens font de plus en plus de magazine. Il y a un effet de domino. La couverture immédiate, elle est faite par la télévision, et éventuellement les radios. Et le magazine autour, c'est fait par les quotidiens. Donc nous, qu'est-ce qu'on fait ? (...) Par exemple, Bayrou, on le traite avant son congrès. Donc on essaie d'apporter des clés aux gens avant. Et on n'y revient pas après. Par exemple, cette semaine, il n'y a pas une ligne qui concerne le congrès de l'UDF, alors qu'on avait fait deux pages la semaine précédente. (...) Moi, j'ai vécu le changement. L'aspect compte-rendu a complètement disparu dans un journal comme le nôtre. Le compte-rendu léché d'un événement, c'est très rare qu'on le fasse. » (Catherine Pégard, chef du service *Politique* du *Point*, entretien n°37).

La conséquence la plus évidente d'une telle reformulation des exigences rédactionnelles s'identifie dans l'impératif d'anticipation qu'imposent désormais les directions sur les services. Par exemple, un discours important pourra être synthétisé et analysé avant même qu'il n'ait été prononcé publiquement : pour cela, il suffit au journaliste de se procurer le document, en amont, auprès des services de presse. Les rédacteurs sont alors confrontés à deux dangers : le « bidonnage » (assez rare en politique) et une dépendance accrue à l'égard des pratiques de communication des acteurs politiques⁷⁹⁷. En effet, en jouant de ces nouvelles exigences rédactionnelles, les hommes politiques peuvent favoriser leur médiatisation en permettant au journaliste de réaliser un « coup », une « exclu ». Malgré ces dangers, susceptible de nuire à la crédibilité du journaliste et de sa rédaction, le service *Politique* du *Monde* est désormais régi par cette consigne :

« - Dans le cahier des charges de la nouvelle formule, on avait aussi un souci d'anticiper autant que possible sur ce qui va être l'événement du lendemain. S'il y a un gros débat parlementaire mercredi après-midi, on essaie de ne pas attendre le jeudi après-midi à Paris et le vendredi matin en province pour en rendre compte. Alors ça, c'est pour des raisons de fraîcheur du journal et pour des raisons commerciales. L'anticipation, c'est d'être aussi près que possible de l'actu. Une annonce en Conseil des ministres le mercredi matin, ça va faire France-Info toute la journée, les JT de 13 heures et de 20 heures, les ouvertures de séquence *Politique* du *Figaro* ou de *Libé* le lendemain matin. Et nous si on arrive le lendemain après-midi et l'après-demain matin en province, on a l'air d'être totalement à la ramasse. Donc il faut essayer d'offrir au lecteur les choses le plus près possible du moment où, par ailleurs, ils vont être bombardés.

- C'est un risque aussi ?

- C'est un risque quand même très mesuré parce que ça suppose d'avoir des relations. Mais la plupart des acteurs publics ont compris ce fonctionnement et préfèrent que ce soit traité dans *Le Monde* le jour même en grand. Parce que la logique ensuite, c'est qu'un truc annoncé un matin en Conseil des ministres soit chassé le lendemain matin, pendant les derniers arbitrages dans le service, parce qu'il se sera passé tout à fait autre chose d'important dans l'actu. Parfois, le risque est celui de ne pas être complet parce que les intéressés se gardent sous le coude une mesure "symbole" pour mieux la mettre en scène. Mais c'est un risque mesuré par rapport à celui d'arriver après la bataille et d'être

⁷⁹⁷ Ce dernier point m'a été suggéré par Jean-Baptiste Legavre. Je l'en remercie.

défraîchi, fané et de donner le sentiment au lecteur qu'on est à la traîne de l'actu. C'est un vrai souci, économique et commercial qui, moi, me paraît totalement légitime. Un journal, c'est fait pour être vendu et, si possible, tous les jours. C'est un produit nouveau tous les jours. » (Gérard Courtois, entretien n°53).

§ 3. DES ENJEUX DE CREDIBILITE

Bien que les pages *Politique* aient fortement évolué sous l'effet des logiques commerciales, un certain nombre d'éléments tendent à relativiser le poids de ces facteurs économiques. Par exemple, les comptes-rendus de séance ont perduré dans différents journaux alors qu'il était établi depuis longtemps qu'une telle pratique ennuyait ou, du moins, ne suscitait pas l'adhésion du « grand public ». De la même manière, la plupart des rédacteurs interviewés concèdent que les lectures « politiciennes », c'est-à-dire centrées sur les luttes de pouvoir au sein du champ politique, ne recueillent pas nécessairement l'enthousiasme des lecteurs et contribuent aux maigres résultats des pages *Politique* dans les « vus-lus ». Et pourtant un tel cadrage de l'actualité politique se maintient dans la plupart des rédactions depuis plusieurs décennies. Au-delà de la reproduction de routines rédactionnelles, il faut dès lors identifier certains facteurs de « résistance » à l'intrusion des enjeux proprement commerciaux dans ces pages jugées « stratégiques » pour de nombreux journaux.

D'une part, il faut penser la pluralité des publics auxquels s'adressent les rédacteurs. A travers leurs articles, ceux-ci n'écrivent pas seulement pour ces lecteurs anonymes dont ils ne connaissent que superficiellement les attentes réelles. En revanche, les journalistes savent qu'ils seront lus par leur direction, par leurs confrères et, surtout, par leurs sources. Si de nombreux rédacteurs estiment que l'un des principaux dangers du métier est de chercher à être bien vu de ses sources, ils reconnaissent tous que cette tentation est grande, d'autant que leurs interlocuteurs, quotidiennement fréquentés, demeurent le plus souvent sourcilieux et n'hésitent pas à relayer leurs plaintes auprès des hiérarchies rédactionnelles. Pour les entreprises de presse, il s'agit donc plus généralement de ne pas heurter la sensibilité de décideurs susceptibles de peser sur leurs politiques industrielles.

D'autre part, dans les stratégies rédactionnelles de la plupart des journaux, les pages *Politique* sont censées viser un public plus « haut de gamme », susceptible de drainer des revenus publicitaires plus importants. Le maintien d'une pagination confortable, assortie d'un traitement considéré comme « sérieux », participe d'une recherche de *crédibilité*. Soulignée par de nombreux rédacteurs, cette ambition vient relativiser le poids des impératifs de

vulgarisation qu'imposent certaines contraintes commerciales. Dès lors, il faut montrer que les logiques marchandes n'induisent pas de stratégie homogène dans l'ensemble des journaux mais qu'elles se déclinent différemment selon les services et leurs lecteurs escomptés.

A. Séduire la « clientèle » politique

La dimension « stratégique » des pages *Politique* a longtemps résidé dans la spécificité de l'univers social couvert. Pour les entreprises de presse, ces pages sont « stratégiques » car elles s'inscrivent dans des traditions légitimatrices et car elles traitent d'acteurs supposés puissants, avides de médiatisation, dont il faut souvent ménager les susceptibilités. Pour les rédacteurs, s'ils doivent satisfaire aux règles formelles du journalisme contemporain (lisibilité, spectacularité, brièveté, etc.), la tentation est cependant forte d'écrire *pour* des sources quotidiennement fréquentées. Selon les journaux et leur position dans l'espace médiatique, le type de relations entretenues avec le personnel politique a souvent constitué un facteur de résistance à l'intrusion des logiques commerciales sur les services *Politique*.

1. Témoigner de son « sérieux ». Tandis que la plupart des quotidiens abandonnèrent, dès les années 1960 ou 1970, leurs comptes-rendus de séance, *Le Monde* perpétua cette tradition jusqu'à l'orée des années 1990. Certes, leur volume fut considérablement amoindri et leur style subit une profonde évolution. Néanmoins, bien que jugé anachronique par un nombre croissant de rédacteurs, ce journalisme d'enregistrement fut longtemps maintenu, alors même que les ventes déclinaient et que le journal se transformait. Garante de l'identité du *Monde* et de ses rédacteurs, une telle rubrique permettait de se poser en « Journal officiel de la classe politique » (entretiens n°6, 35, 38, 53). Outre les enjeux civiques d'une telle restitution du travail parlementaire, ces comptes-rendus représentaient, pour la direction du *Monde*, une façon d'afficher sa crédibilité à l'égard des élites dirigeantes. C'est pourquoi, malgré les réticences des plus jeunes rédacteurs, la rubrique existait toujours sur le mode de l'évidence dans les années 1970 et 1980. Si son format put être remis en cause, sa présence même ne se discutait pas (entretiens n°33 et 35). Car parmi les fractions du public les plus attachées à ces comptes-rendus, le personnel politique pouvait formuler quotidiennement leurs appréciations ou leurs critiques. Aussi l'abandon progressif de ce travail suscita-t-il de sévères réserves de la part des élus :

- « Les députés ont râlé, parce qu'on ne cessait de réduire la part des comptes-rendus parlementaires. » (Thierry Pfister, entretien n°21)

- « Alors évidemment les sénateurs quand ils ont vu que *Le Monde* n'avait plus de permanent, pestaient, râlaient, etc. » (Anne Chaussebourg, entretien n°53).

Bien évidemment, ces « résistances » du personnel parlementaire ne sont pas parvenues à empêcher la disparition de cette rubrique, autrefois quotidienne. Néanmoins, cette reconnaissance de la prééminence du *Monde* dans la vie publique contribue à entretenir certaines représentations du rôle que doivent investir ses rédacteurs. Les gains symboliques engendrés par l'appartenance au service *Politique* du *Monde* supposent alors, à rebours des impératifs commerciaux, de maintenir la perspective d'un suivi, non plus exhaustif, mais toujours « rigoureux » et « sobre », de l'actualité institutionnelle.

De la même manière, l'une des ambitions des responsables du service *Politique* que met en place *Libération* en 1981 fut de permettre de gagner une certaine respectabilité vis-à-vis des élites sociales en général et des élites politiques en particulier. Outre la perspective de conquérir un plus large lectorat que le simple public de militants, l'adoption d'une couverture plus régulière des institutions politiques a revêtu un véritable enjeu de crédibilité, permettant aux journalistes de *Libération* de se poser en concurrents sérieux des « institutions » ou des « références » que représentaient *Le Monde* ou *Le Figaro* :

« *Libé*, c'est un journal qui se veut leader d'opinion et donc on se doit d'être présent sur un certain nombre de sujets ou de suivis d'institutions pour tenir une espèce de place. Même si on sait que ce ne sont pas forcément les papiers qui vont être les plus lus. Mais c'est incontournable pour être un journal d'opinion, généraliste, avec une bonne cote, etc. (...) Ça tient à la stratégie de July. Il a voulu, à un moment donné, crédibiliser le journal pour qu'il soit, au même titre que *Le Monde*, un journal de référence. C'est toute la problématique du journal : c'est d'être à la fois un journal de référence mais en même temps de garder un ton qui est à part. » (Vanessa Schneider, entretien n°10).

2. Attester de sa « fidélité ». Ensuite, face aux enjeux marchands qui poussent sinon à une « neutralisation » du moins à une distanciation des rédacteurs vis-à-vis de la lutte politique, certaines logiques favorisent toujours un relatif engagement des journalistes au cœur de la compétition partisane. Bien sûr, la mise en forme de tels engagements doit s'inscrire dans des registres lisibles et qui ne remettent pas en cause le professionnalisme des rédactions. Ainsi celles-ci vont-elles privilégier l'interview sur la tribune, le portrait sur le compte-rendu de discours, le récit sur le communiqué. Toutefois, si l'on s'appuie sur l'exemple du *Figaro*, la perspective de ne pas heurter un lectorat que l'on estime majoritairement de « droite » ainsi que les intérêts industriels de la Socpresse à entretenir des relations courtoises avec les leaders de la « droite » parlementaire suppose toujours de donner certains gages de sa fidélité, notamment en période électorale. Dans le cas de ce quotidien, la conquête de nouveaux lecteurs a suscité avant tout l'autonomisation des pages *Economie* dans

un cahier spécifique (les pages « saumon » à l'image des grands quotidiens financiers anglo-saxons), la densification des rubriques *Sport*, *Voyages* et *Mode*, l'aération de la maquette, etc. Certes, ces impératifs commerciaux ont également suscité une atténuation des partis pris trop manifestes ou une relégation des chroniques et des éditoriaux au cœur de pages « Débats et opinions » bien délimitées. Mais pour autant ils n'ont pas provoqué de remise en cause totale des élans militants de leurs rédacteurs les plus politisés.

3. *Entretenir son crédit personnel.* Enfin, pour les journalistes, notamment les plus prestigieux d'entre eux, l'enjeu de leurs « papiers » est parfois de prouver, auprès de leurs sources, de sa connaissance aigüe du « milieu » politique. S'établit alors un mécanisme circulaire : plus le journaliste témoigne de son savoir, plus il est susceptible de bénéficier de confidences et ainsi renforcer son crédit personnel. Or ces enjeux purement internes à l'univers journalistique favorisent la rédaction de papiers que les manuels d'écriture qualifieraient d'hermétiques ou qu'un auteur comme Erik Neveu estime « ésotériques »⁷⁹⁸. C'est en tout cas au nom de ces enjeux que Nicolas Domenach, chef du service *Politique* de *Marianne* justifie sa rubrique hebdomadaire, « Le dessous des cartes » :

« Pour moi, la rubrique “Le dessous des cartes” a plusieurs finalités. La première, c'est de donner davantage de crédit au journal parce qu'on a ce problème de déficit de crédit par rapport aux décideurs. L'objectif est que le lecteur puisse se dire : “Là, je vais apprendre quelque chose qu'il n'y a pas ailleurs et qui me fera rigoler.” Mais il y a d'autres niveaux de lecture. Il y a son cercle de légitimité professionnelle qui va des autres journalistes à vos interlocuteurs. Et cette rubrique-là est très importante pour eux parce qu'ils s'y retrouvent. C'est un baromètre de votre crédit : si vous êtes lu, pas lu, et le nombre d'infos que vous pouvez ensuite tirer pour les autres papiers. Tactiquement, c'est important pour moi. » (Nicolas Domenach, entretien n°6).

B. Attirer un public « haut de gamme »

Les pages *Politique* revêtent une dimension « stratégique » dans les journaux, non seulement parce qu'elles sont en jeu dans les relations entretenues avec le personnel politique, mais également parce qu'elles sont supposées toucher un public spécifique, composé de lecteurs plus politisés, dotés d'un pouvoir d'achat plus élevé, donc susceptibles d'attirer davantage de ressources publicitaires. C'est le cas notamment au *Point* dont les enquêtes de lectorat ou les résultats de ventes signalent l'intérêt de son public pour la politique :

⁷⁹⁸ NEVEU Erik, « Pages “Politique” », *Mots*, n°37, 1993, p. 24.

« Au *Point*, il y a une chose bizarre, c'est que le lecteur aime la politique. Et ça se voit dans toutes les études de lectorat. Quand on fait des couvertures politiques, il n'y a jamais de bide. Alors que si vous faites la sexologie ici, c'est un bide retentissant. (...) Je pense qu'on a un lectorat assez haut de gamme, donc assez intéressé. Hélas, il est un peu vieillissant. (...) Et comme on a un fort taux d'abonnés fidèles, je pense que tous ces gens ont acheté *Le Point* sur la politique et qu'ils ont le sentiment aussi qu'on leur donne un éclairage honnête sur la politique. » (Catherine Pégard, entretien n°37).

Aussi les stratégies commerciales ne sont-elles pas monocolorées. Dans le cas de *L'Express*, dirigé depuis 1997 par Denis Jeambar, l'ambition est évidemment de garantir de bons résultats à chaque numéro. Mais il s'agit également de se projeter sur le long terme : privilégier l'abonnement sur les ventes en kiosque, perpétuer la tradition d'un hebdomadaire politique de qualité pour renforcer l'« image » du journal. C'est pourquoi le service *Politique*, conscient de la faible attractivité de ses sujets, arrive à imposer certaines Unes et bénéficie toujours d'une pagination confortable⁷⁹⁹ :

« - Le choix de la facilité, je ne veux pas dire qu'on ne le fait jamais. Bien sûr, c'est un critère qui compte. Mais on ne veut pas s'interdire parfois de faire des *covers* dont on sait qu'elles ne sont pas très bonnes en termes de ventes.

- C'est davantage une politique de long terme...

- Oui, une politique d'image. *L'Express* est sensé être un titre un peu historique. (...) Les Unes politiques sont généralement risquées. (...) Néanmoins il arrive qu'on en fasse. Je mentirais si je vous disais qu'on en fait beaucoup. Mais il y a le pari du long terme. » (Eric Mandonnet, entretien n°9).

De la même manière, les stratégies commerciales visant à réformer le « produit » journalistique n'ont pas nécessairement impliqué déclin et « trivialisation » de la couverture de la compétition politique. Au contraire, certains journaux populaires ont densifié leurs pages *Politique* et promu un traitement plus « sérieux », en vue de conquérir un lectorat de « cadres » qui leur faisait autrefois défaut. Ce fut notamment le cas, par réformes successives, dans *Le Parisien* des années 1980 et 1990. Constatant la raréfaction des lecteurs populaires et soucieuse d'abandonner l'image d'un « journal de concierge », la direction a alors renforcé un service *Politique* jusqu'ici moribond, et recruté des journalistes issus de rédactions plus prestigieuses (Bernard Michal de *L'Aurore*, Fabien Roland-Lévy et Jean-Michel Apathie de *Libération*, Dominique de Montvalon et Bernard Mazières de *L'Express*, Bruno Seznec du *Figaro*, Ludovic Vigogne du *Point*, etc.). Tout en admettant devoir adapter leur travail à la

⁷⁹⁹ De la même manière, à rebours d'une tendance observable depuis le milieu des années 1960 au sein des newsmagazines, cette nouvelle équipe dirigeante a-t-elle mis un terme au raccourcissement du format des papiers à travers des dossiers et des articles plus étoffés, censés distinguer le journal de ses concurrents : « *L'Express* a fait le pari du texte. Il y a de très longs papiers dans *L'Express*, (...) alors que la tendance, c'était le contraire. Avant, on vous expliquait qu'il faut faire court parce que les gens décrochent. Donc là, c'était vraiment le pari

contrainte du « grand public », ce qui suppose une écriture « plus vivante », « moins théorique », ces différents rédacteurs ont eu successivement le sentiment de « faire évoluer les choses » et de rendre leur journal plus « respectable ». Tandis que le titre était cité dans les revues de presse radiophoniques et ses informations reprises par les autres journaux nationaux, les hommes politiques acceptèrent plus fréquemment d'être interviewés et, parfois, de réserver la primeur de leurs déclarations. Cela put positionner *Le Parisien* comme un rival « crédible » du trio *Le Monde – Le Figaro – Libération* (cf. Bernard Michal, entretien n°28 ; Fabien Roland-Lévy, entretien n°38 ; Bernard Mazières, entretien n°40).

C'est un même processus qu'a cherché à mettre en place Jean-Luc Mano lorsqu'il fut nommé à la direction de la rédaction de *France-Soir* en 1999. Face au dramatique déclin des ventes que les réformes mises en place au cours des années 1980 et 1990 n'ont pas su juguler, il fit un calcul inverse à celui de ses prédécesseurs, en abandonnant la perspective de reconquérir l'ancien lectorat « populaire » par l'emprunt des stratégies éditoriales des tabloïds anglais. Conscient que ceux-ci avaient définitivement fui la lecture des quotidiens nationaux, l'ambition était de cibler une clientèle plus diversifiée, constituée de davantage de lecteurs « haut de gamme », à l'image des journaux concurrents (Jean-Pierre Bédéi, entretien n°48). L'équipe du service *Politique* fut totalement renouvelée, les pages *Politique* furent clairement dissociées des pages *International* et *Economie* et la direction exigea un style plus sobre et moins impliqué dans les luttes partisans :

« - Je pense qu'on avait restauré l'image de *France-Soir* en terme de crédibilité. C'est-à-dire que ça ne gênait plus [les hommes politiques] de faire une interview dans *France-Soir* parce qu'ils trouvaient que c'était un journal qui, qualitativement, s'était amélioré.

- C'est pourtant un journal qui est lu par un lectorat populaire, ça devait les intéresser ?

- Oui, mais ce qui les gênait, c'était la manière dont était traitée l'actualité, notamment la politique. Ça les emmerdait de passer à côté de la "Miss Boom-Boom", c'était la nana qui était nue ! [En réalité, elle disparaît en 1989] Alors nous, on a viré ça et on en a fait un journal classique. » (Jean-Pierre Bédéi, chef du service *Politique* de *France-Soir* entre 1999 et 2001, entretien n°48)

Néanmoins, cette réforme éditoriale n'a pas ralenti le déclin du lectorat : elle l'a, au contraire, accéléré. Car non seulement il est délicat de conquérir de nouveaux lecteurs, mais surtout un changement aussi brutal a fait fuir le public qui demeurait fidèle aux spécificités de ce quotidien : importance des pages *Sports* et *Tiercé*, supplément télé le week-end, engagement explicite pour les acteurs et les idées de la « droite » parlementaire :

opposé. Si on donne des trucs à lire, si possible de qualité, c'est-à-dire du travail, de l'enquête, de l'écriture soignée, eh bien les gens aspireront à les lire. » (Eric Mandonnet, entretien n°9)

« Certains lecteurs ont reproché à *France-Soir* d'être passé à gauche. Ils ne s'y retrouvaient pas. Par exemple, à la suite de reportages sur Pasqua, des lecteurs nous disaient : "Mais qu'est-ce que c'est ? Maintenant, *France-Soir* est à gauche ?" Ce n'était pas le cas non plus. (...) On essayait de tenir un équilibre. (...) Mais le lectorat de droite, il ne s'est plus retrouvé dans son journal. Et le lectorat populaire, turfiste, il a trouvé que son journal avait changé trop rapidement de nature, que les courses ont été moins valorisées qu'auparavant, alors que la politique, ça ne l'intéressait pas forcément. Alors le problème de tout ça, c'est qu'effectivement, on perd plus facilement qu'on ne gagne. Donc le solde a été plutôt négatif. (...) On faisait un meilleur journal pour les journalistes mais pas forcément pour notre lectorat. » (Jean-Pierre Bédéi, entretien n°48)

C'est un tel dilemme qu'a rencontré *L'Humanité* depuis le milieu des années 1990. A travers le déclin électoral du PCF et l'effondrement du bloc communiste, c'est la conception même de l'organe de parti qui s'est vue remise en cause. Ce bouleversement s'est opéré non seulement pour des questions de survie économique mais du fait également d'un désaccord croissant d'une partie de la rédaction envers cette absence d'autonomie rédactionnelle. Par étapes successives, les partisans d'une prise de distance entre le Parti et le journal ont su imposer leurs vues, malgré les réticences de l'actionnaire principal qui n'est autre que le Parti communiste. Cette ambition de « normaliser » l'orientation rédactionnelle de *L'Humanité* s'est donc heurtée à de nombreux obstacles : tensions persistantes avec les leaders du PCF qui s'efforçaient toujours de s'appropriier le journal, surtout en période électorale ; permanence d'une forte proportion de militants communistes dans la rédaction bien que, depuis 1999, le recrutement soit du ressort exclusif de la hiérarchie de *L'Humanité*. Mais l'enjeu de ces rapports de force au sein du journal était tout autant économique que politique. Car malgré l'objectif de ne plus s'afficher seulement en porte-parole du Parti communiste, la hiérarchie doit se résoudre au constat que la très large majorité des lecteurs demeurent membres du PCF. Par conséquent, au-delà de cette question de l'actionnariat, l'interdépendance entre *L'Humanité* et le PCF tient à cet impératif partagé par ces deux institutions : survivre. Or, aux yeux de leurs responsables respectifs, cette survie ne peut passer que par un soutien mutuel. Tandis que *L'Humanité* ne peut totalement s'affranchir d'un engagement ferme aux côtés du PCF, sous peine de voir ses lecteurs les plus fidèles disparaître, le Parti ne peut se permettre d'abandonner cet instrument de propagande qui demeure, à ses yeux, l'un de ses derniers moyens de peser sur les rapports de forces intellectuels et politiques. Cette contradiction à laquelle fait face la direction de *L'Humanité* est bien explicitée par Maurice Ulrich, chef du service *Politique* en 2000 :

« - Ma position personnelle est la suivante. Nous avons à traiter de l'ensemble du champ politique dans ses contradictions mais en faisant émerger les propositions communistes. Mais on a beaucoup de mal à le faire en campagne électorale, parce qu'il y a des fébrilités, des tensions, des crispations incroyables de la direction du PC. C'est pour ça

que le problème du lien avec le parti reste compliqué parce que, autant théoriquement *L'Humanité* n'est plus le journal du Parti communiste, autant si tout d'un coup on met une photo de [Robert] Hue et qu'à la page d'à-côté on met une photo de [Jean-Pierre] Chevènement aussi grande, il y en a qui vont penser, et qui vont le faire savoir, qu'on est en train de faire la campagne de Chevènement. Donc il y a des paranoïas.

- Mais il reste quoi comme moyen de pression au parti ?

- Il reste qu'aujourd'hui, le journal est à 50 000 exemplaires et qu'il a absolument besoin du parti [*Rires*]. Dans les trois dernières années, il y a eu une période où les lecteurs du Parti ont eu le sentiment que le journal se distanciant beaucoup. Ça s'est traduit par une chute des ventes. Donc on a redressé. On n'a pas renforcé le lien avec le Parti communiste mais on a redonné le sentiment d'une identité communiste plus forte. Mais ça devient compliqué en campagne électorale parce qu'il y en a qui attendent qu'on mène campagne. Il y en a qui voudraient qu'on mette tous les jours des discours de Robert Hue.

- Oui, mais si les gens qui lisent *L'Huma* sont déjà convertis... ?

- Vous avez raison. Donc on ne le fait pas. Patrick Le Hyarick [*directeur du journal*] est amené à dire au staff de Hue que le jour où on fait la Une sur la jeune nigériane qui était condamnée à être lapidée pour avoir eu un enfant, ça sert tout autant l'identité communiste, c'est-à-dire une identité de gens qui s'insurgent contre les injustices, de gens qui sont dans le sens du progrès. (...) Et par exemple, quand il y a un congrès du PC, je suis contre qu'on fasse la Une dessus. J'estime que l'ouverture d'un congrès du Parti communiste n'est pas l'événement majeur d'une journée. Même si je suis dans un journal communiste, je veux qu'il soit un journal normal. Mais quand on fait la Une sur l'ouverture du congrès, on va avoir une augmentation sensible des ventes. Si *L'Humanité* était à 200 000 exemplaires et dans une situation financière saine, ce n'est pas qu'on pourrait prendre plus de distance avec le Parti communiste, la question ne se pose pas forcément comme ça. Mais notre traitement d'une campagne électorale s'imposerait, ne serait pas discuté. Et il se justifierait parce qu'on sait bien que 300 000 lecteurs attendent autre chose qu'un tract. Alors que là, l'articulation entre la nécessité de survie du journal et la bataille du PC, y compris d'ailleurs pour sa survie, pose la question dans des termes extrêmement biaisés, presque raides quand même. » (Maurice Ulrich, entretien n°18).

Dans le cas de *L'Humanité* des années 1990, ce sont donc bel et bien les contraintes économiques qui viennent freiner les objectifs de « modernisation » et de « professionnalisme » portés par certains des plus jeunes rédacteurs.

Le renforcement des contraintes commerciales ne peut, dès lors, être envisagé comme un facteur mécanique qui s'immiscerait de façon homogène dans toutes les rédactions. D'une part, il faut tenir compte des traditions rédactionnelles qui façonnent en partie l'identité des journalistes et qui sont revendiquées lors des conflits autour de l'orientation rédactionnelle. D'autre part, les logiques économiques ne s'imposent, *initialement*, que comme des arguments mobilisés dans le cadre des luttes de pouvoir et justifiés par les difficultés que rencontrent les journaux. Certes, dans le cas où les managers disposent d'une autorité suffisante, ces réorientations ne sont pas discutées et finissent par être incorporées par les journalistes. Mais ces logiques commerciales ne peuvent suffire à expliquer les

métamorphoses des pages *Politique*. Car si l'abandon des formes les plus caractéristiques du journalisme de combat ou du journalisme d'enregistrement a pu être légitimé au motif qu'elles repousseraient les lecteurs, aucun rédacteur ne nous a confirmé avec certitude que le cadrage stratégique ou les traitements les plus personnalisés de l'actualité politique recueillaient l'adhésion du public. En revanche, ces rhétoriques permettent aux rédacteurs de témoigner de leur compétence auprès de ces lecteurs particuliers que sont les sources et les confrères. Et si l'on abandonne ce terrain des normes pour investir celui des conditions de travail, on peut plus facilement comprendre pourquoi de telles lectures du jeu politique se sont imposées dans la plupart des quotidiens et des hebdomadaires nationaux.

Section 2. Economie du travail journalistique et routines professionnelles

Un regard sur les frontières au sein des rédactions permet souvent de bien comprendre la production journalistique. Comme le souligne depuis longtemps la sociologie des professions⁸⁰⁰, c'est au travers des luttes entre groupes professionnels que se structurent les identités et les rôles. Ceci se vérifie au regard de l'histoire du journalisme : la mise en place de signes distinctifs tels la carte de presse, l'édification de chartes déontologiques, la production de manuels codifiant les savoir-faire du métier, l'élaboration d'un discours de légitimation renvoient à l'ambition de se démarquer des « amateurs » et de réévaluer le prestige d'une activité trop souvent discréditée⁸⁰¹. Mais ce constat s'observe également à la lumière de la division du travail entre les différents « segments » journalistiques. Certes, dans les rédactions suffisamment denses pour mettre en place une véritable organisation, le journalisme politique a depuis longtemps constitué un espace clairement délimité. Mais au cours des années 1970-80, les services *Politique* ont dû faire face à la structuration de spécialités rivales. S'ils n'ont évidemment pas émergé *ex nihilo*, les services *Société* tout d'abord, les cellules *Investigation* ensuite ont livré, à côté des pages *Politique*, des manières différentes de parler de politique. Il est donc crucial d'observer ce qui se joue entre ces différents espaces journalistiques.

⁸⁰⁰ Cf. DUBAR Claude, TRIPER Pierre, *Sociologie des professions*, Paris : Armand Colin, 1998, pp. 93-111.

⁸⁰¹ Sur cette construction historique des frontières du journalisme, voir RUELLAN Denis, *Les « Pro » du journalisme. De l'état au statut, la construction d'un espace professionnel*, Rennes : PUR, 1997.

Cela permet, par exemple, d'identifier les réactions, défensives ou offensives, des services *Politique* face à ces nouveaux concurrents. Cette confrontation a notamment incité les rédacteurs politiques à incorporer de nouveaux savoir-faire ou à étendre les frontières de leurs services. Mais l'intérêt principal est ailleurs. En effet, évoquer l'émergence de ces spécialités incite surtout, par la comparaison, à saisir les spécificités du journalisme politique tel qu'il s'est structuré en France. En somme, pour comprendre l'écriture des pages *Politique*, il faut prendre en compte les contraintes *pratiques* propres à un journalisme qui entend couvrir le « pouvoir » politique : contraintes liées aux relations nouées avec ses sources, contraintes d'accès à l'information, contraintes temporelles de production, etc.⁸⁰² Il s'agit donc de montrer que malgré les transformations identifiées dans le contenu des pages *Politique*, celles-ci demeurent conditionnées par des logiques spécifiques : intérêt quasi-exclusif pour la parole du personnel politique, attrait pour les jeux de pouvoir plus que pour les enjeux idéologiques ou sociétaux.

Il faut donc se déprendre d'une lecture trop « théorique » ou idéaliste du travail journalistique. Pour garantir une production régulière, ce travail repose sur un certain nombre de routines dans la collecte de l'information et dans l'écriture. De la même manière, s'il convient d'abandonner, en partie, la dimension diachronique qui anime cette recherche, il faut également élaguer les différences entre journaux pour saisir les logiques propres à ce « sous-champ spécialisé »⁸⁰³. On analysera donc le journalisme politique sous un angle d'économie du travail et ce, à deux niveaux. Tout d'abord, pour des rédacteurs soucieux de maximiser leur capital personnel en terme de prestige et de carrière, il leur faut d'investir des modes de traitement peu coûteux et permettant d'escompter différentes gratifications. Or la proximité affichée avec les principaux responsables politiques constitue un moyen de disposer d'informations précieuses et d'acquérir un statut valorisé dans les rédactions. Ensuite, pour des entreprises aux effectifs et aux ressources financières limités, l'enjeu est organisationnel. Il s'agit de mettre en place une organisation censée satisfaire aux contraintes pratiques de production, à savoir accéder aux sources les plus disponibles pour recueillir des informations saillantes. Ainsi, au tournant des années 1960 et 1970, la mise en place d'un rubricage

⁸⁰² Rappelons, avec Jacques Le Bohec, que l'urgence, en partie déterminée par le « rythme de l'actualité » ou par les « contraintes techniques », renvoie surtout aux enjeux économiques des entreprises de presse. D'une part, l'idée selon laquelle le rôle naturel du journaliste est de « courir » derrière l'actualité est une construction historique qui résulte de la concurrence entre médias. D'autre part, « cette contrainte de l'urgence masque celle des arbitrages budgétaires classiques au sein des entreprises de presse qui consiste à limiter les effectifs au maximum » (LE BOHEC Jacques, *Les Mythes professionnels du journalisme*, op. cit., pp. 317-324).

⁸⁰³ MARCHETTI Dominique, « Les sous-champs spécialisés du journalisme », art. cité.

« partisan » constitua une réponse adéquate à cette exigence. Mais elle eut pour effet d'amener les journalistes à principalement *voir* les luttes internes aux organisations politiques.

§ 1. LES LOGIQUES D'UN PRESTIGE REDACTIONNEL

Le journalisme politique semble avoir perdu une bonne part de son crédit dans l'univers journalistique. Soumis à d'intenses critiques quant à leur « conformisme » ou à leur « connivence » avec des élites politiques elles-mêmes discréditées⁸⁰⁴, les journalistes politiques ne constitueraient plus cette « noblesse » longtemps mise en avant. Mais si ce prestige semble atténué, le journalisme politique demeure une spécialité professionnelle dominante qui fonde son autorité dans la profession par la fréquentation des plus hauts dirigeants politiques. L'objectif est alors de comprendre les rôles endossés par les rédacteurs politiques à la lumière de cette position spécifique occupée dans la plupart des rédactions. Car c'est bien de leur proximité avec le « pouvoir » politique (passé, présent ou à venir) que les journalistes politiques tirent leur crédit ainsi que de nombreuses gratifications personnelles et professionnelles. Les services *Politique* se sont ainsi longtemps structurés en homologie avec les hiérarchies du champ politique : les journalistes les plus prestigieux sont ceux qui peuvent se poser en interlocuteurs des principaux dirigeants. Or l'entretien de ces relations, justifiées par l'acquisition de confidences de première main, suppose un certain nombre de compromis quant aux informations pouvant être divulguées et quant aux rhétoriques mobilisables. Cette restriction dans l'espace des possibles rédactionnels peut être d'autant mieux mise en évidence qu'émerge, au cœur des années 1970-80, une spécialité rivale, l'*Investigation* qui fonde sa légitimité sur un statut de « contre-pouvoir » et de prescripteur des bonnes mœurs politiques.

⁸⁰⁴ Témoigne de cette remise en cause la publication d'un certain nombre d'ouvrages censés dénoncer les travers du journalisme politique (par exemple, CARTON Daniel, « *Bien entendu, c'est off...* » *Ce que les journalistes politiques ne vous racontent jamais*, Paris : Albin Michel, 2003). Mais au-delà de cette spécialité journalistique dominante, c'est l'élite journalistique elle-même qui est visée par des critiques qui contribuent paradoxalement à renforcer la croyance dans le « pouvoir » du journalisme (cf. HALIMI Serge, *Les Nouveaux Chiens de garde*, Paris : Raisons d'agir, 1997 ; BOURDIEU Pierre, *Sur la Télévision, op. cit.*). Le conformisme des rédacteurs est ainsi particulièrement mis à l'index, à travers le slogan d'une « pensée unique » qui affecterait les rédactions, accusées pêle-mêle d'être néo-libérales (cf. BRUNE François, *Les Médias pensent comme moi !*, Paris, L'Harmattan, 1993), sociales-démocrates ou « Droits-de-l'hommes » (cf. CHARDON Jean-Marc et LENSEL Denis [dir.], *La Pensée unique. Le vrai procès*, Paris : Economica, 1998). De tels diagnostics sont entretenus par la publication annuelle du sondage sur la « crédibilité des médias », montrant l'adhésion à l'idée d'une « dépendance » des journalistes à l'égard des « pouvoirs » (cf. par exemple, *Télérama*, 20/01/1993). On peut bien évidemment se demander si ce n'est pas la création de l'indicateur qui produit la croyance d'une perte de crédit des médias. Néanmoins, en ce qui concerne le journalisme politique *stricto sensu*, son discrédit semble confirmé par les entretiens que nous avons menés avec différents étudiants en école de journalisme : pour la plupart de ces apprentis rédacteurs, la noblesse journalistique résiderait désormais dans les pages *Société*.

A. *Les journalistes politiques face aux « chevaliers blancs » de l'investigation*

Les journalistes politiques ont subi de plein fouet la multiplication des « affaires » à mesure que celles-ci touchaient indistinctement « droite » et « gauche », majorité et opposition. Cette judiciarisation de la vie politique a contribué à entretenir une certaine méfiance à l'égard du personnel politique, en enrichissant, par exemple, l'argumentaire belliqueux du Front national. Mais au-delà de cette défiance citoyenne envers leurs principales sources, les services *Politique* se sont également vus remettre en cause leur prééminence. Car si l'émergence et le développement de ces « affaires » ont été favorisés par leur médiatisation, celles-ci ont en retour bouleversé les rapports de forces au sein des rédactions. Certes, les journaux se sont initialement emparés des « scandales » dans le cadre des luttes partisans, en valorisant certaines informations pour discréditer les camps adverses : affaire des « diamants » régulièrement mise à l'agenda dans *Le Monde* des années 1979-80, affaire du « Carrefour du développement » rendue particulièrement saillante dans *Le Figaro* des années 1986-88, etc. Néanmoins, malgré ces forts investissements éditoriaux, le traitement de ces dossiers ne relevait presque jamais des services *Politique* mais était généralement confié aux « faits diversiers » bénéficiant de contacts plus soutenus dans la police ou dans la magistrature⁸⁰⁵ :

« On a vu que le traitement, d'ailleurs discutable sur le fond, de l' "affaire des diamants", s'est fait en dehors des services *Politique* car les services *Politique* sont respectueux du milieu et ils considéraient que l' "affaire des diamants", ce n'était pas sérieux. Donc ça a été monté par l'*Information générale*. Et petit à petit, à partir de ça, s'est créé un pouvoir journalistique, à côté. » (Thierry Pfister, journaliste politique au *Monde* entre 1969 et 1979, entretien n°21)

Tout au long des années 1980 et 1990, le nombre d'instructions judiciaires affectant des institutions ou des personnages publics va considérablement s'accroître. Bien que concernant des délits ou des crimes de nature diverse (corruption passive ou abus de biens sociaux dans le cas de Michel Noir ou de Christian Nucci ; abus de pouvoir dans le cas des « Irlandais de

⁸⁰⁵ Quelques journalistes politiques ont cependant été amenés à couvrir, voire à initier, certaines « affaires ». Généralement, à l'image de ce grand reporter au service *Politique* du *Figaro*, il ne s'agissait pas de rubricards accrédités auprès d'un parti ou d'une institution : « Je me suis beaucoup amusé à faire le "Carrefour du développement". (...) J'avoue qu'un des régals du métier, c'est quand j'ai reçu par des voies que je ne me suis toujours pas expliqué, le compte en banque de Christian Nucci (...) Ça, c'était un peu la récréation. J'avais vécu dans ce milieu. J'avais bien joué le rôle de petit soldat de l'information politique. Et puis un jour, on vous confie des trucs un peu plus marrants et qui me semblaient un peu purifier le milieu politique. Donc j'ai suivi ça sans état d'âme. J'ai d'ailleurs balancé deux pamphlets après : *Tous nuls* et *Au Secours ! Nos élus nous ruinent*. C'est l'aboutissement, ça. On vit trente ans avec eux, on les regarde. On raconte ce qu'ils font quand c'est bien. Et puis

Vincennes » ou des « écoutes de l'Elysée » ; empoisonnement dans le cas du « sang contaminé », etc.), ces différents scandales ont revêtu, dans les journaux, un même label : celui des « Affaires ». Pour la presse nationale, dans le contexte des décennies 1980 et 1990, de tels événements étaient précieux. D'une part, permettant la publication de scoops, ils ont constitué « une arme dans la concurrence »⁸⁰⁶. D'autre part, à rebours de l'information « officielle » qui inscrit les médias en intermédiaire des stratégies de communication, la divulgation de ces « scandales » a permis aux journaux de témoigner de leur indépendance à l'égard du pouvoir politique⁸⁰⁷. Aussi les différentes rédactions ont-elles créé des cellules « Investigation » et affecté différents rédacteurs, le plus souvent issus des services *Informations générales*, au suivi exclusif de ces « affaires »⁸⁰⁸. Ces rédacteurs, « d'autant plus disposés à avoir un rapport critique au pouvoir politique (...) que nombre d'entre eux ont un passé politique de gauche ou ont été politisés très jeunes »⁸⁰⁹, ont pu mobiliser à leur profit différentes traditions journalistiques qui leur permettaient d'endosser la posture d'investigateurs pugnaces, révélant la « face cachée » de la politique, s'opposant aux « puissants », contribuant à moraliser l'action publique. Ils vont notamment « revivifier la figure du journaliste – enquêteur née à la fin du XIX^e siècle »⁸¹⁰ et s'appuyer sur l'exemple américain du Watergate pour légitimer leur prétention à se poser en « contre-pouvoir ».

L'évolution ne se résume donc pas à l'octroi du label valorisant d'« investigation ». Ces journalistes n'ont pas simplement reproduit, sur la politique, les savoir-faire que leurs collègues ou eux-mêmes mobilisaient pour couvrir la vie judiciaire ou les faits divers. Jean-Marie Charon et Claude Furet montrent bien les transformations tant dans le travail que dans

on ne raconte pas ce qu'ils font quand c'est mal. Alors, un jour, on éclate, on sort tout ça. » (Pierre Pellissier, entretien n°51).

⁸⁰⁶ MARCHETTI Dominique, « Les révélations du “journalisme d'investigation” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°131-132, 2000, p. 33. En retraçant finement la chronologie des révélations concernant l'attentat contre le Rainbow Warrior, Françoise Berger montre bien l'enjeu commercial sous-tendant la course aux scoops que se sont livrés notamment *L'Événement du Jeudi*, *VSD* et *Le Monde* (cf. *Journaux intimes. Les aventures tragi-comiques de la presse sous François Mitterrand*, Paris : Robert Laffont, 1992, pp. 220-235).

⁸⁰⁷ La mise en cause des services français dans l'affaire du Rainbow Warrior a permis au *Monde* de relégitimer l'idée de son indépendance à l'égard du « pouvoir », en soulignant notamment l'équivalence entre ce scandale et l'affaire du Watergate révélée par les reporters du *Washington Post*.

⁸⁰⁸ Le processus est cependant plus complexe. Dès les années 1960 en effet, à travers l'affaire Ben Barka, un certain nombre de rédacteurs (Jacques Derogy, Claude Angeli, etc.), disposant d'informateurs dans l'armée ou la police, manifestaient déjà leur appétence pour un journalisme d'enquête divulguant les secrets de la République (voir MARTIN Laurent, *Le Canard enchaîné ou les Fortunes de la vertu. Histoire d'un journal satirique. 1915-2000*, Paris : Flammarion, 2001, pp. 502-506). Et si l'on remonte plus en arrière le cheminement historique, on note que la recherche du scandale (le « journalisme de proie ») constituait un genre prisé dans la presse de la fin du XIX^e siècle (cf. DELPORTE Christian, *Les Journalistes en France, op. cit.*, pp. 144-146).

⁸⁰⁹ MARCHETTI Dominique, « Les révélations du “journalisme d'investigation” », art. cité, p. 33.

les rhétoriques mobilisées par ces rédacteurs issus des services *Informations générales*⁸¹⁰. Jusqu'aux années 1970, les rubricards affectés auprès des services de police ou auprès des tribunaux rendaient essentiellement compte des mains courantes ou du contenu des procès. Mais progressivement, ils ont davantage suivi les étapes des instructions, noué des alliances objectives avec différents magistrats, publié des documents mettant en cause certaines personnalités. Soucieux de taire l'identité des sources à l'origine des « fuites », ils ont pu se mettre en scène en tant qu'enquêteurs et ainsi revendiquer un véritable rôle démocratique. A mesure que les directions ont valorisé ce genre rédactionnel, ces journalistes ont gagné du crédit dans la profession et acquis une certaine notoriété, au détriment notamment des journalistes politiques. Cette lecture est en tout cas partagée par tant de rédacteurs politiques qu'on puisse douter qu'elle soit avancée par simple coquetterie :

- « Il y a eu une double évolution. Le journalisme politique, c'était le sommet de la pyramide. Et depuis dix ans, avec toute la floraison des affaires, c'est la revanche des journalistes *Société* contre les journalistes politiques. (...) Il y a là une tentative de putsch, incarnée par [Edwy] Plenel qui était un obscur journaliste chargé de la police, c'est-à-dire un moins que rien dans la presse. Et là, il devient roi. (...) Deuxièmement, c'est la méfiance accrue des gens pour les journalistes et, en particulier, pour les journalistes politiques. Il y a dix ans, quand les gens vous interrogeaient, ils posaient des questions avec une pointe d'admiration. Aujourd'hui, ils vous posent les mêmes questions mais il y a de la méfiance. Ils veulent savoir comment ça fonctionne pour comprendre pourquoi on essaie de les baiser. » (Eric Zemmour, entretien n°50)

- « Il y a eu, dans toute la presse, une décrédibilisation des hommes politiques et donc une perte de crédit conséquente des journalistes politiques. C'est lié. Avec une remontée en puissance des journalistes d'investigation qui ont renforcé l'idée que tous les hommes politiques étaient pourris, donc les journalistes politiques aussi. (...) Ce qui a changé dans le métier, ça a été la prise de pouvoir par le tandem investigateur – juge. Du coup, ça a fait perdre à la politique prestige, place, importance. (...) C'est comme si désormais les élus étaient tous suspects et donc, on avait honte de leur accorder trop de place. Je prends un seul exemple. Le fils de Giscard d'Estaing prend la place de Giscard au conseil général. Ça ne fait que huit lignes ! C'est extraordinaire. Il y a dix ans, on aurait fait un portrait de lui, on aurait essayé de le coincer pour savoir ce qu'il pensait. (...) Mais les problèmes d'investigation n'ont pu prendre tant de place que parce que, sur le fond, les idéologies sont mortes. Aussi longtemps que le pouvoir donnait l'impression d'être suprême, de pouvoir modifier les choses, on n'allait pas chercher à savoir si le dessous était propre. » (Nicolas Domenach, entretien n°7).

L'incompréhension, sinon l'opposition, entre journalistes d'investigation et journalistes politiques a ainsi animé de nombreuses rédactions : *Le Monde*, *Libération*, *Le Figaro*, *L'Événement du Jeudi*, etc. Certes, ces conflits ont été sous-tendus par des enjeux de

⁸¹⁰ LEMIEUX Cyril, « Les formats de l'égalitarisme. Transformations et limites de la figure du journalisme-justicier dans la France contemporaine », *Quaderni*, n°45, 2001, p. 56.

⁸¹¹ CHARON Jean-Marie, FURET Claude, *Un Secret si bien violé. La loi, le juge et le journaliste*, Paris : Le Seuil, 2000, pp. 64-73.

prestige et de pouvoir. Certes également, des enjeux qu'on peut qualifier de « corporatistes » sont sous-jacents à ces rivalités : en décrédibilisant le personnel politique, la médiatisation redondante des « affaires » décrédibilise en retour les rédacteurs chargés de leur suivi. Mieux, lorsqu'une personnalité peut s'estimer « traînée dans la boue », ses relations avec les rubricards du service *Politique* peuvent s'en trouver affectées. Comme le soulignent avec pertinence Jean-Marie Charon et Claude Furet, « Le spécialiste qui a patiemment tissé les fils d'une relation fructueuse avec ses sources ne se réjouit pas de l'arrivée d'un collègue enquêteur n'ayant qu'une idée en tête : révéler la face cachée d'un personnage, d'une organisation ou d'une situation. »⁸¹² Ainsi, se voient reproduites dans l'espace journalistique les rivalités qui opposent dans l'espace social magistrats et hommes politiques⁸¹³ :

« - Il y a des conflits politiques très forts, “politiques” au sens de visions de la société. Moi, j'ai vécu ça quand je suis revenu à *Libération* en 1999, avec l'affaire Strauss-Kahn. Le service *Société* était anti-Strauss-Kahn, il voulait sa tête. Et par contre, les journalistes politiques, eux, défendaient leur ministre. Je me souviens d'une journaliste qui disait : “Mais qu'est-ce que je vais faire si je perds mon ministre ?” Elle m'a dit ça ! On ne fait pas le même métier ! (...) Le problème, c'est que le journaliste, il fait uniquement l'idéologie du milieu qu'il était censé suivre...

- D'ailleurs le service *Investigation* a été plus ou moins protégé par la direction qui avait fait un éditto en disant qu'on maintenait la justesse de nos remarques quant à l'immoralité des pratiques de Strauss-Kahn...

- Mais ça, c'est pour des raisons bureaucratiques internes. A l'époque, c'était [X], directeur de la rédaction. Comme c'était un type qui ne pense qu'à son pouvoir personnel, il flattait les gens du service *Société*. Ça n'a rien à voir avec ses convictions. (...) La direction de la rédaction arbitre en fonction du poids relatif des différents services. Et dans le poids des services, il y a le fait qu'au service *Société*, des gens qui sont très actifs dans certains syndicats et dans la société des rédacteurs. » (Eric Dupin, entretien n°58).

Enjeux de pouvoir, enjeux de prestige, enjeux « corporatistes » : la racine de ces conflits est cependant plus profonde et tient à la forte proximité entre ces spécialités rédactionnelles. En effet, en venant concurrencer les journalistes politiques sur un secteur qu'ils monopolisaient autrefois, les journalistes d'investigation ont contribué à remettre en cause leur identité professionnelle. Car ce qui traverse ces rivalités, c'est bien une opposition

⁸¹² *Ibid.*, p. 56.

⁸¹³ « Les divisions des journalistes reproduisent très souvent en partie les divisions des champs qu'ils couvrent. » (MARCHETTI Dominique, « Les révélations du “journalisme d'investigation”, art. cité, p. 32). Certains journalistes signalent également cet écueil propre aux journalistes spécialisés : « Il y a un moment où le journaliste devient un peu comme la moule sur son rocher. C'est le problème des rubriques. Il est accroché à l'Elysée, il est accroché à Matignon, il est accroché au Parti socialiste. Il vit du Parti socialiste. Et quelque part, il va le protéger si on l'attaque, parce que c'est son monde. (...) Après, il va participer involontairement aux luttes internes au RPR ou à l'Elysée ou à Matignon, entre les différents collaborateurs qui se tirent tous un peu dans les pattes. Mais en même temps, c'est son monde. Et si un autre journaliste du même journal, de la même rédaction vient en lui disant : “Oui, mais à l'Elysée, c'est tous des pourris”, il va dire : “Oui, mais tu ne connais pas ! Moi, je les connais ! Non, c'est plus compliqué que ça...” » (Thierry Pfister, entretien n°21).

entre deux définitions de l'excellence journalistique et deux types de rapport à l'univers politique. On peut comprendre le fondement de ces querelles en prenant au sérieux les critiques échangées de part et d'autres et qui, toutes, cherchent à enrôler des valeurs « démocratiques ». Pour les journalistes politiques, leurs collègues de l'investigation se comporteraient de façon « paranoïaque », en « chevaliers blancs » qui se poseraient illégitimement en « autorité morale » (entretiens n°5 et 41). Malgré eux, ils contribueraient à « servir l'idéologie de Le Pen » (entretien n°6), à « dépolitiser » le public (entretien n°21), en entretenant notamment l'idée que les seules « vraies informations sont secrètes et cachées » (entretien n°7). En outre, ils se feraient trop souvent « l'écho de rumeurs » (entretien n°63) et, en endossant sans nuance le rôle d'accusateur public, ils bafoueraient les droits de la défense (entretien n°43). Les journalistes de *L'Humanité* admettent que l'absence de cellule *Investigation* dans leur journal est en partie due à la faiblesse des effectifs. Mais ils identifient également des motivations idéologiques à ce refus d'« aller chercher » les scandales et de « monter les affaires » (entretiens n°19 et 16). Ils affirment donc qu'il faut s'assurer que « le débat politique vienne sur les projets plutôt que sur l'écume » (entretien n°17). Pour les journalistes d'investigation quant à eux, les rédacteurs politiques sont « suspects de complaisance et de connivence avec les cercles du pouvoir »⁸¹⁴. Ils agiraient comme « porte-parole » de leurs sources et se comporteraient de façon déférente avec les élites. Par manque de curiosité, par facilité, par intérêt exclusif pour les points de vue « officiels »⁸¹⁵, ils ne favoriseraient pas la transparence nécessaire à la vie démocratique⁸¹⁶. Les « investigateurs » défendent ainsi une « vision plus subversive et morale »⁸¹⁷ du métier. Ce rédacteur politique de *Libération* exprime ainsi les différends qu'il rencontre dans son journal :

« - Eux, ils ont toujours le sentiment d'être les seuls à lutter contre un système. C'est toujours le sentiment que les journalistes politiques sont complices des politiques, qu'on est copains avec eux. Ce comportement de chevalier blanc qu'on connaît aussi ici, c'est souvent désagréable pour ne pas dire détestable. Et quitte ensuite à se vautrer lamentablement comme on l'a vu souvent dans pas mal d'affaires.

- C'est-à-dire l'affaire Strauss-Kahn?

- Si on reprend les papiers en question (...), il y a toujours un paragraphe de jugements de valeurs. (...) Mais qu'est-ce qui nous autorise à nous poser en autorité morale ? » (Entretien n°5).

⁸¹⁴ LEMIEUX Cyril, « Les formats de l'égalitarisme », art. cité, p. 56.

⁸¹⁵ Ce journaliste d'investigation compare ainsi la prise de risque entre les deux spécialités : « [Dans] le journalisme politique, on peut boucler un papier en donnant quatre coups de fil. On ne dit jamais de grosses conneries en politique et si on fait une petite erreur, cela n'a pas de conséquences dramatiques, alors que nous... » (Cité par CHARON Jean-Marie, FURET Claude, *Un Secret si bien violé, op. cit.*, p. 79).

⁸¹⁶ MARCHETTI Dominique, « Les révélations du "journalisme d'investigation" », art. cité, p. 37.

⁸¹⁷ *Ibidem*.

On pourrait donc lire dans cette opposition la reproduction d'une lutte ancienne entre journalistes spécialistes et généralistes⁸¹⁸, les uns étant plus sensibles aux attaques contre leur secteur d'intervention, les autres défendant avant tout l'indépendance de la profession et la maîtrise des techniques d'enquête. Mais cette lecture demeure réductrice. D'une part, ces segments journalistiques peuvent être tous deux envisagés en tant que spécialistes puisqu'ils disposent chacun de sources privilégiées et se doivent d'entretenir avec elles des relations soutenues. D'ailleurs, ils s'adressent tous la même accusation : servir de « boîte aux lettres » à leurs informateurs. Néanmoins, c'est sur l'identité de ces sources et le contenu de leur parole que ces spécialités divergent. D'un côté, les journalistes politiques ont pour informateurs des personnalités censés détenir le « pouvoir » et rechercher la médiatisation. De l'autre, les investigateurs relaièrent le travail de sources plus soucieuses d'anonymat et qui s'attaqueraient aux « puissants ». Deux conceptions du rôle démocratique de la presse s'affrontent alors : « couvrir » le débat politique pour former le citoyen / rechercher une vérité dissimulée en divulguant les travers des acteurs politiques et de l'action publique⁸¹⁹.

D'autre part, ces segments journalistiques peuvent être tout aussi bien envisagés comme des « généralistes », appelés à abandonner leurs expertises spécifiques pour endosser un discours qui « monte en généralité ». En effet, ils disposent chacun de leurs propres instruments d'évaluation de la compétition politique : commentaires idéologiques ou analyses stratégiques d'un côté, diagnostic des pratiques et des mœurs politiques de l'autre. « Alors que le journaliste – enquêteur était traditionnellement cantonné à la rubrique des faits divers, le journaliste d'investigation a pour principe de détourner ses savoir-faire et son attention vers un objet que se réservaient jusqu'alors l'éditorialisme et le journalisme politique, à savoir le comportement moral et légal des élites politico-administratives. »⁸²⁰ La concurrence des investigateurs, positionnés en défenseur de la probité publique, remet donc partiellement en cause les pratiques des journalistes politiques, accusés de faire le jeu des acteurs politiques en prenant part à leurs querelles « microcosmiques » ou en ne s'intéressant qu'à leurs discours et

⁸¹⁸ C'est notamment la thèse que défendent l'article de Dominique Marchetti (*ibidem*) et l'ouvrage de Jean-Marie Charon et de Claude Furet (*Un Secret si bien violé, op. cit.*).

⁸¹⁹ Au *Monde*, cette exigence va être consacrée comme l'un des éléments majeurs de son rôle « démocratique », sous l'influence notamment d'Edwy Plenel, journaliste d'investigation devenu directeur de la rédaction. Ainsi, cette profession de foi du journal précise : « La fonction première du *Monde* est d'informer. (...) La nécessité de l'investigation procède de ce principe ; elle ne doit pas se limiter aux affaires de police et de justice, comme on tente parfois de le croire, mais s'étendre à tous les domaines afin de dévoiler les réalités cachées dès lors que celles-ci permettront de rendre les événements intelligibles. » (Cité par COHEN Philippe, PEAN Pierre, *La Face cachée du Monde. Du contre-pouvoir aux abus de pouvoir*, Paris : Mille et une nuit, 2003, p. 222).

⁸²⁰ LEMIEUX Cyril, « Les formats de l'égalitarisme », art. cité, p. 256.

à leurs stratégies. Ce qui est donc contesté, c'est l'intérêt quasi-exclusif pour la parole politique, et principalement la parole du « pouvoir ».

Aussi la multiplication des « affaires » et la concurrence exercée par les journalistes d'investigation ont-elles contraint ou autorisé les rédacteurs politiques à faire preuve d'une moindre révérence envers le personnel politique. Ce chef du service *Politique* de *Libération* reconstruit ainsi, sur un mode héroïque, l'exigence nouvelle dont devrait témoigner son équipe :

« On sait très bien que la France est un pays qui a vécu sous le régime de l'impunité, hérité de la monarchie absolue où le roi n'avait de compte à rendre à personne, sauf à Dieu et encore. La V^e République, dans ses aspects les plus monarchiques, a totalement hérité de ça. La justice était totalement aux ordres. La presse était pour une bonne partie aux ordres. On sait bien que son indépendance, finalement, elle n'est intervenue que dans les années 1980. Donc, dans les années 1990, au moment où je prends la tête du service *Politique*, on devait être intransigeant, d'autant plus avec la gauche parce qu'on était politiquement plus proche d'eux, mais aussi parce qu'on était dans une bataille plus générale où la presse devenait enfin une presse adulte, une presse d'investigation qui pouvait prétendre travailler sérieusement, sans être frileuse, sans faire attention à qui ça allait choquer. » (Jean-Michel Thénard, entretien n°6).

Pour autant, si les pages *Politique* accueillent parfois les productions des cellules *Investigation* (dans les newsmagazines notamment), les frontières entre ces deux spécialités sont demeurées relativement étanches tout au long des années 1990⁸²¹. Car, bien que les journaux aient pu s'emparer des « affaires » comme argument commercial, ils ne pouvaient pour autant abandonner le traitement au quotidien de la vie politique. Jean-Michel Thénard, à nouveau, explique les logiques qui favorisent, dans *Libération*, une stricte division du travail :

« Premièrement, on a jugé qu'il n'était pas bon de mettre dans les pages *Politiques* les affaires judiciaires concernant les politiques. Pourquoi ? Parce qu'il faut se souvenir que, dans ces années 1980-90, l'un des principaux animateurs du débat politique, c'est Jean-Marie Le Pen qui fait des scores importants et dont le but est de dire : "Gauche, droite, tous pourris, je suis la seule alternative, etc." Donc si on mettait dans une page les vraies réformes, les vrais débats, les vrais textes de loi débattus à l'Assemblée, et qu'on mettait dans la même page que M. Untel (qui défend telle réforme) a été mis en examen, on tombait dans cette idéologie lepéniste. Donc, c'est pour ça qu'on a voulu séparer de façon très claire *Politique* et *Justice*. Et c'est aussi pour cette raison-là qu'on a souhaité que ce ne soit pas les journalistes politiques qui suivent les affaires judiciaires des hommes politiques. (...) Ensuite, il faut une connaissance juridique que n'ont pas forcément les journalistes politiques. Et en plus de ça, si le journaliste politique suivait l'affaire judiciaire et l'affaire politique, très vite, il n'aurait suivi que l'affaire judiciaire. » (Jean-Michel Thénard, entretien n°6).

⁸²¹ Signalant cette opposition structurelle entre ces deux segments journalistiques, Jean-Marie Charon et Claude Furet évoquent les différents types d'arbitrages que vont mettre en œuvre les directions des journaux : dissocier clairement les deux espaces, faire jouer la confrontation, favoriser la coopération, etc. (*Un Secret si bien violé, op. cit.*, pp. 59-60). On notera par exemple qu'Edwy Plenel, directeur de la rédaction du *Monde*, soucieux de casser les « baronnies » des services, a su imposer à la tête de la séquence *France*, Hervé Gattegno, qui était jusqu'ici responsable de la section *Investigation* au sein du service *Société*.

Si l'on a évoqué aussi longuement l'émergence de ce journalisme d'investigation, ce n'est pas tant pour en décrire les incidences sur le contenu des pages *Politique* que pour comprendre certaines des logiques structurelles du journalisme politique. Car cette rivalité, obligeant les rédacteurs politiques à justifier leur activité, permet de mettre à nu des conceptions du métier souvent vécues sur le mode de l'évidence. Ces justifications ne constituent pas seulement un réflexe de défense dans un contexte de concurrence pour la pagination et le prestige. Elles révèlent plus généralement l'espace de contraintes dans lequel sont insérés les journalistes. Pour informer leurs lecteurs et témoigner de leur compétence auprès de leurs pairs, ils se doivent d'entretenir des relations de confiance avec leurs sources et d'adhérer à l'*illusio* de l'univers social couvert : « la politique est une activité importante », « les hommes politiques ne sont pas tous pourris », etc. Or ces logiques de rubricage sont d'autant plus prégnantes dans le cas des rédacteurs politiques que cette proximité avec le « pouvoir », conditionnant leur intérêt pour la parole politique, a longtemps été à l'origine des gratifications de cette spécialité.

B. Les gratifications du journalisme politique

Le journalisme politique a surtout tiré son attrait de sa proximité avec « le pouvoir ». Le singulier est de circonstances puisque, dans l'imaginaire républicain, ce sont les institutions réunies à Paris et consacrées par la Constitution qui incarnent la souveraineté d'une Nation pensée comme indivisible. Outre l'attraction de pénétrer des espace manifestant leur autorité par la richesse du protocole et par la majesté de l'architecture, la fréquentation quotidienne des ténors parlementaires ou des responsables gouvernementaux constitue une gratification professionnelle indéniable, bien que différemment vécue selon les dispositions initiales des rédacteurs⁸²². La présidentialisation du régime et les logiques de vedettariat induites par les médias audiovisuels ont pu renforcer cette conviction, valorisante, de côtoyer le « pouvoir » :

⁸²² Ainsi cette journaliste de *Libération* puis du *Journal du Dimanche* désamorce les critiques adressées au journalisme politique par les rédacteurs d'autres services en expliquant que ces derniers manifestent eux aussi un sentiment de fierté lorsqu'ils sont parfois amenés à fréquenter les dirigeants politiques : « Tout en se moquant du politique, les autres services aiment bien aller à tel endroit avec des ministres. Ils aiment bien empiéter. (...) Je vous donne un petit exemple qui m'a amusée. On a une grand reporter, [X]. Une fois, elle est allée accompagner Villepin en Chine. Elle est revenue, elle disait : "Je vous remercie, la politique, de m'avoir laissée faire ce voyage. Oh là là ! J'ai pu prendre le café avec un ministre tous les jours !" Comme si c'était un éblouissement, alors que nous, on essaye de banaliser le truc ! » (Pascale Amaudric, entretien n°36).

« Moi, ce qui m'a intéressé dans le journalisme politique, c'est le pouvoir. C'est le pouvoir ! Finalement, ce n'est pas tellement un parti ou un autre. Avant que Mitterrand soit élu Président de la République, j'étais allé le voir deux, trois fois. Et quand il a été élu, je suis allé le voir beaucoup ! (...) Il a été très gentil avec moi, bien que je sois catalogué comme de droite. Et alors, beaucoup de gens dont Hersant d'ailleurs m'ont accusé d'avoir retourné ma veste. » (Entretien n°64).

De même, ce journaliste retraité qui a intégré aussi bien des services *Internationaux* que *Politique* témoigne de son bonheur d'avoir pu rencontrer les « grands de ce monde » et d'avoir eu le sentiment de « vivre l'histoire »⁸²³ :

« Je pense que le journalisme politique, que ce soit politique intérieure ou politique étrangère, c'est la branche la plus noble. Et j'ai eu chance de le faire dans ce domaine-là. (...) Moi, ça m'a permis d'avoir rencontré Kennedy, Khrouchtchev, Eisenhower, Margaret Thatcher, d'avoir été dans le bureau de Brejnev à Moscou, d'avoir interviewé Bourguiba en Tunisie, d'avoir accompagné le Président de la République dans plein de voyages, d'avoir vu Adenauer, d'avoir vu Nehru, d'avoir interviewé Giscard, Chirac, Mitterrand, d'avoir déjeuné avec Mitterrand, d'avoir déjeuné avec Chirac. J'ai rencontré tout le monde dans ma vie. J'ai vécu l'histoire ! » (Bernard Michal, entretien n°28).

Ces gratifications symboliques du métier de journaliste politique sont mises en évidence au regard de la structuration des services. En effet, jusqu'à la fin des années 1980, la plupart d'entre eux sont hiérarchisés en homologie avec les hiérarchies politiques : les chefs de service accompagnent généralement les voyages présidentiels, leurs adjoints sont fréquemment affectés au suivi de Matignon, tandis que les rédacteurs débutants, s'ils ne s'affairent pas au desk, sont le plus souvent accrédités auprès des formations absentes du Parlement (extrême gauche, extrême droite). Cette division du travail, qui renvoie au prestige différentiel des rubriques, est particulièrement nette lorsque l'on repère les signatures accompagnant les interviews⁸²⁴ : plus l'interviewé est élevé dans le champ politique, plus les interviewers seront nombreux et titrés dans la rédaction. Les newsmagazines ont longtemps mis en scène cette reconnaissance de l'autorité du personnel politique en accompagnant leurs entretiens de photographies réunissant et l'homme politique et les journalistes chargés de le questionner. Si l'on excepte les grands reporters autorisés à personnaliser leurs papiers pour mieux souligner leur présence sur des terres lointaines ou dangereuses, seules les pages *Politique* bénéficieront d'une telle valorisation de leurs personnels.

L'alternance de 1981 va d'ailleurs rendre explicite ce qui était jusqu'alors vécu sur le mode de l'évidence. En plaçant une nouvelle coalition à la tête de l'État, ces élections ont

⁸²³ Dans l'appartement parisien qui sert de cadre à l'entretien, ce journaliste conserve précieusement les photos de ses rencontres avec les principaux leaders politiques français et internationaux. Il prit alors beaucoup de plaisir (et de fierté) à nous les présenter.

redessiné les frontières, durcies depuis deux décennies, entre majorité et opposition. Les journalistes, jusqu'ici affectés à la couverture du Parti socialiste et bénéficiant des meilleurs réseaux d'informateurs dans l'entourage du nouveau chef de l'État, paraissaient donc les mieux à même de « suivre l' élu dans les honneurs de l'Élysée »⁸²⁵. Cette situation leur a offert une opportunité pour revendiquer des titres rédactionnels mieux adaptés à leurs nouvelles rubriques. A l'inverse, les rédacteurs qui suivaient autrefois le « pouvoir » virent leurs sources contraintes de quitter les palais nationaux et d'investir un rôle d'opposant. Ceci affectait non seulement leurs conditions de travail mais également leur capacité à disposer des informations les plus saillantes, journalistiquement parlant, c'est-à-dire celles émanant des « antichambres » du pouvoir. Différents rédacteurs évoquent ainsi les tensions qui ont animé les services *Politique* de *France-Soir*, du *Nouvel Observateur* ou du *Monde* :

Encadré 7. L'incidence des élections de 1981 sur la hiérarchisation des services *Politique*.

France-Soir (Paul JOLY, accrédité auprès du PS de 1977 à 1981) :

« - Le soir du 10 mai, j'étais au siège du PS. Et quand je suis revenu à la rédaction de *France-Soir*, il devait être une heure du matin. Je rentre le plus discrètement possible, par la porte de secours, parce que j'étais, par la force des choses, un peu le porte-drapeau de Mitterrand. (...) Mais je ne fais pas trois pas dans la rédaction que je me retrouve porté en triomphe sur les épaules de quelques uns. J'étais gêné ! Et je vois à l'autre bout de la rédaction, le directeur de la rédaction qui était en grand pourparler avec Claude Vincent, [*le chef du service Politique*]. Et une heure après, il y a Guy Lhotellier, [*directeur de la rédaction*], qui m'appelle dans son bureau. Il me dit : "On a vu avec Claude Vincent. A partir de demain, vous vous occupez de l'Élysée. Vous allez suivre donc Mitterrand. Et vous êtes augmenté de mille francs." [*Rires*] (...) En revanche, ça m'a fâché avec Jacques De Danne qui était giscardien et qui avait suivi la campagne de Giscard. Il était l'accrédité de l'Élysée et il a refusé de me parler pendant plusieurs mois. (...) Et lui, il quittait l'Élysée du coup. Alors je ne sais pas si c'était à cause de ça, mais il me disait : "Je ne serre pas la main d'un socialo-communiste".

- Le fait de passer de l'opposition au gouvernement, c'est une forme de promotion ?

- Oui, en quelque sorte. Ça montre aussi effectivement la culture gouvernementale de *France-Soir*. Mais c'est vrai que la couverture de l'Élysée, c'est quand même quelque chose de bien dans la profession. Maintenant, je pense qu'on relativise beaucoup. Mais à l'époque, c'était quelque chose d'important.

- Ça change quoi professionnellement ?

- Au niveau des conditions de travail, vous suivez quand même le Président de la République. En plus, je suivais aussi le gouvernement et le PS. Donc il y a une charge de travail plus importante. Vous êtes beaucoup plus présent dans les colonnes. Vous êtes davantage reconnu. Donc ce n'est pas désagréable. J'ai passé plusieurs années à suivre Mitterrand à travers le monde, vous faites de la politique étrangère. C'est bien aussi. » (Entretien n°45).

⁸²⁴ On pourrait d'ailleurs opérer une observation identique à partir des livres d'entretiens ou de biographies.

⁸²⁵ BERGER Françoise, *Journaux intimes*, op. cit., p. 270. Elle montre bien que, jusqu'en 1981, l'accréditation auprès du Parti socialiste constituait, notamment dans les journaux qui soutenaient la majorité giscardienne, une « voie de garage » confiée soit à de jeunes rédacteurs, soit à des journalistes plus âgés mais « placardisés ».

Le Nouvel Observateur (Kathleen EVIN, accréditée auprès du PS de 1975 à 1981)

« [En 1981], on était heureux. On se disait : les choses vont changer dans ce pays. Et, comme il se trouvait qu'avant, [Irène Allier et moi], on couvrait l'opposition et Franz[-Olivier Giesbert] et d'autres couvraient la majorité, tout d'un coup, quelque chose a changé. C'est-à-dire qu'il y a deux sortes de journalistes politiques : des journalistes qui couvrent le pouvoir et des journalistes qui couvrent l'opposition. Et quand on couvre le pouvoir, c'est plus chic que de couvrir l'opposition. Et là, en 24 heures, les gens qui tenaient le haut du pavé, allaient couvrir l'opposition. Donc là, ça a commencé à devenir un peu tendu, c'est-à-dire que les gens qui couvraient la droite avant, donc le pouvoir, ont commencé à vouloir écrire aussi sur la gauche.

- Au niveau du travail concret du journaliste, ça change quoi ?

- Ça change dans l'importance. (...) Le travail de la majorité débouche sur du concret. Le travail de l'opposition, c'est le ministère de la parole. Couvrir la majorité, c'est couvrir des faits réels, des choses qui changent, qui se traduisent sur le terrain concrètement. Couvrir l'opposition, c'est rapporter des paroles. (...) Le journaliste qui couvre le pouvoir a, par la nature même des choses, un statut plus important. Il a plus de lignes dans son journal que celui qui couvre l'opposition. » (Entretien n°41)

Le Monde (Alain ROLLAT, accrédité à Matignon de 1977 à 1981) :

« Bergeroux, [chef adjoint du service Politique du Monde] assurait jusque-là le suivi des activités des partis giscardiens. L'arrivée au pouvoir des socialistes limitant ses perspectives d'expression dans les colonnes du Monde, il avait accepté une proposition alléchante de L'Express (...). Barrillon, [chef du service Politique] m'avait aussitôt proposé de le remplacer à ses côtés. Au grand dam de Jean-Marie [Colombani] qui espérait cette promotion et m'avait demandé, sans ambages, de m'effacer à son profit. Son argument consistait à dire que la possession d'un titre hiérarchique lui faciliterait les choses dans ses nouvelles fonctions d'accrédité à l'Élysée où il venait d'être logiquement affecté après avoir couvert le PS. »⁸²⁶

Ces différents extraits d'entretiens révèlent, certes, l'atmosphère des rédactions en 1981 mais elles permettent surtout d'identifier certaines des logiques structurantes du journalisme politique. Car c'est bien cette proximité avec les détenteurs actuels ou à venir du pouvoir d'État qui fournit d'indéniables gratifications et un crédit certain vis-à-vis des directions et des collègues. Ainsi différents facteurs ont-ils longtemps favorisé, pour les rédacteurs chargés du suivi quotidien de l'actualité politique, le souci d'entretenir des relations, sinon déférentes, du moins courtoises avec les principaux leaders politiques.

1. Se sentir « important ». Outre les logiques propres à toute spécialisation journalistique⁸²⁷, on identifie tout d'abord des facteurs psychologiques. En effet, même lors

⁸²⁶ ROLLAT Alain, *Ma Part du Monde*, Paris : Les Editions de Paris, 2003, pp. 35-36.

⁸²⁷ Par exemple, les journalistes spécialisés peuvent avoir tendance à se vivre comme les « porte-parole » de leurs sources. Cette situation est manifeste lorsque ces rédacteurs sont issus de rédactions qui recrutent leurs rubricards au nom de leur connaissance intime du milieu couvert et qui leur octroient une large autonomie. C'est un tel constat que reconnaît Catherine Nay : « Quand j'ai commencé à L'Express, je m'occupais des gaullistes et j'étais gaulliste. Heureusement que j'ai arrêté, je finissais par adopter leur cause et j'allais devenir leur porte-

des périodes de « crise » de l'autorité politique (fin de la IV^e République, décennie 1990), la fréquentation continue des élites politiques favorise l'estime de soi des journalistes politiques. Certains ont ainsi le sentiment d'être des acteurs importants et influents de la vie publique :

« [*Ce qui m'intéressait dans la politique*], c'était surtout cette fascination d'approcher le pouvoir. Et finalement, d'une certaine manière, d'être un peu courtisé par le pouvoir. Quoiqu'on dise, la presse, c'est vraiment le quatrième pouvoir. On a quand même des responsabilités extrêmement importantes, surtout dans des périodes de trouble, où ça ne se passe pas bien. On a quand même la possibilité de faire un tout petit peu changer les choses. » (Jacques De Danne, journaliste politique à *France-Soir*, entretien n°56)

Certes, la plupart estiment que leur puissance dépend avant tout du poids de leur journal : s'ils quittaient ce dernier, ils ne seraient dès lors plus rien. Certes également, les rédacteurs plus jeunes ou ceux ayant connu une carrière chahutée, remettent en cause ce sentiment et affirment véhiculer une vision plus « modeste » du métier. Néanmoins, cette croyance dans le pouvoir des journalistes politiques est d'autant plus manifeste qu'elle est partagée par le personnel politique, ce dont témoignent leurs sollicitations pour influencer le travail journalistique. Cette croyance recouvre des dimensions différentes. On identifie en premier lieu la certitude, souvent bien fondée, de pouvoir peser sur les rapports de forces au sein du champ politique⁸²⁸ :

« A cette époque [*au début des années 1970*], je me souviens du congrès d'un PSU où il y avait dix motions différentes, dix tendances. Bien sûr, c'était un tel bordel que les congressistes n'avaient pas retenu toutes les tendances. Moi, je m'étais farci la lecture de tous les textes, j'en avais fait l'analyse sur une page dans *Le Monde*, et les gens arrivaient au congrès avec comme seule référence la page du *Monde*. Donc évidemment, vous devenez un instrument dans le congrès. Alors, il y en a toujours cinq qui vont vous accuser d'avoir trahi leur texte, d'avoir retenu le passage qu'il ne fallait pas, etc. (...) Ça crée un statut très bizarre où on est à la fois spectateur et acteur du jeu politique. Et donc ça crée aussi un rapport manipulé / manipulateur. On est, d'une certaine manière, manipulateur du congrès dans cet exemple précis. Et on est sans cesse manipulé par les acteurs de la vie politique qui vont vous donner des informations. » (Thierry Pfister, entretien n°21)

En second lieu, il y a le sentiment de pouvoir peser sur l'opinion. Bien évidemment, cette croyance est sans doute partagée par une large partie des journalistes appartenant aux « grands » médias et doit certainement constituer l'une des motivations qui pousse à investir ce métier. Mais, dans le cas du journalisme politique, cette croyance peut être étayée par de

parole. » (Source : « Sont-ils tous pourris ? », *L'Événement du Jeudi*, 11/02/1988). Il faut préciser par ailleurs qu'elle vit avec Albin Chalandon, ancien ministre du gouvernement Chirac.

⁸²⁸ Certains journalistes avouent également leur délectation à avoir contribué à imposer des labels ultérieurement utilisés dans les luttes politiques : « Je m'amusais chaque semaine à lancer un nouveau mot dans la politique. J'étais content quand ces mots avaient greffé. [*Il évoque l'exemple de l'«outre-gauche» pour désigner les gauchistes*] Alors mon désespoir, c'est que du coup, j'ai un côté très cuistre, j'en avais tiré l'adjectif ultra-gauchiste et que maintenant c'est resté sous le nom de ultra-gauche. » (Entretien n°20).

nombreux indices (sondages et surtout résultats électoraux) et elle s'avère d'autant plus cruciale qu'elle s'inscrit au cœur des principes démocratiques :

« Les journaux bourgeois (*Le Monde*, *Le Figaro*, etc.) sont des journaux qui s'adressent à une clientèle acquise. Alors que les gens achètent *France-Soir* pour savoir si la concierge qui est tombée du 5^e étage a été poussée ou pas. Et puis, en feuilletant, vous tombez quand même sur les articles politiques. Et moi, je suis persuadé qu'à l'époque où *France-Soir* était un grand journal, les articles politiques qu'on faisait, étaient beaucoup plus importants que ceux du *Monde* ou du *Figaro*. En plus, *France-Soir* était un des journaux les plus repris par les revues de presse des radios. Donc forcément, on arrivait à marteler des opinions. (...) Et je suis persuadé que, quand il y a eu cette élection très serrée où Giscard a été élu avec 300 000 voix d'avance sur Mitterrand en 1974, *France-Soir* a été capable de faire basculer 300 000 voix. (...) A l'époque, on vendait quand même un million d'exemplaire par jour au moment des grandes élections. C'était très important. » (Jacques de Danne, entretien n°56)

Que les rédacteurs se vivent comme les auxiliaires du personnel politique ou comme des acteurs indépendants, ils peuvent difficilement se déprendre de la croyance de participer, à leur manière, à la compétition politique⁸²⁹. Certains journalistes notent ainsi la prégnance d'une tentation, celle de s'identifier à ses sources⁸³⁰, notamment lorsque celles-ci sont supposées détenir l'autorité souveraine. Il est dès lors grisant de pouvoir côtoyer, en public ou en privé, les acteurs les plus importants de la République. Il ne s'agit pas nécessairement de remise de soi : ces mécanismes d'identification peuvent amener les rédacteurs à se poser en alter ego ou en rivaux du personnel politique. Toujours est-il qu'ils exacerbent cet intérêt à commenter, décrypter, solliciter la *parole* des principaux responsables politiques. Or cette situation est entretenue par la centralisation géographique et par la dimension « continue » du jeu politique. D'une part, les sources et les lieux fréquentés par les rédacteurs sont en faible nombre. D'autre part, si l'on exclut de rares périodes de vacances, la vie gouvernementale, parlementaire et partisane ne connaît pas de relâche. Comme le remarque Erik Neveu, « l'intensité et la régularité des interactions entre personnel politique et journalistes, qui partagent les mêmes calendriers, les mêmes lieux (congrès, parlements, avions lors des campagnes) produit une relation de proximité qui n'a guère d'équivalent que dans le

⁸²⁹ Certains rédacteurs, le plus souvent *outsiders* dans l'espace du journalisme politique, sont particulièrement acerbes à l'égard de cette prétention que revendiquaient leurs anciens collègues. Françoise Berger, anciennement journaliste à *Libération*, fait ainsi preuve de virulence à l'encontre de cette tentation : « J'ai découvert le parti pris, la mauvaise foi, et le fait que beaucoup de journalistes sont des hommes politiques ratés. Donc ils font de la petite politique dans leur petit coin avec leur petit stylo. Et ils s'adressent à trois personnes : le mec qui suit l'UDF, il ne s'adresse qu'à Bayrou ou machin. Et puis il y avait aussi une phrase qui m'amusait beaucoup : "Qu'est-ce que je leur ai mis ?" [*Rires*]. » (Entretien n°11).

⁸³⁰ « Je pense que l'une des grandes erreurs des journalistes politiques, c'est de se confondre avec son sujet. C'est de penser que, parce qu'on côtoie des hommes de pouvoir, on fait partie du pouvoir. » (Entretien n°6).

journalisme sportif. »⁸³¹ De nombreux journalistes soulignent effectivement cette vie « en vase clos », ce brouillage des frontières entre les deux univers, cette séparation floue entre relations professionnelles et relations privées :

« - C'est vrai que les journaux privilégient malgré tout ce superficiel. (...) Parce que le microcosme, il se régale de ça. Parce que le microcosme, il vit en vase clos dans ce petit circuit. Donc il se repaît de ce genre de trucs. Quand vous ne serez plus étudiant, vous irez manger chez Tante Marguerite, en bas de la rue [*de l'Assemblée*]. Vous rentrez dans ce restaurant, vous passez d'abord les cinq premières minutes à saluer cinquante personnes parce que tout le monde s'y retrouve. (...) Ils couchent avec les mêmes nénétes dans le microcosme. Donc tout le monde se ménage. Alors tout ça fait une espèce d'immense famille qui est totalement déconnectée. Ils continuent à se voir en vacances. Ils ont les enfants dans les mêmes écoles.

- Mais les directions ne disent pas : "C'est en décalage avec ce qu'attend le public. Il faut y remédier" ?

- Non. Quand on a une journaliste qui est mariée avec un conseiller de l'Elysée ou quand on a un type qui est marié avec une femme ministre, tout ça, ça donne de l'information. Donc ils ne s'en offusquent absolument pas. Et le milieu politique français est quand même hyper protégé parce que tout ça reste totalement en circuit fermé. On n'en parle jamais. Ou alors ce sont des allusions. L'article du *Monde* de la semaine dernière sur les voyages de Chirac, parle de [X], journaliste à l'AFP, amie de longue date du Président. Il faut décrypter entre les lignes. Et tout est à l'avenant. (...) Les histoires de Mazarine Pingeot, tout le monde le savait. Vous n'avez vu aucun article dans lesquels on aura dit que les patrons des grands partis avaient mis leurs maîtresses sur les listes aux Européennes : il y en a au moins quatre ou cinq. Il y a des promotions qui sont absolument incompréhensibles. » (Henri Paillard, président de l'Association de la presse parlementaire, entretien n°2)

Ce sentiment d'appartenance à l'univers du « pouvoir », cette capacité à pénétrer les ministères et à rencontrer les principaux élus fait des journalistes politiques, en tout cas les principaux d'entre eux, des *insiders* dont l'autorité résiderait dans la détention de « secrets » inconnus en dehors de l'univers politico-journalistique. Georg Simmel identifiait avec justesse la valeur du secret : il « place [son détenteur] dans une situation d'exception » car « ce que l'on refuse au plus grand nombre doit être particulièrement précieux »⁸³². Les journalistes politiques peuvent d'autant plus témoigner de leur « importance » auprès de leur hiérarchie ou de leurs collègues qu'ils sont en position d'être, sinon « courtisés » (entretiens n°46, 56), du moins sollicités par les acteurs politiques. Or s'il est aisé de se déprendre des sollicitations d'un subalterne, il est plus difficile de résister aux sollicitudes des plus hauts dirigeants :

« On tient les gens avec des hochets. Pour ça, Mitterrand était connu. Il invitait les gens. Vous étiez gentils, vous étiez invité à déjeuner. Vous étiez moins agréable, vous étiez invité au petit déjeuner. Vous étiez franchement désagréable, il ne vous disait plus

⁸³¹ NEVEU Erik, « Quatre configurations du journalisme politique », in RIEFFEL Rémy, WATINE Thierry (dir.), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris : Éditions Panthéon Assas, 2002, p. 254.

⁸³² SIMMEL Georg, *Secret et sociétés secrètes*, Paris : Circé, 1996, pp. 42-43.

bonjour. Vous savez, il y avait une espèce de cour. Vous ne pouvez pas imaginer la veulerie des gens... » (Jacques Malmassari, entretien n°29)⁸³³.

2. Etre rétribué par le « pouvoir ». Au-delà de ces phénomènes de « cour », favorisés par le faste républicain, le personnel politique a longtemps disposé de nombreux moyens de rétribuer le soutien ou l'indulgence de certains rédacteurs. Par exemple, la Légion d'honneur constituait, sous la IV^e République, une décoration à laquelle n'a échappé qu'un faible nombre de journalistes parlementaires. Au cours de la V^e République, ce mode de rétribution s'avère plus rare car manifestant trop ouvertement la gratitude des dirigeants. Ainsi, la majorité des journalistes de notre corpus ayant été décorés ont, au cours de leur carrière, occupé de plus importantes fonctions dans les rédactions ou ont investi d'autres univers : médias audiovisuels, monde de l'édition ou de la communication, etc. Il est par conséquent délicat de discerner les motivations au principe de cette reconnaissance publique⁸³⁴.

Outre la Légion d'honneur, on identifie des rétributions sous forme de nominations à des fonctions valorisées : cabinets ministériels, institutions parapubliques, entreprises audiovisuelles, etc. En ce qui concerne l'entrée dans les cabinets ministériels, la pratique est bien moins répandue que sous la IV^e République. Sous réserve d'un examen plus minutieux, on discerne moins d'une dizaine de cas parmi les journalistes politiques de notre corpus. En revanche, l'accession à des postes de responsabilité dans les médias audiovisuels publics ou

⁸³³ A cet égard, François Mitterrand entretenait lui-même ce « secret » susceptible d'asseoir sa dimension d'homme d'État. Aussi, soucieux de mettre en scène la symbolique de son pouvoir, il sut jouer des rivalités entre rédacteurs (S. July, J.-P. Elkabbach, G.-M. Bénamou, etc.) pour pénétrer ses pensées intimes. On ne compte pas le nombre d'ouvrages ou de documentaires télévisés consacrés à révéler le « vrai » Mitterrand : *François Mitterrand ou la tentation de l'histoire* (F.-O. Giesbert, 1977), *François Mitterrand : un socialiste gaullien* (T. Desjardins, 1978), *Ici et maintenant* (entretiens avec P. Viansson-Ponté, 1980), *La République de M. Mitterrand* (A. Duhamel, 1982), *Les Familles du Président* (M. Szafran, 1982), *La Dernière Dame du Président* (M. Chamard, 1985), *Portrait du Président* (J.-M. Colombani, 1985), *Le Noir et le rouge ou l'histoire d'une ambition* (C. Nay, 1985), *Le V^e Président* (A. Duhamel, 1987), *Les Sept Mitterrand ou les métamorphoses d'un septennat* (C. Nay, 1987), *François Mitterrand : chronique d'une victoire annoncée* (K. Evin, 1988), *Le Président* (F.-O. Giesbert, 1990), *De Gaulle – Mitterrand : la marque et la trace* (A. Duhamel, 1991), *Le Président qui aimait les femmes* (M.-T. Guichard, 1993), *Les Dernières Années* (R. Schneider, 1994), *Mitterrand en toutes lettres* (M. Cotta, 1995), *Mitterrand : le roman d'une vie* (J.-M. Colombani, 1996), *François Mitterrand : portrait d'un artiste* (A. Duhamel, 1996), *Le Vieil Homme et la mort* (F.-O. Giesbert, 1996), *François Mitterrand* (D. Molho, 1996), *Les Derniers Jours de François Mitterrand* (C. Barbier, 1998), *Mitterrand ailleurs et maintenant* (J.-L. Mano, 1998), etc.

⁸³⁴ On peut toutefois noter la nette prédominance de journalistes désignés comme étant de « droite » dont on sait que la Légion leur a été remise par certains responsables ministériels au nom d'une reconnaissance de la « qualité » de leur travail. André Passeron (*Le Monde*, affecté pendant trente ans à l'UDR et à ses successeurs) s'est vu remettre l'insigne par Jacques Chaban-Delmas. Serge Maffert (*France-Soir*, chef du service *Politique* sous Georges Pompidou), Françoise Varenne (accrédité à l'Hôtel de Ville de Paris tout au long des années 1980) et Charles Rebois (chef du service *Politique* du *Figaro* de 1976 à 1988) l'ont reçue des mains de Jacques Chirac. Dans cette liste, non exhaustive, on note également la présence des rédacteurs suivants : Michel Bassi (*Le Figaro*,

sous surveillance étatique (RMC, Europe 1, RTL), paraît plus fréquente. Mais à moins de précisément connaître les circonstances de ces nominations, il faut se garder de surinterpréter cet indicateur. D'une part, on ne sait pas toujours si le personnel politique a pris part, directement ou indirectement, à ces embauches. D'autre part, on ne peut préjuger des motivations au principe de ces recrutements (compétence professionnelle, conformité idéologique ou rétribution politique ?). Il n'en demeure pas moins que jusqu'au milieu des années 1980, c'est-à-dire jusqu'à l'aboutissement, relatif, du processus d'autonomisation des médias audiovisuels, les préférences politiques des journalistes ainsi promus renvoient très précisément à l'orientation politique à la tête de l'État. Ainsi, au cours des années 1960 et 1970, les rédacteurs politiques accédant aux hiérarchies des entreprises audiovisuelles émanent le plus souvent du *Figaro* ou de *France-Soir*, tandis qu'en 1981, on identifie davantage de rédacteurs issus des journaux positionnés à « gauche ». Certes, il faut bien admettre que, tout au long de ces décennies, seule une minorité de journalistes ont quitté leurs rédactions pour accéder à ces postes. Néanmoins, on constate que ces rédacteurs ont, pour la plupart d'entre eux, appartenu à la hiérarchie des services *Politique*. Dès lors, le constat est ambivalent : si ces modes de rétribution ne concernent que l'élite du journalisme politique, il s'agit cependant des individus ayant été les mieux à même d'influer sur l'orientation éditoriale des pages *Politiques*. L'encadré suivant n'a pas la prétention d'offrir un recensement exhaustif mais il fournit quelques exemples probants de telles affectations ⁸³⁵ :

Encadré 8. Carrières ultérieures d'anciens journalistes politiques

- **Michel Bassi**, chef du service *Politique* du *Figaro* (1967-71) puis rédacteur en chef adjoint (1971-74), devient conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République sous Valéry Giscard d'Estaing (1976-77) puis est nommé directeur général de RMC (1977-81).
- **Robert Boulay**, chef du service *Politique* de *Paris-Press* (1958-65), rédacteur en chef de RTL (1968) puis directeur adjoint des informations (1969-71), chef du service *Politique* de *Paris-Match* (1971-73) puis chef du service *Politique* de RTL (1973-83), devient conseiller technique auprès du ministre des affaires extérieures (1985-88).
- **Bernard Brigouleix**, journaliste politique (1972-1977) puis international (1977-84) au *Monde*, chef du service de politique étrangère à France-Inter (1988-93), devient conseiller politique d'Edouard Balladur (1993-95).

RMC), Michèle Cotta (*L'Express*, *Le Point*, France Inter, Europe 1, RTL), Thierry Desjardins (*Le Figaro*, *France-Soir*), Claude Imbert (AFP, *Le Point*), etc.

⁸³⁵ Se pose ici une question délicate à résoudre, celle de l'histoire non advenue. En effet, un certain nombre d'affectations, initialement envisagées, n'ont pu avoir lieu du fait de défaites électorales, de circonstances défavorables ou d'un refus de l'intéressé. Ce fut par exemple le cas pour Georges Suffert, militant du PSU, collaborateur de *France Observateur* et ancien rédacteur en chef de *Témoignage Chrétien* : « J'ai eu effectivement la possibilité de devenir ministre. De Gaulle, revenant au pouvoir en 1958, avait besoin d'un chrétien de gauche pour faire partie de son gouvernement. Edmond Michelet me "tâte" pour savoir si cela m'intéressait. Je dis non et je suggère le nom de Robert Buron (...). » (*Presse Actualité*, n°124, 1978, p. 23).

- **Michel Cardoze**, journaliste politique à *L'Humanité* (1970-79), il se voit confier en 1981 une chronique matinale sur l'actualité politique à France Inter.
- **Michel Chamard**, journaliste politique à *Valeurs actuelles* (1983-85) puis au *Figaro* (1985- 93), est désormais responsable de la communication des manifestations du Puy du Fou.
- **André Chambraud**, démissionnant du service *Politique* du *Point* en octobre 1982, au nom de ce qu'il identifie comme une « dérive droitère » de l'information politique et économique, est nommé directeur de l'information de France-Inter (source : *Presse Actualité*, n°167, 1982.)
- **Pierre Charpy**, chef du service *Politique* (1952-58), rédacteur en chef (1958-62) puis directeur (1962-70) de *Paris-Presse* devient directeur politique de *La Nation* (1974), organe de l'UDR, puis secrétaire général adjoint du RPR (1978).
- **Michèle Cotta**, journaliste politique à *L'Express* (1963-69 et 1971-76), Europe 1 (1969-71), chef du service *Politique* du *Point* (1977-80) puis de RTL (1980-81) devient présidente de Radio France - 1981-82) puis de la Haute autorité de la communication audiovisuelle (1982-86).
- **Patrice-Henri Désaubliaux**, journaliste politique à *La Croix* (1963-69) puis au *Figaro* (1969-2001) est élu conseiller de Paris sur la liste RPR-UDF dans le XX^e arrondissement puis est nommé par Jacques Chirac délégué municipal à la vie associative.
- **Jacques Fauvet**, chef du service *Politique* (1948-58), rédacteur en chef adjoint (1958-63), rédacteur en chef (1963-69) puis directeur du *Monde* (1969-82), est nommé en 1984 président de la Commission nationale Informatique et liberté.
- **Michèle Ferniot**, journaliste politique à *France-Soir* (1974-81), à *Magazine Hebdo* (1984-85) puis au *Figaro* (1985-86), est nommée chef du service de presse au ministère de l'Intérieur sous Charles Pasqua (1986-88) puis chef du service de presse du groupe RPR au Sénat (1988-93).
- **Jean-Gabriel Frédet**, chef du service *Economie* puis rédacteur en chef adjoint du *Matin de Paris* (1977-84), est nommé conseiller technique, chef du service de presse de Laurent Fabius (1984-85).
- **Jean Griot**, chef du service *Politique* (1961-64), rédacteur en chef adjoint (1964-69), directeur adjoint de la rédaction (1969-71), directeur de la rédaction du *Figaro* (1971-74), refuse de prendre la tête de l'AFP mais participe à son conseil d'administration (1974-76).
- **Xavier Jullien**, journaliste politique à *France-Soir*, accrédité auprès de Maignon (1999-2001), devient directeur de la communication du groupe socialiste à l'Assemblée nationale en octobre 2001.
- **Maryse Lelarge**, journaliste politique (1983-1987) puis journaliste économique à *L'Humanité*, est nommée conseillère technique dans le cabinet de Marie-Georges Buffet au ministère de la Jeunesse et des Sports entre octobre 2000 et mai 2002.
- **Serge Maffert**, chef du service *Politique* (1966-73), rédacteur en chef (1973-74) à *France-Soir* est nommé conseiller technique, chef du service de presse au cabinet de Jacques Chirac (1974-76).
- **Pierre Pellissier**, chef du service *Politique* du *Figaro* (1972-75) est nommé rédacteur en chef au service parisien de RMC (1975-78). Limogé pour ses engagements jugés trop « chiraquiens », il devient rédacteur en chef adjoint à France-Inter (1978-82). Participant à la campagne de Jacques Chirac en 1981 et 1988, il est enrôlé par Jacques Baumel sur sa liste pour les élections municipales de Rueil-Malmaison en 1983. De retour au service *Politique* du *Figaro*, par l'entremise d'« amis politiques » (1984-93), il devient directeur-gérant de Radio Tour Eiffel (1994-96) ainsi que directeur du bulletin municipal *Paris – Le journal* (1994-96). (Source : entretien n°51).
- **Thierry Pfister**, journaliste politique au *Monde*, affecté au suivi du Parti socialiste (1969-79), chef du service *Politique* au *Nouvel Observateur* (1979-81), est nommé chef adjoint au cabinet du Premier ministre Pierre Mauroy (1981-82) puis chargé de mission auprès du Premier ministre (1983-84).
- **Gilles Smadja**, journaliste à *L'Humanité* (jusqu'en 1997), membre du service *Politique* (1986-88), est nommé conseiller technique dans le cabinet de Marie-Georges Buffet au ministère de la Jeunesse et des Sports de juin 1997 à octobre 2000.

3. Appartenir à l'élite médiatique. A travers ces recrutements, on identifie un dernier facteur conditionnant cet attrait pour le « pouvoir » politique : un facteur de notoriété et de carrière. Car c'est bien cette proximité avec les principaux responsables politiques qui a longtemps légitimé la prétention des rédacteurs politiques à occuper une position, sinon élevée, du moins centrale, dans le champ journalistique⁸³⁶. Différents indicateurs en témoignent. Il serait trop long de tous les recenser mais on peut en citer quelques-uns : accession aux postes de direction ou aux comités éditoriaux dans les journaux, interventions dans les émissions politiques télévisées ou radiophoniques (« Clubs de la presse », « Grand Jury »), collaborations dans les pages nationales de la presse quotidienne régionale⁸³⁷, publications d'un nombre considérable d'ouvrages qui ne se restreignent d'ailleurs pas tous au strict jeu politique, etc. Bien évidemment, l'ensemble de ces indicateurs s'auto-entretiennent : c'est souvent l'accession à un poste élevé qui autorise la rédaction d'éditoriaux ou qui suscite les sollicitations de l'audiovisuel. Cette notoriété facilite en retour la publication d'ouvrages ou justifie les prétentions à conquérir les hiérarchies rédactionnelles, etc. En outre, il est bien difficile d'évaluer le poids relatif des journalistes politiques dans les hiérarchies internes, dans la mesure où l'on ne dispose d'aucun élément de comparaison avec d'autres spécialités professionnelles. Néanmoins, il est possible d'observer plus en profondeur la pertinence de certains indicateurs.

Tout d'abord, dans de nombreux journaux, l'appartenance aux services *Politique* a longtemps favorisé l'accession aux positions de pouvoir dans les rédactions. On pense bien évidemment au *Monde* dont la moitié des directeurs successifs sont issus du service *Politique* (Jacques Fauvet, André Laurens, Jean-Marie Colombani)⁸³⁸. Ce fut également le cas au

⁸³⁶ Sur les propriétés sociales et les valeurs de l'élite journalistique française du début des années 1980, voir RIEFFEL Rémy, *L'Elite des journalistes. Les hérauts de l'information*, Paris : PUF, 1984.

⁸³⁷ Les journalistes du *Monde* ont longtemps disposé de collaborations dans la presse régionale, économique ou étrangère, en rédigeant des papiers « politiques » pour les quotidiens qui ne disposaient pas de bureaux parisiens. Certains, à l'image d'André Ballet (*Télégramme de Brest*), se voyaient confier des comptes-rendus parlementaires, alors que d'autres devaient rédiger une synthèse de la journée politique sur un registre plus ou moins éditorialisant: Georges Mamy (*Ouest-France*), Pierre Viansson-Ponté (*L'Est républicain*) André Passeron (*Dauphiné libéré*), Alain Guichard (*Le Journal de Genève*), Noël Bergeroux (*Les Echos*), Thierry Pfister (*L'Alsace*, *Le Télégramme de Brest*, *Le Journal de la Dordogne*, *Les Nouvelles de Tahiti*), etc. Cette pratique semble s'estomper dans les années 1970, le chef de service Raymond Barrillon ayant demandé d'y mettre un terme (entretien n°29). Mais cette moindre présence semble également traduire un retournement des hiérarchies journalistiques. En effet, ces espaces éditoriaux vont être progressivement conquis par des rédacteurs disposant des ressources offertes par l'audiovisuel : Alain Duhamel (*Le Courrier de l'Ouest*, *Le Maine libre*, *Nice Matin*, *Les Dernières nouvelles d'Alsace*), Michèle Cotta (*Le Nouvel Economiste*), Bruno Masure (*Le Télégramme dimanche*, *VSD*), Gérard Carreyrou (*Rhône Alpes*). Il n'empêche que cette pratique a longtemps permis aux rédacteurs politiques de disposer d'un complément de revenus non négligeable.

⁸³⁸ La puissance du service *Politique* dans les rapports internes au journal est décrite par de nombreux auteurs (par exemple, COHEN Philippe, PEAN Pierre, *La Face cachée du Monde*, *op. cit.*, p. 165). L'occupation de positions

Figaro où, jusqu'à l'arrivée de Robert Hersant à la tête du journal, les carrières suivaient un cursus quasiment immuable⁸³⁹ :

Tableau 32. Carrière ultérieure des chefs du service *Politique* du *Figaro* (1944-75)

Louis GABRIEL-ROBINET	Chef du service <i>Pol.</i> (1944-47)	Rédacteur en chef (1947-65)	Administrateur - directeur de la société d'édition (1965-69)	Directeur (1969-71)
Marcel GABILLY	Chef du service <i>Pol.</i> (1947-58)	Rédacteur en chef adjoint (1958-64)	Rédacteur en chef (1964-1971)	Directeur adjoint de la rédaction (1971-75)
Jean GRIOT	Chef du service <i>Pol.</i> (1961-64)	Rédacteur en chef adjoint (1964-69)	Directeur adjoint (1969-71)	Directeur (1971-75)
Michel BASSI	Chef du service <i>Pol.</i> (1967-71)	Rédacteur en chef adjoint (1971-74)	-	-

Source : *Who's Who in France* 1970 et 1976, entretiens n°51 et 55.

Cependant, si on élargit l'enquête aux autres titres, on constate que cette prééminence des journalistes politiques dans les hiérarchies rédactionnelles est loin d'être généralisable. A nouveau, il semble qu'il faille différencier les journaux selon leurs traditions, leurs publics, leurs actionnariats, leurs orientations éditoriales, leurs rapports de force entre services. A condition d'en identifier les limites, le tableau ci-dessous permet de mesurer cette pénétration des rédacteurs politiques dans les cercles dirigeants des journaux. Il recense l'identité des directeurs de la publication et des directeurs de la rédaction depuis 1958. Néanmoins, trois écueils rendent sa construction et son interprétation malaisée. Tout d'abord, puisqu'il s'appuie sur les organigrammes officiels, prélevés principalement dans les « ours », il ne reflète qu'imparfaitement la réalité des rapports de forces au sein des rédactions. Ensuite, il se heurte à la variabilité des titres selon les périodes et les journaux (« rédacteur en chef » / « directeur de la rédaction » / « directeur » / « PDG » / « directeur de la publication » / « président du

de pouvoir ne se résumera pas seulement à la rédaction en chef. Ainsi la Société des rédacteurs est-elle également monopolisée depuis 1990 par les rédacteurs du service *Politique*, à l'exception d'Alain Giraudo en 1994. Il faudrait disposer de davantage de lignes pour saisir les rapports de forces entre services et entre équipes rivales. Néanmoins, selon les logiques d'accumulation du capital, le service *Politique* recueille les bénéfices de l'accession de ses chefs aux plus hautes fonctions dirigeantes. Ainsi, Jean-Marie Colombani put rétribuer certains de ces anciens collègues (qui ont porté sa candidature à la tête du journal) en leur octroyant différents postes valorisants : Anne Chaussebourg, Olivier Biffaud, Noël Bergeroux, Jean-Yves Lhomeau, Alain Rollat, etc. (cf. ROLLAT Alain, *Ma Part du Monde*, op. cit.).

⁸³⁹ Jean-François Brisson, qui fut rédacteur en chef adjoint, montre comment cette domination du service *Politique* fut longtemps perçue comme une évidence : « Marcel Gabilly fut choisi, le service politique étant désormais le vivier pourvoyeur de la rédaction en chef. (...) Selon la tradition, Griot, qui avait succédé à Gabilly à la tête du service politique, appartenait déjà à la rédaction en chef en qualité d'adjoint. » (BRISSEON Jean-François, *Fils de quelqu'un. Le souvenir de Pierre Brisson et les « trente glorieuses » du Figaro*, Paris : Editions de Fallois, 1990, p. 243 et 284). De la même manière, Jean Griot, parvenu à la direction du journal après avoir longtemps dirigé le service *Politique*, justifie cette prééminence : « C'était normal parce qu'on voulait que ce fût

directoire », etc.)⁸⁴⁰. Enfin, pour les rédacteurs ayant appartenu à un service *Politique*, rien ne nous permet d'affirmer que c'est cette étape dans leur carrière qui a constitué la ressource déterminante pour accéder à ces sommets rédactionnels⁸⁴¹.

Tableau 33. Recensement des directeurs de la publication et des directeurs de la rédaction des journaux de notre corpus (1958-2000).

	DIRECTEUR DE LA PUBLICATION	DIRECTEUR DE LA REDACTION
<i>Le Monde</i>	Hubert Beuve-Méry Jacques Fauvet André Laurens André Fontaine Jacques Lesourne Jean-Marie Colombani	André Chênebenoit Jacques Fauvet André Fontaine Bernard Lauzanne Thomas Ferenczi Daniel Vernet Claude Sales Bruno Frappat Noël Bergeroux Edwy Plenel
<i>Libération</i>	Serge July Pierre-Jean Bozzo Evence-Charles Coppée	Serge July Jean-Marcel Bouguereau Dominique Pouchin Jean-Michel Helvig Laurent Joffrin Frédéric Filloux Jacques Amalric
<i>Le Figaro</i>	Pierre Brisson Jean Hamelin Louis Gabriel-Robinet Jean Prouvost Jean d'Ormesson Robert Hersant André Audinot Christian Grimaldi	Louis Gabriel-Robinet Marcel Gabilly Jean Griot Max Clos Franz-Olivier Giesbert Michel Schifres Jean de Belot
<i>France-Soir</i>	Robert Salmon Paul Winckler Jacques Hersant Philippe Villin Yves de Chaisemartin Georges Ghosn	Pierre Lazareff Henri Amouroux Jean Gorini Guy Letellier Thierry Desjardins Philippe Bouvard Michel Schifres Bernard Morrot Yves Thréard Jean-Luc Mano

normal. Pardonnez-moi, je vais employer une expression excessive. Le service *Politique*, aux yeux de Pierre Brisson, c'était un peu l'aristocratie du journal. » (Entretien n°55).

⁸⁴⁰ A cet égard, les organigrammes des journaux de la Socpresse (*Le Figaro*, *France-Soir*...) sont d'une complexité si redoutable qu'ils nécessiteraient, pour pouvoir être déchiffrés, une connaissance approfondie du droit des affaires ! La distribution des postes répond également à des contraintes légales : pour ne pas tomber sous le coup de la législation sur les concentrations dans la presse, Robert Hersant dut placer certains lieutenants à la tête de ses différents journaux.

⁸⁴¹ Il aurait sans doute été préférable de relever l'ensemble des membres des rédactions en chef pour ne pas se limiter aux plus hauts dirigeants mais pouvoir mesurer la pénétration effective des journalistes politiques dans les hiérarchies. Néanmoins, ce travail aurait risqué d'être inutilement fastidieux tant les rapports hiérarchiques varient selon les journaux et les époques. Par exemple, alors qu'il n'y avait que deux rédacteurs en chef au *Monde* jusqu'au début des années 1980, ils n'étaient pas moins de quatorze en 2002 !

<i>L'Humanité</i>	Etienne Fajon Roland Leroy Pierre Zarka	René Andrieu Claude Cabannes
<i>L'Express</i>	Jean-Jacques Servan-Schreiber Jean-Louis Servan-Schreiber Jimmy Goldsmith Willy Stricker Françoise Sampermans Denis Jeambar	Philippe Grumbach Françoise Giroud Yves Cuau Yann de l'Écotais Christine Ockrent Denis Jeambar
<i>Le Nouvel Observateur</i>	Claude Perdiel Jean Daniel	Jean Daniel Hector de Galard Laurent Joffrin Serge Lafaurie
<i>Le Point</i>	Olivier Chevillon Jacques Duquesne Bernard Wouts	Claude Imbert Denis Jeambar Michel Colomes Franz-Olivier Giesbert
<i>L'Événement du Jeudi</i>	Jean-François Kahn Albert du Roy Thierry Verret	Albert du Roy Jean-Marcel Bouguereau Michel Labro Georges-Marc Bénomou
<i>Marianne</i>	Jean-François Kahn	Christian Hoche Maurice Szafran Philippe Boggio

Note : Figurent en caractère gras les dirigeants ayant, à un moment de leur carrière, appartenu à un service *Politique*.

Ce tableau nous enseigne que les journalistes politiques n'ont évidemment pas monopolisé les postes de directions. Néanmoins, un regard mieux ajusté permet de voir que la plupart de ces hiérarques ont entretenu une proximité certaine avec l'univers politique : on y découvre quelques élus ou militants (les dirigeants de *L'Humanité* bien évidemment, Robert Salmon de *France-Soir*, Robert et Jacques Hersant, Jean-Jacques Servan-Schreiber, Françoise Sampermans, etc.), une ancienne ministre (Françoise Giroud) et un grand nombre de journalistes qui, s'ils n'ont jamais intégré de services *Politique* proprement dit, ont témoigné d'une appétence manifeste pour la vie politique (Serge July, Jean Daniel, Jean-François Kahn, Georges-Marc Bénomou, etc.). On perçoit alors mieux les ressources que fournit l'appartenance à un service *Politique* dans les stratégies de conquête des hiérarchies rédactionnelles. Bien que défensif, car mobilisé pour critiquer l'actuelle direction de la rédaction du *Figaro*, l'argument suivant mérite d'être souligné :

« Il y a des types à la direction du *Figaro* qui n'ont pas le réflexe politique. Jean de Belot, le directeur de la rédaction, il ne connaît absolument rien au monde politique. Mais rien ! Il ne connaît personne et personne ne le connaît. Donc ça pose des problèmes : le directeur de la rédaction d'un grand quotidien parisien, il faut qu'il puisse téléphoner à un ministre. (...) Moi, si un Gouvernement de droite est en place, je tutoie à peu près la moitié du Gouvernement. Si j'ai un ministre, je n'ai pas besoin de passer par l'attaché de presse. Je lui téléphone directement. » (Henri Paillard, entretien n°2).

La connaissance intime du personnel politique a donc pu constituer une ressource précieuse pour qui compte diriger des journaux, dont la dimension « politique » a longtemps marqué leurs orientations éditoriales.

Mais cet accès aux positions de pouvoir dans les rédactions est également rendu possible par la notoriété dont jouissent les journalistes politiques vis-à-vis de leurs collègues⁸⁴². Témoignant de leur présence dans les coulisses de l'État, de leur capacité à traduire la parole du « Prince », de leur statut d'interlocuteurs des dirigeants, les journalistes politiques les plus en vue ont longtemps bénéficié d'un privilège rédactionnel : pouvoir se poser en « généraliste » susceptible d'intervenir sur l'ensemble des sujets débattus dans l'univers politique. Ce sont ainsi les chefs des services *Politique* (Jacques Fauvet, Pierre Vianson-Ponté au *Monde* ; Louis Gabriel-Robinet, Charles Rebois au *Figaro*, etc.) qui se sont longtemps vu réserver le privilège des éditoriaux ne concernant pas simplement la sphère politique mais l'ensemble des problématiques nationales. Dans les magazines (*L'Express*, *Le Nouvel Observateur*, *Le Point*), ce sont également les chefs des services *Politique*, généralement affectés au suivi de l'Élysée et de Matignon, qui ont, jusqu'aux années 1980, ouvert les pages *France* du journal par leurs vastes panoramas de la situation politique, économique et sociale. Ce statut de « grandes plumes » de la presse a donc pu être largement monopolisé par les principaux rédacteurs politiques.

Cette préséance, dans un contexte de forte politisation des journaux, leur a ainsi permis de « représenter » leurs rédactions dans les arènes de débats mises en place par les médias audiovisuels. Les « Clubs de la presse » (Europe 1) et autres « Grand Jury » (RTL) se sont inscrits dans la continuité d'émissions identifiables dès le début de la IV^e République⁸⁴³. C'est au nom de la « ligne éditoriale » de leurs journaux que ces journalistes furent initialement sollicités dans ces espaces de débats. Mais un certain nombre de rédacteurs politiques ont su entretenir un crédit personnel, justifié par la multiplicité des positions

⁸⁴² Les journalistes politiques bénéficient ainsi de leur capacité à cumuler les ressources nécessaires à l'occupation de positions de pouvoir. Voici, par exemple, comment Jean-Marie Colombani put justifier sa prétention à conquérir *Le Monde* : « Colombani présentait, jusque dans ses ambiguïtés, le profil le plus adapté aux circonstances. Sa notoriété médiatique agaçait les autres chefs de service mais valorisait *Le Monde* aux yeux des investisseurs potentiels. Ses prestations télévisées, aux côtés d'Anne Sinclair, faisaient grimacer les contempteurs du journalisme de connivence mais lui valaient la révérence du grand public. » (ROLLAT Alain, *Ma Part du Monde*, *op. cit.*, p. 72).

⁸⁴³ A la télévision également, les journalistes politiques ont pu, dès le milieu des années 1940, bénéficier d'une émission, *La Tribune des journalistes parlementaires* (Cf. BOURDON Jérôme, *Haute Fidélité. Pouvoir et télévision, 1935-1994*, Paris : Le Seuil, 1994, p. 37). Or cette présence des rédacteurs politiques au cœur des émissions télévisées ou radiophoniques est toujours visible, dans la mesure où ces espaces d'interviews ou de

occupées, par leur notoriété dans le « grand public » et par la reconnaissance manifeste des responsables politiques : Michèle Cotta, Georges Suffert, Franz-Olivier Giesbert, Catherine Nay, Alain Duhamel, Serge July, Jean-Marie Colombani, Christine Clerc, Eric Zemmour, Christophe Barbier, etc. Or leur autorité dans la profession s'est bien construite autour de leur capacité à « raconter » le pouvoir et, ainsi, à témoigner de leur présence dans la « coulisse » des plus hauts dirigeants politiques. Si leur intérêt pour la *parole*, officielle ou confidentielle, du « pouvoir » peut s'expliquer par les gratifications qu'apporte une telle proximité avec les élites politiques, on peut également lire l'intérêt pour les *jeux* de pouvoir comme une réponse logique aux contraintes pratiques pesant sur les rédacteurs politiques.

§ 2. LES LOGIQUES D'UN RUBRICAGE « PARTISAN »

Il convient à présent de se pencher plus spécifiquement sur les rubricards « partisans », c'est-à-dire ces rédacteurs affectés exclusivement au suivi d'un ou plusieurs partis. En effet, ce n'est qu'en observant les routines d'un tel travail que l'on peut comprendre comment les cadrages « stratégiques », autrement dit les lectures « politiciennes », se sont à ce point imposés dans les pages *Politique* des journaux français. Or de telles lectures ont suscité de nombreuses critiques de la part des rédacteurs issus de séquences voisines mais concurrentes, les services *Société*. On peut donc, à travers la comparaison entre ces deux spécialités rédactionnelles, mieux apprécier les spécificités pratiques du métier de journaliste politique.

A. *Expertise « horizontale » et expertise « sectorielle » : le poids croissant des services Société*

Parallèlement à l'émergence de l'*Investigation*, les services *Politique* ont vu leur prééminence et leur espace d'intervention progressivement grignotés par des rédacteurs frontaliers mais concurrents, les rubricards spécialisés des services *Société*. En effet, c'est à partir du milieu des années 1970 que sont apparues, dans la plupart des quotidiens et hebdomadaires nationaux, des pages labellisées *Société*⁸⁴⁴. Bien sûr, il ne s'agit pas d'une

débats sont généralement le produit d'une collaboration entre une chaîne de télévision, une radio et un journal (cf. « Le Grand Jury / RTL – *Le Monde* – LCI », « 100 minutes pour convaincre / France 2 – *Le Parisien* »).

⁸⁴⁴ Au *Monde*, c'est le changement de maquette en 1978 qui assurera la pérennité de pages auparavant présentes par intermittence sous ce label. A *Libération*, la séquence « Société » apparaîtra dès le milieu des années 1970 avant de disparaître au profit de pages Justice / Police puis d'être à nouveau intitulé « Société » au milieu des

création *ex nihilo*. Ces services ont généralement été le produit de l'agrégation progressive de différentes rubriques, auparavant isolées ou affectées au sein d'autres services : information générale (police / justice), équipement, éducation, religion, environnement, santé, agriculture, religion, etc., auxquelles ont parfois été associés les journalistes sociaux. La création de ces pages a accompagné le processus de transformations des maquettes des journaux. Conséquence des mutations technologiques et économiques de la presse écrite (augmentation de la pagination, nouvelles techniques d'impression, diffusion de principes issus du marketing tels que le « contrat de lecture », etc.), les séquences sont désormais mieux identifiées, à travers une tête spécifique, un emplacement fixe, des frontières plus marquées, etc. Or la constitution de ces pages, au cœur des années 1970, a accompagné l'émergence de nouvelles mobilisations dans l'espace public (environnementales, féministes, enseignantes, régionalistes, etc.), la professionnalisation de la communication des ministères, des associations ou des syndicats, ainsi que l'arrivée d'une génération de journalistes plus diplômés, entretenant un rapport plus critique à la politique institutionnelle⁸⁴⁵. Cette agrégation de rubriques autrefois dispersées ou placées sous la tutelle de services puissants (*Politique*, *Social*, etc.) a positionné, à côté des services *Politique*, une séquence dotée d'une hiérarchie attirée, disposant d'une pagination autonome et couvrant la plupart des politiques sectorielles. Cette concurrence dans les arbitrages rédactionnels a eu pour effet de restreindre la prétention des journalistes politiques à disposer d'un statut de « généralistes », susceptibles de couvrir l'ensemble des problématiques nationales et de déposséder ces rubricards spécialisés dès qu'un problème public était pris en charge par le personnel politique :

« Je crois qu'une des grandes évolutions de la rubrique, c'est le jour où les journaux, les hebdomadaires d'abord, ont créé, ce qui m'a toujours paru absolument artificiel, une rubrique *Politique* et une rubrique *Société*. Alors je ne sais pas si vous avez fait du latin et du grec, mais quelle est la différence entre *Politique* et *Société* ? La politique, c'est, disons, l'art de conduire les sociétés. Et alors maintenant, (...) la rubrique politique est devenue une espèce de rubrique échotière sur les coulisses des partis. » (Pierre Rouanet, ancien président de l'Association des journalistes parlementaires, entretien n°20).

années 1980. Au *Figaro*, la rubrique apparaît en 1983 sous le label « Notre vie », désormais appelé « Société ». A *France-Soir*, le rubricage a longtemps été assez flou, aussi bien à l'intérieur des services qu'entre eux. A partir de 1988 cependant, les pages « Société » sont clairement indiquées. Enfin, à *L'Humanité*, le service dispose de ses propres pages dès 1982.

⁸⁴⁵ Cette institutionnalisation des pages *Société* doit beaucoup au *Nouvel Observateur* ou à *Libération*, journaux de « gauche », soucieux de porter différentes revendications sociétales dans l'esprit d'un *new journalism* à la française. On identifie un phénomène similaire à la télévision dans laquelle émerge la revendication d'un « nouveau journalisme (...) interrogatif, explicatif, non-institutionnel, interpellatif, enfin nourri d'enquête et de reportage ». Deux tendances vont traverser ce projet : la *spécialisation* et le *dossier*. (cf. BRUSINI Hervé, JAMES Claude, *Voir la Vérité. Le journalisme de télévision*, Paris : PUF, 1982, p. 37).

De nombreux rédacteurs politiques évoquent les conflits récurrents qui opposent leurs hiérarchies aux responsables des services *Société*. Sous-tendues par des enjeux de pouvoir, ces querelles frontalières sont, au quotidien, motivées par des questions pratiques : volume respectif des pages, affectation d'un « sujet » dans telle ou telle séquence, répartition du travail entre rubricards des deux services, etc. Or les journalistes *Société* ont pu s'appuyer sur différents arguments pour asseoir leur prétention à subvertir des hiérarchies professionnelles autrefois dominées par les services *Politique*. Dans ces rapports de force, les journalistes *Société* disposent de ressources de légitimation, tout à la fois démocratiques et commerciales : en particulier, ils peuvent se référer à la « crise » de la représentation politique traditionnelle et l'avènement de la « société civile ». En accusant les rédacteurs politiques d'être « institutionnels » ou « partisans », ils peuvent se présenter comme traitant des préoccupations « concrètes » des lecteurs (santé, alimentation, sécurité, etc.), au-delà des lointaines « guéguerres politiciennes ». Cette dimension est explicitement soulignée dans les chartres rédactionnelles ou dans les prospectus publicitaires que distribue notamment *Le Monde* :

1995 : « Et tout le reste est société... un service fait de pièces et de morceaux choisis apparemment aussi divers que la médecine, les sciences, l'environnement, la défense, l'éducation, la religion (...). Tout ce qui n'est pas strictement politique, économique ou culturel mais qui tient à des institutions aussi robustes et permanentes pour ne pas être ébranlées par la fantaisie du moment. Les noblesses, disait-on autrefois. L'école, la caserne, l'église, ces édifices plantés au milieu de la cité, ouverts tout autant sur l'individu que sur la collectivité. C'est au service société que dépend au fond la vue quotidienne, l'expérience immédiate de chacun. **Aucun lecteur ne tourne ces pages sans s'y sentir personnellement impliqué.** Les informations y prennent vite un tour pratique. »⁸⁴⁶

2002 : « La séquence Société regroupe toutes **les informations qui touchent à la vie quotidienne des individus** (éducation, santé, logement, exclusion, immigration). Elle traite aussi les affaires de justice, de police, ainsi que les faits divers (...). Vingt-quatre journalistes composent ce vaste domaine où se croisent articles de spécialistes et articles de généralistes. »⁸⁴⁷

A l'image de l'opposition entre journalistes d'investigation et journalistes politiques, ces conflits manifestent plus généralement l'antagonisme entre deux conceptions du métier. On peut ainsi identifier trois distinctions, qui sont au fondement des critiques adressées aux rédacteurs politiques. Tout d'abord, on note un clivage entre une « expertise sectorielle » et une « expertise horizontale »⁸⁴⁸. Tandis que la première fait appel à des compétences techniques pour analyser certaines controverses ou politiques publiques, la seconde mobilise une connaissance aiguë des acteurs et de leurs jeux de pouvoir afin de pouvoir traiter des

⁸⁴⁶ *Le Monde*, n° spécial, 01/12/1995.

⁸⁴⁷ *Le Style du Monde*, op. cit., p. 24.

⁸⁴⁸ CHARRON Jean, *La Production de l'actualité*, op. cit., p. 264.

multiples problématiques traversant l'espace politique⁸⁴⁹. Cela suppose donc de disposer d'un cadre d'analyse transposable à une pluralité de situations et de secteurs d'activité : « En tant que spécialiste de la politique, le journaliste parlementaire tend à ramener le politique à la politique, à se concentrer sur les actions et les discours des élus et à ne traiter ces actions et ces discours que dans leur dimension de politique partisane. »⁸⁵⁰ En effet, indépendamment de leur âge ou de leurs rédaction d'appartenance, la plupart des rédacteurs interviewés indiquent qu'à la différence de leurs collègues d'*Economie* ou de *Société*, un « bon » journaliste politique ne se distingue pas par l'étendue de ses connaissances techniques. Au contraire, ils affirment que sa compétence spécifique réside dans la possession d'une solide culture historique⁸⁵¹ et dans une connaissance intime des acteurs politiques actuels. En outre, ces deux spécialités se distinguent également par la nature de leurs sources. Alors que les journalistes politiques dépendent des professionnels de la politique, les rubricards *Société* peuvent se targuer de faire parler les représentants de la « société civile » et relater les expériences des « vrais gens »⁸⁵². Enfin, et en conséquence, l'antagonisme révèle une divergence quant à la perception de l'actualité. Tandis que les journalistes politiques s'inscrivent dans une conception feuilletonesque de l'information, les rédacteurs *Société* appréhendent plutôt les événements comme *illustration* de problématiques plus vastes. Les pages *Société* sont ainsi davantage constituées de dossiers thématiques, mêlant analyses, reportages et témoignages, moins strictement adossés à l'actualité présente⁸⁵³.

⁸⁴⁹ Certains revendiquent néanmoins un espace d'expertise : la connaissance des institutions et du droit constitutionnel. Ainsi, parmi les politiques publiques du ressort exclusif des services *Politique*, on trouve généralement les questions relatives à la décentralisation et, plus généralement, à la « réforme de l'État ».

⁸⁵⁰ CHARRON Jean, *La Production de l'actualité*, op. cit., p. 264

⁸⁵¹ Ils endossent toutefois, pour la plupart, une conception de l'histoire que ne renieraient pas certains tenants de l'histoire politique telle qu'elle put être enseignée dans de nombreux manuels de *Vie politique française*. On pense par exemple à cette introduction de l'ouvrage de Jacques Chapsal, publié en 1984 : « L'auteur a pris le parti d'une histoire événementielle et personnalisée. (...) L'on a ici à retracer l'histoire politique des régimes où les personnalités comptent au moins autant que les institutions. Il y a donc des dates, des faits (dont certains pourraient même paraître anecdotiques), des esquisses de portraits et d'explication psychologiques. Que les principaux décideurs aient été, suivant les moments, Pierre Mendès-France ou Edgar Faure, Henri Queuille ou Antoine Pinay, Michel Debré ou Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing ou Jacques Chirac, leur personnalité a joué un rôle déterminant dans l'évolution politique. » (CHAPSAL Jacques, *La Vie politique en France de 1940 à 1958*, Paris : PUF, 1984, pp. 14-15).

⁸⁵² Ainsi de nombreux reportages consacrés au militantisme ont-ils été attribués aux rédacteurs des services *Société* ou *Enquête* (par exemple, *L'Express* du 26 avril 1984). De la même manière, dans *L'Express* toujours, les dossiers consacrés à l'extrême gauche ou l'extrême droite ont été longtemps confiés aux rédacteurs *Société* ou *Police – Justice*. On peut formuler un constat similaire au sujet du *Nouvel Observateur* des années 1980 dont les enquêtes sur le FN sont réalisées par les « grands reporters » du journal.

⁸⁵³ Ce journaliste, passé de la presse quotidienne au newsmagazine puis des pages *Politique* aux pages *Société* affirme ainsi que « la politique, elle se suit au jour le jour. (...) Dans un hebdo, ce n'est pas très intéressant comme suivi. Ça va trop lentement. (...) En revanche, il y a très peu d'actualité institutionnelle en *Société*. L'actualité institutionnelle, on peut la traiter mais par un biais journalistique particulier qui fait qu'on la traite par des papiers vivants, des reportages, des enquêtes pour faire vivre tout ça. (...) Et donc on va énormément

Cette division du travail recouvre ainsi une opposition entre deux « régimes de vérité »⁸⁵⁴, deux manières de décrire le réel. On peut mobiliser à nouveau l'exemple de la parole politique pour étayer ce constat. Confrontés à la communication ministérielle, les rédacteurs *Société* appréhendent ce discours comme un élément de description et d'action sur le réel : ils relaient les statistiques officielles, ils analysent les politiques gouvernementales, ils en étudient les effets sur le « terrain ». S'ils contestent parfois la pertinence ou l'honnêteté de l'action ministérielle, en interviewant des experts ou des opposants, en pointant certaines contradictions, en stigmatisant les effets d'annonce ou les idéologies sous-jacentes, il n'empêche que le discours politique est bel et bien saisi en tant que parole de l'État et de ses représentants. En revanche, les journalistes politiques appréhendent les déclarations des acteurs politiques comme des actes symboliques ou des coups tactiques qui servent à se positionner ou à voiler la réalité des rapports de forces et des arrière-pensées. Cette journaliste politique décrit ainsi cette articulation entre les deux services :

« La politique, elle est quand même dans le symbole et la parole. Les effets après, c'est dans la société. C'est le service *Société* qui dit : "Bon, il y a eu une loi sur les hôpitaux, on va voir comment elle est appliquée." C'est vrai que nous, on est quand même dans la parole, le symbole. » (Pascale Amaudric, entretien n°36).

Ainsi, ce renforcement des services *Société*, tant en termes de prestige que de poids rédactionnel, a eu différentes incidences sur des services *Politique*. S'il restreint dans un premier temps l'espace d'intervention des journalistes politiques, il entraîne dans un second temps certaines réorganisations au sein des services *Politique*, incités à incorporer davantage de rubriques de « fond ». Cependant, cette évocation des pages *Société* n'a pas été menée pour en déceler les influences sur l'écriture des pages *Politique* mais pour permettre, par la comparaison, de saisir certaines logiques structurant l'écriture des journalistes politiques. Il faut dès lors s'emparer de cette judicieuse remarque de Mark Fishman pour poursuivre notre enquête : « Chaque rubrique nécessite (...) des façons différentes de travailler, adaptées à l'activité particulière du territoire couvert par la rubrique. »⁸⁵⁵ Ce regard croisé sur ces deux services permet d'entrevoir les effets propres du rubricage sur les cadrages journalistiques : on peut alors mieux comprendre cette permanence d'une lecture stratégique, c'est-à-dire « politicienne », du jeu politique.

transformer la matière, beaucoup plus qu'en *Politique*. Et puis on capte l'air du temps. On invente un sujet. » (Fabien Roland-Lévy, entretien n°38). De la même manière, les rédacteurs du *Nouvel Observateur* confient que les pages *Politique* sont les dernières à être confectionnées car le souci demeure d'être « réactif » par rapport à l'actualité (Hervé Algalarrondo, entretien n°22).

⁸⁵⁴ BRUSINI Hervé, JAMES Claude, *Voir la Vérité, op. cit.*, p. 17.

⁸⁵⁵ FISHMAN Mark, *Manufacturing the News*, Austin : University of Texas Press, 1980, p. 36.

B. Rubricage partisan et cadrage stratégique

Un certain nombre d'anciens journalistes politiques jugent négativement leurs confrères actuels, à qui ils reprochent leur méconnaissance des questions de « fond », leur intérêt exclusif pour le « superficiel », en somme leur « paresse ». La citation suivante, extraite d'un entretien réalisé en mars 2002, permet de mettre à jour certaines des contraintes pratiques qui pèsent sur le travail journalistique :

« L'une des tares des journalistes politiques, c'est qu'on ne raconte pas l'événement, on anticipe de manière fantasmagique l'épisode suivant. Mais c'est beaucoup plus facile pour le journaliste. Il n'a pas besoin de travailler. Moi, j'en ai fait pendant dix ans des articles comme ça ! S'il faut lire le projet de loi, aller se renseigner, savoir quels sont les vrais enjeux, ça, c'est du boulot ! Ça, c'est fatigant ! Il faut rencontrer des gens que vous n'avez pas immédiatement autour de vous. Tandis que rencontrer trois députés et deux chefs de partis et prendre un pot avec eux, et dire : "Ouais, mais tu comprends s'il y a 2 % de voix centristes qui se déplacent..." Et puis avec un peu de pratique, vous comblez vos pages tous les jours et ça passe comme une lettre à la poste. C'est comme ça aussi qu'on dépolitise un pays. (...) Mais à la décharge des médias, tout ça va très vite. Une journée chasse l'autre. Et puis on dit le contraire le lendemain. Et puis on s'en fout parce que de toute façon, tout ça, c'est de l'éphémère. (...) Donc finalement il est plus facile de dire : "Chirac super-menteur", "Jospin pas drôle", parce que ça, c'est immédiat. Pareil, Noël Mamère a fait 160 propositions. Il n'y pas un journal qui va me donner les 160 propositions. Enfin, il y en a une que toute la France connaît, c'est la légalisation du cannabis. C'est ça ce que j'appelle les paillettes. Parce que s'il faut s'intéresser à l'effet de serre, là ça devient compliqué. Il faut commencer à prendre de la doc. Sur le cannabis, vous n'avez pas besoin de prendre de doc. Votre article, vous devez le faire tous les jours. Vous allez lui consacrer deux heures. Si vous commencez à avoir une journée de doc à faire, ce n'est pas possible. » (Thierry Pfister, entretien n°21).

Concevoir la politique en tant que « jeu », sur un mode ludique, stratégique ou théâtral, constitue donc une solution de commodité en termes d'économie du travail personnel. Compte tenu des contraintes de temps et de volume des articles, il est ainsi plus facile de recueillir un certain nombre de petites phrases « vachardes » plutôt que de se pencher sur l'examen de « dossiers de fond ». D'autre part, de telles informations répondent aux exigences de lisibilité puisqu'elles peuvent être mise en forme dans un style « plaisant », accessible aux différents publics. C'est ainsi que l'on peut comprendre le décalage entre ces extraits d'entretiens où les journalistes mobilisent un registre éthique, en évoquant leurs responsabilités professionnelles, et ces extraits où les rédacteurs investissent un registre plus réaliste où ils avouent qu'au-delà de ces nobles principes, l'exigence principale consiste à « mouliner » et à « remplir la copie » dans des formats si possible attractifs. On ne peut donc comprendre le travail journalistique sans s'interroger à la fois sur les modes d'organisation mis en place pour rationaliser la production, et sur le souci individuel de maximiser le rapport

coûts / avantages spécifique à sa rubrique⁸⁵⁶. Certes, ce calcul est rarement explicite : il prend forme dans la pratique, par la mise en place de routines qui satisfont à la fois aux contraintes de production et à la possibilité de bénéficier de gratifications personnelles. En somme, on peut dire que le rubricage *encadre* les routines professionnelles. Il convient dès lors d'identifier les incidences propres au rubricage sur les rhétoriques mobilisées par les journalistes politiques.

Recueillant leurs informations avant tout par le contact direct avec leurs sources plutôt que par l'étude de « dossiers » spécialisés, plongés dans un univers politique pacifié qui se définit avant tout comme univers de discours, les rédacteurs politiques accordent beaucoup d'attention aux jeux d'acteurs dont ils sont les témoins quotidiennement, que ces actions s'expriment publiquement ou dans les coulisses. Mais on ne peut comprendre cet attrait pour les jeux « politiques » qu'à condition de prendre en compte les logiques pratiques des rubricards « partisans » et de les comparer avec celles des rédacteurs *Société*. En se spécialisant autour de politiques sectorielles⁸⁵⁷, ces derniers se trouvent principalement confrontés aux luttes opposant pouvoirs publics et lobbies pour définir les choix gouvernementaux⁸⁵⁸. Ils sont donc soumis à la communication de différents groupes qui utilisent les médias comme ressources pour imposer leur lecture des problèmes publics et pour enrôler l'opinion publique autour de telle ou telle « cause ». Pour ces journalistes, il paraît donc légitime de s'intéresser avant tout aux enjeux de ces luttes et de manifester son excellence professionnelle, en discutant des propositions des uns et des autres, en recueillant l'arbitrage d'experts, en sollicitant les témoignages, si possibles poignants ou édifiants, d'individus concernés par ces problèmes publics. Ce cadrage de l'actualité est d'autant plus pertinent que les acteurs appartenant à ces groupes (fonctionnaires, membres des cabinets ministériels, responsables associatifs ou syndicaux, etc.) sont souvent méconnus. Ainsi, à moins d'un affrontement spectaculaire ou publiquement affiché, les luttes internes à ces organisations semblent donc faiblement saillantes, journalistiquement parlant. Il faut en outre

⁸⁵⁶ On a déjà évoqué la diversité des gratifications (être reconnu par des sources prestigieuses, être valorisé par sa direction, pouvoir faire un « coup » repris par les confrères, etc.). Quant aux coûts éventuels, ils sont eux aussi variés : temps consacré, fatigue ou ennui, difficulté à vulgariser le sujet, interlocuteurs difficilement accessibles, rupture avec ses sources (« se griller »), prise de risque sur un plan judiciaire, ratage d'un événement relaté partout ailleurs, etc.

⁸⁵⁷ On peut rappeler que Gaye Tuchman qualifiait un tel rubricage de « thématique » et l'opposait aux divisions du travail « géographiques » ou « organisationnelles » (TUCHMAN Gaye, *Making the News. A Study in the Construction of Reality*, New York : The Free Press, 1978, p. 25 sq.).

⁸⁵⁸ « La politique est d'abord une lutte symbolique dans laquelle chaque acteur politique cherche à monopoliser la parole publique ou [à] faire triompher sa vision du monde et à l'imposer comme vision juste au plus grand nombre. » (CHAMPAGNE Patrick, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris : Minuit, 1990, p. 17).

ajouter que les médias et, à travers eux, l'opinion publique, ne constituent pas toujours une ressource déterminante pour arbitrer les différends au sein de ces groupes. Qu'il s'agisse d'administrations, de syndicats ou d'associations, le « grand public » pèse peu sur le recrutement et la légitimité des dirigeants. Ainsi, dans leurs relations aux rédacteurs, ces acteurs sociaux cherchent moins à favoriser leur notoriété personnelle qu'à porter la parole d'organisations dont il faut montrer l'unité et la « noblesse » des objectifs. Il est en tout cas plus rare que ces acteurs cherchent à enrôler les journalistes pour discréditer leurs partenaires ou afficher publiquement leurs divergences de vues. A moins d'un travail spécifique d'enquête, coûteux en temps et peu susceptible d'intéresser les lecteurs, les rubricards spécialisés ont dès lors peu de raisons pratiques de traduire les activités du champ social couvert en termes de luttes personnelles au sein des groupes qui le composent.

En revanche, les rédacteurs « partisans » se voient attribuer le suivi d'organisations autonomes mais divisées, dotées de hiérarchies et de porte-parole clairement identifiés mais constituées d'agents tout autant intéressés au succès collectif de leur entreprise qu'à leur réussite individuelle. Ils se trouvent donc plongés dans un espace organisé et conflictuel dont les principaux acteurs sont autant de sources potentielles, rétribuant confidences et informations exclusives contre un espoir de médiatisation. Fondant leur compétence de journalistes spécialisés sur leur connaissance des jeux et des enjeux internes, ces rédacteurs vont donc adopter des répertoires d'écriture ajustés au type d'informations auxquelles ils se trouvent confrontés. Il faut rappeler que dans le cas des rubricards « partisans », les principales « sources » sont également les « acteurs » de l'actualité : lorsqu'ils s'expriment publiquement ou lorsqu'ils informent confidentiellement le journaliste, ces acteurs cherchent à discréditer un rival, à vanter le travail d'un allié, ou plus fréquemment à bénéficier des ressources de notoriété et de légitimation offertes par leur médiatisation. Aussi, pour un rédacteur contraint à une production de copie quotidienne mais qui ne peut se contenter de relayer les messages officiels des services de presse du parti, rendre compte des différends internes et des luttes de pouvoir est une solution de commodité. Le cadrage « stratégique », « épisodique » et personnalisé de l'information politique ne répond dès lors pas seulement au cynisme des journalistes mais est surtout une conséquence d'un rubricage qui les affecte au sein d'organisations divisées et composées d'acteurs censés séduire l'« opinion publique ». C'est pourquoi, face à des pages *Société* apparemment plus intéressées par les questions de « fond », les pages *Politique* paraissent à ce point préoccupées par les oppositions de « personnes ». Cette plongée dans l'univers des partis affecte donc les représentations des

rédacteurs et notamment leurs conceptions de ce qui constitue l'information saillante. Ainsi, pour un rédacteur politique, il apparaît souvent plus « difficile » de couvrir un parti hiérarchisé et discipliné tel que le PCF :

- « Ce n'était pas très marrant de faire le PC à l'époque où je l'ai fait [*au début des années 1980*]. Le PC est resté assez dogmatique. Il a fallu que le PC impose pour qu'il commence à fonctionner un petit peu normalement avec la presse. (...) C'est-à-dire qu'on n'avait strictement aucune information possible en dehors des communiqués officiels. Quand on rencontrait un dirigeant, il paraphrasait les communiqués officiels. Point final. Mais c'est au moment où je suis le PC qu'il commence à y avoir les premières dissidences et où l'information est devenue plus accessible. (...) Dans les autres partis, il y a une culture différente. A l'UDF, par exemple, on nous raconte beaucoup plus facilement les choses. Au PS aussi. » (Hervé Algalarrondo, entretien n°22)

- « J'avais des difficultés particulières parce que quand j'ai pris en charge le Parti communiste, il y avait une fatwa de la place du Colonel Fabien qui interdisait tout contact entre un dirigeant du parti et un journaliste de *Libération*. Je n'étais même pas invité aux conférences de presse. (...) Donc j'ai dû construire tout un réseau clandestin, avec une difficulté, c'est que je ne voulais pas être le porte-parole des contestataires du PC. (...) Je me souviens de dirigeants de fédérations qui étaient dans la ligne mais qui étaient plus intelligents, plus libres et qui acceptaient, confidentiellement évidemment, de me recevoir. (...) C'est tout un travail de tisser un réseau. C'est pour ça que c'était assez excitant parce que c'est beaucoup plus difficile de bien suivre le Parti communiste que de suivre le Parti socialiste, en tout cas à cette époque-là. » (Eric Dupin, entretien n°58).

Malgré leur désaccord sur le « plaisir » à couvrir le PCF, ces deux journalistes manifestent pourtant une conception commune du métier. Pour eux, l'« ouverture » des partis constitue à la fois le *moyen* et la *finalité* de l'information : le *moyen* car c'est cette plus ou moins grande discipline qui permet au journaliste de disposer d'informateurs fiables ; la *fin* car ce sont justement l'histoire de ces dissidences et de ces oppositions qui alimenteront les colonnes des journaux⁸⁵⁹. Ainsi, en comparant les difficultés à travailler sur tel ou tel parti, ces rédacteurs révèlent implicitement leurs visions de ce qui constitue, pour un journaliste spécialisé sur *une* organisation politique, l'information digne d'être rapportée.

En ce qui concerne le traitement de manifestations publiques telles que les congrès, on peut ainsi résoudre cet apparent paradoxe qui veut que ce sont ceux dont on fustige le plus les luttes « fratricides » et éloignées des préoccupations des citoyens qui bénéficient de la plus large couverture journalistique⁸⁶⁰. Ce sont en effet ceux où « l'information » disponible ne se

⁸⁵⁹ A travers ces dimensions de « moyen » et de « fin » de l'information, on retrouve d'une certaine façon les critères de sélection des nouvelles suggérés par Herbert Gans : *disponibilité* et *pertinence* de l'information (GANS Herbert, *Deciding What's News. A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time*, New York : First Vintage Books Editions, 1980, p. 81).

⁸⁶⁰ Le congrès de Rennes du Parti socialiste (mars 1990) en fournit la plus éloquente illustration. Mais on identifie là un problème plus ancien et qui ne concerne pas seulement le journalisme politique. En effet, ces périodes de profondes divisions, rendues possibles par une « crise » de leadership, constituent des discontinuités qui justifient le sentiment d'avoir affaire à des événements dignes d'être rapportés.

résume pas aux discours officiels et aux interventions publiques⁸⁶¹. Ce sont donc ceux qui permettent d'articuler contraintes d'économie du travail (faciliter la production de copie), contraintes de lisibilité (ne pas se contenter de reproduire des discours souvent hermétiques mais proposer des « histoires » intéressantes) et contraintes normatives (ne pas apparaître comme un simple porte-plume des responsables politiques). De même, les rédacteurs vont privilégier la parole des acteurs politiques les mieux à même de bousculer la « langue de bois ». En effet, ces « bons clients » sont précieux car ils savent livrer des discours attractifs au niveau des formats (courts, incisifs ou humoristiques) et au niveau du contenu informatif (révéler les rapports de force au sein du parti). Ainsi ce journaliste de *L'Humanité*, accrédité auprès des Verts, interprète-t-il l'attrait de ses confrères pour Noël Mamère :

« C'est un homme de presse, il sait parler à la presse. Il sait en trois minutes sortir trois phrases chocs. Avec la presse écrite, c'est un petit peu différent parce qu'il y a plus de place. Mais avec les radios et les télévisions, il est très bon, parce qu'il sait qu'il faut qu'en quarante-cinq secondes, il dise quelque chose qui passe et qui soit repris. (...) C'est ce qu'on appelle un bon client. Donc je pense que c'est pour ça que les journalistes aiment bien Noël Mamère. En plus, c'est quelqu'un de très disponible aussi. » (Entretien n°17).

Comme tous rédacteurs spécialisés, les journalistes « partisans » sont amenés à fréquenter assidûment un nombre restreint de sources, en l'occurrence ici le personnel politique. Or, comme le souligne Sandrine Lévêque, au sujet des journalistes sociaux, les rédacteurs spécialisés tendent à partager les schèmes d'appréhension de leurs sources. Elle évoque ainsi cet « autre type de contraintes : celles liées aux *préconstructions* de la réalité auxquelles les journalistes sont quotidiennement confrontés »⁸⁶². Cette remarque concerne avant tout les tentatives d'imposer un cadre interprétatif autour d'un problème public. Mais au-delà de ces impositions de problématiques, il faut noter que ce sont les enjeux mêmes de l'univers social couvert qui tendent à être partagés à la fois par les acteurs de ce secteur et par les journalistes qui y sont affectés. Or les journalistes politiques disposent d'une caractéristique commune avec la plupart des hommes politiques : l'absence de spécialisation autour de politiques sectorielles ou plutôt la nécessité d'être amené à aborder des questions variées pour tout acteur ayant la prétention de jouer un rôle de premier plan. Ainsi les rédacteurs politiques se distinguent-ils avant tout par leur connaissance des codes symboliques et verbaux qui structurent les oppositions dans le champ politique : « Sur le

⁸⁶¹ Par exemple, lors du congrès des Verts de novembre 2000, *Libération* et *Le Monde* consacreront davantage d'espace aux circonstances de l'élaboration du texte de synthèse qu'à la restitution de ce texte lui-même.

⁸⁶² LEVEQUE Sandrine, *Les Journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes : PUR, 2000, p. 197

registre de la politique dite par mépris : politicienne, les problèmes de société (inflation, chômage, inégalités sociales, condition de la femme, etc.) y sont codés en termes théâtralisés. Leurs aspects “réalistes”, c’est-à-dire les contradictions d’intérêts et les antagonismes d’où surgissent ces problèmes, s’y trouvent gommés, rejetés dans l’ombre ou travestis.»⁸⁶³. C’est pourquoi les discours politiques sont rarement mis en relation directe avec la réalité des enjeux sociaux mais sont plus fréquemment appréhendés dans le cadre des rivalités personnelles. D’autres croyances sont également communes à ces deux univers : la croyance dans la compétence politique des électeurs⁸⁶⁴, la croyance dans l’efficacité performative de la parole politique, la croyance dans la centralité de l’élection présidentielle, la croyance dans l’importance des stratégies de communication, etc. C’est ainsi l’ensemble des cadres interprétatifs des acteurs politiques qui sont incorporés par les journalistes politiques.

On peut alors mieux apprécier les incidences de la présidentialisation du jeu politique sur l’écriture journalistique lorsqu’on l’articule avec ces contraintes d’économie du travail. Malgré les exigences de la discipline partisane, il y a bel et bien convergence entre l’intérêt du personnel politique à la médiatisation et l’intérêt du personnel journalistique à disposer d’informations, publiques ou confidentielles, qui témoignent d’une rivalité au sein d’un parti⁸⁶⁵. Toutefois, cette convergence n’exclut pas les tensions, les hommes politiques pouvant reprocher aux journalistes de faire le jeu de leurs rivaux tandis que les rédacteurs pouvant reprocher aux acteurs politiques leur autoritarisme ou leur langue de bois. Cette situation est particulièrement manifeste pour les rubricards affectés auprès des formations les plus « proches », idéologiquement parlant, de leurs journaux d’appartenance. En effet, ces rédacteurs se trouvent confrontés à des acteurs politiques d’autant plus soucieux de voir leur parole reproduite qu’ils s’adressent, via le journaliste, à un public supposé appartenir à leur camp. Ainsi, d’après les rédacteurs, les relations qu’ils entretiennent avec les hommes

⁸⁶³ BRAUD Philippe, *Le Suffrage universel contre la démocratie*, Paris : PUF, 1980, p. 21.

⁸⁶⁴ Cf. GAXIE Daniel, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris : Le Seuil, 1978, pp. 10-15.

⁸⁶⁵ La plupart des journalistes revendiquent ce jeu de « manipulations » croisées, sans lequel, pour eux, il n’y aurait pas d’informations disponibles. Par exemple, ce rédacteur de *Libération*, chargé de couvrir le Front national, explique ainsi comment son travail s’est trouvé facilité par l’émergence de la fronde mégrétiste : « Ce qui a joué, c’est que le Front National s’est, entre guillemets, banalisé sur le plan des pratiques politiques, sous l’influence notamment de Mégret et de ses amis qui essayaient de jouer au parti politique normal, donc d’entretenir des relations plus suivies avec la presse, d’essayer de soigner son image, etc. Les rivalités internes ont commencé à naître avant de donner le résultat qu’on a vu. (...) Ça devenait de plus en plus facile pour moi, parce que, comme dans n’importe quel parti, je pouvais jouer un camp contre l’autre. (...) Parfois je savais que, quand les mégrétistes me faisaient passer une information pour dézinguer Le Pen, c’est parce que eux pensaient que ça allait servir en interne. Et tant mieux. Et moi, ça me servait pour raconter que c’était le bordel. Donc, à

politiques les plus éloignés des valeurs défendues par leur journal sont paradoxalement plus simples car ces acteurs « n’attendent rien » d’eux. A l’inverse, couvrir les partis avec lesquels son journal entretient le plus d’affinité soulève de nombreuses difficultés dans l’exercice quotidien du travail. D’une part, les rédacteurs affirment être « inondés » de sollicitations. D’autre part, ils estiment faire face à des « pressions » beaucoup plus aiguës. Pour ces journalistes, la contrainte est alors double : non seulement leurs sources sont soucieuses de voir leur parti ou leur camp valorisé, mais elles sont tout autant attentives au traitement réservé à leur « courant » ou à leur « tendance » au sein du parti :

- « Les contacts se font très rapidement, parce que le milieu politique est très demandeur d’expression médiatique. (...) Mais il y a une règle de base : chacun s’estime mal traité et croit qu’on est trop gentil avec les autres. Alors moi, j’ai fait beaucoup de papiers sur ceux qui sont les “premier-ministrables” de droite : Sarkozy, Raffarin, Douste-Blazy, Fillon. A chaque fois, j’ai des retours immédiats des autres qui disent : “Lui, il a été bien traité. Il a une grande photo.” (...) Ils [y] voient des choix politiques très clairement pensés. » (Guillaume Tabard, journaliste politique au *Figaro*, entretien n°15).

- « Au PS, chacun des dirigeants n’a qu’une aspiration, c’est d’avoir son nom dans le journal, *a fortiori* dans *Libé*. Au PS, ils sont vingt-cinq à me submerger d’infos tous les jours. (...) Et leurs réactions sont démesurées. A la moindre virgule de travers, vous avez quatre mecs du PS qui vous appellent. C’est ahurissant ! (...) Mais deux jours après, ils vont prendre telle ou telle décision ou faire telle ou telle déclaration en fonction de ce qui a été écrit dans *Libé* deux jours avant, parce qu’il y a un effet d’entraînement de *Libé* sur l’ensemble de la presse. Et il suffit qu’on écrive qu’Aubry est contestée en sous-main par certains dirigeants socialistes pour que François Hollande, il y a trois semaines, consacre trois quarts d’heure du bureau national du PS à dire : “Nous sommes tous derrière Martine Aubry. Elle fait un excellent projet. Nous sommes tous main dans la main, etc.” » (Renaud Dely, journaliste politique à *Libération*, entretien n°5).

Conclusion.

Une lecture entrepreneuriale des transformations rédactionnelles et ses limites

En se penchant sur les contraintes, économiques et organisationnelles, face auxquelles sont confrontées les entreprises de presse, on peut rendre lisibles certaines des évolutions observées dans le contenu des pages *Politique*. Ces transformations ont tout d’abord été le produit d’une redéfinition des normes rédactionnelles, sous l’effet d’un profond bouleversement de l’espace médiatique. La raréfaction du lectorat, la concurrence croissante

partir du moment où le bunker s’est fendillé, c’était plus facile d’aller chercher de l’info, elle sortait toute seule. Je jouais d’un camp contre l’autre. » (Renaud Dely, entretien n°5).

des entreprises audiovisuelles et la pression des détenteurs du capital ont poussé les hiérarchies à traduire ces enjeux commerciaux en enjeux journalistiques. A travers différentes « audaces », certains journaux ont innové et contraint leurs concurrents à adopter leurs savoir-faire sous peine d'être sanctionnés par les lecteurs. Ces règles, censées témoigner du « professionnalisme » des rédacteurs, se sont d'autant mieux imposées qu'elles furent justifiées par les enquêtes marketing et naturalisées dans les espaces d'apprentissage du métier. Des logiques économiques se sont donc imposées aux services *Politique*. Mais ceux-ci ont également dû faire face à des logiques organisationnelles. Pour disposer d'informations régulières, les rédacteurs sont contraints d'entretenir des relations soutenues avec le personnel politique, ce qui les rend peu disposés à investir des postures critiques de « chiens de garde » de la démocratie. Pour couvrir au mieux la politique, les services ont surajouté à l'habituel rubricage institutionnel un rubricage « partisan » qui a positionné les journalistes au cœur des luttes de pouvoir internes au parti. Cette situation les a alors encouragés à privilégier des lectures « politiciennes » qui facilitent leur travail au quotidien.

Ces lectures entrepreneuriales des transformations rédactionnelles peuvent à présent être combinées avec les lectures sociopolitiques précédemment suggérées. D'un côté, si les journaux font évoluer leur couverture de la politique, ce n'est pas tant pour s'adapter aux nouvelles règles du jeu politique. C'est surtout parce qu'ils estiment que ces bouleversements sociopolitiques affectent les attentes de leurs lecteurs et supposent alors la mise en place de nouveaux traitements. D'un autre côté, le renouvellement des pratiques et des règles du jeu politiques ne conditionne pas mécaniquement le travail et l'écriture des journalistes politiques. En revanche, en modifiant leurs conditions de travail, elles légitiment, sur le terrain de la politique, le renouvellement global des normes journalistiques.

Néanmoins, pour séduisante qu'elle soit, cette lecture entrepreneuriale des transformations rédactionnelles comporte un certain nombre de limites. En particulier, elle tend à évacuer la *personne* du journaliste. En ce qui concerne l'incidence des normes économiques sur le travail journalistique, ce modèle paraît quelque peu systématique car il donne à voir des rédacteurs passifs vis-à-vis des injonctions de leur hiérarchie. D'une part, on ne sait pas comment les journalistes se sont appropriés ces règles d'écriture. D'autre part, on ne sait pas dans quelle mesure les innovations ont pu parfois émaner des rédacteurs eux-mêmes. En quoi les dispositions des journalistes se sont-elles ajustées aux exigences nouvelles que formulaient leurs directions ? En quoi les enjeux de traitements ont-ils fait ou non l'objet de conflits au sein des rédactions ? En ce qui concerne l'incidence du rubricage

sur les productions journalistiques, l'explication proposée paraît là aussi quelque peu mécanique. Au cours des années 1960, certains journalistes étaient déjà affectés à la couverture de formations partisans : pour autant, ils ne rendaient compte que modérément des luttes personnelles dans les partis et ne relataient que partiellement les jeux en coulisse. On retrouve là l'une des limites des analyses « situationnistes » : confrontés à une même situation (en l'occurrence ici, la situation induite par le rubricage partisan), les acteurs ne disposent rarement que d'un seul répertoire d'action mais d'une pluralité. La préférence pour l'un de ces répertoires renvoie donc tout autant aux contraintes pratiques du travail qu'aux cultures professionnelles incorporées par les rédacteurs.

Ces réserves invitent alors à s'interroger non seulement sur l'évolution des dispositions journalistiques, mais également sur les jeux de pouvoir qui se tissent au sein des rédactions. En somme, c'est une analyse générationnelle qu'il faut à présent mener pour mieux comprendre la dynamique du changement dans le contenu des pages *Politique*.

CHAPITRE 8

—

RENOUVELLEMENTS DU PERSONNEL JOURNALISTIQUE ET LUTTES GENERATIONNELLES

« Nulle étude sociale n'a bouclé son périple intellectuel, sans retourner vers les problèmes de biographies et d'histoire. »⁸⁶⁶

C. Wright Mills (1959)

« Et c'est vrai que lui, quand il est arrivé, il disait :
"On est chez les fous." »

Une journaliste politique du *Monde* (2003)

Lorsque l'on observe finement les transformations des pages *Politique*, on identifie davantage de petits déplacements que de réformes soudaines et brutales. De même, lorsqu'on porte un regard sur la vie des rédactions, on ne distingue pas seulement l'image de rédacteurs obéissant docilement aux consignes de hiérarchies monolithiques. On entrevoit tout autant des situations de conflits quant aux arbitrages quotidiens ou quant à la définition des normes rédactionnelles. Comme dans n'importe quelle organisation, les directions des entreprises de presse ne peuvent simplement s'appuyer sur leur autorité pour imposer leurs choix en matière d'écriture et de « valeur » de l'information⁸⁶⁷. Pour convertir durablement leurs rédacteurs, elles doivent parvenir à légitimer ces règles rédactionnelles en les inscrivant dans une tradition valorisante, en les justifiant au nom du lectorat ou en les articulant aux principes d'un certain « professionnalisme » journalistique. L'enjeu est également d'*intéresser* les rédacteurs à travers des gratifications procurées par le respect des exigences de l'entreprise. Mais la question se pose surtout en amont. Pour prévenir toute contestation radicale ou pour minimiser les fautes professionnelles, il est nécessaire de recruter des rédacteurs dont les dispositions sont les mieux ajustées aux rôles journalistiques promues par les hiérarchies.

Par ailleurs, selon les périodes et selon les journaux, les rédacteurs disposent de plus ou moins de marges de manœuvre dans l'exercice quotidien de leur travail et de plus ou

⁸⁶⁶ MILLS C. Wright, *L'Imagination sociologique*, Paris : La Découverte, 1997, p. 8.

moins de ressources pour subvertir d'anciennes normes rédactionnelles. Ayant connu une socialisation politique et professionnelle distincte de leurs aînés, les entrants peuvent être amenés à rejeter les rhétoriques que défendent leurs chefs, soit qu'ils les jugent contraignantes en terme de volume de travail, soit qu'ils les estiment insuffisamment professionnelles, soit qu'ils les trouvent inadaptées aux attentes des lecteurs. Ces jeunes journalistes peuvent alors s'appuyer sur différents arguments (« la politique a changé », « les lecteurs ont changé », etc.) pour convaincre leurs chefs de la nécessité de transformer les savoir-faire routiniers.

Il convient alors de questionner le renouvellement du personnel journalistique et de lire les transformations rédactionnelles dans leur aspect générationnel. Pour cela, il faut étudier certaines évolutions dans la morphologie du groupe des journalistes politiques. Il ne s'agit pas d'établir un modèle causal qui établirait que de nouvelles dispositions engendrent automatiquement de nouvelles pratiques. Pour bien saisir les processus à travers lesquels les pages *Politique* furent modifiées, les propriétés sociales des rédacteurs peuvent être envisagées sous différents aspects. On peut donc les interpréter (1) comme des critères de recrutement révélant les exigences des rédactions en matière de traitement de l'actualité politique ; (2) comme des indicateurs du degré de différenciation entre personnels politique et journalistiques ; (3) comme des révélateurs de la socialisation des rédacteurs, de leur intérêt pour la politique, de leurs représentations des rôles journalistiques légitimes ; (4) comme des ressources qu'ils pourront mobiliser pour parvenir à bousculer les pratiques antérieures.

Ce n'est qu'en prenant en compte ces différentes dimensions que l'on peut concevoir l'intérêt d'une telle lecture générationnelle⁸⁶⁸. Tout d'abord, en étudiant leurs trajectoires et en s'interrogeant sur leur rapport à l'univers politique, on se demandera quelles sont les spécificités biographiques et identitaires de ces rédacteurs. Ensuite, on présentera différents indicateurs, statistiques ou plus qualitatifs, soulignant certaines mutations dans le « profil » des journalistes politiques. La féminisation des services *Politique* et le recrutement croissant d'anciens élèves d'écoles de journalisme ont ainsi accompagné les transformations dans le

⁸⁶⁷ « Tout véritable rapport de domination comporte un minimum de volonté d'obéir, par conséquent un intérêt, extérieur ou intérieur, à obéir. (...) Toutes les dominations cherchent à éveiller et à entretenir la croyance en leur "légitimité". » (WEBER Max, *Economie et société. 1. Les catégories de la sociologie*, Paris : Pocket, 1995, pp. 285).

⁸⁶⁸ Sur la pertinence d'une analyse générationnelle, permettant de réinsérer les données statistiques dans leur contexte historique, voir PENEFF Jean, « Autobiographies de militants ouvriers », *Revue française de science politique*, vol. 29, n°1, 1979, p. 55 : « La biographie rappelle que les conditions des comportements varient selon les époques historiques, et qu'il faut prendre en compte le fait qu'une population se compose le plus souvent de générations différentes. Ce phénomène de générations est parfois sous-estimé dans l'analyse sociologique d'une population étudiée par questionnaires. On y fait souvent l'économie de l'étude des différences sociales selon l'époque historique : chances scolaires, chances d'obtention de la qualification, d'obtention de l'emploi, etc. »

contenu des pages *Politique*. Enfin il s'agira de saisir les processus conduisant à ces transformations. Il conviendra donc d'examiner, de façon dynamique, les luttes entre générations dont les enjeux porteront tout autant sur des questions de traitement que sur des questions de pouvoir.

Pour répondre à l'ensemble de ces questionnements, il convient de rappeler que la constitution de notre population de journalistes politiques est le produit d'une démarche itérative, confrontant repérage annuel des signatures, lecture des « ours » et des organigrammes, contenu des entretiens où les rédacteurs furent invités à décliner leur identité et celle de certains collègues. 379 signatures ont ainsi pu être repérées mais si on exclut les redondances liées aux migrations d'une rédaction à une autre, on compte alors 325 individus.

Tableau 34. Recensement de la population de journalistes politiques soumis à l'enquête selon leur date d'entrée dans les différentes rédactions.

	1946-57	1958-69	1970-81	1982-93	1994-00	TOTAL
<i>Le Monde</i>	9	5	15	12	22	63
<i>Le Figaro</i>	10	13	16	12	14	65
<i>L'Humanité</i>	8	4	11	13	10	46
<i>France-Soir</i>	12	8	14	9	10	53
<i>Paris-Presse</i>	13	2	-	-	-	15
<i>Libération</i>	-	-	3	19	10	32
<i>L'Express</i>	4	8	13	15	11	51
<i>France Obs. – N. Obs.</i>	2	5	7	6	2	22
<i>Le Point</i>	-	-	8	5	7	20
<i>Événement du Jeudi</i>	-	-	-	6	2	8
<i>Marianne</i>	-	-	-	-	4	4
TOTAL	58	45	87	97	92	379

Source : Enquête de l'auteur.

Section 1. Entre journalisme et politique

Dans un premier temps, il convient d'interroger ou plutôt de réinterroger les frontières du journalisme politique. L'enjeu est désormais de se demander si les rédacteurs affectés au suivi de la politique disposent de propriétés qui les singularisent. Ce questionnement est en réalité double et renvoie à la dualité de ce terme de « journaliste politique ».

D'une part, qu'ils aient été salariés à temps plein ou simples collaborateurs des journaux, ces rédacteurs ont été, dans leur grande majorité, des « professionnels du journalisme ». Mais s'agit-il pour autant de journalistes « comme les autres » ? En interrogeant leurs trajectoires professionnelles, il convient d'observer si ces rédacteurs revendiquent des normes et des compétences propres à leur spécialité. D'autre part, ces rédacteurs s'aventurent sur un terrain particulier : la politique. Mais dans quelle mesure se démarquent-ils d'autres acteurs de l'espace politique : hommes politiques, conseillers, militants ? Les ressources militantes ont-elles pu favoriser leur recrutement et leur carrière ? La réponse n'est évidemment pas tranchée mais il semble que la différenciation entre les activités journalistique et politique se soit accrue au cours des dernières décennies. Cela participe d'un processus de professionnalisation du métier mais cela répond également aux transformations dans la socialisation politique des différentes générations de rédacteurs.

§1. DES JOURNALISTES « COMME LES AUTRES » ?

Jusqu'ici, notre enquête mobilisait le terme de « journaliste politique » comme si cette identité allait de soi et que l'ensemble des rédacteurs étudiés se reconnaissaient sous un tel label. Or qui sont les « journalistes politiques » ? Et en quoi se distinguent-ils de leurs confrères d'autres rubriques ? Cette question recouvre en réalité deux dimensions, « objectives » et « subjectives ».

Tout d'abord, pour savoir si les journalistes politiques sont des journalistes « comme les autres », il faudrait s'appuyer sur les propos des rédacteurs interviewés et repérer quelles identités ils endossent dans leurs présentations de soi. Or, bien qu'appartenant à des générations et à des rédactions distinctes, on observe une forte homogénéité dans leurs discours. En effet, l'essentiel des enquêtés se définissent tout autant comme « journalistes » et comme « journalistes politiques », tout autant comme membres de tel journal que comme membre de tel service. Certes, les plus âgés revendiquent plus fréquemment leur vocation initiale et leur sentiment d'une responsabilité spécifique aux journalistes politiques, tandis que les plus jeunes mettent davantage l'accent sur les dimensions techniques du métier (qualité d'écriture, densité du carnet d'adresse, sens de l'actu, etc.). En cela, ils ne se différencieraient qu'à la marge de leurs collègues d'autres services. On l'a vu, les journalistes politiques se distingueraient avant tout par les gratifications qu'octroie la fréquentation du « pouvoir » et par leur capacité à bénéficier d'un statut de généraliste et à intervenir sur des problématiques

variées. Or, sur ce point, il semble que la perception d'un désenchantement politique, au cours des années 1980 et 1990, ait fortement contribué à restreindre la prétention des journalistes politiques à se vivre comme des rédacteurs prééminents aussi bien dans les journaux que dans l'espace social. On ne s'attardera donc pas sur la dimension « subjective » de ces désignations identitaires.

En revanche, on peut observer si le journalisme politique est demeuré cloisonné ou s'il s'est ouvert à des rédacteurs issus d'autres services. Il s'agit donc de s'intéresser aux logiques du recrutement au sein des services *Politique*. Pour quantifier ce problème, il faut évacuer alors la question du vocabulaire et faire « comme si » écrire régulièrement sur la politique intérieure suffisait à se voir qualifier de « journaliste politique ». Or, en terme de marché du travail, le journalisme de la presse nationale est, à bien des égards, original. D'une part, à la différence de nombreux métiers, les rédacteurs bénéficient, grâce à leurs signatures, d'une reconnaissance régulière et individualisée de leur travail. Ils disposent donc d'une notoriété et d'un crédit personnels qui peuvent leur permettre d'accéder à des positions hiérarchiques plus élevées ou à des rédactions qu'ils jugent plus prestigieuses ou plus rémunératrices. De nombreux rédacteurs avouent ainsi avoir été recrutés parce qu'ils étaient lus et appréciés par leurs nouveaux employeurs. D'autre part, bien qu'issus d'entreprises distinctes, les journalistes se côtoient tout au long de l'année, lors de conférences ou de voyages de presse, de déjeuners, de temps passé dans les couloirs des institutions : les rédacteurs s'observent au quotidien et peuvent témoigner de leur compétence auprès des hiérarchies de la profession. Ainsi, bien que recrutés en 1969 et en 2000, ces deux rédacteurs politiques du *Figaro* relatent des circonstances d'embauche relativement parallèles. Tous deux issus de *La Croix*, ils surent nouer une certaine complicité avec le chef du service *Politique* du *Figaro* :

- « En 1969, j'ai été contacté par le chef du service *Politique* du *Figaro* qui s'appelait Michel Bassi. Il m'avait déjà demandé en 1967-68 d'assumer une tâche de permanencier. Ce n'était pas très intéressant, donc j'avais refusé. Et en 1969, il m'avait proposé à nouveau. Je l'ai connu parce qu'on se retrouvait dans les congrès politiques. Donc on se connaissait, on s'appréciait. C'est une forme d'affinité assez classique pour rentrer dans une équipe. » (Patrice-Henri Désaubliaux, entretien n°12).

- « Au *Figaro*, au printemps 2000, Jean de Belot est devenu directeur de la rédaction et il a fait venir Alexis Brézet [*à la tête du service Politique*]. Et Alexis, je le connaissais parce que, quand il était à *Valeurs actuelles* et moi à *La Croix*, on se croisait souvent dans des déplacements ou dans des déjeuners de presse. On avait plutôt sympathisé. C'est lui qui m'a appelé quand il est arrivé ici. » (Guillaume Tabard, entretien n°15).

La procédure de recrutement peut être plus ou moins formalisée, fondée ou non sur la concurrence entre plusieurs candidats, précédée ou non d'une période d'essai, décidée par la

direction du journal ou par le chef du service. Il n'empêche qu'on distingue certaines logiques qui permettent de mieux apprécier les attentes des directions et la position occupée par les services *Politique* dans les cursus professionnels. Par manque d'éléments de comparaison, on ne peut repérer les spécificités du recrutement en matière de journalisme politique. Néanmoins, en singularisant les journaux et les périodes, on peut identifier différentes politiques d'embauche, révélatrices des critères de compétence exigés par les hiérarchies envers leurs rédacteurs politiques. Pour cela, il faut distinguer trois profils de recrutés.

Tout d'abord, on identifie des journalistes sinon débutants, du moins ayant moins de deux ou trois années de carrière. Ceux-ci ne sont pas nécessairement jeunes puisqu'ils peuvent avoir pratiqué un ou plusieurs métiers avant d'intégrer les services *Politique* de la presse écrite. Ce type de recrutement suppose alors de s'interroger sur les critères qui motivent de telles embauches : la formation universitaire suivie d'un ou plusieurs stages, la socialisation politique (militantisme, familiarité avec les enjeux et le personnel politique, etc.), les réseaux sociaux qui permettent d'être « recommandé » auprès d'un chef de service ou d'un membre de la direction du journal. Recruter des débutants peut répondre à une volonté de rajeunissement. Soucieuses de battre en brèche certaines routines entretenues par leurs rédacteurs plus âgés, les directions ont parfois incorporé des rédacteurs supposés plus motivés vis-à-vis des enjeux concurrentiels et marqués par de nouvelles normes d'excellence professionnelle. Mais l'embauche de débutants peut également traduire des objectifs de pouvoir : pour les hiérarchies, il est plus aisé d'asseoir leur autorité et d'imposer leurs exigences auprès de rédacteurs inexpérimentés qui « devront » leur carrière à leurs chefs.

Ensuite, des rédacteurs peuvent être affectés dans un service *Politique* après avoir occupé différents postes à l'intérieur d'un même journal ou à l'intérieur d'un même groupe de presse (Socpresse, groupe Perdriel, presse du Parti communiste français, etc.). Dans ce cas, il peut être intéressant d'observer les services d'origine, donc les compétences justifiant une telle mobilité interne : fidélité à l'égard des orientations idéologiques du journal, adéquation aux normes rédactionnelles promues par la direction (qualités d'écriture ou d'analyse, réactivité et « sens » de l'information, étendue de sa culture générale, capacité à nouer des relations de confiance avec ses sources et à bénéficier d'informations exclusives, etc.). L'identification de ces mobilités internes permet également de saisir la place occupée par les services *Politique* dans les trajectoires professionnelles, ainsi que l'attrait que représente l'entrée dans un tel service. Cela suggère enfin de cerner la perméabilité des services *Politique* vis-à-vis des spécialités voisines.

Enfin, les hiérarchies peuvent être amenées à recruter des journalistes politiques issus de rédactions concurrentes, au nom de leur expérience, de leur expertise ou de leur notoriété. Dans ce cas, l'embauche témoigne de la volonté de disposer de rédacteurs spécialisés sur la politique et bénéficiant, par exemple, de leurs propres réseaux de sources. A travers ce mode de recrutement, on peut alors cerner des proximités ou des affinités entre rédactions : même s'ils disposent de ressources personnelles leur permettant de migrer d'un journal à l'autre, les journalistes portent en eux les caractéristiques de leur rédaction d'origine (l'orientation idéologique, la périodicité, les techniques rédactionnelles, le public visé, etc.). Le marché médiatique étant constitué de différents segments (presse militante vs. presse d'information, presse de « droite » vs. presse de « gauche », presse « sérieuse » vs. presse « populaire », etc.), il peut être intéressant de saisir, selon les périodes, le degré de porosité entre ces sous-espaces et leur hiérarchisation en termes de prestige rédactionnel⁸⁶⁹.

Cerner la répartition entre ces différentes politiques de recrutement peut alors être précieux à condition de ne pas dégager de « lois » générales et définitives à partir de ces cas restreints. Il s'agit plutôt de dessiner des tendances, des orientations privilégiées. Le tableau n° 35 donne quelques indications des évolutions dans les pratiques de recrutement depuis 1958. Sur 319 recrutements, on dispose d'informations sur le statut antérieur de 273 de ces rédacteurs. Relativement exhaustive concernant les rédactions du *Monde*, du *Figaro*, de *Libération*, de *L'Express*, du *Nouvel Observateur*, du *Point*, de *L'Événement du Jeudi* et de *Marianne*, cette enquête est davantage incomplète concernant *France-Soir* (13 absences sur 41 journalistes) et *L'Humanité* (16 absences sur 38). L'absence de données sur la trajectoire professionnelle antérieure laisse imaginer qu'on a affaire soit à des rédacteurs débutants⁸⁷⁰, soit à des rédacteurs issus de journaux disposant d'une moindre notoriété, soit à des journalistes auparavant affectés à des tâches de desk ou de secrétariat de rédaction. Il est cependant difficile de confirmer ces intuitions.

Ces limites étant formulées, on peut entrevoir quelques résultats significatifs. Depuis 1958, un grand nombre de recrutés sont issus d'une autre publication (41% en moyenne sur

⁸⁶⁹ Un quatrième cas de figure est repérable bien qu'il soit plus rare : le recrutement de journalistes issus d'un autre journal mais provenant d'un autre service que *Politique*. La majeure partie de ces rédacteurs ont été embauchés lors d'un déplacement des frontières du service *Politique*, par exemple lorsque *Le Monde* a créé une séquence *France* en ajoutant des rubriques *Budget*, *Syndicats*, *Affaires sociales*, etc.

⁸⁷⁰ Dans le cas de *L'Humanité*, on sait qu'un certain nombre de journalistes politiques ont été recrutés après avoir occupés différents postes dans des journaux affiliés au Parti communiste. Néanmoins, il aurait été coûteux en temps d'observer les ours de l'ensemble des publications susceptibles d'accueillir de futurs membres de

l'ensemble des journaux étudiés)⁸⁷¹, la très large majorité d'entre eux provenant d'un service *Politique*. En revanche, pour 29 % des rédacteurs, le recrutement participe d'une mobilité interne au journal, tandis qu'ils ne sont que 15 % à débiter leur carrière journalistique dans un des services *Politique* étudiés. Ce faible pourcentage, révélant l'importance des coûts d'entrée, renvoie tout autant au prestige des services *Politique* qu'à la position élevée de ces journaux dans l'espace médiatique. Mais si on ne s'arrête pas seulement sur ces données globales et qu'on les étudie, période par période, on constate une relative évolution dans les pratiques de recrutement. En effet, le pourcentage de rédacteurs accédant aux services *Politique* par le biais d'une mobilité interne s'est considérablement élevé (de 7 % entre 1958 et 1969 à 39 % entre 1994 et 2000), au détriment notamment du recrutement de débutants (de 28 % à 9 % pour les mêmes périodes). Cette croissance révèle, certes, un processus partagé dans l'ensemble de l'univers médiatique et, au-delà, dans de nombreux espaces professionnels : la mobilité professionnelle est érigée en « valeur », favorisée par les directions et légitimée par la perspective de mener une carrière ascendante et riche en expériences⁸⁷². Mais elle témoigne également d'une élévation des coûts d'entrée dans le journalisme politique, ainsi qu'une moindre spécificité de cette spécialité, en termes d'écriture et de compétences. A nouveau, on peut émettre une réserve sur ces données globales. D'une part, elles tendent à sur-représenter les services disposant d'effectifs importants (*Le Monde*, *Le Figaro*) ou marqués par de réguliers renouvellements (*France-Soir*, *L'Express*). D'autre part, elles agrègent des services *Politique* constitués depuis plusieurs décennies avec des services neufs car résultant de créations de journaux (*Le Point* en 1972, *Libération* en 1973, *L'Événement du Jeudi* en 1983, *Marianne* en 1997) ou d'une plus grande division du travail (*Le Nouvel Observateur* au cours des années 1960) : dans ces rédactions, le pourcentage de journalistes issus d'autres journaux est donc logiquement élevé et affecte les valeurs générales. Ainsi, faut-il étudier attentivement chacun de ces services pour étudier les spécificités et les évolutions de leurs pratiques de recrutement.

L'Humanité. En tout cas, ces absences de données indiquent qu'aucun journaliste politique de *L'Humanité* n'a auparavant fréquenté les autres rédactions de notre corpus.

⁸⁷¹ Nous avons choisi de mesurer ces pourcentages par rapport à l'ensemble des journalistes recensés et non simplement par rapport à ceux dont nous disposons d'informations sur la trajectoire passée. Les totaux sont donc inférieurs à 100 %, la différence résultant du pourcentage de données absentes.

⁸⁷² Sur la mobilité professionnelle dans le journalisme, voir RIEFFEL Rémy, « Vers un journalisme mobile et polyvalent ? », *Quaderni*, n°45, 2001, pp. 153-170. Sur l'impératif de mobilité professionnelle dans l'ensemble du monde du travail, voir BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Eve, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard, 1999, pp. 445-461 ; CASTEL Robert, *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris : Le Seuil, 2003, pp. 43-46 ; VIGNAL Cécile, *Ancrages et mobilités de salariés de l'industrie à l'épreuve de la délocalisation de l'emploi*, thèse de doctorat en urbanisme, aménagement et politiques urbaines, Université Paris XII, 2003, pp. 25-27.

Tableau 35. Profils des recrutés au sein des services *Politique* selon leur statut antérieur.

	1958-69	1970-81	1982-93	1994-00	TOTAL
<i>Le Monde</i>	N=5	N = 15	N = 12	N = 22	N = 54
Débutant	2	5	2	2	11
Recrutement interne	0	0	6	13	19
Recrutement externe	3	8	4	6	21
(Données absentes)	(0)	(2)	(0)	(1)	(3)
<i>Le Figaro</i>	N = 13	N = 16	N= 12	N = 14	N = 55
Débutant	6	2	2	1	11
Recrutement interne	0	2	3	3	18
Recrutement externe	4	9	6	10	29
(Données absentes)	(3)	(3)	(1)	(0)	(7)
<i>L'Humanité</i>	N = 4	N= 11	N = 13	N = 10	N = 38
Débutant	0	3	2	0	5
Recrutement interne	1	2	6	7	16
Recrutement externe	1	0	0	0	1
(Données absentes)	(2)	(6)	(5)	(3)	(16)
<i>France-Soir</i>	N = 8	N = 14	N = 9	N = 10	N = 41
Débutant	0	2	2	1	5
Recrutement interne	2	6	1	2	11
Recrutement externe	4	4	1	3	12
(Données absentes)	(2)	(2)	(5)	(4)	(13)
<i>Libération</i>		N = 3	N = 19	N = 10	N = 32
Débutant		0	3	2	5
Recrutement interne	–	3	7	6	16
Recrutement externe		0	9	2	11
(Données absentes)		(0)	(0)	(0)	(0)
<i>L'Express</i>	N = 8	N = 13	N = 15	N = 11	N = 47
Débutant	2	3	1	0	6
Recrutement interne	0	5	6	4	15
Recrutement externe	6	5	8	6	25
(Données absentes)	(0)	(0)	(0)	(1)	(1)
<i>Observateur</i>	N = 5	N = 7	N = 6	N = 2	N = 20
Débutant	2	3	0	0	5
Recrutement interne	0	0	1	0	1
Recrutement externe	2	3	4	2	11
(Données absentes)	(1)	(1)	(1)	(0)	(3)
<i>Le Point</i>		N = 8	N = 5	N = 7	N = 20
Débutant		0	0	2	2
Recrutement interne	–	2	2	0	4
Recrutement externe		6	2	4	12
(Données absentes)		(0)	(1)	(1)	(2)
<i>Événement du Jeudi</i>			N = 6	N = 2	N = 8
Débutant			0	0	0
Recrutement interne	–	–	1	1	2
Recrutement externe			4	1	5
(Données absentes)			(1)	(0)	(1)
<i>Marianne</i>				N = 4	N = 4
Débutant				0	0
Recrutement interne	–	–	–	0	0
Recrutement externe				4	4
(Données absentes)				(0)	(0)
TOTAL	N = 43	N = 87	N = 97	N = 92	N = 319
Débutant	12	18	12	8	50
Recrutement interne	3	20	33	36	92
Recrutement externe	20	35	38	38	131
(Données absentes)	(8)	(14)	(14)	(10)	(46)

En s'appuyant sur ces données et en les enrichissant d'illustrations qui singularisent ces pratiques de recrutement, on peut alors apprécier certaines des exigences formulées par les entreprises à l'égard de leurs pages *Politique*.

1. Les recrutements de « débutants ». Concernant le recrutement de débutants tout d'abord, on constate un relatif déclin en termes de proportions, notamment au *Figaro* et au *Monde*⁸⁷³. Jusqu'au milieu des années 1970, la carrière de la plupart des rédacteurs politiques du *Figaro* suivait un cursus « classique », caractéristique des rédactions des III^e et IV^e Républiques. Les « entrants » étaient embauchés à des postes subalternes (« permanencier » notamment), ce qui leur permettait d'acquérir certaines compétences rédactionnelles avant de se voir affectés à une rubrique précise. Ils gravissaient ainsi progressivement les échelons d'une rédaction fortement hiérarchisée et imprégnée, aux dires des anciens, par un « esprit d'équipe » au sein de chaque service (entretien n°12). Mais, dans le cas du *Figaro*, ce cursus pyramidal a été battu en brèche lors de l'arrivée de Robert Hersant et de son staff de direction. Ceux-ci ont favorisé l'embauche de rédacteurs confirmés, davantage marqués par la conformité de leurs préférences politiques, plus souvent issus de journaux « de droite » (*Le Quotidien de Paris*, *Valeurs actuelles*) ou de titres appartenant au groupe Hersant (*Paris Normandie*, *L'Aurore*). Au-delà de cet exemple, il faut revenir sur une évolution plus générale, concernant les dispositions et les circonstances d'embauche des rédacteurs débutants. En schématisant quelque peu nos données et en évacuant les journalistes qui attribuent leur embauche à leur « culot », on constate un basculement dans ce mode de recrutement. Autrefois, les embauches s'opéraient principalement par l'intermédiaire de recommandations. Cela supposait de bénéficier de connaissances personnelles dans les univers journalistique ou politique, via une relation familiale ou un engagement militant. Sous la IV^e République, cette pratique permit l'incorporation de nombreux rédacteurs. Mais elle a pu perdurer par la suite. Au *Figaro*, cela garantissait l'embauche de journalistes ajustés aux valeurs « bourgeoises » défendues par ce quotidien (entretiens n°12 et 51). De même, jusqu'au milieu des années 1990, tous les rédacteurs de *L'Humanité* étaient recrutés à la suite d'une longue expérience militante au sein du Parti communiste, de ses ramifications (Jeunesses communistes, Union des étudiants communistes, etc.) ou de ses organes de presse

⁸⁷³ La plupart des rédacteurs du *Monde* recrutés jusqu'au début des années 1990 soulignent la vigueur de la socialisation à l'intérieur du journal. Débutant généralement au Parlement, un certain nombre d'entre eux mobilisent des métaphores scolaires pour décrire leurs activités initiales. Pour Pascale Robert-Diard, par exemple, l'affectation à l'Assemblée est décrite comme une « classe prépa » (entretien n°8).

composés d'« amateurs » (brochures syndicales, journaux des sections locales, etc.). Mais progressivement, ces « recommandations » ont dû être accompagnées de compétences universitaires que sanctionne la détention d'un diplôme valorisé comme celui du Centre de Formation des Journalistes :

« [En 1972] Je suis rentré de la coopération et je cherchais du boulot. J'ai trouvé une place dans un truc qui s'appelait le "Centre de documentation et d'information de l'assurance" où je faisais des papiers pour la presse, mais sur les accidents et la prévention. (...) J'ai fait ça pendant presque un an et demi, jusqu'au moment où un camarade de promo du CFJ m'a signalé qu'ils cherchaient un permanencier de nuit au service *Politique* du *Figaro*. Alors j'ai posé ma candidature. Il se trouve que le directeur de la rédaction s'appelait Jean Griot. Et c'était quasiment un voisin à Louveciennes, là où j'habitais. Donc ça a évidemment facilité les choses. (...) On se connaissait déjà. Et il connaissait mon parcours. Il savait en plus que j'étais quand même très axé sur la politique, puisque mon beau-père était député, que deux oncles par alliance avaient été ministres du général de Gaulle : Christian Palewski et Christian Foucher. » (Jean-Yves Boulic, entretien n°46).

La détention d'un diplôme d'Institut d'études politiques ou, mieux, d'une école de journalisme constitue, depuis une trentaine d'années, l'une des ressources nécessaires pour espérer investir, à la suite de stages, un service *Politique* de la « grande » presse nationale. Au *Monde*, par exemple, ce sésame semble avoir remplacé le passage par une agence de presse comme gage de son excellence professionnelle. Toutefois le recrutement de « débutants » demeure minoritaire. Nous approfondirons ce point lorsqu'il s'agira de questionner le poids des ressources militantes et celui des ressources scolaires.

2. Les recrutements en « interne ». Les embauches résultant d'une mobilité interne ont été longtemps spécifiques à deux « familles » de journaux. D'un côté, on trouvait les quotidiens populaires tels *France-Soir*. Cette pratique de recrutement paraissait en effet ajustée aux compétences valorisées par ses directions successives : savoir être pédagogique plutôt qu'expert, privilégier les « coups » audacieux ou ludiques plutôt que d'ennuyeuses analyses, etc. Le trait est volontiers grossi et ne serait sans doute pas partagé par l'ensemble des rédacteurs de *France-Soir* mais il traduit assez bien l'état d'esprit d'une rédaction marquée par la porosité des frontières entre services et la moindre prégnance des « chasses gardées ». Parmi les souvenirs glorieux d'un ancien rédacteur en chef⁸⁷⁴, on recense fort peu de références aux pages *Politique* du quotidien. Mieux, ces rares évocations ne concernent aucunement les membres du service *Politique* mais plutôt des reporters qui surent être entreprenants et bénéficier d'interviews exclusives. Par exemple, on note la valorisation de

⁸⁷⁴ SOULE Robert, *Pierre Lazareff et ses hommes*, Paris, Grasset, 1992.

Maurice Dénuzières, reporter « généraliste », qui réussit à s'entretenir avec Antoine Pinay, « ami de la famille »⁸⁷⁵, ou avec le maréchal Juin, grâce à une ruse qui lui permit d'accéder à sa propriété, assiégée par les journalistes⁸⁷⁶. En ce qui concerne le recrutement proprement dit, les chefs de service étaient le plus souvent des journalistes politiques « de carrière », recrutés pour leur expérience, leurs réseaux ou leur notoriété (René Puissesseau, Jean Ferniot, Georges Mamy, etc.). Mais un certain nombre de rubricards « de base » ont dû témoigner, à travers des postes moins valorisés (*Information générale, Social, etc.*), de leurs qualités rédactionnelles ou de leur « sens de l'info », avant de pouvoir accéder au service *Politique*.

Autre journal favorisant la mobilité interne : *L'Humanité*. Là aussi, l'exigence principale ne consistait pas tant dans l'expertise de ses rubricards que dans leur discipline et leur conformité à l'orientation idéologique du Parti. La rotation entre services était institutionnalisée au cours des années 1960 et 1970 (entretien n°23) et les rédacteurs politiques se devaient de suivre l'actualité de plusieurs entreprises pour demeurer concernés par les luttes sociales (entretien n°44). Le service *Politique* jouant un rôle stratégique certain, de nombreux rédacteurs devaient se former aux normes rédactionnelles du journal au sein de services moins prestigieux. Mais, en ce qui concerne *L'Humanité*, la distinction entre « débutants » et « mobiles » a peu de sens dans la mesure où ce qui caractérise la carrière de ces rédacteurs (politiques ou non), c'est leur forte dépendance à l'égard du Parti communiste. Peu importe l'ordre des postes finalement : les journalistes politiques de *L'Humanité* ont tous connu un cursus « militant », c'est-à-dire profondément marqué par l'empreinte du Parti et des organisations qui lui furent affiliées. Ainsi, jusque très récemment, aucun de ces journalistes n'est issu d'autres médias.

Or cette pratique de recrutement interne a progressivement imprégné des rédactions qui favorisaient autrefois une forte spécialisation de leurs rédacteurs : *Le Monde* et *L'Express*⁸⁷⁷. Ce processus ne peut toutefois être interprété de façon univoque. D'un côté, il peut traduire la volonté de disposer de journalistes polyvalents, possédant davantage des compétences rédactionnelles « globales » qu'une expertise spécifique. De l'autre, ce processus peut surtout souligner la capacité d'attraction des services *Politique*. La première hypothèse laisse entrevoir une mobilité généralisée au sein des journaux tandis que la seconde

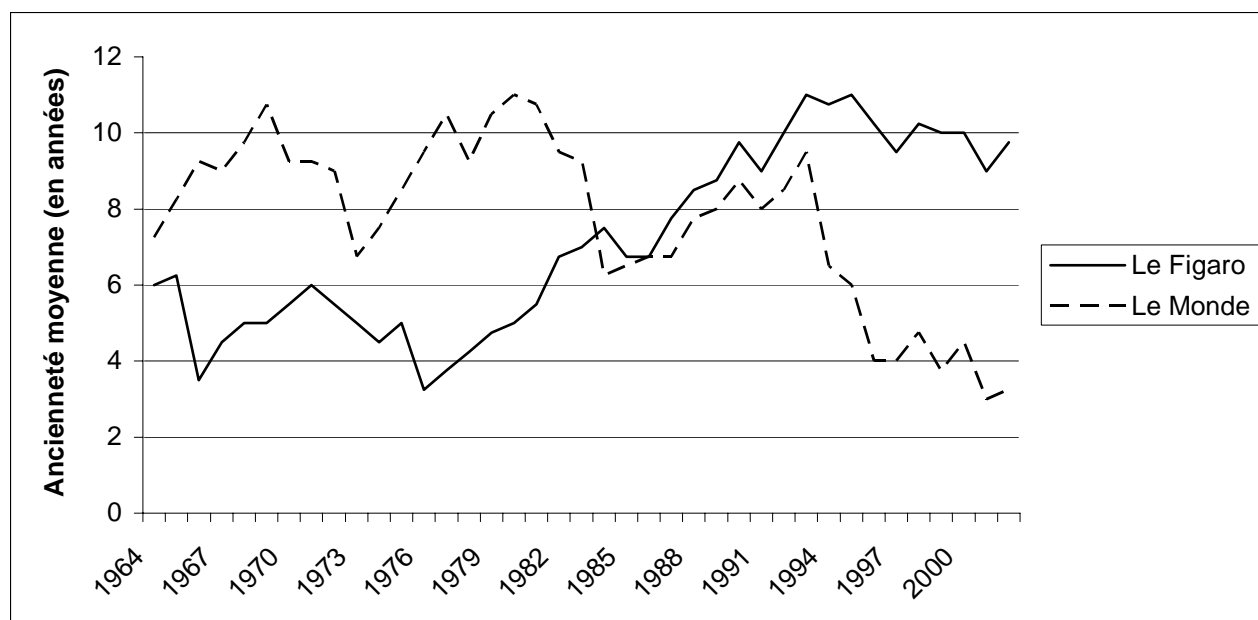
⁸⁷⁵ *Ibid.*, p. 171.

⁸⁷⁶ *Ibid.*, p. 172.

⁸⁷⁷ En ce qui concerne *L'Express*, on retrouve à nouveau un problème de dénomination dans la mesure où le service *Politique* est devenu *France* au milieu des années 1980 et a accueilli des rubricards affectés au suivi de politiques sectorielles (éducation, immigration, justice, santé) jusqu'ici traitées dans d'autres services.

place l'accès au service *Politique* comme une forme d'aboutissement des carrières. Pour comparer la pertinence respective de ces deux hypothèses, on pourrait mesurer, chaque année, l'âge moyen des journalistes politiques et ainsi entrevoir la place qu'occupent de tels postes dans les cursus professionnels. Néanmoins, un tel calcul serait biaisé par les nombreuses données manquantes. Pour tester ces hypothèses et entrevoir le taux de mobilité, on dispose alors d'un indicateur assez simple à mesurer : l'ancienneté moyenne des rédacteurs politiques dans leurs services respectifs. Pour cela, on s'appuiera sur les exemples, fort dissemblables, du *Figaro* et du *Monde* entre 1964 et 2002.

Graphique 7. Ancienneté moyenne des membres des services *Politique* du *Monde* et du *Figaro* entre 1964 et 2002.



Source : Données réunies par l'auteur.

Pour bien interpréter ce graphique, il faut tenir compte des différents facteurs susceptibles d'affecter cette ancienneté moyenne. En effet, la baisse de l'ancienneté moyenne renvoie soit au recrutement de nouveaux membres dans le service, soit au départ d'« anciens ». Le service *Politique* du *Figaro* se densifiant fortement à partir des années 1960, ces deux causes se sont combinées au milieu de cette décennie, avec l'accession des plus anciens rédacteurs politiques dans la hiérarchie du journal. Plus tard, au milieu des années 1970, l'acquisition du titre par Robert Hersant entraîne le départ et le remplacement des rédacteurs les plus âgés. C'est un même processus qu'on distingue au *Monde* au début des années 1970 et au début des années 1980. Mais tandis que les services *Politique* du *Monde* et du *Figaro* voient leur équipe se stabiliser et gagner en ancienneté au cours des années 1980,

un basculement sévère touche *Le Monde* à partir de 1993. Outre le départ de journalistes politiques à des postes de direction (Jean-Marie Colombani, Anne Chaussebourg, Olivier Biffaud, etc.) et l'arrivée de nombreux rédacteurs, suite à l'élargissement du service *Politique* en séquence *France*, c'est la stabilité même des effectifs qui est en cause. Les renouvellements du personnel sont plus fréquents et de nombreux journalistes politiques n'hésitent plus (ou sont contraints) à quitter ce service pour des postes autrefois moins valorisés (Pascale Robert-Diard devient chroniqueur judiciaire, Ariane Chemin et Alexandre Garcia passent aux *Informations générales*, Alain Beuve-Méry accède au supplément économique, etc.)⁸⁷⁸. Les flux inter-services, ce « mercato » que décrivent certains rédacteurs, ne sont donc pas univoques et concernent la séquence *France* dans les deux sens. Il ne s'agit pas seulement de souligner que les rédacteurs politiques sont désormais moins « chevronnés » que leurs aînés mais de constater que le journalisme politique tend à s'indifférencier des spécialités voisines.

On peut cependant se demander si ces recrutements « en interne » traduisent une recherche de polyvalence ou une volonté d'incorporer de nouveaux types d'expertise. Pour répondre à cette question, il faut alors s'interroger sur les services d'origine des recrutés. Dans le cas de *France-Soir* ou de *L'Humanité*, la majorité de ces nouveaux journalistes émanent soit des *Informations générales*, soit du secrétariat de rédaction, soit des bureaux régionaux ou locaux, c'est-à-dire de postes moins valorisés dans les hiérarchies professionnelles mais permettant l'acquisition de compétences rédactionnelles « générales ». L'accession aux services *Politique* constitue alors une progression ascendante dans la carrière de rédacteurs qui se vivent davantage en journalistes qu'en journalistes politiques. Dans le cas de *Libération* ou du *Monde*, l'essentiel des nouveaux journalistes politiques sont issus des services *Economie*, *Social* ou *Société*, c'est-à-dire de spécialités supposant une expertise des enjeux « techniques »⁸⁷⁹ et une fréquentation régulière de certains acteurs politiques (cf. tableau n°36).

⁸⁷⁸ Ces mutations dans la rédaction du *Monde* semblent, pour certaines d'entre elles, résulter des jeux de pouvoir entre la chefferie du service et la direction de la rédaction, soucieuse de casser les « baronnies » afin de mieux centraliser le processus rédactionnel. Patrick Jarreau, ancien chef de service, devint ainsi correspondant à Washington, tandis que ses adjoints, Gérard Courtois et Pascale Robert-Diard furent respectivement nommés à un poste d'éditorialiste et à la rubrique « Procès ». A leur place, furent nommés Anne-Lise Roccati, issue du *Parisien* et décrite comme une « amie » de Jean-Marie Colombani, et Hervé Gattegno, responsable de la cellule « Investigation » au service *Société*.

Tableau 36. Services d'origine des rédacteurs politiques recrutés « en interne » à *Libération* et au *Monde* depuis 1981.

	<i>Libération</i>	<i>Le Monde</i>
1981-93	<ul style="list-style-type: none"> - Culture - Economie (politique industrielle) - Economie / Social - Social - Société (éducation) - Secrétariat de rédaction [2 rédacteurs] 	<ul style="list-style-type: none"> - Economie (finance, banques et assurances) - Justice puis Social - Correspondant à Sydney - Correspondant à Lyon [2 rédacteurs] - Secrétariat de rédaction
1994-2000	<ul style="list-style-type: none"> - Economie (budget) [2 rédacteurs] - Economie / Social (santé, sécurité sociale) - Economie / Social (emploi) - Métro (actualité Île de France) - Société (éducation) 	<ul style="list-style-type: none"> - Régions - Social (vie des entreprises) - Social (syndicats) - Télévision [2 rédacteurs] - Société (féminisme, pauvreté, etc.) - Société (éducation) [2 rédacteurs] - Economie (chef adjoint) - Economie (ministère Economie) - Economie (entreprises publiques) - Correspondante à Versailles

S'il est difficile de réduire les caractéristiques des entrants à leur poste antérieur, on ne peut manquer de souligner l'articulation de ces recrutements avec certaines mutations qu'ont connues les services *Politique* depuis le début des années 1990, notamment leur ambition de mieux agencer questions « politiciennes » et questions « de fond ». Au *Figaro*, le recrutement d'une journaliste économique est ainsi justifié par ce souci de disposer d'expertises techniques au sein même des pages *Politique* :

« De temps en temps on essaie de faire des papiers où les deux approches [*politique et économique*] sont mêlées. Demain matin par exemple, va paraître un papier de Pascale Sauvage sur la concurrence Fabius / Strauss-Kahn qui va porter aussi bien sur la concurrence au sein du PS que sur la concurrence en matière de positionnement économique. Donc là, Pascale, dont la spécialité n'est pas l'économie, s'est quand même penchée sur la matière économique quitte à aller faire valider un certain nombre de choses par le service *Economie*. Autre exemple : on a Sophie Roquelle qui est journaliste politique mais qui vient de l'*Economie*, donc qui est très bien équipée pour nous faire des papiers à la conjonction de la politique et de l'économie. » (Alexis Brézet, entretien n°13).

3. Les recrutements « externes ». Les embauches issues d'une mobilité « externe » concernent l'ensemble des journaux observés et résultent de l'ambition de disposer de professionnels reconnus et compétents. La plupart émanent de services *Politique* mais certains, issus d'autres spécialités, ont pu être recrutés afin d'encadrer les équipes rédactionnelles ou d'accompagner des réorientations éditoriales : Charles Rebois (directeur de *France Antilles*) au *Figaro* en 1975, Françoise Berger (« fait-diversière » du *Monde*) à

⁸⁷⁹ Il faut toutefois noter l'incorporation récente de journalistes issus du supplément « Télévision » (Jean-Baptiste de Montvalon, Ariane Chemin) et du service *Sports* (Elie Barth, Yves Bordenave).

Libération en 1981, etc.⁸⁸⁰ On peut également constater que seule une minorité de ces journalistes sont issus des médias audiovisuels et leur nombre est quasi-nul depuis le milieu des années 1980. De la même manière, peu de rédacteurs sont directement issus de la presse régionale (N=11), c'est-à-dire de positions périphériques dans l'espace journalistique. La plupart ont été recrutés au *Monde* au cours des années 1970 et 1980 (Henry Deligny, Alain Rollat, Jean-Marie Colombani, Thierry Bréhier) ou, au *Figaro*. Depuis 1975, un certain nombre de journalistes proviennent, en effet, de journaux régionaux contrôlés par la Socpresse (Nicole Kern, Thierry Taintinger, Jean-René Vanderplaesten de *Paris-Normandie*).

Différents chercheurs se sont efforcés d'interpréter ces mobilités entre rédactions. S'appuyant sur l'exemple du *Nouvel Observateur* des années 1970, Louis Pinto attribue le « glissement vers le newsmagazine » à l'arrivée des « professionnels » au détriment des « idéologues », c'est-à-dire ces rédacteurs qui ne vivaient pas du journalisme mais s'en servaient dans le cadre des luttes intellectuelles ou politiques⁸⁸¹. Il suggère alors que le calcul des « flux d'entrée et de sortie » permet de « mesurer la perte de spécificité du journal. »⁸⁸² Son enquête porte sur la période 1966-1982 et montre qu'une majorité des « entrants », tous services confondus, viennent de *L'Express* (N=9), du *Monde* (N=6) et du Centre de formation des journalistes (N=5), tandis que les « sortants » se sont principalement dirigés vers *Politique Hebdo* (N=3), *L'Express* (N=2), *Le Matin de Paris* (N=2) et *Le Monde* (N=2). Si l'analyse de Louis Pinto est pertinente concernant la « professionnalisation » des rédacteurs du journal et la moindre sollicitation d'acteurs pour qui le journalisme ne constituait pas un métier, elle demeure en revanche plus contestable concernant l'interprétation de ces flux inter-rédactionnels. En particulier, en débutant seulement en 1966, elle ne permet pas de constater que les frontières du *Nouvel Observateur*, et auparavant de *France Observateur*, n'ont jamais été aussi poreuses que Louis Pinto semble l'affirmer. *Le Nouvel Observateur* a, en effet, été créé en 1964 à partir de la fusion de l'équipe de *France-Observateur* et des démissionnaires de *L'Express* (Jean Daniel, Claude Krief, KS Karol, Michel Bosquet, Serge Lafaurie, etc.). Et si l'on remonte en arrière ce cheminement chronologique, on identifie des mobilités nombreuses entre cet hebdomadaire et la nébuleuse des journaux de la « gauche » non

⁸⁸⁰ De la même manière, certaines mobilités « internes » répondent à l'ambition de disposer de « cadres » fidèles aux orientations rédactionnelles. C'est ainsi que Claude Vincent, jusqu'ici journaliste économique à *France-Soir*, fut placé à la tête du service *Politique* au cours des événements de mai 1968 : « Moi, j'étais assez peu ouvert aux idées qui se manifestaient dans la rue. J'ai donc été considéré comme un élément sage, pondéré, solide, et à la suite de quoi j'ai été rapidement promu à la tête du service *Politique* qui, il faut bien en convenir, avait un peu perdu la tête pendant ces événements. » (Entretien n°64).

⁸⁸¹ PINTO Louis, *L'Intelligence en action* : Le Nouvel Observateur, Paris : Métailié, 1984, p. 28.

communiste. Claude Estier qui collabore à *L'Observateur* dès 1950 est, par ailleurs, rédacteur politique au *Populaire* (1947-55), au *Monde* (1955-58) puis à *Libération* (1958-64). Georges Suffert, qui intègre *France Observateur* en 1958, provient de *Témoignage chrétien* dont il fut rédacteur en chef entre 1953 et 1958. Parallèlement à son activité dans *L'Observateur*, il collabore aux *Cahiers de la République* entre 1959 et 1962. On pourrait poursuivre ce recensement qui a pour seul intérêt de montrer que les migrations entre ces journaux, certes engagés, mais non strictement affiliés à des organisations politiques⁸⁸³, ne sont évidemment pas neuves. Dans son ouvrage sur *La Gauche hebdomadaire*, Claude Estier montre bien cet incessant ballet des rédacteurs de « gauche » entre les titres qui ont occupé cet univers éditorial entre les années 1920 et les années 1960⁸⁸⁴. Aussi l'évolution qu'a connue *Le Nouvel Observateur* des années 1970 et 1980 ne concerne-t-elle pas le « flux » de mobilité mais bien l'identité des journaux d'où proviennent les rédacteurs recrutés. On y reviendra.

Plus intéressante est sans doute la recension opérée par Philippe Juhem concernant les rédacteurs qui quittent *Libération* entre 1973 et 1993. D'après son calcul, 66 % de ces soixante-treize journalistes « sont embauchés dans des journaux “de gauche” (N=48) dont dix-huit pour *Le Nouvel Observateur*, onze pour *Le Monde*, cinq pour *L'Événement du Jeudi*, cinq pour *Le Matin de Paris* (...). »⁸⁸⁵ Il identifie alors « des contraintes de crédibilité idéologique » et « des réseaux politiquement structurés » que matérialisent ces embauches. En effet, de tels réseaux « tendent à favoriser l'arrivée d'un journaliste là où d'anciens membres de sa rédaction d'origine occupent déjà des postes de responsabilité »⁸⁸⁶. Toutefois son analyse souffre d'un écueil majeur : celui d'assigner arbitrairement des rédactions dans des camps structurés et stables dans le temps. Ainsi, *L'Express* et *Le Point* sont-ils classés à « droite » et ce, indépendamment de la période étudiée. Or, lorsque l'on regarde plus attentivement les circonstances d'embauche ou de démission des rédacteurs, on constate des positionnements plus nuancés, rendant délicate toute interprétation globalisante de ces mobilités. Prenons quelques exemples. Bien qu'appartenant à des rédactions cataloguées à « droite », de nombreux rédacteurs du *Figaro* et de *France-Soir* ont quitté ces quotidiens à la

⁸⁸² *Ibid.*, p. 29.

⁸⁸³ On s'en souvient, cette problématique de l'inscription de *France Observateur* au cœur des luttes partisans fut l'objet d'un conflit vigoureux, en 1963, entre Claude Bourdet et Gilles Martinet. Tandis que le premier souhaitait en faire un organe du PSU, le second privilégiait la voie de l'autonomie à l'égard des partis. Sa position fut finalement suivie par une majorité de la rédaction.

⁸⁸⁴ Cf. ESTIER Claude, *La Gauche hebdomadaire (1914-1962)*, Paris : Armand Colin, 1962, pp. 269-279.

⁸⁸⁵ JUHEM Philippe, « Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981 », *Politix*, n°56, 2001, p. 190.

⁸⁸⁶ *Ibidem*.

suite de leur rachat par Robert Hersant. Un certain nombre d'entre eux (Roger Colombani, Alexis Liebaert, Jean-François Doumic pour *France-Soir*) participèrent ainsi à la création du *Matin de Paris*, pourtant classé à « gauche ». Concernant *Le Point*, labellisé comme étant de « droite » par Philippe Juhem, on sait qu'un certain nombre de ses rédacteurs politiques avouaient publiquement leurs préférences pour la « gauche ». Irène Allier, journaliste au *Point* depuis 1972 après avoir travaillé à *Franc-Tireur* et à *L'Express*, a rejoint *Le Nouvel Observateur* en 1978 et devint militante socialiste une fois retraitée ; Michèle Cotta est recrutée en 1978 pour co-diriger le service *Nation* du *Point* jusqu'à sa nomination à la tête du service *Politique* de RTL en 1980 ; André Chambraud qui fut l'un des fondateurs du *Point*, chef du service *Nation* puis rédacteur en chef, démissionna en 1982 « en raison de divergences sur le traitement de l'information politique et économique », c'est-à-dire en opposition à la « dérive droitiste » prise par ce magazine⁸⁸⁷. On pourrait également citer le cas de Jean Bothorel, militant de l'autonomie bretonne, décrit comme proche de Pierre Mendès France, recruté par *Le Matin de Paris* comme éditorialiste en 1977, mais qui a rejoint *Le Figaro* en 1982 et s'est affirmé comme l'un des plus sévères polémistes à l'égard du gouvernement socialiste. De la même manière, Pascale Amaudric est recrutée par *Libération* en 1982 alors qu'elle était auparavant membre du service *Politique* du *Quotidien de Paris*. Ces différents exemples n'invalident pas les remarques de Philippe Juhem concernant ces « réseaux politiquement structurés » qui favorisent la mobilité des rédacteurs dans des segments de presse bien définis. Mais ce n'est pas sans doute pas toujours la rédaction d'origine qui garantit la « conformité » idéologique des entrants. Aussi, il semble qu'il faille être prudent avant de conclure à l'indifférenciation politique entre journaux tant ces mobilités ne peuvent être interprétées qu'en fonction d'une observation attentive de l'histoire des rédactions et des affinités qui se nouent entre journalistes.

Compte tenu du faible nombre de journalistes politiques dans chaque journal et compte tenu de l'évolution des orientations rédactionnelles, il paraît délicat d'envisager tout travail statistique. En revanche, il peut être intéressant de recenser et observer les précédents employeurs des journalistes recrutés.

⁸⁸⁷ *Presse actualité*, n°167, 1982.

Tableau 37. Recensement des rédactions auxquelles appartenaient précédemment les journalistes politiques recrutés

	1958-69	1970-81	1982-93	1994-00
Le Monde	- AFP, <i>L'Express</i> - Soc. gén. de presse, AGEFI, Reuter - ACP (*)	- <i>La Voix du Nord</i> - [Combat] - <i>Paris-Match</i> - AFP - [Midi libre] - France 3 Nouméa - <i>Le Figaro</i> - ACP, <i>Combat</i>	- <i>Ouest-France</i> - <i>La Croix</i> - <i>Libération</i> - <i>La Voix du Nord, La Croix</i>	- <i>Libération</i> - [Libération] - <i>Libération, Parisien</i> - <i>Profession politique, AFP, France-Soir, Parisien, Marianne</i> - <i>Libération, Parisien, L'Express</i> - <i>Libération</i>
Le Figaro	- ACP - <i>Le Parisien, France-Soir</i> - <i>La Croix</i>	- <i>Le Monde</i> - <i>L'Aurore</i> , ACP, 1 ^{ère} chaîne télé, <i>Combat</i> - [Paris-Normandie] - [Ouest-France] - [France-Soir] - [Paris-Normandie] - <i>L'Aurore</i>	- <i>France-Soir</i> - <i>Le Matin de Paris</i> - <i>Valeurs actuelles, Magazine hebdo</i> - <i>Valeurs actuelles</i> - <i>France-Soir, France Inter, Magazine hebdo</i> - <i>Quot. de Paris, L'Express, Quot. de Paris</i>	- <i>Point, Fig. Mag.</i> - <i>Monde, Express, Libération, RMC</i> - <i>Quotidien de Paris</i> - <i>Paris-Normandie</i> - <i>Quotidien de Paris</i> - <i>L'Express, Europe 1</i> - <i>Quotidien de Paris, Infomatin</i> - <i>Valeurs actuelles</i> - <i>La Croix</i> - Associated Press
France-Soir	- <i>Franc-Tireur, L'Express</i> - <i>L'Aube, Le Monde</i> - <i>Le Monde</i>	- <i>Le Parisien libéré</i> - <i>Sud-Ouest</i> - <i>Monde, Quot. Paris</i> - <i>Combat</i>	- <i>Profession politique, AFP</i>	- <i>L'Express</i> - <i>VSD, Le Journal du dimanche</i>
Libération			- [Figaro, Monde] - <i>Combat, ACP, Radio K</i> - ACP, <i>Quot. Paris, France-Soir</i> - <i>Monde, Express</i> - <i>Le Monde</i> - <i>France-Soir</i>	- [ACP] - <i>La Croix</i>
L'Express	- <i>France Obs., Cahiers de la Rép. Fr.-Tireur, Fr.-Soir</i> - AFP - [France-Observateur] - AFP	- Europe 1 - ACP, Europe 1, TF1 - <i>L'Est Républicain</i> - <i>Le Figaro</i> - <i>Quotidien de Paris</i> - <i>Le Monde</i>	- <i>Le Point</i> - France 3 Alsace - <i>Le Monde</i> - <i>Journal des maires, Quotidien de Paris</i> - <i>La Croix</i>	- <i>Le Point</i> - <i>Libération, Le Parisien</i> - France Inter - <i>Profession politique, Globe, Tribune, VSD</i> - <i>La Croix</i>
France Obs. / Nouvel Obs.	- <i>L'Express</i> - <i>La Dépêche du Midi, Le Berry républicain</i>	- <i>L'Aube, Le Monde, France-Soir, L'Est républicain</i> - <i>L'Express, Le Point</i> - <i>Le Monde</i>	- Europe 1, <i>L'Express</i> - <i>Le Matin de Paris</i> - <i>Le Matin de Paris</i> - <i>L'Express</i>	- <i>La Voix du Nord, La Croix, Le Monde</i> - <i>Le Nouvel Observateur, Le Point</i> - <i>Le Monde</i>
Le Point		- <i>France-Obs, Cahiers de la Rép., L'Express</i> - AFP, <i>L'Express</i> - <i>Paris-Match</i> - <i>L'Express</i> - <i>L'Express, Europe 1, France Inter</i>	- <i>J'Informe, Le Quotidien de Paris</i> - <i>Figaro, J'Informe, Le Quotidien de Paris</i>	- <i>Nouvel Observateur</i> - <i>Le Figaro</i> - <i>Libération, Parisien, Monde</i> - <i>Le Figaro</i>

<i>Événement du Jeudi</i>			- [L'Express] - AFP, Express, Point - Le Matin de Paris	- Combat, France-Soir, Matin de Paris - Libération
<i>Marianne</i>				- Profession politique, AFP, France-Soir, Le Parisien - Événement du Jeudi - Le Matin de Paris, Événement du Jeudi - Le Quotidien de Paris, Infomatin, Événement du Jeudi

Source : Recensement effectué par l'auteur.

Note : Lorsque les rédacteurs émanent d'un service autre que *Politique*, le média correspondant est indiqué entre crochet.

(*) Agence Centrale de Presse, dirigée par Gaston Defferre.

Au regard de ce tableau, on distingue effectivement des logiques de recrutement qui accréditent l'idée d'affinité ou de réseaux entre équipes rédactionnelles. Cependant, la motivation de telles embauches n'est pas toujours explicitement politique, ce principe tendant d'ailleurs à décliner depuis les années 1980. Il fut notamment prégnant au *Figaro* entre 1975 et 1995, la plupart des recrutés émanant de rédactions classées à « droite » (*Valeurs actuelles*, *Le Quotidien de Paris*) ou appartenant à la Socpresse (*Paris-Normandie*, *Le Figaro magazine*, *France-Soir*, *L'Aurore*). Mais concernant les autres titres de notre corpus, on distingue difficilement une telle homogénéité dans les recrutements. Dans le cas du *Monde*, il semble qu'on puisse identifier trois périodes. La première irait du milieu des années 1950 à la fin des années 1970 : elle est marquée par l'embauche de rédacteurs disposant d'une faible ancienneté dans le métier mais formés au sein de médias réputés pour leur rigueur de leurs normes rédactionnelles (les agences notamment). A partir de la fin des années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980, les responsables du service *Politique* ont souhaité diversifier leurs recrutements en accueillant des rédacteurs issus, par exemple, de la presse quotidienne régionale mais disposant d'une expérience journalistique confirmée. C'est ainsi qu'Alain Rollat, jusqu'ici journaliste au *Midi Libre*, rationalise son embauche par Raymond Barrillon en 1977. Selon lui, ce dernier « souhaitait un regard provincial au moment où la France dans ses profondeurs, semblait prête à ouvrir une nouvelle ère politique. »⁸⁸⁸ Enfin, à partir du milieu des années 1980, les dirigeants du *Monde* ont puisé dans les services *Politique* de leurs concurrents, *Libération* d'abord, *Le Parisien* ensuite. Ces recrutements participent de ces stratégies de distinction / imitation, soulignant le renforcement de la concurrence entre ces

⁸⁸⁸ ROLLAT Alain, *Ma Part du Monde. Vingt-cinq ans de liberté d'expression*, Paris : Les éditions de Paris, 2003, p. 25.

quotidiens et la « normalisation » du traitement de la politique dans un journal militant comme *Libération* ou dans un journal populaire comme *Le Parisien*. Il s'agit alors, à travers ces embauches, d'incorporer des savoir-faire spécifiques à ces concurrents et supposés être au principe de leur réussite commerciale. Ainsi, au-delà de cet exemple du *Monde*, il semble qu'on assiste à un brouillage des frontières entre familles rédactionnelles, les logiques de ces mobilités « externes » semblant plus difficiles à établir à mesure que l'on avance dans le temps. Ces recrutements, fondés davantage sur le « professionnalisme » que sur l'orientation politique des rédacteurs, semblent motivés par un double enjeu (enjeu de crédibilité / enjeu commercial) qui constitue les faces indissociables du processus de « professionnalisation » journalistique. Tandis que, pour les rédacteurs, la mobilité répond avant tout à des impératifs de carrière (accéder à un poste plus élevé hiérarchiquement ou plus prestigieux symboliquement, améliorer son revenu, prévenir les risques de chômage en anticipant un éventuel plan social, etc.), l'objectif des directions est bien de disposer de professionnels jugés compétents, parce qu'ils bénéficient d'un réseau de sources établi ou d'une qualité de « plume » reconnue.

§2. DES JOURNALISTES DESENGAGES ?

Interroger l'identité des journalistes politiques suppose de s'intéresser à l'évolution de leur rapport à l'univers politique. Le terme de « rapport » est volontairement flou et permet de penser la diversité des formes d'engagement, d'intérêt ou d'indifférence à l'égard de la compétition politique. Or, sur le long terme, on distingue une évolution significative : tandis que les rédacteurs d'autrefois revendiquaient ouvertement leurs orientations partisans ou idéologiques, un plus grand nombre tend désormais à les dissimuler, du moins à affirmer dissocier leur identité de citoyen et celle de journaliste professionnel. D'une part, expliquent-ils, les lecteurs n'attendent pas des journalistes qu'ils leur « récitent un sermon ». D'autre part, la nécessaire honnêteté du travail journalistique supposerait de mettre de côté ses préférences pour qui veut observer et analyser l'actualité politique. Bien évidemment, ce processus est plus complexe. D'un côté, le tableau n'est homogène à aucune des périodes étudiées, qu'il s'agisse du journalisme politique dans son ensemble ou des rédactions prises isolément : très peu connaîtront de services *Politique* uniformes quant aux préférences politiques de leurs membres. A l'exception de *L'Humanité* ou, dans une moindre mesure, de *France Observateur*, la fidélité idéologique a rarement constitué le principal critère de

recrutement des rédacteurs politiques. D'un autre côté, il ne faudrait pas établir de relations mécaniques entre l'engagement politique et les registres privilégiés par les rédacteurs⁸⁸⁹. Comme le rappelle Erik Neveu, « Les interprétations en termes de proximité partisane ou de complicité programmée sont en général simplistes et fort économes en analyse des médiations. S'il suffisait d'identifier les sympathies politiques de tel journaliste pour être quitte avec toute réflexion sur les vecteurs réels du rôle politique des médiateurs, la sociologie serait bien simple et le professionnalisme des gens de médias bien tenu. »⁸⁹⁰

En revanche, l'accent sera placé sur deux dimensions, symétriques. Tout d'abord, il convient d'appréhender l'évolution dans la socialisation politique des journalistes politiques. Cette lecture générationnelle permet de mettre en évidence que, par strates successives, les « entrants » dans le métier se sont efforcés de renouveler les routines rédactionnelles au nom de leur culture politique, donc au nom de leurs conceptions des rôles journalistiques vis-à-vis de la compétition politique. Ensuite, il s'agit de se demander dans quelle mesure la proximité partisane, qu'elle se soit ou non matérialisée par un engagement actif dans une organisation politique, a pu constituer un facteur d'intégration, voire un gage de compétence selon les rédactions et selon les périodes.

A. *Des représentations politiques divergentes*

Dans de nombreuses rédactions, les services *Politique* ont été traversés par une succession de conflits quant à la répartition du pouvoir, quant à la pertinence des modes de traitement, quant aux orientations rédactionnelles. Que ces conflits aient été manifestes ou latents, il n'en demeure pas moins que les journalistes rencontrés les ont souvent décrits comme une opposition générationnelle entre « jeunes » et « vieux ». Une telle opposition renvoie bien évidemment à la structure des rédactions : les plus âgés occupant généralement des positions élevées dans les services, les divergences entre générations correspondent alors à des antagonismes entre *insiders* et *outsiders*. Cette analyse structurelle des oppositions est précieuse pour en comprendre la dynamique. Mais elle ne permet pas de saisir le contenu des

⁸⁸⁹ Les analyses qui réduisent la production journalistique aux préférences idéologiques des journalistes omettent souvent de considérer la diversité des contraintes pratiques pesant sur les rédacteurs. Elles oublient également de prendre en compte que les identités peuvent être plurielles et parfois contradictoires. Or c'est cette pluralité qui permet de s'ajuster à la variété des situations dans lesquelles les acteurs peuvent être insérés. Sur ce point, voir par exemple LAHIRE Bernard, *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris : Nathan, 1998.

⁸⁹⁰ NEVEU Erik, « Médias et construction de la "crise de la représentation" : le cas français », Communication (Montréal), vol. 14, n°1, 1993, pp. 42-43.

affrontements, les arguments échangés, les ressources mobilisées par chacun pour asseoir ses points de vue. Mieux, elle tend à effacer l'histoire en gommant les enjeux et les résultats spécifiques à chacune de ces luttes.

Or ces conflits entre générations mettent en opposition des conceptions différentes de la politique et des attitudes journalistiques à son égard. Pour comprendre ce qui se joue dans ces luttes, il faut alors distinguer ces générations et étudier leur socialisation politique respective. Bien évidemment, il serait naïf de croire que tous les membres d'une génération véhiculent les mêmes schèmes idéologiques et la même culture politique. L'intérêt pour la politique et la nature de l'engagement militant, la capacité à comprendre les enjeux politiques ou à se positionner sur l'échelle partisane, tous ces éléments renvoient tout autant, sinon davantage, aux oppositions sociales qu'aux oppositions générationnelles. D'autre part, l'apparente congruence dans les dispositions politiques de chaque génération pourrait n'être qu'un révélateur de l'évolution des pratiques de recrutement. Néanmoins, en tenant compte de ces réserves, on ne peut manquer de cerner des affinités, des points de convergence dans le rapport au politique d'une même génération. Ces caractéristiques ne sont d'ailleurs pas propres à l'univers du journalisme : on en identifie certaines modalités dans les travaux mêlant l'âge et la socialisation politique⁸⁹¹. On distingue un socle d'expériences partagées⁸⁹², des événements marquants et mobilisateurs ainsi que des transformations sociologiques plus lourdes qui affectent la mémoire et les représentations politiques des cohortes générationnelles. En ce qui concerne le journalisme politique, il faut ajouter que ces oppositions entre générations ont souvent reproduit les conflits entre les « entrants » et les « installés » de l'univers politique. En effet, selon un principe d'homologie de positions, les rédacteurs les plus jeunes sont plus facilement entrés en affinité avec les hommes politiques eux-mêmes débutants ou occupant des postes plus marginaux. Leurs intérêts respectifs encouragent cette collaboration implicite : les uns souhaitent disposer d'informations originales et témoigner ainsi de leur compétence professionnelle ; les autres souhaitent bénéficier de ressources médiatiques et ainsi mieux gravir les hiérarchies politiques. Aussi les rédacteurs « débutants » sont-ils souvent plus attentifs à l'émergence de nouvelles scènes, de

⁸⁹¹ Voir par exemple, PERCHERON Annick, REMOND René (dir.), *Âge et politique*, Paris : Economica, 1991 ; MUXEL Anne, *L'Expérience politique des jeunes*, Paris : Presses de la FNSP, 2001.

⁸⁹² Il faut toutefois être prudent dans l'exploitation des récits que les journalistes font de leur découverte de la politique. « Conformément à la reconstruction téléologique qui sous-tend tout récit de vie, l'appel du politique est toujours présenté comme la résultante d'expériences fondatrices qui marquent les narrateurs dès la prime jeunesse, les mettent au contact de valeurs ou d'une cause. » (NEVEU Erik, « Le sceptre, les masques et la plume », *Mots*, n°32, 1992, p. 9).

nouveaux acteurs et de nouvelles manières de faire de la politique. Tout en accompagnant ces transformations, ils vont pouvoir s’y appuyer pour étayer leur prétention à subvertir certaines routines et introduire de nouveaux traitements de la politique.

On distingue ici quatre générations. Bien que celles-ci soient bornées chronologiquement, il va de soi que leurs frontières sont poreuses et que les situations sont contrastées. En effet, il ne s’agit pas de décliner l’identité politique de chacun des journalistes mais de distinguer des « styles » générationnels à vocation idéale-typique⁸⁹³. Quelles sont alors ces différentes générations ? On a pu précédemment présenter certaines caractéristiques des rédacteurs qui ont intégré les services *Politique* au cours de la IV^e République et qui, en 1958, sont positionnés à leur tête. Ceux-ci ont été souvent méfiants à l’égard des innovations institutionnelles qu’introduisit la V^e République. La plupart ont donc continué à imposer un suivi dense et rigoureux de la délibération parlementaire. Mais, au cours des années 1960, un certain nombre de rédacteurs nouvellement recrutés vont s’efforcer de bouleverser ces savoir-faire au nom de leurs propres lectures du jeu politique et des attentes des lecteurs.

1. La génération gaullienne. Ces rédacteurs, nés entre 1930 et 1944, sont entrés dans le journalisme entre 1955 et 1970⁸⁹⁴. Marqués par la guerre d’Algérie, à laquelle eux-mêmes ou leurs proches ont participé, ils entretiennent une image relativement négative de la IV^e République et de ses principaux acteurs. Aussi jugent-ils avec mépris les appétences des « vieux » journalistes pour la vie parlementaire. Ils stigmatisent notamment leur incapacité à comprendre les changements institutionnels ainsi que certaines de leurs pratiques : le goût plus prononcé pour le commentaire que pour l’analyse, la fréquentation assidue et exclusive de l’Assemblée. Le répertoire de l’alcoolisme est également mobilisé pour dénoncer les travers d’une génération dont le rythme de travail collait au rythme des intrigues parlementaires :

- « Les types qui avaient passé toute la IV^e République dans la salle des Pas perdus n’ont pas compris qu’il fallait en sortir et que le pouvoir était à l’Elysée, à Matignon ou dans les partis politiques. Et il y a donc eu une cassure de génération. C’est logique : les types qui n’étaient que des journalistes parlementaires sont devenus des dinosaures avec la V^e République. Et il y avait une bande d’alcoolos qui ne sortaient pas de la buvette. C’était absolument effrayant. Les types trinquaient dans le bar en disant : “A nos morts” » (Thierry Desjardins, né en 1941, recruté au *Figaro* en 1963, entretien n°57).

⁸⁹³ Sur la notion de « style » générationnel, voir MAUGER Gérard, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme. Pour une histoire de la “génération de mai 68” », in C.U.R.A.P.P., *L’Identité politique*, Paris : PUF, 1994, p. 218 *sq.* Du même auteur, voir « Postface », in MANNHEIM Karl, *Le Problème des générations*, Paris : Nathan, 1990, pp. 83-119.

⁸⁹⁴ Parmi les journaux de notre corpus, on en identifie soixante-huit rédacteurs. Quatorze ont été interviewés.

- « On disait que les journalistes étaient plus alcooliques dans les générations précédentes que dans la nôtre. Mais ça s'explique aussi très bien, parce que, quand il y avait une crise, quand on réunissait par exemple le comité Cadillac, les types se précipitaient rue de Valois, ils attendaient toute la nuit ou une bonne partie de la nuit, ils allaient dans les bistrotts. » (Jacques Raynaud, né en 1930, recruté au service *Politique* de *L'Aurore* en 1969, entretien n°27).

A leurs yeux, le journalisme parlementaire « classique », teinté de comptes-rendus des séances ou des réunions de commissions, paraissait anachronique. Ils étaient donc disposés à remettre en cause une rubrique qu'ils jugeaient insensée et peu gratifiante. Les séanciers débutant dans les années 1960 manifestent une certaine distance à ce rôle. A la différence des interviewés plus âgés, ils désignent péjorativement la tâche qui leur était demandée : faire du « Jacques a dit » (entretien n°2), rédiger le *Journal officiel* (entretien n°33). Dès lors, s'ils reproduisaient ce traitement, c'était davantage par conformité aux exigences de la hiérarchie que par adhésion à ces manières de faire. Cette volonté de « modernisation » du traitement de la politique apparaît très nettement dans le discours des rédacteurs nés entre 1935 et 1945. Or, lorsqu'ils ont eux-mêmes conquis les plus hautes positions rédactionnelles, ils ont alors pu subvertir ces formats jugés ennuyeux. Claude Vincent, né en 1939, accédant la tête du service *Politique* de *France-Soir* en 1968 évoque ainsi, en des termes sévères, ses « vieux » collègues, à qui la direction ne commandait plus de papiers :

« *France-Soir* était extrêmement riche à l'époque, ce qui veut dire que quand il y avait quelqu'un qu'on ne voulait plus voir travailler, on le gardait quand même. (...) A Matignon, il y avait un personnage fabuleux, qui était, paraît-il, issu de la Résistance et qui s'appelait Martial Grosjean. L'immortel Martial Grosjean ! Et puis il y en avait aussi au Conseil d'État. Mais on en avait partout ! Ça ne servait à rien ! Il y avait un gaspillage absolument effroyable ! (...) Donc tous ces vieux cons étaient accrochés un peu partout. [Rires] Mais on n'en tenait pas compte. » (Claude Vincent, entretien n°64).

Outre cette ambition de « modernisation » du contenu, ces rédacteurs ont construit leur crédit professionnel à travers les relations nouées avec ce personnel politique émergent lors de la V^e République⁸⁹⁵. A la différence de leurs prédécesseurs, principalement liés à la « vieille garde parlementaire » et qui furent décontenancés par la nomination de « technocrates » comme Georges Pompidou, certains purent se distinguer via des informations recueillies auprès des membres des cabinets ministériels ou auprès de l'entourage des états-majors partisans, plus assidûment fréquentés qu'autrefois. Ces rédacteurs contribuèrent également à l'incorporation des sondages d'opinion que leurs aînés observaient d'un œil

⁸⁹⁵ Sur cette émergence d'un personnel ministériel « technocrate », valorisant davantage les compétences techniques que les compétences idéologiques et juridiques de l'ancien personnel parlementaire, voir FRANÇOIS Bastien, *Le Régime politique de la Ve République*, Paris : La Découverte, 1998, p. 19 sq.

méfiant. André Laurens, qui intègre le service *Politique* du *Monde* en 1962, évoque ainsi cette opposition entre les définitions de l'opinion publique que véhiculaient ses prédécesseurs, Jacques Fauvet ou Raymond Barrillon, et ses propres représentations de la mesure de l'opinion. Tandis que ses aînés s'appuyaient sur ce qu'il qualifie de « pifomètre », lui-même reconnaissait davantage l'intérêt journalistique des sondages :

« Les sondages ne sont pas forcément très rigoureux mais ils sont quand même plus sérieux [*Rires*] ou plus intéressants, surtout sur la durée, que le pifomètre. (...) Les jeunes journalistes s'inscrivaient plutôt dans cette tradition parce que c'était l'avenir. Moi, les sondages, ça m'intéressait, même si je savais qu'il fallait faire attention. Mais je n'ai jamais pensé que le taxi que je prenais était forcément plus révélateur que quelques chiffres qui concordaient dans le même sens. C'est une question de culture. » (André Laurens, entretien n°33).

Cependant, comme chez leurs aînés, leurs discours mobilisent une éthique de la responsabilité professionnelle et de la rigueur d'écriture. Ils endossent toujours une conception quasi-« missionnaire » de leur tâche, cette dimension étant particulièrement marquée chez les rédacteurs du *Monde*, du *Figaro* ou de *L'Humanité*. Ceux-ci reprochent notamment aux plus jeunes leur inculture, leur désinvolture ou leur abandon de l'esprit d'équipe. Peut-être ne s'agit-il que d'un effet d'âge, ces rédacteurs étant pour la plupart soixantaines et retraités. Néanmoins, cette remarque mérite d'être soulignée puisqu'elle les distingue des rédacteurs qui intègrent le métier au cours des années 1970.

2. La génération de la bipolarisation. Ces rédacteurs, nés entre 1945 et 1959, sont entrés dans le journalisme politique entre 1970 et 1984⁸⁹⁶. Disposant généralement d'un apprentissage militant, ayant parfois expérimentés les combats estudiantins, ils témoignent d'un intérêt certain pour les « batailles » politiques dont l'enjeu, à l'époque de leur entrée dans le métier, n'est autre que la première alternance de la V^e République. Ses règles du jeu leur sont familières puisqu'ils n'ont que très peu connu le régime précédent. Leur expérience d'acteurs et de spectateurs des luttes politiques les rend sensibles à une « culture de parti » que ne partageaient pas nécessairement leurs prédécesseurs, davantage socialisés à la « culture parlementaire » (entretien n°21, 25, 58). Cette « culture de parti » favorise une certaine inclinaison pour les stratégies de pouvoir au sein des organisations politiques. Davantage curieux d'une télévision en plein essor, ils appréhendent avec moins de méfiance la mise en spectacle du discours politique et sa réduction à de nouveaux jeux scéniques. Au contraire, ils ont découvert assez jeune cette personnalisation du jeu politique à laquelle ont contribué les

⁸⁹⁶ Parmi les journaux de notre corpus, on en identifie cent seize rédacteurs. Vingt-quatre ont été interviewés.

médias audiovisuels. Dès lors, un registre tel que le portrait s'impose d'autant plus facilement sous leur plume que les acteurs sont rendus visibles par la télévision. On pourrait faire la même remarque concernant la perspective de décrypter les stratégies de communication. Par le décodage des « petites phrases », par cette insistance plus marquée pour la personnalité des compétiteurs, par ce goût plus prononcé pour les coulisses et les luttes internes, ils accompagnent, sur le terrain journalistique, les transformations de l'affrontement politique :

« J'ai assisté, de près à l'opposition entre un journaliste comme [Raymond] Barrillon et les jeunes journalistes comme [Jean-Marie] Colombani ou [Thierry] Pfister. J'étais entre les deux, ça m'amusait. Et Barrillon, il avait un code de conduite moral. Pour lui, la politique, elle se faisait dans les institutions par rapport à des discours. Est-ce qu'on faisait ou pas ce qu'on avait dit ? Alors, si on avait dit : "Paix en Algérie", et qu'on ne le faisait pas après, on était en faute. Il y avait un côté quand même moral. Pour Pfister ou Colombani, si Guy Mollet n'a pas fait la paix en Algérie, on se soucie de se demander pourquoi. Il l'avait dit, il ne l'a pas fait : pourquoi ? » (André Laurens, entretien n°33).

Ces rédacteurs ont également participé à un renouvellement des relations politico-journalistiques. Plus fortement diplômés qu'autrefois, plus souvent issus de grandes écoles comme Science Po Paris, ils adoptent une attitude moins déférente, plus égalitaire vis-à-vis du personnel politique. Cette familiarité, dont témoigne l'usage croissant du tutoiement, est d'autant plus encouragée qu'elle permet de bénéficier de ces confidences qu'attendent davantage les hiérarchies. Elle est d'ailleurs favorisée par l'émergence d'hommes politiques (la « génération Léotard »), qui se sont efforcés de cultiver des liens plus amicaux dont ils escomptaient les bénéfices en terme de notoriété. Souvent séduits par la disponibilité et l'affabilité de ces acteurs supposés « moderniser » et « humaniser » les pratiques politiques, ces journalistes ont fortement contribué à leur médiatisation.

Cette remise en cause de l'asymétrie dans les relations politico-journalistiques ne répond pas seulement aux sollicitations des sources politiques. Elle renvoie surtout aux dispositions de cette génération de journalistes. Marqués par la « critique généralisée des relations hiérarchiques »⁸⁹⁷ qu'incarne mai 1968, ces rédacteurs se sont avérés plus sceptiques vis-à-vis des formats les plus caractéristiques du « journalisme d'intermédiaire ». Ils ont ainsi contribué au basculement, au moins partiel, entre un « régime de l'information institutionnelle » (se faire l'écho de ce que veulent communiquer les organisations politiques) et un « régime de l'investigation »⁸⁹⁸ (aller voir « derrière les apparences », rechercher les enjeux de pouvoir dissimulés derrière la parole des acteurs). Ce journaliste du *Monde*, affecté

⁸⁹⁷ LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse, op. cit.*, p. 55.

⁸⁹⁸ Cf. CHAMPAGNE Patrick, MARCHETTI Dominique, « L'information médicale sous contrainte », art. cité, p. 57.

au suivi du PS et du PCF, souligne ainsi, sur un registre héroïque, comment son passé militant et son expérience du fonctionnement des partis l'ont amené à appréhender différemment son métier de journalistes et à introduire des éléments d'analyse autrefois absents des pages *Politique* de son quotidien :

« Le fait d'être hors institution, ça m'a amené à ne pas fréquenter le Parlement. (...) Donc je voyais la politique autrement. Donc c'est pour ça que je suis sans doute un des tous premiers à avoir fait des enquêtes sur le financement des partis politiques, à avoir parlé d'Urba, mais en bien d'ailleurs, parce que à l'époque, Urba, c'étaient la structure de financement officielle du Parti socialiste. (...) Et puis ce que j'aimais beaucoup, c'était les enquêtes en Province, c'est-à-dire aller dans une région et travailler sur la réalité des pouvoirs. (...) Sans doute que j'essayais plus que les autres de faire évoluer le contenu, parce que mon rapport à la politique n'était pas un rapport institutionnel. » (Thierry Pfister, entretien n°21).

Cette « défiance à l'égard des relations d'autorité traditionnelle »⁸⁹⁹ qui s'incarnaient par exemple dans la hiérarchisation rigide des services *Politique* a induit également l'introduction de registres plus ironiques ou plus désinvoltes. Bien que le radicalisme et la marginalité initiale se soient estompés au fil des renouvellements d'effectifs, les jeunes rédacteurs de *Libération* ont partiellement conservé ce ton irrespectueux à l'égard du personnel politique, ce qui constituait l'une des caractéristiques originelles de ce quotidien. La dimension contestataire s'est alors incarnée dans une « humeur » moqueuse, ludique et désacralisante. Au-delà du cas de *Libération*, « ce changement de tonalité s'est avéré d'autant plus rentable économiquement que les nouvelles attitudes anti-institutionnelles se banalisaient également dans le public. »⁹⁰⁰ Elles purent d'ailleurs s'imposer à mesure que disparaissaient, au cours des années 1970 et 1980, les derniers rédacteurs issus de la Résistance et porteurs des traditions journalistiques de l'après-guerre. Ce rédacteur qui intègre *L'Humanité* en 1974 décrit ainsi ses prédécesseurs comme autant d'« entrepreneurs de morale » qui entretenaient l'exigence d'un « engagement physique » et d'un « investissement moral » dans le métier :

« Pour moi, c'était quand même une fierté de rentrer à *L'Humanité* et de voir ma signature dans le journal. En plus, je suis rentré à une époque où la plupart des journalistes de *L'Humanité* étaient des hommes et des femmes qui sortaient de la Résistance. (...) Et je suis rentré dans un service où il y avait encore Georges Bouvard à qui j'ai succédé sur l'enseignement, qui était un homme très impressionnant, d'une immense culture et qui lui aussi était dans la Résistance. » (Bernard Frédéric, né en 1947, entretien n°44).

Toutefois, les rédacteurs qui intègrent les services *Politique* entre 1970 et 1985 demeurent, sinon affiliés à certains partis, du moins clairement inscrits dans des camps politiques. Ils

⁸⁹⁹ LEMIEUX Cyril, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris : Métailié, 2000, p. 56.

⁹⁰⁰ *Ibidem*.

revendiquent explicitement leurs préférences idéologiques d'alors et justifient leur entrée dans le journalisme politique au nom de ces engagements passés. Ils avouent en outre leur sentiment d'avoir assisté et, à leur manière, participé aux « grandes heures » des batailles politiques. Dès lors, s'ils se sont efforcés de remettre en cause le contenu des pages *Politique*, c'est davantage contre les derniers vestiges d'un journalisme d'enregistrement que contre le principe d'un journalisme « engagé ».

3. La génération des alternances. Ces rédacteurs, nés entre 1960 et 1975, ont intégré le journalisme politique entre 1985 et 2000⁹⁰¹. Interrogés sur leurs motivations à entrer dans un service *Politique*, ils revendiquent pour la plupart une certaine « distance » à l'égard du champ politique⁹⁰². Plus rarement militants que leurs prédécesseurs (du moins en stricts termes partisans), moins attentifs aux spécificités et aux responsabilités du journalisme politique, ils endossent volontiers un statut d'observateurs des mœurs politiciennes :

- « Dès mon adolescence, la politique m'a amusé, le théâtre du pouvoir m'a amusé. (...) Je n'ai jamais eu d'engagement politique partisan. Je n'ai jamais pris de cartes de parti. » (Eric Mandonnet, né en 1967, journaliste à *L'Express* depuis 1998, entretien n°9).

- « Je n'ai jamais ni milité dans un parti. Mais à partir de la campagne présidentielle de 1974, j'avais onze ans, j'ai toujours suivi de très près la vie politique. (...) Alors, c'est peut-être un peu pompeux, mais pour moi, il y a un côté un peu Tragédie dans la vie politique. A la limite, moins elle est chargée de contenu, et plus c'est le théâtre des passions humaines (...). » (Guillaume Tabard, né en 1963, journaliste politique au *Figaro* depuis 2000, entretien n°15).

Conscients du désenchantement qu'ont suscité la succession d'alternances et la multiplication des « affaires », la plupart semblent presque s'excuser de leur intérêt pour la politique et se décrivent parfois comme une espèce en voie de disparition. Certains évoquent cet intérêt comme une « curiosité » qu'ils ne parviennent à expliquer mais qui provoquait l'étonnement de leurs camarades à l'Université ou dans les écoles de journalisme. Pour d'autres, l'accession aux services *Politique* est décrite comme une étape dans la carrière, la plupart de ces journalistes avouant qu'ils migreraient volontiers vers d'autres services :

« Ce qui m'intéressait, c'était d'être sur le terrain. Je ne pensais pas forcément à la politique. (...) On ne peut pas dire que ça soit par choix. C'est le hasard qui fait que la

⁹⁰¹ Parmi les journaux de notre corpus, on en identifie soixante-treize rédacteurs. Quinze ont été interviewés.

⁹⁰² Douze étudiants en journalisme que nous avons rencontrés en 2001 ont été soumis à un bref questionnaire précédant les entretiens de groupe. Il leur fut notamment demandé de s'autopositionner sur l'axe droite-gauche à partir d'une échelle d'attitude divisée en sept niveaux. Puis le questionnaire leur demandait s'il s'agissait d'une proximité... « A un (ou des) partis ? » « A une idéologie ? » « A des valeurs ? ». Tandis qu'ils furent onze sur douze à revendiquer cette proximité à des valeurs, ils n'étaient plus que deux à affirmer être proches d'un parti. Quant à la proximité « idéologique », elle concernait six apprentis journalistes sur douze.

place était en politique. J'ai dit oui parce qu'il n'y avait pas d'autres postes. » (Mina Kaci, née en 1967, journaliste politique à *L'Humanité* depuis 1992, entretien n°16).

Ces journalistes affirment notamment leur ouverture à l'égard des formes alternatives de politisation, qu'elles soient associatives, locales, sociétales. Cette dimension est singulièrement présente chez les jeunes rédacteurs de *L'Humanité*, de *Libération* ou du *Monde* pour qui traiter de la politique suppose de s'intéresser aux « mouvements de fond » de la société, à l'émergence de nouvelles causes, au poids des lobbies sur la prise de décision politique. Certains contestent alors les traitements « parisianistes » ou « microcosmiques » de la vie politique et promeuvent un rajeunissement, un élargissement et une moralisation de cet univers. Cette ambivalence entre fascination et distanciation à l'égard du « zoo politique » justifie notamment leurs tentatives pour imposer des rhétoriques moins institutionnelles et plus irrespectueuses envers les élites politiques. Ils reprochent notamment à leurs prédécesseurs un manque de professionnalisme qui se traduisait par certaines formes de « connivence » ou d'indifférenciation entre vie professionnelle et vie privée.

« Il y a une nouveauté dans le journalisme politique, c'est le rapport au travail et puis la distance. Par exemple, Paul Guilbert [né en 1932, journaliste au *Quotidien de Paris* entre 1976 et 1988 puis au *Figaro* entre 1988 et 2002] disait : "Quand on est journaliste politique, il ne faut pas avoir d'enfant. Il faut s'y donner corps et âme." Et il y a toute une nouvelle génération qui est apparue à la fin des années 1980, qui a dit non. (...) Moi, je continue à prendre mes 35 heures et à voir mes enfants le week-end. Je n'invite pas à dîner les hommes politiques chez moi, je ne suis pas invité à dîner. (...) C'est un vrai changement par rapport à la précédente génération. (...) Il y avait une espèce de proximité qui est inimaginable aujourd'hui. Donc là, il y a une vraie rupture. (...) Mais en même temps, je pense que la distance participe aussi de la dépréciation de la politique. Je pense qu'il faut aimer la politique pour écrire dessus. (...) La politique, c'est important. Mais je n'ai pas envie de faire du journaliste politique pendant 107 ans. » (Eric Aeschmann, né en 1963, journaliste politique à *Libération* depuis 1997).

A l'inverse, leurs prédécesseurs reprochent l'inculture, le relativisme, l'irresponsabilité et, dans une certaine mesure, le « formatage » stylistique d'une génération désenchantée et plus massivement formée au sein d'écoles de journalisme. Ces critiques sont particulièrement marquées dans la bouche d'anciens du *Monde*, du *Figaro* ou de *L'Humanité*. Par exemple, Bernard Frédérick, contraint de quitter *L'Humanité* en 1991, à la suite de profonds désaccords politiques, témoigne de sa surprise lorsqu'il réintégra ce quotidien à la fin des années 1990 :

« Une partie de cette rédaction a la vision neutraliste des écoles de journalisme. (...) Or c'est un travail de création ! Il faut s'arracher les cheveux ! Moi, je pense à qui j'écris. A *L'Humanité*, les relations sont très particulières entre le journal et les lecteurs. Ils en sont propriétaires parce que c'est le journal du Parti. (...) J'ai trouvé des méthodes de travail qui étaient complètement changées. J'ai trouvé moins d'engagement physique dans le journal et peut-être une plus grande désinvolture. (...) Il y a une tendance à moins travailler et à détenir beaucoup moins de spécialisations. (...) Et ça tenait aussi à ça : tous les anciens qui avaient une expérience de la Résistance étaient partis. Il y avait une équipe

beaucoup plus jeune et qui n'avait pas été formée par cette équipe ancienne. J'ai trouvé que s'était perdue l'habitude du travail rigoureux. » (Bernard Frédéric, né en 1947, entretien n°44).

Au terme de cette présentation des divergences générationnelles, il faut reconnaître que le trait a parfois été durci, amalgamant des situations plus contrastées. Mais on peut remarquer que ce durcissement des frontières et des caractéristiques générationnelles est souvent le fait des rédacteurs eux-mêmes, comme en témoignent les extraits d'entretiens qui viennent d'être proposés. Les journalistes tendent ainsi à reconstruire, de façon quelque peu mythique, l'unité de leur génération. En envisageant ces oppositions entre classes d'âge, il ne s'agit donc pas seulement de décrire des évolutions « objectives » dans la socialisation politique des rédacteurs, mais aussi de saisir en quoi cette appartenance générationnelle a pu servir d'arguments pour justifier, *a priori* ou *a posteriori*, leurs revendications de changement. Car lorsqu'on étudie attentivement les récriminations portées à l'égard des anciennes routines, on identifie tout autant, sinon davantage, d'enjeux « pratiques » que d'enjeux « théoriques ». Renouveler les pratiques rédactionnelles ne répond pas qu'au sentiment d'anachronisme des vieux savoir-faire : il s'agit également, pour eux, d'asseoir des modes de traitement supposés moins contraignants (en termes de fatigue, par exemple) et plus gratifiants. Encore leur a-t-il fallu disposer des ressources leur permettant de satisfaire ces ambitions.

B. Le militantisme : une ressource en déclin

Alors que l'on vient de s'interroger sur le lien entre rapport au politique et conceptions du métier de journaliste politique, on peut à l'inverse essayer de saisir dans quelle mesure les hiérarchies ont considéré l'engagement militant des rédacteurs comme critère de recrutement. A nouveau, il apparaît difficile de conclure à un processus univoque et linéaire, par exemple à l'autonomisation de l'univers journalistique à l'égard du champ politique. Une telle conclusion serait d'autant plus délicate à établir qu'un même indicateur peut témoigner d'orientations distinctes. Ainsi, recruter un rédacteur adhérent à un parti politique peut révéler soit une volonté d'adéquation à l'orientation idéologique du journal, soit une ambition de bénéficier d'un rubricard pouvant apporter des informations exclusives par sa connaissance aiguë des acteurs du jeu politique, soit un souci d'équilibrer une rédaction qu'on juge trop partielle. En outre, le critère de l'adhésion à un parti paraît bien réducteur : il n'est pas nécessaire de disposer d'une « carte » pour témoigner de sa sympathie envers les dirigeants de ce parti ou pour espérer sa victoire électorale. A l'inverse, la forte politisation d'un rédacteur

ne préjuge évidemment ni de ses registres privilégiés, ni des cadrages qu'il mobilisera pour couvrir telle ou telle actualité. Enfin, dernier obstacle à une étude sur les usages journalistiques de la proximité partisane : la dissimulation ou l'euphémisation des engagements passés ou présents⁹⁰³. Nous ne suggérerons dès lors aucune enquête quantitative. En revanche, on peut dessiner quelques pistes en articulant ce critère de recrutement (ou de non-recrutement) aux stratégies rédactionnelles des différents journaux.

1. Des frontières politico-journalistiques poreuses. On constate tout d'abord que les frontières entre activités politique et journalistique sont longtemps demeurées poreuses, la plupart des journalistes qui ont intégré les services *Politique* lors des années 1960 et 1970 étant toujours identifiés par leur proximité, au moins affective, envers telle formation politique ou tel courant idéologique. Mais, bien que la plupart aient été positionnés dans la lutte entre « droite » et « gauche », aucun titre de notre corpus, à l'exception de *L'Humanité*, n'a posé cette exigence comme exclusive. D'une part, leur positionnement impliquait généralement de ménager les différentes composantes de ces coalitions partisanes et ainsi d'équilibrer l'orientation du service. D'autre part, l'implication politique des salariés n'a jamais constitué l'unique critère de compétence exigé par des directions pour qui les enjeux rédactionnels ont toujours été pluriels et ambivalents. Aussi, il faut envisager les ressources militantes non pas seulement comme la garantie d'une certaine fidélité idéologique, mais également comme des ressources de type relationnel qui facilitèrent le recrutement. Tout d'abord, la connaissance d'acteurs politiques inscrits dans les « réseaux » des hiérarques du journal a parfois permis de bénéficier de recommandations qui viennent appuyer une candidature. Ce fut le cas, on l'a vu, pour de nombreux rédacteurs du *Figaro* des années 1970 et 1980. L'embauche de journalistes supposés « proches » d'une personnalité soutenue par le journal a favorisé le resserrement des liens avec les principaux leaders de la « droite » parlementaire. Cela permettait de respecter une forme de pluralisme dans le traitement de ces fractions rivales et d'ainsi ménager les susceptibilités. Il ne faut donc pas s'étonner que le rubricard affecté au suivi du CDS à partir du milieu des années 1980 ait été lui-même militant de ce parti, tandis que l'un des rédacteurs chargés de l'UDR (puis du RPR) fut élu conseiller de Paris sur la liste de ce parti.

⁹⁰³ Par exemple, dans sa notice biographique du *Who's Who in France*, Jean-Luc Mano omet de signaler qu'il débuta sa carrière à *L'Humanité* et qu'il appartenait, en conséquence, au Parti communiste. De la même manière, un interviewé ayant travaillé à *France-Soir* ne nous a pas mentionné qu'il participait, jusqu'au début des années 1980, à la rédaction d'un organe du Parti socialiste.

De la même manière, l'appartenance de certains responsables de journaux à l'univers politique a favorisé, pour de futurs rédacteurs, la reconversion de leurs ressources politiques en ressources journalistiques. Deux exemples peuvent être mobilisés. Kathleen Evin, tout d'abord, désireuse de devenir journaliste, n'était pas parvenue à trouver d'emploi intéressant à sa sortie de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Aussi fut-elle recrutée, en 1971, comme secrétaire administrative du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Cette fréquentation répétée des leaders du Parti socialiste lui permit de rencontrer Claude Perdriel, directeur du *Nouvel Observateur* et membre du staff de campagne de François Mitterrand, lors de l'élection présidentielle de 1974. Elle put alors bénéficier d'une période d'essai au terme de laquelle elle intégra le service *Politique* en tant que rubricarde chargée du suivi de la « gauche » et notamment du Parti socialiste. Le cas de Sylvie Pierre-Brossolette est sensiblement différent : fille du secrétaire général de l'Élysée sous Valéry Giscard d'Estaing, diplômée de l'IEP Paris, elle fut embauchée dans le cabinet de Françoise Giroud, aux ministères de la Culture puis de la Condition féminine. Françoise Giroud ayant quitté le gouvernement pour réintégrer la direction de *L'Express*, elle encouragea aussitôt le recrutement de Sylvie Pierre-Brossolette dans le service *Politique* de son hebdomadaire.

Ces exemples demeurent ambigus quant au poids de ces ressources politiques. Il semble bien que celles-ci offrent davantage l'*occasion* d'un recrutement plus qu'une *condition* de recrutement. Ces ressources sont donc le plus souvent accompagnées d'autres critères de compétence : diplômes prestigieux, expérience journalistique antérieure, etc. La conjonction de ces critères est ainsi manifeste dans le cas de Noël-Jean Bergeroux. Élève à l'École Supérieure de Journalisme de Lille, il effectua un stage à *L'Express* en 1968 qui lui permit d'être embauché au secrétariat de rédaction. Or la chef de ce service était l'épouse de Claude Estier, l'un des leaders de la Convention des institutions républicaines qui venait de créer un mensuel, *Dire*. Noël Bergeroux se fit donc recommander pour réaliser différents papiers qui lui permirent de témoigner de ses qualités rédactionnelles et de sa compétence à traiter de questions politiques. En 1969, l'un des responsables de *Dire*, Raymond Barrillon, s'appretait à prendre la tête du service *Politique* du *Monde*, suite à la nomination de son prédécesseur, Pierre Viansson-Ponté, comme rédacteur en chef à la place de Jacques Fauvet qui lui-même succédait au directeur, Hubert Beuve-Méry. Ce jeu de chaises musicales laissant vacant un poste au service *Politique*, Raymond Barrillon recruta alors Noël Bergeroux à qui fut rapidement confié le suivi de la « droite libérale ».

2. *Les recrutements « stratégiques » de militants.* A rebours des situations précédentes, on peut entrevoir cette question de la proximité politique des rédacteurs dans sa dimension « stratégique ». Deux facteurs se sont ainsi articulés pour favoriser l'embauche de rédacteurs supposés « proches » des nouvelles élites politiques. D'une part, avec le passage de la IV^e à la V^e République, les sources les plus convoitées n'ont plus tant résidé dans l'arène parlementaire mais dans les états-majors partisans, à Matignon, à l'Élysée. Certains journalistes ont donc été recrutés, stratégiquement, au nom de leur connaissance de ces acteurs. D'autre part, cette politique d'embauche répondait aux ambitions de « professionnalisation » de certaines équipes rédactionnelles. Ce fut notamment le cas à *L'Express* ou au *Nouvel Observateur* lors de leur adoption, à quelques années d'intervalle, d'un style « newsmagazine ». Ils recrutèrent alors des rédacteurs censés davantage « raconter » le pouvoir politique qu'offrir des analyses critiques sur les politiques gouvernementales. Un positionnement plus « centriste », facilitant des contacts divers avec les leaders politiques, a pu constituer une ressource distinctive permettant l'embauche. C'est ainsi, par exemple, que Jean Ferniot et Pierre Rouanet furent nommés chefs des services *Politique* de *L'Express* et du *Nouvel Observateur*, en 1965 et 1969⁹⁰⁴. Il est intéressant de noter le parallélisme de leurs récits respectifs :

- « Jean-Jacques [*Servan-Schreiber*] m'avait fait venir, parce qu'il connaissait bien mes sentiments. Il savait bien que, politiquement, j'étais un homme du centre. Et il voulait redorer le blason de *L'Express*. Il voyait bien qu'après la guerre d'Algérie, le tirage descendait et, par conséquent, il fallait trouver autre chose. Alors l'autre chose, ça a été les contacts avec les Clubs, comme le Club Jean Moulin, l'affaire "M. X", etc. On entrait dans le système. Et pour entrer dans le système qu'ils avaient contesté, il fallait bien que quelqu'un s'en chargeât. Alors j'étais chargé de ça, de balayer devant la V^e République. » (Jean Ferniot, entretien n°32)

- « C'est Jean Daniel et le rédacteur en chef de l'époque, Hector de Galard, qui m'ont demandé de prendre le service Politique de *L'Observateur*. C'était en 1969. (...) La raison était très circonstancielle. *L'Observateur*, lors de l'élection de Pompidou à la présidence de la République, avait fait campagne du bout des lèvres pour Gaston Defferre qui s'était allié à mon ami Mendès France. (...) Et à *L'Observateur*, très soixante-huitards, ils ont cherché un peu à ouvrir le compas. Alors il y avait ce Rouanet qui avait une réputation plutôt de gauche, qui venait de publier un livre sur Pompidou. (...) Et l'idée, c'était que moi, j'allais apporter, enfin ouvrir une fenêtre de *L'Observateur* du côté du pouvoir politique. (...) J'étais envoyé pour aller regarder chez les sauvages. » (Pierre Rouanet, entretien n°20).

Il faut toutefois noter que l'orientation rédactionnelle de *L'Express* et du *Nouvel Observateur* demeurait toujours ambiguë. Bien qu'envisageant la transformation de *L'Express* en magazine d'information désengagé de la lutte partisane, sa direction fit ouvertement campagne en vue

⁹⁰⁴ Il faut également noter que Jean Ferniot était le beau-frère de Jean-Jacques Servan-Schreiber.

de l'élection présidentielle de 1965, à travers notamment la construction du « M. X » (Gaston Defferre) supposé rallier l'ensemble des opposants au général de Gaulle. C'est dans cette perspective que fut recruté, en 1963, Georges Suffert, militant catholique de « gauche », ancien membre du PSU, secrétaire général du Club Jean Moulin et ex-rédacteur en chef de la revue mendésiste, *Les Cahiers de la République*. Il explique ainsi les circonstances de son embauche :

« Plus d'un an avant que de Gaulle n'en lance l'idée, nous faisons un numéro spécial des *Cahiers de la République* prônant l'élection du Président au suffrage universel. Mais, au dernier moment, Mendès refuse la parution du cahier (...). Lorsque de Gaulle soumet son projet à référendum, je prends position pour le oui. Et j'explique ma position dans *L'Observateur* en écrivant que seul ce type d'élection permettra le regroupement de la gauche autour d'un homme, face à de Gaulle. Cela me vaut d'être exclu du PSU. Mais en même temps, Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui a lu mon article, demande à me voir (...). Et j'entre à *L'Express* pour monter l'opération "Monsieur X", visant à promouvoir une candidature unitaire, celle de Defferre. Cette opération échoue. Je cesse alors de flirter avec la politique. (...). A partir de ce moment, je décide de me consacrer uniquement au journalisme et je reste à *L'Express* jusqu'en 1971. »⁹⁰⁵

L'ambition de bénéficier des meilleurs réseaux de sources se distingue également dans le cas du *Monde*. En 1960, le service *Politique* a embauché André Passeron, considéré comme « gaulliste » par ses anciens collègues, pour l'affecter au suivi de l'Elysée et de l'UNR. Ce fut également le cas de Thierry Pfister, adhérent à la SFIO, ancien collaborateur de Pierre Mauroy et de Jean-Pierre Chevènement, qui fut recruté en 1969 pour couvrir d'abord l'« extrême gauche » puis l'ensemble des organisations de « gauche » :

« J'ai adhéré à la SFIO, en 1964 (...) Et je suis devenu secrétaire général de l'Assemblée générale des Etudiants de Lille. (...) Et donc, j'avais dans l'esprit, quand j'étais adolescent, de faire une carrière politique. Et le journalisme était pour moi une voie d'accès à la politique. (...) Quand je suis embauché, *Le Monde* est en phase de croissance. Il a le sentiment de devoir étoffer son équipe rédactionnelle et de la rajeunir. Et le fait que j'ai un engagement politique (...), ça les a intéressé au *Monde*. Ça les intéressait d'avoir quelqu'un qui avait un engagement politique et qui connaît la politique de l'intérieur. Il sait ce que c'est qu'un parti politique, il sait comment ça marche. Et puis il peut montrer que dans l'univers politique, il sait s'imposer, se faire reconnaître. Quand Jacques Fauvet m'a embauché, il m'a dit : "Votre activité politique est un élément de recrutement. Maintenant, vous y mettez un terme." (...) Mais je n'ai pas rendu ma carte. Il m'a demandé d'y mettre un terme dans sa manifestation publique. En tant que citoyen, je pouvais rester membre du Parti socialiste. » (Thierry Pfister, entretien n°21).

Toutefois, au regard de notre échantillon de rédacteurs interviewés, on ne peut manquer de noter la rareté d'un tel mode de recrutement. Car si le militantisme permet de disposer rapidement d'un réseau d'interlocuteurs, cette position suscite d'évidentes tensions susceptibles d'affecter la qualité du travail : tensions chez le rédacteur qui endosse des rôles

différents et parfois contradictoires ; tensions avec certaines sources qui tendent à ramener les papiers à l'engagement du journaliste. A travers ces rapports de force, les rédacteurs peuvent ainsi se voir doublement remis en cause : leur professionnalisme et leur honnêteté sont relativisés par leur appartenance militante ; leur fidélité au parti est rendue malaisée par les spécificités du travail journalistique. Ils se trouvent donc soumis à des injonctions contradictoires et à des sollicitations d'autant plus marquées qu'ils sont sensés appartenir au même camp que leurs interlocuteurs. Thierry Pfister et Kathleen Evin, qui furent tous les deux membres du Parti socialiste, évoquent ainsi la vigueur des conflits qui les opposèrent à certains dirigeants du PS, dans un contexte où l'intensité de la lutte entre « droite » et « gauche » se redoublait logiquement dans chacun de ces camps :

- « J'ai été, dès 1969, un collaborateur de Pierre Mauroy. (...) Et puis j'ai pu enfin entrer au *Monde*. Mais je sortais des démêlés très vifs entre Savary – Mollet d'un côté, et Mauroy – Mitterrand de l'autre. Je me suis occupé de l'extrême gauche mais j'ai commencé très vite aussi à couvrir le Parti socialiste. Et mes articles avaient le don d'énerver Savary. Pour Savary, *Le Monde* faisait campagne en faveur de Mitterrand, en faveur de l'unification, etc. Et donc Mollet – Savary me considéraient comme un adversaire. (...) Un jour, à l'issue d'une réunion du comité directeur, j'avais donné un compte-rendu alors que c'était à huis clos. Donc le compte-rendu n'était sans doute pas tout à fait exact. Et ça a fait tout un scandale. Bérégovoy [*porte-parole du PS*] a décidé de me traduire en commission des conflits parce qu'à l'époque, dans les statuts du Parti socialiste, il restait un article hérité de la SFIO selon lequel un camarade journaliste qui travaille dans la presse bourgeoise doit respecter la ligne du parti. Donc j'ai donné ma démission du Parti socialiste. » (Thierry Pfister, entretien n°21).

- « J'ai essayé à un moment d'être membre d'une section du PS et je les ai quittés au bout de quelques mois. Je ne supportais pas la façon dont ils parlaient des journalistes. Et je disais : "Vous n'avez qu'à vous comporter correctement, être intelligents, être sympas, être branchés sur la réalité, et vous aurez des beaux papiers. Si vous faites des conneries, vous aurez des papiers désagréables. *Le Nouvel Observateur* vous soutient pour gagner, pour changer la vie en France. Il ne vous soutient pas pour vos petites magouilles." Donc, au bout de trois mois, je suis partie. Mais ce n'était pas un conflit à l'intérieur de moi-même, c'était un conflit avec les crétins qui dirigent les sections. Ils ne comprenaient pas que la presse n'est pas aux ordres, même quand elle est sympathisante. (...) Et je me suis souvent engueulée avec des leaders socialistes. Notamment avec Gaston Defferre, parce qu'il avait été mon patron [*lorsque j'étais secrétaire du groupe socialiste à l'Assemblée*]. Avec Gaston, on s'est fâché à mort mille fois. Et même, pendant un an, il ne m'a pas parlé. (...) J'étais allée faire une enquête sur les Bouches-du-Rhône ! J'avais vu des gens, j'avais raconté des trucs. Il m'a envoyé une lettre odieuse ! Je lui avais répondu une lettre rigolarde en lui disant : "Gaston, je vous connais trop. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Je ne suis plus au groupe. Je suis journaliste. Ça ne vous plait pas. Mais envoyez moi une lettre pour me dire que c'est faux ! Je la publierai dans le journal. Mais si vous me dites que je suis une salope, une traîtresse, ça n'intéresse pas les lecteurs. Donc envoyez-moi une autre lettre, je la publierai." Je n'ai jamais eu l'autre lettre, forcément ! (...) En tout cas, je me suis fâchée avec des copains. » (Kathleen Evin, entretien n°41).

⁹⁰⁵ *Presse Actualité*, n°124, 1978, pp. 21-22

Ces tensions avec le personnel politique ne sont toutefois pas propres aux journalistes militants. Au-delà d'une expérience politique passée ou présente, c'est avant tout l'orientation générale du journal qui incite un rédacteur à « sortir » des informations gênantes, à endosser des postures critiques, et donc à prendre le risque de se mettre à dos une partie de ses sources. La variable du militantisme n'est donc que partiellement utile pour saisir et interpréter les modes de traitement privilégiés par un service *Politique*. Elle tend à masquer les inévitables « tractations » qui se nouent entre journalistes et hommes politiques, indépendamment de leur positionnement respectif. Aussi, recruter un « militant » n'est que l'une des stratégies envisageables pour espérer établir des liens de confiance. Comme le souligne Pascale Sauvage qui bascula du *Monde* au *Figaro* en 2000, les journalistes sont parfois utilisés comme « affichage » par leurs directions pour signifier aux interlocuteurs politiques la nature des rapports qu'elles souhaitent entretenir :

« Je suis partie du *Monde* en janvier 2000 dans des conditions conflictuelles. (...) Et comme *Le Figaro* était très mauvais sur le traitement de Paris à l'époque, je les ai appelés. Ça a été oui tout de suite. Sur la Mairie de Paris, ils n'avaient personne et *Le Figaro* était dans un autre problème car ils étaient très inféodés à la Mairie RPR avec Chirac puis Tiberi. Donc c'étaient des relations d'une autre nature. Mais le PDG avait compris que c'était fini [*et que la gauche allait gagner*]. Mon arrivée était un signal fort donné par *Le Figaro* à la gauche : les personnes qui étaient en place avant n'adressaient jamais la parole à Delanoë et ne s'occupaient pas tellement de la gauche. (...) Avant, c'était [X] qui s'occupait de la Mairie de Paris et qui était très ami avec Jean Tiberi. Donc mon parcours montre aussi qu'à un certain niveau, on est très utilisé comme affichage. »⁹⁰⁶

3. La moindre valeur des ressources militantes. Il convient à présent de rétablir une dimension diachronique dans cette observation du poids des ressources militantes. On constate que le militantisme et, plus généralement, la « proximité » (familiale, relationnelle, idéologique, etc.) avec l'univers politique paraissent de moins en moins déterminants pour intégrer le journalisme politique. Il est difficile d'identifier une rupture précise mais l'exigence de politisation initiale des rédacteurs paraît s'atténuer au cours des années 1980. S'agit-il d'une évolution dans les modes de recrutement ou d'un changement dans les parcours des rédacteurs disposés à devenir journalistes politiques ? On ne pourrait répondre à cette question qu'en observant les procédures de recrutement et en comparant les caractéristiques des journalistes embauchés avec celles des candidats non retenus. Toutefois ce constat d'une raréfaction des profils militants s'articule avec la généralisation d'une

⁹⁰⁶ Entretien réalisé et retranscrit par BOUIN Emilie, ERNOULT Marie, GUERRE Marie, WARWICK Marine, in *Enjeux et particularisme du journalisme politique au féminin*, dossier de maîtrise de science politique, Université Versailles – Saint-Quentin, 2004.

croyance dans la stricte délimitation des frontières entre les deux univers. Même à *L'Humanité*, cette ambition est désormais revendiquée par certains journalistes ou membres de la rédaction en chef pour qui le journal ne doit plus « paraphraser » le discours communiste et se faire le « porte-parole » du Parti (Mina Kaci, entretien n°16 ; Bernard Frédérick, entretien n°44). Cela n'insinue évidemment pas une lecture « neutraliste » de la production journalistique : les rédacteurs doivent demeurer engagés et soutenir les causes qui leur semblent justes. Mais cela implique une diversification du recrutement. Les premiers journalistes qui n'étaient pas adhérents au Parti communiste furent ainsi incorporés au cours des années 1990. Mais la proportion demeure encore modeste dans le service *Politique* à la différence d'un service tel que *Société*. En outre, dans les autres rédactions, les journalistes jusqu'ici militants affirment tous avoir abandonnés cette activité une fois entrés dans le métier : pour eux, ces deux identités leur paraissent antinomiques, inconciliables. Ce fut le cas, par exemple, de Renaud Dely, adhérent au Parti socialiste et recruté par *Libération* à sa sortie du Centre de formation des journalistes, en 1994 :

« Depuis que j'étais tout petit, j'ai baigné dans un univers très politisé, une famille très sociale-démocrate, assez classique. Mon père faisait de la politique au PS, j'ai toujours été passionné par ça. (...) Moi-même, j'ai milité pendant quelques années au PS, de 1984 à 1993. (...) Pour un journaliste politique, avoir eu une période de militantisme, je considère que c'est un atout, parce qu'on perçoit mieux comment fonctionne un parti, ce qu'est une réunion militante, ce qu'est un affrontement de courants, ce qu'est une motion. (...) D'une part, vous êtes un peu moins naïf sur un certain nombre de fonctionnements de la machine. Vous vous faites un peu moins piéger sur certains trucs. Mais d'autre part, vous êtes un peu moins cynique parce que, quand vous avez milité, vous savez quand même qu'il y a des gens de bonne volonté et de bonne foi là-dedans. En revanche, je serais tout à fait incapable d'être à la fois militant dans un parti politique et journaliste. Je me suis arrêté de militer avant de devenir journaliste. (...) Ça pose un problème quotidien en même temps, mais qui n'est pas lié au fait d'avoir été militant. Quand vous vous occupez du PS et que vous êtes journaliste à *Libé*, il y a forcément une certaine proximité culturelle, sociale. Sur le PS, je passe mon temps à travailler sur des gens qui me ressemblent, qui ont les mêmes modes de vie, les mêmes goûts, avec lesquels on peut avoir les mêmes idées en plus. Donc, il faut toujours que je fasse gaffe parce que certains d'entre eux sont tentés d'essayer de lier des relations plus amicales. » (Entretien n°5).

Comme le souligne Renaud Dely, au-delà même de l'expérience militante, c'est l'adhésion à un socle de valeurs « socioculturelles » qui constituerait en réalité l'obstacle à une nécessaire distanciation rédactionnelle. Tandis que leurs prédécesseurs revendiquaient clairement leur positionnement à « gauche » ou à « droite », voire leur appartenance à telle ou telle fraction de ces camps, les jeunes journalistes avouent plus timidement une sensibilité qu'ils qualifient comme étant « plutôt de gauche » ou « plutôt de droite ». Leur éventuel passé militant reflète davantage, à leurs yeux, leur intérêt pour la politique que leur fidélité idéologique. Mieux, une journaliste du *Monde* entrevoit son militantisme, aux Jeunesses Communistes puis dans des

groupes communistes libertaires, comme un atout, non pas pour mieux appréhender la politique mais pour savoir prendre la parole en public et s'imposer lors des conférences de rédactions (Caroline Monnot, entretien n°39).

Cette moindre prégnance des ressources militantes ne signifie pas que les nouveaux rédacteurs seraient nécessairement plus « professionnels » et plus « distants » à l'égard du personnel politique. L'engagement politique des journalistes est loin de constituer le seul mécanisme favorisant la « proximité », voire la subordination, entre acteurs politique et journalistique. Mais cette moindre proportion de journalistes personnellement inscrits dans les luttes politiques s'articule à d'autres évolutions dans la morphologie sociale des rédacteurs politiques. Plus diplômés, plus fréquemment issus d'écoles de journalisme, les jeunes journalistes politiques revendiquent avant tout des compétences d'écriture supposées communes à la profession.

Section 2. Une population plus diplômée et féminisée

La sociologie des médias a mis en évidence un certain nombre de transformations dans la morphologie sociale du journalisme français. Grâce aux données recueillies par la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels, la composition sociologique des détenteurs de la carte de presse fait désormais l'objet de travaux, qualitatifs et quantitatifs, qui soulignent des mutations convergentes⁹⁰⁷. Sans entrer dans le détail de ces travaux, on peut relever certaines de ces évolutions : un accroissement considérable du nombre de journalistes « professionnels » (de 9 990 en 1965 à 31 093 en 1999), une féminisation progressive mais relative du métier (de 19,5 % en 1974 à 39 % en 1999), une élévation sensible du taux de diplômés de l'Université (de 38 % en 1964 à 69 % en 1990), une précarisation accrue des statuts que traduit l'élévation continue du pourcentage de pigistes (de 7,1 % en 1965 à 17,9 % en 1999), une forte progression de la mobilité professionnelle et de la discontinuité des trajectoires (la proportion de journalistes entrant dans la profession en 1990

⁹⁰⁷ Les données statistiques ont été prélevées dans les ouvrages ou articles suivants : Institut français de presse (IFP), *Les Journalistes français en 1990. Radiographie d'une profession*, Paris : La Documentation française, 1992 ; DEVILLARD Valérie et al., *Les Journalistes français à l'aube de l'an 2000. Profils et parcours*, Paris : Editions Panthéon – Assas, 2001 ; RUELLAN Denis, « Socialisation des journalistes entrant dans la profession », *Quaderni*, n°45, 2001, pp. 137-152; RIEFFEL Rémi, « Vers un journalisme mobile et polyvalent ? », art. cité.

et n'ayant pas renouvelé chaque année leur carte de presse est de 42,4 % en 1999), une augmentation des coûts d'entrée dans le métier dont témoigne l'accroissement des « séquences pré-professionnelles » (stages, intérim, etc.)⁹⁰⁸.

Ces données moyennes masquent cependant la forte hétérogénéité des situations selon les sous-groupes professionnels, qu'ils soient définis en termes de statuts (cadre / base), de médias (radio / télé / presse écrite), de localisation (Paris / province), de spécialités professionnelles (photographes / reporters d'images / secrétaires de rédaction / rédacteurs), de marchés (presse quotidienne d'information générale / presse spécialisée / presse magazine d'information générale / presse gratuite, etc.). Les données peuvent ainsi être croisées pour mieux singulariser la population de chacun de ces univers. Il est toutefois un critère de segmentation sur lequel les bases statistiques ne fournissent aucun renseignement : celui de l'appartenance à tel ou tel service. On ne dispose dès lors d'aucune donnée globale concernant la morphologie du journalisme politique français. Notre connaissance des caractéristiques sociales de cet univers professionnel est donc le produit d'un bricolage réalisé à partir des effectifs présentés dans le tableau n°34. De nombreuses questions pourraient être posées à cette population. Néanmoins, nous ne choisirons d'appréhender que deux variables, susceptibles d'avoir contribué aux mutations de l'écriture journalistique. D'une part, il s'agit de repérer l'évolution des cursus universitaires en mettant l'accent sur la proportion croissante de rédacteurs issus d'écoles de journalisme. D'autre part, il convient de mettre en évidence la féminisation lente mais continue des cohortes de journalistes.

Il reste à s'interroger sur les liens entre ces évolutions et les transformations observées dans les pages *Politique*. Ces liens demeurent fragiles à établir et ne peuvent être conçus comme des relations mécaniques et causales. A nouveau, le questionnement est triple : dans quelle mesure ces propriétés sociales révèlent-elles les attentes des hiérarchies en matière de compétences rédactionnelles ? Comment ces nouvelles dispositions témoignent-elles de l'évolution des conceptions du métier ? Enfin dans quelle mesure ces dispositions ont-elles agi comme ressources permettant aux jeunes rédacteurs de faire évoluer leur rapport aux hommes politiques et l'écriture des pages *Politiques* ?

⁹⁰⁸ « Alors qu'en 1990, 29,4 % des nouveaux titulaires avaient connu quatre à cinq séquences antérieures de travail, en 1998, ils sont de 55,2 %. » (RIEFFEL Rémy, « Vers un journalisme mobile et polyvalent », art. cité, pp. 157-158).

§1. DES JOURNALISTES PLUS DIPLOMES

Dans un premier temps, on peut s'interroger sur l'évolution du cursus universitaire des rédacteurs politiques. Trois processus se dessinent assez nettement : une élévation générale du niveau scolaire ; un déclin des formations littéraires au profit notamment des Instituts d'Etudes politiques ; une nette croissance des effectifs issus d'école de journalisme. Ces processus n'impliquent évidemment pas de mutation complète dans la socialisation des rédacteurs : ce serait sans doute accorder trop de poids à ces quelques années de formations. En revanche, ces processus révèlent l'augmentation des coûts d'entrée dans le métier et l'évolution des critères de recrutement journalistique. S'ils induisent une relative transformation dans les conceptions du métier de journaliste politique, ils ont surtout offert des ressources nouvelles permettant aux plus jeunes rédacteurs de contester les savoir-faire consacrés et d'introduire certains impératifs tels qu'une plus grande expertise critique envers l'action du personnel politique.

A. *L'évolution des cursus universitaires*

A défaut d'une enquête par questionnaire, il est assez délicat de décrire statistiquement les évolutions dans la formation universitaire des journalistes politiques. En effet, mis à part nos interviewés, l'identité des journalistes dont on connaît précisément les diplômes dépend surtout de leur notoriété, qu'elle se matérialise par une notice dans le *Who's Who*, par la publication d'une autobiographie ou par des interviews dans la presse glanées çà et là. De même, au cours de leurs carrières, d'autres rédacteurs ont pu adhérer à l'Association des journalistes économiques qui publie chaque année un annuaire recensant la trajectoire universitaire et professionnelle de ses membres, le *Guide des journalistes économiques*. Enfin le mensuel *Le Monde 2* a fourni pendant quelques années de petites notices biographiques des rédacteurs du *Monde* intervenant dans ses colonnes. Les données disponibles sont donc parcellaires et tendent à surreprésenter des catégories bien délimitées de journalistes. Sur 325 rédacteurs recensés depuis 1945, on ne recueille de données, mêmes partielles, que pour 191 d'entre eux, soit 59 % de la population totale⁹⁰⁹. A ces difficultés d'accès aux trajectoires scolaires, il faut également mentionner l'évolution des cursus universitaires eux-mêmes. Pour

⁹⁰⁹ Précisons que sur ces 191 journalistes, nous ne connaissons, pour 37 d'entre eux, que leur passage par une école de journalisme et non l'intégralité de leur trajectoire universitaire.

les journalistes les plus âgés, il est généralement mentionné, non pas les disciplines suivies (histoire, philosophie, économie, langues étrangères, lettres modernes, etc.), mais soit la seule inscription dans une faculté de Droit ou de Lettres, soit le suivi d'un premier cycle de « propédeutique ». Ces réserves étant formulées, on peut malgré tout identifier certaines évolutions et saisir leurs éventuelles implications sur le contenu des pages *Politique*.

Tout d'abord, seul un faible nombre de rédacteurs politiques n'ont pas poursuivi leurs études au-delà du lycée. Parmi les 191 journalistes dont les données sont disponibles, on n'en relève que 15, soit un peu moins de 8 %. Ce premier constat est aussitôt suivi d'un second : ce pourcentage est décroissant à mesure que l'on avance dans le temps. Ainsi, les quarante-trois rédacteurs nés entre 1960 et 1976 et dont nous connaissons la trajectoire scolaire ont tous suivi des études post-baccalauréat. Mais ces pourcentages sont sans doute amoindris par deux facteurs. D'une part, les journalistes de *L'Humanité* sont sous-représentés dans ces effectifs, puisque pour des raisons d'accès aux données, nous ne connaissons le parcours scolaire que de seize individus sur une population totale de quarante-six journalistes. Or on sait qu'un grand nombre de rédacteurs de *L'Humanité*, recrutés lors des années 1950, 1960 et 1970, ont quitté prématurément l'école et rejoint très tôt la vie active, dans des emplois ouvriers notamment. Ce fut, par exemple, le cas pour trois interviewés : Jean Le Lagadec, Claude Lecomte, Maurice Ulrich. D'autre part, la méthode d'identification des carrières universitaires est elle-même sujette à caution. En effet, la présence dans un annuaire d'école de journalisme suffit à inscrire un rédacteur dans la catégorie « données disponibles » : les journalistes diplômés y sont dès lors surreprésentés.

Tableau 38. Effectifs de rédacteurs n'ayant pas suivi d'études post-bac.

Date de naissance	1880-1914	1915-29	1930-44	1945-59	1960-77	TOTAL
Effectif total	20	49	67	116	73	325
Journalistes dont les données sont (au moins partiellement) disponibles	13	28	39	69	43	191
Pas d'études post- bac.	1 (7 %)	7 (25 %)	7 (18 %)	1 (1 %)	0 (0 %)	15 (8 %)

Source : Enquête de l'auteur

Note : Les pourcentages sont calculés à partir des effectifs journalistiques dont les données sont disponibles.

Mais un tel résultat n'a rien de surprenant. Il correspond à une transformation repérable dans l'ensemble de l'univers journalistique et, plus généralement, dans l'ensemble des professions

à caractère « intellectuel »⁹¹⁰. Dans un contexte d'élévation générale du niveau d'étude « moyen », les coûts d'accès au journalisme et, par conséquent, aux rédactions les plus prestigieuses tendent logiquement à s'élever. Aussi les diplômés apparaissent-ils tout autant comme des ressources devenues nécessaires pour accéder à des postes convoités que comme des gages d'excellence professionnelle. Quant aux rédacteurs plus âgés, ils expliquent avoir vécu leurs études avec « dilettantisme », compte tenu notamment de la faiblesse du chômage lors de leur entrée dans la vie active. Aucun d'entre eux n'attribue son recrutement à sa trajectoire universitaire : dans leur cas, la longueur des études semble constituer un indicateur de leur origine sociale, le plus souvent favorisée, plus qu'un indice de leur compétence à devenir journaliste. Les études n'auraient-elles donc aucune incidence sur le recrutement et les dispositions journalistiques ?

Pour répondre à cette question, il faut s'interroger sur la nature des études suivies (cf. tableau n°39). Là encore, une certaine prudence s'impose compte tenu de la relative pauvreté des données recueillies. Par ailleurs, un certain nombre de précisions doivent être ajoutées pour prévenir toute mauvaise lecture ou surinterprétation des données. Tout d'abord, nous avons saisi l'ensemble du cursus universitaire des rédacteurs même s'ils indiquent avoir étudié trois ou quatre disciplines. Ensuite nous n'avons pas différencié les études selon leur durée et leur position dans le cursus. Enfin, la proportion de rédacteurs nés avant 1944 ayant suivi une formation de « Lettres » est sans doute surévaluée, au détriment notamment de l'histoire, compte tenu des intitulés disciplinaires alors en vigueur.

Tableau 39. Répartition des cursus universitaires selon les générations de journalistes

Date de naissance	1880-1914	1915-29	1930-44	1945-59	1960-77
Effectif total	20	49	67	116	73
Journalistes (données disponibles)	13	28	34	49	32
Journalistes ayant suivi des études	12	21	27	47	32
Dont :					
- Lettres / Philosophie	9	11	17	15	3
- Droit / Science administrative	4	9	3	12	4
- Histoire	-	2	2	5	9
- Ecole libre de sciences pol. / IEP	2	4	4	23	12
- Sciences éco. / science pol. / socio.	-	1	5	8	8
- IUT journalisme / « info-com ».	-	-	1	2	4
- Autres formations	2	1	2	4	2

Source : Enquête de l'auteur.

⁹¹⁰ Il faudrait souligner l'effet de « file d'attente » lié à l'émergence d'un fort taux de chômage, « les jeunes poursuivant des études pour augmenter leur chance d'entrée dans l'emploi de leur choix. » (RUELLAN Denis, « Socialisation des journalistes entrant dans la profession », art. cité, p. 141).

Quelles conclusions tirer de ce tableau ? Tout d'abord, il faut noter le déclin tendanciel des formations littéraires. Autrefois dominant, ce cursus entraînait en adéquation avec l'une des gratifications du journalisme, revendiquée par de nombreux rédacteurs : le plaisir d'écrire. A une époque où les écoles de journalisme ne constituaient qu'une voie d'entrée marginale dans la profession, les études de Lettres se présentaient donc comme un accès « naturel » sinon vers le journalisme, du moins vers des métiers à tonalité « littéraire ». Il est difficile ne pas succomber à la tentation de rationaliser des trajectoires souvent indéterminées et hasardeuses. Toujours est-il que de nombreux rédacteurs affirment avoir investi les facultés de Lettres en escomptant pouvoir intégrer l'univers de la presse.

Le net déclin des formations littéraires coïncide avec la croissance prodigieuse des effectifs issus d'Instituts d'Etudes Politiques. Sur 48 journalistes nés entre 1945 et 1959, dont les données sont disponibles, 23 ont été formés au sein d'un IEP, soit un peu moins de 48 % de l'effectif. Ce pourcentage décroît quelque peu si l'on s'attarde sur les rédacteurs nés après 1960 mais il demeure important (37,5 % sur les 32 journalistes dont les données sont disponibles). Ces valeurs sont bien largement supérieures à celles établies pour l'ensemble des titulaires de la carte de presse (8,4 % en 1990). Mais s'agit-il d'une spécificité du journalisme politique ou d'une spécificité des publications du corpus ? Pour saisir le poids singulier des IEP dans la formation des journalistes politiques, il faudrait bénéficier de données concernant les effectifs totaux des journaux étudiés. A défaut, on peut émettre l'hypothèse, validée par nos résultats, que la place prise par les IEP résulte du recrutement croissant d'élèves issus d'écoles de journalisme⁹¹¹. En effet, les étudiants issus d'IEP ont, pour la plupart d'entre eux, poursuivi leur cursus scolaire au sein d'une de ces écoles avant d'entrer dans le métier. Un grand nombre d'aspirants au journalisme intègrent donc les IEP en vue d'accéder ultérieurement à ces écoles. Par ailleurs, outre la sélectivité des IEP (et plus particulièrement de « Sciences-Po Paris »), leur contenu généraliste, permettant de se confronter à une pluralité d'enjeux sociaux et politiques, est sans doute au principe de la surreprésentation de cette formation dans les cohortes journalistiques. Mais la variable « IEP » peut également être interprétée comme une variable écran, dans la mesure où sa sélectivité de nature scolaire constitue aussi une sélectivité de nature sociale. Il faudrait donc étudier plus en profondeur l'origine des rédacteurs issus de Sciences-Po (Paris notamment) pour saisir l'ensemble des

⁹¹¹ En 1995, les étudiants issus du droit ou des IEP représentaient 61 % des admissibles au Centre de formation des journalistes, alors qu'ils n'étaient que 40,5 % des inscrits au concours (CHARON Jean-Marie, « Journalisme et sciences sociales. Proximités et malentendus », *Politix*, n°36, 1996, p. 19.

ressources qu'ils purent mobiliser pour accéder à ces postes prestigieux et convoités. Il faudrait également appréhender en détail l'action socialisatrice d'une école qui met en relation les futures élites de différents univers sociaux (politique, administrative, journalistique, économique parfois)⁹¹². Concernant l'élite journalistique, elle active précocement la possibilité de constituer un riche « carnet d'adresse », dont Rémy Rieffel a bien montré l'importance en terme de prestige et de crédit professionnel⁹¹³.

L'histoire et le droit occupent également une place majeure dans la trajectoire des journalistes politiques, quoique nos données concernant l'histoire soient amoindries par l'absence de précisions quant aux cursus effectivement suivis par les étudiants issus des facultés de Lettres avant 1968. Ces deux disciplines correspondent en effet aux compétences théoriques parfois revendiquées par les rédacteurs politiques. On l'a vu, chez les plus âgés ou chez les journalistes les plus portés vers l'analyse, le métier nécessiterait une connaissance approfondie des mécanismes institutionnels, du fonctionnement de l'État et de l'histoire politique de la France contemporaine. Différents journalistes, appartenant à des générations et à des rédactions variées, affirment avoir songé à enseigner l'histoire : certains ont d'ailleurs tenté les concours d'enseignements du secondaire avant de se tourner vers le journalisme. Si l'économie constitue une voie d'entrée croissante vers le métier, il faut cependant noter le très faible poids de la sociologie, une seule rédactrice (Nicole Gauthier de *Libération*) ayant suivi cette formation. Néanmoins, aucune de ces disciplines « spécialisées », aucun de ces univers de savoir ne semble réellement se dégager. Ce constat vient renforcer certaines hypothèses quant aux compétences que les rédacteurs politiques actuels seraient censés détenir. Face à l'expertise technique des journalistes économiques ou *Société*, les journalistes politiques tendent à valoriser des qualités avant tout relationnelles, étayées par la possession d'une culture « générale » et non spécialisée.

Mais il ne s'agit ici que de supputations : ces données statistiques ne peuvent nous permettre, à elles seules, d'appréhender dans quelle mesure ces cursus universitaires ont pu constituer d'une part un critère de compétence justifiant l'embauche, et d'autre part un indicateur de la socialisation professionnelle des rédacteurs et de leur intérêt pour la politique. A défaut d'une enquête plus approfondie, ces questions restent en suspens. S'il est alors difficile d'identifier l'action socialisatrice de ces formations, prises isolément, on peut

⁹¹² Cf. CHEMIN Ariane, *La Promo Sciences-Po 86*, Paris : Stock, 2004 ; GARRIGOU Alain, *Les Elites contre la République : Sciences-Po et l'ENA*, Paris : La Découverte, 2001.

toutefois saisir deux conséquences de cette élévation générale du niveau scolaire⁹¹⁴. D'une part, elle a justifié l'opposition des jeunes journalistes aux tâches les plus rébarbatives et les moins gratifiantes du métier (les comptes-rendus notamment) ; d'autre part, elle a contribué à battre en brèche l'asymétrie qui caractérisait jusqu'ici les relations politico-journalistiques, en sapant la déférence des rédacteurs vis-à-vis des élites politiques (quitte à entretenir des phénomènes de « familiarité » ou de « connivence ») et en favorisant l'adoption de rhétoriques plus moqueuses et distanciées.

En ce qui concerne le travail rédactionnel proprement dit, deux processus se sont alors articulés : la généralisation de l'« article » comme « produit de base du journaliste »⁹¹⁵ et cette élévation générale du niveau scolaire. La transformation des normes professionnelles ayant contribué à imposer le principe d'une nécessaire « valeur ajoutée » journalistique, c'est-à-dire d'une mise en forme plus attractive des dépêches ou des comptes-rendus sténographiques, la dichotomie traditionnelle entre l'« article », réservé aux chefs et signés, et les « informations », strictement descriptives et souvent non signées, s'est progressivement estompée. Cette généralisation de la signature témoigne donc d'une moindre hiérarchisation des genres rédactionnels et d'une relative déconnection entre le format prescrit et le statut du rédacteur dans le service. Pour les rédactions, cette exigence implique de recruter des « professionnels » disposant d'une connaissance préalable des normes journalistiques et susceptibles d'écrire une large gamme de papiers. Par ailleurs, l'élévation globale du niveau scolaire et l'acquisition précoce des savoir-faire du métier a rendu les jeunes rédacteurs plus rétifs à cette codification rigide des genres rédactionnels et des cursus professionnels. Désireux de se voir octroyer des tâches plus gratifiantes, porteurs de compétences issues non plus seulement d'une formation sur le tas, ils revendiquèrent cette moindre hiérarchisation des registres d'écriture autorisés.

La mise en relation de ces deux processus suppose alors de voir dans quelle mesure la formation universitaire a pu fournir des gages de professionnalisme lors du recrutement journalistique. En particulier, au-delà des études initiales, il importe de saisir le poids qu'ont

⁹¹³ Sur le rôle du « carnet d'adresse » comme critère de compétence journalistique, voir RIEFFEL Rémy, *L'Elite des journalistes. Les hérauts de l'information*, Paris : PUF, 1984, p. 52 et p. 62.

⁹¹⁴ Ces mécanismes ont déjà été soulignés par de nombreux auteurs. Cf. LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse*, op. cit., pp. 55-56 ; MARCHETTI Dominique, « Les révélations du “journalisme d'investigation” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°131-132, 2000, p. 33 ; LEVEQUE Sandrine, *Les Journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes : PUR, 2000, p. 115.

⁹¹⁵ MARTIN-LAGARDETTE Jean-Luc, *Guide de l'écriture journalistique. Écrire, informer, convaincre*, Paris : Syros, 1994, p. 78.

progressivement pris les écoles de journalisme dans l'apprentissage des futurs journalistes politiques. Car comme le souligne Noël-Jean Bergeroux, recruté par *Le Monde* peu de temps après sa sortie d'une école de journalisme : « Le changement, c'est que nous, on sort des écoles. On n'était pas là pour ça à vingt-cinq ans » (entretien n°25). Par le « ça », il évoque notamment ces comptes-rendus de séance austères et pesants que les jeunes rédacteurs du *Monde* des années 1970 se sont efforcés de transformer.

B. *Le poids croissant des écoles de journalisme*

On ne peut manquer de souligner la proportion croissante de rédacteurs ayant suivi une formation spécifique au journalisme. Ce phénomène touche l'ensemble de la profession si l'on en croit les statistiques établies par la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels. Mais cette progression demeure lente, irrégulière et statistiquement difficile à établir tant les données divergent selon les définitions apportées à la catégorie « enseignement professionnel ». Toujours est-il que parmi l'ensemble des titulaires de la carte de presse, seuls 6 % étaient diplômés d'écoles de journalisme en 1964⁹¹⁶. Si l'on ne considère que les écoles « reconnues » par la profession, ce taux atteint 9,8 % en 1990 et 11,9 % en 1999⁹¹⁷. Elargie aux écoles « non reconnues », cette valeur était de 14,8 % en 1990. A partir d'un échantillon composé uniquement d'entrants dans le métier, Denis Ruellan montre que le taux de diplômés s'établit à 23 % en 1998⁹¹⁸. Il faudrait également mesurer le flux de rédacteurs inscrits dans des cycles de formation continue (via, par exemple, le Centre de Perfectionnement au Journalisme) ou dans des systèmes de formation en alternance. Il est donc bien difficile d'y voir clair dans cette variété de pourcentages. Toutefois, on note que cette proportion s'accroît à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie professionnelle. En 1990, le diplôme le plus élevé obtenu par les journalistes de « base » était, pour 10 % d'entre eux, un diplôme de journalisme. Chez les « cadres » des entreprises de presse, cette valeur s'établit à 14,2 %⁹¹⁹. Au-delà de ce clivage statutaire, la distinction touche évidemment les médias entre eux. Ainsi, en 1990, 27,3 % des journalistes de l'audiovisuel étaient diplômés d'une école, alors qu'ils n'étaient que 11,4 % dans la presse écrite⁹²⁰. Ciblons davantage les médias et renversons le

⁹¹⁶ I.F.P., *Les Journalistes français en 1990*, op. cit., p. 33.

⁹¹⁷ RUELLAN Denis, « Socialisation des journalistes entrant dans la profession », art. cité, p. 143.

⁹¹⁸ *Ibidem*.

⁹¹⁹ I.F.P., *Les Journalistes français en 1990*, op. cit., p. 34.

⁹²⁰ *Ibid.*, p. 73.

raisonnement : en 1990, tandis que les journalistes de la presse quotidienne nationale ne constituaient que 8,4 % de l'ensemble des journalistes non diplômés d'une école, ils étaient en revanche 10,9 % des titulaires d'un tel diplôme⁹²¹. Les pourcentages demeurent donc bien bas mais ils tendent à augmenter à mesure que l'on se dirige vers les postes les plus convoités.

En ce qui concerne les spécialisations journalistiques, on ne bénéficie malheureusement d'aucune donnée fiable qui permettrait la comparaison. Aussi faut-il s'appuyer sur les annuaires d'anciens élèves d'écoles de journalisme (CFJ, ESJ, CELSA, IPJ, CUEJ, IUT Bordeaux, IUT Tours)⁹²² pour mesurer le pourcentage de rédacteurs politiques issus de ces lieux de formation professionnelle. On constate ainsi une croissance progressive mais limitée des effectifs formés dans ces écoles, ce dont témoignent les tableaux n°40 et 41. Ces tableaux fournissent des données relativement similaires mais construites à partir d'indicateurs distincts. Le premier mesure le pourcentage de diplômés dans cinq cohortes générationnelles établies selon les dates de naissance des rédacteurs. Le second évalue cette proportion non plus en fonction de la date de naissance mais à partir de la date d'entrée dans les services *Politique* de notre corpus. Lorsque les données sont établies à partir d'un critère strictement générationnel, la croissance est nette (de 0 % pour les journalistes nés entre 1880 et 1929 à 36 % pour ceux nés entre 1960 et 1976). En revanche, depuis 1994, les journaux ont eu tendance de recruter un plus faible pourcentage de journalistes disposant d'une formation spécifique (40 % entre 1982 et 1993, 35 % depuis 1994). Ce relatif paradoxe permet de garder en tête que la catégorie des « entrants » regroupe des rédacteurs tout juste sortis d'école (le diplôme constituant alors l'un des facteurs principaux de recrutement) avec des journalistes, certes diplômés, mais ayant intégré le métier depuis de nombreuses années.

Au regard de l'hypothèse d'un basculement des dispositions journalistiques, il faut noter que la généralisation d'une formation spécifique est loin d'être établie puisque seuls 33 % des rédacteurs ayant intégré les services *Politique* entre 1970 et 2000 sont issus de ces écoles. En outre, cette proportion varie fortement d'une rédaction à l'autre. Sur les vingt-neuf journalistes qui appartiennent au service *Politique* de *Libération* entre 1981 et 2000, dix-huit

⁹²¹ *Ibid.*, p. 93. En 1999, sur les 325 rédacteurs du *Monde*, 62 étaient issus du CFJ (19 %). Ils étaient également quarante-quatre à *Libération*, vingt-quatre au *Figaro* et treize au *Nouvel Observateur*.

⁹²² Glossaire : Centre de Formation au journalisme (CFJ créé en 1946), Centre universitaire d'étude au journalisme (CUEJ créé en 1958), Institut pratique de journalisme (IPJ créé en 1978), Ecole supérieure de journalisme de Lille (ESJ créée en 1924), Centre d'études littéraires et scientifiques appliquées (CELSA créé en 1968). Ces écoles, auxquelles il faut ajouter les IUT de Tours et de Bordeaux (créés en 1966 et 1970), sont « reconnues » par la profession, c'est-à-dire qu'elles « ont fait la demande d'une inscription par avenant dans la convention collective. » (RUELLAN Denis, « Socialisation des journalistes entrant dans la profession », art. cité, p 143).

(soit 62 %) sont issus de ces écoles. A l'inverse, ils ne sont que 4 % (soit une rédactrice seulement) à *L'Humanité* sur la même période⁹²³.

Tableau 40. Effectifs de journalistes issus d'écoles de journalisme par génération.

Date de naissance	1880-1914	1915-29	1930-44	1945-59	1960-76
Effectif total	20	49	67	116	73
CFJ (créé en 1946)	0	0	8 (12 %)	23 (20 %)	18 (25 %)
ESJ (créé en 1924)	0	0	5 (7 %)	8 (7 %)	1 (1 %)
Autres écoles de journalisme (*)	0	0	2 (3 %)	3 (3 %)	7 (10 %)
Total	0	0	15	34	26
TOTAL (%)	0 %	0 %	22 %	30 %	36 %

Source : Enquête de l'auteur.

(*) Le recensement est exhaustif concernant le CUEJ, le CELSA, l'IPJ et les IUT de Bordeaux et de Tours. Nous avons ajouté les individus dont nous savons, via nos entretiens ou l'étude d'annuaires professionnels, qu'ils ont fréquenté l'IFP (Institut français de presse), l'ESJ Paris ou une école de journalisme étrangère.

Tableau 41. Effectifs de journalistes issus d'écoles de journalisme par rapport au nombre d'entrants dans les services *Politique*, par période et par journaux

	1946-57	1958-69	1970-81	1982-93	1994-00	TOTAL	TOTAL (%)
<i>Le Monde</i>	0/9 (*)	0/5	7/15	6/12	8/22	21/63	33
<i>Le Figaro</i>	0/10	1/13	4/16	2/12	5/14	12/65	18
<i>L'Humanité</i>	0/8	0/4	0/11	1/13	0/10	1/46	2
<i>France-Soir</i>	0/12	0/8	2/14	3/9	3/10	8/53	15
<i>Paris-Presse</i>	0/13	0/2	-	-	-	0/15	0
<i>Libération</i>	-	-	0/3	13/19	5/10	18/32	56
<i>L'Express</i>	0/4	2/8	3/13	9/15	6/11	20/51	39
<i>France Obs. – N. Obs.</i>	0/2	0/5	3/7	3/6	1/2	7/22	32
<i>Le Point</i>	-	-	2/8	2/5	1/7	5/20	25
<i>Evénement du Jeudi</i>	-	-	-	0/6	1/2	1/8	12,5
<i>Marianne</i>	-	-	-	-	2/4	2/4	50
TOTAL	0/58	3/45	21/87	39/97	32/92	95/379	-
TOTAL (en %)	0	7	24	40	35	-	-

Source : Enquête de l'auteur.

(*) Lecture : entre 1946 et 1957, sur neuf journalistes intégrant le service *Politique* du *Monde*, aucun n'a été formé dans une école de journalisme.

Quoi qu'à relativiser, cette croissance des effectifs formés dans des écoles de journalisme coïncide avec les mutations des normes rédactionnelles et la diffusion du marketing dans les entreprises de presse. En effet, à travers cette formation, les débutants peuvent incorporer des règles d'écriture relativement standardisées, censées répondre aux

⁹²³ En dehors du service *Politique*, *L'Humanité* a toutefois eu tendance à recruter certains rédacteurs dans ces écoles. Pour ne prendre que l'exemple de l'Ecole supérieure de journalisme de Lille, on distingue Lucy Bateman

attentes supposés du lecteur « moyen » (éviter le « jus de cervelle », « angler » les informations, construire une attaque et une chute afin de rendre les papiers lisibles et attrayants, etc.)⁹²⁴. Mais ces écoles contribuent également à construire l'identité journalistique à travers l'apprentissage de « pratiques déontologiques » qui marquent les frontières du groupe⁹²⁵ : l'apprentissage consiste alors tout autant à régler sa relation aux « lecteurs » (faire preuve de pédagogie et de clarté) et aux « sources » (les protéger, ne pas se décrédibiliser) qu'à savoir « s'inter-évaluer entre élèves », donc à « intégrer le jugement des pairs »⁹²⁶. A travers un souci d'imitation des savoir-faire consacrés et à travers l'engagement réclamé aux élèves, ces derniers « intègrent un ethos journalistique qui consiste à “faire comme de vrais journalistes”, à “apprendre à raisonner en journalistes” (...), à “faire partie de la famille”. »⁹²⁷ Dans le cas du CFJ au début des années 1990, Johanna Siméant identifie ainsi « une inculcation qui, dans toutes ses dimensions, paraît refuser ce qui (...) permettrait de garder une distance au rôle : distance qui se trouve en contradiction complète avec le discours de la vocation, pilier de la rhétorique professionnelle du CFJ. »⁹²⁸

Cette acquisition d'une diversité de techniques journalistiques et cette inculcation d'un véritable ethos professionnel entrent, dès lors, en affinité avec l'ambition des entreprises de presse de disposer de rédacteurs « mobiles et polyvalents », susceptibles de s'adapter à une large diversité de rubriques ou de médias. Il ne s'agit pas de dire que c'est le poids croissant des écoles de journalisme qui a favorisé la polyvalence ou encouragé la mobilité. En revanche, cette progressive augmentation des recrutements issus de ces écoles constitue l'un des indicateurs de cette évolution des exigences rédactionnelles. De nombreux journalistes évoquent un double changement : chez les rédacteurs, une moindre identification aux spécificités du journal ou du service⁹²⁹ ; dans les hiérarchies, le souci de favoriser une rotation plus régulière entre services et entre rubriques. Ce souci répond parfois à des impératifs

(promotion 1995), Anne-Sophie Stamane (promotion 1998) et Thomas Lemahieu (promotion 1998).

⁹²⁴ Pour une critique de ces normes « formelles » et de leurs implications commerciales sous-jacentes, voir RUFFIN François, *Les Petits Soldats du journalisme*, Paris : Les Arènes, 2003.

⁹²⁵ SIMEANT Johanna, « Déontologie et crédibilité : le réglage des relations professionnelles au Centre de formation des journalistes », *Politix*, n°19, 1992, pp. 37-55.

⁹²⁶ *Ibid.*, p. 49. Le journalisme constitue sans doute l'un des rares métiers « intellectuels » dont les membres doivent quotidiennement témoigner de leur savoir-faire sous peine d'être sanctionnés par leurs hiérarchies.

⁹²⁷ *Ibid.*, p. 51.

⁹²⁸ *Ibid.*, p. 52.

⁹²⁹ Cette rédactrice rapporte ainsi que la « culture » des rédacteurs du *Monde* a évolué, depuis 1995, vers une plus forte « banalisation ». Elle attribue ce déclin identitaire à différents facteurs : l'arrivée de nombreux jeunes, le renouvellement de la direction et de son « corpus de valeurs », la moindre volonté des générations intermédiaire d'endosser un rôle formateur et de perpétuer la culture « sacerdotale » du journal. Selon elle, *Le Monde* aurait connu son « mai 1968 » en 1995. (Caroline Monnot, entretien n°39).

« déontologiques » : encourager la mobilité des journalistes, c'est s'assurer qu'ils ne deviendront pas les porte-parole de sources trop longtemps fréquentées. Cela permet également de faciliter un travail collectif et non restreint à un empilement de rubriques constituées en « chasses gardées ». On peut y voir également un enjeu de pouvoir : pour les dirigeants, il est plus facile d'imposer leurs choix rédactionnels à des rubricards disposant d'une moindre expertise sur les domaines couverts⁹³⁰. Cette évolution témoigne enfin de la tentative d'adosser les critères d'excellence professionnelle à des règles propres au métier (être lisible, savoir mettre en scène l'actualité, disposer d'un sens de la « valeur » de l'information, etc.) et non spécifiques à la spécialité politique ou aux journaux employeurs. Journaliste au *Nouvel Observateur* entre 1974 et 1986, Kathleen Evin met ainsi en relation les nouvelles orientations du journal avec l'évolution du recrutement : « Il y avait des gens qui ont été embauchés et qui étaient là comme ils auraient été au *Point* ou à *L'Express*. Pour eux, c'était juste du boulot la politique » (Entretien n°41). De la même manière, ce rédacteur de *L'Humanité* avoue que son profil atypique – issu d'un milieu populaire, il n'a pas été formé dans une école de journalisme – l'amène à regarder avec étonnement certaines des mœurs de ses confrères. Il oppose notamment sa responsabilité de journaliste engagé à l'« irresponsabilité » des rédacteurs « formatés » dans les écoles :

« - Dans les écoles, tu as un formatage. J'ai des confrères qui sont passés par là qui te disent ça. C'est un formatage comme dans les écoles d'ingénieur où on t'explique qu'il faut savoir te vendre, que tu vauux tant, que le but, c'est de faire une grande carrière. Donc il y en a qui m'ont dit, texto : "Pour être journalise, il faut bander pour l'info." Je suis désolé, mais ça, ça me dépasse ! Il y a autre chose dans ma vie.

- Mais dans quel sens, ils disent ça ?

- Il faut être toujours sur le qui-vive. C'est comme ça qu'on fait monter les trucs, par cette idée du scoop, par cette idée de la révélation. Et en plus, on voit ce que ça donne des fois : des révélations à moitié ficelées sans réfléchir aux conséquences. (...) Alors tout le monde ne tombe pas là-dedans. Il faut se méfier. Mais c'est vrai que quand je suis arrivé de mon milieu, j'ai regardé ça avec curiosité quand même. » (Pierre Dhareville, entretien n°19).

Comme pour les IEP, on pourrait également lire cette variable « Ecole de journalisme » comme une variable écran qui masquerait un critère d'appartenance sociale⁹³¹. Il faudrait davantage se pencher sur les procédures de recrutement dans ces écoles, sur les compétences exigées : plutôt que d'affirmer l'action socialisatrice de ces univers d'apprentissage, on pourrait tout aussi bien admettre qu'ils tendent à sélectionner les individus

⁹³⁰ Ce processus de « dépossession » des rubricards apparaît régulièrement dans les récits des rédacteurs du *Monde* et du *Figaro*.

⁹³¹ Sur l'origine sociale des étudiants de l'ESJ au début des années 2000, voir BERNARD Nicolas, *Qu'apprend-on à l'Ecole supérieure de journalisme de Lille*, mémoire de master 1 en Science politique, 2005, p. 43 sq.

les mieux ajustés aux nouvelles exigences rédactionnelles, du fait de leur socialisation antérieure. Nous ne disposons toutefois que de données parcellaires concernant l'origine sociale des rédacteurs. Si ces données mettent en évidence la très nette différenciation entre les rédacteurs de *L'Humanité*, plus souvent issus d'un univers ouvrier, et les autres journalistes recensés, il est plus difficile de lire cette variable dans sa dimension diachronique. En revanche, un processus renvoyant aux dispositions initiales des journalistes se dessine nettement : l'entrée de journalistes femmes dans les services *Politique*.

§2. LA FEMINISATION DES EFFECTIFS

A. La féminisation et ses limites

Autre indicateur mis en évidence aussi bien par la sociologie des médias que par la plupart des rédacteurs rencontrés : la féminisation du journalisme politique. En effet, jusqu'au milieu des années 1960, cette population est presque exclusivement masculine. Sous la IV^e République, il n'y a que trois rédactrices présentes dans les couloirs de l'Assemblée : Madeleine Picard pour *Ouest-France* ainsi que Léone Georges-Picot et Brigitte Servan-Schreiber (Brigitte Gros) pour *L'Express*. C'est précisément cet hebdomadaire qui contribuera à féminiser le métier avec le recrutement presque simultané de Michèle Cotta (1963), Catherine Nay (1965) et Irène Allier (1965), désignées par leurs anciens collègues, sans ironie mais avec condescendance, comme les « trois grâces » du journalisme politique. Au-delà de *L'Express*, qui a permis à de nombreuses rédactrices de débiter leur carrière, ce processus de féminisation n'a pris de l'ampleur qu'à partir du début des années 1970. Ce sont les dirigeants de *Paris-Match* qui ont à leur tour introduit des journalistes femmes (Geneviève Galey en 1969 puis Anne Chaussebourg en 1972). Au *Nouvel Observateur*, Marcelle Padovani fut recrutée en 1969 pour couvrir le PCF. Devenue correspondante en Italie, elle est remplacée cinq ans plus tard par Kathleen Evin. Mais c'est *Le Point*, animé par d'anciens responsables de *L'Express*, qui a accentué ce processus, au point que, lors de sa création en 1972, la moitié de son service *Politique* fût composé de femmes (Irène Allier, Geneviève Galey, Danièle Molho). Dans les « grands » quotidiens nationaux, le recrutement de rédactrices a suscité davantage de résistances du fait notamment d'une conception rigide de la division sexuelle des tâches : aux hommes le noble travail de rédaction, aux femmes la documentation et le secrétariat. Par exemple, cette rédactrice, diplômée de l'IEP Paris, relate sa rencontre, laconique, avec l'un des hiérarques du *Monde* en juin 1971 :

« Mon père qui connaissait un journaliste du *Monde* m'a dit : "Va le voir de ma part". Et donc je suis allé voir [X] et je lui ai expliqué que je voulais devenir journaliste politique. Il m'a écouté très gentiment et ensuite il m'a demandé si je savais faire de la sténo. Je lui ai dit que non mais, comme j'avais quand même fait cinq ans d'université, j'avais ma propre sténo. Bêtement, je pensais que c'était pour prendre les comptes-rendus de débats parlementaires, des choses comme ça. Alors, il me dit : "Ah mais non, ma petite fille, je vous parle de la vraie sténodactylo. Moi, je n'ai qu'un conseil à vous donner, c'est d'aller chez Pigier." Donc j'ai compris qu'au *Monde*, il fallait taper à la machine et prendre en sténo les papiers de ces messieurs. Et puis, au bout de trente ans peut-être, on aurait le droit de couper les dépêches de l'AFP. Donc je suis partie un peu déconfite. » (Kathleen Evin, entretien n°41).

Après deux tentatives rapidement avortées (Françoise Kramer et Colette Ysmal), *Le Monde* n'accueille sa première journaliste politique (Anne Chaussebourg) qu'en 1974. Mais on ne lui confia initialement que des tâches subalternes : mettre à jour la documentation électorale, s'occuper de la revue de presse des hebdomadaires, rédiger quelques reportages lors d'élections locales, couvrir de petits partis comme le MRG, jusqu'à ce qu'elle prenne en charge le suivi exclusif du Sénat en 1981. Au *Figaro*, cette féminisation du service *Politique* est un plus tardive puisque la première rédactrice, Nicole Kern, issue de *Paris-Normandie* (appartenant au groupe Hersant) n'est recrutée qu'en 1977. Quant aux autres journaux, l'introduction d'un personnel féminin s'inscrit à la même période : 1974 à *France-Soir* (Michèle Ferniot), 1977 à *L'Humanité* (Magali Jauffret et Sylvie Steinbach).

Ce phénomène va s'accélérer. Il rejoint un processus de féminisation qui touche l'ensemble du journalisme. Profession exclusivement masculine avant guerre, elle ne comporte que 15,3 % de femmes en 1965⁹³². En 1982, on compte 25 % de femmes parmi l'ensemble des titulaires de la carte de presse, tandis qu'elles constituent 20 % des cinquante-neuf journalistes en poste dans les services *Politique* de notre corpus⁹³³. En 1988, ces proportions sont respectivement de 32 % et de 22 %⁹³⁴. En 1999, elles atteignent 39 % et 33 %⁹³⁵, mais sont considérablement plus élevées si l'on ne prend en compte que les journalistes de moins de quarante ans. Si la croissance entre ces deux indicateurs est relativement similaire, il n'en demeure pas moins que la féminisation des services *Politique* de la « grande » presse parisienne est proportionnellement moins nette que la féminisation globale du journalisme. Or, plus que la nature du média, il semble bien que ce soit la variable « service *Politique* » qui soit discriminante en matière de recrutement. En effet, les catégories

⁹³² NEVEU Erik, « Le genre du journalisme. Des ambivalences de la féminisation d'une profession », *Politix*, n°51, 2000, p. 181.

⁹³³ I.F.P., *Les Journalistes français en 1990*, op. cit., p. 17.

⁹³⁴ *Ibidem*.

⁹³⁵ LETEINTURIER Christine, « L'hétérogénéité du journalisme », *Hermès*, n°35, 2003, p. 41.

« presse quotidienne nationale » et « presse magazine d'information générale » accueillent, en 1999, 38,6 % et 42,3 % de rédactrices parmi l'ensemble de leurs journalistes, c'est-à-dire des proportions relativement voisines de celles mesurées sur l'ensemble des titulaires de la carte de presse. Statistiquement moins représentées dans les pages *Politique*, les journalistes femmes sont donc davantage présentes dans d'autres services.

Tableau 42. Évolution du nombre de journalistes femmes au sein des services *Politique*.

	1970	1976	1982	1988	1994	2000
<i>Le Monde</i>	0/9 (*)	1/10	2/10	1/12	4/12	10/20
<i>Le Figaro</i>	0/10	0/10	3/10	4/17	6/14	7/19
<i>L'Humanité</i>	0/6	0/6	0/6	0/8	1/7	1/8
<i>France-Soir</i>	0/8	1/9	0/8	2/6	1/7	5/8
<i>Libération</i>	-	-	1/6	2/8	3/9	2/12
<i>L'Express</i>	3/5	1/4	2/7	3/11	1/6	1/9
<i>France Obs. – N. Obs.</i>	1/6	1/6	2/7	1/5	1/5	2/5
<i>Le Point</i>	-	3/6	2/5	2/4	2/4	1/5
<i>Événement du Jeudi</i>	-	-	-	2/6	0/4	-
<i>Marianne</i>	-	-	-	-	-	0/2
TOTAL	4/44	7/51	12/59	17/77	19/69	29/88
TOTAL (en %)	9	14	20	22	28	33

Source : Enquête de l'auteur.

(*) Lecture : Sur les neuf membres du service *Politique* du *Monde* de 1970, il n'y a aucune femme.

Tableau 43. Proportion de femmes intégrant les services *Politique* par rapport au nombre total d'« entrants » dans ces services.

	1946-57	1958-69	1970-81	1982-93	1994-00	TOTAL	TOTAL (%)
<i>Le Monde</i>	0/9 (*)	0/5	2/15	3/12	11/22	16/63	25
<i>Le Figaro</i>	0/10	0/13	3/16	3/12	5/14	11/65	17
<i>L'Humanité</i>	0/8	0/4	3/11	2/13	0/10	5/46	11
<i>France-Soir</i>	0/12	0/8	4/14	5/9	7/10	16/53	30
<i>Paris-Presse</i>	0/13	0/2	-	-	-	0/15	0
<i>Libération</i>	-	-	0/3	7/19	2/10	9/32	28
<i>L'Express</i>	1/4	3/8	5/13	4/15	1/11	14/51	27
<i>France Obs. – N. Obs.</i>	0/2	0/5	3/7	1/6	½	5/22	23
<i>Le Point</i>	-	-	4/8	2/5	1/7	7/20	35
<i>Événement du Jeudi</i>	-	-	-	2/6	0/2	2/8	25
<i>Marianne</i>	-	-	-	-	¼	¼	25
TOTAL	1/58	3/45	24/87	29/97	29/92	86/379	-
TOTAL (en %)	2	7	28	30	32	-	-

Source : Enquête de l'auteur.

(*) Lecture : Entre 1946 et 1957, sur neuf journalistes intégrant le service *Politique* du *Monde*, il n'y a aucune femme.

Néanmoins, cette féminisation est patente. On peut mieux l'apprécier à travers deux séries de données statistiques, l'une raisonnant en « stock », l'autre raisonnant en « flux ». D'une part, on peut mesurer la réalité de cette féminisation, en observant, tous les six ans, la proportion de femmes au sein des services *Politique* des journaux de notre corpus (tableau n°42). D'autre part, pour mieux juger du poids de la variable du genre dans les recrutements, on peut mesurer la proportion de femmes parmi l'ensemble des « entrants » dans ces services *Politique* (tableau n°43). Or ce processus est d'autant plus loin d'être achevé (seuls 33 % des journalistes recensé[e]s en 2000 sont des femmes) que certains journaux « pèsent » plus que d'autres sur cette moyenne globale. En 2000, la forte proportion de rédactrices dans un service *Politique* aussi dense que celui du *Monde* (dix sur vingt journalistes) vient masquer des données autrement plus contrastées. Autour de cette moyenne de 33 %, les écarts sont flagrants⁹³⁶ : une seule femme sur huit journalistes à *L'Humanité* ; deux femmes seulement parmi les douze rédacteurs à *Libération* ; une sur neuf à *L'Express*, etc. Encore modeste, ce processus de féminisation doit en outre être accompagné de certaines réserves.

A l'image d'un phénomène repérable dans l'ensemble du journalisme⁹³⁷, et plus généralement dans l'ensemble des sphères économiques et politiques françaises⁹³⁸, seul un faible nombre de ces rédactrices ont accédé à la direction des services *Politique*. Parmi les cinquante-cinq chefs de service qui se sont succédés entre 1970 et 2000 dans les dix rédactions de notre corpus, on n'identifie que six femmes dont les mandats ont rarement dépassés plusieurs années : Michèle Cotta (co-chef du service *Nation* du *Point* entre 1978 et 1981, sous la tutelle d'André Chambraud, rédacteur en chef adjoint) ; Nina Sutton (éphémère chef du service *Politique* de *Libération* en 1982) ; Catherine Pégard (chef du service *France* du *Point* depuis 1989, rédactrice en chef depuis 1997) ; Sylvie Pierre-Brossolette (chef du service *Politique* de *L'Express* en 1996, « remerciée » lors de la prise de pouvoir du journal par Denis Jeambar en 1997) ; Christine Fauvet-Mycia (chef du service *Politique* du *Figaro*

⁹³⁶ En 2000, le pourcentage moyen d'effectifs féminins dans les services *Politique* est de 27,74 %. Vis-à-vis de cette moyenne, la variance est de 17,4 % et l'écart-type de 19,4 %. Cela témoigne d'une très forte hétérogénéité dans la mixité des services.

⁹³⁷ En 1999, alors que 2,1 % des hommes titulaires de la carte disposent du statut de « directeur », ce taux n'est que de 0,6 % pour les femmes (LETEINTURIER Christine, « L'hétérogénéité du journalisme », art. cité, p. 36). Sur les 483 « directeurs » de presse, on trouve donc moins de 15 % de femmes. La répartition entre journalistes « cadres » et journalistes de « base » est, elle aussi, sexuellement différenciée : 36,7 % des journalistes hommes sont considérés comme « cadre » tandis que seules 23,8 % des journalistes femmes disposent de ce statut. (*Ibid.*, p. 42). Autrement dit, parmi les 9 610 rédacteurs considérés comme « cadres », on ne distingue que 2 802 femmes, soit à peine 34 %.

⁹³⁸ Voir SCHWEITZER Sylvie, *Les Femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris : Odile Jacob, 2002, p. 269.

entre 1997 et 2000) ; enfin Ghislaine Ottenheimer (rédactrice en chef *Politique* à *France-Soir* entre 1999 et 2001). Il est intéressant de noter que trois d'entre elles (Michèle Cotta, Sylvie Pierre-Brossolette, Ghislaine Ottenheimer) s'initient au journalisme politique au sein de *L'Express* tandis qu'une quatrième, Christine Fauvet-Mycia, fut membre de ce service *Politique* en 1986-87. On peut enfin signaler le bref intérim d'Anne-Lise Roccati à la tête du service *France* du *Monde* entre 2001 et 2002. Outre ces postes de direction, les rédactrices n'accéderont qu'épisodiquement aux rubriques les plus prestigieuses des services *Politique* (Elysée, Matignon), du moins pas avant les années 1990. Et si l'on élargit encore le champ d'investigation, on n'identifie qu'un très faible nombre de femmes au sein des instances représentatives du métier. Dans toute l'histoire de l'Association de la presse parlementaire, seules six femmes ont accédé aux quatre principaux postes du bureau : cinq furent vice-présidente, une fut trésorière adjointe. Au sein de l'Association de la presse présidentielle, créée en 1964, la présidence fut monopolisée par les hommes, à l'exception de Nicole Kern (*Le Figaro*) entre 1991 et 1993.

Le processus de féminisation s'est heurté à de fortes réticences de la part de leurs collègues masculins et des hiérarchies des journaux. Aussi les premières rédactrices ayant intégré les services *Politique* disposaient-elles de ressources sociales largement supérieures à celles dont bénéficiaient les journalistes masculins. Ces ressources relationnelles ont parfois été au principe de leur recrutement. Plus généralement, elles leur ont permis de justifier leur prétention à devenir journalistes politiques, en témoignant de leur intérêt ou de leur compétence à couvrir la politique. Bien évidemment, ce capital social n'a jamais été suffisant : la plupart de ces rédactrices ont également disposé de ressources scolaires élevées (via l'IEP Paris notamment) ou d'une expérience journalistique certaine. On ne peut toutefois manquer de citer quelques exemples :

- **Brigitte Gros** (1925-85) est la fille d'Emile Servan-Schreiber, directeur des *Echos*, et par conséquent la sœur du fondateur de *L'Express*. Initialement affectée au service publicité des *Echos*, elle fut, tout comme son frère quelques années auparavant, recrutée comme journaliste à *Paris-Presse* en 1953 puis à *L'Express* en 1955. Abandonnant le journalisme à la fin des années 1960, elle se consacra à une carrière politique. Elle fut notamment élue maire de Meulan en 1965, conseillère générale des Yvelines entre 1967 et 1973, puis, en tant que membre du bureau fédéral du Parti radical, sénatrice des Yvelines entre 1973 et 1985.

- **Michèle Cotta** est la fille de Jacques Cotta, maire de Nice à la Libération⁹³⁹. Diplômée de l'IEP Paris, militante à l'Union de la gauche socialiste (UGS), un des groupuscules à l'origine du PSU⁹⁴⁰, elle est recrutée à *L'Express* en 1963 à la suite d'un stage à *France Observateur*.

⁹³⁹ Dans les portraits consacrés à Michèle Cotta, la politique est systématiquement décrite comme une vocation renvoyant à son enfance : « La politique, elle l'attrape au biberon. Ses premiers souvenirs sont des inaugurations

- **Irène Allier** est la fille de Georges Altmann, rédacteur en chef à *Franc-Tireur*. Rédactrice judiciaire à *Franc-Tireur* (1945-58) puis à *France-Soir* (1958-65), elle fut contactée par Jean Ferniot, ancien chef du service *Politique* de *Franc-Tireur*, pour être embauchée à *L'Express* (cf. entretien n°43).

- **Michèle Ferniot**, embauchée par *France-Soir* en 1966, affectée au service *Politique* en 1974, est la fille de Jean Ferniot, chef du service *Politique* (1959-63) puis éditorialiste (1967-70) de ce journal.

- **Kathleen Evin**, dont le père est officier de l'armée française, est diplômée de l'IEP Paris. Elle fut recrutée comme secrétaire administrative du groupe socialiste à l'Assemblée (1971-74). Désireuse de faire carrière dans le journalisme, elle profita de sa position pour prendre contact avec Claude Perdriel, directeur du *Nouvel Observateur* et ami de nombreux responsables socialistes. Elle fut ainsi embauchée au service *Politique* en 1974 (cf. entretien n°41).

- **Anne Chaussebourg**, diplômée du CFJ, recrutée à *Paris-Match* en 1972 puis au *Monde* en 1974, est la fille de Ferdinand Chaussebourg, secrétaire général du groupe centriste au Sénat. Selon elle, cette filiation la prédisposait à ne « faire que du journalisme parlementaire » dès lors qu'elle choisissait de travailler dans la presse (cf. entretien n°42).

- **Sylvie Pierre-Brossolette** est la fille de Claude Pierre-Brossolette, secrétaire général de l'Elysée sous Valéry Giscard d'Estaing, et la petite-fille du résistant socialiste Pierre Brossolette. Diplômée de l'IEP Paris, elle est recrutée par le directeur de cabinet de Françoise Giroud (« une seconde mère pour moi ») en tant qu'attachée de presse au ministère de la Condition féminine puis conseiller technique au ministère de la Culture. Françoise Giroud réintégrant *L'Express* suite à son expérience ministérielle, elle suscita son embauche au service *Politique* (cf. entretien n°49).

Cette situation, élitiste, a cependant évolué : désormais, les ressources requises pour investir les services *Politique* semblent relativement équivalentes entre hommes et femmes. Il n'est pas rare à présent d'identifier des rédactrices recrutées dès la sortie du CFJ sans qu'elles bénéficient par ailleurs de « recommandations » particulières.

B. Féminisation et mise en récit de la politique

Dans un article de 2001, Erik Neveu s'est efforcé de repérer les effets du genre sur l'écriture journalistique. S'il souligne qu'une telle objectivation n'est pas sans péril, il s'interroge sur l'existence d'une approche *féminine* du politique. Tout en admettant le rôle des « évolutions lourdes » du jeu politique, il affirme que « la valorisation d'une grille de lecture plus psychologique des acteurs de la lutte politique a (...) constitué un apport largement féminin. »⁹⁴¹ Pour justifier ce constat, il s'appuie sur différents exemples : l'apparition d'émissions télévisées davantage centrées sur le caractère et les goûts des hommes politiques

de jardins municipaux, à Nice, dont son père, Jacques, devient maire à la Libération, le seul édile de gauche qu'ait connu la ville. Un père adoré : « Il m'emmenait partout, j'ai le souvenir d'avoir parcouru l'ensemble des Alpes-Maritimes avec lui, la semaine dans des réunions politiques, le dimanche au foot » Il lui fait couper les rubans et distribuer les tracts. » (Isabelle Roberts, « Dernier carat », *Libération*, 14/06/2002).

⁹⁴⁰ SUFFERT Georges, « Requiem pour un parti », *Le Figaro*, 09/04/1990.

⁹⁴¹ NEVEU Erik, « Le genre du journalisme », art. cité, p. 195.

(« Questions à domicile » présentée par Anne Sinclair), le déplacement des frontières entre personnage privé et personnage public dans les portraits de la presse écrite sous la plume de rédactrices (Catherine Nay à *L'Express*, Christine Clerc au *Figaro Magazine*, Catherine Pégard au *Point*, Marie Guichoux à *Libération*, etc.), l'émergence de rhétoriques plus ironiques, donc moins déférentes, dans les papiers de journalistes femmes (Françoise Berger à *Libération*, Pascale Robert-Diard au *Monde*), le déplacement des grilles de lecture dans les biographies d'acteurs politiques. Dans l'univers éditorial, ce basculement d'un « pôle "politicien", polarisé sur le jeu des alliances et des tactiques, vers un pôle psychologique, plus attentif aux traits de personnalité (...) des acteurs », a notamment été le produit de contributions féminines.⁹⁴²

L'ambition d'Erik Neveu est double : il s'agit à la fois d'interpréter cette différenciation sexuelle dans les manières d'écrire la politique et de comprendre comment certaines orientations qu'il qualifie de « féminines » ont pu s'imposer dans l'univers médiatique. Aussi son explication oscille-t-elle entre plusieurs voies. D'un côté, il mobilise la notion d'« habitus féminin » dont les spécificités, « socialement construites », seraient « un moindre refoulement des émotions » et une plus « grande capacité d'empathie ». Il renvoie ces caractéristiques à « des contraintes liées aux rôles sociaux conjugaux et maternels, qui disjoignent moins les compartiments de la vie publique et professionnelle de la vie privée, rendent plus attentives aux vécus ordinaires, aux enjeux pratiques des choix politiques ou économiques. »⁹⁴³ D'un autre côté, il s'efforce de montrer que, loin d'être « naturelle », cette division sexuelle renvoie tout autant à une division hiérarchique, et ce pour deux raisons. D'une part, il montre que l'assignation des femmes à certaines rubriques ou à certains genres journalistiques les positionne dans des segments rédactionnels plus propices à ces modes de traitement⁹⁴⁴. D'autre part, compte tenu du coût (familial notamment) d'un engagement sans réserve dans le métier (condition nécessaire pour espérer investir les plus hautes positions journalistiques), les rédactrices endosseraient avec davantage de recul les exigences et les enjeux promus par leurs confrères masculins. Certaines journalistes regarderaient alors avec étonnement cette « fascination masculine pour les jeux de pouvoir » et cette « adhésion au jeu et aux enjeux de la lutte politique. (...) A l'inverse, le moindre investissement des femmes dans les jeux de pouvoir dont elles sont exclues leur donne le privilège négatif de la lucidité

⁹⁴² *Ibid.*, p. 197.

⁹⁴³ *Ibid.*, p. 194.

⁹⁴⁴ *Ibid.*, p. 194.

des exclu(e)s. »⁹⁴⁵ Outre le poids de ces « habitus » différenciés et de ces relations de domination, Erik Neveu suggère une troisième piste explicative pour comprendre l'adoption préférentielle de certaines rhétoriques par les femmes journalistes. Selon lui, l'ensemble des transformations ayant affecté les univers politiques et journalistiques depuis les années 1980 ont offert une « structure d'opportunité » pour les rédactrices⁹⁴⁶. En effet, les nouvelles exigences rédactionnelles (valorisation d'un ton moins déférent, dépréciation des engagements partisans trop tranchés, réévaluation des registres narratifs et émotionnels au détriment des répertoires analytiques) vont entrer en affinité avec les savoir-faire principalement mobilisés par les femmes journalistes. Elles seront alors encouragées à perpétuer ces pratiques⁹⁴⁷.

On le voit, cette question est relativement complexe. Si la division sexuelle des styles rédactionnels est parfois contestable, son explication demeure encore plus ardue car risquant toujours de « naturaliser » des oppositions socialement conditionnées et stratégiquement mobilisées. Aussi, pour parvenir à saisir les conséquences de la féminisation des services *Politique* sur les pratiques d'écriture des journalistes politiques, il importe de se replonger dans l'histoire et d'identifier les circonstances de l'incorporation d'effectifs féminins. Il faut donc retourner vers *L'Express* du début des années 1960. Face aux ambitions de « modernisation » et d'abandon des élans les plus militants, de nombreux rédacteurs politiques (Claude Krief, Jean Daniel, etc.) ont quitté ce journal entre 1960 et 1964, en direction notamment de *France-Observateur*. Soucieux de disposer d'un véritable service de politique intérieure, la direction de *L'Express* fut alors contrainte de recruter de nouveaux journalistes. Des hommes tout d'abord : Jean Ferniot qui bénéficie de sa notoriété professionnelle et de son image « centriste » ainsi que Serge Richard, jeune diplômé du CFJ, ancien rédacteur universitaire à *Combat*. Mais ce recrutement a également concerné trois femmes. Michèle Cotta, fut initialement embauchée pour travailler dans l'équipe des pages *Madame Express*. Justifiant de ses diplômes (IEP Paris) et de son engagement partisan, elle su convaincre Françoise Giroud de l'affecter au service *Politique*. Irène Allier et Catherine Nay qui ne bénéficièrent ni des mêmes ressources scolaires, ni des mêmes ressources militantes, furent, quant à elles, choisies directement par Jean Ferniot, chef du service et rédacteur en chef. Deux interprétations divergent sur les motivations au principe de ces recrutements. La

⁹⁴⁵ *Ibid.*, pp. 201-202.

⁹⁴⁶ *Ibid.*, p. 205

⁹⁴⁷ *Ibid.*, pp. 206-210.

première met en avant le « féminisme » de Françoise Giroud et son ambition de subvertir des mœurs journalistiques qui reléguent les femmes dans des tâches subalternes. La seconde met en revanche l'accent sur la dimension stratégique de ces embauches et leur articulation avec les orientations données à ce nouveau service *Politique*.

Il faut se méfier de ces reconstructions *a posteriori* qui tendent à rationaliser des décisions souvent contingentes. Néanmoins, cette hypothèse mérite d'être approfondie. Conscients que le jeu politique se déroulerait davantage dans les espaces dérobés au regard du public, soucieux de valoriser l'aspect plus strictement informatif du magazine, les hiérarques de *L'Express* auraient introduit des femmes dans cet univers masculin dans l'espoir de recueillir davantage de confidences sur les « coulisses » des partis et de l'action gouvernementale. C'est en tout cas l'explication soulevée par Jean Ferniot, rédacteur en chef :

« *L'Express* a été le premier journal à faire entrer en force les femmes (...). Alors c'était un peu macho malgré tout, parce qu'on considérait que de jolies femmes obtiendraient peut-être plus facilement l'information que les hommes, à moins d'avoir des goûts particuliers ! » (Jean Ferniot, entretien n°32).

Cette féminisation du service peut donc, elle aussi, être envisagée comme une « audace », jugée payante par les journalistes d'alors. Il est difficile de saisir si ce cette « audace » fut à l'époque aussi réfléchi que ne le laisse entendre les récits d'aujourd'hui. Il se pourrait bien que cette mise en avant du « charme » de ces rédactrices participe d'un réflexe masculin pour leur dénier leurs compétences journalistiques et relativiser leurs brillantes carrières professionnelles. Il n'empêche que les journalistes ayant vécu l'arrivée de ces rédactrices mobilisent tous l'idée d'un savant « calcul » que certains s'efforcèrent de reproduire dans leurs propres services :

- « A *L'Express*, à une certaine époque, Françoise Giroud a pris pour la politique trois femmes. Pourquoi ? Parce que les femmes pouvaient avoir des confidences. Et ça a été le début de toute une flopée de journalistes femmes... Et c'est très bien d'ailleurs. Mais, au départ, c'était quand même très calculé ce truc de Françoise Giroud. Moi, il m'est arrivé de discuter avec un homme politique dans les couloirs de l'Assemblée Nationale. Et passe une de ces filles pas mal qui lui dit bonjour. Eh bien, il vous laisse pour aller discuter avec elle. Ça, on l'a tous vu. » (Bernard Michal, entretien n°28).

- « C'est dans les couloirs qu'on apprenait des choses. Et la meilleure preuve, c'est que Jean-Jacques Servan-Schreiber qui n'était pas tombé de la dernière pluie, ni non plus Françoise Giroud, ont envoyé dans les couloirs un bataillon de charme qui était composé de Catherine Nay, de Michèle Cotta et d'Irène Allier, qui était moins pin'up que les deux autres. Par exemple, Catherine était une fille splendide, splendide ! (...) Donc ça vous prouve l'importance du couloir. Ils avaient très bien compris ça. Et ils avaient donc envoyé ce bataillon de charme. » (Pierre Sainderichin, entretien n°14)

Pour beaucoup de ces rédacteurs, cette arrivée d'un personnel féminin dans les couloirs de l'Assemblée aurait constitué une véritable rupture dans les pratiques professionnelles, et notamment dans les relations politico-journalistiques. Car, pour eux, ces rédactrices vont introduire des rapports inédits, fondés sur le « charme » et l'« intimité ». Il ne s'agit pas d'entendre cette notion de « charme » dans sa dimension de séduction. Autrement, on ne ferait que reproduire la mythologie machiste qu'entretiennent les plus vieux rédacteurs. Empruntée à Cyril Lemieux, cette notion de « charme » désigne plus généralement une compétence, non spécifique au journalisme, à travers laquelle le/la rédacteur/rédactrice arrive à entretenir des relations d'ordre personnel, bâties sur une confiance mutuelle, et qui permettent de dépasser les frontières dessinées par les rôles institutionnels (journalistes / hommes politiques)⁹⁴⁸. Sous les III^e et IV^e République déjà, les chroniqueurs politiques de la presse parisienne s'efforçaient de bousculer le clivage entre relations publiques et privées, à travers des dîners qui réunissaient politiques et journalistes ou à travers des discussions informelles dans les couloirs des institutions. En revanche, les années 1960 ont vu apparaître des rapports plus égalitaires, donnant naissance à de réelles amitiés et parfois à des couples. On ne recensera pas ici ces unions longuement racontées par nos interviewés, tant il est délicat de dissocier rumeurs et faits avérés – certains de ces couples sont d'ailleurs publiquement affichés, voire officialisés par un mariage. Toujours est-il que ces rédactrices, davantage soumises à l'œil critique de leurs collègues masculins, ont su se distinguer par leurs informations inédites et par leur capacité à relater des scènes soustraites au regard des journalistes. Leurs compétences relationnelles étaient donc particulièrement ajustées aux exigences initiées par les newsmagazines et incorporées par les autres journaux, au nom du bouleversement des règles du jeu politique et des attentes nouvelles de leurs lecteurs :

« Dans un milieu machiste comme l'est le milieu politique, l'irruption de ces filles jeunes ne leur déplaisait pas. Et en même temps, elles avaient la patience pour obtenir ce type d'informations qui, parfois, ne sont que des anecdotes qui permettent de faire vivre un papier. Et puis surtout elles lisaient ce qu'ils pensaient, ce dont ils rêvaient, parce qu'ils faisaient des confidences. On préfère parler à des filles plus qu'à des gars. C'est vrai que ces filles-là ont joué un rôle et ça s'est perpétué parce qu'elles avaient un talent pour ramasser l'information que les gars n'avaient pas. La caricature typique de la Salle des Pas perdus, c'était : les députés sortent et aussitôt tout le monde se précipite et leur pose des questions. Et, tout d'un coup, sur cinq journalistes, il y en a trois qui commencent à dire : "Mais pourquoi vous ne feriez pas ça ?". Ils faisaient de la politique eux-mêmes, ce qui agaçait les hommes politiques. Et dix minutes après, le type, vous le voyez sur un banc tout seul avec Michèle Cotta, Catherine Nay, Irène Allier, en train de lui raconter des choses souvent plus intéressantes que ce qu'il répondait aux trois gars qui projetaient leur ego à travers leurs questions. » (André Laurens, entretien n°33).

⁹⁴⁸ Sur cette notion de « charme », cf. LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse, op. cit.*, p. 155 et 173.

Mais au-delà de cette question de l'intimité dans les relations politico-journalistiques, il faut surtout revenir sur la division du travail mise en place dans les rédactions. Dans le cas de *L'Express* par exemple, un événement jugé marquant nécessitait la mobilisation de plusieurs rédacteurs du service *Politique*. Selon sa rubrique et sa position dans la hiérarchie, chacun se devait d'aborder l'une des facettes de l'événement. Le service étant toujours dirigé par des hommes, l'article de tête, censé analyser l'événement et ses répercussions, se trouvait donc généralement confié à ces responsables masculins, tandis que les rédactrices étaient le plus souvent chargées d'investir un angle « décalé », en racontant une scène spécifique, ou d'apporter une touche « humaine » en dressant le portrait de l'un des protagonistes. L'adoption de rhétoriques narratives qui tendent à personnaliser l'écriture de la politique, ne résulte donc pas seulement de supposées dispositions féminines. Comme tout journaliste, les rédactrices durent s'adapter à différentes contraintes : répondre aux demandes de hiérarchies visiblement soucieuses de moderniser leur couverture de la politique ; se distinguer de leurs collègues pour être reconnue comme une « bonne » professionnelle ; adapter leur traitement à leurs propres compétences pour prévenir toute « faute » journalistique (mauvaise interprétation, ratage, erreurs factuelles, etc.). On ne peut donc comprendre les rhétoriques introduites par les femmes journalistes qu'en articulant ces trois paramètres. La direction leur recommande d'apporter une touche plus « humaine » ou plus « empathique » ; elles s'exécutent et mobilisent ainsi un savoir-faire rédactionnel original, une « griffe » personnelle qui leur permet, en retour, de se distinguer, d'asseoir leur notoriété dans la profession et de témoigner de l'efficacité de tels traitements. A cet égard, il n'est pas anodin de noter qu'un certain nombre d'elles affirment avoir été recrutées en politique malgré leur sentiment d'incompétence en la matière. Ce fut notamment le cas pour Christine Clerc. L'entretien suivant relate son incorporation au *Point*, à la demande du directeur d'alors, Claude Imbert. Bien qu'il s'agisse ici d'économie et non de politique, le mécanisme est le même puisque c'est au nom de ses capacités relationnelles (« faire parler » les grands patrons) et rédactionnelles (brosser leur personnalité) qu'elle fut par la suite recrutée au *Figaro Magazine* en tant que chroniqueuse politique. Initialement gênée par son incompétence en matière économique, elle put convertir ce handicap en atout. Sur les recommandations de Claude Imbert, elle fut ainsi incitée à imaginer des façons inédites d'aborder la vie économique :

« Au bout du compte [*Rires*], ce qui était un peu étonnant, il m'a lancée dans l'économie. Inutile de vous dire que je ne connaissais pas grand-chose à l'économie. Il a trouvé justement que ça aurait un ton plus humain. Il m'a confié une espèce de chronique sur les grands patrons. C'est ce que j'ai connu de plus difficile dans ma vie parce que c'était très difficile d'obtenir un rendez-vous. C'était vraiment secret. Et moi finalement, j'ai fait mon

trou, j'ai fait ça pendant quelques années et après ça, par le biais de l'économie, je me suis lancée aussi après dans la politique. Et dix mois plus tard, quand *Le Figaro Magazine* s'est créé, Louis Pauwels m'a demandé de venir pour faire des portraits politiques. »⁹⁴⁹

De même, « fait-diversière » depuis 1976 au *Figaro* puis au *Monde*, Françoise Berger fut recrutée en 1981 par *Libération*, à la recherche de « cadres » pour structurer le service *Politique* naissant. Ses anciens collègues la décrivent comme ayant contribué à apporter un « ton » original, mêlé d'ironie et de souci narratif. Elle-même affirme avoir traité la politique comme elle traitait les « faits divers », c'est-à-dire en « racontant les choses », en « racontant les gens » (entretien n°11). Là aussi, cette innovation rédactionnelle est à la croisée de différents facteurs : d'une part, l'intuition de sa hiérarchie qui lui attribua un statut de reporter sans rubrique lui permettant de n'être pas liée au quotidien à ses sources et de disposer d'une relative liberté par rapport au suivi routinier de l'actualité ; d'autre part, son inexpérience en matière de politique et sa méconnaissance des enjeux institutionnels et idéologiques. Enfin, si son écriture caustique suscita parfois les réprimandes d'hommes politiques, elle les incita aussi à lui fournir régulièrement des informations susceptibles de nuire à leurs rivaux. Aussi son mépris pour l'« analyse » et le « jeu politicien » renvoie-t-il certainement à ses dispositions sociales, mais ces dernières ne peuvent être réduites à sa socialisation féminine :

« J'ai tout découvert. Je ne savais même pas ce que c'était qu'un parti, comment ça marchait, parce que je n'ai jamais été militante nulle part. (...) Les hommes politiques m'aimaient bien. Il y en avait qui me racontait des histoires, parce que je tranchais complètement dans la façon d'aborder les choses. Mais je n'étais pas une journaliste politique. C'était ça la différence. J'étais journaliste tout simplement. Parce que j'ai fait de la politique comme j'avais fait les faits divers. (...) En 1981-82, c'était dur, parce que j'étais nulle en politique. Le premier truc où on m'a envoyé, c'était une conférence de presse du PSU. Je n'ai rien compris ! Une personne normale ne peut pas comprendre ce qui se passe à une conférence de presse du PSU. (...) Mais, en revanche, j'ai commencé à faire des interviews, en posant des questions idiotes. Par exemple, Rousselet avait été nommé directeur de cabinet de Mitterrand. Il m'avait expliqué qu'il n'était pas du tout de gauche [*Rires*]. Ça avait surpris quand j'étais revenu avec ça au journal. Le directeur de cabinet de Mitterrand : "Je ne suis pas un homme de gauche." Mais, j'étais incapable de faire des papiers politiques d'analyse. » (Françoise Berger, entretien n°11)

Enfin pour clore cette réflexion sur les effets de la féminisation des services *Politique*, il importe de noter qu'à mesure que la présence des femmes s'est banalisée, les relations entretenues avec le personnel politique se sont « normalisées », c'est-à-dire qu'elles seraient devenues plus « saines », plus professionnelles, moins marquées par des jeux de séduction

⁹⁴⁹ Entretien réalisé et retranscrit par BOUIN Emilie, ERNOULT Marie, GUERRE Marie, WARWICK Marine, in *Enjeux et particularisme du journalisme politique au féminin*, dossier de maîtrise de science politique, Université Versailles – Saint-Quentin, 2004.

croisés. Mais cette « normalisation » renvoie tout autant aux dispositions et aux ressources propres à la génération à laquelle appartiennent ces nouvelles rédactrices : à l'image de leurs collègues masculins, elles entretiennent un rapport moins enchanté à l'univers politique et à son personnel. Les divergences stylistiques liées au genre tendent également à s'estomper sous l'effet de l'incorporation par les hommes des savoir-faire initialement promus par leurs consœurs et cultivés par leurs hiérarchies.

Conclusion.

Une lecture générationnelle des transformations rédactionnelles

Au terme de cette enquête sur le renouvellement du personnel journalistique, on peut à présent mieux saisir les mécanismes qui ont concouru à la transformation des pages *Politique*. Pour cela, il faut adopter une lecture dynamique des conflits au sein des rédactions dont les enjeux portèrent tout autant sur les modes de traitement que sur la conquête des positions de pouvoir. Or ces luttes, ouvertes ou feutrées, collectives ou individuelles, durables ou ponctuelles, ont fréquemment pris la forme d'oppositions entre générations, mettant face à face des hiérarchies installées et des entrants porteurs d'envies, de savoir-faire, de conceptions du métier différentes. Bien que recrutés au nom de compétences supposées ajustées aux exigences de l'entreprise, les rédacteurs les plus jeunes disposent d'une culture politique et journalistique spécifique, les amenant à considérer certaines routines rédactionnelles comme étant inadaptées, rébarbatives, insuffisamment « professionnelles » ou trop peu gratifiantes. Aussi, selon le contexte de leur entrée dans le métier, ils purent s'appuyer sur différents arguments (« la politique a changé », « les attentes du public ont changé ») pour justifier leur volonté de modernisation et pour enrôler des hiérarchies parfois rétives à faire évoluer des habitudes sur lesquelles étaient fondées leur identité journalistique. Légitimées par les transformations structurelles qui ont affecté les univers politiques et médiatiques, les évolutions dans le contenu des pages *Politiques* n'ont été effectives que parce que des acteurs y étaient disposés et ont bénéficié de suffisamment de ressources pour asseoir leurs aspirations.

Il ne faudrait cependant pas voir ces évolutions comme ayant toutes été rationalisées *a priori*. D'une part, les transformations les plus spectaculaires proviennent le plus souvent de l'agrégation d'une multitude de micro-innovations, de micro-transgressions, en somme de ce qu'on peut qualifier d'*audaces non sanctionnées* par les hiérarchies. Résultant le plus souvent d'intuitions ou de contraintes pratiques auxquelles il fallait répondre, elles contribuèrent cependant à lentement déplacer l'espace du pensable, du possible, du légitime. D'autre part, toutes ces innovations n'ont pas systématiquement donné lieu à des oppositions au sein des rédactions. Ainsi toutes n'ont-elles pas nécessité de justifications : celles-ci purent s'énoncer en aval, à travers la codification et l'inculcation des nouvelles normes rédactionnelles. Pour mieux saisir et illustrer ce modèle d'analyse des transformations journalistiques, il faut revenir sur l'une des évolutions les plus spectaculaires dans le contenu des pages *Politique* : la mutation des comptes-rendus de séances.

Le format des comptes-rendus paraissait anachronique aux générations de rédacteurs qui ont intégré le métier au cours des années 1960, 1970 et 1980. Ce sentiment d'inadéquation vis-à-vis de leurs conceptions du métier revêtait une double dimension : il fut formulé au nom de la « valeur », déclinante, de l'information parlementaire dans le système ouvert par la V^e République, ainsi qu'au nom de l'illégitimité supposée de tels répertoires d'écriture. Différents arguments purent ainsi être énoncés pour contester la pertinence de ces comptes-rendus : le désintérêt croissant du public, la réduction du journaliste à un simple « porte-plume » du pouvoir politique, la présence de nouveaux concurrents qui ne s'embarrassent pas de ces papiers, etc. Mais si ces comptes-rendus leur parurent insensés, ils furent également rejetés au nom de la dureté de la tâche. En termes d'économie du travail, les investissements, physiques et intellectuels, étaient pesants. Nombre de journalistes interviewés, du *Monde*, du *Figaro* ou de *L'Humanité*, évoquent ainsi la fatigue suscitée par la fonction de séancier :

- « C'est vrai que c'était un métier très crevant à faire » (Entretien n°51)
- « Moi, je n'ai jamais autant bossé et j'ai jamais été aussi crevée de ma vie qu'avec la couverture du Parlement. » (Entretien n°39)
- « Au bout de trois, quatre ans, c'est quand même très crevant de faire des séances comme on le faisait à l'époque. (...) ». (Entretien n°53)

Au-delà d'une fatigue que les journalistes jugent parfois salutaire dans la mesure où elle coïncidait avec les années d'apprentissage du métier, l'exercice apparaît également austère, répétitif, ingrat. En effet, la forte codification, en termes d'écriture et d'assignation spatiale, laissait relativement peu de marges de manœuvre aux journalistes. Ceux-ci pouvaient parfois

ressentir un sentiment d'« isolement » et, à la différence des confrères plus âgés, l'impression de n'être pas « là où se fait » la politique. Cette impression était étayée par l'observation quotidienne des pratiques politiques. Mais elle émanait surtout de la socialisation de rédacteurs n'ayant jamais connu l'expérience des renversements de cabinets sous la IV^e République. A leurs yeux, l'équivalence entre journalisme politique et journalisme parlementaire ne portait plus le sceau de l'évidence.

Et pourtant, dans le cas du *Monde* ou du *Figaro*, la mutation des comptes-rendus fut lente, déclinée sur plusieurs décennies. On ne peut manquer d'être surpris par les similitudes, entre les deux extraits d'entretiens suivants. Leurs auteurs ont pourtant intégré le service *Politique* à vingt-cinq ans d'intervalle : Thierry Pfister est recruté en 1969, tandis que Caroline Monnot incorpore le service *France* en 1995 :

- « Pour nous qui avons été élevés sous la V^e République, tout ça n'avait plus de sens. Tout ça était un théâtre vide. Donc ça changeait toute la perception. Mais il restait les habitudes, il restait l'ancrage. (...) A un moment donné, plus personne ne veut non plus se taper le compte-rendu de l'Assemblée Nationale. Après les vieux cons qui ont fait ça pendant quarante ans, les jeunes n'ont pas voulu prendre la succession et on a tous traîné les pieds. Et puis on est parti du principe que ça n'intéressait personne. » (Thierry Pfister, entretien n°21)

- « C'est vrai que lorsqu'on regarde le journal du début des années 1990, il y a des comptes-rendus de séance au Parlement qui sont franchement épouvantables. (...) Mais ça a changé parce qu'il y a eu l'arrivée de jeunes. Les premiers qui ont commencé à dynamiser ça, ça a été nos prédécesseurs à deux ou trois ans près, des types comme Gilles Paris. Et Gilles commençait à dire : "Mais qu'est-ce que c'est que ces conneries ? On ne va pas faire du compte-rendu analytique ?" Et c'est vrai que lui, quand il est arrivé, il disait : "On est chez les fous." » (Caroline Monnot, entretien n°39)

Comment interpréter une telle redondance ? D'une part, il va de soi que le style des comptes-rendus qu'évoque Caroline Monnot avec consternation n'avait déjà plus grand-chose à voir avec ceux que connut Thierry Pfister au début des années 1970. D'autre part, c'est ici qu'il faut rétablir la dimension dynamique et conflictuelle du travail rédactionnel. En effet, différents facteurs de résistance ont pu heurter les aspirations au changement formulées par ces générations successives de rédacteurs. Il fut précédemment évoqué la réticence du personnel politique à voir disparaître une rubrique cruciale pour beaucoup d'entre eux. Il faut également rappeler l'enjeu distinctif, en terme de « crédibilité » ou de « prestige », à maintenir de tels comptes-rendus. Un tel argument put d'autant mieux s'imposer que d'anciens journalistes parlementaires demeuraient à la tête de ces journaux (Jacques Fauvet au *Monde* jusqu'en 1982 ; Jean Griot au *Figaro* jusqu'en 1974) ou au sommet de leurs services politiques (Raymond Barrillon au *Monde* jusqu'en 1983). Ces hiérarques favorisaient ainsi l'ancrage de ces traditions qui fondaient, à leurs yeux, l'excellence professionnelle :

- « On a fait semblant que le Parlement était toujours important. *Le Monde* l'affirmait par sa quasi-exhaustivité. C'était l'identité professionnelle de cette génération. (...) C'était une survivance de leur mode de vie. » (Noël-Jean Bergeroux, entretien n°25)
- « Dans les directions des journaux, très souvent, c'étaient les journalistes parlementaires qui avaient fourni le personnel. (...) Tous ces gens-là avaient suivi le Parlement, donc y attachaient spontanément une certaine importance. (Henri Paillard, entretien n°2).

D'autres rédacteurs, moins hauts placés dans les hiérarchies, furent également décrits en tant que gardiens des coutumes. Ayant souvent contribué à l'inculcation des normes spécifiques du journal, ils purent se présenter comme les garants de son identité et ainsi disposer d'une autorité symbolique auprès de leurs jeunes collègues. Ce fut notamment le cas de Thierry Bréhier, séancier du *Monde* entre 1984 et 1987, mais demeurant présent au Parlement jusqu'à son décès en 2001⁹⁵⁰. Il est ainsi qualifié par les plus jeunes d'« ancien combattant », de « moine soldat », de « grand ancien » (entretiens n°8, 39 et 61) :

« La méthode Bréhier, c'était un véritable sacerdoce ! Il avait un grand truc qui était : "[Imitant une voix autoritaire] Il n'est pas normal qu'un débat au Parlement commence sans qu'un journaliste du *Monde* n'y soit." Donc on s'épuisait, nuit et jour, à suivre des débats dont certains n'avaient aucun intérêt. (...) Thierry Bréhier, c'était quand même quelqu'un qui s'était fait installer un lit de camp à l'Assemblée Nationale et qui ne rentrait plus chez lui durant toute la session. (...) Il fallait être là, c'était ça le sérieux, il y avait un côté totalement moine-soldat. » (Caroline Monnot, entretien n°39).

Les transformations des comptes-rendus de séance se sont donc opérées au gré des rapports de force dans la rédaction et au gré des opportunités offertes aux rédacteurs les plus désireux de changement. Leurs arguments (désintérêt des débats parlementaires, impératif de distanciation, prise en compte de la concurrence) ne se sont avérés efficaces qu'à partir du moment où les directions y furent sensibles, c'est-à-dire lorsqu'elles prirent conscience des difficultés commerciales et des nécessités d'y faire face. Le renouvellement des équipes dirigeantes a également favorisé l'évolution des normes rédactionnelles. Ainsi, les principales ruptures dans le volume des comptes-rendus correspondent à l'arrivée de chefs du service *Politique* qui n'avaient pas ou peu connu le système parlementaire de la IV^e République. Au *Figaro*, les comptages permettent d'identifier un profond déclin quantitatif entre 1964 et 1970. Or c'est en 1966 que Michel Bassi remplaçait Jean Griot à la tête du service. De la même manière au *Monde*, la diminution la plus sensible, entre 1976 et 1982, correspond à l'effacement progressif de Raymond Barrillon au profit de plus jeunes rédacteurs, comme Alain Rollat et, surtout, Jean-Marie Colombani :

⁹⁵⁰ Cette imposition des normes rédactionnelles les plus légitimes dépasse d'ailleurs le strict cadre des effectifs du *Monde*. Incarnant une image de rigueur et de morale professionnelle, *Le Monde* et ses principaux

« Je pense que ça s'est fait progressivement. Il n'y a pas eu un jour où on s'est dit : "Bon, maintenant, on va faire l'Assemblée autrement." Et ça s'est fait quand Jean-Marie Colombani est devenu chef du service *Politique*, donc quand il y a eu un rajeunissement. » (Anne Chaussebourg, entretien n°42).

Ce sentiment que la disparition des comptes-rendus s'est faite presque insensiblement est confirmé à la fois par les études de contenus et par les entretiens. Il montre que les transformations stylistiques ont rarement été le produit d'un plan explicite. C'est bien une succession de micro-déplacements qui a contribué à bouleverser radicalement le format des comptes-rendus. Deux mécanismes, sous-tendus par le renouvellement du personnel, des normes et des contraintes journalistiques, ont donc œuvré à ces transformations. D'une part, l'apparition progressive de nouvelles rubriques a restreint l'espace autrefois réservé aux séanciers. Ces derniers furent donc contraints d'abandonner leur prétention à citer de façon exhaustive les intervenants. Plus généralement, les rédacteurs parlementaires ont été moins nombreux dans les services. En devant cumuler les tâches de séanciers et de couloiristes, ils modifièrent ainsi le contenu du travail de journaliste parlementaire :

« Ce genre d'évolutions, ça ne se fait pas du jour au lendemain. Mais ça se fait parce qu'on ne remplace pas les journalistes. Quand je suis arrivé au Sénat, ils ne remplaçaient déjà pas le couloiriste du Sénat. Je faisais les deux. (...) Et puis on s'aperçoit que ça ne manque pas et qu'en plus, il y a un problème de place. On ne passe plus les papiers. Ça n'avait aucun intérêt, non pas parce que les papiers étaient mauvais mais parce que le Sénat, on s'en fout. » (Thierry Desjardins, journaliste politique au *Figaro* entre 1963 et 1967, entretien n°57).

Ainsi les journalistes les plus réfractaires au maintien des rubriques parlementaires ont-ils pu manifester leur désapprobation, non pas nécessairement par une posture d'opposition, mais par une attitude d'*exit*, en indiquant par exemple leur absence de motivation à occuper un poste vacant au Parlement (cf. entretien n°21).

D'autre part, les nouvelles générations de rédacteurs ont également pu contribuer à moderniser le traitement des séances parlementaires par des innovations stylistiques mineures, des *audaces non sanctionnées* par les hiérarchies. Bousculant l'espace des rhétoriques légitimes, elles ont, par la suite, pu être consacrées en nouvelles normes rédactionnelles⁹⁵¹ :

« - Je me souviens de la première session où j'étais, ça devait être le 20 juillet 63, ça n'en finissait pas, ça se prolongeait. On se disait : "Merde, quand est-ce que la session va se terminer ?" Et enfin, on annonce la dernière séance. Et j'ai commencé mon papier par :

représentants sont longtemps décrits comme constituant un « surmoi » pour de nombreux rédacteurs de la presse écrite française.

⁹⁵¹ Ces audaces non sanctionnées pourraient être métaphoriquement comparées aux « effets de cliquet » décrits par les économistes. Ceux-ci montrent, au sujet du budget de l'État, qu'une fois qu'un palier est franchi dans les dépenses, il est difficile pour le pouvoir politique de revenir en arrière.

“Ouf!” Et Robinet [rédacteur en chef au Figaro] a dit : “Ah ! C’est bien !” Ce qui était marrant ! Vous voyez, l’audace était d’avoir commencé le papier par “Ouf!”.

- Et à ce moment-là, vous vous attendiez à avoir un reproche ?

- Non, mais je pensais que Robinet le barrerait. Et c’est passé. Et c’est pour vous dire à quel point, il n’y avait vraiment aucune écriture. » (Thierry Desjardins, ancien séancier au Figaro, entretien n°57).

Au-delà des comptes-rendus de séance, d’autres anecdotes témoignent de ces transgressions mineures qui, en ne débouchant pas sur des sanctions sévères à l’encontre du rédacteur (que ces sanctions émanent de la hiérarchie, des pairs ou du personnel politique), ont encouragé les plus jeunes journalistes à introduire des modes de traitement qu’ils jugeaient mieux ajustés à leurs représentations du métier, à leurs ambitions de distinction ou bien encore à leurs contraintes d’économie du travail⁹⁵². Ces audaces ont ainsi constitué en une remarque ironique, en l’abandon d’une marque de respect (les « M. » précédant les noms de famille), en l’utilisation d’un surnom pour désigner tel homme politique, en la formulation d’une question irrévérencieuse lors d’une interview, etc. Pour illustrer ce dernier point, on ne peut manquer de citer cette cocasse anecdote rapportée par une rédactrice du *Monde* :

« - [Gilles Paris] avait fait une fausse brève sur la maladie de Mitterrand. C’était en 1992 et, sur la maladie de Mitterrand, il y avait des rumeurs qui circulaient mais mêmes ses proches n’avaient pas de certitude. Et donc Gilles qui était un jeune au service *Politique*, se faisait chier en plein mois d’août. Il s’amusait à faire des fausses brèves et il en a fait une notamment qui faisait parler Gérard Longuet : “Mitterrand va très bien puisque hier j’ai joué au ping-pong avec lui. Mitterrand n’aura donc pas une fin à la Tito.” Et parce que c’était le mois d’août et que tout le monde était en vacance, il se trouve que cette brève fut imprimée dans le journal. Catastrophe ! En plus avec le service *Politique* de l’époque ! (...) Elle a passé tous les filtres.

- Mais le problème se posait par rapport à Mitterrand ou par rapport à Longuet ?

- Par rapport aux deux, c’est-à-dire qu’ils étaient tous les deux hystériques. Donc [Patrick] Jarreau [chef du service *Politique*] a remis sa démission qui a été refusée. Gilles était très mal ! Il était en CDD en plus. Et il y a eu une commission de discipline qui s’est réunie parce que dans l’histoire du *Monde*, c’était un accident gravissime. Alors Gilles a eu une mise à pied d’un mois sans salaire, mais il n’a pas été viré. Et la démission de Jarreau n’a pas été acceptée. Et, en fait, d’une certaine manière, ce truc a décontracté. (...) Ça a introduit l’idée que finalement on pouvait déconner avec la politique. A partir du moment où il n’y avait pas eu de sanction qui tombait du ciel, la foudre qui tombait sur les insolents, ça a un peu changé les choses d’une certaine manière. Ça a été important cette connerie, parce qu’il y a un moment aussi où il fallait avoir un autre regard sur le politique. » (Caroline Monnot, entretien n°39).

⁹⁵² Ce modèle s’apparente au processus récemment suggéré par Jean de Bonville : « Les transformations dans l’industrie des médias se poursuivent évidemment sans interruption au fil des décennies de sorte que, la conjoncture les y poussant, les journalistes ont de nouvelles audaces : plus l’attention du public risque de leur échapper du fait d’un accroissement de la concurrence entre les médias, plus les innovations sont susceptibles d’être nombreuses et marquantes. Le phénomène affecte évidemment les milieux politiques, puisque ces changements risquent de se faire à leurs dépens. Certes, les politiciens peuvent sanctionner les journalistes, mais, comme ces derniers leur pavent une voie rapide vers la notoriété, ils doivent se plier aux nouvelles règles du jeu médiatique. » (BONVILLE Jean de, « Proposition d’un modèle d’analyse du changement dans la pratique journalistique », in RIEFFEL Rémy, WATINE Thierry (dir.), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris : Editions Panthéon Assas, 2002, p. 180)

CONCLUSION GENERALE

« *Les journalistes politiques aujourd'hui, c'est comme les sidérurgistes dans les années 1970.* »

Un jeune journaliste politique (2001)

1. Enjeux scientifiques de la recherche

Cette recherche visait à identifier et à expliquer un certain nombre de transformations dans le contenu des pages *Politique* de la presse écrite française, entre 1945 et 2000. L'ambition était d'étudier la genèse et l'institutionnalisation des pratiques d'écriture et de mise en scène du politique aujourd'hui privilégiées par les journalistes politiques français. À travers l'examen des innovations rédactionnelles dans une dizaine de journaux nationaux d'information générale, il s'agissait de mettre en évidence un profond basculement dans les rôles endossés par les rédacteurs politiques. Plus précisément, on a souhaité déterminer dans quelles circonstances s'était imposé ce journalisme, défini comme « impartial », qui s'affaire principalement à *raconter* et *analyser* les jeux que se livrent une poignée de professionnels de la politique pour la conquête du pouvoir, et notamment du pouvoir présidentiel. On s'est donc demandé pourquoi s'étaient banalisés ces répertoires d'écriture qui posent les rédacteurs de la plupart des services *Politique* en spécialistes des batailles « politiciennes » et, surtout, en experts des conflits au sein des coalitions ou des partis. En somme, la question centrale était de savoir à quelle période et pour quelles raisons s'étaient généralisées ces logiques de *décryptage* et de *vulgarisation* de la compétition politique. La perspective historique permettait de souligner que ces manières de définir et de couvrir l'actualité politique n'allaient pas de soi, qu'elles n'étaient en rien naturelles, qu'elles ne constituaient aucunement une essence du journalisme politique français.

Pour cela, deux démarches ont été conjointement menées : d'une part, entreprendre une observation scrupuleuse des pages *Politique* depuis 1945 ; d'autre part, s'interroger sur les conditions ayant rendu possibles et effectives les transformations dans la production journalistique. Ce travail invitait donc à identifier les déterminants de l'écriture des journalistes spécialisés sur les questions politiques. En particulier, il fallait répondre à la question suivante : les métamorphoses des pages *Politique* et, plus précisément, des rôles

endossés par les journalistes politiques, ont-elles résulté de transformations propres à l'univers politique ou ont-elles participé des transformations contemporaines de l'espace médiatique ? Pour autant, il ne s'agissait pas d'invoquer des causes globales (« logiques politiques », « logiques économiques », etc.) mais d'identifier précisément les situations et les mécanismes par lesquels ces transformations structurelles ont pu influencer, dans les différentes publications, la production journalistique. Cette recherche s'inscrivait donc à la croisée de trois champs de recherche : l'analyse de presse, la sociologie du travail journalistique et l'étude de la vie politique.

Trois difficultés jalonnaient toutefois cette enquête. Tout d'abord, à porter l'attention sur ce qui change dans les pages *Politique*, on risquait de ne plus voir ce qui demeurerait invariant et constituait en quelque sorte les traits structurants du journalisme politique. Or, tout au long des cinquante-cinq années étudiées, on identifie des caractéristiques inchangées, propres à cette spécialité journalistique : la réduction de la politique à ses échelles nationales et étatiques ; la vigueur des interdépendances entre journalistes et hommes politiques ; l'intérêt pour le caractère discursif et symbolique de l'activité politique. Ensuite, à vouloir à tout prix identifier des changements, ce travail risquait de souligner de brutales ruptures ou de soudaines inventions là où on ne distinguait que des évolutions lentes et distinctes selon les journaux. Peu de savoir-faire journalistiques ont émergé *ex nihilo*. Ainsi observe-t-on déjà les prémises des journalismes de décryptage et de vulgarisation dans certains journaux d'information des années 1950. Enfin, à s'interroger sur l'apparition des routines actuelles, on risquait de les considérer comme des nécessités historiques qui résultaient soit de quelconques lois de l'histoire, soit d'une planification *a priori* élaborée par de clairvoyants précurseurs. Or, les pratiques contemporaines sont les produits d'une succession de petites transgressions, intuitions et audaces dont certaines, jugées pertinentes, se sont ensuite imposées comme normes professionnelles. Les pages *Politique* n'ont donc pas évolué de manière linéaire, remplaçant, termes à termes, d'anciens savoir-faire ; elles ont plutôt vu s'exacerber et se généraliser des tendances autrefois marginales, réservées à une minorité de journalistes ou propres à certains types de journaux. Pour autant, il a fallu durcir le trait et mettre en évidence un faisceau de transformations qui se mirent en place à partir des années 1960 et qui s'amplifièrent au cours des trois décennies suivantes. Récapitulons à présent les principales conclusions de ce travail.

Jusqu'à la fin des années 1950, le journalisme politique était encore essentiellement un journalisme parlementaire, marqué par des principes d'écriture relativement stabilisés.

Affectant leurs rédacteurs auprès des institutions politiques nationales, les services *Politique* étaient ainsi principalement amenés à reproduire de larges extraits des discours publics et des déclarations officielles des acteurs politiques. Cette exigence de *publicité* ou *d'enregistrement* s'articulait à l'imaginaire du parlementarisme : pour les journalistes, l'activité politique était censée se dérouler publiquement, et notamment à la tribune de l'Assemblée. Repérable dans l'ensemble des quotidiens, cette conception du travail journalistique pouvait répondre à des ambitions variées. Pour des quotidiens d'*establishment* tels que *Le Monde* ou *Le Figaro*, ce journalisme d'enregistrement était au principe de la crédibilité et du prestige de ces journaux ; il posait le lecteur – citoyen en spectateur attentif des discussions parlementaires et de l'action gouvernementale. Pour des quotidiens populaires comme *France-Soir* ou *Paris-Press*, le registre du compte-rendu permettait de mettre en scène le spectacle des batailles politiques les plus saillantes. Pour des quotidiens militants comme *L'Humanité*, ce journalisme d'intermédiaire permettait de relayer les discours des représentants du Parti et d'entretenir la mobilisation du lectorat. Ces normes d'écriture s'imposaient d'autant mieux que les rédacteurs de la presse écrite se vivaient toujours en situation de monopole dans l'univers médiatique : leur rôle était ainsi de restituer avec minutie des événements publics dont ils offraient la primeur à leurs lecteurs.

Tout au long de la IV^e République, on observe également un journalisme d'examen, réservé aux hiérarchies des services *Politique*, et qui mêlait, selon les journaux, une double dimension, analytique et prescriptive. D'un côté, certains chroniqueurs s'efforçaient d'anticiper les coups des groupes parlementaires, de divulguer les tractations de « couloir » et d'ainsi rendre lisible une configuration politique fortement instable. De l'autre, la plupart de ces journalistes s'autorisaient à prendre part aux luttes partisans et à s'inscrire dans une logique d'opinion ou de combat politique. Mais ces registres, moralisateurs ou mobilisateurs, variaient fortement d'une publication à l'autre, selon l'homogénéité sociale et politique des publics visés. Les chroniqueurs des journaux dits d'information se posaient davantage en autorité morale, appelée à surplomber l'espace parlementaire et à juger ses acteurs au nom des attentes supposées de l'opinion publique, tandis que les chroniqueurs des journaux d'affiliation partisane s'affirmaient davantage en porte-parole de leurs camps. Cette intervention des journalistes au cœur des affrontements politiques était légitimée par un double héritage. D'une part, figures majeures de la presse française, les rédacteurs les plus huppés revendiquaient leur filiation avec les « artichers » de la III^e République, ces grandes plumes qui se positionnaient en *alter ego* ou en supporters du personnel politique. D'autre

part, bénéficiant du passé résistant de leur publication, les chroniqueurs se sont initialement inscrits dans une configuration au cours de laquelle la presse était encouragée par le personnel politique à participer à la reconstruction démocratique du pays. Mais, dès les années 1946-47, il devenait de plus en plus coûteux, pour la plupart des rédactions, d'exprimer trop ouvertement ses préférences partisans. En cela, la presse de la IV^e République approfondissait un processus de « neutralisation » initié dès les années 1870-80 et qui vit les journaux d'information progressivement supplanter les journaux doctrinaux. Pour autant, malgré cette valorisation des normes d'impartialité, les principaux chroniqueurs politiques manifestaient non seulement leur profonde intégration au cœur des jeux parlementaires mais également leurs croyances quant à leur statut d'incarnation de l'« opinion publique ».

On a alors pu montrer que ces savoir-faire canoniques du journalisme politique se sont effacés ou, du moins, qu'ils se sont vus progressivement délégitimés depuis le début des années 1960. A leur place, les services *Politique* ont incorporé de nouvelles manières de couvrir la politique et de se positionner à son égard. Très schématiquement, on peut dire qu'au lieu de *rendre compte*, aujourd'hui on *raconte* ; qu'au lieu de *restituer*, il faut désormais mieux *resituer*. On pourrait lire cet ensemble de mutations comme l'approfondissement d'un processus ancien de différenciation entre activités politiques et journalistiques et d'incorporation des normes d'objectivité dans le travail des journalistes politiques. Toutefois, les évolutions observées ne se réduisent pas à cette dimension. On a donc pu mettre en évidence trois dynamiques, interdépendantes.

On s'est tout d'abord penché sur la question de la *visibilité du politique*, c'est-à-dire sur les problèmes de rubricages et de hiérarchies événementielles. À partir des années 1960, les séances de l'Assemblée ont ainsi progressivement perdu de leur saillance journalistique, tandis que les rubriques de l'Elysée et de Matignon gagnaient en prestige et qu'apparaissaient des rédacteurs exclusivement chargés de couvrir un ou plusieurs partis. Ce processus reflétait plus généralement l'abandon d'une reproduction exhaustive des déclarations publiques des hommes politiques au profit d'une attention plus marquée à l'égard des « coulisses » des décisions institutionnelles et des luttes au sein des organisations politiques. Restituant l'actualité d'un plus grand nombre d'organisations et d'acteurs, les journalistes politiques se sont davantage efforcés de rendre visible les oppositions non plus seulement entre partis mais plus fréquemment en leur sein.

On s'est ensuite intéressé à la question du *positionnement* des journalistes politiques vis-à-vis de la compétition politique. L'attention portait alors davantage sur les rhétoriques à travers lesquels les journalistes ont projeté les représentations de leurs rôles à l'égard de l'univers politique et à l'égard du public. Certes, jusqu'au milieu des années 1980, dans un contexte de nette bipolarisation, il demeurait légitime, selon les journaux et selon la conjoncture politique, d'afficher plus ou moins ouvertement ses préférences pour telle ou telle coalition de partis. En revanche, tout au long de la période étudiée, les rédacteurs ont de plus en plus évacué les registres qui les positionnaient en stricts intermédiaires ou en simples supporters du personnel politique. Dès lors, pour répondre aux exigences de distanciation et d'impartialité, il ne suffisait plus d'emprunter les formats à travers lequel les rédacteurs s'effaçaient derrière la parole politique. Au contraire, de nouveaux rites de distanciation impliquaient de mieux attester de son travail d'enquête et d'ainsi manifester sa capacité d'initiative, de mise en perspective et de distance critique à l'égard de la communication des acteurs politiques. Se sont donc généralisés des papiers de décryptage de la scène politique témoignant non seulement de l'expertise des journalistes mais également de leur autonomie à l'égard de leurs sources. Tandis que l'humour et l'ironie devenaient pensables et, surtout, valorisés, le discours des acteurs politiques s'est vu de plus en plus appréhendé à l'aune de leur positionnement tactique. Envisagée dans sa dimension instrumentale, la parole politique a donc été réduite à l'expression des calculs « politiciens » visant à enrôler le soutien des pairs ou celui des électeurs. Progressivement, en prenant appui sur les indices d'opinion, les journalistes politiques ont donc abandonné les registres d'évaluation morale ou idéologique au profit de rhétoriques qui jugent la performance des acteurs politiques en fonction des règles pragmatiques de la compétition politique.

On s'est enfin penché sur la question des *formats journalistiques* mis en place pour rendre le traitement de la politique plus attractif pour les publics. À partir des années 1960-70, les quotidiens populaires et les newsmagazines d'abord, les quotidiens d'*establishment* ensuite, ont emprunté une écriture plus narrative qui les ont amené à davantage vulgariser et « humaniser » leur traitement de l'actualité politique. À travers les récits ou les portraits, la vie politique a été de plus en plus appréhendée sous l'angle des batailles, proprement individuelles, que se livrent une poignée de professionnels pour la conquête des principales positions de pouvoir. Valorisant les soubassements psychologiques des affrontements intra- et interpartisans, ces registres narratifs ont également concouru à considérer les événements politiques comme autant d'épisodes d'une histoire orientée vers son épilogue attendu :

l'élection présidentielle. Notre recherche a permis de montrer que ces lectures « politiciennes », attentives aux péripéties du « microcosme » et n'envisageant le public qu'en tant que spectateur des jeux de pouvoir, ont suscité différentes critiques, au sein même des services *Politique*. Aussi, tout au long des années 1990, certains services se sont transformés afin de mieux articuler questions politiciennes et questions sociétales, en somme afin de reconquérir l'examen des questions de « fond », censées davantage répondre aux préoccupations des lecteurs. Ces ébauches de renouvellement demeurent toutefois limitées : elles ne remettent pas en cause l'attention particulière que les journalistes politiques portent au jeu politique qu'il faut entendre dans sa triple acception : ludique, stratégique et théâtrale.

Au terme de cette observation, il s'agissait alors de s'interroger sur les logiques qui ont contribué aux métamorphoses des pages *Politique*. Trois hypothèses ont été successivement testées. Dans la mesure où elles ne se plaçaient pas sur un même niveau d'analyse, l'enjeu était tout autant d'éprouver leur pertinence respective que de dégager un modèle permettant d'articuler des dimensions macro- et microsociologiques et de tenir ensemble conditions de possibilité des transformations rédactionnelles et motivations des journalistes à bousculer ou pérenniser leurs savoir-faire.

Dans un premier temps, on a pu montrer que les évolutions des pages *Politique* accompagnaient étroitement les *mutations institutionnelles et sociopolitiques de la France contemporaine*. Il s'agissait ainsi de reverser les termes d'une réflexion qui, habituellement, interroge la contribution des médias aux transformations politiques. Ici, la question portait, au contraire, sur les incidences des bouleversements sociopolitiques sur les pratiques journalistiques. Deux processus ont donc pu être mis à jour. Le premier porte sur les effets de ce qu'on peut grossièrement qualifier de présidentialisation et de bipolarisation du jeu politique au cours des années 1960 et 1970. Tandis que l'actualité élyséenne et gouvernementale suscitait davantage la curiosité des rédacteurs, l'information d'origine parlementaire perdait progressivement de sa valeur aux yeux des services *Politique*. Le renouvellement des règles du jeu politique entraînait donc un basculement des sources d'information les plus pertinentes. Plus généralement, le phénomène majoritaire a contribué à affecter les relations politico-journalistiques. D'un côté, la communication gouvernementale devenait davantage centralisée ; de l'autre, la discipline de parole concernait un nombre croissant de partis et d'organisations politiques. Alors que les pratiques politiques se tournaient de plus en plus vers la conquête de l'« opinion publique » nationale, grâce notamment au développement des médias audiovisuels, les journalistes politiques ont

progressivement considéré que la valeur ajoutée de leur travail ne résidait plus tant dans la restitution minutieuse des déclarations que dans le décryptage des enjeux de pouvoir sous-jacents. Cette configuration politique a donc légitimé l'adoption d'une lecture stratégique des affrontements inter- et intrapartisans. Le second processus prend forme au cours des années 1980. Il résulte de la banalisation des alternances et de la perception d'un désenchantement politique. À partir de cette période, outre qu'il devient nettement plus coûteux, commercialement et journalistiquement parlant, d'exprimer ses préférences partisans, il paraît plus délicat, pour les rédacteurs, de prendre au sérieux les luttes politiques. Envisagées avant tout comme des luttes personnelles, elles suscitent le développement soit d'un traitement *people*, soit d'une attitude sceptique et ironique à l'égard des leaders politiques. Il serait cependant illusoire d'imaginer des relations mécaniques entre ces évolutions politiques et ces évolutions journalistiques. Soumis aux mêmes mutations de l'environnement politique, les journaux ont pourtant apporté des réponses hétérogènes et dispersées dans le temps. Ce constat supposait alors de questionner des dynamiques propres à l'univers médiatique.

Dans un second temps, on s'est donc intéressé à différentes *logiques entrepreneuriales*, en montrant l'évolution des enjeux économiques et organisationnels de la presse écrite nationale. Tout d'abord, on s'est efforcé de rechercher les mécanismes par lesquels des problématiques proprement commerciales ont pu être converties en problématiques journalistiques. Il convenait donc de montrer que les transformations dans le contenu des pages *Politique* ont surtout résulté d'une redéfinition des normes rédactionnelles, sous l'effet d'un profond bouleversement de l'espace médiatique. Le déclin global du lectorat, la concurrence croissante des entreprises audiovisuelles et l'arrivée d'une nouvelle génération de managers ont poussé la plupart des journaux à renouveler leurs savoir-faire et à abandonner les modes de traitement les plus austères, les plus rébarbatifs ou les plus clivants. À travers différentes « audaces », certaines publications ont innové et ainsi contraint leurs concurrents à imiter ces nouvelles normes rédactionnelles sous peine d'être sanctionnés par les lecteurs. Or ces règles, censées attester du « professionnalisme » des rédacteurs, se sont d'autant mieux imposées qu'elles ont été étayées par des enquêtes marketing et naturalisées dans les espaces d'apprentissage du métier. Mais on a surtout mis en évidence que ces enjeux commerciaux, variables selon les rédactions et les publics visés, n'impliquaient pas nécessairement les mêmes réponses en termes d'écriture de la politique. Ce constat est d'autant plus prégnant que les pages *Politique* constituent un espace spécifique dans les journaux, régis par des logiques propres à cette spécialité professionnelle. C'est pourquoi, il

fallait ensuite se pencher sur la question des dimensions structurantes de ce journalisme depuis les années 1960. Ce n'est pas seulement pour des raisons commerciales que les journalistes politiques paraissent à ce point attentifs aux luttes intrapartisanes. On s'est donc intéressé à la fois aux contraintes suscitées par le suivi du « pouvoir », mais également aux incidences d'un rubricage « partisan » sur les cadrages de la compétition politique. Les rhétoriques privilégiées dans les pages *Politique* répondent donc à des enjeux pluriels et plus ou moins saillants selon les rédactions : satisfaire les attentes d'un lectorat composite, entretenir des relations soutenues avec des interlocuteurs supposés puissants, s'ajuster aux contraintes d'économie du travail.

Au-delà de ces analyses de type situationniste, il fallait, dans un troisième temps, étudier la dynamique du changement dans le contenu des pages *Politique* et donc prendre en compte la question du *renouvellement du personnel journalistique*. En se penchant sur les dispositions et les aspirations des différentes générations de journalistes, on souhaitait tester l'hypothèse selon laquelle les principales évolutions dans l'écriture journalistique ont surtout résulté d'audaces et de transgressions que les plus jeunes rédacteurs ont successivement accomplies pour rendre le traitement de la politique moins insensé et plus gratifiant. Pour confirmer cette hypothèse, il convenait donc d'identifier différentes évolutions dans la morphologie du groupe des journalistes politiques. Cette sociographie visait bien sûr à décrire l'évolution des critères de recrutement mis en place dans les rédactions. À cet égard, le journalisme politique tend à s'indifférencier des autres spécialités journalistiques : tandis que les ressources militantes ont de moins en moins pesé dans les embauches, les compétences « professionnelles », dont témoignent la détention d'un diplôme d'école de journalisme ou la fréquentation d'autres services, ont été de plus en plus valorisées par les hiérarchies. Mais cette sociographie visait surtout à souligner différentes transformations dans la socialisation politique et journalistique des générations successives de rédacteurs. Plus diplômées, plus distantes à l'égard de la compétition politique, plus féminisées, les nouvelles cohortes journalistiques ont progressivement cherché à subvertir les anciens savoir-faire et à imposer des lectures plus stratégiques, plus ludiques et plus personnalisées de la compétition politique. Pour cela, ils ont donc dû, d'une part, lutter contre leurs prédécesseurs et, d'autre part, s'appuyer sur les transformations qui affectaient leur environnement. Dès lors, les évolutions politiques et médiatiques précédemment décrites peuvent être avant tout analysées comme des arguments mobilisés par les rédacteurs pour peser dans les rapports de force, justifier leurs audaces et ainsi légitimer l'incorporation de nouveaux rôles journalistiques.

2. Enjeux sociaux de la recherche

Dans un contexte où le travail journalistique est soumis à d'intenses critiques, on ne peut manquer d'interroger les enjeux sociaux et politique de cette recherche. Bien sûr, la critique du journalisme est loin d'être une spécificité de notre époque. Cyril Lemieux rappelle ainsi que, depuis le XVIII^e siècle, la presse est régulièrement l'objet de diatribes, pamphlets, polémiques qui s'offusquent, ici de la couverture délétaire d'un événement particulier, là du système médiatique ou des mœurs journalistiques⁹⁵³. Mais, depuis le début des années 1990, la critique des médias semble s'être exacerbée et bénéficie, à travers Internet, d'un nombre croissant de supports. Les accusations sont, bien sûr, extrêmement hétérogènes et sous-tendent des conceptions diverses de l'espace public et des rôles démocratiques des journalistes. Les éditorialistes et autres chroniqueurs en sont généralement les principales victimes⁹⁵⁴. Mais les journalistes politiques connaissent, eux aussi, une profonde remise en cause de leurs pratiques les plus routinières.

Par exemple, en 2002, de nombreuses réflexions se sont attardées sur la responsabilité des médias dans l'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle. Ces débats portaient principalement sur le traitement télévisuel de l'« insécurité » qui aurait nourri un climat de craintes et aurait permis d'étayer l'argumentaire du président du Front national. Mais ces discussions ont également questionné la responsabilité des journalistes politiques qui, par leur attention exclusive aux péripéties du microcosme politique, auraient contribué à l'incivisme des citoyens voire à leur rejet de la « classe politique ». On trouve de tels arguments sous la plume de Daniel Carton, ancien rédacteur aux services *Politique* du *Monde* puis du *Nouvel Observateur*. Il accuse notamment ses anciens confrères de ne pas avoir tiré les leçons du 21 avril 2002 : « On lève un peu la tête et on repart tête baissée pour se chamailler sur la couleur des maillots, la place des leaders et le salut des porteurs d'eau. Bayrou se fera-t-il avaler par l'UMP ? Fabius a-t-il une chance pour 2007 ? Raffarin est-il Pompidou ? Le nouveau Juppé est-il arrivé ? Aubry va-t-elle perdre le Nord ? Strauss-Kahn aura-t-il son sous-courant ? Debré fils aura-t-il son perchoir ? Que va-t-on faire d'Edouard ?

⁹⁵³ LEMIEUX Cyril, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris : Métailié, 2000, p. 23.

⁹⁵⁴ Pour un recensement des critiques contemporaines adressées aux éditorialistes, voir KACIAF Nicolas, *Le Mandarin et le moraliste. Les rôles de l'éditorialiste dans le journalisme contemporain*, mémoire de DEA de Sociologie politique, Université Paris I, 2000, p. 136 sq.

Hollande deviendra-t-il général ? C'est tout ce qui les fait courir. »⁹⁵⁵ Mais ces critiques contre les lectures hippiques de la vie politique ne sont pas seulement l'apanage de ces journalistes amers ou des milieux universitaires⁹⁵⁶. On l'a vu, de nombreux rédacteurs politiques, actuellement en poste, ont pleinement conscience de l'inadéquation de leurs productions face aux enjeux démocratiques contemporains. Parmi les revendications formulées par les journalistes politiques de *Libération* lors d'un audit interne en 2004, on trouve ainsi la remarque suivante : « Je trouve la rubrique beaucoup trop “vie des partis”. On n'a pas le temps de se pencher sur la démocratie participative, voir comment les citoyens font de la politique autrement : on se fait bouffer par les partis, on ne fait plus que ça. Il nous manque la parole des gens. La pression de l'actu est démentielle. Il faudrait accepter de ne plus être exhaustifs. On a été extrêmement secoué après le 21 avril [2002], on n'a pas vu venir le coup, mais ça recommencerait aujourd'hui, on n'aurait toujours pas la capacité de le voir venir. On est aux basques des députés. Alors que les partis sont moribonds. »⁹⁵⁷

Cette recherche vise donc à apporter une contribution à ces débats. Car, si nous nous sommes efforcés d'éradiquer tout jugement de valeur et de respecter un parti pris compréhensif, il va de soi que ce travail sous-entend, plus ou moins implicitement, que les médias occupent un rôle majeur dans la vie démocratique. On ne revendique évidemment pas l'idée selon laquelle les médias constitueraient en soi un « pouvoir ». Un tel point de vue réifie une réalité complexe et oublie que les journalistes sont eux-mêmes inscrits dans des systèmes d'interaction contraignants. Cette lecture fait donc fi des analyses qui conçoivent le pouvoir non comme une chose détenue par quelques-uns mais comme une relation. Toujours est-il que l'on touche là l'un des points aveugles de cette recherche : quelles ont été les incidences sociales et politiques de ces transformations des pages *Politique* de la presse écrite française ?

L'un des premiers chantiers suscités par cette question est celui des effets des constructions médiatiques du politique sur les représentations politiques des électors. Or, sur

⁹⁵⁵ CARTON Daniel, « *Bien entendu... c'est off* ». *Ce que les journalistes politiques ne vous racontent jamais*, Paris : Albin Michel, 2003, p. 196. On pourrait également citer l'ouvrage de Guy Birenbaum (*Nos délits d'initiés. Mes soupçons de citoyen*, Paris : Stock, 2003) qui reproche aux journalistes politiques leurs « collusions » à l'égard du personnel politique et, par conséquent, leur incapacité à mener de véritables démarches d'enquêtes et de révélations sur les malversations des élites françaises.

⁹⁵⁶ Voir, par exemple, SOUCHIER Emmanuel, « Le citoyen, le politique et le journaliste », *Communication et langage*, n°112, 1997, pp. 67-84.

⁹⁵⁷ Un autre rédacteur formule un constat à peu près similaire : « Je suis toujours le même homme politique et j'ai l'impression de faire toujours le même papier, de donner à manger à un même petit public. On creuse le

ce terrain de la réception, il faut tout de suite avouer que cette thèse n'apporte aucune réponse. On ne peut en aucun cas présumer des usages sociaux des productions journalistiques ainsi mises en évidence⁹⁵⁸. Il paraît donc difficile d'endosser un regard critique et d'affirmer, au nom de notre connaissance du travail journalistique, quel devrait être le « bon » traitement de la politique, c'est-à-dire la manière de couvrir la politique la mieux à même de favoriser l'investissement des citoyens et d'améliorer la démocratie. Mais avant d'entrer plus en détail sur ce point, il faut résoudre une difficulté préalable. En effet, y a-t-il encore un intérêt à se pencher sur la presse écrite nationale dont de nombreux indicateurs témoignent de la faiblesse structurelle et dont de nombreux prophètes nous prédisent la fin programmée face aux assauts de la télévision et de l'Internet ? La recherche universitaire ne devrait-elle pas concentrer ses efforts autour des problématiques suscitées par les nouvelles technologies de l'information et de la communication et leurs incidences sur la structuration de l'espace public ? Comparés à leurs voisins étrangers, les journaux nationaux d'information générale sont relativement peu lus. Mieux : ils s'adressent principalement à un public politisé, aux convictions idéologiques affirmées, dès lors peu susceptible d'être directement influencé par leurs contenus. A quoi bon alors continuer d'enquêter sur la presse écrite généraliste ?

Même si cette question constitue une sorte de défi face auquel nous ne disposons pas de certitudes tranchées, plusieurs réponses peuvent être suggérées⁹⁵⁹. Tout d'abord, malgré le déclin tendanciel du lectorat, les quotidiens et les hebdomadaires d'information générale disposent toujours d'un socle de lecteurs, habituels ou occasionnels, de plusieurs millions d'individus. La lecture des journaux, sur support papier ou informatique, demeure donc une activité sociale majeure, indispensable aux acteurs qui participent le plus activement à la vie politique. Mais la presse écrite généraliste ne peut être seulement analysée à l'aune de cette relation entre les journaux et leurs publics. Il faut également l'étudier en ce qu'elle participe aux processus de circulation de l'information, de construction du débat public, de mise à l'agenda des problèmes politiques. Ainsi les radios et les télévisions s'appuient-elles encore

fossé avec le lectorat. » Je remercie le journaliste m'ayant fait parvenir ce document interne, *a priori* confidentiel.

⁹⁵⁸ Sur les incidences du cadrage « stratégique » de la politique sur les représentations politiques, voir par exemple CAPPELLA Joseph N., JAMIESON Kathleen H., *Spiral of Cynicism : the Press and the Public Good*, New York : Oxford University Press, 1997 ; GAXIE Daniel, « Une construction médiatique du spectacle politique ? Réalité et limites de la contribution des médias au développement des perceptions négatives du politique », in LAGROYE Jacques (dir.), *La Politisation*, Paris : Belin, 2003, pp. 325-356.

⁹⁵⁹ Il faut également avouer que la presse écrite offre des avantages pratiques indéniables pour les chercheurs. En particulier, à la différence des enregistrements radiophoniques et télévisés, les archives de presse sont aisément disponibles et immédiatement exploitables. Après avoir passé plusieurs mois (de février à juin 2001) à retranscrire des journaux télévisés et radiophoniques à l'Inathèque de France, on ne peut que confirmer ce point.

fortement sur la presse pour élaborer leurs programmes d'information et établir leurs hiérarchies événementielles. On ne distingue encore qu'un faible nombre de « scoops », de révélations, de fuites ou de polémiques, portés à la connaissance du public à l'initiative des rédactions audiovisuelles. Dès lors, les principaux journaux nationaux et leurs personnels conservent un rôle majeur aux yeux du personnel politique et contribuent toujours à structurer leurs pratiques, leurs stratégies, leurs affrontements. Tout à la fois ressources et contraintes pour qui prétend conquérir, influencer ou exercer le pouvoir politique, les productions de la presse écrite demeurent quotidiennement scrutées par les acteurs politiques et leurs entourages. La récente acquisition de la Socpresse (*Le Figaro*, *L'Express* et de nombreux quotidiens régionaux) par le groupe Dassault et l'intention affichée du nouveau propriétaire (utiliser ces journaux comme arme idéologique) atteste de la pérennité des enjeux politiques liés au contrôle des organes de presse.

La presse écrite doit donc toujours être questionnée par la recherche universitaire. Mais on ne peut pour autant affirmer ce que serait un traitement exemplaire de l'actualité politique. Ce scepticisme peut décevoir. Il se justifie par différents facteurs. Tout d'abord, si l'on peut admettre que l'une des missions « idéales » de la presse est de servir la démocratie, force est de constater qu'il serait bien difficile de s'accorder autour d'une définition commune de la « démocratie » et des exigences journalistiques sous-jacentes. Jacques Le Bohec souligne bien cette coexistence entre différentes conceptions des rôles démocratiques du journalisme⁹⁶⁰. Il en suggère cinq modalités idéales-typiques mais on pourrait en dresser un catalogue bien plus large : servir d'arène à la discussion politique, contribuer au pluralisme des idées, relayer les revendications des « petits » et des « sans-voix », mettre l'accent sur les injustices et les rapports de domination, surveiller le pouvoir et garantir la transparence des institutions politiques, permettre aux citoyens de connaître et de comprendre les décisions publiques, se poser comme interfaces entre représentants et représentés, promouvoir la victoire de certains partis, souligner les principaux problèmes sociaux et inciter les élus à s'en emparer, enquêter sur la probité des dirigeants, favoriser la participation et la prise de parole des citoyens, etc.⁹⁶¹ D'un point de vue théorique, chacune de ces activités journalistiques participe effectivement de la vie démocratique. Mais si l'on conserve ce regard de pur

⁹⁶⁰ LE BOHEC Jacques, *Les Rapports presse – politique. Mise au point d'une typologie "idéale"*, Paris : L'Harmattan, 1997, p. 95 sq.

⁹⁶¹ Ainsi la plupart des théories politiques soulignent-elles l'importance de l'information des citoyens, des modèles libéraux qui valorisent la transparence du pouvoir et la formation de l'opinion publique aux modèles marxistes qui exigent la prise de conscience des dominés sur les rapports de domination.

théoricien, toutes ces dimensions pourraient être tout autant critiquées, par exemple pour « leur contribution à la désaffection politique »⁹⁶² : « Les médias sont-ils des enquêteurs agressifs et critiques dans l'intérêt du public ? Alors les informations sont perçues comme négatives et désenchantent les citoyens. Les médias sont-ils connivents et complices avec le pouvoir en place ? Alors le public est endormi dans l'autosatisfaction et l'ennui. Les médias sont-ils sceptiques, ironiques ou distanciés ? Alors ils encouragent la prise de distance du public. Les médias sont-ils plein d'éloges et d'heureuses nouvelles ? Alors c'est le "tout va bien" sédatif de la bonne parole des réseaux d'informations locales. Sont-ils sensationnels ? Alors ils distraient leurs audiences des préoccupations politiques et communautaires. »⁹⁶³ Ce que Michael Schudson met en évidence par l'absurde, c'est qu'à défaut d'enquêtes spécifiquement consacrées aux usages sociaux des productions journalistiques, il demeure impossible d'interpréter les effets de ces différents modes de traitement sur les représentations et les engagements politiques du public.⁹⁶⁴

Il est d'autant plus difficile de définir ce que serait un « idéal » journalistique que cette réflexion suppose d'incorporer l'ensemble des contraintes qui pèsent sur le travail des journalistes politiques. L'une des faiblesses de nombreuses critiques à l'égard des médias est de ne pas tenir compte des facteurs qui conditionnent la production journalistique⁹⁶⁵. En premier lieu, pour pouvoir honorer leurs rôles démocratiques, les journaux doivent être lus et, par conséquent, adopter des modes de traitement susceptibles d'attirer et de fidéliser le public. Il ne sert donc à rien d'exiger des médias un travail plus « sérieux » et moins « sensationnaliste », plus « impertinent » et moins « démagogique », plus « analytique » et moins soumis à la « tyrannie de l'événement », plus attentif aux véritables problèmes politiques et non aux marronniers locaux, si de telles formules ne permettent pas de garantir leur viabilité économique. Ce problème est d'autant plus crucial dans le cas d'une presse écrite dont on a souligné les difficultés chroniques et dont l'enjeu prioritaire est de reconquérir un plus vaste lectorat. Certes, en disant cela, on ne soutient évidemment pas que la presse doit être uniquement régie par des impératifs de rentabilité commerciale. Mais, à moins d'adopter un point de vue purement intellectualiste et d'imaginer que ses propres

⁹⁶² SCHUDSON Michael, *The Power of the News*, Cambridge : Harvard University Press, 1995, p. 22.

⁹⁶³ *Ibidem*

⁹⁶⁴ De la même manière, on pourrait suggérer que les lectures les plus personnalisées du jeu politique contribuent tout autant à évacuer les enjeux sociaux sous-jacents aux luttes partisans qu'à déconstruire les mythes démocratiques qui voilent la réalité des rapports de forces entre leaders politiques.

attentes sont partagées par le plus grand nombre, il faut prendre en considération cette dimension économique et rappeler que le journalisme de presse écrite reste dépendant des pratiques de lecture du public⁹⁶⁶. De la même manière, toute perspective critique doit garder en tête les spécificités de la production journalistique : rédiger des papiers chaque jour ou chaque semaine donc mettre en place des procédures de collectes d'information peu coûteuses en termes d'économie du travail, ne pas « se griller » auprès de ses sources par des révélations compromettantes, ne pas déborder du cadre de sa rubrique au risque de heurter les collègues concernés, ne pas commettre de « ratages », demeurer lisible et intéressant, etc.

Pour toutes les raisons qui viennent d'être soulevées, il nous paraît délicat de nous poser en censeur des pratiques journalistiques. Mais c'est justement cette recherche des dimensions structurantes de l'activité journalistique qui peut permettre de nourrir les regards critiques et d'enrichir les débats sur les enjeux démocratiques de la presse. D'une part, l'approche historique permet de dénaturaliser des normes d'écriture trop souvent inculquées sur le mode du « cela va de soi ». Certes, il ne s'agit pas d'appeler les journalistes à réemprunter des savoir-faire désuets. En revanche, on peut mettre en évidence qu'il n'existe pas d'essence du journalisme et que d'autres formes de traitement de l'actualité politique ont pu exister et, à un moment donné de l'histoire, paraître légitimes. D'autre part, le regard sociologique permet d'identifier les facteurs qui conditionnent les rhétoriques les plus routinières.

En particulier, il faudrait approfondir la question des liens entre rubricage des services *Politique* et cadrage de l'actualité politique. Ainsi, a-t-on pu montrer que les lectures personnalisées et stratégiques de l'actualité politique résultaient, en partie, d'une division du travail qui affecte la plupart des journalistes politiques au suivi exclusif d'un ou plusieurs états-majors partisans. Cette réflexion invite alors à s'interroger sur de nouvelles articulations, d'une part, entre les services *Politique*, *Société* et *Economie* et, d'autre part, entre les services *Politique*, *Europe* et *International*. En somme, on ne peut que souscrire aux réflexions de

⁹⁶⁵ Cyril Lemieux suggère ainsi que toute critique du travail journalistique doit « descendre, à un moment donné, aux côtés de ceux qu'il entend critiquer et en quelque sorte, “se mettre à leur place”, dans l'axe des valeurs qu'ils cherchent à honorer. » (LEMIEUX Cyril, *Mauvaise Presse*, op. cit., p. 10).

⁹⁶⁶ L'un des paradoxes de nombreuses critiques du travail journalistique est d'osciller entre deux visions, contradictoires, du public. D'un côté, les réflexions fustigeant la contribution des médias à la dépolitisation des citoyens postulent implicitement que les publics demeureraient *passifs* vis-à-vis du discours journalistique. Or, d'un autre côté, en exigeant des médias qu'ils développent l'acuité de leurs audiences, ils suggèrent, à nouveau implicitement, que les publics seraient *en attente* d'un travail journalistique leur permettant de mieux exercer

certaines de nos interviewés concernant les limites d'un travail qui se restreindrait, d'un côté, aux luttes internes du personnel politique, et d'un autre côté, au strict cadre « national-étatique »⁹⁶⁷. Cependant, cette exigence ne peut être satisfaite qu'à deux conditions, intimement liées aux conditions de production journalistique : d'une part, distinguer des sources loquaces au-delà des seuls leaders politiques ; d'autre part, repérer des « histoires », des sujets, des événements pouvant être mis en scène d'une manière plaisante et compréhensible. Or, si l'on ne s'intéresse qu'au traitement des questions européennes et à leur inscription dans les débats nationaux, force est de constater la forte déconnexion dans la couverture de ces deux univers, le référendum de mai 2005 constituant bien sûr un contre-exemple saisissant. Il n'est sans doute pas besoin de revenir sur la vigueur des interdépendances entre les espaces nationaux et européens. Et pourtant, malgré l'« importance » des directives et des négociations européennes sur les enjeux politiques et sociaux français, une telle actualité demeure faiblement *newsworthy* et, surtout, n'intègre qu'épisodiquement les analyses consacrées à la politique intérieure. D'une part, force est d'admettre que ces matières peuvent difficilement se mouler dans les formats d'expression journalistique les plus routiniers. Face à la complexité du schéma institutionnel, à la faible notoriété des acteurs, à la difficulté d'identifier des clivages saillants et stables, les informations issues des institutions européennes sont rarement inscrites dans un cadre narratif dans lequel les événements seraient constitués en épisode d'une intrigue supposée connue des lecteurs. D'autre part, la contrainte dépasse le strict cadre de l'écriture journalistique. En effet, la difficulté renvoie plus largement à une question de culture ou d'imaginaire politique, en somme à ce que Norbert Elias qualifiait d'« habitus national »⁹⁶⁸. Malgré le renforcement des interdépendances internationales, l'Etat-Nation est toujours perçu comme le foyer légitime de la souveraineté, comme l'acteur central de l'intervention politique, comme l'élément fondateur du « vivre ensemble »⁹⁶⁹. Mais il y a plus : pour les journaux, c'est la possibilité même de constituer un *public*, intéressé et mobilisé, qui suppose l'assimilation du politique au cadre national-étatique. « Dans la conscience de la plupart des individus qui en font partie, le

leurs rôles de citoyens ou de militants. De la même manière, c'est une telle vision des auditoires qui sous-tend les analyses critiquant la perception actuelle des lecteurs par les services marketing des entreprises de presse.

⁹⁶⁷ On rejoint, de la sorte, cette remarque de Philippe Braud : « Si le politique est le champ des rapports de force, des antagonismes d'intérêts, structuré par l'Etat (...), la politique au contraire en constitue le voile, opaque et chatoyant à la fois, circonscrivant une scène largement isolé, dé-réalisée, sur laquelle s'affrontent les acteurs de la classe politique. » (BRAUD Philippe, *Le Suffrage universel contre la démocratie*, op. cit., p. 19).

⁹⁶⁸ Cf. ELIAS Norbert, « Les transformations de l'équilibre "nous-je" », in *La Société des Individus*, Paris : Fayard, 1991, p. 274.

niveau d'intégration de l'Etat revêt, plus que tout autre niveau de l'identité du nous, la fonction d'unité de survie, d'unité de protection envers et contre tout. (...) D'un côté [donc] la perpétuation de l'Etat national en tant que société indépendante s'administrant elle-même (...) revêt pour ses ressortissants une fonction importante. (...) [Mais] il y a d'un autre côté des particularités structurelles de la phase actuelle d'évolution de l'humanité qui vont à l'encontre de la souveraineté nationale et exercent une pression de plus en plus sensible pour la restreindre. »⁹⁷⁰ Dès lors, « L'une des particularités de la situation actuelle est entre autres choses que (...) l'image du nous, l'identité du nous de la majorité des individus reste très en retard sur la réalité du réseau d'interdépendances planétaires. »⁹⁷¹

Autre domaine de réflexions et de suggestions : la manière dont les journalistes se mettent en scène dans leurs récits. Comme le soulignait Jean-Baptiste Legavre, les rédacteurs de *Libération* n'hésitent pas à décrire, dans leurs portraits, la relation que l'homme politique cherche à entretenir avec eux. De la sorte, ils démontent les stratégies de séduction et de communication mises en place par les portraiturés. Or, par son originalité, cette démarche met en évidence que la presse et ses représentants demeurent trop fréquemment absents des analyses journalistiques. Ces analyses et ces récits donnent donc à voir une réalité que les journalistes se contenteraient, « honnêtement », de rapporter, comme s'ils étaient en dehors des processus de communication politique et, plus largement, des rapports de forces politiques. Par exemple, un certain nombre d'informations récemment divulguées dans la presse écrite ont contribué à nourrir le débat public et obligé les acteurs politiques à justifier leurs pratiques auprès des citoyens. On pense notamment à l'« affaire » de l'appartement d'Hervé Gaymard, ministre de l'Economie du gouvernement Raffarin. Initié par *Le Canard enchaîné*, enrichi par de nombreux autres journaux, ce « scandale » (légalement acceptable mais moralement répréhensible) a pu témoigner de la capacité de la presse à favoriser une certaine « transparence » dans les rémunérations ministérielles⁹⁷². En revanche, cet événement a mis en exergue une faille dans cette contribution des journaux à la vie démocratique. En effet, cette information (« Hervé Gaymard bénéficie d'un appartement de fonction d'une superficie et d'un coût exorbitant ») a été présentée comme un fait « objectif », résultant d'un travail d'enquête et manifestant l'autonomie des journaux à l'égard du pouvoir politique. Or

⁹⁶⁹ Les acteurs politiques eux-mêmes ont tout intérêt à revigorer ces croyances qui fondent leur légitimité à solliciter le suffrage des Français et à prétendre agir sur le social.

⁹⁷⁰ ELIAS Norbert, « Les transformations de l'équilibre "nous-je" », art. cité, pp. 271 et 287.

⁹⁷¹ *Ibid.*, p. 294.

ce que les récits journalistiques n'ont *logiquement* pas mis à jour, c'est une information toute aussi importante car révélatrice des jeux de pouvoir et productrice d'effets politiques : qui a divulgué cette confidence ? En protégeant leurs sources les plus loquaces, les rédacteurs ont alors masqué une part essentielle de la « réalité » politique, à savoir qu'un rival (ou un partenaire « maladroit ») d'Hervé Gaymard s'est servi de la presse pour nuire à cet adversaire et, de la sorte, a enclenché une dynamique aboutissant à la démission du ministre de l'Economie et des Finances. En taisant l'identité de leurs interlocuteurs, les journalistes passent sous silence une information qui mériterait tout autant de figurer dans le débat public. Car « balancer » une confidence gênante pour certains acteurs constitue un « coup » politique qu'il est nécessaire de prendre en compte pour prétendre fournir un panorama crédible des conflits au sommet de l'Etat. Il ne s'agit évidemment pas d'en appeler à la rupture de cet anonymat qui, tout en protégeant les sources, permet au journaliste de rendre pérennes certaines relations. Néanmoins, les rédacteurs pourraient davantage mettre en scène leurs conditions de travail et souligner plus régulièrement, non pas le nom de leurs interlocuteurs anonymes, mais les calculs qui président à de telles divulgations.

Ces dernières réflexions invitent plus généralement à entrevoir de nouvelles pistes de recherches. Ces pistes suggèrent de ne pas seulement considérer les pages *Politique* sous l'angle de la politisation des électorats mais d'explorer plus attentivement la place occupée par les journalistes dans les pratiques politiques les plus routinières. Cela suppose notamment de ne pas se contenter d'interroger les *stratégies* de communication politique mises en place par les organisations et les institutions politiques mais de saisir plus précisément les interactions au quotidien entre hommes politiques et journalistes. Cette démarche invite à ne plus considérer les médias comme de stricts intermédiaires entre le personnel politique et les citoyens mais bien comme des rouages essentiels du système politique⁹⁷³. Il suffit de lire la page 2 du *Canard enchaîné* ou bien les rubriques de brèves écotières des newsmagazines pour s'en rendre compte : les efforts du personnel politique pour enrôler les journalistes ne

⁹⁷² Cet événement a également mis en évidence les logiques de surenchère sous-tendues par la concurrence médiatique.

⁹⁷³ Cette dernière remarque apparaît comme une telle évidence qu'il ne servirait à rien de l'étayer. Pourtant, il suffit de se plonger dans la plupart des manuels de sociologie politique pour constater que les médias, lorsqu'ils ne sont pas totalement absents de ces ouvrages, ne sont le plus souvent abordés qu'en tant que déterminants des préférences politiques des électeurs. La problématique de l'*influence*, posant les journalistes soit comme des réceptacles passifs de la communication politique, soit comme des idéologues à part entière, constitue, de la sorte, le point d'entrée principal pour analyser la contribution de la presse à l'ordre démocratique. C'est une telle perspective qui structure également l'unique article consacré aux médias dans le *Traité de science politique* (cf. BALLE Francis, « Médias et politique », in GRAWITZ Madeleine, LECA Jean [dir.], *Traité de science politique*, vol. 3, Paris : PUF, 1985, pp. 574-601).

visent pas uniquement à promouvoir son discours et à valoriser sa personne auprès du grand public mais tout autant à discréditer un partenaire auprès de ses pairs. Aussi faut-il étudier avec minutie de quelles manières les médias se présentent en tant que ressources et contraintes dans l'exercice du métier d'élu ou d'opposant. Il s'agit, par exemple, d'observer l'apprentissage pratique des relations qu'un homme politique se doit d'entretenir avec les journalistes en dehors des formes les plus institutionnalisées de la communication politique et en fonction des configurations sociopolitiques. De la même manière, en intégrant pleinement la variable médiatique, il est possible d'enrichir l'analyse du fonctionnement des organisations politiques. Plus précisément, à travers la prise en compte de cette variable, on entrevoit une quatrième modalité au célèbre triptyque d'Hirschmann : *exit*, *voice* et *loyalty* (défection, prise de parole, loyauté). En effet, les « fuites » ou les « confidences » que les acteurs politiques livrent aux rédacteurs constituent une modalité originale de la prise de parole puisqu'elle s'énonce anonymement et ne génère pas le même type de sanctions ou de gratifications que si ces déclarations étaient pleinement assumées par leur auteur. Dès lors, l'attention portée aux interactions les plus ordinaires entre personnels politique et journalistique permettrait de mieux apprécier les contraintes de la discipline partisane, selon les périodes (donc selon l'état du leadership) ou selon la structure des organisations (donc selon que l'« opinion publique » est ou non prise en considération dans le recrutement des dirigeants). Si elle pouvait être étayée par un solide travail empirique, cette perspective enrichirait sans doute la compréhension des transformations sociopolitiques contemporaines et notamment la présidentialisation des règles du jeu politique.

ANNEXES

Annexes n°1. Liste des journalistes interviewés.

➤ Entretien n°1 : **Fabrice Madouas** (né en 1965), journaliste politique puis *Société à Valeurs actuelles*, enseignant en « Politique et société » à l'Institut pratique de journalisme (depuis 1997) → entretien réalisé dans un café du XVII^e arrondissement de Paris, le 26 avril 2001 (1h00).

➤ Entretien n°2 : **Henri Paillard** (né en 1943). Journaliste politique au *Monde* (1971-72) puis au *Figaro* (depuis 1972). Président de l'Association des journalistes parlementaires (depuis 1994) → entretien réalisé au Salon de la presse à l'Assemblée nationale, le 24 juillet 2001 (1h30).

➤ Entretien n°3 : **Gilles Bresson** (1950-2002). Journaliste politique à *Libération* entre 1981 et 2002 → entretien réalisé dans la salle de pause de *Libération*, le 23 octobre 2001 (1 h 00).

➤ Entretien n°4 : **Daniel Bernard** (né en 1970). Journaliste politique au *Quotidien de Paris* (1993-94), à *Infomatin* (1994-96), à *L'Événement du Jeudi* (1997-99) puis à *Marianne* (depuis 1999) → entretien réalisé dans un café du XI^e arrondissement de Paris, le 6 novembre 2001 (45').

➤ Entretien n°5 : **Renaud Dely** (né en 1969). Journaliste politique à *Libération* (depuis 1999) → entretiens réalisés dans la salle de pause de *Libération*, le 9 novembre 2001 (45') puis le 16 novembre 2001 (1h15).

➤ Entretien n°6 : **Jean-Michel Thénard** (né en 1960). Journaliste politique (1985-94) puis chef du service *Politique* de *Libération* (1994-2002) → entretien réalisé à la salle de pause de *Libération*, le 15 novembre 2001 (1h30).

➤ Entretien n°7 : **Nicolas Domenach** (né en 1947). Journaliste politique au *Matin de Paris* (1977-84), à *L'Événement du jeudi* (1984-98) puis rédacteur en chef *France* à *Marianne* (depuis 1998) → entretien réalisé dans son bureau à *Marianne*, le 16 novembre 2001 (1h10).

➤ Entretien n°8 : **Pascale Robert-Diard** (née en 1963). Journaliste politique puis chef adjointe du service *France* du *Monde* (1988-2002) → entretien à son domicile, le 19 novembre 2001 (2h00).

➤ Entretien n°9 : **Eric Mandonnet** (né en 1967 ?). Journaliste politique à *Profession politique* (1993-94), à *Globe* (1994), à *La Tribune* (1994-96), à *VSD* (1996-98) puis à *L'Express* (depuis 1998) → entretien réalisé dans un bureau de *L'Express*, le 22 novembre 2001 (1h15).

➤ Entretien n°10 : **Vanessa Schneider** (née en 1970 ?). Journaliste politique à *Libération* (depuis 1994) → entretien réalisé à la salle de pause de *Libération* puis dans une brasserie voisine, le 29 novembre 2001 (1h30).

- Entretien n°11 : **Françoise Berger** (née en 1942). Journaliste politique à *Libération* (1981-92) → entretien réalisé dans un café du XI^e arrondissement de Paris, le 30 novembre 2001 (2h00).
- Entretien n°12 : **Patrice-Henri Désaubliaux** (né en 1936). Journaliste politique à *La Croix* (1963-69) puis au *Figaro* (1969-2001) → entretien réalisé dans un café du XI^e arrondissement de Paris, le 11 janvier 2001 (2h15).
- Entretien n°13 : **Alexis Brézet** (né en 1962). Journaliste politique à *Valeurs actuelles* (1988-2000), directeur délégué et responsable des pages *France* au *Figaro* → entretien dans son bureau au *Figaro*, le 21 janvier 2002 (45’).
- Entretien n°14 : **Pierre Sainderichin** (né en 1918). Journaliste politique dans le bureau parisien de *Sud-Ouest* (1945-74), directeur des services *Politiques* de *France-Soir* (1974-85). Président de l’Association des journalistes parlementaires (1968-79) → entretien réalisé à son domicile à Neuilly sur Seine, le 31 janvier 2002 (4 h).
- Entretien n°15 : **Guillaume Tabard** (né en 1963). Journaliste politique à *La Croix* (1995-2000) puis au *Figaro* (depuis 2000) → entretien réalisé au *Figaro*, le 7 février 2002 (1h15).
- Entretien n°16 : **Mina Kaci** (née en 1967 ?). Journaliste politique à *L’Humanité* (depuis 1992) → entretien réalisé dans un bureau à *L’Humanité*, le 7 février 2002 (1h15).
- Entretien n°17 : **Stéphane Sahuc** (né en 1971 ?). Journaliste politique à *L’Humanité* (depuis 1999) → entretien réalisé dans un café du centre-ville de Saint-Denis, le 12 février 2002 (1 h 15).
- Entretien n°18 : **Maurice Ulrich** (né en 1947). Chef du service *Politique* de *L’Humanité dimanche* (1989-90), chef adjoint du service *Politique* de *L’Humanité* (depuis 2000) → entretien réalisé dans son bureau à *L’Humanité*, le 13 février 2002 (1h).
- Entretien n°19 : **Pierre Dhareville** (né en 1976). Journaliste politique à *L’Humanité* (depuis 2000) → entretien réalisé dans un café proche de l’Assemblée nationale, le 19 février 2002 (1h15).
- Entretien n°20 : **Pierre Rouanet** (né en 1921). Journaliste politique au bureau parisien de *La Démocratie de Toulouse* (1945-47), puis à celui de *La Dépêche du midi* (1947-62), éditorialiste et correspondant politique au *Berry républicain*, collaborateur politique à *Paris-Match*, *L’Express*, *France Observateur*, *Les Cahiers de la République*, chef du service *Politique* au *Nouvel Observateur* (1969-73). Président de l’Association de la presse parlementaire (1983-85) → entretien réalisé à son domicile à Paris, le 4 mars 2002 (2h15).
- Entretien n°21 : **Thierry Pfister** (né en 1945). Journaliste politique au *Monde* (1969-79) puis chef du service *Politique* du *Nouvel Observateur* (1979-81) → entretien réalisé dans son bureau, aux éditions Albin Michel, le 5 mars 2002 (1h15).
- Entretien n°22 : **Hervé Algalarrondo** (né en 1951). Journaliste politique au *Matin de Paris* (1983-85) puis au *Nouvel Observateur* (depuis 1985) → entretien réalisé dans son bureau au *Nouvel Observateur*, le 7 mars 2002 (40’).

➤ Entretien n°23 : **Claude Lecomte** (né en 1932). Chef du service *Politique* de *L'Humanité* (1983-89) → entretien réalisé à son domicile, le 8 mars 2002 (2h00).

➤ Entretien n°24 : **Charles Rebois** (né en 1920). Directeur de la rédaction de *L'Est Républicain*, directeur de *France Antilles* (1972-74), directeur gérant de l'agence Presse et Information (1974-76), chef du service *Politique* du *Figaro* (1976-88) → entretien réalisé dans son bureau au *Figaro Magazine*, le 12 mars 2002 (1h20). [La cassette fut malheureusement inaudible].

➤ Entretien n°25 : **Noël-Jean Bergeroux** (né en 1940). Journaliste politique au *Monde* (1970-81), rédacteur en chef adjoint et chef du service *Politique* à *L'Express* (1981-86) → entretiens réalisés à son bureau au *Monde*, les 15 mars 2002 (1h30) et 18 mars 2002 (1h30) [Suite à son refus, ces entretiens n'ont pas été enregistrés].

➤ Entretien n°26 : **Jean Le Lagadec** (né en 1928). Journaliste politique (1956-78) puis chef du service *Politique* (1978-83) à *L'Humanité* → entretien dans le local d'une association des Bretons de Paris, le 22 mars 2002 (1h15).

➤ Entretien n°27 : **Jacques Raynaud** (né en 1929). Journaliste politique à *L'Aurore* (1969-79) puis pigiste politique notamment pour la presse quotidienne régionale (1979-93) → entretien dans un hall de l'Assemblée nationale, le 29 mars 2002 (1h20).

➤ Entretien n°28 : **Bernard Michal** (né en 1932). Chef du service *Politique* de *L'Aurore* (1975-79), grand reporter *Politique* et rédacteur en chef adjoint au *Parisien* (1980-85) → entretien réalisé à son domicile, le 2 avril 2002 (3h).

➤ Entretien n°29 : **Jacques Malmassari** (né en 1936). Journaliste politique au *Parisien libéré* (1967-73) puis à *France-Soir* (1973-81), chef du service *Politique* de *France-Soir* (1981-88), rédacteur en chef et chef des services *Politiques* de *France-Soir* (1988-94) → entretien réalisé à son domicile, le 2 avril 2002 (1h45).

➤ Entretien n°30 : **Gérard Lamotte** (né en 1937). Journaliste politique au bureau parisien de *La Dépêche du midi* (1982-2002) → entretien téléphonique, non enregistré, réalisé le 3 avril 2002 (30').

➤ Entretien n°31 : **Robert-Yves Quiriconi** (né en 1925). Journaliste politique puis chef du service *Politique* au bureau parisien de l'Associated Press → entretien réalisé dans un café de Neuilly-sur-Seine, le 10 avril 2002 (1h40).

➤ Entretien n°32 : **Jean Ferniot** (né en 1918). Journaliste politique à l'AFP (1944-45), journaliste politique puis chef du service *Politique* à *Franc-Tireur* (1945-57), chroniqueur politique à *L'Express* (1957-58), chef du service *Politique* à *France-Soir* (1959-63), co-rédacteur en chef et chef du service *Politique* de *L'Express* (1963-66), éditorialiste politique à RTL (1967-83) → entretiens réalisés au domicile d'un de ses enfants à Neuilly-sur-Seine, les 30 mai 2002 (1h30) et 5 juin 2002 (1h00).

➤ Entretien n°33 : **André Laurens** (né en 1934). Journaliste politique à l'ACP (1958-62) puis au *Monde* (1962-82). Directeur du *Monde* (1982-85) → entretien réalisé à son domicile parisien, le 13 juin 2002 (2h00).

➤ Entretien n°34 : **Bruno Masure** (né en 1947). Journaliste politique à RMC (1973-75) puis à TF1 (1975-81), chef du service *Politique* (1981-82), grand reporter (1982-84) puis présentateur du journal télévisé de TF1 (1984-90) → entretien réalisé à son domicile parisien, le 10 janvier 2003 (1h30).

➤ Entretien n°35 : **Michel Schifres** (né en 1946). Journaliste politique au *Monde* (1972-74), chef du service *Politique* du *Quotidien de Paris* (1974-76), chef adjoint du service *Politique* de *France-Soir* (1976-77), chef du service *Politique* du *Journal du Dimanche* (1977-79), rédacteur en chef adjoint (1979-82), rédacteur en chef (1982-86), directeur adjoint de la rédaction (1986-89) du *Journal du Dimanche*, directeur de la rédaction (1989-92) puis directeur général adjoint (1992) de *France-Soir*, directeur adjoint de la rédaction (1992-98) puis directeur délégué du *Figaro* (1998-2000) → entretien réalisé dans son bureau au *Figaro*, le 17 janvier 2003 (2h).

➤ Entretien n°36 : **Pascale Amaudric** (né en 1949 ?). Journaliste politique à l'Agence Centrale de Presse (1975-79), au *Quotidien de Paris* (1979-81), à *Libération* (1981-82), au *Journal du Dimanche* (depuis 1982) → entretien réalisé dans un café face à l'Assemblée nationale, le 21 janvier 2003 (1h).

➤ Entretien n°37 : **Catherine Pégard** (née en 1954 ?). Journaliste politique à *J'Informe* (1977), au *Quotidien de Paris* (1977-78 puis 1979-82) puis au *Point* (depuis 1982), chef du service *Politique* du *Point* depuis 1989 → entretiens réalisés dans son bureau au *Point*, le 23 janvier 2003 (45') et le 20 février 2003 (35').

➤ Entretien n°38 : **Fabien Roland-Lévy** (née en 1955 ?). Journaliste politique (1981-89) puis chef du service *Politique* (1989-91) à *Libération*, chef du service *Politique* au *Parisien* (1991-97), journaliste politique au *Monde* (1997-98) puis au *Point* (1998-2000) → entretien réalisé dans son bureau au *Point*, le 24 janvier 2003 (1h00).

➤ Entretien n°39 : **Caroline Monnot** (née en 1965). Journaliste au service *France du Monde* (depuis 1995) → entretiens réalisés dans un café proche du *Monde*, les 29 janvier (50'), 5 février (30') et 19 février 2003 (50').

➤ Entretien n°40 : **Bernard Mazières** (né en 1950). Chef du service *Politique* de la station France 3 Alsace (1976-81), rédacteur en chef à Radio-Express (1981-83), journaliste politique à *L'Express* (1983-96), rédacteur en chef et chef du service « Politique et Economie » de RMC (1996-99) puis rédacteur en chef adjoint au *Parisien* (depuis 1999) → entretien réalisé dans le service *Politique* du *Parisien*, le 30 janvier 2003 (1h30).

➤ Entretien n°41 : **Kathleen Evin** (née en 1950 ?). Journaliste politique au *Nouvel Observateur* (1974-86), chroniqueuse politique au *Matin de Paris* (1986-88) → entretien réalisé à son domicile, le 31 janvier 2003 (1h30).

➤ Entretien n°42 : **Anne Chaussebourg** (née en 1949 ?). Collaboratrice au service *Politique* de *Paris-Match* (1972-74), journaliste politique au *Monde* (1974-94) puis directrice déléguée au *Monde* → entretiens réalisés dans son bureau au *Monde*, les 13 février (1h) et 17 juin 2003 (1h).

➤ Entretien n°43 : **Irène Allier** (née en 1925). Journaliste politique à *L'Express* (1965-72), au *Point* (1972-77) puis au *Nouvel Observateur* (1977-84) → entretien réalisé à son domicile parisien, le 14 février 2003 (3h).

➤ Entretien n°44 : **Bernard Frédérick** (né en 1947 ?). Journaliste politique à *L'Humanité* (1975-84) puis chef du service « Politique et Social » de *L'Humanité* (1999-2001) → entretiens réalisés dans son bureau à *L'Humanité*, le 13 mars 2003 (1h30) puis le 18 juin 2003 (1 h 15).

➤ Entretien n°45 : **Paul Joly** (né en 1952 ?). Journaliste politique à *France-Soir* (1976-83) puis à RTL (depuis 1983) → entretien réalisé à la cafétéria de RTL, le 13 mars 2003 (1h).

➤ Entretien n°46 : **Jean-Yves Boulic** (né en 1946). Journaliste politique au *Figaro* (1973-77), à *J'Informe* (1977-78), au *Quotidien de Paris* (1980-82), au *Point* (1982-87) puis à *Ouest-France* (depuis 1987) → entretien réalisé dans les bureaux parisiens de *Ouest-France*, le 19 mars 2003 (1h15).

➤ Entretien n°47 : **Joseph Paletou** (né en 1936 ?). Journaliste à France Inter puis à Radio Antilles, journaliste politique sur la 2^e chaîne télévisée (1969-71), directeur régional de France 3 Nancy (1971-74), chef du service *Politique* de France Inter (1974-81), correspondant de France Inter au Moyen Orient puis directeur régional de France 3 Lyon (jusqu'en 1994) → entretien réalisé dans un café du XVI^e arrondissement de Paris, le 24 mars 2003 (2h30). [Suite à son refus, l'entretien n'a pas pu être enregistré].

➤ Entretien n°48 : **Jean-Pierre Bédéi** (né en 1955 ?). Journaliste à *La Dépêche du Midi*, au *Journal du Parti socialiste*, journaliste politique à *VSD* (1994-96), collaborateur au service *Politique* du *Journal du dimanche* (1997-99), chef du service *Politique* de *France-Soir* (1999-2001), journaliste politique au bureaux parisiens de *La Dépêche du Midi* (depuis 2001) → entretien réalisé dans les bureaux parisiens de *La Dépêche du Midi*, le 25 mars 2003 (1h15).

➤ Entretien n°49 : **Sylvie Pierre-Brossolette** (née en 1954). Journaliste politique (1977-91), rédactrice en chef adjointe (1991-96) puis chef du service *Politique* de *L'Express* (1994-96), éditorialiste politique sur BFM (depuis 1994), collaboratrice puis rédactrice en chef adjointe du *Figaro Magazine* (depuis 1999) → entretien réalisé dans son bureau au *Figaro Magazine*, le 26 mars 2003 (1h00).

➤ Entretien n°50 : **Eric Zemmour** (né en 1958). Journaliste politique au *Quotidien de Paris* (1986-94), éditorialiste politique à *Infomatin* (1994-95), grand reporter politique au *Figaro* (depuis 1996), à *Marianne* (1997-98) et à *Valeurs actuelles* (depuis 1999) → entretien réalisé dans un café du VI^e arrondissement de Paris, le 2 avril 2003 (1h10).

➤ Entretien n°51 : **Pierre Pellissier** (né en 1935). Journaliste à l'Agence Centrale de Presse (1955-1960), reporter (1960-61) puis journaliste politique (1961-72) puis chef du service *Politique* du *Figaro* (1972-75), rédacteur en chef au bureau parisien de RMC (1975-78), rédacteur en chef adjoint à France Inter (1979-82), rédacteur en chef au *Nouveau Journal* (1982-84), grand reporter au service *Politique* (1984-91) puis rédacteur en chef au *Figaro* (1991-93), directeur gérant de Radio Tour Eiffel (1994-96), directeur de *Paris Le Journal* (1994-96) → entretien réalisé dans un café du VI^e arrondissement de Paris, le 3 avril 2003 (1h20).

➤ Entretien n°52 : **André Carrel** (né en 1917). Journaliste au *Peuple* (1937-39), vice-président du Comité parisien de la Libération, fondateur et directeur de *La Marseillaise* (1944), chef du service *Politique* de *L'Humanité* (1945), rédacteur en chef à *Front national* (1945-1946), rédacteur en chef adjoint à *L'Humanité* (1946-48), rédacteur en chef à *La*

Marseillaise (1948-51), rédacteur en chef de *L'Humanité dimanche* (1951-82) → entretien réalisé à son domicile de Bagnolet, le 7 avril 2003 (1h00).

➤ Entretien n°53 : **Gérard Courtois** (né en 1950). Journaliste politique au *Monde* (1993-2001), éditorialiste au *Monde* (2001-04), directeur de la rédaction du *Monde* (depuis 2004) → entretiens réalisés dans la salle de pause du *Monde*, les 8 avril (1h00) et 9 avril 2003 (1h20).

➤ Entretien n°54 : **Eric Aeschmann** (né en 1964 ?). Journaliste politique à *Libération* (depuis 1997) → entretien réalisé dans le service *Politique* de *Libération*, le 10 avril 2003 (1h15).

➤ Entretien n°55 : **Jean Griot** (né en 1921). Journaliste politique (1945-61), chef du service *Politique* (1961-64), rédacteur en chef adjoint (1964-69), adjoint au directeur de la rédaction (1969-71), directeur de la rédaction, membre du directoire et adjoint au PDG du *Figaro* (1971-75) → entretien réalisé à son domicile de Louveciennes le 6 mai 2003 (2h30).

➤ Entretien n°56 : **Jacques de Danne** (né en 1939 ?). Journaliste politique à *France-Soir* (1974-95) → entretien réalisé dans le hall d'un hôtel environnant l'aéroport de Roissy, le 7 mai 2003 (1h30).

➤ Entretien n°57 : **Thierry Desjardins** (né en 1941). Journaliste parlementaire au *Figaro* (1963-67), grand reporter international au *Figaro* puis directeur de la rédaction de *France-Soir* (1981-83) → entretien réalisé à son domicile parisien le 17 mai 2003 (1h10).

➤ Entretien n°58 : **Eric Dupin** (né en 1955). Journaliste politique à *Libération* (1981-96), journaliste politique à *Marianne* (1997), chroniqueur politique à *France-Soir* (1998-99), chroniqueur et éditorialiste à *Libération* (1999-2001) → entretien réalisé à son domicile parisien le 4 juin 2003 (1h15).

➤ Entretien n°59 : **Daniel Bermond** (né en 1951). Journaliste politique à *France-Soir* (1979-97) → entretien réalisé à son domicile de Boulogne-Billancourt, le 13 juin 2004 (1h45).

➤ Entretien n°60 : **Gilles Paris** (né en 1964). Journaliste politique au *Monde* (1989-95) → interview par email, Gilles Paris vivant à Jérusalem.

➤ Entretien n°61 : **Caroline Pigozzi** (né en 1952). Journaliste politique au *Matin de Paris* (1978), journaliste politique puis grand reporter au *Figaro Magazine* (1980-92), grand reporter à *Paris-Match* (depuis 1992) → entretien réalisé à son domicile parisien, le 1^{er} juillet 2003 (1h)

➤ Entretien n°62 : **Henri Marque** (né en 1926). Journaliste politique puis chef du service *Politique* de *Paris-Presse* (1946-62), rédacteur en chef de *Paris-Presse* (1962-70), directeur de l'Information de TF1 (1975-80), présentateur du journal de Treize Heures sur RTL (1981-92), directeur de la rédaction de *Valeurs actuelles* (1993-97) → entretien réalisé dans son bureau de travail, le 22 juillet 2003 (1h).

➤ Entretien n°63 : **Alexis Liebaert** (né en 1948 ?). Journaliste politique à *Combat* (1974), à *France-Soir* (1975-76), au *Matin de Paris* (1977-82), chef du service *Politique* du *Matin* (1982-85), pigiste dans différents journaux puis grand reporter au service *Politique* de

L'Événement du Jeudi (1990-95) → entretien réalisé dans un bureau de *L'Événement du Jeudi*, le 26 novembre 2003 (1h30).

➤ Entretien n°64 : **Claude Vincent** (né en 1939). Journaliste politique puis chef du service *Politique* de *France-Soir* (1967-91) → entretiens réalisés à son domicile, les 10 décembre (1h) et 15 décembre 2003 (1h15).

➤ Entretien n°65 : **Max Jalade** (né en 1922). Journaliste politique à *Paris-Presse* (1946-63), rédacteur en chef de la Nouvelle Agence de Presse (1963-76) → entretien réalisé dans un café face à l'Assemblée nationale, le 12 décembre 2003 (2h).

Annexes n°2. Recensement des journalistes politiques selon leur date d'entrée dans les journaux de notre corpus

Le Figaro

1945-57 :

CASTELLANE Jehan de
GABILLY Marcel
GABRIEL-ROBINET Louis
GARRAUD Jean-Marie
GRIOT Jean
JEANCE Henri
MENDRAS Jean
PERRIER-DAVILLE Denis
PHILIPPON Bertrand
VERPRAET Georges

1958-69 :

BASSI Michel
CAMPANA André
CAMPANA François
DESAUBLIAUX Patrice-Henri
DESJARDINS Thierry
HAQUET Charles
LAMBERT Christian
PELLISSIER Pierre
PERRET Jean
PIERREBOURG Olivier de
ROUART Jean-Marie
ROUCHON Olivier
THIBON Pierre

1970-81 :

BERGHEAUD Edmond
BOULIC Jean-Yves
BRIZAY Bernard
DELAGE Patrice
FLEURY Jacques
HUET Sophie
KERN Nicole
OLLIVIER Bernard
PAILLARD Henri

POGNON Olivier
REBOIS Charles
ROURE Jacques
SEGUIN Daniel
TAITTINGER Thierry
VARENNE Florence
ZECCHINI Laurent

1982-93 :

ABONNEAU Josseline
BOLLAERT Baudoin
BOTHOREL Jean
CHAMARD Michel
FERNIOT Michèle
FULDA Anne
GUILBERT Paul
JACQUEMART Claude
MACE-SCARON Joseph
MOINET Jean-Philippe
PORTES Thierry
QUERAT Jean

1994-2000 :

BREZET Alexis
CLERC Christine
FAUVET-MYCIA Christine
FREYSSENET Elsa
LIMBERT Paul-Henri du
MEEUS Carl
MULOT Jean-Paul
PIGEOT Jean
ROQUELLE Sophie
SEZNEC Bruno
TABARD Guillaume
VAN DER PLAETSEN Jean-René
WAINTRAUB Judith
ZEMMOUR Eric

Le Monde

1945-57 :

BALLET André
BARRILLON Raymond
ESTIER Claude
FAUVET Jacques
GUICHARD Alain
MAMY Georges
MILLET Raymond
PUISSESSEAU René
ROURE Rémy

1958-69 :

DUHAMEL Alain
LAURENS André
PASSERON André
TOURNOUER Jacques
VIANSSON-PONTE Pierre

1970-81 :

BERGEROUX Noël-Jean
BRIGOLEIX Bernard
CHAUSSEBOURG Anne
COLOMBANI Jean-Marie
DELIGNY Henry
FERENCZI Thomas
FRANCES Patrick
JARREAU Patrick
LHOMEAU Jean-Yves
PAILLARD Henri
PFISTER Thierry
ROLLAT Alain
SCHIFRES Michel
YSMAL Colette
ZECCHINI Laurent

L'Humanité

1945-57 :

BOUVARD Georges
CARREL André
DURAND Pierre
GELLY Raymond
HERVE Pierre
LE LAGADEC Jean
LUC Louis
RECANATI Jean

1982-93 :

ANDREANI Jean-Louis
BIFFAUD Olivier
BLANDIN Claire
BOBIN Frédéric
BREHIER Thierry
CARTON Daniel
KAJMAN Michel
PARIS Gilles
ROBERT-DIARD Pascale
SAUX Jean-Louis
SERVENT Pierre
FAUVET-MYCIA Christine

1994-2000 :

APHATIE Jean-Michel
BACQUE Raphaëlle
BEUVE-MERY Alain
BEZAT Jean-Michel
CHAMBRAUD Cécile
CHEMIN Ariane
CHOMBEAU Christiane
COURTOIS Gérard
FABRE Clarisse
FAUJAS Alain
GARCIA Alexandre
GURREY Béatrice
MALINGRE Virginie
MANDRAUD Isabelle
MAUDUIT Laurent
MONNOT Caroline
MONTVALON Jean-Baptiste de
NOBLECOURT Michel
RIVAIS Raphaëlle
ROLAND-LEVY Fabien
SAUVAGE Pascale
WEILL Nicolas

1958-69 :

CHATEL Fernand
GILLET Paul
POURTEAU Roger
SALINI Laurent

1970-81 :

CARDOZE Michel

CHATAIN Jean
FREDERICK Bernard
HAGUENAUER Florence
JAUFFRET Magali
MANO Jean-Luc
NAUDY Michel
RAVERY Jean-Pierre
STEINBACH Sylvie
VAUDON Jean-Pierre
ZINS Max

1982-93 :

BLACHERE Marc
DURAUD Bernard
JAMES Claude
KACI Mina
LE PULL Gérard
LECOMTE Claude
LELARGE Maryse

France-Soir

1945-57 :

BAUDIN Fred
BRIGOULEIX Jean
DANGER Robert
GOMBAULT Georges
GROSJEAN Martial
GROSRICHARD Yves
HUTIN Jean(-Pierre)
LELUT André
MAMY Georges
MAURICE Jean
PUISSESSEAU René
ROMEIS Jean

1958-69 :

BERGHEAUD Edmond
FERNIOT Jean
GOUE Michel
MAFFERT Serge
PAUTARD André
QUENNESSEN Jean-Louis
THIBON Pierre
VINCENT Claude

1970-81 :

MARCHAND Claude
MONFERRAN Jean-Paul
SANTON Jean
SMADJA Gilles
TEYSSIER Jacques
TREMEL Alain

1994-2000 :

APEL-MULLER Patrick
BEGLES Dominique
BROUTE Rémi
CARRERE Christian
DHARREVILLE Pierre
FORT José
GUILLOU Lin
SAHUC Stéphane
ULRICH Maurice
VENTURINI Lionel

ABONNEAU Josseline
BERMOND Daniel
CARON Christiane
DE DANNE Jacques
FERNIOT Michèle
JOLY Paul
LIEBAERT Alexis
MALMASSARI Jacques
MILER Patrick
NOURRY Anne
QUERAT Jean
SAINDERICHIN Pierre
SCHIFRES Michel
STRANG Alain

1982-93 :

BACQUE Raphaëlle
BENARD Sophie
DRIANCOURT Christophe
DUBIN Marie-Claude
DIDIER Carine
GUICHOUX Marie
LAUBIER Mathieu
MAIRE Jean-Michel
SAVEROT Denis

1994-2000 :

AMAR Cécile

BEDEI Jean-Pierre
BERTRAND Christelle
BOTELLA Bruno
DUCROS Christine
JULLIEN Xavier

LLOUQUET Christine
OTTENHEIMER Ghislaine
ROSSIGNEUX Aude
ZAK Julie

Paris-Presse

1945-57 :

ALBERT André
BAROTTE René
BENEDETTI Jean
BOULAY Robert
CHARPY Pierre
GARREAU Georges
GUILLAUX Gaston
JALADE Max
MARQUE Henri

NOUAILLE Pierre
PRIOURET Roger
PUPIER Jean
RANC Yves

1958-69 :

CHARNAY Jean-Antoine
JOYEUX Robert

Libération

1973-81 :

BRUNN Julien
JULY Serge
PENINOU Jean-Louis

LHOMEAU Jean-Yves
MIR Edouard
PERRIGNON Judith
ROLAND-LEVY Fabien
SAMSON Michel
THENARD Jean-Michel

1982-93 :

APHATIE Jean-Michel
AMAUDRIC Pascale
BENARD Sophie
BERGER Françoise
BIFFAUD Olivier
BONNET François
BRESSON Gilles
DUPIN Eric
FAUVET-MYCIA Christine
GAUTHIER Nicole
GUICHOUX Marie
HELVIG Jean-Michel
LIONET Christian

1994-2000 :

AESCHIMAN Eric
DELY Renaud
FORCARI Christophe
GUIRAL Antoine
HASSOUX Didier
QUINIO Paul
RAULIN Nathalie
SCHNEIDER Vanessa
VIROT Pascal
WENZ-DUMAS François

L'Express

1953-57 :

FERNIOT Jean
GROS Brigitte
GEORGES-PICOT Léone
VIANSSON-PONTE Pierre

1958-69 :

ALLIER Irène
CHAMBRAUD André
COTTA Michèle
GURGAND Jean-Noël
IMBERT Claude
NAY Catherine
RICHARD Serge
SUFFERT Georges

1970-81 :

CLAISSE Guy
DU ROY Albert
FAUVET Christian
GRANET Danièle
GUILBERT Paul
LABRO Michel
MONIER Françoise
OTTENHEIMER Ghislaine
PAUTARD André
PIERRE-BROSSOLETTE Sylvie
ROURE Jacques
SCHNEIDER Robert
THIRIET Yolande

France Observateur – Le Nouvel Observateur

1950-57 :

ESTIER Claude
STEPHANE Roger

1958-69 :

DELCROIX André
GEOFFROY Jean
KRIEF Claude
LIMOUSIN Pierre
ROUANET Pierre

1970-81 :

ALLIER Irène
EVIN Kathleen
GIESBERT Franz-Olivier
GUETTA Bernard

Le Point

1982-93 :

BADOU Gérard
BERGEROUX Noël-Jean
DUMOULIN Jérôme
FAUVET-MYCIA Christine
GERBAUD Dominique
JAY Olivier
LECLERCQ Florent
LEOTARD Marie-Laure de
MALAURIE Guillaume
MAZIERES Bernard
MONVALON Dominique de
REMY Jacqueline
SEZNEC Bruno
STEHLI Jean-Sébastien
STEIN Sylviane

1994-2000 :

APHATIE Jean-Michel
BARBIER Christophe
CONAN Eric
FAURE Michel
FELTIN Michel
KARLIN Elise
KOCH François
MANDONNET Eric
REVEL Renaud
ROSSO Romain
VENDEUIL Richard de

MAMY Georges
PADOVANI Marcelle
PFISTER Thierry

1982-93 :

ALGALARRONDO Hervé
BARJON Carole
BAZIN François
DU ROY Albert
SCHNEIDER Robert
WEILL Claude

1994-2000 :

CARTON Daniel
LOGAERT Agathe

1972-81 :

ALLIER Irène
CHAMBRAUD André
COTTA Michèle
GALEY Geneviève
JEAMBAR Denis
MOLHO Danièle
MONVALON Dominique de
SUFFERT Georges

1982-93 :

BOULIC Jean-Yves
DUFAY François

GUICHARD Marie-Thérèse
NOLI Jean
PEGARD Catherine

1994-2000 :

BARBIER Christophe
BAZIN François
GUIEN Valérie
MACE-SCARON Joseph
MEEUS Carl
ROLAND-LEVY Fabien
VIGOGNE Ludovic

L'Evènement du Jeudi

1982-93 :

CHAMBRAUD André
DOMENACH Nicolas
LELIEVRE Marie-Dominique
LIEBAERT Alexis
SICHLER Liliane

SZAFRAN Maurice

1994-1999 :

ASKOLOVITCH Claude
DUPIN Eric

Marianne

1997-2000 :

ASKOLOVITCH Claude
BACQUE Raphaëlle
BERNARD Daniel
DOMENACH Nicolas

Annexes n°3. Les réactions d'étudiants en journalisme face à un compte-rendu parlementaire du *Monde* de novembre 1970

Le 1^{er} novembre 1970, sous la plume de Jacques Tournouer et Noël-Jean Bergeroux, le quotidien *Le Monde* se proposait de rendre compte à ses lecteurs de l'examen par l'Assemblée nationale des crédits du ministère du développement industriel et scientifique. Ce compte-rendu d'un débat budgétaire, distribué sur six colonnes, composé d'environ 15 000 signes et précédé d'un bref « chapô »⁹⁷⁴ introductif, occupe une page entière du journal. Il restitue de façon chronologique le déroulement de la séance. S'il ne reproduit qu'avec parcimonie les discours des orateurs, il prend soin toutefois de citer l'ensemble des intervenants et de préciser l'orientation de leurs prises de parole. Il est intéressant de prêter attention à ce papier, non pour se remémorer la politique industrielle et scientifique qu'entendait mener le gouvernement en 1970, mais pour apprécier de quelle manière un journal comme *Le Monde* portait cet événement à la connaissance de son public :

Les députés ont adopté le budget du développement industriel et scientifique

L'Assemblée nationale a consacré ses trois séances de vendredi à l'examen des crédits du ministère du développement industriel et scientifique, soit en en crédits de paiement, 2 141 millions de francs pour le développement industriel et 2931 millions pour le développement scientifique. Elle devait adopter ce budget sans modification en fin de soirée.

Le matin, cinq rapporteurs ont pris la parole devant le ministre.

Au début de la séance de l'après-midi, le DOCTEUR BERNARD LAFAY, secrétaire d'Etat, traite de la situation des missions du Centre national pour l'exploitation des océans (CNEXO), organisme créé en 1967, dont le budget atteindra en 1971 près de 90 millions de francs et dont l'action comporte cinq thèmes majeurs : exploitation de la matière vivante, exploitation des ressources minérales et fossiles, reconnaissance et aménagement de la marge continentale et du littoral, lutte contre la pollution, actions des océans sur les conditions météorologiques et climatiques. L'orateur note que, bien qu'elle n'occupe que le dix-septième rang pour le tonnage de pêche, la France est au septième rang pour la valeur marchande des produits, mais à terre. Il précise que le tonnage des produits de la pêche augmente dans le monde chaque année de 10 % mais qu'on ne saurait pêcher un tonnage triple de celui d'aujourd'hui, soit deux cents millions de tonnes, sans risquer de rompre l'équilibre biologique naturel. Le centre a orienté son activité dans quatre directions principales : recherche biologique de base, amélioration des techniques de pêche, aquaculture et principalement élevage des poissons et des crustacés.

M. Lafay traite ensuite de l'extraction des fonds sous-marins. « Elle a atteint l'an dernier 20 % de la production mondiale, déclare-t-il. On prévoit qu'en 1984, 40 % de cette production seront extraits des fonds marins, soit 2 milliards de tonnes, c'est-à-dire l'équivalent de la production mondiale en 1969. Aussi, réunis en

⁹⁷⁴ Cette orthographe apparemment saugrenue est celle utilisée par les journalistes eux-mêmes. Nous choisissons donc de respecter l'écriture indigène d'un terme couramment employé dans les rédactions.

comité d'études marines, le CNEXO et les pétroliers confrontent-ils et harmonisent-ils les programmes de recherche. (...) » Après avoir apporté diverses précisions sur l'opération de plongée profonde Janus II, dont la phase terminale s'est déroulée du 16 au 20 septembre dernier dans le golfe d'Ajaccio par 255 mètres de profondeur, puis sur le rôle du CNEXO dans la lutte contre la pollution des hydrocarbures et sur les équipements récemment mis en service, le secrétaire d'Etat indique que le SNEOX a également pour mission de participer aux relations océanographiques internationales. (...)

LA DISCUSSION GENERALE

Dans la discussion générale, M. JEAN-CLAUDE PETIT (rép. Ind.), évoquant la réforme du Commissariat à l'énergie atomique, demande qu'on mette davantage l'accent sur les activités de diversification : que chaque type de recherche soit affecté d'un taux de rentabilité minimum, les crédits budgétaires, étant attribués en fonction des résultats atteints ; que le Commissariat ait des liens plus étroits avec l'Université et que le Parlement dispose « d'une structure de liaison officielle avec lui ». M. SALLENAVE (PDM) attire l'attention sur les difficultés que connaissent certaines entreprises des Pyrénées-Atlantiques et demande au ministre de lui donner l'assurance que la restructuration dont on parle à propos de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine ne signifiera pas que les industries chimiques implantées dans cette région disparaîtront avec l'épuisement du gaz de Lacq. M. DARRAS (soc.) qui désapprouve les fermetures de mines, affirme que le déclin du rôle du charbon n'est pas certain. Plusieurs pays ont d'ailleurs reconsidéré leur attitude mais il n'en est pas de même en France. (...)

Au nom de la commission de la production, M. PONCELET présente alors un amendement supprimant la dotation destinées au renouvellement d'une enquête sur le secteur des métiers et l'affectant à l'aide à l'artisanat. Combattu par MM. NEUWIRTH (U.D.R.), LELONG et KASPEREIT, cet amendement est repoussé. Il en va de même d'un amendement du gouvernement, qui avait pour but de transférer une partie de la subvention destinée à l'artisanat d'art au chapitre de la formation professionnelle et de la promotion sociale. Puis, par 282 voix contre 93, l'Assemblée adopte le budget du ministère.

J. Tournouer et N.-J. Bergeroux, *Le Monde*, 01/11/1970

Cet article fut soumis, en 2001, à la lecture d'une douzaine d'étudiants en journalisme. Ces futurs « professionnels » furent tous stupéfaits de découvrir que de tels comptes-rendus aient pu être rédigés il y a seulement trente ans. Il est difficile de restituer fidèlement leurs réactions. Aussi, écoutons quelques extraits de leurs discussions. Le premier dialogue regroupe quatre étudiants du CELSA (Université Paris IV) :

« **Timothée** : C'est illisible !

Philomène : C'est vraiment inaccessible ! Peut-être qu'on n'est plus habitués à ces mises en page mais ce sont des phrases très longues !

Timothée : Moi, je trouve que c'est chiant. (...)

Philomène : Oui, c'est "machin a dit...". C'est *Journal Officiel*.

Timothée : Ce n'est pas très journalistique...

Question : Pourquoi n'est-ce pas très journalistique ?

Stéphane : Il n'y a pas de mise en perspective...

Timothée : C'est du porte-micro, c'est de la sténo, c'est du greffier. Je n'ai lu que les trois premiers paragraphes. Mais quand je vois "M. Menu signale que machin...", je veux dire : on répète ce que les uns et les autres ont dit. Ben voilà, fallait aller à l'Assemblée Nationale ! Le journaliste n'est pas juste là pour ça. Il est d'abord là pour, effectivement dans un premier temps, dire aux gens qui n'y étaient pas ce qu'il s'est passé, parce que c'est aussi le privilège du journaliste d'être à l'endroit où les choses se passent et effectivement d'être là où tout le monde ne peut pas être. Mais

après, savoir qu'on alloue autant de crédit à l'Université, est-ce que ça va permettre de développer de nouveaux pôles de recherche ? On n'en sait rien... Et cela étant dit, au niveau du style, c'est chiant ! Je crois que le style maintenant est beaucoup plus alerte...

Stéphane : Et il n'y a aucun travail de mise en perspective !

Question : Tu veux dire d'angle ?

Stéphane : Oui d'angle et de... Sans verser dans le commentaire orienté, il n'y a rien pour accompagner. On retranscrit ce qu'a dit untel, ce qu'a dit untel et ce qu'a dit untel...

Gwénaël : C'est du brut, ce n'est pas mis en relation avec des problèmes qui seraient posés en d'autres termes...

Philomène : On n'en tire pas quelque chose de concret qui concerne vraiment les citoyens...

Gwénaël : C'est du débat parlementaire pur mais ce n'est pas relié aux problèmes sociaux auxquels ce débat est censé répondre. »

Ces apprentis journalistes semblent s'accorder autour de deux critiques majeures à l'encore de l'article du *Monde* : son illisibilité et l'absence de mise en perspective de cet épisode parlementaire vis-à-vis de problèmes « concrets ». Les points de vue émis par les quatre étudiants du Centre de Formation des Journalistes (CFJ) s'orientent autour des mêmes reproches :

« **Matthieu** : C'est bien mais ce n'est pas très folklo. Tu n'as pas envie de t'arrêter dessus.

Martin : Effectivement, on peut dire qu'apparemment, tout est là ! [Rires] Mais en même temps, on n'a pas vraiment envie de le lire.

Jérôme : Ça aurait gagné à être un tout petit peu hiérarchisé quand même. Ça, c'est le *Journal officiel*, à la limite, comme tonalité.

Guruan : Mais qui lit ça ? Je me demande. Ou alors les Français sont devenus plus cons, c'est possible aussi. (...)

Matthieu : Ce n'est ni comme ça qu'on intéressera les gens à la politique, ni comme un article de *Paris Match* qui fait la journée de Chirac...

Jérôme : De toute façon, ce n'est plus possible parce qu'il y a quelque chose qui a changé. Ce sont des problèmes de zapping, des choses comme ça, qui font que les gens n'assimilent plus pareil. Mais, à la même époque, les reportages au journal télévisé, ils faisaient six minutes peut-être et maintenant, ils en font une trentaine. (...) Moi, ce qui me gêne en fait, c'est qu'il y a aucune distance dans tout ça. C'est quand même un petit peu emmerdant, parce que je crois que le travail, c'est quand même aussi un petit peu de hiérarchiser.

Martin : Il manque l'analyse...

Jérôme : Rien que le titre : "Les députés ont adopté le budget du développement industriel". Aujourd'hui, dans *Le Monde*, dans le titre, tu aurais les deux mesures phares. Mais là, par contre, le problème, c'est que c'est quand même quelque chose d'assez anodin qui a aucune hiérarchisation, ce qui fait que moi, très honnêtement, je ne vois pas en regardant cette page ce qui a été décidé. Aujourd'hui, on ne ferait plus un titre du genre : "Le budget a été voté". On dirait : "Voilà, l'année prochaine, tant de trucs en plus".

Guruan : Mais ce qui est étonnant, c'est qu'il y ait des gens qui ait pu lire ça. Moi, je ne comprends pas. »

Cette incompréhension est également partagée par ces élèves de l'IPJ, qui eux aussi commentent cet article à l'aune des pratiques journalistiques actuelles :

Thibaut : Ça me tue qu'on puisse faire des trucs comme ça. C'est un compte-rendu de séance !

Question : Où est le problème ?

Thibaut : Le problème, c'est que ce n'est pas notre boulot de faire du compte-rendu de séance. Ça, tu peux le résumer. Ça, ce n'est pas intelligible. Tu le commentes.

Georges : Si tu es obligé de lire tout l'article pour trouver deux phrases intéressantes, laisse tomber !

Fabien : Le journaliste, il chope ça auprès des services de l'Assemblée, je n'en sais rien... [Confusion] Tu m'étonnes que les gens se désintéressaient de la politique !

Thibaut : À l'époque, ils s'y intéressaient peut-être plus qu'aujourd'hui.

Fabien : Ah mais bien sûr ! Mais à force de lire ça !

Hugues : Dans un monde où la télévision s'est mise à exister...

Fabien : Voilà. Quand tu n'avais pas le choix et que tu étais obligé de lire ça, mais après, c'était plus marrant de voir Marchais qui disait : "Taisez-vous Elkabbach !". (...) Mais ça, ce n'est pas un travail de journalistes.

Thibaut : Ça ne répond pas aux règles du journalisme : tu n'as pas de chutes, tu n'as pas d'accroche...

Hugues : Oui, nous, on nous dit tout le temps : "Ayez un angle. Vous ne pourrez pas tout traiter, ayez un angle !"

Thibaut : C'est très *Journal officiel*...

Fabien : C'est signé quand même.

Hugues : Ça nous fait halluciner surtout que ça existe encore en 1970. (...)

Thibaut : Aujourd'hui, le budget du développement industriel et scientifique, quand c'est développé, ça ne dépasse pas deux lignes. Ce n'est pas forcément normal non plus... Le problème, il est plus sur la forme que sur le fond...

Question : Pourquoi il disparaît le budget ?

Fabien : Parce que c'est quelque chose d'illisible.

Thibaut : Ce n'est pas illisible ! Tu prends n'importe quel sujet, tu peux le présenter de manière bandante. Il faut le vouloir. N'importe quel sujet ! (...)

Georges : Non, mais même aujourd'hui, à chaque fois qu'on vote le budget, le problème est de savoir qui va l'adopter, qui va faire pression pour ne pas l'adopter...

Hugues : Quels sont les points qui font problèmes... Et là, ils traitent tout, même ce qui n'assure pas de problème dans la majorité...

Fabien : Mais oui, effectivement, ceux qui lisaient ça avaient une grande culture politique.

Georges : Ouais, voilà. Ce n'est pas du journalisme. Même dans le titre, il n'y a pas d'informations à part le truc du budget. (...)

Thibaut : Mais c'est clair qu'aujourd'hui, tu ne peux pas te permettre de faire ça.

Annexes n°4. Recensement des quotidiens nationaux ayant disparu depuis 1945

QUOTIDIEN	CARACTERISTIQUES	CREATION	FIN
<i>Le Méridien</i>	Alliance démocratique	21/08/1945	01/12/1945
<i>Belgique</i>	Information – devient <i>Paris-Mondial</i> le 16/01/1945	29/08/1944	31/12/1945
<i>Les Nouvelles du matin</i>	Modéré	01/02/1945	02/01/1946
<i>Patrie</i>	Information	01/01/1944	07/02/1946
<i>Midi-Paris – Le National</i>	Information	24/10/1945	01/05/1946
<i>La Nation</i>	Alliance républicaine	1924 (24/04/1945)	01/06/1946
<i>Le Messenger</i>	Gauche – Devient <i>Le Messenger Télé Soir</i> (26/12/1945)	18/10/1945	03/06/1946
<i>Courrier de Paris</i>	PRL	18/09/1945	20/06/1946
<i>La Voix de Paris</i>	Radical Socialiste	30/06/1945	01/07/1946
<i>L'Homme libre</i>	Information – Devient <i>Libres</i> (09/10/1944) – Devient <i>Soir Express Libres</i> (29/12/1945)	1943	26/07/1946
<i>Cité-Soir</i>	UDSR	19/06/1945	02/10/1946
<i>Front national</i>	Mouvement Front national	1943	16/11/1946
<i>Résistance</i>	Mouvement Résistance	1942	11/12/1946 (fusion avec <i>Paris-Matin</i>)
<i>L'étoile du Soir</i>	Gaulliste	01/11/1945	14/02/1947
<i>Libre Soir</i>	????	09/09/1944	12/04/1947
<i>Libération Soir</i>	SFIO	12/09/1944	13/04/1947
<i>Dépêche de Paris</i>	Radical-socialiste	28/02/1945	09/05/1947
<i>Le Pays</i>	MRP	24/04/1945	31/03/1948 (fusion avec <i>Ce Matin</i>)
<i>France-Libre</i>	Mouvement « Ceux de la Libération » puis RGR	1943	05/07/1948 (fusion avec <i>L'Aurore</i>)
<i>L'Ordre</i>	Droite	1929 (01/02/1945)	09/07/1948 (devient hebdo.)
<i>L'Intransigeant</i>	Modéré	1880 (13/05/1947)	30/09/1948 (fusion avec <i>Paris Presse</i>)
<i>L'époque</i>	Droite	1937 (03/05/1945)	18/11/1950
<i>L'Aube</i>	MRP	1932 (23/08/1944)	20/10/1951
<i>Ce Soir</i>	PCF	1937 (22/08/1944)	02/03/1953
<i>Paris-Matin</i>	MRP – Devient <i>Ce Matin</i> (11/12/1946) – Devient <i>Ce Matin Le Pays</i> (01/04/1948)	02/10/1945	09/03/1953 (fusion avec <i>L'Aurore</i>)

<i>Le Temps de Paris</i>	Information ⁹⁷⁵	18/04/1956	04/07/1956
<i>Les Débats de ce temps</i>	Information	11/04/1957	24/05/1957
<i>Midi-Cinq</i>	Information	24/06/1957	02/08/1957
<i>Paris-Matin</i>	Quotidien populaire créée par Robert Hersant	08/01/1964	18/02/1964
<i>Libération</i>	Quotidien du mouvement résistant « Libération », plus ou moins contrôlé par le PCF	1941	1964
<i>24 Heures</i>	Quotidien populaire lancé par Marcel Dassault	05/10/1965	11/09/1966
<i>Populaire de Paris</i>	Organe de la SFIO – hebdomadaire en mars 1966	1916	06/03/1966
<i>Paris-Presse</i>	Quotidien populaire racheté par <i>France-Soir</i> en 1965	14/11/1944	30/06/1970
<i>Paris-Jour</i>	Succède à <i>Paris Journal</i> , héritier de <i>Franc-Tireur</i> .	23/09/1959	27/01/1972
<i>La Nation</i>	Quotidien de l'UNR – hebdomadaire en août 1974.	1963	08/1974
<i>Combat</i>	Quotidien du mouvement résistant « Combat », racheté par Henri Smadja en 1946	1941	30/08/1974
<i>L'Imprévu</i>	Quotidien dirigé par Michel Butel et B.H. Lévy	27/01/1975	08/02/1975
<i>La Tribune de Paris</i>	Quotidien d'information de « droite »	31/01/1977	11/02/1977
<i>J'Informe</i>	Quotidien d'information sur le modèle du <i>Monde</i>	20/09/1977	15/12/1977
<i>Rouge</i>	Organe de la LCR – hebdomadaire en janvier 1979	01/03/1976	31/01/1979
<i>Humanité rouge</i>	Organe du Parti communiste marxiste-léniniste	1975	12/1979
<i>Le Quotidien du Peuple</i>	Organe central du Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste	29/09/1975	10/04/1980
<i>L'Aurore</i>	Quotidien résistant, de tendance radicale-socialiste, racheté par la Socpresse (groupe Hersant) en 1978	Octobre 1942	1979-81
<i>Combat socialiste</i>	Organe du Parti socialiste	25/02/1981	10/07/1981
<i>La Truffe</i>	Quotidien lancé par Jean Schalit	23/05/1991	Fin mai 1991
<i>Infomatin</i>	Quotidien d'information lancé par André Rousselet	10/01/1994	08/01/1996
<i>Le Quotidien de Paris</i>	Quotidien dirigé par Philippe Tesson, financé par <i>Le Quotidien du médecin</i> (interrompu entre le 28 juin 1978 et le 29 novembre 1979)	04/04/1974	14/11/1996
<i>Le Quotidien de la République</i>	Quotidien lancé par Henri Emmanuelli (Parti socialiste)	17/11/1998	28/11/1998

⁹⁷⁵ Ce journal fut créé à l'initiative d'Antoine Pinay afin de concurrencer *Le Monde* auprès des élites politiques et économiques tout en défendant des positions atlantistes et colonialistes (cf. JEANNENEY Jean-Noël, « *Le Temps de Paris*, histoire d'un fiasco », *L'Histoire*, n°4, 1978, pp. 41-50).

BIBLIOGRAPHIE GENERALE

1. Livres, mémoires, thèses, rapports

- ALBERT Pierre (dir.), *La Presse française*, Paris : La Documentation française, 1^{ère} éd. 1978, 2004, 207 p.
- ANDERSON Benedict, *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (1983), trad., Paris, La Découverte, 1996, 216 p.
- ANSART Pierre, *La Gestion des passions politiques*, Lausanne : L'Age d'Homme, 1983, coll. « Pratiques des sciences de l'homme », 203 p.
- APTER David, *Pour l'Etat, contre l'Etat* (1965-87), trad., Paris : Economica, 1988, coll. « Politique comparée », 287 p.
- ARBELLOT Simon, *Journaliste !*, Paris : La Colombe, 1954, 112 p.
- AVENEL Henri, *La Presse française au Vingtième siècle*, Paris : Flammarion, 1901, 631 p.
- AWAD Gloria, *Du Sensationnel. Place de l'événementiel dans le journalisme de masse*, Paris : L'Harmattan, 1995, coll. « Logiques sociales », 277 p.
- BAILEY Frederik G., *Les Règles du jeu politique* (1970), trad., Paris : PUF, 1971, coll. « Bibliothèque de sociologie contemporaine », 254 p.
- BALANDIER Georges, *Le Pouvoir sur scènes*, Paris : Balland, 1980, coll. « Le commerce des idées », 188 p.
- BALZAC Honoré de, *Monographie de la presse parisienne* (1842), Paris : Mille et une Nuit, 2003, 118 p.
- BAUTIER Roger, CAZENAVE Elisabeth, *Les Origines d'une conception moderne de la communication. Gouverner l'opinion au XIX^e siècle*, Grenoble : PUG, 2000, coll. « La communication en plus », 143 p.
- BECKER Howard S., *Outsiders. Études de sociologie de la déviance* (1963), trad., Paris : Métailié, 1963, coll. « Observations », 248 p.
- BERGER Françoise, *Journaux intimes. Les aventures tragi-comiques de la presse sous François Mitterrand*, Paris : Robert Laffont, 1992, coll. « Notre époque », 438 p.
- BERGER Peter, LUCKMANN Thomas, *La Construction sociale de la réalité* (1967), trad., Paris : Méridien Klingskeit, 1986, 257 p.
- BERNARD Nicolas, *Qu'apprend-on à l'Ecole supérieure de journalisme de Lille*, mémoire de master 1 en Science politique sous la direction de Nicolas Kaciaf, 2005, 54 p.
- BILLY André, PIOT Jean, *Le Monde des journaux. Tableau de la presse française contemporaine*, Paris : Les Editions G. Crès et Cie, 1924, coll. « Le monde de... », 243 p.
- BIRENBAUM Guy, *Nos délits d'initiés. Mes soupçons de citoyen*, Paris : Stock, 2003, 200 p.

- BIRNBAUM Pierre, *Les Sommets de l'Etat. Essai sur l'élite du pouvoir en France*, Paris : Le Seuil, 1977, coll. « Points », 194 p.
- BIRNBAUM Pierre, *La Fin du politique* (1975), Paris : Le Seuil, 1979, coll. « Sociologie politique », 287 p.
- BLONDIAUX Loïc, *La Fabrique de l'opinion. Une histoire sociale des sondages*, Paris : Le Seuil, 1998, coll. « Science Politique », 602 p.
- BLUMER Jay G. (ed.), *Television and the Public Interest*, London : Sage, 1992, 242 p.
- BLUMER Jay G., GUREVITCH Michael, *The Crisis of Public Communication*, London : Routledge, 1995, 237 p.
- BOLTANSKI Luc, *Les Cadres. La formation d'un groupe social*, Paris : Minuit, 1982, coll. « Le sens commun », 523 p.
- BOLTANSKI Luc, *L'Amour et la justice comme compétence*, Paris : Métailié, 1990, coll. « Leçons de choses », 382 p.
- BOLTANSKI Luc, CHIAPELLO Ève, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris : Gallimard, 1999, coll. « Nrf Essais », 843 p.
- BOORSTIN Daniel, *The Image : a Guide to Pseudo-Events in America*, New York : Atheneum, 1971, 319 p.
- BOUIN Emilie, ERNOULT Marie, GUERRE Marie, WARWICK Marine, *Enjeux et particularisme du journalisme politique au féminin*, dossier de maîtrise de science politique, Université Versailles – Saint-Quentin, 2004, 173 p.
- BOURDIEU Pierre, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*, Paris : Fayard, 1982, 244 p.
- BOURDIEU Pierre, *Homo academicus*, Paris : Minuit, 1984, coll. « Le sens commun », 304 p.
- BOURDIEU Pierre, *Sur la Télévision*, Paris : Raisons d'agir, 1996, 95 p.
- BOURDON Jérôme, *Haute Fidélité. Pouvoir et télévision, 1935-1994*, Paris : Le Seuil, 1994, coll. « L'épreuve des faits », 378 p.
- BRAUD Philippe, *Le Suffrage universel contre la démocratie*, Paris : PUF, 1980, 246 p.
- BRAUD Philippe, *Le Jardin des délices démocratiques. Pour une lecture psychoaffective des régimes pluralistes*, Paris : Presses de la FNSP, 1991, 250 p.
- BRAUD Philippe, *L'Emotion en politique. Problèmes d'analyse*, Paris : Presses de la FNSP, 1996, coll. « Références inédites », 257 p.
- BRAUD Philippe, *Sociologie politique*, Paris : LGDJ, 2004 (7^e éd.), coll. « Manuels », 710 p.
- BRISSON Pierre, *Vingt Ans de Figaro. 1938-1958*, Paris : Gallimard, 1959, 273 p.
- BRISSON Jean-François, *Fils de quelqu'un. Le souvenir de Pierre Brisson et les « trente glorieuses » du Figaro*, Paris : Editions de Fallois, 1990, 299 p.
- BRUNE François, *Les Médias pensent comme moi ! Fragments du discours anonyme*, Paris, L'Harmattan, 1993, 175 p.
- BRUNOIS Richard, *Le Figaro face aux problèmes de la presse quotidienne*, Paris : PUF, 1973, 222 p.

- BRUSINI Hervé, JAMES Claude, *Voir la Vérité. Le journalisme de télévision*, Paris : PUF, 1982, coll. « Recherches politiques », 194 p.
- CALVET Henri, *La Presse contemporaine*, Paris : Nathan, 1958, coll. « L'activité contemporaine », 366 p.
- CAPPELLA Joseph N., JAMIESON Kathleen H., *Spiral of Cynicism : the Press and the Public Good*, New York : Oxford University Press, 1997, 325 p.
- CARREL André, *L'Huma*, Paris : Messidor – L'Humanité, 1989, 176 p.
- CARTON Daniel, « *Bien entendu... c'est off* ». *Ce que les journalistes politiques ne vous racontent jamais*, Paris : Albin Michel, 2003, 200 p.
- CASTEL Robert, *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris : Fayard, 1995, coll. « L'espace du politique », 490 p.
- CASTEL Robert, *L'Insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?*, Paris : Le Seuil, 2003, coll. « La République des idées », 95 p.
- CHALABY Jean K., *The de Gaulle Presidency and the Media. Statism and Public Communications*, London: Palgrave Mac Millan, 2002, coll. « French Politics, Society and Culture », 248 p.
- CHAMPAGNE Patrick, *Faire l'opinion. Le nouveau jeu politique*, Paris : Minuit, 1990, coll. « Le sens commun », 314 p.
- CHAPSAL Jacques, *La Vie politique en France de 1940 à 1958*, Paris : PUF, 1984, coll. « Thémis », 518 p.
- CHARAUDEAU Patrick, *Le Discours d'information médiatique. La construction du miroir social*, Paris : INA – Nathan, 1997, coll. « Médias – recherches », 286 p.
- CHARDON Jean-Marc et LENSEL Denis (dir.), *La Pensée unique. Le vrai procès*, Paris : Economica, 1998, 265 p.
- CHARON Jean-Marie, *La Presse en France de 1945 à nos jours*, Paris : Le Seuil, 1991, coll. « Points », 416 p.
- CHARON Jean-Marie, FURET Claude, *Un Secret si bien violé. La loi, le juge et le journaliste*, Paris : Le Seuil, 2000, coll. « L'épreuve des faits », 239 p.
- CHARRON Jean, *La Production de l'actualité. Une analyse stratégique des relations entre la presse parlementaire et les autorités politiques*, Québec : Boréal, 1994, 446 p.
- CHARTIER Roger, *Les Origines culturelles de la Révolution française*, Paris : Le Seuil, 1990, coll. « L'univers historique », 244 p.
- CHATELAIN Albert, *le Monde et ses lecteurs sous la IV^e République*, Paris : Armand Colin, 1962, coll. « Kiosque », 280 p.
- CHEMIN Ariane, *La Promo Sciences-Po 1986*, Paris : Stock, 2004, 151 p.
- CHEVALLIER Yves, *L'« Expert » à la télévision. Traditions électives et légitimité médiatique*, Paris : CNRS Editions, 1999, coll. « CNRS Communication », 135 p.
- COHEN Philippe, PEAN Pierre, *La Face cachée du Monde. Du contre-pouvoir aux abus de pouvoir*, Paris : Mille et une Nuits, 2003, coll. « Documents », 631 p.

- COLLOVALD Annie, *Jacques Chirac et le gaullisme. Biographie d'un héritier à histoires*, Paris : Belin, 1999, coll. « Socio-histoires », 320 p.
- COMSTOCK George A., *The Evolution of American Television*, Newbury Park : Sage, 1989, 312 p.
- COOK Timothy E., *Governing with the News. The News Media as a Political Institution*, Chicago : The University of Chicago Press, 1998, coll. « Studies in Communication, Media and Public Opinion », 289 p.
- CORI Nicolas, *L'influence du sondage sur les pratiques journalistiques. L'exemple de la campagne présidentielle de 1995*, Mémoire de DEA sous la direction de Jean Charlot et Roland Cayrol, IEP de Paris, 1997, 153 p.
- COURRIERE Yves, *Pierre Lazareff ou le vagabond de l'actualité*, Paris : Gallimard, 1995, 810 p.
- DANIEL Jean, *Le Temps qui reste. Essai d'autobiographie professionnelle* (1973), Paris : Le Livre de poche, 1974, 315 p.
- DANIEL Jean, *L'Ere des ruptures*, Paris : Le Livre de poche, 1979, 415 p.
- DEBRAY Régis, *Le Pouvoir intellectuel en France*, Paris : Ramsay, 1979, 282 p.
- DEBRAY Régis, *L'Emprise*, Paris : Gallimard, 2000, coll. « Le débat », 140 p.
- DELPORTE Christian, *Les Journalistes en France, 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris : Le Seuil, 1999, coll. « XX^e siècle », 454 p.
- DEMAZIERE Didier, DUBAR Claude, *Analyser les entretiens biographiques L'exemple des récits d'insertion*, Paris : Nathan, 1997, coll. « Essais et recherches », 350 p.
- DENOYER Pierre, *La Presse contemporaine. Cours à l'IEP Paris*, Paris : Centre de documentation universitaire, 1948, 124 p.
- DESROSIERES Alain, *La Politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris : La Découverte, 1993, coll. « Textes à l'appui », 438 p.
- DEVILLARD Valérie, LAFOSSE Marie-Françoise, LETEINTURIER Christine, RIEFFEL Rémy, *Les Journalistes français à l'aube de l'an 2000. Profils et parcours*, Paris : Editions Panthéon – Assas, 2001, 182 p.
- DONNAT Olivier (dir.), *Les Pratiques culturelles des Français. Enquête 1997*, Paris : La Documentation française, 1998, 359 p.
- DUBAR Claude, TRIPER Pierre, *Sociologie des professions*, Paris : Armand Colin, 1998, coll. « U – Sociologie », 256 p.
- DUBIEF Eugène, *Le Journalisme*, Paris : Hachette, 1892, coll. « Bibliothèque des Merveilles », 315 p.
- DUCROT Oswald, *Le Dire et le dit*, Paris : Minuit, 1984, coll. « Propositions », 239 p.
- DULONG Delphine, *Moderniser la politique. Aux origines de la V^e République*, Paris : L'Harmattan, 1998, coll. « Logiques politiques », 296 p.
- EDELMAN Murray, *Pièces et règles du jeu politique* (1988), trad., Paris : Le Seuil, 1991, coll. « La couleur des idées », 252 p.

- ELGEY Georgette, *Histoire de la IVe République. 1. La République des illusions, 1945-1951* (1965), Paris : Fayard, 1993, 559 p.
- ELGEY Georgette, *Histoire de la IVe République. 2. La République des contradictions, 1951-1954* (1968), Paris : Fayard, 1993, 655 p.
- ELIAS Norbert, *La Société de cour* (1969), trad., Paris : Calmann-Lévy, 1974, 323 p.
- ELIAS Norbert, « Les transformations de l'équilibre "nous-je" » (1987), trad., in *La Société des Individus*, Paris : Fayard, 1991, pp. 205-301
- ESQUENAZY Jean-Pierre, *Télévision et Démocratie. Le politique à la télévision française (1958-1990)*, Paris : PUF, 1999, coll. « La politique éclatée », 387 p.
- ESQUENAZY Jean-Pierre, *L'écriture de l'actualité. Pour une sociologie du discours journalistique*, Grenoble : PUG, 2002, coll. « La communication en plus », 183 p.
- ESTIER Claude, *La Gauche hebdomadaire (1914-1962)*, Paris : Armand Colin, 1962, coll. « Kiosque », 288 p.
- ESTIER Claude, *La Plume au poing*, Paris : Stock, 1977, coll. « Les grands journalistes », 365 p.
- EVENO Patrick, *Le Monde. Histoire d'une entreprise de presse, 1944-1995*, Paris : Le Monde Editions, 1997, coll. « Mémoire d'entreprises », 540 p.
- EVENO Patrick, *Le Journal Le Monde. Une histoire d'indépendance*, Paris : Odile Jacob, 2001, 295 p.
- EVENO Patrick, *Histoire du journal Le Monde, 1944-2004*, Paris : Albin Michel, 2004, coll. « Bibliothèque Albin Michel Histoire », 715 p.
- FERENCZI, *L'Invention du journalisme en France. Naissance de la presse moderne à la fin du XIXe siècle*, Paris : Plon, 1993, 277 p.
- FERNIOT Jean, *Je Recommencerais bien. Mémoires*, Paris : Grasset, 1991, 416 p.
- FERON Bernard, *Feu la presse libre ?*, Paris : Les éditions du Témoignage Chrétien, 1955, coll. « Bibliothèque de l'homme d'action », 127 p.
- FINLEY Moses, *Démocratie antique et démocratie moderne* (1972), trad., Paris : Payot, 1976, coll. « Petite bibliothèque », 182 p.
- FISHMAN Mark, *Manufacturing the News*, Austin : University of Texas Press, 1980, 180 p.
- FOUCAULT Michel, *L'Archéologie du savoir*, Paris : Gallimard, 1969, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 285 p.
- FOUCAULT Michel, *Sécurité, territoire et population. Cours au Collège de France. 1977-1978*, Paris : Gallimard – Le Seuil, 2004, coll. « Hautes études », 435 p.
- FRANÇOIS Bastien, *Le Régime politique de la Ve République*, Paris : La Découverte, 1998, coll. « Repères », 120 p.
- GABRIEL-ROBINET Louis, *Je Suis Journaliste* (1961), Paris : La Télédition, 1975, 135 p.
- GAILLARD Philippe, *Technique du journalisme*, Paris : PUF, 1971, coll. « Que sais-je ? », 128 p.
- GAÏTI Brigitte, *De Gaulle, prophète de la V^e République (1946-1962)*, Paris : Presses de la FNSP, 1998, 372 p.

- GANS Herbert, *Deciding What's News. A Study of CBS Evening News, NBC Nightly News, Newsweek and Time*, New York : First Vintage Books Editions, 1980, 374 p.
- GARRIGOU Alain, *Les Elites contre la République : Sciences-Po et l'ENA*, Paris : La Découverte, 2001, coll. « Cahiers libres », 241 p.
- GAXIE Daniel, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris : Le Seuil, 1978, coll. « Sociologie politique », 265 p.
- GAXIE Daniel, *La Démocratie représentative*, Paris : Montchrestien, 1996, coll. « Clefs », 160 p.
- GIDDENS Antony, *La Constitution de la société* (1984), trad., Paris : PUF, 1987, coll. « Sociologies », 474 p.
- GOMBAULT Charles, *Un Journal, une aventure. Des relations avec le pouvoir ici et ailleurs*, Paris : Gallimard, 1982, 211 p.
- GUILLAUMA Yves, *La Presse en France*, Paris : La Découverte, 1990, coll. « Repères », 128 p.
- GUILLAUMA Yves, *Presse et pouvoir de 1944 à 1958. Contribution à l'histoire de la presse sous la IVe République*, Thèse pour le doctorat en sciences de l'information sous la direction de Pierre Albert, Université Paris II, 1993, 796 p.
- GUILLAUMA Yves, *La Presse politique et d'information générale de 1944 à 1958. Inventaire des titres*, rapport dactylographié, 1995, 620 p.
- GUISNEL Jean, *Libération. La biographie*, Paris : La Découverte, 1999, coll. « Enquêtes », 349 p.
- HABERMAS Jürgen, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise* (1962), trad., Paris : Payot, 1993, 322 p.
- HAGEGE Claude, *L'Homme de paroles. Contribution linguistique aux sciences humaines* (1985), 2e éd., Paris : Fayard, 1996, coll. « Le temps des sciences », 316 p.
- HALIMI Serge, *Les Nouveaux Chiens de garde*, Paris : Raisons d'agir, 1997, coll. « Liber, 111 p.
- HAMELET Michel D., *Un Prolétaire au Figaro. De Pierre Brisson à Robert Hersant*, Paris : Grasset, 1987, 407 p.
- HAYE Yves de la, *Journalisme, mode d'emploi. Des manières d'écrire l'actualité*, Grenoble : ELLUG / La Pensée sauvage, 1985, coll. « Médias Discours », 216 p.
- HEURTIN Jean-Philippe, *L'Espace public parlementaire. Essai sur les raisons du législateur*, Paris : PUF, 1999, coll. « Droits, éthique, société », 281 p.
- HIRSCHMAN Albert O., *Bonheur privé, action publique* (1982), trad., Paris : Fayard, 1995, coll. « L'espace du politique », 255 p.
- HUSSON Didier et ROBERT Olivier, *Profession journaliste. Sources d'information, typologie d'articles, styles d'écriture, éthique...100 conseils pratiques*, Paris : Eyrolles, 1991, coll. « Communication », 167 p.
- Institut Charles de Gaulle, *De Gaulle et les médias*, Paris : Plon – Fondation Charles de Gaulle, 1994, coll. « Espoir », 357 p.

- Institut français de presse (IFP), *Tirage des journaux sous la IV^e République (Août 1944-Juin 1958)*, Paris : Cahiers de l'Institut français de presse, non daté, 89 p.
- Institut Français de Presse (IFP), *Les Journalistes français en 1990. Radiographie d'une profession*, Paris : La Documentation française, 1992, 140 p.
- IYENGAR Shanto, *Is Anyone Responsible ? How Television Frames Political Issues*, Chicago : The University of Chicago Press, 1991, 195 p.
- JAMET Claude, *Les Défis de L'Express*, Paris : Les Editions du Cerf, 1981, coll. « Attention », 168 p.
- JUHEM Philippe, *SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation « apolitique ». Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981*, thèse pour le doctorat de Science politique sous la direction de Bernard Lacroix, Université Paris X, 1998, 794 p.
- KACIAF Nicolas, *Le Journal télévisé de Jean-Pierre Pernaut : un imaginaire conservateur*, mémoire de maîtrise de Science politique sous la direction de Philippe Braud, Université Paris I, 1999, 143 p.
- KACIAF Nicolas, *Le Mandarin et le moraliste. Les rôles de l'éditorialiste dans le journalisme contemporain*, mémoire de DEA de Sociologie politique sous la direction de Philippe Braud, Université Paris I, 2000, 198 p.
- KAUFMANN, *Corps de femmes, regards d'hommes. Sociologie des seins nus (1995)*, Paris : Pocket, 1998, 295 p.
- KAYSER Jacques, *Le Quotidien français*, Paris : Armand Colin, 1963, coll. « Cahiers de la FNSP », n°122, 167 p.
- KIMMEL Adolf, *L'Assemblée nationale sous la Cinquième République*, Paris : Presses de la FNSP, 1991, 394 p.
- KUHN Raymond, *The Media in France*, London : Routledge, 1995, 284 p.
- LABROSSE Claude, RETAT Pierre, *Naissance du journal révolutionnaire. 1789*, Lyon : PUL, 1989, 320 p.
- LAHIRE Bernard, *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris : Nathan, 1998, coll. « Essais et recherches », 271 p.
- LE BART Christian, *La Rhétorique du maire entrepreneur*, Bordeaux : Pédone, 1992, coll. « Vie locale » n°13, 200 p.
- LE BART Christian, *Le Discours politique*, Paris : PUF, 1998, coll. « Que sais-je ? », 127 p.
- LE BOHEC Jacques, *Les Rapports presse – politique. Mise au point d'une typologie "idéale"*, Paris : L'Harmattan, 1997, coll. « Logiques sociales », 254 p.
- LE BOHEC Jacques, *Les Mythes professionnels du journalisme. L'état des lieux en France*, Paris : L'Harmattan, 2000, coll. « Communication et civilisation », 395 p.
- LE FLOCH Patrick, SONNAC Nathalie, *Economie de la presse*, Paris : La Découverte, 2000, coll. « Repères », 122 p.
- LE GRIGNOU Brigitte, *Du Côté du public. Usages et réceptions de la télévision*, Paris : Economica, 2003, coll. « Etudes politiques », 239 p.
- *Le Style du Monde*, Paris : Le Monde : 2002, 220 p.

- LECLERC Gérard, *La Société de communication. Une approche sociologique et critique*, Paris : PUF, 1999, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 223 p.
- LEGAVRE Jean-Baptiste, *Conseiller en communication politique. L'institutionnalisation d'un rôle*, thèse pour le doctorat de Science politique sous la direction de Philippe Braud, Université Paris I, 1993, 736 p.
- LEMIEUX Cyril, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*, Paris : Métailié, 2000, coll. « Leçons de choses », 467 p.
- LEVEQUE Sandrine, *Les Journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes : PUR, 2000, coll. « Res Publica », 234 p.
- LHERAULT Marie, *Le Vrai Journal décrypté. Chez Karl Zéro, l'info comme nulle part ailleurs ?*, Paris : Nouveau monde éditions, 2002, coll. « Culture / Médias », 209 p.
- LIMAGNE Pierre, *Journaliste sous trois Républiques*, Paris : Les Editions du Témoignage Chrétien, 1983, 176 p.
- MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris : Calmann-Lévy, 1995, coll. « Liberté de l'esprit », 319 p.
- MARCHETTI Dominique, *Contribution à une sociologie des transformations du champ journalistique dans les années 80 et 90. A propos d'« événements sida » et du « scandale du sang contaminé »*, thèse pour le doctorat de Sociologie sous la direction de Pierre Bourdieu, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1997, 704 p.
- MARIOT Nicolas, *Conquérir unanimement les cœurs. Usages politiques et scientifiques des rites : le cas du voyage présidentiel en province (1888-1998)*, Thèse pour le doctorat de Sciences sociales sous la direction de Michel Offerlé, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1999, 741 p.
- MARTIN Laurent, *Le Canard enchaîné ou les Fortunes de la vertu. Histoire d'un journal satirique. 1915-2000*, Paris : Flammarion, 2001, 725 p.
- MARTIN Marc, *Médias et journalistes de la République*, Paris : Odile Jacob, 1997, coll. « Histoire, hommes, entreprises », 495 p.
- MARTIN-LAGARDETTE Jean-Luc, *Guide de l'écriture journalistique. Écrire, informer, convaincre*, Paris : Syros, 1994, 207 p.
- MASURE Bruno, *La Télé rend fou... mais je me soigne*, Paris : Plon, 1987, 204 p.
- MENDRAS Henri, *La Seconde Révolution française. 1965-1984* (1988), Paris : Gallimard, 1994, coll. « Folio », 460 p.
- MERCIER Arnaud, *Le Journal télévisé. Politique de l'information et information politique*, Paris : Presses de la FNSP, 1996, 345 p.
- MERTON Robert, *Eléments de théorie et de méthode sociologique* (1957), trad., Paris : Plon, 1965, 514 p.
- MILLS C. Wright, *L'Imagination sociologique* (1959), trad., Paris : La Découverte, 1997, coll. « Poche », 228 p.
- MOTTIN Jean, *Histoire politique de la presse. 1944-49*, Paris : Editions "Bilans Hebdomadaires", 1949, 188 p.

- MOUCHON Jean, *La Politique sous l'influence des médias*, Paris : L'Harmattan, 1998, coll. « Communication et civilisation », 136 p.
- MOUILLAUD Maurice, TETU Jean-François, *Le Journal Quotidien*, Lyon : PUL, 1989, 204 p.
- MOURIQUAND Jacques, *L'Écriture journalistique*, Paris : PUF, 1997, coll. « Que sais-je ? », 127 p.
- MUXEL Anne, *L'Expérience politique des jeunes*, Paris : Presses de la FNSP, 2001, 190 p.
- NEGRINE Ralph, *The Communications of Politics*, London : Sage, 1996, 192 p.
- NEVEU Erik, *Une Société de communication ?*, Paris : Montchrestien, 1997, coll. « Clefs Politiques », 158 p.
- NEVEU Erik, *Sociologie du journalisme*, Paris : La Découverte, 2001, coll. « Repères », 123 p.
- NICK Christophe, PEAN Pierre, *TF1, un pouvoir*, Paris : Le Seuil, 1997, 695 p.
- OFFERLE Michel, *Les Partis politiques*, Paris : PUF, 1987, coll. « Que sais-je ? », 128 p.
- PADIOLEAU Jean-Gustave, « *Le Monde* » et le « *Washington Post* ». *Précepteurs et mousquetaires*, Paris : PUF, 1985, coll. « Sociologies », 372 p.
- PALMER Michael B., *Des Petits journaux aux grandes agences. Naissance du journalisme moderne (1863-1914)*, Paris : Aubier, 1983, coll. « Collection historique », 350 p.
- PASSERON Jean-Claude, *Le Raisonnement sociologique. L'espace non-popperrien du raisonnement naturel*, Paris : Nathan, 1991, coll. « Essais et recherches », 408 p.
- PATTERSON Thomas E., *Out of Order*, New York : Knopf, 1993, 301 p.
- PEAN Pierre, COHEN Philippe, *La Face cachée du Monde. Du contre-pouvoir aux abus de pouvoir*, Paris : Mille et une nuit, 2003, coll. « Document », 634 p.
- PERCHERON Annick, REMOND René (dir.), *Âge et politique*, Paris : Economica, 1991, coll. « La vie politique », 269 p.
- PERIER-DAVILLE Denis, *Main basse sur Le Figaro*, Paris : Tema Editions, 1976, coll. « Crise », 213 p.
- PERRIER Jean-Claude, *Le Roman vrai de Libération*, Paris : Julliard, 1994, 476 p.
- PIERRE-BROSSOLETTE Sylvie, *Paroles de Présidents : carnets secrets*, Paris : Plon, 1996, 354 p.
- PINTO Louis, *L'Intelligence en action* : Le Nouvel Observateur, Paris : Métailié, 1984, 275 p.
- QUERE Louis, *Des Miroirs équivoques. Aux origines de la communication moderne*, Paris : Aubier, 1982, coll. « Babel », 215 p.
- RICOEUR Paul, *Temps et récit. 1. L'intrigue et le récit historique* (1983), Paris : Le Seuil, 1991, coll. « Points essais », 406 p.
- RICOEUR Paul, *Temps et récit. 2. La configuration dans le récit de fiction* (1984), Paris : Le Seuil, 1991, coll. « Points essais », 300 p.
- RIEFFEL Rémy, *L'Elite des journalistes. Les hérauts de l'information*, Paris : PUF, 1984, coll. « Sociologie d'aujourd'hui », 220 p.

- RIEFFEL Rémy, *La Tribu des clercs. Les intellectuels sous la V^e République*, Paris : Calmann-Lévy – CNRS, 1993, coll. « Liberté de l'esprit », 692 p.
- ROLLAT Alain, *Ma Part du Monde. Vingt-cinq ans de liberté d'expression*, Paris : Les Editions de Paris, 2003, coll. « Essais et documents », 141 p.
- ROSANVALLON Pierre, *Le Sacre du citoyen. Histoire du suffrage universel en France*, Paris : Gallimard, 1992, coll. « Bibliothèque des histoires », 490 p.
- ROSANVALLON Pierre, *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Paris : Gallimard, 1998, coll. « Bibliothèque des histoires », 379 p.
- ROSSI-LANDI Guy, *Les Journalistes politiques*, Paris : Flammarion, 1969, coll. « Le procès des juges », 233 p.
- ROUSSELIER Nicolas, *Le Parlement de l'éloquence. La souveraineté de la délibération au lendemain de la Grande Guerre*, Paris : Presses de la FNSP, 1997, 298 p.
- RUELLAN Denis, *Le Professionnalisme du « flou ». Identité et savoir-faire des journalistes français*, Grenoble : PUG, 1993, coll. « Médias et société », 240 p.
- RUELLAN Denis, *Les « Pros » du journalisme. De l'état au statut, la construction d'un espace professionnel*, Rennes : PUR, 1997, coll. « Res Publica », 170 p.
- RUFFIN François, *Les Petits Soldats du journalisme*, Paris : Les Arènes, 2003, 275 p.
- SAMUELSON François-Marie, *Il était une fois Libération*, Paris : Le Seuil, 1979, 315 p.
- SCHUDSON Michael, *Discovering the News. A Social History of American Newspapers*, New York : Basic Books, 1978, 228 p.
- SCHUDSON Michael, *The Power of the News*, Cambridge : Harvard University Press, 1995, 269 p.
- SCHWEITZER Sylvie, *Les Femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris : Odile Jacob, 2002, coll. « Histoire », 330 p.
- SIEGEL Maurice, *Vingt ans, ça suffit ! Dans les coulisses d'Europe 1*, Paris : Plon, 1975, 308 p.
- SIMEANT Johanna, *L'Elaboration des normes professionnelles : le cas d'une école de journalisme, le CFJ*, mémoire de DEA d'Etudes politiques sous la direction de Jean Leca, IEP de Paris, 1991, 144 p.
- SIMMEL Georg, *Secret et sociétés secrètes* (1908), trad., Paris : Circé, 1996, coll. « Circé poche », 119 p.
- SINGLY François de, *Sociologie de la famille contemporaine* (1993), Paris : Nathan, 2004, coll. « 128. Sociologie », 128 p.
- SIRACUSA Jacques, *Le JT, machine à décrire. Sociologie du travail des reporters à la télévision*, Bruxelles : INA – De Boeck Université, 2001, coll. « Médias Recherches – Etudes », 299 p.
- SIRITZKY Serge, ROTH Françoise, *Le Roman de L'Express. 1953-1978*, Paris : Atelier Marcel Julian, 1979, 551 p.
- SOULE Robert, *Pierre Lazareff et ses hommes*, Paris, Grasset, 1992, 415 p.

- TETART Philippe, *Histoire politique et culturelle de France Observateur. 1950-1964. Aux origines du Nouvel Observateur. 1. 1950-1957* Paris : L'Harmattan, 2000, coll. « Communication et civilisation », 252 p.
- TETART Philippe, *Histoire politique et culturelle de France Observateur. 1950-1964. Aux origines du Nouvel Observateur. 2. 1957-1964* Paris : L'Harmattan, 2000, coll. « Communication et civilisation », 249 p.
- THENARD Jean-Michel (dir.), *Histoire secrète de la dissolution*, Paris : Plon, 1997, 213 p.
- THOMPSON John B., *The Media and the Modernity. A Social Theory of the Media*, Cambridge : Polity Press, 1995, 315 p.
- TODOROV Tzvetan, *Les Genres du discours*, Paris : Le Seuil, 1978, coll. « Poétique », 320 p.
- TUCHMAN Gaye, *Making News. A Study in the Construction of Reality*, New York : The Free Press, 1978, 244 p.
- VIGNAL Cécile, *Ancrages et mobilités de salariés de l'industrie à l'épreuve de la délocalisation de l'emploi*, thèse pour le doctorat en Urbanisme, aménagement et politiques urbaines sous la direction de Fériat Drosso, Université Paris XII, 2003, 389 p. + annexes.
- WEBER Max, *Le Savant et le politique* (1919), trad., Paris : Editions 10/18, 1998, 223 p.
- WEBER Max, *Economie et société. 1. Les catégories de la sociologie* (1921), trad., Paris : Pocket, 1995, coll. « Agora », 411 p.
- WIEVIORKA Olivier, *Une Certaine Idée de la Résistance. Défense de la France, 1940-49*, Paris : Le Seuil, 1995, coll. « L'Univers historique », 487 p.
- WILLIAMS Philip, *La Vie politique sous la IVe République*, Armand Colin, 1971, coll. « Analyse politique », 866 p.

2. Articles et chapitres d'ouvrages collectifs

- AZEMA Jean-Pierre, BOUSSARD Isabel, CHICHE Jean, « Affrontements au Palais-Bourbon. Analyse des scrutins parlementaires », in BEDARIDA François, RIOUX Jean-Pierre (dir.), *Pierre Mendès-France et le mendésisme. L'expérience gouvernementale (1954-55) et sa postérité*, Paris : Fayard, 1985, pp. 139-163.
- BALBASTRE Gilles, « Journal d'un JRI ou les sherpas de l'information », in ACCARDO Alain (dir.), *Journalistes au quotidien. Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques*, Bordeaux : Le Mascaret, 1995, pp. 63-187
- BALLE Francis, « Les grands quotidiens français sont-ils dépolitisés ? », *Annales E.S.C.*, vol. 23, n°2, 1968, pp. 296-334.
- BALLE Francis, « Médias et politique », in GRAWITZ Madeleine, LECA Jean (dir.), *Traité de science politique*, vol. III, Paris : PUF, 1985, pp. 574-601.
- BARTHES Roland, « L'effet de réel », *Communications*, n°11, 1968, pp. 84-89.
- BEAUD Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique» », *Politix*, n°35, 1996, pp. 226-257.

- BENNET Lance W., « An Introduction to Journalism Norms and Representations of Politics », *Political Communication*, vol. 13, n°4, 1996, pp. 373-384.
- BLONDIAUX Loïc, « Ce que les sondages font à l'opinion publique », *Politix*, n°37, 1997, pp. 117-136.
- BOLTANSKI Luc, BOURDIEU Pierre, « A armes égales : la parade de l'objectivité et l'imposition de problématique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°2-3, 1976, pp. 70-73.
- BONVILLE Jean de, « Proposition d'un modèle d'analyse du changement dans la pratique journalistique », in RIEFFEL Rémy, WATINE Thierry (dir.), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris : Editions Panthéon Assas, 2002, coll. « Information et communication », pp. 161-186.
- BOURDIEU Pierre, « L'emprise du journalisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1994, n°101, pp. 3-7.
- BOURDON Jérôme, « Brève histoire du pouvoir et de la télévision », *Pouvoirs*, n°51, 1989, pp. 5-15.
- BOURDON Jérôme, « Une identité professionnelle à éclipse », *Politix*, n°19, 1992, pp. 56-66.
- BRANTS Kees, « Who's afraid of Infotainment ? », *European Journal of Communication*, vol. 13, n°3, 1998, pp. 315-335.
- CALLON Michel, « Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année sociologique*, n°36, 1986, pp. 169-207.
- CARDON Dominique, « Comment se faire entendre ? Les prises de parole des auditeurs de RTL », *Politix*, n°35, 1995, pp. 146-147.
- CARDON Dominique, HEURTIN Jean-Philippe, « La critique en régime d'impuissance. Une lecture des indignations des auditeurs de France-Inter », in FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik (dir.), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes : Presses universitaire de Rennes, 1999, coll. « Res Publica », pp. 85-119.
- CARDON Dominique, HEURTIN Jean-Philippe, LEMIEUX Cyril, « Parler en public », *Politix*, n°21, 1995, pp. 5-19.
- CHAMBOREDON Hélène, PAVIS Fabienne, SURDEZ Muriel, WUILLEMEZ Laurent, « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique de l'entretien », *Genèses*, n°14, 1994, pp. 114-132.
- CHAMPAGNE Patrick, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°52-53, 1984, pp. 19-41.
- CHAMPAGNE Patrick, « Qui a gagné ? Analyse interne et analyse externe des débats politiques à la télévision », *Mots. Les langages du politique*, n°20, 1989, pp. 5-21.
- CHAMPAGNE Patrick, « La double dépendance. Quelques remarques sur les rapports entre les champs politiques, économiques et journalistiques », *Hermès*, n°17-18, 1995, pp. 215-229
- CHAMPAGNE Patrick, « Le médiateur entre deux Monde. Transformation du champ médiatique et gestion du capital journalistique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°131-132, 2000, pp. 8-29.

- CHAMPAGNE Patrick, MARCHETTI Dominique, « L'information médicale sous contrainte. A propos du "scandale du sang contaminé", *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 101, 1994, pp. 40-62.
- CHARON Jean-Marie, « Journalisme et sciences sociales. Proximités et malentendus », *Politix*, n°36, 1996, pp. 16-32.
- CHARON Jean-Marie, « La diffusion de la presse quotidienne en France », *Réseaux*, n°76, 1996, pp. 157-163.
- CHARON Jean-Marie, « La presse magazine. Un média à part entière ? », *Réseaux*, n°105, 2001, pp. 53-78.
- CHARRON Jean, « La reconnaissance sociale du pouvoir symbolique des journalistes. Une question de rhétorique », *Hermès*, n°16, 1995, pp. 229-240.
- CHARRON Jean, « Parler de soi en faisant parler les autres. Identité journalistique et discours rapporté », in RIEFFEL Rémy, WATINE Thierry (dir.), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris : Éditions Panthéon Assas, 2002, pp. 83-99.
- CHARRON Jean, De BONVILLE Jean, « Le paradigme du journalisme de communication : essai de définition », *Communication (Québec)*, vol. 17, n°2, 1996, pp. 50-97.
- COHEN Samy, « Enquêtes au sein d'un "milieu difficile" : les responsables de la politique étrangère et de défense », in COHEN Samy (dir.), *L'Art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999, pp. 17-49.
- COLLOVALD Annie, « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°73, 1988, pp. 29-40
- COLLOVALD Annie, « Le Bébête Show, idéologie journalistique et illusion critique », *Politix*, n°19, 1992, pp. 67-86.
- COLLOVALD Annie, NEVEU Erik, « Les "Guignols" ou la caricature en abîme », *Mots*, n°48, 1996, pp. 87-112.
- COOK Timothy E., « Afterword: Political Values and Production Values », *Political Communication*, vol. 13, n°4, 1996, pp. 469-481.
- CORNU Gérard, « La mise en scène télévisée du politique, un modèle précontraint ? », *Raison présente*, n°61, 1982, pp. 27-37
- DARRAS Éric, « Un paysan à la télévision. Nouvelles mises en scène du politique », *Réseaux*, n°63, 1994, pp. 75-100.
- DARRAS Éric, « Le pouvoir "médiocratique" ? Les logiques du recrutement des invités politiques à la télévision », *Politix*, n°30, 1995, pp. 183-198.
- DARRAS Éric, « Les bienséances de l'échange politique. Naissance d'une tribune politique télévisuelle », *Politix*, n°37, 1997, pp. 9-37.
- DE VREESE Claes H., PETER Jochen, SEMETKO Holli A., « Framing Politics at the Launch of the Euro : A Cross-National Comparative Study of Frames in the News », *Political Communication*, vol. 18, n°2, 2001, pp. 107-122.
- DELFORCE Bernard, « Les journalistes et l'évolution des instruments de connaissance du public. Enjeux d'identité et de pouvoir », *Les Cahiers du journalisme*, n°1, 1996, pp. 42-58.

- DELOYE Yves, IHL Olivier, « La civilité électorale : vote et forclusion de la violence en France », in BRAUD Philippe (dir.), *La Violence politique dans les sociétés occidentales*, Paris : L'Harmattan, 1993, pp. 75-96.
- DEMERS François, « Qu'arrive-t-il à la politique ? », in RIEFFEL Rémy, WATINE Thierry (dir.), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris : Editions Panthéon Assas, 2002, coll. « Information et communication », pp. 235-250.
- DERVILLE Grégory, « Quand la machine médiatique s'emballe », *Communication et langage*, n°109, 1996, pp. 17-32.
- DERVILLE Grégory, « Le discours du "Bébête Show" de TF1 : populaire ou populiste ? », *Mots*, n°48, 1996, pp. 115-126.
- DOGAN Mattei, « Les professions propices à la carrière politique. Osmoses, filières et viviers », in OFFERLE Michel (dir.), *La Profession politique. XIXe – XXe siècle*, Paris : Belin, 1999, coll. « Socio-histoires », pp. 171-199.
- DOUMIC Jean-François, « Alternance : les cabinets communiquent... », *Médiaspouvoirs*, n°4, 1986, pp. 142-143.
- DUVAL Julien, « Concessions et conversions à l'économie. Le journalisme économique en France depuis les années 1980 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°131-132, 2000, pp. 56-75
- ESQUENAZY Jean-Pierre, « Télévision et acteurs pluriels du politique », *Mots. Les langages du politique*, n°67, 2001, pp. 43-58.
- ESSER Frank, « Tabloïdization of News : a Comparative Analysis of Anglo-American and German Press Journalism », *European Journal of Communication*, vol. 14, n°3, 1999, pp. 291-324.
- FIALA Pierre, HABERT Benoît, « La langue de bois en éclat : les défigements dans les titres de la presse quotidienne française », *Mots*, n°21, 1989, pp. 83-98.
- FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik, « Pour une sociologie politique des espaces publics contemporains », in FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik (dir.), *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes : Presses universitaire de Rennes, 1999, coll. « Res Publica », pp. 13-58.
- GAÏTI Brigitte, « Politique d'abord. Le chemin de la réussite ministérielle dans la France contemporaine », in BIRNBAUM Pierre (dir.), *Les Elites socialistes au pouvoir*, Paris : PUF, 1985, coll. « Politique d'aujourd'hui », pp. 53-85.
- GAÏTI Brigitte, « Le rôle de l'opinion dans les processus de délégitimation ou la quête de l'impopularité des régimes déchus », in LAGROYE Jacques (dir.), *La Politisation*, Paris : Belin, 2003, coll. « Socio-histoires », pp. 221-245.
- GAMSON William A., MODIGLIANI Andre, « Media Discourse and Public Opinion on Nuclear Power : A Constructionist Approach », *American Journal of Sociology*, vol. 95, n°1, 1989, pp. 1-37.
- GARNHAM Nicholas, « The Media and the Public Sphere », in CALHOUN Greg (dir.), *Habermas and the Public Sphere*, Cambridge : The MIT Press, 1992, pp. 359-376.

- GARRAUD Philippe, « Transformation des pratiques politiques et rôles de juges », in LAGROYE Jacques (dir.), *La Politisation*, Paris : Belin, 2003, coll. « Socio-histoires », pp. 79-101.
- GARRIGOU Alain, « Les mœurs politiques : maîtriser les passions », in LAGROYE Jacques (dir.), *La Politisation*, Paris : Belin, 2003, coll. « Socio-histoires », pp. 9-28.
- GAXIE Daniel, « Les facteurs sociaux de la carrière gouvernementale sous la Cinquième République de 1959 à 1981 », *Revue française de sociologie*, vol. 24, n°3, 1983, pp. 449-450.
- GAXIE Daniel, « Les structures politiques des institutions. L'exemple de la Quatrième République », *Politix*, n°20, 1992, pp. 72-98.
- GAXIE Daniel, « Les fondements de l'autorité présidentielle. Transformations structurelles et consolidation de l'institution », in LACROIX Bernard, LAGROYE Jacques (dir.), *Le Président de la République. Usages et genèse d'une institution*, Paris : Presses de la FNSP, 1992, pp. 333-375.
- GAXIE Daniel, « Une construction médiatique du spectacle politique ? Réalité et limites de la contribution des médias au développement des perceptions négatives du politique », in LAGROYE Jacques (dir.), *La Politisation*, Paris : Belin, 2003, coll. « Socio-histoires », pp. 325-356.
- GELLNER Ernest, « L'animal qui évite les gaffes, ou un faisceau d'hypothèses », trad., in BIRNBAUM Pierre, LECA Jean (dir.), *Sur l'Individualisme. Théories et méthodes*, Paris : Presses de la FNSP, 1986, pp. 27-44.
- GERSTLE Jacques, « La persuasion de l'actualité télévisée », *Politix*, n°37, 1997, pp. 81-96.
- GERSTLE Jacques, DUHAMEL Olivier, DAVIS Dennis K, « Television News and The Construction of Political Reality in France and the United States », in KAID Linda L., GERSTLE Jacques, SANDERS Keith R. (dir.), *Mediated Politics in Two Cultures. Presidential Campaigning in the US and France*, New York : Praeger, 1991, pp. 119-143.
- GERSTLE Jacques, DUHAMEL Olivier, DAVIS Dennis K, « La couverture télévisée des campagnes présidentielles. L'élection de 1988 aux Etats-Unis et en France », *Pouvoirs*, n°63, 1992, pp. 55-69.
- HAEGEL Florence, « Des journalistes pris dans leurs sources. Les accrédités à l'Hôtel de Ville de Paris », *Politix*, n°19, 1992, pp. 102-110.
- HERMAN Thierry, LUGRIN Gilles, « La hiérarchie des rubriques : un outil de description de la presse », *Communication et langage*, n°122, 1999, pp. 72-85.
- HIRSCHMAN Albert O., « Vertus et limites de la prise de parole en public (entretien avec Dominique Cardon, Jean-Philippe Heurtin et Cyril Lemieux) », *Politix*, n°31, 1995, pp. 20-29.
- HUBE Nicolas, « L'Union européenne à la "Une" : un cadrage difficile d'une actualité peu visible. Regard comparé sur la presse allemande et française », in GARCIA Guillaume, LE TORREC Virginie (dir.), *L'Union européenne et les médias. Regards croisés sur l'information européenne*, Paris : L'Harmattan, 2003, pp. 67-89.
- HUBE Nicolas, « La conférence de rédaction du Monde. Une approche ethnographique de l'élaboration de la "Une" », in LEGAVRE Jean-Baptiste (dir.), *La Presse écrite : objets délaissés*, Paris : L'Harmattan, 2004, coll. « Logiques politiques », pp. 191-210.

- JEANNENEY Jean-Noël, « *Le Temps de Paris*, histoire d'un fiasco », *L'Histoire*, n°4, 1978, pp. 41-50.
- JENNY Jacques, « Méthodes et pratiques formalisées d'analyse de contenu et de discours dans la recherche sociologique française contemporaine. Etat des lieux et essai de classification », *Bulletin de méthodologie sociologique*, n°54, 1997, pp. 64-112.
- JOBERT Bruno, « Le retour du politique », in JOBERT Bruno (dir.), *Le Tournant néo-libéral en Europe*, Paris : L'Harmattan, 1994, pp. 9-20.
- JOBERT Bruno, THERET Bruno, « France : la consécration républicaine du néo-libéralisme », in JOBERT Bruno (dir.), *Le Tournant néo-libéral en Europe*, Paris : L'Harmattan, 1994, pp. 21-85.
- JUHEM Philippe, « Alternances politiques et transformations du champ de l'information en France après 1981 », *Politix*, n°56, 2001, pp. 185-208.
- KÖCHER Renate, « Bloodhounds or Missionaries : Role Definitions of German and British Journalists », *European Journal of Communication*, vol. 1, n°1, 1986, pp. 43-64.
- KOŠIR Manca, « Toward a theory of the Journalistic Text Form », *Media, Culture and Society*, vol. 10, n°3, 1988, pp. 345-361
- LAGNEAU Éric, « Le style agencier et ses déclinaisons thématiques : l'exemple des journalistes de l'Agence France Presse », *Réseaux*, n°111, 2002, pp. 57-100.
- LAGROYE Jacques, « Le conflit de l'automne 1962. Dispersions et convergences dans la formalisation du rôle », in LACROIX Bernard, LAGROYE Jacques (dir.), *Le Président de la République. Usages et genèse d'une institution*, Paris : Presses de la FNSP, 1992, pp. 161-193.
- LAVOINNE Yves, « Le journaliste saisi par la communication », in MARTIN Marc (dir.), *Histoire et médias. Journalisme et journalistes français. 1950-1990*, Paris : Albin Michel, 1991, pp. 161-173.
- LE BART Christian, « Lois et invariants d'un genre : pour une sociologie des gaffes politiques », in BONNAFOUS Simone et al. (dir.), *Argumentation et discours politique. Antiquité grecque et latine, Révolution française, Monde contemporain*, Rennes : PUR, 2003, pp. 79-98
- LE GRIGNOU Brigitte, NEVEU Erik, « Intimités publiques. Les dynamiques de la politique à la télévision », *Revue française de science politique*, vol. 43, n°6, 1993, pp. 940-969.
- LEFEBVRE Rémi, « Rhétorique de la proximité et crise de la représentation », *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, n°35-36, 2000, pp. 111-132.
- LEFEBVRE Rémi, NONJON Magali, « La démocratie locale en France. Ressorts et usages », *Sciences de la société*, n°60, 2003, pp. 9-28
- LEGAVRE Jean-Baptiste, « *Off the record*. Mode d'emploi d'un instrument de coordination journalistique », *Politix*, n°19, 1992, pp. 135-157.
- LEGAVRE Jean-Baptiste, « L'horizon local de la communication politique. Retour sur la diffusion d'une expertise », *Politix*, n°28, 1994, pp. 76-99.
- LEGAVRE Jean-Baptiste, « Parler de soi ou parler des autres. De quelques usages journalistiques des métaphores ludiques », *Regards sociologiques*, n°7, 1994, pp. 29-47.
- LEGAVRE Jean-Baptiste, « La "neutralité" dans l'entretien de recherche. Retour personnel sur une évidence », *Politix*, n°35, 1996, pp. 207-225.

- LEGAVRE Jean-Baptiste, « Les intellectuels dans l'espace public. Les lectures journalistiques des pétitions de novembre – décembre 1995 », in FRANÇOIS Bastien, NEVEU Erik, *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*, Rennes : PUR, 1999, pp. 209-228.
- LEGAVRE Jean-Baptiste, « Des journalistes au travail. Le portrait dans *Libération* », *Revue des sciences sociales* (Strasbourg), n°28, 2001, pp. 138-143.
- LEGAVRE Jean-Baptiste, « “La queue du paon” ou les logiques de production du portrait politique dans *Libération* », *Société et représentation*, n°13, 2002, pp. 333-361.
- LEGAVRE Jean-Baptiste, « Les journalistes politiques : des spécialistes du jeu politique », in MATONTI Frédérique (dir.), *La Démobilisation politique*, Paris : La Dispute, 2005, pp. 117-142.
- LEHINGUE Patrick, « La parole présidentielle. Travail de codification et définition du poste », in LACROIX Bernard, LAGROYE Jacques (dir.), *Le Président de la République. Usages et genèse d'une institution*, Paris : Presses de la FNSP, 1992, pp. 111-140.
- LEMIEUX Cyril, « La Révolution française et l'excellence journalistique au sens civique. Note de recherche », *Politix*, n°19, 1992, pp. 31-36.
- LEMIEUX Cyril, « Les journalistes, une morale d'exception ? », *Politix*, n°19, 1992, pp. 7-30.
- LEMIEUX Cyril, « L'objectivité du sociologue et l'objectivité du journaliste : convergences, distinctions, malentendus », in FELDMAN Jacqueline et al. (dir.), *Ethique, épistémologie et sciences de l'homme*, Paris : L'Harmattan, 1996, pp. 147-163.
- LEMIEUX Cyril, « Les formats de l'égalitarisme. Transformations et limites de la figure du journalisme-justicier dans la France contemporaine », *Quaderni*, n°45, 2001, pp. 53-68
- LEROUX Pierre, « “7/7” ou la célébration répétée d'une admiration mutuelle », *Politix*, n°23, 1993, pp. 113-124
- LEROUX Pierre, TEILLET Philippe, « “Ces sondeurs qui nous gouvernent”. Usages médiatiques des sondages d'opinion. Élection présidentielle, France, 1995 », in DRAGAN Ioan (dir.), *La Communication du politique. Regards croisés Est-Ouest*, Paris : L'Harmattan, 1999, coll. « Communication et civilisation », pp. 105-147.
- LETEINTURIER Christine, « L'hétérogénéité du journalisme », *Hermès*, n°35, 2003, pp. 35-48.
- LEVEQUE Sandrine, « La conférence de presse. Les transactions entre syndicalistes et journalistes sociaux », *Politix*, n°19, 1992, pp. 120-134.
- LEVEQUE Sandrine, « Analyser la profession journalistique par le bas. La professionnalisation journalistique à l'épreuve de la sociologie interactionniste des professions », in LEGAVRE Jean-Baptiste (dir.), *La Presse écrite : objets délaissés*, Paris : L'Harmattan, 2004, coll. « Logiques politiques », pp. 16-27.
- LOCHARD Guy, « Genres rédactionnels et appréhension de l'événement médiatique. Vers un déclin des modes “configurants” », *Réseaux*, n°76, 1996, pp. 85-100.
- LOCHARD Guy, « Les risques du professionnalisme », *Le Monde*, 02/12/1992.
- MACE Eric, « Qu'est-ce qu'une sociologie de la télévision ? Esquisse d'une théorie des rapports sociaux médiatisés. (1) La configuration médiatisation de la réalité », *Réseaux*, n°104, 2000, pp. 247-288.

- MARCHETTI Dominique, « Les révélations du “journalisme d’investigation” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°131-132, 2000, pp. 30-40.
- MARCHETTI Dominique, « Les sous-champs spécialisés du journalisme », *Réseaux*, n°111, 2002, pp. 21-55.
- MARINE Dominique, « Le “on” et le “off” ou les fausses confidences », in ACCARDO Alain (dir.), *Journalistes au quotidien. Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques*, Bordeaux : Le Mascaret, 1995, pp. 237-258.
- MATHIEN Michel, « Le Journalisme de communication. Critique d’un paradigme spéculatif du journalisme professionnel », *Quaderni*, n°45, 2001, pp. 105-135.
- MAUGER Gérard, « Postface », in MANNHEIM Karl, *Le Problème des générations* (1928), Paris : Nathan, 1990, pp. 83-119.
- MAUGER Gérard, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme. Pour une histoire de la “génération de mai 68” », in C.U.R.A.P.P., *L’Identité politique*, Paris : PUF, 1994, pp. 206-226.
- MERCIER Arnaud, « Pouvoirs de la dérision, dérision des pouvoirs », *Hermès*, n°29, 2001, pp. 9-19.
- MERCIER Arnaud, « Les médias en campagne », in PERRINEAU Pascal, YSMAL Colette (dir.), *Le Vote de tous les refus. Les élections présidentielles et législatives de 2002*, Paris : Presses de la FNSP, 2002, coll. « Chroniques électorales », pp. 53-87.
- MICHELAT Guy, SIMON Michel, « 1981-95 : changements de société, changements d’opinion », in SOFRES, *L’Etat de l’opinion*, Paris : Le Seuil, 1996, pp. 167-186.
- MOLOTCH Harvey, LESTER Marilyn, « Informer : une conduite délibérée de l’usage stratégique des événements » (1974), trad., *Réseaux*, n°75, 1996, pp. 23-41.
- MOUCHON Jean, « L’information politique en champ et contre-champ », *Hermès*, n°13-14, 1994, pp. 263-274.
- MOUCHON Jean, « Pratique du journalisme et parole instituée », *Les Cahiers du journalisme*, n°1, 1996, pp. 27-41.
- MOUCHON Jean, « Le résistant déclin du débat politique à la télévision », *Mots. Les langages du politique*, n°67, 2001, pp. 28-41.
- MUXEL Anne, « Jeunes des années 1990. A la recherche d’une politique “sans étiquette” », in PERRINEAU Pascal (dir.), *L’Engagement politique. Déclin ou mutation ?*, Paris : Presses de la FNSP, 1994, pp. 239-266.
- NEGRINE Ralph, « Parliament and the Media. A Changing relationship ? », *European Journal of Communication*, vol. 14, n°3, 1999, pp. 325-352.
- NEVEU Erik, « “L’Heure de Vérité” ou le triangle de la représentation », *Mots. Les langages du politique*, n°20, 1989, pp. 57-74.
- NEVEU Erik, « Le sceptre, les masques et la plume », *Mots. Les langages du politique*, n°32, 1992, pp. 7-27.
- NEVEU Erik, « Médias et construction de la “crise de la représentation” : le cas français », *Communication (Montréal)*, vol. 14, n°1, 1993, pp. 21-54.
- NEVEU Erik, « Pages “Politique” », *Mots. Les langages du politique*, n°37, 1993, pp. 6-28.

- NEVEU Erik, « Entretiens avec des journalistes politiques », *Mots. Les langages du politique*, n°37, 1993, pp. 87-105.
- NEVEU Erik, « Les émissions politiques à la télévision. Les années 1980 ou les impasses du spectacle politique », *Hermès*, n°17-18, 1995, pp. 145-162.
- NEVEU Erik, « Des questions “jamais entendues”. Crise et renouvellements du journalisme politique à la télévision », *Politix*, n°37, 1997, pp. 25-56.
- NEVEU Erik, « De quelques incidences des médias sur les systèmes démocratiques », *Réseaux*, n°100, 2000, pp. 109-136.
- NEVEU Erik, « Le genre du journalisme. Des ambivalences de la féminisation d’une profession », *Politix*, n°51, 2000, pp. 179-212.
- NEVEU Erik, « The four generations of political journalism », in KUHN Raymond, NEVEU Erik (eds), *Political Journalism : New Challenges, New Practices*, London : Routledge, 2002, pp. 22-43.
- NEVEU Erik, « Quatre configurations du journalisme politique », in RIEFFEL Rémy, WATINE Thierry (dir.), *Les Mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris : Éditions Panthéon Assas, 2002, pp. 251-276.
- NEVEU Erik, MILLOT Vincent, « Entretien avec Jean-Michel Thénard, journaliste au service politique du journal *Libération* », *Mots. Les langages du politique*, n°32, 1992, pp. 97-104.
- NEVEU Erik, QUERE Louis, « Présentation », *Réseaux*, n°75, 1996, pp. 7-21.
- PADIOLEAU Jean-Gustave, « Systèmes d’interaction et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, vol. 18, n°3, 1976, pp. 256-281.
- PADIOLEAU Jean-Gustave, « Le journalisme politique à la française. Regards étrangers », *Esprit*, n°74, 1983, pp. 147-155.
- PARODI Jean-Luc, « Dans la logique des élections intermédiaires », *Revue politique et parlementaire*, n°903, 1983, pp. 42-71.
- PENEFF Jean, « Autobiographies de militants ouvriers », *Revue française de science politique*, vol. 29, n°1, 1979, pp. 53-82.
- PFISTER Thierry, « Le charme discret du journalisme politique », *Médiaspouvoirs*, n°9, 1988, pp. 135-140.
- PINÇON Michel et PINÇON-CHARLOT Monique, « Pratiques d’enquête dans l’aristocratie et la grande bourgeoisie, distances sociales et conditions spécifiques de l’entretien semi-directif », *Genèses*, n°3, 1991, pp. 120-133.
- POIRMEUR Yves, « Marché de la communication et mutation de la vie politique », in CURAPP, *La Communication politique*, Paris : PUF, 1991, pp. 115-132.
- RANGER Jean, « Les Français s’intéressent-ils à la politique ? », in CEVIPOF, *L’Electeur français en questions*, Paris : Presses de la FNSP, 1990, coll. « Références », pp. 127-151.
- RIEFFEL Rémy, « Les relations des journalistes et du pouvoir dans la presse écrite et audiovisuelle nationale de 1960 à 1985 », in MARTIN Marc (dir.), *Histoire et médias. Journalisme et journalistes français. 1950-1990*, Paris : Albin Michel, 1991, pp. 251-265.
- RIEFFEL Rémy, « Vers un journalisme mobile et polyvalent ? », *Quaderni*, n°45, 2001, pp. 153-170.

- RIUTORT Philippe, « Grandir l'événement. L'art et la manière de l'éditorialiste », *Réseaux*, n°76, 1996, pp. 63-79.
- RUELLAN Denis, « Socialisation des journalistes entrant dans la profession », *Quaderni*, n°45, 2001, pp. 137-152.
- SHILLER Dan, « An Historical Approach to Objectivity and Professionalism in American News Reporting », *Journal of Communication*, vol. 29, n°4, 1979, pp. 73-81.
- SCHEUFELE Dietram A., « Framing as a Theory of Media Effects », *Journal of Communication*, vol. 49, n°1, 1999, pp. 103-122.
- SCHLESINGER Philip, « Newsmen and their time-machine », *British Journal of Sociology*, vol. 28, n°3, 1977, pp. 336-350.
- SCHLESINGER Philip, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies des sources d'information et les limites du média-centrisme » (1990), trad., *Réseaux*, n°51, 1992, pp. 77-98.
- SCHUDSON Michael, « Le temps – presse : comment l'information se conjugue » (1986), trad., *Médiaspouvoirs*, n°6, 1987, pp. 5-24.
- SCHUDSON Michael, « Rhétorique de la forme narrative : l'émergence des conventions journalistiques dans la presse TV » (1982), trad., *Quaderni*, n°8, 1989, pp. 27-39.
- SCHUDSON Michael, « The Sociology of News Production Revisited », in CURRAN James and GUREVITCH Michael (ed.), *Mass Media and Society*, London : Edward Arnold, 1991, pp. 141-159.
- SCHUDSON Michael, « The Objectivity Norm in American Journalism », *Journalism*, vol. 2, n°2, 2001, pp. 149-170.
- SEDEL Julie, « “La nouvelle formule du Monde”. Contribution à une étude des transformations du journalisme », *Questions de communication*, n°6, 2004, pp. 299-316.
- SIMEANT Johanna, « Déontologie et crédibilité : le réglage des relations professionnelles au Centre de formation des journalistes », *Politix*, n°19, 1992, pp. 37-55.
- SOUCHIER Emmanuel, « Le citoyen, le politique et le journaliste », *Communication et langage*, n°112, 1997, pp. 67-84.
- STOETZEL Jean, « Fonctions de la presse : à côté de l'information », in BALLE Francis, PADIOLEAU Jean-Gustave, *Sociologie de l'information. Textes fondamentaux*, Paris : Larousse, 1973, pp. 227-283.
- TASLE D'HELIAN Guillaume, « “Le Parisien” : l'innovation au quotidien », *Médiaspouvoirs*, n°19, 1990, pp. 107-114.
- THOMPSON John B., « Transformation de la visibilité » (1995), trad., *Réseaux*, n°100, 2000, pp. 189-213.
- TOURNIAIRE Eliane, « L'Express et le phénomène mendésiste », in BEDARIDA François, RIOUX Jean-Pierre (dir.), *Pierre Mendès-France et le mendésisme. L'expérience gouvernementale (1954-55) et sa postérité*, Paris : Fayard, 1985, pp. 195-204
- TRUFFET Michel, « Les rhétoriques de la désinvolture (de quelques titres à la mode) », in MARTIN Marc (dir.), *Histoire et médias. Journalisme et journalistes français. 1950-1990*, Paris : Albin Michel, 1991, pp. 43-49.

- TUCHMAN Gaye, « Objectivity as Strategic Ritual : An examination of Newsmen's Notions of Objectivity », *American Journal of Sociology*, vol. 77, n°4, 1972, pp. 660-679.
- TUCHMAN Gaye, « Making News by Doing Work : Routinizing the Unexpected », *American Journal of Sociology*, vol. 79, n°1, 1973, pp. 110-131
- TUDESQ André-Jean, « Pierre Mendès France et la radiodiffusion », in BEDARIDA François, RIOUX Jean-Pierre (dir.), *Pierre Mendès-France et le mendésisme. L'expérience gouvernementale (1954-55) et sa postérité*, Paris : Fayard, 1985, pp. 205-211.
- VAN DIJK Teun A., « Structures of News in the Press », in VAN DIJK Teun A. (ed.), *Discourse and Communication. New Approaches to the Analysis of Mass Media Discourse and Communication*, Berlin : Walter de Gruyter, 1985, coll. « Research in Text Theory », pp. 69-93.
- VERON Eliseo, « L'analyse du contrat de lecture : une nouvelle méthode pour les études de positionnement des supports de presse », in IREP, *Les Médias, expériences, recherches actuelles, applications*, Paris : IREP, 1985, pp. 203-230.
- VIANSSON-PONTE Pierre, « Vingt ans d'information politique (1946-66) », *La Nef*, n°27, 1966, pp. 34-52.
- WOLTON Dominique, « Les journalistes entre l'opinion publique et les hommes politiques », in MARTIN Marc (dir.), *Histoire et médias. Journalisme et journalistes français. 1950-1990*, Paris : Albin Michel, 1991, pp. 206-217.

TABLE DES ABREVIATIONS

AFP : Agence France Presse

ARS : Action Républicaine et Sociale (1953-58).

ATTAC : Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens (depuis 1998).

CDS : Centre des Démocrates Sociaux (1976-95).

CGT : Confédération Générale du Travail (depuis 1895).

CNIP : Centre National des Indépendants et Paysans (depuis 1949).

DL : Démocratie Libérale (1997-2002)

FD : Force Démocrate (1995-98).

FFI : Forces Françaises de l'Intérieur (mouvement résistant).

LCR : Ligue communiste révolutionnaire (depuis 1974).

LO : Lutte ouvrière (depuis 1968).

MEDEF : Mouvement des Entreprises de France (ex-CNPF, depuis 1998).

MRP : Mouvement des Républicains Populaires (1944-66).

PCF : Parti Communiste Français (depuis 1920).

PR : Parti Républicain (1977-97).

PRL : Parti Républicain de la Liberté (1945-51)

PS : Parti Socialiste (depuis 1971).

PSU : Parti Socialiste Unifié (1960-90).

RPF : Rassemblement du Peuple Français (1947-53).

RPR : Rassemblement Pour la République (1976-2002).

SFIO : Section française de l'Internationale Ouvrière (1905-71).

UDF : Union pour la Démocratie Française (depuis 1978).

UDR : Union pour la Défense de la République (puis Union des Démocrates pour la République, 1968-76).

UDSR : Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (1945-65).

UDV^e : Union des Démocrates pour la V^e République (1967-68).

UNR : Union pour la Nouvelle République (1958-67)

URAS : Union des Républicains d'Action Sociale (1953-58).

INDEX DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX

Tableau 1. Recensement de la population de journalistes politiques selon leur date d'entrée dans les différentes rédactions.....	1
Tableau 2. Comparaison entre la population de rédacteurs interviewés et la population de journalistes politiques recensés	52
Tableau 3. Evolution du nombre de pages de cinq quotidiens nationaux.....	66
Tableau 4. Répartition des quotidiens parisiens selon leurs orientations.....	167
Tableau 5. Tirage de quinze quotidiens parisiens entre 1944 et 1958	171
Tableau 6. Tirages moyens des dix principaux hebdomadaires politiques et confessionnels en 1946 et 1955.....	172
Tableau 7. Nombre moyen d'orateurs cités par compte-rendu dans les pages <i>Politique</i> du <i>Monde</i> lors des deux premières semaines de novembre.	201
Tableau 8. Recensement des orateurs au Parlement cités par <i>Le Figaro</i> les deux premières semaines de novembre selon leur identité politique.....	203
Tableau 9. Comparaison de la proportion de parlementaires de l'opposition cités dans les comptes-rendus du <i>Monde</i> et du <i>Figaro</i> les deux premières semaines de novembre. ...	204
Tableau 10. Proportion d'orateurs communistes parmi l'ensemble des orateurs au Parlement cités par <i>L'Humanité</i> et <i>Le Monde</i> lors des deux premières semaines de novembre.....	207
Tableau 11. Affectation des journalistes dans les services <i>Politique</i> du <i>Monde</i> et du <i>Figaro</i> en 1952, 1964, 1976 et 1988	220
Tableau 12. Affectation des journalistes dans le service <i>Politique</i> de <i>Libération</i> en 1983, 1988 et 1994.....	233
Tableau 13. Sélection de titres renvoyant aux pages <i>Politique</i> et figurant en Une du <i>Figaro</i> en novembre 1964, 1976 et 1988	242
Tableau 14. Sélection de titres renvoyant aux pages <i>Politique</i> et figurant en Une de <i>France-Soir</i> en novembre 1964, 1976 et 1988.....	244
Tableau 15. Recensement des arènes d'où émanent les discours publics rapportés dans les pages <i>Politique</i> du <i>Monde</i> lors des quinze premiers jours de novembre	247
Tableau 16. Nombre et identité des acteurs cités dans la « titraille » des pages <i>Politique</i> du <i>Monde</i> des quinze derniers jours de novembre 1964, 1976, 1988	249
Tableau 17. Nombre de papiers signés dans les pages <i>Politique</i> de cinq quotidiens au cours des quinze premiers jours de novembre	265
Tableau 18. Recensement des « reprises » d'autres médias dans les neuf journaux de notre corpus au cours de la première semaine de novembre 2000	278
Tableau 19. Recensement des titres des comptes-rendus budgétaires publiés dans <i>Le Figaro</i> les quinze premiers jours de novembre 1970 et 1982	295

Tableau 20. Recensement de quelques titres, sous-titres et chapôts inclus dans la page d'ouverture de la séquence <i>France</i> du <i>Monde</i> entre le 2 et le 15 novembre 2000.....	357
Tableau 21. Recensement des intitulés des pages intégrant les papiers des services <i>Politique</i> au cours des années 1990	378
Tableau 22. Nombre de références aux acteurs dont les propos publics sont relayés dans les pages <i>Politique</i> au cours de la première quinzaine de novembre 2000	393
Tableau 23. Nombre de références aux acteurs dont les propos sont présentés comme officiels ou sollicités par les journalistes politiques au cours de la première quinzaine de novembre 2000	395
Tableau 24. Nombre d'acteurs simplement cités dans les pages <i>Politique</i> au cours de la première quinzaine de novembre 2000	397
Tableau 25. Evolution de la diffusion des journaux ayant soutenu la candidature de François Mitterrand aux élections de 1981 (moyenne annuelle en milliers d'exemplaires)	456
Tableau 26. Diffusion totale de six quotidiens d'information générale depuis 1960	489
Tableau 27. Diffusion totale de cinq newsmagazines depuis 1960	495
Tableau 28. Pourcentages de pages consacrées aux <i>informations politiques</i> en 1949 et 1964...	501
Tableau 29. Recensement des dix couvertures ayant obtenu les meilleures ventes (sur « Paris surface »), du 1er janvier 1986 au 15 septembre 1987.....	503
Tableau 30. Proportion annuelle des titres de Une renvoyant aux problématiques politiques dans <i>Le Nouvel Observateur</i>	503
Tableau 31. Recensement des titres de Une du <i>Nouvel Observateur</i> , entre janvier et mai ..	504
Tableau 32. Carrière ultérieure des chefs du service <i>Politique</i> du <i>Figaro</i> (1944-75).....	555
Tableau 33. Recensement des directeurs de la publication et des directeurs de la rédaction des journaux de notre corpus (1958-2000)	556
Tableau 34. Recensement de la population de journalistes politiques soumis à l'enquête selon leur date d'entrée dans les différentes rédactions.....	575
Tableau 35. Profils des recrutés au sein des services <i>Politique</i> selon leur statut antérieur...	581
Tableau 36. Services d'origine des rédacteurs politiques recrutés « en interne » à <i>Libération</i> et au <i>Monde</i> depuis 1981.....	587
Tableau 37. Recensement des rédactions auxquelles appartenaient précédemment les journalistes politiques recrutés	591
Tableau 38. Effectifs de rédacteurs n'ayant pas suivi d'études post-bac.....	614
Tableau 39. Répartition des cursus universitaires selon les générations de journalistes	615
Tableau 40. Effectifs de journalistes issus d'écoles de journalisme par génération	621
Tableau 41. Effectifs de journalistes issus d'écoles de journalisme par rapport au nombre d'entrants dans les services <i>Politique</i> , par période et par journaux	621
Tableau 42. Évolution du nombre de journalistes femmes au sein des services <i>Politique</i> ...	626
Tableau 43. Proportion de femmes intégrant les services <i>Politique</i> par rapport au nombre total d'« entrants » dans ces services	626

Encadré 1. Biographies succinctes de quelques chroniqueurs et chefs des services <i>Politique</i> au lendemain de la guerre.....	151
Encadré 2. Recensement (non exhaustif) des journalistes politiques de notre corpus ayant occupé un poste dans un cabinet ministériel entre 1944 et 1958	181
Encadré 3. La partialité des journaux au cours des années 1970.....	293
Encadré 4. Recensement des surtitres introduisant les pages <i>Politique</i> du <i>Monde</i> du 4 au 12 novembre 1994	355
Encadré 5. Les interventions de l’entourage du président Giscard d’Estaing auprès des dirigeants de presse	425
Encadré 6. Le rôle de la presse écrite face à la radio et à la télévision.....	446
Encadré 7. L’incidence des élections de 1981 sur la hiérarchisation des services <i>Politique</i>	546
Encadré 8. Carrières ultérieures d’anciens journalistes politiques	552
Graphique 1. Nombre d’orateurs au Parlement cités par <i>Le Monde</i> lors des deux premières semaines de novembre	200
Graphique 2. Nombre d’orateurs au Parlement cités par <i>Le Figaro</i> lors des deux premières semaines de novembre	202
Graphique 3. Nombre d’orateurs au Parlement cités par <i>L’Humanité</i> lors des deux premières semaines de novembre	206
Graphique 4. Répartition du nombre de personnes citées dans les pages <i>Politique</i> du <i>Monde</i> de la première semaine de novembre, selon l’origine de leur discours.....	272
Graphique 5. Tirage cumulé des quotidiens nationaux (moyenne quotidienne par année)..	488
Graphique 6. Evolution du nombre de quotidiens nationaux d’information générale	490
Graphique 7. Ancienneté moyenne des membres des services <i>Politique</i> du <i>Monde</i> et du <i>Figaro</i> entre 1964 et 2002.....	585

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE.....	7
INTRODUCTION GENERALE	9
<i>Section 1. Pour une histoire des pages Politique de la presse écrite française.....</i>	<i>10</i>
§ 1. DELIMITATIONS DE L'ENQUETE ET CONSTRUCTION DE L'OBJET	14
A. <i>Justification de la période d'investigation : 1945-2000</i>	<i>14</i>
B. <i>Le choix des médias étudiés : entre représentativité et exemplarité.....</i>	<i>15</i>
C. <i>La construction de l'objet : le flou des frontières du journalisme politique....</i>	<i>19</i>
§ 2. LES ELEMENTS « STRUCTURANTS » DU JOURNALISME POLITIQUE FRANÇAIS	25
§ 3. « RHETORIQUES » ET « ROLES » JOURNALISTIQUES : CADRAGE THEORIQUE.....	28
§ 4. HYPOTHESES DE RECHERCHE.....	33
<i>Section 2. Des méthodes d'enquête plurielles.....</i>	<i>37</i>
§ 1. CONSTITUTION ET ANALYSE D'UN CORPUS DE PAGES POLITIQUE.....	37
§ 2. REALISATION ET EXPLOITATION D'ENTRETIENS.....	41
A. <i>Pertinence et limites de l'interview comme méthode d'enquête.</i>	<i>41</i>
B. <i>Constitution de la population et sélection des interviewés</i>	<i>49</i>
<i>Section 3. Présentation du plan</i>	<i>53</i>
PREMIERE PARTIE	
LE DERNIER ACTE DU JOURNALISME PARLEMENTAIRE (1945-58)	57
CHAPITRE 1	
L'ECRITURE JOURNALISTIQUE DU POLITIQUE SOUS LA IV^E REPUBLIQUE.....	61
<i>Section 1. La structure des pages et des services Politique.....</i>	<i>64</i>
§ 1. L'ARCHITECTURE DES JOURNAUX NATIONAUX SOUS LA QUATRIEME REPUBLIQUE .	65
§ 2. LE SEANCIER, LE COULOIRISTE ET LE CHRONIQUEUR	73
<i>Section 2. La codification des rôles journalistiques</i>	<i>82</i>
§ 1. ENREGISTRER LE DISCOURS POLITIQUE.....	82
A. <i>Un genre inaltérable: les comptes-rendus de séance</i>	<i>83</i>

<i>B. L'imprégnation des pages Politique par les logiques d'enregistrement</i>	92
§ 2. INFORMER SUR LES « JEUX » DE COULOIRS	100
§ 3. S'ENGAGER DANS L'AFFRONTMENT POLITIQUE	107
<i>A. Mobiliser l'opinion et prolonger les luttes parlementaires</i>	108
<i>B. Combattre l'adversaire : Le Figaro contre le Parti communiste</i>	124
<i>C. Représenter l'« opinion publique »</i>	128

CHAPITRE 2

LES CONDITIONS D'EXERCICE DU JOURNALISME PARLEMENTAIRE

Section 1. L'héritage du parlementarisme

§ 1. GENESE ET AMBIGUÏTES DE L'IMPERATIF DE PUBLICITE.....	140
<i>A. L'avènement d'un dispositif d'enregistrement</i>	141
<i>B. Le journalisme parlementaire comme journalisme d'intermédiaire</i>	144
§ 2. PERENNISER LES ANCIENS SAVOIR-FAIRE : LE « CLUB » PARLEMENTAIRE	149
§ 3. OFFRIR LA PRIMEUR DE L'INFORMATION	157

Section 2. L'héritage de la Résistance et ses contradictions

§ 1. UN JOURNALISME SUBORDONNE ?	164
§ 2. UNE « IMPARTIALITE » REVENDIQUEE	170
<i>A. Le journalisme de combat face aux contraintes économiques</i>	170
<i>B. Une configuration politique difficilement mobilisatrice</i>	176
§ 3. UNE « PROXIMITE » VALORISEE.....	181

DEUXIEME PARTIE

LES METAMORPHOSES DES PAGES POLITIQUE (1958-2000)

CHAPITRE 3

VOIR LA POLITIQUE AUTREMENT

Section 1. La « dernière séance »

§ 1. UN DECLIN QUANTITATIF	198
<i>A. Le Monde : un effacement progressif</i>	200
<i>B. Le Figaro : vers une logique de combat</i>	202
<i>C. L'Humanité : s'appuyer sur les déclarations communistes</i>	206
§ 2. LA METAMORPHOSE DES FORMATS : L'EXEMPLE DU MONDE	208
<i>A. « Couper » et « angler »</i>	209

<i>B. « Sélectionner » et diversifier les « genres »</i>	211
<i>Section 2. L'extension de la scène politique</i>	215
§ 1. VERS UN RUBRICAGE « PARTISAN »	216
<i>A. Le rubricage « organisationnel » des services Politique</i>	217
<i>B. L'émergence et les limites d'une spécialisation partisane : les cas du Monde et du Figaro</i>	219
<i>C. France-Soir et l'impératif de « réactivité »</i>	224
<i>D. Libération entre professionnalisation et spécialisation</i>	228
<i>E. L'Humanité : distinguer Politique et Social</i>	233
§ 2. UNE VISIBILITE NOUVELLE DU POLITIQUE ?	238
<i>A. Des obstacles méthodologiques</i>	239
<i>B. La politique à la « Une »</i>	241
<i>C. Une diversification des « scènes » et des « acteurs » politiques</i>	246
<i>Section 3. Mettre en scène les « coulisses » : l'émergence d'un style newsmagazine...</i>	250
CHAPITRE 4	
<i>TEMOIGNER DE SON « PROFESSIONNALISME »</i>	256
<i>Section 1. Le déclin de l'information « officielle »</i>	258
§ 1. LA DISPARITION DU JOURNALISME DE « COMMUNIQUE »	260
<i>A. L'exemple du Conseil des ministres</i>	261
<i>B. Contextualiser les déclarations : « l'article »</i>	263
<i>C. La généralisation des « échos »</i>	267
§ 2. UNE INITIATIVE JOURNALISTIQUE PLUS APPARENTE	273
<i>A. Provoquer l'événement : l'interview</i>	274
<i>B. Produire l'événement : les sondages d'opinion</i>	280
<i>Section 2. De l'énonciation à la dissimulation des préférences partisans.</i>	287
§ 1. LA LEGITIMITE RETROUVEE D'UN JOURNALISME DE « COMBAT »	289
<i>A. La parenthèse gaulliste (1962-68)</i>	289
<i>B. La radicalisation des antagonismes (1968-1986)</i>	293
§ 2. DE NOUVEAUX « RITES » DE DISTANCIATION	298
<i>A. La mise à l'écart des « Points de vue »</i>	300
<i>B. La codification d'un « contrat de lecture »</i>	302
<i>C. L'humour et l'irrespect comme engagement et comme distanciation</i>	305

<i>Section 3. Vers un journalisme de « décryptage »</i>	310
§1. ANALYSER LES STRATEGIES DE POUVOIR	313
A. <i>Une rhétorique ajustée aux newsmagazines</i>	313
B. <i>La lente imprégnation des quotidiens</i>	315
§2. DECRYPTER LES STRATEGIES D'IMAGES	320
A. <i>Des « symboles » aux « coups médiatiques »</i>	320
B. <i>Des « identités stratégiques »</i>	323
§3. INVESTIR UNE POSITION ARBITRALE	326
A. <i>L'analyse stratégique comme « rhétorique de l'impartialité »</i>	328
B. <i>L'enquête comme « contre-pouvoir »</i>	331

CHAPITRE 5

RENDRE LA POLITIQUE MOINS « AUSTERE » ET PLUS « PROCHE » DU PUBLIC 335

<i>Section 1. Une politique plus « humaine »</i>	338
§ 1. LA DIMENSION ROMANESQUE DU JEU : LA GENERALISATION DES « RECITS »	340
A. <i>Des situations propices aux registres narratifs</i>	340
B. <i>Récits individuels, récits collectifs</i>	343
§ 2. LA DIMENSION « FEUILLETONESQUE » DU JEU	347
A. <i>Une typologie des modes d'appréhension de l'événement</i>	348
B. <i>Les faits politiques comme épisodes</i>	352
C. <i>La vie politique comme « saga »</i>	358
§ 3. LA DIMENSION PSYCHOLOGIQUE DU JEU	362
A. <i>La politique comme univers de « passions »</i>	362
B. <i>La généralisation des portraits</i>	365
<i>Section 2. Une politique élargie : le « fond » contre le « microcosme »</i>	375
§ 1. REPOUSSER LES FRONTIERES DE LA POLITIQUE	377
A. <i>La politique au pluriel</i>	377
B. <i>Décloisonner la politique</i>	383
C. <i>Incorporer de nouvelles expertises</i>	386
§ 2. UN ELARGISSEMENT ENCORE LIMITE	390

TROISIEME PARTIE
CONDITIONS ET LOGIQUES DES TRANSFORMATIONS
REDACTIONNELLES 401

CHAPITRE 6

LES JOURNALISTES POLITIQUES FACE AUX TRANSFORMATIONS POLITIQUES
CONTEMPORAINES 404

Section 1. La présidentialisation du jeu politique (1958-81)..... 406

§ 1. UN RENOUVELLEMENT DES REGLES DU JEU POLITIQUE..... 407

A. *Primat de l'exécutif et déclin du Parlement*..... 407

B. *L'autorité croissante des états-majors partisans*..... 413

§ 2. BIPOLARISATION DE L'ESPACE POLITIQUE ET LOGIQUES DE POSITIONNEMENT

EDITORIAL 416

A. *Les indices d'une « politisation » accrue*..... 417

B. *L' enrôlement des pages Politique et ses limites*..... 424

§ 3. DE NOUVELLES MISES EN SCENE DU POLITIQUE 435

A. *Usages politiques de la télévision et professionnalisation de la communication*
politique..... 436

B. *La nécessaire adaptation de la presse écrite* 444

Section 2. Les journalistes politiques face au « désenchantement » politique 453

§ 1. LE COUT CROISSANT D'UN ENGAGEMENT PARTISAN 455

§ 2. LE COUT CROISSANT D'UN TRAITEMENT « POLITICIEN » 462

A. *Une « crise » du discours politique ?*..... 462

B. *Une crise du journalisme politique ?*..... 471

CHAPITRE 7

L'ÉVOLUTION DES CONTRAINTES ECONOMIQUES ET ORGANISATIONNELLES. 482

Section 1. Des exigences commerciales plus marquées..... 484

§ 1. CRISE DES VENTES ET DEVELOPPEMENT DU MARKETING 486

A. *Les enjeux économiques de la presse française depuis 1958*..... 487

1. Les difficultés chroniques de la presse quotidienne nationale 487

2. Un genre novateur et rentable : le newsmagazine..... 494

B. *La place vacillante des pages Politiques dans les hiérarchies* 498

C. *La figure d'un « nouveau » lecteur* 506

1. Etudes de marché et standardisation de l'écriture journalistique..... 506

2. Définir des formats moins excluants et plus attractifs..... 508

§ 2. FAIRE FACE A LA CONCURRENCE : ENTRE RECHERCHE DE DISTINCTIONS ET SOUCI DE CONFORMITE	513
A. <i>La dialectique de l'innovation et de l'imitation</i>	513
B. <i>La dialectique de la distinction et de la coopération</i>	517
C. <i>L'intrusion des médias audiovisuels et leurs effets sur les normes rédactionnelles</i>	521
§ 3. DES ENJEUX DE CREDIBILITE.....	526
A. <i>Séduire la « clientèle » politique</i>	527
B. <i>Attirer un public « haut de gamme »</i>	529
<i>Section 2. Economie du travail journalistique et routines professionnelles</i>	534
§ 1. LES LOGIQUES D'UN PRESTIGE REDACTIONNEL.....	536
A. <i>Les journalistes politiques face aux « chevaliers blancs » de l'investigation</i>	537
B. <i>Les gratifications du journalisme politique</i>	544
§ 2. LES LOGIQUES D'UN RUBRICAGE « PARTISAN »	559
A. <i>Expertise « horizontale » et expertise « sectorielle » : le poids croissant des services Société</i>	559
B. <i>Rubricage partisan et cadrage stratégique</i>	564
CHAPITRE 8	
RENOUVELLEMENTS DU PERSONNEL JOURNALISTIQUE ET LUTTES	
GENERATIONNELLES	
<i>Section 1. Entre journalisme et politique</i>	575
§1. DES JOURNALISTES « COMME LES AUTRES » ?.....	576
§2. DES JOURNALISTES DESENGAGES ?	593
A. <i>Des représentations politiques divergentes</i>	594
B. <i>Le militantisme : une ressource en déclin</i>	603
<i>Section 2. Une population plus diplômée et féminisée</i>	611
§1. DES JOURNALISTES PLUS DIPLOMES.....	613
A. <i>L'évolution des cursus universitaires</i>	613
B. <i>Le poids croissant des écoles de journalisme</i>	619
§2. LA FEMINISATION DES EFFECTIFS	624
A. <i>La féminisation et ses limites</i>	624
B. <i>Féminisation et mise en récit de la politique</i>	629

CONCLUSION GENERALE.....	643
1. ENJEUX SCIENTIFIQUES DE LA RECHERCHE	643
2. ENJEUX SOCIAUX DE LA RECHERCHE	651
ANNEXES	661
ANNEXES N°1. Liste des journalistes interviewés.....	661
ANNEXES N°2. Recensement des journalistes politiques selon leur date d'entrée dans les journaux de notre corpus	668
ANNEXES N°3. Les réactions d'étudiants en journalisme face à un compte-rendu parlementaire du <i>Monde</i> de novembre 1970	675
ANNEXES N°4. Recensement des quotidiens nationaux disparus depuis 1945	679
BIBLIOGRAPHIE GENERALE	681
1. LIVRES, MEMOIRES, THESES, RAPPORTS	681
2. ARTICLES ET CHAPITRES D'OUVRAGES COLLECTIFS	691
TABLE DES ABREVIATIONS	702
INDEX DES GRAPHIQUES ET DES TABLEAUX	703
TABLE DES MATIERES	706